Séance ordinaire du comité exécutif
du mercredi 8 septembre 2021

ORDRE DU JOUR PUBLIC

10 – Sujets d'ouverture

10.001 Ordre du jour

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du comité exécutif

12 – Orientation

12.001 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG11 0082. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.004 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG11 0082. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.005 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.006 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG11 0082. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.007 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la

résolution CG11 0082. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.008 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.009 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG11 0082. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.010 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG11 0082. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.011 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG11 0082. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.012 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG11 0082. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.013 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

12.014 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG11 0082. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

20 – Affaires contractuelles

20.001 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CE *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1219088002

Conclure douze (12) ententes-cadres avec la firme Recyclage Notre-Dame inc. pour la fourniture de sites pour l'élimination de résidus de balais de rue et de dépôts à neige, pour une durée de douze (12) mois, incluant une (1) option de prolongation de douze (12) mois - Montant estimé de l'entente : 1 128 614,14 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18806 - (3 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.003 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels* - 1217675002

Accorder un contrat à 9070-1863 Québec inc. (Les Conseillers Forestiers de l'Outaouais), pour des services techniques de travaux mécanisés de lutte aux nerpruns en friche et en milieu forestier, reboisement et entretien au parc-nature de la Pointe-aux-Prairies, pour une période de trente-six mois, soit d'octobre 2021 à septembre 2024 inclusivement - Dépense totale de 419 684,25 $, taxes incluses (contrat : 349 736,88 $, variation de quantité : 17 486,84 $ et incidences : 52 460,53 $) - Appel d'offres public 21-18888 - 1 seul soumissionnaire

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Écoterritoires

20.004 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets* - 1216486003

Accorder trois (3) contrats aux firmes MI-8 et TACEL pour la fourniture des systèmes de détection Mi-bloc Radar, des systèmes de détection Mi-bloc Vidéo Thermique puis, des équipements Bluetooth reliés aux feux de circulation situés sur le boulevard Pie-IX, dans le cadre du projet intégré SRB Pie-IX (SRB) - Dépense totale de 477 073,48 $, taxes incluses (contrat pour l'item 1 - MI-8 : 233 682,09 $ + contingences de 34 993,89 $) (contrat pour l'item 2 - TACEL : 115 470,54 $ + contingences de 17 791,71 $) (contrat pour l'item 3 - MI-8 : 65 335,00 $ + contingences de 9 800,25 $) - Appel d'offres public 21-18823 - 2 soumissionnaires, 1 seul conforme pour chacun des items

20.005 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1215382015

Conclure une entente-cadre avec Soudure Brault inc. pour la fourniture et l'installation de bennes en aluminium avec accessoires sur des châssis de camions fournis par la Ville (camions légers de classes 3 et 4), pour une période de trois (3) ans - Dépense totale de 2 521 249,98 $, taxes incluses (contrat: 2 101 041,65 $ + contingences: 420 208,33 $) - Appel d'offres public 21-18691 - (4 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.006 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1215382019

Accorder un contrat à Équipement SMS inc, pour la fourniture de chargeuses articulées sur pneus, compactes de 1,4 verges cube - Dépense totale de 618 401,08 $, taxes incluses (contrat : 580 059,22 $ + contingences: 38 341,86 $) - Appel d'offres public 21-18810 - (un soumissionnaire)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.007 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1215382020

Accorder un contrat à Nautic et Art inc., pour la fourniture de douze (12) embarcations de sauvetage nautiques avec remorques et équipements pour les besoins opérationnels du SIM - Dépense totale de 6 781 099,03 $, taxes incluses (contrat : 5 896 607,85 $ + contingences : 884 491,18 $) - Appel d'offres public 21-18567 - (2 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.008 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1215382017

Accorder un contrat à UAP inc., pour la fourniture de treize (13) unités de récupération et de diagnostic des gaz réfrigérants de climatiseur - Dépense totale de 125 802,77$, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18881 - (un seul soumissionnaire)

20.009 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1213673005

Accorder à Solotech inc. le contrat pour l'acquisition des équipements d'éclairage du MEM - Centre des mémoires montréalaises - Autoriser une dépense de 518 258,25 $, toutes taxes incluses, (contrat de 493 579,28 $ + contingences de 24 678,97 $) - Appel d'offres public 21-18867 (4 soumissionnaires)

20.010 Contrat de construction

CM *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics* - 1219257005

Accorder un contrat à Les Excavations Super Inc. pour la réalisation de travaux d'aménagement du pôle famille du parc La Fontaine - phase 1 - Dépense totale de 2 694 751,42 $, taxes incluses (contrat : 1 897 712,27 $ + contingences 379 542,45 $ + variation des quantités 170 794,10 $ + incidences 246 702,60 $) - Appel d'offres public 21-6582 - Quatre soumissionnaires

20.011 Contrat de construction

CG *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1218115005

Accorder un contrat à Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée pour la réalisation des travaux de construction de la toiture lot L0701 dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 805 269,90 $, taxes incluses (contrat : 1 444 215,92 $ + contingences : 361 053,98 $) - Appel d'offres public IMM-15699 - (3 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.012 Contrat de construction

CM *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics* - 1218130001

Accorder un contrat à Les Excavations Super Inc. pour la réalisation des travaux d'aménagement de la place des Arrimeurs, incluant éclairage - Dépense totale de 2 641 921,89 $, taxes incluses (contrat : 1 928 410,14 $ + contingences 289 261,52 $ + variation des quantités 231 409,22 $ + incidences 192 841,01 $) - Appel d'offres public numéro 21-6610 - (quatre soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.013 Contrat de construction

CE *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1218783001

Accorder un contrat à Soconex Entrepreneur Général inc. pour réaliser les travaux de réfection structurelle des réserves B et C à l'usine de production d'eau potable Pointe-Claire. Dépense totale de 421 952,60$, taxes incluses (Contrat: 349 534 $ + contingences: 52 428,60 $ + incidences: 20 000 $) - Appel d'offres public 10377 - (7 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.014 Contrat de construction

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1217055002

Autoriser le transfert d'un montant de 31 507,02 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour terminer le projet de la piscine St-Georges de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, dans le cadre du contrat accordé à Axe construction Inc. (CM19 0185), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 209 000,00 $ à 1 240 507,02 $, taxes incluses

20.015 Contrat de services professionnels

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1215965002

Approuver un projet d'addenda de la convention de services professionnels intervenue avec les firmes Services Intégrés Lemay et Associés inc., architectes, Martin Roy et associés inc., ingénieurs en électromécanique et Elema, Experts-Conseils inc., ingénieurs en structure (CE16 1466) et autoriser une dépense additionnelle de 345 422,60 $, taxes et contingences incluses (contrat: 266 150,58 $ + contingences: 79 272,02 $), pour le projet de réaménagement du Bain Saint-Michel majorant ainsi le montant du contrat, de 459 118,17 $ à 804 540,77 $ taxes et contingences incluses

20.016 Contrat de services professionnels

CG *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics* - 1214695001

Accorder un contrat de services professionnels à la firme Affleck de la Riva pour l'élaboration de documents d'exécution de travaux visant la restauration d'ouvrages de maçonnerie d'intérêt patrimonial (maison Mary-Dorothy-Molson / parc Gouin-Le Mesurier) - Dépense totale de 407 133,95 $, taxes incluses (contrat de 370 121,77 $ et contingences de 37 012,18 $) - Appel d'offres public numéro 21-18781 (un soumissionnaire conforme)

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

20.017 Contrat de services professionnels

CG *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics* - 1219222001

Accorder un contrat à Lemay CO inc. et Les Services EXP inc., pour la fourniture de services professionnels dans le cadre du projet de réaménagement des abords de la maison Smith au parc du Mont-Royal, pour une période de 72 mois - Dépense totale de 3 290 795,20 $, taxes incluses (contrat : 2 861 561,04 $ + contingences : 429 234,16 $) - Appel d'offres public (21-18778) - (2 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Parc du Mont-Royal

Mention spéciale : Les adjudicataires ont obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.018 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.019 Contrat de services professionnels

CM *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1217065003

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal, pour la période du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022, pour assurer la reconduction de la Cellule d'intervention et de protection, un des projets phares développé par Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) dans le cadre de l'axe 4 « Ville responsable et engagée » du Plan d'action Montréal inclusive 2018-2021, soit pour une somme maximale de 150 000 $, taxes incluses, conformément à son offre de services et selon les termes et conditions stipulées au projet de convention

20.020 Contrat de services professionnels

CG *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1218126004

Accorder un contrat de services professionnels à Technologies Direxyon inc., fournisseur unique, pour le renouvellement du service de maintenance applicative pour le logiciel d'aide à la décision "DIREXYON" anciennement "Infra" servant à la production des plans d'intervention intégrés des réseaux d'aqueduc, d'égouts et de voiries sur le territoire de l'agglomération, pour l'hébergement des données et pour les besoins de développement de nouvelles fonctionnalités liées aux actifs du parc immobilier du Service de la Gestion et de la planification immobilière, et ce, pour la période du 1er octobre 2021 au 30 septembre 2024 (3 ans) pour une somme maximale de 1 137 666,13 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.021 Entente

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1216006002

Autoriser le projet d'Addenda #1 relatif à l'entente de 2008 convenu entre la Ville de Montréal et le Centre hospitalier de l'université de Montréal (CHUM) portant sur la réalisation et le financement des aménagements et des travaux d'infrastructures municipaux liés à la construction du CHUM (CG08 0336) / Autoriser la réception d'une somme de 3 984 330,18 $, avant taxes

20.022 Entente

CG *Société du Parc Jean-Drapeau* - 1212837002

Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau (ci-après la "SPJD") à signer les trois ententes modifiées et mises à jour relatives à la tenue du Grand Prix du Canada permettant le maintien du Grand Prix de Formule 1 à Montréal pour la période du 1er janvier 2030 au 31 décembre 2031 en plus de cautionner les obligations de la SPJD découlant de ces ententes. Les ententes sont la Convention de bail entre SPJD et 9273-4670 Québec inc., l'Entente de financement entre SPJD et Formula One World Championship ainsi que le Protocole d'entente amendé entre les bailleurs de fonds / Autoriser le versement d'une contribution à la SPJD pour un montant total de 3 400 000 $ pour les années 2030-2031 (1 666 666,67 $ pour 2030 et 1 733 333,33 $ pour 2031) pour les droits de course / Autoriser un ajustement à la base budgétaire de 162 000 $ récurrent à compter de 2030 et de 66 700 $ récurrent à compter de 2031

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Parc Jean-Drapeau

20.023 Immeuble - Location

CE *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1205978008

Approuver le projet de convention établissant les modalités et les conditions de location de plateaux du Complexe sportif Claude-Robillard entre la Ville de Montréal et l'Académie de baseball Canada jusqu'à mars 2022 / Autoriser la réception de la somme estimée de 22 930 $ à cette fin. Le montant de la subvention immobilière s'élève à 39 296 $

20.024 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1210515011

Approuver le projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue à l'Agence de mobilité durable, pour un terme d'un (1) an, du 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2022, un espace de bureau situé au 1500, rue des Carrières et une partie du terrain portant le numéro de lot 2 537 833 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie locative d'espace de bureau de 10 032 pi² plus 119 cases de stationnement dans le cadre des fonctions des agents de stationnement, pour un loyer total de 247 012 $ excluant les taxes

20.025 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1218682005

Approuver la troisième convention de prolongation du bail par laquelle la Ville de Montréal loue de M. Joseph Remer, pour une période additionnelle de 1 an, à compter du 1er septembre 2021, un local situé au 3700, boulevard Crémazie Est, d'une superficie de 11 006 pi², à des fins communautaires, moyennant un loyer total de 181 373,75 $, taxes incluses / Approuver la troisième convention de prolongation de sous-bail par laquelle la Ville de Montréal sous-loue à Ali et les Princes de la Rue, pour une période additionnelle de 1 an, à compter du 1er septembre 2021, un local situé au 3700, boulevard Crémazie Est, d'une superficie de 11 006 pi², à des fins communautaires, moyennant un loyer total de 32 751,36 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention est de 131 233,58$ pour la durée du bail

20.026 Immeuble - Location

CM *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1211543005

Résilier le bail intervenu entre la Ville de Montréal et Clinique Physioactif Claude-Robillard Inc. (CM17 1222) pour l'occupation de locaux situés au niveau 2 (local 095-ETA01-022) du Complexe sportif Claude-Robillard à compter du 1er février 2022 / Approuver la diminution de revenu de 24 272 $ taxes incluses, au budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, associée aux loyers prévus pour la période du 1er février au 30 septembre 2022

20.027 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international* - 1218379002

Approuver l'addenda 2 à la convention initiale entre la Ville et le CEGEP du Vieux-Montréal (CG19 0301) sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin de reporter la date de fin du projet et compléter la finalisation des activités prévues

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.028 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1218475006

Résilier la convention de contribution financière avec Événements GPCQM pour l'édition 2021 du Marathon de Montréal annulée en raison de la COVID-19 (CG20 0590)

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale

20.029 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service des grands parcs_ du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1218475007

Accorder un soutien total de 210 000 $ à Basketball Montréal, soit un soutien financier de 150 000 $ dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 60 000 $ pour la tenue de l'événement Série mondiale de basketball 3x3 FIBA 2021, du 3 au 5 septembre 2021 / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale

20.030 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service des grands parcs_ du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1214669001

Approuver le projet d'addenda à la convention intervenue entre Vélo Québec Événements (VQÉ) et la Ville de Montréal (CG21 0133) / Accorder une contribution financière additionnelle de 12 000 $ dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour le Festival Go vélo Montréal, totalisant ainsi une somme de 132 000 $ pour l'édition 2021

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale

20.031 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de l'habitation* - 1219286002

Autoriser une aide financière de 840 187 $ à l'organisme à but non lucratif Mission Old Brewery, pour la réhabilitation d'un immeuble vacant et en mauvais état situé au 1575, Avenue Lartigue, arrondissement Ville Marie pour y aménager 12 studios, dans le cadre de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver la convention de contribution financière entre la Ville et l'organisme Mission Old Brewery

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.032 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Direction générale , Bureau des relations internationales* - 1219226002

Accorder un soutien financier de 515 000 $ par année sur une période de trois ans (2021-2023) à Montréal International pour les fins du Fonds de développement international de Montréal (FODIM) et l'autoriser à utiliser pour cette même période les contributions antérieures non utilisées et reportées dont le solde total est de 675 825$ / Approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution. Pour 2022 et 2023, autoriser un ajustement de 5 000 $ à la base budgétaire du budget corporatif alloué au FODIM

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est la promotion du territoire de toute municipalité liée, y compris à des fins touristiques, lorsqu'elle est effectuée hors de ce territoire

20.033 Autres affaires contractuelles

CE *Service du greffe* - 1211615002

Approuver l'entente de prêt de documents d'archives par la Ville de Montréal au Musée Canadien d'histoire pour l'exposition "Libertés sacrifiées"

30 – Administration et finances

30.001 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.002 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1210552005

Offrir, aux arrondissements concernés, les services professionnels du Service de la culture pour la prise en charge du processus d'acquisition des nouvelles oeuvres d'art public de la Collection municipale en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal et ce, pour une période de 3 ans se terminant le 23 août 2024

30.003 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics* - 1214695002

Offrir au conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la restauration du mur de maçonnerie longeant le boulevard Gouin Ouest dans les limites du parc local Gouin-Le Mesurier

30.004 Administration - Nomination de membres

CM *Conseil Jeunesse* - 1217181007

Approuver la nomination de Mme Joia Duskic au Conseil jeunesse de Montréal, pour un premier mandat de trois ans, de septembre 2021 à septembre 2024

30.005 Budget - Virement / Annulation de crédits

CE *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1213631001

Autoriser un virement budgétaire totalisant 100 000 $, en provenance du Bureau du design au Service du développement économique vers l'arrondissement de Verdun afin de financer la tenue d'un concours en architecture de paysage visant le réaménagement du parc Elgar (parc Dan-Hanganu) dans le quartier de L'île-des-Sœurs

30.006 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne un recours judiciaire. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.007 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40 – Réglementation

40.001 Règlement - Adoption

CM *Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine* - 1214334010

Adoption d'un Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown - Place William-Dow

70 – Autres sujets

70.001 Levée de la séance

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 11
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 21
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 25

CE : 12.001

2021/09/08 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.002

2021/09/08 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.003

2021/09/08 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.004

2021/09/08 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.005

2021/09/08 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.006

2021/09/08 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.007

2021/09/08 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.008

2021/09/08 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.009

2021/09/08 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.010

2021/09/08 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.011

2021/09/08 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.012

2021/09/08 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.013

2021/09/08 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.014

2021/09/08 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.001

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1219088002

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Conclure douze (12) ententes-cadres avec la firme Recyclage Notre-Dame inc. pour la fourniture de sites pour l'élimination de résidus de balais de rue et de dépôts à neige, pour une durée de douze (12) mois, incluant une (1) option de prolongation de douze (12) mois - Montant estimé de l'entente : 1 128 614,14 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18806 - (3 soumissionnaires)

Il est recommandé au comité exécutif :
1. De conclure des ententes-cadres avec la firme ci-après désignée, plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des lots, d'une durée approximative de douze (12) mois, laquelle s'engage à fournir à la Ville, sur demande, la fourniture de sites pour l'élimination de résidus de balais de rue et de dépôts à neige, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18806 et au tableau de prix reçus joint ;

Firmes	Lots	Montant (taxes incluses)
Recyclage Notre-Dame inc.	1	113 445,83 $
Recyclage Notre-Dame inc.	2	107 773,54 $
Recyclage Notre-Dame inc.	3	103 476,35 $
Recyclage Notre-Dame inc.	4	284 130,24 $
Recyclage Notre-Dame inc.	5	45 378,33 $
Recyclage Notre-Dame inc.	6	112 070,73 $
Recyclage Notre-Dame inc.	7	6 875,51 $
Recyclage Notre-Dame inc.	8	56 722,92 $

Recyclage Notre-Dame inc.	9	37 815,28 $
Recyclage Notre-Dame inc.	10	47 097,21 $
Recyclage Notre-Dame inc.	11	168 449,87 $
Recyclage Notre-Dame inc.	12	45 378,33 $

2. D'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements ou des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-07-02 11:15

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1219088002**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Conclure douze (12) ententes-cadres avec la firme Recyclage Notre-Dame inc. pour la fourniture de sites pour l'élimination de résidus de balais de rue et de dépôts à neige, pour une durée de douze (12) mois, incluant une (1) option de prolongation de douze (12) mois - Montant estimé de l'entente : 1 128 614,14 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18806 - (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion de douze (12) ententes-cadres pour la fourniture sur demande de sites pour l'élimination de résidus de balais de rue et de dépôts à neige. Ces ententes-cadres seront mises à la disposition de douze (12) arrondissements de la Ville de Montréal ainsi que du Service de la concertation des arrondissements.
En janvier 2018, les contrats pour la fourniture de sites pour l'élimination de résidus de balais de rue et de dépôts à neige ont été octroyés, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16362, aux plus bas soumissionnaires conformes, soit les firmes Recyclage Notre-Dame inc. et WM Québec inc., pour un montant total estimé de 7 153 538,27 $, taxes incluses. Ces ententes-cadres étaient valides pour une période de trente-six (36) mois se terminant le 25 janvier 2021 et comportaient deux (2) options de prolongations de douze (12) mois chacune. En janvier 2021, le Service de l'approvisionnement a reçu le consentement de Recyclage Notre-Dame inc. et WM Québec inc. pour exercer la première option de prolongation de 12 mois se terminant le 25 janvier 2022. En mai 2021, le Service de l'approvisionnement a reçu le consentement de Recyclage Notre-Dame inc., mais le refus de WM Québec pour exercer la deuxième option de prolongation de douze (12) mois se terminant le 25 janvier 2023. En mai 2021, le Service de l'approvisionnement a procédé au lancement d'un appel d'offres afin de combler l'entente de ce service qui viendra à échéance le 25 janvier 2022.

L'appel d'offres public 21-18806 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le Journal de Montréal. La publication s'est déroulée sur une période de vingt-deux (22) jours calendaires, soit du 3 au 25 mai 2021. Les soumissions reçues sont valides pour une période de cent quatre-vingts (180) jours calendaires, c'est-à-dire jusqu'au 21 novembre 2021.

Durant la période de sollicitation, nous avons émis quatre (4) addenda visant à modifier le bordereau de prix et à répondre à des questions reçues.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 20 0661 - 17 décembre 2020 - Exercer l'option de la première prolongation de douze (12) mois, pour la fourniture de sites pour l'élimination de résidus de balais de rue et de dépôts à neige dans le cadre des contrats accordés à Recyclage Notre-Dame inc. et WM Québec inc. (CG18 0062), le montant total estimé des ententes-cadres est maintenu à 7 153 539,27 $, taxes incluses
CG 18 0062 - 25 janvier 2018 - Conclure deux (2) ententes-cadres avec les firmes Recyclage Notre-Dame inc. et WM Québec inc. pour une période de trente-six (36) mois, pour la fourniture de sites pour la disposition des résidus de balais de rues et des dépôts à neige - Appel d'offres public 17-16362 (4 soum.) (Montant estimé: 7 153 539,27 $, taxes incluses)

CG 16 0705 - 22 décembre 2016 - Autorisation d'une première prolongation pour une période de douze (12) mois de l'entente-cadre, conclue avec la firme Recyclage Notre-Dame inc., pour la fourniture de sites pour la disposition des résidus de balais de rues et des dépôts à neige - Appel d'offres public 14-13144 - (montant total estimé de la prolongation : 1 279 142,99 $, taxes incluses)

DESCRIPTION

Les présentes ententes-cadres visent la fourniture sur demande de sites pour l'élimination de résidus de balais de rue et de dépôts à neige pour douze (12) arrondissements et le Service de la concertation des arrondissements de la Ville de Montréal. Ce service est voué à pourvoir la Ville de Montréal de sites d'élimination afin de disposer les résidus issus des opérations de nettoyages des rues effectuées avec des balais mécaniques, ainsi que lors du nettoyage des dépôts à neige suite à la fonte des neiges.
L'appel d'offres a été élaboré en collaboration avec le Service de l'environnement pour la rédaction des exigences environnementales, le Service de la concertation des arrondissements pour la rédaction des exigences opérationnelles des résidus issus du nettoyage des dépôts à neige ainsi que les arrondissements pour la rédaction des exigences opérationnelles issues des opérations de nettoyage des rues à l'aide des balais mécaniques.

Les quantités inscrites au bordereau de prix sont fournies à titre indicatif seulement. Elles reposent sur l'historique de consommation des trente-six (36) derniers mois et sur les prévisions de consommation pour une période de douze (12) mois et n'engagent aucunement la Ville pour quelque quantité que ce soit.

À l'aide d'une matrice décisionnelle élaborée par le Service de l'approvisionnement visant à déterminer les montants des garanties de soumission et d'exécution, nous avons déterminé et exigé une garantie de soumission distincte de 2 % du montant total de chaque lot visé, taxes incluses, ainsi qu'une garantie d'exécution distincte de 10 % du montant total de chaque lot adjugé, taxes incluses.

JUSTIFICATION

La conclusion de douze (12) ententes-cadres permettra d'assurer la constance et la facilité d'approvisionnement.
Preneurs du cahier des charges (8)

- WM Québec inc.;
- Recyclage Notre-Dame inc.;
- Loiselle inc.;
- 9180-3320 Québec inc.;
- Complexe Environ Connexions ltée.;

- Englobe;
- JMV Environnement;
- Ville de Kirkland.

Soumissionnaires (3)

- WM Québec inc.;
- Recyclage Notre-Dame inc.;
- Complexe Enviro Connexions ltée.

De douze (12) preneurs de cahier des charges, trois (3) ont soumissionné. Des huit (8) preneurs du cahier des charges qui n'ont pas soumissionné, seulement deux (2) ont donné la raison de leur désistement. Une (1) firme a indiqué que le projet se situait à l'extérieur de sa zone géographique d'opération, et une firme a répondu que le projet ne se situe pas dans son secteur d'activités.

Les trois (3) soumissionnaires ont été déclarés conformes.

Un (1) preneur de cahier de charge a justifié son désistement par le manque de temps pour préparer la soumission.

Octroi par lot au plus bas soumissionnaire conforme en fonction des prix ajustés selon la distance.

LOT 1

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Recyclage Notre-Dame inc	**113 445,83 $**	**0,00 $**	**113 445,83 $**
Complexe Enviro-connexion ltée.	150 249,33 $	0,00 $	150 249,33 $
WM Québec inc.	208 679,63 $	0,00 $	208 679,63 $
Dernière estimation réalisée	170 737,88 $	0,00 $	170 737,88 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			- 57 292,05 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			- 33,6 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)			36 803,50 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100			32,4 %

LOT 2

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Recyclage Notre-Dame inc	**107 773,54 $**	**0,00 $**	**107 773,54 $**
Complexe Enviro-connexion ltée.	142 736,86 $	0,00 $	142 736,86 $

WM Québec inc.	198 245,64 $	0,00 $	198 245,64 $
Dernière estimation réalisée	162 200,98 $	0,00 $	162 200,98 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			- 54 427,44 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			- 33,6 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)			34 963,32 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100			32,4 %

LOT 3

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Recyclage Notre-Dame inc	**103 476,35 $**	**0,00 $**	**103 476,35 $**
Complexe Enviro-connexion ltée.	137 045,60 $	0,00 $	137 045,60 $
WM Québec inc.	190 341,11 $	0,00 $	190 341,11 $
Dernière estimation réalisée	155 733,64 $	0,00 $	155 733,64 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			- 52 257,29 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			- 33,6 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)			33 569,25 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100			32,4 %

LOT 4

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Recyclage Notre-Dame inc	**284 130,24 $**	**0,00 $**	**284 130,24 $**
Complexe Enviro-connexion ltée.	376 306,28 $	0,00 $	376 306,28 $
WM Québec inc.	522 647,61 $	0,00 $	522 647,61 $
Dernière estimation réalisée	427 620,77 $	0,00 $	427 620,77 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			- 143 490,53 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			- 33,6 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)			92 176,04 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100			32,4 %

LOT 5

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Recyclage Notre-Dame inc	**45 378,33 $**	**0,00 $**	**45 378,33 $**
Complexe Enviro-connexion ltée.	60 099,73 $	0,00 $	60 099,73 $
WM Québec inc.	83 471,85 $	0,00 $	83 471,85 $
Dernière estimation réalisée	68 295,15 $	0,00 $	68 295,15 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			- 22 916,82 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			- 33,6 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)			14 721,40
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100			32,4 %

LOT 6

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Recyclage Notre-Dame inc	**112 070,73 $**	**0,00 $**	**112 070,73 $**
Complexe Enviro-connexion ltée.	148 428,13 $	0,00 $	148 428,13 $
WM Québec inc.	206 150,18 $	0,00 $	206 150,18 $
Dernière estimation réalisée	168 668,33 $	0,00 $	168 668,33 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			- 56 597,60 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			- 33,6 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)			36 357,40 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100			32,4 %

LOT 7

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Recyclage Notre-Dame inc	**6 875,51 $**	**0,00 $**	**6 875,51 $**
Complexe Enviro-connexion ltée.	9 106,02 $	0,00 $	9 106,02 $
WM Québec inc.	12 647,25 $	0,00 $	12 647,25 $
Dernière estimation réalisée	10 347,75 $	0,00 $	10 347,75 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)	- 3 472,25 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	- 33,6 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)	2 230,51 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100	32,4 %

LOT 8

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Recyclage Notre-Dame inc	**56 722,92 $**	**0,00 $**	**56 722,92 $**
Complexe Enviro-connexion ltée.	75 124,67 $	0,00 $	75 124,67 $
WM Québec inc.	104 339,81 $	0,00 $	104 339,81 $
Dernière estimation réalisée	85 368,94 $	0,00 $	85 368,94 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			- 28 646,02 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			- 33,6 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)			18 401,75 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100			32,4 %

LOT 9

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Recyclage Notre-Dame inc	**37 815,28 $**	**0,00 $**	**37 815,28 $**
Complexe Enviro-connexion ltée.	50 083,11 $	0,00 $	50 083,11 $
WM Québec inc.	69 559,88 $	0,00 $	69 559,88 $
Dernière estimation réalisée	56 912,63 $	0,00 $	56 912,63 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			- 19 097,35 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			- 33,6 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)			12 267,83 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100			32,4 %

LOT 10

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de	**TOTAL** (taxes incluses)

		quantités) (taxes incluses)	
Recyclage Notre-Dame inc	**47 097,21 $**	**0,00 $**	**47 097,21 $**
Complexe Enviro-connexion ltée.	62 376,24 $	0,00 $	62 376,24 $
WM Québec inc.	86 633,66 $	0,00 $	86 633,66 $
Dernière estimation réalisée	70 882,09 $	0,00 $	70 882,09 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			- 23 784,88 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			- 33,6 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)			15 279,03 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100			32,4 %

LOT 11

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Recyclage Notre-Dame inc	**168 449,87 $**	**0,00 $**	**168 449,87 $**
Complexe Enviro-connexion ltée.	223 097,49 $	0,00 $	223 097,49 $
WM Québec inc.	309 857,63 $	0,00 $	309 857,63 $
Dernière estimation réalisée	253 519,88 $	0,00 $	253 519,88 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			- 85 070,01 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			- 33,6 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)			54 647,62 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100			32,4 %

LOT 12

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Recyclage Notre-Dame inc	**45 378,33 $**	**0,00 $**	**45 378,33 $**
Complexe Enviro-connexion ltée.	60 099,73 $	0,00 $	60 099,73 $
WM Québec inc.	83 471,85 $	0,00 $	83 471,85 $
Dernière estimation réalisée	68 295,15 $	0,00 $	68 295,15 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			- 22 916,82 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			- 33,6 %

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)	14 721,40 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100	32,4 %

Le soumissionnaire le plus bas conforme pour tous les lots est un exploitant d'installations d'élimination de matières résiduelles qui n'est pas touché par le changement législatif, cependant dans l'établissement de notre estimation, nous avons considéré qu'il soit possible que nous recevions que des soumissions d'entrepreneurs qui sont impactés par le changement législatif ce qui aurait fait en sorte que les soumissions auraient été beaucoup plus élevées (comme les soumissions des deux autres soumissionnaires).

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction de certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier n'est déclaré non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Ces contrats, suite à une analyse de risque effectuée par le Service de l’approvisionnement, ne requièrent pas une évaluation de la performance de l'adjudicataire.

L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme être conforme en tout point au Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de l'ensemble des dépenses s'élevant à 1 698 583,16 $, taxes incluses, pour les douze (12) prochains mois.
Cette estimation repose sur l'estimation de consommation des douze (12) prochains mois et est calculée en fonction de la fourchette supérieure des prix moyens payés par les municipalités de la région métropolitaine en 2019 et 2020. Cette estimation d'augmentation de prix prévue découle d'un changement législatif sur l'usage des résidus de balais comme recouvrement journalier dans les sites d'enfouissement depuis l'automne 2020. Le changement législatif a des impacts majeurs sur les coûts des exploitants de lieux d'enfouissements, mais peu pour les exploitants d'installations d'élimination de matières résiduelles.

Le montant estimé des ententes-cadres pour la période de douze (12) mois est de:

981 617,00 $ + 49 080,85 $ + 97 916,29 $ = 1 128 614,14 $
Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, selon les besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier est en accord avec les orientations et objectifs du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise. La saine gestion de la disposition des résidus de

balais de rue et des dépôts à neige contribue à la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. La conclusion d'une entente-cadre, outre la constitution de volumes économiques profitables, permettra d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement, le niveau de qualité des services (ou produits) obtenus.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation du COVID-19 n'a aucun impact sur le projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion des douze (12) ententes-cadres et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE 8 septembre 2021
Début contrat 26 janvier 2022
Fin du contrat 25 janvier 2023
Fin de la première année de prolongation 25 janvier 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2021-06-17

Michael SAOUMAA
Conseiller en approvisionnement

Tél : 514-280-1994
Télécop. :

Djamel Eddine TALEB
Chef de division

Tél : 514-280-1994
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy PLANTE
directeur acquisitions
Tél :
Approuvé le : 2021-06-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2021-07-02

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18806

Agent d'approvisionnement
Hugues Kyongo M'Nyampara

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
1	Ahuntsic-Cartierville	Recyclage Notre-Dame inc.	1	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	3300	t.m.	1	29,90 $	98 670,00 $	113 445,83 $
		Total (Recyclage Notre-Dame inc.)							**98 670,00 $**	**113 445,83 $**
		Complexe Enviro-Connexions ltée.	1	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	3300	t.m.	1	39,60 $	130 680,00 $	150 249,33 $
		Total (Complexe Enviro-Connexions ltée.)							**130 680,00 $**	**150 249,33 $**
		WM Québec inc.	1	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	3300	t.m.	1	55,00 $	181 500,00 $	208 679,63 $
		Total (WM Québec inc.)							**181 500,00 $**	**208 679,63 $**
2	CDN-NDG	Recyclage Notre-Dame inc.	2	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	3135	t.m.	1	29,90 $	93 736,50 $	107 773,54 $
		Total (Recyclage Notre-Dame inc.)							**93 736,50 $**	**107 773,54 $**
		Complexe Enviro-Connexions ltée.	2	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	3135	t.m.	1	39,60 $	124 146,00 $	142 736,86 $
		Total (Complexe Enviro-Connexions ltée.)							**124 146,00 $**	**142 736,86 $**
		WM Québec inc.	2	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	3135	t.m.	1	55,00 $	172 425,00 $	198 245,64 $
		Total (WM Québec inc.)							**172 425,00 $**	**198 245,64 $**
3	Lachine	Recyclage Notre-Dame inc.	3	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	3010	t.m.	1	29,90 $	89 999,00 $	103 476,35 $
		Total (Recyclage Notre-Dame inc.)							**89 999,00 $**	**103 476,35 $**
		Complexe Enviro-Connexions ltée.	3	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	3010	t.m.	1	39,60 $	119 196,00 $	137 045,60 $
		Total (Complexe Enviro-Connexions ltée.)							**119 196,00 $**	**137 045,60 $**
		WM Québec inc.	3	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	3010	t.m.	1	55,00 $	165 550,00 $	190 341,11 $
		Total (WM Québec inc.)							**165 550,00 $**	**190 341,11 $**
4	LaSalle	Recyclage Notre-Dame inc.	4	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	8265	t.m.	1	29,90 $	247 123,50 $	284 130,24 $
		Total (Recyclage Notre-Dame inc.)							**247 123,50 $**	**284 130,24 $**
		Complexe Enviro-Connexions ltée.	4	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	8265	t.m.	1	39,60 $	327 294,00 $	376 306,28 $
		Total (Complexe Enviro-Connexions ltée.)							**327 294,00 $**	**376 306,28 $**

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18806

Agent d'approvisionnement
Hugues Kyongo M'Nyampara

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
4	LaSalle	WM Québec inc.	4	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	8265	t.m.	1	55,00 $	454 575,00 $	522 647,61 $
		Total (WM Québec inc.)							**454 575,00 $**	**522 647,61 $**
5	Le Plateau Mont-Royal	Recyclage Notre-Dame inc.	5	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	1320	t.m.	1	29,90 $	39 468,00 $	45 378,33 $
		Total (Recyclage Notre-Dame inc.)							**39 468,00 $**	**45 378,33 $**
		Complexe Enviro-Connexions ltée.	5	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	1320	t.m.	1	39,60 $	52 272,00 $	60 099,73 $
		Total (Complexe Enviro-Connexions ltée.)							**52 272,00 $**	**60 099,73 $**
		WM Québec inc.	5	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	1320	t.m.	1	55,00 $	72 600,00 $	83 471,85 $
		Total (WM Québec inc.)							**72 600,00 $**	**83 471,85 $**
6	Le Sud-Ouest	Recyclage Notre-Dame inc.	6	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	3260	t.m.	1	29,90 $	97 474,00 $	112 070,73 $
		Total (Recyclage Notre-Dame inc.)							**97 474,00 $**	**112 070,73 $**
		Complexe Enviro-Connexions ltée.	6	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	3260	t.m.	1	39,60 $	129 096,00 $	148 428,13 $
		Total (Complexe Enviro-Connexions ltée.)							**129 096,00 $**	**148 428,13 $**
		WM Québec inc.	6	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	3260	t.m.	1	55,00 $	179 300,00 $	206 150,18 $
		Total (WM Québec inc.)							**179 300,00 $**	**206 150,18 $**
7	L'Île-Bizard - Sainte-	Recyclage Notre-Dame inc.	7	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	200	t.m.	1	29,90 $	5 980,00 $	6 875,51 $
		Total (Recyclage Notre-Dame inc.)							**5 980,00 $**	**6 875,51 $**
		Complexe Enviro-Connexions ltée.	7	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	200	t.m.	1	39,60 $	7 920,00 $	9 106,02 $
		Total (Complexe Enviro-Connexions ltée.)							**7 920,00 $**	**9 106,02 $**
		WM Québec inc.	7	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	200	t.m.	1	55,00 $	11 000,00 $	12 647,25 $
		Total (WM Québec inc.)							**11 000,00 $**	**12 647,25 $**
8	Montréal-Nord	Recyclage Notre-Dame inc.	8	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	1650	t.m.	1	29,90 $	49 335,00 $	56 722,92 $
		Total (Recyclage Notre-Dame inc.)							**49 335,00 $**	**56 722,92 $**

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18806

Agent d'approvisionnement
Hugues Kyongo M'Nyampara

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
8	Montréal-Nord	Complexe Enviro-Connexions ltée.	8	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	1650	t.m.	1	39,60 $	65 340,00 $	75 124,67 $
		Total (Complexe Enviro-Connexions ltée.)							**65 340,00 $**	**75 124,67 $**
		WM Québec inc.	8	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	1650	t.m.	1	55,00 $	90 750,00 $	104 339,81 $
		Total (WM Québec inc.)							**90 750,00 $**	**104 339,81 $**
9	Outremont	Recyclage Notre-Dame inc.	9	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	1100	t.m.	1	29,90 $	32 890,00 $	37 815,28 $
		Total (Recyclage Notre-Dame inc.)							**32 890,00 $**	**37 815,28 $**
		Complexe Enviro-Connexions ltée.	9	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	1100	t.m.	1	39,60 $	43 560,00 $	50 083,11 $
		Total (Complexe Enviro-Connexions ltée.)							**43 560,00 $**	**50 083,11 $**
		WM Québec inc.	9	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	1100	t.m.	1	55,00 $	60 500,00 $	69 559,88 $
		Total (WM Québec inc.)							**60 500,00 $**	**69 559,88 $**
10	Pierrefonds - Roxboro	Recyclage Notre-Dame inc.	10	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	1370	t.m.	1	29,90 $	40 963,00 $	47 097,21 $
		Total (Recyclage Notre-Dame inc.)							**40 963,00 $**	**47 097,21 $**
		Complexe Enviro-Connexions ltée.	10	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	1370	t.m.	1	39,60 $	54 252,00 $	62 376,24 $
		Total (Complexe Enviro-Connexions ltée.)							**54 252,00 $**	**62 376,24 $**
		WM Québec inc.	10	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	1370	t.m.	1	55,00 $	75 350,00 $	86 633,66 $
		Total (WM Québec inc.)							**75 350,00 $**	**86 633,66 $**
11	Saint-Laurent	Recyclage Notre-Dame inc.	11	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	4900	t.m.	1	29,90 $	146 510,00 $	168 449,87 $
		Total (Recyclage Notre-Dame inc.)							**146 510,00 $**	**168 449,87 $**
		Complexe Enviro-Connexions ltée.	11	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	4900	t.m.	1	39,60 $	194 040,00 $	223 097,49 $
		Total (Complexe Enviro-Connexions ltée.)							**194 040,00 $**	**223 097,49 $**
		WM Québec inc.	11	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	4900	t.m.	1	55,00 $	269 500,00 $	309 857,63 $
		Total (WM Québec inc.)							**269 500,00 $**	**309 857,63 $**

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18806

Agent d'approvisionnement
Hugues Kyongo M'Nyampara

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
12	Verdun	Recyclage Notre-Dame inc.	12	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	1320	t.m.	1	29,90 $	39 468,00 $	45 378,33 $
		Total (Recyclage Notre-Dame inc.)							**39 468,00 $**	**45 378,33 $**
		Complexe Enviro-Connexions ltée.	12	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	1320	t.m.	1	39,60 $	52 272,00 $	60 099,73 $
		Total (Complexe Enviro-Connexions ltée.)							**52 272,00 $**	**60 099,73 $**
		WM Québec inc.	12	Élimination des résidus de balais et des dépôts à	1320	t.m.	1	55,00 $	72 600,00 $	83 471,85 $
		Total (WM Québec inc.)							**72 600,00 $**	**83 471,85 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18806
Numéro de référence : 1484119
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Site d'élimination des résidus de balais et de dépôt à neige

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9180-3320 Québec Inc. 2955 Rue Camus Terrebonne, QC, J6Y 2A3	Monsieur Raymond Lyonnais Téléphone : 514 292-1937 Télécopieur :	**Commande : (1895727)** 2021-05-05 11 h 23 **Transmission :** 2021-05-05 11 h 23	3521518 - 21-18806 Addenda No1- Q&R_Ajout&Modification 2021-05-10 15 h 24 - Courriel 3522167 - 21-18806 Addenda No 2_Q&R 2021-05-11 10 h 47 - Courriel 3523387 - 21-18806 Addenda No3- Q&R_Ajout fichier Excel (devis) 2021-05-12 11 h 52 - Courriel 3523388 - 21-18806 Addenda No3- Q&R_Ajout fichier Excel (bordereau) 2021-05-12 11 h 52 - Téléchargement 3524193 - 21-18806 Addenda No 4- Q&R 2021-05-13 9 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Complexe Enviro Connexions Ltée 3779, chemin des Quarante-Arpents Terrebonne, QC, J6V9T6 http://www.bficanada-quebec.com	Madame Sylvie Lesieur Téléphone : 450 434-2684 Télécopieur : 450 474-1871	**Commande : (1895233)** 2021-05-04 15 h 08 **Transmission :** 2021-05-04 15 h 08	3521518 - 21-18806 Addenda No1- Q&R_Ajout&Modification 2021-05-10 15 h 24 - Courriel 3522167 - 21-18806 Addenda No 2_Q&R 2021-05-11 10 h 47 - Courriel 3523387 - 21-18806 Addenda No3- Q&R_Ajout fichier Excel (devis) 2021-05-12 11 h 52 - Courriel 3523388 - 21-18806 Addenda No3- Q&R_Ajout fichier Excel (bordereau) 2021-05-12 11 h 52 - Téléchargement 3524193 - 21-18806 Addenda No 4- Q&R 2021-05-13 9 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Englobe 1200, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 400 Laval, QC, H7S2E4 http://www.englobecorp.com	Madame Annie Vachon Téléphone : 1418 227-6161 Télécopieur :	**Commande : (1895712)** 2021-05-05 11 h 16 **Transmission :** 2021-05-05 11 h 16	3521518 - 21-18806 Addenda No1- Q&R_Ajout&Modification 2021-05-10 15 h 24 - Courriel 3522167 - 21-18806 Addenda No 2_Q&R 2021-05-11 10 h 47 - Courriel 3523387 - 21-18806 Addenda No3- Q&R_Ajout fichier Excel (devis) 2021-05-12 11 h 52 - Courriel 3523388 - 21-18806 Addenda No3- Q&R_Ajout fichier Excel (bordereau) 2021-05-12 11 h 52 - Téléchargement 3524193 - 21-18806 Addenda No 4- Q&R 2021-05-13 9 h 25 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
JMV Environnement 7600 Avenue Duplessis Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1S6	Monsieur Francois Leduc Téléphone : 450 253-5994 Télécopieur :	**Commande : (1902472)** 2021-05-18 20 h 59 **Transmission :** 2021-05-18 20 h 59	3521518 - 21-18806 Addenda No1- Q&R_Ajout&Modification 2021-05-18 20 h 59 - Téléchargement 3522167 - 21-18806 Addenda No 2_Q&R 2021-05-18 20 h 59 - Téléchargement 3523387 - 21-18806 Addenda No3- Q&R_Ajout fichier Excel (devis) 2021-05-18 20 h 59 - Téléchargement 3523388 - 21-18806 Addenda No3- Q&R_Ajout fichier Excel (bordereau) 2021-05-18 20 h 59 - Téléchargement 3524193 - 21-18806 Addenda No 4- Q&R 2021-05-18 20 h 59 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca	Monsieur Olivier Gaignard Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1894544)** 2021-05-03 14 h 36 **Transmission :** 2021-05-03 14 h 36	3521518 - 21-18806 Addenda No1- Q&R_Ajout&Modification 2021-05-10 15 h 24 - Courriel 3522167 - 21-18806 Addenda No 2_Q&R 2021-05-11 10 h 47 - Courriel 3523387 - 21-18806 Addenda No3- Q&R_Ajout fichier Excel (devis) 2021-05-12 11 h 52 - Courriel 3523388 - 21-18806 Addenda No3- Q&R_Ajout fichier Excel (bordereau) 2021-05-12 11 h 52 - Téléchargement 3524193 - 21-18806 Addenda No 4- Q&R 2021-05-13 9 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
recyclage notre-dame inc 8155 rue larrey Montréal, QC, h1j2l5	Monsieur Maxim Sylvestre Téléphone : 514 645-5200 Télécopieur : 514 645-4422	**Commande : (1894699)** 2021-05-03 16 h 45 **Transmission :** 2021-05-03 16 h 45	3521518 - 21-18806 Addenda No1- Q&R_Ajout&Modification 2021-05-10 15 h 24 - Courriel 3522167 - 21-18806 Addenda No 2_Q&R 2021-05-11 10 h 47 - Courriel 3523387 - 21-18806 Addenda No3- Q&R_Ajout fichier Excel (devis) 2021-05-12 11 h 52 - Courriel 3523388 - 21-18806 Addenda No3- Q&R_Ajout fichier Excel (bordereau) 2021-05-12 11 h 52 - Téléchargement 3524193 - 21-18806 Addenda No 4- Q&R 2021-05-13 9 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Ville de Kirkland. 17200 Boulevard Hymus Kirkland, QC, H9J 3Y8	Madame Nina Apithy Téléphone : 514 694-4100 Télécopieur :	**Commande : (1902272)** 2021-05-18 14 h 24 **Transmission :** 2021-05-18 14 h 24	3521518 - 21-18806 Addenda No1- Q&R_Ajout&Modification 2021-05-18 14 h 24 - Téléchargement 3522167 - 21-18806 Addenda No 2_Q&R 2021-05-18 14 h 24 - Téléchargement 3523387 - 21-18806 Addenda No3- Q&R_Ajout fichier Excel (devis) 2021-05-18 14 h 24 - Téléchargement 3523388 - 21-18806 Addenda No3- Q&R_Ajout fichier Excel (bordereau) 2021-05-18 14 h 24 - Téléchargement 3524193 - 21-18806 Addenda No 4- Q&R 2021-05-18 14 h 24 - Téléchargement

			Mode privilégié : Ne pas recevoir
WM Quebec Inc. 2457 chemin du Lac Longueuil, QC, J4N 1P1	Monsieur Sylvain Lavoie Téléphone : 437 238-3299 Télécopieur :	**Commande : (1896036)** 2021-05-05 16 h 30 **Transmission :** 2021-05-05 16 h 30	3521518 - 21-18806 Addenda No1- Q&R_Ajout&Modification 2021-05-10 15 h 24 - Courriel 3522167 - 21-18806 Addenda No 2_Q&R 2021-05-11 10 h 47 - Courriel 3523387 - 21-18806 Addenda No3- Q&R_Ajout fichier Excel (devis) 2021-05-12 11 h 52 - Courriel 3523388 - 21-18806 Addenda No3- Q&R_Ajout fichier Excel (bordereau) 2021-05-12 11 h 52 - Téléchargement 3524193 - 21-18806 Addenda No 4- Q&R 2021-05-13 9 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 15 août 2019

RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.
A/S MONSIEUR MAXIM SYLVESTRE
8155, RUE LARREY
ANJOU (QC) H1J 2L5

No de décision : 2019-DAMP-0698
N° de client : 2700018824

Objet : Renouvellement de l'autorisation de **contracter/sous-contracter** avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, **conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics***, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). **RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. demeure donc** inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **14 août 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises **autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP** au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La **directrice de** l'admissibilité **aux** marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

CE : 20.002

2021/09/08 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.003

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1217675002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 9070-1863 Québec inc. (Les Conseillers Forestiers de l'Outaouais), pour des services techniques de travaux mécanisés de lutte aux nerpruns en friche et en milieu forestier, reboisement et entretien au parc-nature de la Pointe-aux-Prairies, à Montréal, pour une période de trente-six mois, soit d'octobre 2021 à septembre 2024 inclusivement – Dépense totale de 419 684,25 $, taxes incluses (contrat : 349 736,88 $, variation de quantité : 17 486,84 $ et incidences : 52 460,53 $) – Appel d'offres public 21-18888 – 1 seul soumissionnaire.

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à 9070-1863 Québec inc. (Les Conseillers Forestiers de l'Outaouais), pour des services techniques de travaux mécanisés de lutte aux nerpruns en friche et en milieu forestier, reboisement et entretien au parc-nature de la Pointe-aux-Prairies, à Montréal, pour une période de trente-six mois, soit d'octobre 2021 à septembre 2024 inclusivement, soit pour une somme maximale de 419 684,25 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21–18888;

2. d'autoriser une dépense de 17 486,84 $ taxes incluses à titre de budget de variation de quantité;

3. d'autoriser une dépense de 52 460,53 $ taxes incluses à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-25 21:44

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217675002**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 9070-1863 Québec inc. (Les Conseillers Forestiers de l'Outaouais), pour des services techniques de travaux mécanisés de lutte aux nerpruns en friche et en milieu forestier, reboisement et entretien au parc-nature de la Pointe-aux-Prairies, à Montréal, pour une période de trente-six mois, soit d'octobre 2021 à septembre 2024 inclusivement – Dépense totale de 419 684,25 $, taxes incluses (contrat : 349 736,88 $, variation de quantité : 17 486,84 $ et incidences : 52 460,53 $) – Appel d'offres public 21-18888 – 1 seul soumissionnaire.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) effectue des abattages de frênes dépérissants dans le cadre de son plan d'action de lutte contre l'agrile du frêne en milieux naturels. Les sites touchés doivent ensuite être restaurés pour assurer une régénération forestière et un maintien de la biodiversité. Le présent contrat consiste à effectuer la restauration d'un site d'abattage de frênes dépérissants au parc-nature de la Pointe-aux-Prairies - secteur du Bois-de-la-Réparation.
La restauration comprend d'abord une intervention mécanisée pour éliminer le couvert végétal indésirable résiduel, composé de nerpruns. Le caractère envahissant des différentes espèces de nerprun est tel que la régénération de ces milieux est pratiquement composée exclusivement de nerpruns.

Une fois l'intervention initiale d'élimination de tous les sujets de nerpruns effectuée, une plantation d'arbres et d'arbustes est réalisée. Un suivi sur une période de trois années est effectué, à raison de deux entretiens par année, afin d'éliminer toute la repousse (tiges et semis) en nerpruns de manière à favoriser la colonisation du site par d'autres espèces végétales indigènes et non envahissantes.

Afin d'assurer la réalisation de ce projet, l'appel d'offres public 21-18888, a paru dans le quotidien Le Journal de Montréal et a été publié sur le site électronique d'appel d'offres

(SÉAO) en plus de celui de la Ville de Montréal le 16 juin 2021. La durée de publication a été de 26 jours, soit du 16 juin au 13 juillet 2021. L'ouverture des soumissions a été faite le 13 juillet 2021 à 13 h 30. Selon les clauses administratives incluses au cahier des charges, la soumission est valide pendant les 180 jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions. Deux (2) addenda ont été émis pour spécifier des instructions aux soumissionnaires, mentionner le prolongement de l'appel d'offres et préciser la nouvelle date d'ouverture des soumissions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0438 - 24 septembre 2020 - Accorder un contrat à Aménagements Natur'Eau-Lac inc., pour la fourniture et la plantation de végétaux en vue de la restauration écologique au parc-nature du Bois-de-Saraguay - Dépense totale de 641 305,27 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 20-18219 (4 soumissionnaires).
BC N^{o} 1383544 - Accorder un contrat de services techniques à Les Conseillers Forestiers de l'Outaouais pour réaliser les « Travaux de déchiquetage mécanisé de souches et de racines au parc-nature du Bois-de-Saraguay », pour une somme maximale de 93 321,82 $ taxes et contingences incluses. - Demande de soumission gré à gré N^{o} 19-6456 - (un soumissionnaire).

DESCRIPTION

Le présent dossier consiste principalement et de façon non limitative, à faire exécuter des travaux de restauration écologique d'un secteur du parc-nature de la Pointe-aux-Prairies, afin de préserver et rehausser la biodiversité de ce parc, incluant sans s'y limiter :
¨ la protection et la conservation des arbres en place, autres que les espèces végétales ciblées par les efforts de lutte;
¨ la protection des milieux humides identifiés et des fossés répertoriés;
¨ l'installation de clôtures de chantier de manière à sécuriser l'aire des travaux;
¨ l'intervention de coupe mécanisée des nerpruns;
¨ le déchiquetage mécanisé des souches, des racines et des tiges de tous les végétaux présents dans la zone de travaux, à l'exception de celles des arbres à conserver;
¨ le nivelage de la surface suite au déchiquetage des souches;
¨ le transport hors site de tous les résidus de coupe des EVEE vers un lieu d'enfouissement technique autorisé;
¨ la plantation de 9000 arbres et arbustes;
¨ la fourniture et l'installation des biodisques de noix de coco compressés et l'installation des protecteurs de tronc pour l'ensemble des végétaux plantés;
¨ l'entretien et le suivi des surfaces traitées à raison de deux interventions par année sur une période de trois ans suivant l'intervention initiale.

Le bordereau de soumission ne comporte pas de contingences.

Le contrat prévoit un budget de variation des quantités de 5 % pour un montant total de 17 486,84 $ taxes incluses. Le budget pour les incidences est de 52 460,53 $ taxes incluses.

JUSTIFICATION

Des quatre (4) preneurs du cahier de charges, une seule (1) entreprise a déposé une soumission, soit 25 % des preneurs.
Nous avons reçu un (1) avis de désistement. La raison évoquée est un carnet de commandes complet pour cette période de l'année.

À la suite de l'analyse, la seule soumission déposée par l'entreprise 9070-1863 Québec inc. (Les Conseillers Forestiers de l'Outaouais) a été jugé conforme.

Soumissionnaire conforme	Prix de base (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
9070-1863 Québec inc. (LCFO)	349 736,88 $	0 $	349 736,88 $
Dernière estimation réalisée par le SGPMRS	288 687,59 $	0 $	288 687,59 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (*la plus basse conforme - estimation)*			61 049,29 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) (*(la plus basse conforme - estimation) / estimation) X 100*			21,1 %

Le plus bas soumissionnaire, 9070-1863 Québec inc. (Les Conseillers forestiers de l'Outaouais), a déposé un prix de 21,1 % plus élevé par rapport au dernier estimé.

Plusieurs facteurs permettent d'expliquer l'écart à l'estimation et de recommander l'octroi au plus bas soumissionnaire conforme.

La différence entre l'estimation et la soumission la plus basse conforme s'explique par une sous-estimation des heures consacrées à certaines opérations mécanisées à taux horaire élevé. Un autre facteur pouvant expliquer l'écart est la faible demande pour ce type de service. Il est donc difficile de trouver des comparables pour établir le nombre total d'heures nécessaires pour l'abattage et le broyage des végétaux.

Au printemps dernier, le Service de l'approvisionnement a observé une hausse marquée du coût des contrats visés par des travaux arboricoles sur le territoire de Montréal (abattage, élagage, essouchement, fourniture de végétaux et plantation d'arbres de calibre). Les prix du marché plus élevés s'expliquent notamment par une mortalité massive des frênes partout dans la région montréalaise et par le vieillissement de la forêt urbaine en général. En plus de cette demande en croissance, les entreprises sont également aux prises avec un enjeu de disponibilité de main-d'œuvre qualifiée. Par ailleurs, la main d'œuvre est la composante principale du coût des services techniques demandés.

Le prix de base déposé par le plus bas soumissionnaire est de 288 687,59 $, taxes incluses. Aussi, des variations de quantité d'une somme de 17 486,84 $, taxes incluses, soit 5 % du montant total, sont réservées. Ce pourcentage s'explique par le fait que les superficies envahies par les espèces végétales envahissantes peuvent avoir augmenté entre le moment où elles ont été relevées et l'octroi de ce contrat. Le montant pour incidences s'élève à 52 460,53 $, taxes incluses. Cette somme permettra notamment la fourniture et l'installation de clôtures d'exclusion permanentes pour limiter l'accès aux secteurs nouvellement reboisés et permettre la croissance des végétaux des strates inférieures des zones boisées.

Les termes inscrits au cahier des charges décrivent bien les travaux à faire et l'entrepreneur sera tenu de les réaliser tel que décrit.

En raison de la valeur totale du contrat, ce dernier n'est pas visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics et l'adjudicataire n'a pas à obtenir l'attestation de l'AMP dans le cadre de ce contrat.

En date du 20 juillet 2021, l'adjudicataire n'était pas :
¨ sur la Liste des firmes à rendement insatisfaisant;
¨ inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
¨ rendu non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de la dépense à autoriser est de 419 684,25 $ incluant les taxes, la variation des quantités de 5% (17 486,84 $) et les incidences de 15% (52 460,53 $).
Le coût total de ce dossier est de 383 227,66 $ net de ristournes, et sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 19-024 - Plan de la forêt urbaine (CG19 0491).

Année	RE - Agglo
2021	287 420,74 $
2022	31 935,64 $
2023	31 935,64 $
2024	31 935,64 $
Total	383 227,66 $

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, de diminution des vulnérabilités climatiques et des engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report d'une décision pourrait entraîner l'absence de travaux pour l'année 2021, compte tenu de l'étroitesse de la fenêtre d'intervention possible (mi-octobre jusqu'au début de la saison hivernale). Le report d'une décision pourrait également causer des pertes financières en raison de l'augmentation des superficies envahies par les espèces végétales exotiques envahissantes dans le parc visé par les travaux de lutte.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte où les interventions auront lieu en période de pandémie de COVID-19, les entrepreneurs devront en tout temps assurer le respect des règles émises par la Direction de la santé publique pour leurs employés, en plus de la population en général.
Cela dit, nous ne prévoyons pas de retard dans l'exécution des travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication est en cours de réalisation avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville : communication directe aux résidents du secteur (lettre ou accroche-porte d'informations aux rues avoisinantes du parc-nature de la Pointe-aux-Prairies), installation de panneaux explicatifs sur le site et ajout d'une page particulière à ce dossier sur le site Internet de la Ville (informations à propos du projet et questions/réponses).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

11 octobre 2021 : début de contrat;
18 octobre 2021 : rencontre de démarrage;
10 octobre 2024 : fin du contrat.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Daniel LÉGER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume COUTURE
Ingénieur forestier

Tél : 514 409-9811
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-04

Anne DESAUTELS
Chef de division - division de la gestion des parcs-nature

Tél : 514 280-6721
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Georges-Edouar LELIEVRE-DOUYON
Directeur - gestion des parcs et biodiversite
Tél : 514 872-2289
Approuvé le : 2021-08-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice
Tél : 514 872-1456
Approuvé le : 2021-08-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1217675002
Unité administrative responsable : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, Direction gestion de grands parcs et milieux naturels, Biodiversité urbaine
Projet : n/a

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	**x**		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité #2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Contrôle d'espèces végétales exotiques envahissantes sur 3,7 hectares de parcs-nature, notamment les nerpruns cathartique et bourdaine et augmentation de la biodiversité par la plantation de 9 000 plants d'arbres et d'arbustes indigènes et adaptés au milieu.			

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1217675002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Objet :	Accorder un contrat à 9070-1863 Québec inc. (Les Conseillers Forestiers de l'Outaouais), pour des services techniques de travaux mécanisés de lutte aux nerpruns en friche et en milieu forestier, reboisement et entretien au parc-nature de la Pointe-aux-Prairies, à Montréal, pour une période de trente-six mois, soit d'octobre 2021 à septembre 2024 inclusivement – Dépense totale de 419 684,25 $, taxes incluses (contrat : 349 736,88 $, variation de quantité : 17 486,84 $ et incidences : 52 460,53 $) – Appel d'offres public 21-18888 – 1 seul soumissionnaire.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18888 Nouvelle Appel D'offres.pdf
21-18888 PV.pdf
21-18888 SEAO _ Liste des commandes.pdf
21-18888 TCP Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel LÉGER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-1059

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-04

Elie BOUSTANI
Chef de section app. strat. en biens
Tél : 514-872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18888 — No du GDD : 1217675002

Titre de l'appel d'offres : Travaux mécanisés de lutte aux nerpruns en friche et en milieu forestier, reboisement et entretien au parc-nature de la Pointe-aux-Prairies, à Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 - 6 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 8 - 7 - 2021

Ouverture faite le : 13 - 7 - 2021

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 6 - 7 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 26 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 25

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 1 - 2022

Date d'échéance révisée : 9 - 1 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

La recommandation d'octroi de contrat en entier vise la firme cochée √

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	en entier
Les Conseillers Forestiers de l'Outaouais / 9070-1863 Québecinc	349 736,88 $	√	

Information additionnelle

Le soumissionnaire recommandé dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'est pas rendus non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

Un preneur de document a confirmé que son engagement dans d'autres contrats ne lui permet pas de déposer une soumission dans le cadre de l'appel d'offres 21-18888.

Préparé par : Daniel Léger — Le 23 - 7 - 2021

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18888

Agent d'approvisionnement
Daniel Léger

Conformité	Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Les Conseillers Forestiers de l'Outaouais 9070-1863 Québec inc										
	1	Travaux/Reboisement	1						210 045,15 $	241 499,41 $
			2						94 140,00 $	108 237,47 $
Total (Les Conseillers Forestiers de l'Outaouais 9070-1863 Québec inc)									**304 185,15 $**	**349 736,88 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18888
Numéro de référence : 1499840
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux mécanisés de lutte aux nerpruns en friche et en milieu forestier, reboisement et entretien au parc-nature de la Pointe-aux-Prairies, à Montréal

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Asplundh Canada ULC 3366, Jacob-Jordan Terrebonne, QC, J6X 4J6	Monsieur Vincent Poitras Téléphone : 450 968-1888 Télécopieur : 450 968-1116	**Commande : (1917210)** 2021-06-21 16 h 29 **Transmission :** 2021-06-21 16 h 29	3548062 - 21-18888 addenda 1 2021-06-21 16 h 29 - Téléchargement 3557451 - 21-18888 addenda 2 Report de date 2021-07-06 16 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Conseillers Forestiers de l'Outaouais 1633 route 148 Est Papineauville, QC, J0V1R0 http://www.maforet.ca	Monsieur Pascal Audet Téléphone : 819 427-9150 Télécopieur : 819 427-9149	**Commande : (1921647)** 2021-07-05 19 h 31 **Transmission :** 2021-07-05 19 h 31	3548062 - 21-18888 addenda 1 2021-07-05 19 h 31 - Téléchargement 3557451 - 21-18888 addenda 2 Report de date 2021-07-06 16 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Terrassement Multi-Paysages 1355 rue Lépine Joliette, QC, J6E 4B7	Monsieur Stéphane Valois Téléphone : 450 756-1074 Télécopieur : 450 756-8997	**Commande : (1920210)** 2021-06-30 9 h 36 **Transmission :** 2021-06-30 9 h 36	3548062 - 21-18888 addenda 1 2021-06-30 9 h 36 - Téléchargement 3557451 - 21-18888 addenda 2 Report de date 2021-07-06 16 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Urbex Construction Inc 3410 Rue Hormidas-Deslauriers H8T 3P2 Montréal, QC, H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com	Monsieur Marc-André Bastien Téléphone : 514 556-3075 Télécopieur : 514 556-3077	**Commande : (1920096)** 2021-06-29 23 h 50 **Transmission :** 2021-06-29 23 h 50	3548062 - 21-18888 addenda 1 2021-06-29 23 h 50 - Téléchargement 3557451 - 21-18888 addenda 2 Report de date 2021-07-06 16 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217675002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Objet :	Accorder un contrat à 9070-1863 Québec inc. (Les Conseillers Forestiers de l'Outaouais), pour des services techniques de travaux mécanisés de lutte aux nerpruns en friche et en milieu forestier, reboisement et entretien au parc-nature de la Pointe-aux-Prairies, à Montréal, pour une période de trente-six mois, soit d'octobre 2021 à septembre 2024 inclusivement – Dépense totale de 419 684,25 $, taxes incluses (contrat : 349 736,88 $, variation de quantité : 17 486,84 $ et incidences : 52 460,53 $) – Appel d'offres public 21-18888 – 1 seul soumissionnaire.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1217675002- Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-09

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.004

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1216486003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accorder trois (3) contrats aux firmes MI-8 et TACEL pour la fourniture des systèmes de détection Mi-bloc Radar, des systèmes de détection Mi-bloc Vidéo Thermique puis, des équipements Bluetooth reliés aux feux de circulation situés sur le boulevard Pie-IX, dans le cadre du projet intégré SRB Pie-IX (SRB) – Dépense totale de 477 073,48 $, taxes incluses (contrat pour l'item 1 - MI-8 : 233 682,09 $ + contingences de 34 993,89 $) (contrat pour l'item 2 - TACEL : 115 470,54 $ + contingences de 17 791,71 $) (contrat pour l'item 3 - MI-8 : 65 335,00 $ + contingences de 9 800,25 $) – Appel d'offres public 21-18823 – 2 soumissionnaires, 1 seul conforme pour chacun des items

Il est recommandé au comité exécutif :
1. d'accorder au seul soumissionnaire Innovation MI-8 inc**,** ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la fourniture des équipements Bluetooth (item 3) reliés aux feux de circulation situés sur le boulevard Pie-IX, dans le cadre du projet intégré SRB pie-IX (SRB), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 65 335 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public #21-18823 ;

2. d'autoriser une dépense de 9 800,25 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

De recommander au conseil municipal :

1. d'accorder aux firmes ci-après désignées, seules soumissionnaires ayant présenté une soumission conforme pour chacun des articles, les commandes pour la fourniture des systèmes de détection Mi-bloc Radar (item 1) et des systèmes de détection Mi-

bloc Vidéothermique (item 2), reliés aux feux de circulation situés sur le boulevard Pie-IX, dans le cadre du projet intégré SRB pie-IX (SRB) pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18823 ;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Innovation MI-8 inc	Item 1: Fourniture des systèmes de détection Mi-bloc Radar	233 682,09 $
Tacel ltée	Item 2: Fourniture des systèmes de détection Mi-bloc Vidéothermique	115 470,54 $

2. d'autoriser une dépense de 67 946,50 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-26 13:39

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1216486003**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accorder trois (3) contrats aux firmes MI-8 et TACEL pour la fourniture des systèmes de détection Mi-bloc Radar, des systèmes de détection Mi-bloc Vidéo Thermique puis, des équipements Bluetooth reliés aux feux de circulation situés sur le boulevard Pie-IX, dans le cadre du projet intégré SRB Pie-IX (SRB) – Dépense totale de 477 073,48 $, taxes incluses (contrat pour l'item 1 - MI-8 : 233 682,09 $ + contingences de 34 993,89 $) (contrat pour l'item 2 - TACEL : 115 470,54 $ + contingences de 17 791,71 $) (contrat pour l'item 3 - MI-8 : 65 335,00 $ + contingences de 9 800,25 $) – Appel d'offres public 21-18823 – 2 soumissionnaires, 1 seul conforme pour chacun des items

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de système rapide par bus (SRB) Pie-IX est un projet intégré codirigé par l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal. Le volet transport collectif du projet vise l'aménagement de treize (13) kilomètres de voies réservées (onze (11) kilomètres à Montréal et deux kilomètres à Laval) entre la rue Notre-Dame à Montréal et le boulevard Saint-Martin à Laval. Sur le territoire montréalais, à l'exception de l'approche du métro Pie-IX, les voies réservées seront situées au centre du boulevard Pie-IX. Le projet prévoit la construction de vingt (20) stations (dix-huit (18) à Montréal et deux (2) à Laval) et la construction d'un stationnement incitatif à proximité du boulevard Saint-Martin à Laval. Le projet prévoit également l'installation de systèmes de transport intelligents (STI) dans les stations et au niveau du corridor (mesures préférentielles aux feux de circulation), ainsi que l'intégration avec les systèmes technologiques en place ou prévus par les différents transporteurs.

En plus du lot Laval, situé entre les boulevards Saint-Martin et Lévesque à Laval, le projet est séparé en cinq (5) lots distincts de travaux sur le territoire montréalais :

- Lot Nord : Rue d'Amos à boulevard des Grandes-Prairies;
- Lot Centre : Boulevard des Grandes-Prairies à rue Everett;
- Lot Jean-Talon : Rue Everett à rue Bélair (4 phases);

- Lot Sud : Rue Bélair à l'avenue Pierre-De Coubertin;
- Lot Notre-Dame : Avenue Pierre-De Coubertin à la rue Notre-Dame.

Actuellement, les lots Laval, Nord, Centre, Jean-Talon et Sud sont en cours de réalisation.

Le présent dossier vise à acquérir des équipements de télécommunication, qui seront installés sur les systèmes de feux de circulation sur le boulevard Pie-IX, afin de faciliter la fluidité de la circulation et ultimement, l'information aux voyageurs. Il y a trois (3) types d'équipements différents dans cet appel d'offres. Les caméras Radars et Thermiques vont servir à la Ville afin de mieux gérer le flux de circulation. L'information recueillie servira à la prise de décision et permettra au Centre de gestion de la mobilité urbaine (CGMU) de prioriser les flux de circulation les plus importants. Le détecteur Bluetooth servira à évaluer la vitesse de la circulation sur le boulevard Pie-IX et à permettre d'afficher le temps de parcours comme c'est le cas notamment de certaines applications telles que Google Maps et Waze.

La publication de l'appel d'offres fut le 26 mai 2021 dans le quotidien Le Journal de Montréal ainsi que le 26 mai 2021 sur le site électronique SEAO.

La date d'ouverture des soumissions était le 29 juin 2021. Il y a eu un total de 3 addendas émis (voir pièces jointes). Les addendas avaient pour but de clarifier certaines informations au devis technique. L'impact des addendas sur le coût estimé du contrat est négligeable, voire nul.

Les soumissions ont une validité de 120 jours à partir de la date d'ouverture des soumissions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 0772 – 12 mai 2021 - Accorder un contrat à l'entreprise Resologi Inc., pour l'acquisition, la configuration et l'intégration des équipements réseautiques reliés aux contrôleurs de feux de circulation situés sur le boulevard Pie-IX, dans le cadre du projet intégré SRB Pie-IX (SRB). Dépense totale de 445 371,85 $ taxes incluses (contrat: 387 279,87 $ + contingences: 58 091,98 $) - Appel d'offres public 20-18511 - 2 soumissionnaires conformes.
CM20 0535 – 26 mai 2020 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 32 000 000 $ pour le financement de la quatrième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB-Pie-IX CM20 0481 - 26 mai 2020 - Approuver l'addenda no.1 à l'entente détaillée entre la Ville de Montréal et l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) établissant la répartition des responsabilités relatives à l'étape 2 du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'intégration du tronçon Notre-Dame au projet d'un service rapide par bus (SRB) (CG18 0234).

CM20 0165 – 24 février 2020 - Accepter une contribution d'un montant de 5 179 084 $ (taxes non applicables) de l'ARTM, afin d'assumer les coûts des ressources de la Ville de Montréal - Autoriser une dépense d'un montant total de 5 940 599 $ (taxes non applicables) pour les coûts des ressources de la Ville de Montréal et de l'ARTM ainsi que pour le maintien de la structure du Bureau de projet pour la période de la phase 2 de réalisation des travaux (2018-2023) dans le cadre du projet intégré SRB Pie-IX. CE20 0012 - 8 janvier 2020 - Autoriser le lancement de l'appel d'offres public # 20-17802 d'un contrat de services professionnels pour la conception et préparation des plans et devis du lot Notre-Dame dans le cadre du projet intégré SRB-Pie-IX.

CG18 0502 – 20 septembre 2018 - Accorder, conjointement avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), un contrat à EBC inc. pour la réalisation des travaux de

construction du lot Sud du tronçon montréalais, dans le cadre du projet intégré de service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX, pour une somme maximale de 75 676 545 $, taxes incluses - Appel d'offres public 212003 (3 soum.) / Autoriser une dépense totale de 88 469 719,98 $, taxes, contingences et incidences incluses, ainsi qu'un revenu de 173 138,27 $, taxes incluses, pour les incidences de la CSEM remboursables par l'ARTM conformément à l'entente intervenue entre la Ville et l'ARTM (CG18 0234);

CM18 1142 – 17 septembre 2018 - Accorder, conjointement avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), un contrat à EBC inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot Nord du tronçon montréalais dans le cadre du projet intégré de service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX, pour une somme maximale de 55 972 336,46 $, taxes incluses - Appel d'offres public 212001 (4 soum.) / Autoriser une dépense totale de 65 740 233,75 $, taxes, contingences et incidences incluses, ainsi qu'un revenu de 1 372 046,82 $, taxes incluses, pour les incidences de la CSEM qui sont remboursables par l'ARTM selon l'entente intervenue entre l'ARTM et la Ville (CG18 0234);

CM18 1141 – 17 septembre 2018 - Accorder, conjointement avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), un contrat à EBC inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot Centre du tronçon montréalais dans le cadre du projet intégré de service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX, pour une somme maximale de 60 269 895 $, taxes incluses - Appel d'offres public 212002 (4 soum.) / Autoriser une dépense totale de 70 668 488,93 $, taxes, contingences et incidences incluses, ainsi qu'un revenu de 737 205,01 $, taxes incluses, pour les incidences de la CSEM qui sont remboursables par l'ARTM selon l'entente intervenue entre l'ARTM et la Ville (CG18 0234);

CM18 0860 – 18 juin 2018 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 53 930 000,00 $ pour le financement de la troisième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX);

CG18 0234 – 26 avril 2018 - Approuver le projet d'entente détaillée entre l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal établissant la répartition des responsabilités relatives à l'étape 2 du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'implantation du tronçon Montréal d'un service rapide par bus (SRB), consistant en la réalisation des travaux, la mise en service, la mise en exploitation et la clôture du projet;

CM18 0486 – 23 avril 2018 - Autoriser la modification du contrat accordé conjointement par la Ville et l'Agence métropolitaine de transport (AMT), maintenant devenue l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), à Aecom Consultants Inc. le 23 février 2016, pour la somme de 9 074 807,74 $, majorant ainsi le montant du contrat à 10 376 494 $, taxes incluses, relativement à la préparation des plans et devis d'ingénierie détaillée du Projet SRB-PIE-IX, tronçon montréalais (CM16 0238) / Autoriser une dépense additionnelle de 623 289,82 $ représentant la part payable par la Ville, celle de l'ARTM étant de 678 397,34 $, soit une majoration totale du contrat de 1 301 687,16 $, taxes incluses / Autoriser l'exercice par la Ville de Montréal, conjointement avec l'ARTM, de l'option d'accompagnement technique en chantier prévue au contrat / Autoriser, à cet effet, une dépense additionnelle de 546 473 $, taxes incluses, pour la Ville de Montréal, celle de l'ARTM étant de 1 275 104,90 $ - Considérant ce qui précède la dépense totale de la Ville associée à ce contrat est alors majorée de 3 216 756 $ à 3 892 205,02 $, taxes incluses, majorant le montant total du contrat de 9 074 807,74 $ à 12 198 070,90 $;

CM16 037 – 22 mars 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 33 300 000 $ pour le financement de la deuxième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB-Pie-IX);

CM16 0238 – 24 février 2016 - Accorder, conjointement avec l'Agence métropolitaine de

transport, un contrat de services professionnels à Aecom Consultants inc. pour la réalisation des plans et devis du tronçon montréalais du projet intégré de service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX pour une somme maximale de 9 074 807 $, taxes incluses (comprenant une option d'accompagnement de chantier pouvant ainsi porter le montant total du contrat à 10 722 520 $) / Autoriser une dépense maximale de 2 722 442 $, taxes incluses, pour financer la contribution de Montréal (30 %) à ce contrat. / Approuver un projet de convention à cet effet;

CG15 0703 – 26 novembre 2015 - Approuver le projet d'entente détaillée entre l'Agence métropolitaine de transport (AMT) et la Ville de Montréal pour la mise sur pied d'un bureau de projet intégré visant la reconstruction et la requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'implantation de la portion montréalaise d'un système rapide par bus (SRB) / Autoriser l'embauche de 8 personnes requises pour la création du bureau de projet / Autoriser une dépense globale de 2 714 947 $, taxes non applicables.

DESCRIPTION

Le Bureau de projet intégré (BdP) SRB Pie-IX, en collaboration avec la Direction de la mobilité de la Ville de Montréal (VdM) et conjointement avec la firme responsable de la conception, ont participé à la préparation des documents d'appel d'offres, en vue du préachat des équipements TI/STI/Télécom. Cette collaboration a permis d'inclure dans les documents techniques certains systèmes spécifiquement demandés par la Ville.

Afin de faciliter la fluidité de la circulation et ultimement, l'information aux voyageurs, la VdM a demandé d'installer des caméras de vidéosurveillance et des stations de détection Mi -bloc le long du boulevard Pie-IX. Les caméras et les stations de détection seront acquises en préachat par le BdP au nom de la VdM.

Le présent dossier concerne l'acquisition et la fourniture:

1. des systèmes de détection Mi-bloc Radar;
2. des systèmes de détection Mi-bloc Vidéo Thermique;
3. des équipements Bluetooth.

L'installation de ces équipements est prévue dans le contrat des travaux de l'entrepreneur général et ne fait pas partie du présent dossier.

Un budget de contingences de 15% est prévu au présent contrat.

JUSTIFICATION

Le processus d'appel d'offres a été préparé par la Division des acquisitions, Direction acquisition du Service de l'approvisionnement.
Il y a eu un total de quatre (4) preneurs du cahier de charges, trois (3) soumissionnaires, soit 75 % des preneurs de cahier de charges (1 soumission conforme pour les items 1 et 3, puis 1 soumission conforme pour l'item 2).

Il est à noter que la firme Orange Traffic a déposé sa soumission au mauvais endroit (au bureau du Service de l'approvisionnement) au lieu de l'Hôtel-de-Ville. La soumission de la firme Orange Traffic est considérée non-conforme n'étant pas comptée dans le procès-verbal. L'autre preneur du cahier de charges a invoqué le court délai alloué ainsi que le manque de temps pour ne pas avoir déposé de soumission.

Il est également à noter qu'il y a trois (3) types d'équipements différents dans cet appel d'offre (items 1, 2 et 3) et que les contrats seront accordés par item. En ce sens, les

soumissions sont analysées et traitées distinctement par item. De plus, les deux (2) soumissionnaires conformes ont respectivement soumissionné pour les items 1 et 3 (MI-8) et l'item 2 (TACEL) de l'appel d'offres. Il n'est pas nécessaire d'évaluer l'écart entre la soumission de MI-8 et TACEL puisque ces dernières n'ont pas soumissionné sur les mêmes items.

Finalement, une contingence de 15% est appliquée afin de couvrir tout besoin additionnel d'approvisionnement.

Tableau des soumissions reçues pour l'item n°1 de l'appel d'offres public #21-18823 concernant l'acquisition et la fourniture de systèmes de détection Mi-bloc Radar (1 soumissionnaire conforme pour cet item):

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (TAXES INCLUSES)	AUTRES (Contingences, variation de quantité) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
MI-8	233 682,09 $	34 993,89 $	268 675,98 $
Dernière estimation réalisée ($)	272 260,80 $	40 839,12 $	313 099,92 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			- 44 423,94 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-14,19 %

Compte tenu du seul soumissionnaire conforme pour l'item #1 et conformément à l'article 15 du chapitre C-65.1, r.2 du Règlement sur certains contrats d'approvisionnement des organismes publics, la firme MI-8 accepte d'appliquer une réduction du prix pour l'item #1. Conséquemment, le prix de l'item #1 est revu à la baisse, soit de 269 506 $ à 233 682,09 $ taxes incluses. Le prix renégocié à la baisse explique l'écart favorable observé avec la dernière estimation. Le détail financier se trouve à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

En date du 16 août 2021, l'entreprise recommandée pour l'item 1 de l'appel d'offres public #21-18823 concernant la fourniture de systèmes de détection Mi-bloc Radar n'est pas inscrite au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la RBQ, n'est pas présente sur La liste des personnes ayant contrevenu à la Politique de gestion contractuelle, n'est pas présente sur le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle et n'est pas inscrite à la Liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI). Ce type d'appel d'offres ne requiert pas l'obtention d'une autorisation de l'AMP.

Tableau des soumissions reçues pour l'item n°2 de l'appel d'offres public #21-18823 concernant la fourniture de systèmes de détection Mi-bloc Vidéo Thermique (1 soumissionnaire conforme pour cet item):

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (TAXES INCLUSES)	AUTRES (Contingences, variation de quantité) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
TACEL	115 470,54 $	17 791,71 $	132 762,25 $
Dernière estimation réalisée ($)	117 027,30 $	17 554,10 $	134 581,40 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	- 1 819,15 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	- 1,35 %

Compte tenu du seul soumissionnaire conforme pour l'item #2 et conformément à l'article 15 du chapitre C-65.1, r.2 du Règlement sur certains contrats d'approvisionnement des organismes publics, la firme TACEL accepte d'appliquer une réduction du prix pour l'item #2. Conséquemment, le prix de l'item #2 sera revu à la baisse, soit de 118 135,66 $ à 115 470,54 $ taxes incluses. Le prix renégocié à la baisse explique l'écart légèrement favorable observé avec la dernière estimation. Le détail financier se trouve à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

En date du 16 août 2021, l'entreprise recommandée pour l'item 2 de l'appel d'offres public #21-18823 concernant la fourniture de systèmes de détection Mi-bloc Vidéo Thermique n'est pas inscrite au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la RBQ, n'est pas présente sur La liste des personnes ayant contrevenu à la Politique de gestion contractuelle, n'est pas présente sur le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle et n'est pas inscrite à la Liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI). Ce type d'appel d'offres ne requiert pas l'obtention d'une autorisation de l'AMP.

Tableau des soumissions reçues pour l'item n°3 de l'appel d'offres public #21-18823 concernant la fourniture d'équipements Bluetooth (1 soumissionnaire conforme pour cet item):

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (TAXES INCLUSES)	AUTRES (Contingences, variation de quantité) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
MI-8	65 335,00 $	9 800,25 $	75 135,25 $
Dernière estimation réalisée ($)	51 221,36 $	7 683,20 $	58 904,57 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			16 230,68 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			27,55 %

L'écart entre l'estimation de contrôle et la plus basse soumission conforme est défavorable de 27,55 %. Cet écart provient des articles 4.3.1 et 4.3.2 du bordereau de soumission concernant la fourniture des équipements et antennes Bluetooth. Cet écart peut s'expliquer par le nombre restreint de fournisseurs pour ce type d'équipement spécialisé.

Malgré qu'il s'agisse d'un seul soumissionnaire conforme pour l'item #3, le prix n'a pu être renégocié avec la firme MI-8 conformément à l'article 15 du chapitre C-65.1, r.2 du Règlement sur certains contrats d'approvisionnement des organismes publics. Conséquemment, le prix de l'item #3 demeure inchangé. Le détail financier se trouve à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

En date du 16 août 2021, l'entreprise recommandée pour l'item 3 de l'appel d'offres public #21-18823 concernant la fourniture d'équipements Bluetooth n'est pas inscrite au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la RBQ, n'est pas présente sur La liste des personnes ayant contrevenu à la Politique de gestion contractuelle, n'est pas présente sur le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle et n'est pas inscrite à la Liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI). Ce type d'appel d'offres ne requiert pas l'obtention d'une autorisation de l'AMP.

À la suite de l'analyse des soumissions, il est recommandé d'octroyer les contrats aux firmes suivantes, plus bas soumissionnaires conformes pour l'item indiqué:

- item 1: MI-8 pour la fourniture des systèmes de détection Mi-bloc Radar;
- item 2: TACEL pour la fourniture des systèmes de détection Mi-bloc Vidéo Thermique;
- item 2: MI-8 pour la fourniture des équipements Bluetooth.

Étant donné le faible risque lié au contrat, aucune évaluation de rendement de ces fournisseurs n'est requise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant du contrat à l'entreprise MI-8 pour l'item 1 de l'appel d'offres public #21-18823, suite à une négociation à la baisse, soit pour la fourniture des systèmes de détection Mi-bloc Radar, est de 233 682,09 $ taxes incluses. Sur ce montant, on ajoute 15% de contingences, soit 34 993,89 $ taxes incluses. Le montant total du contrat (mandat + contingences) est de 268 675,98 $ taxes incluses. Conformément à l'entente pour la réalisation des travaux (Résolution CG18 0234 du 26 avril 2018), la Ville de Montréal assume la totalité des coûts pour cette acquisition.
Le montant du contrat à l'entreprise TACEL pour l'item 2 de l'appel d'offres public #21-18823, suite à une négociation à la baisse, soit pour la fourniture des systèmes de détection Mi-bloc Vidéo Thermique, est de 115 470,54 $ taxes incluses. Sur ce montant, on ajoute 15% de contingences, soit 17 791,71 $ taxes incluses. Le montant total du contrat (mandat + contingences) est de 132 762,25 $ taxes incluses. Selon la ventilation des coûts établie par le BdP, et conformément à l'entente pour la réalisation des travaux (Résolution CG18 0234 du 26 avril 2018), la Ville de Montréal assume la totalité des coûts pour cette acquisition.

Le montant du contrat à l'entreprise MI-8 pour l'item 3 de l'appel d'offres public #21-18823, soit pour la fourniture d'équipements Bluetooth, est de 65 335 $ taxes incluses. Sur ce montant, on ajoute 15% de contingences, soit 9 800,25 $ taxes incluses. Le montant total du contrat (mandat + contingences) est de 75 135,25 $ taxes incluses. Conformément à l'entente pour la réalisation des travaux (Résolution CG18 0234 du 26 avril 2018), la Ville de Montréal assume la totalité des coûts pour cette acquisition.

La dépense totale pour les trois (3) contrats concernant l'appel d'offres public #21-18823 (items 1, 2 et 3) est de 520 923,16 $ contingences et taxes incluses.

Firmes	Items	Montant du contrat (taxes incluses)	Montant des contingences (taxes incluses)
MI-8	Item 1: Fourniture des systèmes de détection Mi-bloc Radar	233 682,09 $	34 993,89 $
TACEL	Item 2: Fourniture des systèmes de détection Mi-bloc Vidéothermique	115 470,54 $	17 791,71 $
MI-8	Item 3: Fourniture d'équipements Bluetooth	65 335 $	9 800,25 $
	Total	414 487,63 $	62 585,85 $

Sources de financement Ville

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible à même l'enveloppe reçue pour le PDI 2021-2031 au projet 54102 - Gestion de corridors de mobilité intégrée. Le financement du programme de Gestion de corridors de mobilité intégrée sera à la charge du Service de l'urbanisme et de la mobilité.

Un montant de 435 631,68 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt 17-006 Gestion des corridors intégrés CM17 0078.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2021 -2030 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de $):

Programme	Contrats	Total 2021	Total 2022	TOTAL
54102 - Gestion de corridors de mobilité intégrée	Item 1 (MI-8): 123 $ en 2021 et 123 $ en 2022 Item 2 (TACEL): 61 $ en 2021 et 61 $ en 2022 Item 3 (MI-8): 34 $ en 2021 et 34 $ en 2022	218 $	218 $	436 $

Cette dépense sera assumée à 100% par la Ville-centre.

Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Cette intervention s'insère dans le cadre du projet intégré du système rapide par bus (SRB) Pie-IX, répondant à l'objectif du plan stratégique Montréal 2030 eut égard:

- À la transition écologique: Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable intégrée , abordables et accessibles pour toutes et tous;
- À la priorité pour une métropole vibrante et rayonnante: L'offre d'un système de transport intégré et efficient.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision tardive ou défavorable dans ce dossier compromettrait l'échéancier global de réalisation du projet SRB Pie-IX, ainsi que les autres projets planifiés en conséquence, incluant le tunnel piétonnier reliant le SRB Pie-IX à la future station de métro du prolongement de la ligne bleue.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif au COVID-19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d’opération de communication en accord avec le Service de l’expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat: septembre 2021
Début du mandat: septembre 2021
Fin du mandat: été 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Alexandre MUNIZ)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Iulia Ramona BOAR BUCSA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jonathan HAMEL-NUNES, Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité
Fidel COTÉ-FILIATRAULT, Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Hugues BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité

Lecture :

Isabel Cristina OLIER, 12 août 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patrick CHALOUHI
Chargé de projet - Grands projets partenaires

Tél : 514 462-9347
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-13

Sonia THOMPSON
Chef de section - Projets Champlain et REM

Tél : 514-513-4207
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 978-6542

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101

Approuvé le : 2021-08-26 **Approuvé le :** 2021-08-26

Montréal

DT-4721

DEVIS TECHNIQUE

DÉTECTEUR DE VÉHICULES PAR RADAR UMRR-0C 3DHD DE SMARTMICRO

Ville de Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des transports
Division de l'exploitation du réseau artériel

Révision 0
Octobre 2016

ANNEXE STI-6

PRÉPARÉ PAR :

NICOLAS DAHITO, ING. JR, - SMI
(OIQ – 5060141)

VÉRIFIÉ PAR :

INGÉNIEUR
Andrei Durlut
140625
QUÉBEC
2016-10-17

ANDREI DURLUT, ING., M. SC. A., - SMI
(OIQ – 140625)

CONTENU DU DEVIS

1.0 Préambule 3
1.1 Objet 3
1.2 Références 3
1.3 Lexique 4
1.4 Mise en garde générale 4
2.0 Principes de fonctionnement 5
3.0 Exigences 5
3.1 Exigences générales 5
3.2 Installation 6
4.0 Équipements disponibles 8
4.1 UMRR-0C 3DHD type 39 8
4.2 Accessoires pour l'installation du détecteur UMRR-0C 8
4.3 Interfaces et modules additionnels 10
5.0 Configuration fonctionnelle 11
5.1 Détection système 11
5.2 Détection locale 12
5.3 Exemples de configurations type 12
5.4 Assignation des câbles et broches des connecteurs 14
6.0 Plans de signalisation lumineuse (SL) ou d'équipement périphérique (EP) 16
6.1 Procédure de visée 17
7.0 Informations complémentaires 19
7.1 Caractéristiques fournies par le fabricant 19
7.2 Mise en garde concernant l'installation et l'utilisation du détecteur 20

1.0 PRÉAMBULE

1.1 OBJET

Le présent devis technique a pour objectif de définir les exigences minimales de la Ville de Montréal en ce qui a trait aux caractéristiques du détecteur de véhicules à technologie radar de marque Smartmicro et modèle UMRR-0C 3DHD, ainsi que de fournir des informations complémentaires concernant le fonctionnement et l'installation de ce détecteur.

Le détecteur UMRR-0C 3DHD est un équipement utilisé pour des applications de détection de véhicules en milieu rural ou urbain. Ce détecteur par technologie radar utilise l'effet Doppler pour détecter, à l'aide d'un capteur installé sur un fût en bordure de chaussée, les véhicules dans sa zone d'action. Il permet d'identifier la présence d'un véhicule circulant ou arrêté dans ses zones de détection et de collecter des données statistiques.

1.2 RÉFÉRENCES

Le présent devis technique renvoie à la version la plus récente des documents suivants. L'entrepreneur doit s'assurer d'avoir en sa possession et maîtriser au chantier la version la plus récente de ces documents de références au moment d'entreprendre les travaux.

Québec :

- Ministère des transports du Québec - Normes – Ouvrages routières;
- Code de construction du Québec, chapitre V – Électricité – 2011 constitué du Code canadien de l'électricité, Première partie, 21e édition et des modifications du Québec (norme CSA C22.10-10);

Ville de Montréal :

- « Guide de bonnes pratiques pour les travaux de raccordement du système de feux de circulation » - DT-4004;
- « Cahier de charges normalisé – Maintien de la circulation, signalisation temporaire et gestion des impacts »;

Association canadienne de normalisation :

- CAN/CSA C22.2 n°0 « Exigences générales – Code canadien de l'électricité, Deuxième partie »;
- CAN ICES-3 (A)/ NMB-3 (A);

Institute of Transportation Engineers:

- ST-017B « Equipment and Material Standards of the Institute of Transportation Engineers: Standard for Vehicle Detectors»;

National Electrical Manufacturers Association:

- NEMA TS-2 «Traffic Controller Assemblies with NTCIP Requirements»;

Federal Communications Commission (FCC) (américain) :

- FCC rules part 15;

Industrie Canada (IC) :

- CNR-310 « Appareils radio exempts de licence »;

1.3 LEXIQUE

Câble Trad: Câble défini sur le plan SL ou EP pour l'alimentation et la communication avec le détecteur UMRR-0C 3DHD.

CAN bus : « Controller Area Network » est le standard natif du détecteur UMRR permettant la communication entre ce dernier et différents microcontrôleurs.

UMRR : « Universal Medium Range Radar » est la famille de détecteur de véhicules par technologie radar de Smartmicro.

TMC : « Traffic Management Configurator » est le logiciel de configuration pour les détecteurs UMRR de Smartmicro.

Module TMIB : Le module TMIB (Traffic Management Interface Board) est une carte d'interface NEMA TS1/TS2 enfichable dans le rack de détection pour détecteur radar UMRR de Smartmicro. Elle permet l'alimentation, la communication et la configuration du détecteur ainsi que la transmission des données à travers le port Ethernet et le rack de détection/port SDLC vers le contrôleur.

1.4 MISE EN GARDE GÉNÉRALE

Les spécifications techniques décrites dans le présent devis reflètent les informations disponibles par le fabricant Smartmicro sur le détecteur UMRR-0C 3DHD type 42 au moment de la rédaction du devis. En cas de divergence entre les informations du présent devis et celles de Smartmicro, les informations dans la documentation du fabricant prévalent sauf si ces spécifications affectent les exigences minimales de performance tel que décrites par cette version du devis. Toute divergence doit être mentionnée au représentant de la Ville de Montréal à des fins de validation et d'approbation.

Au moment de la rédaction de ce devis, la carte d'interface TMIB_AB pour détecteur radar UMRR-0C n'est pas disponible à des fins commerciales. Le mode de détection local décrit dans le présent devis devra donc être valider lorsque la carte d'interface sera disponible.

2.0 PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT

L'UMRR-0C 3DHD est un détecteur de véhicules par radar à portée variable contrôlé par un microprocesseur. Il permet de détecter les véhicules dans les deux directions, c'est-à-dire, en aval et en amont, à l'aide d'un capteur à effet Doppler fonctionnant en bande K - 24 GHz. Trois algorithmes indépendants sont utilisés simultanément pour réaliser la séparation des cibles détectées, soit par différence de vitesse radiale, par différence de distance et par différence de position angulaire.

Le détecteur transmet des données de comptage, de classification et de vitesse des véhicules.

3.0 EXIGENCES

3.1 EXIGENCES GÉNÉRALES

Le détecteur de véhicules par radar doit être conforme aux normes spécifiées en référence (voir section 1.2), aux exigences de la commission fédérale américaine des communications (FCC) en ce qui a trait aux équipements émettant des signaux radios, aux signaux d'interférences, à l'utilisation des fréquences radar, aux émissions électromagnétiques ainsi qu'aux normes équivalentes d'Industrie Canada en vigueur.

Le détecteur UMRR-0C 3DHD doit être en mesure de réaliser la détection des véhicules situés entre 1,5 m et jusqu'à 340 m pour un nombre maximal de 6 voies de circulation. Il doit être en mesure de reproduire visuellement sur un ordinateur la configuration routière de la zone de détection et d'indiquer sur cette configuration les véhicules détectés ainsi que leur paramètres (vitesse, type, etc.).

Le détecteur UMRR-0C 3DHD doit être capable de mesurer et transmettre les statistiques suivantes :

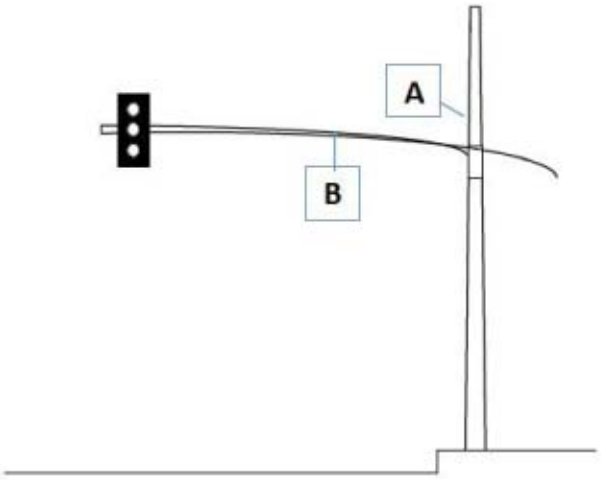
- par véhicule – vitesse, longueur, type et voie ;
- par voie - débits, vitesse moyenne, occupation, débits par type, vitesse au 85^{e} centile, écart moyen entre les véhicules (pare-chocs avant au pare-chocs avant), créneau moyen entre les véhicules (pare-chocs arrière au pare-chocs avant), débits par vitesse, débits par direction.

Le détecteur UMRR-0C 3DHD doit détecter, sans impact sur la performance, dans des conditions avec une humidité de 95% (sans condensation) et pour des températures entre -40°C et +74°C De plus, le fonctionnement du détecteur UMRR-0C 3DHD ne doit pas être affecté par le vent ou par les variations de température.

3.2 INSTALLATION

La détecteur radar UMRR-0C 3DHD doit être installée sur fût ou sur potence (tel que spécifié au plan SL ou EP et définie au dessin normalisé **DN-4723** à l'aide du support de montage fourni par le fabricant et ce, en s'assurant d'avoir le minimum de vibration possible. Les bras d'extension ou les manchons ne sont pas acceptés par la Ville de Montréal. Le détecteur UMRR-0C 3DHD peut s'installer sur une infrastructure nouvelle ou existante, en position horizontale avec un angle de visé vers la chaussé tel que spécifié dans le présent devis ainsi qu'au dessin DN-4723. Pour plus de détails, il faut consulter le guide de l'utilisateur fourni par Smartmicro.

Figure 3.1 Positions possibles du détecteur UMRR-0C 3DHD



A	Sur fût *
B	Sur potence

** Pas de recul nécessaire par rapport à la bordure de chaussé*

Pour la collecte de données de trafic, la hauteur d'installation recommandée est de 6,5 m. Pour la détection de présence, la hauteur d'installation dépend du nombre de voies à étudier. La hauteur minimale est de 4 m pour une voie à détecter et entre 6 m et 9 m pour 2 voies et plus. Idéalement, le détecteur UMRR-0C doit être en position surélevée par rapport à la route et pointer vers le sol avec un angle de -3° en faisant face aux zones de détection. L'orientation horizontale du détecteur doit être de -5° par rapport à la bordure de trottoir.

Pour réduire le phénomène d'occlusion, la hauteur et la position du détecteur sont deux facteurs importants. L'occlusion se produit lorsqu'un véhicule bloque une partie du champ de vision du détecteur.

L'installation du détecteur sur le fût (ex. : hauteur d'installation, type de support, longueur du câble de distribution), qui dépend des caractéristiques du site et des équipements de feux, est détaillée sur le plan de signalisation lumineuse (SL) ou d'équipement périphérique (EP) du site.

Si les indications des plans d'installation ou les recommandations du présent devis ne peuvent pas être respectées, les représentants de la Ville doivent être consultés avant l'installation.

La Figure 3.2 présente un exemple d'installation à environ 8,5 m sur un fût situé en bordure de chaussé.

Figure 3.2 Installation sur fût



4.0 ÉQUIPEMENTS DISPONIBLES

4.1 UMRR-0C 3DHD TYPE 42

Le détecteur UMRR-0C 3DHD avec antenne de type 42 (montré à la Figure 4.1) est l'élément principal de l'ensemble de détection, étant responsable pour l'émission, la réception et pour le traitement des signaux radar. Le détecteur peut fonctionner en mode autonome sans carte d'interface puisque les analyses se font à même le microprocesseur intégré dans le boitier du capteur.

Figure 4.1 - Détecteur UMRR-0C 3DHD

Vue de face du détecteur	Vue de derrière du détecteur
	

4.2 ACCESSOIRES POUR L'INSTALLATION DU DÉTECTEUR UMRR-0C

Différents accessoires servent au montage du détecteur sur fût ou sur potence :

- Support de montage ;
- Attaches de type band-it en acier inoxydable ½".
- Boitier de jonction (JBOX-010101) ;

et pour l'alimentation et la communication :

- Câble Ethernet de catégorie 6 ;
- Bloc d'alimentation 120Vca à 24Vcc, 2,5 A

Les accessoires mentionnés sont présentés à titre indicatif à la Figure 4.2 ainsi qu'aux sous-sections suivantes.

Figure 4.2 - Accessoires pour l'installation du détecteur UMRR-0C 3DHD

Câble Ethernet	Attache Band-it 1/2"	Bloc alimentation 24Vcc
		

4.2.1 Boitier de jonction (JBOX-010101)

Le boitier de jonction JBOX-010101 (montré à la Figure 4.3) du manufacturier Smartmicro est utilisé afin de protéger le détecteur UMRR-0C des surtensions ainsi que faciliter le raccordement entre le câble et le détecteur. Le détecteur UMRR-0C vient s'emboiter dans le boitier de jonction et doit être vissé aux 4 coins.

Figure 4.3 - Boitier de jonction JBOX-010101

Vue de face du boitier de jonction	Vue de derrière du boitier de jonction
	

4.2.2 Support de montage

Le support de montage doit être choisi en fonction du type de fût sur lequel le détecteur est installé.

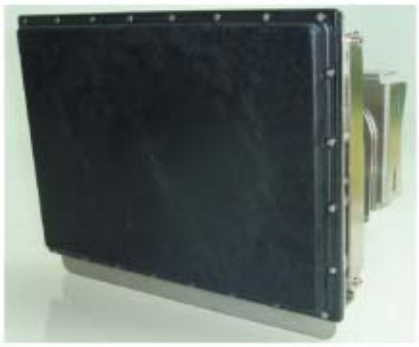
Pour une installation sur fût rond, le modèle « Bracket-070600 » (montré à la Figure 4.4) du fabricant Smartmicro doit être utilisé. Elle permet un ajustement de l'inclinaison.

Figure 4.4 - Support de montage "Bracket-070600"

Vue de face du support Bracket-070600	Vue de derrière du support Bracket-070600
	

Pour une installation sur fût carré, le modèle « Bracket-070700 » (montré à la Figure 4.5) du fabricant Smartmicro doit être utilisé. Cette dernière permet un ajustement de l'inclinaison et de l'orientation.

Figure 4.5 - Support de montage "Bracket-070700"

Vue de face du support Bracket-070700	Vue de derrière du support Bracket-070700
	

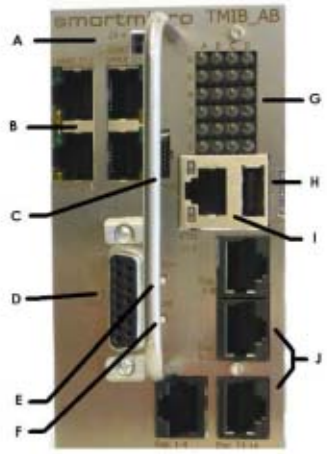
4.3 INTERFACES ET MODULES ADDITIONNELS

Afin de raccorder le détecteur au contrôleur de feux de circulation, différentes interfaces sont disponibles :

- **Interface TMIB_AB** [1] (Figure 4.6) ;

  Interface enfichable au rack de détection. Elle permet l'alimentation, la communication et la configuration du détecteur UMRR-0C 3DHD ainsi que la transmission des données à travers le port Ethernet et le rack de détection vers le contrôleur.

Figure 4.6: Carte d'interface TMIB_AB



Source photo: Smartmicro (2016)

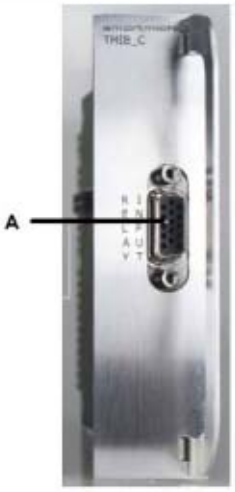
A	Alimentation 24 Vcc
B	Port de connexion vers détecteurs UMRR-0C
C	Bouton « Debug » (débogue)
D	Port SDLC
E	Bouton de réinitialisation aux paramètres d'usine
F	Bouton de redémarrage
G	Lumières LED indiquant les différents statuts
H	Port pour carte micro SD
I	Port Ethernet
J	Port pour cartes d'extension TMIB_C

[1] *Carte TMIB_AB non disponible commercialement au moment de la rédaction du devis*

- **Interface TMIB_C** (Figure 4.7) ;

  Interface enfichable dans le rack de détection et permettant d'ajouter 4 sorties de détection vers le contrôleur de feux de circulation à travers les entrées logiques.

Figure 4.7: Carte d'interface TMIB_C

 Source photo: Smartmicro (2016)	A	Port d'entrée (connecté à la sortie d'extension de la carte TMIB_AB)

5.0 CONFIGURATION FONCTIONNELLE

Par rapport aux données de détection à collecter, deux types de configuration sont possibles :

- Détection système ;
- Détection locale.

Les sections suivantes présentent les configurations recommandées pour utilisation.

5.1 DÉTECTION SYSTEME

Les données de détection sont utilisées à distance par le Centre de gestion de la mobilité urbaine (CGMU). Au niveau du CGMU, les données sont enregistrées dans une base de données et/ ou sont traitées pour retransmission ou pour une optimisation dynamique de la gestion de la circulation sur le réseau routier de la Ville.

Les options de configuration d'équipements pour ce type de fonctionnement sont présentées au Tableau 5.1 :

Tableau 5.1 Configurations pour détection système

Configuration du système
Option A : 1 à (N) UMRR-0C 3DHD *(N= nombre de détecteurs)*
Option B : 1 à 4 UMRR-0C 3DHD +1 TMIB_AB [1]

5.2 DÉTECTION LOCALE

Les données de détection sont utilisées localement par un contrôleur de feux de circulation pour l'optimisation des plans de feux ; dans ce cas, une retransmission de données vers le CGMU peut aussi être réalisée (détection simultanée locale et système).

Les options de configuration d'équipements pour ce type de fonctionnement sont présentées au Tableau 5.2 :

Tableau 5.2 Configurations pour détection locale

Configuration du système	Sorties de détections disponibles	Sorties de détections virtuelles
Option C : 1 à 4 UMRR-0C 3DHD +1 TMIB_AB[1]	4	64 (16 / détecteur)
Option D : 1 à 4 UMRR-0C 3DHD +1 TMIB_AB[1] + (1 à 4) TMIB_C	8 à 20	64 (16 / détecteur)

Source : Smartmicro (2016)

5.3 EXEMPLES DE CONFIGURATIONS TYPE

Les figures de 5.1 à 5.3 illustrent quelques configurations type recommandées pour le fonctionnement des systèmes de détection avec UMRR-0C 3DHD pour la détection locale et système.

Figure 5.1 - Configuration en mode autonome (option A)

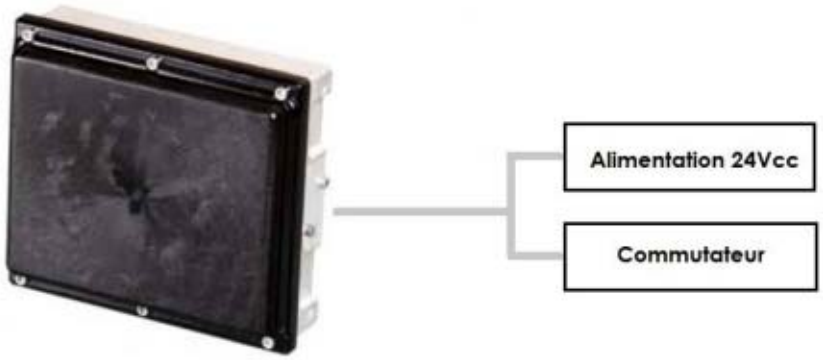


Figure 5.2 - Configuration avec TMIB_AB (option B et C)

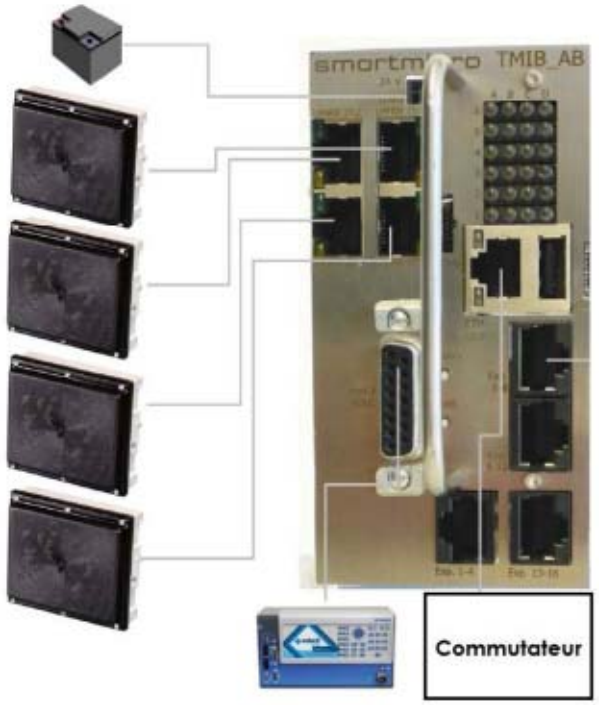


Figure 5.3 - Configuration avec TMIB_AB et TMIB_C (option D)



5.4 ASSIGNATION DES CÂBLES ET BROCHES DES CONNECTEURS

5.4.1 Assignation des broches

Le bornier du boitier de jonction JBOX-010101 et le connecteur pour le détecteur UMRR-0C est représenté à la Figure 5.4. L'assignation des broches des connecteurs est illustrée au Tableau 5.3.

Figure 5.4 - Représentation graphique de l'assignation des broches

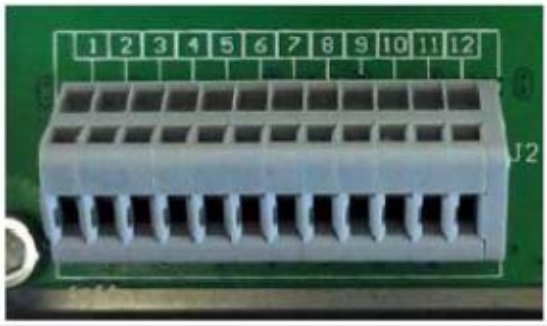
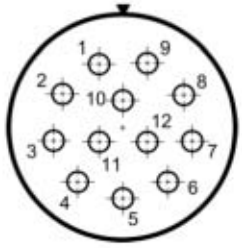
Bornier du boitier de jonction JBOX-010101	Connecteur du câble 0C0200
	

Tableau 5.3 Assignation des broches

Broche	Fonction	Couleur de câble		
		CABLE-0C0200	Trad en mode autonome	Trad avec TMIB_AB
1	Ethernet TX H	Gris / rouge	Brun	-
2	Ethernet TX L	Rouge / bleu	Blanc / Brun	-
3	RS485 RX L	Rose	-	Blanc / Vert
4	RS485 RX H	Gris	-	Vert
5	RX485 TX L	Brun	-	Blanc / Brun
6	RX485 TX H	Blanc	-	Brun
7	GND	Bleu	Bleu et Blanc / Bleu	Bleu et Blanc / Bleu
8	Vcc	Rouge	Orange et Blanc / Orange	Orange et Blanc / Orange
9	Ethernet RX L	Noir	Blanc / Vert	-
10	Ethernet RX H	Mauve	Vert	-
11	CAN H	Vert	-	-
12	CAN L	Jaune	-	-

5.4.2 Câble pour le raccordement du détecteur UMRR-0C

Le câble Trad pour le détecteur UMRR-0C 3DHD est un câble de type Ethernet de catégorie 6. Les spécifications de ce câble faisant le lien entre le bloc d'alimentation, le commutateur et/ ou la carte d'interface TMIB_AB jusqu'au boitier de jonction JBOX-010101 doit répondre aux exigences du DT-4820 – Câble T. Contrairement à l'indication du DT-4820, les connecteurs aux embouts (côté boitier de jonction et côté coffret) doivent être fait tel qu'illustré au Tableau 5.3. Afin de répondre aux exigences particulières de projet, l'entrepreneur doit valider avec la Ville de Montréal le type de câble à utiliser pour la connexion du détecteur.

5.4.3 Câble du fabricant

Le « CABLE-0C0200 » du fabricant Smartmicro peut être utilisé lorsqu'un raccordement du détecteur UMRR-0C se trouve sur le même fût que le coffret. Ce câble, d'une longueur de 10 mètres, est muni d'un connecteur « LF10WBP-12S » du manufacturier « Hirose Electric Co., Ltd. » à l'extrémité devant être raccordée au détecteur UMRR-0C. Il ne faut donc pas installer de boitier de raccordement lors de l'utilisation du CABLE-0C0200. Un connecteur RJ45 pour la communication Ethernet, deux conducteurs pour l'alimentation courant-continu, un connecteur DB-9 femelle pour la communication RS-485 en série avec un connecteur DB-9 femelle munie d'une terminaison 120 Ω pour la communication CAN bus se retrouvent préfabriqués à l'autre extrémité du câble. Ce câble peut être utilisé seulement dans des cas spéciaux et sous l'approbation de la Ville.

6.0 PLANS DE SIGNALISATION LUMINEUSE (SL) OU D'EQUIPEMENT PERIPHERIQUE (EP)

L'installation du détecteur UMRR-0C 3DHD est détaillée sur le plan SL ou d'équipement périphérique (EP). Idéalement, le détecteur UMRR-0C 3DHD doit être en position surélevée par rapport à la route et pointer vers la chaussée en faisant face aux zones de détection tout en respectant les balises d'angles d'orientation (azimut) et d'élévation spécifiés au présent devis. La hauteur d'installation recommandée est de 6,5 mètres mais peut varier de 5 mètres à 9 mètres en fonction de la configuration des zones à détecter et des risques d'occlusion. La hauteur d'installation du détecteur UMRR-0C 3DHD doit être déterminée en fonction des caractéristiques du carrefour ou de l'artère où il est installé.

Les éléments d'installation pertinents sont illustrés sur le plan SL ou EP avec des symboles. Ceux-ci sont définis au Tableau 6.1. Un exemple est montré à la Figure 6.1.

Tableau 6.1 Légende pour plans SL ou EP

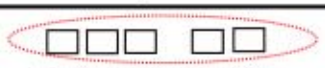
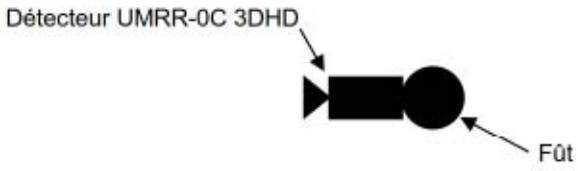
Symbole	Description
	Zones de détection / comptage et zone de visée
	Détecteur UMRR-0C 3DHD
	Fût

Figure 6.1 Exemple d'un détecteur UMRR-0C 3DHD représenté sur un plan SL ou EP



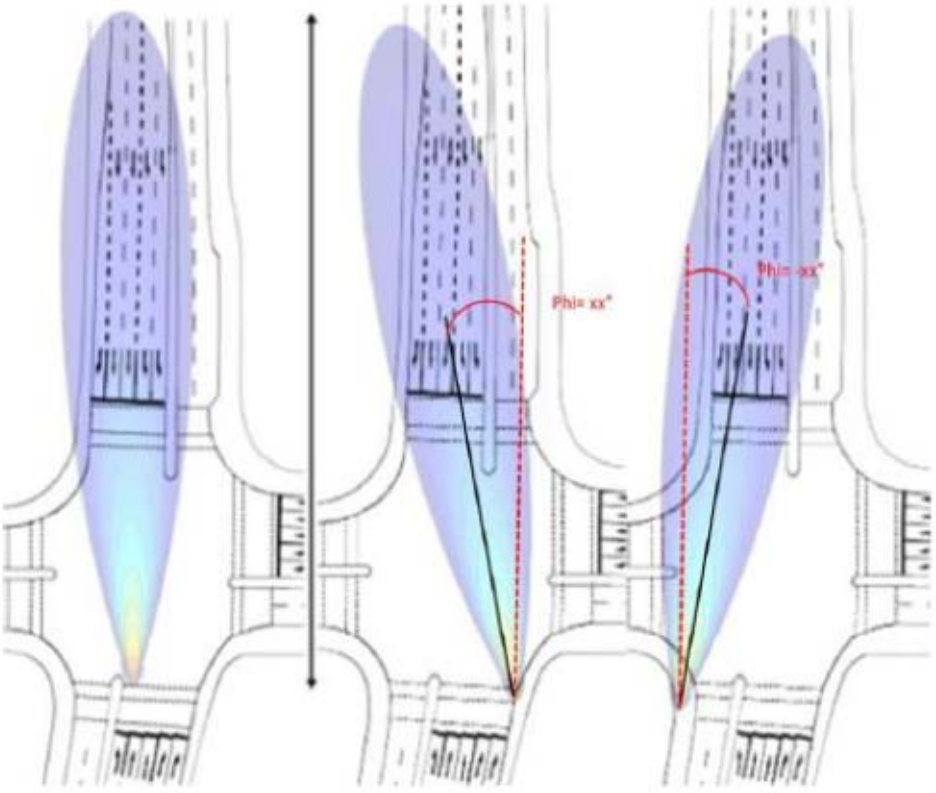
6.1 PROCEDURE DE VISEE

6.1.1 Sélection du positionnement du détecteur radar

La zone de visée de l'appareil est représentée à la Figure 6.2. La distance minimale afin de détecter un objet est de 1,5 m. Le détecteur UMRR-0C est installé pour que les zones de détections soient centrées le long de l'axe tel qu'illustré à la Figure 6.2. L'angle d'orientation (Phi), illustré à la Figure 6.2, a une valeur typique de -20° ou 20°. Cette valeur est une orientation interne des antennes dans le détecteur. En fonction de la configuration de l'installation, il est possible que cet angle varie de -35° à 35°. Le détecteur doit être orienté de façon optimale à un angle de -5° ou 5°.

Pour ce qui est de l'angle d'élévation, la valeur peut varier de -9° à 0° en fonction de la configuration de l'intersection, c'est-à-dire que la trajectoire de l'onde émise se fait en regardant vers le bas. Une inclinaison type du détecteur de -3° est recommandée.

Figure 6.2 Sélection de l'angle d'orientation



Source : Smartmicro (2016)

6.1.2 Zones et modes de détection

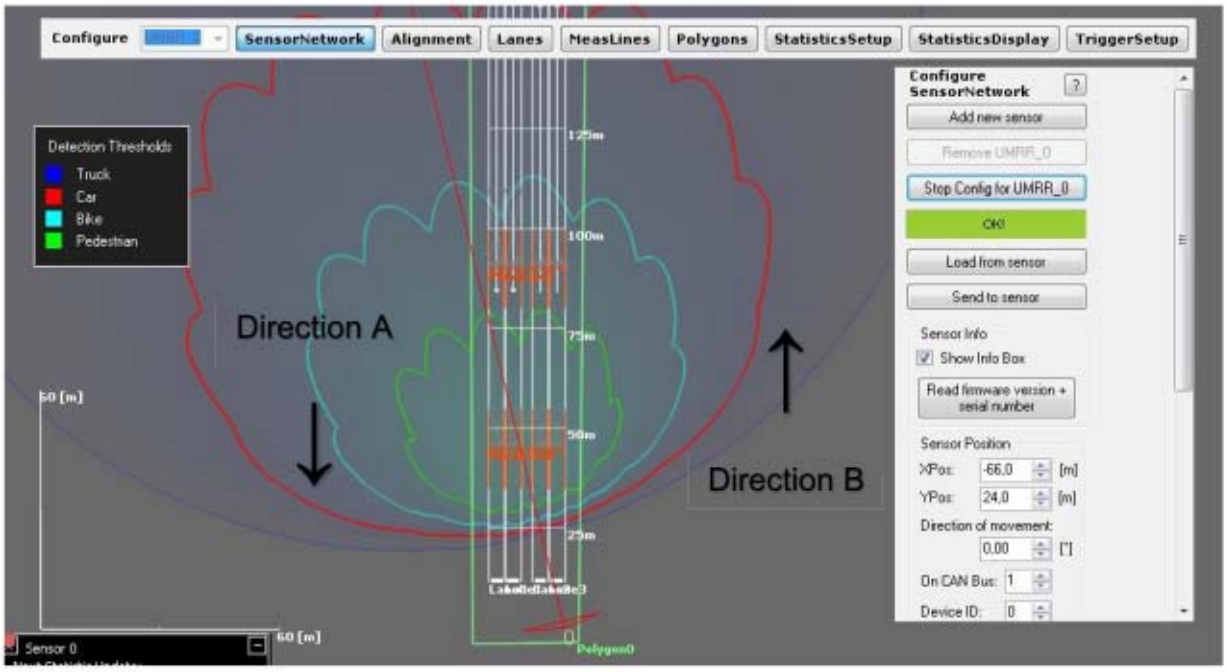
La configuration des zones de détection s'effectue à l'aide du logiciel TMC (Traffic Management Configurator) fourni par le manufacturier Smartmicro. La configuration des voies et des différentes zones de détection se fait sur site et il est possible d'ajouter une

couche avec une image satellite de fond afin de faciliter la localisation et la calibration. De plus, une option d'affichage de flux vidéo en temps réel est possible si une caméra avec vue sur les zones de détection est disponible.

Un maximum de 126 objets peuvent être suivis simultanément par détecteur. La classification des objets suivis est visible directement sur l'interface TMC et est aussi disponible en format de données statistiques. La portée maximale de détection pour une automobile est de 250 m. La portée maximale pour un véhicule lourd tel un camion est de 340 m.

Une ligne de comptage doit être positionnée à environ 40 m du détecteur pour les véhicules se rapprochant du détecteur (direction A) et une autre à environ 90 m pour les véhicules s'éloignant du détecteur (direction B). Une image de la zone de détection tel que présentée par le logiciel TMC est montrée à la Figure 6.3.

Figure 6.3 Configuration : affichage de la zone de détection



7.0 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

7.1 CARACTÉRISTIQUES FOURNIES PAR LE FABRICANT

Les informations disponibles auprès de Smartmicro, manufacturier du détecteur UMRR-0C 3DHD type 42, au moment des recherches pour le présent devis technique sont présentées au tableau suivant.

Tableau 7.1 Caractéristiques du détecteur UMRR-0C 3DHD fournies par le manufacturier

MÉTHODE DE DÉTECTION :	Radar
MODE DE DÉTECTION :	Mouvement directionnel, présence, vitesse, type
BANDE DE FRÉQUENCE :	Bande K (24GHz à 24.25GHz)
ALIMENTATION :	13 – 32 Volts C.C.
TEMPÉRATURE D'OPÉRATION :	-40 à +74 degrés Celsius
PUISSANCE CONSOMMÉE :	14 Watts
SUPPORT DE MONTAGE :	Pour fût carré : Bracket-070700 du manufacturier
	Pour fût rond : Bracket-070600 du manufacturier
BOITIER DE JONCTION :	JBOX-010101 du manufacturier
PORTÉE DE DÉTECTION MAXIMALE :	Typique : 340m
	Automobile : 250m
	Camion : 340m
INDICE DE PROTECTION :	IP67
POIDS :	Approximativement 1290 g
	(capteur et montage, excluant les câbles)
DIMENSIONS PHYSIQUES (H x L x P) :	212.6 mm x 154.6 mm x 38.15 mm

Source : Smartmicro (2016)

7.2 MISE EN GARDE CONCERNANT L'INSTALLATION ET L'UTILISATION DU DÉTECTEUR

Selon le « FCC Rules, Part 15 », tout appareil sujet à la certification ou à la vérification devrait être étiqueté avec la mention suivante :

Cet appareil respecte la partie 15 des FCC Rules. L'opération est sujette aux deux conditions suivantes : (1) cet appareil ne doit pas causer d'interférence nuisible, et (2) cet appareil doit accepter toute interférence reçue, incluant les interférences pouvant causer un fonctionnement non désiré.[2]

De plus, pour tout appareil ou périphérique numérique de classe A, le manuel d'instructions fourni à l'utilisateur doit inclure l'énoncé suivant :

Note : Cet équipement a été testé et respecte les limitations pour un appareil numérique de classe A, tel que défini dans la partie 15 des FCC Rules. Ces limitations sont conçues pour fournir une protection raisonnable contre les interférences nuisibles lorsque l'équipement est utilisé dans un environnement commercial. Cet équipement génère, utilise et peut émettre de l'énergie sous forme de radiofréquences et, s'il n'est pas installé et utilisé conformément au manuel d'instructions, peut causer des interférences nuisibles aux radiocommunications. L'utilisation de cet équipement dans une zone résidentielle est susceptible de causer des interférences nuisibles, auquel cas l'utilisateur doit corriger l'interférence à ses propres frais.[3]

Le guide d'utilisateur du détecteur UMRR-0C du manufacturier Smartmicro confirme que le détecteur est conforme à la partie 15 des règlements du FCC.

[2] Traduction libre de l'extrait suivant :
§ 15.19 Labelling requirements.
(a) In addition to the requirements in part 2 of this chapter, a device subject to certification, or verification shall be labelled as follows:
(3) All other devices shall bear the following statement in a conspicuous location on the device:
This device complies with part 15 of the FCC Rules. Operation is subject to the following two conditions: (1) This device may not cause harmful interference, and (2) this device must accept any interference received, including interference that may cause undesired operation.

[3] Traduction libre de l'extrait suivant :
§ 15.105 Information to the user.
(a) For a Class A digital device or peripheral, the instructions furnished the user shall include the following or similar statement, placed in a prominent location in the text of the manual:
Note : This equipment has been tested and found to comply with the limits for a Class A digital device, pursuant to part 15 of the FCC Rules. These limits are designed to provide reasonable protection against harmful interference when the equipment is operated in a commercial environment. This equipment generates, uses, and can radiate radio frequency energy and, if not installed and used in accordance with the instruction manual, may cause harmful interference to radio communications. Operation of this equipment in a residential area is likely to cause harmful interference in which case the user will be required to correct the interference at his own expense.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1216486003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Objet :	Accorder trois (3) contrats aux firmes MI-8 et TACEL pour la fourniture des systèmes de détection Mi-bloc Radar, des systèmes de détection Mi-bloc Vidéo Thermique puis, des équipements Bluetooth reliés aux feux de circulation situés sur le boulevard Pie-IX, dans le cadre du projet intégré SRB Pie-IX (SRB) – Dépense totale de 477 073,48 $, taxes incluses (contrat pour l'item 1 - MI-8 : 233 682,09 $ + contingences de 34 993,89 $) (contrat pour l'item 2 - TACEL : 115 470,54 $ + contingences de 17 791,71 $) (contrat pour l'item 3 - MI-8 : 65 335,00 $ + contingences de 9 800,25 $) – Appel d'offres public 21-18823 – 2 soumissionnaires, 1 seul conforme pour chacun des items

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18823_Intervention pour le SIRR.pdf

21-18823_Tableau de prix (1) (2).pdf

21-18823 PV (2) (1).pdf

SEAO_Liste des commandes (4).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alexandre MUNIZ
Agent d'approvisionnement 2
Tél : 514-872-1028

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-17

Elie BOUSTANI
Chef de section
Tél : 514 838-4519
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18823

No du GDD : 1216486003

Titre de l'appel d'offres : Acquisition des détecteurs mi-bloc et Bluetooth pour le projet SRB Pie-IX

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le Service de l'approvisionnement

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 5 - 2021

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Ouverture originalement prévue le : 29 - 6 - 2021

Date du dernier addenda émis : 22 - 6 - 2021

Ouverture faite le : 29 - 6 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions : 2

% de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 29 - 10 - 2021

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

LOT 1 - Systèmes de détection mi-bloc Radar	Montant soumis	√	# Lot
INNOVATION MI-8 INC.	233,682.09 $	√	1

LOT 2 - Systèmes de détection mi-bloc Vidéothermique	Montant soumis	√	# Lot
TACEL LTÉE	115,470.54 $	√	2

LOT 3 - Équipement Bluetooth	Montant soumis	√	# Lot
INNOVATION MI-8 INC.	65,335.69 $	√	3

Information additionnelle

Tel que défini dans les documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue par lot (item) au plus bas soumissionnaire conforme. À noter que puisqu'il n'y a eu qu'un seul soumissionnaire par lot/item, nous avons renégocié le prix. Ceci nous a permis de réduire le prix de l'item 1 de 269 506,00$ à 233 682,09$, une économie de 35 823,91 $, ainsi que de réduire le prix de l'item 2 de 118 135,66 $ à 115 470,54 $, une économie de 2 665,16 $. L'item 3 n'a pas pu voir son prix diminuer. En date du 16 août 2021, les entreprises recommandées ne sont pas inscrites au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'ont pas de restrictions imposées sur leur licences de la RBQ, ne sont pas présentes sur la Liste des personnes ayant contrevenu à la Politique de Gestion Contractuelle, ne sont pas rendues non-conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle et ne sont pas inscrites à la Liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI). L'autorisation de l'AMP n'est pas nécéssaire pour ce type d'appel d'offres. Les raisons invoquées pour le non-dépôt d'une soumission sont: 1-Nous n'avons pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres et de préparer notre Soumission dans le délai alloué.

Préparé par : Alexandre Muniz, Agent d'approvisionnement II

Le 16 - 8 - 2021

Numéro d'appel d'offres	21-18823
Titre de l'appel d'offres	Acquisition des détecteurs mi-bloc et Bluetooth pour le projet SRB Pie-IX
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires

	Montant total INNOVATION MI-8 INC.	**Montant total TACEL LTÉE**
Montant total Systèmes de détection mi-bloc Radar (hors taxes) - Lot 1	203 246,00 $	- $
TPS	10 162,30 $	- $
TVQ	20 273,79 $	- $
Montant total Systèmes de détection mi-bloc Radar - Lot 1	233 682,09 $	- $
Montant total Systèmes de détection mi-bloc Vidéothermique (hors taxes) - Lot 2	- $	100 431,00 $
TPS	- $	5 021,55 $
TVQ	- $	10 017,99 $
Montant total Montant total Systèmes de détection mi-bloc Vidéothermique - Lot 2	- $	115 470,54 $
Montant total Équipement Bluetooth (hors taxes) - Lot 3	56 826,00 $	- $
TPS	2 841,30 $	- $
TVQ	5 668,39 $	- $
Montant total Équipement Bluetooth - Lot 3	65 335,69 $	- $

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du Donneur d'ordre.

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du Donneur d'ordre.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Avis du jour | Service à la clientèle | Aide | Recherche avancée

Mon SEAO | Mes avis | Rapports | Profil | Organisation | COMMANDES | PANIER

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 21-18823

Numéro de référence : 1491190

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Acquisition des détecteurs mi-bloc et Bluetooth pour le projet SRB Pie-IX

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Électroméga Ltée. 105 Avenue Liberté Candiac, QC, J5R 3X8 http://www.electromega.com	Monsieur Pascal Lamoureux Téléphone : 450 635-1020 Télécopieur : 450 635-1021	**Commande : (1908345)** 2021-06-01 19 h 36 **Transmission :** 2021-06-01 19 h 36	3545582 - 21-18823_Addenda #1 2021-06-14 14 h 04 - Courriel 3548480 - 21-18823_Addenda #2 2021-06-17 15 h 51 - Courriel 3551149 - 21-18823_Addenda #3 2021-06-22 16 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Innovation MI-8 inc. 2275, 43e avenue Montréal, QC, H8T2K1 http://www.mi8innovation.com	Monsieur Michael De Santis Téléphone : 514 637-1000 Télécopieur :	**Commande : (1906164)** 2021-05-27 13 h 57 **Transmission :** 2021-05-27 13 h 57	3545582 - 21-18823_Addenda #1 2021-06-14 14 h 04 - Courriel 3548480 - 21-18823_Addenda #2 2021-06-17 15 h 51 - Courriel 3551149 - 21-18823_Addenda #3 2021-06-22 16 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) :

			Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Orange Traffic 18195 J.A. Bombardier Mirabel, QC, J7J0E7 http://www.orangetraffic.com	Monsieur Charles Tousignant Téléphone : 450 477-5262 Télécopieur :	**Commande : (1918056)** 2021-06-23 9 h 56 **Transmission :** 2021-06-23 9 h 56	3545582 - 21-18823_Addenda #1 2021-06-23 9 h 56 - Téléchargement 3548480 - 21-18823_Addenda #2 2021-06-23 9 h 56 - Téléchargement 3551149 - 21-18823_Addenda #3 2021-06-23 9 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Société de transport de Montréal 8845, boul. St-Laurent 5e étage Montréal, QC, H2N 1M3 http://www.stm.info	Madame Patricia Teullet Febres Téléphone : 514 350-0800 Télécopieur :	**Commande : (1908029)** 2021-06-01 11 h 21 **Transmission :** 2021-06-01 11 h 21	Mode privilégié : Ne pas recevoir
Tacel ltée 8008 Jarry Montréal, QC, H1J 1H5 http://www.tacel.ca	Monsieur Yassine Benamghar Téléphone : 514 252-4443 Télécopieur : 514 252-6915	**Commande : (1906146)** 2021-05-27 13 h 35 **Transmission :** 2021-05-27 13 h 35	3545582 - 21-18823_Addenda #1 2021-06-14 14 h 05 - Télécopie 3548480 - 21-18823_Addenda #2 2021-06-17 15 h 52 - Télécopie 3551149 - 21-18823_Addenda #3 2021-06-22 16 h 05 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Précédent

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1216486003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Objet :	Accorder trois (3) contrats aux firmes MI-8 et TACEL pour la fourniture des systèmes de détection Mi-bloc Radar, des systèmes de détection Mi-bloc Vidéo Thermique puis, des équipements Bluetooth reliés aux feux de circulation situés sur le boulevard Pie-IX, dans le cadre du projet intégré SRB Pie-IX (SRB) – Dépense totale de 477 073,48 $, taxes incluses (contrat pour l'item 1 - MI-8 : 233 682,09 $ + contingences de 34 993,89 $) (contrat pour l'item 2 - TACEL : 115 470,54 $ + contingences de 17 791,71 $) (contrat pour l'item 3 - MI-8 : 65 335,00 $ + contingences de 9 800,25 $) – Appel d'offres public 21-18823 – 2 soumissionnaires, 1 seul conforme pour chacun des items

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds - GDD 1216486003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Iulia Ramona BOAR BUCSA
Préposée au budget
Tél : (514) 872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-19

Isabel Cristina OLIER
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-3752
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.005

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1215382015

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Soudure Brault inc. pour la fourniture et l'installation de bennes en aluminium avec accessoires sur des châssis de camions fournis par la Ville (camions légers de classes 3 et 4), pour une période de trois (3) ans - Dépense totale de 2 521 249,98 $, taxes incluses (contrat: 2 101 041,65 $ + contingences: 420 208,33 $) - Appel d'offres public 21-18691 - (4 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de trois (3) ans par laquelle Soudure Brault inc., plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des bennes en aluminium avec accessoires sur des châssis de camions fournis par la Ville, pour une somme maximale de 2 101 041,65 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18691 ;

2. d'autoriser une dépense de 420 208,33 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement de Soudure Brault inc.;
4. d'imputer ces dépenses de consommation à même le PDI du SMRA, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-08-23 15:32

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1215382015**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Soudure Brault inc. pour la fourniture et l'installation de bennes en aluminium avec accessoires sur des châssis de camions fournis par la Ville (camions légers de classes 3 et 4), pour une période de trois (3) ans - Dépense totale de 2 521 249,98 $, taxes incluses (contrat: 2 101 041,65 $ + contingences: 420 208,33 $) - Appel d'offres public 21-18691 - (4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Ce besoin d'acquérir des bennes basculantes en aluminium a mené au lancement de l'appel d'offres public no # 21-18691. Il a été publié dans le « Journal de Montréal » et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant 70 jours, soit du 5 mai 2021 au 13 juillet 2021. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant. Durant l'appel d'offres public, cinq (5) addenda ont été émis afin de clarifier les services exigés ainsi que pour répondre aux questions des soumissionnaires.

Sommaire de l'addenda :

NUMÉRO ADDENDA	DATE	CONTENU
1	14 mai 2021	Publication d'un bordereau de prix accessible
2	19 mai 2021	Report de date d'ouverture des soumissions au 22 juin 2021
3	16 juin 2021	Report de date d'ouverture des soumissions au 6 juillet 2021
4	29 juin 2021	Modification à l'article 12.2.1 - Monte-charge et à l'article 12.2.3 - Aire de chargement du devis 21421A22 Question sur la quantité / année des demandes
5	2 juillet 2021	Report de date d'ouverture des soumissions au 13 juillet 2021 Question sur le type d'aluminium accepté (article 3.3) et Question sur l'alarme de recul (article 8.11)

La durée de validité de la soumission est de 120 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 10 novembre 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 1556 - 14 octobre 2020 - Accorder un contrat à ALUQUIP (9044-3433 Québec inc.) pour la fourniture et l'installation de 5 bennes basculantes avec accessoires sur des châssis modulaire pour camions multimodes fournis par la Ville – Dépense totale de 162 093,19 $ (Contrat:157 372,03 $ + contingences 4 721,16 $) taxes incluses – Appel d'offres public 20 -18157 (2 soumissionnaires).
CG19 0348 - 22 août 2019 - Conclure avec « Attaches Châteauguay inc. », une entente-cadre d'une durée de 3 ans, pour la fourniture et l'installation sur demande de bennes basculantes en aluminium avec accessoires sur des châssis de camion fournis par la Ville - Appel d'offres public 19-17534 (3 soum.) - (Contrat : 1 044 884,75 $, taxes incluses - montant estimé de l'entente de 1 253 861,70 $, taxes et contingences incluses).

CG18 0153 - 29 mars 2018 - Conclure avec « Équifab inc. », une entente d'approvisionnement d'une durée de trois ans, pour la fourniture et l'installation sur demande de bennes d'aluminium avec accessoires sur des châssis de camions fournis par la Ville - Appel d'offres public 17-16332 (5 soumissionnaires) - (montant estimé de 1 233 033,29 $, taxes incluses).

DESCRIPTION

Ce dossier vise la conclusion d'une entente-cadre, d'une durée de 3 ans, pour la fourniture et l'installation sur demande de bennes basculantes en aluminium d'une longueur de 9 pieds avec accessoires sur des châssis-cabine fournis par la Ville. Selon l'usage prévu, les bennes pourront être dotées de certaines options : coffre, monte-charge, division transversale de la benne, extension de boîte à copeaux, etc. Les bennes seront sous la garantie de base du fabricant pour une période de 12 mois à partir de la date de mise en service des véhicules. Les châssis de camion munis d'une benne basculante en aluminium sont des véhicules utilisés pour les activités de voirie et des parcs, notamment pour le transport en vrac.

L'appel d'offres a été constitué de deux (2) lots lesquels faisaient référence à des configurations différentes de bennes répondant aux critères de standardisation déterminés par un comité d'experts en matériel roulant.

Lot	Description	Quantité	Montant (sans taxes)
1.1	Fourniture et installation de bennes basculantes en aluminium avec accessoires sur des châssis de camions légers fournis pas la Ville, selon les caractéristiques décrites au devis 21421A22	18	476 622 $
1.2	Option 1 - Fourniture et installation d'un coffre culotte transversal	1	4 000 $
1.3	Option 2 - Fourniture et installation d'un monte-charge	5	32 500 $

Lot	Description	Quantité	Montant (sans taxes)
2.1	Fourniture et installation de bennes basculantes en aluminium avec accessoires sur des châssis de	42	1 255 518 $

	camions légers fournis pas la Ville, selon les caractéristiques décrites au devis 23421A22		
2.2	Option 1 - Fourniture et installation d'un coffre culotte transversal	1	4250 $
2.3	Option 2 - Fourniture et installation d'un monte-charge, selon les caractéristiques décrites au devis	11	71 500 $
2.4	Option 3 - Fourniture et installation d'une extension de boîte à copeaux	2	13 000 $

Les quantités prévisionnelles contenues dans les documents de l'appel d'offres ont été fournies à titre indicatif seulement. Ces quantités sont utilisées aux fins d'un scénario permettant de déterminer les meilleures propositions en vue de la conclusion d'une entente contractuelle. Pour des considérations administratives, financières ou autres, la Ville pourrait décider de modifier les quantités décrites au bordereau de soumission sans toutefois dépasser le seuil monétaire de l'entente-cadre.

Ajustement des prix

Depuis plusieurs mois, le cours de l'aluminium fluctue quotidiennement. De ce fait, le SMRA, en collaboration avec le Service de l'approvisionnement, a statué pour un ajustement de prix annuel, le ou vers la date anniversaire de l'entente qui se décline ainsi:

- 35 % du prix de la benne sera sujet à un ajustement du prix basé sur la variation du coût de l'aluminium selon l'indice IPPI Formes primaires et produits semi-ouvrés d'aluminium et d'alliages d'aluminium (32711) (calcul décrit en annexe du document contrat)
- 65 % du prix de la benne est fixe pour la première année du contrat. Par la suite, les prix seront augmentés annuellement de 2 % à la date anniversaire du contrat

L'adjudicataire devra remettre tous les documents requis au soutien de sa demande d'ajustement de prix (soumission, bon de commande, copie des indices, etc.) Suite à la vérification et l'approbation de cette soumission par la Ville, une facture pourra être émise et un bon de commande pour règlement des ajustements sera émis. La Ville se réserve le droit de refuser la demande et de réviser ou corriger les calculs de l'adjudicataire.

Si la tendance du marché est à la baisse, la Ville se réserve le droit de bénéficier d'une variation des prix à la baisse, selon les mêmes exigences contractuelles.

Livraison

L'adjudicataire s'engage à livrer les bennes selon le plus long des délais suivants:

A: 18 semaines à la suite de la réception du bon de commande. Trois (3) semaines supplémentaires s'il y a une ou des option(s) de demandé(ées).

B: Trois (3) semaines suivant la date de livraison prévue correspondant au bon de commande précédemment reçu.

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, il y a eu sept (7) preneurs du cahier des charges. Sur ce nombre, quatre (4) ont remis des soumissions (57,14 %).

Le Service de l'approvisionnement a pris contact avec les trois (3) preneurs n'ayant pas remis de soumission afin de connaître les motifs de leur désistement:

- un (1) s’est procuré les documents à titre de consultation seulement
- deux (2) preneurs n'ont pas répondu à notre demande (période de vacances de la construction).

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Soudure Brault inc.	2 101 041,65 $	420 208,33 $	2 521 249,98 $
Distributions Maranda inc.	2 129 669,76 $	425 933,95 $	2 555 603,71 $
Équipements Twin inc.	2 612 220,15 $	522 444,03 $	3 134 664,18 $
Attaches Châteauguay inc.	2 753 341,97 $	550 668,39 $	3 304 010,36 $
Dernière estimation réalisée ($)	2 010 480.44 $	402 096,09 $	2 412 576,53 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			90 561,21 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			4,50 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			28 628,11 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			1,36 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

L'estimation des coûts a été réalisée en fonction de l'historique des prix et en fonction du contexte économique de 2021:

- En 2017, le fournisseur Équifab entrait en scène pour la première fois comme adjudicataire à la Ville de Montréal avec des prix d'environ 18 % plus bas que le deuxième soumissionnaire et plus de 35 % sous l'estimation des professionnels
- En 2019, le fournisseur Équifab ajustait ses prix à la hausse mais le fournisseur Attaches Châteauguay entrait en scène avec des prix plus bas
- En 2021, certains fournisseurs nous signalent des hausses de prix marquées pour l'achat de matériaux et de composantes
- Les indices publiés par Statistiques Canada sont différés de trois (3) mois
- Entre 2019 et 2021, l'indice 32711 Formes primaires et produits semi-ouvrés d'aluminium et d'alliages d'aluminium est marqué par forte baisse suivie d'une hausse jamais vue.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle, ont été effectuées au moment de l'analyse de conformité administrative soit le 28 juillet 2021.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001 émis le 16 mars 2021, une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre pour le SMRA sans engagement budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, en fonction des besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit et des dépenses d'agglomération sont possibles.
Le plus bas soumissionnaire conforme, Soudure Brault inc., s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 2 101 041,65 $, incluant les taxes.

Un montant équivalent à 20 % du montant total octroyé, soit 420 208,33 $, taxes incluses, a été ajouté à titre de provisions pour les fluctuations des prix sur trois (3) ans.

Les sommes nécessaires au présent dossier sont prévues au PDI du Service du matériel roulant et des ateliers dans le Programme 68102 - Programme de remplacement de véhicule et seront financées par les règlements d'emprunts RCG20-017 - Remplacement véhicules et équipements CG20 0229 et 19-018 Remplacement véhicules et équipements CM19 0355.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle puisque le dossier traite de l'achat de benne en aluminium.
Toutefois, il importe de noter que les bennes en aluminium n'ont pas besoin d'être peintes, elles ne rouillent pas et durent très longtemps. Elles sont également plus légères, ce qui permet d'avoir des véhicules légers plutôt que des véhicules lourds au sens de la SAAQ, ce qui contribue à la réduction des émissions polluantes dans l'air.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout retard dans l'approbation de ces ententes obligera le SMRA à acquérir les véhicules sous forme de gré à gré. Cette façon de faire alourdirait tout le processus de suivi des contrats et de reddition des comptes et priverait la Ville d'économies avantageuses.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 8 septembre 2021

Conseil municipal: 27 septembre 2021

Conseil d'agglomération: 30 septembre 2021

Création de l'entente cadre: octobre 2021

Réunion de démarrage: octobre 2021

Livraison des premiers aménagements: 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Badre Eddine SAKHI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvie ROUSSEAU, Service des finances
Viorica ZAUER, Service des finances

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Laine FORCIER
Agente de recherche

Tél : N/A
Télécop. :

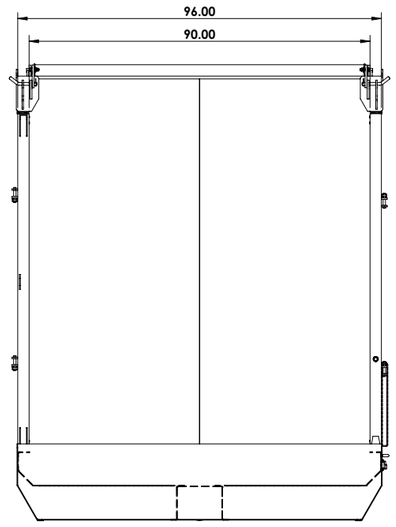
ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-17

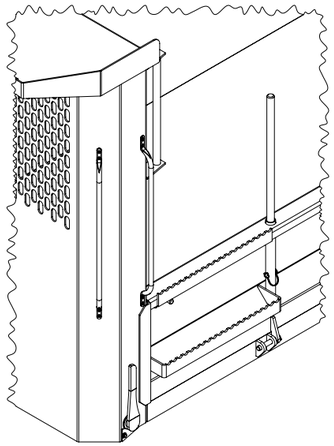
Patrick VEILLETTE
Chef de division Ateliers mécaniques sud

Tél : 514 872-2245
Télécop. : 514 872-1095

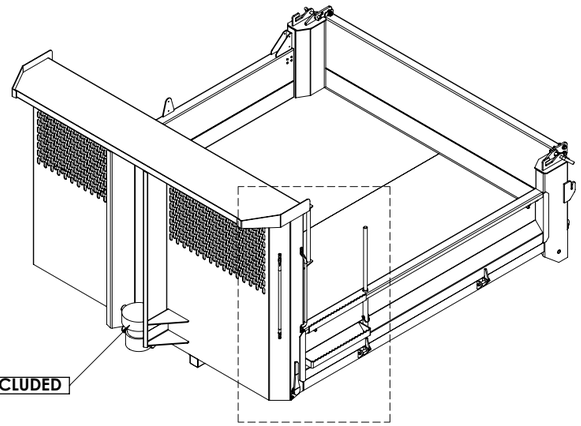
APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

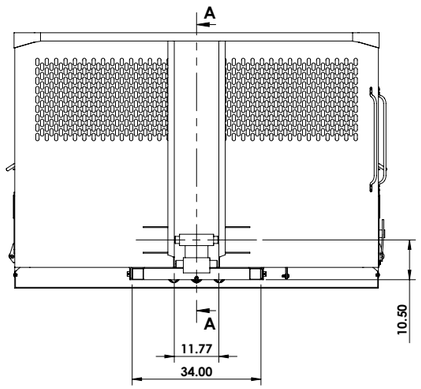
Dave ST-PIERRE
directeur-ateliers mecaniques
Tél :
Approuvé le : 2021-08-23

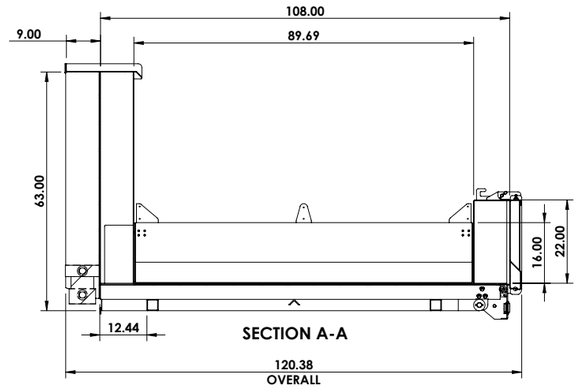




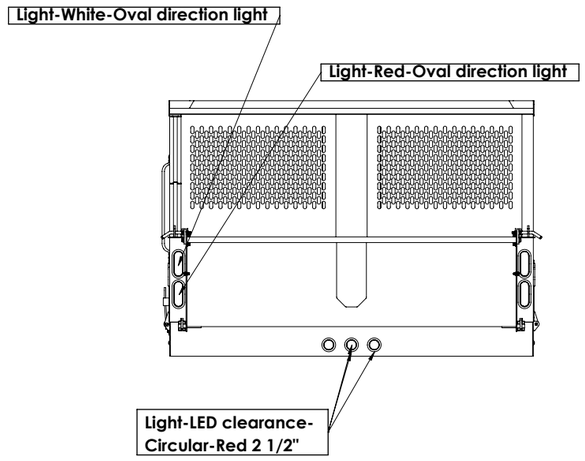
DETAIL B
SCALE 1 : 20







SECTION A-A



REVISIONS		
REV.	DESCRIPTION	DATE

CUSTOMER:

Dimensions are in inches unless otherwise specified

PART NAME: **191121-01 - (REV-0)**

DESCR: **DUMPING TRUCK BODY**

DWG NO: **191121-01 - (REV-0)**

MATERIAL: **ALUM. 5052-H32 PLAIN**

TOLERANCES: **.xx ± 0.13" .xxx ± 0.010"**

APROX. WEIGHT: **1034.81 LB**

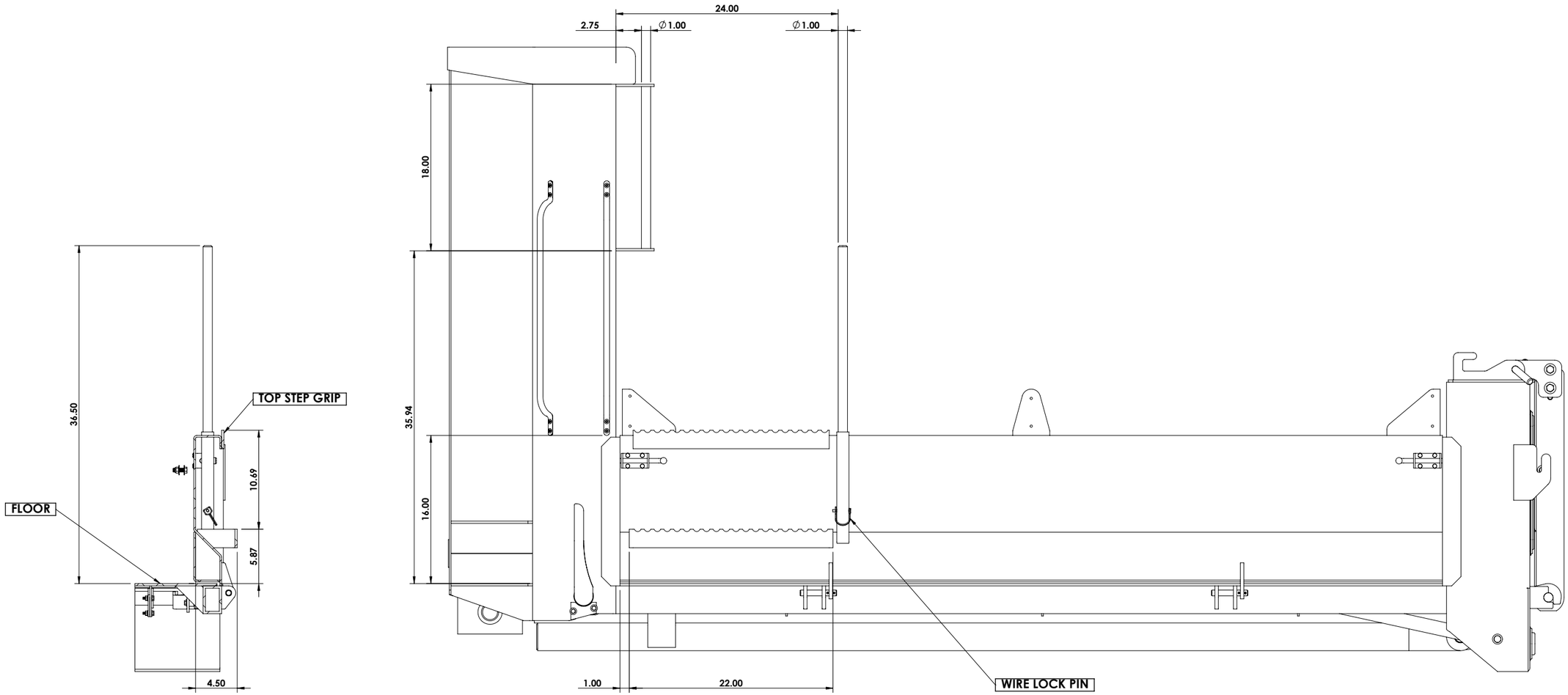
DATE: **11/21/2019**

SHEET SCALE: **1:40**

SHEET SIZE: **11" x 17"**

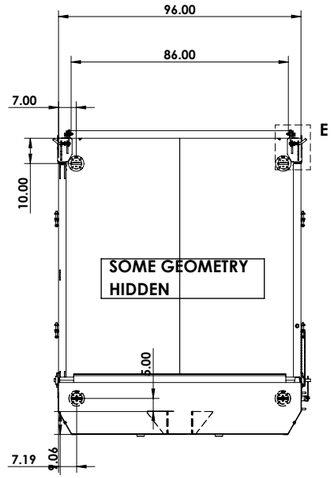
PAGE: **1 OF 3**

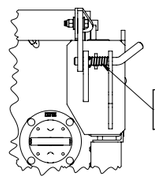
This Document is the sole property of *Trebor Manufacturing*



CUSTOMER:	Dimensions are in inches unless otherwise specified	PART NAME: **191121-01 - (REV-0)**	DWG NO: **191121-01 - (REV-0)**	APROX. WEIGHT: **1034.81 LB**	This Document is the sole property of ***Trebor Manufacturing***
		DESCR: **DUMPING TRUCK BODY**	MATERIAL: **ALUM. 5052-H32 PLAIN**	DATE: **11/21/2019**	SHEET SCALE: **1:12** SHEET SIZE: **11" x 17"** PAGE: **2 OF 3**
			TOLERANCES: **.xx ± 0.13" .xxx ± 0.010"**		

NOTES		
LABEL	ZONE	DESCRIPTION
NOTE 1		HANDLE HOLDER IS SHIPPED NOT INSTALLED
NOTE 2		SIDE LADDER IS SHIPPED NOT INSTALLED. SIDE LADDER IS NOT ASSEMBLED. ALL PIECES FOR SIDE LADDER WILL BE SHIPPED AND CUSTOMER WILL BUILD AS NEEDED

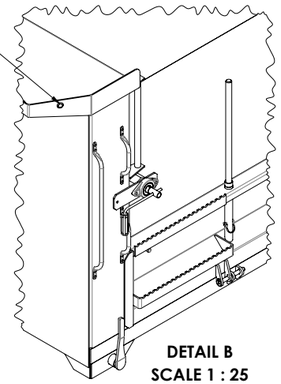




DETAIL E
SCALE 1 : 15

LIGHT - CLEARANCE - AMBER CIRCULAR LED W/GROMMET - 0.75"

C

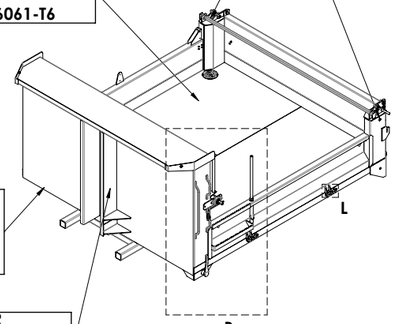


DETAIL B
SCALE 1 : 25

LIGHT - CLEARANCE - RED CIRCULAR LED W/GROMMET - 0.75"

C

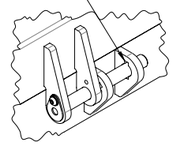
FLOOR IS MADE FROM A SINGLE SHEET OF 1/4" ALUM. 6061-T6



HEADBOARD PANEL IS MADE FROM A SINGLE SHEET OF 3/16" ALUM. 6061-T6

CYLINDER HOUSING IS MADE FROM 1/4" ALUMINUM

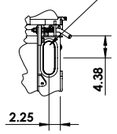
NOTCH IN HINGE PLATE STOPS CROSS PIN IN HINGE PIN FROM BEING REMOVED UNTILL DOOR IS LOWERED TO 90 DEGREE POSITION. SEE IMAGE "PFDUMP9-84ACMTL - (REV-A1)-CAMERA7"

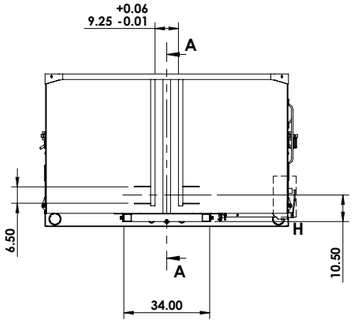


DETAIL L
SCALE 1 : 7

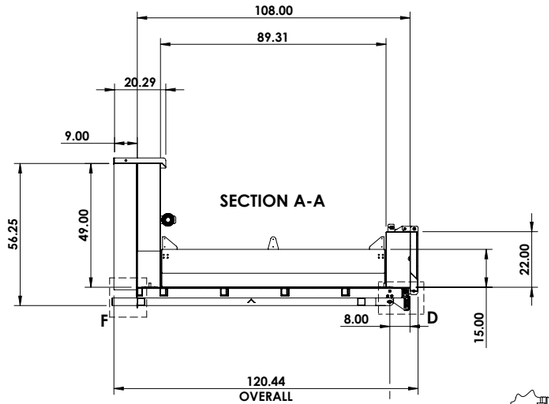
DETAIL J
SCALE 1 : 30

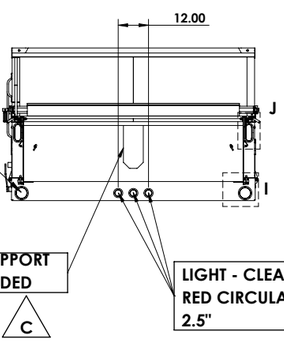
LIGHT - CLEARANCE/BRAKE/SIGNAL WITH BACKUP - RED OVAL LED - 6.5" X 2.25"





DETAIL F
SCALE 1 : 25





LIGHT - CLEARANCE/BRAKE/SIGNAL - RED CIRCULAR LED - 4"

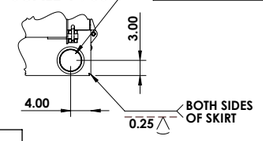
TAILGATE SUPPORT IS FULLY WELDED

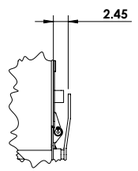
C

LIGHT - CLEARANCE - RED CIRCULAR LED - 2.5"

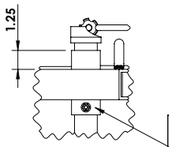
DETAIL I
SCALE 1 : 30

LIGHT - CLEARANCE/BRAKE/SIGNAL - RED CIRCULAR LED - 4"



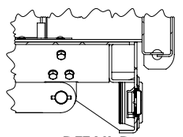


DETAIL H
SCALE 1 : 25



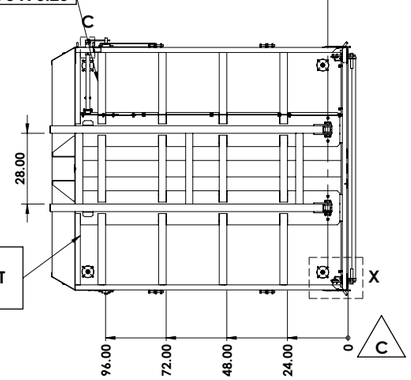
GREASEABLE SLEEVE FOR HANDLE TO PASS THROUGH

DETAIL C
SCALE 1 : 10



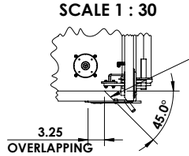
DETAIL D
SCALE 1 : 15

TUBE - RECT-RC - 3 X 3 X 0.25



TUBE GOES ACROSS FRONT UNDER FLOOR

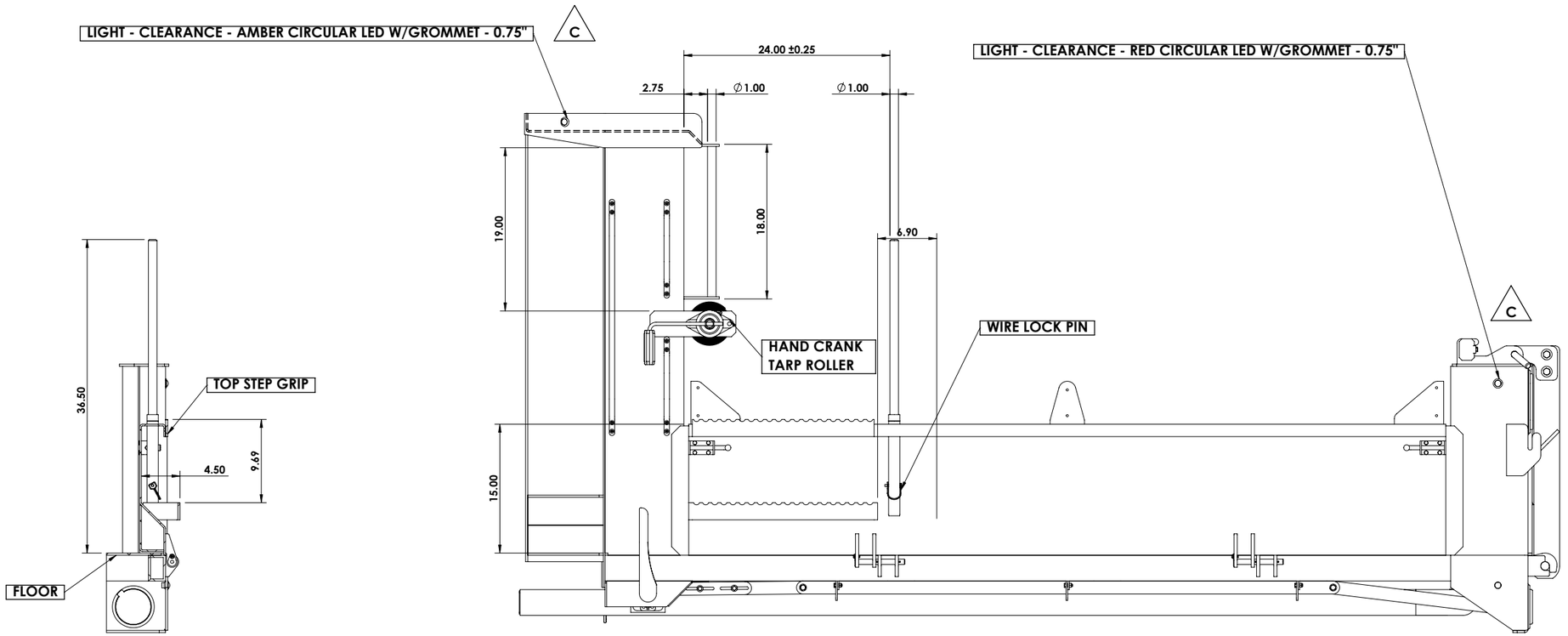
DETAIL X
SCALE 1 : 30



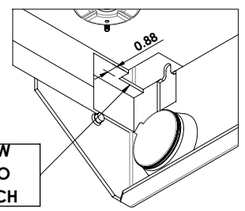
NOTCHED AREA IN TUBE TO CREATE RELIEF FOR LATCH PLATES

REVISIONS			
REV.	ZONE	DESCRIPTION	DATE
A		RELEASED TO MFG	12/03/2020
B		CHANGED HEADBOARD PANEL TO BE MADE WITH TWO PIECES AND A SPLICE VEWRTICALLY DOWN THE MIDDLE	12/21/2020
C	A7, D4, H8, J3, 2-F4, 2-H10	SHIFTED CROSS SILLS TO BE 24" FROM THE BACK. ADDED MISSING LIGHTS. ADDED NOTE TO FULLY WELD TAILGATE SUPPORT	03/17/2021

Dimensions are in inches unless otherwise specified TOLERANCES: .xx ±0.13 .xxx ±0.031	PART#: PFDUMP9-96ACMTL - (REV-C) DESCR: DUMPING TRUCK BODY	DWG#: PFDUMP9-96ACMTL - (REV-C) THICKNESS: MATERIAL: ALUM. 5052-H32 FINISH: PLAIN APROX. WEIGHT: 1255.83 LB	DATE: 03/17/2021	TREBOR MANUFACTURING SHEET SCALE: 1:60 SHEET SIZE: 8.5" x 11"	This Document is the sole property of Trebor Manufacturing PAGE: 1 OF 4

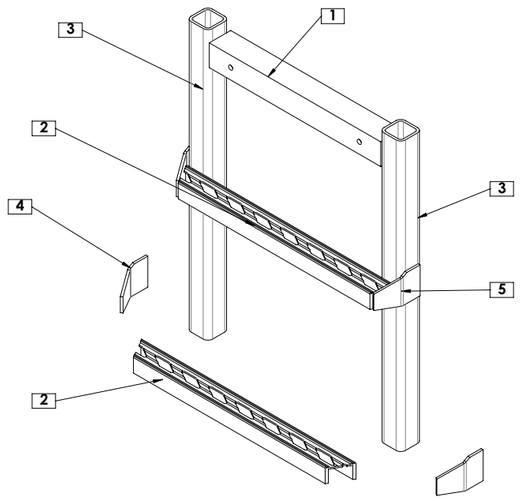




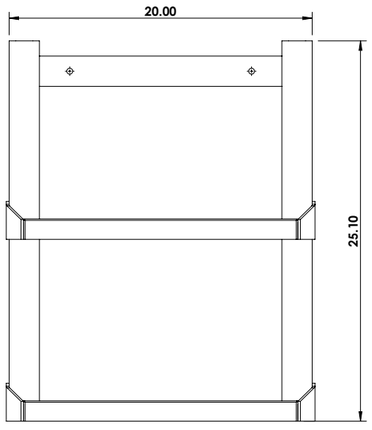


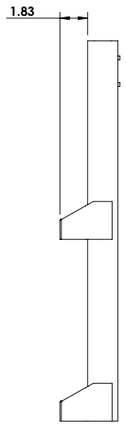
Dimensions are in inches unless otherwise specified	PART#: PFDUMP9-96ACMTL - (REV-C)	DWG#: PFDUMP9-96ACMTL - (REV-C)			This Document is the sole property of *Trebor Manufacturing*
TOLERANCES: .xx ± 0.13 .xxx ± 0.031	DESCR: DUMPING TRUCK BODY	THICKNESS:	MATERIAL: ALUM. 5052-H32	DATE: 03/17/2021	SHEET SCALE: 1:15 / SHEET SIZE: 8.5" x 11" / PAGE: 2 OF 4
		FINISH: PLAIN	APROX. WEIGHT: 1255.83 LB		

PARTS - PFDUMP9-96ACMTL - (REV-C)									
ITM	DESCRIPTION	MATERIAL	L	x	W	ANG1	ANG2	QTY
1	CHANNEL-S - 2 X 2 X 0.25	ALUM. 6061-T6	16	-	-	-	-	1
2	LADDER RUNG - 1.83 X 1.35 X 0.11	ALUM. 6061-T6	20	-	-	-	-	2
3	TUBE - RECT-RC - 2 X 2 X 0.19	ALUM. 6061-T6	25.1	-	-	-	-	2
4	STEP SIDE PLATE	ALUM. 5052-H32 SMOOTH	3.55	x	2.5	-	-	2
5	STEP SIDE PLATE (MIRROR)	ALUM. 5052-H32 SMOOTH	3.55	x	2.5	-	-	2

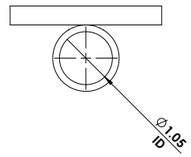


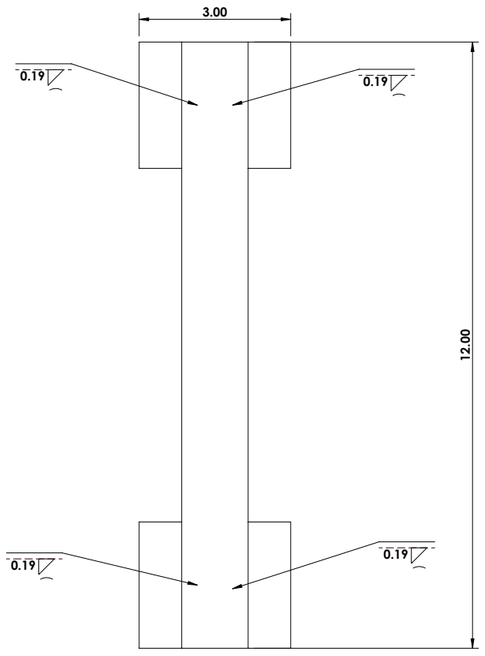
LADDER IS SHIPPED UNINSTALLED AND CUSTOMER WILL CUT A RELIEF IN TOP CHANNEL TO FIT AROUND DECK CROSS MEMBERS





HANDLE HOLDER





Dimensions are in inches unless otherwise specified	PART#: PFDUMP9-96ACMTL - (REV-C)	DWG#: PFDUMP9-96ACMTL - (REV-C)			This Document is the sole property of *Trebor Manufacturing*
TOLERANCES: .xx ± 0.13 .xxx ± 0.031	DESCR: DUMPING TRUCK BODY	THICKNESS:	MATERIAL: ALUM. 5052-H32	DATE: 03/17/2021	SHEET SCALE: 1:3 / SHEET SIZE: 8.5" x 11" / PAGE: 3 OF 4
		FINISH: PLAIN	APROX. WEIGHT: 1255.83 LB		

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1215382015*
Unité administrative responsable : *33- Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : *Conclure une entente-cadre avec Soudure Brault inc. pour la fourniture et l'installation de bennes en aluminium avec accessoires sur des châssis de camions fournis par la Ville (camions légers de classe 3 et 4), pour une période de trois (3) ans (Montant estimé de l'entente : 2 521 249,98 $, taxes incluses (contrat: 2 101 041,65 $ + contingences: 420 208,33 $)) - Appel d'offres public 21-18691 - (4 soumissionnaires)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*		X	
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *« aucune contribution »*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *« aucune contribution »*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1215382015

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Soudure Brault inc. pour la fourniture et l'installation de bennes en aluminium avec accessoires sur des châssis de camions fournis par la Ville (camions légers de classes 3 et 4), pour une période de trois (3) ans - Dépense totale de 2 521 249,98 $, taxes incluses (contrat: 2 101 041,65 $ + contingences: 420 208,33 $) - Appel d'offres public 21-18691 - (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18691_Intervention_«SMRA».pdf
21-18691_Tableau de vérification.pdf
21-18691 PV.pdf
21-18691_DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Badre Eddine SAKHI
Agent d'approvisionnement niv. 2
Tél : 514-872-4542

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-19

Annie T THERRIEN
C/S app.strat.en biens
Tél : (514) 838-4611
Division : Direction -Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18691

No du GDD : 1215382015

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et installation de bennes en aluminium avec accessoires sur des châssis de camions fournis par la Ville (camions légers, de classe 3 et 4)– Entente d'approvisionnement de (3) trois ans

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 - 5 - 2021

Nombre d'addenda émis durant la période : 52

Ouverture originalement prévue le : 8 - 6 - 2021

Date du dernier addenda émis : 2 - 7 - 2021

Ouverture faite le : 13 - 7 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 70 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 57,14

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 10 - 11 - 2021

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 10 - 11 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SOUDURE BRAULT INC.	**2 101 041,65 $**	√	
DISTRIBUTIONS MARANDA INC.	2 129 669,76 $		
SOUDURE BRAULT INC.	2 612 220,15 $		
ATTACHES CHÂTEAUGUAY INC.	2 753 341,97 $		

Information additionnelle

Tel que mentionné à la règle d'adjudication de l'appel d'offres, Le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat au plus bas SOUMISSIONNAIRE conforme.

La soumission de l'entreprise SOUDURE BRAULT INC. est conforme administrativement. Les vérifications usuelles ont été finalisées le 28 juillet 2021.

Trois des sept preneurs du cahier des charges n'ont pas présenté d'offre à la Ville pour les motifs Suivants, un (1) s'est procuré les documents à titre de consultation seulement et deux (2) preneurs n'ont pas répondu à notre demande (période de vacances de la construction).

Préparé par : Renée Veillette

Le 18 - 8 - 2021

Numéro de l'appel d'offres : 21-18691

Titre : Fourniture et installation de bennes en aluminium avec accessoires sur des châssis de camions fournis par la Ville (camions légers, de classe 3 et 4)– Entente d'approvisionnement de (3) trois ans
Date de publication sur le SÉAO : 5 mai 2021
Date d'ouverture des soumissions : 13 juillet 2021
Addenda : 5 dernier émit le: 2 juillet 2021

			SOUDURE BRAULT INC.		DISTRIBUTIONS MARANDA INC.		ÉQUIPEMENTS TWIN INC.		ATTACHES CHÂTEAUGUAY INC.	
	Numéro de fournisseur VDM									
	Numéro NEQ									
Lot 1	**Devis 21421A22**	**Quantité**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
1,1	Fourniture et installation de bennes basculantes en aluminium avec accessoires sur des châssis de camions légers fournis par la Ville, selon les caractéristiques décrites au devis.	18	26 479,00 $	476 622,00 $	28 254,86 $	508 587,48 $	34 650,00 $	623 700,00 $	36 500,00 $	657 000,00 $
1,2	Option 1 - Fourniture et installation d'un coffre culotte transversal, selon les caractéristiques décrites au devis.	1	4 000,00 $	4 000,00 $	3 295,00 $	3 295,00 $	4 740,08 $	4 740,08 $	3 031,00 $	3 031,00 $
1,3	Option 2 - Fourniture et installation d'un monte-charge, selon les caractéristiques décrites au devis.	5	6 500,00 $	32 500,00 $	5 795,00 $	28 975,00 $	5 360,05 $	26 800,25 $	5 200,00 $	26 000,00 $
Lot 2	**Devis 23421A22**	**Quantité**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
2,1	Fourniture et installation de bennes basculantes en aluminium avec accessoires sur des châssis de camions légers fournis par la Ville, selon les caractéristiques décrites au devis.	42	29 179,00 $	1 225 518,00 $	29 269,57 $	1 229 321,94 $	36 575,00 $	1 536 150,00 $	39 000,00 $	1 638 000,00 $
2,2	Option 1 - Fourniture et installation d'un coffre culotte transversal, selon les caractéristiques décrites au devis.	1	4 250,00 $	4 250,00 $	3 595,00 $	3 595,00 $	4 854,75 $	4 854,75 $	3 200,00 $	3 200,00 $
2,3	Option 2 - Fourniture et installation d'un monte-charge, selon les caractéristiques décrites au devis.	11	6 500,00 $	71 500,00 $	5 795,00 $	63 745,00 $	5 360,05 $	58 960,55 $	5 500,00 $	60 500,00 $
2,4	Option 3 - Fourniture et installation d'une extension de bopite à copeaux, selon les caractéristiques décrites au devis.	2	6 500,00 $	13 000,00 $	7 385,00 $	14 770,00 $	8 392,03 $	16 784,06 $	3 500,00 $	7 000,00 $
	Total avant taxes			1 827 390,00 $		1 852 289,42 $		2 271 989,69 $		2 394 731,00 $
	TPS 5 %			91 369,50 $		92 614,47 $		113 599,48 $		119 736,55 $
	TVQ 9,9975 %			182 282,15 $		184 765,87 $		226 630,97 $		238 874,42 $
	Montant total			2 101 041,65 $		2 129 669,76 $		2 612 220,15 $		2 753 341,97 $
	Signature		Oui		Oui		Oui		Oui	
	Signiataire		Vincent Brault		Dominic Lapointe		Sylvain Nadeau		Simon Tisseur	
	Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)		Oui		Oui		Oui		Oui	
	Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)		OUi		OUi		OUi		OUi	
	Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»		Oui		Oui		Oui		Oui	
	Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»		Oui		Oui		Oui		Oui	
	Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)		Oui		Oui		Oui		Oui	
	Garantie de soumission 3 %		Oui - Lettre garantie		Traie bancaire 5 %		Oui - Cautionnement no 2786-132		Oui - Cautionnement 2128-2689	
	Lettre d'engagement cautionnement d'exécution 5 %		Oui				Oui		Oui	
	Vérification cautionnement- Registre des entreprises autorisées à contracter «AMF»		Non requis		Non requis		Oui		Oui	
	Validation de conformité - CNESST		Oui		Oui		Oui - année 2021 - Écart mineur		Non - Écart mineur	
	Liste des sous-contractants		Oui - Aucun		Oui		Oui		Oui	

Remarque:
Tel que mentionné à la règle d'adjudication de l'appel d'offres, Le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat au plus bas SOUMISSIONNAIRE conforme.

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Renée Veillette **Date : 28 juillet 2021**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18691
Numéro de référence : 1484843
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Fourniture et installation de bennes en aluminium avec accessoires sur des châssis de camions fournis par la Ville (camions légers, de classe 3 et 4)– Entente d'approvisionnement de (3) trois ans

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Attaches Chateauguay Inc 1660 jean lachaine Sainte-Catherine, QC, j5c1c2 NEQ : 1172404759	Monsieur Simon Tisseur Téléphone : 450 635-8444 Télécopieur : 450 635-6969	**Commande : (1896206)** 2021-05-06 8 h 41 **Transmission :** 2021-05-06 8 h 41	3525783 - Addenda no 1 (devis) 2021-05-14 12 h 55 - Courriel 3525784 - Addenda no 1 (bordereau) 2021-05-14 12 h 55 - Téléchargement 3528863 - Addenda no 2 (Report de date) 2021-05-19 13 h 19 - Courriel 3547137 - Addenda no 3 (Report de date) 2021-06-16 9 h 56 - Courriel 3554231 - Addenda no 4 (Modifications + Questions/Réponses) 2021-06-29 12 h 15 - Courriel 3556071 - Addenda no 5 (Modification ouverture des soumissions et question/réponse)) 2021-07-02 10 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Soudure Brault 3543 CP 333 PRINCIPALE Dunham, QC, J0E 1M0 NEQ : 1143996644	Monsieur vincent brault Téléphone : 450 295-2260 Télécopieur : 450 295-2260	**Commande : (1902562)** 2021-05-19 8 h 41 **Transmission :** 2021-05-19 8 h 41	3525783 - Addenda no 1 (devis) 2021-05-19 8 h 41 - Téléchargement 3525784 - Addenda no 1 (bordereau) 2021-05-19 8 h 41 - Téléchargement 3528863 - Addenda no 2 (Report de date) 2021-05-19 13 h 19 - Courriel 3547137 - Addenda no 3 (Report de date) 2021-06-16 9 h 56 - Courriel 3554231 - Addenda no 4 (Modifications + Questions/Réponses) 2021-06-29 12 h 15 - Courriel 3556071 - Addenda no 5 (Modification ouverture des soumissions et question/réponse)) 2021-07-02 10 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Équipements Champagne - 9158-0720 Québec Inc 169 Rang 2 S Saint-François-Xavier-de-Brompton, QC, J0B2V0 http://www.camionschampagne.ca NEQ : 1163101570	Monsieur Daniel Champagne Téléphone : 819 845-7078 Télécopieur : 819 845-3309	**Commande : (1896468)** 2021-05-06 11 h 34 **Transmission :** 2021-05-06 11 h 34	3525783 - Addenda no 1 (devis) 2021-05-14 12 h 54 - Courriel 3525784 - Addenda no 1 (bordereau) 2021-05-14 12 h 54 - Téléchargement 3528863 - Addenda no 2 (Report de date) 2021-05-19 13 h 19 - Courriel 3547137 - Addenda no 3 (Report de date) 2021-06-16 9 h 56 - Courriel 3554231 - Addenda no 4 (Modifications + Questions/Réponses) 2021-06-29 12 h 15 - Courriel

				3556071 - Addenda no 5 (Modification ouverture des soumissions et question/réponse)) 2021-07-02 10 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Equifab 1730 Janelle Drummondville, QC, J2C 3E5 https://www.equifab.com NEQ : 1161568713	Monsieur Danny Roy Téléphone : 819 478-0352 Télécopieur :	**Commande : (1896160)** 2021-05-06 7 h 55 **Transmission :** 2021-05-06 7 h 55	3525783 - Addenda no 1 (devis) 2021-05-14 12 h 54 - Courriel 3525784 - Addenda no 1 (bordereau) 2021-05-14 12 h 54 - Téléchargement 3528863 - Addenda no 2 (Report de date) 2021-05-19 13 h 19 - Courriel 3547137 - Addenda no 3 (Report de date) 2021-06-16 9 h 56 - Courriel 3554231 - Addenda no 4 (Modifications + Questions/Réponses) 2021-06-29 12 h 15 - Courriel 3556071 - Addenda no 5 (Modification ouverture des soumissions et question/réponse)) 2021-07-02 10 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville d'Alma. 140 rue Saint-Joseph Sud Alma, QC, G8B 3R1 http://www.ville.alma.qc.ca NEQ :	Monsieur Dany Tremblay Téléphone : 418 669-5000 Télécopieur :	**Commande : (1902111)** 2021-05-18 11 h 56 **Transmission :** 2021-05-18 11 h 56	3525783 - Addenda no 1 (devis) 2021-05-18 11 h 56 - Téléchargement 3525784 - Addenda no 1 (bordereau) 2021-05-18 11 h 56 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	Équipements Twin Inc. 10401 BOUL. PARKWAY Montréal, QC, H1J 1R4 http://www.twin.ca NEQ : 1170813936	Monsieur Louis Beaulieu Téléphone : 514 353-1190 Télécopieur : 514 353-1119	**Commande : (1896267)** 2021-05-06 9 h 30 **Transmission :** 2021-05-06 9 h 30	3525783 - Addenda no 1 (devis) 2021-05-14 12 h 55 - Courriel 3525784 - Addenda no 1 (bordereau) 2021-05-14 12 h 55 - Téléchargement 3528863 - Addenda no 2 (Report de date) 2021-05-19 13 h 19 - Courriel 3547137 - Addenda no 3 (Report de date) 2021-06-16 9 h 56 - Courriel 3554231 - Addenda no 4 (Modifications + Questions/Réponses) 2021-06-29 12 h 15 - Courriel 3556071 - Addenda no 5 (Modification ouverture des soumissions et question/réponse)) 2021-07-02 10 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Distribution Maranda 880 2ème rang Acton Vale, QC, J0H1A0 http://marandacap.com NEQ : 1170198106	Monsieur Dominic Lapointe Téléphone : 450 464-6084 Télécopieur : 450 546-4137	**Commande : (1896174)** 2021-05-06 8 h 13 **Transmission :** 2021-05-06 8 h 13	3525783 - Addenda no 1 (devis) 2021-05-14 12 h 54 - Courriel 3525784 - Addenda no 1 (bordereau) 2021-05-14 12 h 54 - Téléchargement 3528863 - Addenda no 2 (Report de date) 2021-05-19 13 h 19 - Courriel 3547137 - Addenda no 3 (Report de date) 2021-06-16 9 h 56 - Courriel 3554231 - Addenda no 4 (Modifications + Questions/Réponses) 2021-06-29 12 h 15 - Courriel 3556071 - Addenda no 5 (Modification ouverture des soumissions et question/réponse)) 2021-07-02 10 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.006

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1215382019

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Équipement SMS inc, pour la fourniture de chargeuses articulées sur pneus, compactes de 1,4 verges cube - Dépense totale de 618 401,08 $, taxes incluses (contrat : 580 059,22 $ + contingences: 38 341,86 $) - Appel d'offres public 21-18810 - (un soumissionnaire)

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire Équipement SMS inc.**,** ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin pour la fourniture de chargeuses articulées sur pneus, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 580 059,22 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18810;

2. d'autoriser une dépense de 38 341,86 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement de Équipement SMS inc.
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 50 % par l'agglomération, pour un montant de 309 200,54 $.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-08-26 12:22

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1215382019**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Équipement SMS inc, pour la fourniture de chargeuses articulées sur pneus, compactes de 1,4 verges cube - Dépense totale de 618 401,08 $, taxes incluses (contrat : 580 059,22 $ + contingences: 38 341,86 $) - Appel d'offres public 21-18810 - (un soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Dans le cadre de sa planification d'achat de matériel roulant pour l'année 2021, le SMRA a identifié le besoin de remplacer quatre (4) chargeuses articulées qui seront mises au rancart pour cause de désuétude. Ces appareils sont principalement utiles pour assurer les opérations de déneigements et pour l'entretien des terrains.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public, no 21-18810. Il a été publié dans le « Journal de Montréal » et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant 77 jours, soit du 26 mai 2021 au 12 août 2021. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant. Durant l'appel d'offres public, sept (7) addendas ont été émis afin de clarifier les services exigés ainsi que pour répondre aux questions des soumissionnaires.

Sommaire des addendas :

NUMÉRO ADDENDA	DATE	CONTENU
1	16 juin 2021	Report de date d'ouverture des soumissions au 6 juillet 2021

2	29 juin 2021	Modification au devis technique article 13.2 portant sur la peinture Questions / Réponses: 1- Un poids moindre n'est pas accepté 2- Précision sur le système TAG
3	30 juin 2021	Report de date d'ouverture des soumissions au 13 juillet 2021
4	8 juillet 2021	Report de date d'ouverture des soumissions au 29 juillet 2021
5	9 juillet 2021	Modifications: 1- Remplacement de l'article 1.1 - objet 2- Augmentation du délai maximum de livraison à 120 jours 3- Modification du poids nominal de 14 000 lbs à 13 000 lbs 4- Modification de la longueur hors-tout de 230 à 240 pouces 5- Modification à l'article 3.5 - Rayon de braquage 6- Modification de l'article 3.6 - vitesse en marche avant 7- Modification de la force nominale d'arrachement de 12 300 à 9 500 lbs. 8- Modification de la charge de basculement de 8 800 à 8 000 lb. 9- Ajout d'une marque de référence pour le gratte neige (article 11.4)
6	15 juillet 2021	Modifications: 1- Modification de la longueur hors-tout 2- Modification de la couleur des accessoires Questions / Réponses : 1- Question sur l'Arc du volant butée à butée 2- Question sur le besoin d'un service d'entretien 3- Un différentiel avant et arrière à glissement limité est non accepté 4- Frein de stationnement à l'extérieur de la cabine est non accepté 5- Porte à gauche et sortie de secours à gauche acceptées 6- Les lucarnes dégivrantes orientables sont non acceptées 7- Écart minimal accepté pour le réservoir de liquide à essuie-glace 8- Le timonier demandé doit permettre un levage parallèle 9- Fourche avec un ajustement de largeur hydraulique non exigée 10- Questionnement sur le poids nominal Précision sur l'Article no 8 - instrumentations et commandes
7	21 juillet 2021	Report de date d'ouverture des soumissions au 12 août 2021

La durée de validité de la soumission est de 180 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 8 février 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE08 2009 - 12 novembre 2008 - Octroyer un contrat à Les Équipements Colpron pour la fourniture de deux tracteurs utilitaires tout équipés au montant de 178 071,21 $ (taxes incluses) - Appel d'offres public: 08-10792 (3 soumissionnaires) - (résolution pour les deux appareils du Service de l'eau)

DESCRIPTION

Le présent contrat vise l'acquisition de 4 chargeuses articulées sur pneus, compactes de 1,4 verges cube (anciennement nommée tracteur utilitaire tout équipé - voir décision antérieure) afin de remplacer les appareils suivants:

Matricule	Requérants	Année du véhicule
414-07483	Service de l'eau	2007

432-94080	Arrondissement Rivière-Des-Prairies - Pointe-Aux -Trembles	1994
433-85415	Service de l'eau	1985
433-06760	Arrondissement Villeray - St-Michel - Parc-Extension	2006

Bien que le bordereau de soumission se déclinait en plusieurs items, la règle d'adjudication stipule que "Le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat au plus bas SOUMISSIONNAIRE".

Option
Le bordereau de soumission demande également le coût par appareil pour un éventuel ajout d'un système de graissage automatique. Toutefois, la Ville peut, à sa discrétion, inclure cette option à l'émission d'une commande ou ne pas en tenir compte. Le prix soumis par appareil est de 9 585,47 $ taxes incluses. Une provision pour contingences sera ajoutée afin de couvrir les éventuelles demandes pour cette option.

Livraison
L'adjudicataire s'engage à fournir les appareils dans un délai maximum de 120 jours suivant la réception du bon de commande tel qu'indiqué à l'addenda no 5.

Garantie:
L'adjudicataire garantit les biens pour une période de 2 ans ou 2 000 heures.

Formation
L'adjudicataire dispensera une séance de 4 heures de formation à un groupe de représentants de la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, il y a eu six (6) preneurs du cahier des charges. Sur ce nombre, un (1) seul a remis une soumission (16,17 %).
Cinq (5) des six (6) preneurs du cahier des charges n'ont pas présenté d'offre à la Ville pour les motifs suivants :
- deux (2) mentionnent ne pas distribuer les produits demandés (spécifications non rencontrées);
- un (1) mentionne que les modifications par addenda de l'appel d'offres ont rendu son produit inadéquat;
- un (1) mentionne que son produit possède quelques caractéristiques faisant que son produit est plus dispendieux à l'acquisition et non compétitif;
- un (1) n'a pas soumis de motif de motif de désistement à notre demande car le représentant est actuellement en vacance.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Équipement SMS inc.	580 059,22 $	38 341,86 $	618 401,08 $
Dernière estimation réalisée ($)	576 101,05 $	38 080,23 $	614 181,28 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			3 958,17 $ 0,69 %

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

L'estimation effectuée par le professionnel du SMRA est basée sur le ou les facteurs combinés suivants:

- Le marché actuel en date de l'estimé
- Les derniers achats indexés jusqu'à l'année courante.

En référence à Art 573.3.3 de la L.C.V. – Dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumission reçue une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important dans l'estimation établie par la municipalité. Il n'y a pas eu de négociation car l'écart entre le montant soumissionné et l'estimation établie est moins de un (1) pourcent.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle ont été effectuées par le service de l'approvisionnement le 13 août 2021.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001 émis le 16 mars 2021, une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le plus bas soumissionnaire conforme, Équipement SMS inc., s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 580 059,22 $, incluant les taxes.
Un montant de 38 341,86 $ taxes incluses a été ajouté à titre de contingences pour les éventuelles demandes d'option, ce qui équivaut à environ 7 % du contrat.

Les sommes nécessaires au présent dossier sont prévues au PDI du Service du matériel roulant et des ateliers dans le Programme 68102 - Programme de remplacement de véhicule et seront financées par les règlements d'emprunts RCG20-017 - Remplacement véhicules et équipements CG20 0229 et 19-018 Remplacement véhicules et équipement CM19 0355..

Cette dépense sera assumée à 50 % par l'agglomération pour un montant de 309 200,54 $.

Les bons de commande seront émis en 2021 et les véhicules seront livrés en 2022.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle puisque le dossier traite de l'achat de véhicule à essence.
La vigie du marché des véhicules électriques et hybrides réalisée par le SMRA dans les

derniers mois indique que le marché des véhicules électriques pourra seulement débuter la production de camions électriques vers 2022. Il existe d'ailleurs peu de détails à cet égard. Notamment, on ne sait pas s'il s'agira de véhicules de grade commercial disponibles dans les formats que le SMRA se doit d'acheter pour répondre aux besoins des arrondissements et services (ex. : déplacement des équipes de travail nécessitant des modèles comme des F -350 ou F-450 à cabine d'équipe). Pour ce qui est des véhicules hybrides, la vigie réalisée démontre qu'il ne semble pas y avoir de livraison prévue de camions de grade commercial dans un horizon de moyen terme (d'ici 3 ans). Selon la littérature disponible, Chevrolet aurait un modèle électrique pour 2025. Sinon, rien en vue hormis des produits très singuliers offerts par des entreprises en démarrage.

Par ailleurs, bien que le SMRA ne puisse pas dès maintenant acquérir des véhicules électriques pour répondre aux besoins à court terme de ses clients, il a amorcé la planification de la métamorphose qui s'opérera au cours de la prochaine décennie dans le parc de véhicules sous sa gestion. En effet, le SMRA participe activement au plan d'action pour le déploiement de bornes de recharge électrique permettant la prise en charge des véhicules électriques dans les clos de voirie de chaque arrondissement. Le SMRA effectuera aussi des analyses quantifiables de l'utilisation qui est faite des véhicules actuels par les services et arrondissements afin d'avoir des données factuelles permettant de remettre en question la nécessité d'avoir autant de véhicules dans le parc, d'évaluer leur remplacement par de plus petites cylindrées ou encore pour identifier avec justesse les meilleurs candidats à la mutualisation ou simplement d'autres moyens de transport que ceux qui consomment des énergies fossiles.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas remplacer un appareil qui a atteint sa durée de vie utile accentue le vieillissement du parc de véhicules de la Ville et augmente, de fait, les frais d’entretien, de réparation ainsi que les délais d’immobilisation.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 8 septembre 2021

Conseil municipal: 27 septembre 2021

Conseil d'agglomération : 30 septembre 2021

Émission du bon de commande et rencontre de démarrage: octobre 2021

Livraison des premiers véhicules: 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Badre Eddine SAKHI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Laine FORCIER
Agente de recherche

Tél : N/A
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-17

Patrick VEILLETTE
Chef de division Ateliers mécaniques sud

Tél : 514 872-2245
Télécop. : 514 872-1095

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dave ST-PIERRE
Directeur de service
Tél :
Approuvé le : 2021-08-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1215382019*
Unité administrative responsable : *33- Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : *Accorder un contrat à Équipement SMS inc, pour la fourniture de chargeuses articulées sur pneus, compactes de 1,4 verges cube - Dépense totale de 618 401,08 $, taxes incluses (contrat : 580 059,22 $ + contingences: 38 341,86 $) - Appel d'offres public 21-18810 - (un soumissionnaire)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*		X	
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *« aucune contribution »*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *« aucune contribution »*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1215382019

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à Équipement SMS inc, pour la fourniture de chargeuses articulées sur pneus, compactes de 1,4 verges cube - Dépense totale de 618 401,08 $, taxes incluses (contrat : 580 059,22 $ + contingences: 38 341,86 $) - Appel d'offres public 21 -18810 - (un soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18810 PV.pdf 21-18810_Intervention_«SMRA».pdf 21-18810_DetCah.pdf

21-18810_Tableau de vérification.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Badre Eddine SAKHI
Agent d'approvisionnement niv. 2
Tél : 514-872-4542

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-25

Denis LECLERC
C/S app.strat.en biens
Tél : (514) 217-3536
Division : Direction -Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18810

No du GDD : 1215382019

Titre de l'appel d'offres : Fourniture de chargeuses articulées sur pneus, compactes de 1,4 verges cube

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 5 - 2021

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Ouverture originalement prévue le : 29 - 7 - 2021

Date du dernier addenda émis : 21 - 7 - 2021

Ouverture faite le : 12 - 8 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 77 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 1

% de réponses : 16,67

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 8 - 2 - 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 8 - 2 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
ÉQUIPEMENT SMS INC.	580 059,22 $	√	

Information additionnelle

Tel que mentionné à la règle d'adjudication de l'appel d'offres, Le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat au plus bas SOUMISSIONNAIRE conforme.

La soumission de l'entreprise ÉQUIPEMENT SMS INC. est conforme administrativement. Les vérifications usuelles ont été terminées le 13 août 2021.

Cinq des six preneurs du cahier des charges n'ont pas présenté d'offre à la Ville pour les motifs suivants :
- deux (2) mentionnent ne pas distribuer les produits demandés (spécifications non rencontrées);
- un (1) mentionne que les modifications par addenda ont eu pour effet de niveler vers le bas les critères ce qui a fait en sorte qu'implicitement, son produit de haute qualité ne serait pas compétitif;
- un (1) mentionne que son produit possède quelques caractéristiques faisant que son produit est plus dispendieux à l'acquisition et non compétitif.
- un (1) n'a pas soumis de motif de motif de désistement à notre demande car le représentant est actuellement en vacance

En référence à Art 573.3.3 de la L.C.V. – Dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumission reçue une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important dans l'estimation établie par la municipalité.

Il n'y a pas eu de négociation car l'écart entre le montant soumissionné et l'estimation établie par le requérant est moins de un (1) pourcent.

Préparé par : Renée Veillette Le 18 - 8 - 2021

Numéro de l'appel d'offres : 21-18810
Titre : Fourniture de chargeuses articulées sur pneus, compactes de 1,4 verges cube
Date de publication sur le SÉAO : 26 mai 2021
Date d'ouverture des soumissions : 12 août 2021
Addenda : 7 dernier émit le: 21 juillet 2021

			ÉQUIPEMENT SMS INC.	
		Numéro de fournisseur VDM	149299	
		Numéro NEQ	1161238622	
Item	**Description**	**Quantité**	**Prix unitaire**	**Montant total**
1	Chargeuse classe 433 : Chargeuse articulée sur pneus, compacte, avec un timonier de 14000 lb et pouvant prendre un godet de 1,4 VG³	4	106 500,00 $	426 000,00 $
2	Attache rapide (coupleur Quik-Tatch) opérée hydrauliquement et commandée de la cabine.	4	- $	- $
3	Benne Chargeuse 1,4 vg3 (dont trois avec lame et une avec des dents)	4	5 207,00 $	20 828,00 $
4	Fourche de levage 1,5'' X 5'' X 48''	3	4 372,00 $	13 116,00 $
	Gratte neige à côtés pivotants	3	14 855,00 $	44 565,00 $
1	Système de repérage GPS	4	- $	- $
		Total avant taxes		504 509,00 $
		TPS 5 %		25 225,45 $
		TVQ 9,9975 %		50 324,77 $
		Montant total		580 059,22 $
		Signature	Oui	
		Signiataire	Marc-André Perras	
		Achat du cahier des charges via SÉAO	Oui	
		Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)	Oui	
		Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)	OUi	
		Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»	OUi	
		Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»	Oui	
		Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)	Oui	
		Autorisation d contracter de l'Autorité des marchés public (AMP)	Oui	
		Autresdocuments requis		
		Liste des sous-contractants	Oui	
		Le devis technique dûment complété	Oui	
		les renseignements complémentaires dûment complétés	Oui	
		la description des chargeuses proposées (proposition de commande, spécifications du manufacturier).	Oui	

Remarques:
Tel que mentionné à la règle d'adjudication de l'appel d'offres, Le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat au plus bas SOUMISSIONNAIRE conforme.

En référence à Art 573.3.3 de la L.C.V. – Dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumission reçue une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important dans l'estimation établie par la municipalité.
Il n'y a pas eu de négociation car l'écart entre le montant soumissionné et l'estimation établie par le requérant est moins de un (1) pourcent.

	Non-conforme
	Correction - Erreur de calcul
	Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Renée Veillette **Date : 13 août 2021**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18810
Numéro de référence : 1492736
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Fourniture de chargeuses articulées sur pneus, compactes de 1,4 verges cube

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Equipement SMS 1800, Montgolfier Laval, QC, H7T 0L9 NEQ : 1161238622	Monsieur MArc-André Perras Téléphone : 450 781-9552 Télécopieur :	**Commande : (1909164)** 2021-06-03 9 h 56 **Transmission :** 2021-06-03 9 h 56	3547128 - Addenda no 1 (Report de date) 2021-06-16 9 h 51 - Courriel 3554233 - Addenda 2 2021-06-29 12 h 18 - Courriel 3555597 - 21-18810 Addenda no 3 (Report de date) 2021-06-30 17 h 27 - Courriel 3558892 - Addenda no 4 (Report de date) 2021-07-08 12 h 10 - Courriel 3560169 - Addenda no 5 (Modifications) 2021-07-09 14 h 47 - Courriel 3562927 - Addenda no 6 2021-07-15 14 h 22 - Courriel 3565716 - Addenda no 7 (Report de date) 2021-07-21 16 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Lavaltrac Equipement 3900 Autoroute 440, Est Laval, QC, H7E 5N2 http://www.groupejld.ca NEQ : 1167526293	Monsieur Francis Deneault Téléphone : 450 661-9150 Télécopieur : 450 661-2649	**Commande : (1907391)** 2021-05-31 11 h 24 **Transmission :** 2021-05-31 11 h 24	3547128 - Addenda no 1 (Report de date) 2021-06-16 9 h 51 - Courriel 3554233 - Addenda 2 2021-06-29 12 h 18 - Courriel 3555597 - 21-18810 Addenda no 3 (Report de date) 2021-06-30 17 h 27 - Courriel 3558892 - Addenda no 4 (Report de date) 2021-07-08 12 h 10 - Courriel 3560169 - Addenda no 5 (Modifications) 2021-07-09 14 h 47 - Courriel 3562927 - Addenda no 6 2021-07-15 14 h 22 - Courriel 3565716 - Addenda no 7 (Report de date) 2021-07-21 16 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Lange Patenaude Equipement 18980 route transcanadienne Baie-d'Urfé, QC, H9X 3R1 http://www.kubotamontreal.com NEQ : 1166151168	Monsieur Mathieu O'Rourke Téléphone : 514 457-4333 Télécopieur : 514 457-2875	**Commande : (1906470)** 2021-05-28 8 h 19 **Transmission :** 2021-05-28 8 h 19	3547128 - Addenda no 1 (Report de date) 2021-06-16 9 h 51 - Courriel 3554233 - Addenda 2 2021-06-29 12 h 18 - Courriel 3555597 - 21-18810 Addenda no 3 (Report de date)

				2021-06-30 17 h 27 - Courriel 3558892 - Addenda no 4 (Report de date) 2021-07-08 12 h 10 - Courriel 3560169 - Addenda no 5 (Modifications) 2021-07-09 14 h 47 - Courriel 3562927 - Addenda no 6 2021-07-15 14 h 22 - Courriel 3565716 - Addenda no 7 (Report de date) 2021-07-21 16 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Longus équipement inc. 4405, Autoroute des Laurentides Laval, QC, H7L 5W5 NEQ : 1143313709	Monsieur Yves Benjamin Téléphone : 450 652-2552 Télécopieur : 450 652-0241	**Commande : (1905437)** 2021-05-26 11 h 43 **Transmission :** 2021-05-26 11 h 43	3547128 - Addenda no 1 (Report de date) 2021-06-16 9 h 51 - Télécopie 3554233 - Addenda 2 2021-06-29 12 h 19 - Télécopie 3555597 - 21-18810 Addenda no 3 (Report de date) 2021-06-30 17 h 28 - Télécopie 3558892 - Addenda no 4 (Report de date) 2021-07-08 12 h 10 - Télécopie 3560169 - Addenda no 5 (Modifications) 2021-07-09 14 h 48 - Télécopie 3562927 - Addenda no 6 2021-07-15 14 h 23 - Télécopie 3565716 - Addenda no 7 (Report de date) 2021-07-21 16 h 07 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Wajax Équipement.. 2000 rue JOHN MOLSON Laval, QC, H7T 0H4 NEQ : 3363000947	Monsieur Pierre Desrosiers Téléphone : 514 638-2861 Télécopieur :	**Commande : (1905790)** 2021-05-27 7 h 18 **Transmission :** 2021-05-27 7 h 18	3547128 - Addenda no 1 (Report de date) 2021-06-16 9 h 51 - Courriel 3554233 - Addenda 2 2021-06-29 12 h 18 - Courriel 3555597 - 21-18810 Addenda no 3 (Report de date) 2021-06-30 17 h 28 - Courriel 3558892 - Addenda no 4 (Report de date) 2021-07-08 12 h 10 - Courriel 3560169 - Addenda no 5 (Modifications) 2021-07-09 14 h 47 - Courriel 3562927 - Addenda no 6 2021-07-15 14 h 23 - Courriel 3565716 - Addenda no 7 (Report de date) 2021-07-21 16 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	J.-René Lafond inc. 480 montée morel Sainte-Anne-des-Plaines, QC, j0n1h0 http://www.jrenelafond.com NEQ : 1171818264	Monsieur Francis Lessard Téléphone : 514 222-6005 Télécopieur : 450 258-4624	**Commande : (1906344)** 2021-05-27 16 h 46 **Transmission :** 2021-05-27 16 h 46	3547128 - Addenda no 1 (Report de date) 2021-06-16 9 h 51 - Courriel 3554233 - Addenda 2 2021-06-29 12 h 18 - Courriel 3555597 - 21-18810 Addenda no 3 (Report de date) 2021-06-30 17 h 27 - Courriel 3558892 - Addenda no 4 (Report de date) 2021-07-08 12 h 10 - Courriel

3560169 - Addenda no 5 (Modifications)
2021-07-09 14 h 47 - Courriel

3562927 - Addenda no 6
2021-07-15 14 h 22 - Courriel

3565716 - Addenda no 7 (Report de date)
2021-07-21 16 h 06 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1215382019

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à Équipement SMS inc, pour la fourniture de chargeuses articulées sur pneus, compactes de 1,4 verges cube - Dépense totale de 618 401,08 $, taxes incluses (contrat : 580 059,22 $ + contingences: 38 341,86 $) - Appel d'offres public 21-18810 - (un soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1215382019 - Acquisition de 4 chargeuses articulées pour 2 Arr et Serv Eau.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-25

Viorica ZAUER
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-4674
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.007

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1215382020

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Nautic et Art inc., pour la fourniture de douze (12) embarcations de sauvetage nautiques avec remorques et équipements pour les besoins opérationnels du SIM - Dépense totale de 6 781 099,03 $, taxes incluses (contrat : 5 896 607,85 $ + contingences : 884 491,18 $) - Appel d'offres public 21-18567 - (2 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Nautic et Art inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture de douze (12) embarcations de sauvetage nautiques avec remorques et équipements pour les besoins opérationnels du SIM, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 896 607,85 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18567;

2. d'autoriser une dépense de 884 491,18 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement de Nautic et Art inc.
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant de 5 896 607,85 $.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-08-27 11:56

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1215382020**
Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Nautic et Art inc., pour la fourniture de douze (12) embarcations de sauvetage nautiques avec remorques et équipements pour les besoins opérationnels du SIM - Dépense totale de 6 781 099,03 $, taxes incluses (contrat : 5 896 607,85 $ + contingences : 884 491,18 $) - Appel d'offres public 21-18567 - (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Dans le cadre de sa planification d'achat de matériel roulant pour l'année 2021, le SMRA a identifié le besoin d'acquérir douze (12) embarcations avec remorques pour les besoins du Service incendie de Montréal.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public no 21-18567. Il a été publié dans le « Journal de Montréal » et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant 147 jours, soit du 22 mars 2021 au 17 août 2021. Durant l'appel d'offres public, vingt (20) addendas ont été émis afin de clarifier les services exigés, ainsi que pour répondre aux questions des soumissionnaires.

Au cours de la période de publication les potentiels soumissionnaires (fabricants des bateaux) nous ont fait part qu'il était très difficile d'offrir un contrat de dix (10) ans pour l'entretien des embarcations. Par conséquent, le lot #2 - Entretien des embarcations a été retiré. Une fois le contrat accordé, le SMRA en collaboration avec le SIM, pourront reprendre plus facilement l'évaluation de l'entretien et ainsi statuer sur les besoins réels et anticipés.

De plus, les participants ont demandé a quelques reprises plus de temps pour planifier la production dans les délais serrés demandés. Puisqu'il s'agit d'embarcations fabriquées sur mesure, le SMRA a reçu plusieurs demandes de solutions alternatives au devis. Les négociations qui ont conduit à l'enlèvement du lot #2 et les diverses demandes de révision concernant les pénalités et autres conditions contractuelles ont généré plusieurs addendas.

Sommaire des addendas :

NUMÉRO ADDENDA	DATE	CONTENU
1	29 mars 2021	Remplacer point 1.2.1 critères de performance Remplacer point 2.1.3 critères éliminatoires Remplacer point 2.1.4 le soumissionnaire doit annexer obligatoirement
2	30 mars 2021	Remplacer article 2.3.3 sur le délai de livraison
3	31 mars 2021	Questions / Réponses
4	25 avril 2021	Remplacer point 3.3.13 Système de communication Remplacer point 3.3.14 Système de communication Questions / Réponses
5	28 avril 2021	Report de date d'ouverture des soumissions au 3 juin 2021
6	26 mai 2021	Report de date d'ouverture des soumissions au 17 juin 2021
7	10 juin 2021	Report de date d'ouverture des soumissions au 29 juin 2021
8	16 juin 2021	Remplacer article 1.1 marque / modèle de référence Remplacer article 2.1.2 modèle de référence approuvé et en opération Remplacer article 2.3.3 sur le délai de livraison Remplacer article 3.1.7 de type coque rigide Remplacer article 3.1.8 longueur Remplacer article 3.1.9 largeur Remplacer article 3.2.1.1 système de contrôle électronique Supprimer article 3.2.1.2 Remplacer article 3.2.11 positionnement des contrôles Remplacer article 3.4.12 voltage Remplacer article 3.5.2 collet en mousse rigide Remplacer article 3.5.16 rails de protection Remplacer article 3.7.5 phares de recherche Remplacer article 3.7.6 radio Remplacer article 3.7.7 GPS Remplacer article 3.7.8 Radar Remplacer article 3.7.9 Sonar Remplacer article 3.7.32 gyrophares Remplacer article 3.7.33 système de communication Remplacer article 5.1 certificat de garantie Remplacer article 5.4 garantie du collet en mousse Remplacer article 5.8.3 entente de cinq ans Ajout au devis technique article 3.3.15 système de communication Questions / Réponses
9	17 juin 2021	Restaurer l'article 3.2.1.2 Modification article 3.5.16 rails de protection
10	23 juin 2021	Modifications diverses au document "régie" (13 pages)
11	23 juin 2021	Report de date d'ouverture des soumissions au 6 juillet 2021
12	29 juin 2021	Remplacement du bordereau de soumission
13	2 juillet 2021	Questions / Réponses
14	6 juillet 2021	Report de date d'ouverture des soumissions au 5 août 2021
15	16 juillet 2021	Remplacer le titre de l'appel d'offres Retrait du lot # 2 - entretien
16	22 juillet 2021	Modification à l'addenda 8 - délai de livraison
17	26 juillet 2021	Amendement à l'addenda 14
18	2 août 2021	Report de date d'ouverture des soumissions au 12 août 2021
19	2 août 2021	Remplacer la clause 9.07.02 acceptation finale

20	11 août 2021	Report de date d'ouverture des soumissions au 17 août 2021

La durée de validité de la soumission est de 180 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 13 février 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG11 0152 - 19 mai 2011 - Octroyer un contrat de gré à gré à Aréo-Feu pour la fourniture d'une embarcation de type Hammerhead Rosborough RFV22, avec les équipements requis, au prix total approximatif de 244 141,28 $, taxes incluses (fournisseur unique)

CE11 0352 - 16 mars 2011 - Autoriser une demande de réclamation au fonds spécial d'indemnisation de la Ville de Montréal, suite à l'accident du bateau #1865 Hammerhead Rosborough RFV 22 ayant été déclaré perte totale le 25 mars 2010 et effectuer un virement de crédit au montant de 212 250$ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

CG08 0436 – 28 août 2008 - Accorder un contrat gré à gré, à la firme Aréo-Feu (fournisseur unique) pour la fourniture de 7 embarcations Hammerhead Rosborough RFV22 au prix total approximatif de 1 604 740,66 $, taxes incluses.

CG08 0016 – 31 janvier 2008 - Accorder de gré à gré, à la firme Aréo-Feu, fournisseur unique, un contrat pour la fourniture d'une embarcation de marque Hammerhead Rosborough RFV22, pour une somme maximale de 182 998 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

De façon plus précise, le SMRA souhaite faire l'acquisition de douze (12) embarcations de sauvetage nautique avec remorques et équipements conformément au devis technique 01620A11. Les embarcations serviront pour effectuer des opérations de recherche et de sauvetage maritime sur les plans d'eau entourant l'île de Montréal, ainsi qu'a porter assistance en situation d'urgence.
Cet achat viendra remplacer huit (8) embarcations avec remorques pour le SIM tandis que les quatre (4) autres unités serviront aux requis opérationnels de ce service afin de mieux servir le citoyen en situation d'urgence (recherche, inondation, etc.)

Le choix du type d'appareil a été fait en fonction des besoins opérationnels du SIM. Les unités seront fabriquées sur mesure à partir de matériaux composites conformément au devis technique et aux addendas publiés. Ce type d'embarcation a fait ses preuves auprès des équipes de sauvetage maritime. En effet, en référence aux articles "Expertise dans la fabrication du produit" du devis technique, les services d'urgence de la GRC, de la Sûreté du Québec, de la Royal Canadian Marine Search & Rescue Canada ainsi que plusieurs autres ont eu recours à ce type d'embarcation. De plus, les délais d'immobilisations sont courts et il y a peu de pièces mécaniques. Les bris les plus fréquents sont au niveau du pied de moteur et du collet en mousse rigide qui protège l'extérieur de l'embarcation. Une réparation de ce genre peut se faire très rapidement.

Règle d'adjudication:
Bien que le bordereau de soumission présente plusieurs items, le contrat est adjugé au plus bas soumissionnaire conforme.

Livraison:
L'adjudicataire devra livrer la première unité vingt-deux (22) semaines suivant la réception du bon de commande. Les unités subséquentes seront livrées selon le calendrier de livraison déposé à l'annexe addenda no 16. La dernière embarcation sera livrée avant la fin

de la saison nautique 2022.

Garantie:
À la livraison de l'embarcation, le constructeur doit remettre au SIM un certificat de garantie valide pour une période minimale de deux (2) ans couvrant les matériaux et la main-d'oeuvre. L'embarcation devra comporter une garantie de cinq (5) ans sur la structure et les éléments structuraux. De plus, l'adjudicataire doit, afin de garantie la bonne exécution du contrat, fournir au donneur d'ordre une garantie d'exécution sous la forme de cautionnements d'exécution de contrat pour un montant équivalent à au moins 5%.

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, il y a eu huit (8) preneurs du cahier des charges. Sur ce nombre, deux (2) soumissionnaires ont déposé un prix (25 %). Six (6) des preneurs du cahier des charges n'ont pas déposé d'offre pour les raisons suivantes:

- un preneur n'est pas en mesure de respecter les délais de livraison demandés dû à l'incertitude de la fourniture des pièces et composantes;
- un preneur ne détient pas les prérequis exigés au Devis technique.
- deux preneurs n'ont pas répondu à la relance
- un preneur a fait l'achat en tant que référence
- un preneur est le bureau du contrôleur général (Ville de Montréal)

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Nautic et Art inc.	5 896 607,85 $	884 491,18 $	6 781 099,03 $
Metalcraft Marine inc.	6 236 754,49 $	935 513,17 $	7 172 267,66 $
Dernière estimation réalisée ($)	5 615 379,00 $	842 306,85 $	6 457 685,85 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			281 228,85 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			5,01 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			340 146,64 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			5,77 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle ont été effectuées par le Service de l'approvisionnement le 17 août 2021.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001 émis le 16 mars 2021, une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le plus bas soumissionnaire conforme, Nautic et Art inc., s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 5 896 607,85 $, incluant les taxes.
Un montant équivalent à 15 % du montant total octroyé, soit 884 491,18 $, taxes incluses, a été ajouté à titre de provisions - frais de contingences afin de pallier à d'éventuels imprévus liés à l'ajout d'accessoires et besoins d'équipements supplémentaires sur les embarcations, ainsi qu'a la formation supplémentaire des opérateurs.

Les sommes nécessaires au présent dossier sont prévues au PDI du Service du matériel roulant et des ateliers dans le Programme 71080 - Programme de remplacement de véhicules - SIM. Elles seront financées par les règlements d'emprunts RCG20-017 - Remplacement véhicules et équipements (CG20 0229).

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Les bons de commande seront émis en 2021 et les véhicules seront livrés en 2022.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle puisque le dossier traite de l'achat d'embarcation avec moteur à essence. Pour le moment, le moteur électrique de cette puissance n'est pas disponible sur les marchés.
Par ailleurs, bien que le SMRA ne puisse pas, dès maintenant, acquérir des embarcations avec moteurs électriques de cette puissance pour répondre aux besoins à court terme de ses clients, il a amorcé la planification de la métamorphose qui s'opérera au cours de la prochaine décennie dans le parc de véhicules sous sa gestion. En effet, le SMRA participe activement au plan d'action pour le déploiement de bornes de
recharge électrique permettant la prise en charge des véhicules électriques dans les clos de voirie de chaque arrondissement. Le SMRA effectuera aussi des analyses quantifiables de l'utilisation qui est faite des véhicules actuels par les services et arrondissements afin d'avoir des données factuelles permettant de remettre en question la nécessité d'avoir autant de véhicules dans le parc, d'évaluer leur remplacement par de plus petites cylindrées ou encore pour identifier avec justesse les meilleurs candidats à la mutualisation ou simplement d'autres moyens de transport que ceux qui consomment des énergies fossiles.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas remplacer un appareil qui a atteint sa durée de vie utile accentue le vieillissement du parc de véhicules de la Ville et augmente, de fait, les frais d'entretien, de réparation ainsi que les délais d'immobilisation.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 8 septembre 2021

Conseil municipal: 27 septembre 2021

Conseil d'agglomération: 30 septembre 2021

Émission du bon de commande et rencontre de démarrage: octobre 2021

Livraison des premiers bateaux: 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Julie LEBLANC)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvain LECOURS, Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie

Lecture :

Sylvain LECOURS, 26 août 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Laine FORCIER
Agente de recherche

Tél : N/A
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-20

Patrick VEILLETTE
Chef de division Ateliers mécaniques sud

Tél : 514 872-2245
Télécop. : 514 872-1095

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dave ST-PIERRE
Directeur de service

Tél :
Approuvé le : 2021-08-26

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1215382020*
Unité administrative responsable : *33- Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : *Accorder un contrat à Nautic et Art inc., pour la fourniture d'embarcations de sauvetage nautiques avec remorques et équipements pour les besoins opérationnels du SIM - Dépense totale de 6 781 099,03 $, taxes incluses (contrat : 5 896 607,85 $ + contingences : 884 491,18 $) - Appel d'offres public 21-18567 - (2 soumissionnaires)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*		X	
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *« aucune contribution »*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *« aucune contribution »*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1215382020

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à Nautic et Art inc., pour la fourniture de douze (12) embarcations de sauvetage nautiques avec remorques et équipements pour les besoins opérationnels du SIM - Dépense totale de 6 781 099,03 $, taxes incluses (contrat : 5 896 607,85 $ + contingences : 884 491,18 $) - Appel d'offres public 21-18567 - (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18567 Intervention.pdf
21-18567 PV .pdf
21-18567_TCP.pdf
21-18567 SEAO_ Liste des commandes.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie LEBLANC
Agente d'approvisionnement niveau 2
Tél : 514 872-1040

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-24

Denis LECLERC
Chef de section - Acquisition
Tél : 514 872-5241
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18567

No du GDD : 1215382020

Titre de l'appel d'offres : Acquisition d'embarcations de sauvetage nautiques avec remorques et équipements

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 3 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 6 - 5 - 2021

Ouverture faite le : 17 - 8 - 2021

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 20

Date du dernier addenda émis : 11 - 8 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 147 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 25

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 13 - 2 - 2022

Date d'échéance révisée : 13 - 2 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
NAUTIC & ART INC.	5 896 607,85 $	√	1
METALCRAFT MARINE INC.	6 236 754,49 $		

Information additionnelle

Il est à noter que le total de la soumission de l'entreprise «METALCRAFT MARINE INC.» a été corrigé à la hausse afin de réfléter les taxes applicables. Six (6) des prenneurs du cahier des charges n'ont pas déposé d'offre pour les raisons suivantes: Nous ne sommes pas en mesure de respecter les délais de livraison demandés dû à l'incertitude de la fourniture des pièces et composantes; Nous ne détenons pas les prérequis exigés au Devis technique.

Préparé par : Julie Leblanc

Le 24 - 8 - 2021

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18567

Agent d'approvisionnement
Patrice Blanchette

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données: Montant sans taxes	Données: Montant taxes incluses
Nautic et Art inc.										
	0	0	1.1	Embarcation de sauvetage nautique	12	ch	1	411 250,00 $	4 935 000,00 $	5 674 016,25 $
			1.2	Remorque de bateau	12	ch	1	12 200,00 $	146 400,00 $	168 323,40 $
			1.3	Moteur hors-bord	2	ch	1	23 600,00 $	47 200,00 $	54 268,20 $
Total (Nautic et Art inc.)									**5 128 600,00 $**	**5 896 607,85 $**
Metalcraft Marine inc.										
	0	0	1.1	Embarcation de sauvetage nautique	12	ch	1	434 794,00 $	5 217 528,00 $	5 998 852,82 $
			1.2	Remorque de bateau	12	ch	1	13 260,00 $	159 120,00 $	182 948,22 $
			1.3	Moteur hors-bord	2	ch	1	23 898,00 $	47 796,00 $	54 953,45 $
Total (Metalcraft Marine inc.)									**5 424 444,00 $**	**6 236 754,49 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18567
Numéro de référence : 1467499
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition d'embarcations de sauvetage nautique avec remorques et équipements incluant un service d'entretien et de réparation

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ville de Québec 50 Rue Marie de l'Incarnation 2e étage Québec, QC, G1N 3E7 http://www.ville.quebec.qc.ca NEQ :	Monsieur François Deschamps Téléphone : 418 641-6411 Télécopieur :	**Commande : (1929887)** 2021-08-03 8 h 03 **Transmission :** 2021-08-03 8 h 03	3488447 - Addenda no 1 (modifications) 2021-08-03 8 h 03 - Téléchargement 3490433 - Addenda no 2 2021-08-03 8 h 03 - Téléchargement 3491772 - Addenda no 3 2021-08-03 8 h 03 - Téléchargement 3510388 - Addenda No 4 2021-08-03 8 h 03 - Téléchargement 3512900 - Addenda No 5 2021-08-03 8 h 03 - Téléchargement 3532871 - 21-18567 Addenda No 6 2021-08-03 8 h 03 - Téléchargement 3543891 - 21-18567 Addenda No 7 Report de date d'ouverture 2021-08-03 8 h 03 - Téléchargement 3547756 - 20-18469 Addenda no 8 Amendement - Questions/Réponses 2021-08-03 8 h 03 - Téléchargement 3548400 - 21-18567 Addenda No 9 - Amendement (correctifs de l'Addenda No 8) 2021-08-03 8 h 03 - Téléchargement 3552052 - Addenda No 10 Modifications Garantie d'exécution 2021-08-03 8 h 03 - Téléchargement 3552062 - Addenda 11 Report de date d'ouverture 2021-08-03 8 h 03 - Téléchargement 3554237 - Addenda no 12 - Changement bordereau de prix (devis) 2021-08-03 8 h 03 - Téléchargement 3554238 - Addenda no 12 - Changement bordereau de prix (bordereau) 2021-08-03 8 h 03 - Téléchargement 3556231 - 21-18567 Addenda no 13 - Questions/Réponses 2021-08-03 8 h 03 - Téléchargement 3557245 - Addenda No 14 Report de date d'ouverture 2021-08-03 8 h 03 - Téléchargement 3564060 - 21-18567 Addenda No 15 - Retrait Lot 2 2021-08-03 8 h 03 - Téléchargement 3564065 - 21-18567 Addenda No 15 - ANNEXE BORDEREAUX DE PRIX 2021-08-03 8 h 03 - Téléchargement 3566276 - 21-18567 Addenda No 16 Amendement délais de livraison (Addenda 8) 2021-08-03 8 h 03 - Téléchargement

				3567070 - 21-18567 Addenda 17 - Amendement Addenda No 14 / jour de la semaine 2021-08-03 8 h 03 - Téléchargement 3569812 - 21-18567 Addenda No 18 - Report de date d'ouverture 2021-08-03 8 h 03 - Téléchargement 3569813 - 21-18567 Addenda No 19 - Amendement Annexe «Pénalités» 2021-08-03 8 h 03 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	Grand international import export inc. 110 rue de la cime Saint-Colomban, QC, j5k1l1 http://www.seaescapemarine.com NEQ : 1164621717	Monsieur François Rainville Téléphone : 514 918-6268 Télécopieur : 450 432-5506	**Commande : (1876624)** 2021-03-30 11 h 42 **Transmission :** 2021-03-30 11 h 46	3488447 - Addenda no 1 (modifications) 2021-03-30 11 h 42 - Messagerie 3490433 - Addenda no 2 2021-03-30 15 h 41 - Courriel 3491772 - Addenda no 3 2021-03-31 15 h 15 - Courriel 3510388 - Addenda No 4 2021-04-25 22 h 05 - Courriel 3512900 - Addenda No 5 2021-04-28 10 h 53 - Courriel 3532871 - 21-18567 Addenda No 6 2021-05-26 11 h 03 - Courriel 3543891 - 21-18567 Addenda No 7 Report de date d'ouverture 2021-06-10 15 h 11 - Courriel 3547756 - 20-18469 Addenda no 8 Amendement - Questions/Réponses 2021-06-16 16 h 27 - Courriel 3548400 - 21-18567 Addenda No 9 - Amendement (correctifs de l'Addenda No 8) 2021-06-17 14 h 50 - Courriel 3552052 - Addenda No 10 Modifications Garantie d'exécution 2021-06-23 14 h 49 - Courriel 3552062 - Addenda 11 Report de date d'ouverture 2021-06-23 14 h 52 - Courriel 3554237 - Addenda no 12 - Changement bordereau de prix (devis) 2021-06-29 12 h 27 - Courriel 3554238 - Addenda no 12 - Changement bordereau de prix (bordereau) 2021-06-29 12 h 27 - Téléchargement 3556231 - 21-18567 Addenda no 13 - Questions/Réponses 2021-07-02 14 h 30 - Courriel 3557245 - Addenda No 14 Report de date d'ouverture 2021-07-06 12 h - Courriel 3564060 - 21-18567 Addenda No 15 - Retrait Lot 2 2021-07-16 15 h 57 - Courriel 3564065 - 21-18567 Addenda No 15 - ANNEXE BORDEREAUX DE PRIX 2021-07-16 16 h - Courriel 3566276 - 21-18567 Addenda No 16 Amendement délais de livraison (Addenda 8) 2021-07-22 16 h 32 - Courriel 3567070 - 21-18567 Addenda 17 - Amendement Addenda No 14 / jour de la semaine 2021-07-26 15 h 22 - Courriel 3569812 - 21-18567 Addenda No 18 - Report de date d'ouverture 2021-08-02 22 h 25 - Courriel

3569813 - 21-18567 Addenda No 19 - Amendement Annexe «Pénalités»
2021-08-02 22 h 34 - Courriel

3574157 - Addenda no 20 (Report de date)
2021-08-11 14 h 55 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ LYS Marine
1251 rue Labadie
Longueuil, QC, J4N 1E2
https://www.lysmarine.com NEQ : 3370905856

Monsieur Maxime Croteau
Téléphone : 514 241-4415
Télécopieur :

Commande : (1919052)
2021-06-28 8 h 58
Transmission :
2021-06-28 8 h 58

3488447 - Addenda no 1 (modifications)
2021-06-28 8 h 58 - Téléchargement

3490433 - Addenda no 2
2021-06-28 8 h 58 - Téléchargement

3491772 - Addenda no 3
2021-06-28 8 h 58 - Téléchargement

3510388 - Addenda No 4
2021-06-28 8 h 58 - Téléchargement

3512900 - Addenda No 5
2021-06-28 8 h 58 - Téléchargement

3532871 - 21-18567 Addenda No 6
2021-06-28 8 h 58 - Téléchargement

3543891 - 21-18567 Addenda No 7 Report de date d'ouverture
2021-06-28 8 h 58 - Téléchargement

3547756 - 20-18469 Addenda no 8 Amendement - Questions/Réponses
2021-06-28 8 h 58 - Téléchargement

3548400 - 21-18567 Addenda No 9 - Amendement (correctifs de l'Addenda No 8)
2021-06-28 8 h 58 - Téléchargement

3552052 - Addenda No 10 Modifications Garantie d'exécution
2021-06-28 8 h 58 - Téléchargement

3552062 - Addenda 11 Report de date d'ouverture
2021-06-28 8 h 58 - Téléchargement

3554237 - Addenda no 12 - Changement bordereau de prix (devis)
2021-06-29 12 h 27 - Courriel

3554238 - Addenda no 12 - Changement bordereau de prix (bordereau)
2021-06-29 12 h 27 - Téléchargement

3556231 - 21-18567 Addenda no 13 - Questions/Réponses
2021-07-02 14 h 30 - Courriel

3557245 - Addenda No 14 Report de date d'ouverture
2021-07-06 12 h - Courriel

3564060 - 21-18567 Addenda No 15 - Retrait Lot 2
2021-07-16 15 h 56 - Courriel

3564065 - 21-18567 Addenda No 15 - ANNEXE BORDEREAUX DE PRIX
2021-07-16 15 h 59 - Courriel

3566276 - 21-18567 Addenda No 16 Amendement délais de livraison (Addenda 8)
2021-07-22 16 h 32 - Courriel

3567070 - 21-18567 Addenda 17 - Amendement Addenda No 14 / jour de la semaine
2021-07-26 15 h 21 - Courriel

3569812 - 21-18567 Addenda No 18 - Report de date d'ouverture
2021-08-02 22 h 24 - Courriel

3569813 - 21-18567 Addenda No 19 - Amendement Annexe «Pénalités»
2021-08-02 22 h 34 - Courriel

				3574157 - Addenda no 20 (Report de date) 2021-08-11 14 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	MetalCraft Marine 349 Wellington St. Kingston, ON, K7K 6N7 NEQ :	Monsieur Jay Milner Téléphone : 613 542-1810 Télécopieur : 613 542-6515	**Commande : (1875963)** 2021-03-29 14 h 33 **Transmission :** 2021-03-29 14 h 33	3488447 - Addenda no 1 (modifications) 2021-03-29 14 h 33 - Téléchargement 3490433 - Addenda no 2 2021-03-30 15 h 41 - Courriel 3491772 - Addenda no 3 2021-03-31 15 h 14 - Courriel 3510388 - Addenda No 4 2021-04-25 22 h 05 - Courriel 3512900 - Addenda No 5 2021-04-28 10 h 53 - Courriel 3532871 - 21-18567 Addenda No 6 2021-05-26 11 h 03 - Courriel 3543891 - 21-18567 Addenda No 7 Report de date d'ouverture 2021-06-10 15 h 11 - Courriel 3547756 - 20-18469 Addenda no 8 Amendement - Questions/Réponses 2021-06-16 16 h 27 - Courriel 3548400 - 21-18567 Addenda No 9 - Amendement (correctifs de l'Addenda No 8) 2021-06-17 14 h 50 - Courriel 3552052 - Addenda No 10 Modifications Garantie d'exécution 2021-06-23 14 h 49 - Courriel 3552062 - Addenda 11 Report de date d'ouverture 2021-06-23 14 h 52 - Courriel 3554237 - Addenda no 12 - Changement bordereau de prix (devis) 2021-06-29 12 h 27 - Courriel 3554238 - Addenda no 12 - Changement bordereau de prix (bordereau) 2021-06-29 12 h 27 - Téléchargement 3556231 - 21-18567 Addenda no 13 - Questions/Réponses 2021-07-02 14 h 30 - Courriel 3557245 - Addenda No 14 Report de date d'ouverture 2021-07-06 12 h - Courriel 3564060 - 21-18567 Addenda No 15 - Retrait Lot 2 2021-07-16 15 h 56 - Courriel 3564065 - 21-18567 Addenda No 15 - ANNEXE BORDEREAUX DE PRIX 2021-07-16 16 h - Courriel 3566276 - 21-18567 Addenda No 16 Amendement délais de livraison (Addenda 8) 2021-07-22 16 h 32 - Courriel 3567070 - 21-18567 Addenda 17 - Amendement Addenda No 14 / jour de la semaine 2021-07-26 15 h 21 - Courriel 3569812 - 21-18567 Addenda No 18 - Report de date d'ouverture 2021-08-02 22 h 24 - Courriel 3569813 - 21-18567 Addenda No 19 - Amendement Annexe «Pénalités» 2021-08-02 22 h 34 - Courriel 3574157 - Addenda no 20 (Report de date) 2021-08-11 14 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Ville de Montréal - Bureau du contrôleur général 1555 Peel, 14e étage Montréal, QC, H3A3l8 NEQ :	Madame Desislava Cekova Téléphone : 514 872-7030 Télécopieur : 514 872-9619	**Commande : (1894664)** 2021-05-03 16 h 08 **Transmission :** 2021-05-03 16 h 08	3488447 - Addenda no 1 (modifications) 2021-05-03 16 h 08 - Téléchargement 3490433 - Addenda no 2 2021-05-03 16 h 08 - Téléchargement 3491772 - Addenda no 3 2021-05-03 16 h 08 - Téléchargement 3510388 - Addenda No 4 2021-05-03 16 h 08 - Téléchargement 3512900 - Addenda No 5 2021-05-03 16 h 08 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	Airsolid Inc 2832 chemin de la baronnie Varennes, QC, j3x1p7 NEQ : 1148849855	Monsieur Guy Achard Téléphone : 514 978-3740 Télécopieur :	**Commande : (1874269)** 2021-03-25 14 h 29 **Transmission :** 2021-03-25 14 h 29	3488447 - Addenda no 1 (modifications) 2021-03-29 9 h 32 - Courriel 3490433 - Addenda no 2 2021-03-30 15 h 41 - Courriel 3491772 - Addenda no 3 2021-03-31 15 h 14 - Courriel 3510388 - Addenda No 4 2021-04-25 22 h 05 - Courriel 3512900 - Addenda No 5 2021-04-28 10 h 53 - Courriel 3532871 - 21-18567 Addenda No 6 2021-05-26 11 h 03 - Courriel 3543891 - 21-18567 Addenda No 7 Report de date d'ouverture 2021-06-10 15 h 11 - Courriel 3547756 - 20-18469 Addenda no 8 Amendement - Questions/Réponses 2021-06-16 16 h 27 - Courriel 3548400 - 21-18567 Addenda No 9 - Amendement (correctifs de l'Addenda No 8) 2021-06-17 14 h 50 - Courriel 3552052 - Addenda No 10 Modifications Garantie d'exécution 2021-06-23 14 h 49 - Courriel 3552062 - Addenda 11 Report de date d'ouverture 2021-06-23 14 h 52 - Courriel 3554237 - Addenda no 12 - Changement bordereau de prix (devis) 2021-06-29 12 h 27 - Courriel 3554238 - Addenda no 12 - Changement bordereau de prix (bordereau) 2021-06-29 12 h 27 - Téléchargement 3556231 - 21-18567 Addenda no 13 - Questions/Réponses 2021-07-02 14 h 30 - Courriel 3557245 - Addenda No 14 Report de date d'ouverture 2021-07-06 12 h - Courriel 3564060 - 21-18567 Addenda No 15 - Retrait Lot 2 2021-07-16 15 h 56 - Courriel 3564065 - 21-18567 Addenda No 15 - ANNEXE BORDEREAUX DE PRIX 2021-07-16 16 h - Courriel 3566276 - 21-18567 Addenda No 16 Amendement délais de livraison (Addenda 8) 2021-07-22 16 h 32 - Courriel 3567070 - 21-18567 Addenda 17 - Amendement Addenda No 14 / jour de la semaine 2021-07-26 15 h 21 - Courriel 3569812 - 21-18567 Addenda No 18 - Report de date d'ouverture

				2021-08-02 22 h 24 - Courriel 3569813 - 21-18567 Addenda No 19 - Amendement Annexe «Pénalités» 2021-08-02 22 h 34 - Courriel 3574157 - Addenda no 20 (Report de date) 2021-08-11 14 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	NAUTIC&ART inc. 300 PARC INDUSTRIEL Windsor, QC, J1S 2T2 https://www.chargek.com NEQ : 1160948536	Monsieur Luc Larochelle Téléphone : 819 845-0440 Télécopieur : 819 845-5952	**Commande : (1873512)** 2021-03-24 16 h 14 **Transmission :** 2021-03-24 16 h 14	3488447 - Addenda no 1 (modifications) 2021-03-29 9 h 32 - Courriel 3490433 - Addenda no 2 2021-03-30 15 h 41 - Courriel 3491772 - Addenda no 3 2021-03-31 15 h 14 - Courriel 3510388 - Addenda No 4 2021-04-25 22 h 05 - Courriel 3512900 - Addenda No 5 2021-04-28 10 h 53 - Courriel 3532871 - 21-18567 Addenda No 6 2021-05-26 11 h 03 - Courriel 3543891 - 21-18567 Addenda No 7 Report de date d'ouverture 2021-06-10 15 h 11 - Courriel 3547756 - 20-18469 Addenda no 8 Amendement - Questions/Réponses 2021-06-16 16 h 27 - Courriel 3548400 - 21-18567 Addenda No 9 - Amendement (correctifs de l'Addenda No 8) 2021-06-17 14 h 50 - Courriel 3552052 - Addenda No 10 Modifications Garantie d'exécution 2021-06-23 14 h 49 - Courriel 3552062 - Addenda 11 Report de date d'ouverture 2021-06-23 14 h 52 - Courriel 3554237 - Addenda no 12 - Changement bordereau de prix (devis) 2021-06-29 12 h 27 - Courriel 3554238 - Addenda no 12 - Changement bordereau de prix (bordereau) 2021-06-29 12 h 27 - Téléchargement 3556231 - 21-18567 Addenda no 13 - Questions/Réponses 2021-07-02 14 h 30 - Courriel 3557245 - Addenda No 14 Report de date d'ouverture 2021-07-06 12 h - Courriel 3564060 - 21-18567 Addenda No 15 - Retrait Lot 2 2021-07-16 15 h 57 - Courriel 3564065 - 21-18567 Addenda No 15 - ANNEXE BORDEREAUX DE PRIX 2021-07-16 16 h - Courriel 3566276 - 21-18567 Addenda No 16 Amendement délais de livraison (Addenda 8) 2021-07-22 16 h 32 - Courriel 3567070 - 21-18567 Addenda 17 - Amendement Addenda No 14 / jour de la semaine 2021-07-26 15 h 22 - Courriel 3569812 - 21-18567 Addenda No 18 - Report de date d'ouverture 2021-08-02 22 h 24 - Courriel 3569813 - 21-18567 Addenda No 19 - Amendement Annexe «Pénalités» 2021-08-02 22 h 34 - Courriel

				3574157 - Addenda no 20 (Report de date) 2021-08-11 14 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Industries Océan Inc.. 3, chemin de la Traverse L'Isle-aux-Coudres, QC, G0A 3J0 http://www.groupocean.com NEQ : 1141751256	Monsieur Patrick Beaulieu Téléphone : 418 438-2745 Télécopieur : 418 438-1158	**Commande : (1877464)** 2021-03-31 11 h 52 **Transmission :** 2021-03-31 11 h 52	3488447 - Addenda no 1 (modifications) 2021-03-31 11 h 52 - Téléchargement 3490433 - Addenda no 2 2021-03-31 11 h 52 - Téléchargement 3491772 - Addenda no 3 2021-03-31 15 h 14 - Courriel 3510388 - Addenda No 4 2021-04-25 22 h 05 - Courriel 3512900 - Addenda No 5 2021-04-28 10 h 53 - Courriel 3532871 - 21-18567 Addenda No 6 2021-05-26 11 h 03 - Courriel 3543891 - 21-18567 Addenda No 7 Report de date d'ouverture 2021-06-10 15 h 11 - Courriel 3547756 - 20-18469 Addenda no 8 Amendement - Questions/Réponses 2021-06-16 16 h 27 - Courriel 3548400 - 21-18567 Addenda No 9 - Amendement (correctifs de l'Addenda No 8) 2021-06-17 14 h 50 - Courriel 3552052 - Addenda No 10 Modifications Garantie d'exécution 2021-06-23 14 h 49 - Courriel 3552062 - Addenda 11 Report de date d'ouverture 2021-06-23 14 h 52 - Courriel 3554237 - Addenda no 12 - Changement bordereau de prix (devis) 2021-06-29 12 h 27 - Courriel 3554238 - Addenda no 12 - Changement bordereau de prix (bordereau) 2021-06-29 12 h 27 - Téléchargement 3556231 - 21-18567 Addenda no 13 - Questions/Réponses 2021-07-02 14 h 30 - Courriel 3557245 - Addenda No 14 Report de date d'ouverture 2021-07-06 12 h - Courriel 3564060 - 21-18567 Addenda No 15 - Retrait Lot 2 2021-07-16 15 h 56 - Courriel 3564065 - 21-18567 Addenda No 15 - ANNEXE BORDEREAUX DE PRIX 2021-07-16 16 h - Courriel 3566276 - 21-18567 Addenda No 16 Amendement délais de livraison (Addenda 8) 2021-07-22 16 h 32 - Courriel 3567070 - 21-18567 Addenda 17 - Amendement Addenda No 14 / jour de la semaine 2021-07-26 15 h 21 - Courriel 3569812 - 21-18567 Addenda No 18 - Report de date d'ouverture 2021-08-02 22 h 24 - Courriel 3569813 - 21-18567 Addenda No 19 - Amendement Annexe «Pénalités» 2021-08-02 22 h 34 - Courriel 3574157 - Addenda no 20 (Report de date) 2021-08-11 14 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1215382020

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à Nautic et Art inc., pour la fourniture de douze (12) embarcations de sauvetage nautiques avec remorques et équipements pour les besoins opérationnels du SIM - Dépense totale de 6 781 099,03 $, taxes incluses (contrat : 5 896 607,85 $ + contingences : 884 491,18 $) - Appel d'offres public 21-18567 - (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1215382020 - acquisition 12 embarcations nautiques avec remorque pour SIM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-24

Viorica ZAUER
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-4674
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.008

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1215382017

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à UAP inc., pour la fourniture de treize (13) unités de récupération et de diagnostic des gaz réfrigérants de climatiseur - Dépense totale de 125 802,77$, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18881 - (un seul soumissionnaire)

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire UAP inc.**,** ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin pour la fourniture de treize (13) unités de récupération et de diagnostic des gaz réfrigérants de climatiseur, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 125 802,77 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18881;

2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-08-25 12:52

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1215382017**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à UAP inc., pour la fourniture de treize (13) unités de récupération et de diagnostic des gaz réfrigérants de climatiseur - Dépense totale de 125 802,77$, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18881 - (un seul soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Le SMRA souhaite faire l'acquisition d'appareils de récupération et diagnostic des gaz réfrigérants pour l'air climatisé des véhicules de la Ville de Montréal.

Afin de répondre à ce besoin, l'appel d'offres public, # 21-18881 a été publié dans le « Journal de Montréal » et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant 21 jours, soit du 12 juillet 2021 au 3 août 2021. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant.

La durée de validité de la soumission est de 180 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 30 janvier 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune décision antérieure

DESCRIPTION

De façon plus précise, le SMRA souhaite faire l'acquisition d'appareils de récupération et diagnostic des gaz réfrigérants pour l'air climatisé des véhicules de la ville de Montréal. Les appareils doivent être compatibles avec le gaz R134a ainsi qu'avec le nouveau gaz moins polluant R1234yf.

Depuis 2018, la Loi sur la protection de l'environnement interdit de remplir le climatiseur d'un véhicule d'un fluide frigorigène contenant une substance qui appauvrit la couche d'ozone et de rejeter un fluide frigorigène dans l'environnement. Le potentiel de réchauffement planétaire (PRP) est une mesure qui permet d'examiner la capacité de chaque gaz à effet de serre à piéger la chaleur dans l'atmosphère, par rapport au dioxyde de carbone (CO2) qui a un PRP de 1. Le Groupe d'expert intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a présenté les valeurs du PRP sur 100 ans dans son dernier

rapport. Le PRP du gaz R1234yf est de 4 tandis que la valeur du R134a a été établie a 1430 ce qui dépasse largement la valeur maximum recommandée de 150 PRP.

Par conséquent, depuis 2018, le SMRA retrouve dans le parc de véhicules, les deux (2) types de gaz. Les appareils sont donc nécessaires pour l'ensemble des interventions qui nécessitent de retirer les gaz réfrigérants et de les réinsérer par la suite pour les véhicules contenants l'un ou l'autre de ces gaz.

Les ateliers suivants recevront les appareils:

Nombre	Adresse
1	350-A Montée de l'église, Montréal - Arrondissement Île Bizard
1	14150 Gouin ouest, Montréal - Arrondissement Pierrefonds
1	2120, rue Madison, Montréal - Arrondissement Côte des Neiges Notre-Dame de Graâce
1	6552 rue St-Patrick, Montréal - Arrondissement Sud-Ouest
1	7277, rue Cordner, Montréal - Arrondissement Lasalle
1	600 av. de la Gare de Triage, Montréal - Arrondissement Outremont
1	1455, rue Bercy, Montréal - Arrondissement de Ville-Marie
1	1501, rue Bercy, Montréal - Arrondissement Plateau Mont-Royal
2	1350, rue Des Carrières, Montréal - Arrondissement Rosemont Petite-Patrie
1	7900, rue De La Salette, Montréal - Arrondissement St-Léonard
2	3535, 36e Avenue, Montréal - Arrondissement Rivière des Prairies Pointe aux Trembles

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, il y a eu deux (2) preneurs du cahier des charges. Sur ce nombre, un (1) seul a remis une soumission (50 %).

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
UAP inc.	125 802,77 $	0$	125 802,77 $
Dernière estimation réalisée ($)	261 568,13 $	0$	261 568,13 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-135 765,36 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-51,90 %

L'estimation a été effectuée en avril - mai 2021 en consultant les prix offerts par plusieurs commerçants via leur site internet.

L’écart favorable à la Ville de Montréal entre l'estimation et le plus bas soumissionnaire conforme peut s’expliquer par le fait que le marché s’élargit. En effet, les récentes mises à jour de la législation sur les halocarbures, forcent les fournisseurs a offrir davantage de produits permettant une saine gestion des gaz à effet de serre. Par conséquent, l'arrivée de nouveaux produits sur les marchés entraîne naturellement une baisse de prix pour les consommateurs.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle ont été effectuées par le Service de l'approvisionnement le 3 août 2021.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001 émis le 16 mars 2021, une évaluation de risque a été effectuée par les professionnels du SMRA. L'analyse nous démontre un risque faible. Par conséquent, l'évaluation de l'adjudicataire n'est pas requise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le plus bas soumissionnaire conforme, UAP inc., s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant estimé de 125 802,77 $, incluant les taxes.
Les sommes nécessaires au présent dossier sont prévues au PDI du Service du matériel roulant et des ateliers dans le Programme 68103 - Programme de remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés et seront financées par les règlements d'emprunts 20-015: Remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés (CM20 0422)

Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.

Les bons de commande seront émis en 2021 et les appareils seront livrés en 2022.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle puisque le dossier traite d'acquisition d'appareil permettant de rencontrer les exigences législatives en matière de saine gestion des halocarbures.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce dossier permet de rencontrer les exigences de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement et du Règlement sur les halocarbures du gouvernement du Québec.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 8 septembre 2021

Conseil municipal: 27 septembre 2021

Émission du bon de commande et rencontre de démarrage: octobre 2021

Fin de la livraison des appareils en 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Badre Eddine SAKHI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Laine FORCIER
Agente de recherche

Tél : N/A
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-20

Alain GAUVREAU
Chef de division atelier mecanique ouestr

Tél : 514 872-8614
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dave ST-PIERRE
Directeur de service
Tél :
Approuvé le : 2021-08-24

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1215382017*
Unité administrative responsable : *33- Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : *Accorder un contrat à UAP inc., pour la fourniture de treize (13) unités de récupération et de diagnostic des gaz réfrigérants de climatiseur - Dépense totale de 125 802,77$, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18881 - (un seul soumissionnaire)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*		X	
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *« aucune contribution »*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *« aucune contribution »*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1215382017

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à UAP inc., pour la fourniture de treize (13) unités de récupération et de diagnostic des gaz réfrigérants de climatiseur - Dépense totale de 125 802,77$, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18881 - (un seul soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18881 TCP.pdf 21-18881 Intervention.pdf 21-18881 Detcah.pdf 21-18881 PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Badre Eddine SAKHI
Agent d'approvisionnement niv. 2
Tél : 514-872-4542

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-23

Denis LECLERC
C/S app.strat.en biens
Tél : (514) 217-3536
Division : Direction -Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18881

No du GDD : 1215382017

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de 13 unités de récupération et de diagnostic des gaz réfrigérants de climatiseur

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 7 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 3 - 8 - 2021

Ouverture faite le : 3 - 8 - 2021

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 30 - 1 - 2022

Date d'échéance révisée : 30 - 1 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
UAP inc.	125 802,77 $	√	

Information additionnelle

(1) Désistement : (1) manque de temps

Préparé par : Badre Eddine Sakhi

Le 23 - 8 - 2021

Numéro d'appel d'offres	21-18881
Titre de l'appel d'offres	Acquisition de 13 unités de récupération et de diagnostic des gaz réfrigérants de climatiseur
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire

Description	Numéro d'item	Description d'item	Quantité prévisionnelle	Unité de mesure	UAP inc.
			A		B
Acquisition de 13 unités de récupération et de diagnostic des gaz réfrigérants de climatiseur, le tout conformément au cahier des charges	1	Appareil - A/C 2 GAZ (R134a, R1234YF) comprenant : - Écran graphique tactile (7 po min) - Compatibilité avec les 2 fluides R134 et R1234YF - Pompe à vide de 6 pi.cube / minute min. - Deux jeux de tuyaux d'entretien (120 po) - Fonction de purge des tuyaux - Imprimante thermique - Identificateur de gaz - Deux réservoirs de fluide réfrigérant de 30 lbs min. - Compatible pour les véhicules hybrides - Housse	13	Chaque	**8 416,73 $**

Sous total	109 417,49 $
tps	5 470,87 $
tvq	10 914,39 $
Mttc	**125 802,77 $**

Numéro d'appel d'offres	21-18881
Titre de l'appel d'offres	Acquisition de 13 unités de récupération et de diagnostic des gaz réfrigérants de climatiseur
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire

Description	Numéro d'item	Description d'item	Quantité prévisionnelle	Unité de mesure	UAP inc.
			A		B

Analyse administrative des soumissionnaires (1)					UAP inc.
				Requis	
				FS	1168815836
				seao	1168815836
				Date d'immatriculation	2013-01-10
			Signature	Oui	Conforme
Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)				Oui	Conforme
Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)				Oui	Conforme
Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»				Oui	Conforme
Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»				Oui	Conforme
Vérification dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)				Oui	Non inscrit

	Non-conforme
	Correction - Erreur de calcul
	Plus bas soumissionnaire conforme
	Liste des firmes à rendement insatisfisant

Vérifié par : Badre Sakhi **Date :** 5 août 2021

2 preneurs cahier des charges	
1 soumissionnaire	
Nombre désistement	Raison
1	Manque de temps

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18881
Numéro de référence : 1509044
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition de 13 unités de récupération et de diagnostic des gaz réfrigérants de climatiseur

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Traction Pièces-Véhicules lourds 2500, rue la Métropole Longueuil, QC, J4G1E6 http://www.traction.com NEQ : 1168815836	Madame Manon Codère Téléphone : 450 463-0067 Télécopieur : 450 463-0875	**Commande : (1929400)** 2021-08-02 10 h 46 **Transmission :** 2021-08-02 10 h 46	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
UAP 7025 Ontario Est Montréal, QC, H1N 2B3 NEQ : 1168815836	Monsieur Richard Lachapelle Téléphone : 514 252-1127 Télécopieur : 514 251-6555	**Commande : (1924221)** 2021-07-13 7 h 37 **Transmission :** 2021-07-13 7 h 37	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1215382017

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à UAP inc., pour la fourniture de treize (13) unités de récupération et de diagnostic des gaz réfrigérants de climatiseur - Dépense totale de 125 802,77$, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18881 - (un seul soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1215382017 - acquisition 13 unités de récupération et diagnostic des gaz pour Arr.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-24

Viorica ZAUER
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-4674
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.009

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1213673005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Accorder à Solotech inc. le contrat pour l'acquisition des équipements d'éclairage du MEM - Centre des mémoires montréalaises - Autoriser une dépense de 518 258,25 $, toutes taxes incluses, (contrat de 493 579,28 $, toutes taxes incluses + contingences de 24 678,97 $, toutes taxes incluses), conformément aux documents d'appel d'offres public 21-18867 (quatre soumissionnaires).

Il est recommandé :
1. d'accorder à Solotech inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'acquisition d'équipements d'éclairage pour le MEM - Centre des mémoires montréalaises au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 493 579,28 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21 18867;

2. d'autoriser une dépense de 24 678,97 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-08-27 15:31

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1213673005**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Accorder à Solotech inc. le contrat pour l'acquisition des équipements d'éclairage du MEM - Centre des mémoires montréalaises - Autoriser une dépense de 518 258,25 $, toutes taxes incluses, (contrat de 493 579,28 $, toutes taxes incluses + contingences de 24 678,97 $, toutes taxes incluses), conformément aux documents d'appel d'offres public 21-18867 (quatre soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la culture a élaboré un important projet au centre-ville de Montréal, au cœur du Quartier des Spectacles. Il s'agit d'une relocalisation du Centre d'histoire de Montréal (CHM), dont la mission a été redéfinie et dont le nom a été changé pour MEM - Centre des mémoires montréalaises (MEM). Celui-ci offrira aux citoyens.nes, aux Montréalaises et Montréalais, visiteurs.euses de passage, festivaliers.ières et touristes, un espace identitaire montréalais vibrant au rythme de l'actualité, connecté à la profondeur de l'histoire de la ville tout en se projetant dans son futur. Ce nouveau lieu à vocation culturelle sera aménagé dans un espace de près de 3 200 m2 à l'étage d'un complexe multifonctionnel, au carrefour mythique du boulevard Saint-Laurent et de la rue Sainte-Catherine.
La mission du MEM s'inscrit dans la vision 2030 de la Ville, en ce qu'elle vise, à titre de musée citoyen, à valoriser la diversité des identités montréalaises et la richesse de leurs histoires à travers des expériences humaines authentiques et inclusives, où les citoyen.nes se racontent et se rencontrent.

Le projet prévoit l'aménagement de divers espaces dont des espaces publics, un espace pour une exposition temporaire (renouvelée tous les 18 mois) et un autre pour l'exposition permanente (en place pour une durée de 10 ans). Les espaces publics comprennent notamment des ateliers éducatifs, des points de repère mettant en valeur des éléments phares et identitaires de Montréal, une boutique-café et un cabaret (salle multifonctionnelle) qui inclura une œuvre d'art public réalisée en co-création avec les citoyens.nes.

Pour réaliser le projet d'aménagement et l'expérience du MEM, diverses interventions ont

été planifiées et les travaux ont été regroupés cette année en six lots principaux, lesquels feront chacun l'objet d'un appel d'offres et d'un sommaire décisionnel distincts.

Ces lots se décrivent comme suit pour l'année 2021 : 1) services professionnels pour la réalisation de productions audiovisuelles, multimédias et d'interactifs numériques du MEM , 2) achat d'équipements audiovisuels et services d'intégration technique, 3) fabrication et installation de mobilier, d'éléments muséographiques et d'impressions graphiques pour les espaces publics et l'exposition temporaire, 4) acquisition d'équipements d'éclairage, 5) fourniture, installation et mise en marche sur site de systèmes professionnels d'éclairage, de sonorisation et de projection pour la salle multifonctionnelle, 6) fabrication et installation de mobilier, d'éléments muséographiques et d'impressions graphiques pour l'exposition permanente. En 2022, un autre sommaire décisionnel en lien avec la signalisation extérieure du MEM sera soumis aux instances.

Le présent sommaire décisionnel vise l'octroi du quatrième contrat de cette série, soit celui concernant l'acquisition d'équipements d'éclairage pour le MEM - Centre des mémoires montréalaises.

L'appel d'offres public 21-18867, publié le 28 juin 2021 dans le Journal de Montréal, ainsi que dans le Système Électronique d'Appel d'Offres (SEAO) du gouvernement du Québec, a accordé aux soumissionnaires un délai de quarante-deux (42) jours pour obtenir les documents nécessaires auprès du SEAO et déposer leur soumission. Les soumissions demeurent valides pour une période de cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit le 23 décembre 2021.

Quatre (4) addendas ont été publiés et la nature de ceux-ci est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	**Date d'émission**	**Description**	**Impact monétaire**
No. 1	2021-07-09	L'addenda était pour informer les fournisseurs du changement de l'agent d'approvisionnement et leur transmettre le nom de la personne désormais responsable.	Non
No. 2	2021-07-19	L'addenda concernait la modification pour la date d'ouverture ainsi que la clarification de certaines clauses pour les délais et les pénalités de livraison.	Non
No. 3	2021-07-22	L'addenda concernait des précisions de nature technique pour certains items figurant au bordereau de prix.	Non
No. 4	2021-07-26	L'addenda concernait des précisions quant à la quantité de deux items figurant au bordereau de prix.	Non

L'addenda no 2 a eu impact sur la date d'ouverture des soumissions, prévue initialement pour le 3 août, qui a été reportée au 10 août 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM-21-0961- 23 août 2021- Accorder un contrat de services professionnels à Halo Création tm Studio Plasma inc.), pour la production et la réalisation de contenus multimédias, audiovisuels et d'interactifs numériques pour les espaces publics et l'exposition permanente du MEM - Centre des mémoires montréalaises - Dépense totale de 1 093 983,62 $, taxes

incluses - Appel d'offres public 21-18793 (3 soumissionnaires)
CM21-0931- 23 août 2021- Octroyer un contrat de biens et services à XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC, pour l'achat d'équipements audiovisuels et de services d'intégration technique pour le projet du MEM - CENTRE DES MÉMOIRES MONTRÉALAISES. Autoriser une dépense totale de 517 755,00 $, toutes taxes incluses, (contrat de 493 100,00 $ et contingences de 24 655,00 $, toutes taxes incluses), dépenses conformes aux documents d'appel d'offres public 21- 18839 (2 soumissionnaires conformes).

CM21-0937- 23 août 2021 - Accorder à Atelier La Boutique, le contrat pour le lot 1 et à Acmé décors inc., le contrat pour le lot 2, pour la fabrication et l'installation de mobilier, d'éléments muséographiques et d'impressions graphiques pour les espaces publics et temporaires du MEM - Centre des mémoires montréalaises; Autoriser une dépense de 1 057 768,63 $, toutes taxes incluses, pour le lot 1 (contrat de 961 608,04 $ + contingences/incidence de 96 160,59 $, toutes taxes incluses), et une dépense de 368 292,52 $, toutes taxes incluses, pour le lot 2 (contrat de 334 811,80 $ + contingences/incidence de 33 480,72 $, toutes taxes incluses), dépenses conformes aux documents d'appel d'offres public 21-18820 (5 soumissionnaires avec grille d'évaluation et de pondération et système à deux enveloppes).

CE 21 1161- 30 juin 2021- Approuver l'entente d'exposition entre le MEM-Centre des mémoires montréalaises et l'Empathy Museum, musée situé à Londres pour la reproduction et la présentation de l'exposition « Un mille dans mes souliers » / Autoriser une dépense 26 000 livres sterling, soit 44 523 $ canadiens à cet effet.

CM-21 0744 - 14 juin 2021 - Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Raphaëlle de Groot, artiste professionnelle, au montant maximal de 218 452,50 $ taxes incluses (contrat : 206 955 $ taxes incluses + contingences : 11 497,50 $ taxes incluses), pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "Circuit de mémoire" (titre provisoire) intégrée au MEM - Centre des mémoires montréalaises / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser une dépense totale de 227 792,60$ dont des incidences de 9340,10 $.

CE-20 1789 - 11 novembre 2020 - Autoriser le Service de la culture à tenir un concours par avis public pour une œuvre d'art public participative pour le MEM - Centre des mémoires montréalaises. Autoriser une dépense de 45 990 $, taxes incluses, pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'œuvre d'art et les dépenses générales du projet.

CM19 0914 - 19 août 2019 - Octroyer un contrat à l'entreprise GSM Project création inc. dans le cadre du concours pluridisciplinaire pour la création de l'expérience muséale du MEM -Mémoire des Montréalais.es au montant de 1 161 010,65 $, taxes incluses, pour la réalisation du projet. Autoriser une dépense totale de 1 390 960,65 $ taxes incluses.

CE18 1462 - 29 août 2018 - Autoriser le Service de la culture à tenir un concours pluridisciplinaire pour la création de l'expérience muséale inaugurale dans le cadre de la réalisation du nouveau Centre d'histoire de Montréal. Approuver le règlement du concours.

CM17 0624 - 16 mai 2017 - Règlement autorisant un emprunt de 10 636 000 $ pour le financement des travaux d'aménagements muséaux dans le cadre du projet de localisation du Centre d'histoire de Montréal au carré Saint-Laurent.

CM16 1446 - 20 décembre 2016 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de Gestion Saint-Laurent Angus inc., à des fins culturelles, des espaces d'une superficie d'environ 3 188 mètres carrés, au 1er étage, de l'immeuble situé à l'intersection de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent, pour une période de 6 ans et 9 mois, à compter du 1er avril 2019, pour un loyer total de 13 187 038,68 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

L’adjudicataire aura pour mandat de faire l’acquisition et la livraison d’équipements d’éclairage prévus pour tous les espaces du MEM. Une fois les équipements livrés, ceux-ci seront entreposés au MEM jusqu’à leur installation. Le décaissage est prévu suivant la livraison.

JUSTIFICATION

Dans le respect des règles des appels d'offres publics et avec l'accompagnement du Service de l'approvisionnement, le 10 août 2021, à la suite de l’évaluation de conformité technique, quatre soumissions ont été jugées conformes.

Le tableau ci-dessous présente le résultat de l'appel d'offres public 21-18867 pour lequel il y a eu six (6) preneurs du cahier des charges pour ces lots, parmi lesquels quatre (4) ont déposé une soumission (67 %).

Un suivi a été effectué auprès des autres preneurs du cahier des charges afin de connaître les raisons pour lesquelles ils n’ont pas déposé de soumission. La raison principale pour laquelle les autres fournisseurs preneurs du cahier de charge n’ont pas participé à l’appel d’offres repose sur la période d’affichage qui était durant les vacances de la construction et sur le fait qu’ils n’avaient pas suffisamment de temps ou encore les ressources nécessaires pour rédiger leur soumission, et ce, malgré la prolongation.

Compte tenu que le contrat a été adjugé au plus bas soumissionnaire conforme, la soumission proposée par SOLOTECH INC., est la plus basse et répond aux exigences de conformités techniques exprimées dans les documents de l'appel d'offres.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (sans taxes)	**TOTAL** (taxes incluses)
SOLOTECH INC.	**429 292,70 $**	**493 579,28 $**
Groupe Specs-9125-5661 Québec inc.	430 495,17 $	494 961,82 $
YXY Technologies	443 566,16 $	509 990,19 $
Lumen Division de Sonepar Canada inc.	Non conforme	Non conforme
Dernière estimation réalisée	**406 302,00 $**	**467 145,72 $**
Écart entre l’adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l’adjudicataire – estimation)* : **26 433,56 $ (taxes incluses)** Écart entre l’adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l’adjudicataire – estimation) / estimation) x 100* : **5,7 %**		
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l’adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire) :* **1 382,54 $** Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l’adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100* : **+ 0,3 %**		

Les montants inscrits dans le présent tableau comprennent les taxes applicables au moment de la date d’ouverture des soumissions.

L'adjudicataire, SOLOTECH INC. possède une importante et solide expertise en installation

et mise en marche sur site de systèmes professionnels d'éclairage, de sonorisation et de projection pour des espaces comparables à ceux du MEM ainsi que pour des projets d'envergure internationale. Cette firme, enracinée au Québec depuis 1977, est passée du stade de fournisseur local à un leader mondial en audiovisuel et technologie du divertissement, tout en innovant et se développant davantage à chaque année.

L'adjudicataire recommandé n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et ne s'est pas rendu non-conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-21-001, l'évaluation du rendement de l'adjudicataire n'est pas requise dans ce dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le projet fait partie des dépenses prévues au Programme triennales d'immobilisations (PTI) du Service de la culture - règlement d'emprunt de compétence locale #17-065 Centre d'histoire Carré St-Laurent.
Une contingence de 5 % est ajoutée, soit 21 464,64 $ (hors taxes), soit 24 678,97 $ (toutes taxes incluses) et 22 535,19 $ (net de ristourne).
Le coût de ce contrat est de 429 292,70 $ (hors taxes), soit 493 579,28 $ (toutes taxes incluses) et 450 703,67 $ (net de ristourne).

La dépense totale de ce contrat sera de 450 757,34 (hors taxes), soit 518 258,25 $ (toutes taxes incluses) et 473 238,86 $ (net de ristourne).

Il sera financé par le règlement d'emprunt #17-065 Centre d'histoire.
Ce budget requis, net de ristourne, (en milliers de $) pour donner suite à ce dossier, est prévu et disponible pour le PDI 2021-2030 et est réparti comme suit pour chacune des années :

2021	2022
331	142

Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.

MONTRÉAL 2030

Le dossier contribue à l'atteinte des engagements de Montréal 2030 en transition écologique. (voir Grille pièce jointe). Il s'agit d'un dossier d'achat d'équipements qui exige du fournisseur qu'il propose du matériel éco-énergétique et durable, lequel matériel doit s'intégrer dans le mobilier ou les infrastructures du MEM.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cet appel d'offre est le quatrième lot de six qui permettront de réaliser l'expérience muséale du MEM.
L''octroi de contrat aura un impact sur les dépenses du PTI 2020-2022, dont le décaissé principal est prévu en 2021.

Des retards d'approvisionnement peuvent survenir en raison des délais de livraison causés par les impacts de la COVID sur les fournisseurs.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le projet se réalise en conformité avec les consignes de la sécurité publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune communication n'est prévue à cette étape du projet.
Lors de l'inauguration, un plan de communication spécifique sera réalisé en étroite collaboration avec le Service des communications qui parraine le MEM dans l'élaboration de stratégies communicationnelles.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage au CE : 8 septembre 2021
Passage au CM : 27 septembre 2021
Contrat : Fin septembre 2021
Livraison : Décembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Patrice P BLANCHETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda ROUGEAU
Assistante-Événements culturels

Tél : 514 872-0238
Télécop. : 514 872-9645

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-19

Annabelle LALIBERTÉ
Chef de division-MEM-mémoire des montréalais

Tél : 514 872-3216
Télécop. : 514 872-9645

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marie-Odile MELANÇON
Chef de division - programmation et diffusion par interim
Tél : 514 872-7404
Approuvé le : 2021-08-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dominique GAZO
Directrice Service de la culture par intérim

Tél : 514.872.9258
Approuvé le : 2021-08-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1213673005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Objet :	Accorder à Solotech inc. le contrat pour l'acquisition des équipements d'éclairage du MEM - Centre des mémoires montréalaises - Autoriser une dépense de 518 258,25 $, toutes taxes incluses, (contrat de 493 579,28 $, toutes taxes incluses + contingences de 24 678,97 $, toutes taxes incluses), conformément aux documents d'appel d'offres public 21-18867 (quatre soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18867_TCP.pdf 21-18867 SEAO_Liste des commandes.pdf 21-18867 PV.pdf

21-18867 intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patrice P BLANCHETTE
Agent d'approvisionnement niv.2
Tél : 514-872-5514

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-20

Richard DAGENAIS
Chef de section app. strat. en biens
Tél : 514-872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18867

No du GDD : 1213673005

Titre de l'appel d'offres : Acquisition d'équipements d'éclairage pour le MEM - Centre des mémoires montréalaises

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 6 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 3 - 8 - 2021

Ouverture faite le : 10 - 8 - 2021

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 26 - 7 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 80

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 8 - 12 - 2021

Date d'échéance révisée : 8 - 12 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Solotech inc	493 579,28 $	√	
9125-5661 Québec inc (Groupe SPECS)	494 961,88 $		
XYZ Technologie Culturelle inc.	509 990,19 $		
LUMEN, Division de Sonepar Canada inc.	731 104,52 $		

Information additionnelle

Aucun retour pour le désistement

Préparé par : Patrice Blanchette

Le 20 - 8 - 2021

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18867

Agent d'approvisionnement
Patrice Blanchette

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Prix unitaires	Données: Montant sans taxes	Données: Montant taxes incluses
Solotech inc.									
	0	0	1	Palco: I.PLCLV-1-37-930-MD-01	31	unitaire	298,60 $	9 256,60 $	10 642,78 $
			2	Palco: I.PLCLV-1-37-930-MD-02	18	unitaire	207,20 $	3 729,60 $	4 288,11 $
			3	Lentille: # 2.719.689.01	10	unitaire	9,40 $	94,00 $	108,08 $
			4	P30SK: P30SK-B-TE2-HD6	50	unitaire	310,80 $	15 540,00 $	17 867,12 $
			5	P30SK: P30SK-W-TE2-	50	unitaire	280,50 $	14 025,00 $	16 125,24 $
			6	Colorsource Spot Jr: CSSPOTJR2550	16	unitaire	852,30 $	13 636,80 $	15 678,91 $
			7	Colorsource Spot Jr: CSSPOTJR2550-1	18	unitaire	1 074,10 $	19 333,80 $	22 229,04 $
			8	Reflected Water 4:	8	unitaire	14,20 $	113,60 $	130,61 $
			9	Leaf Breakup: #77119	18	unitaire	14,20 $	255,60 $	293,88 $
			10	Irideon: IRFPZ-40-80-120-T-X	151	unitaire	981,00 $	148 131,00 $	170 313,62 $
			11	Irideon: IRFPZ-40-80-120-T-X-1	86	unitaire	981,00 $	84 366,00 $	96 999,81 $
			12	Source Four Mini LED: 4ML-30-90-120-	1	unitaire	628,60 $	628,60 $	722,73 $
			13	Source Four Mini LED: 4ML-30-90-120-	1	unitaire	628,60 $	628,60 $	722,73 $
			14	Source Four Mini LED: 4ML-30-90-120-	2	unitaire	628,60 $	1 257,20 $	1 445,47 $
			15	Source Four Mini LED: 4ML-30-90-120-	10	unitaire	628,60 $	6 286,00 $	7 227,33 $
			16	Color source PAR: 7412A1005	16	unitaire	1 117,00 $	17 872,00 $	20 548,33 $
			17	Irideon: IRWLZ-40-80-120-T-X	70	unitaire	859,20 $	60 144,00 $	69 150,56 $
			18	Irideon: IRWLZ-40-80-120-T-X-1	25	unitaire	855,00 $	21 375,00 $	24 575,91 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18867

Agent d'approvisionnement
Patrice Blanchette

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Prix unitaires	Données: Montant sans taxes	Données: Montant taxes incluses
Solotech inc.	0	0	19	Studio et accessoires: 1770-BO-830-40-120-01-	53	unitaire	238,10 $	12 619,30 $	14 509,04 $
			20	Frais de transport et livraison	1	unitaire	- $	- $	- $
Total (Solotech inc.)								**429 292,70 $**	**493 579,28 $**
9125-5661 Québec inc									
	0	0	1	Palco: I.PLCLV-1-37-930-MD-01	31	unitaire	194,44 $	6 027,64 $	6 930,28 $
			2	Palco: I.PLCLV-1-37-930-MD-02	18	unitaire	150,00 $	2 700,00 $	3 104,33 $
			3	Lentille: # 2.719.689.01	10	unitaire	6,67 $	66,70 $	76,69 $
			4	P30SK: P30SK-B-TE2-HD6	50	unitaire	250,20 $	12 510,00 $	14 383,37 $
			5	P30SK: P30SK-W-TE2-	50	unitaire	250,20 $	12 510,00 $	14 383,37 $
			6	Colorsource Spot Jr: CSSPOTJR2550	16	unitaire	1 098,93 $	17 582,88 $	20 215,92 $
			7	Colorsource Spot Jr: CSSPOTJR2550-1	18	unitaire	1 099,14 $	19 784,52 $	22 747,25 $
			8	Reflected Water 4:	8	unitaire	23,83 $	190,64 $	219,19 $
			9	Leaf Breakup: #77119	18	unitaire	23,83 $	428,94 $	493,17 $
			10	Irideon: IRFPZ-40-80-120-T-X	151	unitaire	1 003,90 $	151 588,90 $	174 289,34 $
			11	Irideon: IRFPZ-40-80-120-T-X-1	86	unitaire	1 003,90 $	86 335,40 $	99 264,13 $
			12	Source Four Mini LED: 4ML-30-90-120-	1	unitaire	743,88 $	743,88 $	855,28 $
			13	Source Four Mini LED: 4ML-30-90-120-	1	unitaire	743,88 $	743,88 $	855,28 $
			14	Source Four Mini LED: 4ML-30-90-120-	2	unitaire	743,88 $	1 487,76 $	1 710,55 $
			15	Source Four Mini LED: 4ML-30-90-120-	10	unitaire	743,88 $	7 438,80 $	8 552,76 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18867

Agent d'approvisionnement
Patrice Blanchette

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Prix unitaires	Données: Montant sans taxes	Données: Montant taxes incluses
9125-5661 Québec inc	0	0	16	Color source PAR: 7412A1005	16	unitaire	1 143,10 $	18 289,60 $	21 028,47 $
			17	Irideon: IRWLZ-40-80-120-T-X	70	unitaire	879,23 $	61 546,10 $	70 762,63 $
			18	Irideon: IRWLZ-40-80-120-T-X-1	25	unitaire	879,23 $	21 980,75 $	25 272,37 $
			19	Studio et accessoires: 1770-BO-830-40-120-01-	53	unitaire	161,11 $	8 538,83 $	9 817,52 $
			20	Frais de transport et livraison	1	unitaire	- $	- $	- $
Total (9125-5661 Québec inc)								**430 495,22 $**	**494 961,88 $**
XYZ Technologie Culturelle inc.									
	0	0	1	Palco: I.PLCLV-1-37-930-MD-01	31	unitaire	256,58 $	7 953,98 $	9 145,09 $
			2	Palco: I.PLCLV-1-37-930-MD-02	18	unitaire	179,78 $	3 236,04 $	3 720,64 $
			3	Lentille: # 2.719.689.01	10	unitaire	7,98 $	79,80 $	91,75 $
			4	P30SK: P30SK-B-TE2-HD6	50	unitaire	298,59 $	14 929,50 $	17 165,19 $
			5	P30SK: P30SK-W-TE2-	50	unitaire	298,59 $	14 929,50 $	17 165,19 $
			6	Colorsource Spot Jr: CSSPOTJR2550	16	unitaire	1 109,29 $	17 748,64 $	20 406,50 $
			7	Colorsource Spot Jr: CSSPOTJR2550-1	18	unitaire	1 109,51 $	19 971,18 $	22 961,86 $
			8	Reflected Water 4:	8	unitaire	14,47 $	115,76 $	133,10 $
			9	Leaf Breakup: #77119	18	unitaire	14,47 $	260,46 $	299,46 $
			10	Irideon: IRFPZ-40-80-120-T-X	151	unitaire	1 013,36 $	153 017,36 $	175 931,71 $
			11	Irideon: IRFPZ-40-80-120-T-X-1	86	unitaire	1 013,36 $	87 148,96 $	100 199,52 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18867

Agent d'approvisionnement
Patrice Blanchette

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Prix unitaires	Données: Montant sans taxes	Données: Montant taxes incluses
XYZ Technologie Culturelle inc.	0	0	12	Source Four Mini LED: 4ML-30-90-120-	1	unitaire	750,89 $	750,89 $	863,34 $
			13	Source Four Mini LED: 4ML-30-90-120-	1	unitaire	750,89 $	750,89 $	863,34 $
			14	Source Four Mini LED: 4ML-30-90-120-	2	unitaire	750,89 $	1 501,78 $	1 726,67 $
			15	Source Four Mini LED: 4ML-30-90-120-	10	unitaire	750,89 $	7 508,90 $	8 633,36 $
			16	Color source PAR: 7412A1005	16	unitaire	1 153,87 $	18 461,92 $	21 226,59 $
			17	Irideon: IRWLZ-40-80-120-T-X	70	unitaire	887,52 $	62 126,40 $	71 429,83 $
			18	Irideon: IRWLZ-40-80-120-T-X-1	25	unitaire	887,52 $	22 188,00 $	25 510,65 $
			19	Studio et accessoires: 1770-BO-830-40-120-01-	53	unitaire	205,40 $	10 886,20 $	12 516,41 $
			20	Frais de transport et livraison	1	unitaire	- $	- $	- $
Total (XYZ Technologie Culturelle inc.)								**443 566,16 $**	**509 990,19 $**
LUMEN, Division de Sonepar Canada inc.									
	0	0	1	Palco: I.PLCLV-1-37-930-MD-01	31	unitaire	240,70 $	7 461,70 $	8 579,09 $
			2	Palco: I.PLCLV-1-37-930-MD-02	18	unitaire	185,20 $	3 333,60 $	3 832,81 $
			3	Lentille: # 2.719.689.01	10	unitaire	82,50 $	825,00 $	948,54 $
			4	P30SK: P30SK-B-TE2-HD6	50	unitaire	307,24 $	15 362,00 $	17 662,46 $
			5	P30SK: P30SK-W-TE2-	50	unitaire	307,24 $	15 362,00 $	17 662,46 $
			6	Colorsource Spot Jr: CSSPOTJR2550	16	unitaire	1 650,00 $	26 400,00 $	30 353,40 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18867

Agent d'approvisionnement
Patrice Blanchette

Conformité	Oui

								Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LUMEN, Division de Sonepar Canada inc.	0	0	7	Colorsource Spot Jr: CSSPOTJR2550-1	18	unitaire	1 651,00 $	29 718,00 $	34 168,27 $
			8	Reflected Water 4:	8	unitaire	50,00 $	400,00 $	459,90 $
			9	Leaf Breakup: #77119	18	unitaire	50,00 $	900,00 $	1 034,78 $
			10	Irideon: IRFPZ-40-80-120-T-X	151	unitaire	1 507,00 $	227 557,00 $	261 633,66 $
			11	Irideon: IRFPZ-40-80-120-T-X-1	86	unitaire	1 507,00 $	129 602,00 $	149 009,90 $
			12	Source Four Mini LED: 4ML-30-90-120-	1	unitaire	1 118,00 $	1 118,00 $	1 285,42 $
			13	Source Four Mini LED: 4ML-30-90-120-	1	unitaire	1 118,00 $	1 118,00 $	1 285,42 $
			14	Source Four Mini LED: 4ML-30-90-120-	2	unitaire	1 118,00 $	2 236,00 $	2 570,84 $
			15	Source Four Mini LED: 4ML-30-90-120-	10	unitaire	1 118,00 $	11 180,00 $	12 854,21 $
			16	Color source PAR: 7412A1005	16	unitaire	1 716,00 $	27 456,00 $	31 567,54 $
			17	Irideon: IRWLZ-40-80-120-T-X	70	unitaire	1 319,00 $	92 330,00 $	106 156,42 $
			18	Irideon: IRWLZ-40-80-120-T-X-1	25	unitaire	1 319,00 $	32 975,00 $	37 913,01 $
			19	Studio et accessoires: 1770-BO-830-40-120-01-	53	unitaire	199,00 $	10 547,00 $	12 126,41 $
			20	Frais de transport et livraison	1	unitaire	- $	- $	- $
Total (LUMEN, Division de Sonepar Canada inc.)								**635 881,30 $**	**731 104,52 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18867
Numéro de référence : 1504305
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition d'équipements d'éclairage pour le MEM - Centre des mémoires montréalaises

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9125-5661 Quebec Inc. (Groupe Specs) 1187 boulevard St-Joseph 2 Gatineau, QC, J8Z 2C3 NEQ : 1161283594	Monsieur Claude Regimbald Téléphone : 819 484-2206 Télécopieur :	**Commande : (1919757)** 2021-06-29 10 h 41 **Transmission :** 2021-06-29 10 h 41	3560060 - 21-18867_Addenda 1 2021-07-09 13 h 34 - Courriel 3564491 - 21-18867 Addenda No 2_Report de date_ Modifications 2021-07-19 10 h 58 - Courriel 3566245 - 21-18867 Addenda No 3_Questions&Réponses 2021-07-22 15 h 35 - Courriel 3567115 - 21-18867 Addenda No 4_Q&R_Modification 2021-07-26 17 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CETEC GEOUP 1400 Walkers Point unit 1 Gravenhurst, ON, P1P 1R2 http://www.cetecgroup.ca NEQ :	Monsieur CETEC GROUP Téléphone : 514 835-0556 Télécopieur :	**Commande : (1919706)** 2021-06-29 10 h 13 **Transmission :** 2021-06-29 10 h 13	3560060 - 21-18867_Addenda 1 2021-07-09 13 h 34 - Courriel 3564491 - 21-18867 Addenda No 2_Report de date_ Modifications 2021-07-19 10 h 58 - Courriel 3566245 - 21-18867 Addenda No 3_Questions&Réponses 2021-07-22 15 h 35 - Courriel 3567115 - 21-18867 Addenda No 4_Q&R_Modification 2021-07-26 17 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Lumen 4950, Louis-B. Mayer Laval, QC, H7P0H7 http://www.lumen.ca NEQ : 1161248001	Monsieur steeve ouellet Téléphone : 418 693-1343 Télécopieur : 418 693-9429	**Commande : (1919597)** 2021-06-29 8 h 31 **Transmission :** 2021-06-29 8 h 31	3560060 - 21-18867_Addenda 1 2021-07-09 13 h 33 - Courriel 3564491 - 21-18867 Addenda No 2_Report de date_ Modifications 2021-07-19 10 h 58 - Courriel 3566245 - 21-18867 Addenda No 3_Questions&Réponses 2021-07-22 15 h 35 - Courriel 3567115 - 21-18867 Addenda No 4_Q&R_Modification 2021-07-26 17 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Lumen 4950, Louis-B. Mayer Laval, QC, H7P0H7 http://www.lumen.ca NEQ : 1161248001	Monsieur steeve ouellet Téléphone : 418 693-1343	**Commande : (1919599)** 2021-06-29 8 h 33 **Transmission :** 2021-06-29 8 h 33	3560060 - 21-18867_Addenda 1 2021-07-09 13 h 34 - Courriel 3564491 - 21-18867 Addenda No 2_Report de date_ Modifications 2021-07-19 10 h 58 - Courriel

		Télécopieur : 418 693-9429		3566245 - 21-18867 Addenda No 3_Questions&Réponses 2021-07-22 15 h 35 - Courriel 3567115 - 21-18867 Addenda No 4_Q&R_Modification 2021-07-26 17 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Solotech Inc. 5200, rue Hochelaga Montréal, QC, H1V 1G3 http://www.solotech.com NEQ : 1162827803	Madame Diana Silva Téléphone : 514 526-7721 Télécopieur : 514 526-7727	**Commande : (1919636)** 2021-06-29 9 h 10 **Transmission :** 2021-06-29 9 h 10	3560060 - 21-18867_Addenda 1 2021-07-09 13 h 33 - Courriel 3564491 - 21-18867 Addenda No 2_Report de date_ Modifications 2021-07-19 10 h 58 - Courriel 3566245 - 21-18867 Addenda No 3_Questions&Réponses 2021-07-22 15 h 35 - Courriel 3567115 - 21-18867 Addenda No 4_Q&R_Modification 2021-07-26 17 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	XYZ Technologie Culturelle Inc 5700 rue Fullum Montréal, QC, H2G 2H7 http://xyz-tc.com NEQ : 1162680186	Madame Appel d'offres Téléphone : 514 340-7717 Télécopieur : 514 658-1254	**Commande : (1920545)** 2021-06-30 15 h 53 **Transmission :** 2021-06-30 15 h 53	3560060 - 21-18867_Addenda 1 2021-07-09 13 h 33 - Courriel 3564491 - 21-18867 Addenda No 2_Report de date_ Modifications 2021-07-19 10 h 58 - Courriel 3566245 - 21-18867 Addenda No 3_Questions&Réponses 2021-07-22 15 h 35 - Courriel 3567115 - 21-18867 Addenda No 4_Q&R_Modification 2021-07-26 17 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1213673005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Objet :	Accorder à Solotech inc. le contrat pour l'acquisition des équipements d'éclairage du MEM - Centre des mémoires montréalaises - Autoriser une dépense de 518 258,25 $, toutes taxes incluses, (contrat de 493 579,28 $, toutes taxes incluses + contingences de 24 678,97 $, toutes taxes incluses), conformément aux documents d'appel d'offres public 21-18867 (quatre soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Immacula CADELY
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-26

Julie NICOLAS
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-7660
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.010

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1219257005

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Excavations Super Inc. pour la réalisation de travaux d'aménagement du pôle famille du parc La Fontaine - phase 1 au montant de 1 897 712,27 $, taxes incluses - Dépense totale de 2 694 751,42 $, taxes incluses (contrat : 1 897 712,27 $ + contingences 379 542,45 $ + variation des quantités 170 794,10 $ + incidences 246 702,60 $) - Appel d'offres public 21-6582 - Quatre soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Les Excavations Super Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réalisation de travaux d'aménagement du pôle famille du parc La Fontaine - phase 1, au montant de 1 897 712,27 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (21-6582);

2. d'autoriser une dépense de 379 542,45 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 170 794,10 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4. d'autoriser une dépense de 246 702,60 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5. de prioriser, pour l'année 2023 et les années suivantes, les dépenses d'entretien au budget de fonctionnement de l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal, au montant de 62 052,24 $ net des ristournes de taxes (dont 52 865,83 $ en rémunération et 9 186,41 $ en biens taxables);

6. de procéder à une évaluation du rendement de Les excavations Super inc.;

7. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale, pour une dépense totale de 2 694 751,42 $, taxes incluses.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-23 14:39

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1219257005**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Excavations Super Inc. pour la réalisation de travaux d'aménagement du pôle famille du parc La Fontaine - phase 1 au montant de 1 897 712,27 $, taxes incluses - Dépense totale de 2 694 751,42 $, taxes incluses (contrat : 1 897 712,27 $ + contingences 379 542,45 $ + variation des quantités 170 794,10 $ + incidences 246 702,60 $) - Appel d'offres public 21-6582 - Quatre soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le pôle famille du parc La Fontaine, situé dans le secteur récréatif, familial et sportif du parc, se caractérise par son cadre bâti et son paysage harmonieux, ainsi que par sa vocation ludique et aquatique maintenue depuis ses origines.
La mise en œuvre du Plan directeur du parc La Fontaine, adopté par les instances en 2018, fait partie des pistes d'action du Plan nature et sports de la Ville de Montréal et s'aligne avec les actions du Plan climat 2020-2030. Ce projet vise la mise aux normes des équipements aquatiques, l'ajout de jeux d'eau et le réaménagement des aires de jeux. Le projet s'inscrit dans le programme de réhabilitation du parc La Fontaine, qui a fait l'objet d'un mandat officiel d'exécution du CE intitulé Mandat d'exécution - Programme de réhabilitation du parc La Fontaine, en date du 10 février 2021.

Le plan d'ensemble du pôle famille a été conçu par Atelier Civiliti inc., Chevalier Morales architectes inc., Tetra Tech et Nadeau foresterie urbaine inc. dont le contrat a été octroyé en 2016. En cours d'exécution, en raison de l'évolution des besoins initiaux et des exigences environnementales, la programmation de l'aménagement du pôle famille a été modifiée, entraînant ainsi un changement de portée du projet. En conséquence, le contrat de la firme a été résilié en juin 2021. La version adaptée du plan d'ensemble a été élaborée par les équipes internes du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) et du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) en collaboration étroite avec Le Plateau-Mont-Royal.

Le projet a été réparti en trois phases dont la première fait l'objet du présent mandat. La phase 1 comprend le secteur est du pôle famille actuellement aménagé en aire de pique-

nique. La phase 2, le secteur central, est constitué du pavillon des baigneurs et des pataugeoires. Le secteur ouest, la phase 3, comprend actuellement les aires de jeux du parc.

La fourniture et l'installation des équipements de jeux sur mesure de la phase 1 relève d'Atmosphäre inc. conformément au contrat 16-6941.

L'appel d'offres public pour l'aménagement du pôle famille - phase 1, publié sur le SÉAO et dans Le Journal de Montréal le 1er juin 2021, a offert aux soumissionnaires un délai de trente-huit (38) jours afin d'obtenir les documents nécessaires sur le site de SÉAO et de déposer leur soumission. La date de dépôt des soumissions a été reportée une fois. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 15 juillet 2021, soit quarante-cinq (45) jours de calendrier après la publication de l'appel d'offres.

Quatre (4) addendas ont été émis lors de cet appel d'offres. Ceux-ci ont permis d'apporter des modifications, des clarifications et des ajouts mineurs requis en réponse aux questions posées par les soumissionnaires, selon la procédure établie. Les modifications et les précisions de l'ensemble des addendas ont eu un faible impact sur le prix. Ils ont été envoyés à tous les preneurs de documents d'appel d'offres, dans les délais prescrits.

NUMÉRO ADDENDA	DATE	CONTENU
1	15 juin 2021	Modifications mineures des quantités de certains items du formulaire de soumission, au cahier des plans et précisions apportées en architecture de paysage, civil, électricité et jeux d'eau.
2	30 juin 2021	Report de la date de dépôt des soumissions du 8 juillet au 15 juillet 2021 afin d'assurer un nombre suffisant de soumissionnaires, modifications de certains items du formulaire de soumission et précisions apportées en architecture de paysage et aux jeux d'eau.
3	5 juillet 2021	Précisions apportées en architecture de paysage.
4	7 juillet 2021	Précisions mineures apportées en architecture de paysage et en électricité.

Selon les termes des clauses des Instructions aux soumissionnaires, inclus au cahier des charges, les soumissions sont valides pour 120 jours suivant la date d'ouverture. Elles sont donc valides jusqu'au 12 novembre 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0743 - 21 juin 2021 - Résilier le contrat de 1 050 238,44 $, taxes incluses, accordé à Atelier Civiliti inc., Chevalier Morales architectes inc., Tetra Tech et Nadeau foresterie urbaine inc. (CM16 0769) relativement à des services professionnels en architecture, en architecture de paysage, en ingénierie et en foresterie urbaine pour l'élaboration de plans et

devis et la surveillance des travaux pour l'aménagement du pôle famille au parc La Fontaine / Retourner dans le compte de provenance les crédits inutilisés de 516 764,91 $, taxes incluses.
CM 18 1375 du 19 novembre 2018 - Adopter le Plan directeur du parc La Fontaine.

CM18 0652 - 28 mai 2018 - Accorder un contrat à Atmosphäre inc. pour la fourniture et l'installation d'équipements de jeux sur mesure dans le cadre de l'aménagement du pôle famille du parc La Fontaine - Dépense totale de 1 033 798,10 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-6941 - (deux soumissionnaires).

CM16 0769 - 21 juin 2016 - Accorder un contrat de services professionnels à Atelier Civiliti inc., Chevalier Morales architectes inc., Tetra Tech et Nadeau foresterie urbaine inc. pour la conception, la réalisation des plans et du cahier des charges et la surveillance des travaux du pôle famille du parc La Fontaine, pour une somme maximale de 1 050 238,44 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15208 (trois soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat à la firme Super Excavation Inc. pour réaliser les travaux d'aménagement du pôle famille du parc La Fontaine - phase 1. L'aire totale à aménager est d'environ
6 300 mètres carrés. Les travaux comprennent notamment :
- L'installation des aires de jeux en fibre de bois et des aires de jeux d'eau;
- La construction des dalles de béton des jeux d'eau et des sentiers en béton en agrégats exposés;
- Des travaux civils incluant le branchement à l'aqueduc et aux égouts et l'installation d'un compteur d'eau, en respect des règlements en vigueur;
- L'installation du mobilier de parc, incluant des bancs sur mesure, des supports à vélo, des corbeilles double à rebuts et à recyclage et une fontaine à boire;
- Des travaux d'éclairage et d'électromécanique divers;
- Des travaux de protection de la végétation existante, de plantation et d'engazonnement;
- La préparation du site pour l'installation des modules de jeux sur mesure fourni et installé par l'entreprise Atmosphäre inc.

Le projet s'inscrit dans la politique d'accessibilité universelle de la Ville.

Pour ce projet, un montant de 379 542,45 $, taxes incluses, représentant 20 % du montant forfaitaire, est requis à titre de budget de contingences. Ce montant est nécessaire afin de faire face aux imprévus qui pourraient surgir durant la réalisation des travaux dont notamment des travaux d'arboriculture.

Un montant de 170 794,10 $, taxes incluses, représentant 9 % du montant forfaitaire, est également requis à titre de variations de quantité.
En ce qui a trait au budget d'incidences, un autre montant de 246 702,60 $, taxes incluses, représentant 13 % du montant forfaitaire, est requis. Ce montant permettra de couvrir les frais affectés au contrôle qualitatif, à l'achat des bancs au Service du matériel roulant et des ateliers (MRA), à diverses expertises techniques dont la gestion des sols et les autres dépenses incidentes pour la mise en service des installations.

Le début des travaux de la phase 1 est prévu pour le premier octobre 2021. La fin des travaux et la mise en service des équipements de jeux et des jeux d'eau est prévue pour le printemps 2022. Les principales dispositions contractuelles liées aux échéances sont les suivantes :

- Le soumissionnaire reconnaît que le délai de réalisation des travaux est de 110 jours de calendrier;

- L’achèvement de la première phase des travaux est prévu le 30 juin 2022 afin de permettre la mise en service des équipements de jeux et des jeux d'eau.

Des pénalités seront appliquées si les délais ne sont pas respectés, conformément aux clauses administratives générales et spéciales inclus dans les documents d'appel d'offres du dossier.

JUSTIFICATION

Ouverts à tous les entrepreneurs satisfaisant les termes des clauses administratives incluses au cahier des charges, les documents ont été pris par un total de onze (11) entrepreneurs et cinq (5) fournisseurs ou entrepreneurs spécialisés. Quatre (4) soumissions ont été déposées, ce qui représente 25 % des preneurs du cahier des charges. La liste complète des preneurs des documents d'appel d'offres se trouve en pièce jointe.
Le tableau d'analyse des soumissions ci-après présente les quatre (4) soumissions jugées conformes. Aucune des soumissions reçues n'a été jugée non conforme.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Les Excavations Super Inc.	1 897 712,27 $	550 336,56 $	2 448 048,83 $
Ramcor Construction Inc.	2 141 485,91 $	621 030,91 $	2 762 516,82 $
Salvex Inc.	2 457 773,26 $	712 754,25 $	3 170 527,51 $
St-Denis Thompson Inc.	2 572 470,20 $	746 016,36 $	3 318 486,56 $
Dernière estimation réalisée par professionnels du projet ($)	1 966 005,81 $	570 141,68 $	2 536 147,49 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			- 88 098,66 $ - 3,47 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			314 467,99 $ 12,85 %

L’écart entre la plus basse soumission par Les Excavations Super Inc. et l’estimation fournie par les professionnels du projet, incluant les addendas, est de - 88 098,66 $, soit de - 3,47 %.

L'écart entre la deuxième plus basse soumission et la plus basse soumission est de 314 467,99 $, soit 12,85 %. Bien que la répartition des coûts soit différente entre les deux soumissions, celles-ci présentent une certaine cohérence et rien ne porte à croire qu’il y ait eu omission ou incompréhension de la part de Les Excavations Super Inc. ou de Ramcor Construction Inc. L’écart de prix se situe dans les travaux en architecture de paysage, en

travaux d'éclairage et dans le maintien de la mobilité et de la sécurité routière.

L'analyse des soumissions démontre que Les Excavations Super Inc. est le plus bas soumissionnaire conforme. Il est donc recommandé d'octroyer le contrat à cette firme.

L'entreprise Les Excavations Super Inc. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), ni sur la Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant (LFRI) et n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ).

L'adjudicataire n'est pas assujetti à l'obligation d'obtenir une autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) dans le cadre de ce contrat, puisqu'il s'agit d'un contrat de construction d'une valeur de moins de 5 M$.

Comme ce contrat d'exécution de travaux a une valeur nette de plus d'un million de dollars, une évaluation du rendement de l'entrepreneur devra être réalisée, tel qu'indiqué au cahier des charges du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 2 694 751,42 $, taxes incluses sera assumé comme suit:
Un montant maximal de 2 460 667,25 $ (net de ristourne) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale - 20-028 Réam.parcs/maintien actifs CM20 0671 sera réparti comme suit :

- Un montant de 1 897 712,27 $ (1 732 864,25 $, net de ristournes) pour les travaux;
- Un montant de 379 542,45 $ (346 572,85 $, net de ristournes) pour les contingences;
- Un montant de 170 794,10 $ (155 957,79 $, net de ristournes) pour les variations de quantité;
- Un montant de 246 702,60 $ (225 272,36 $, net de ristournes) pour les incidences.

Pour l'année 2023 et les années suivantes, l'ajustement de la base budgétaire d'entretien paysager du budget de fonctionnement de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal, au montant de 62 052,24 $ net des ristournes de taxes (dont 52 865,83 $ en rémunération et 9 186,41 $ en biens taxables) sera adressé en 2022.

Imputer la dépense comme suit :

	2021	2022	2023	Total
34800 - Programme de réhabilitation du Parc La Fontaine	1 000 000,00 $	1 387 633,88 $	73 033,37 $	2 460 667,25 $

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

MONTRÉAL 2030

L'aménagement du pôle famille rejoint les priorités du plan stratégique Montréal 2030 et du Plan climat. La proposition intègre les principes suivants :
- La préservation des arbres;
- La gestion des eaux de ruissellement par des noues végétalisées,
- Un développement urbain adapté aux besoins des familles;
- La cohésion sociale et la solidarité;
- L'accès aux équipements de loisirs;
- L'intégration des besoins de tous les enfants, y compris les enfants présentant des limitations fonctionnelles.

Une collaboration avec l'organisme à but non lucratif la Société Logique a permis de créer un environnement universellement accessible. Le mandat avec le Regroupement des centres de la petite enfance a contribué à la conception des aires de jeux pour enfants qui comblent leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Au printemps 2021, le projet d'aménagement du pôle famille incluant l'installation des modules de jeux sur mesure a fait l'objet d'une annonce publique. Une décision favorable dans le présent dossier permettra de satisfaire les attentes des citoyens par l'installation des équipements de jeux dès l'automne 2021 et de respecter l'échéancier prévu pour cette phase des travaux.
Une décision défavorable impliquera un retour en appel d'offres public, un retard sur l'échéancier et une augmentation des coûts du projet.

Les équipements de jeux fabriqués sur mesure et transportés par voie maritime seront prêts pour installation à l'automne 2021. Une décision tardive pourrait retarder l'installation des équipements et engendrer des frais afférents d'entreposage.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST et les prescriptions des clauses administratives générales et spéciales du cahier des charges du projet, la pandémie de la COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera élaborée, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étapes d'approbation du dossier décisionnel :

- Comité exécutif : 8 septembre 2021
- Conseil municipal : 27 septembre 2021

Étapes suivantes :

- Ordre de débuter les travaux : octobre 2021
- Durée des travaux : octobre 2021 à juin 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Certification de fonds :
Le Plateau-Mont-Royal , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens_des communications et du greffe (Eugeniu RASCU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lyne OLIVIER, Le Plateau-Mont-Royal
Michael TREMBLAY, Le Plateau-Mont-Royal
Jean-Sébastien MÉNARD, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

Jean-Sébastien MÉNARD, 23 août 2021
Michael TREMBLAY, 16 août 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nour MAHFOUZ
architecte paysagiste

Tél : 514-553-9538
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-16

Marie-Claude SEGUIN
Cheffe de division - Aménagement des parcs urbains

Tél : 514-966-1453
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Clément ARNAUD
Chef de division - Aménagement des grands parcs métropolitains
Tél : 514-984-1706
Le 13 août 2021
Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne monsieur Clément Arnaud, chef de division - Aménagement des grands parcs métropolitains, pour me remplacer du 14 au 30 août 2021 inclusivement dans l'exercice de mes fonctions de directrice de la

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514-872-1456

Direction de l'aménagement des parcs et espaces publics, et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions.
Sylvia-Anne Duplantie
Directrice – Aménagement des parcs et espaces publics

Approuvé le : 2021-08-19

Approuvé le : 2021-08-20

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 4 septembre 2019

LES EXCAVATIONS SUPER INC.
A/S MADAME TIZIANA CAPPELLO
5900, RUE SAINT-JACQUES
MONTRÉAL (QC) H4A 2E9

No de décision : 2019-DAMP-0775
N° de client : 2700022659

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES EXCAVATIONS SUPER INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **3 septembre 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

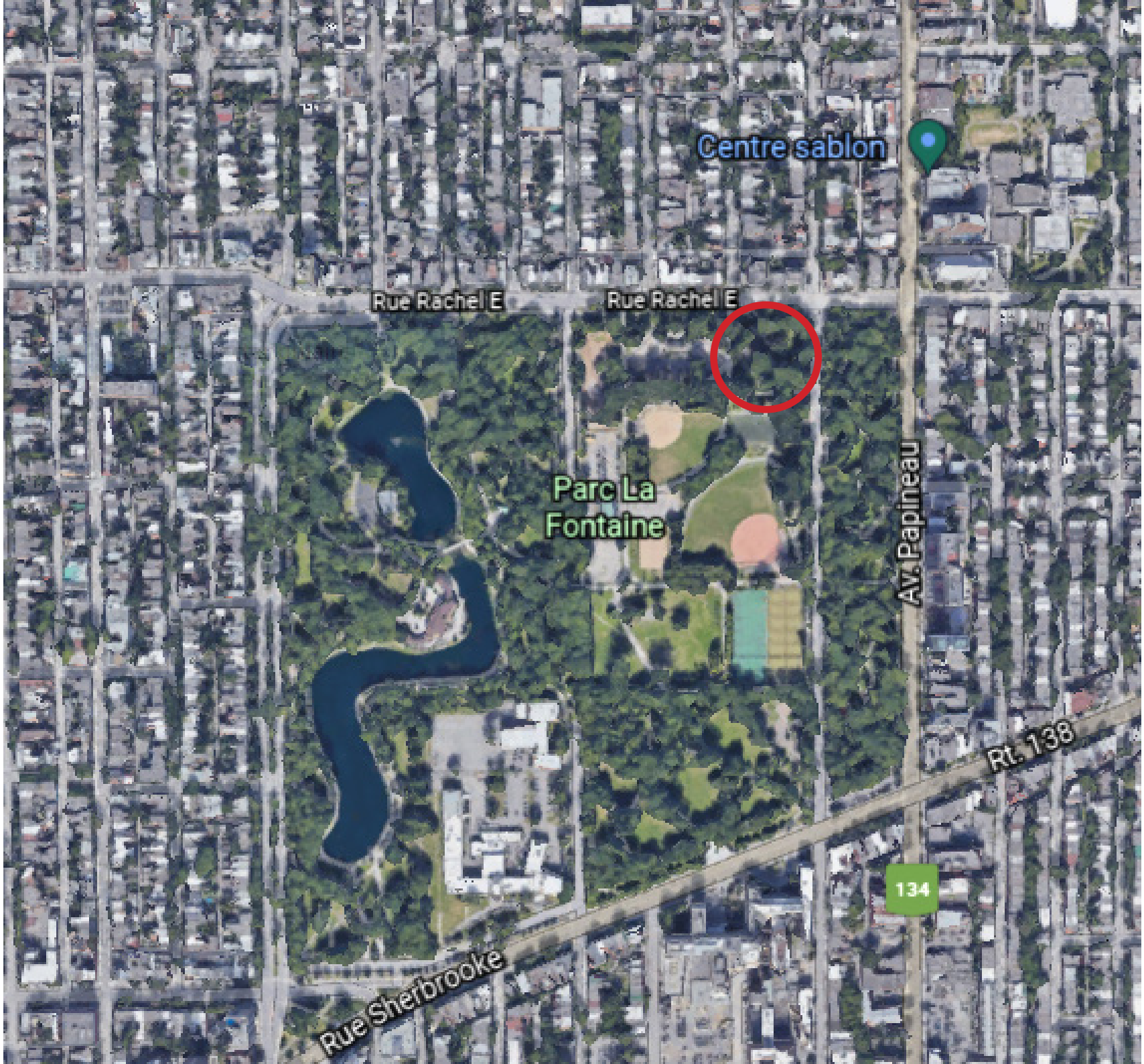
La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca






Centre sablon
Rue Rachel E
Rue Rachel E
Parc La Fontaine
Av. Papineau
Rt. 138
134
Rue Sherbrooke

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-6582
Numéro de référence : 1491340
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'aménagement du pôle famille du parc La Fontaine - phase 1

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Atmosphare Inc 17999-D, J.-A. Bombardier Mirabel, QC, J7J2H8 NEQ : 1168930254	Monsieur Samuel Gauthier Téléphone : 450 419-3480 Télécopieur :	**Commande : (1909352)** 2021-06-03 12 h 49 **Transmission :** 2021-06-03 12 h 49	3544847 - ADDENDA 01 (partie -1) (devis) 2021-06-15 7 h 59 - Courriel 3544848 - ADDENDA 01 (partie -1) (plan) 2021-06-15 8 h 30 - Messagerie 3544849 - ADDENDA 01 (partie -1) (bordereau) 2021-06-15 7 h 59 - Téléchargement 3544877 - ADDENDA 01 (partie -2) 2021-06-15 7 h 55 - Courriel 3544880 - ADDENDA 01 (partie -3) 2021-06-15 8 h 13 - Messagerie 3554092 - ADDENDA 02 (devis) 2021-06-30 15 h 04 - Courriel 3554093 - ADDENDA 02 (plan) 2021-06-30 15 h 04 - Courriel 3554094 - ADDENDA 02 (bordereau) 2021-06-30 15 h 04 - Téléchargement 3556229 - addenda 03 (devis) 2021-07-05 11 h 04 - Courriel 3556230 - addenda 03 (bordereau) 2021-07-05 11 h 04 - Téléchargement 3557775 - Addenda 04 (devis) 2021-07-07 9 h 29 - Courriel 3557776 - Addenda 04 (plan) 2021-07-07 9 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Deric Inc 5145 rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur :	**Commande : (1908902)** 2021-06-02 16 h 32 **Transmission :** 2021-06-02 16 h 32	3544847 - ADDENDA 01 (partie -1) (devis) 2021-06-15 7 h 59 - Courriel 3544848 - ADDENDA 01 (partie -1) (plan) 2021-06-15 8 h 32 - Messagerie 3544849 - ADDENDA 01 (partie -1) (bordereau) 2021-06-15 7 h 59 - Téléchargement 3544877 - ADDENDA 01 (partie -2) 2021-06-15 7 h 55 - Courriel 3544880 - ADDENDA 01 (partie -3) 2021-06-15 8 h 17 - Messagerie

				3554092 - ADDENDA 02 (devis) 2021-06-30 15 h 04 - Courriel 3554093 - ADDENDA 02 (plan) 2021-06-30 15 h 04 - Courriel 3554094 - ADDENDA 02 (bordereau) 2021-06-30 15 h 04 - Téléchargement 3556229 - addenda 03 (devis) 2021-07-05 11 h 05 - Courriel 3556230 - addenda 03 (bordereau) 2021-07-05 11 h 05 - Téléchargement 3557775 - Addenda 04 (devis) 2021-07-07 9 h 29 - Courriel 3557776 - Addenda 04 (plan) 2021-07-07 9 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction NCP 1596, rue de la Ouareau Repentigny, QC, j5y0c6 NEQ : 1166963380	Monsieur Nicolas Cyr Téléphone : 514 378-1530 Télécopieur :	**Commande : (1919206)** 2021-06-28 11 h 14 **Transmission :** 2021-06-28 11 h 14	3544847 - ADDENDA 01 (partie -1) (devis) 2021-06-28 11 h 14 - Téléchargement 3544848 - ADDENDA 01 (partie -1) (plan) 2021-06-28 11 h 14 - Téléchargement 3544849 - ADDENDA 01 (partie -1) (bordereau) 2021-06-28 11 h 14 - Téléchargement 3544877 - ADDENDA 01 (partie -2) 2021-06-28 11 h 14 - Téléchargement 3544880 - ADDENDA 01 (partie -3) 2021-06-28 11 h 14 - Téléchargement 3554092 - ADDENDA 02 (devis) 2021-06-30 15 h 04 - Courriel 3554093 - ADDENDA 02 (plan) 2021-06-30 15 h 04 - Courriel 3554094 - ADDENDA 02 (bordereau) 2021-06-30 15 h 04 - Téléchargement 3556229 - addenda 03 (devis) 2021-07-05 11 h 04 - Courriel 3556230 - addenda 03 (bordereau) 2021-07-05 11 h 04 - Téléchargement 3557775 - Addenda 04 (devis) 2021-07-07 9 h 28 - Courriel 3557776 - Addenda 04 (plan) 2021-07-07 9 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8 NEQ : 1149495146	Madame Iulia Savescu Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1911866)** 2021-06-09 12 h 58 **Transmission :** 2021-06-09 13 h 55	3544847 - ADDENDA 01 (partie -1) (devis) 2021-06-15 8 h - Courriel 3544848 - ADDENDA 01 (partie -1) (plan) 2021-06-15 8 h 37 - Messagerie 3544849 - ADDENDA 01 (partie -1) (bordereau) 2021-06-15 8 h - Téléchargement 3544877 - ADDENDA 01 (partie -2) 2021-06-15 7 h 55 - Courriel

				3544880 - ADDENDA 01 (partie -3) 2021-06-15 8 h 22 - Messagerie 3554092 - ADDENDA 02 (devis) 2021-06-30 15 h 04 - Courriel 3554093 - ADDENDA 02 (plan) 2021-06-30 15 h 22 - Messagerie 3554094 - ADDENDA 02 (bordereau) 2021-06-30 15 h 04 - Téléchargement 3556229 - addenda 03 (devis) 2021-07-05 11 h 05 - Courriel 3556230 - addenda 03 (bordereau) 2021-07-05 11 h 05 - Téléchargement 3557775 - Addenda 04 (devis) 2021-07-07 9 h 29 - Courriel 3557776 - Addenda 04 (plan) 2021-07-07 10 h 35 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com NEQ : 1171462923	Monsieur Jonathan Groulx Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1909031)** 2021-06-03 8 h 30 **Transmission :** 2021-06-03 8 h 30	3544847 - ADDENDA 01 (partie -1) (devis) 2021-06-15 8 h - Courriel 3544848 - ADDENDA 01 (partie -1) (plan) 2021-06-15 8 h 36 - Messagerie 3544849 - ADDENDA 01 (partie -1) (bordereau) 2021-06-15 8 h - Téléchargement 3544877 - ADDENDA 01 (partie -2) 2021-06-15 7 h 55 - Courriel 3544880 - ADDENDA 01 (partie -3) 2021-06-15 8 h 21 - Messagerie 3554092 - ADDENDA 02 (devis) 2021-06-30 15 h 04 - Courriel 3554093 - ADDENDA 02 (plan) 2021-06-30 15 h 04 - Courriel 3554094 - ADDENDA 02 (bordereau) 2021-06-30 15 h 04 - Téléchargement 3556229 - addenda 03 (devis) 2021-07-05 11 h 05 - Courriel 3556230 - addenda 03 (bordereau) 2021-07-05 11 h 05 - Téléchargement 3557775 - Addenda 04 (devis) 2021-07-07 9 h 29 - Courriel 3557776 - Addenda 04 (plan) 2021-07-07 9 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Excavation National 12350, rue Service A-2 Mirabel, QC, J7N1G5 NEQ : 1173205692	Madame Genevieve Simard Téléphone : 450 476-0945 Télécopieur :	**Commande : (1919544)** 2021-06-29 6 h 47 **Transmission :** 2021-06-29 6 h 47	3544847 - ADDENDA 01 (partie -1) (devis) 2021-06-29 6 h 47 - Téléchargement 3544848 - ADDENDA 01 (partie -1) (plan) 2021-06-29 6 h 47 - Téléchargement 3544849 - ADDENDA 01 (partie -1) (bordereau) 2021-06-29 6 h 47 - Téléchargement

				3544877 - ADDENDA 01 (partie -2) 2021-06-29 6 h 47 - Téléchargement 3544880 - ADDENDA 01 (partie -3) 2021-06-29 6 h 47 - Téléchargement 3554092 - ADDENDA 02 (devis) 2021-06-30 15 h 04 - Courriel 3554093 - ADDENDA 02 (plan) 2021-06-30 15 h 04 - Courriel 3554094 - ADDENDA 02 (bordereau) 2021-06-30 15 h 04 - Téléchargement 3556229 - addenda 03 (devis) 2021-07-05 11 h 04 - Courriel 3556230 - addenda 03 (bordereau) 2021-07-05 11 h 04 - Téléchargement 3557775 - Addenda 04 (devis) 2021-07-07 9 h 29 - Courriel 3557776 - Addenda 04 (plan) 2021-07-07 9 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe Thermo-Lite inc 9065 rue champ d'eau Montréal, QC, h1p3m3 https://www.Thermo-Lite.ca NEQ : 1167168765	Madame Daphné Laberge Téléphone : 438 494-4034 Télécopieur :	**Commande : (1911502)** 2021-06-08 16 h 14 **Transmission :** 2021-06-08 16 h 14	3544847 - ADDENDA 01 (partie -1) (devis) 2021-06-15 7 h 59 - Courriel 3544848 - ADDENDA 01 (partie -1) (plan) 2021-06-15 8 h 33 - Messagerie 3544849 - ADDENDA 01 (partie -1) (bordereau) 2021-06-15 7 h 59 - Téléchargement 3544877 - ADDENDA 01 (partie -2) 2021-06-15 7 h 55 - Courriel 3544880 - ADDENDA 01 (partie -3) 2021-06-15 8 h 19 - Messagerie 3554092 - ADDENDA 02 (devis) 2021-06-30 15 h 04 - Courriel 3554093 - ADDENDA 02 (plan) 2021-06-30 15 h 04 - Courriel 3554094 - ADDENDA 02 (bordereau) 2021-06-30 15 h 04 - Téléchargement 3556229 - addenda 03 (devis) 2021-07-05 11 h 05 - Courriel 3556230 - addenda 03 (bordereau) 2021-07-05 11 h 05 - Téléchargement 3557775 - Addenda 04 (devis) 2021-07-07 9 h 29 - Courriel 3557776 - Addenda 04 (plan) 2021-07-07 9 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Lanco Amenagement INC. 1110 Place Verner Laval, QC, H7E 4P2 https://www.lancoamenagement.com NEQ : 1143790237	Monsieur Kevin Langlois Téléphone : 450 661-4444 Télécopieur : 450 664-4555	**Commande : (1908369)** 2021-06-01 22 h 03 **Transmission :** 2021-06-02 5 h 27	3544847 - ADDENDA 01 (partie -1) (devis) 2021-06-15 7 h 59 - Courriel 3544848 - ADDENDA 01 (partie -1) (plan) 2021-06-15 8 h 31 - Messagerie 3544849 - ADDENDA 01 (partie -1) (bordereau)

				2021-06-15 7 h 59 - Téléchargement 3544877 - ADDENDA 01 (partie -2) 2021-06-15 7 h 55 - Courriel 3544880 - ADDENDA 01 (partie -3) 2021-06-15 8 h 15 - Messagerie 3554092 - ADDENDA 02 (devis) 2021-06-30 15 h 04 - Courriel 3554093 - ADDENDA 02 (plan) 2021-06-30 15 h 04 - Courriel 3554094 - ADDENDA 02 (bordereau) 2021-06-30 15 h 04 - Téléchargement 3556229 - addenda 03 (devis) 2021-07-05 11 h 04 - Courriel 3556230 - addenda 03 (bordereau) 2021-07-05 11 h 04 - Téléchargement 3557775 - Addenda 04 (devis) 2021-07-07 9 h 29 - Courriel 3557776 - Addenda 04 (plan) 2021-07-07 9 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1 https://ventecinc.com/ NEQ : 1145668878	Monsieur Domenico A. Scirocco Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	**Commande : (1911235)** 2021-06-08 11 h 25 **Transmission :** 2021-06-08 11 h 26	3544847 - ADDENDA 01 (partie -1) (devis) 2021-06-15 8 h - Télécopie 3544848 - ADDENDA 01 (partie -1) (plan) 2021-06-15 8 h 27 - Messagerie 3544849 - ADDENDA 01 (partie -1) (bordereau) 2021-06-15 7 h 59 - Téléchargement 3544877 - ADDENDA 01 (partie -2) 2021-06-15 7 h 55 - Télécopie 3544880 - ADDENDA 01 (partie -3) 2021-06-15 8 h 08 - Messagerie 3554092 - ADDENDA 02 (devis) 2021-06-30 15 h 05 - Télécopie 3554093 - ADDENDA 02 (plan) 2021-06-30 15 h 19 - Messagerie 3554094 - ADDENDA 02 (bordereau) 2021-06-30 15 h 04 - Téléchargement 3556229 - addenda 03 (devis) 2021-07-05 11 h 05 - Télécopie 3556230 - addenda 03 (bordereau) 2021-07-05 11 h 04 - Téléchargement 3557775 - Addenda 04 (devis) 2021-07-07 9 h 29 - Télécopie 3557776 - Addenda 04 (plan) 2021-07-07 10 h 33 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8 NEQ : 1166302126	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1908596)** 2021-06-02 11 h 10 **Transmission :** 2021-06-02 11 h 17	3544847 - ADDENDA 01 (partie -1) (devis) 2021-06-15 7 h 59 - Courriel 3544848 - ADDENDA 01 (partie -1) (plan) 2021-06-15 8 h 28 - Messagerie 3544849 - ADDENDA 01 (partie -1) (bordereau)

			2021-06-15 7 h 59 - Téléchargement 3544877 - ADDENDA 01 (partie -2) 2021-06-15 7 h 55 - Courriel 3544880 - ADDENDA 01 (partie -3) 2021-06-15 8 h 11 - Messagerie 3554092 - ADDENDA 02 (devis) 2021-06-30 15 h 04 - Courriel 3554093 - ADDENDA 02 (plan) 2021-06-30 15 h 20 - Messagerie 3554094 - ADDENDA 02 (bordereau) 2021-06-30 15 h 04 - Téléchargement 3556229 - addenda 03 (devis) 2021-07-05 11 h 04 - Courriel 3556230 - addenda 03 (bordereau) 2021-07-05 11 h 04 - Téléchargement 3557775 - Addenda 04 (devis) 2021-07-07 9 h 29 - Courriel 3557776 - Addenda 04 (plan) 2021-07-07 10 h 34 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Ramcor Construction Inc. 9434 Boulevard Pie-IX Montréal, QC, H1z 4E9 NEQ : 1161184792	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Commande : (1909503)** 2021-06-03 15 h 10 **Transmission :** 2021-06-03 17 h 55
			3544847 - ADDENDA 01 (partie -1) (devis) 2021-06-15 8 h - Télécopie 3544848 - ADDENDA 01 (partie -1) (plan) 2021-06-15 8 h 34 - Messagerie 3544849 - ADDENDA 01 (partie -1) (bordereau) 2021-06-15 8 h - Téléchargement 3544877 - ADDENDA 01 (partie -2) 2021-06-15 7 h 56 - Télécopie 3544880 - ADDENDA 01 (partie -3) 2021-06-15 8 h 19 - Messagerie 3554092 - ADDENDA 02 (devis) 2021-06-30 15 h 05 - Télécopie 3554093 - ADDENDA 02 (plan) 2021-06-30 15 h 21 - Messagerie 3554094 - ADDENDA 02 (bordereau) 2021-06-30 15 h 04 - Téléchargement 3556229 - addenda 03 (devis) 2021-07-05 11 h 05 - Télécopie 3556230 - addenda 03 (bordereau) 2021-07-05 11 h 05 - Téléchargement 3557775 - Addenda 04 (devis) 2021-07-07 9 h 30 - Télécopie 3557776 - Addenda 04 (plan) 2021-07-07 10 h 35 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Salvex Inc.. 2450 Montée St-François Laval, QC, H7E 4P2 NEQ : 1143368356	Monsieur Joe D. Salvo Téléphone : 450 664-4335 Télécopieur : 450 664-1132	**Commande : (1909955)** 2021-06-04 11 h 17 **Transmission :** 2021-06-04 14 h 25
			3544847 - ADDENDA 01 (partie -1) (devis) 2021-06-15 7 h 59 - Courriel 3544848 - ADDENDA 01 (partie -1) (plan) 2021-06-15 8 h 25 - Messagerie 3544849 - ADDENDA 01 (partie -1) (bordereau)

				2021-06-15 7 h 59 - Téléchargement 3544877 - ADDENDA 01 (partie -2) 2021-06-15 7 h 55 - Courriel 3544880 - ADDENDA 01 (partie -3) 2021-06-15 8 h 06 - Messagerie 3554092 - ADDENDA 02 (devis) 2021-06-30 15 h 04 - Courriel 3554093 - ADDENDA 02 (plan) 2021-06-30 15 h 17 - Messagerie 3554094 - ADDENDA 02 (bordereau) 2021-06-30 15 h 04 - Téléchargement 3556229 - addenda 03 (devis) 2021-07-05 11 h 04 - Courriel 3556230 - addenda 03 (bordereau) 2021-07-05 11 h 04 - Téléchargement 3557775 - Addenda 04 (devis) 2021-07-07 9 h 28 - Courriel 3557776 - Addenda 04 (plan) 2021-07-07 10 h 31 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	St-Denis Thompson Inc. 1215 rue Hickson Montréal, QC, H4G 2L6 http://www.stdenisthompson.com NEQ : 1144491694	Monsieur Serge Marchand Téléphone : 514 523-6162 Télécopieur : 514 528-1880	**Commande : (1909270)** 2021-06-03 11 h 12 **Transmission :** 2021-06-03 11 h 12	3544847 - ADDENDA 01 (partie -1) (devis) 2021-06-15 8 h - Courriel 3544848 - ADDENDA 01 (partie -1) (plan) 2021-06-15 8 h 39 - Messagerie 3544849 - ADDENDA 01 (partie -1) (bordereau) 2021-06-15 8 h - Téléchargement 3544877 - ADDENDA 01 (partie -2) 2021-06-15 7 h 55 - Courriel 3544880 - ADDENDA 01 (partie -3) 2021-06-15 8 h 23 - Messagerie 3554092 - ADDENDA 02 (devis) 2021-06-30 15 h 05 - Courriel 3554093 - ADDENDA 02 (plan) 2021-06-30 15 h 05 - Courriel 3554094 - ADDENDA 02 (bordereau) 2021-06-30 15 h 05 - Téléchargement 3556229 - addenda 03 (devis) 2021-07-05 11 h 05 - Courriel 3556230 - addenda 03 (bordereau) 2021-07-05 11 h 05 - Téléchargement 3557775 - Addenda 04 (devis) 2021-07-07 9 h 29 - Courriel 3557776 - Addenda 04 (plan) 2021-07-07 9 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9 NEQ : 1142493619	Monsieur Natalino Cappello Téléphone : 514 488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Commande : (1912506)** 2021-06-10 13 h 21 **Transmission :** 2021-06-10 13 h 58	3544847 - ADDENDA 01 (partie -1) (devis) 2021-06-15 8 h - Télécopie 3544848 - ADDENDA 01 (partie -1) (plan) 2021-06-15 8 h 26 - Messagerie

			3544849 - ADDENDA 01 (partie -1) (bordereau) 2021-06-15 7 h 59 - Téléchargement 3544877 - ADDENDA 01 (partie -2) 2021-06-15 7 h 56 - Télécopie 3544880 - ADDENDA 01 (partie -3) 2021-06-15 8 h 09 - Messagerie 3554092 - ADDENDA 02 (devis) 2021-06-30 15 h 04 - Télécopie 3554093 - ADDENDA 02 (plan) 2021-06-30 15 h 18 - Messagerie 3554094 - ADDENDA 02 (bordereau) 2021-06-30 15 h 04 - Téléchargement 3556229 - addenda 03 (devis) 2021-07-05 11 h 05 - Télécopie 3556230 - addenda 03 (bordereau) 2021-07-05 11 h 04 - Téléchargement 3557775 - Addenda 04 (devis) 2021-07-07 9 h 29 - Télécopie 3557776 - Addenda 04 (plan) 2021-07-07 10 h 32 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Terrassement Multi-Paysages 1355 rue Lépine Joliette, QC, J6E 4B7 NEQ : 1140382590	Monsieur Stéphane Valois Téléphone : 450 756-1074 Télécopieur : 450 756-8997	**Commande : (1909541)** 2021-06-03 15 h 40 **Transmission :** 2021-06-03 15 h 40	3544847 - ADDENDA 01 (partie -1) (devis) 2021-06-15 8 h - Courriel 3544848 - ADDENDA 01 (partie -1) (plan) 2021-06-15 8 h 35 - Messagerie 3544849 - ADDENDA 01 (partie -1) (bordereau) 2021-06-15 8 h - Téléchargement 3544877 - ADDENDA 01 (partie -2) 2021-06-15 7 h 55 - Courriel 3544880 - ADDENDA 01 (partie -3) 2021-06-15 8 h 20 - Messagerie 3554092 - ADDENDA 02 (devis) 2021-06-30 15 h 04 - Courriel 3554093 - ADDENDA 02 (plan) 2021-06-30 15 h 04 - Courriel 3554094 - ADDENDA 02 (bordereau) 2021-06-30 15 h 04 - Téléchargement 3556229 - addenda 03 (devis) 2021-07-05 11 h 05 - Courriel 3556230 - addenda 03 (bordereau) 2021-07-05 11 h 05 - Téléchargement 3557775 - Addenda 04 (devis) 2021-07-07 9 h 29 - Courriel 3557776 - Addenda 04 (plan) 2021-07-07 9 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Urbex Construction Inc 3410 Rue Hormidas-Deslauriers H8T 3P2 Montréal, QC, H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com NEQ : 1161557807	Monsieur Marc-André Bastien Téléphone : 514 556-3075 Télécopieur : 514 556-3077	**Commande : (1912152)** 2021-06-09 21 h 37 **Transmission :** 2021-06-09 21 h 37	3544847 - ADDENDA 01 (partie -1) (devis) 2021-06-15 7 h 59 - Courriel 3544848 - ADDENDA 01 (partie -1) (plan) 2021-06-15 8 h 29 - Messagerie

3544849 - ADDENDA 01 (partie -1) (bordereau)
2021-06-15 7 h 59 - Téléchargement

3544877 - ADDENDA 01 (partie -2)
2021-06-15 7 h 55 - Courriel

3544880 - ADDENDA 01 (partie -3)
2021-06-15 8 h 12 - Messagerie

3554092 - ADDENDA 02 (devis)
2021-06-30 15 h 04 - Courriel

3554093 - ADDENDA 02 (plan)
2021-06-30 15 h 04 - Courriel

3554094 - ADDENDA 02 (bordereau)
2021-06-30 15 h 04 - Téléchargement

3556229 - addenda 03 (devis)
2021-07-05 11 h 04 - Courriel

3556230 - addenda 03 (bordereau)
2021-07-05 11 h 04 - Téléchargement

3557775 - Addenda 04 (devis)
2021-07-07 9 h 29 - Courriel

3557776 - Addenda 04 (plan)
2021-07-07 9 h 29 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1219257005*
Unité administrative responsable : *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, Direction aménagements des parcs et espaces publics, Aménagement des parcs urbains et espaces publics*
Projet : *Travaux d'aménagement du pôle famille du parc La Fontaine – phase 1*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.* *19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *2 - La Protection des arbres matures existants, l'augmentation de la canopée par la plantation de 10 arbres indigènes et la gestion naturelle des eaux de ruissellement par l'implantation de baissières végétalisées.* *19 – Amélioration de la qualité de vie des citoyens à travers l'aménagement de nouveaux îlots de rafraîchissement (deux aires de jeux d'eau) et encouragement de l'activité physique pour tous par l'implantation de modules de jeux universellement accessibles.*			

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Le Plateau-Mont-Royal , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens_des communications et du greffe

Dossier # : 1219257005

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics
Objet :	Accorder un contrat à Les Excavations Super Inc. pour la réalisation de travaux d'aménagement du pôle famille du parc La Fontaine - phase 1 au montant de 1 897 712,27 $, taxes incluses - Dépense totale de 2 694 751,42 $, taxes incluses (contrat : 1 897 712,27 $ + contingences 379 542,45 $ + variation des quantités 170 794,10 $ + incidences 246 702,60 $) - Appel d'offres public 21-6582 - Quatre soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1219257005 travaux d'aménagement du pôle famille du parc La Fontaine.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eugeniu RASCU
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-1902

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-17

Marie DESHARNAIS
Chef de division des ressources financières et matérielles
Tél : (438) 925-9019
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1219257005

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics
Objet :	Accorder un contrat à Les Excavations Super Inc. pour la réalisation de travaux d'aménagement du pôle famille du parc La Fontaine - phase 1 au montant de 1 897 712,27 $, taxes incluses - Dépense totale de 2 694 751,42 $, taxes incluses (contrat : 1 897 712,27 $ + contingences 379 542,45 $ + variation des quantités 170 794,10 $ + incidences 246 702,60 $) - Appel d'offres public 21-6582 - Quatre soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1219257005.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-17

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.011

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1218115005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée pour la réalisation des travaux de construction de la toiture lot L0701 dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 805 269,90 $, taxes incluses (contrat : 1 444 215,92 $ + contingences : 361 053,98 $) - Appel d'offres public IMM-15699 - (3 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder à Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée, plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0701 « Toiture » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit 1 444 215,92 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres IMM-15699;
2. d'autoriser une dépense de 361 053,98 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. de procéder à une évaluation du rendement de Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 43,54 % par l'agglomération, pour un montant de 786 014,52 $, taxes incluses, et à 56,46 % par la ville centre pour un montant de 1 019 255,39 $, taxes incluses.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-08-25 22:33

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218115005**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée pour la réalisation des travaux de construction de la toiture lot L0701 dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 805 269,90 $, taxes incluses (contrat : 1 444 215,92 $ + contingences : 361 053,98 $) - Appel d'offres public IMM-15699 - (3 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

L'hôtel de ville est le bâtiment phare de l'Administration municipale et la maison des citoyens de Montréal. L'hôtel de ville est situé au coeur de la *«Cité administrative historique»* de Montréal. Le bâtiment est protégé en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* .
Le présent projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville englobe les travaux qui visent à maintenir ou à rétablir l'état physique du bâtiment afin d'assurer la santé et la sécurité des personnes, de poursuivre son utilisation et ce, tout en réduisant l'indice de vétusté et les risques de défaillances techniques. Le projet porte sur :

- la mise en valeur et la restauration patrimoniale de l'édifice hôtel de ville;
- la mise aux normes du bâtiment, notamment des systèmes électromécaniques et de sécurité incendie;
- amélioration de l'accessibilité à la maison des citoyennes et des citoyens, ainsi que de l'accessibilité universelle, de la flexibilité des aménagements et de l'optimisation de l'allocation des espaces.

La portée détaillée du programme de travaux a été établie selon les besoins prioritaires qui répondent aux objectifs du projet dans le respect des paramètres (budget, échéancier, portée).

Le projet intègre des mesures de développement durable dans le but d'obtenir la certification «*LEED V4 exploitation et entretien des bâtiments existants* » de niveau Or.

Le projet est réalisé selon le mode «*Gérance de construction* » : les phases de conception et de construction sont ainsi réalisées en lots et l'exécution des travaux est scindée en plus de 50 lots de travaux, incluant le présent lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture », s'effectuant successivement ou concurremment et donnant lieu à des contrats

distincts que la Ville contracte directement avec des entrepreneurs spécialisés.

La réouverture complète de l'hôtel de ville est prévue pour l'été 2023 comportant un scénario d'occupation graduelle de l'édifice dès la fin de l'année 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0283 du 20 mai 2021 - Accorder un contrat à Summa métal Architectural et Structural inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0502 « Métaux ouvrés » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 680 267,65 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15686 (1 soum.).
CG21 0208 du 22 avril 2021 - Accorder un contrat à Mongrain inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0703 « Ignifugation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 615 516,36 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15684 (1 soum.).

CG21 0192 du 22 avril 2021 - Accorder un contrat à Le Groupe Lefebvre M.R.P. inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0706 « Imperméabilisation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 326 454,27 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15676 (2 soum., 1 seul conforme).

CG21 0142 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Échafauds Plus (Laval) pour la réalisation des travaux de construction du lot L0176 « Échafaudages » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 480 958,07 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15683 (2 soum., 1 seul conforme).

CG21 0124 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Vitrerie RD ltée pour la réalisation des travaux de construction du lot L0804 « Vitrage intérieur » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 647 915,32 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15676 - (1 seul soum.).

CG21 0123 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Unicel Architectural Corp. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0805 « Murs rideaux » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 954 965,92 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15678 - (1 seul soum.).

DB219057007 du 9 mars 2021 - Autoriser un rehaussement de 21 731,65 $ (incluant taxes), du contrat gré à gré, à J. Flams transport & excavation pour le déneigement du chantier de construction de l'hôtel de ville lors de la saison 2020-2021 dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. (DA208864003) Majorant ainsi le montant total à autoriser de 20 598,92 $, taxes incluses, incluant contingences à 42 330,57 $, taxes incluses, prévisions et contingences).

CG21 0084 du 25 févier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0100 « Entrepreneur général » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 4 085 665,71 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15682 (1 soum.).

DB219057005 du 15 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à WILLIAM SCOTSMAN pour la location de roulottes de chantier pour les travailleurs dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 100 520,34 $, taxes incluses (contrat : 91 382,13 $ + contingences : 9 138,21 $).

DB219057004 du 5 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à Groupe PRODEM pour la démolition de dalles et de bordures de béton dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 102 316,26 $, taxes incluses (contrat: 93 014,78 $ + contingences: 9 301,48 $)

DB219057003 du 5 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à UCIT Online Security Inc. (D.B.A Stealth Monitoring) pour un système de surveillance par caméras du chantier dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 97 700,01 $, taxes incluses (contrat: 88 818,19 $ + contingences : 8 881,82 $).

DB219057002 du 5 février 2021 - Accorder un contrat sur invitation de 66 225,60 $ (incluant taxes) à Expert nettoyage EXPN pour le nettoyage et désinfection des aires de repos et des installations sanitaires dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal et autoriser une dépense maximale de 79 470,72 $ (incluant taxes et contingences).

DA218115001 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat de 19 643,48 $ (incluant taxes) à Béton concept A.M. pour la réalisation des travaux de construction du Lot 0304 «Renforts de carbone» dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal et autoriser une dépense maximale de 23 572,18 $ (incluant taxes et contingences) – Appel d’offres publiques IMM-15671.

CG21 0042 du 28 janvier 2021- Accorder un contrat à ITR Acoustique MTL Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0901 « Systèmes intérieurs » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 10 761 223,10 $, taxes incluses (contrat : 9 357 585,30 $ + contingences : 1 403 637,80 $) – Appel d'offres public IMM-15526 - (2 soumissionnaires).

CG21 0019 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 2 155 288,22 $, taxes incluses (contrat : 1 874 163,67 $ + contingences : 281 124,55 $) – Appel d'offres public IMM-15529 - (1 soumissionnaire).

CG21 0017 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L3104 « Excavation, blindage et remblais » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal – Dépense totale de 1 172 802,49 $, taxes incluses (contrat : 1 019 828,25 $ + contingences : 152 974,24 $) - Appel d'offres public IMM-15530 (1 seul soumissionnaire).

CG21 0015 du 28 janvier 2021 - Autoriser un ajustement de 141 736,05 $, taxes incluses, à titre de contingences, dans le cadre du contrat de construction à 9130-9989 Québec inc. (Groupe Prodem) pour réaliser les travaux de construction du lot L0201 «Démolition et décontamination» faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville (CG20 0037), majorant ainsi le montant total à autoriser de 4 110 345,43 $ (taxes et contingences incluses) à 4 252 081,48 $ (taxes et contingences incluses).

DB219057001 du 12 janvier 2021 - Autoriser une dépense additionnelle de 5 518,80 $

(incluant taxes) à Plomberie Benoît Prévost Division drainage pour les travaux de vérification de la plomberie dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. Cette dépense additionnelle majore la dépense maximale totale à 10 761,66 $ (incluant taxes).

CE20 1920 du 2 décembre 2020 - Accorder un contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C., pour des services professionnels en gestion financière (construction) pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 309 052,80 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18407 (4 soumissionnaires conformes et 2 non conformes).

CE20 1623 du 28 octobre 2020 - Accorder un contrat à Axia Services pour la fourniture de main-d'oeuvre de gardien de sécurité pour des services de surveillance en continue des lieux, une période de 2 ans, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 467 704,64 $, taxes incluses (contrat : 406 699,69 $ + contingences : 61 004,95 $) - Appel d'offres public 20-18238 - (8 soumissionnaires).

CG20 0447 du 24 septembre 2020 - Accorder un contrat à Summa Métal Architectural et Structural inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0501 « Charpente métallique » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 974 470,61 $, taxes incluses (contrat : 847 365,75 $ + contingences : 127 104,86 $) - Appel d'offres public IMM-15519 - (3 soumissionnaires, 2 conformes).

CM20 0820 du 24 août 2020 - Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme Éco Performance pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal visant la transition et l'innovation énergétiques, donnant droit à une subvention évaluée à 272 116,00 $ pour réaliser des travaux de récupération de chaleur et d'ajustement de systèmes mécaniques.

CG20 0031 du 30 janvier 2020 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0602 « Restauration fenêtres » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 8 536 217,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15432 (1 soum.).

CG19 0384 du 22 août 2019 - Accorder un contrat de construction à St-Denis Thompson Inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L0803 « Nouvelles fenêtres de bois » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 1 374 919,34 $ taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15431 (1 soum.).

CG19 0324 du 20 juin 2019 - Accorder à St-Denis Thompson Inc. le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 8 301 133,20 $, taxes incluses | Appel d'offres public IMM-15429 (4 soum.).

CG19 0184 du 18 avril 2019 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L3101 « Excavation, remblais, soutènement et imperméabilisation » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 4 696 657,85 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15426 (3 soum.).

CG18 0606 du 22 novembre 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 270 565,32 $, taxes incluses, soit 1 052 228,01 $, taxes incluses, pour les services de base en architecture et ingénierie, 157 834,20 $, taxes incluses, pour les contingences (15%) et 60

503,11 $, taxes incluses, pour les incidences (5%), dans le cadre du contrat des services professionnels en architecture et en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) au projet de restauration patrimoniale, mise aux normes et certification LEED de l'hôtel de ville accordé aux firmes *Beaupré Michaud et associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et associés* (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 344 658,32 $ à 8 615 223,64 $, taxes, contingences et incidences incluses.

CG18 0555 du 25 octobre 2018 - Autoriser une dépense de 12 675 350,34 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour les services professionnels en gérance de construction liés au projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville / Approuver le contrat par lequel Pomerleau inc.,firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 12 071 762,23 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16961.

CG17 0372 du 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 7 344 658,32 $, taxes incluses, pour des services professionnels en architecture, en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) ainsi que pour des services professionnels de divers consultants afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance de travaux liés à la mise aux normes et à la certification LEED de l'hôtel de ville - Contrat 15193 - Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel Beaupré Michaud et associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et associés, équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 6 994 912,69 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16188 et selon les conditions stipulées au projet de convention.

DESCRIPTION

Les travaux du lot L0701 « Toiture » consistent principalement en la fourniture de la main-d'œuvre, des matériaux, des équipements, du matériel et des services nécessaires pour exécuter tous les travaux de toiture du bâtiment.
L'appel d'offres public IMM-15699, publié le 15 juin 2021 dans le *Journal de Montréal,* ainsi que sur le Système Électronique d'Appel d'Offres (SÉAO) du gouvernement du Québec, a procuré aux soumissionnaires un délai de cinquante-neuf (59) jours pour obtenir les documents nécessaires auprès du SÉAO et déposer leur soumission. Les soumissions demeurent valides pour une période de cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit le 12 décembre 2021.

Sept (7) addendas ont été publiés et la nature de ceux-ci est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	**Date d'émission**	**Description**	**Impact monétaire**
No.1	2021-06-16	Erratum dans l'annonce publiée dans le journal.	non
No.2	2021-06-23	Modifications dues à la COVID-19 (modifications du formulaire de soumission et du cahier des clauses administratives générales); réponses aux questions,	oui
No.3	2021-07-06	Report des dates de visite et d'ouverture des soumissions.	non
No.4	2021-07-09	Réponses aux questions et demande d'équivalence.	non
No.5	2021-07-15	Modification Phasage des travaux. Réponses aux questions.	non

No.6	2021-07-16	Réponses aux questions.	non
No.7	2021-08-09	Réponses aux questions.	non

Les addendas ont eu un impact de 36 jours sur la date d'ouverture des soumissions qui était initialement prévue le 8 juillet 2021, soit un report d'ouverture au 12 août 2021.

JUSTIFICATION

Le tableau ci-dessous présente le résultat de l'appel d'offres public IMM-15699 pour lequel il y a eu sept (7) preneurs du cahier des charges pour ce lot, parmi lesquels quatre (4) ont déposé une soumission (57 %). Deux (2) preneurs ont acheté les documents à titre informatif, il s'agit de l'Association de la construction du Québec (ACQ) et de la Société Québécoise des Infrastructures (SQI) - direction des affaires juridiques.
Un suivi a été effectué auprès de l'autre preneur du cahier des charges afin de connaître les raisons pour lesquelles il n'a pas déposé de soumission. La raison fournie est que bien que l'entrepreneur soit très intéressé à travailler avec la Ville de Montréal, le carnet de commandes du soumissionnaire s'est rempli pendant la période de l'AO.

Un des soumissionnaires n'a pas fait la visite obligatoire.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée	1 444 215,92 $	361 053,98 $	1 805 269,90 $
Couverture Montréal Nord Ltée	2 323 644,75 $	580 911,19 $	2 904 555,94 $
Les couvertures St-Léonard inc.	2 531 519,55 $	632 879,89 $	3 164 399,44 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 830 472,71 $	457 618,18 $	2 288 090,89 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(482 820,99) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			(21,1) %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			1 099 286,04 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			61 %

Analyse du résultat de l'appel d'offres

À la suite du résultat de l'appel d'offres, l'architecte Beaupré Michaud et associés ("les professionnels") ainsi que le gérant de construction Pomerleau ("Pomerleau") ont recommandé l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme, Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée.

Les travaux de toiture ont précédemment fait l'objet de deux appels d'offres infructueux. En effet, aucun soumissionnaire n'a déposé d'offre la première fois, et un soumissionnaire unique a déposé une proposition nettement au-dessus des estimations lors du deuxième appel d'offres. À la lueur de ces échecs, la firme Pomerleau et les professionnels ont proposé d'apporter des modifications aux documents d'appel d'offres, notamment en

séparant des travaux en lots distincts, afin de rendre les documents d'appel d'offres plus attrayants pour les soumissionnaires et mieux solliciter le marché.

L'écart de -21% entre la soumission la plus basse conforme et l'estimation des professionnels est dû en quasi-totalité aux chapitres 1.1.1 et 1.3.1 Démolition. Les professionnels sont d'avis qu'ils ont surestimé les frais de gestion des matériaux dans leur estimation, et que l'écart entre la soumission la plus basse conforme et leur estimation est en réalité moindre.
Après analyse du bordereau de soumission, les professionnels et Pomerleau sont d'avis que le prix fourni par le plus bas soumissionnaire conforme correspond au juste coût des travaux.
Concernant l'écart entre les soumissionnaires, il est possible que les deux autres soumissionnaires aient ajouté des facteurs de risque plus élevés, ainsi qu'un facteur de surchauffe, en raison de leurs disponibilités dans un marché actuellement très sollicité.

Nous recommandons une allocation de 25 % pour fins de contingences compte tenu de travaux à risque identifiés par Pomerleau, notamment des conditions chantier qui pourraient être découvertes lors du retrait de l'étanchéité existante.

Conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D21-001, une évaluation du rendement de l'adjudicataire sera effectuée.

Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée ne figure pas au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) au moment de la rédaction du présent dossier. Pareillement, le Registre des entreprises ne fait état d'aucune irrégularité et les contractants ne sont pas visés par la Liste des personnes déclarées non conformes en application du Règlement de gestion contractuelle de la Ville, ni par la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le plus bas soumissionnaire conforme, Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée, s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 1 444 215,92 $, incluant les taxes.
La provision pour contingences de 25 %, soit 361 053,98 $, incluant taxes, servira à couvrir des imprévus qui pourraient survenir au cours de l'exécution des travaux.

Considérant que les travaux sont répartis en plus de 50 contrats de construction, le budget pour incidences servant à couvrir le coût des laboratoires, expertises, fouilles archéologiques ou des travaux à exécuter par des tiers, fera au besoin l'objet de demandes d'autorisation budgétaires distinctes par le biais de dossiers décisionnels délégués relatifs au projet. En conséquence, aucun montant pour incidence n'est demandé pour le présent dossier.

La dépense totale à autoriser est donc de 1 805 269,89 $, incluant les taxes, les contingences et les incidences. Elle est répartie sur un an de la façon suivante : 15 % en 2021 et 85 % en 2022.

La part du projet # 66034 *« Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville »* est financée comme suit :

Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) :

- un montant de 1 019 255,39 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence municipale 15-009 - Travaux de rénovation de l'hôtel de ville;

- un montant de 786 014,52 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 19-019 - Travaux de protection d'immeubles.

Le taux de répartition de la dépense entre la ville centre et l'agglomération pour ce contrat est établi sur la base du pourcentage d'occupation des espaces dans l'édifice de l'hôtel de ville. La répartition de l'hôtel de ville en 2021 est de 43,54 % agglo et de 56,46 % corpo, selon les taux d'occupation qui évoluent dans le temps.

Le tableau des coûts est inclus dans la section des pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte de Montréal 2030, des engagements en changement climatique et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi du contrat de travaux pour le lot 0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture » doit avoir lieu au plus tard fin août 2021 afin de respecter le calendrier de réalisation du projet. Ceci est le troisième appel d'offres; ces travaux sont sur le chemin critique et nécessitent le maintien en place des échafaudages qui doivent être retirés pour compléter les lots de travaux subséquents. Par conséquent, un retard dans l'octroi du contrat de travaux aurait un impact direct sur l'échéancier du projet.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la Covid-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue à cette étape du projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage au comité exécutif : 8 septembre 2021
Passage au conseil municipal: 27 septembre 2021
Passage au conseil d'agglomération : 30 septembre 2021
Début du mandat de l'adjudicataire (approximation) : 1er octobre 2021
Période de travaux : octobre 2021 à juin 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Sur la base des vérifications, le signataire de la présente recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlotte SAINT-HILAIRE
Gestionnaire immobilier

Tél : 5146174151
Télécop. : 5142803597

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-19

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs

Tél : 514-977-9883
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2021-08-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-08-24

Beaupré Michaud et
Associés, Architectes

Charlotte Saint-Hilaire, ing., MGP, PMP
Gestionnaire immobilier
Division des projets corporatifs, Direction de la gestion des projets immobiliers
Service de la gestion et de la planification immobilière
Ville de Montréal

303, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Cellulaire : 514-617-4151
Charlotte.Saint-Hilaire@montreal.ca

réf
LOT L0701 Toiture, AO3
Restauration de l'hôtel de ville de Montréal
Soumission : 15699
Mandat : 16864-2-001

Montréal, le 18 août 2021

Madame Saint-Hilaire,

Nous vous transmettons ci-après notre recommandation au sujet des soumissions pour le projet mentionné en titre. L'appel d'offres public a été publié par le Système électronique d'appel d'offres du Gouvernement du Québec (SEAO). Le numéro de référence SEAO est le 1498118. Les documents ont été rendus disponibles le 15 juin 2021. La date de clôture a été fixée au 12 août 2021.

Cinq entreprises se sont procuré les documents selon les données de SEAO. Le rapport du Gérant nous confirme que quatre soumissionnaires ont effectué la visite le site.

Sept (7) addendas ont été émis dont un au sujet des mesures entourant la gestion sanitaire Covid-19, d'autres avec des reports de date de clôture et des réponses à des questions des soumissionnaires.

Le 12 août 2021, la Ville de Montréal nous a transmis par courriel l'ensemble des documents déposés par les soumissionnaires. Le prix soumis avec les taxes est le suivant :

Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée.	**1 444 215,92 $**
Couverture Montréal Nord Ltée.	**2 323 644,75 $**
Les Couvertures St-Léonard Inc.	**2 531 519,55 $**

Le tableau d'analyse des prix ventilés est joint à la présente. Ce tableau permet de constater que le plus bas soumissionnaire a fourni les prix demandés selon le bordereau de soumission. Nous notons cependant une erreur dans le calcul des taxes de la soumission de Couvertures St-Léonard. Le montant présenté dans cette lettre a été corrigé selon les indications données par la Ville de Montréal.

Résultats
Le plus bas soumissionnaire, *Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée* propose de réaliser la totalité du mandat pour 1 444 215,92$ incluant les taxes.

Nos dernières estimations pour le projet étaient à 1 830 472,71 $ttc, incluant les coûts estimés pour les addendas émis. Il s'agit d'un écart de -21,10% par rapport au montant correspondant du plus bas soumissionnaire.

Analyse détaillée, éléments clés :
Par rapport à l'estimation, on identifie les principaux écarts suivants (montants avant taxes).

- Les travaux de démolition, proposés par le plus bas soumissionnaire, aux chapitres 1.1.1 et 1.3.1 représentent un écart de – 449 470 $ par rapport au montant estimé.

  Les écarts combinés à ces deux postes budgétaires représentent la majeure partie de l'écart total entre le plus bas soumissionnaire et l'estimation des professionnels.

  Selon notre analyse, les mesures de gestion des déchets mises en place par le Gérant ont permis de réduire les coûts associés à ce poste, à l'inverse des charges prévues aux estimations des professionnels. Par ailleurs, les prix proposés par les trois soumissionnaires pour ces postes sont nettement plus favorables que lors de l'appel d'offres no.02 tenu plus tôt cette année. Il se peut que les perspectives de disponibilités de la main-d'œuvre soient plus favorables pour cette industrie dans les mois à venir que lors de la période estivale 2021. Ce facteur pourrait avoir contribué grandement à obtenir des prix plus favorables pour des travaux.

- L'écart entre le plus bas soumissionnaire et les deux autres propositions se situe principalement aux postes 1.1.3, 1.2.3 et 1.3.3 – Systèmes d'imperméabilisation et isolant. Dans ce cas, nous n'évaluons pas qu'il s'agisse d'un enjeu d'interprétation des documents d'appel d'offres, car les propositions du plus bas soumissionnaire sont cohérentes avec les estimations des professionnels. L'écart entre les propositions pourrait plutôt provenir d'une opportunité d'affaire évaluée par les soumissionnaires en fonction de leurs carnets de commandes. Il est possible que les soumissionnaires no. 2 et 3 aient présenté des offres moins compétitives en raison de leur charge de travail prévue dans un marché actuellement très sollicitée.

- On note également un écart positif au poste 1.3.3 et un écart négatif au poste 1.3.4 (respectivement Système d'imperméabilisation et isolant – Solins et accessoires). Dans ce cas, puisque les deux postes visent des travaux connexes, il est fort probable que les coûts associés à la mise en place des membranes sous les solins aient été inclus dans le poste 1.3.3 par le soumissionnaire, alors qu'il a été inclus dans le poste 1.3.4 par les estimateurs.

Recommandation au sujet des soumissions ouvertes :

Un premier processus d'appel d'offres pour ce lot s'est soldé par aucune soumission déposée le un résultat similaire le 21 janvier 2021. Un second appel d'offres a été annulé en raison d'un soumissionnaire unique ayant déposé une offre 388% au-dessus de l'estimation des professionnels. Le troisième appel d'offres s'est déroulé alors que la portée des travaux et les conditions de mobilisations ont été modifiées afin d'obtenir des soumissions plus favorables pour la Ville de Montréal.

Estimation :	**1 830 472 $**
Appel d'offres no.01	aucune soumission
Appel d'offres no.02	**5 077 640 $**

Appel d'offres no.03 **1 444 215 $**

Le gérant de construction a procédé à la vérification de conformité des dossiers présentés. Le rapport de vérification est joint à cette lettre.

Nous vous recommandons d'octroyer le contrat de du lot mentionné en objet pour les travaux à l'Hôtel de Ville de Montréal à l'entreprise *Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée* au prix soumis.

Merci de votre attention,

X 

Menaud Lapointe, architecte associé

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Lot 0701: Toiture
Description: Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville
Contrat: 15699

Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée

					Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:	**Montants pour travaux forfaitaires**		**%**	**$**					
	Conditions générales		6,9%	87 124,00	4 356,20		8 690,62		**100 170,82**
	Travaux de toitures		92,9%	1 166 589,00	58 329,45		116 367,25		**1 341 285,70**
							0,00		**0,00**
	Montants pour items à prix unitaires								
	Mesures sanitaires COVID		0,2%	2 400,00	120,00		239,40		**2 759,40**
	Sous-total :		**100,0%**	**1 256 113,00**	**62 805,65**		**125 297,27**		**1 444 215,92**
	Contingences		25,0%	314 028,25	15 701,41		31 324,32		361 053,98
	Total - Contrat :			**1 570 141,25**	**78 507,06**		**156 621,59**		**1 805 269,90**
Incidences:	Dépenses générales								
	Dépenses spécifiques								
	Total - Incidences :		0,0%	**0,00**	**0,00**		**0,00**		**0,00**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)			**1 570 141,25**	**78 507,06**		**156 621,59**		**1 805 269,90**
Ristournes:	Tps	100,00%			78 507,06				78 507,06
	Tvq	50,0%					78 310,79		78 310,79
	Coût après rist. (Montant à emprunter)			**1 570 141,25**	**0,00**		**78 310,79**		**1 648 452,04**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : IMM-15699
Numéro de référence : 1498118
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : PROJET RESTAURATION ET MISE AUX NORMES DE L'HÔTEL DE VILLE DE MONTRÉAL - LOT L0701 – TOITURE

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca NEQ :	Monsieur Luc Claveau Téléphone : 514 354-0609 Télécopieur :	**Commande : (1914733)** 2021-06-15 22 h 04 **Transmission :** 2021-06-15 22 h 04	3548058 - Addenda 1 2021-06-17 10 h 14 - Courriel 3552238 - Addenda 2 2021-06-23 17 h 02 - Courriel 3557537 - Addenda 3 - report de date et ajout de visites 2021-07-06 16 h 14 - Courriel 3560233 - Addenda 4 2021-07-09 15 h 23 - Courriel 3563926 - Addenda 5 2021-07-16 14 h 19 - Courriel 3564066 - Addenda 6 2021-07-16 16 h 12 - Courriel 3573062 - Addenda 7 2021-08-10 8 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Couverture Montréal-Nord Ltée 8200 rue Lafrenaie Montréal, QC, H1P 2A9 NEQ : 1168317445	Monsieur Pierre-Olivier Nadeau Téléphone : 514 324-8300 Télécopieur :	**Commande : (1920555)** 2021-06-30 16 h 06 **Transmission :** 2021-06-30 16 h 06	3548058 - Addenda 1 2021-06-30 16 h 06 - Téléchargement 3552238 - Addenda 2 2021-06-30 16 h 06 - Téléchargement 3557537 - Addenda 3 - report de date et ajout de visites 2021-07-06 16 h 14 - Courriel 3560233 - Addenda 4 2021-07-09 15 h 23 - Courriel 3563926 - Addenda 5 2021-07-16 14 h 19 - Courriel 3564066 - Addenda 6 2021-07-16 16 h 12 - Courriel 3573062 - Addenda 7 2021-08-10 8 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Gagne & Roy Inc. 1440, rue du Conseil Sherbrooke, QC, J1G 1N4 NEQ : 1142063560	Monsieur Dany Pariseau Téléphone : 819 563-8771 Télécopieur : 819 563-0800	**Commande : (1921142)** 2021-07-05 8 h 10 **Transmission :** 2021-07-05 8 h 10	3548058 - Addenda 1 2021-07-05 8 h 10 - Téléchargement 3552238 - Addenda 2 2021-07-05 8 h 10 - Téléchargement 3557537 - Addenda 3 - report de date et ajout de visites 2021-07-06 16 h 14 - Courriel 3560233 - Addenda 4 2021-07-09 15 h 23 - Courriel 3563926 - Addenda 5 2021-07-16 14 h 19 - Courriel 3564066 - Addenda 6 2021-07-16 16 h 12 - Courriel 3573062 - Addenda 7 2021-08-10 8 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Couvertures St-Léonard Inc 11,365 - 55ième Avenue Montréal, QC, H1E 2R2 NEQ : 1164967250	Monsieur Marc Caissie Téléphone : 514 648-1118 Télécopieur : 514 648-3171	**Commande : (1914247)** 2021-06-15 9 h 38 **Transmission :** 2021-06-15 9 h 38	3548058 - Addenda 1 2021-06-17 10 h 14 - Courriel 3552238 - Addenda 2 2021-06-23 17 h 02 - Courriel 3557537 - Addenda 3 - report de date et ajout de visites 2021-07-06 16 h 14 - Courriel 3560233 - Addenda 4 2021-07-09 15 h 23 - Courriel 3563926 - Addenda 5 2021-07-16 14 h 19 - Courriel 3564066 - Addenda 6 2021-07-16 16 h 12 - Courriel 3573062 - Addenda 7 2021-08-10 8 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée 11,600 Philippe Panneton Montréal, QC, H1E 4G4 NEQ : 1174011727	Monsieur Département de L'Estimation Téléphone : 514 648-1595 Télécopieur : 514 648-1631	**Commande : (1914961)** 2021-06-16 10 h 27 **Transmission :** 2021-06-16 10 h 27	3548058 - Addenda 1 2021-06-17 10 h 14 - Courriel 3552238 - Addenda 2 2021-06-23 17 h 02 - Courriel 3557537 - Addenda 3 - report de date et ajout de visites 2021-07-06 16 h 14 - Courriel 3560233 - Addenda 4 2021-07-09 15 h 23 - Courriel 3563926 - Addenda 5 2021-07-16 14 h 19 - Courriel

				3564066 - Addenda 6 2021-07-16 16 h 12 - Courriel 3573062 - Addenda 7 2021-08-10 8 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SQI-Direction des affaires juridiques 1075, de l'Amérique Francaise Québec, QC, G1R 5P8 NEQ :	Madame Jade-Élie Savoie Téléphone : 418 646-1766 Télécopieur :	**Commande : (1914431)** 2021-06-15 12 h 41 **Transmission :** 2021-06-15 12 h 41	Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	Toitures Trois Étoiles Inc. 7550 rue Saint-Patrick Montréal, QC, H8N 1V1 http://www.toiturestroisetoiles.com NEQ : 1142111666	Madame Sylvie Duguay Téléphone : 514 365-6600 Télécopieur :	**Commande : (1920690)** 2021-07-01 9 h 20 **Transmission :** 2021-07-02 7 h 43	3548058 - Addenda 1 2021-07-01 9 h 20 - Téléchargement 3552238 - Addenda 2 2021-07-01 9 h 20 - Téléchargement 3557537 - Addenda 3 - report de date et ajout de visites 2021-07-06 16 h 14 - Courriel 3560233 - Addenda 4 2021-07-09 15 h 23 - Courriel 3563926 - Addenda 5 2021-07-16 14 h 19 - Courriel 3564066 - Addenda 6 2021-07-16 16 h 12 - Courriel 3573062 - Addenda 7 2021-08-10 8 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1218115005*
Unité administrative responsable : *Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs*
Projet : *Projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*1. Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050*
*10. Accroître la **participation et l'engagement des citoyennes et citoyens** à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision*
*11. Offrir une **expérience citoyenne** simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique*
*12. Miser sur la **transparence, l'ouverture et le partage des données** ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective*
*15. Soutenir la **vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif**, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire*

.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

1. Le projet vise l'obtention de la certification LEED V4 Exploitation et entretien des bâtiments existants de niveau Or. L'édifice deviendra carboneutre suite à l'intégration de nouvelles sources d'énergies renouvelables dont l'aérothermie pour réduire de façon significative sa consommation énergétique.

10. Avec ce projet, nous recherchons la pérennité d'un bâtiment historique qui répond aux besoins d'aujourd'hui et de demain tout en créant un véritable lieu d'échange. Tout en maintenant ses éléments patrimoniaux, un accent a été mis sur l'atteinte des plus hauts standards d'accessibilité universelle, mais également sur l'augmentation du nombre d'espaces ouverts à la population montréalaise ainsi qu'aux touristes locaux et internationaux. Grâce aux mesures de restauration patrimoniale et aux travaux de modernisation rendus nécessaires, l'hôtel de ville de Montréal sera un lieu convivial et accueillant adapté aux besoins des citoyennes et des citoyens et à la vie démocratique

11. La population montréalaise pourra profiter d'espaces citoyens plus ouverts et accessibles dans le nouvel hôtel de ville de Montréal. Le projet actualisé de l'hôtel de ville comprend notamment l'ajout d'un espace muséal avec l'installation de bornes interactives et l'aménagement d'une exposition permanente sur la démocratie municipale et l'histoire de la Cité administrative et de l'hôtel de ville ainsi que la création d'un coin café qui respectent les plus hauts standards de l'accessibilité universelle. De plus, de nouveaux lieux pourront être découverts lors de visites, tels que le balcon de la salle du conseil historiquement fermé au public.

12. La population montréalaise pourra profiter d'espaces citoyens plus ouverts et accessibles dans le nouvel hôtel de ville de Montréal. Le projet actualisé de l'hôtel de ville comprend notamment l'ajout d'un espace muséal avec l'installation de bornes interactives et l'aménagement d'une exposition permanente sur la démocratie municipale et l'histoire de la Cité administrative et de l'hôtel de ville ainsi que la création d'un coin café qui respectent les plus hauts standards de l'accessibilité universelle. De plus, de nouveaux lieux pourront être découverts lors de visites, tels que le balcon de la salle du conseil historiquement fermé au public.

15. De nouveaux éléments ont été intégrés pour renforcer l'appropriation citoyenne du lieu et deux nouvelles œuvres d'art seront installés et accompagneront le quotidien des personnes qui visitent l'hôtel de ville. L'exécution des travaux de restauration de la fenestration, de la maçonnerie, des plâtres et des boiseries sont exécutés par des artisanats qui agissent en tant qu'experts. Ils sont retenus et se démarquent des travailleurs habituels de la construction par leur savoir-faire ainsi que par leurs connaissances, leurs compétences et leurs expertises uniques

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	**X**		

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218115005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat à Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée pour la réalisation des travaux de construction de la toiture lot L0701 dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 805 269,90 $, taxes incluses (contrat : 1 444 215,92 $ + contingences : 361 053,98 $) - Appel d'offres public IMM-15699 - (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1218115005 - Travaux lot L0701 Hôtel-de-Ville.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-20

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.012

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1218130001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Excavations Super Inc. pour la réalisation des travaux d'aménagement de la place des Arrimeurs, incluant éclairage - Dépense totale de 2 641 921,89 $, taxes incluses (contrat : 1 928 410,14 $ + contingences 289 261,52 $ + variation des quantités 231 409,22 $ + incidences 192 841,01 $) - Appel d'offres public numéro 21-6610 - (quatre soumissionnaires)

Il est recommandé :
1. d'accorder à Les Excavations Super inc., plus bas soumissionnaire conforme,le contrat pour la réalisation des travaux d'aménagement de la Place des Arrimeurs au montant de 1 928 410,14 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (21-6610) - 4 soumissions;

2. d'autoriser une dépense de 289 261,52 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 231 409,22 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4. d'autoriser une dépense de 192 841,01 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5. de prioriser, pour l'année 2023 et les années suivantes, les dépenses d'entretien au budget de fonctionnement de l'arrondissement du Sud-Ouest, au montant de 13 025,47 $ net des ristournes de taxes (dont 11 450,66 $ en rémunération et 1 574,81 $ en biens taxables);

6. de procéder à une évaluation du rendement de Les Excavations Super inc.;

7. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centrale, pour une dépense totale de 2 641 921,89 $, taxes incluses.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-26 13:36

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218130001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Excavations Super Inc. pour la réalisation des travaux d'aménagement de la place des Arrimeurs, incluant éclairage - Dépense totale de 2 641 921,89 $, taxes incluses (contrat : 1 928 410,14 $ + contingences 289 261,52 $ + variation des quantités 231 409,22 $ + incidences 192 841,01 $) - Appel d'offres public numéro 21-6610 - (quatre soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le parc du Bassin-à-Bois et la place des Arrimeurs sont localisés dans le secteur « Les Bassins du Nouveau Havre » (LBNH) au coeur du secteur urbain Griffintown de l'arrondissement du Sud-Ouest. Le secteur connaît une effervescence immobilière; à terme, la Ville anticipe la création de près de 15 000 nouveaux logements, représentant un accroissement de la population de près de 23 000 personnes.
Le secteur urbain est composé de plusieurs espaces publics dont certains ont été réalisés à ce jour. La figure 2 en pièce jointe répertorie et localise ces espaces publics.

En 2019, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) a octroyé un contrat de services professionnels à WAA Montréal inc. et ABCP Architecture et urbanisme Ltée pour l'aménagement du parc du Bassin-à-Bois et de la place des Arrimeurs. Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) est le service requérant tandis que le SGPMRS est le service exécutant du projet et est accompagné du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) pour l'anneau de glace réfrigéré et le pavillon de parc. Un mandat a également été octroyé à SNC-Lavalin GEM Québec Inc. en juillet 2021 pour faire l'étude géotechnique des sols.

À l'origine, LBNH comprenait quatre bassins et leurs quais respectifs. Les bassins ont été remblayés à la fin des années 1960. Cet immense lot a ensuite logé un centre de tri de Postes Canada, de 1978 à 2003. La Société immobilière du Canada (SIC) l'a acquis en 2007 et le centre de tri a été démoli en 2010.

En août 2009, le conseil municipal (CM) approuvait un accord de développement entre la Ville de Montréal et la SIC pour la réalisation du projet LBNH. En vertu de cet accord, la Ville s’engageait à aménager trois parcs municipaux ainsi qu’une place publique, dont le parc du Bassin-à-Bois et la place des Arrimeurs.

D'une superficie 1 045 m², la place des Arrimeurs se situe à l’est de l’allée des Chalands, au sud des rues Ottawa et William.

Le programme d’aménagement pour la place des Arrimeurs consiste principalement à l'aménagement d'une place minéralisée comportant des îlots de plantation, du mobilier urbain (bancs, corbeilles à rebut et à recyclage) et doit pouvoir accueillir une oeuvre d’art. Le projet d'oeuvre a fait l’objet d’un concours d’art public, piloté par le Bureau d'art public du Service de la culture. Un contrat a été octroyé en avril 2021 à l'artiste Marie-Michelle Deschamps et l'installation de l'oeuvre est prévue au printemps 2022.

Ce projet est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu l’autorisation du comité exécutif le 13 mars 2019 de procéder à la phase Exécution par le mandat d’exécution SMCE1198074018.

Afin d'éviter un retard dans la réalisation des travaux, le projet a été réparti en deux phases : les travaux d'aménagement de la place des Arrimeurs, objet de ce dossier, et les travaux d'aménagement du parc du Bassin-à-Bois. Ultérieurement, ce dernier fera l'objet d'un appel d'offres public distinct.

L'appel d'offres public pour l'aménagement de la place des Arrimeurs, publié sur le SÉAO le 30 juin 2021 et dans Le Journal de Montréal, a offert aux soumissionnaires un délai de quarante-huit (48) jours afin d'obtenir les documents nécessaires sur le site de SÉAO et de déposer leur soumission. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 17 août 2021, soit quarante-huit (48) jours de calendrier après la publication de l'appel d'offres.

Quatre (4) addenda ont été émis lors de cet appel d'offres. Ceux-ci ont permis d’apporter des modifications, des clarifications et des ajouts mineurs requis en réponse aux questions posées par les soumissionnaires selon la procédure établie. Les modifications et les précisions de l'ensemble des addenda ont eu un faible impact sur le prix. Ils ont été envoyés à tous les preneurs de documents d'appel d'offres, dans les délais prescrits.

NUMÉRO ADDENDA	DATE	CONTENU
1	14 juillet 2021	Modifications de certains items du formulaire de soumission, au cahier des plans et précisions apportées en architecture de paysage, civil, électricité et structure.
2	16 juillet 2021	Modifications de certains items du formulaire de soumission et précisions apportées en architecture de paysage et en génie civil.
3	4 août 2021	Modifications de certains items du formulaire de soumission et précisions apportées en architecture de paysage, en génie civil, en électricité et en structure.
4	6 août 2021	Modifications de certains items du formulaire de soumission et précisions mineures apportées en génie civil.

Selon les termes des clauses des Instructions aux soumissionnaires, inclus au cahier des

charges, les soumissions sont valides pour 120 jours suivant la date d'ouverture. Elles sont donc valides jusqu'au 15 décembre 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0432, 20 avril 2021 – Accorder un contrat d'exécution d'œuvre d'art à Marie-Michelle Deschamps, artiste professionnelle, pour la fabrication et l'installation de l'œuvre d'art « Réciprocités » pour le projet d'aménagement de la place des Arrimeurs - Dépense totale de 379 417,50 $, taxes et contingences incluses / Approuver un projet de convention à cet effet (dossier 1217637002).
CM19 1110, 22 octobre 2019 – Octroi d'un contrat de services professionnels à WAA Montréal inc. & ABCP Architecture et urbanisme ltée, pour une somme de 2 268 749,93 $, dans le cadre de l'aménagement du parc du Bassin-à-Bois et de la place des Arrimeurs (dossier 1196300002).

CG19 0250, 16 mai 2019 – Résilier le contrat octroyé à Les services intégrés Lemay et associés inc. pour des services professionnels en architecture de paysage et en ingénierie pour l'élaboration de plans et de devis et la surveillance, requis pour l'aménagement du parc du Bassin-à-Bois (nord et sud) et de la place publique des Quatre-Bassins, octroyé à la suite de l'appel d'offres public 211613 (dossier 1196300001).

CM19 0779, 18 juin 2019 – Adoption du règlement autorisant un emprunt de 11 500 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement du domaine public dans le cadre du projet « Les Bassins du Nouveau-Havre » (dossier 1197713002).

CG16 0539, 29 septembre 2016 – Octroyer un contrat à la firme Les services intégrés Lemay et associés inc, pour des services professionnels en architecture de paysage et en ingénierie pour l'élaboration de plans et de devis et la surveillance requis pour l'aménagement du parc du Bassin-à-Bois (nord et sud) et de la place publique - Dépense totale de 618 237,19 $, taxes incluses (contrat de 588 797,32 $ + contingences de 29 439,87 $). Appel d'offres public numéro 211613 (trois soumissionnaires) (dossier 1167353001).

CG15 0806, 17 décembre 2015 – Adopter le règlement autorisant un emprunt de 3 162 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans le cadre du projet Les Bassins du Nouveau Havre (dossier 1153227002).

CG10 0408, 25 novembre 2010 – Approuver une entente sur les travaux municipaux avec la Société immobilière du Canada pour la réalisation du projet « Les Bassins du Nouveau Havre » (dossier 1104175002).

CM09 0674, 24 août 2009 – Approuver l'accord de développement pour le projet « Les Bassins du Nouveau Havre » (dossier 1094175003).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat à la firme Les Excavations Super Inc. pour réaliser les travaux d'aménagement de la place des Arrimeurs. Cette place publique, desservie par le réseau cyclable des rues Ottawa, William et Guy, offre une aire de repos plantée et constitue une destination du Corridor culturel, tout en permettant une liaison piétonne vers le canal de Lachine. Les travaux comprennent notamment :
- L'aménagement d'une place publique en pavés de béton préfabriqués, universellement accessible;
- L'installation de marches en granite;
- La construction de la fondation en béton avec armatures en fibre de verre pour la mise en place de l'oeuvre d'art;

- L'installation du mobilier de parc, incluant des bancs sur mesure et des corbeilles à rebuts et à recyclage;
- Des travaux de protection de 2 arbres existantes, de plantation de 8 arbres feuillus, 140 arbustes feuillus, 19 arbustes conifères et de 1393 vivaces, ainsi que d'engazonnement;
- Des travaux d'éclairage et d'électromécanique divers;
- Des travaux civils incluant le branchement à l'aqueduc et aux égouts et la gestion des sols contaminés.

Le transport et l'installation de l'oeuvre d'art ne sont pas inclus dans les travaux prévus par ce dossier. Ils seront assumés par l'entrepreneur délégué par l'artiste.

L'accessibilité aux deux centres de la petite enfance (CPE) du bâtiment adjacent au terrain sera maintenue durant les travaux.

Le projet s'inscrit dans la politique d'accessibilité universelle de la Ville.

Pour ce projet, un montant de 289 261,52 $, taxes incluses, représentant 15 % du contrat de base, est requis à titre de budget de contingences. Ce montant est nécessaire afin de faire face aux imprévus qui pourraient surgir durant la réalisation des travaux.
Un montant de 231 409,22 $, taxes incluses, représentant 12 % du contrat de base, est également requis à titre de variation de quantités.
En ce qui a trait au budget d'incidences, un autre montant de 192 841,01 $, taxes incluses, représentant 10 % du contrat de base, est requis. Ce montant est nécessaire afin de couvrir les frais affectés au contrôle qualitatif et à diverses expertises techniques dont la gestion des sols et autres dépenses incidentes pour mettre en service les installations.

Le début des travaux de la place des Arrimeurs est prévu pour octobre 2021. La fin des travaux est prévue pour le printemps 2022.

Des pénalités seront appliquées si les délais ne sont pas respectés, conformément aux clauses administratives générales et spéciales inclus dans les documents d'appel d'offres du dossier.

JUSTIFICATION

Ouverts à tous les entrepreneurs satisfaisant les termes des clauses administratives incluses au cahier des charges, les documents ont été pris par un total de sept (7) entrepreneurs, deux (2) fournisseurs ou entrepreneurs spécialisés. Quatre (4) soumissions ont été déposées, ce qui représente 44 % des entrepreneurs preneurs du cahier des charges. La liste complète des preneurs des documents d'appel d'offres se trouve en pièce jointe.
Le tableau d'analyse des soumissions ci-après présente les quatre (4) soumissions jugées conformes. Aucune des soumissions reçues n'a été jugée non conforme.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Les excavations Super Inc.	1 928 410,14 $	520 670,74 $	2 449 080,88 $
Aménagement Côté Jardin inc.	1 941 231,35 $	524 132,46 $	2 465 363,81 $
Salvex inc.	1 976 550,17 $	533 668,55 $	2 510 218,72 $
Les constructions H2D inc.	2 294 832,83 $	619 604,86 $	2 914 437,69 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 660 992,09 $	448 467,86 $	2 109 459,95 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			339 620,92 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	16,10 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	16 282,94 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	0,66 %

La dernière estimation des professionnels du projet envoyée à SÉAO d'une somme de 1 657 772,79 $ comportait une erreur de calcul. Le prix qui figure dans le tableau ci-dessus représente le montant rectifié.

L'écart entre la plus basse soumission, soit Les Excavations Super Inc. et l'estimation fournie par les professionnels du projet, incluant les addenda, est de 339 620,92 $, soit de 16,10 %. Il se justifie en raison de l'instabilité actuelle du prix de matériaux (béton particulièrement), par manque de disponibilité de matière première ou de main d'oeuvre.

L'écart entre la deuxième plus basse soumission et la plus basse soumission est de 16 282,94 $, soit de 0,66 %.

L'analyse des soumissions démontre que Les Excavations Super Inc. est le plus bas soumissionnaire conforme. Il est donc recommandé d'octroyer le contrat à cette firme.

L'entreprise Les Excavations Super Inc. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), ni sur la Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant (LFRI) et n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ).

L'adjudicataire est assujetti à l'obligation d'obtenir une autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) dans le cadre de ce contrat. La preuve de renouvellement auprès de l'AMP avec une autorisation de soumissionner valide jusqu'au 3 septembre 2022 a été fournie avec sa soumission (voir pièces jointes).

Comme ce contrat d'exécution de travaux a une valeur nette de plus d'un million de dollars, une évaluation du rendement de l'entrepreneur devra être réalisée, tel qu'indiqué au cahier des charges du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat s'élève à la somme de 2 641 921,89 $, taxes, contingences, variation de quantités et incidences incluses.
Cette dépense totale maximale de 2 641 921,89 $, taxes incluses, comprends :
- un contrat avec Les Excavations Super Inc. pour un montant de 1 928 410,14 $, taxes incluses;
- un budget de contingences de 289 261,52 $, taxes incluses;
- un budget de variation de quantités de 231 409,22 $, taxes incluses;
- un budget d'incidences de 192 841,01 $, taxes incluses.

Cette dépense de 2 412 426,83 $, nette de ristournes, sera assumé comme suit :

1. Pour une grande partie des travaux de la place des Arrimeurs, incluant les contingences, la variation de quantités et les incidences associées, un montant maximal de 2 134 544,59 $, net de ristourne, sera financé par les règlements d'emprunt 15-097 et 19-038. La répartition des coûts du contrat est détaillée comme suit :
- Un montant de 1 706 280,74 $ avec taxes (1 558 061,74 $, net de ristournes) pour les

travaux;
- Un montant de 255 942,11 $ avec taxes (233 709,26 $, net de ristournes) pour les contingences de construction;
- Un montant de 204 753,69 $ avec taxes (186 967,41 $, net de ristournes) pour la variation de quantités;
- Un montant de 170 628,07 $ avec taxes (155 806,17 $, net de ristournes) pour les incidences, répartie en services professionnels au montant de 57 500,00 $ avec taxes (52 505,16 $, net de ristournes) et en services techniques au montant de 113 128,07 $ avec taxes (103 301,01 $, net de ristournes).

2. Pour une partie des travaux de la place des Arrimeurs liés à l'oeuvre d'art, incluant les contingences, la variation de quantités et les incidences associées, un montant maximal de 277 882,24 $, net de ristournes, sera financé par le règlement d'emprunt 17-027.
La répartition des coûts du contrat est détaillée comme suit :
- Un montant de 222 129,40 $ avec taxes (202 833,75 $, net de ristournes) pour les travaux;
- Un montant de 33 319,41 $ avec taxes (30 425,06 $, net de ristournes) pour les contingences de construction;
- Un montant de 26 655,53 $ avec taxes (24 340,05 $, net de ristournes) pour la variation de quantités;
- Un montant de 22 212,94 $ avec taxes (20 283,38 $, net de ristournes) pour les incidences en services techniques.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centrale et imputée au budget de la direction de l'urbanisme.

Le budget net requis pour ce dossier est prévu et disponible au PDI; il est réparti comme suit :

	2021	**2022**	**2023**	**Total**
Travaux de la place des Arrimeurs	747 090,61 $	1 280 726,75 $	106 727,23 $	2 134 544,59 $
Travaux de la place des Arrimeurs liés à l'oeuvre d'art	97 258,78 $	166 729,34 $	13 894,11 $	277 882,24 $

Pour l'année 2023 et les années suivantes, l'ajustement de la base budgétaire d'entretien paysager du budget de fonctionnement de l'arrondissement du Sud-Ouest, au montant de 13 025,47 $, net des ristournes de taxes (dont 11 450,66 $ en rémunération et 1 574,81 $ en biens taxables) sera adressé en 2022.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.
La proposition intègre les principes suivants :

- Protection des arbres matures existants et plantation d'arbres et des îlots de végétations;
- L’intégration d’une œuvre d’art public, la première d’une série de quatre œuvres qui seront intégrées dans les parcs et les places publiques localisés sur le Corridor culturel de la rue Ottawa;
- L'aménagement d'une place publique accessible universellement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Deux CPE sont en cours d'aménagement au rez-de-chaussée du bâtiment adjacent à la place des Arrimeurs, leur ouverture est prévue le 1er novembre 2021. La configuration actuelle de la place, avec le monticule de terre et les aspérités du sol, n'est pas sécuritaire pour les futurs utilisateurs.
Une décision favorable dans le présent dossier permettra d'aménager l'accès aux CPE et de respecter l'échéancier prévu pour cette phase des travaux.

Une décision défavorable impliquera un retour en appel d'offres public, un retard sur l'échéancier et une augmentation des coûts du projet.

Un retard dans l'échéancier nécessitera un décalage de l'installation de l'oeuvre d'art et, possiblement, des frais d'entreposage imprévus.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST et les prescriptions des clauses administratives générales et spéciales du cahier des charges du projet, la pandémie de la COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera élaborée, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étapes d'approbation du dossier décisionnel :

- Comité exécutif : 8 septembre 2021
- Conseil municipal : 27 septembre 2021

Étapes suivantes :

- Ordre de débuter les travaux : octobre 2021
- Durée des travaux : octobre 2021 à début juin 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Iulia Ramona BOAR BUCSA)

Certification de fonds :
Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Brigitte BLONDIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louis-Henri BOURQUE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Eve MALÉPART, Service de l'habitation
Marc-André HERNANDEZ, Le Sud-Ouest
Stéphanie ROSE, Service de la culture

Lecture :

Eve MALÉPART, 26 août 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chenda DUONG
Architecte paysagiste

Tél : 514-409-5223
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-22

Marie-Claude SEGUIN
Cheffe de division - Aménagement des parcs urbains

Tél : 514 966-1453
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Clément ARNAUD
Chef de division - Aménagement des grands parcs métropolitains
Tél : 514-984-1706

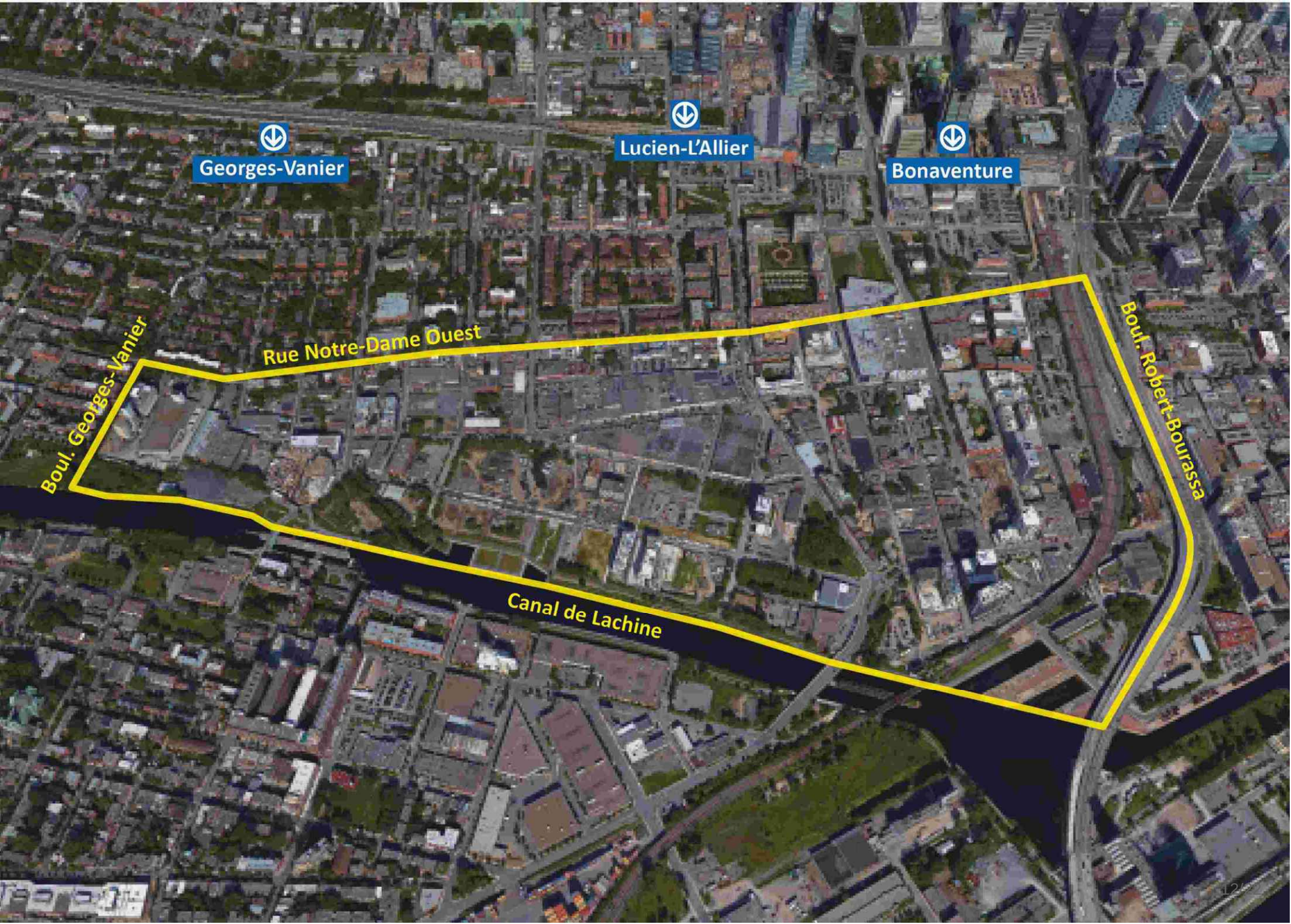
Le 13 août 2021
Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne monsieur Clément Arnaud, chef de division - Aménagement des grands parcs métropolitains, pour me remplacer du 14 au 30 août 2021 inclusivement dans l'exercice de mes fonctions de directrice de la Direction de l'aménagement des parcs et espaces publics, et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions.
Sylvia-Anne Duplantie
Directrice – Aménagement des parcs et espaces publics

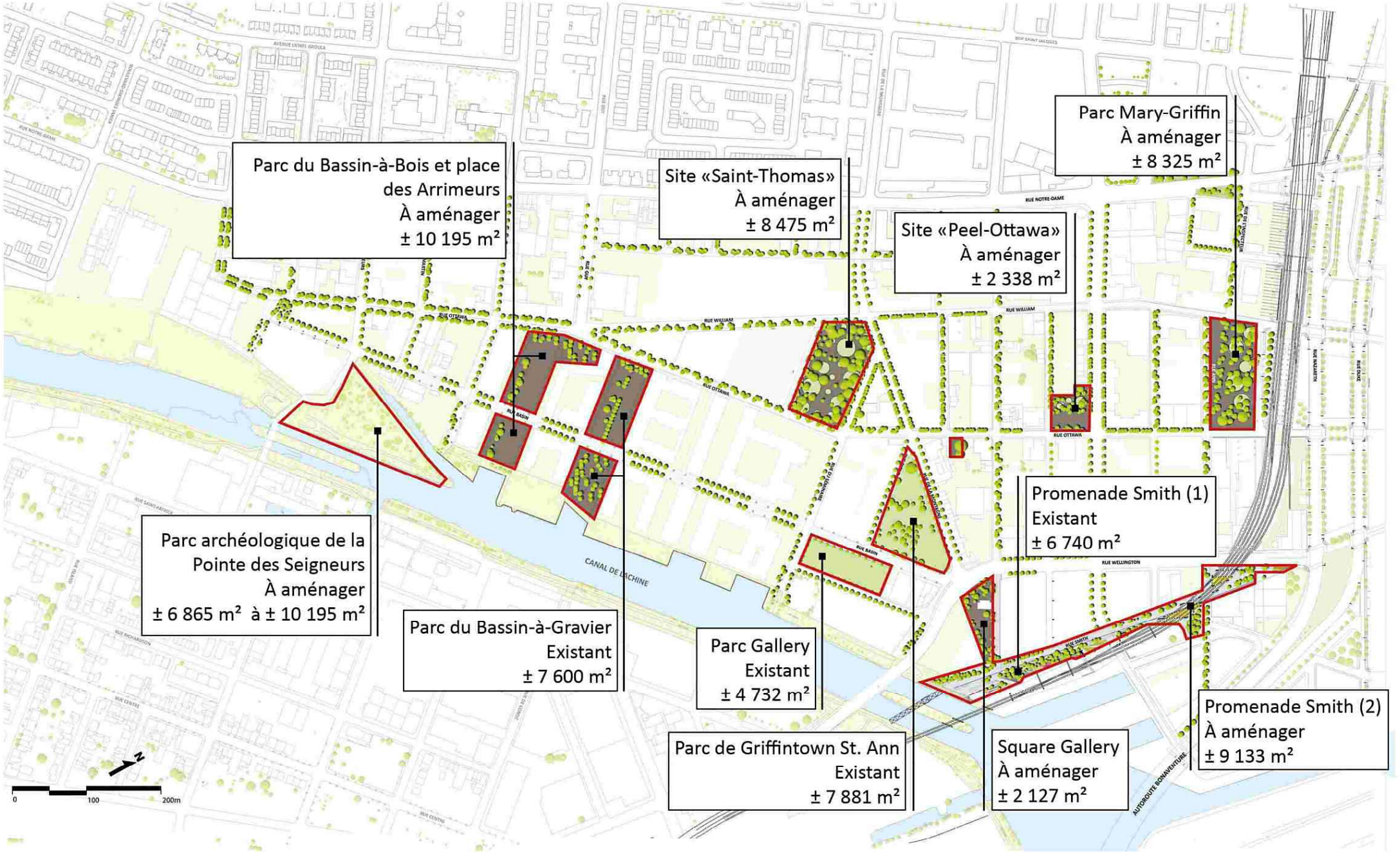
APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Tél : 514.872.1456

Approuvé le :	2021-08-25	**Approuvé le :**	2021-08-26


Georges-Vanier
Lucien-L'Allier
Bonaventure
Rue Notre-Dame Ouest
Boul. Georges-Vanier
Boul. Robert-Bourassa
Canal de Lachine


Parc du Bassin-à-Bois et place des Arrimeurs
À aménager
± 10 195 m²
Site «Saint-Thomas»
À aménager
± 8 475 m²
Site «Peel-Ottawa»
À aménager
± 2 338 m²
Parc Mary-Griffin
À aménager
± 8 325 m²
Parc archéologique de la Pointe des Seigneurs
À aménager
± 6 865 m² à ± 10 195 m²
Parc du Bassin-à-Gravier
Existant
± 7 600 m²
Parc Gallery
Existant
± 4 732 m²
Promenade Smith (1)
Existant
± 6 740 m²
Parc de Griffintown St. Ann
Existant
± 7 881 m²
Square Gallery
À aménager
± 2 127 m²
Promenade Smith (2)
À aménager
± 9 133 m²
CANAL DE LACHINE
RUE NOTRE-DAME
RUE WILLIAM
RUE OTTAWA
RUE BASIN
RUE WELLINGTON
RUE SMITH
AUTOROUTE BONAVENTURE
0
100
200m

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 4 septembre 2019

LES EXCAVATIONS SUPER INC.
A/S MADAME TIZIANA CAPPELLO
5900, RUE SAINT-JACQUES
MONTRÉAL (QC) H4A 2E9

No de décision : 2019-DAMP-0775
N° de client : 2700022659

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES EXCAVATIONS SUPER INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **3 septembre 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-6610
Numéro de référence : 1502681
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Aménagement de la place des Arrimeurs, incluant éclairage

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aménagement Coté Jardin Inc 4303 rue Hogan Montréal, QC, H2H 2N2 NEQ : 1143147123	Monsieur Jean-Patrick Blanchette Téléphone : 514 939-3577 Télécopieur : 514 939-3174	**Commande : (1920581)** 2021-06-30 16 h 48 **Transmission :** 2021-06-30 16 h 48	3562998 - Addenda 01 (devis) 2021-07-16 8 h 10 - Courriel 3562999 - Addenda 01 (plan) 2021-07-16 8 h 28 - Messagerie 3563000 - Addenda 01 (bordereau) 2021-07-16 8 h 10 - Téléchargement 3563023 - Addenda 01 (Suite) 2021-07-16 8 h 09 - Courriel 3564527 - Addenda 02 (devis) 2021-07-22 8 h 52 - Courriel 3564528 - Addenda 02 (bordereau) 2021-07-22 8 h 52 - Téléchargement 3571241 - Addenda 03 (devis) 2021-08-06 13 h 37 - Courriel 3571242 - Addenda 03 (plan) 2021-08-06 13 h 37 - Courriel 3571243 - Addenda 03 (bordereau) 2021-08-06 13 h 37 - Téléchargement 3571252 - Addenda 03 - Suite Devis 2021-08-06 8 h 16 - Courriel 3572127 - addenda 04 (partie 01) 2021-08-06 13 h 51 - Courriel 3572242 - addenda 04 (partie 02) 2021-08-06 17 h 09 - Courriel 3572684 - addenda 04 (partie 3) (devis) 2021-08-09 13 h 17 - Courriel 3572685 - addenda 04 (partie 3) (bordereau) 2021-08-09 13 h 17 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ceveco inc. 2970 Omer Ravary Bureau 100 Montréal, QC, H1W 3Z6 http://www.ceveco.ca NEQ : 1144463719	Monsieur Patrick Lapointe Téléphone : 514 521-1042 Télécopieur : 514 521-1048	**Commande : (1920625)** 2021-06-30 21 h 46 **Transmission :** 2021-06-30 22 h 12	3562998 - Addenda 01 (devis) 2021-07-16 8 h 10 - Courriel 3562999 - Addenda 01 (plan) 2021-07-16 8 h 24 - Messagerie 3563000 - Addenda 01 (bordereau) 2021-07-16 8 h 10 - Téléchargement 3563023 - Addenda 01 (Suite) 2021-07-16 8 h 09 - Courriel 3564527 - Addenda 02 (devis) 2021-07-22 8 h 52 - Courriel 3564528 - Addenda 02 (bordereau) 2021-07-22 8 h 52 - Téléchargement 3571241 - Addenda 03 (devis) 2021-08-06 13 h 37 - Courriel 3571242 - Addenda 03 (plan) 2021-08-06 14 h 56 - Messagerie 3571243 - Addenda 03 (bordereau) 2021-08-06 13 h 37 - Téléchargement 3571252 - Addenda 03 - Suite Devis 2021-08-06 8 h 15 - Courriel 3572127 - addenda 04 (partie 01) 2021-08-06 13 h 51 - Courriel 3572242 - addenda 04 (partie 02) 2021-08-06 17 h 09 - Courriel 3572684 - addenda 04 (partie 3) (devis) 2021-08-09 13 h 17 - Courriel 3572685 - addenda 04 (partie 3) (bordereau) 2021-08-09 13 h 17 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1920756)** 2021-07-01 11 h 04 **Transmission :** 2021-07-01 11 h 04	3562998 - Addenda 01 (devis) 2021-07-16 8 h 10 - Courriel 3562999 - Addenda 01 (plan) 2021-07-16 8 h 23 - Messagerie 3563000 - Addenda 01 (bordereau) 2021-07-16 8 h 10 - Téléchargement 3563023 - Addenda 01 (Suite) 2021-07-16 8 h 09 - Courriel 3564527 - Addenda 02 (devis) 2021-07-22 8 h 52 - Courriel 3564528 - Addenda 02 (bordereau) 2021-07-22 8 h 52 - Téléchargement 3571241 - Addenda 03 (devis) 2021-08-06 13 h 37 - Courriel 3571242 - Addenda 03 (plan) 2021-08-06 13 h 37 - Courriel

3571243 - Addenda 03 (bordereau)
2021-08-06 13 h 37 - Téléchargement

3571252 - Addenda 03 - Suite Devis
2021-08-06 8 h 15 - Courriel

3572127 - addenda 04 (partie 01)
2021-08-06 13 h 51 - Courriel

3572242 - addenda 04 (partie 02)
2021-08-06 17 h 09 - Courriel

3572684 - addenda 04 (partie 3) (devis)
2021-08-09 13 h 16 - Courriel

3572685 - addenda 04 (partie 3) (bordereau)
2021-08-09 13 h 16 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Groupe Thermo-Lite inc
9065 rue champ d'eau
Montréal, QC, h1p3m3
https://www.Thermo-Lite.ca NEQ : 1167168765

Madame Daphné Laberge
Téléphone : 438 494-4034
Télécopieur :

Commande : (1926462)
2021-07-19 17 h 03
Transmission :
2021-07-19 17 h 03

3562998 - Addenda 01 (devis)
2021-07-19 17 h 03 - Téléchargement

3562999 - Addenda 01 (plan)
2021-07-19 17 h 03 - Téléchargement

3563000 - Addenda 01 (bordereau)
2021-07-19 17 h 03 - Téléchargement

3563023 - Addenda 01 (Suite)
2021-07-19 17 h 03 - Téléchargement

3564527 - Addenda 02 (devis)
2021-07-22 8 h 52 - Courriel

3564528 - Addenda 02 (bordereau)
2021-07-22 8 h 52 - Téléchargement

3571241 - Addenda 03 (devis)
2021-08-06 13 h 37 - Courriel

3571242 - Addenda 03 (plan)
2021-08-06 13 h 37 - Courriel

3571243 - Addenda 03 (bordereau)
2021-08-06 13 h 37 - Téléchargement

3571252 - Addenda 03 - Suite Devis
2021-08-06 8 h 15 - Courriel

3572127 - addenda 04 (partie 01)
2021-08-06 13 h 51 - Courriel

3572242 - addenda 04 (partie 02)
2021-08-06 17 h 09 - Courriel

3572684 - addenda 04 (partie 3) (devis)
2021-08-09 13 h 16 - Courriel

3572685 - addenda 04 (partie 3) (bordereau)
2021-08-09 13 h 16 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Les Constructions H2D Inc.
12820, chemin Bélanger
Suite 300
Mirabel, QC, J7J2N8
NEQ : 1166533407

Monsieur JEAN DUBÉ
Téléphone : 450 963-9217
Télécopieur : 450 963-1960

Commande : (1921636)
2021-07-05 17 h 17
Transmission :
2021-07-05 17 h 43

3562998 - Addenda 01 (devis)
2021-07-16 8 h 10 - Courriel

3562999 - Addenda 01 (plan)
2021-07-16 8 h 20 - Messagerie

3563000 - Addenda 01 (bordereau)
2021-07-16 8 h 10 - Téléchargement

3563023 - Addenda 01 (Suite)
2021-07-16 8 h 09 - Courriel

3564527 - Addenda 02 (devis)
2021-07-22 8 h 52 - Courriel

3564528 - Addenda 02 (bordereau)
2021-07-22 8 h 52 - Téléchargement

3571241 - Addenda 03 (devis)
2021-08-06 13 h 37 - Courriel

3571242 - Addenda 03 (plan)
2021-08-06 14 h 51 - Messagerie

3571243 - Addenda 03 (bordereau)
2021-08-06 13 h 37 - Téléchargement

3571252 - Addenda 03 - Suite Devis
2021-08-06 8 h 15 - Courriel

3572127 - addenda 04 (partie 01)
2021-08-06 13 h 51 - Courriel

3572242 - addenda 04 (partie 02)
2021-08-06 17 h 09 - Courriel

3572684 - addenda 04 (partie 3) (devis)
2021-08-09 13 h 16 - Courriel

3572685 - addenda 04 (partie 3) (bordereau)
2021-08-09 13 h 16 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Les Entreprises Ventec Inc
5600 rue Notre-Dame O Bureau 104
Montréal, QC, H4C 1V1
https://ventecinc.com/ NEQ : 1145668878

Monsieur Domenico A. Scirocco
Téléphone : 514 932-5600
Télécopieur : 514 932-8972

Commande : (1922372)
2021-07-07 10 h 12
Transmission :
2021-07-07 10 h 50

3562998 - Addenda 01 (devis)
2021-07-16 8 h 10 - Courriel

3562999 - Addenda 01 (plan)
2021-07-16 8 h 25 - Messagerie

3563000 - Addenda 01 (bordereau)
2021-07-16 8 h 10 - Téléchargement

3563023 - Addenda 01 (Suite)
2021-07-16 8 h 09 - Courriel

3564527 - Addenda 02 (devis)
2021-07-22 8 h 52 - Courriel

3564528 - Addenda 02 (bordereau)
2021-07-22 8 h 52 - Téléchargement

3571241 - Addenda 03 (devis)
2021-08-06 13 h 37 - Courriel

3571242 - Addenda 03 (plan)
2021-08-06 14 h 57 - Messagerie

3571243 - Addenda 03 (bordereau)
2021-08-06 13 h 37 - Téléchargement

3571252 - Addenda 03 - Suite Devis
2021-08-06 8 h 15 - Courriel

3572127 - addenda 04 (partie 01)
2021-08-06 13 h 51 - Courriel

3572242 - addenda 04 (partie 02)
2021-08-06 17 h 09 - Courriel

3572684 - addenda 04 (partie 3) (devis)
2021-08-09 13 h 17 - Courriel

3572685 - addenda 04 (partie 3) (bordereau)
2021-08-09 13 h 17 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Salvex Inc..
2450 Montée St-François
Laval, QC, H7E 4P2
NEQ : 1143368356

Monsieur Joe D. Salvo
Téléphone : 450 664-4335
Télécopieur : 450 664-1132

Commande : (1925431)
2021-07-15 12 h 07
Transmission :
2021-07-15 15 h 20

3562998 - Addenda 01 (devis)
2021-07-16 8 h 10 - Courriel

3562999 - Addenda 01 (plan)
2021-07-16 8 h 19 - Messagerie

3563000 - Addenda 01 (bordereau)
2021-07-16 8 h 10 - Téléchargement

3563023 - Addenda 01 (Suite)
2021-07-16 8 h 08 - Courriel

3564527 - Addenda 02 (devis)
2021-07-22 8 h 52 - Courriel

3564528 - Addenda 02 (bordereau)
2021-07-22 8 h 52 - Téléchargement

3571241 - Addenda 03 (devis)
2021-08-06 13 h 37 - Courriel

3571242 - Addenda 03 (plan)
2021-08-06 14 h 50 - Messagerie

3571243 - Addenda 03 (bordereau)
2021-08-06 13 h 37 - Téléchargement

3571252 - Addenda 03 - Suite Devis
2021-08-06 8 h 15 - Courriel

3572127 - addenda 04 (partie 01)
2021-08-06 13 h 51 - Courriel

3572242 - addenda 04 (partie 02)
2021-08-06 17 h 09 - Courriel

3572684 - addenda 04 (partie 3) (devis)
2021-08-09 13 h 16 - Courriel

3572685 - addenda 04 (partie 3) (bordereau)
2021-08-09 13 h 16 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Super Excavation Inc.
5900 Saint-Jacques Ouest
Montréal, QC, H4A 2E9
NEQ : 1142493619

Monsieur Natalino Cappello
Téléphone : 514 488-6883
Télécopieur : 514 488-1791

Commande : (1920636)
2021-07-01 7 h 14
Transmission :
2021-07-02 7 h 44

3562998 - Addenda 01 (devis)
2021-07-16 9 h 19 - Télécopie

3562999 - Addenda 01 (plan)
2021-07-16 8 h 21 - Messagerie

3563000 - Addenda 01 (bordereau)
2021-07-16 8 h 10 - Téléchargement

3563023 - Addenda 01 (Suite)
2021-07-16 8 h 10 - Télécopie

3564527 - Addenda 02 (devis)
2021-07-22 9 h 23 - Télécopie

3564528 - Addenda 02 (bordereau)
2021-07-22 8 h 52 - Téléchargement

3571241 - Addenda 03 (devis)
2021-08-06 13 h 37 - Télécopie

3571242 - Addenda 03 (plan)
2021-08-06 14 h 51 - Messagerie

3571243 - Addenda 03 (bordereau)
2021-08-06 13 h 37 - Téléchargement

3571252 - Addenda 03 - Suite Devis
2021-08-06 8 h 16 - Télécopie

3572127 - addenda 04 (partie 01)
2021-08-06 13 h 52 - Télécopie

3572242 - addenda 04 (partie 02)
2021-08-06 17 h 10 - Télécopie

3572684 - addenda 04 (partie 3) (devis)
2021-08-09 13 h 17 - Télécopie

3572685 - addenda 04 (partie 3) (bordereau)
2021-08-09 13 h 16 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Télécopieur
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Systèmes Urbains Inc.
23, avenue Milton
Montréal, QC, H8R 1K6
http://www.systemesurbains.com NEQ : 1168008721

Monsieur Francis Duchesne
Téléphone : 514 321-5205
Télécopieur : 514 321-5835

Commande : (1921215)
2021-07-05 9 h 40
Transmission :
2021-07-05 9 h 40

3562998 - Addenda 01 (devis)
2021-07-16 8 h 10 - Courriel

3562999 - Addenda 01 (plan)
2021-07-16 8 h 26 - Messagerie

3563000 - Addenda 01 (bordereau)
2021-07-16 8 h 10 - Téléchargement

3563023 - Addenda 01 (Suite)
2021-07-16 8 h 09 - Courriel

3564527 - Addenda 02 (devis)
2021-07-22 8 h 52 - Courriel

3564528 - Addenda 02 (bordereau)
2021-07-22 8 h 52 - Téléchargement

3571241 - Addenda 03 (devis)
2021-08-06 13 h 37 - Courriel

3571242 - Addenda 03 (plan)
2021-08-06 13 h 37 - Courriel

3571243 - Addenda 03 (bordereau)
2021-08-06 13 h 37 - Téléchargement

3571252 - Addenda 03 - Suite Devis
2021-08-06 8 h 15 - Courriel

3572127 - addenda 04 (partie 01)
2021-08-06 13 h 51 - Courriel

3572242 - addenda 04 (partie 02)
2021-08-06 17 h 09 - Courriel

3572684 - addenda 04 (partie 3) (devis)
2021-08-09 13 h 17 - Courriel

3572685 - addenda 04 (partie 3) (bordereau)
2021-08-09 13 h 17 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1218130001
Unité administrative responsable : Division des grands parcs urbains
Projet : Aménagement de la place des Arrimeurs

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	**X**		

2. À quelles **priorités** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- 2 - Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.
- 15 - Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.
- 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.
- 20 - Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- 2 - Conservation de deux arbres matures existants, ajout de huit arbres et aménagement de plus de 170 m² de fosses de plantation.
- 15 - L'aménagement de la place des Arrimeurs permettra l'intégration d'une œuvre d'art public, la première d'une série de quatre œuvres qui seront intégrées dans les parcs et places publiques localisés sur le corridor culturel de la rue Ottawa.
- 19 - Ajout d'un nouvel espace public de 1045 m² au cœur de Griffintown, desservi par le réseau cyclable de la rue Ottawa et offrant une liaison piétonne vers le canal de Lachine.
- 20 - L'aménagement de cette place contribue à instaurer une culture de la qualité en design, en architecture et en paysage.

Section B - **Test climat**

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - **ADS+***

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
a. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
a. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs

Dossier # : 1218130001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics
Objet :	Accorder un contrat à Les Excavations Super Inc. pour la réalisation des travaux d'aménagement de la place des Arrimeurs, incluant éclairage - Dépense totale de 2 641 921,89 $, taxes incluses (contrat : 1 928 410,14 $ + contingences 289 261,52 $ + variation des quantités 231 409,22 $ + incidences 192 841,01 $) - Appel d'offres public numéro 21-6610 - (quatre soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière GDD1218130001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Brigitte BLONDIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : (438) 827-4696

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-25

Yacouba TAPSOUKE
Chef de division

Tél : 514-294-1302
Division : Division des ressources financières et matérielles de l'Arrondissement du Sud-Ouest

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218130001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics
Objet :	Accorder un contrat à Les Excavations Super Inc. pour la réalisation des travaux d'aménagement de la place des Arrimeurs, incluant éclairage - Dépense totale de 2 641 921,89 $, taxes incluses (contrat : 1 928 410,14 $ + contingences 289 261,52 $ + variation des quantités 231 409,22 $ + incidences 192 841,01 $) - Appel d'offres public numéro 21-6610 - (quatre soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1218130001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Iulia Ramona BOAR BUCSA
Préposée au budget
Tél : (514) 872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-25

Cynthia MARLEAU
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-7652
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.013

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1218783001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Soconex Entrepreneur Général inc. pour réaliser les travaux de réfection structurelle des réserves B et C à l'usine de production d'eau potable Pointe-Claire. Dépense totale de 421 952,60$, taxes incluses (Contrat: 349 534 $ + contingences: 52 428,60 $ + incidences: 20 000 $) – Appel d'offres public 10377 – (7 soumissionnaires)

Il est recommandé :
1. d'accorder à Soconex Entrepreneur Général inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour réaliser les travaux de réfection structurelle des réserves B et C à l'usine de production d'eau potable Pointe-Claire, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 349 534 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no. 10377 ;

2. d'autoriser une dépense de 52 428,60 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

3. d'autoriser une dépense de 20 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences ;

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant de 421 952,60 $.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-30 07:55

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218783001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Soconex Entrepreneur Général inc. pour réaliser les travaux de réfection structurelle des réserves B et C à l'usine de production d'eau potable Pointe-Claire. Dépense totale de 421 952,60$, taxes incluses (Contrat: 349 534 $ + contingences: 52 428,60 $ + incidences: 20 000 $) – Appel d'offres public 10377 – (7 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal a pour mission de fournir de l'eau potable à la collectivité montréalaise, gérer les eaux pluviales et assainir les eaux usées, pour assurer la santé et la sécurité publiques et protéger l'environnement, maintenant et pour les générations futures.
La direction de l'eau potable (DEP) de la Ville de Montréal est responsable de l'exploitation de les six (6) usines de production, de stations de pompage et de réservoirs, ainsi que de la distribution de l'eau. Dans le cadre du programme de réfection des usines d'eau potable, divers travaux de maintiens d'actifs sont requis.

L'usine de production de l'eau potable Pointe-Claire située au 243 Bord-du-Lac à Pointe-Claire a été construite en 1957 et a été agrandie en 1968. Une inspection visuelle a été réalisée en 2018 dans les réserves B et C de l'usine de production d'eau potable Pointe-Claire. Cette inspection a décelé plusieurs désordres structurels dans la structure en béton et au niveau santé et sécurité pour accéder à l'intérieur de ces réserves.

Le présent projet vise à procéder à une réfection structurelle des réserves B et C ainsi que le remplacement des échelles d'accès à ces réserves.

L'appel d'offres public n°10377 a été publié le le 9 juin 2021 dans le quotidien Journal de Montréal et le site du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) L'ouverture des soumissions a eu lieu dans les locaux du Service du greffe le 5 août 2021. La durée de publication a été de cinquante-sept (57) jours. Les soumissions sont valides durant cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 3 décembre 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne l'exécution de travaux par Soconex Entrepreneur Général inc., pour la réfection de béton et de remplacement des échelles d'accès aux réserves B et C à l'usine d'eau potable Pointe Claire. Les travaux compris dans cet appel d'offres sont sommairement décrits ci-dessous:

- Réfection des surfaces de béton des murs, des dalles de toit et des poutres;
- Injection de fissures dans les murs et des dalles de béton;
- Remplacement des échelles d'accès en plastique renforcé de fibre de verre (PRF);
- Nettoyage et désinfection des réserves suite aux travaux.

Des contingentes de 52 428,60 $, taxes incluses, soit 15 % du coût des travaux, ont été prévues afin de couvrir les imprévus qui peuvent survenir en cours de chantier.

Également un montant de 20 000 $, taxes incluses, soit 5,72 % du coût des travaux, est prévu pour les incidences, telles que des dépenses reliées aux frais de contrôle de qualité du béton par un laboratoire.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public n°10377, il y a eu huit (8) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO. Sept (7) d'entre eux ont déposé une soumission. La liste complète des preneurs du cahier de charges est en pièce jointe.
Après l'analyse des soumissions, il s'avère que les sept (7) soumissionnaires sont conformes et que l'entreprise Soconex Entrepreneur Général inc. présente la soumission la plus basse conforme.

Firmes soumissionnaires conformes	Prix de base (Taxes incluses)	Contingences (Taxes incluses)	Total (Taxes incluses)
Soconex Entrepreneur Général inc.	349 524,00 $	52 428,60 $	401 952,60 $
Cimota inc.	371 024,33 $	55 653,65 $	426 677,97 $
Le Groupe Lefebvre M.R.P. inc.	401 262,75 $	60 189,41 $	461 452,16 $
Loiselle inc.	406 749,36 $	61 012,40 $	467 761,76 $
Groupe Diamantex 9150-0124	455 645,93 $	68 346,89 $	523 992,81 $
St-Denis Thompson	541 187,33 $	81 178,10 $	622 365,42 $
Construction Demathieu & Bard (CDB) inc.	629 994,02 $	94 499,10 $	724 493,12 $
Dernière estimation réalisée par la Ville de Montréal	266 506,30 $	39 975,95 $	306 482,25 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			83 017,70 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			31,2%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			21 500,33 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			6,2%

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme

a présenté une soumission avec un écart défavorable de 31,2 %, soit de 83 017,70 $, taxes incluses par rapport à l'estimation réalisée à l'interne.

Cet écart est dû principalement aux items suivants:

Article	Description	Écart ($)	Écart (%)
1.1	Mesures de protection et préparation aux travaux	44 500,00 $	198%
1.6	Désinfection et remplissage réserve B	11 905,00 $	195%
1.7	Désinfection et remplissage réserve C	60 500,00 $	269%

Cet écart défavorable est attribuable principalement aux facteurs suivants :

1. La pénurie de main d'œuvre dans le domaine de la construction. Ce type de travaux requiert des expertises spécifiques étant donné qu'ils doivent être exécutés dans les installations de l'eau potable notamment le nettoyage et la désinfection des réserves d'eau potable.
2. La hausse importante des prix et de la pénurie de matériaux dus au contexte de la pendémie.

Il est recommandé d'octroyer le contrat à Soconex Entrepreneur Général inc. au prix de sa soumission, soit 349 524,00 $.

L'attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise pour ce contrat.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) et du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites. De plus, l'adjudicataire est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville et n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec la soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

En accord avec le communiqué C-OG-APP-D-21-001, l'évaluation du rendement de l'adjudicataire n'est pas requise car le contrat ne représente pas un risque significatif selon les conditions applicables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale pour ce projet est de 421 952,60$, taxes incluses, soit 385 298,97$ $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale et comprend :

- Le contrat avec Soconex Entrepreneur Général inc. pour un montant de 349 524,00 $, taxes incluses;
- Les dépenses pour des travaux contingents (15 % du coût du contrat) de 52 428,60 $, taxes incluses;
- Les dépenses incidentes (5,72 % du coût du contrat) de 20 000 $, taxes incluses.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ». Cette dépense sera financée par le règlement d'emprunt Règlement RCG 20-001

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat serait reporté à une date ultérieure au 21 octobre 2021, soit la date d'échéance de la soumission, le soumissionnaire recommandé pourrait alors retirer sa soumission. Dans ce cas, il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres public et défrayer les frais associés.
Par ailleurs, advenant le cas où l'octroi du contrat serait retardé ou refusé, certaines situations problématiques observées lors de l'inspection d'ouvrage ne pourront être corrigées à court terme et se dégraderont.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La Ville de Montréal agira comme maître d'œuvre au sens de la LSST. Ainsi, la Ville de Montréal sera responsable d'implanter les mesures recommandées par le gouvernement et la CNESST en matière de précautions à mettre en place pour protéger la santé des travailleurs. Cependant, les travaux pourront accuser des retards liés à la COVID-19 dans le cas d'un changement des mesures de la santé publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication telle que recommandé par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : septembre 2021
Début des travaux : fin octobre 2021
Réception provisoire : mars 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Aucune intervention n'est requise

Parties prenantes

Lecture :

Christian MARCOUX, 20 août 2021
Marleen SIDNEY, 19 août 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pui Yee CHENG
Ingénieure

Tél : 438-229-4891
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-20

Christian MARCOUX
Chef de division - Infrastructures Usines & Réservoirs

Tél : 514 653-6801
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2021-08-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2021-08-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1218783001
Unité administrative responsable : *Service de l'eau, Direction d'eau potable*
Projet : travaux de réparation structurelle des réserves B et C à l'usine de production d'eau potable Pointe-Claire

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 5: Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Ce contrat permet la réalisation de différents correctifs pour préserver et prolonger la durée de vie de l'ouvrage.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10377
Numéro de référence : 1495120
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Réfection réserves B et C – Usine Pointe-Claire

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca	Monsieur Olivier Gaignard Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1914351)** 2021-06-15 11 h 01 **Transmission :** 2021-06-15 11 h 01	3552759 - Addenda no 1 2021-06-25 10 h 13 - Courriel 3558847 - Addenda 2 2021-07-08 11 h 20 - Courriel 3559822 - Addenda 3 2021-07-09 10 h 37 - Courriel 3560736 - Addenda 4 2021-07-12 13 h 52 - Courriel 3563131 - Addenda 5 2021-07-15 16 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Diamantex (9150-0124 Québec inc.) 215 rue de copenhague Saint-Augustin-de-Desmaures, QC, G3A2V1 http://www.diamantex.ca	Monsieur Sébastien Gavaland Téléphone : 418 877-9781 Télécopieur :	**Commande : (1917444)** 2021-06-22 9 h 44 **Transmission :** 2021-06-22 9 h 44	3552759 - Addenda no 1 2021-06-25 10 h 13 - Courriel 3558847 - Addenda 2 2021-07-08 11 h 20 - Courriel 3559822 - Addenda 3 2021-07-09 10 h 37 - Courriel 3560736 - Addenda 4 2021-07-12 13 h 52 - Courriel 3563131 - Addenda 5 2021-07-15 16 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CIMOTA inc.. 170 rue Rotterdam Saint-Augustin-de-Desmaures, QC, G3A 1T3 http://www.cimota.ca	Monsieur Benoit Bérubé Téléphone : 418 878-3234 Télécopieur : 418 878-3434	**Commande : (1912640)** 2021-06-10 15 h 09 **Transmission :** 2021-06-10 15 h 09	3552759 - Addenda no 1 2021-06-25 10 h 13 - Courriel 3558847 - Addenda 2 2021-07-08 11 h 21 - Courriel 3559822 - Addenda 3 2021-07-09 10 h 37 - Courriel 3560736 - Addenda 4 2021-07-12 13 h 52 - Courriel 3563131 - Addenda 5 2021-07-15 16 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Groupe Lefebvre M.R.P. INC.. 207 Roy Saint-Eustache, QC, J7R5R5 http://www.groupe-lefebvre.com	Madame Alexandra Belec Téléphone : 450 491-6444 Télécopieur : 450 491-4710	**Commande : (1913170)** 2021-06-11 14 h 41 **Transmission :** 2021-06-11 14 h 41	3552759 - Addenda no 1 2021-06-25 10 h 13 - Courriel 3558847 - Addenda 2 2021-07-08 11 h 21 - Courriel 3559822 - Addenda 3 2021-07-09 10 h 37 - Courriel 3560736 - Addenda 4 2021-07-12 13 h 52 - Courriel 3563131 - Addenda 5 2021-07-15 16 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Tro-Chaînes Inc. 1054, boul. Bastien C.P. 87160 Québec, QC, G1G5E5 http://www.trochaines.com	Madame Josée Houle Téléphone : 418 628-2571 Télécopieur : 418 628-3768	**Commande : (1912614)** 2021-06-10 14 h 52 **Transmission :** 2021-06-10 14 h 52	3552759 - Addenda no 1 2021-06-25 10 h 13 - Courriel 3558847 - Addenda 2 2021-07-08 11 h 20 - Courriel 3559822 - Addenda 3 2021-07-09 10 h 37 - Courriel 3560736 - Addenda 4 2021-07-12 13 h 52 - Courriel 3563131 - Addenda 5 2021-07-15 16 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Demathieu & Bard (CDB) Inc. 170 boul Roland-Godard Saint-Jérôme, QC, J7Y 4P7	Monsieur Nicolas Lauzier Téléphone : 450 569-8043 Télécopieur : 450 431-4235	**Commande : (1917861)** 2021-06-22 16 h 45 **Transmission :** 2021-06-22 16 h 45	3552759 - Addenda no 1 2021-06-25 10 h 13 - Courriel 3558847 - Addenda 2 2021-07-08 11 h 20 - Courriel 3559822 - Addenda 3 2021-07-09 10 h 37 - Courriel 3560736 - Addenda 4 2021-07-12 13 h 52 - Courriel 3563131 - Addenda 5 2021-07-15 16 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Soconex Entrepreneur General INC. 1450 Rue Mazurette Montréal, QC, H4N 1H2 http://www.soconex.ca	Monsieur Sébastien Combe Téléphone : 514 385-0030 Télécopieur : 514 385-0030	**Commande : (1920887)** 2021-07-01 16 h 14 **Transmission :** 2021-07-01 16 h 14	3552759 - Addenda no 1 2021-07-01 16 h 14 - Téléchargement 3558847 - Addenda 2 2021-07-08 11 h 20 - Courriel 3559822 - Addenda 3 2021-07-09 10 h 37 - Courriel 3560736 - Addenda 4 2021-07-12 13 h 52 - Courriel 3563131 - Addenda 5 2021-07-15 16 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
St-Denis Thompson Inc. 1215 rue Hickson	Madame Sophie Sirois Téléphone : 514 523-6162 Télécopieur :	**Commande : (1915284)** 2021-06-16 15 h 46	3552759 - Addenda no 1 2021-06-25 10 h 13 - Courriel

Montréal, QC, H4G 2L6
http://www.stdenisthompson.com

Transmission :
2021-06-16 15 h 46

3558847 - Addenda 2
2021-07-08 11 h 20 - Courriel

3559822 - Addenda 3
2021-07-09 10 h 37 - Courriel

3560736 - Addenda 4
2021-07-12 13 h 52 - Courriel

3563131 - Addenda 5
2021-07-15 16 h 23 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218783001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Objet :	Accorder un contrat à Soconex Entrepreneur Général inc. pour réaliser les travaux de réfection structurelle des réserves B et C à l'usine de production d'eau potable Pointe-Claire. Dépense totale de 421 952,60$, taxes incluses (Contrat: 349 534 $ + contingences: 52 428,60 $ + incidences: 20 000 $) – Appel d'offres public 10377 – (7 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1218783001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-25

Stephanie MORAN
Conseillère budgetaire
Tél : 514-868-3354
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.014

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1217055002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le transfert d'un montant de 31 507,02 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour terminer le projet de la piscine St-Georges de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, dans le cadre du contrat accordé à Axe construction Inc. (CM19 0185), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 209 000,00 $ à 1 240 507,02 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser le transfert d'un montant de 31 507,02 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes;
2. d'autoriser une dépense additionnelle de 31 507,02 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences dans le cadre du contrat accordé à Axe construction inc. (CM190185), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 209 000 $ à 1 240 507,02 $, taxes incluses;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-08-30 10:53

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217055002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le transfert d'un montant de 31 507,02 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour terminer le projet de la piscine St-Georges de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, dans le cadre du contrat accordé à Axe construction Inc. (CM19 0185), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 209 000,00 $ à 1 240 507,02 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est très active depuis quelques années en matière d'accessibilité universelle afin que tout citoyen puisse utiliser ses services, programmes, communications et édifices.
Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) est responsable de mettre en œuvre des projets visant à améliorer les performances d'accessibilité aux bâtiments municipaux et prévoit une enveloppe budgétaire dédiée à la mise en oeuvre de ces projets. Il invite, annuellement, les dix-neuf (19) arrondissements et services corporatifs à présenter des projets nécessitant des travaux d'amélioration reliés à l'accessibilité et sélectionne les projets selon des critères préétablis par un comité composé de représentants du milieu des personnes handicapées ainsi que du SGPI.

Le contrat a été accordé à l'entrepreneur Axe construction Inc. le 26 février 2019 par le conseil municipal (CM19 0185) au montant de 1 316 862,50 $ contingence, incidences et taxes incluses.

Le chantier a débuté en mars 2019 et devait être complété en 290 jours calendrier. Il consistait à réaménager les trois (3) vestiaires en un (1) vestiaire universelle et de construire une rampe adjacente à la piscine extérieure, pour les personnes à mobilité réduite. En juillet 2020, l'avancement des travaux était complétée à 100% en 466 jours calendrier, dû à un arrêt pendant l'hiver, à la COVID-19 et la grève de la construction.

Des conditions de chantier inattendues ont nécessité des travaux additionnels à payer au poste des contingences. Lors de l'exécution des travaux, le laboratoire sous-traité de la Ville de Montréal a découvert, vingt-quatre (24) jours après la prise d'échantillon, que le sol contenait de la pyrite. L'entrepreneur général a dû démolir la dalle qu'il venait de couler, ainsi que retirer toute la pierre de la rampe d'accès à piscine. L'échéancier a été prolongé, apportant des conditions hivernales coûteuses pour finaliser l'exécution du projet.

Les contingences au contrat de travaux sont de 20 %. Toutefois, en date d'aujourd'hui, les

ordres de changements émis représentent 188 394,93 $, taxes incluses, soit 93.5 % du montant des contingences de 201 500,00 $, taxes incluses, auxquelles s'ajoute cette directive de changement inévitable à venir au montant de 38 801,55 $, taxes incluses. Conséquemment, à ce jour, le solde des contingences est jugé insuffisant pour permettre de fermer le dossier administratif. La livraison du chantier de la piscine St-Georges était prévue pour décembre 2019, mais cette problématique de chantier a repoussé la fin des travaux en juillet 2020. Le montant total de cette partie de projet a été pris en charge par l'entrepreneur. Il a été convenu d'assumer la moitié de la somme demandée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0580 - 16 mai 2016 Approuver un projet de convention par lequel Parizeau Pawulski architectes, Dupras Ledoux Inc. et MLC associés Inc., firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 707 579,15 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (16-14862) et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.
CM19 0185 - 26 février 2019 Accorder un contrat à Axe construction Inc. pour l'exécution de travaux d'accessibilité universelle au Chalet du parc St-Georges situé au 13050 rue Prince Albert dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles - Dépense totale de 1 316 862,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5993 (5 soum.)

DESCRIPTION

Le présent sommaire recommande l'augmentation de la valeur maximale des contingences de construction afin de terminer le contrat de la piscine St-Georges de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, Payer la moitié de la partie de projet recommencé dû au problème de sol non testé au préalable.
Toutes les autres clauses du contrat demeurent les mêmes.

JUSTIFICATION

Au cours de l'avancement des travaux, plusieurs éléments non prévus et ne pouvant être identifiés d'avance sont apparus, occasionnant des travaux imprévus nécessaires à l'accomplissement du contrat octroyé, dont une dernière dépense supplémentaire au poste des contingences tel qu'énuméré sommairement ci-dessous :

- Payer 50 % d'une réclamation contractuelle provenant de l'entrepreneur (38 801,55 $ taxes incluses).

Le budget des contingences accordé au contrat initial de 201 500 $ (taxes incluses) doit être majoré de 31 507,02 $ (taxes incluses) pour assurer la prise en charge de la totalité de cet avis de changement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce tableau indique les modifications des postes budgétaires avant et après l'augmentation du contrat de l'entrepreneur.

	Bordereau soumission (Taxes inc.) $	%	1ere majoration (Taxes inc.) $	%	TOTAL	%
Travaux :						
Contrat de base	1 007 500,00				1 007 500,00	
Contingences	201 500,00	20%	31 507,02	3%	233 007,02	23,1%
TOTAL CONTRAT	1 209 000,00		31 507,02		1 240 507,02	
Incidences :						
Incidences :	107 862,50		-31 507,02		76 355,48	
TOTAL INCIDENCES	107 862,50		-31 507,02		76 355,48	
TOTAL C + I	1 316 862,50		0,00		1 316 862,50	

Or, pour tenir compte de la répartition de la dépense établie au contrat initial et celle de l'augmentation nette des ristournes au budget de contingences, la contribution financière de la Ville centre et de l'arrondissement se résume comme suit :

-Ville centre pour un montant de 1 270 904 $ soit 96,51 %;

-Arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles pour un montant de 45 958,50 $ soit 3.49 % de la dépense.

Des virements de crédits ont déjà été effectués en 2019 par le l'arrondissement (service requérant) au SGPI (service exécutant) pour couvrir la dépense de la Ville Centre.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Ce dossier ne contribue pas aux engagements en changements climatiques parce que ce bâtiment ne contient pas de système de chauffage, car il est fermé l'automne et l'hiver.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans cet accord, l'adjudicataire pourrait entamer des poursuites judiciaires pour faire valoir ses droits.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'a pas d'impact de COVID-19 pour finaliser le dossier

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de communication prévue en lien avec ce dossier

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- CE: 8 septembre 2021
- CM: 27 septembre 2021
- Transfert des fonds: octobre 2021
- Dernier paiement à l'adjudicataire: octobre 2021
- Fermeture du dossier: novembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ceci entre dans une entente de négociation de fin de contrat, afin d'éviter un litige avec l'adjudicataire. Pour le reste du dossier, à la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité du dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claire DESROSIERS
Conceptrice des aménagements

Tél : 514-513-5420
Télécop. : 514-872-2222

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-20

Jabiz SHARIFIAN
c/d gestion de projets immobiliers

Tél : -
Télécop. : 514-893-1820

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2021-08-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-08-30

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1217055002.*
Unité administrative responsable : Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction de la gestion de projets immobiliers, Division des programmes
Projet : Piscine extérieure St-Georges, Travaux d'amélioration et d'adaptation reliés à l'accessibilité universelle.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*x*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? **#18- Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire** **#19- Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins** **#11- Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique**			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** **#11- #18 et #19- L'utilisation d'un vestiaire universel et d'une rampe d'accès à l'eau pour tous les genres et pour les personnes à mobilité réduite.**			

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217055002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Autoriser le transfert d'un montant de 31 507,02 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour terminer le projet de la piscine St-Georges de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, dans le cadre du contrat accordé à Axe construction Inc. (CM19 0185), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 209 000,00 $ à 1 240 507,02 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1217055002 - Accessibilité universelle Chalet St-Georges.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-26

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.015

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1215965002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'addenda de la convention de services professionnels intervenue avec les firmes Services Intégrés Lemay et Associés inc., architectes, Martin Roy et associés inc., ingénieurs en électromécanique et Elema, Experts-Conseils inc., ingénieurs en structure (CE16 1466) et autoriser une dépense additionnelle de 345 422,60 $, taxes et contingences incluses (contrat: 266 150,58 $ + contingences: 79 272,02 $), pour le projet de réaménagement du Bain Saint-Michel majorant ainsi le montant du contrat, de 459 118,17 $ à 804 540,77 $ taxes et contingences incluses

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 266 150,58 $, taxes incluses, pour le projet de réaménagement du Bain Saint-Michel dans le cadre du contrat accordé à Services Intégrés Lemay et Associés inc., architectes, Martin Roy et associés inc., ingénieurs en électromécanique et Elema, Experts-Conseils inc., ingénieurs en structure (CE16 1466), majorant ainsi le montant total du contrat de 459 118,17 $ à 725 268,75 $, taxes incluses;
2. d'autoriser une dépense de 79 272,02 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences de chantier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-08-25 13:13

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1215965002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'addenda de la convention de services professionnels intervenue avec les firmes Services Intégrés Lemay et Associés inc., architectes, Martin Roy et associés inc., ingénieurs en électromécanique et Elema, Experts-Conseils inc., ingénieurs en structure (CE16 1466) et autoriser une dépense additionnelle de 345 422,60 $, taxes et contingences incluses (contrat: 266 150,58 $ + contingences: 79 272,02 $), pour le projet de réaménagement du Bain Saint-Michel majorant ainsi le montant du contrat, de 459 118,17 $ à 804 540,77 $ taxes et contingences incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le Bain St-Michel (à l'origine nommé Bain Turcot), sis au 5300, rue St-Dominique à l'angle nord-ouest de la rue Maguire dans l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal, est le seul survivant de la première vague de construction de bains publics vers 1910 (les autres ayant été construits vers les années 1930). Cela lui confère une valeur historique indéniable. L'énoncé patrimonial dont il a fait l'objet recommande sa conservation malgré le fait que le taux de vétusté de l'édifice atteint les 95 %.
Désaffecté depuis 1993 dans sa fonction initiale de piscine, le Bain St-Michel a été réapproprié par le milieu culturel comme lieu de création. Pour des raisons de sécurité, l'édifice est cependant vacant depuis mars 2014. Depuis, un projet de conversion du Bain en centre de création et diffusion culturelle a été planifié. Ce nouveau projet inclut les travaux de mise à niveau et de mise aux normes de l'intérieur du bâtiment, le remplacement des portes et fenêtres ainsi que les modifications de l'aménagement intérieur pour adapter le Bain à son nouvel usage.

Un contrat de services professionnels a été accordé aux firmes Services Intégrés Lemay et Associés Inc., architectes, Martin Roy et associés inc., ingénieurs en électromécanique et Elema Experts-Conseils inc., ingénieurs en structure et génie civil, pour la réalisation du projet de réfection générale du Bain Saint-Michel (0316).

Évolution du coût des travaux et des honoraires :

1- Pendant la conception :
· Le « processus de conception intégré (PCI) a mené à des améliorations importantes à la portée des travaux qui ont eu un impact sur le budget du projet;
· La demande de permis au Comité consultatif d'urbanisme (CCU) et la démarche de « Projet particulier de construction, de modification ou

d'occupation d'un immeuble » (PPCMOI) a mené à l'intégration d'exigences additionnelles exprimées par ces instances.

2- À l'octroi du contrat de construction :
Un contrat de construction a été octroyé le 22 mars 2021 à Norgéreq Ltée pour la réalisation des travaux de construction dans le cadre du projet de réaménagement du Bain Saint-Michel. Les honoraires professionnels doivent faire l'objet d'un ajustement au coût réel des travaux, tel que prévu au contrat.

3- Au début du chantier :
· Des services additionnels en génie civil et en génie électrique ont été requis lors de la demande de permis.

Le contrat initial était d'un montant de 459 118,17 $, taxes incluses. Au 15 juillet 2021, le solde du contrat était de 6 145,97 $, taxes incluses, le solde des contingences à 1 726,45 $, taxes incluses, et le solde des incidences à 14 052,20 $ taxes incluses.

Actuellement, le chantier se poursuit dans les limites de la dépense autorisée (8 % d'avancement à ce jour).

Projet : IM-PR-16-0003
Contrat : 14665

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0297 - 22 mars 2021 - Accorder un contrat à Norgéreq Ltée pour la réalisation des travaux de construction dans le cadre du projet de réaménagement du Bain Saint-Michel - Dépense totale de 7 784 957,25 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM 15705 (7 soum.)
CE16 1466 - 14 septembre 2016 - Autoriser une dépense de 574 093,17 $, taxes incluses, pour les services professionnels pour la réalisation du projet de réfection générale du Bain Saint-Michel, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant, et approuver un projet de convention par lequel Services Intégrés Lemay et Associés inc., architectes, Martin Roy et associés inc., ingénieurs en électromécanique et Elema, Experts-Conseils inc., ingénieurs en structure et génie civil, équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 459 118,17 $, taxes incluses, (contrat 344 143,17 $ + contingences 114 975,00 $ + incidences 114 975,00 $) conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15215, et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à augmenter la valeur du contrat de services professionnels des firmes Services Intégrés Lemay et Associés Inc., architectes, Martin Roy et associés inc., ingénieurs en électromécanique et Elema Experts-Conseils inc., ingénieurs en structure et génie civil afin :

- d'ajuster les honoraires des services de base selon le coût réel des travaux de construction suite aux modifications de la portée des travaux en conception et à la demande de permis;
- d'ajuster les honoraires des services additionnels pour couvrir les services de génie civil et et génie électrique;
- d'ajouter une banque d'heure pour la surveillance accrue du chantier;

- d'ajouter un budget contingent de chantier pour couvrir les services professionnels requis lors de directives de changement dues aux conditions de chantier;

JUSTIFICATION

1- Ajustement des services de base au coût réel :

Les services de base sont rémunérés suivant la méthode à pourcentage. Tel que stipulé à l'article 5.1.1. de la Convention de services professionnels, la Ville paie les honoraires professionnels sur la base du coût réel des travaux de la soumission de l'entrepreneur mandaté pour la réalisation des travaux. Cette augmentation reflète ainsi l'impact des choix effectués lors du PCI et du PPCMOI :
· remplacement de la rampe d'accès universel par un ascenseur et une monte-personne (réduire l'espace requis par une rampe et donner accès au sous-sol);
· déplacement de l'entrée principale sur la rue Maguire et agrandissement du bâtiment par un vestibule de verre (faciliter l'implantation de l'accès universel);
· ajout d'un système de géothermie (réduire l'espace de la salle mécanique et augmenter l'efficacité énergétique);
· ajout de contreventements antisismiques à la structure à la suite du refus de la RBQ de la demande de dérogation;
· intégration des exigences du PPCMOI et du CCU.

Ajustement des services additionnels :
· ajout de services professionnels en génie civil pour la connexion de l'aqueduc sur la conduite principale à la demande de l'arrondissement lors de la demande de permis de raccordement;
· ajout de services professionnels en génie électrique pour l'étude arc flash afin de déterminer le niveau de sécurité des équipements de protection des électriciens qui entretiendront le Bain St-Michel.

Ajout d'une banque d'heures pour la surveillance accrue du chantier :
Compte tenu des divers enjeux de conception du vestibule de verre, de la structure du nouveau vestibule et l'étroitesse de la salle mécanique, il a été recommandé lors des tables de concertation d'effectuer la surveillance accrue de ces travaux.

2- Ajout d'un budget contingent pour la phase de construction :

Considérant les risques reliés au niveau de la vétusté du bâtiment, la décontamination des matières dangereuses, les exigences particulières relatives à la conservation du patrimoine, l'exécution des travaux sur un site exigu, il sera nécessaire d'obtenir des contingences additionnelles afin de pallier les imprévus qui pourraient survenir en cours de chantier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense additionnelle totale brute est de 345 422,60 $, taxes incluses. (La dépense totale nette de ristourne est de 315 416,88 $.) majorant ainsi le montant total du contrat, de 459 118,17 $ à 804 540,77 $ taxes et contingences incluses.

- Le montant du contrat de base sera augmenté de 266 150,58 $, taxes incluses, pour un montant maximal de 610 293,75 $, taxes incluses.
- Le montant des contingences sera augmenté par l'ajout d'une provision de 79 272,02 $, taxes incluses, pour un montant maximal de 194 247,02 $, taxes incluses. Cette augmentation représente une majoration de 31,8 % du montant ajusté du contrat de base.

La dépense est assumée à 100 % par la ville centre.

Le projet est financé par le programme 38009 - Programme de protection des bâtiments culturels via le règlement d'emprunt #20-018 Protection et développement d'immeubles (CM20 0425).

Le budget est disponible au PDI 2021 - 2030 du Service de la gestion et de la planification immobilière.

La dépense totale sera répartie comme suit : 75 % (259 066,95 $) en 2021, 25 % (86 355,65 $) en 2022.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cas où l'autorisation de la dépense additionnelle serait refusée, les firmes professionnelles ne seront pas payées pour les services fournis et le chantier pourrait être arrêté.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier. Les clauses ont été prévues au contrat.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service des communications et l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Recommandation d'octroi par le CE : 2021-09-08;
Octroi du contrat de construction au CM : 2021-09-27;
Exécution des travaux : avril 2021 à avril 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie LONGPRÉ
chef d'équipe

Tél : 514 770-2058
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-28

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs

Tél : 514-977-9883
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean BOUVRETTE
Chef de division projets immobiliers-Sécurité publique et EPLV
en remplacement de Michel Soulières, directeur
Tél : 514 868-0941
Approuvé le : 2021-07-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice

Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-08-23

Projet :	Réaménagement du Bain St-Michel				Mandat :	
Adresse :	5300 St-Dominique				Contrat :	14665
Date :	20-juil-21					
Étape :	Majoration de contrat					

			Budget $	TPS 5,0 % $	TVQ 9,975 % $	TOTAL $
Contrat:	Prix forfaitaire	100,0%	223 820,00	11 191,00	22 326,05	257 337,05
	Services additionnels		75 500,00	3 775,00	7 531,13	86 806,13
	Contingences	25,0%	100 000,00	5 000,00	9 975,00	114 975,00
	Total - Contrat :		**399 320,00**	**19 966,00**	**39 832,17**	**459 118,17**
Majoration :	Ajustement honoraires contrat de base		160 327,88	8 016,39	15 992,71	184 336,98
	Services additionnels - civil , arc flash		14 285,26	714,26	1 424,95	16 424,48
	Services additionnels - surveillance accrue		56 872,47	2 843,62	5 673,03	65 389,12
	Majoration contingences chantier	15,0%	68 947,18	3 447,36	6 877,48	79 272,02
	Total - Contrat majoré :		**699 752,79**	**34 987,64**	**69 800,34**	**804 540,77**
Incidences:	**Total - Incidences :**	25,0%	**100 000,00**	**5 000,00**	**9 975,00**	**114 975,00**
	Coût des services professionnels (Montant à autoriser)		**799 752,79**	**39 987,64**	**79 775,34**	**919 515,77**
Ristournes:	Tps	100,00%		(39 987,64)		(39 987,64)
	Tvq	50,0%			(39 887,67)	(39 887,67)
	Coût après rist. (Montant à emprunter)					**839 640,46**

Grille d'analyse Montréal 2030
Numéro de dossier : *1215965002*
Unité administrative responsable : *SGPI*
Projet : *Réaménagement du Bain St-Michel*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Transition écologique :

1- Réduire de 55% les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

Innovation et créativité

15- Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Transition écologique :

- *Le bâtiment sera entièrement électrique et n'émettra pas de GES (0,9 T GES). Entre autres, un échangeur géothermique assurera une partie du chauffage et de la climatisation des installations.*
- *Le projet prévoit mettre de l'avant des mesures de développement durable afin d'obtenir une certification « LEED » de niveau ARGENT en accord avec la «Politique de développement durable des édifices municipaux de la Ville de Montréal».*

Innovation et créativité

- *Le Bain St-Michel mettra à la disponibilité de groupes artistiques un équipement de création et de diffusion culturelle. L'entente sera renouvelable tous les 2 ans.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 ● *Le bâtiment sera entièrement électrique et n'émettra pas de GES (0,9 T GES). Entre autres, un échangeur géothermique assurera une partie du chauffage et de la climatisation des installations.* ● *Le projet prévoit mettre de l'avant des mesures de développement durable afin d'obtenir une certification « LEED » de niveau ARGENT en accord avec la «Politique de développement durable des édifices municipaux de la Ville de Montréal».*	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? ● *Relocaliser l'entrée électrique en souterrain.*	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal ● Ajout rampe d'accès et ascenseur, salles de toilette toutes accessibles universellement.	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1215965002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Approuver un projet d'addenda de la convention de services professionnels intervenue avec les firmes Services Intégrés Lemay et Associés inc., architectes, Martin Roy et associés inc., ingénieurs en électromécanique et Elema, Experts-Conseils inc., ingénieurs en structure (CE16 1466) et autoriser une dépense additionnelle de 345 422,60 $, taxes et contingences incluses (contrat: 266 150,58 $ + contingences: 79 272,02 $), pour le projet de réaménagement du Bain Saint-Michel majorant ainsi le montant du contrat, de 459 118,17 $ à 804 540,77 $ taxes et contingences incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Le présent avenant #1 est approuvé quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

2021-08-02 - Addenda 1 VF visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 438-825-0355

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-02

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : (514) 501-6487
Division : Droit contractuel



AVENANT # 1
à la convention de services professionnels
approuvée par la résolution CE16 1466 du comité exécutif de la Ville

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SERVICES INTÉGRÉS LEMAY ET ASSOCIÉS INC.**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 780, avenue Brewster, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H4C 2K1, agissant et représentée par Pierre Larouche, Architecte Associé Principal, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare ;

N^{o} d'inscription T.P.S.:144269602RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q.: 1090128759TQ0001

ci-après appelée l'**« Architecte »** ou le
« Coordonnateur »

ET : **MARTIN ROY ET ASSOCIÉS INC.**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 1805, chemin d'Oka, Deux-Montagnes, Québec, J7R 1N3, agissant et représentée par Pierre Larouche, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare ;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 804929875RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1211710353TQ0001

ci-après appelée l'**« Ingénieur »**

ET : **ELEMA,** personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 780, avenue Brewster, bureau 4001, Montréal, Québec, H4C 2K1, agissant et représentée par Pierre Larouche, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare ;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 825192388RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1222110994TQ0001

ci-après appelée l'**« Ingénieur »**

ci-après, l'Architecte et les Ingénieurs sont collectivement appelés les **« Contractants »**

ci-après la « Ville » et les « Contractants » sont collectivement désignées les « **Parties** »

ATTENDU QUE, suite à l'appel d'offres public 16-15215 (ci-après, l' « **Appel d'offres** ») ayant pour objet des services professionnels en architecture et en ingénierie pour le projet de réfection générale du Bain Saint-Michel (ci-après, le « **Projet** »), la Ville et les Contractants ont signé une convention de services professionnels (résolution CE16 1466 du comité exécutif de la Ville adoptée le 14 septembre 2016) (ci-après, la « **Convention initiale** »);

ATTENDU QUE, conformément à l'article 5.1 de la Convention initiale, la Ville paie les honoraires professionnels relatifs aux services de base prévus à l'Appel d'offres selon la méthode de rémunération à pourcentage du coût des travaux du Projet;

ATTENDU QUE puisque les coûts des travaux du Projet ont augmenté, les honoraires professionnels relatifs aux services de base doivent être majorés en conséquence;

ATTENDU QUE la Ville a requis des Contractants, conformément aux modalités prévues à l'Appel d'offres (voir notamment les articles 1.10.2.1 et 1.11.2.1 des Données générales de la mission), qu'ils lui rendent des services supplémentaires non définis à l'Appel d'offres et décrits à l'Annexe A du présent avenant #1 (ci-après, les « **Services supplémentaires** »);

ATTENDU QUE les Parties conviennent que des honoraires professionnels supplémentaires doivent donc être versés au Contractant par la Ville en conséquence, le tout conformément aux termes et conditions du présent avenant #1.

COMPTE TENU DE CE QUI PRÉCÈDE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le montant maximal d'honoraires professionnels prévu à l'article 5.1 de la Convention initiale est majoré d'un montant de 266 150,58 $, incluant toutes les taxes applicables.

2. Le premier paragraphe de l'article 5.1 de la Convention initiale est donc remplacé par le paragraphe suivant :

> « En contrepartie de l'exécution par l'Architecte et les Ingénieurs de leurs obligations, la Ville s'engage à leur verser un montant maximal de sept cent vingt-cinq mille deux cent soixante-huit dollars et soixante-quinze cents (725 268,75$) incluant toutes taxes applicables. »

3. Les Contractants s'engagent à rendre à la Ville les Services supplémentaires énoncés à l'Annexe A conformément aux modalités et conditions prévues à cette annexe, à l'Appel d'offres et à la Convention initiale telle que modifiée par le présent avenant #1.

4. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN QUATRE (4) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

_____

Me Yves Saindon, assistant-greffier

Le e jour de 2021

SERVICES INTÉGRÉS LEMAY ET ASSOCIÉS INC.,

_____

Pierre Larouche, architecte

Le e jour de 2021

MARTIN ROY ET ASSOCIÉS INC.

_____

Pierre Larouche, ingénieur

Le e jour de 2021

ELEMA

_____

Pierre Larouche, ingénieur

Cet avenant #1 a été approuvé par la résolution _____ du comité exécutif adoptée à sa séance du _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1215965002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Approuver un projet d'addenda de la convention de services professionnels intervenue avec les firmes Services Intégrés Lemay et Associés inc., architectes, Martin Roy et associés inc., ingénieurs en électromécanique et Elema, Experts-Conseils inc., ingénieurs en structure (CE16 1466) et autoriser une dépense additionnelle de 345 422,60 $, taxes et contingences incluses (contrat: 266 150,58 $ + contingences: 79 272,02 $), pour le projet de réaménagement du Bain Saint-Michel majorant ainsi le montant du contrat, de 459 118,17 $ à 804 540,77 $ taxes et contingences incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1215965002 - Services professionnels Bain St-Michel.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-21

Ronald ST-VIL
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-2999
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.016

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1214695001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs-nature et espaces riverains
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme Affleck de la Riva pour l'élaboration de documents d'exécution de travaux visant la restauration d'ouvrages de maçonnerie d'intérêt patrimonial (maison Mary-Dorothy-Molson / parc Gouin -Le Mesurier) - Dépense totale de 407 133,95 $, taxes incluses (contrat de 370 121,77 $ et contingences de 37 012,18 $) - Appel d'offres public numéro 21-18781 (un soumissionnaire conforme).

Il est recommandé :

1. d'accorder à Affleck de la Riva, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels pour l'élaboration de documents d'exécution de travaux visant la restauration d'ouvrages de maçonnerie d'intérêt patrimonial (maison Mary-Dorothy-Molson / parc Gouin-Le Mesurier), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 370 121,77 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public;

2. d'autoriser une dépense de 37 012,18 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par l'agglomération à près de 73,3 % et 26,7 % par l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville pour la portion du mur longeant le boulevard Gouin dans les limites du parc local adjacent Gouin-Le Mesurier, pour des montants respectifs de 298 267,52 $ et de 108 866,43 $, taxes incluses.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-25 21:51

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1214695001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs-nature et espaces riverains
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme Affleck de la Riva pour l'élaboration de documents d'exécution de travaux visant la restauration d'ouvrages de maçonnerie d'intérêt patrimonial (maison Mary-Dorothy-Molson / parc Gouin -Le Mesurier) - Dépense totale de 407 133,95 $, taxes incluses (contrat de 370 121,77 $ et contingences de 37 012,18 $) - Appel d'offres public numéro 21-18781 (un soumissionnaire conforme).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent Projet concerne la planification de travaux de restauration de murs de maçonnerie d'intérêt patrimonial longeant le boulevard Gouin Ouest sur la propriété de la maison Mary-Dorothy-Molson (MDM) et le parc local adjacent Gouin-Le Mesurier et de murs de maçonnerie situés sur la partie nord de la maison Mary-Dorothy-Molson. Précisons que la maison Mary-Dorothy-Molson et son terrain font partie intégrante des limites du parc-nature du Bois-de-Saraguay (voir pièce jointe) et sont désignés à titre d'immeuble patrimonial cité par un règlement adopté par la Ville en 2009 (R09-011). Ces ouvrages de maçonnerie, construits vers 1930, sont en mauvais état et doivent être restaurés avant la réalisation des travaux de réaménagement du boulevard Gouin Ouest. Le but est de préserver leur authenticité et leur l'intégrité et de stabiliser leurs fondations.

Les travaux de réaménagement du boulevard Gouin Ouest, entre le boulevard Toupin et l'avenue Martin, doivent débuter en 2022 (printemps-été). Ces travaux prévoient une reconstruction complète de la chaussée et de sa fondation, l'enfouissement des lignes électriques aériennes, l'installation d'un nouveau système d'éclairage avec ses bases et ses conduits ainsi que l'implantation d'un trottoir longeant le boulevard à moins de 0,5 mètre des murs de maçonnerie situés sur la propriété de la maison Mary-Dorothy-Molson et du

parc local adjacent Gouin-Le Mesurier.

Pour ce Projet, la stratégie de sollicitation du marché retenue est un appel d'offres public, ouvert à toutes les firmes répondant aux termes et aux critères des documents de l'appel d'offres. L'appel d'offres a été publié par le Service de l'approvisionnement dans le Journal de Montréal, sur le site Internet de la Ville et sur celui du site SEAO, le 3 mai 2021. Cet appel d'offres a été supervisé par ce même service et s'est terminé 42 jours plus tard, soit le 15 juin 2021. Les soumissions ont été ouvertes le même jour à 13 h 30.

Lors de cet appel d'offres, deux addendas ont été publiés, soit le 27 mai et le 4 juin 2021, afin de procéder au report de la date d'ouverture des soumissions. Ces addendas ont été acheminés à tous les preneurs des documents de l'appel d'offres dans les délais prescrits. Selon l'article 1.07.15 du document "Régie", inclus aux documents de l'appel d'offres, la durée de validité des soumissions est fixée à 120 jours de calendrier à compter de la date d'ouverture des soumissions du 15 juin 2021. Les soumissions sont donc valides jusqu'au 12 octobre 2021. Des informations plus détaillées concernant cet appel d'offres sont présentées dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

27 septembre 2021 – CM21 XXXX – Offrir au conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la restauration du mur de maçonnerie longeant le boulevard Gouin Ouest dans les limites du parc local Gouin-Le Mesurier.

26 août 2021 – CA21 090225 – Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, l'offre de services à venir du conseil municipal de prendre en charge la restauration du mur de maçonnerie longeant le boulevard Gouin Ouest dans les limites du parc local Gouin-Le Mesurier / Autoriser une dépense de 108 866,43 $, taxes incluses, dans le cadre du partage des coûts des services professionnels pour l'élaboration de documents d'exécution de travaux visant la restauration d'ouvrage de maçonnerie sur le site de la maison Mary-Dorothy-Molson et dans le parc Gouin-Le Mesurier / Imputation à la réserve de développement de l'arrondissement.

DESCRIPTION

Pour réaliser ce Projet, le SGPMRS désire s'adjoindre des services professionnels d'une équipe multidisciplinaire constituée d'experts dans le domaine de l'architecture, de l'architecture de paysage, de l'ingénierie et de l'arpentage. Cette équipe aura la responsabilité de réaliser les deux lots de travail suivants :

- Le Lot 1 comprend la planification de travaux de restauration des murs de maçonnerie longeant le boulevard Gouin Ouest sur la propriété de la maison Mary-Dorothy-Molson (110 m. lin.) et le parc local adjacent Gouin-Le Mesurier (120 m. lin.).
- Le Lot 2 comprend la planification de travaux de restauration de murets de maçonnerie situés sur la partie nord de la maison Mary-Dorothy-Molson (54 m.lin.) et d'un mur de maçonnerie longeant la rivière des Prairies (105 m. lin.).

Tous ces ouvrages de maçonnerie présentent des signes d'affaissement, et dans certaines sections, des pierres sont déplacées, effondrées ou manquantes.

Pour assurer la restauration du mur de maçonnerie longeant le boulevard Gouin Ouest dans les limites du parc local Gouin-Le Mesurier (une partie du Lot 1), un transfert de

responsabilité doit être effectué entre le conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et la ville centre, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec. Ce transfert de responsabilité est requis afin d'assurer la pérennité de cet ouvrage de maçonnerie d'intérêt patrimonial. À cet égard, un sommaire décisionnel chemine en parallèle (GDD 1214695002) pour s'assurer de ce transfert de responsabilité. La séance visée pour présentation au Conseil municipal est le 27 septembre 2021.

Après vérifications, le présent Projet n'est pas soumis à une présentation au Conseil du patrimoine pour les raisons suivantes :

- Le 5 février 2021, le projet de réaménagement du boulevard Gouin Ouest a été présenté au Conseil et il inclut celui de la restauration des ouvrages de maçonnerie longeant le boulevard;
- La stratégie de restauration permettra de valider l'approche la plus adéquate pour restaurer ces ouvrages de maçonnerie et cette stratégie sera communiquée au Conseil pour commentaires.

JUSTIFICATION

Au total, huit firmes se sont procurées les documents de l'appel d'offres et une firme a déposé une offre de services. Les soumissions déposées ont été analysées par un comité de sélection formé de trois membres, auquel s'ajoute le secrétaire du comité. La rencontre du comité de sélection a eu lieu le 22 juin 2021 à 10 h. Le comité a évalué la soumission selon les critères décrits dans la grille des critères d'évaluation des soumissions.

Le soumissionnaire a obtenu un pointage intérimaire de 80,8 %. Après analyse, le comité de sélection recommande donc de retenir la firme Affleck de la Riva pour l'octroi de ce contrat de services professionnels. Des informations plus détaillées concernant le processus de sélection sont présentées dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Adjudicataire	80,8	3,53	370 121,77 $	37 012,18 $	407 133,95 $
Dernière estimation réalisée			601 484,56 $	60 148,46 $	661 633,02 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					-254 499,07 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					-38,5 %

Le prix déposé par l'Adjudicataire recommandé est inférieur de 38,5 % à la dernière estimation réalisée à l'interne. L'écart de 38,5 % est attribuable à la fois au Lot 1 (dans une proportion d'environ 28,9 %) et au Lot 2 (dans une proportion d'environ 9,6 %). Ce pourcentage d'écart s'explique par le fait que la dernière estimation réalisée à l'interne pour le coût des honoraires professionnels a été établie en fonction des conditions actuelles du marché et que la firme Affleck de la Riva est spécialisée dans ce type de projet. En effet, cette firme oeuvre depuis 1996 dans le développement d'environnements novateurs et dans la conservation du patrimoine architectural et paysager. Les membres du comité de sélection ont évalué que cette firme est pleinement capable de mener à bien le présent

Projet. Pour assurer son bon déroulement, un suivi constant sera effectué auprès de l'Adjudicataire afin de vérifier que les dépôts des livrables correspondent aux exigences des documents de l'appel d'offres.

Le montant des services professionnels de base est de 370 121,77 $, taxes incluses, auquel s'ajoute un montant de 37 012,18 $, taxes incluses, pour des contingences. Celles-ci représentent 10 % du montant de base. Ces contingences peuvent être requises pour la réalisation de services professionnels non prévus au contrat initial, du fait qu'il existe des incertitudes reliées à l'état des fondations des ouvrages de maçonnerie. La dépense totale du contrat est donc de 407 133,95 $, incluant les contingences et les taxes. La rémunération des services de l'Adjudicataire sera effectuée à forfait, selon l'avancement du Projet et en fonction du dépôt des livrables prévus.

La firme Affleck de la Riva ne figure pas sur le Registre des entreprises non admissibles (RENA), n'est pas rendue non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle et ne figure pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville. Cette vérification a été faite par les responsables du Service de l'approvisionnement.

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-21-001, une évaluation du rendement de l'adjudicataire sera faite.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat est de 407 133,95 $, incluant les contingences et les taxes, ce qui représente un budget net de ristournes de 371 767,56 $. Cette dépense sera assumée par l'agglomération à près de 73,3 % et 26,7 % par l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville pour la portion du mur longeant le boulevard Gouin dans les limites du parc local adjacent Gouin-Le Mesurier.

Pour l'octroi de ce contrat, un montant de 272 358,00 $ net de ristournes, soit 298 267,52 $ taxes incluses, est disponible au PDI 2021-2030 au *Programme de réhabilitation des parcs nature du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports* . Le montant sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération # RCG16-049-1.

Le montant sera réparti de la façon suivante pour chacune des années :

PDI - (net de ristournes)	**2021**	**2022**	**Ult.**	**Total**
34333 Programme de réhabilitation des parcs-nature	123 799,09 $	123 799,09 $	0 $	247 598,18 $
Contingences	12 379,91 $	12 379,91 $	0 $	24 759,82 $
Total	**136 179,00 $**	**136 179,00 $**	**0 $**	**272 358,00 $**

La dépense à être assumée par l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville est de 108 866,43 $, incluant les contingences et les taxes, ce qui représente un budget net de ristournes de 99 409,56 $ et sera financée à la même la réserve de développement de l'arrondissement.

Des informations plus détaillées concernant les informations budgétaires et comptables sont présentées dans l'intervention du Service des finances de la Ville centre et de la Direction de la performance, greffe et services administratifs de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce Projet de restauration des ouvrages de maçonnerie s'inscrit dans le projet de réaménagement du boulevard Gouin Ouest, Projet en lien avec :

- La priorité 3 du *Plan nature et sports et du plan stratégique Montréal 2030* : accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous;
- La priorité 3 du *Plan Montréal durable 2016-2020* : assurer l'accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé;
- Un des objectifs de la Politique du patrimoine : favoriser la conservation, la mise en valeur et l'interprétation des patrimoines montréalais dans une perspective de développement durable et d'inclusion.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La planification de ce Projet constitue une étape préalable à la réalisation des travaux de réaménagement du boulevard Gouin Ouest. Avec l'implantation d'un trottoir longeant le boulevard à moins de 0,5 mètre des murs de maçonnerie, ceux-ci doivent être restaurés afin d'éviter la chute de pierres au sol et de permettre de sécuriser le passage des piétons. De plus, la restauration de ces ouvrages de maçonnerie contribuera à l'adoption de saines pratiques de gestion des actifs pour un bâtiment et un terrain désignés à titre d'immeuble patrimonial cité.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le devis technique de l'appel d'offres, il est spécifié que l'Adjudicataire doit voir au respect des directives de la Santé publique et de la CNESST concernant les risques liés à la contamination par la COVID-19. Aucun retard et ni coûts additionnels en lien avec la pandémie de la COVID-19 ne sont prévus dans l'exécution du Contrat. Advenant des frais supplémentaires, les contingences permettront de financer la mise en place de ces mesures, au besoin.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les opérations de communication seront assurées par le SUM et le SIRR dans le cadre du projet de réaménagement du boulevard Gouin Ouest.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Séance visée au Comité exécutif : 8 septembre 2021
Séance visée au Conseil municipal : 27 septembre 2021
Séance visée au Conseil d'agglomération : 30 septembre 2021
Début du contrat de services professionnels : début octobre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Hugues KYONGO M'NYAMPARA)

Certification de fonds :
Ahuntsic-Cartierville , Direction performance_greffe et services administratifs (Mame Gallo DIOUF)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu PAYETTE-HAMELIN, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Marie-Geneviève LAVERGNE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Mourad ACHAB, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Marie-Geneviève LAVERGNE, 9 juillet 2021
Mourad ACHAB, 7 juillet 2021
Mathieu PAYETTE-HAMELIN, 6 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roxanne LESSARD
Architecte paysagiste

Tél : 514 280-6774
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Steve BILODEAU BALATTI
architecte paysagiste

Tél : 514 872-6472
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Clément ARNAUD
Chef de division - Aménagement des grands parcs métropolitains
Tél : 514 984-1706

Le 13 août 2021
Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Tél : 514.872.1456

	de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne monsieur Clément Arnaud, chef de division - Aménagement des grands parcs métropolitains, pour me remplacer du 14 au 30 août 2021 inclusivement dans l'exercice de mes fonctions de directrice de la Direction de l'aménagement des parcs et espaces publics, et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions. Sylvia-Anne Duplantie Directrice – Aménagement des parcs et espaces publics		
Approuvé le :	2021-08-25	**Approuvé le :**	2021-08-25

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Direction de l'aménagement des parcs et espaces publics
Division de l'aménagement des parcs-nature et espaces riverains

Projet de restauration d'ouvrages de maçonnerie

Maison Mary-Dorothy-Molson / Parc Gouin-Le Mesurier

Fiche de projet

Juillet 2021

Montréal

❖ DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET

Le présent Projet vise la production de documents d'exécution de travaux pour la restauration d'ouvrages de maçonnerie d'intérêt patrimonial localisés dans les limites de la propriété de la maison Mary-Dorothy-Molson (MDM), située au 9095, boulevard Gouin Ouest, et dans le parc adjacent Gouin-Le Mesurier. La propriété de la maison MDM fait partie intégrante des limites du parc-nature du Bois-de-Saraguay. Ce parc-nature et le parc local Gouin-Le Mesurier sont situés dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, à moins de deux kilomètres à l'est de l'autoroute 13 (figure 1).

Figure 1 : Localisation du parc-nature du Bois-de-Saraguay (ouvrages de maçonnerie ———)



❖ MISE EN CONTEXTE

Constitué en 1984, le parc-nature du Bois-de-Saraguay est un site unique à plusieurs égards puisqu'il présente des ressources naturelles et culturelles d'un grand intérêt. Ce vaste espace offre des milieux riverains et humides, des cours d'eau et des milieux boisés où convergent notamment quelque 260 espèces végétales et 80 espèces d'oiseaux, de même que 14 espèces d'amphibiens et reptiles. D'une superficie de 93 hectares, dont la grande majorité est recouverte de forêts matures, le parc-nature du Bois-de-Saraguay est constitué des secteurs de la forêt, de la maison Mary-Dorothy-Molson, de l'ancien domaine Ogilvie et de l'île aux Chats.

❖ CONTEXTE HISTORIQUE ABRÉGÉ

Le parc-nature du Bois-de-Saraguay est un témoin de plusieurs moments clés de l'histoire montréalaise et offre un paysage singulier révélant une succession d'occupation du territoire, soit par la présence de la forêt riveraine, le développement des boisés par les agriculteurs, puis l'aménagement de domaines boisés par les gens de chevaux (figure 2). En 1914, une partie du territoire de la ville de Cartierville et de la paroisse de Saint-Laurent a été détachée pour former la nouvelle municipalité du village de Saraguay. À cette époque, les terrains adjacents aux rives de la rivière des Prairies étaient à leur état naturel. Le début des années 1930 marque une période d'appropriation de terres agricoles, par la haute bourgeoisie anglophone, situées le long d'un cours d'eau à des fins de villégiature et résidentielle. Dans le village de Saraguay, parmi les riches propriétaires, l'on comptait les : McEachran, Ogilvie, Gault, Paton, MacDougall, Reford et Molson, tous issus de familles de l'élite économique ayant marqué l'histoire de Montréal.

Figure 2 : Évolution de l'occupation du territoire (1701 à aujourd'hui)



Forêt riveraine *Boisés des agriculteurs* *Domaines boisés des gens de chevaux* *Projet urbain abandonné*

En 1930, Mary Dorothy Molson, épouse de Hartland Campbell MacDougall, a fait construire dans le village de Saraguay une vaste résidence en rive de la rivière des Prairies, dont les plans ont été conçus par l'architecte montréalais A.T. Galt Durnford. En 1936, cette résidence a été agrandie pour l'ajout d'une aile secondaire et d'un garage à l'est et d'une serre à l'ouest. Cette vaste résidence a été construite sur un terrain appartenant à Edith Reford, belle-mère de Mary Dorothy Molson et résidante de la demeure adjacente à l'est (l'actuel parc Gouin-Le Mesurier), aujourd'hui démolie. En 1931, Edith Reford, aménage sur ses terrains un somptueux jardin en lien avec les jardins des Métis et fait don de la propriété à sa bru.

La maison Mary-Dorothy-Molson est l'un des plus beaux témoins de résidences connues sur l'île de Montréal ayant une composition architecturale de style néo-géorgien. Ce style architectural se traduit par la symétrie de la composition de la façade principale, la sobriété des éléments architecturaux et un choix judicieux des matériaux de finition.

Parmi les six résidences connues, qui s'apparentent au style néo-géorgien sur le territoire montréalais, la maison Mary-Dorothy-Molson est la seule résidence en pierres parmi celles implantées le long d'un cours d'eau. Cette résidence représente bien le commun dénominateur des résidences de la haute bourgeoisie anglophone du début du 20e siècle et présente un intérêt exceptionnel par la qualité de son architecture et son un haut degré d'authenticité.

Dans le but de préserver le caractère privé de cette somptueuse résidence, les anciens propriétaires de la maison Mary-Dorothy-Molson ont fait édifier, le long du chemin de la Côte du bord de l'eau (l'actuel boulevard Gouin), un mur en pierres de maçonnerie d'une couleur et d'une texture très riches, reliant celui-ci à la nature environnante. Le mur en pierres de maçonnerie construit sur le terrain de la demeure adjacente à l'est (l'actuel parc Gouin-Le Mesurier) est de forme et d'apparence similaires (figure 3). La date d'édification de ces murs n'est pas précisément connue, mais leur construction semble dater de la même époque que celle de la maison Mary-Dorothy-Molson, soit vers 1930-1931.

Figure 3 : Propriétés MacDougall-Molson (gauche) et des MacDougall-Reford (droite) en 1948[1]



Sur le terrain de la résidence Mary-Dorothy-Molson, plusieurs arbres présentent un intérêt patrimonial élevé en raison de leur âge, de leur disposition et de leur association avec les rives de la rivière des Prairies. Sur la rive de la rivière des Prairies, les anciens propriétaires ont fait édifier, vers la même époque, un second mur en pierres de maçonnerie donnant un accès direct à la rive par un escalier de pierres.

La résidence de la maison Mary-Dorothy-Molson et ses terrains environnants sont un véritable témoin du rapport au paysage et de la façon d'occuper le territoire par la haute bourgeoisie montréalaise. À cette époque, l'on y pratiquait des activités réservées à l'élite sportive dont la chasse à courre, l'équitation, le polo et les concours hippiques. Les activités de l'élite sportive ont cessé vers les années 1960 et Mary Dorothy Molson demeura propriétaire de sa résidence jusqu'en 1974.

Avant et après 1951, le chemin de fer a contribué à la préservation du «beau bois», alors que la ville de Saint-Laurent, en annexe la partie sud du village de Saraguay, était en plein essor de développement urbain. Le village de Saraguay, amputé de sa partie sud, a été une entité municipale jalousement gardée pendant 50 ans avant d'être annexé à la Ville de Montréal en 1964. En 1964, l'ancien territoire de Saraguay faisait partie des limites actuelles de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Au fil du temps, la plupart des anciens lieux de villégiature sont devenus des quartiers résidentiels[2].

[1] Ville de Montréal : Photographie aérienne de 1948.

[2] Ville de Montréal : Extraits : Document réalisé par le Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise, la résidence Mary-Dorothy-Molson, 9095, boulevard Gouin Ouest, étude historique, Octobre 2008.

Au milieu des années 1970, un groupe d'organismes sensibles à la richesse de la forêt de Saraguay a demandé à la Ville de Montréal et au gouvernement du Québec de protéger ce milieu forestier exceptionnel, désigné dans le plan du premier terrier de 1701 comme le «beau-bois». Après des années de mobilisation de la part de citoyens, en 1981, le gouvernement du Québec a décrété «arrondissement naturel» la forêt de Saraguay en vertu de la *Loi sur les biens culturels*. En 1984, la forêt de Saraguay a été acquise par la Communauté urbaine de Montréal, après avoir obtenu une participation financière de la part du gouvernement du Québec visant la création des parcs régionaux. En 1994, les parcs régionaux deviendront des «parcs-nature» et la forêt sera alors désignée comme le parc-nature du Bois-de-Saraguay.

À l'instar du parc du Mont-Royal, le parc-nature du Bois-de-Saraguay détient le statut de site patrimonial déclaré depuis l'adoption de *la Loi sur le patrimoine culturel* en 2012. Grâce à des travaux d'aménagement réalisés en 2015-2016, le parc-nature du Bois-de-Saraguay a été ouvert au public en 2016 et la population montréalaise a maintenant accès à trois sentiers pédestres, totalisant 1,8 kilomètres, en plein cœur de la forêt du parc-nature.

❖ PROTECTION PATRIMONIALE ET INTÉRÊT DU SITE

Le secteur de la forêt, de l'ancien domaine Ogilvie, de l'île aux Chats et le boisé situé à l'ouest de la maison Mary-Dorothy-Molson font partie du site patrimonial du Bois-de-Saraguay. Le parc-nature du Bois-de-Saraguay héberge deux maisons d'intérêt patrimonial, soit la maison Mary-Dorothy-Molson et la maison du chauffeur de l'ancien domaine Ogilvie. Cependant, précisons que la propriété de la maison MDM est exclue des limites du site patrimonial déclaré. Le Bois-de-Saraguay est protégé en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel*, en vigueur depuis le 19 octobre 2012, par le statut suivant : site patrimonial déclaré (ancienne désignation : Arrondissement naturel, décret ministériel du 6 novembre 1981).

Le Bois-de-Saraguay est un site :

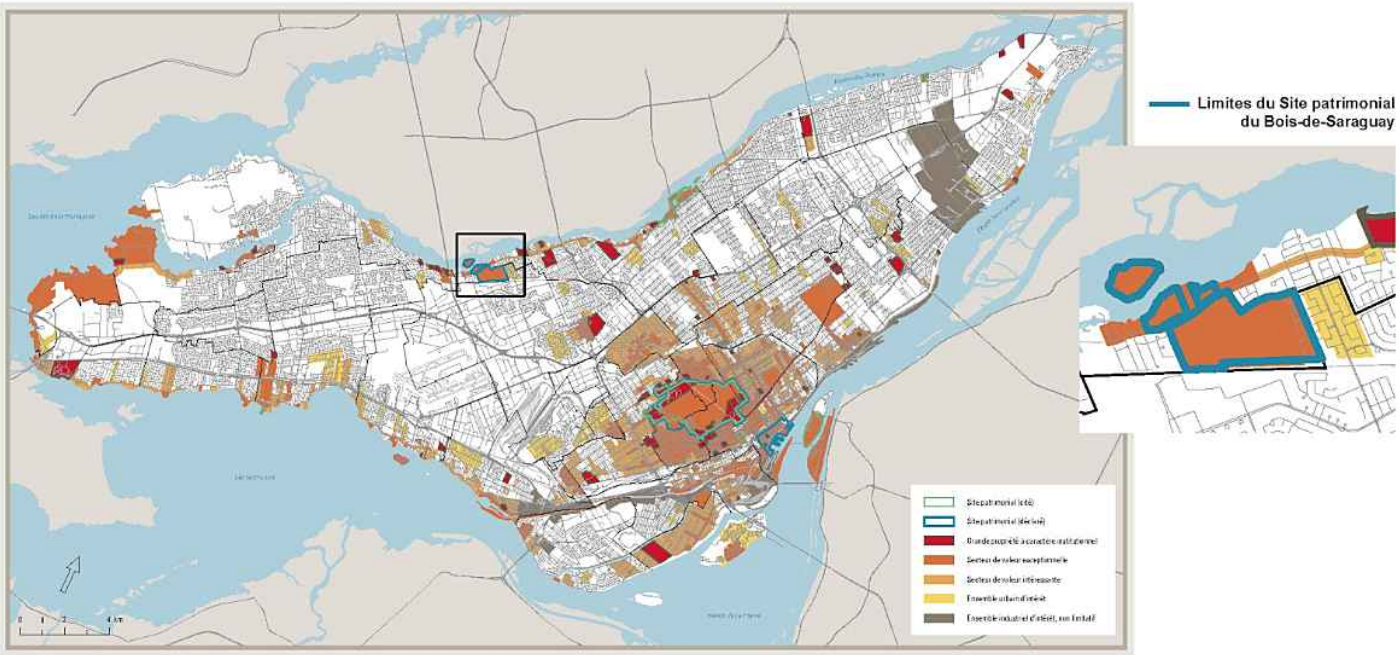
Identifié à l'inventaire des sites archéologiques du Québec
(code Borden BjFk-8) : Bois-de-Saraguay (à l'exclusion du secteur résidentiel)

La maison Mary-Dorothy-Molson et le terrain sur lequel elle est implantée sont :

Désignés à titre d'immeuble patrimonial cité (juridiction municipale)
Règlement 09-011 - 23 février 2009

La propriété de la maison MDM et le parc Gouin-Le Mesurier sont identifiés au *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* comme étant situés dans un secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle (figure 4). Au *Plan d'urbanisme*, la propriété de la maison MDM est identifiée comme faisant partie d'un grand ensemble à statut, alors que le parc Gouin-Le Mesurier est identifié comme un site archéologique recensé altéré.

Figure 4 : Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal − Patrimoine



❖ PROBLÉMATIQUE

En 2017, la firme d'ingénierie AXOR Experts-Conseils a déposé un rapport d'étude portant sur l'évaluation de l'état et de l'intégrité structurale de la maison Mary-Dorothy-Molson. Cette étude comprenait une évaluation sommaire de l'état et des problématiques associées aux aménagements d'emplacement présents sur le terrain de la propriété, dont les murs, les murets et les escaliers en pierres de maçonnerie. La date d'édification de ces ouvrages n'est pas précisément connue, mais leur construction semble dater de la même époque que celle de la maison, soit vers 1930-1931.

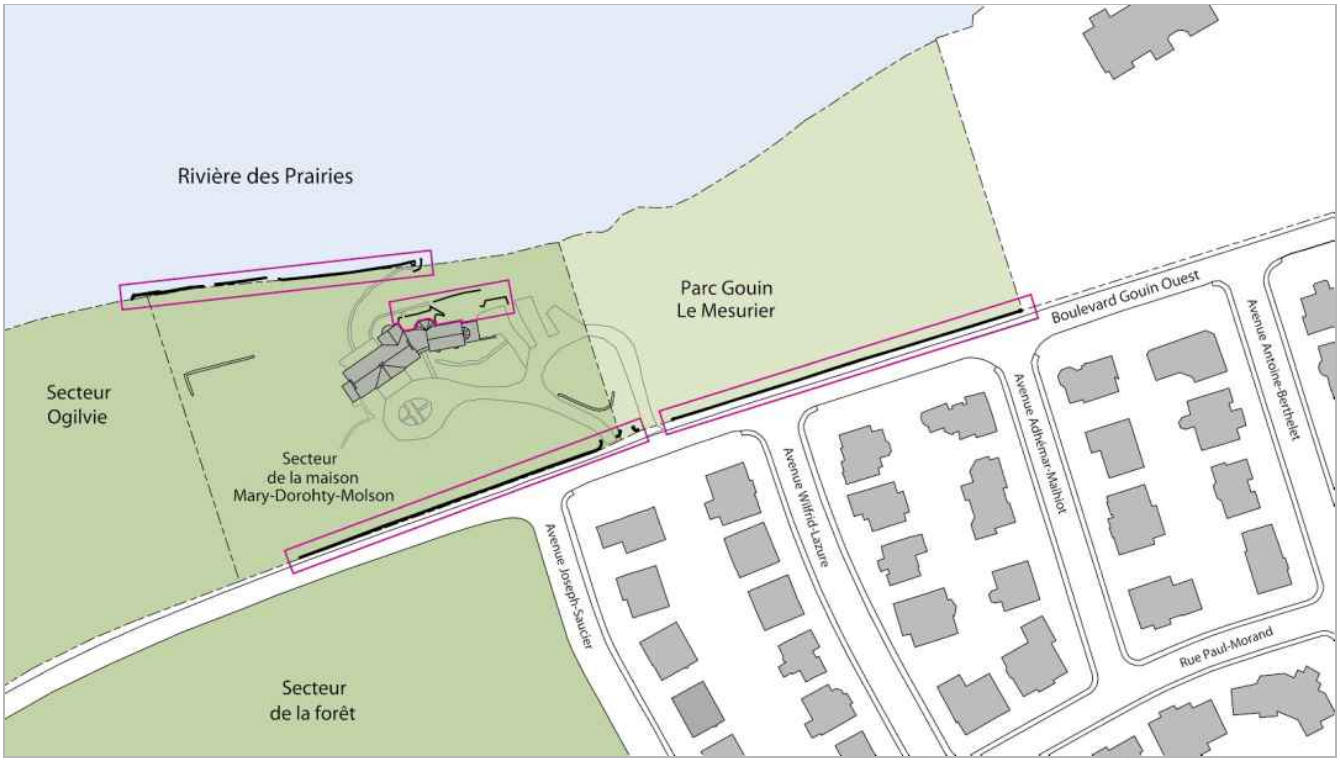
La propriété de la maison Mary-Dorothy-Molson comporte :

- Un mur de maçonnerie longeant le boulevard Gouin de 110 m lin. : hauteur hors sol ± deux mètres;
- Des murets de maçonnerie situés à l'arrière de la propriété totalisant 54 m lin. : hauteur hors sol ± 0,6 mètre;
- Un mur de maçonnerie longeant la rivière des Prairies de 105 m lin. :
  hauteur hors sol ± 0,5 mètre du côté de la propriété et de ± 1,3 mètre du côté de la rivière.

Le mur de maçonnerie longeant le boulevard Gouin dans le secteur du parc Gouin-Le Mesurier fait près de 120 mètres linéaires et présente une hauteur hors sol d'environ deux mètres (figure 5).

En somme, les deux murs de maçonnerie longeant le boulevard Gouin font 230 mètres linéaires.

Figure 5 : Localisation des ouvrages de maçonnerie : Secteur de la maison MDM et parc Gouin-Le Mesurier



- Murs de maçonnerie longeant le boulevard Gouin

Les murs de maçonnerie longeant le boulevard Gouin, soit celui situé sur la propriété de la maison MDM et celui situé dans les limites du parc Gouin-Le Mesurier, sont relativement en mauvais état (figure 6). Ces murs présentent des signes d'affaissement et dans certaines sections des pierres sont déplacées, effondrées ou manquantes. De manière générale, les parements et les joints de ces murs sont en mauvais état, et plus particulièrement, du côté du boulevard, en raison, notamment, de l'épandage de sels de déglaçage durant la période hivernale. Les parties supérieures de ces murs sont recouvertes d'un glacis de mortier laissant l'eau s'infiltrer à l'intérieur des murs causant des dommages lors des cycles de gel et de dégel et contribuant à leur instabilité[3].

Figure 6 : Murs de maçonnerie longeant le boulevard Gouin



Vue du côté du boulevard Gouin



Vue du côté de la propriété de la maison Mary-Dorothy-Molson

- Murets et escalier de maçonnerie

Les murets et l'escalier situés à l'arrière de la propriété MDM se sont dégradés au fil du temps et sont en très mauvais état (figure 7). De nombreuses pierres sont déplacées, effondrées ou manquantes et plusieurs marches sont cassées[3].

Figure 7 : Murets et escalier de maçonnerie



[3] Rapport portant sur l'évaluation de l'état et de l'intégrité structurale de la maison Mary-Dorothy-Molson (2017) et ses annexes (annexe 6.10).

- Mur de maçonnerie longeant la rivière des Prairies

Figure 8 : Partie arrière de la propriété MDM



Le mur de maçonnerie longeant la rivière des Prairies présente d'importants signes d'instabilité en raison des contraintes exercées par le mouvement du talus et l'action érosive des glaces (figures 8 et 9). Ce mur ne comporte aucune semelle de fondation, il est immergé dans l'eau environ six mois par année.

Du côté de la rivière, les racines des arbres endommagent le mur, mais certains arbres contribuent à éviter l'affaissement de sections de mur. Un mauvais drainage sur le niveau supérieur du mur entraîne une accumulation d'eau en surface. Cette accumulation d'eau a provoqué un affaissement du mur sur une distance d'environ 4,5 mètres.

Le parement et les joints de ce mur sont en mauvais état et la partie inférieure du mur n'a plus aucun mortier dans les joints. Dans certaines sections du mur, des pierres sont déplacées, effondrées ou manquantes, en particulier du côté de la rivière. Plusieurs effondrements de pierres sont observables et certains signes d'instabilité ont été observés près des murs de soutènement secondaires longeant la berge[3].

Figure 9 : Mur de maçonnerie longeant la rivière



❖ ENJEUX

Les enjeux fondamentaux liés à la préservation de ces ouvrages de maçonnerie d'intérêt patrimonial sont les suivants :

- Restauration des ouvrages de maçonnerie à leur forme et apparence d'origine;
- Stabilisation des fondations de ces ouvrages pour assurer leur pérennité;
- Préservation des végétaux d'intérêt;
- Minimisation des effets de chocs et de vibrations, des cycles de gel et de dégel et de l'action érosive de l'eau et des mouvements de glace;
- Maintien des méthodes constructives de l'époque (sauf si elles sont inadéquates);
- Durabilité des interventions et conservation des ouvrages par un entretien régulier.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1214695001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs-nature et espaces riverains
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme Affleck de la Riva pour l'élaboration de documents d'exécution de travaux visant la restauration d'ouvrages de maçonnerie d'intérêt patrimonial (maison Mary-Dorothy-Molson / parc Gouin-Le Mesurier) - Dépense totale de 407 133,95 $, taxes incluses (contrat de 370 121,77 $ et contingences de 37 012,18 $) - Appel d'offres public numéro 21-18781 (un soumissionnaire conforme).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18781 DET_CAH.pdf 21-18781 Intervention.pdf

21-18781_Tableau d'évaluation des soumissions.pdf 21-18781 PV .pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugues KYONGO M'NYAMPARA
Agente d'approvisionnement niv. 2
Tél : 514-872-1858

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-08

Richard DAGENAIS
Chef de section app. strat. en biens
Tél : 514-872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18781 — No du GDD : 1214695001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour la restauration d'ouvrages de maçonnerie - Maison Mary-Dorothy-Molson / Parc Gouin-Le Mesurier

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 5 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 3 - 6 - 2021

Ouverture faite le : 15 - 6 - 2021

Date du comité de sélection : 22 - 6 - 2021

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 4 - 6 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 12,5

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 13 - 10 - 2021

Date d'échéance révisée : 13 - 10 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
AFFLECK DE LA RIVA ARCHITECTE S.E.N.C.	370 121,77	√	

Information additionnelle

Des huit (8) preneurs du cahier des charges, un seul (1) a soumissionné. Des sept (7) preneurs du cahier des charges qui n'ont pas soumissionné,une (1) firme a indiqué ne pas comprendre l'utilité de toutes les ressouces demandées et a également indiqué aussi un conflit de l'échéancier avec ses ressources. Une autre firme (1) a indiqué avoir manqué de temps afin d'étudier l'offre. Et la troisième firme a indiqué avoir des engagements dans d'autres projets. Les quatre (4) autres firmes n'ont pas répondu à nos demandes. Deux (2) addendas ont été publié pour des reports de date. La soumission reçue et la plus basse conforme est 38,5 % inférieur à l'estimation réalisée. Le soumissionnaire recommandé dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrits au RENA, et n'est pas rendu non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

Préparé par : Hugues K. Munyampara — Le 7 - 7 - 2021

21-18781 - Services professionnels pour la restauration d'ouvrages de maçonnerie - Maison Mary-Dorothy-Molson / Parc Gouin-Le Mesurier

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au Projet 30%	Qualification et expérience du Chargé de Projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
AFFLECK DE LA RIVA, ARCHITECTE S.E.N.C	3,50	11,67	7,67	11,33	24,00	22,67	80,8	370 121,77 $	3,53	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Hugues K. M'Nyampara

Comité	
Date	mardi 22-06-2021
Heure	10 h 00
Lieu	Visioconférence

Multiplicateur d'ajustement	
Facteur «K»	50

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18781
Numéro de référence : 1484094
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels pour la restauration d'ouvrages de maçonnerie - Maison Mary-Dorothy-Molson / Parc Gouin-Le Mesurier

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed El Salahi Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1894878)** 2021-05-04 9 h 08 **Transmission :** 2021-05-04 9 h 08	3534043 - 21-18781 Addenda No 1_Report de date 2021-05-27 13 h 41 - Courriel 3539851 - 21-18781 Addenda 2 report de date 2021-06-04 10 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Affleck de la Riva architectes 1450 City Councillors Suite 230 Montréal, QC, H3A 2E6 http://www.affleckdelariva.com NEQ : 3346062121	Monsieur Richard de la Riva Téléphone : 514 861-0133 Télécopieur : 514 861-5776	**Commande : (1900998)** 2021-05-17 8 h 24 **Transmission :** 2021-05-17 8 h 24	3534043 - 21-18781 Addenda No 1_Report de date 2021-05-27 13 h 41 - Courriel 3539851 - 21-18781 Addenda 2 report de date 2021-06-04 10 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Architecture EVOQ inc. 1435 rue St-Alexandre Suite 1000 Montréal, QC, H3A 2G4 NEQ : 1171481071	Monsieur Alfredo Diodati Téléphone : 514 393-9490 Télécopieur :	**Commande : (1898135)** 2021-05-10 15 h 12 **Transmission :** 2021-05-10 15 h 12	3534043 - 21-18781 Addenda No 1_Report de date 2021-05-27 13 h 41 - Courriel 3539851 - 21-18781 Addenda 2 report de date 2021-06-04 10 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
C2V architecture inc. 2030 Pie-IX 412 Montréal, QC, H1V 2C8 http://c2v.ca NEQ : 1148783260	Monsieur Pascal Alarie Téléphone : 514 273-6337 Télécopieur : 514 273-6384	**Commande : (1897324)** 2021-05-07 13 h 48 **Transmission :** 2021-05-07 13 h 48	3534043 - 21-18781 Addenda No 1_Report de date 2021-05-27 13 h 41 - Courriel 3539851 - 21-18781 Addenda 2 report de date 2021-06-04 10 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services EXP Inc 8487, Avenue Albert-Louis-Van-Houtte Montréal, QC, H1Z 4J2 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191	**Commande : (1894452)** 2021-05-03 13 h 14	3534043 - 21-18781 Addenda No 1_Report de date 2021-05-27 13 h 41 - Courriel

		Télécopieur : 819 478-2994	**Transmission :** 2021-05-03 13 h 14	3539851 - 21-18781 Addenda 2 report de date 2021-06-04 10 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Nadeau Nadeau Blondin architectes inc. 184 rue Sainte-Marie La Prairie, QC, J5R 1E8 http://www.nnb-architectes.ca NEQ : 1166290529	Monsieur Keven Blondin Téléphone : 450 907-3765 Télécopieur : 450 907-3166	**Commande : (1910558)** 2021-06-07 11 h 39 **Transmission :** 2021-06-07 11 h 39	3534043 - 21-18781 Addenda No 1_Report de date 2021-06-07 11 h 39 - Téléchargement 3539851 - 21-18781 Addenda 2 report de date 2021-06-07 11 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Riopel & Associés 777, rue de la Commune Ouest bureau 400 Montréal, QC, H3C 1Y1 http://www.riopel-associes.com NEQ : 1163438360	Madame Johane Bouchard Téléphone : 514 521-2138 Télécopieur : 521 521-2139	**Commande : (1896336)** 2021-05-06 10 h 09 **Transmission :** 2021-05-06 10 h 09	3534043 - 21-18781 Addenda No 1_Report de date 2021-05-27 16 h 47 - Télécopie 3539851 - 21-18781 Addenda 2 report de date 2021-06-04 13 h 55 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1898074)** 2021-05-10 14 h 22 **Transmission :** 2021-05-10 14 h 22	3534043 - 21-18781 Addenda No 1_Report de date 2021-05-27 13 h 41 - Courriel 3539851 - 21-18781 Addenda 2 report de date 2021-06-04 10 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ahuntsic-Cartierville , Direction performance_greffe et services administratifs

Dossier # : 1214695001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs-nature et espaces riverains
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme Affleck de la Riva pour l'élaboration de documents d'exécution de travaux visant la restauration d'ouvrages de maçonnerie d'intérêt patrimonial (maison Mary-Dorothy-Molson / parc Gouin-Le Mesurier) - Dépense totale de 407 133,95 $, taxes incluses (contrat de 370 121,77 $ et contingences de 37 012,18 $) - Appel d'offres public numéro 21-18781 (un soumissionnaire conforme).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ouvrage de maconnerie.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mame Gallo DIOUF
Conseiller en gestion des ressources financiéres et matérielles
Tél : 514-XXX-XXXX

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-24

Josée BÉLANGER
C/E ressources financiéres : Direction Performance greffe et services administratifs
Tél : xxx-xxxx
Division : Ahuntsic-Cartierville , Direction performance greffe et services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1214695001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs-nature et espaces riverains
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme Affleck de la Riva pour l'élaboration de documents d'exécution de travaux visant la restauration d'ouvrages de maçonnerie d'intérêt patrimonial (maison Mary-Dorothy-Molson / parc Gouin-Le Mesurier) - Dépense totale de 407 133,95 $, taxes incluses (contrat de 370 121,77 $ et contingences de 37 012,18 $) - Appel d'offres public numéro 21-18781 (un soumissionnaire conforme).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds GDD #1214695001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Immacula CADELY
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-24

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872 5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.017

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1219222001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Division aménagement des parcs métropolitains et autres parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	Site patrimonial déclaré du Mont-Royal
Objet :	Accorder un contrat à Lemay CO inc. et Les Services EXP inc., pour la fourniture de services professionnels dans le cadre du projet de réaménagement des abords de la maison Smith au parc du Mont-Royal, pour une période de 72 mois - Dépense totale de 3 290 795,20 $, taxes incluses (contrat : 2 861 561,04 $ + contingences : 429 234,16 $) - Appel d'offres public (21-18778) - (2 soumissionnaires).

Il est recommandé :
1. d'accorder aux firmes Lemay CO inc. et Les Services EXP inc. ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de 72 mois, les commandes pour la fourniture de services professionnels, aux prix de leur soumission, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, soit pour une somme maximale de 2 861 561,04 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18778;

2. d'autoriser une dépense de 429 234,16 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement de Lemay CO inc. et Les Services EXP inc.;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant de 3 290 795,20 $.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-24 08:37

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1219222001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Division aménagement des parcs métropolitains et autres parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	Site patrimonial déclaré du Mont-Royal
Objet :	Accorder un contrat à Lemay CO inc. et Les Services EXP inc., pour la fourniture de services professionnels dans le cadre du projet de réaménagement des abords de la maison Smith au parc du Mont-Royal, pour une période de 72 mois - Dépense totale de 3 290 795,20 $, taxes incluses (contrat : 2 861 561,04 $ + contingences : 429 234,16 $) - Appel d'offres public (21-18778) - (2 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) met de l'avant un projet de réaménagement des abords de la maison Smith situé sur le territoire du Site patrimonial déclaré du Mont-Royal. Le projet s'inscrit dans les grands objectifs du *Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal* (PPMVMR) adopté en 2009 et dans la *Stratégie Montréal 2030* qui vise notamment le rehaussement de la résilience écologique de la métropole et ainsi accroître la qualité de vie de l'ensemble des citoyennes et des citoyens. Ce dossier contribue aussi à l'atteinte des objectifs du Plan nature et sports notamment au volet Montréal des Sommets voué à la protection et à la mise en valeur du mont Royal.
Le projet de réaménagement des abords la maison Smith couvre une superficie approximative de 21 hectares (voir le plan de localisation de projet en pièce jointe).

Le SGPMRS prévoit travailler avec une équipe externe en raison de la pluridisciplinarité du projet, des expertises particulières nécessaires au développement du projet et des délais.

Le Service de l'approvisionnement a publié un appel d'offres public dans le Journal de Montréal et il l'a diffusé sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 19 mai 2021. L'ouverture des soumissions, initialement prévue pour le 22 juin 2021, a été reportée à deux reprises, pour une ouverture au 13 juillet 2021. 54 jours ont ainsi été accordés aux

soumissionnaires, respectant la période minimale de 32 jours de calendrier pour un appel d'offres public. Huit (8) addenda, ont été émis dans les délais prescrits afin :

- de reporter la date d'ouverture des soumissions à deux reprises;
- de corriger des articles du document d'appel d'offres portant sur la méthode de paiement des honoraires et l'expiration du contrat;
- de modifier le bordereau de soumission, l'échéancier de réalisation du projet, des articles du document d'appel d'offres concernant des études à réaliser, le nombre de rencontres et les responsabilités de l'ingénieur en électricité;
- d'ajouter un article concernant le programme de mise à niveau des installations électriques à compléter;
- et de répondre à des questions posées.

L'offre de services professionnels est valide pour une période de 180 jours de calendrier suivant la date de l'ouverture des soumissions, soit le 9 janvier 2022. Elle a été évaluée le 22 juillet 2021 à partir de la grille de pointages applicable aux contrats de services professionnels par un comité de sélection formé de trois (3) membres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG09 0130 - 30 avril 2009 - Adopter le Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal.

DESCRIPTION

Ce dossier vise à octroyer un contrat de services professionnels à un regroupement composé des firmes Lemay CO inc. et Les Services EXP inc., le soumissionnaire ayant obtenu le meilleur résultat à l'appel d'offres public. La soumission est conforme et elle a obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection, et leurs pondérations préétablis, dans les documents d'appel d'offres. Le mode de paiement de l'adjudicataire est forfaitaire. La durée du contrat est de 72 mois.
L'octroi du contrat de services professionnels permettra de couvrir les étapes de planification, de conception, de plans et devis, de demandes de permis et certificats ainsi que de réalisation des travaux, lesquels seront projetés de l'automne 2021 à l'automne 2027 pour respecter les lois de protection de la faune et se coordonner avec les travaux réalisés par d'autres services de la Ville.

De plus, même si le cahier des charges traite clairement des documents à produire dans le cadre du projet, il est possible que des contingences surviennent en cours de mandat. En effet, des éléments liés à la complexité de ce site patrimonial pourraient impliquer des tâches ou des services difficiles à prévoir présentement. Ainsi, un budget de contingences de 429 234,16 $, taxes incluses, a été ajouté au montant de la soumission, soit 15 % du prix de la soumission.

Des pénalités sont prévues au contrat en ce qui à trait au respect des dates jalons du calendrier du projet ainsi que pour le respect des critères de remplacement des ressources clés.

Le projet vise à :

- Mettre à niveau les infrastructures (escaliers, signalisation, équipements, mobilier, lampadaires, électricité, terrasse, stationnements, débarcadères et espaces réservés aux autobus (scolaires, touristiques et transport adapté), etc.);

- Offrir des installations sécuritaires et attrayantes au plus grand nombre d'usagers (piétons, cyclistes, usagers du transport collectif et automobilistes) du parc du Mont-Royal;
- Mettre en valeur les attributs et l'identité du secteur en rétablissant une partie de la clairière de l'ancienne propriété Smith ainsi que son caractère pastoral;
- Participer à la résilience écologique de la montagne et du réseau écologique montréalais en verdissant, en prévoyant des revêtements perméables, en plantant des arbres et en consolidant une zone humide s'appareillant à un milieu humide proprement dit;
- Améliorer l'expérience des usagers;
- Requalifier l'ancienne voie Remembrance Sud (fermée depuis 2009 à la circulation automobile publique);
- Assurer une cohérence des parcours en renvoyant le réseau de sentiers et en mettant en évidence les accès au chemin de traverse;
- Créer et vouer l'espace nécessaire aux nouveaux équipements dédiés au déplacement actif et responsable, et ainsi évaluer le potentiel d'un pôle de mobilité;
- Actualiser la gestion des eaux de surface au bénéfice des écosystèmes;
- Verdir, intégrer une prairie pour pollinisateurs et contrer les impacts de l'agrile du frêne en rétablissant la canopée et les strates végétales;
- Poursuivre la lutte contre les espèces végétales exotiques envahissantes;
- Réhabiliter des milieux boisés, humides et forestiers ainsi que la végétalisation des sentiers informels et indésirables;
- Protéger les patrimoines culturels (vestiges).

JUSTIFICATION

Au total, il y a eu treize (13) preneurs du cahier des charges :

- Deux (2) regroupements composés d'une firme en architecture de paysage et en ingénierie ont déposé deux (2) offres de services professionnels conformes (soit une proportion de 15 %). Les deux (2) soumissionnaires sont : *Lemay CO inc. et Les Services EXP inc.* ainsi que l'*Atelier Civiliti inc. et S NC-Lavallin Group inc.*
- Sur les onze (11) preneurs qui n'ont pas déposé de soumission, un preneur a indiqué ses raisons de ne pas donner suite à l'appel d'offres, lesquelles sont liées à un carnet de commandes complet et à un délai trop court. Aucune réponse n'a été obtenue de la part des autres preneurs restants.

L'écart entre les coûts estimés par le SGPMRS pour ces services professionnels et la dépense à approuver est de - 2,53 %, tel que détaillé ci-après :

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Prix soumission (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Lemay CO inc. / Les Services EXP inc.	81,7 %	0,46	2 861 561,04 $	429 234,16 $	3 290 795,20 $
Atelier Civiliti inc. / SNC-Lavallin Group inc.	80,0 %	0,38	3 399 950,19 $	509 992,53 $	3 909 942,72 $
Dernière estimation réalisée			2 935 738,00 $	440 360,70 $	3 376 098,70 $

Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) (l'adjudicataire – estimation)	(74 176,96 $)
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) ((l'adjudicataire – estimation)/estimation) x 100	-2,53 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) (2e meilleure note finale – adjudicataire)	538 389,15 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%) (2e meilleure note finale – adjudicataire)/adjudicataire) x 100	18,81 %

Le comité de sélection recommande l'octroi du contrat au soumissionnaire conforme soit au regroupement de firmes Lemay CO inc. et Les Services EXP inc.

Les validations requises à l'effet que les adjudicataires recommandés, soit les firmes Lemay CO inc. et Les Services EXP inc., ne font pas partie du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites.

Les adjudicataires recommandés sont conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville et ils détiennent l'autorisation requise de l'Autorité des marchés publics, datée du 21 mai 2020 et valide jusqu'au 20 mai 2023 pour la firme Lemay CO inc. et datée du 13 mars 2020 et valide jusqu'au 12 mars 2023 pour la firme Les Services EXP inc.

En conformité avec l'encadrement administratif portant sur l'évaluation du rendement des services professionnels, et dont le montant net du contrat est supérieur à 500 000,00 $, une évaluation du rendement sera effectuée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale, incluant les contingences de 429 234,16 $, est évaluée à 3 290 795,20 $, taxes incluses.

Information budgétaire :

La dépense net de ristournes sur les taxes de 3 004 934,65 $ sera financée par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports via le règlement d'emprunt RCG 19-033.

Pour donner suite à ce dossier, le budget requis de 3 004 934,65 $ est prévu et disponible au PDI 2021-2030 et il est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet investi	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
34250 - Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal	564 094,95 $	581 136,78 $	496 476,96 $	647 191,25 $	238 678,23 $	238 678,23 $	238 678,24	3 004 934,65 $

Information comptable/vote de crédits :

La dépense maximale de 3 004 934,65 $ net de ristournes sera entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne le mont Royal en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

La dépense est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021. Dans le cadre de cette entente, la dépense de 3 004 934,65 $ est subventionnée au montant de 1 502 467,30 $ par le ministère de la Culture et des

Communications. Cela laisse donc un emprunt net à la charge de la Ville de 1 502 467,35 $ et a fait l'objet de la recommandation de crédits suivante : 18-01.02.01.00-0204.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de ce dossier est requise dans les meilleurs délais afin que le projet de réaménagement des abords de la maison Smith se réalise en continuité et de façon coordonnée avec les projets réalisés par d'autres services. Tout retard dans le processus pourrait entraîner le non respect de l'échéancier prévu.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Un article est prévu aux clauses contractuelles afin de répondre aux directives émises par la Ville de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera élaborée, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étapes d'approbation du dossier décisionnel :

- 8 septembre 2021 : Comité exécutif
- 27 septembre 2021 : Conseil municipal
- 30 septembre 2021 : Conseil d'agglomération

Étapes suivantes :

- Octobre 2021 : Début du contrat de services professionnels
- Hiver 2022 et automne 2024 : Deux (2) appels d'offres publics distincts pour la réalisation de travaux et deux (2) octrois de contrat
- Juin 2024 à automne 2027 : Travaux (en 2 lots) et clôture du projet.

Le calendrier de réalisation des travaux a été élaboré en conformité avec les lois de protection de la faune permettant des travaux à certaines périodes de l'année seulement et comportant des arrêts de chantier au printemps et en été.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Patrice P BLANCHETTE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sonia VIBERT, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Sonia VIBERT, 3 août 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ALLARD
Architecte paysagiste

Tél : 514-754-3775
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-02

Steve BILODEAU BALATTI
Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne monsieur Steve Bilodeau Balatti, chef de division - Aménagement des parcs-nature et des espaces riverains, pour me remplacer du 2 au 6 août 2021, dans l'exercice de mes fonctions de chef de division, Aménagement des grands parcs métropolitains du SGPMRS, et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions.
Clément Arnaud

Tél : 514 872-6472
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Clément ARNAUD
Chef de division - Aménagement des grands parcs métropolitains
Tél : 514-984-1706
Le 13 août 2021
Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne monsieur Clément Arnaud, chef de division -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

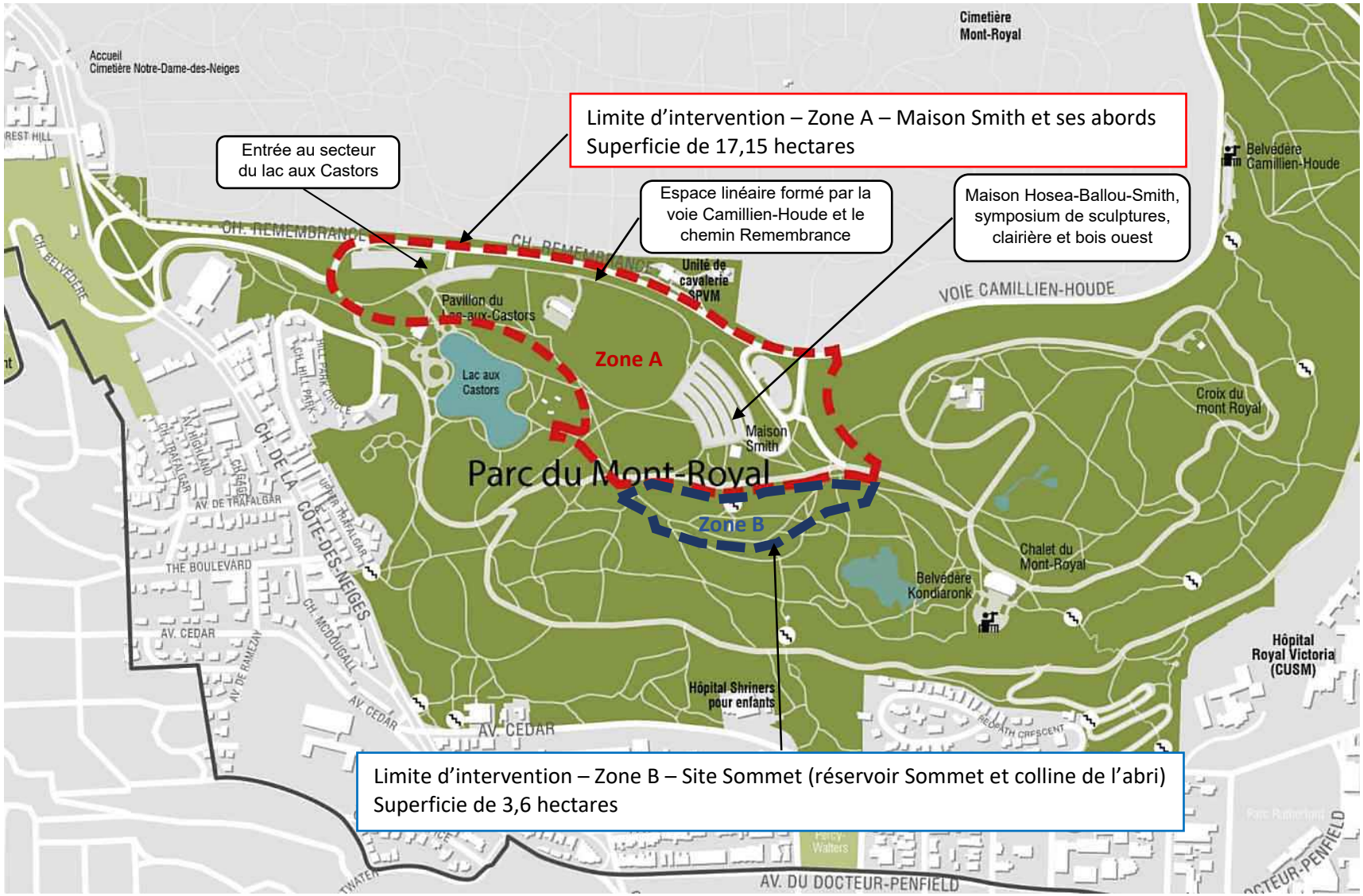
Tél : 514.872.1456

	Aménagement des grands parcs métropolitains, pour me remplacer du 14 au 30 août 2021 inclusivement dans l'exercice de mes fonctions de directrice de la Direction de l'aménagement des parcs et espaces publics, et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions. Sylvia-Anne Duplantie Directrice – Aménagement des parcs et espaces publics		
Approuvé le :	2021-08-20	**Approuvé le :**	2021-08-23

PLAN DE LOCALISATION DU PROJET



PLAN DE LOCALISATION DU PROJET



PHOTOS – ABORDS DE LA MAISON SMITH













AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 21 mai 2020

LEMAY CO INC.
A/S MONSIEUR LOUIS T. LEMAY
3500, RUE SAINT-JACQUES
MONTRÉAL (QC) H4C 1H2

N° de décision : 2020-DAMP-1453
N° de client : 2700031550

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

LEMAY INTERGRATED SERVICES AND ASSOCIATES
LEMAY PERKINS+WILL BISSON FORTIN EN CONSORTIUM
LEMAY+TOKER
SERVICES INTÉGRÉS LEMAY ET ASSOCIÉS

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LEMAY CO INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **20 mai 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 13 mars 2020

LES SERVICES EXP INC.
A/S MADAME AHN HAE-JIN
56, QUEEN ST E
SUITE 301
BRAMPTON (ON) L6V 4M8

N° de décision : 2020-DAMP-1269
N° de client : 2700027173

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous EXP SERVICES INC. et PROJI-CONTROLE, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES SERVICES EXP INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **12 mars 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1219222001*
Unité administrative responsable : *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.*
Projet : *Réaménagement des abords de la maison Smith au parc du Mont-Royal.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Liste des priorités Montréal 2030 :

Transition écologique

1. *Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.*
2. *Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.*
3. *Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous.*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).

Le principaux résultats et bénéfices attendus sont :

Priorités Montréal 2030

- Contribuer à la diminution des îlots de chaleur et à l'amélioration de la santé environnementale à l'aide du verdissement, de plantation d'arbres et de l'intégration d'une prairie pour pollinisateurs - Priorité 1
- Contribuer à la diminution de l'émission des GES par l'installation des bornes de recharge dans les aires de stationnement et en favorisant le transfert modal - Priorité 1
- Réhabiliter les milieux boisés, humides et forestiers du secteur d'intervention. Consolider et restaurer la clairière - Priorité 2
- Améliorer les accès à la montagne en offrant une expérience renouvelée et sécuritaire pour tous les usagers (piétons, cyclistes, automobilistes) - Priorité 3

Transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en oeuvre de la planification stratégique

- Développement d'une collaboration entre 4 unités d'affaires abordant les enjeux du maintien de la qualité des paysages et des expériences, de l'acceptabilité sociale des changements dans l'équilibrage des modes de transports ainsi que celui de la sécurité pour l'ensemble des visiteurs qui fréquente les lieux.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? *Plan Climat 2020-2030.*	**X**		

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1219222001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Division aménagement des parcs métropolitains et autres parcs
Objet :	Accorder un contrat à Lemay CO inc. et Les Services EXP inc., pour la fourniture de services professionnels dans le cadre du projet de réaménagement des abords de la maison Smith au parc du Mont-Royal, pour une période de 72 mois - Dépense totale de 3 290 795,20 $, taxes incluses (contrat : 2 861 561,04 $ + contingences : 429 234,16 $) - Appel d'offres public (21-18778) - (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18778 Int. d'octroi.pdf
SEAO _ Liste des commandes.pdf
21-18778 PV.pdf
21-18778 tableau 1 révisé.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patrice P BLANCHETTE
Agent d'approvisionnement niv.2
Tél : 514-872-5514

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-13

Elie BOUSTANI
Chef de section app. strat. en biens
Tél : 514-872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18778

No du GDD : 1219222001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'une équipe mutidisciplinaire pour le réaménagement des abords de la maison Smith et du chemin Remembrance au parc du Mont-Royal

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 5 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 8 - 7 - 2021

Ouverture faite le : 13 - 7 - 2021

Date du comité de sélection : 22 - 7 - 2021

Nombre d'addenda émis durant la période : 8

Date du dernier addenda émis : 8 - 7 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 54 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 13

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 15,38

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 1 - 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 9 - 1 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Lemay / Les services EXP	2 861 561,04 $	X	
Atelier Civiliti / SNC-Lavalin	3 399 950,19 $		

Information additionnelle

Des onze preneurs n'ayant pas déposé, deux font partie des deux soumissionnaires en tant que regroupement, un s'est désisté mentionnant un carnet de commande complet et un de délai trop court. Nous n'avons pas de réponse des sept restants.

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 27 - 7 - 2021

21-18778 - Services professionnels d'une équipe multidisciplinaire pour le réaménagement des abords de la maison Smith et du chemin Remembrance au parc du Mont-Royal

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 20%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Lemay / EXP	4,00	12,33	12,17	15,33	17,00	20,83	81,7	2 861 561,04 $	0,46	1
Civiliti / SNC Lavalin	3,33	12,67	11,67	15,00	16,00	21,33	80,0	3 399 950,19 $	0,38	2
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	PierreL'Allier									

Comité	
Date	jeudi 22-07-2021
Heure	13h30
Lieu	GOOGLE MEET
Multiplicateur d'ajustement	10000
Facteur «K»	50

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Rechercher un avis

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- **Liste des commandes**
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 21-18778

Numéro de référence : 1489236

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Ville de Montréal - Services professionnels d'une équipe multidisciplinaire pour le réaménagement des abords de la maison Smith et du chemin Remembrance au parc du Mont-Royal

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal, QC, H2Z 1Z3	Monsieur Mohamed El Salahi. Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1909079)** 2021-06-03 9 h 01 **Transmission :** 2021-06-03 9 h 01	3534036 - 21-18778 Addenda 1 Report de date 2021-06-03 9 h 01 - Téléchargement 3537877 - 21-18778 Addenda 2 report de date 2021-06-03 9 h 01 - Téléchargement 3540315 - 21-18778 Sddenda 3 (devis) 2021-06-04 17 h 24 - Courriel 3540316 - 21-18778 Sddenda 3 (bordereau) 2021-06-04 17 h 24 - Téléchargement 3545527 - 21-18778 Addenda 4 (devis) 2021-06-14 13 h 57 - Courriel 3545528 - 21-18778 Addenda 4 (plan) 2021-06-14 14 h 20 - Messagerie

			3547256 - 21-18778 Addenda 5 2021-06-16 11 h 11 - Courriel 3551809 - 21-18778 Addenda 6 report de date 2021-06-23 12 h 13 - Courriel 3553540 - 21-18778 Addenda 7 2021-06-28 14 h 23 - Courriel 3559430 - 21-18778 Addenda 8 2021-07-08 17 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Architectes Labonté Marcil 202- 2100 Rue Fleury Est Montréal, QC, H2B 1J5	Madame Claire Cabot Téléphone : 514 374-9656 Télécopieur :	**Commande : (1905352)** 2021-05-26 10 h 33 **Transmission :** 2021-05-26 10 h 33	3534036 - 21-18778 Addenda 1 Report de date 2021-05-27 12 h - Courriel 3537877 - 21-18778 Addenda 2 report de date 2021-06-02 10 h 11 - Courriel 3540315 - 21-18778 Sddenda 3 (devis) 2021-06-04 17 h 24 - Courriel 3540316 - 21-18778 Sddenda 3 (bordereau) 2021-06-04 17 h 24 - Téléchargement 3545527 - 21-18778 Addenda 4 (devis) 2021-06-14 13 h 57 - Courriel 3545528 - 21-18778 Addenda 4 (plan) 2021-06-14 14 h 20 - Messagerie 3547256 - 21-18778 Addenda 5 2021-06-16 11 h 11 - Courriel 3551809 - 21-18778 Addenda 6 report de date

			2021-06-23 12 h 12 - Courriel 3553540 - 21-18778 Addenda 7 2021-06-28 14 h 23 - Courriel 3559430 - 21-18778 Addenda 8 2021-07-08 17 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Architecture EVOQ inc. 1435 rue St-Alexandre Suite 1000 Montréal, QC, H3A 2G4	Monsieur Alfredo Diodati Téléphone : 514 393-9490 Télécopieur :	**Commande : (1902806)** 2021-05-19 12 h 18 **Transmission :** 2021-05-19 12 h 18	3534036 - 21-18778 Addenda 1 Report de date 2021-05-27 12 h - Courriel 3537877 - 21-18778 Addenda 2 report de date 2021-06-02 10 h 12 - Courriel 3540315 - 21-18778 Sddenda 3 (devis) 2021-06-04 17 h 24 - Courriel 3540316 - 21-18778 Sddenda 3 (bordereau) 2021-06-04 17 h 24 - Téléchargement 3545527 - 21-18778 Addenda 4 (devis) 2021-06-14 13 h 57 - Courriel 3545528 - 21-18778 Addenda 4 (plan) 2021-06-14 14 h 21 - Messagerie 3547256 - 21-18778 Addenda 5 2021-06-16 11 h 11 - Courriel 3551809 - 21-18778 Addenda 6 report de date 2021-06-23 12 h 13 - Courriel 3553540 - 21-18778 Addenda 7 2021-06-28 14 h 23 - Courriel 3559430 - 21-18778

			Addenda 8 2021-07-08 17 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
BC2 Groupe Conseil inc. 85 rue Saint-Paul Ouest Bureau 300 Montréal, QC, H2Y3V4 http://www.groupebc2.com	Monsieur Olivier Collins Téléphone : 514 507-3600 Télécopieur : 514 507-3601	**Commande : (1903323)** 2021-05-20 10 h 09 **Transmission :** 2021-05-20 10 h 09	3534036 - 21-18778 Addenda 1 Report de date 2021-05-27 12 h - Courriel 3537877 - 21-18778 Addenda 2 report de date 2021-06-02 10 h 12 - Courriel 3540315 - 21-18778 Sddenda 3 (devis) 2021-06-04 17 h 24 - Courriel 3540316 - 21-18778 Sddenda 3 (bordereau) 2021-06-04 17 h 24 - Téléchargement 3545527 - 21-18778 Addenda 4 (devis) 2021-06-14 13 h 57 - Courriel 3545528 - 21-18778 Addenda 4 (plan) 2021-06-14 14 h 22 - Messagerie 3547256 - 21-18778 Addenda 5 2021-06-16 11 h 11 - Courriel 3551809 - 21-18778 Addenda 6 report de date 2021-06-23 12 h 13 - Courriel 3553540 - 21-18778 Addenda 7 2021-06-28 14 h 23 - Courriel 3559430 - 21-18778 Addenda 8 2021-07-08 17 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

CIMA+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca	Madame Hélène Chouinard Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 450 682-1013	**Commande : (1918381)** 2021-06-23 16 h 22 **Transmission :** 2021-06-23 16 h 22	3534036 - 21-18778 Addenda 1 Report de date 2021-06-23 16 h 22 - Téléchargement 3537877 - 21-18778 Addenda 2 report de date 2021-06-23 16 h 22 - Téléchargement 3540315 - 21-18778 Sddenda 3 (devis) 2021-06-23 16 h 22 - Téléchargement 3540316 - 21-18778 Sddenda 3 (bordereau) 2021-06-23 16 h 22 - Téléchargement 3545527 - 21-18778 Addenda 4 (devis) 2021-06-23 16 h 22 - Téléchargement 3545528 - 21-18778 Addenda 4 (plan) 2021-06-23 16 h 22 - Téléchargement 3547256 - 21-18778 Addenda 5 2021-06-23 16 h 22 - Téléchargement 3551809 - 21-18778 Addenda 6 report de date 2021-06-23 16 h 22 - Téléchargement 3553540 - 21-18778 Addenda 7 2021-06-28 14 h 23 - Courriel 3559430 - 21-18778 Addenda 8 2021-07-08 17 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Civiliti 5778 rue St-Andre Montréal, QC, H2S2K1 http://www.civiliti.com	Monsieur Peter Soland Téléphone : 514 402-9353 Télécopieur : 514 402-	**Commande : (1902804)** 2021-05-19 12 h 16 **Transmission :** 2021-05-19 12	3534036 - 21-18778 Addenda 1 Report de date 2021-05-27 12 h - Courriel 3537877 - 21-18778 Addenda 2 report de

	9353	h 16	date 2021-06-02 10 h 11 - Courriel 3540315 - 21-18778 Sddenda 3 (devis) 2021-06-04 17 h 24 - Courriel 3540316 - 21-18778 Sddenda 3 (bordereau) 2021-06-04 17 h 24 - Téléchargement 3545527 - 21-18778 Addenda 4 (devis) 2021-06-14 13 h 57 - Courriel 3545528 - 21-18778 Addenda 4 (plan) 2021-06-14 14 h - Messagerie 3547256 - 21-18778 Addenda 5 2021-06-16 11 h 11 - Courriel 3551809 - 21-18778 Addenda 6 report de date 2021-06-23 12 h 12 - Courriel 3553540 - 21-18778 Addenda 7 2021-06-28 14 h 23 - Courriel 3559430 - 21-18778 Addenda 8 2021-07-08 17 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
FNX-INNOV inc. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.fnx-innov.com	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (1902979)** 2021-05-19 15 h 23 **Transmission :** 2021-05-19 15 h 23	3534036 - 21-18778 Addenda 1 Report de date 2021-05-27 12 h - Courriel 3537877 - 21-18778 Addenda 2 report de date 2021-06-02 10 h 12 - Courriel 3540315 - 21-18778 Sddenda 3 (devis) 2021-06-04 17 h 24 - Courriel

			3540316 - 21-18778 Sddenda 3 (bordereau) 2021-06-04 17 h 24 - Téléchargement 3545527 - 21-18778 Addenda 4 (devis) 2021-06-14 13 h 58 - Courriel 3545528 - 21-18778 Addenda 4 (plan) 2021-06-14 14 h 23 - Messagerie 3547256 - 21-18778 Addenda 5 2021-06-16 11 h 11 - Courriel 3551809 - 21-18778 Addenda 6 report de date 2021-06-23 12 h 13 - Courriel 3553540 - 21-18778 Addenda 7 2021-06-28 14 h 23 - Courriel 3559430 - 21-18778 Addenda 8 2021-07-08 17 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Lemay CO inc. 3500, rue Saint-Jacques Montréal, QC, H4C 1H2 http://www.lemay.com	Madame Christine Robert Téléphone : 514 932-5101 Télécopieur : 514 935-8137	**Commande : (1903840)** 2021-05-21 8 h 27 **Transmission :** 2021-05-21 8 h 27	3534036 - 21-18778 Addenda 1 Report de date 2021-05-27 12 h - Courriel 3537877 - 21-18778 Addenda 2 report de date 2021-06-02 10 h 11 - Courriel 3540315 - 21-18778 Sddenda 3 (devis) 2021-06-04 17 h 24 - Courriel 3540316 - 21-18778 Sddenda 3 (bordereau) 2021-06-04 17 h 24 - Téléchargement 3545527 - 21-18778 Addenda 4 (devis) 2021-06-14 13 h 57 -

			Courriel 3545528 - 21-18778 Addenda 4 (plan) 2021-06-14 14 h 18 - Messagerie 3547256 - 21-18778 Addenda 5 2021-06-16 11 h 11 - Courriel 3551809 - 21-18778 Addenda 6 report de date 2021-06-23 12 h 12 - Courriel 3553540 - 21-18778 Addenda 7 2021-06-28 14 h 23 - Courriel 3559430 - 21-18778 Addenda 8 2021-07-08 17 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8	Madame Ginette Laplante. Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1903249)** 2021-05-20 9 h 20 **Transmission :** 2021-05-20 9 h 20	3534036 - 21-18778 Addenda 1 Report de date 2021-05-27 12 h - Courriel 3537877 - 21-18778 Addenda 2 report de date 2021-06-02 10 h 11 - Courriel 3540315 - 21-18778 Sddenda 3 (devis) 2021-06-04 17 h 24 - Courriel 3540316 - 21-18778 Sddenda 3 (bordereau) 2021-06-04 17 h 24 - Téléchargement 3545527 - 21-18778 Addenda 4 (devis) 2021-06-14 13 h 57 - Courriel 3545528 - 21-18778 Addenda 4 (plan) 2021-06-14 14 h 20 - Messagerie 3547256 - 21-18778 Addenda 5

			2021-06-16 11 h 11 - Courriel 3551809 - 21-18778 Addenda 6 report de date 2021-06-23 12 h 13 - Courriel 3553540 - 21-18778 Addenda 7 2021-06-28 14 h 23 - Courriel 3559430 - 21-18778 Addenda 8 2021-07-08 17 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Rousseau Lefebvre inc. 100 rue Tourangeau Est Laval, QC, H7G 1L1 http://www.rousseau-lefebvre.com	Monsieur Daniel Lefebvre Téléphone : 450 663-2145 Télécopieur : 450 663-2146	**Commande : (1904519)** 2021-05-25 9 h 21 **Transmission :** 2021-05-25 9 h 21	3534036 - 21-18778 Addenda 1 Report de date 2021-05-27 12 h - Courriel 3537877 - 21-18778 Addenda 2 report de date 2021-06-02 10 h 11 - Courriel 3540315 - 21-18778 Sddenda 3 (devis) 2021-06-04 17 h 24 - Courriel 3540316 - 21-18778 Sddenda 3 (bordereau) 2021-06-04 17 h 24 - Téléchargement 3545527 - 21-18778 Addenda 4 (devis) 2021-06-14 13 h 57 - Courriel 3545528 - 21-18778 Addenda 4 (plan) 2021-06-14 14 h 18 - Messagerie 3547256 - 21-18778 Addenda 5 2021-06-16 11 h 11 - Courriel 3551809 - 21-18778 Addenda 6 report de date 2021-06-23 12 h 12 - Courriel

			3553540 - 21-18778 Addenda 7 2021-06-28 14 h 23 - Courriel 3559430 - 21-18778 Addenda 8 2021-07-08 17 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3	Madame Claudine Talbot . Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	**Commande : (1903321)** 2021-05-20 10 h 08 **Transmission :** 2021-05-20 10 h 08	3534036 - 21-18778 Addenda 1 Report de date 2021-05-27 12 h - Courriel 3537877 - 21-18778 Addenda 2 report de date 2021-06-02 10 h 12 - Courriel 3540315 - 21-18778 Sddenda 3 (devis) 2021-06-04 17 h 24 - Courriel 3540316 - 21-18778 Sddenda 3 (bordereau) 2021-06-04 17 h 24 - Téléchargement 3545527 - 21-18778 Addenda 4 (devis) 2021-06-14 13 h 57 - Courriel 3545528 - 21-18778 Addenda 4 (plan) 2021-06-14 14 h 22 - Messagerie 3547256 - 21-18778 Addenda 5 2021-06-16 11 h 11 - Courriel 3551809 - 21-18778 Addenda 6 report de date 2021-06-23 12 h 13 - Courriel 3553540 - 21-18778 Addenda 7 2021-06-28 14 h 23 - Courriel 3559430 - 21-18778 Addenda 8 2021-07-08 17 h 29 -

			Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Vlan Paysages 24, Mont-Royal Ouest Bur. 901.1 Montréal, QC, H2T2S2 http://www.vlanpaysages.ca	Monsieur Thierry Beaudoin Téléphone : 514 389-9889 Télécopieur :	**Commande : (1903869)** 2021-05-21 8 h 54 **Transmission :** 2021-05-21 8 h 54	3534036 - 21-18778 Addenda 1 Report de date 2021-05-27 12 h - Courriel 3537877 - 21-18778 Addenda 2 report de date 2021-06-02 10 h 11 - Courriel 3540315 - 21-18778 Sddenda 3 (devis) 2021-06-04 17 h 24 - Courriel 3540316 - 21-18778 Sddenda 3 (bordereau) 2021-06-04 17 h 24 - Téléchargement 3545527 - 21-18778 Addenda 4 (devis) 2021-06-14 13 h 57 - Courriel 3545528 - 21-18778 Addenda 4 (plan) 2021-06-14 14 h 19 - Messagerie 3547256 - 21-18778 Addenda 5 2021-06-16 11 h 11 - Courriel 3551809 - 21-18778 Addenda 6 report de date 2021-06-23 12 h 12 - Courriel 3553540 - 21-18778 Addenda 7 2021-06-28 14 h 23 - Courriel 3559430 - 21-18778 Addenda 8 2021-07-08 17 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
WSP Canada Inc. (Pour AO sur	Madame	**Commande**	3534036 - 21-18778

invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com	Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**: (1902821)** 2021-05-19 13 h 02 **Transmission :** 2021-05-19 13 h 02	Addenda 1 Report de date 2021-05-27 12 h - Courriel 3537877 - 21-18778 Addenda 2 report de date 2021-06-02 10 h 12 - Courriel 3540315 - 21-18778 Sddenda 3 (devis) 2021-06-04 17 h 24 - Courriel 3540316 - 21-18778 Sddenda 3 (bordereau) 2021-06-04 17 h 24 - Téléchargement 3545527 - 21-18778 Addenda 4 (devis) 2021-06-14 13 h 57 - Courriel 3545528 - 21-18778 Addenda 4 (plan) 2021-06-14 14 h 21 - Messagerie 3547256 - 21-18778 Addenda 5 2021-06-16 11 h 11 - Courriel 3551809 - 21-18778 Addenda 6 report de date 2021-06-23 12 h 13 - Courriel 3553540 - 21-18778 Addenda 7 2021-06-28 14 h 23 - Courriel 3559430 - 21-18778 Addenda 8 2021-07-08 17 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Précédent

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1219222001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Division aménagement des parcs métropolitains et autres parcs
Objet :	Accorder un contrat à Lemay CO inc. et Les Services EXP inc., pour la fourniture de services professionnels dans le cadre du projet de réaménagement des abords de la maison Smith au parc du Mont-Royal, pour une période de 72 mois - Dépense totale de 3 290 795,20 $, taxes incluses (contrat : 2 861 561,04 $ + contingences : 429 234,16 $) - Appel d'offres public (21-18778) - (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Immacula CADELY
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-20

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 20.018

2021/09/08 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.019

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1217065003

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division binam
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal, pour la période du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022, pour assurer la reconduction de la Cellule d'intervention et de protection, un des projets phares développé par Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) dans le cadre de l'axe 4 « Ville responsable et engagée » du Plan d'action Montréal inclusive 2018-2021, soit pour une somme maximale de 150 000 $, taxes incluses, conformément à son offre de services et selon les termes et conditions stipulées au projet de convention

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de convention de gré à gré par lequel le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal s'engage à fournir les services professionnels requis pour assurer la reconduction de la Cellule d'intervention et de protection développée par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) - Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM), pour une somme maximale de 150 000 $, taxes incluses, pour la période du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022, et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-08-27 10:38

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1217065003**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division binam
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal, pour la période du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022, pour assurer la reconduction de la Cellule d'intervention et de protection, un des projets phares développé par Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) dans le cadre de l'axe 4 « Ville responsable et engagée » du Plan d'action Montréal inclusive 2018-2021, soit pour une somme maximale de 150 000 $, taxes incluses, conformément à son offre de services et selon les termes et conditions stipulées au projet de convention

CONTENU

CONTEXTE

Fort des consultations menées depuis 2017 tant auprès de partenaires gouvernementaux, institutionnels et communautaires que de personnes immigrantes à statut précaire d'immigration et sans statut légal, le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) a développé un projet de **Cellule d'intervention et de protection** permettant aux personnes immigrantes vivant de l'abus ou ayant subi un crime, mais ne voulant pas, ou ne sachant pas comment dénoncer des situations, d'obtenir une écoute, un accompagnement et une prise en charge pouvant mener jusqu'à la plainte.
Le SDIS-BINAM souhaite reconduire cette structure au sein du milieu montréalais afin de continuer à répondre aux besoins identifiés de la clientèle suivante :

- Personnes immigrantes, particulièrement à statut précaire d'immigration ou sans statut, victimes d'abus ou d'actes criminels;
- Les proches de la victime immigrante;
- Les témoins d'un abus ou d'un acte criminel posé envers une ou plusieurs personnes immigrantes.

Le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal (ci-après le CAVAC de Montréal), reconnu par le gouvernement provincial pour son expertise et ses liens de collaboration étroits avec de nombreux partenaires d'intérêt, répond à ce mandat confié par la Ville de Montréal depuis déjà deux années.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0792- 25 août 2020
Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré au Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal pour assurer la reconduction de la Cellule d'intervention et de protection, un des projets phares développé par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale - Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) dans le cadre de l'axe 4 « Ville responsable et engagée » du Plan d'action Montréal inclusive 2018-2021, se terminant le 26 juin 2021, pour une somme maximale de 150 000 $, taxes incluses
CM19 0725 - 17 juin 2019
Approuver un projet de convention de gré à gré entre la Ville de Montréal et le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) de Montréal pour assurer la mise en œuvre d'une cellule d'intervention et de protection développée par le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM), pour une somme maximale de 129 953 $, taxes incluses, pour une période d'un an, se terminant le 26 juin 2020, le tout, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention
CE18 1998 - 5 décembre 2018
Adopter le premier plan d'action de la Ville de Montréal « Montréal inclusive » 2018-2021, en matière d'intégration des nouveaux arrivants

DESCRIPTION

Organisme : Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal
Projet : Reconduction troisième année- **Cellule d'intervention et de protection**
Montant : 150 000 $
Territoire : Ensemble des arrondissements de la Ville de Montréal

En protégeant la confidentialité de la clientèle migrante, la mise en œuvre de cette cellule vise à informer, orienter et référer les personnes victimes, proches ou témoins d'un abus ou d'un crime. Lorsque souhaitable et souhaité par la personne ayant adressé la demande de soutien, un accompagnement vers les ressources appropriées est offert dans le processus de plainte contre l'agresseur présumé (tel qu'un employeur ou un propriétaire abusif ou encore une personne ayant perpétré un crime à la personne immigrante).

Évaluant les besoins et établissant avec les personnes victimes les processus d'intervention souhaitée, la ressource professionnelle dédiée à la mise en place de cette cellule offre tout le soutien nécessaire et mobilise au besoin les services spécialisés offerts par les partenaires locaux, régionaux et institutionnels afin de leur assurer un accompagnement et une protection optimale.

Offrant de l'information, du soutien psychosocial, judiciaire et technique ainsi que du référencement selon les besoins individuels de la clientèle, les parties prenantes de la cellule ont pour directive de respecter en tout temps la volonté des personnes victimes d'agir ou non contre l'agresseur présumé ou d'accompagner la victime dans les démarches liées à la plainte à un organisme tiers détenant un pouvoir coercitif et d'enquête.

Fort des apprentissages acquis durant les deux dernières années de mise en oeuvre, plusieurs bonifications seront apportées pour cette troisième année, dont les suivantes :

- Mettre en œuvre un groupe de soutien pour les demandeurs d'asile ayant été victimes d'événements traumatiques, en collaboration avec le Programme régional d'accueil et d'intervention des demandeurs d'asile (PRAIDA);
- Mettre l'accent sur la problématique de la violence au travail et de la violence conjugale et sexuelle vécue par les femmes immigrantes ayant un statut précaire, évaluer et documenter les enjeux auxquels elles font face et offrir des services adaptés à leur situation; et,
- Participer à la réflexion régionale de la table en violence conjugale de Montréal sur les enjeux des femmes sans papier victimes de violence (volet hébergement).

JUSTIFICATION

Ce projet s'inscrit dans l'axe stratégique « Ville responsable et engagée » du plan d'action Montréal inclusive 2018-2021 de la Ville de Montréal en matière d'intégration des nouveaux arrivants.
Le CAVAC de Montréal détient une expertise depuis plus de 30 ans en matière de soutien, d'intervention post-traumatique et psychosociale, de connaissance de l'appareil judiciaire et des organismes impliqués, d'accompagnement et de référencement pour l'aide aux victimes. Son équipe formée en intervention post-traumatique a su répondre avec brio depuis deux années aux enjeux complexes rencontrés par les personnes immigrantes, sans statut et à statut précaire. À tel point qu'un deuxième point de service du CAVAC en Montérégie a développé la même initiative l'année dernière. Ce projet inspire et suscite l'adhésion.

La reconduction de ce mandat pour une troisième année permettra à l'organisme de maintenir ses ressources humaines pour une année supplémentaire et ainsi maintenir ses capacités opérationnelles. De plus, l'organisme a démontré d'excellents résultats lors de sa deuxième année, qui justifient la reconduction du service. Effectivement, la Cellule d'intervention et de protection des migrants a rejoint 79 personnes supplémentaires, en plus des 293 personnes déjà suivies depuis l'année précédente (2019-2020), dans un contexte pandémique. La crise pandémique a exacerbé les enjeux que vivent les personnes migrantes à statut précaires, donc la reconduction de ce mandat tombe au moment opportun.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 150 000 $, est prévu au SDIS - BINAM. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale. C'est le 3e contrat de services professionnels que la Ville accorde pour assurer les services de la Cellule d'intervention et de protection.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, en assurant la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire et offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La reconduction de la Cellule s'ajoute aux initiatives précédentes de la Ville en matière d'accueil et de soutien à l'intégration des personnes migrantes. Par cette initiative, la Ville de Montréal réaffirme son rôle d'acteur-clé en matière d'inclusion, et dans son appui à la coordination et à l'élargissement de l'offre de services aux personnes à statut précaire d'immigration, y compris aux demandeurs d'asile et aux personnes sans statut légal d'immigration.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'organisme a adapté ses services durant la pandémie liée à la COVID-19 et va continuer de le faire en respectant les normes de santé publique. À titre d'exemple, les suivis téléphoniques ou par vidéo-conférence ont été prônés par l'ensemble des services du CAVAC de Montréal bien que l'organisation permît aussi les rencontres en personnes quand

cela était préférable et respectait les mesures sanitaires. Les rencontres téléphoniques et virtuelles étaient facilitantes pour diverses raisons notamment leurs horaires de travail ou obligations familiales par exemple, ce qui a permis et qui continuera de permettre même hors pandémie, d'offrir des services ont personnes migrantes qui ont des difficultés à se déplacer dans les locaux des bureaux du CAVAC.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En collaboration avec le BINAM et les acteurs locaux, le CAVAC de Montréal a déjà mis sur pied l'année dernière une stratégie de communication qui sera maintenue et bonifier pour rejoindre plus particulièrement les femmes et les filles.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Septembre 2021 Présentation au comité exécutif
Septembre 2021 Présentation au conseil municipal pour approbation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Iulia Ramona BOAR BUCSA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Services des finances – Services centraux (boîte postale) / GDD HDV

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Audrey BADY
conseiller(ere) en planification

Tél : 514 240-1448
Télécop. : 514 240-1448

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-20

Marie-Christine LADOUCEUR-GIRARD
Directrice du BINAM

Tél : 514-872-4877
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nadia BASTIEN
Directrice
Tél : (514) 872-3510
Approuvé le : 2021-08-26

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF
GDD 1217065003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame-Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, assistant-greffier de la ville dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

(ci-après nommée la **« Ville »**)

ET : **CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DE MONTRÉAL**, personne morale incorporée en vertu de la partie 3 de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, chapitre C-38) dont le siège social est au 6472, boulevard Saint-Laurent, Montréal (Québec), H2S 3C4, agissant et représenté par madame Jenny Charest, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 13139 5527 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1006493340 DQ0001

(ci-après nommé le **« Contractant »**)

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Contractant est un organisme reconnu par le ministère de la Justice au sens de l'article 10 de la *Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels (LAVAC)* qui dispense des services de première ligne à toute personne victime d'un acte criminel et ses proches, ainsi qu'aux témoins d'un acte criminel, et ce, que l'auteur du crime soit ou non identifié, arrêté, poursuivi ou reconnu coupable;

ATTENDU QUE la *Charte canadienne des droits des victimes* (L.C. 2015, ch. 13), le *Code criminel*, la *Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels* (RLRQ, chapitre A-13.2, ci-après « la LAVAC») et la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* (RLRQ, chapitre I-6, ci-après la « LIVAC») confèrent des droits aux victimes d'actes criminels et prévoient des obligations qui incombent aux personnes et organismes associés au système de justice pénale au regard desdits droits;

ATTENDU QUE l'article 4 de la *Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels (LAVAC)* prévoit notamment le droit des personnes victimes à de l'information sur ses droits et recours, sur son rôle dans le cadre du processus pénal, sur sa participation dans la procédure judiciaire et de l'état et de l'issue de celle-ci ainsi que son droit à de l'information sur l'existence de services de santé et de services sociaux ou tout autre service d'aide approprié à sa situation;

ATTENDU QUE l'article 6 de la *LAVAC* prévoit le droit de la personne victime de recevoir l'assistance médicale, psychologique et sociale que requiert son état ainsi que les autres services d'aide appropriés à ses besoins en matière d'accueil, d'assistance et de référence aux autres services les plus aptes à lui venir en aide, compte tenu des ressources disponibles;

ATTENDU QUE près des deux tiers des personnes issues de l'immigration récente au Québec, s'installent dans la métropole et que parmi eux, de nombreuses personnes à statut précaire, ou qui deviennent sans statut, nécessitent un soutien, un accompagnement et des services adaptés à leurs besoins lorsqu'ils subissent de l'abus ou un acte criminel;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant pour répondre à un des objectifs de l'axe *Ville responsable et engagée* de son plan d'action en matière d'intégration des nouveaux arrivants *Montréal inclusive 2018-2021,* lesquels sont plus amplement décrits à l'article 2 des présentes;

ATTENDU QUE la Ville souhaite mettre en place des mécanismes pour accroître la protection des personnes à statut précaire d'immigration contre des abus et des actes criminels;

ATTENDU QUE ce projet répond aux orientations de la Ville en cette matière;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : Description de la prestation de service du Contractant.

1.2 « **Responsable** » : La Directrice du Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) du Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville ou son représentant dûment autorisé.

1.3 « **Unité administrative** » : Le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) du Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et de l'Annexe 1 ci-jointe, pour assurer l'offre de services de la **Cellule d'intervention et de protection développée par le BINAM** consistant à offrir, par le biais d'une ressource professionnelle dédiée, une expertise et un soutien psychosocial et judiciaire pour l'accompagnement et la protection de la clientèle immigrante, particulièrement les personnes migrantes à statut précaire ou sans statut d'immigration; garantir la confidentialité des personnes migrantes qui feront appel à ses services; développer des outils pour l'intervention, la protection, l'information et le référencement répondant aux besoins spécifiques de la clientèle ciblée; procurer ou offrir un soutien en plusieurs langues; établir un accord de collaboration entre les partenaires gouvernementaux, institutionnels et communautaires; proposer des formations sur les différents parcours migratoires et statut d'immigration et assurer la mise en œuvre d'une stratégie de communication adéquate.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le **1 juillet 2021** et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services, mais au plus tard le **30 juin 2022** le tout sous réserve des articles 11 et 13.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés comme exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe 1;

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

6.11 offrir l'accès sans discrimination à toute personne se prévalant des services offerts en vertu de la présente convention;

6.12 ne divulguer aucun des renseignements personnels recueillis aux fins des services rendus en vertu de la présente convention;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de **cent cinquante mille dollars (150 000 $)** couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué à l'Annexe 1.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder **cent cinquante mille dollars (150 000 $).**

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits de propriété intellectuelle se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

La terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige

de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 ou 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 ou 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions dollars (2 000 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

15.1 Le Contractant déclare et garantit :

15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

15.1.3 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

15.1.4 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits de propriété intellectuelle prévus à l'article 10 de la présente convention;

15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 6472, boulevard Saint-Laurent, Montréal (Québec) H2S 3C4 et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 155, rue Notre-Dame Est, annexe, bureau 1.100, Montréal (Québec) H2Y 1B5, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, assistant-greffier

Le e jour de 2021

CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Jenny Charest, directrice

Cette entente a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2021 (Résolution CM21 ….)

ANNEXE 1

Description de la prestation de service du Contractant

MISE EN CONTEXTE

Fort des consultations qu'il a menées tant auprès de partenaires gouvernementaux, institutionnels et communautaires que de personnes immigrantes à statut précaire d'immigration et sans statut elles-mêmes, le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (ci-après le BINAM) a développé en 2019 un projet de **Cellule d'intervention et de protection** qui permet aux personnes immigrantes vivant de l'abus ou ayant subi un acte criminel, mais ne voulant pas, ou ne sachant pas comment, dénoncer des situations d'obtenir une écoute, un accompagnement et une prise en charge pouvant mener jusqu'à la plainte.

Le BINAM souhaitait que cette structure soit mise en œuvre au sein du milieu montréalais. Elle devait permettre de répondre aux besoins identifiés de la clientèle suivante :

- Personnes immigrantes, particulièrement à statut précaire d'immigration ou sans statut, victimes d'abus ou d'actes criminels;
- Les proches de la victime immigrante victime d'abus ou d'actes criminels;
- Les témoins d'un abus ou d'un acte criminel posé à l'encontre d'une ou plusieurs personnes immigrantes.

Soulignant sa reconnaissance par le gouvernement provincial, son expertise et ses liens de collaboration étroits avec de nombreux partenaires d'intérêt, la Ville de Montréal a approché le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal (ci-après le CAVAC de Montréal) pour répondre à ce mandat.

COMPRÉHENSION DU MANDAT DE LA VILLE DE MONTRÉAL

En protégeant la confidentialité de la clientèle immigrante, la mise en œuvre de cette Cellule vise à **informer, orienter et référer les personnes victimes, proches ou témoins d'un abus ou d'un crime.** Lorsque souhaitable et souhaité par la personne ayant adressé la demande de soutien, un accompagnement ou une référence vers les ressources appropriées est offert dans le processus de plainte contre l'agresseur présumé (tel qu'un employeur ou un propriétaire abusif ou encore une personne ayant perpétré un crime à la personne immigrante).

Évaluant les besoins et établissant avec les personnes victimes les processus d'intervention souhaitée, la ressource professionnelle dédiée à la mise en place de cette cellule a pour objectif d'offrir tout le soutien nécessaire et de mobiliser au besoin les services spécialisés offerts par les partenaires locaux, régionaux et institutionnels afin de leur assurer un accompagnement et une protection optimale.

Offrant de l'information, du soutien psychosocial, judiciaire et technique et du référencement selon les besoins individuels de la clientèle, les parties prenantes de la cellule ont pour directive de respecter

en tout temps la volonté des personnes victimes d'agir ou non contre l'agresseur présumé ou d'accompagner la victime dans les démarches liées à la plainte à un organisme tiers détenant un pouvoir coercitif et d'enquête et dans le système judiciaire.

EXPERTISE DU CAVAC DE MONTRÉAL POUR RÉPONDRE AU MANDAT DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Le CAVAC de Montréal possède l'expérience et l'expertise pour mettre en œuvre le projet de cellule d'intervention et de protection et répondre aux besoins des personnes immigrantes, tels qu'identifiés par la Ville de Montréal et ses partenaires.

Né suite à l'adoption de la *Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels* (LAVAC) et financé en majorité par le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminel (FAVAC), le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) de Montréal a été un des premiers à s'implanter dans son milieu en 1988.

Le CAVAC de Montréal a donc acquis depuis les trente dernières années une grande expertise en matière de soutien, d'intervention post-traumatique et psychosociale, de connaissance de l'appareil judiciaire et des organismes impliqués, d'accompagnement et de référencement pour l'aide aux victimes. Son équipe, formée en intervention post-traumatique, est composée de professionnels formées et tous membres d'un ordre professionnel (criminologues, travailleurs sociaux, sexologues, psychoéducateurs, etc.).

Dans le cadre de son mandat, le CAVAC collabore déjà avec le Service de police de la Ville de Montréal (ci-après le SPVM) notamment par le biais de ses deux services d'intervention et de référence policière, soit celui des agents d'intervention immédiate dans les postes de quartier (PDQ) et celui des agents de liaison en centres d'enquêtes qui sont installés directement dans les locaux du SPVM.

Sa collaboration avec le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) pour faciliter l'accompagnement des personnes victimes dans l'appareil judiciaire et assurer la mise en œuvre des programmes d'information aux victimes permet d'assurer un travail complémentaire et concerté avec les procureurs des poursuites criminelles et pénales de Montréal. Présentes dans tous les tribunaux de la métropole, des équipes d'intervenants sont installés directement dans les locaux du palais de justice, de la chambre de la jeunesse et de la cour municipale.

Avec les trois bureaux situés dans l'est, l'ouest et le centre, le CAVAC offre des services dans 16 lieux distincts sur l'île de Montréal. Un service spécifique est également disponible depuis 15 années pour la communauté hispanophone de la région et tous les documents d'information du CAVAC de Montréal sont accessibles en trois langues.

Détenant d'ores et déjà des processus d'intervention et une expertise psychosociale et judiciaire dans l'aide aux victimes et auprès de plusieurs clientèles avec des besoins particuliers, dont les personnes victimes d'exploitation sexuelle, les personnes aînées victimes de maltraitance, les proches de personnes décédées par actes criminels, le CAVAC a su démontrer au fil des années sa capacité à bonifier ses interventions et son offre de services pour l'adapter aux besoins spécifiques des diverses clientèles visées.

Le projet de cellule d'intervention et de protection proposé par le BINAM s'inscrit donc en complémentarité dans la mission et la vision du CAVAC de Montréal qui est depuis de nombreuses années, soucieux de favoriser le développement d'une expertise particulière adaptée à la réalité des personnes immigrantes qui composent une partie cruciale de la population de la métropole.

- Expertises spécialisées au niveau psychosocial et judiciaire réunies pour le soutien, l'accompagnement et la protection de la clientèle immigrante;
- Au besoin, services d'information, d'orientation et de références spécifiques pour répondre aux besoins de la clientèle ciblée;
- Services disponibles en plusieurs langues;
- Services accessibles que l'auteur du crime soit ou non identifié, poursuivi ou reconnu coupable;
- Services offerts sans nécessité d'avoir fait appel à la police ou d'avoir fait de dénonciation;
- Intervention professionnelle, rapide, **confidentielle**, gratuite, respectueuse et personnalisée selon les besoins de la personne victime;
- Respect des personnes dans leur cheminement.

RÔLE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU CAVAC DE MONTRÉAL

- Mettre en œuvre le processus de sélection d'une seconde ressource professionnelle dédiée;
- Assurer la supervision des activités des ressources dédiées;
- Concevoir et assurer le suivi du plan d'action annuel, des rapports d'étape et annuel et de l'évaluation du projet;
- Valider les outils de promotion et faciliter le développement ou la consolidation d'entente de collaboration et le développement de partenariat;
- Assurer la gestion budgétaire du projet.

RÔLE DES INTERVENANTES CAVAC DÉDIÉES À LA CELLULE

Au départ, la Cellule ne comptait qu'une seule intervenante CAVAC dédiée. Rapidement, dès juillet 2019, les efforts mis en œuvre par l'intervenante dédiée, la directrice générale et la directrice des services courants du CAVAC pour faire connaître la Cellule à divers partenaires ont porté fruit. Après moins d'une année, il est apparu clair que les besoins ne pouvaient être comblés par une seule ressource. C'est ainsi qu'une deuxième ressource a été embauchée par le CAVAC et que le CAVAC a lui-même ajouté à même ses propres budgets en 2020 des intervenants pouvant aider les deux ressources dédiées ainsi qu'une coordonnatrice de projets pour arriver à répondre adéquatement aux besoins de ces personnes victimes particulièrement vulnérables.

Le rôle spécifique de celles-ci consiste à recevoir et traiter les demandes d'aide de nouveaux arrivants ou personnes immigrantes victimes. Elles travaillent en partenariat avec les organismes du milieu pour soutenir, accompagner et orienter les personnes vers les ressources appropriées en fonction de leurs besoins. Elles développent des stratégies leur permettant de rejoindre la clientèle immigrante particulièrement vulnérable, en établissant notamment des liens étroits avec les organismes œuvrant auprès des personnes sans statut et à statut précaire d'immigration. Les ressources professionnelles ont également pour mandat d'identifier les ressources d'aide les plus pertinentes pouvant être offertes aux personnes immigrantes ou nouveaux arrivants victimes d'abus ou d'actes criminels, les proches ou les témoins, à transmettre des informations et à offrir un soutien et un accompagnement

dans les démarches à cette clientèle spécifique. Elle leur offre aussi un soutien clinique visant à les aider dans la gestion et la diminution de certaines conséquences post-traumatiques. Elles contribuent également à développer les connaissances en documentant l'historique de la trajectoire et de la demande d'aide,. Elles travaillent à la conception de divers outils de communication, d'information, d'intervention, de sensibilisation ou de formation. Enfin, elles sont responsables d'assurer l'évaluation du projet.

Tâches principales :

- Recevoir les demandes d'aides et offrir un soutien psychosocial et judiciaire pour l'accompagnement et la protection de la clientèle immigrante et assurer la confidentialité des services offerts;
- Développer des outils pour l'intervention, la protection, l'information et le référencement répondant aux besoins spécifiques de la clientèle ciblée;
- Offrir un soutien clinique pour visant la gestion et la diminution des réactions post-traumatiques;
- Procurer ou offrir un soutien en plusieurs langues;
- Identifier, évaluer le besoin des personnes immigrantes victimes d'actes criminels ou d'abus à l'égard des services du CAVAC et offrir les services d'intervention adaptés à leurs réalités;
- Identifier, évaluer le besoin des proches des personnes immigrantes victimes d'actes criminels ou d'abus à l'égard des services du CAVAC et offrir les services d'intervention adaptés à leurs réalités;
- Dans un objectif d'exploration de différentes trajectoires de services de cette clientèle, effectuer le suivi auprès des personnes immigrantes victimes d'actes criminels ou d'abus et orienter les personnes vers les ressources d'aide appropriées et d'accompagnement en fonction de leurs besoins ;
- Développer l'expertise et des outils d'intervention auprès des personnes immigrantes victimes d'actes criminels ou d'abus ou de leurs proches;
- Proposer des formations sur les différents parcours migratoires et statut d'immigration et participer en collaboration avec les ressources en communication de la ville de Montréal et du CAVAC à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie de communication et de promotion pour mieux rejoindre les clientèles cibles;
- Fournir l'information aux personnes immigrantes victimes d'actes criminels ou d'abus dans l'exercice de leurs droits et de leurs recours;
- Orienter les personnes victimes vers les ressources juridiques, médicales, sociales et communautaires appropriées;
- Accompagner les personnes immigrantes victimes d'actes criminels ou d'abus dans le processus de dénonciation lorsqu'elles le souhaitent;
- Développer et maintenir les liens privilégiés auprès des partenaires impliqués, auprès de la clientèle des nouveaux arrivants et immigrants de la Ville de Montréal;
- Assurer un rôle d'agent de liaison entre les organisations et les personnes victimes qui font appel à la cellule d'intervention;
- En collaboration avec la direction des communications de la Ville et les acteurs locaux, développer une stratégie et des outils de communication qui permettront de favoriser une meilleure connaissance des services du CAVAC auprès de la population et auprès des organismes ciblés et ainsi développer un mécanisme de référencement qui amène le CAVAC à entrer en contact avec les personnes victimes et leur proposer des services;
- Participer au développement de partenariat et favoriser la collaboration avec les organismes partenaires et les personnes ressources du Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal afin d'optimiser le suivi de ces dossiers et offrir une gamme de services adaptée aux besoins spécifiques des personnes immigrantes victimes d'actes criminels ou d'abus;

- Participer au développement de partenariats stratégiques avec tout autre organisme régional susceptible d'offrir des services adaptés à ces personnes victimes;
- Participer à la documentation du projet, à son évaluation et à la rédaction des bilans d'étape et annuel;
- Procéder à une analyse du continuum des services en tenant compte des principaux besoins de la clientèle rencontrée et des limites dans les ressources disponibles.

RÔLE DE LA CONSEILLÈRE DU BUREAU D'INTÉGRATION DES NOUVEAUX ARRIVANTS À MONTRÉAL (BINAM)

- Soutenir la poursuite du projet;
- Assurer une collaboration étroite avec la direction du CAVAC tout au long du projet;
- Coordonner l'exécution de la convention qui sera signée entre la direction du CAVAC et la Ville de Montréal;
- Accompagner le CAVAC dans l'évaluation du projet;
- Soutenir la promotion du projet et le maintien des partenariats.

PROCESSUS D'INTERVENTION PROPOSÉS

Les processus d'intervention développés avec des partenaires s'activent lorsqu'il y a une demande de soutien de la personne victime, d'un proche ou d'un témoin en lien avec un abus ou un crime à l'encontre d'une personne immigrante pour assurer sa protection et son accompagnement.

Processus d'intervention sur réception d'une demande de soutien par la personne victime elle-même:

1. Ouverture d'un dossier confidentiel;
2. Intervention de crise au besoin et remise d'une plage horaire pour une rencontre (3 relances peuvent être faites);
3. Évaluation de la situation, des besoins et des ressources de la personne;
4. Évaluation de l'urgence selon certains critères établis par le CAVAC et la Cellule;
5. Intervention post-traumatique;
6. Intervention de nature psychosociale et judiciaire;
7. Information sur les droits, les recours et leurs implications;
8. Entente avec la personne victime sur les mesures d'accompagnement souhaitées;
9. Sur autorisation de la personne victime, accompagnement dans le processus de plainte à la CNESST, au SPVM ou autres organisations pertinentes selon le type d'abus ou de crime survenu;
10. Orientation et références personnalisées vers des ressources spécialisées (ex. : Clinique juridique pour la régularisation de statut d'immigration, Clinique de Médecins du Monde);
11. Assistance technique, accompagnement et préparation à rendre témoignage si applicable;
12. Suivi des personnes victimes, le temps nécessaire de l'intervention;
13. Suivi et orientation auprès des services spécialisés lorsqu'un référencement est fait.

Processus d'intervention sur réception d'une demande de soutien par un organisme partenaire ou une personne tiers :

1. Ouverture d'un dossier confidentiel;
2. Évaluation sommaire de la situation;
   a. Intervention de crise au besoin et remise d'une plage horaire pour une rencontre (3 relances peuvent être faites);
   b. Évaluation de la situation, des besoins et des ressources de la personne;
3. Soutien ou coaching des intervenants au besoin
4. Co-intervention au besoin
5. Information, orientation et référencement répondant à la demande de soutien;
6. Entente avec la personne sur une procédure à suivre et sur les acteurs à impliquer pour les différentes étapes de l'intervention.

COMMUNICATION ET PROMOTION

Considérant le profil spécifique de la clientèle ciblée, et s'agissant d'un projet pilote, des efforts importants ont été déployés quant à la conception et la diffusion d'outils de communication et de promotion. La ressource dédiée du CAVAC de Montréal a travaillé de concert avec la Ville de Montréal et ses partenaires pour développer une stratégie de communication adaptée qui a su rejoindre un maximum de personnes visées par le présent projet. Les efforts déployés par les partenaires communautaires de la cellule ont aussi été considérés d'un point de vue financier.

Dans la poursuite du projet en cours pour une troisième année, les efforts et les stratégies spécifiques pour continuer à rejoindre les personnes immigrantes sans statut légal d'immigration victimes d'un acte criminel, de même que les travailleurs immigrants en situation de vulnérabilité seront déployés. En effet, force est de constater que les liens avec les différents partenaires portent leur fruit malgré le fait que cette clientèle semble être plus difficile à rejoindre pour différentes raisons telles que des craintes liées à l'absence de statut légal, la peur d'être dénoncée à l'immigration et d'être déportée, la méfiance, la méconnaissance de leurs droits/recours et des services d'aide. En ce sens, les nouveaux liens développés avec le SPVM devraient permettre de faciliter les interventions et d'accompagner les personnes victimes dans leurs démarches en leur assurant une plus grande sécurité. De plus, prenant en considération les féminicides ayant cours au Québec actuellement, une attention particulière sera portée en ce qui concerne spécifiquement les filles et les femmes victimes de violence conjugale et celles victimes de violence sexuelle afin d'offrir des actions spécifiques pour prévenir cette violence. Le CAVAC de Montréal ayant développé une équipe d'intervention spécifique en exploitation sexuelle ainsi que comptant au sein de son équipe une agente de liaison en violence sexuelle, il mettra à profit ces expertises pour venir bonifier l'offre de services de la Cellule.

La coordonnatrice de projets financée à même les budgets du CAVAC qui soutient les ressources dédiées dans l'accomplissement de leur mandat travaillera à la consolidation des modalités de référence entre les différentes ressources dédiées et les intervenants du CAVAC.

APPRENTISSAGES ET BONIFICATIONS

Principaux constats suite à la deuxième année du projet

Dans le rapport d'étape remis en juillet 2021, rapport faisant état du développement, de l'avancement et des réalisations de la Cellule d'intervention et de protection, il apparaît évident que la Cellule telle que développée dans le présent projet de collaboration, continue de répondre à un besoin qui est bien présent dans la communauté montréalaise et qu'une seule ressource ne peut suffire à la tâche.

En effet, malgré le contexte pandémique, les demandes d'aide sont en hausse puisque 293 personnes immigrantes ont pu bénéficier des services de la Cellule, ce qui est 79 de plus que l'an 2019-2020.

Dans ce rapport d'étape, nous pouvons également constater que les besoins et les problématiques de la clientèle immigrante sont multiples, variés, complexes et très spécifiques. En ce sens, nous croyons que ce service est essentiel et bénéfique, et qu'il permet d'offrir une intervention spécialisée et adaptée à la réalité de ces personnes immigrantes.

Voic les principaux constats suite à l'année 2020-2021 :

- Les personnes sans couverture médicale peinent à accéder aux rapports et attestations médicaux exigées pour les demandes d'indemnisation à l'IVAC, la CNESST ou la SAAQ sans devoir débourser de l'argent alors qu'ils ont droit à ces recours et souvent peu de moyens financiers.

- Des personnes sans statut sont réticentes à consulter les services publics de peur d'être dénoncées à l'Agence transfrontalière canadienne. La confidentialité demeure un enjeu au sein de certains services.

- Plusieurs personnes à statut précaires rencontrées pensent à tort qu'ils sont à risque d'être déportées parce qu'ils sont ''illégaux'', par exemple les personnes victime de violence conjugale qui sont menacées par leur conjoint violent de retirer la demande de parrainage ou les demandeurs d'asile qui sont rentrées de manière irrégulière au pays.

- Plusieurs directions d'hôpitaux montréalais facturent les personnes victimes d'agression sexuelle sans couverture médicale qui font une trousse médico-légale. Bien que cette trousse peut faire l'objet d'un remboursement si une demande d'indemnisation à l'IVAC est effectuée par la personne victime et acceptée par la Direction de l'IVAC, l'avancement de ces frais peut décourager plusieurs victimes. Cela peut avoir des conséquences importantes (ex: ITTS non traitée car non détectée). Notons aussi un manque d'uniformité au sein des différents hôpitaux en ce qui concerne la facturation.

- Plusieurs milieux médicaux facturent les personnes couvertes par le PFSI. Nous notons ainsi une méconnaissance de ce régime dans le réseau public mais aussi de la part des demandeurs d'asile eux-mêmes. En effet, plusieurs personnes victimes demandeuses d'asile à qui nous avons parlé pensaient qu'elles n'avaient pas de couverture médicale;

- Par ailleurs, même si les personnes bénéficiaires du PFSI peuvent avoir accès à de la psychothérapie gratuitement sur prescription médicale, nous notons qu'il est trèsdifficile de trouver un psychothérapeute acceptant les mandats PFSI;

- Plusieurs expériences avec la clientèle ont mis en lumière la difficulté pour les personnes allophones d'accéder à certains services en raison de la barrière linguistique parce que plusieurs organisations ne font pas ou peu usage d'interprètes.Ainsi, certaines personnes ne peuventtout simplement pas bénéficier de services qui leur seraient utiles pour cette raison, ce qui oblige parfois les intervenants de la Cellule, qui ont l'opportunité de travailler avec des interprètes, d'aller au-delà de leur mandat pour aider la personne dans différentes sphères de sa vie.

- Pour diverses raisons, nous avons observés que plusieurs personnes migrantes victimes au Canada s'inquiétaient de l'impact d'une plainte à la police sur leur processus d'immigration et que ceci provoquait beaucoup d'angoisse, une réticence à dénoncer ou une volonté de retirer une plainte déjà faite notamment en matière de violence conjugale. Dans certains cas, ces personnes avaient mal été informées par d'autres intervenants qui s'y connaissaient peu à ce sujet ou avaient mal interprété des informations qui leur avaient été transmises. Notons également les risques véritables qui nécessitent l'assistance d'un avocat pour régulariser le statut rapidement.

- À cet effet, nous avons également remarqué en cette fin d'année les délais d'attente à l'aide juridique spécialisée en immigration. Alors que certaines situations nécessitent l'implication rapide d'un avocat (par exemple: pour les personnes sans statut), en date du 6 juillet 2021 l'aide juridique Immigration demandait à ce que lacliente rappelle le 26 juillet pour une première consultation en août.

- Finalement nous avons remarqué un manque de service important au niveau de l'hébergement d'urgence pour les femmes mais également pour les hommes victimes. De nombreuses démarches sont souvent à faire pour trouver des hébergements lorsque nécessaire. Les maisons d'hébergement se retrouvent souvent limitées dans leur capacité à accueillir les femmes victimes sans statut, leur financement n'étant pas toujours assuré dans ces situations particulières. Également, en ce qui concerne les hommes, ceux-ci sont souvent redirigés vers desressources pour hommes en situation d'itinérance, ressources qui ne sont pas du tout adaptées à leurs besoins.

Services adaptés au contexte pandémique

Mentionnons qu'en contexte pandémique, elles ont su adapter leurs pratiques et maintenir l'offre de services à la clientèle visée encore plus vulnérable en raison de ce contexte bien particulier. Effectivement, la Cellule a pu continuer d'offrir les services alors que plusieurs autres ressources communautaires ont dû diminuer sinon fermer leurs services. Afin d'assurer la continuité des services aux populations migrantes à Montréal, les suivis téléphoniques ou par vidéo-conférence ont été prônés par l'ensemble des services du CAVAC bien que l'organisation permît aussi les rencontres en personnes quand cela était préférable et respectait les mesures sanitaires.

Pour plusieurs, les rencontres téléphoniques et virtuelles étaient facilitantes pour diverses raisons notamment leurs horaires de travail ou obligations familiales par exemple, ce qui a permis et qui continuera de permettre même hors pandémie, d'offrir des services ont personnes migrantes qui ont des difficultés à se déplacer dans les locaux des bureaux du CAVAC. Le contexte pandémique a redoublé l'importance des orientations qu'avait prises la Cellule pour cette année, i.e. de rejoindre davantage les migrants à statut précaire. Effectivement plusieurs études effectuées depuis le début de la pandémie ont fait valoir comment cette tranche de la population était d'autant plus vulnérable aux impacts de la pandémie tant pour le risque de contracter le virus et le propager que l'impact social de la distanciation physique. Comme l'impact de cette pandémie est toujours d'actualité et continuera de l'être pour un moment du moins, faciliter l'accès aux services du CAVAC demeurera une priorité pour l'année à venir.

Bonifications à prévoir pour la troisième année du projet

Plusieurs bonifications peuvent être apportées et sont à prévoir pour le projet en cours durant la troisième année, dont les suivantes :

- Travailler à mieux rejoindre les personnes sans-papiers ou sans statut légal d'immigration victimes d'un acte criminel;
- Documenter la réalité des personnes sans-papiers ou sans statut (besoins, trajectoire de demande d'aide, etc.);
- Élaborer une stratégie pour mieux rejoindre les personnes immigrantes victimes d'abus ou de violence au travail (travailleurs immigrants en situation de vulnérabilité);
- Procéder à une analyse du continuum de services pour cette clientèle (évaluation des manques dans les ressources actuelles disponibles en fonction des besoins spécifiques de la clientèle);
- Renforcer les liens avec les partenaires/collaborateurs et en développer de nouveaux;
- Travailler de concert avec différents partenaires du réseau afin d'augmenter la visibilité de la Cellule et l'offre de services auprès des personnes immigrantes sans statut légal;
- Mettre en œuvre un groupe de soutien pour les demandeurs d'asile ayant été victimes d'événements traumatiques, en collaboration avec le PRAIDA;
- Mettre l'accent sur la problèmatique de la violence conjugale et de la violence sexuelle vécue par les femmes immigrantes ayant un statut précaire, évaluer et documenter les

enjeux additionnels auxquels elles font face et offrir des services adaptés à leur situation;

- Participer à la réflexion régionale de la table en violence conjugale de Montréal sur les enjeux des femmes sans papier victimes de violence (volet hébergement).
- Mettre à profit la coordinatrice de projets au CAVAC dans l'atteinte des objectifs de la Cellule.

CONDITIONS ET DESCRIPTION DU POSTE DES RESSOURCES DÉDIÉES

Nombre de postes : 2

2 postes Statut d'emploi : Temporaire, temps complet (35 heures/semaine).
Durée prévue reconduction du projet : 52 semaines avec possibilité de prolongation
Durée du poste : 52 semaines avec possibilité de prolongation
Date Date de renouvellement du contrat: Juillet 2021
Lieu de travail principal : Bureau centre du CAVAC de Montréal près du métro Beaubien
Horaire de travail : Lundi au vendredi de 8h30 à 16h30

Mandat:

Sous la supervision de la directrice générale du CAVAC de Montréal et en collaboration avec la responsable du projet du Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM), le mandat des ressources professionnelles dédiées consiste à assurer la continuité et le développement de la Cellule d'intervention, de soutien et de protection des personnes immigrantes victimes d'abus ou d'actes criminels, leurs proches et les témoins.

Exigences requises pour les ressources dédiées :

> Expérience et formation

- Diplôme universitaire de premier cycle en criminologie, travail social, psychologie ou domaine connexe;
- Être membre de son ordre professionnel ou être inscrit au Registre des droits acquis;
- Détenir au moins 3 années d'expérience en intervention;
- Expérience en développement de partenariat ou en concertation;
- Être bilingue.

> Autres exigences/connaissances

Connaissance de la problématique des nouveaux arrivants ou personnes immigrantes victimes d'un acte criminel ou d'abus. Connaissance spécifique et expérience auprès de clientèle immigrante ou nouveaux arrivants. Une bonne connaissance des ressources publiques et communautaires et du processus judiciaire pénal. Une expérience de conception et de rédaction

d'outils d'intervention, d'information, de sensibilisation ou de formation sera considérée comme un atout.
> Compétences et aptitudes

Le candidat ou la candidate doit faire preuve :

- d'une grande habileté et d'un grand intérêt en communication interpersonnelle et en réseautage;
- d'un sens aigu de la collaboration avec les partenaires et le milieu policier;
- de souplesse, de tact et d'un esprit de collaboration développé;
- d'une bonne connaissance et compréhension du milieu policier, des réseaux publics et communautaires;
- de maturité, d'autonomie et d'initiative;
- d'une bonne capacité d'adaptation et de gestion du stress;
- d'une capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction;
- d'une capacité d'évaluation des priorités;
- d'une capacité d'organisation et de planification;
- d'une capacité de travailler en équipe.

ÉCHÉANCIER

Date de début de la seconde année du projet :	Juillet 2021
Date de fin de la troisième année du projet :	Juillet 2022
Remise du rapport final pour la troisième année du projet :	31 juillet 2022

BUDGET

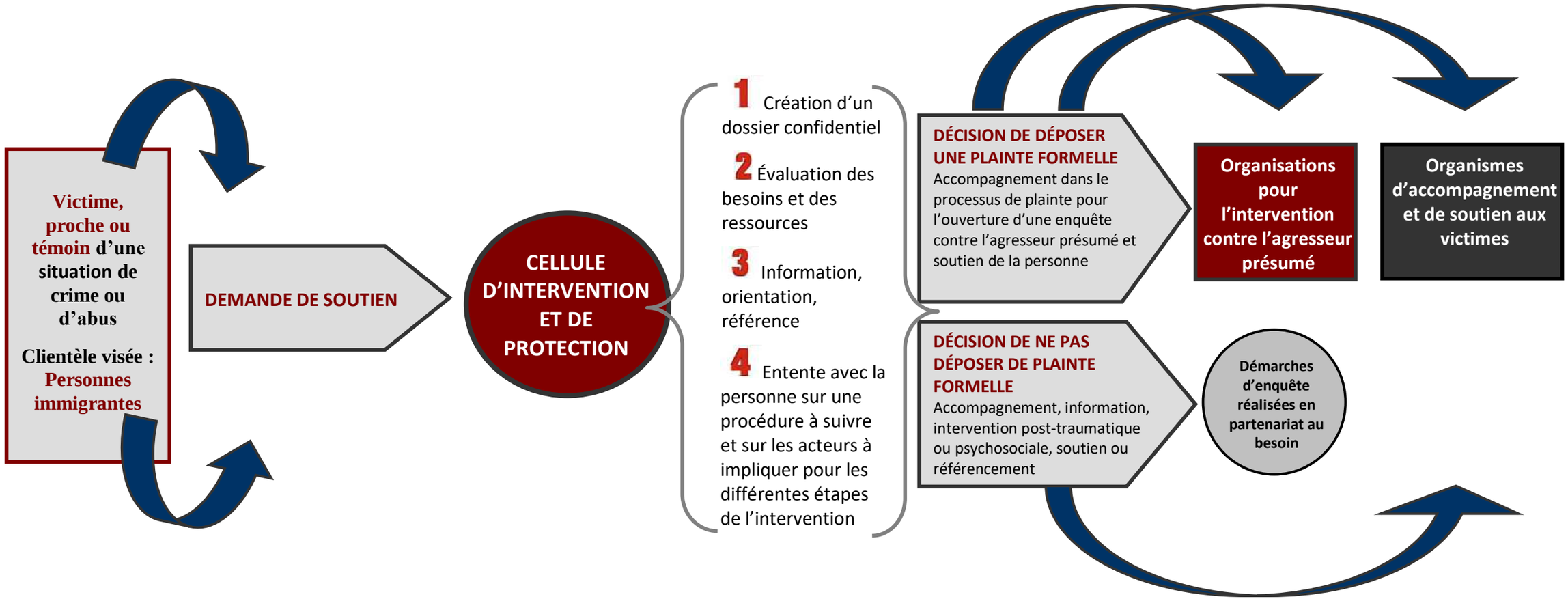
DESCRIPTION	TOTAL ESTIMÉ ANNUEL: Renouvellement pour une 2e année		Total estimé pour ajout 2ème ressource 6 mois	TOTAL ESTIMÉ 2E ANNÉE
CHARGES				
Salaire				
Salaire[1]	63 827 $		24 497 $	88 325 $
Avantages sociaux (18%)	11 489 $		4 409 $	15 898 $
	75 316 $	**Sous-total:**	**28 907 $**	**104 223 $**
Frais d'administration				
Associations/Cotisations [2]	810 $		810 $	1 620 $
Frais de déplacement	700 $		350 $	1 050 $
Frais de formation[3]	640 $		640 $	1 280 $
Frais de recrutement[4]	100 $			100 $
	2 250 $	**Sous-total:**	**1 800 $**	**4 050 $**
Frais de bureau/honoraires professionnels				
Frais impression/promotion/honoraires professionnels/communication[5]	21 500 $			21 500 $
Papeterie/Fourniture bureau	1 500 $		750 $	2 250 $
Achats informatiques bureautiques			1 500 $	1 500 $
	23 000 $	**Sous-total:**	**2 250 $**	**25 250 $**
Frais de logement				
Achat mobilier- *bureau et autres*			1 000 $	1 000 $
Loyer/Frais afférents/télécommunications	2 500 $		1 250 $	3 750 $
	2 500 $	**Sous-total:**	**2 250 $**	**4 750 $**
Autres frais				
Divers/Soutien gestion financière et RH	3 000 $		1 500 $	4 500 $
	3 000 $	**Sous-total:**	**1 500 $**	**4 500 $**
Total des charges (avant contingence)	**106 066,33 $**		**36 706,70 $**	**142 773 $**
Contingence (imprévus - 5%)	5 303 $		**1 835 $**	**7 139 $**
TOTAL DES CHARGES	**111 369,65 $**		**38 542,03 $**	**149 911,68 $**

[1] Échelon 12 - Agente ou agent d'intervention auprès des personnes victimes
[2] Associations/Cotisation : Ordre des criminologues du Québec/Odre des psychoéducateurs du Qc
[3] Frais formation : 1 % des salaires (excluant avantages sociaux)
[4] Frais recrutement : frais reliés à l'embauche de l'employé (affichage du poste, etc.)
[5] Ces frais couvrent les activités de communication et de promotion qui pourront prendre plusieurs formes : «reach-out», activités d'information dans les organismes partenaires, traduction de matériel promotionnel, distribution de matériel dans les lieux publics, évènements de mobilisation, etc

Le CAVAC a choisi d'assumer, à même ses budgets, une partie des frais pour gestion RH et ne rien charger pour les mois de janvier à mars 2020 ainsi que pour l'intervention assumée par d'autres intervenantes du CAVAC pour les mois de janvier, février et mars dans le but de pouvoir embaucher une 2è ressource.

De plus, l'embauche d'une ressource additionnelle apparaissant essentielle, le CAVAC a également choisi d'assumer une partie des coûts du salaire de celle-ci.

CELLULE D'INTERVENTION ET DE PROTECTION
SCHEMA DU PROCESSUS D'ACTION



*Les intervenants pour l'accompagnement des victimes et d'intervention contre les agresseurs présumés peuvent signaler des situations d'abus et recevoir des références de victimes de la part des ministères et organisations ainsi que de la cellule d'intervention.

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

  Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site le la mairesse (mairesse.montreal.ca) en précisant que
le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217065003

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division binam
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal, pour la période du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022, pour assurer la reconduction de la Cellule d'intervention et de protection, un des projets phares développé par Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) dans le cadre de l'axe 4 « Ville responsable et engagée » du Plan d'action Montréal inclusive 2018-2021, soit pour une somme maximale de 150 000 $, taxes incluses, conformément à son offre de services et selon les termes et conditions stipulées au projet de convention

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1217065003 CAVAC.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Iulia Ramona BOAR BUCSA
Préposée au budget
Tél : (514) 872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-26

André POULIOT
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-5551
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.020

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1218126004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Planification des investissements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	Programme québécois de réfection des infrastructures (TIQ)
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Technologies Direxyon inc., fournisseur unique, pour le renouvellement du service de maintenance applicative pour le logiciel d'aide à la décision "DIREXYON" anciennement "Infra" servant à la production des plans d'intervention intégrés des réseaux d'aqueduc, d'égouts et de voiries sur le territoire de l'agglomération, pour l'hébergement des données et pour les besoins de développement de nouvelles fonctionnalités liées aux actifs du parc immobilier du Service de la Gestion et de la planification immobilière, et ce, pour la période du 1er octobre 2021 au 30 septembre 2024 (3 ans) pour une somme maximale de 1 137 666,13 $, taxes incluses

Il est recommandé de :

1. Accorder un contrat de services professionnels à Technologies Direxyon inc., fournisseur unique, pour le renouvellement du service de maintenance applicative pour le logiciel d'aide à la décision "DIREXYON" anciennement "Infra" servant à la production des plans d'intervention intégrés des réseaux d'aqueduc, d'égouts et de voiries sur le territoire de l'agglomération, pour l'hébergement des données et pour les besoins de développement de nouvelles fonctionnalités liées aux actifs du parc immobilier du Service de la Gestion et de la planification immobilière, et ce, pour la période du 1er octobre 2021 au 30 septembre 2024 (3 ans) pour une somme maximale de 1 137 666,13 $, taxes incluses;
2. Effectuer les virements conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-26 13:46

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218126004**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Planification des investissements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	Programme québécois de réfection des infrastructures (TIQ)
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Technologies Direxyon inc., fournisseur unique, pour le renouvellement du service de maintenance applicative pour le logiciel d'aide à la décision "DIREXYON" anciennement "Infra" servant à la production des plans d'intervention intégrés des réseaux d'aqueduc, d'égouts et de voiries sur le territoire de l'agglomération, pour l'hébergement des données et pour les besoins de développement de nouvelles fonctionnalités liées aux actifs du parc immobilier du Service de la Gestion et de la planification immobilière, et ce, pour la période du 1er octobre 2021 au 30 septembre 2024 (3 ans) pour une somme maximale de 1 137 666,13 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Afin d'optimiser les stratégies d'interventions sur ses actifs, le Service de l'eau compte sur l'expertise de son unité «plan directeur» pour l'élaboration et la mise à jour des plans d'intervention pour les réseaux d'eau et de voiries. Ces plans d'interventions permettent la création d'une programmation d'intervention sur les réseaux d'eau de l'agglomération s'inspirant des meilleures pratiques mondiales en gestion d'actifs. De plus, ils servent d'outils de communication avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation qui a rendu la production et la mise à jour du plan d'intervention une obligation préalable à l'octroi de subventions et ce depuis le printemps 2005 au lancement de sa politique de l'eau visant à aider les villes à combler le déficit en infrastructures souterraines déploré par l'ensemble des municipalités du Québec.
Cette élaboration et mise à jour des plans d'intervention nécessite l'utilisation d'un logiciel d'aide à la décision, lequel permet de modéliser des stratégies d'interventions capitalisables sur le cycle de vie de chacun des actifs. Il permet par l'entremise d'algorithmes complexes de calculer le coût associé aux interventions propres à chacun des actifs, tout en tenant compte du risque associé à l'estimation des coûts ou des économies associées à la coordination des travaux situés dans une même emprise. Ce système informatisé d'aide à la décision - SIAD est utilisé pour établir les stratégies d'intervention optimales pour chaque type d'actifs et les coûts qui y sont associés à un niveau de service donné. Il peut également calculer la dépréciation comptable des actifs en lien avec l'état de l'infrastructure. L'utilisation de ce logiciel a permis à la ville d'optimiser sa stratégie d'intervention intégrée des réseaux d'eau et de voirie ce qui a permis de réduire substantiellement les besoins en investissement requis pour assurer le maintien des actifs.

Nous évaluons que cette économie peut représenter jusqu'à 30 %.

L'octroi de contrat d'acquisition de ce logiciel a été effectué avec la firme Technologies Direxyon inc. (anciennement Solution Modex inc.) en 2013 à la suite de l'appel d'offres public 13-12155. Cet octroi incluait : l'acquisition des licences du logiciel d'aide à la décision, la fourniture et l'hébergement des serveurs chez le fournisseur pour une période de cinq (5) ans, l'accès web au logiciel, le support technique et la mise à jour des licences pendant la durée du contrat (5 ans) et une provision pour le développement et la paramétrisation pour répondre aux exigences de la Ville.

En 2018, un premier renouvellement des services de maintenance applicative et d'hébergement a été conclu avec la firme Technologies Direxyon inc (fournisseur unique du logiciel acquis en 2013) et ce pour une période de trois (3) soit: 2018 à 2021.

En 2019, devant le succès rencontré par le Service de l'eau dans l'utilisation de ce logiciel d'aide à la décision: «DIREXYON» (anciennement appelé «Infra MODEX»), le Service de la Gestion et de la planification immobilière (SGPI) a réalisé un projet pilote pour tester cette même application dans le but de modéliser et simuler différents scénarios d'investissement sur le cycle de vie de ses actifs ainsi que d'établir des stratégies d'interventions optimales pour réduire la vétusté de son parc immobilier et atteindre les niveaux de services espérés. Le SGPI étant satisfait des résultats offerts par la plate-forme DIREXYON, désire continuer à utiliser cette plateforme et partager les coûts d'utilisation des frais de licences, d'hébergement et de maintenance applicative conjointement avec le Service de l'eau et le Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM), avec qui le contrat était initialement signé.

Le contrat renouvelé en 2018 arrive à son échéance le 30 septembre 2021. Un nouveau renouvellement s'impose afin de pouvoir poursuivre l'utilisation de ce logiciel qui est toujours utile et nécessaire pour l'élaboration des plans d'intervention des réseaux d'eau et de voirie pour le Service de l'eau et pour établir des stratégies d'interventions optimales sur les actifs de son parc immobilier pour le SGPI.

Ce logiciel ne peut être maintenu que par la firme Technologies Direxyon inc. qui détient les droits.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1532 - 12 septembre 2018 - Accorder un contrat de services professionnels à Technologies Direxyon inc. - anciennement Solutions Modex inc.-, fournisseur unique pour le renouvellement du service de maintenance applicative pour le logiciel d'aide à la décision "Infra" servant à la production des plans d'intervention intégrés des réseaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie sur le territoire de l'agglomération et pour l'hébergement des données pour la période du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2021 (3 ans) pour une somme maximale de 710 545,50 $ taxes incluses.

CE13 1385 - 11 septembre 2013 - Approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire, Solutions Modex inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour l'acquisition et la paramétrisation d'un logiciel d'aide à la décision servant à la production des plans d'intervention intégrée des réseaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

CE05 0085 - 24 janvier 2005 – Octroi du contrat au Groupement CGT de 30 699 159,13$ (taxes incluses) pour la mise en œuvre d'un plan d'intervention des réseaux d'aqueduc et d'égouts de l'ensemble du territoire de la ville de Montréal.

DESCRIPTION

Les principales responsabilités du fournisseur liées au renouvellement du contrat sont :

- la fourniture et l'hébergement des données pour une période de trois (3) ans;
- la mise en place d'un environnement infonuagique distinct pour chacune des équipes (pour que la performance d'une équipe ne soit pas affectée par le travail de l'autre);
- le maintien et l'évolution de son progiciel, tant sur le plan technologique que réglementaire pour une durée de 3 ans;
- le support technique selon les conditions et les niveaux de service inscrits dans le devis qui a amené à l'acquisition du logiciel en 2013;
- la formation en français, lorsque nécessaire;
- la personnalisation de l'environnement de travail et le développement de nouvelles fonctionnalités pour répondre aux besoins spécifiques des actifs du SGPI.

JUSTIFICATION

Depuis maintenant huit (8) ans, la Section plan directeur de la Division planification des investissements au Service de l'eau utilise le système informatisé d'aide à la décision pour :
1. Effectuer des simulations à partir des données concernant les réseaux d'eau et de voirie (année d'installation, nombre de bris, état structurel et physique, etc.);
2. Prévoir les investissements requis à court, moyen et long terme sur les infrastructures d'eau et de voirie, de façon coordonnée;
3. Évaluer l'impact des investissements sur le niveau de service et sur la durée de vie des actifs;
4. Prendre des décisions éclairées permettant de déterminer les meilleures stratégies d'investissement afin d'optimiser le ratio niveau de service/coûts;
5. Évaluer des stratégies d'intervention pour les actifs d'eau.

Depuis 2019 et dans le cadre d'un projet pilote, le Service de gestion et de la planification immobilière utilise le système informatisé d'aide à la décision dans le cadre de l’implantation de la gestion d’actifs pour gérer son parc immobilier et notamment pour :

1. Modéliser les investissements requis dans le cadre de l’élaboration du Programme décennal d’immobilisation (PDI) et déterminer des enveloppes budgétaires par programme investi;
2. Prédire l’évolution du déficit d’investissement accumulé et la vétusté du parc en fonction de l’enveloppe budgétaire du PDI alloué au SGPI;
3. Simuler plusieurs scénarios et recommander une stratégie de maintien d’actifs;
4. Lisser les investissements requis en fonction de la capacité (financière et/ou humaine) et éviter les fluctuations;
5. Déterminer chaque année les composantes à remplacer et en alerter le gestionnaire immobilier responsable.

Le présent dossier vise à assurer la pérennité des activités réalisées dans le cadre de l'élaboration des plans d'intervention des réseaux d'eau et de voiries pour le Service de l'eau et le Service de l'Urbanisme et de la Mobilité et de l'implantation d'une stratégie d'investissements et d’interventions optimale pour les actifs du parc immobilier du Service de gestion et de la planification immobilière.

La firme Technologies Direxyon inc. a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) le 19 septembre 2019. Cette autorisation est valide jusqu'au 18 septembre 2022.

Le fournisseur Technologies Direxyon inc. est l'unique firme qui détient la licence exclusive du logiciel au Québec. Compte tenu de la récurrence de la réalisation des plans d'intervention et de la possibilité de bénéficier de tarifs plus bas, l'option de renouvellement sur une période de trois (3) ans a été choisie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts de financement des licences et les frais d'hébergement pendant la période de trois (3 ans) qui représentent une dépense totale de 793 948,37 $ taxes incluses soit un coût net de 724 980,68 $ sont financés à partir du budget de fonctionnement du Service de l'eau et de celui du Service de gestion et de la planification immobilière. Ce dernier assumera un tiers de la dépense alors que les deux autres tiers seront assumés par le services de l'eau qui partagera cette dépense à part égale entre son budget d'agglomération (puisqu'elle concerne le plan d'intervention) et son budget corporatif. Le tableau suivant résume ces coûts et leurs provenances :

		Dépenses annuelles au net					
Provenance	**% de la dépense**	**2021 (à partir du 1er octobre)**	**2022**	**2023**	**2024**	**TOTAL**	**TOTAL (taxes incluses)**
SGPI (budget de fonctionnement)	33,33%	20 138,35 $	80 553,41 $	80 553,41 $	60 415,05 $	241 660,23 $	264 649,46 $
Service de l'eau (budget de fonctionnement-Agglo	33,33%	20 138,35 $	80 553,41 $	80 553,41 $	60 415,05 $	241 660,23 $	264 649,46 $
Service de l'eau (budget de fonctionnement Corpo)	33,33%	20 138,35 $	80 553,41 $	80 553,41 $	60 415,05 $	241 660,23 $	264 649,46 $
Total	**100,00%**	**60 415,05 $**	**241 660,24 $**	**241 660,24 $**	**181 245,16 $**	**724 980,70 $**	**793 948,38 $**

L'écart total de 83 402,87 taxes incluses (76 157,93 $ au net) entre les coûts de renouvellement pour la période de 2018 à 2021 (dossier décisionnel numéro 1182518003) et ceux de la présente période: 2022 à 2024 se traduit par un écart annuel de 27 800,96 $ taxes incluses soit: 25 385,98 $ au net ce qui représente une augmentation de 11,7%. Cet écart est justifié d'un côté par le coût de l'inflation, par les coûts associés à l'hébergement des données du SGPI (8%) et aussi par l'amélioration du niveau de service proposé par le fournisseur notamment pour la réduction du nombre d'heures nécessaires pour effectuer des cycles de simulations.

La paramétrisation du logiciel pour les réseaux d'eau et de voirie étant terminée, les frais de 343 717,76 $ taxes incluses (313 860,13 $ au net) qui couvrent les besoins de paramétrisation seront financés uniquement par le PDI du SGPI. Les coûts annuels prévus pour ces frais sont indiqués dans l'intervention financière. L’autorisation de cette dépense au même moment que l’autorisation de l’acquisition des licences permettra au SGPI d’entamer la paramétrisation du SIAD et le développement des nouvelles fonctionnalités nécessaires pour la gestion de ses actifs dès l’acquisition de ses licences. Autrement, étant donné que la demande d’autorisation de cette dépense ne peut être faite avant l’acquisition du SIAD, le SGPI sera obligé d’attendre des semaines si ce n’est pas des mois (délais pour

monter le dossier décisionnel et recevoir l'autorisation de dépense des instances) pour commencer à exploiter des licences dont il a déboursé les coûts pour toute cette période d'attente.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du plan stratégique de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le non-renouvellement du contrat empêchera à la fois l'élaboration des plans d'intervention des réseaux d'eau et de voirie par le Service de l'eau et de la liste d'interventions recommandée par le SGPI, ainsi que l'évaluation des différentes stratégies d'investissements et d'interventions sur les actifs immobiliers et ceux de l'eau visant à réduire sa dégradation et le déficit d'investissement.
La production des plans d'interventions demeure une exigence préalable du MAMH pour accéder aux subventions gouvernementales offertes pour combler le déficit en infrastructures souterraines.

Finalement, suite au rapport du vérificateur général déposé en mai 2013, le service de l'eau s'est engagé à soumettre au conseil de Ville les niveaux de services et les investissements correspondants pour assurer la pérennité de ses infrastructures. L'utilisation de ce logiciel est indispensable pour réaliser ces calculs.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'action de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'agglomération : 30 septembre 2021 Début du contrat : 01 octobre 2021	

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Patricia SANCHEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Sébastien CORBEIL, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noura HAMADA
Contrôleur(euse) de projet

Tél : 514 872-2552
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-23

Normand HACHEY
Chef de division

Tél : 514 872-3495
Télécop. : 514 872-7273

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2021-07-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2021-07-30

DIREXYON

9 avril 2021

Ville de Montréal
Att. : Monsieur Normand Hachey
Chef de division
Planification des investissements
Direction des réseaux d'eau
normand.hachey@ville.montreal.qc.ca

Sujet : Fournisseur unique pour le logiciel « Infra »

Monsieur Hachey,

La convention de services professionnels, intervenue entre la Ville de Montréal et Technologies DIREXYON Inc. (anciennement connue sous Solutions Modex Inc.) en date du 13 décembre 2013, et renouvelée par la résolution #CG18 0496 de la ville datée du 20 septembre 2018, en vertu de laquelle, la Ville a retenu les services de Technologies DIREXYON Inc. pour une licence d'utilisation de son logiciel d'aide à la décision « Infra » pour la production des plans d'intervention intégrés des réseaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie sur le territoire de l'agglomération et pour la prestation des services de maintenance applicative et d'hébergement s'y rattachant, viendra à échéance le 30 septembre 2021.

Dans le cadre des discussions visant à déterminer les modalités d'un éventuel prolongement de cette convention, Technologies DIREXYON Inc. confirme qu'elle est concepteur du logiciel « Infra » et demeure le fournisseur unique des licences et services connexes de support et d'hébergement.

Nous sommes toujours soucieux de servir la Ville au meilleur de nos capacités et serions fiers de pouvoir prolonger notre relation d'affaires pour la durée d'un nouveau terme.

En espérant le tout à votre entière satisfaction, nous vous prions d'agréer, Monsieur Hachey, nos salutations distinguées.

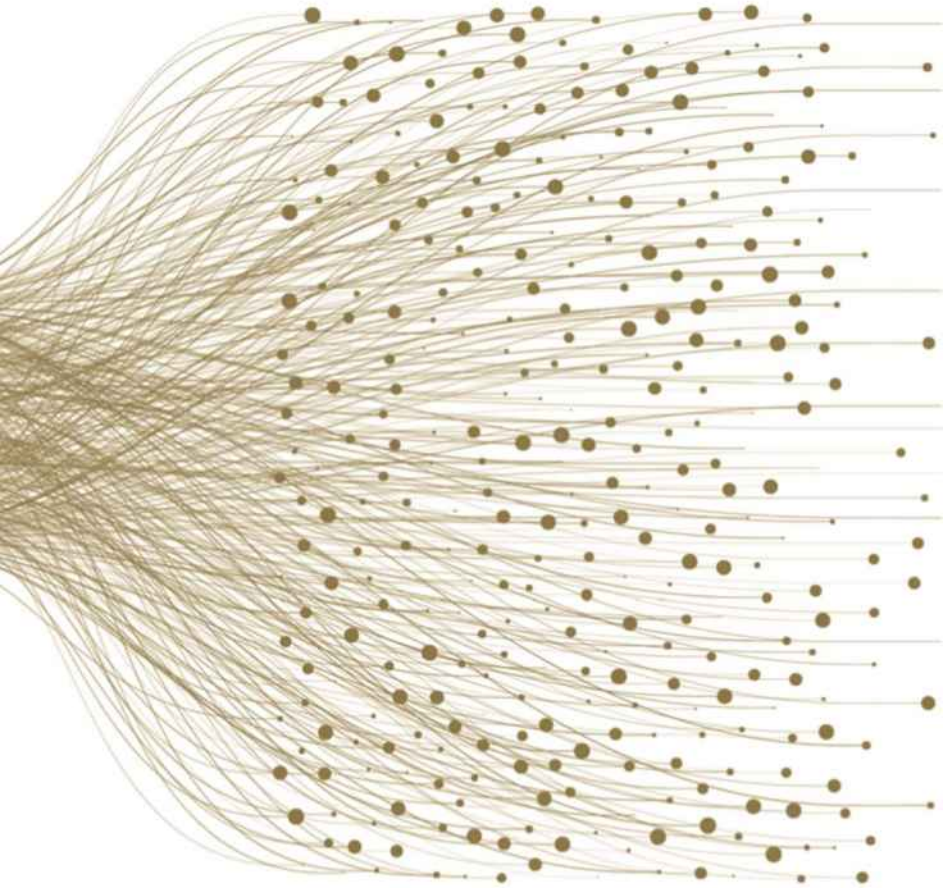
X

Didem Cataloglu
Présidente et chef de la direction

555, boul. René-Lévesque Ouest,
Suite 900, Montréal (Québec) H2Z 1B1

T. 514 845-2500
info@direxyon.com

DIREXYON.COM



Ville de Montréal

PROPOSITION DE RENOUVELLEMENT

Licence DIREXYON (InfraModex)

23 juillet 2021

DIREXYON

MISE EN CONTEXTE

La convention de services professionnels (la « Convention de Services ») intervenue en date du 13 décembre 2013 et prolongée pour une durée de 3 ans à l'automne 2018, entre la Ville de Montréal et DIREXYON, en vertu de laquelle (i) Direxyon a octroyé à Montréal une licence d'utilisation de son logiciel d'aide à la décision « Infra » et (ii) DIREXYON fournit à Montréal des services de maintenance applicative et d'hébergement (les « Services Professionnels »), expirera à l'automne 2021;

- D'une part, nous comprenons que vous êtes satisfaits des fonctionnalités et de la performance de notre logiciel d'aide à la décision «Infra», et que vous désirez continuer à obtenir les Services Professionnels de DIREXYON et renouveler le terme de la Convention de Services;
- D'autre part, le succès rencontré par les services de la voirie et de la gestion de l'eau avec la plateforme Infra MODEX (maintenant DIREXYON) entraine d'autres services, notamment le Service de Gestion du Parc Immobilier (SGPI) à en considérer l'usage. Nous sommes fiers de compter Montréal parmi nos clients, nous souhaitons poursuivre notre collaboration pour plusieurs années et voyons d'un bon œil un intérêt renouvelé pour notre plateforme;
- Les licences perpétuelles acquises par la Ville de Montréal lors de la transaction initiale de 2013, permettent de simuler un nombre illimité d'actifs regroupé sous un nombre illimité de classes d'actifs. La seule limitation imposée étant liée au nombre d'usagers ayant accès à la plateforme (45 tout profils confondus) et aux caractéristiques des serveurs physiques;
- Il va sans dire qu'un usage augmenté de DIREXYON par Ville de Montréal demande des ajustements quant aux ressources (ex.: storage et processeurs) mises à la disposition de la ville afin que l'exécution des simulations puissent toujours se faire dans les délais souhaités par la ville;
- Dans cette perspective, l'infonuagique offre une alternative sécuritaire et intéressante comte tenue de l'élasticité des environnements et la facilité avec laquelle des ressources additionnelles peuvent être ajoutées afin de rencontrer les niveaux de services souhaités.
- Les pages, qui suivent, présentent des scénarios de renouvellement annuels et pluriannuels sur des serveurs physiques et en mode infonuagique

TRANSITION TECHNOLOGIQUE

Licence perpétuelle
(Serveurs Physiques)

Eau

45 usagers
Simulation
Modélisation
Visualisation

Licence temporaire
(Infonuagique)

SGPI (POV)



Licence perpétuelle
(Infonuagique)

Eau
usagers?
Simulation
Modélisation
Visualisation

SGPI
usagers?
Simulation
Modélisation
Visualisation

LICENCE PERPÉTUELLE
En Infonuagique

Eau

usagers?
Simulation
Modélisation
Visualisation

SGPI

usagers?
Simulation
Modélisation
Visualisation

- Cette configuration est en voie d'être certifiée SOC II Type 2;
  - Les données seront situées au Canada dans le centre de données AWS Canada-Central
  - AWS permet d'encrypter les données au repos et en transit
- Mode compatible avec les futures versions de DIREXYON;
- DIREXYON version V3 est optimisée pour fonctionner dans un environnement infonuagique;
- Environnements infonuagiques distincts pour chaque équipe. Donc la performance n'est jamais affectée par le travail de l'autre groupe;
- Restitution: Les données de la Ville sont accessibles par les utilisateurs de DIREXYON durant la durée de l'entente. Au terme de l'entente, la Ville pourra demander qu'elles soient détruites ou restituées;
- SLA: L'engagement de DIREXYON est d'assurer à la Ville que les cycles de simulation (tous les scénarios, toutes les périodes) réalisés sur des modèles de complexité similaire à celui du service de l'eau * seront complétées en moins de 12 heures
- La Ville de Montréal a la possibilité de répartir les 45 utilisateurs entre les groupes Eau et SGPI comme elle l'entend et de leur assigner le rôle souhaité (simulateur, modélisateur, consultation).

* Nombre d'actifs: 161,942, Nombre de caractéristiques: 605, Nombre d'arbres de décisions: 14, Nombre de scénarios: 3, Nombre de périodes: 150, Nombre d'itérations: 100

RENOUVELLEMENT en Infonuagique

Renouvellement annuel

	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Maintenance	$148,526	$152,982	$157,571	$162,298	$167,167	**$788,544**
Hébergement Eau	$63,654	$65,564	$67,531	$69,556	71,642	**$337,948**
Hébergement SGPI	$18,000	$18,540	$19,096	$19,669	20,259	**$95,564**
Total	$230,180	$237,086	$244,198	$251,523	259,068	**$1,222,056**

Renouvellement pluriannuel 3 ans *

	2022	2023	2024	TOTAL
Maintenance et Hébergement	$230,180	$230,180	$230,180	**$690,540**

** L'engagement de DIREXYON de rencontrer les niveaux de services promis à la ville pourra se traduire soit par des améliorations logicielle ou par des modifications de l'environnement infonuagique. Dans cette perspective, DIREXYON ne fera plus la distinction entre les deux types de charges*

SERVICES PROFESSIONNELS

Renouvellement pluriannuel 3 ans *

	2022	2023	2024
Taux horaire	$235	$235	$235
Optionnel: Banque d'heures (40h)	$8,000	$8,000	$8,000

- Taux horaire unifié pour tous les services de la ville
- La banque d'heures pourra être répartie pour couvrir les environnements distincts de SGPI et du service de l'eau
- Si la Ville acquière la banque d'heures proposée, le taux horaire s'appliquera à tous les demandes excédant la banque d'heures initiale

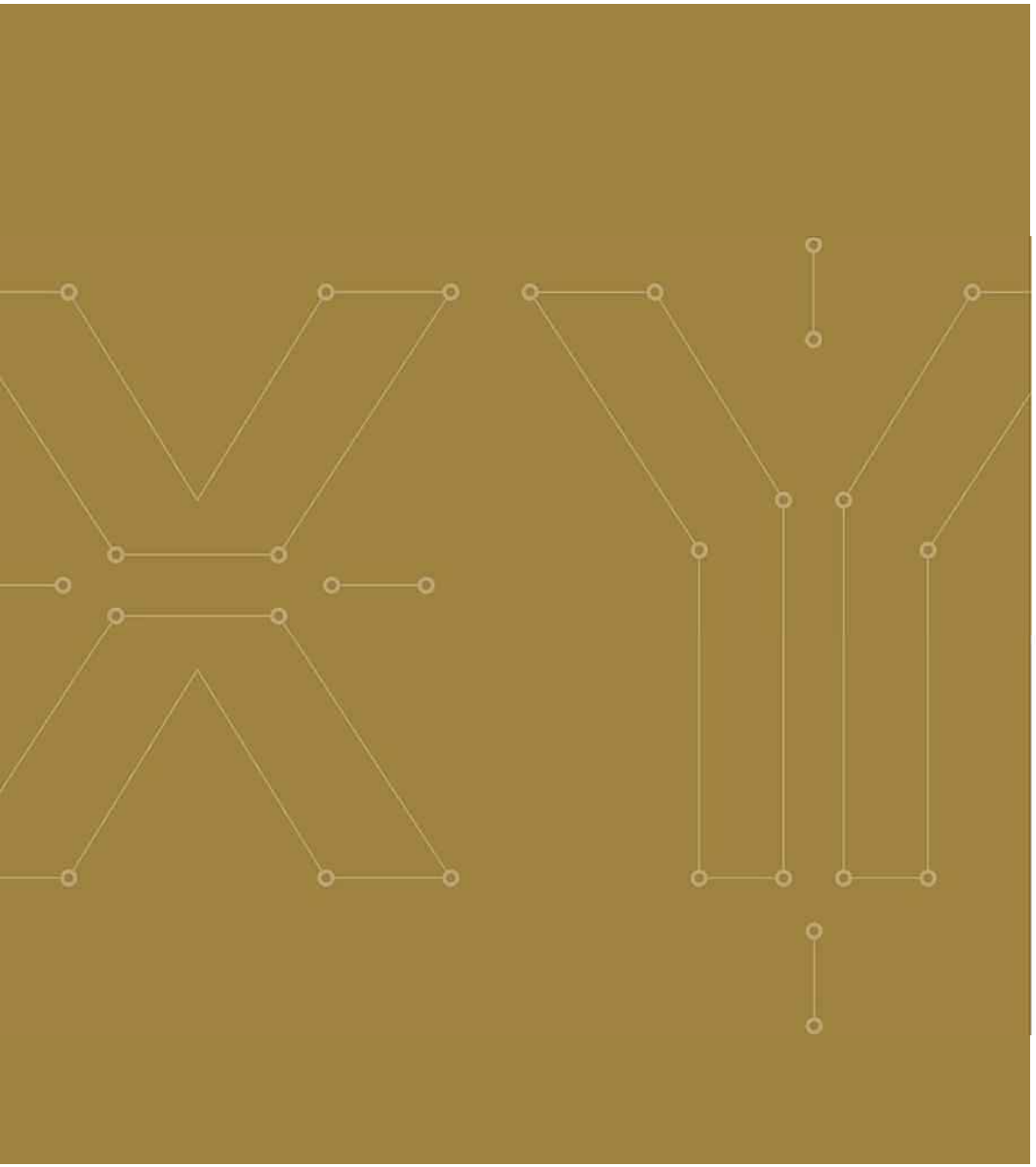
PARAMÈTRE D'HÉBERGEMENT PROPOSÉ
Pour DIREXYON v3 sur AWS

Unité d'affaires	SLA	Storage (AWS)	Heures de processeurs (AWS)	Commentaires
Service de l'eau	12 heures	10 TO Prod – 10 TO Pre Prod	18 000 heures par année	Dans les trois dernières années, Montréal a simulé un maximum de 14 500h
SGPI	6 heures	2 TO Prod - 2 TO Pre Prod	10 000 heures par année	

NOTES:

- Une simulation typique nécessite 85 GO d'espace disque. Une simulation plus complète peut nécessiter jusqu'à 120 GO;
- Une simulation de 100 itérations prenant 30 minutes comptera pour 50 heures de simulation (30 minutes x 100 itérations / 60 minutes par heure);
- Les heures de simulation et l'espace disque seront mesuré sur la période du 1er octobre au 30 septembre de chaque année. Il n'y aura pas de charges rétroactives. Cependant, des ajustements (Espace de storage et Temps de processeurs) seront proposés pour corriger la situation pour les années subséquentes;
- Une copie de sécurité (« backup ») sera prise quotidiennement et de façon transparente;
- Les copies de sauvegarde seront conservées pendant 30 jours;
- Si la Ville de Montréal excède le nombre de simulations et la capacité d'hébergement de la présente entente, pour l'année suivante la Ville acquerra de façon automatique le prochain tier disponible (*Heures Processeur / Storage additionnel*).

- STORAGE ADDITIONNEL: 1,800$ par année pour 1 TO supplémentaires
- HEURES PROCESSEUR: 500$ pour 2 000 heures supplémentaires



DIREXYON TECHNOLOGIES INC.

555 Boulevard René-Lévesque O, 9e étage
Montréal, QC H2Z 1B1
CANADA

Tel.: + 1 514 845 2500
www.direxyon.com
https://www.linkedin.com/company/direxyon-technologies/

Marc Coté
Directeur de Comptes Sénior
Tel: + 1 514 941 3329
marc.cote@direxyon.com


DIREXYON

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 19 septembre 2019

TECHNOLOGIES DIREXYON INC.
A/S MONSIEUR GABRIEL VEILLEUX
555, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
BUR. 900
MONTRÉAL (QC) H2Z 1B1

No de décision : 2019-DAMP-0828
N° de client : 1100032125

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous DIREXYON TECHNOLOGIES INC., une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). TECHNOLOGIES DIREXYON INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **18 septembre 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1218126004
Unité administrative responsable : *Service de l'eau*
Projet : Renouvellement de contrat de services professionnels portant sur la maintenance applicative d'un logiciel d'aide à la décision.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 17- Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** L'utilisation de ce logiciel, d'aide à la décision, a permis à la ville d'optimiser sa stratégie d'intervention **intégrée** des réseaux d'**eau** et de **voirie** ce qui a permis de réduire substantiellement les besoins en investissement requis pour assurer le maintien des actifs. Nous évaluons que cette économie peut représenter jusqu'à 30 %.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218126004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Planification des investissements
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Technologies Direxyon inc., fournisseur unique, pour le renouvellement du service de maintenance applicative pour le logiciel d'aide à la décision "DIREXYON" anciennement "Infra" servant à la production des plans d'intervention intégrés des réseaux d'aqueduc, d'égouts et de voiries sur le territoire de l'agglomération, pour l'hébergement des données et pour les besoins de développement de nouvelles fonctionnalités liées aux actifs du parc immobilier du Service de la Gestion et de la planification immobilière, et ce, pour la période du 1er octobre 2021 au 30 septembre 2024 (3 ans) pour une somme maximale de 1 137 666,13 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervenion financière GDD1218126004_DRE_BF.xls

GDD 1218126004 - SGPI- Maintenance hébergement licence logiciel Direxyon.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia SANCHEZ
Préposée au budget
Tél : 514-872-6538

Co-auteures (SGPI PDI et BF)
Françoise Turgeon, conseillère budgétaire
DCSF-pôle HDV
514-872-0946
Diane Nguyen, conseillère budgétaire DCSF-

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Reak Sa SEN
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-6052

pôle HDV
514-872-0549

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.021

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1216006002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Projets urbains
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 b) favoriser l'offre et la répartition équitables des services municipaux
Projet :	CHUM
Objet :	Autoriser le projet d'Addenda #1 relatif à l'entente de 2008 convenu entre la Ville de Montréal et le Centre hospitalier de l'université de Montréal (CHUM) portant sur la réalisation et le financement des aménagements et des travaux d'infrastructures municipaux liés à la construction du CHUM (CG08 0336) / Autoriser la réception d'une somme de 3 984 330,18 $, avant taxes

Il est recommandé :

1. d'autoriser le projet d'Addenda #1 relatif à l'entente de 2008 convenu entre la Ville de Montréal et le centre hospitalier de l'université de Montréal (CHUM) portant sur la réalisation et le financement des aménagements et des travaux d'infrastructures municipaux liés à la construction du CHUM (CG08 0336);

2. d'autoriser la réception d'une somme de 3 984 330,18 $, avant taxes.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-30 13:03

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1216006002**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Projets urbains
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 b) favoriser l'offre et la répartition équitables des services municipaux
Projet :	CHUM
Objet :	Autoriser le projet d'Addenda #1 relatif à l'entente de 2008 convenu entre la Ville de Montréal et le Centre hospitalier de l'université de Montréal (CHUM) portant sur la réalisation et le financement des aménagements et des travaux d'infrastructures municipaux liés à la construction du CHUM (CG08 0336) / Autoriser la réception d'une somme de 3 984 330,18 $, avant taxes

CONTENU

CONTEXTE

Le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) construit entre 2008 et 2021 est identifié au portefeuille de projets de *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* . De plus, étant un constituant du Technopôle de la Santé, il a coûté 3,6 milliards de dollars au Gouvernement du Québec et a engendré des retombées économiques, sociales et urbaines importantes pour le secteur du centre-ville.
Ce nouveau centre hospitalier universitaire localisé dans l'arrondissement de Ville-Marie prend place dans un quartier ancien aux abords d'un axe de redéveloppement: le corridor de l'autoroute Ville-Marie, à la porte d'entrée du Vieux Montréal. Il est situé entre la rue Saint-Denis, à l'est, le boulevard René-Lévesque Est, au nord, la rue Hôtel-de-Ville, à l'ouest, et la rue Saint-Antoine Est, au sud.

Il s'agit d'un projet d'équipement public de grande envergure dont l'implantation a nécessité des interventions importantes aux abords de ce dernier et qui visent la réalisation d'un réseau d'infrastructures fiables et sécuritaires et des aménagements du domaine public confortables et agréables.

En 2008, la Ville et le CHUM ont conclu une entente portant sur la réalisation et le financement des aménagements et des travaux d'infrastructures municipaux liés à la construction du CHUM. Ces travaux municipaux sont localisés entre le boulevard René-Lévesque Est au nord, par les rues Viger Est et Saint-Antoine Est au sud, par la rue Saint-Denis à l'est et par la rue Sainte-Élisabeth à l'ouest.

L'entente initiale de 2008 s'inscrivait dans une démarche de collaboration des parties à la planification et à la mise en œuvre des travaux d'infrastructures et d'aménagements du

domaine public. Elle précisait principalement la réalisation et le financement des travaux d'infrastructures souterraines nécessaires à la réalisation du CHUM incluant la remise en état des aménagements du domaine public, les transactions immobilières, les travaux et l'occupation d'une partie du square Viger, la gestion des déplacements et le calendrier de réalisation des travaux. Elle encadrait également le rôle du comité de suivi et les obligations et engagements convenus pour chaque partie.

De 2010 à 2021, la Ville a réalisé la majorité des travaux municipaux aux abords du CHUM, tels que décrits dans l'entente de 2008 (CG08 0336). Il reste un dernier lot à réaliser de 2023 à 2025, il s'agit du lot G qui comprend :
· les travaux d'aménagement de la rue Saint-Denis, entre René-Lévesque Est et Viger Est;
· les travaux d'infrastructures et d'aménagement de la rue Sanguinet sur un tronçon de 45 m au sud du boulevard René-Lévesque et la démolition du tunnel de service souterrain Sanguinet;
· les travaux d'infrastructures et d'aménagement du trottoir sud du boulevard René-Lévesque.

Étant donné que la dernière phase (phase 3) des travaux de construction du CHUM s'est terminée en 2021, le CHUM souhaite clôturer les activités du bureau de projet et par le fait même les livres comptables du projet. Pour le faire, les représentants du CHUM ont demandé à la Ville de les accompagner dans la démarche de clôture de l'Entente portant sur la réalisation et le financement des aménagements et des travaux d'infrastructures municipaux liés à la construction du centre hospitalier de l'Université de Montréal, de 2008. C'est pour répondre à ce besoin du CHUM que le projet d'Addenda #1 à l'entente de 2008 est requis.

Le présent sommaire soumet, au conseil municipal, un projet d'Addenda #1 à l'entente de 2008, sur les principes retenus dans le cadre des négociations avec les représentants du CHUM, portant sur les éléments nécessaires à modifier à l'entente initiale, notamment: le partage des coûts des travaux municipaux restants (lot G) qui comprend entre autre certains travaux de bonification de l'aménagement du domaine public non prévus dans l'entente de 2008.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0186- 17 février 2017- Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 13 951 506 $ pour le financement de l'aménagement et du réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 21 000 000 $ pour le financement des travaux d'infrastructures, d'aménagement et de réaménagement du domaine public aux abords du Centre Hospitalier de l'Université de Montréal, et la mise en place et les activités du Bureau de projet, qui aura le mandat de gérer la réalisation de ces travaux (RCG 08-005).
CM10 0398- 18 mai 2010- Adoption du Règlement modifiant le Règlement autorisant l'implantation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) dans un quadrilatère délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues Sainte-Élisabeth, De La Gauchetière, Sanguinet, Saint-Antoine et Saint-Denis (06-040) aux fins de la construction du Centre de recherche du CHUM.

CG08 0336- 19 juin 2008- Approuver un projet d'entente entre la Ville et le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) sur des principes relatifs à la réalisation, au partage de coûts et à la gestion d'un ensemble de travaux public municipaux rendus nécessaires par l'implantation du CHUM au 1000, rue Saint-Denis.

CM08 0407-26 mai 2008- Adoption, avec modifications, du Règlement autorisant l'implantation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) dans un quadrilatère

délimité par le boulevard René-Lévesque Est et les rues Sainte-Élisabeth, De La Gauchetière Est, Sanguinet, Saint-Antoine Est et Saint-Denis / Adoption du Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047).

CG08 0040-31 janvier 2008- Adoption du règlement autorisant un emprunt de 21M$ pour le financement des travaux d'infrastructures, d'aménagement et de réaménagement du domaine public aux abords du centre hospitalier de l'université de Montréal, et la mise en place et les activités du bureau de projet, qui aura le mandat de gérer la réalisation de ces travaux.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel propose un projet d'Addenda #1 à l'entente de 2008 convenue entre la Ville de Montréal et le CHUM portant sur la réalisation et le financement des aménagements et des travaux d'infrastructures municipaux qui devaient être réalisés dans le cadre du projet de construction du CHUM.
Les parties conviennent qu'il est nécessaire de modifier l'entente de 2008 afin d'actualiser les conditions et les principes de la maîtrise d'œuvre et du financement des travaux municipaux d'infrastructures restants (lot G) tel qu'énoncés à l'annexe A et B de l'entente de 2008. Cet addenda ajoute aussi des précisions quant à la contribution financière du CHUM afin de couvrir partiellement les travaux de bonification du domaine public non compris dans l'entente initialement.

Le présent Addenda #1 à l'entente de 2008 est nécessaire, car il vient encadrer et préciser ce qui suit :

- il précise la portée et l'échéance des travaux municipaux d'infrastructures souterraines et les travaux d'aménagement du domaine public qui restent à réaliser;
- il précise également le montant définitif à recevoir du CHUM pour réaliser les travaux municipaux d'infrastructures restants (lot G) conformément à l'entente de 2008;
- il permet de recevoir un montant forfaitaire et définitif du CHUM pour couvrir partiellement une partie des travaux de bonification de l'aménagement du domaine public non prévu dans l'entente de 2008, mais déjà négocié et accepté bilatéralement par les parties en 2018;
- Il prévoit une échéance de 10 années maximum pour finir les travaux restants à réaliser suivant la signature de l'Addenda #1. Au-delà de cette échéance, la Ville doit rembourser le CHUM toute somme versée par ce dernier et qui n'aurait pas été engagée par elle suite à l'annulation ou au report éventuel de certains travaux qui y sont énoncés pour finir les travaux municipaux restants (lot G);
- Il vient modifier certains articles à l'entente initiale de 2008 afin d'accélérer la collaboration entre les parties et la facturation au CHUM des montant dues en amont et d'ici décembre 2021.

JUSTIFICATION

Comme le projet de réalisation du centre hospitalier de l'Université de Montréal est terminé et que le CHUM va procéder à la clôture de son projet d'ici décembre 2021, les parties sont conscientes qu'il est requis de terminer certains engagements en lien avec l'entente de 2008 avant la fermeture définitive du projet par le CHUM.
La Ville et le CHUM après négociation s'entendent sur le véhicule légal à mettre en œuvre pour clôturer le dossier. L'avenue d'un Addenda #1 à l'entente de 2008 est considérée par les parties comme le meilleur outil pour faciliter la clôture du projet.

Le CHUM, avec l'accord du ministère de la Santé et des Services sociaux, compte verser à la Ville de Montréal d'ici la fin d'année 2021 sa contribution financière finale qui couvre sa quote-part pour financer les travaux municipaux restants (lot G) et couvrir aussi partiellement le coût des travaux de bonification de l'aménagement du domaine public aux abords du CHUM non prévu dans l'entente de 2008. Et cela, selon les principes de partages de coûts convenus entre les parties après plusieurs négociations entre 2018 et 2021.

Le présent Addenda #1 marque la fin des ententes entre la Ville et le CHUM pour le projet du Centre hospitalier de l'Université de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'évaluation budgétaire 2020-2025 des travaux municipaux restants pour finaliser et clôturer le projet du CHUM a été réalisée sur la base des coûts unitaires de décembre 2020. Cette évaluation des coûts a été mise à jour, le 15 juillet 2021, suite à l'ajout d'un 3 % d'inflation par année. Cette dernière s'élève à **9 901 945,71 $** (avant taxes) et les fonds disponibles dans le règlement d'emprunt 17-020 sont suffisants pour couvrir cette dépense. Toutefois, ce montant sera précisé à la suite de l'élaboration des plans et devis en 2022 pour l'ensemble des travaux décrits dans le présent sommaire.
Le tableau d'estimation des travaux municipaux restants aux abords du CHUM (lot G) est versé en pièce jointe dans le présent sommaire. Il s'agit d'un document de référence convenu entre le CHUM et la Ville de Montréal dans le cadre du présent Addenda #1 à l'entente de 2008. Il a été utilisé comme outil de négociation et a permis de définir la quote-part de chaque partie.

Dans le cadre du présent Addenda #1, la Ville va recevoir un montant forfaitaire final du CHUM. Il s'agit de sa contribution financière pour la finalisation des travaux du lot G qui s'élève à **2 063 382,18 $** (avant taxes). La Ville va recevoir également une somme forfaitaire de **1 920 948 $** (avant taxes) du CHUM. Il s'agit de sa contribution financière pour financer partiellement les travaux de bonification de l'aménagement du domaine public aux abords du CHUM réalisé ou à être réalisés par la Ville d'ici 2025. Pour une somme totale de revenu à recevoir du CHUM et qui s'élève **à 3 984 330,18 $.**

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements face aux changements climatiques, à l'équité, à l'inclusion sociale et à l'accessibilité universelle en raison de la nature contractuelle du présent sommaire. Le projet du CHUM est en réalisation depuis plus d'une dizaine d'années et l'adoption de l'Addenda #1, à l'entente de 2008 convenu entre la Ville et le CHUM, va faciliter la clôture de ce projet. La grille d'analyse correspondante est jointe au présent sommaire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la Ville ne donne pas suite au présent sommaire, les travaux du lot G ne peuvent pas se réaliser et le CHUM procédera à la clôture de son projet d'hôpital sans verser à la Ville les sommes dues, car l'adoption de cet Addenda #1 marque la fin des ententes entre la Ville et le CHUM pour le projet du Centre hospitalier de l'Université de Montréal.
Elle permet à la Ville de Montréal d'accélérer sa facturation au CHUM et la réception de la contribution financière finale de ce dernier et cela avant la réalisation des travaux restants en 2023. Elle permet également la prise en charge des travaux restants exclusivement par la Ville sans toutefois dégager le CHUM de ses responsabilités initiales.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Non applicable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le projet du CHUM s'insère dans le projet de requalification des abords de l'autoroute Ville-Marie pour lequel une stratégie de communication est mise en place, avec l'accompagnement du Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des plans et devis pour les travaux municipaux restants (lot G) : 2022;

- Les travaux d'infrastructures et d'aménagement du lot G : 2023 -2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Martin BOULIANNE, Service des infrastructures du réseau routier
Sébastien BRETON, Service des infrastructures du réseau routier
Marc LABELLE, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Wassila DJAZIRI
Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-5944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-28

Pascal LACASSE
Chef de division

Tél : 514.872.5985
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514-501-8756
Approuvé le : 2021-08-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2021-08-30

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
21 MAI 2008
POUR
DIRECTRICE
DIRECTION DU CONTENTIEUX

ENTENTE PORTANT SUR LA RÉALISATION ET LE FINANCEMENT DES AMÉNAGEMENTS ET DES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES MUNICIPAUX LIÉS À LA CONSTRUCTION DU CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉDE MONTRÉAL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée aux présentes par madame Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution du conseil d'agglomération CG06 0006; et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après nommée la « **VILLE** »

ET : **CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL**, personne morale ayant une place d'affaires au 3825, rue Saint Urbain, Montréal, Québec, agissant et représenté aux présentes par ~~monsieur Denis Roy (indiquer le titre)~~, le directeur général dûment autorisé à cette fin par la résolution en date du 09 septembre 2008.

CF

Ci-après nommé le « **CHUM** »

ATTENDU QUE le CHUM prévoit construire, au cours des prochaines années, un nouveau centre hospitalier universitaire sur un emplacement principalement situé entre la rue Saint-Denis, à l'est, le boulevard René-Lévesque Est, au nord, la rue Hôtel-de-Ville, à l'ouest, et la rue Saint-Antoine Est, au sud (ci-après le « Projet »), tel que l'autorise la résolution (inscrire le numéro de la résolution) du conseil municipal approuvant les projets de Règlements P-06-040 et P-04-3731;

ATTENDU QUE le CHUM représente un projet d'équipement public de grande envergure, dont l'implantation requiert la réalisation d'un ensemble de travaux d'infrastructures et d'aménagement du domaine public;

ATTENDU QUE les caractéristiques du Projet respectent plusieurs critères de performance importants en matière de développement durable, notamment par sa localisation centrale dans une zone urbaine à mettre en valeur, la mixité des fonctions, la réhabilitation de bâtiments existants, la densité de construction, la présence de moyens de transport alternatifs à l'auto, la contribution du Projet au développement du secteur;

ATTENDU QUE l'intérêt public du Projet justifie que la Ville participe financièrement à sa réalisation en assumant une partie des coûts des travaux d'infrastructures et d'aménagement sur son domaine public;

ATTENDU QUE la présente entente s'inscrit dans une démarche de collaboration des parties à la planification et à la mise en œuvre des travaux d'infrastructures et d'aménagement qui y sont reliés;

En conséquence, les parties conviennent de ce qui suit, le préambule faisant partie intégrante des présentes :

ARTICLE 1
OBJET

La présente entente établit les conditions et les principes de partage de la maîtrise d'œuvre et du financement des travaux d'infrastructures, d'accès routiers et d'aménagement du domaine public requis par la venue du CHUM.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

2.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des infrastructures, transport et environnement de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

2.2 « **Annexe A** » : le document intitulé « Implantation du CHUM - travaux des infrastructures souterraines »;

2.3 « **Annexe B** » : croquis des tronçons de rue et ruelle que le CHUM acquiert;

2.4 « **coûts estimés de l'Annexe A** » : le coût des travaux de reconstruction des conduites d'aqueduc et d'égout ainsi que la réfection de la chaussée et des trottoirs, incluant le montant des taxes qui ne peut être récupéré mais excluant, à moins d'indication contraire, le coût de l'équipe de projet; le coût des travaux d'architecture de paysage; les frais relatifs au maintien de la circulation durant les travaux; la gestion du bruit durant la réalisation des travaux; les frais de contrôle qualitatif exécuté par le Laboratoire de la Ville; l'organisation de chantier; les frais d'honoraires professionnels et de surveillance des travaux; les contingences; les coûts de décontamination, et la provision pour l'inflation;

2.5 « **reconstruction** » : la fourniture et l'installation des conduites incluant les excavations et le remplissage des tranchées ainsi que la réfection de la chaussée et des trottoirs et le maintien des services publics durant les travaux, tels la fourniture de l'eau potable, en réseau temporaire si requis.

90

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DU CHUM

En contrepartie des engagements pris par la Ville, le CHUM s'engage à :

3.1 accepter, et il accepte par les présentes, l'actualisation des coûts estimés des travaux figurant à l'Annexe A en fonction du marché, étant toutefois entendu que toute actualisation des coûts n'a pour unique but que de donner un ordre de grandeur des budgets;

3.2 réaliser et à financer en totalité les travaux figurant à l'article 1 de l'Annexe A selon le calendrier des travaux qui sera convenu avec le Directeur;

3.3 verser à la Ville, à la demande de celle-ci, la moitié du coût réel des infrastructures figurant à l'article 2 de l'Annexe A, y compris les dépassements des coûts, dans l'hypothèse d'une intervention du CHUM tel que précisé à cet article de l'Annexe; le CHUM acquitte ces coûts, le cas échéant, selon l'état d'avancement des travaux;

3.4 assumer 50 % du coût réel de tous les travaux d'infrastructures et de tous les travaux à financement partagé, réalisés par la Ville, en vertu de l'article 3 de l'Annexe A; le CHUM acquitte les sommes dues selon l'état d'avancement des travaux;

3.5 faire approuver par le Directeur les plans et devis des travaux de l'article 1 de l'Annexe A qu'il réalise, ces plans et devis devant être préparés selon les normes et directives de la Ville et approuvés par le Service des infrastructures, transport et environnement de la Ville;

3.6 remettre au Directeur, avant le début des travaux, un cautionnement d'exécution dont la Ville sera bénéficiaire, valable jusqu'à l'acception définitive des travaux, pour un montant correspondant à la pleine valeur du contrat octroyé;

3.7 mettre en place, à ses frais, des mesures de mitigation pour le bruit et la poussière et assumer à ses frais, le nettoyage des rues salies par les véhicules de l'entrepreneur général, de ses mandataires et des fournisseurs de matériaux;

3.8 assumer, à ses frais, la surveillance des travaux et à la fin des travaux, fournir à la Ville un certificat de conformité des travaux ainsi que les plans et profils « tels que construits », le tout conformément aux exigences de la Ville;

3.9 aviser le Service des infrastructures, transport et environnement de la Ville lorsqu'il est constaté par l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux que ceux-ci ont été exécutés à son entière satisfaction et qu'il est prêt à procéder à leur acceptation provisoire ou définitive; cette acceptation provisoire ou définitive ne peut être donnée sans l'accord du Service des infrastructures, transport et environnement de la Ville;

3.10 souscrire et maintenir en vigueur pendant toute la durée des travaux une assurance responsabilité civile assurant une protection pour dommages matériels, corporels ou toute autre forme de préjudice de 5 000 000,00 $ et désignant la Ville comme coassurée; aucune franchise n'est applicable à la Ville;

3.11 prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation ou poursuite intentée contre elle en raison des travaux réalisés par le CHUM (art. 1 de l'annexe A) et à la tenir indemne de tout jugement, en capital, intérêts et frais prononcé à son encontre;

3.12 acquérir de la Ville les lots décrits au paragraphe 4.3, sans garantie aucune et à ses entiers risques et périls, au prix de cent vingt dollars (120,00 $) le pied carré, lequel prix sera indexé à la hausse annuellement selon l'augmentation de l'IPC - région de Montréal;

3.13 assumer le coût des opérations cadastrales, des études de titres et de sols ainsi que de la rédaction, de la publication et des copies des actes de vente, lors de l'acquisition des lots mentionnés au paragraphe 3.12, étant entendu que les actes de vente devront être préalablement approuvés par la direction du contentieux de la Ville;

3.14 défrayer la totalité des coûts de déplacement des infrastructures sous la rue de la Gauchetière dont les coûts découlant des ententes avec les compagnies de services publics dont Bell, Gaz Métropolitain et la Commission des services électriques.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En considération des obligations assumées par le CHUM, la Ville s'engage à :

4.1 réaliser et financer en totalité les travaux indiqués à l'article 2 de l'Annexe A, y compris les dépassements de coûts, sous réserve de ce qui est prévu à cette disposition advenant une demande d'intervention du CHUM;

4.2 facturer au CHUM, selon l'état d'avancement des travaux, les sommes correspondant à 50 % des coûts réels des travaux à frais partagés décrits à l'article 3 de l'Annexe 1 et, le cas échéant, ceux prévus à l'article 2 de cette Annexe;

4.3 vendre au CHUM le tronçon de la rue de la Gauchetière (entre la rue Saint-Denis et Sanguinet) identifié comme une partie du lot 2 258 646 et un tronçon de la ruelle située derrière l'église St-Sauveur, identifié comme une partie du lot 1 181 947, apparaissant à l'Annexe B, pour la réalisation du Projet au taux unitaire de 120,00 $ le pied carré, lequel prix sera indexé à la hausse annuellement selon l'augmentation de l'IPC - région de Montréal.

ARTICLE 5
CALENDRIER DE RÉALISATION DU PROJET

Les Parties conviennent d'élaborer un calendrier de réalisation du Projet dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du Règlement autorisant la construction du nouveau Centre hospitalier et de respecter ce calendrier.

ARTICLE 6
OCCUPATION PARTIELLE DU SQUARE VIGER

6.1 Sous réserve de l'approbation par les autorités compétentes d'un Règlement particulier d'occupation du domaine public et, le cas échéant, du consentement du ministère des

Transports du Québec, le CHUM pourra occuper la partie du square Viger comprise entre les rues Saint-Denis et Berri aux conditions prescrites par ce Règlement qui devrait entre autres stipuler :

6.1.1 une durée d'occupation de 36 mois;

6.1.2 un prix annuel de huit dollars (8,00 $) le pied carré, avant taxes, le cas échéant;

6.1.3 l'entière responsabilité du CHUM du fait de l'occupation des lieux notamment la sécurité quant à ceux-ci, l'impact environnemental, la détérioration du square et de ses accès.

6.2 Le CHUM s'engage à déposer à la Ville un programme et des plans et devis pour permettre l'occupation temporaire des lieux visés décrits au paragraphe 6.2.

6.3 Le CHUM assume la réalisation de tous les travaux nécessaires à l'occupation des lieux décrits à 6.2, selon les plans et devis déposés par celui-ci et approuvés par la Ville ainsi que le coût de ces travaux.

6.4 Le CHUM s'engage, à l'échéance de la permission d'occuper le domaine public, à contribuer au réaménagement des lieux, selon une entente à établir entre les deux parties.

ARTICLE 7
GESTION DES DÉPLACEMENTS

7.1 Le CHUM s'engage à participer avec la Ville, au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du Règlement autorisant le Projet et selon les modalités à être déterminées par les deux parties, à l'élaboration d'un plan de gestion des déplacements en complément de l'étude d'impact sur la circulation effectuée par CIMA+ et déposée en 2004.par le CHUM.

7.2 Le plan de gestion à être produit conformément au paragraphe 7.1 doit au moins comporter les éléments suivants :

- une étude de la desserte TC (en collaboration avec la STM) et plus particulièrement une analyse de la desserte via le métro, compte tenu que certains indicateurs montrent que le métro ligne orange à la station Champ de Mars aurait atteint sa capacité à certaines heures de la journée;
- une analyse plus exhaustive de la desserte piétons et vélos;
- une analyse des accès au Vieux Montréal;
- une étude de gestion de la demande;
- une mise à jour de l'étude de stationnement en fournissant des détails sur la stratégie de gestion du stationnement;
- une mise à jour de l'étude de circulation pour tenir compte de l'existence d'une voie cyclable sur les rues Viger et St-Antoine et pour valider la fonctionnalité des accès aux stationnements du site 1000, St-Denis;
- une étude de sécurité des déplacements.

7.3 Le CHUM s'engage à poursuivre auprès de ses employés l'application d'un programme d'encouragement à l'utilisation du transport collectif et actif afin de réduire les pressions de ses employés sur la demande en stationnement sur les rues locales situées en périphérie du site du CHUM.

ARTICLE 8
COMITÉ DE SUIVI

Les Parties conviennent de mettre sur pied, dès la signature de la présente entente, un comité chargé de veiller à l'exécution de la présente entente. Ce comité est formé d'au moins deux (2) représentants de la Ville et de deux (2) représentants du CHUM.

ARTICLE 9
CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

9.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse, dans le district judiciaire de Montréal, dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

9.2 AYANTS DROIT ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX

La présente entente lie les ayants droit et les représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

9.3 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de cette entente n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 VALIDITÉ

Une disposition de la présente entente jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente entente doit être expédié par écrit comme suit :

Pour la Ville de Montréal

Le directeur du Service des infrastructures, transport et environnement
275, rue Notre-Dame Est, bureau 4.140
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Pour le CHUM :
(Nom et adresse)

9.6 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 30 e jour de septembre 2008

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Colette Fraser
Greffière adjointe

Le e jour de 2008

CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Par : _____
~~Denis Roy~~
Le directeur général

Cette entente a été approuvée le 19 juin 2008. (Résolution CG08 0336)

ANNEXE A

IMPLANTATION DU CHUM
TRAVAUX DES INFRASTRUCTURES SOUTERRAINES

Date : 20 mai 2008

---

1. Travaux des infrastructures souterraines payés en totalité par le CHUM

Le CHUM accepte de défrayer l'ensemble des coûts de reconstruction des conduites d'aqueduc et d'égouts des rues suivantes visées par les travaux de structures projetés :

Rue	Travaux projetés	Coût estimé 2006
de La Gauchetière, de Sanguinet à Saint-Denis	Tous les travaux rendus nécessaires par la fermeture de la rue- déplacement des infrastructures	3,80 M$
Sanguinet, de La Gauchetière à René-Lévesque	Mise en place d'une conduite d'eau de 300 mm	0,40 M$ [1]
Sanguinet, de La Gauchetière à René-Lévesque	Remplacement de la conduite d'égout de 750 mm	0,60 M$ [2]
Viger, de Saint-Denis à Sanguinet	Remplacement de la conduite d'égout de 600x900 mm en brique	0,66 M$ [3]
	Total	**5,46 M$**

[1] L'abandon de la conduite d'aqueduc sur la r*ue de la Gauchetière entre Saint-Denis et Sanguinet* (vente de la rue) exige la construction d'une nouvelle conduite d'eau de 300 mm sur la rue *Sanguinet, de La Gauchetière à René-Lévesque* afin de boucler le réseau d'aqueduc.

[2] La construction du débarcadère souterrain pour l'ilot B sur la rue Sanguinet au nord de La Gauchetière requiert des excavations significatives sous le niveau de la conduite d'égout en béton armé de 750 mm. Le CHUM accepte d'assumer les coûts de remplacement partiel ou total, si requis, de la conduite d'égout.

[3] La construction d'un tunnel d'accès sur Viger, entre Saint-Denis et Sanguinet, occasionne des excavations sous le niveau de la conduite d'égout en brique qui devrait être remplacée. Le CHUM accepte d'assumer la totalité des coûts de remplacement de cette conduite d'égout. Ce coût inclut uniquement la fourniture et la pose d'une conduite d'égout de 760 mm.

2. Travaux des infrastructures souterraines payés en totalité par la Ville

Selon la planification des travaux du CHUM en date du 13 mai 2008, aucune intervention significative n'est prévue au pourtour des deux bâtiments existants : le site de l'hôpital St-Luc (portion nord de l'ilot B) et celui de l'Administration (ilot A). Dans ce contexte, la Ville de Montréal défrayera l'ensemble des coûts des travaux décrits ci-dessous. Cependant, si le CHUM planifie d'autres excavations dans les limites de ces rues, les coûts suivants devraient nécessairement être partagés à parts égales entre la Ville et le CHUM, à l'égard de la rue concernée.

Rue	Travaux projetés	Coût estimé 2006
René-Lévesque, de Sainte-Élizabeth à Sanguinet (côté Sud)	Remplacement de la conduite d'eau de 250 mm Remplacement de la conduite d'égout en brique de 600x900 mm	0,91 M$
René-Lévesque, de Sanguinet-Saint-Denis (Côté Sud)	Remplacement de la conduite d'eau de 250 mm Remplacement de la conduite d'égout en brique de 600x900 mm	1,41 M$
De la Gauchetière, de Sainte-Élizabeth à Sanguinet	**À conserver** Conduite d'eau en fonte de 300 mm posée en 1997 : **À conserver** Conduite d'égout en BA posée en 1997	0,00 M$
Sainte-Élizabeth, de René-Lévesque à de la Gauchetière	Remplacement de la conduite d'eau de 200 mm Remplacement de la conduite d'égout en brique de 600x900 mm	0,93 M $
	Total	**3,25 M$**

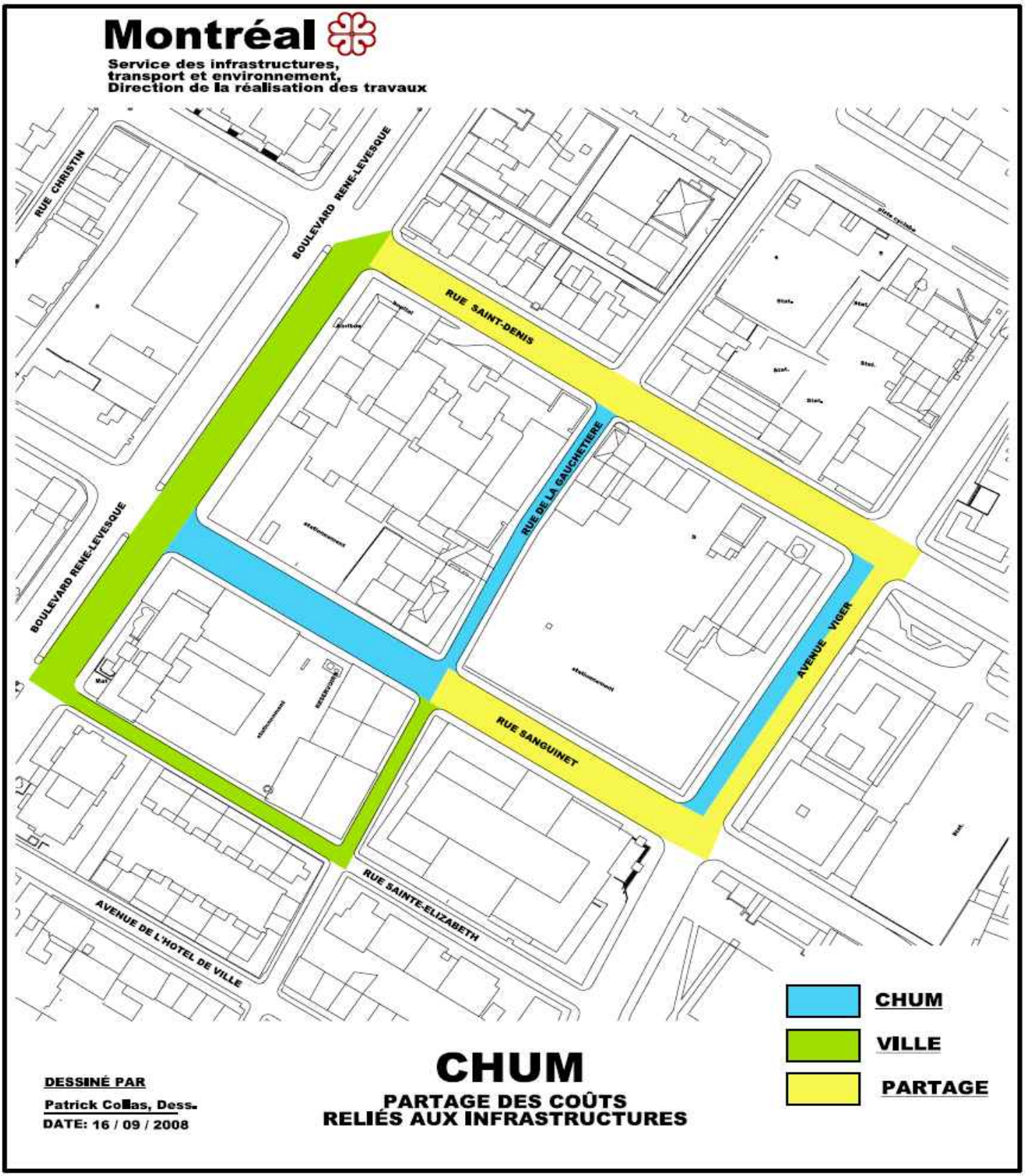
3. Travaux des infrastructures souterraines à financement partagé

Pour les conduites d'aqueduc et d'égouts situées au pourtour des ilots B et D, le CHUM accepte d'assumer 50% des coûts réels totaux des infrastructures souterraines sur les rues suivantes :

Rue	Travaux projetés	Coût estimé (2006)
Saint-Denis, de René-Lévesque à de La Gauchetière	Remplacement d'aqueduc Remplacement d'égout	1,07 M$ [4]
Saint-Denis, de La Gauchetière à Viger	Remplacement d'aqueduc Remplacement d'égout	1,15 M$ [4]
Sanguinet, Viger et de La Gauchetière	Remplacement d'aqueduc	0,59 M$ [4]
Viger, de Saint-Denis à Sanguinet	Remplacement d'aqueduc	0,76 M$ [4]
	Total	**3,57 M$**

[4] Les coûts estimés par la Ville incluent la reconstruction des conduites d'aqueduc et d'égout ainsi que la réfection de la chaussée et les trottoirs. Ces coûts excluent cependant les services professionnels de conception et de surveillance des travaux.

ANNEXE B


Montréal
Service des infrastructures,
transport et environnement,
Direction de la réalisation des travaux
RUE CHRISTIN
BOULEVARD RENE-LEVESQUE
RUE SAINT-DENIS
RUE DE LA GAUCHETIERE
AVENUE VIGER
RUE SANGUINET
RUE SAINTE-ELIZABETH
AVENUE DE L'HOTEL DE VILLE
CHUM
VILLE
PARTAGE
DESSINÉ PAR
Patrick Collas, Dess.
DATE: 16 / 09 / 2008
CHUM
PARTAGE DES COÛTS
RELIÉS AUX INFRASTRUCTURES

Résumé : Montant total à recevoir du CHUM pour les travaux du LOT G

Rues	Montant des travaux	Inflation-Ville	Inflation-CHUM	Total travaux+inflation	Montant-Ville	Montant-CHUM	Commentaires
Sanguinet	1 163 271,00 $	35 955,54 $	71 911,09 $	1 271 137,63 $	35 955,54 $	1 235 182,09 $	Travaux assumé à 100% par le CHUM, sauf inflation 2 années au lieu de 3.
Sanguinet	451 799,06 $	41 893,97 $	0 $	493 693,03 $	493 693,03 $	0 $	100% assumé par la Ville
René-Lévesque	1 200 168,75 $	55 644,03 $	55 644,02 $	1 311 456,80 $	655 728,41 $	655 728,40 $	50% des travaux sont assumés par le CHUM +2 années d'inflation au lieu de 3
René-Lévesque	821 933,75 $	76 215,45 $	0 $	898 149,20 $	898 149,20 $	0 $	100% assumé par la Ville
Saint-Denis	3 558 516,88 $	446 625,22 $	0 $	4 005 142,10 $	4 005 142,10 $	0 $	100% assumé par la Ville
Services profs (2021-2025)	1 285 000 $	118 914,60 $	0 $	1 403 915 $	1 403 914,60 $	0 $	100% assumé par la Ville
Sous total (1)	8 480 689 $	775 248,81 $	127 555,11 $	9 383 493 $	7 492 582,88 $	1 890 910 $	
	Montant des incidences	**Inflation-Ville**	**Inflation-CHUM**	**Total Incidences+Inflation**	**Ville**	**CHUM**	**Commentaires**
Incidences 2022	10 000,00 $	609 $	0 $	10 609,00 $	10 609,00 $	0 $	100% assumé par la Ville
Incidences 2023-global	221 329,35 $	10 482,10 $	10 041,15 $	241 852,61 $	69 380,91 $	172 471,70 $	70% assumé par le CHUM
Incidences 2023-assumé Ville 30%	58 898,81 $	10 482,10 $	0,00 $	69 380,91 $			
Incidences 2023-assumé CHUM 70%	162 430,55 $	0,00 $	10 041,15 $	172 471,70 $			
Incidences 2024	236 329,35 $	29 661,40 $	0 $	265 990,75 $	265 990,75 $	0 $	100% assumé par la Ville
Sous total (2)	467 658,70 $	40 752,50 $	10 041 $	518 452,35 $	345 980,65 $	172 471,70 $	
Total HT	**8 948 348,14 $**	**816 001,31 $**	**137 596,26 $**	**9 901 945,71 $**	**7 838 563,53 $**	**2 063 382,18 $**	
					Total facturable au CHUM en HT	**2 063 382,18 $**	C'est le montant forfaitaire à inscrire à l'Addenda#1
					TPS 5%	103 169,11 $	
					TVQ 9.975%	205 822,37 $	
					Total facturable au CHUM TTC	**2 372 373,67 $**	
					% assumé par la Ville pour le lot G	% assumé par le CHUM pour le lot G	
					79,15%	**20,85%**	

Légende:

Travaux assumés à 100% par la Ville y compris inflation

Travaux assumés à 100% par le CHUM y compris inflation

Travaux assumés à 50% Ville et 50% CHUM y compris inflation

Incidences facturables au CHUM par quote part

Montant des incidences est assumé à 100% par le CHUM

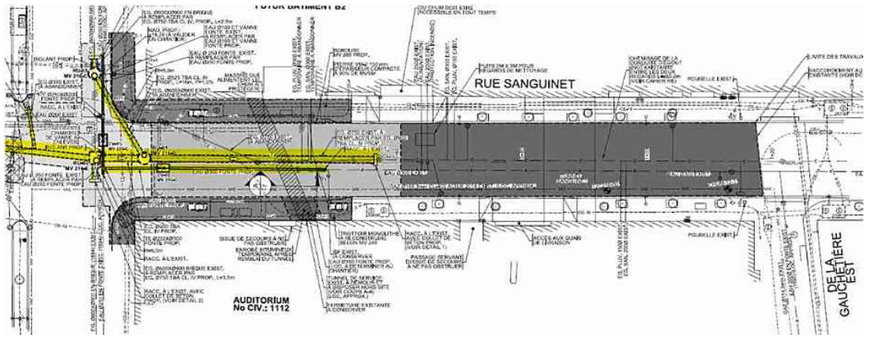
40% du montant des incidences est assumé à 100% par le CHUM et 60% du montant est assumé à 50% par le CH
Donc le CHUM assume 70% et la Ville 30% du montant d'inflation des incidences

Montant des incidences est assumé à 100% par la Ville

Inflation	3% par année	Le Chum assume 2 années d'inflation après négociation

HUM

PROJET ST-DENIS - CHUM - LOT G TRONÇON: RUE SANGUINET - TRONÇON DE LA GAUCHETIÈRE À RENÉ-LÉVESQUE					PTI 2020	PTI 2021	PTI 2022	PTI 2023	PTI 2024	PTI 2025	PTI 2026	Commentaires
TRAVAUX												
ÉGOUTS												
Conduite TBA - 900 mm	45	M. LIN	3 000,00 $	135 000,00 $	- $	- $	- $	135 000,00 $	- $	- $	- $	
Conduite TBA - 750 mm	45	M. LIN	2 750,00 $	123 750,00 $	- $	- $	- $	123 750,00 $	- $	- $	- $	Montant assumé par la Ville suite aux échanges Ville-CHUM à la rencontre 1er juin 2021
Conduite TBA - 525 mm	15	M. LIN	2 250,00 $	33 750,00 $	- $	- $	- $	33 750,00 $	- $	- $	- $	
Chemisage 900 mm	65	M. LIN	750,00 $	48 750,00 $	- $	- $	- $	48 750,00 $	- $	- $	- $	
AQUEDUC												
Conduite F.D. cl 350 - 300 mm	36	M. LIN	2 350,00 $	84 600,00 $	- $	- $	- $	84 600,00 $	- $	- $	- $	
Conduite F.D. cl 350 - 250 mm	20	M. LIN	2 250,00 $	45 000,00 $	- $	- $	- $	45 000,00 $	- $	- $	- $	
TROTTOIRS												
Trottoir en pavé de béton	375	M. CA	375,00 $	140 625,00 $	- $	- $	- $	140 625,00 $	- $	- $	- $	Non facturé au CHUM, car déjà compris dans le montant de 2,2M$ reletif aux
Bordure de granit	90	M. LIN	475,00 $	42 750,00 $	- $	- $	- $	42 750,00 $	- $	- $	- $	travaux de bonification des aménagements
Fosse d'arbre agrandie incluant grille	3	UNITÉ	6 500,00 $	19 500,00 $	- $	- $	- $	19 500,00 $	- $	- $	- $	de surface
CHAUSSÉE												
Fondation granulaire	750	M. CA	75,00 $	56 250,00 $	- $	- $	- $	56 250,00 $	- $	- $	- $	
Revêtement bitumineux	1500	M. CA	55,00 $	82 500,00 $	- $	- $	- $	82 500,00 $	- $	- $	- $	
Petite signalisation et marquage au sol	1	FORFAITAIRE	15 000,00 $	15 000,00 $	- $	- $	- $	15 000,00 $	- $	- $	- $	
ÉCLAIRAGE												
Fûts et luminaires temporaire	1	UNITÉ	5 000,00 $	5 000,00 $	- $	- $	- $	5 000,00 $	- $	- $	- $	Non facturé au CHUM, car déjà compris dans le montant de 2,2M$ reletif aux
Fûts et luminaires	1	UNITÉ	10 000,00 $	10 000,00 $	- $	- $	- $	10 000,00 $			- $	travaux de bonification des aménagements de surface
FEUX DE CIRCULATION												
Aménagement du feux temporaires	1	UNITÉ	15 000,00 $	15 000,00 $	- $	- $	- $	15 000,00 $	- $	- $	- $	
Aménagement du feux permanent	1	UNITÉ	30 000,00 $	45 000,00 $	- $	- $	- $	45 000,00 $			- $	
TUNNEL												
Démolition du tunnel sous la chaussée de la rue Sanguinet	1	FORFAITAIRE	85 000,00 $	85 000,00 $	- $	- $		85 000,00 $				
CSEM												
Reconstruction des massifs de conduits et PA	1	FORFAITAIRE	35 000,00 $	35 000,00 $	- $	- $	- $	35 000,00 $	- $	- $	- $	
ÉNERGIR												
N/A				- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	
MAINTIEN DE LA CIRCULATION												
Signalisation et habillage de chantier	6	MOIS	25 000,00 $	150 000,00 $	- $	- $	- $	150 000,00 $			- $	
ARCHÉOLOGIE												
N/A				- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	
RÉFECTION TEMPORAIRE												
Pavage temporaire	200	M. CA	75,00 $	15 000,00 $	- $	- $	- $	15 000,00 $	- $	- $	- $	
Réfection de coupe (dalle + fondation pour conduite et puisard)	150	M. CA	225,00 $	33 750,00 $	- $	- $	- $	33 750,00 $	- $	- $	- $	
Sous-total travaux:				1 221 225,00 $	- $	- $	- $	1 221 225,00 $	- $	- $	- $	
Sous-total travaux facturable au CHUM:				879 600,00 $	- $	- $	- $		- $	- $	- $	
Contingence de conception (15%):				131 940,00 $	- $	- $	- $		- $	- $	- $	
Sous-total :				1 011 540,00 $	- $	- $	- $		- $	- $	- $	
Contingence de construction (15 %):				151 731,00 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	
Contingence de construction (15 %) concerne uniquement le tunnel Sanguinet inscrit à l'addenda#1*:				19 791,00 $								
TOTAL TRAVAUX ASSUMÉS À 100% PAR LE CHUM :				**1 163 271,00 $**	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	
Sous-total travaux assumés à 100% par la Ville:				341 625,00 $								
Contingence de conception (15%):				51 243,75 $								
Sous-total :				392 868,75 $								
Contingence de construction (15 %):				58 930,31 $								
TOTAL TRAVAUX ASSUMÉS À 100% PAR LA VILLE:				**451 799,06 $**								
TOTAL TRAVAUX :				**1 615 070,06 $**								


RUE SANGUINET
AUDITORIUM
No CIV.: 1112
DE LA GAUCHETIÈRE EST

PROJET ST-DENIS - CHUM - LOT G TRONÇON: BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE DE HÔTEL DE VILLE À ST-DENIS					PTI 2020	PTI 2021	PTI 2022	PTI 2023	PTI 2024	PTI 2025	PTI 2026	Commentaires
TRAVAUX												
ÉGOUTS												
Réhabilitation - Conduite TBA - 900 mm - Hôtel de Ville à Ste-Élisabeth **(100% - DRE)**	65	M. LIN	1 150,00 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	Non facturable au chum
Conduite TBA - 900 mm - Ste-Élisabeth à Sanguinet	60	M. LIN	3 000,00 $	180 000,00 $				180 000,00 $				Non facturable au chum
Conduite TBA - 900 mm - Sanguinet à St-Denis	120	M. LIN	3 000,00 $	360 000,00 $	- $	- $	- $	360 000,00 $	- $			
AQUEDUC												
Réhabilitation - Conduite F.D. cl 350 - 250 mm - Hôtel de Ville à Ste-Élisabeth **(100% - DRE)**	65	M. LIN	950,00 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	Non facturable au chum
Conduite F.D. cl 350 - 250 mm	60	M. LIN	2 250,00 $	135 000,00 $				135 000,00 $				Non facturable au chum
Conduite F.D. cl 350 - 250 mm	120	M. LIN	2 250,00 $	270 000,00 $	- $	- $	- $	270 000,00 $	- $			
TROTTOIRS												
Trottoir de béton	425	M.CA	250,00 $	106 250,00 $	- $	- $	- $	106 250,00 $	- $		- $	Non facturable au chum, car sera
Fosse d'arbre agrandie incluant grille	16	UNITÉ	6 500,00 $	104 000,00 $	- $	- $	- $	104 000,00 $	- $		- $	assumé dans le forfait global des
												travaux de surface à addendaM1
Flette signalisation et marquage	1	FORFAITAIRE	7 500,00 $	7 500,00 $	- $	- $	- $	7 500,00 $	- $		- $	relatif à l'entente de 2008
CHAUSSÉE												
Fondation granulaire	500	M. CA	75,00 $	37 500,00 $	- $	- $	- $	37 500,00 $	- $	- $	- $	
Dalle de béton	500	M. CA	225,00 $	112 500,00 $	- $	- $	- $	112 500,00 $	- $	- $	- $	
Revêtement bitumineux	500	M. CA	55,00 $	27 500,00 $	- $	- $	- $	27 500,00 $	- $	- $	- $	
Fondation granulaire- Ste-Élisabeth à Sanguinet	250	M. CA	75,00 $	18 750,00 $	- $	- $	- $	18 750,00 $	- $	- $	- $	Non facturable au chum
Dalle de béton- Ste-Élisabeth à Sanguinet	250	M. CA	225,00 $	56 250,00 $	- $	- $	- $	56 250,00 $	- $	- $	- $	Non facturable au chum
Revêtement bitumineux- Ste-Élisabeth à Sanguinet	250	M. CA	55,00 $	13 750,00 $	- $	- $	- $	13 750,00 $	- $	- $	- $	Non facturable au chum
ÉCLAIRAGE												
N/A				- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	
CSEM												
N/A				- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	
BELL												
N/A				- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	
MAINTIEN DE LA CIRCULATION												
Signalisation et habillage de chantier	4	MOIS	25 000,00 $	100 000,00 $	- $	- $	- $	100 000,00 $		- $	- $	
ARCHÉOLOGIE												
N/A				- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	
RÉFECTION TEMPORAIRE												
N/A				- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	
Sous-total travaux:				1 529 000,00 $	- $	- $	- $	1 529 000,00 $	- $	- $	- $	
Sous-total travaux concernés par le partage des coûts Ville-CHUM:				907 500,00 $								
Contingence de conception (15%):				136 125,00 $	- $	- $	- $		- $	- $	- $	
Sous-total :				1 043 625,00 $	- $	- $	- $		- $	- $	- $	
Contingence de construction (15 %):				156 543,75 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	
TOTAL TRAVAUX CONCERNÉS PAR LE PARATGE DES COÛTS VILLE-CHUM :				**1 200 168,75 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	
Sous-total travaux assumés à 100% par la Ville:				621 500,00 $								
Contingence de conception (15%):				93 225,00 $								
Sous-total :				714 725,00 $								
Contingence de construction (15 %):				107 208,75 $								
TOTAL TRAVAUX ASSUMÉS À 100% PAR LA VILLE:				**821 933,75 $**								
TOTAL TRAVAUX :				**2 022 102,50 $**								



FICHE TECHNIQUE DU PROJET

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DU PROJET

Titre du projet : René-Lévesque Est, Hôtel-de-Ville à Saint-Denis
Précision : Côté sud

Numéro du dossier : 20-VMA-PTI-008-E01 / 20-VMA-PTI-024-A01 — *Fiche préliminaire*
Arrondissement : Ville-Marie
Juridiction : Corpo

Type de travaux :
- [X] Réhabilitation de conduite d'égout
- [X] Réhabilitation de conduite d'aqueduc
- [ ] Remplacement de conduite d'égout
- [ ] Remplacement de conduite d'aqueduc
- [ ] Autre (à préciser)

DESCRIPTION DES TRAVAUX

Rue	Tronçon	Conduite		Estimation budgétaire des travaux (taxes nettes) incluant contingences		
		Aqueduc	Égout	Aqueduc ($)	Égout ($)	Total ($)
René-Lévesque Est	Hôtel-de-Ville à Saint-Denis	Réhabilitation	Réhabilitation			

JUSTIFICATION DES TRAVAUX:

Rue	Tronçon	Conduite	Justification
René-Lévesque Est	Hôtel-de-Ville à Saint-Denis	Aqueduc	Conduite en fonte grise de 250mm installée en 1894. Taux de bris de 2.83. Hiérarchie 1 (Classe d'intervention intégrée 3)
		Égout	Conduite en Brique installée en 1894. 1037 (-) Hiérarchie 1 (Classe d'intervention intégrée 3)

DONNÉES TECHNIQUES DE CONCEPTION

Caractéristiques des conduites d'aqueduc et d'égout

Rue	Tronçon	Conduite	Longueur (m)	Existant		Proposé	
				Diamètre (mm)	Profondeur (m)	Diamètre (mm)	Profondeur (m)
René-Lévesque Est	Hôtel-de-Ville à Saint-Denis	Aqueduc	245	250			
		Égout	242	900x900	3,3		

FICHE TECHNIQUE DU PROJET

Titre du projet : René-Lévesque Est, Hôtel-de-Ville à Saint-Denis
Numéro du dossier : 20-VMA-PTI-008

AUTRES ÉLÉMENTS DE CONCEPTION ET DE RÉALISATION

1. Le projet consiste à
**réhabiliter entre de Hôtel-De-Ville et Sainte-Élisabeth les conduites:
- d'égout du regard 5093193 au raccord 15000021 et,
- d'aqueduc entre la vanne 5086352 et le raccord 5114445
Ces deux interventions sont à la charge de la DRE mais exécutés dans le cadre du projet CHUM

** reconstruire ou réhabiliter entre sainte-Élisabeth et Saint-Denis les conduites:
- d'égout entre le raccord 15000021 et le regard 5093833 entre Sainte-Élisabeth et Saint-denis
- d'aqueduc entre le raccord 5114445 et la vanne 5086822

2. La réalisation des travaux est prévue en 2021 par les grands projets dans le cadre du projet CHUM

PLAN D'INTERVENTION

Version	2016	Numéro de tronçon unifié :	23559	
CII aqueduc	0	Signature du gestionnaire : (Le projet présenté n'est pas recommandé par l'I)	X	(non requise)
CII égout	0			

CHARGÉ(E) DU PROJET

Préparé par : X Souad Sellami, ing., M.Ing.

Date
2020-06-10

Unité : Sud

PROJET ST-DENIS - CHUM - LOT G TRONÇON: RUE ST-DENIS DE RENÉ-LÉVESQUE À VIGER					PTI 2020	PTI 2021	PTI 2022	PTI 2023	PTI 2024	PTI 2025	PTI 2026	Commentaires
TRAVAUX												
ÉGOUTS												
N/A				- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	
AQUEDUC												
N/A				- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	
TROTTOIRS												
Trottoir temporaire	850	M. CA	125,00 $	106 250,00 $	- $	- $	- $	106 250,00 $	- $	- $	- $	Suite au travaux de la CSEM travaux de trottoirs temporaire requis
Trottoir en pavés de béton	1700	M. CA	375,00 $	637 500,00 $	- $	- $	- $	637 500,00 $	- $	- $	- $	
Bordure de granit - 300 mm de largeur	450	M. LIN	475,00 $	213 750,00 $	- $	- $	- $	213 750,00 $	- $	- $	- $	
Fosse d'arbre agrandie	30	UNITÉ	6 500,00 $	195 000,00 $	- $	- $	- $	195 000,00 $	- $	- $	- $	
CHAUSSÉE												
Fondation granulaire (rechargement et ajustement	2000	M. CA	50,00 $	100 000,00 $	- $	- $	- $	100 000,00 $	- $	- $	- $	
Revêtement bitumineux temporaire	350	M. CA	35,00 $	12 250,00 $	- $	- $	- $	12 500,00 $	- $	- $	- $	Suite au travaux de la CSEM travaux pavage requis le long des cours d'eau
Revêtement bitumineux	2000	M. CA	55,00 $	110 000,00 $	- $	- $	- $	110 000,00 $	- $	- $	- $	
ÉCLAIRAGE												
Éclairage temporaire	1	FORFAITAIRE	20 000,00 $	20 000,00 $	- $	- $	- $	20 000,00 $	- $	- $	- $	
Mise à jour de l'éclairage (luminaire)	14	UNITÉ	10 000,00 $	140 000,00 $	- $	- $	- $	140 000,00 $	- $	- $	- $	
FEUX DE CIRCULATION												
Aménagement des feux temporaires	3	UNITÉ	15 000,00 $	45 000,00 $	- $	- $	- $	45 000,00 $	- $	- $	- $	
Aménagement des feux permanent	2	UNITÉ	45 000,00 $	90 000,00 $	- $	- $	- $	90 000,00 $	- $	- $	- $	
Nouveaux feux (Int. St-Denis/de la Gauchetière)	1	UNITÉ	125 000,00 $	125 000,00 $	- $	- $	- $	125 000,00 $	- $	- $	- $	
CSEM												
Reconstruction des massifs de conduits et PA	1	FORFAITAIRE	250 000,00 $	250 000,00 $	- $	- $	- $	250 000,00 $	- $	- $	- $	Validation à faire avec la CSEM
ÉNERGIR												
Modification du tracé de la conduite	110	M.LIN	3 600,00 $	396 000,00 $	- $	- $	- $	396 000,00 $	- $	- $	- $	Montant de l'estimation préliminaire avec Energir, mais possiblement modifiable en 2023
MAINTIEN DE LA CIRCULATION												
Régulateur et habillage de chantier	10	MOIS	25 000,00 $	250 000,00 $	- $	- $	- $	250 000,00 $	- $	- $	- $	Augmentation du délai de réalisation de 1 mois
ARCHÉOLOGIE												
N/A				- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	
Sous-total travaux:				2 690 750,00 $	- $	- $	- $	2 691 000,00 $	- $	- $	- $	
Contingence de conception (15%):				403 612,50 $	- $	- $	- $	403 650,00 $	- $	- $	- $	
Sous-total :				3 094 362,50 $	- $	- $	- $	3 094 650,00 $	- $	- $	- $	
Contingence de construction (15 %):				464 154,38 $	- $	- $	- $	464 197,50 $	- $	- $	- $	
TOTAL TRAVAUX :				**3 558 516,88 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**3 558 516,88 $**	**- $**	**- $**	**- $**	


RUE SAINT-DENIS
RUE SAINT-DENIS


Yelle Maille et Associés Architectes
Rue Saint-Paul O
Rue de la Capitale
Rue de la Capitale
Place Royale
Place Royale
Place Royale

Mise à jour le 1er juin 2021
Modification apporté au document, le 18 juin 2021 (suite aux négociations avec le CHUM, le 1er juin 2021)
Modification apporté au document, le 9 juillet 2021 (suite aux négociations avec le CHUM, le 7 juillet 2021)

Note importante : après négociation avec le CHUM nous avons convenu de facturer 2 années d'inflation au CHUM (3%/ année)

PROJET ST-DENIS - CHUM - LOT G BILAN 10000					**PTI 2020**	**PTI 2021**	**PTI 2022**	**PTI 2023**	**PTI 2023 (Avec retrait du 30% de la quote-part Ville pour la zone en rose)**	**PTI 2024**	**PTI 2025**	**Inflation 3% par an de tout le projet**	**Inflation 3% par an assumé par la Ville pour travaux en 2023 à 2025 y comrpis 1an d'inflation non assumé par le CHUM**	**2 ans d'inflation à 3% assumé par le CHUM pour travaux en 2023 (sans retrait du 30% de la quote-part Ville pour la zone en rose)**	**2 ans d'inflation à 3% assumé par le CHUM pour travaux en 2023 (Avec retrait de 30% de la quote-part Ville pour la zone en rose)**	**Commentaires**
COÛTS DES TRAVAUX																
Sanguinet				1 163 271,00 $	- $	- $	- $	1 163 271,00 $	1 163 271,00 $	$	- $	107 866,63 $	35 955,54 $	71 911,09 $	71 911,09 $	**100% des travaux sont assumés par le CHUM.Par contre, il assume uniquement 70% du taux d'inflation(2 années sur 3) et la ville assume le 30% restant.**
Sanguinet				451 799,06 $				451 799,06 $	451 799,06 $			41 893,97 $	41 893,97 $	- $	- $	**100% des travaux assumés par la Ville**
René-Lévesque				1 200 168,75 $	- $	- $	- $	1 200 168,75 $	1 200 168,75 $	$	- $	111 288,05 $	55 644,03 $	55 644,02 $	55 644,02 $	**50% des travaxu est assumé par le CHUM. Par contre pour l'inflation le CHUM assume 2 années uniquement**
René-Lévesque				821 933,75 $				821 933,75 $	821 933,75 $			76 215,45 $	76 215,45 $	- $	- $	**100% des travaux assumés par la Ville**
St-Denis				3 558 516,88 $	- $	- $	- $	0 $	- $	3 558 516,88 $	- $	446 625,22 $	446 625,22 $	- $	- $	**100% des travaux assumés par la Ville**
TOTAL COÛTS DES TRAVAUX :				**7 195 689,44 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**3 637 172,56 $**	**3 637 172,56 $**	**3 558 516,88 $**	**- $**	**783 889,32 $**	**656 334,21 $**	**127 555,11 $**	**127 555,11 $**	
HONORAIRES PROFESSIONNELS																
Avant-projet définitif (APD)				100 000,00 $	60 652,00 $	- $	100 000,00 $	- $	- $	- $	- $	6 090,00 $	6 090,00 $	- $	- $	**100% assumé par la Ville**
Plans et devis				440 000,00 $	- $		400 000,00 $	10 000,00 $	10 000,00 $	10 000,00 $	20 000,00 $	29 727,85 $	29 727,85 $	- $	- $	**100% assumé par la Ville**
Surveillance de travaux				550 000,00 $	- $	- $	- $	250 000,00 $	250 000,00 $	250 000,00 $	50 000,00 $	62 522,65 $	62 522,65 $	- $	- $	**100% assumé par la Ville**
Agent de liaison (25h/sem durée des travaux)				150 000,00 $	- $	- $	- $	70 000,00 $	70 000,00 $	70 000,00 $	10 000,00 $	16 869,25 $	16 869,25 $	- $	- $	**100% assumé par la Ville**
Énergir				20 000,00 $	3 900,00 $	- $	15 000,00 $	0 $	0 $	5 000,00 $	- $	1 541,04 $	1 541,04 $	- $	- $	**100% assumé par la Ville**
Autres expertises (provisionnel)				25 000,00 $	- $		10 000,00 $	10 000,00 $	10 000,00 $	5 000,00 $	- $	2 163,81 $	2 163,81 $	- $	- $	**100% assumé par la Ville**
TOTAL HONORAIRES PROFESSIONNELS :				**1 285 000,00 $**	**64 552,00 $**	**- $**	**525 000,00 $**	**340 000,00 $**	**340 000,00 $**	**340 000,00 $**	**80 000,00 $**	**118 914,60 $**	**118 914,60 $**	**- $**	**- $**	
INCIDENCES																
Travaux utilités publiques (CSEM, Bell, Énergir)				65 000,00 $	- $	- $	- $	25 000,00 $	25 000,00 $	40 000,00 $	- $	7 338,53 $	5 793,08 $	**1 545,45 $**	**1 545,45 $**	**100% de cette incidence est assumée par le CHUM + 2 années inflations**
Contrôle environnemental des sols (provisionnel)				20 000,00 $	- $	- $	- $	10 000,00 $	7 000,00 $	10 000,00 $	- $	2 182,36 $	1 564,17 $	**618,19 $**	**432,73 $**	
Contrôle qualitatif des matériaux (3,0% valeur des travaux)				177 658,70 $	- $	- $	- $	88 829,35 $	62 180,55 $	88 829,35 $	- $	19 385,75 $	13 894,50 $	**5 491,25 $**	**3 843,88 $**	
Marquage et signalisation (Atelier Rosemont)				30 000,00 $	- $	- $	- $	15 000,00 $	10 500,00 $	15 000,00 $	- $	3 273,55 $	2 346,27 $	**927,28 $**	**649,10 $**	
Communication (Chantier)				25 000,00 $	- $	- $	- $	12 500,00 $	8 750,00 $	12 500,00 $	- $	2 727,94 $	1 955,21 $	**772,73 $**	**540,91 $**	
Gestion des impacts				55 000,00 $	- $	- $	- $	27 500,00 $	19 250,00 $	27 500,00 $	- $	6 001,49 $	4 301,49 $	**1 700,00 $**	**1 190,00 $**	
Feux de circulation et éclairage temporaire (Atelier Rosemont)				45 000,00 $	- $	- $	- $	22 500,00 $	15 750,00 $	22 500,00 $	- $	4 910,31 $	3 519,40 $	**1 390,91 $**	**973,64 $**	Le CHUM assume les incidences + 2 ans d'inflation (le CHUM assume 70% du montant et la Ville 30%)
Supervision archéologique				- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	
Autres services				50 000,00 $	- $	- $	10 000,00 $	20 000,00 $	14 000,00 $	20 000,00 $	- $	4 973,72 $	3 737,36 $	**1 236,36 $**	**865,45 $**	
TOTAL INCIDENCES :	**6%**			**467 658,70 $**	**- $**	**- $**	**10 000,00 $**	**221 329,35 $**	**162 430,55 $**	**236 329,35 $**	**- $**	**50 793,65 $**	**37 111,48 $**	**13 682,17 $**	**10 041,15 $**	**Le total incidences+ inflation d'incidences assumé par le CHUM = 172 471,70 $**
GRAND TOTAL hors taxes :				**8 948 348,14 $**	**64 552,00 $**	**- $**	**535 000,00 $**	**4 198 501,91 $**	**4 139 603,11 $**	**4 134 846,23 $**	**80 000,00 $**	**953 597,57 $**	**812 360,29 $**	**141 237,28 $**	**137 596,26 $**	
Sous totaux avec inflation :							**567 581,50 $**	**4 587 816,40 $**	**4 523 456,08 $**	**4 653 805,85 $**	**92 741,93 $**					
GRAND TOTAL avec inflation :				**9 901 945,71 $**												


Yelle Maillé et Associés Architectes
Rue Saint-Paul O
Rousseau Boyce Avocats
John Fluevog Shoes
Magasin de chaussures
Ruelle Chapdelaine
Rue Saint-Paul O
North Pole Furs
Le Petit
Place Royale
Atelier-Boutique Denis Gagnon
Magasin de vêtements pour femmes
CIL International
Rue de la Capitale
Rue de la Capitale
Place Royale
Place Royale
Pointe-à-Callière - Boutique du Musée
Boutique de cadeaux
ce d'Youville

Dossier décisionnel

Grille d’analyse Montréal 2030

Version : juillet 2021

Le présent document constitue la grille d’analyse Montréal 2030 devant être remplie par les responsables des dossiers décisionnels pour compléter la rubrique « Montréal 2030 ».

Pour vous aider dans cet exercice, vous pouvez en tout temps vous référer au document « Guide d’accompagnement - Grille d’analyse Montréal 2030 » mis à votre disposition dans la section « Élaboration des dossiers décisionnels (GDD) » de l’intranet. Ce guide d’accompagnement vous fournit de plus amples informations sur le contexte de cet exercice, l’offre d’accompagnement, comment compléter la rubrique « Montréal 2030 » et la présente grille d’analyse ainsi qu’un glossaire.

Veuillez, s’il vous plaît, ne pas inclure la première page de ce document dans la pièce jointe **en format PDF**.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Les priorités Montréal 2030 ne s'appliquent pas au dossier en raison de la nature contractuelle du présent sommaire. Il s'agit d'un Addenda#1 à l'entente de 2008 réalisé pour faciliter la clôture du projet du CHUM en réalisation depuis plus d'une dizaine d'années.*			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? «***s. o***» *Toutefois, les caractéristiques du projet du CHUM respectent plusieurs critères de performance importants en matière de développement durable, notamment par sa localisation centrale dans une zone urbaine à mettre en valeur, la mixité des fonctions, la réhabilitation de bâtiments existants, la densité de construction, la présence de moyens de transport alternatifs à l'auto, la contribution du projet au développement du secteur.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** «***s. o***» *À la suite de la signature de l'Entente de 2008, la Ville a décidé de bonifier l'aménagement du domaine public plutôt que de le remettre en état, pour répondre aux besoins fonctionnels du nouveau centre hospitalier de l'Université de Montréal et pour lui*			

donner une signature distinctive concordante à l'importance de cet équipement ainsi que pour répondre aux objectifs de la Ville de Montréal en matière de changement climatique, de santé, d'accessibilité universelle, de verdissement, d'augmentation de la part modale en transport actif, de mise en valeur du patrimoine et d'amélioration de la qualité de vie des citoyens.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 *Ce dossier n'est pas susceptible d'accroître, maintenir ou réduire les émissions de GES.*			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? «***s. o***»			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? «***s. o***» *Test climat pour les projets et programmes d'envergure.*			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**

c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1216006002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Projets urbains
Objet :	Autoriser le projet d'Addenda #1 relatif à l'entente de 2008 convenu entre la Ville de Montréal et le Centre hospitalier de l'université de Montréal (CHUM) portant sur la réalisation et le financement des aménagements et des travaux d'infrastructures municipaux liés à la construction du CHUM (CG08 0336) / Autoriser la réception d'une somme de 3 984 330,18 $, avant taxes

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Le présent addenda #1 est approuvé quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

2021-07-16 Ville de Mtl_ CHUM Addenda VF 2 (addenda visée).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 438-825-0355

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-02

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : (514) 501-6487
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

16 juillet 2021

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ADDENDA #1

À L'ENTENTE PORTANT SUR LA RÉALISATION ET LE FINANCEMENT DES AMÉNAGEMENTS ET DES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES MUNICIPAUX LIÉS À LA CONSTRUCTION DU CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (RÉSOLUTION CG 08 0336)

ENTRE

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son hôtel de Ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après désignée la « **Ville** »

ET

CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, personne morale ayant une place d'affaires au 3825, rue Saint-Urbain, Montréal, Québec, agissant et représentée par Dr Fabrice Brunet, son président-directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 874294499
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1021076780

Ci-après désignée le « **CHUM** »

Ci-après individuellement ou collectivement désignées une « **Partie** » ou les « **Parties** »

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une entente en 2008 portant sur la réalisation et le financement des aménagements et des travaux d'infrastructures municipaux liés à la construction du centre hospitalier de l'Université de Montréal, une telle entente ayant été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville en vertu de la résolution CG08 0336 (ci-après, l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE l'Entente prévoyait les conditions et les principes de partage de la maîtrise d'œuvre relative à ces travaux ainsi qu'un partage du coût des travaux d'infrastructures souterraines énoncés à l'Annexe A et B de l'Entente, incluant la remise en état des aménagements du domaine public;

ATTENDU QUE, suivant la signature de l'Entente, la Ville a décidé de bonifier l'aménagement du domaine public plutôt que de simplement le remettre en état, pour répondre aux besoins fonctionnels du nouveau centre hospitalier de l'Université de Montréal et pour lui donner une signature distinctive concordant à l'importance de cet équipement ainsi que pour répondre aux objectifs de la Ville en matières de changement

climatique, de santé, de verdissement, d'augmentation de la part modale en transport actif, de mise en valeur du patrimoine et d'amélioration de la qualité de vie des citoyens;

ATTENDU QU'en vertu de l'Entente, le CHUM remboursait à la Ville 50% du coût réel de certains travaux énoncés à l'Entente, et ce, selon l'état d'avancement des travaux et sur présentation de factures émises par la Ville;

ATTENDU QUE pour les travaux qu'il reste à réaliser conformément à l'Entente telle que modifiée en vertu du présent Addenda #1, le CHUM désire plutôt payer à la Ville une somme forfaitaire pour la part des coûts qu'il s'est engagé à assumer en vertu de l'Entente;

ATTENDU QUE le CHUM, avec l'accord du ministère de la Santé et des Services sociaux, a soumis à la Ville une proposition de contribution financière pour couvrir partiellement le coût de tels travaux de bonification de l'aménagement du domaine public aux abords du CHUM non prévu dans l'Entente;

ATTENDU QUE les Parties conviennent qu'il est donc nécessaire de modifier l'Entente afin de tenir compte de ce qui précède.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule ainsi que les annexes C et D font partie intégrante du présent Addenda #1. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de l'Addenda #1 a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

L'Entente est modifiée par :

2.1 le retrait des mots « réaliser et à » au début de l'article 3.2;

2.2 l'ajout de ce qui suit au début des articles 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 4.1 et 4.2 :

« sauf pour les travaux énoncés à l'article 3.15, »

2.3 la suppression des articles 3.5 à 3.11 étant entendu que la numérotation des autres articles de l'Entente n'est pas modifiée;

2.4 l'ajout de l'article 3.15 suivant :

« verser à la Ville, dans les soixante (60) jours suivant la réception d'une facture de cette dernière, une somme totale de 2 063 382,18$, plus toutes les taxes applicables, en paiement des travaux suivants énoncés aux articles

1, 2 et 4 de l'Annexe A à être réalisés par la Ville (ci-après, le « **Montant forfaitaire** ») :

- les travaux d'infrastructures de la rue Sanguinet entre la rue de la Gauchetière et le côté sud du boulevard René Lévesque non réalisés à la date de signature de l'Addenda #1 (sur une distance approximative de 45 m) ainsi que la démolition du tunnel de service souterrain Sanguinet;

- les travaux d'infrastructures du boulevard René-Lévesque, entre la rue Sanguinet et la rue Saint-Denis; »

2.5 l'ajout de l'article 3.16 suivant :

« contribuer au paiement des travaux de bonification de l'aménagement du domaine public aux abords du CHUM réalisés ou à être réalisés, et énoncés aux annexes C et D en versant à la Ville, une somme forfaitaire d'un million neuf cent vingt mille neuf cent quarante-huit dollars (1 920 948 $), plus toutes les taxes applicables, dans les soixante (60) jours suivant la réception d'une facture de la Ville; »

2.6 le remplacement des mots « à l'article 2 » de l'article 4.1 par les mots suivants :

« aux articles 2 et 4 »

2.7 l'ajout de l'article 4.4 suivant :

« réaliser les travaux énoncés aux article 3.15 et 3.16 dans un délai maximal de dix (10) ans suivant la signature des présentes (ci-après, l' « **Échéance** »); »;

2.8 l'ajout de l'article 4.5 suivant :

« dans les soixante (60) jours de l'Échéance, rembourser au CHUM toute somme versée par ce dernier à la Ville conformément aux articles 3.15 et 3.16 qui n'aurait pas été engagée par la Ville suite à l'annulation ou au report éventuel de certains travaux qui y sont énoncés; »

2.9 le remplacement de l'article 9.5 par l'article suivant :

« AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente entente doit être expédié par écrit comme suit :

Pour la Ville :

Directeur du Service des infrastructures et du réseau routier
801, rue Brennan
Montréal (Québec) H3C 0G4

Pour le CHUM :

Directeur des services techniques
Pavillon S
850, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2X 0A9

Toute facture doit être transmise aux Comptes fournisseurs, à la même adresse. »

2.10 l'ajout de ce qui suit au début de l'article 1 de l'Annexe A :

« sauf pour les travaux spécifiquement énoncés à l'article 3.15. »

2.11 l'ajout de ce qui suit à la suite des mots « à l'égard de la rue concernée » à la fin de l'article 2 de l'Annexe A :

« sous réserve de ce qui est prévu à l'article 3.15 pour les travaux qui y sont énoncés. »

2.12 l'ajout de l'article 4 suivant à l'annexe A :

« **4. Travaux de démolition du tunnel de service souterrain sous la rue Sanguinet** :

4.1 Les travaux prévus au tableau ci-dessous seront réalisés par la Ville.

Rue	**Travaux**
Sanguinet, entre de la Gauchetière et René-Levesque	Démolition du tunnel de service souterrain reliant l'édifice Édouard-Asselin à l'ancien hôpital Saint-Luc (ci-après, le « **Tunnel** »)

4.2 Les coûts de ces travaux assumés par le CHUM et acceptés par la Ville sont inclus au Montant forfaitaire.

4.3 Les Parties reconnaissent que la Ville a inclus au Montant forfaitaire une contingence de conception de 131 940$ et la contingence de construction de 19 791$ qui s'y rattache. Le montant total de contingences s'élève donc à 151 731$ (ci-après, les « **Contingences reliées au Tunnel** »).

Ces Contingences reliées au Tunnel serviront à payer les travaux suivants, le cas échéant :

a) Travaux de décontamination exécutés par la Ville s'ils n'ont pas été exécutés par le CHUM ou s'il n'a pas fourni les documents requis pour confirmer de façon détaillée que ces travaux ont été réalisés de manière à dégager la Ville de toute responsabilité en ce qui concerne tout travail de décontamination qui pourrait être requis lors des travaux de démolition du Tunnel, et;

b) Travaux de renforcement et d'étanchéisation du mur construit à l'extrémité ouest du Tunnel (près du Pavillon Édouard-Asselin) requis avant les travaux de remplissage et de compaction qui seront réalisés par la Ville suite à la démolition du Tunnel.

4.4 Les Parties conviennent d'appliquer les modalités suivantes à l'égard des Contingences reliées au Tunnel :

a) La Ville accepte d'isoler la valeur des Contingences reliées au Tunnel et de l'indiquer séparément dans la facture qu'elle présentera au CHUM pour le Montant forfaitaire.

b) Si le CHUM transmet à la Ville, avant l'émission de la facture énoncée au paragraphe a), les informations établissant, à la satisfaction de la Ville, qu'une partie ou la totalité des travaux prévus à l'article 4.3 n'ont pas à être réalisés, la Ville réduira le montant des Contingences reliées au Tunnel en conséquence.

c) Si la Ville détermine, après l'émission de la facture énoncée au paragraphe a), que les travaux prévus à l'article 4.3 ne sont pas requis, en tout ou en partie, elle s'engage à rembourser au CHUM, dans un délai de soixante (60) jours après cette détermination, les Contingences reliées au Tunnel au prorata des travaux non requis. »;

2.13 l'ajout des Annexes C et D jointes au présent Addenda # 1.

ARTICLE 3
DISPOSITIONS FINALES

3.1 La Ville reconnaît que le versement par le CHUM à la Ville du Montant forfaitaire, tel qu'il pourra être ajusté conformément à l'article 4 de l'Annexe A, et de la somme prévue à l'article 3.16 constitue le paiement final et intégral de toutes les sommes dues par le CHUM en vertu l'Entente telle que modifiée en vertu du présent Addenda #1.

3.2 Le présent Addenda #1 prend effet à sa signature par les Parties.

3.3 Tous les autres termes et conditions de l'Entente continuent de s'appliquer et demeurent inchangés.

[*Les signatures se trouvent à la page suivante*]

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, assistant-greffier

Le _____ 2021.

CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Par : _____
Dr Fabrice Brunet, président-directeur général

Le _____ 2021.

Cet addenda a été approuvé par la résolution CM21 _____ adoptée lors de la séance du conseil municipal du _____ 2021.

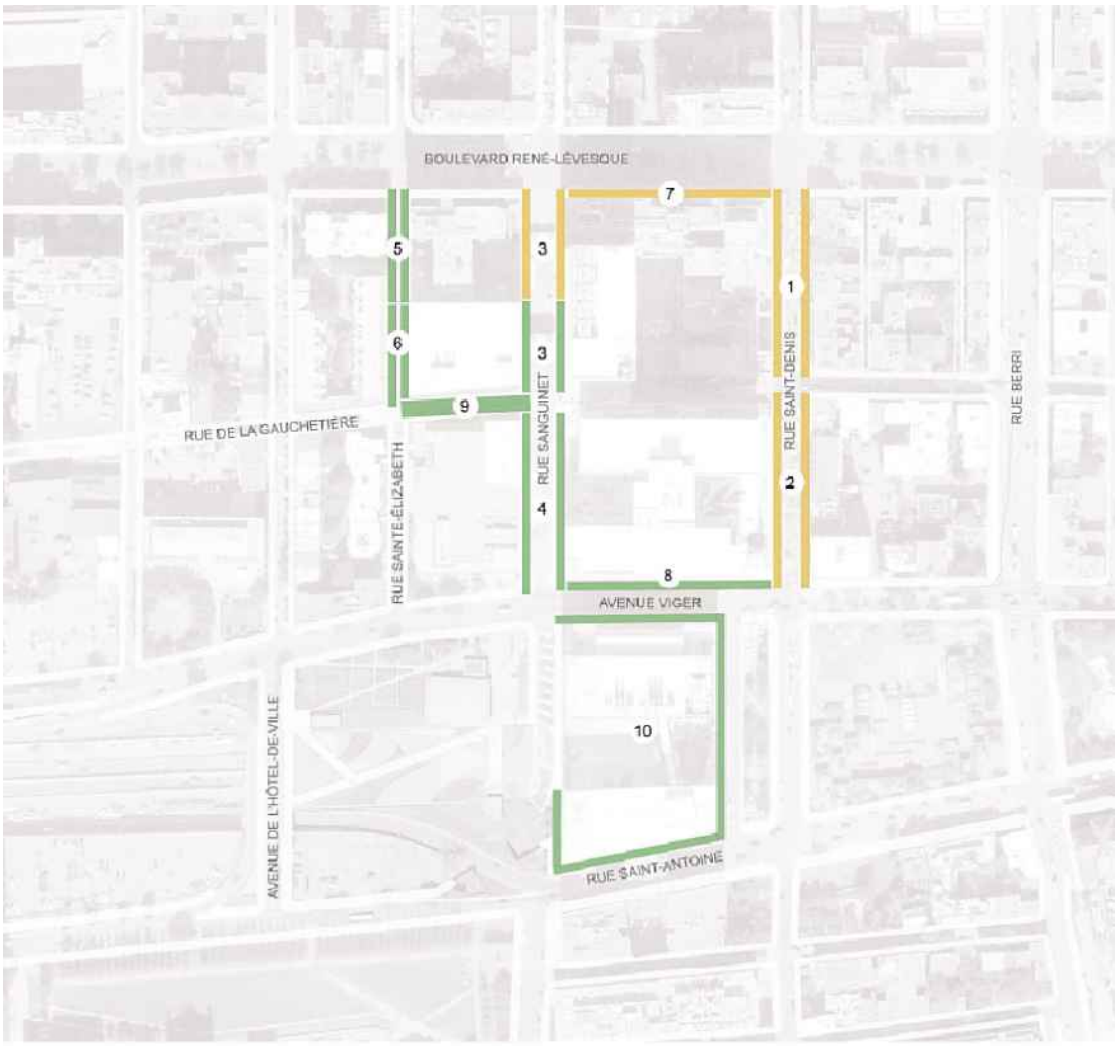
ANNEXE C

Travaux de bonification de l'aménagement du domaine public aux abords du CHUM

No	Tronçon de rues	Superficie (m^2)	Montant ($) assumé par le CHUM et accepté par la Ville	Numéro de lot concerné
1	**Saint-Denis, entre René-Lévesque et de la Gauchetière**			
	Trottoir ouest	420	252 000 $	1
	Trottoir est	250	-	1
2	**Saint-Denis, entre de la Gauchetière et Viger**			
	Trottoir ouest	428	-	2
	Trottoir est	255	-	2
3	**Sanguinet, entre René-Lévesque et de la Gauchetière**			
	Trottoir ouest	428	256 800 $	3
	Trottoir est	407	244 200 $	3
4	**Sanguinet, entre de la Gauchetière et Viger**			
	Trottoir ouest	380	114 000 $	4
	Trottoir est	361	108 300 $	4
5	**Sainte-Élisabeth, entre René-Lévesque et coin nord bâtiment A'**			
	Trottoir ouest	101	-	5
	Trottoir est	106	11 970 $	5
6	**Sainte-Élisabeth, entre coin nord bâtiment A' et de la Gauchetière**			
	Trottoir ouest	97	-	6
	Trottoir est	103	11 970 $	6
7	**René-Lévesque, entre Sanguinet et Saint-Denis**			
	Trottoir sud	570	-	7
8	**Viger, entre Sanguinet et Saint-Denis**			
	Trottoir nord	467	-	8
9	**De la Gauchetière, entre Sanguinet et Sainte-Élisabeth**		73 895 $	
	Trottoir nord	123	-	9
	Reste de la rue	567	-	9
	Contingences et honoraires		-	
10	**CRCHUM**		620 955 $	10
11	**Éclairage**		226 858 $	
12	Contingences et honoraires		-	
	Sous-total (excluant les taxes applicables)		**1 920 948 $**	

ANNEXE D

Travaux de bonification de l'aménagement du domaine public aux abords du CHUM admissibles



TRAVAUX DE RÉFECTION DES TROTTOIRS - CHUM

TRAVAUX

Réalisés — À venir

TRONÇON DE RUE

1	Saint-Denis, entre René-Lévesque et De la Gauchetière
2	Saint-Denis, entre De la Gauchetière et Viger
3	Sanguinet, entre René-Lévesque et De la Gauchetière
4	Sanguinet, entre De la Gauchetière et Viger
5	Sainte-Élizabeth, entre René-Lévesque et coin nord bâtiment A'
6	Sainte-Élizabeth, entre coin nord bâtiment A' et De la Gauchetière
7	René-Lévesque, entre Sanguinet et Saint-Denis
8	Viger, entre Sanguinet et Saint-Denis
9	De la Gauchetière, entre Sanguinet et Sainte-Élizabeth
10	CRCHUM

LE 21 MARS 2019

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1216006002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Projets urbains
Objet :	Autoriser le projet d'Addenda #1 relatif à l'entente de 2008 convenu entre la Ville de Montréal et le Centre hospitalier de l'université de Montréal (CHUM) portant sur la réalisation et le financement des aménagements et des travaux d'infrastructures municipaux liés à la construction du CHUM (CG08 0336) / Autoriser la réception d'une somme de 3 984 330,18 $, avant taxes

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification GDD 1216006002_Revenus.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-07

Cynthia MARLEAU
Conseillère budgétaire

Tél : 515 872-7652
Division : Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.022

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1212837002

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau (ci-après la "SPJD") à signer les trois ententes modifiées et mises à jour relatives à la tenue du Grand Prix du Canada permettant le maintien du Grand Prix de Formule 1 à Montréal pour la période du 1er janvier 2030 au 31 décembre 2031 en plus de cautionner les obligations de la SPJD découlant de ces ententes. Les ententes sont la Convention de bail entre SPJD et 9273-4670 Québec inc., l'Entente de financement entre SPJD et Formula One World Championship ainsi que le Protocole d'entente amendé entre les bailleurs de fonds. Autoriser le versement d'une contribution à la SPJD pour un montant total de 3 400 000 $ pour les années 2030-2031 (1 666 666,67 $ pour 2030 et 1 733 333,33 $ pour 2031) pour les droits de course. Autoriser un ajustement à la base budgétaire de 162 000 $ récurrent à compter de 2030 et de 66 700 $ récurrent à compter de 2031.

1- Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau (ci-après la "SPJD") à signer les trois ententes modifiées et mises à jour relatives à la tenue du Grand Prix du Canada permettant le maintien du Grand Prix de Formule 1 à Montréal pour la période du 1er janvier 2030 au 31 décembre 2031 en plus de cautionner les obligations de la SPJD découlant de ces ententes. Les ententes sont la Convention de bail entre SPJD et 9273-4670 Québec inc., l'Entente de financement entre SPJD et Formula One World Championship ainsi que le Protocole d'entente amendé entre les bailleurs de fonds.
2- Autoriser le versement d'une contribution à la SPJD pour un montant total de 3 400 000 $ pour les années 2030-2031 (1 666 666,67 $ pour 2030 et 1 733 333,33 $ pour 2031) pour les droits de course.

3- Autoriser un ajustement à la base budgétaire de 162 000 $ récurrent à compter de 2030 et de 66 700 $ récurrent à compter de 2031.

4- Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-30 09:13

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1212837002**

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau (ci-après la "SPJD") à signer les trois ententes modifiées et mises à jour relatives à la tenue du Grand Prix du Canada permettant le maintien du Grand Prix de Formule 1 à Montréal pour la période du 1er janvier 2030 au 31 décembre 2031 en plus de cautionner les obligations de la SPJD découlant de ces ententes. Les ententes sont la Convention de bail entre SPJD et 9273-4670 Québec inc., l'Entente de financement entre SPJD et Formula One World Championship ainsi que le Protocole d'entente amendé entre les bailleurs de fonds. Autoriser le versement d'une contribution à la SPJD pour un montant total de 3 400 000 $ pour les années 2030-2031 (1 666 666,67 $ pour 2030 et 1 733 333,33 $ pour 2031) pour les droits de course. Autoriser un ajustement à la base budgétaire de 162 000 $ récurrent à compter de 2030 et de 66 700 $ récurrent à compter de 2031.

CONTENU

CONTEXTE

Le parc Jean-Drapeau accueille le Grand Prix de Formule 1 du Canada depuis 1978. La Société du parc Jean-Drapeau est le mandataire de la Ville de Montréal pour la tenue de cet événement sportif et, à cet égard, gère les trois ententes signées le 21 novembre 2014, lesquelles prévoyaient un terme de douze ans, soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2029.
Afin d'assurer la pérennité du Grand Prix et la présentation du Grand Prix de Formule 1 du Canada, des modifications doivent être apportées aux trois ententes suivantes :

- Convention de bail entre la SPJD et le Groupe de course Octane pour la location du circuit

- L'entente de financement entre la SPJD et Formula One World Championship (FOWC)

- Protocole d'entente amendé entre la SPJD, le gouvernement du Québec, l'Agence du développement économique du Canada pour les régions du Québec et l'Office des congrès et du tourisme du Grand Montréal inc.

De plus, la Ville de Montréal doit effectuer une mise à jour du cautionnement en faveur de FOWC et de Groupe de course Octane inc. en vertu des ententes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CA 2021-55 Séance du 19 août 2021 - Approuver le texte des trois ententes modifiées et mises à jour relatives à la tenue du Grand Prix du Canada et permettant le maintien du Grand Prix de Formule 1 à Montréal pour la période additionnelle du 1er janvier 2030 au 31 décembre 2031, et d'autoriser la directrice générale à signer lesdites ententes modifiées et mises à jour.
- CG17 0373 Séance du 28 août 2017 : Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) à signer les projets d'ententes modifiées et mises à jour relatives à la tenue du Grand Prix du Canada permettant le maintien du Grand Prix de Formule 1 à Montréal, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2029, en plus de cautionner les obligations de la SPJD découlant de ces ententes
- CA2017-35 – Séance du 31 mai 2017 : Autoriser le directeur général à signer les trois ententes modifiées permettant le maintien du Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2029.
- CG14 0312 Séance du 19 juin 2014 : Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau à signer les trois ententes de renouvellement permettant le maintien du Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal, pour une durée de dix ans, soit du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2024.

DESCRIPTION

Dans le cadre du transfert des actifs de la compagnie Groupe de course Octane inc. à 9253-4270 Québec inc. le 30 avril 2021 et de l'entente permettant la prolongation du Grand Prix pour les années 2030 et 2031, des modifications ont été apportées aux trois ententes actuellement en vigueur :

Société du parc Jean-Drapeau et Groupe de course Octane (Octane) – convention de bail modifiée et mise à jour concernant la location du circuit Gilles-Villeneuve.

- Prolongation du terme de l'entente de deux (2) ans, soit pour 2030 et 2031

- Modification à l'annexe 2.2 pour les coûts afférents à la location du circuit Gilles-Villeneuve

Société du parc Jean-Drapeau et Formula One World Championship (FOWC) – entente de financement modifiée et mise à jour relative au Formula 1 Grand Prix du Canada

- Prolongation du terme de l'entente de deux (2) ans, soit pour 2030 et 2031

- Ajustement des droits de course à 25 M$ pour 2030 et à 26 M$ pour 2031.

Société du parc Jean-Drapeau et gouvernement du Québec, gouvernement du Canada et Tourisme Montréal – protocole d'entente concernant le financement du Formula 1 Grand Prix du Canada

- Prolongation du terme de l'entente de deux (2) ans, soit pour 2030 et 2031

- Ajustement des droits de course à 25 M$ pour l'année 2030 et à 26 M$ pour 2031.

- Ajustement de l’annexe E et notamment des sommes maximales des coûts admissibles et autorisés par le gouvernement du Canada (DEC) pour les années 2030 et 2031

JUSTIFICATION

La prolongation d'une durée de deux (2) ans des ententes viennent remplacer les deux années de courses qui n'ont pas pu se tenir à Montréal à cause de la pandémie à la COVID-19, soit 2020 et 2021.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les montants de la contribution pour les droits de courses payables par les bailleurs de fonds pour les deux années supplémentaires à l'entente sont basés sur la quote-part entendue lors de l'entente initiale :

· Développement économique Canada 17 000 000 $
· Tourisme Montréal 17 000 000 $
· Tourisme Québec 13 600 000 $
· Ville de Montréal 3 400 000 $
Total : 51 000 000 $

Le coût total de cette contribution financière de 3 400 000 $ pour les années 2030-2031 (1 666 666,67 $ pour 2030 et 1 733 333,33 $ pour 2031) sera comptabilisé au budget de fonctionnement des chapitres corporatifs.

Ce dossier présente un impact récurrent sur le cadre financier à compter de 2030.

Ainsi, un ajustement à la base budgétaire des chapitres corporatifs est requis pour un montant de 162 000 $ récurrent à compter de 2030 et de 66 700 $ récurrent à compter de 2031.

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La signature des modifications des ententes du Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal assure à Montréal une visibilité importante sur la scène internationale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision tardive ou défavorable à l'égard de la demande du présent dossier aurait pour conséquence de nuire aux règlements des trois (3) ententes.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les courses de 2020 et 2021 n'ont pas pu se tenir en raison des mesures sanitaires.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications seront coordonnées, au besoin, avec la direction des communications de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 8 septembre 2021
Conseil municipal : 27 septembre 2021
Conseil d'agglomération : 30 septembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François J MATHIEU
Directeur des finances et administration

Tél : 872-7326
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-19

Jean-François J MATHIEU
Directeur Finances et admnistration

Tél : 514-872-7326
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle - Ext BONNEAU
Directrice Générale
Tél : 514-872-5574
Approuvé le : 2021-08-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Isabelle - Ext BONNEAU
Directrice Générale
Tél : 514-872-5574
Approuvé le : 2021-08-27

AMENDEMENT À LA CONVENTION DE BAIL MODIFIÉE ET MISE À JOUR CONCERNANT LA LOCATION DU CIRCUIT GILLES-VILLENEUVE

ENTRE :	**SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU**, personne morale existant en vertu des lois du Québec, ayant son siège social au pavillon du Canada, 1, circuit Gilles Villeneuve, Montréal (Québec) H3C 1A9, ci-après nommée le « **Bailleur** »
ET :	**9253-4270 QUÉBEC INC.**, société constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (Québec), ayant son siège social au 200 circuit Gilles-Villeneuve, Montréal (Québec) H3C 1A9, ci-après nommée le « **Locataire** »

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE les parties ont conclu une Convention de bail modifiée et mise à jour concernant la location du circuit Gilles-Villeneuve le 31 octobre 2017 (ci-après nommée la « Convention de bail »);

ATTENDU QUE le 5 mai 2021, le comité exécutif de la Ville de Montréal a approuvé au moyen d'une résolution la signature par le Bailleur d'un addenda à la Convention de bail, aux termes duquel le Bailleur a consenti à la cession de la Convention de bail d'Octane Racing Group Inc. à 9253-4270 Québec Inc. et à un changement de contrôle de 9253-4270 Québec Inc;

ATTENDU QUE le 31 octobre 2017, le Bailleur et Formula One World Championship Limited (ci-après nommée « FOWC ») ont conclu une entente de financement modifiée et mise à jour relative aux ententes de financement visant le Formula 1 Grand Prix du Canada pour les années 2017 à 2029 inclusivement (ci-après nommée l'« Entente de financement »);

ATTENDU QUE le 28 avril 2021, le Bailleur et FOWC ont conjointement annoncé que l'événement Formula 1 Grand Prix du Canada qui devait se tenir en 2021 a été annulé en raison de conditions imposées par les autorités de santé publique au Canada dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19;

ATTENDU QUE le Bailleur et FOWC se sont entendu aux fins de prolonger l'Entente de financement pour les années 2030 et 2031 dans une Modification à l'entente de financement modifiée et mise à jour datée du 31 octobre 2017 intervenue le 26 avril 2021 (ci-après nommée la « Modification ») ;

ATTENDU QUE les parties doivent modifier la Convention de bail pour tenir compte de la Modification;

EN CONSÉQUENCE DE CE QUI PRÉCÈDE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
AMENDEMENTS

1.1 **Durée**
Les parties modifient l'article 9.1 de la Convention de bail en remplaçant les mots « 31 décembre 2029 » par « 31 décembre 2031 ».

1.2 **Renouvellement**
Les parties modifient l'article 9.2 de la Convention de bail en remplaçant les mots « période additionnelle de cinq (5) ans » par « période additionnelle de trois (3) ans » et en remplaçant les deux occurrences de « 2029 » par « 2031 ».

1.3 **Loyer annuel additionnel**
Les parties conviennent de remplacer l'Annexe 2.2 de la Convention de bail par l'Annexe 2.2 amendée jointe au présent amendement.

ARTICLE 2
DIVERS

2.1 **Successeurs**
Cet amendement lie les parties ainsi que leurs successeurs, ayants cause et cessionnaires autorisés respectifs;

2.2 **Loi applicable**
Cet Addenda est régi par les lois en vigueur dans la province de Québec.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ CET AMENDEMENT À LA DATE INDIQUÉE AU RAPPORT DE SIGNATURE.

SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU

_____
Nom : Isabelle Bonneau
Titre : Directrice générale

9253-4270 QUÉBEC INC.

_____
Nom : François Dumontier
Titre : Président et directeur général

Annexe 2.2
Loyer annuel additionnel de base

Année	Montant
Pour l'année qui suit immédiatement celle au cours de laquelle tombe la Date de livraison des paddocks (cette dernière année étant appelé **l'Année de livraison**) (2020)	4 029 078,54 $
Pour la deuxième année qui suit l'Année de livraison (2021)	4 109 660,11 $
Pour la troisième année qui suit l'Année de livraison (2022)	4 191 853,31 $
Pour la quatrième année qui suit l'Année de livraison (2023)	4 275 690,38 $
Pour la cinquième année qui suit l'Année de livraison (2024)	4 361 204,19 $
Pour la sixième année qui suit l'Année de livraison (2025)	4 448 428,27 $
Pour la septième année qui suit l'Année de livraison (2026)	4 537 396,84 $
Pour la huitième année qui suit l'Année de livraison (2027)	4 628 144,77 $
Pour la neuvième année qui suit l'Année de livraison (2028)	4 720 707,67 $
Pour la dixième année qui suit l'Année de livraison (2029)	4 815 121,82 $
Pour la onzième année qui suit l'Année de livraison (2030)	4 911 424,26 $
Pour la douzième année qui suit l'Année de livraison (2031)	5 009 652,74 $

MODIFICATION À L'ENTENTE DE FINANCEMENT MODIFIÉE ET MISE À JOUR DATÉE DU 31 OCTOBRE 2017 intervenue le _____ 2021.

ENTRE : **SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU**, organisation à but non lucratif constituée au moyen de lettres patentes et ayant son siège social au Pavillon du Canada, 1 Circuit Gilles-Villeneuve, Montréal (Québec) H3C 1A9;

ET : **FORMULA ONE WORLD CHAMPIONSHIP LIMITED,** personne morale constituée en vertu des lois de l'Angleterre et du Pays de Galles dont le numéro d'enregistrement est le 4174493, ayant son siège social au 2 St. James's Market, Londres, Royaume-Uni, SW1Y 4AH.

PRÉAMBULE :

A. ATTENDU QUE le 31 octobre 2017, les Parties ont conclu une entente de financement modifiée et mise à jour relative aux ententes de financement visant le Formula 1 Grand Prix du Canada pour les années 2017 à 2029 inclusivement (***Entente de financement***).

B. **ATTENDU QUE** le 28 avril 2021, les Parties ont conjointement annoncé que l'Événement qui devait se tenir en 2021 a été annulé en raison de conditions imposées par les autorités de santé publique au Canada dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.

C. **ATTENDU QUE** le 5 mai 2021, le comité exécutif de la Ville de Montréal a approuvé au moyen d'une résolution la signature par le Bailleur de fonds d'un addenda au Bail relatif au Circuit, aux termes duquel le Bailleur de fonds (en sa qualité de Bailleur) a consenti à la cession du Bail relatif au Circuit d'Octane Racing Group Inc. à 9253-4270 Québec Inc. et à un changement de contrôle de 9253-4270 Québec Inc.

D. **ATTENDU QU'**en contrepartie des engagements mutuels établis dans le présent document (***Modification***), le Bailleur de fonds et FOWC acceptent, selon les modalités fixées aux présentes, de prolonger l'Entente de financement pour les années 2030 et 2031.

EN CONSÉQUENCE, les Parties conviennent de ce qui suit :

1. Dans la présente Modification, sauf indication contraire, les termes clés ont le sens qui leur est attribué dans l'Entente de financement.

2. À moins d'indication contraire, un renvoi à un article est un renvoi à un article de la présente Entente de financement.

3. Le présent préambule fait partie intégrante de la présente Modification.

4. **La présente Modification entre en vigueur à la date à laquelle elle est signée par les Parties et datée (*Date de prise d'effet*), à l'exception des articles 6 à 9 de la présente Modification, lesquelles sont sous réserve de ce qui suit et ne prendront effet qu'au moment où :**

(a) le comité exécutif et le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal approuveront au moyen d'une résolution la signature par le Bailleur de fonds de la présente Modification, qui est une entente exécutoire, ce qui aura pour effet de prolonger la durée de l'Entente de financement d'une période additionnelle de deux (2) ans jusqu'au 31 décembre 2031;

(b) le comité exécutif et le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal approuveront au moyen d'une résolution la signature par le Bailleur de fonds (en sa qualité de Bailleur) d'une entente exécutoire, ce qui a pour effet de prolonger la durée du Bail relatif au Circuit d'une période additionnelle de deux (2) ans jusqu'au 31 décembre 2031; et

(c) le comité exécutif et le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal approuveront au moyen d'une résolution l'octroi par la Ville de Montréal d'un cautionnement écrit à FOWC à l'égard de toutes les obligations du Bailleur de fonds (en sa qualité de Bailleur) aux termes du Bail relatif au Circuit pendant une période additionnelle de deux (2) ans jusqu'au 31 décembre 2031.

5. Le Bailleur de fonds s'efforcera de satisfaire aux conditions qui figurent à l'article 4 de la présente Modification dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la Date de prise d'effet.

6. **Sous réserve de la satisfaction des conditions qui figurent à l'article 4 ci-dessus, l'Entente de financement sera modifiée afin d'être prolongée par la suite de deux (2) ans et elle expirera le 31 décembre 2031 (plutôt que le 31 décembre 2029) à moins d'une résiliation anticipée conformément à ses modalités. Pour éviter tout doute, l'Entente de financement s'applique également aux Événements inscrits au Calendrier du Championnat pour les années civiles 2030 et 2031.** Toute mention du mot « ***Durée*** » dans l'Entente de financement sera interprétée comme un renvoi à la Durée prolongée aux termes du présent article 6.

7. **Sous réserve de la satisfaction des conditions qui figurent à l'article 4 ci-dessus,** l'article 2.2 de l'Entente de financement sera modifié comme il est indiqué ci-dessous :

« Les Parties conviennent que la Durée de la présente Entente indiquée à l'article 2.1 ci-dessus peut être renouvelée pour une période additionnelle de trois (3) ans, la date d'expiration étant fixée au 31 décembre 2034, conformément aux modalités et conditions qui seront négociées entre les Parties agissant raisonnablement et avec diligence, et les Parties conviennent d'amorcer ces négociations au plus tard en janvier 2031 dans le but de conclure une entente avant l'Événement devant avoir lieu en 2031. »

8. **Sous réserve de la satisfaction des conditions qui figurent à l'article 4 ci-dessus,** toute mention du mot « *2029* » aux articles 3.3(a), 3.3(b) et 11.1(a) de l'Entente de financement sera supprimée et remplacée par le mot « *2031* » et les mots « *jusqu'en 2020* » à l'article 3.2(b) seront supprimés et remplacés par les mots « *jusqu'en 2025* ».

9. **Sous réserve de la satisfaction des conditions qui figurent à l'article 4 ci-dessus,** l'article 4.1 de l'Entente de financement sera modifié comme il est indiqué ci-dessous :

« 4.1 Sous réserve des modalités de la présente Entente, le Bailleur de fonds accepte de payer à FOWC, en dollars canadiens, un montant annuel pour chaque année civile allant de 2017 à 2031, inclusivement, égal au montant indiqué ci-dessous (chacun de ces montants annuels étant un ***Montant du paiement****) :*

(a) pour l'année 2017, le montant de dix-sept millions sept cent quatre-vingt-seize mille soixante-dix dollars canadiens et neuf sous (17 796 070,09 $ CA), déduction faite de toutes les taxes;

(b) pour chaque année ultérieure comprise dans la Durée jusqu'en 2029 inclusivement, le montant du paiement pour l'année antérieure (avant taxes) majoré annuellement de deux pour cent (2 %), déduction faite de toutes les taxes;

(c) pour l'année 2030, le montant de vingt-cinq millions de dollars canadiens (25 000 000,00 $ CA), déduction faite de toutes les taxes;

(d) pour l'année 2031, le montant de vingt-six millions de dollars canadiens (26 000 000,00 $ CA), déduction faite de toutes les taxes. »

10. **À compter de Date de prise d'effet, la définition de « Promoteur » à l'Annexe 1 sera modifiée comme il est indiqué ci-dessous :**

« Promoteur désigne i) pour la période entre le 31 octobre 2017 et le 5 mai 2021, Groupe de course Octane Inc.; ii) à compter du 6 mai 2021, 9253-4270 Québec Inc.; iii) toute autre Personne que FOWC choisit pour accueillir, présenter et promouvoir l'Événement et que le Bailleur de fonds approuve (une telle approbation ne devant pas être déraisonnablement refusée) ou, iv) si FOWC exerce ses droits de substitution aux termes du Bail relatif au Circuit, FOWC ou ses Sociétés affiliées. »

11. **FOWC confirme au Bailleur de fonds, comme il est requis à l'article 22 de l'Entente de financement, que selon le contrat de promotion de course intervenu avec 9253-4270 Québec Inc., 9253-4270 Québec Inc. (en sa qualité de Promoteur) est tenue de souscrire une assurance dans le cadre de l'Événement auprès d'un tiers assureur prévoyant des événements et des limites de garantie conformes aux exigences en matière d'assurance que FOWC impose aux promoteurs d'autres courses inscrites au Calendrier du Championnat et que la FIA doit juger acceptables.**

12. À compter de la Date de prise d'effet, les Parties conviennent de ce qui suit :

(a) chacune d'entre elles est libérée de ses obligations respectives aux termes de l'Entente de financement relativement aux Événements qui devaient se tenir en 2020 and 2021;

(b) elles libéreront l'autre Partie, ses Sociétés affiliées et ses dirigeants et administrateurs de l'ensemble des réclamations, droits d'actions ou recours qu'ils peuvent avoir contre l'autre Partie, ses Sociétés affiliées et ses dirigeants et administrateurs dans le cadre de l'Événement qui devait se tenir en 2021; et

(c) ni l'une ni l'autre ne peut de quelque façon que ce soit, réclamer ou favoriser, ou intenter ou faire intenter contre l'autre Partie, ses Sociétés affiliées ou ses dirigeants et administrateurs, une action ou une poursuite concernant l'Événement qui devait se tenir en 2021.

13. À la Date de prise d'effet, les Parties confirment que les modalités de l'Entente de financement et du Bail relatif au Circuit (comme il a été cédé à 9253-4270 Québec Inc.) continuent de s'appliquer et demeurent pleinement en vigueur.

14. La présente Modification s'applique à l'avantage des Parties aux présentes et de leurs successeurs et ayants droit et les lie.

15. La présente Modification est conclue conformément aux lois de la province de Québec et elle sera régie conformément à celles-ci. Chacune des Parties accepte que les tribunaux siégeant dans le district judiciaire de Montréal, au Québec, auront la compétence exclusive pour régler tout différend pouvant survenir relativement à la présente Modification, et chaque Partie se soumet irrévocablement à la compétence de ces tribunaux et renonce irrévocablement à tout droit qu'elle peut avoir de s'opposer à toute poursuite intentée devant ces tribunaux ou d'invoquer qu'une telle poursuite a été intentée devant un forum non conveniens ou que ces tribunaux ne sont pas compétents.

16. La présente Modification peut être signée en plusieurs exemplaires, chacun étant de la même forme et signé par une ou plusieurs parties aux présentes et chacun étant considéré comme un original. Ensemble, tous les exemplaires constituent une seule entente complète signée même s'ils ont été signés et remis à des moments différents. Une copie signée de la présente Modification transmise par DocuSign, par OneSpan, par facsimilé, par courriel ou par un autre moyen électronique sera réputée avoir le même effet juridique que la livraison d'une copie originale signée de la présente Modification.

17. La présente Modification sera rédigée et signée par les Parties en français et en anglais et ces deux versions sont opposables aux Parties. S'il y a divergence ou contradiction entre l'un ou l'autre des articles de ces deux versions, la priorité sera donnée à la version de l'article qui traduit le mieux l'intention et la volonté des Parties quant à la conclusion de la présente Modification. S'il est impossible de déterminer quelle version traduit le

mieux l'intention et la volonté des Parties, la version française de l'article en cause prévaudra.

ET les Parties ont dûment signé la présente Modification à la date inscrite au début des présentes.

SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU

Par : _____
Nom : Isabelle Bonneau
Titre : Directrice générale

FORMULA ONE WORLD CHAMPIONSHIP LIMITED

Par : _____
Nom :
Titre :

VARIATION TO THE AMENDED AND RESTATED FUNDING AGREEMENT DATED OCTOBER 31, 2017 made this _____ day of _____, 2021.

BETWEEN: **SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU,** a not-for-profit corporation constituted by letters patent, having its head office at Pavillon du Canada, 1 Circuit Gilles-Villeneuve, Montreal, Quebec H3C 1A9;

AND: **FORMULA ONE WORLD CHAMPIONSHIP LIMITED**, a company incorporated under the laws of England and Wales with registered number 4174493 whose registered office is at No 2 St. James's Market, London, United Kingdom, SW1Y 4AH.

RECITALS:

A. WHEREAS on 31 October 2017 the Parties entered into an amended and restated funding agreement in relation to the funding arrangements for the Formula 1 Canadian Grand Prix for the years 2017 to 2029 inclusive (the ***Funding Agreement***).

B. **WHERAS** on 28 April 2021 the Parties jointly announced that the Event scheduled to be held in 2021 was cancelled due to conditions imposed by public health authorities in Canada in the fight against the Covid-19 pandemic.

C. **WHEREAS** on 5 May 2021 the Executive Committee of the City of Montreal approved by way of resolution, execution of an addenda to the Circuit Lease by the Funding Party, pursuant to which the Funding Party (in its capacity as Lessor) consented to an assignment of the Circuit Lease from Octane Racing Group Inc., to 9253-4270 Québec Inc. and a change of control of 9253-4270 Québec Inc.

D. **WHEREAS** in consideration of the mutual undertakings set out in this document (this ***Variation***) the Funding Party and FOWC agree, on the terms set out herein, to extend the Funding Agreement for the years 2030 and 2031.

NOW THEREFORE, the Parties agree as follows:

1. In this Variation, except where otherwise specified, capitalised terms shall have the meanings given to **them** in the Funding Agreement.

2. Save as otherwise stated, a reference to a Clause is a reference to a clause in the Funding Agreement.

3. The recitals form an integral part of this Variation.

4. This Variation shall come into effect on the date it is signed by the Parties and dated (the *Effective Date*), save for clauses 6 to 9 of this Variation, which are conditional upon and shall only take effect when:

(a) the Executive Committee and the Agglomeration Council of the City of Montreal approves by way of resolution, the execution of this Variation by the Funding Party, being a binding agreement, which has the effect of extending the term of the Funding Agreement for an additional two (2) year period until 31 December 2031;

(b) the Executive Committee and the Agglomeration Council of the City of Montreal approves by way of resolution, the execution by the Funding Party (in its capacity as Lessor) of a binding agreement, which has the effect of extending the term of the Circuit Lease for an additional two (2) year period until 31 December 2031; and

(c) the Executive Committee and the Agglomeration Council of the City of Montreal approves by way of resolution, the issuance by the City of Montreal of a guarantee in writing to FOWC of all the obligations of Funding Party (in its capacity as Lessor) under the Circuit Lease for an additional two (2) year period until 31 December 2031.

5. The Funding Party shall use its best endeavours to satisfy the conditions in clause 4 of this Variation within ninety (90) days of the Effective Date.

6. Subject to the satisfaction of the conditions in clause 4 above, the Funding Agreement shall be varied such that it shall hereafter be extended by two (2) years and shall expire on 31 December 2031 (rather than 31 December 2029) unless otherwise earlier terminated in accordance with its terms. For greater certainty, the Funding Agreement will also apply to Events on the Championship Calendar during the calendar years 2030 and 2031. Each reference to the word "***Term***" in the Funding Agreement shall be construed as a reference to the Term as extended by this clause 6.

7. Subject to the satisfaction of the conditions in clause 4 above, Clause 2.2 of the Funding Agreement shall be amended as set out below:

"The Parties agree that the Term of this Agreement stipulated in Clause 2.1 above may be renewed for an additional period of ~~five (5)~~ three (3) years, with an expiry date of December 31, 2034, in accordance with the terms and conditions to be negotiated between the Parties acting reasonably and diligently, and the Parties undertake to commence such negotiations by January ~~2029~~ 2031 at the latest with the aim of reaching an agreement before the Event to be held in ~~2029~~ 2031."

8. Subject to the satisfaction of the conditions in clause 4 above, each reference to the word "*2029*" in Clauses 3.3(a), 3.3(b) and 11.1(a) of the Funding Agreement shall be

deleted and replaced with the word "*2031*" and the words "*until 2020*" in Clause 3.2(b) shall be deleted and replaced with the words "*until 2025*".

9. Subject to the satisfaction of the conditions in clause 4 above, Clause 4.1 of the Funding Agreement shall amended as set out below:

"4.1 Subject to the terms and conditions of this Agreement, the Funding Party agrees to pay to FOWC in Canadian dollars, an annual sum, for each of the calendar years 2017 to ~~2029~~ 2031, inclusive, equal to the amount set forth below (each such annual sum being a ***Payment Amount****):*

(a) for the year 2017, the sum of Seventeen Million Seven Hundred Ninety-Six Thousand and Seventy Canadian Dollars and Nine Cents (CAN$17,796,070.09), net of all taxes;

(b) for each subsequent year during the Term up to and including 2029, the Payment Amount for the previous year (before taxes) increased upwards annually by two per cent (2%), net of all taxes;

(c) for the year 2030, the sum of Twenty-Five Million Canadian Dollars (CAN$25,000,000.00), net of all taxes; and

(d) for the year 2031, the sum of Twenty-Six Million Canadian Dollars (CAN$26,000,000.00), net of all taxes."

10. From the Effective Date, the definition of "Promoter" in Schedule 1 shall be amended as set out below:

"Promoter shall mean (i) for the period between 31 October 2017 and 5 May 2021, Octane Racing Group Inc.; (ii) from 6 May 2021, 9253-4270 Québec Inc.; (iii) another Person chosen by FOWC to host, stage and promote the Event and approved by the Funding Party (such approval not to be unreasonably withheld); or (iv) if FOWC exercises its step-in rights under the Circuit Lease, FOWC or an Affiliate thereof;".

11. FOWC confirms to the Funding Party, as required by Clause 22 of the Funding Agreement that, under its Race Promotion Agreement with 9253-4270 Québec Inc., 9253-4270 Québec Inc.(in its capacity as Promoter) is obligated to be insured in connection with the Event with a third-party insurer for occurrences and with policy limits that are consistent with the insurance requirements that FOWC requires of promoters of other races on the Championship Calendar and which are required to be acceptable to the FIA.

12. From the Effective Date, the Parties agree:

(a) each of them are relieved of their respective obligations under the Funding Agreement in relation to the Events scheduled to be held in 2020 and 2021;

(b) to release and discharge the other Party, its Affiliates and its officers and directors from all claims, actions rights or remedies it may have against the other Party, its Affiliate and its officers and directors in connection with the Event scheduled to be held in 2021; and

(c) neither of them may claim, sue, commence or aid in any way, prosecute or cause to be commenced or prosecuted against the other Party, its Affiliates or its officers and directors, any action or suit concerning the Event scheduled to be held in 2021.

13. As at the Effective Date, the Parties confirm that the terms and conditions of the Funding Agreement and the Circuit Lease (as assigned to 9253-4270 Québec Inc.) continue to apply and remain in full force and effect.

14. This Variation shall enure to the benefit of and be binding upon the Parties hereto, and their successors and assigns.

15. **This Variation is made pursuant to and shall be governed in accordance with the laws of the Province of Québec.** Each of the Parties agree that the courts sitting in the judicial district of Montreal, Quebec, shall have exclusive jurisdiction to settle any disputes which may arise in connection with this Variation and each Party irrevocably submits to the jurisdiction of such courts and irrevocably waives any right that it may have to object to an action being brought in those courts, to claim that the action has been brought in an inconvenient forum, or to claim that those courts do not have jurisdiction.

16. This Variation may be executed in counterparts each being in the same form and executed by one or more parties hereto and each of which shall be deemed an original. All such counterparts shall together constitute one and the same complete executed agreement notwithstanding execution and delivery at different times. A signed copy of this Variation delivered by DocuSign, OneSpan, facsimile, email or other means of electronic transmission shall be deemed to have the same legal effect as delivery of an original signed copy of this Variation.

17. This Variation shall be prepared and signed by the Parties in both French and English, and both such versions are enforceable against the Parties. If there is a divergence or contradiction between any of the clauses in such two versions, priority will be given to the version of the clause which most adequately reflects the intention and will of the Parties in concluding This Variation. If it is impossible to determine which version most adequately reflects the intention and will of the Parties, the French version of such clause shall prevail.

AND the Parties have duly executed this Variation as at the date first indicated above.

SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU

By: _____
Name: Isabelle Bonneau
Title: General Manager

FORMULA ONE WORLD CHAMPIONSHIP LIMITED

By: _____
Name:
Title:

AMENDEMENT AU PROTOCOLE D'ENTENTE AMENDÉ

ENTRE : **LA SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU**, personne morale de droit public constituée par *lettres patentes* ayant son siège social au pavillon du Canada, 1, circuit Gilles Villeneuve, Montréal (Québec) H3C 1A9.

(ci-après désignée la « **SPJD** »)

ET : **LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC** représenté par la ministre du Tourisme, agissant et représentée par madame Annick Laberge, en sa qualité de sous-ministre, et par le ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne, agissant et représenté par Monsieur Gilbert Charland, en sa qualité de secrétaire associé;

(ci-après désigné « **Québec** »)

ET : **L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC**, ayant son siège social au 800, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 500, Montréal, Québec, H3B 1X9, agissant et représentée par madame Carol-Lyne Cloutier, en sa qualité de directrice régionale du bureau d'affaires du Grand Montréal;

(ci-après désignée « **Canada** »)

ET : **L'OFFICE DES CONGRÈS ET DU TOURISME DU GRAND MONTRÉAL INC.**, personne morale de droit public constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, RLRQ, chapitre C-38, ayant son siège au 1555, rue Peel, bureau 600, Montréal, Québec, H3A 3L8, faisant affaires sous le nom de **TOURISME MONTRÉAL**;

(ci-après désigné « **Tourisme Montréal** »)

(chacun de **Québec**, **Canada** et **Tourisme Montréal** étant désigné comme un « **Bailleur de fonds** » et ensemble comme les « **Bailleurs de fonds** »)

(chacun de la **SPJD**, **Québec**, **Canada** et **Tourisme Montréal** étant désigné comme une « **Partie** » et ensemble comme les « **Parties** »)

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE les Parties ont conclu le 13 décembre 2017 un Protocole d'entente amendé concernant le soutien financier des Bailleurs de fonds à la SPJD (ci-après nommé le « Protocole amendé »);

ATTENDU QUE le 31 octobre 2017, la SPJD et Formula One World Championship Limited (ci-après nommée « FOWC ») ont conclu une entente de financement modifiée et mise à jour relative aux ententes de financement visant le Formula 1 Grand Prix du Canada pour les années 2017 à 2029 inclusivement (ci-après nommée l'« Entente de financement »);

ATTENDU QUE le 28 avril 2021, la SPJD et FOWC ont conjointement annoncé que l'événement Formula 1 Grand Prix du Canada qui devait se tenir en 2021 a été annulé en raison de conditions imposées par les autorités de santé publique au Canada dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19;

ATTENDU QUE la SPJD et FOWC se sont entendu aux fins de prolonger l'Entente de financement pour les années 2030 et 2031 dans une Modification à l'entente de financement modifiée et mise à jour datée du 31 octobre 2017 intervenue le _____ 2021 (ci-après nommée la « Modification ») ;

ATTENDU QUE les Parties doivent modifier le Protocole amendé pour tenir compte de la Modification;

EN CONSÉQUENCE DE CE QUI PRÉCÈDE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1 AMENDEMENTS

1.1 **Modification du préambule**
Les Parties modifient le cinquième « ATTENDU QUE » du préambule du Protocole amendé en le remplaçant par le texte suivant :

« ATTENDU QU'en vertu de l'Entente de financement modifiée et mise à jour, la SPJD doit verser à FOWC un montant annuel pour chaque Événement, lesquels sont d'un maximum de dix-sept millions sept cent quatre-vingt-seize mille soixante-dix dollars et neuf cents (17 796 070,09) pour l'année 2017 et majorés annuellement de deux pourcent (2 %) par la suite pour la durée du terme de l'Entente de financement modifiée et mise à jour (ce montant annuel étant ci-après les « Frais FOWC »), à l'exception des années d'Événement 2030 et 2031 pour lesquelles les Frais FOWC seront respectivement de vingt-cinq millions de dollars canadiens (25 000 000,00 $ CA) et vingt-six millions de dollars canadiens (26 000 000,00 $ CA), lesdits Frais FOWC étant les seuls Coûts admissibles autorisés à un versement des Bailleurs de fonds; »

1.2 **Étude d'impact économique des événements**
Les Parties modifient l'article 3.17(iii) du Protocole amendé en remplaçant les mots « Événements du 2019, 2022, 2025 et 2028 » par « « Événements de 2019, 2023, 2026 et 2029 »;

1.3 **Annexe E**
Les Parties conviennent de remplacer l'Annexe E du Protocole amendé par l'Annexe E amendée jointe au présent amendement.

2 DIVERS

2.1 **Successeurs**
Cet amendement lie toutes les Parties ainsi que leurs successeurs, ayants cause et cessionnaires autorisés respectifs.

2.2 **Loi applicable**
Cet amendement est régi par les lois en vigueur dans la province de Québec.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ CET AMENDEMENT AVEC EFFET EN DATE DE SIGNATURE INDIQUÉE RAPPRT DE SIGNATURE.

LA SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU

_____
Nom : Isabelle Bonneau
Titre : Directrice générale

LA MINISTRE DU TOURISME

_____
Nom : Annick Laberge
Titre : Sous-ministre

LE MINISTRE RESPONSABLE DES RELATIONS CANADIENNES ET DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

_____
Nom : Gilbert Charland
Titre : Secrétaire général associé

L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

_____
Nom : Carol-Lyne Cloutier
Titre : Directrice régionale

L'OFFICE DES CONGRÈS ET DU TOURISME DU GRAND MONTRÉAL INC.

_____
Nom : Philippe Sureau
Titre : Président du Conseil

_____
Nom : Yves Lalumière
Titre : Président directeur-général

ANNEXE A – ANNEXE E AMENDÉE

Annexe E		
Année	Année financière du gouvernement du canada	Versement maximal total du Canada
2017	2017-2018	5 932 023
2018	2018-2019	6 050 664
2019	2019-2020	6 171 677
2020	2020-2021	-
2021	2021-2022	-
2022	2022-2023	6 549 433
2023	2023-2024	6 680 422
2024	2024-2025	6 814 030
2025	2025-2026	6 950 311
2026	2026-2027	7 089 317
2027	2027-2028	7 231 103
2028	2028-2029	7 375 725
2029	2029-2030	7 523 240
2030	2030-2031	8 333 333
2031	2031-2032	8 666 667
	Total	91 367 946

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1212837002

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Objet :	Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau (ci-après la "SPJD") à signer les trois ententes modifiées et mises à jour relatives à la tenue du Grand Prix du Canada permettant le maintien du Grand Prix de Formule 1 à Montréal pour la période du 1er janvier 2030 au 31 décembre 2031 en plus de cautionner les obligations de la SPJD découlant de ces ententes. Les ententes sont la Convention de bail entre SPJD et 9273-4670 Québec inc., l'Entente de financement entre SPJD et Formula One World Championship ainsi que le Protocole d'entente amendé entre les bailleurs de fonds. Autoriser le versement d'une contribution à la SPJD pour un montant total de 3 400 000 $ pour les années 2030-2031 (1 666 666,67 $ pour 2030 et 1 733 333,33 $ pour 2031) pour les droits de course. Autoriser un ajustement à la base budgétaire de 162 000 $ récurrent à compter de 2030 et de 66 700 $ récurrent à compter de 2031.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2021-08-19 Cautionnement_Ville_de_Montréal - ententes modifiées v. finale.DOC

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-19

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886
Division : Droit contractuel

Montréal

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
19 AOÛT 2021
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

Montréal, le _____

FORMULA ONE WORLD CHAMPIONSHIP LIMITED
6, Princes Gate
Knightsbridge
Londres, SW7 1QJ
Royaume-Uni

9253-4270 QUÉBEC INC.
200 Circuit Gilles-Villeneuve
Montréal (Québec)
H3C 1A9

Objet: Cautionnement de la Ville de Montréal

Mesdames, Messieurs,

Par les présentes, la Ville de Montréal cautionne :

(a) en faveur de Formula One World Championship Limited (ci-après, « **Formula One** »), toutes et chacune des obligations incombant à Société du Parc Jean-Drapeau (« **SPJD** ») aux termes de l'Entente de financement modifiée et mise à jour / Amended and Restated Funding Agreement (l' « **Entente** »,) intervenue en date du _____ entre SPJD et Formula One, et ce, uniquement en cas de défaut de SPJD en vertu de l'Entente; et

(b) en faveur de 9253-4270 Québec inc. et de Formula One, toutes et chacune des obligations incombant à SPJD aux termes de l'Entente de bail modifiée et mise à jour concernant la location du circuit Gilles-Villeneuve (le « **Bail** ») intervenue en date du _____ entre SPJD et 9253-4270 Québec inc., avec l'intervention de Formula One, et ce, uniquement en cas de défaut de SPJD en vertu du Bail.

La Ville de Montréal renonce aux bénéfices de discussion, de division, de même qu'à la subrogation aux droits de Formula One ou de 9253-4270 Québec inc., tant que ceux-ci n'auront pas reçu le montant intégral, final et définitif de leurs réclamations contre SPJD.

Le cautionnement envisagé aux présentes constitue un cautionnement continu et demeure pleinement en vigueur jusqu'à l'exécution ou paiement intégral, final et définitif des obligations cautionnées.

Les obligations de la Ville de Montréal aux présentes ne seront pas réduites ou limitées et la Ville de Montréal ne sera pas libérée de ses obligations aux présentes pour quelque raison que ce soit (notamment en raison de tout report de paiements ou d'exécution ou tout exercice, décision de ne pas exercer, défaut d'exercer, délai dans l'exercice, renonciation à l'exercice ou abstention d'exercer tout droit, recours ou pouvoir, à la disposition de Formula One ou de 9253-4270 Québec inc.), autrement que par le paiement intégral, final et définitif des obligations cautionnées.

L'exécution des présentes par la Ville de Montréal a été expressément autorisée par l'adoption de la résolution du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal numéro CG21 _____, en date du _____, dont copie est jointe aux présentes pour confirmation.

Le présent cautionnement est régi et interprété selon les lois en vigueur dans la province de Québec, excluant cependant ses règles de conflit de lois. Les tribunaux siégeant dans le district judiciaire de Montréal, Québec, auront juridiction exclusive à l'égard de tout différend découlant du présent cautionnement ou se rapportant à celui-ci.

VILLE DE MONTRÉAL

par : _____
Yves Saindon, assistant-greffier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1212837002

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Objet :	Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau (ci-après la "SPJD") à signer les trois ententes modifiées et mises à jour relatives à la tenue du Grand Prix du Canada permettant le maintien du Grand Prix de Formule 1 à Montréal pour la période du 1er janvier 2030 au 31 décembre 2031 en plus de cautionner les obligations de la SPJD découlant de ces ententes. Les ententes sont la Convention de bail entre SPJD et 9273-4670 Québec inc., l'Entente de financement entre SPJD et Formula One World Championship ainsi que le Protocole d'entente amendé entre les bailleurs de fonds. Autoriser le versement d'une contribution à la SPJD pour un montant total de 3 400 000 $ pour les années 2030-2031 (1 666 666,67 $ pour 2030 et 1 733 333,33 $ pour 2031) pour les droits de course. Autoriser un ajustement à la base budgétaire de 162 000 $ récurrent à compter de 2030 et de 66 700 $ récurrent à compter de 2031.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1212837002 GP F1.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 000-0000

Co-autrice
Francine Leboeuf
Professionnelle (domaine d'expertise)-Chef

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-30

Yves COURCHESNE
Directeur de service - Finances et trésorier

Tél : 514 872-6630

d'équipe
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél. : 514 872-0985

Division : Service des finances

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.023

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1205978008

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de convention établissant les modalités et les conditions de location de plateaux du Complexe sportif Claude-Robillard entre la Ville de Montréal et l'Académie de baseball Canada jusqu'à mars 2022 / Autoriser la réception de la somme estimée de 22 930 $ à cette fin. Le montant de la subvention immobilière s'élève à 39 296 $

Il est recommandé :

1) d'approuver le projet de convention établissant les modalités et les conditions de location d'un bureau administratif et de plateaux sportifs du Complexe sportif Claude-Robillard entre la Ville de Montréal et l'Académie de baseball Canada jusqu'au 31 mars 2022;

2) d'autoriser la réception de la somme estimée de 22 930 $ à cette fin conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-24 09:25

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205978008**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de convention établissant les modalités et les conditions de location de plateaux du Complexe sportif Claude-Robillard entre la Ville de Montréal et l'Académie de baseball Canada jusqu'à mars 2022 / Autoriser la réception de la somme estimée de 22 930 $ à cette fin. Le montant de la subvention immobilière s'élève à 39 296 $

CONTENU

CONTEXTE

L'Académie de baseball Canada (ABC) utilise les installations du Complexe sportif Claude-Robillard. L'ABC est un centre d'entraînement qui offre un programme de baseball de haute performance pour les joueurs élites de la Province (une cinquantaine de joueurs âgés entre 16 et 19 ans).
Selon la *Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de la division de la gestion des installations sportives* , il s'agit d'un organisme sans but lucratif (OSBL) dont l'intervention est liée à la mission de sport de haut niveau de la Direction des sports. Une entente devra être convenue et définie avec cet organisme pour la location des plateaux sportifs disponibles ou d'autres locaux" (art.2.4.4).

Ce sommaire vise à approuver un projet de convention établissant les modalités et les conditions de location de plateaux du Complexe sportif Claude-Robillard entre l'organisme et la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1173 Adopter les orientations et les objectifs de la *Politique de reconnaissance et de soutien des organismes* de la Division de la gestion des installations sportives du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

DESCRIPTION

Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) souhaite conclure une entente de location d'un bureau administratif et de plateaux sportifs à l'ABC afin qu'elle puisse maintenir les conditions optimales d'entraînement pour ses athlètes au Complexe

sportif Claude-Robillard.
Cela représente la location des plateaux suivants (heures estimées):

- gymnase double, 324 heures par année;
- salle omnisport, 270 heures par année;
- aire de tir à l'arc, 108 heures par année;
- un bureau administratif de 247 pieds carrés.

Le projet de convention qui définit les conditions de location d'un bureau administratif et de plateaux sportifs à l'organisme par la Ville se termine le 1er avril 2022.

JUSTIFICATION

Selon la tarification en vigueur, l'ABC devrait débourser annuellement la somme estimée de 62 226 $. Une somme qui s'avère non accessible pour l'organisme et qui viendrait grandement affecter l'offre de service aux jeunes sportifs.
Afin de tenir compte de la capacité de payer de l'organisme et de ne pas nuire à l'offre de service pour les athlètes, il est recommandé de le tarifer à 33 % du tarif. Cette réduction partielle permettra à l'organisme d'ajuster son budget et ce, d'autant plus que le contexte actuel a affecté les finances des organisations sportives.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Utilisation estimée des plateaux et tarification :

Utilisation estimée - période de septembre 2021 à mars 2022			**Facturation à l'organisme**		
Plateaux	**Nombre d'heures**	**Tarif horaire 2021**	**Tarif horaire (soit 33% du tarif régulier)**	**Total estimé pour la période**	**Estimation de la réduction totale accordée**
Gymnase double	324	80 $	27,06 $	8 767 $	17 153 $
Salle omnisports	270	108 $	35,64 $	9 623 $	19 537 $
Bureau administratif *				3 150 $	0 $
Aire de tir à l'arc	108	37 $	12,87 $	1 390 $	2 606 $
Total				**22 930 $**	39 296 $

** le loyer a été établi à un taux de 12,75 $ par pied carré.*

L'organisme versera à la Ville une somme estimée de 22 930 $, taxes incluses, pour la période de septembre 2021 à mars 2022 pour l'utilisation des installations, du matériel et des services au Complexe sportif Claude-Robillard. Une facturation mensuelle reflétant l'utilisation réelle des plateaux sera transmise à l'organisme.

Ces revenus seront comptabilisés au budget de l'exercice 2021 et de l'exercice 2022 du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) à la Division de la gestion des installations sportives.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 (priorités 19 et 20).
Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, soit d'inciter à une vie active et sportive, d'offrir un réseau d'infrastructures durables et de qualité et d'encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le sommaire est approuvé, il permettra de poursuivre l'offre de service aux athlètes de l'Académie du baseball du Canada. Un refus entraînerait probablement une perte de cette offre de service dans nos installations.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'organisme devra se conformer aux mesures sanitaires recommandées par les autorités de la santé publique qui seront en vigueur lors de l'utilisation des plateaux. L'organisme sera facturé en fonction des heures réelles utilisées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Septembre 2021 : Début de la tarification
1er avril 2022 : Fin de la convention

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève FRAPPIER
c/s centre sportif et installations DGIS

Tél : 514-872-2825
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-01-15

Jean-François DULIÈPRE
c/d gestion des installations (dir sports)

Tél : 514-872-7990
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2021-08-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2021-08-23

Fédération du Baseball Amateur du Québec Inc.
4545, Ave. Pierre-De Coubertin
Montréal, Québec H1V 0B2
Canada

Montréal, le 20 novembre 2020

Jean-François Dulièpre, Chef de Division
Division de la Gestion des Installations Sportives
Service des grand-parcs, du Mont-Royal et des sports
Complexe Sportif Claude-Robillard
1000, Avenue Émile-Journault
Montréal, Québec H2M 2E7

Objet : Demande de dérogation

Bonjour,

La présente fait suite à votre courriel du 11 novembre dernier ainsi qu'à nos discussions avec Mme Geneviève Frappier.

Au soutien de notre demande de dérogation, voici quelques informations pertinentes au sujet de l'Académie de Baseball du Canada :

Histoire :

Fondée à Montréal en 1990, l'Académie de baseball du Canada (ABC) a vu le jour grâce aux efforts concertés de Baseball Canada, de Baseball Québec et des Expos de Montréal. L'ABC est un centre d'entraînement qui offre un programme de baseball de Haute Performance pour les joueurs élites du Québec âgés de 16 et 19 ans.

Au départ, le programme avait comme principale fonction de nourrir l'équipe nationale Senior du Canada. L'ABC avait donc la tâche d'entraîner les meilleurs joueurs de l'est du pays pendant la saison morte, soit de septembre à avril. Comme les compétitions d'envergure étaient alors réservées aux amateurs, les joueurs de l'équipe nationale Senior étaient pour la plupart âgés de plus de 21 ans. Baseball Canada, qui avait déjà des assises à Vancouver avec le National Baseball Institute (NBI), pouvait maintenant entraîner ses meilleurs joueurs d'un océan à l'autre!

Par la suite, afin de mieux desservir la clientèle voulant vivre l'aventure des collèges américains, le mandat de l'ABC s'est peu à peu modifié afin d'accueillir une clientèle plus jeune. L'encadrement annuel des joueurs devenait donc une priorité pour la Haute Performance de Baseball Québec, ce qui donna naissance, en 1999, au programme des Ailes du Québec. Les meilleurs joueurs 17 ans et moins de la province pouvaient être réunis afin de jouer ensemble pendant la saison estivale.

Depuis que les joueurs professionnels peuvent participer aux Jeux olympiques, Baseball Canada a mis l'accent sur son équipe nationale Junior (18U). Cette nouvelle formation des Ailes du Québec pavait ainsi la voie de nos meilleurs talents vers l'équipe canadienne Junior!

Fédération du Baseball Amateur du Québec Inc.
4545, Ave. Pierre-De Coubertin
Montréal, Québec H1V 0B2
Canada

La Haute Performance Baseball Québec demeurait tout de même scindée en deux : les athlètes faisaient partie des Ailes du Québec pendant l'été et la grande majorité poursuivait la saison automnale et hivernale avec le programme de l'ABC.

Afin d'uniformiser la Haute Performance, les programmes des Ailes du Québec et de l'ABC furent regroupés en 2016 sous l'Académie de baseball du Canada. Cette fusion avait pour but d'améliorer et de simplifier la visibilité de nos joueurs en les présentant sous un seul et même vocable. C'est ainsi que l'ABC devenait un programme annuel «officiel».

Avec deux équipes estivales (16U et 18U), les athlètes de l'ABC peuvent maintenant aspirer à un encadrement serré pouvant s'étendre sur plus de deux années consécutives.

Encadrement des athlètes :

À l'ABC, le jeune athlète est entouré de personnel qualifié et il a la chance de se développer plus sérieusement dans des infrastructures intérieures adaptées pour le baseball. Le programme leur permet d'aspirer à un passage avec l'équipe nationale Junior du Canada, à une expérience internationale ou à une carrière professionnelle. Au fil du temps, l'ABC a été un pont-levis pour de nombreux athlètes qui ont poursuivi leur carrière de joueur en joignant les rangs d'un collège américain.

Pour le meilleur développement possible, les athlètes de l'Académie de baseball du Canada peuvent compter sur l'appui d'intervenants de plusieurs sphères. Tout au long de leur parcours au sein de l'ABC, les joueurs peuvent compter sur les entraîneurs du programme, les employés de Baseball Québec, les spécialistes externes (préparateur mental, nutritionniste, kinésiologue, spécialiste des sprints, NPU, Recruit Québec, etc.), le Ministère de l'Éducation et des Études Supérieures ainsi que Baseball Québec et son conseil d'administration.

Mission :

La mission de l'ABC est de mettre en place les conditions idéales au développement des meilleurs espoirs de la structure d'excellence de Baseball Québec et de leur offrir des meilleurs outils leur permettant de tracer leur propre voix dans le baseball d'excellence.

Vision :

Être reconnu au Canada comme étant le meilleur programme de développement des joueurs d'excellence autant au niveau que sur le plan individuel. L'ABC souhaite non seulement former de bons joueurs de baseball, mais également de bons citoyens

Valeurs :

L'ABC prône l'empathie, le respect, le dépassement de soi l'éthique et l'altruisme.

Fédération du Baseball Amateur du Québec Inc.
4545, Ave. Pierre-De Coubertin
Montréal, Québec H1V 0B2
Canada

Philosophie du programme :

- Un environnement sain du début à la fin
- De bonnes communications : vous payez, vous devez savoir
- Un code de conduite pour les joueurs et les entraîneurs en tout temps
- La scolarité, c'est important
- Une bonne philosophie de jeu
- Une bonne philosophie d'équipe

Demande de dérogation

L'Académie de Baseball du Canada regroupe approximativement une cinquantaine de joueurs par année dans son programme. Malgré toutes les subventions du Programme de Soutien au développement de l'excellence du Ministère, les athlètes de l'ABC doivent tout de même débourser plus de $10,000 par année pour faire partie du programme. Le prix de location des installations sportives est directement lié à la cotisation des athlètes de l'ABC.

Une facture supplémentaire représentant plusieurs dizaines de milliers de dollars pourrait nous forcer à recevoir ces coûts d'inscriptions à la hausse et pourraient empêcher certains de nos meilleurs athlètes d'y adhérer.

Dans les circonstances, nous serions prêts à payer des frais de locations annuels fixés à approximativement 30% de ce qui devrait nous être exigé.

Je me tiens à votre disposition pour toute information complémentaire.

Maxime Lamarche
Directeur général
Baseball Québec
Académie de baseball du Canada
Ligue de développement AAA

BFL CANADA risques et assurances inc
2001 avenue McGill College, bureau 2200
Montréal QC H3A 1G1
Tél. : 514 843-3632
Sans frais : 1-866-688-9888
Téléc. : 514 843-3842

Conditions particulières

N°: RLQ-19-D&O-506-21247

Sous réserve des conditions et exclusions des contrats, les assurances suivantes sont en vigueur à ce jour et ont été émises pour couvrir comme suit :
PROGRAMME DE FONDS AUTO-GÉRÉ : RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS POUR LES MEMBRES (FÉDÉRATIONS, RÉGIONS ET URLS) A BUT NON LUCRATIF DU REGROUPEMENT LOISIR ET SPORT DU QUÉBEC (RLSQ)

LA PRÉSENTE ASSURANCE EST EFFECTIVE LORSQUE LE FONDS AUTO-GÉRÉ DU RLSQ (DE 450 000$ POUR LA PÉRIODE DU 1 OCTOBRE 2019 AU 1 AVRIL 2021) EST ÉPUISÉ. POUR TOUTE QUESTION, VEUILLEZ CONTACTER LE RLSQ.

Assuré désigné : **L'Académie de Baseball du Canada**

Type d'assurance	Assureur	Numéro de police	Période d'assurance	Limites d'assurance (devises canadiennes) Par période d'assurance
Assurance Responsabilité civile des administrateurs et dirigeants	Intact Compagnie d'assurance	375-9556	1er octobre 2019 au 1er avril 2021	2 000 000 $ Limite d'assurance par réclamation* 10 000 000 $ *Limite globale du contrat (limite partagée) pour l'ensemble des assurés, membres du RLSQ (Polices 375-9556 (Fédérations, Régions et URLS et 375-9557 (instances locales)) Franchise : $500 payable au RLSQ Garanties additionnelles: 250 000 $ Frais liés à la violence en milieu de travail 25 000 $ Frais de gestion de crise
Pour chaque réclamation (fonds auto-géré), un frais de 500$ est applicable – payé par l'assuré au RLSQ – indemnité et frais.				

En cas d'annulation en cours de terme d'une des couvertures mentionnées ci-dessus, l'assureur s'efforcera d'émettre un préavis écrit de 30 jours au détenteur du présent certificat, sans toutefois assumer quelque responsabilité que ce soit en cas de manquement à la faire.

Ce certificat est délivré à titre d'information seulement et est assujetti à toutes les limites, les exclusions et les conditions de la (ou des) police(s) d'assurance mentionnée(s) ci-dessus, telle(s) qu'elle(s) existe(nt) actuellement ou qui pourront être modifiées ultérieurement par avenant.

Les limites indiquées ci-haut peuvent avoir été réduites par les réclamations ou les dépenses payées.

BFL CANADA risques et assurances inc.



Représentant autorisé

Signé à Montréal ce 29 septembre 2020

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2021-08-02 13:40:52

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1142151399
Nom	ACADÉMIE DE BASEBALL CANADA

Adresse du domicile

Adresse	4545 av. Pierre-De Coubertin Montréal (Québec) H1V0B2 Canada

Adresse du domicile élu

Adresse	Aucune adresse

Immatriculation

Date d'immatriculation	1995-01-26
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	1995-01-26
Date de fin d'existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	1990-08-01 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2021-05-11
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2021-05-11 2020
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2021	2022-07-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2020	2021-07-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9650
Activité	Clubs sportifs et services de loisirs
Précisions (facultatives)	CLUBS DE BASEBALL AMATEUR

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

Aucun

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Liste des administrateurs

Nom de famille	Laplante
Prénom	Michel
Date du début de la charge	2011-05-19
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	4325 rue Blain Québec (Québec) G2B5E6 Canada

Nom de famille	Griffin
Prénom	Marc
Date du début de la charge	2011-04-19
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	1311 rue de Rouen Boucherville (Québec) J4B8C3 Canada

Nom de famille	Gosselin
Prénom	Julie
Date du début de la charge	2014-03-28
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	304-2281 av. Desjardins Montréal (Québec) H1V2H6 Canada

Nom de famille	Vadboncoeur
Prénom	Marc
Date du début de la charge	2014-12-09
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	1685 rue Bourget Laval (Québec) H7M2V1 Canada

Nom de famille	Migneault
Prénom	Benoit
Date du début de la charge	2015-09-01
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse	10542 av. De Lorimier Montréal (Québec) H2B2J3 Canada

Nom de famille	Brochu
Prénom	Jonathan
Date du début de la charge	2016-11-01
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	6180 av. du Bois-de-Coulonge Montréal (Québec) H1K3Z6 Canada

Nom de famille	Bourgeois
Prénom	Valérie
Date du début de la charge	2020-04-07
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur

Adresse	2011 car. des Hirondelles Trois-Rivières (Québec) G9B6H3 Canada

Nom de famille	Larouche
Prénom	Annie
Date du début de la charge	2021-04-22
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administratrice cooptée
Adresse	7665 rue Fonteneau Montréal (Québec) H1K2E4 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Nom de famille	Duchesneau
Prénom	Steve
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse	1220A boul. Iberville Repentigny (Québec) J5Y3S9 Canada

Nom de famille	Lamarche
Prénom	Maxime
Fonctions actuelles	Principal dirigeant: Directeur Général
Adresse	2761 av. du Bocage Mascouche (Québec) J7K0E4 Canada

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020	2021-05-11
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2020-07-07
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2019-04-06
Déclaration de mise à jour courante	2018-05-08
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2018-04-14
Déclaration de mise à jour courante	2017-06-28
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2017-05-24
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2016-05-19
Déclaration de mise à jour courante	2015-04-13
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2015-03-03
Déclaration de mise à jour courante	2014-08-27
Déclaration de mise à jour courante	2014-07-16
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2014-04-24
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2013-04-02
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2012-02-29
Déclaration de mise à jour courante	2011-07-14
Déclaration de mise à jour courante	2011-07-14
Déclaration annuelle 2010	2011-05-12
État et déclaration de renseignements 2009	2010-01-12
État et déclaration de renseignements 2008	2009-10-30
Avis de défaut	2009-10-05
Déclaration modificative	2009-04-06
État et déclaration de renseignements 2007	2008-05-20
Déclaration modificative	2007-08-15
État et déclaration de renseignements 2006	2007-06-14
Déclaration modificative	2006-04-11
Déclaration annuelle 2005	2005-11-17
Déclaration annuelle 2004	2004-10-28
Déclaration annuelle 2003	2003-10-27

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration annuelle 2002	2002-10-15
Déclaration annuelle 2001	2001-10-19
Déclaration modificative	2001-10-05
Déclaration annuelle 2000	2000-10-24
Déclaration annuelle 1999	1999-10-13
Déclaration annuelle 1998	1998-10-07
Déclaration annuelle 1997	1997-11-11
Déclaration annuelle 1996	1997-02-24
Déclaration annuelle 1995	1995-12-12
Déclaration d'immatriculation	1995-01-26

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 1990-08-01

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
ACADÉMIE DE BASEBALL CANADA		1990-08-01		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Aucun autre nom utilisé au Québec n'a été déclaré.

Québec
© Gouvernement du Québec

2019 RAPPORT ANNUEL

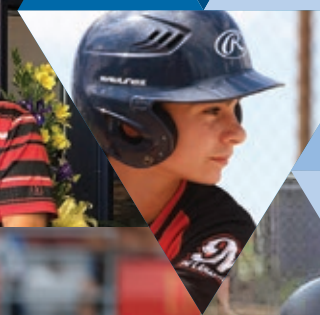
BASEBALLQUEBEC.COM

Fédération de baseball amateur du Québec



RÊVEZ GRAND













LA RÉFÉRENCE
AU PLAN DE
LA PARTICIPATION,
DU DÉVELOPPEMENT
ET DE L'EXCELLENCE
EN BASEBALL

« Lorsque le baseball cesse
d'être amusant, alors
ce n'est plus un jeu. »
– Joe DiMaggio

TABLE DES MATIÈRES

02 À propos de Baseball Québec

Conseil d'administration 02
Structure 03
Équipe de Baseball Québec 04
Nos collaborateurs 04
Mot de la direction 06
Mission et valeurs 07

08 Structures spécifiques, comités techniques et activités

Baseball adapté 08
Baseball féminin 09
Marqueurs 10
Arbitres 11
Entraîneurs 12

13 Événements

Blue Jays à Montréal 13
Journée des 50 ans de Baseball Québec 13
Défi Triple Jeu Provincial 13

14 Tournois et championnats

Tournois 14
Championnats provinciaux 15
Championnats nationaux 15

16 Développement du sport et programmes d'initiations

Rallye Cap 16
Grand Chelem 16
Baseball en action 16
Baseball 5 17
Adhésions 2019 18

19 Retour sur nos régions

Abitibi-Témiscamingue 20
Bas-Saint-Laurent 20
Côte-Nord 21
Estrie 21
Lac St-Louis 22
Lanaudière 22
Laurentides 23
Laval 23
Mauricie 24
Montréal 24
Outaouais 25
Québec 25
Richelieu–Yamaska 26
Rive-Sud 27
Saguenay – Lac-St-Jean 27

28 Baseball de haute performance

Réseau de développement Midget AAA 28
Classique Claude-Raymond 29
Académie de baseball du Canada 30
Les Québécois dans les collèges américains 32
Ligue de baseball Junior élite du Québec 34
Ligue de baseball majeur du Québec 35

36 Sur la scène internationale

Les Québécois chez les pros . . . 37
Repêchage MLB 37
Équipe nationale du Canada . . . 38

40 Assises

Rêvez grand : les ambassadeurs de Baseball Québec 40
Intronisés au Temple 42
Hommages posthumes 44
Plan des salles 45
Programmation 46

CONSEIL D'ADMINISTRATION



Marc Vadboncoeur
Président intérimaire



Jean Boulais
Président sortant



Steeve Ager
Vice-président



Jonathan Brochu
Vice-président
membre coopté



Julie Gosselin
Vice-présidente



Marc Griffin
Vice-président



Maxime Lamarche
Secrétaire



Michel Laplante
Vice-président



Benoit Migneault
Vice-président

STRUCTURE

FÉDÉRATION DE BASEBALL AMATEUR DU QUÉBEC

Financement :
Cotisations des membres : 58,4 %
Subventions : 8,7 %
Commandites : 4,7 %
Placements-Sport : 5,5 %
Événements
(Assises, Conventions et DTJ) : 9,5 %
Tournois : 5,4 %
Formations : 3,3 %
Ventes (boutiques) : 4,5 %

Budget d'opération :
1 791 736 $

Financement :
Cotisations des joueurs de l'ABC : 69,2 %
Subventions : 25,6 %
Commandites : 5,2 %

Budget d'opération :
517 609 $

Financement :
Cotisations des équipes : 71,6 %
Subventions : 22,2 %
Commandites : 6,2 %

Budget d'opération :
76 642 $

Ces trois compagnies font l'objet de comptabilité indépendante

ÉQUIPE DE BASEBALL QUÉBEC



Maxime Lamarche

Directeur général

Planifier, diriger, superviser, coordonner et contrôler les activités des trois compagnies de la Fédération.

Mettre en place la vision et les objectifs stratégiques de la Fédération



Robert Brousseau

Directeur opérations baseball

Responsable des tournois et des championnats provinciaux

Responsable de la règlementation et des comités d'appel

Responsable des Assises

Gestion des inventaires et de la sortie de matériel



J-François Charles

Agent de communication

Responsable des communications du Midget AAA

Adjoint à la coordonnatrice des communications

Responsable du Baseball 5

Développement de partenariats



Chantal Chartrand

Adjointe exécutive

Responsable des comptes payables et recevables, des dossiers d'assurances et des achats

Gestionnaire des boutiques

Adjointe au directeur général



Yannick Desjardins

Coordonnateur du développement des entraîneurs

Coordonnateur de la structure de soutien au développement et de formation des entraîneurs

Entraîneur adjoint ABC

Responsable des conventions des entraîneurs



Steve Duchesneau

Directeur Administratif

Contrôleur financier

Répondant du ministère

Répondant du comité des marqueurs, du comité des arbitres et du PEABQ

NOS COLLABORATEURS



Alex Agostino



Stéphane Bourgeois



Catherine Bourgoin



Stéphane Dupont



Robert Fatal

Directeur de l'ABC

Gestionnaire de l'ABC
Entraîneur en chef du programme



Pascal Jean

Coordonnateur des programmes d'initiations

Responsable provincial des programmes Rallye Cap, Grand Chelem et Baseball en action
Coordonnateur du Défi Triple Jeu et responsable de la finale provinciale



Steve Langlois

Coordonnateur du baseball féminin

Responsable des équipes provinciales féminines du Québec 14U, 16U et 21U
Responsable de la tournée du baseball féminin



Audrey Lessard

Coordonnatrice des communications

Responsable des communications et du marketing pour la Fédération
Responsable des communications internes



Sylvain Saindon

Directeur technique

Directeur de la structure de soutien au développement des entraîneurs
Responsable du développement des athlètes masculins et féminins et des programmes Sport-Études
Commissaire de la ligue Midget AAA
Répondant du ministère pour les Sport-Études et l'identification des athlètes



Marc-Antoine Gariépy **Mika Lachance** **Pier-Luc Nappert** **Claude Séguin** **Ginette Quintal**

MOT DU PRÉSIDENT SORTANT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



« Je suis très fier de la grande famille de Baseball Québec partout à travers la province. Je sais que nos membres sont entre bonnes mains. »

Jean Boulais
Président

Cela fait maintenant 30 ans que je m'implique dans le baseball. De ces 30 ans, j'en ai passé 20 au sein du conseil d'administration de Baseball Québec, dont 10 à titre de président, et je peux affirmer que nous avons fait du bon travail durant toutes ces années. Je suis très fier de la grande famille de Baseball Québec partout à travers la province. Je sais que nos membres sont entre bonnes mains.

Je tiens à remercier les membres du conseil d'administration, les employés de la Fédération ainsi que les membres de la commission provinciale des présidents pour votre expertise, votre passion, votre dévouement et surtout votre amitié. Je dois admettre que je n'ai pas toujours été de tout repos, mais cela fait partie de mon ADN et de ma passion : j'ai toujours été un président actif et non passif. Vous êtes visionnaires, créatifs et innovateurs et les membres de Baseball Québec peuvent s'estimer heureux de vous avoir parmi eux. Je n'oublierai jamais les années que j'ai passées dans la Fédération.

Je veux aussi remercier nos membres qui me sont si chers. MERCI à nos filles et garçons de tous âges, à nos entraîneurs, à nos officiels et spécialement à nos bénévoles qui prennent part au développement du baseball. C'est grâce à l'implication de vous tous que notre sport gagne en popularité d'année en année.

Finalement, je tiens à remercier ma femme Gail, qui m'a permis de m'impliquer pendant toutes ces années et qui a accepté mes absences en raison de mes nombreuses activités en lien avec le baseball.

Au plaisir de vous revoir prochainement,

Jean



« Cet homme d'exception fut pour moi un mentor; il m'a appris à me remettre en question, à traiter les bénévoles avec beaucoup de respect, et surtout à croire en mon "gut feeling". »

Maxime Lamarche
Directeur général

Déjà une autre année qui s'achève pour laisser place aux bilans de 2019. Vous le savez, à Baseball Québec, nous sommes des passionnés du baseball, nous aimons oser, tenter de nouvelles aventures, penser et faire les choses autrement. C'est dans cette optique que nous avons ciblé des objectifs à long terme, de grandes orientations et des stratégies d'interventions à travers un plan stratégique de 5 ans nous permettant de propulser la pratique de notre sport vers de nouveaux sommets. Le Québec doit être la référence au niveau de la participation, du développement et de l'excellence en baseball à travers le Canada et même l'Amérique du Nord. Grâce aux efforts concertés de plusieurs centaines de personnes, nous avons accompli beaucoup de chemin au cours des dernières années, et nous continuons de nous démarquer.

J'aimerais d'ailleurs être capable de remercier un à un les bénévoles qui ont fait que 2019 fut encore une fois une année de succès sur les terrains du Québec. Merci à vous tous pour votre implication. J'aimerais aussi remercier les membres de la CPP, du C.A. et mes employés de travailler toujours avec la même fougue année après année.

J'aimerais également profiter de l'occasion pour remercier quelqu'un qui, il y a maintenant 5 ans, malgré ma jeunesse et mon franc-parler, m'offrait le poste de directeur général de la fédération. Cet homme d'exception fut pour moi un mentor; il m'a appris à me remettre en question, à traiter les bénévoles avec beaucoup de respect, et surtout à croire en mon « gut feeling ». Vous aurez deviné que cette personne est Jean Boulais ! Après des centaines et centaines d'heures au téléphone, des milliers de textos et de courriels, je tiens à te remercier pour ce que tu as fait pour la fédération, mais surtout pour moi. Tu as forgé une partie de l'homme de baseball que je suis.

Merci !

Max



VISION
MISSION
VALEURS

Au printemps 2019, Baseball Québec publiait son plan stratégique des 5 prochaines années.

Résultat de plusieurs consultations et des efforts de comités de travail, la Fédération a mis sur papier ses grandes orientations sur lesquelles les actions des prochaines années seront basées.

NOTRE VISION

Le Québec est la référence au plan de la participation, du développement et de l'excellence en baseball.

NOTRE MISSION

Mener, harmoniser, développer et promouvoir le baseball au Québec. Créer les conditions optimales de réussite et offrir une expérience positive pour tous les passionné(e)s de baseball.

NOS VALEURS

- L'équipe
- L'éthique
- Le dépassement
- La diversité
- La solidarité

BASEBALL ADAPTÉ

Le programme de baseball adapté s'installe de plus en plus au Québec. En 2019, 360 athlètes ont pris part aux activités organisées par 16 associations dans la province. Ce nombre de joueurs représente une hausse de 108% des joueurs du programme! Au total, 7 nouveaux endroits ont commencé à offrir du baseball adapté et c'est une très bonne nouvelle pour l'avenir.

Afin de bien débuter la saison, une convention des entraîneurs a été organisée les 25 et 26 mai par la Fondation Jays Care des Blue Jays de Toronto. Plus de 30 entraîneurs et accompagnateurs y sont allés pour bien s'outiller pour la saison. Cet événement a été un succès ! Deux autres événements d'envergure ont également eu lieu, en juillet.

Le 7 juillet, la journée Rêve d'un jour s'est tenue dans le cadre du tournoi Atome de St-Esprit. Plus de 30 participants ont pris part à l'activité de même que les 4 Chevaliers Easton. Chapeau aux organisateurs qui ont fait vivre une belle journée aux jeunes athlètes.



« [...] une convention des entraîneurs a été organisée les 25 et 26 mai par la Fondation Jays Care des Blue Jays de Toronto. Plus de 30 entraîneurs et accompagnateurs y sont allés pour bien s'outiller pour la saison. »

Le Jamboree provincial quant à lui a eu lieu le 27 juillet au domicile des Aigles Can-Am de Trois-Rivières. Lors de cette journée, les jeunes ont pu participer à une clinique sur le terrain et assister au match par la suite.

Pour 2020, le comité du baseball adapté a comme projet le retour de la convention des entraîneurs du baseball adapté ainsi qu'une journée provinciale du baseball adapté en collaboration avec la ligue de baseball Junior élite du Québec.



BASEBALL FÉMININ

2019 a encore une fois été une grosse année pour le baseball féminin, autant pour les équipes de compétition que pour l'ensemble des équipes du Québec. Bien que le membership total et le nombre d'équipes n'aient pas atteint l'objectif souhaité, de nombreuses activités ont eu lieu sur le territoire québécois pour les filles.

Pour une 3e année de suite, la tournée du baseball féminin a fait le tour de presque toutes les régions du Québec pour rejoindre environ 640 jeunes filles et trois showcases ont été organisés dans les régions de Québec, Outaouais et Richelieu-Yamaska. Au total, 61 équipes de division Moustique, Pee-Wee et Bantam ont pris part à cette activité « vitrine de talents ».

Une belle réussite a été l'organisation des championnats provinciaux féminins, malgré la chaleur accablante. Pour une 2e année de suite, Laval a reçu l'événement qui regroupait des équipes féminines Moustique, Pee-Wee et Bantam. Au total, plus de 430 filles dispersées dans 33 équipes ont pu être en compétition contre les autres régions, un record! Cette année, une équipe invitation Bantam a été formée afin d'inclure des athlètes du Saguenay, de la Côte-Nord et du Bas-Saint-Laurent et une 1re équipe de l'Abitibi-Témiscamingue a participé à la compétition cette année. Nous devons également souligner la présence d'un très grand nombre de filles et de femmes qui ont officialisé les matchs et qui étaient entraîneures des équipes participantes.



Pour continuer à faire grossir le bassin de joueuses au Québec, il faudra miser autant sur les nouvelles inscriptions que sur la rétention de nos athlètes féminines. L'avenue de groupes de travail plus adaptés à chaque région pourrait être une idée envisagée dans les prochaines années.

Pour terminer, le baseball féminin a été bien représenté au gala Femmes d'influence d'Égale Action. Membre de l'équipe du Québec 20U, Meghan Jasmin a remporté le prix du volet jeunesse pour son implication auprès des jeunes joueuses. Pour ses bonnes pratiques dans la promotion du sport au féminin, Baseball Québec a mis la main sur le prix de la nouvelle catégorie de l'organisation de l'année – volet féminin.

Les équipes du Québec

Du côté des équipes du Québec 14U, 16U, 20U et Senior, chacune d'elles a eu la chance de participer à des activités qui leur étaient spécifiques tout au long de la saison. L'**équipe 14U** a vu son camp de développement se dérouler en 3 segments en plus de participer à un *showcase* Québec-Ontario en Outaouais. 13 athlètes de l'équipe ont également été sélectionnées pour former l'équipe du Québec #2 au championnat canadien 16U où elles ont terminé avec un excellente 5e place sur 12 équipe.

L'**équipe 16U** a quant à elle disputé plus de 55 matchs contre des équipes Bantam A et AA pendant la saison en plus de prendre part aux cliniques de la tournée du baseball féminin. À sa participation au championnat canadien 16U, l'équipe a su mettre la main sur la médaille de bronze.

De son côté, l'**équipe 20U** a également donné des cliniques de la tournée du baseball féminin et a joué plus de 40 parties. La formation est repartie avec une médaille d'argent à la suite de sa participation au championnat canadien 21U féminin.

L'**équipe Senior** a aussi remporté une médaille d'argent au championnat national invitation féminin à Okotoks en Alberta.

MARQUEURS

L'année 2019 a commencé en force pour le comité provincial des marqueurs. Année de stage de formateur, nous avions sollicité en 2018 l'aide de formateurs et formatrices afin de remettre sur pied un comité de formation. Ce dernier a eu comme mission de remanier la structure des stages afin de remettre le tout au goût du jour.



Nous croyons que ce fut une belle réussite et que les formateurs ont aimé leur fin de semaine. Nous avons eu de nouveaux formateurs sur place qui viennent combler des besoins dans chaque région. Nous avons pris en note beaucoup de commentaires face à ce nouveau stage et nous les prendrons en considération lors de celui de 2020.

Nous l'avions annoncé en 2018 et nous l'avons fait en 2019. La feuille de marquage unique pour toutes les catégories et divisions est bel et bien arrivée cette année. Nous sommes encore en transition, mais les nouvelles feuilles devraient se trouver partout dès 2020 et dans les années futures. Nous avons également mis au point une nouvelle feuille d'alignement unique pour accompagner la nouvelle feuille. Nous serons donc maintenant uniformes partout au Québec.

Nous avons continué notre projet de faire voyager les marqueurs à travers les championnats provinciaux et quelques marqueurs ont eu la chance de se déplacer cette année. Toutefois, nous considérons que c'est très peu par rapport aux opportunités disponibles pour les marqueurs. Ce nouveau programme doit encore se développer pour le faire connaître à tous et l'améliorer dans le futur pour faire vivre de belles expériences à nos marqueurs.

Ce fut donc une année remplie de projets et d'avancements pour les marqueurs. Nous observons de plus en plus l'appréciation des gens pour les marqueurs et que leur rôle est de plus en plus valorisé. En espérant que l'année 2020 soit aussi enrichissante et valorisante pour les marqueurs. Nous désirons aussi conduire les marqueurs vers un virage technologique dans les prochaines années... à suivre.



ARBITRES

Si l'oisiveté est la mère de tous les vices, le comité provincial a mené une existence exemplaire en 2019. Dans un contexte où notre sport est en pleine croissance, nos activités visent à améliorer constamment l'offre de service, tout en prenant en considération une potentielle pénurie d'officiels.

D'entrée de jeu, en 2019, l'embauche de nombreux officiels québécois au sein de la ligue Can-Am était une percée attendue depuis belle lurette. Enfin, nos officiels d'élite ont eu l'opportunité de se faire valoir au niveau professionnel. Il s'agit d'une grande fierté pour notre organisation. L'embauche de nos meilleurs éléments chez les pros a toutefois un effet pervers non négligeable : nous devions combler nos assignations avec moins d'officiels disponibles. Des plus hautes sphères du baseball québécois jusqu'au baseball régional, nous avons travaillé d'arrache-pied pour minimiser l'impact de la pénurie de personnel. Essoufflés et épuisés, malgré quelques épisodes très passagers de frustration, nous considérons avoir relevé le défi tant bien que mal.

Quant à nos efforts afin d'améliorer notre relève, nous avons mis sur pied dans la dernière année le Programme de développement des arbitres (PDA). La mission de ce programme est principalement de mieux préparer les arbitres qui seront actifs lors des différents championnats provinciaux, donc par le fait même de donner une formation et un encadrement de haute performance aux meilleurs éléments actifs en région. Les résultats sur le terrain furent à la hauteur des attentes, c'est le moins que l'on puisse dire. Quant à l'initiative en elle-même, elle fut grandement appréciée des participants et nous n'hésiterons pas à la reconduire en 2020. Nous souhaitons offrir cette formation à un plus grand nombre d'officiels. Finalement, nous devons souligner la participation exceptionnelle d'Yves Gagnon, qui a su mettre ses très nombreuses années d'expérience au service du développement de nos arbitres au sein du Programme de développement des arbitres. Sa participation fut un élément clé dans la réussite de ce projet.

En terminant, comme chaque année, le président du comité provincial des arbitres, Jean-François Arsenault, ne peut passer sous silence la contribution des membres du comité, Simon Blanchette, Patrick Allard, Philippe Lamoureux, Marc Genest et Mitch Levis au maintien de la qualité de l'arbitrage au Québec.

ENTRAÎNEURS

En 2019, un total de 7 637 entraîneurs ont foulé les terrains du Québec, soit une augmentation de 288 entraîneurs. Cette augmentation représente environ 4 %.

Le programme de soutien aux entraîneurs en était à sa 3e année d'existence. L'objectif principal étant de solidifier la structure pour certaines régions et d'augmenter les ressources, nous pouvons dire mission accomplie. Plus d'une vingtaine d'animateurs et conférenciers se sont ajoutés partout en province. Les activités se déroulaient sous forme de cliniques joueurs-entraîneurs, programme entraîneur-chef et programme Mon Premier Lancer.

Un autre objectif était d'augmenter notre visibilité. Nous avons fait parvenir l'information dans toutes les serviettes d'équipes, augmenté les abonnements sur les réseaux sociaux et fait parvenir plusieurs infolettres directement aux entraîneurs.

Objectifs pour 2020 :

- Uniformiser le contenu des programmes.
- Développer des ateliers via la web-diffusion.
- Améliorer le taux de participation des entraîneurs aux activités.

Stages de formation PNCE

Au niveau des stages de formations du PNCE, 41 stages Initiation et 68 stages de niveau régional, provincial et instruction se sont donnés partout en province. Un grand total de 1253 entraîneurs ont débuté leur cheminement au niveau du programme du PNCE, soit une augmentation de 28 % !

Conventions des entraîneurs

Cette année, trois Conventions des entraîneurs ont été organisées dans la province à Laval, à Québec et un retour à Saint-Hyacinthe. Un total de 708 entraîneurs y ont participé :



391 à Laval ■ 160 à Québec ■ 157 à Saint-Hyacinthe



Coordonnateurs techniques régionaux (CTR) 2019 :

Abitibi-Témiscamingue : Baseball Québec

Bas-Saint-Laurent : Luc Jobin / Éric Rousseau / Maxime Lévesque

Côte-Nord : Baseball Québec

Estrie : Steve Langlois

Lac St-Louis : Frédéric Majeur

Lanaudière : Benjamin Guimond

Laurentides : Tristan Beaudin

Laval : Alain Bolduc

Mauricie : François Brunel

Montréal : Pascal Jean

Outaouais : Stéphane Pétronzio

Québec : Dominic Leblanc

Richelieu-Yamaska : Marc Labbé

Rive-Sud : Vincent Gagnon

Saguenay Lac-Saint-Jean : Daniel Fortin

ÉVÉNEMENTS

Blue Jays à Montréal

Les 25 et 26 mars derniers, devant une foule cumulative de 46 984 partisans, les Blue Jays de Toronto ont disputé une série de deux matchs préparatoires au stade olympique. C'était une 6e année consécutive alors qu'ils affrontaient les Brewers de Milwaukee.



Avec la participation de nombreux bénévoles pendant les deux soirées, le moitié-moitié a connu cette année encore un grand succès. Organisé en partenariat avec la Fondation des Alouettes de Montréal, le moitié-moitié a permis d'amasser une somme totale de 156 460 $. Une partie du montant, qui revient à Baseball Québec, est destinée à faire rayonner le baseball partout en province.

Journée des 50 ans de Baseball Québec

Le 18 août dernier, l'anniversaire de la Fédération a été souligné lors d'une journée spéciale au domicile des Aigles de Trois-Rivières. En matinée, 200 jeunes joueurs de partout en province ont pu fouler le terrain lors d'une méga clinique de baseball orchestrée par les Aigles de Trois-Rivières. Sur le terrain, les jeunes ont pu recevoir des conseils des joueurs des Aigles Junior ainsi que des Québécois de la ligue Can-Am.

Les festivités du 50e ont continué en après-midi lors d'un match opposant les Aigles de Trois-Rivières et les Capitales de Québec. Chaque équipe arborait un chandail spécial aux couleurs de Baseball Québec pour l'occasion.

Sur les quelques 3 700 spectateurs présents, près de 2 500 étaient des membres de la Fédération ou de leur famille venus prendre part aux célébrations. Merci à tous ceux et celles qui ont participé à cette belle journée.

Défi Triple Jeu provincial

C'est en bonne partie sous le soleil que la finale provinciale du Défi Triple Jeu a pu se dérouler le 3 août dernier au stade Canac dans la ville de Québec. Très tôt, le terrain synthétique du stade a été pris d'assaut par plus de 215 joueurs et joueuses des quatre coins de la province. C'est en fin de journée que la pluie a donné du souci aux participants et aux organisateurs. La compétition a néanmoins été complétée et le beau temps fut de retour pour permettre la tenue du match des Capitales pour clore la journée.



Lors de la finale provinciale, des garçons de 4 à 18 ans et des filles de 4 à 21 ans se sont affrontés dans leur division respective. Ces derniers avaient préalablement remporté leur Défi Triple Jeu local et régional.

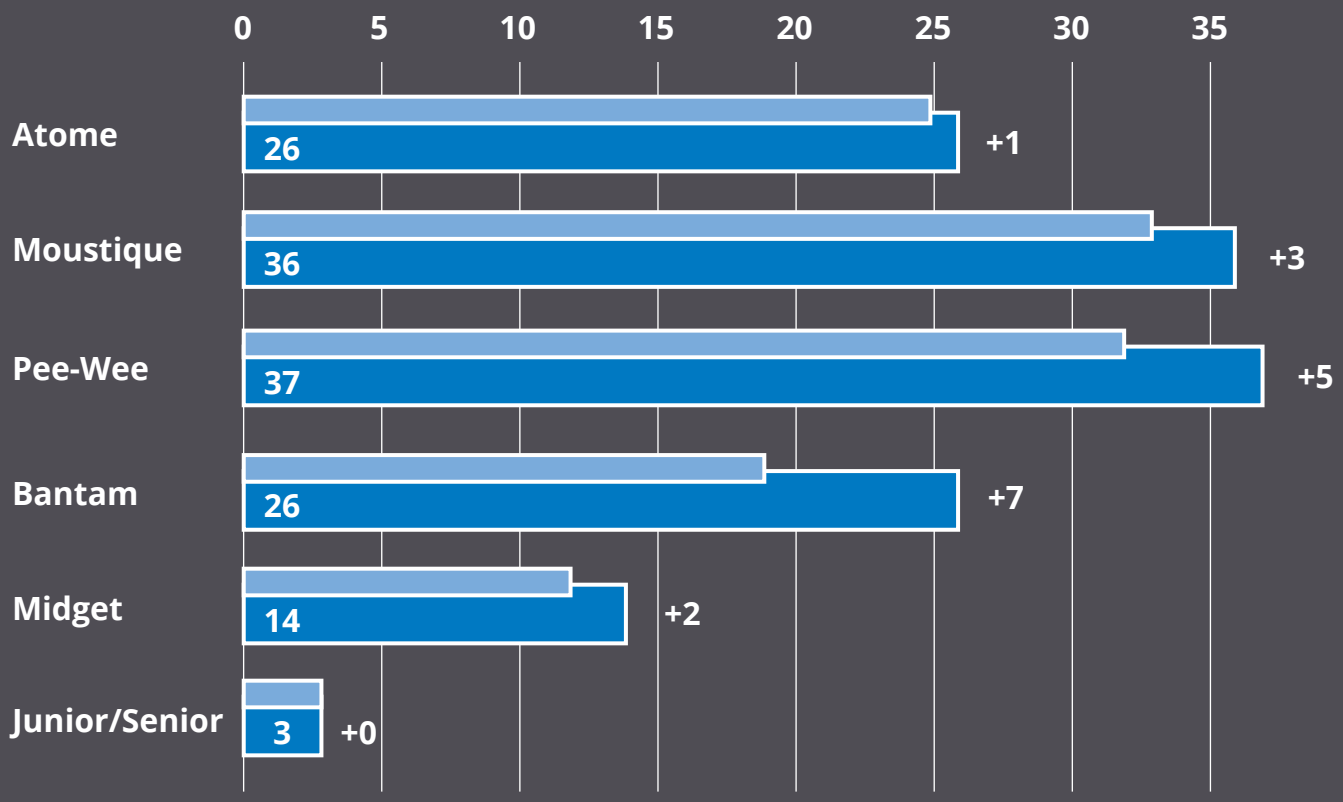
Soulignons le traditionnel appui de Easton pour nous permettre de faire des remises et des tirages de nombreux prix.

TOURNOIS

Au total, ce sont 141 tournois qui ont eu lieu et ceux-ci ont pu accueillir pas moins de 1 717 équipes des divisions Atome à Senior. Ainsi, c'est 187 participations à des tournois supplémentaires en 2019 comparé à l'année dernière.

En 2019, il y avait 7 tournois offerts pour les filles.

Répartition et variation du nombre de tournois selon leur division*



* Pour comptabiliser les tournois par division, nous comptons les tournois selon les classes offertes. Par exemple, le tournoi Monstre Vert de l'Ouest met en compétition les classes AA, A, B et féminin, comptant ainsi pour 4 tournois différents dans notre calcul.

CHAMPIONNATS PROVINCIAUX

Les championnats de classe B se sont déroulés dans la région de Montréal, ceux de classe A ont eu lieu en Mauricie tandis que ceux du AA ont eu lieu dans la région de Québec.

Division	Classe	Équipes gagnantes	Localisation
9U – Atome	A	Région Estrie (Olympiques de Drummondville)	Louiseville
11U – Moustique	AA	Région Mauricie	Québec
	A	Région Lanaudière (Mercenaires A2 de Mascouche)	Pointe-du-Lac
	B	Région Côte-Nord (Blue Jays de Baie Comeau)	Montréal-Nord
	Féminin	Région Québec	Laval
13U – Pee-Wee	AA	Région Mauricie	Pointe-du-Lac
	A	Région Lanaudière (Mercenaires de Mascouche)	Cap-de-la-Madeleine
	B	Région Mauricie (Estacades Marines du Cap-de-la-Madeleine)	Tétreaultville
	Féminin	Région Québec	Laval
15U – Bantam	AA	Région Rive-Sud	Thetford Mines
	A	Région Richelieu-Yamaska (Braves de Beloeil)	Trois-Rivières
	B	Région Abitibi-Témiscamingue (Canadian de Malartic)	Jarry
16U – Bantam féminin	Féminin	Région Lanaudière	Laval
18U – Midget	AA	Région Québec (Patriotes de Québec-Ouest)	Beauce
	A	Région Lanaudière (Mercenaires de Mascouche)	Trois-Rivières
	B	Région Rive-Sud (Patriotes Rouge de St-Basile-le-Grand)	Saint-Léonard

CHAMPIONNATS CANADIENS

En 2019, 12 équipes du Québec ont représenté la province lors de 9 championnats canadiens. Au terme de ces compétitions, les équipes québécoises ont réussi à mettre la main sur 7 médailles. Félicitations et merci à toutes les fomations !

Division	Médaille	Équipes médaillées	Localisation
13U – Masculin	Argent	équipe hôtesse	Repentigny (Québec)
16U – Féminin	Bronze	équipe Québec	Bedford (Nouvelle-Écosse)
18U – Masculin	Or	équipe Québec	London (Ontario)
21U - Masculin	Argent	équipe hôtesse	Gatineau (Québec)
	Bronze	équipe Québec	
21U - Féminin	Argent	équipe Québec	Ottawa (Ontario)
Senior - Féminin	Argent	équipe Québec	Okotoks (Alberta)

DÉVELOPPEMENT DU SPORT

PROGRAMMES D'INITIATIONS EN SAISON ESTIVALE

Chaque année, Baseball Québec encourage et appuie les associations à adopter les programmes de développement disponibles pour leurs membres. Nous visons ainsi le plaisir, le développement et la rétention des joueurs afin de consolider la base de notre sport.

RALLYE CAP

Cette saison, le nombre d'inscrits au programme continue de suivre les augmentations générales au baseball. En 2019, ce sont plus de 6 700 jeunes âgés de 4 à 7 ans qui constituaient la division Rallye Cap au Québec. Cette division représente 20 % de l'ensemble des joueuses et joueurs québécois.

Cette saison, malgré le retrait du commanditaire national, Baseball Québec à été en mesure de fournir, sur demande, des chandails de son surplus d'inventaire.

En plus des formations d'animateurs dispensées dans la majorité des régions, Baseball Québec a innové cette année avec la mise en place des coordonnateurs Rallye Cap. L'objectif : venir en support aux animateurs, et ce, directement sur le terrain. Avec une première année de mise en place plutôt timide, espérons que les associations se prévaudront de ce service régional que la Fédération souhaite implanter.

GRAND CHELEM

Déjà implanté en projet pilote lors de la saison 2018, le programme Grand Chelem s'est installé dans quelques régions supplémentaires. Cette 3e classe de la division Atome a été adoptée par six régions pour la saison en 2019.

Rappelons que le programme est basé sur une période de 12 semaines où les équipes sont dirigées dans une structure évolutive définie, soit se concentrer sur les entraînements dans la première partie de saison. Du matériel didactique a été développé pour les participants de 8 et 9 ans afin de favoriser l'apprentissage du baseball et d'assurer un suivi par les entraîneurs.

En début d'année, une animation vidéo explicative a été créée et diffusée sur les réseaux sociaux afin de faire connaître et d'expliquer les principes et le fonctionnement du programme Grand Chelem.

PROGRAMME SCOLAIRE

Baseball en Action

Le programme Baseball en Action, instauré dans les écoles primaires du Québec, permet à plusieurs jeunes de toucher aux différents aspects de base du baseball (attraper, lancer, frapper et courir). L'objectif est d'initier de nouveaux enfants au baseball pour qu'ils s'inscrivent ensuite dans leur association locale. Baseball en Action existe déjà depuis plusieurs années. En 2019, environ 50 nouvelles écoles ont adhéré au programme. Les écoles reçoivent une trousse d'équipement adapté pour les activités en gymnase, d'une valeur d'environ 400$. Ce programme clé en main est gratuit. Baseball en Action, c'est l'outil de promotion du baseball dans les écoles de la province !

Encore cette année, le Réseau du sport étudiant du Québec (RSEQ) a continué sa tournée avec une prolongation de leur tournée PR1MO Baseball. C'est un programme destiné aux écoles, qui a été développé de concert avec la Fédération. Les enseignants en éducation physique qui ont reçu une formation de la tournée PR1MO Baseball du RSEQ pouvaient aussi faire une demande de trousse auprès de la Fédération.

Outre ces visites, Baseball Québec est pro-actif en se rendant au congrès annuel de la Fédération des éducateurs et éducatrices physiques enseignants du Québec (FEEPEQ).

INNOVATION, NOUVELLE DISCIPLINE

Baseball 5

Depuis l'automne dernier, Baseball Québec en parle abondamment et en fait des démonstrations. Le Baseball 5 est une forme de « baseball de rue ». Pratiqué depuis longtemps en Amérique du Sud, la World Baseball and Softball Confederation (WBSC) l'a formaté et en fait la promotion en Europe.

Baseball Québec mise sur le développement de cette nouvelle discipline. Activité simple et très apparentée au baseball traditionnel, le Baseball 5 est facile à apprendre et peut se pratiquer sur différentes surfaces intérieures et extérieures. À la demande de Baseball Canada, la fédération provinciale a accueilli deux projets pilotes de Baseball 5, d'une durée de 8 semaines en gymnase au printemps dernier. L'un fut déployé dans un centre communautaire de Montréal et l'autre dans une école primaire de la Mauricie.





De plus, Baseball Québec a organisé des démonstrations dans le cadre de session-découvertes du sport en appui à une école secondaire de Laval. Une autre démonstration a été faite en compagnie d'une fondation caritative du Sud-Ouest de Montréal.

Premier tournoi de Baseball 5

Baseball Québec, de concert avec l'Académie de Baseball du Canada (ABC), a organisé la toute première compétition provinciale de Baseball 5 en septembre. La compétition, faisant office de levée de fonds pour l'ABC, a réuni 24 équipes dans un marathon de 60 parties. Une découverte pour plusieurs sportifs, un franc succès pour la Fédération et pour le Baseball 5 !





LES ADHÉSIONS

Joueurs en 2019												
Régions	Rallye Cap	Atome	Moustique	Pee-Wee	Bantam	Midget	Junior	Senior	Sport-Études	Baseball adapté	Automne	**Total**
ABC	0	0	0	0	0	44	0	0	0	0	0	**44**
Abitibi-Témiscamingue	222	141	147	104	77	37	0	0	0	6	0	**734**
Bas-St-Laurent	305	213	212	199	125	65	39	164	31	0	0	**1353**
Côte-Nord	192	115	100	74	49	12	0	0	0	0	0	**542**
Estrie	328	246	227	201	149	89	38	217	86	45	333	**1959**
Lac St-Louis	621	551	678	641	409	308	96	734	21	12	1	**4072**
Lanaudière	705	452	481	371	202	152	76	295	91	9	130	**2964**
Laurentides	613	512	600	529	290	200	61	98	113	56	0	**3072**
Laval	152	182	213	180	145	98	57	42	43	35	0	**1147**
Mauricie	358	301	360	310	177	65	37	291	70	9	63	**2041**
Montréal	411	303	339	306	218	166	97	243	74	25	0	**2182**
Outaouais	423	276	357	277	190	101	38	0	64	33	0	**1759**
Québec	1016	948	1053	827	530	320	209	196	237	77	0	**5413**
Richelieu-Yamaska	371	280	297	227	203	124	39	97	62	20	23	**1743**
Rive-Sud	1091	848	961	669	463	328	171	122	117	25	3	**4798**
Saguenay–Lac-St-Jean	213	229	226	184	105	59	18	0	54	14	0	**1102**
Total	**7021**	**5597**	**6251**	**5099**	**3332**	**2168**	**976**	**2499**	**1063**	**366**	**553**	**34925**

Équipes en 2019									
Régions (Joueurs)	Rallye Cap	Atome	Moustique	Pee-Wee	Bantam	Midget	Junior	Senior	**Total**
ABC						2			**2**
Abitibi-Témiscamingue	10	16	16	10	9	6	0	0	**67**
Bas-St-Laurent	11	26	20	19	11	4	2	8	**101**
Côte-Nord	5	9	7	7	3	1	0	0	**32**
Estrie	20	28	25	19	15	6	2	11	**126**
Lac St-Louis	34	60	62	52	36	24	5	38	**311**
Lanaudière	48	54	45	33	17	12	4	15	**228**
Laurentides	31	59	58	51	26	15	3	5	**248**
Laval	9	19	20	17	12	7	3	2	**89**
Mauricie	25	38	38	32	18	5	2	15	**173**
Montréal	23	34	31	24	20	11	5	12	**160**
Outaouais	15	30	36	26	19	10	2	0	**138**
Québec	61	89	102	76	53	28	11	10	**430**
Richelieu-Yamaska	28	37	28	22	20	9	2	5	**151**
Rive-Sud	33	95	86	60	40	26	9	6	**355**
Saguenay–Lac-St-Jean	5	27	22	19	8	6	1	0	**88**
Total	**358**	**621**	**596**	**467**	**307**	**170**	**51**	**127**	**2697**

RETOUR SUR NOS RÉGIONS
EN 2019



ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

FAITS SAILLANTS

- Arrivée de Chibougamau dans le baseball fédéré en Abitibi-Témiscamingue
- Installation d'une nouvelle cage de frappeur pour le Sport-Études à Malartic
- Record d'inscriptions au programme Sport-Études
- 2 joueurs invités à la Classique Claude-Raymond
- Une médaille d'or obtenue au championnat provincial Bantam B par l'équipe de Malartic



BAS-SAINT-LAURENT

ÉVÉNEMENTS

- 5 tournois ont été organisés dans la région

FAITS SAILLANTS

- L'achat de chandails Rallye Cap pour toutes les associations grâce au partenariat avec Desjardins
- À sa 2e année d'existence, l'association de la Vallée (Matapédia) a presque doublé ses inscriptions, passant de 73 à 130 membres
- La région a obtenu la médaille d'argent au championnat provincial Midget A avec les Bandits de Kamouraska
- Intronisation de la fierté régionale en baseball féminin : Stéphanie Savoie



CÔTE-NORD

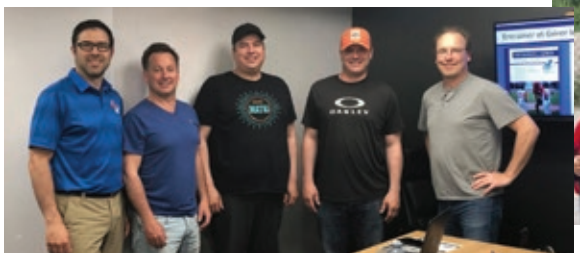
FAITS SAILLANTS

- Augmentation de 263 % du nombre d'officiels
- Augmentation significative du nombre d'entraîneurs formés
- Un projet pilote avec Baseball Canada a été mis sur pied pour donner une formation aux entraîneurs en visioconférence pour le volet théorique et le volet technique a été enseigné lors de la tournée des associations
- 3 entraîneurs sont allés à Montréal pour suivre une formation sur mesure
- Un organisme veut commencer le baseball adapté
- Mise à niveau du volet financier de la région
- Obtention de 3 médailles aux championnats provinciaux : Médaille d'or au Moustique B (Blue Jays de Baie-Comeau) et médaille de bronze au Bantam B (Blue Jays de Baie-Comeau) et au Midget B (Pat's de Sept-Îles).

ÉVÉNEMENTS

- Le Défi Triple Jeu régional s'est tenu en territoire autochtone de Pessamit et a connu un énorme succès
- Le Festiball a eu lieu à Sept-Îles





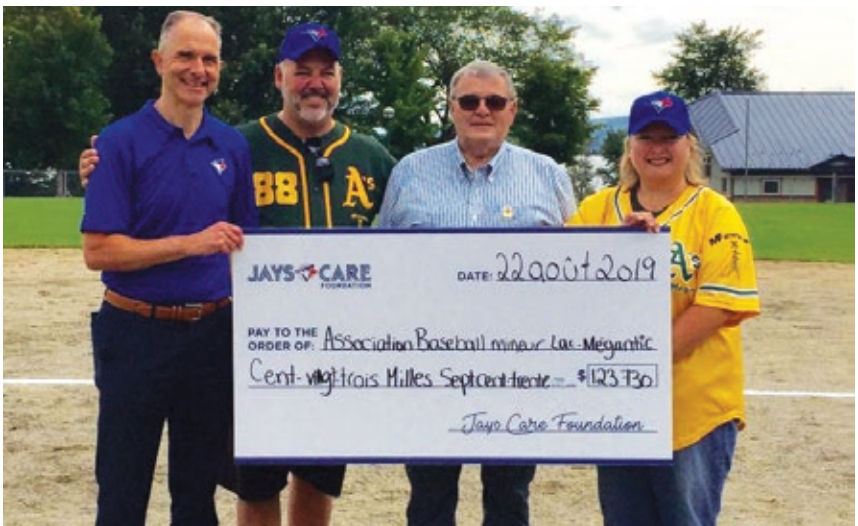
ESTRIE

FAITS SAILLANTS

- La région a atteint son objectif d'augmenter son nombre de membres
- Lors des championnats provinciaux A, l'Estrie a récolté trois médailles, dont une d'or par l'équipe Atome de Drummondville
- Projet pilote par la ligue de baseball régionale pour le count pitch
- L'Association de baseball mineur de Lac-Mégantic a reçu une aide financière de la fondation des Blue Jays de Toronto pour installer des lumières sur leur terrain
- Augmentation du nombre d'équipes féminines
- Le baseball adapté à Drummondville et à Sherbrooke se porte bien avec plus de joueurs inscrits dans le programme

ÉVÉNEMENTS

- Une partie hors concours à Coaticook entre les Capitales de Québec et les Champions d'Ottawa de la ligue Can-Am
- De nombreux tournois ont eu lieu sur le territoire : Atome – Pee-Wee à Magog, Pee-Wee à Sherbrooke, Pee-Wee à Drummondville, Bantam à Lac-Mégantic, Moustique à Sherbrooke, Midget à Drummondville et 1re édition d'un tournoi Senior à Sherbrooke



LAC ST-LOUIS

ÉVÉNEMENTS

- Festival Rallye Cap tenu à Pierrefonds
- Plusieurs cliniques d'entraîneurs et Mon Premier Lancer effectuées dans la région
- Plusieurs tournois ont été organisés : Atome A et B à Dollard-des-Ormeaux, Moustique A et B à St-Laurent, Pee-Wee B à Lakeshore, Pee-Wee A – La Classique de Baseball de Valleyfield et Midget A à Lakeshore

FAITS SAILLANTS

- Les sièges du conseil d'administration et les postes régionaux ont tous été comblés
- 3 149 joueurs et joueuses dans la région pour former plus de 250 équipes et le taux de rétention a augmenté pour atteindre 72,8 %
- 9,1% d'augmentation de joueuses, passant de 224 à 247
- Maintenant 3 équipes Junior sont formées dans la région
- Une nouvelle association : NDG de Montréal
- Le vote en ligne a été ouvert aux entraîneurs-chefs pour choisir les joueurs A et B du gala méritasB
- Création d'une ligne d'automne avec environ 25 équipes participantes
- Implantation du baseball adapté
- Augmentation de 50 % du nombre de « j'aime » sur la page Facebook de la région
- Mise à niveau des critères de sélection pour l'Association de l'année régionale
- L'équipe Bantam AA a été finaliste dans les séries de sa ligue et l'équipe Midget AA a été championne
- Obtention de 5 médailles aux championnats provinciaux : l'argent au Pee-Wee AA et le bronze au Pee-Wee féminin, Bantam féminin, Midget B et Midget AA

LANAUDIÈRE

ÉVÉNEMENTS

- Journée du baseball féminin et journée pyjama pour les joueuses au parc Laverdière
- Défi Triple Jeu en juin orchestré par l'association Chemin du Roy et la région
- 6 tournois dans la région : Terrebonne, Charlemagne-Le Gardeur, Repentigny, Chemin du Roy et La Plaine
- Challenge Rallye Cap organisé à Mascouche
- Un projet pilote de monticule amovible s'est déroulé à Terrebonne
- Championnat canadien 13U organisé à Le Gardeur où l'équipe hôtesse a remporté la médaille d'argent

FAITS SAILLANTS

- Plus de 2 300 joueurs représentant une augmentation de 2 %
- Nouvelle association : les Grizzlys de Saint-Roch-de-l'Achigan
- La ligue féminine Atome B comptait 6 équipes et 4 équipes Moustique féminines
- 7 médailles aux championnats provinciaux : Moustique A (or), Moustique AA (or), Pee-Wee A (or), Pee-Wee féminin (argent), Bantam féminin (bronze), Midget A (or) et Midget AA (argent)
- Une nouvelle formule pour la formation des entraîneurs par le coordonnateur technique moins contraignante pour les horaires
- La mise sur pied d'un nouveau programme de supervision des arbitres et ceux-ci ont bien représenté la région lors des provinciaux
- Un nouveau format pour les séries et les régionaux pour allonger jusqu'à la fin du mois d'août
- Un pas de plus dans l'univers de Spordle a été fait, mais il reste du travail à faire
- Plus de 35 prix ont été remis au gala méritas de la région le 20 octobre et le prix d'excellence a été remis à Michel Eteson, le 1er «blueman» a recevoir ce titre.

LAURENTIDES

FAITS SAILLANTS

- Augmentation des équipes féminines pour un total de 12, dont 2 équipes Pee-Wee
- Le pionnier 2019 des Laurentides : Laurent Belisle
- Un nouveau local est entièrement dédié au Centre de Perfectionnement des Laurentides
- Le terrain Lorraine 1 a changé de nom pour devenir le terrain Bruno Voyer
- Obtention de 2 médailles aux championnats provinciaux : la médaille d'argent au Pee-Wee A (par les Angels de Blainville) et la médaille de bronze au Bantam AA
- Des joueurs de la région se sont illustrés lors de compétitions canadiennes : Charlotte Élie (championnat 16U féminin) a remporté une médaille de bronze, Émerick Mathieu (championnat 13U), Alexandra Lacroix, Charles St-Laurent, Mathieu Péclet et Catherine Labelle (championnat 21U féminin) ainsi que Cédrick Beaudry et Jason Charron (championnat 21U) ont remporté une médaille d'argent et Félix D'Arcy (championnat 18U) a remporté une médaille d'or.

ÉVÉNEMENTS

- Un total de 23 tournois a eu lieu dans la région
- 25e édition du tournoi Atome-Pee-Wee de Boisbriand
- 1re édition des tournois Atome B et Bantam B de Lachute ainsi que du tournoi Pee-Wee B de Blainville
- 2e édition du tournoi Moustique B féminin de Saint-Eustache
- 4e édition de la classique Jean-Marie Tessier
- Grand succès de la journée du baseball féminin où les équipes régionales féminines ont été dévoilées

LAVAL

FAITS SAILLANTS

- Obtention du prix Hosia 2019 de la Ville de Laval dans la catégorie «Événement de l'année» pour les championnats provinciaux féminins
- Participation aux showcases de baseball féminin et aux tournois féminins
- Dans le cadre des camps de jour «Mes premiers jeux», des cliniques d'initiation au baseball ont été données
- 7 joueurs ont obtenu une médaille à la finale provinciale du Défi Triple Jeu
- Les Associés Pee-Wee AA et les Associés bleus Moustique AA ont été finalistes dans la LBICM
- 4 filles de la région ont été invitées au camp 14U : Annika Desjardins, Lily Mariani, Zoé Sawaya et Camille Proulx
- Les équipes ont été performantes en tournoi :
  - Jays de Laval-Nord (Pee-Wee A) : Champions à Granby et finalistes à Tétreaultville
  - Indians de Laval-Nord (Moustique A) : Champions à Saint-Laurent et finalistes à Sherbrooke
  - Pirates Delta (Atome A) : Champions à Boisbriand
  - Associés de Laval (Pee-Wee AA) : Finalistes à BLRT
  - Associés de Laval (Midget AA) : Finalistes à Kanata
  - Éperviers de Vimont-Auteuil (Bantam A) : Champions de Saint-Honoré-de-Chicoutimi
  - Mariniers de Laval-Est (Pee-Wee B) : Demi-finalistes à Terrebonne
  - Associés bleus (Moustique AA) : Demi-finalistes à Saint-Hyacinthe
  - Rangers de Laval-Nord (Pee-Wee B) : Demi-finalistes à BLRT
  - Tornades de Laval (Pee-Wee B) : Demi-finalistes à Blainville
  - Associés de Laval (Moustique AA) : 6e place à Trois-Rivières Ouest

ÉVÉNEMENTS

- 13e édition du tournoi Pee-Wee d'hiver de Laval qui a eu lieu le 9 février
- Journée du baseball féminin le 25 mai
- Clinique de baseball en collaboration avec les Pirates Chevrolet 440 Laval de la LBJEQ le 8 juin
- Organisation des championnats provinciaux féminins à Laval du 18 au 21 juillet
- Un festival Rallye Cap a eu lieu le 6 août ainsi qu'un festival Atome B/Grand Chelem le 24 août
- Tout 1er tournoi Bantam AA organisé par les Associés de Laval
- Organisation du gala méritas le 19 octobre

MAURICIE

ÉVÉNEMENTS

- Journée des 50 ans de Baseball Québec célébrée au stade des Aigles où une clinique était organisée le matin pour les jeunes et un match opposant les Aigles aux Capitales de la ligue Can-Am en après-midi
- 5 tournois dans la région : Atome à Louiseville et au Cap-de-la-Madeleine, Moustique à Saint-Étienne et à Trois-Rivières-Ouest ainsi que Pee-Wee et Bantam à Nicolet
- Organisation de la journée du baseball mineur avec les Aigles Can-Am de Trois-Rivières
- 3e édition de la Convention régionale des entraîneurs, donnée par l'organisation des Aigles
- Organisation des championnats provinciaux Pee-Wee AA ainsi que tous les provinciaux de classe A

FAITS SAILLANTS

- Une ligue entièrement féminine mise sur pied pour les catégories Atome, Moustique et Pee-Wee en plus d'une excellente collaboration de la région de l'Estrie (Drummondville) pour joindre des équipes aux ligues respectives
- Implantation avec succès de la plateforme Spordle pour l'ensemble des associations mineures ainsi que pour la gestion complète de la ligue de baseball de la Mauricie
- Mise en place d'un plan de supervision pour la sélection des arbitres pour les championnats provinciaux
- Plusieurs formations données dans le cadre du programme PNCE en vue de l'accréditation des entraîneurs de la région
- 5 médailles aux provinciaux : l'or au Pee-Wee AA (Aigles AA de la Mauricie), au Moustique AA (Aigles AA de la Mauricie) et au Pee-Wee B (Estacades du Cap-de-la-Madeleine) et le bronze à l'Atome A (Bulldogs de Bécancour) et au Moustique féminin (Pink Sox de la Mauricie)



MONTRÉAL

ÉVÉNEMENTS

- Le grand week-end de baseball a eu lieu les 6 et 7 juillet avec la journée du baseball féminin, le Défi Triple Jeu régional et le match des étoiles
- Les championnats provinciaux B ont eu lieu dans la région : Moustique à Montréal-Nord, Pee-Wee à Tétreaultville, Bantam à Jarry et Midget à Saint-Léonard
- Plusieurs tournois ont eu lieu dans la région
- 2 festivals ont été organisés, un dans l'Atome B / Grand Chelem et l'autre dans le Rallye Cap

FAITS SAILLANTS

- La création d'une ligue Junior de 8 équipes
- Le baseball adapté a débuté avec environ 25 joueurs



OUTAOUAIS

FAITS SAILLANTS

- 4 athlètes ont participé à la Classique Claude-Raymond
- 6 joueurs dans les équipes de l'Académie de baseball du Canada
- Au Gala d'excellence de l'Outaouais 2019, Ela Day-Bédard a gagné le prix Athlète découverte féminine et Sébastien Provost a été finaliste pour Officiel de l'année
- Médaille d'argent au championnat provincial Bantam féminin
- De nombreux joueurs de l'Outaouais ont récolté des médailles lors de championnats canadiens : Brady Austin au 13U (argent), Ela Day-Bédard au 16U féminin (bronze), Jérémy Picard au 18U (or), Chelsea Morgan au 21U féminin et au Senior Féminin (argent) et les Tyrans de Gatineau Junior élite au 21U (argent)
- Robin Villeneuve a participé à la Canada Cup et au tournoi T12 des Blue Jays de Toronto
- 3 chefs de mission des équipes du Québec étaient de l'Outaouais : Serge Gauthier au 15U et Anik Goudie ainsi que Lise Caron au 16U féminin
- Plusieurs arbitres, marqueurs et superviseurs de la région ont participé aux championnats provinciaux ou canadiens
- Lancement du programme de baseball adapté dans la région avec 36 inscriptions
- L'Association de baseball amateur d'Aylmer fête ses 40 ans

ÉVÉNEMENTS

- 371 joueurs ont participé à la 6e édition de la Journée portes ouvertes
- La Convention des entraîneurs régionale a accueilli plus de 70 participants
- Le tournoi Bantam B, Moustique B et Pee-Wee de Deux-Rives fêtait sa 9e édition et le tournoi Bantam AA-A d'Aylmer sa 27e
- Le championnat canadien 21U et le championnat provincial Midget AAA D2 ont eu lieu dans la région
- Un showcase provincial de baseball féminin a été organisé
- Les 4 Chevaliers Easton sont venus au parc Sanscartier devant plus de 800 spectateurs

QUÉBEC

FAITS SAILLANTS

- Hausse de 5,4 % du membership
- Les Capitales de Québec et le programme Sport-Études des Canonniers fêtaient leur 20e anniversaire
- 10 médailles obtenues lors de championnats provinciaux
- L'Académie Saint-Louis s'est jointe au programme Sport-Études des Canonniers de Québec
- Utilisation de Spordle pour gérer la LBCRQ
- 230 marqueurs ont été formés cette année et 309 arbitres étaient présents sur le territoire de Québec
- 19 stages PNCE ont été donnés pour les entraîneurs
- Plus de 300 équipes ont foulé le terrain synthétique du Stade Canac, pour un total de 204 heures
- Arrivée d'un directeur des opérations dans la région
- La région en était à la 1re phase de la réorganisation du baseball AA

ÉVÉNEMENTS

- Organisation des championnats provinciaux AA et le championnat provincial Midget AAA D1
- 7 tournois dans la région
- 2 festivals organisés : festival Atome à Charlesbourg et festival Moustique B à Haute-Saint-Charles
- Showcase de baseball féminin à Desjardins

RICHELIEU-YAMASKA

ÉVÉNEMENTS

- Le Défi Triple Jeu régional a accueilli 192 joueurs à Saint-Hilaire
- 9 tournois organisés par les associations de Beloeil, Granby et Saint-Hyacinthe
- 6 stages PNCE effectués par le coordonnateur technique régional Marc Labbé
- Saint-Hyacinthe a été l'hôte du showcase du baseball féminin les 11-12 mai ainsi que de la Convention des entraîneurs le 16 février
- Les championnats régionaux ont été reçus par 6 associations
- Distribution de 4 infolettres à ses membres pour les tenir informés sur différents sujets du baseball dans la région
- Le gala méritas des jeunes a eu lieu le 26 octobre et a accueilli les joueurs avec leurs parents et amis afin de récompenser les jeunes qui se sont démarqués cette saison
- Le gala méritas des adultes a eu lieu le 26 octobre et a accueilli quelque 170 personnes afin de souligner le travail des officiels, entraîneurs et bénévoles





FAITS SAILLANTS

- 7 médailles obtenues au Défi Triple Jeu provincial
- 6 joueurs invités à la Classique Claude-Raymond
- 11 joueurs et joueuses parmi les équipes du Québec aux championnats canadiens
- Médaille d'or aux championnats provinciaux pour les Braves de Beloeil Bantam A
- Médaille d'argent aux championnats provinciaux pour les Jays de Saint-Hyacinthe Atome A, les Mariniers Noir de Sorel-Tracy Moustique B et les Condors de Saint-Hyacinthe Moustique A
- Médaille d'or en séries dans la ligue AA pour les Guerriers Richelieu Pee-Wee AA et les Guerriers Midget AA, médaille d'argent pour les Guerriers Richelieu Bantam AA et médaille de bronze pour les Guerriers Yamaska Pee-Wee AA et les Guerriers Yamaska Bantam AA

RIVE-SUD

FAITS SAILLANTS

- Hausse de 2,26% des inscriptions
- 15 associations sur 21 ont maintenu leurs inscriptions ou les ont augmentées
- 3 ligues féminines en 2019 : une Atome, une Atome Grand Chelem et une Moustique. C'est une ligue de plus que l'an passé et la région espère en développer dans les autres catégories en 2020
- 13 joueurs qui ont participé à la Classique Claude-Raymond
- Dans les championnats provinciaux : 2 médailles d'or (Bantam AA et Midget B), 2 médailles d'argent (Moustique féminin et Pee-Wee B) et une médaille de bronze (Moustique B)
- Une récolte de 7 médailles Défi Triple Jeu provincial

ÉVÉNEMENTS

- Plusieurs tournois ont été tenus sur le territoire : 2 Moustique, 3 Pee-Wee, 2 Bantam et 2 Midget
- Cette année, il y avait encore la Classique Claude-Raymond à Saint-Jean-sur-Richelieu
- 28 équipes ont participé au Festival Rallye Cap, mais il a dû être interrompu au cours de la journée en raison de la température
- Le Défi Triple Jeu féminin régional s'est déroulé lors de la journée du baseball féminin
- Le Défi Triple Jeu régional a encore été un grand succès à Longueuil et c'est pendant cette journée que la vidéo région vedette a été tournée
- 2 journées de démonstration de baseball adapté ont été organisées, mais malheureusement elles n'ont pas eu les résultats escomptés. Ce n'est que partie remise pour l'an prochain!
- Le gala méritas a été un franc succès avec la participation d'environ 400 personnes pour reconnaître le talent des joueurs et l'implication des entraîneurs, des officiels et des bénévoles durant la saison 2019

SAGUENAY – LAC-ST-JEAN

FAITS SAILLANTS

- Augmentation de 4,56 % du nombre de joueurs
- 1re année pour le baseball adapté dans la région : 12 jeunes ont foulé 8 fois le terrain et ont participé à une activité avec les 4 Chevaliers. Merci aux bénévoles pour cette réussite !
- 5 filles de la région ont participé aux championnats provinciaux féminins avec des joueuses d'autres régions
- 3 équipes uniquement féminines : Pink A's d'Alma, les Pink Jays Atome de Jonquière et les Pink Jays Pee-Wee de Jonquière
- Projet pilote réussi pour l'intégration d'une équipe Pee-Wee AA pendant une demie saison dans la ligue de Québec. L'équipe a même remporté les séries
- Les Voyageurs Bantam AA et Midget AAA ont remporté la médaille d'argent lors de leurs séries
- Saison parfaite des Sox de Saint-Honoré avec 32 victoires et 0 défaite : ils sont champions de la saison régulière, des séries régionales et des tournois de Saint-Honoré, de Sainte-Julie et de Magog
- 4 équipes ont remporté un total de 5 tournois : félicitations aux Phillies de Chicoutimi (Moustique A), aux Jays de Jonquière (Moustique A), aux Dodgers de Saint-Honoré (Pee-Wee B) et aux Sox de Saint-Honoré (Pee-Wee A).
- 1 médaille aux championnats provinciaux : Pee-Wee A (bronze)

ÉVÉNEMENTS

- 46 filles ont participé à la journée du baseball féminin dans la région



BASEBALL DE HAUTE PERFORMANCE

Réseau de développement Midget AAA

L'année 2019 fut la 4e année de la nouvelle mouture du Midget AAA où nos écoles Sport-Études gèrent et administrent les activités de nos équipes œuvrant au sein du réseau de développement de Baseball Québec.

Même si le mois de mai ne fut pas aussi « chaleureux » que ces dernières années, nos équipes ont tout de même réussi à passer au travers d'un calendrier de 54 matchs… mais d'un mois de juillet qui a vu passer près de la moitié de la saison régulière !

Saguenay l'équipe la plus améliorée en saison régulière

Forte de son dossier de 32-22, l'équipe des Voyageurs du Saguenay fut la formation la plus améliorée en 2019. Cette équipe s'est battue tout au long de la saison avec ses rivaux de Charlesbourg pour la première place au classement de la division 2 du Midget AAA. Pas étonnant que ces deux formations aient fait les frais de la finale provinciale D2 !

Les équipes de Québec raflent les provinciaux Midget AAA

Pendant que Charlesbourg l'emportait en D2 lors d'une finale chaudement disputée de 2-0 face à la formation du Saguenay, leurs compatriotes de la D1, les Canonniers de Lévis, se permettaient un exploit similaire en venant à bout des Estacades de la Mauricie lors de la grande finale présentée au Stade Canac de Québec, par la marque de 8 à 5.

La finale du championnat provincial D2 avait lieu à Gatineau cette saison. Pour l'organisation gatinoise, cet événement servait aussi de préambule pour le comité hôte qui accueillait, le week-end suivant, le championnat canadien 21U.



Championnat canadien 18U

Les meilleurs joueurs de la ligue Midget AAA ont remporté la médaille d'or lors du dernier championnat canadien 18U, tenu à London en Ontario. Fort d'une fiche de trois victoires et une seule défaite lors du tournoi à la ronde, les troupiers de l'entraîneur-chef Michaël Bélanger n'ont pas lésiné lors des joutes éliminatoires. Comme en font foi leurs victoires sans équivoque contre nos grands rivaux ontariens, soit par la marque de 6-1 contre l'équipe hôte de London en demi-finale et par la marque de 8-2 en grande finale, contre les représentants de l'Ontario.





Classique Claude-Raymond

La 5e édition de la Classique Claude-Raymond s'est tenue à Saint-Jean-sur-Richelieu du 11 au 14 juillet dernier. L'événement réunit chaque année les 90 meilleurs joueurs de 15 ans et moins au Québec dans une formule de compétition tout à fait unique. En s'associant à l'événement ainsi qu'à ses deux organisateurs, Baseball Québec profite de l'occasion pour y tenir une première étape significative de son programme de détection de talents, partie prenante de son plan d'excellence.

Rappelons que cette Classique, en plus de souligner et reconnaître dignement le parcours personnel et professionnel de Claude Raymond, permet à la Fédération de suivre de façon plus accentuée le développement de cette élite. Ultimement, la compétition permet de mettre en valeur ces joueurs en vue d'une possible sélection avec l'équipe qui représentera le Québec au championnat canadien 15U.

Encore une fois cette année, des équipes de l'Ontario sont venues se frotter à aux meilleurs joueurs québécois. Il s'agissait des formations des Royals de Brampton, des Legionnaires d'Oshawa, des Chiefs de Whitby et des Mets de Milton.

Comme son comité organisateur nous y a habitués, le succès de la Classique Claude-Raymond de 2019 s'inscrit dans la suite des choses pour cet événement singulier :

- Week-end de 4 jours sans match annulé.
- 1re édition où les joueurs de 14 ans étaient réunis dans une même équipe (noire).
- Offre d'une gamme de vêtements à l'effigie de la Classique via l'Entrepôt du baseball.
- 1re édition où toutes les parties pouvaient être suivies en ligne via GameChanger.
- Compétition remportée par l'équipe grise.
- Présentation de tous les joueurs et entraîneurs sur le terrain, accueillis par Claude Raymond lors de la cérémonie d'ouverture.



Les premiers participants à être repêchés depuis les débuts

L'année 2019 restera mémorable pour les organisateurs. C'est lors de l'encan professionnel du mois de juin dernier que les organisateurs ont vu les premiers joueurs issus de l'événement être repêchés par le baseball majeur. Antoine Jean (lanceur) a été sélectionné par les Twins du Minnesota, Raphaël Pelletier (receveur) par les Rangers du Texas et Jean-Christophe Masson (voltigeur) par les Blue Jays de Toronto. Ces trois athlètes faisaient partie de l'édition 2016 de la Classique Claude-Raymond.



Académie de baseball du Canada

L'Académie de baseball du Canada (ABC) a connu une autre très bonne année. Les athlètes ont vécu de grands de grands moments, tant au plan individuel que collectif lors de la saison estivale.

Les deux formations ont participé à plusieurs compétitions d'envergure.

Équipe 16U

- Prep Baseball Report – Bradenton Floride, 1er au 4 Juin
- Wilson Premier – Lakeland Floride, 28 juin au 3 juillet (Quart de final)
- WWBA – Atlanta, 5 au 12 juillet
- World series – Boston, 17 au 21 Juillet (Champions)
- PBR National Championship, – Atlanta 24 au 29 juillet (Champions)

Équipe 17U

- Perfect Game North East championship – New York, 3 au 6 juin
- Wilson Premiere National – Lakeland Floride, 21 au 26 juin
- WWBA – Atlanta, 28 juin au 5 juillet
- PBR National Championship – Atlanta, 24 au 29 iuillet



Invitations aux Future Games et aux Junior Future Games de PBR

Quatre joueurs de l'ABC ont été invités par Prep Baseball Report (PBR) pour des événements. Louis-Philippe Langevin, Alexis Gravel et Émilien Pitre faisaient partie d'une équipe constituée de joueurs canadiens aux Future Games. Joshua Jone faisait partie d'une sélection canadienne aux Junior Future Games.



Signatures dans des institutions scolaires américaines

Universités

- Christopher Pouliot – Pittsburg University
- Antoine Jean – Alabama
- Neftaly Severino Cronier – Evansville University
- Emilien Pitre – Kentucky University
- Conor Angel – Louisiana Lafayette
- Marc-Antoine Lebreux – Virginia University
- Archer Brookman – Ohio University
- Nicolas Doré – Southwestern Oklahoma state University

Collèges

- Alfonso Villaobos – Chipola
- Viktor Bergeron – Wabash Valley
- Charles Lefebvre – Indians Hills
- Mathieu Vallée – NorthEastern Oklahoma

À noter qu'en plus des trois membres de l'ABC qui ont été repêchés en 2019, les anciens Conor Angel et Marc-Antoine Lebreux ont refusé des offres.

Sélection de la prochaine cohorte de l'équipe nationale junior du Canada

En plus des joueurs de l'ABC qui ont cheminé dans le programme de l'équipe nationale au cours des 12 derniers mois, le prochain cycle 2019-2020 accueille cinq Québécois (dont quatre nouveaux) en plus du retour de Robert Fatal comme entraîneur :

- Cédric De Granpré (17U)
- Alexis Gravel (16U)
- Johsua Jones (16U)
- Simon Lusignan (16U)
- Emilien Pitre (16U)



LES QUÉBÉCOIS DANS LES COLLÈGES AMÉRICAINS

Saison 2019-2020

Zacharie Allard (2e année),
NorthEastern Oklahoma College,
(Junior College – Division I)

Conor Angel (3e année),
University of Louisiana at Lafayette,
(NCAA – Division I)

Tristan Aspeck (recrue),
NorthEastern Oklahoma College,
(Junior College – Division I)

Guillaume Beaudry (3e année),
Southwestern Oklahoma State University,
(NCAA division II)

Alexandre Bédard (senior),
Southwestern Oklahoma State University,
(NCAA division II)

Émile Bois (recrue),
Monroe College,
(Junior College – Division I)

Pier-Olivier Boucher (recrue),
Indian Hills Community College,
(Junior College – Division I)

Archer Brookman (3e année),
The Ohio State University,
(NCAA – Division I)

Jacob Carrol (recrue),
Pratt Community College,
(Junior College – Division I)

Éric Cerantola (2e année)
Mississippi State Univeristy,
(NCAA – Division I)

Samuel Chaput (3e année),
The Emporia State University,
(NCAA, Division II)

Félix-Antoine Chénier-Rondeau (recrue),
NorthEastern Oklahoma College,
(Junior College – Division I)

Mathieu Deneault-Gauthier (senior),
West Texas A&M University,
(NCAA – Division II)

Isaac Deveaux (2e année),
University of Utah,
(NCAA – Division I)

Nicolas Doré (3e année),
Southwestern Oklahoma State University,
(NCAA, Division II)

Thomas Drouin (2e année),
Baruch College,
(Junior College – Division III)

Cyprien Dussenne (2e année),
Cameron University,
(NCAA – Division II)

Samuel Fortier (2e année),
Seminole State College,
(Junior College – Division I)

Zachary Gagnon (2e année),
Clarendon College,
(Junior College – Division I)

David Gauthier (senior),
Webber International University,
(NAIA, Sun Conference)

Julien Giroux-Harvey (3e année),
St Michael's College,
(NCAA division II)

Jordan Glazer (2e année),
University of Maine,
(NCAA, Division I)

Antoine Jean (recrue),
University of Alabama,
(NCAA – Division I)

Marcel-Maxime Lacasse (3e année),
West Texas A&M University,
(NCAA, Division II)

Déric Lamontagne (2e année),
Clarendon, College,
(Junior College – Division I)

Nathan Landry (recrue),
Mineral Area College,
(Junior College – Division I)

Raphaël John Leblanc (2e année),
Panola College,
(Junior College – Division I)

Marc-Antoine Lebreux (3e année),
University of Virginia,
(NCAA, Division I)

Charles Lefebvre (recrue),
Indian Hills Community College,
(Junior College – Division I)

John Loschiavo (3e année),
Bryant & Stratton College,
(USCAA)

Matthew Majeur-Chiz (senior),
Delta State University,
(NCAA – Division II)

Anthony Marcano (2e année),
Crowder College,
(Junior College – Division I)

Mathieu Massicotte (recrue),
Sussex County Community College,
(Junior College – Division II)

Olivier Mayrand (recrue),
Nova Southeastern University,
(NCAA – Division II)

Anthony Moniz Kingsbury (2e année),
McCook Community College,
(Junior College – Division I)

Rémi Patry (2e année),
State College of Florida,
(Junior College – Division I)

Michael Pavan (recrue),
NorthEastern Oklahoma College,
(Junior College – Division I)

Victor Plaz (recrue),
Crowder College,
(Junior College – Division I)

Samuel Poliquin (senior),
Louisiana State University at Alexandria,
(NAIA, Red River Athletic Conference)

Christopher Pouliot (recrue),
University of Pittsburgh,
(NCAA – Division I)

Anthony Quirion (senior),
Lamar University,
(NCAA – Division I)

Tommy Reyes-Cruz (3e année),
Southwestern Oklahoma StateUniversity,
(NCAA division II)

Édouard Savoie (2e année),
NorthEastern Oklahoma College,
(Junior College – Division I)

Neftaly Severino-Cronier (recrue),
University of Evansville,
(NCAA – Division I)

William Sierra (2e année),
Yavapai College,
(Junior College – Division I)

Adamo Stornello (recrue),
Crowder College,
(Junior College – Division I)

Nicolas Tremblay (recrue),
Crowder College,
(Junior College – Division I)

Mathieu Vallée (recrue),
NorthEastern Oklahoma College,
(Junior College – Division I)

Martin Vincelli-Simard (2e année),
Sacramento State University,
(NCAA – Division I)

Aris Zimakas (2e année),
Chesapeake College,
(Junior College – Division I)

Saison 2020-2021

Simon Menier (recrue),
Campbell University,
(NCAA Division I)

Raphaël Pelletier (recrue),
Texas Christian University,
(NCAA Division I)

Saison 2021-2022

Simon Lusignan (recrue),
Stetson University,
(NCAA, Division I)

Émilien Pitre (recrue),
University of Kentucky,
(NCAA, Division I)

Inventaire fait par Jacques Lanciault
à l'automne 2019



Ligue de baseball Junior élite du Québec

Les Diamants de Québec ravissent le titre aux Orioles de Montréal !

Encore cette année, la saison de la Ligue de baseball Junior élite du Québec (LBJEQ) a été fertile en émotions. Pour une 2e saison consécutive, nous avons eu droit à une finale entre les Orioles de Montréal et les Diamants de Québec. Si les Orioles l'avaient emporté en 2018, la Coupe du Président est allée aux Diamants de Québec, qui avaient aussi terminé en 1re place en saison régulière. Québec a remporté le trophée pour une 3e fois en 6 ans, après l'avoir emporté deux saisons de suite en 2014 et 2015.

Les Diamants n'ont pas perdu de temps en finale en l'emportant en cinq rencontres contre les champions en titre. Cette victoire en séries a été signée Vincent Ruel qui, à 22 ans, a été tout simplement étincelant en séries en signant 8 des 16 victoires de son équipe, conservant une moyenne de points mérités de 0,99. Il n'a entre autres pas accordé de point mérité dans ses 35 premières manches de travail en séries. Il a bien sûr mis la main sur le titre de joueur le plus utile des séries éliminatoires, le trophée Raymond-Demers. Quelle belle manière de conclure son stage junior, lui qui aura assurément laissé sa marque dans l'organisation des Diamants mais aussi à travers toute la LBJEQ au cours des dernières années.

En saison régulière, les Diamants l'ont emporté au terme d'une bataille de tous les instants face aux Guerriers de Granby. Il aura même fallu un affrontement au sommet dans un 45e et dernier match entre les deux équipes pour finalement faire pencher la balance en faveur des Diamants, qui l'emportent avec une fiche de 34 victoires et 11 revers en saison, contre 33 victoires et 12 revers pour les Guerriers.

Granby a tout de même eu une superbe opportunité de représenter le Québec aux Championnats canadiens juniors, disputés à Gatineau en Outaouais. C'était la 1re fois que les Guerriers pouvaient représenter le Québec à ce tournoi et ils se sont inclinés finalement en demi-finales… contre Gatineau, justement ! Le Québec a remporté la médaille de bronze ensuite, alors que Gatineau a obtenu la médaille d'argent après un revers de 9-6 contre la formation d'Ontario 2.

Au chapitre individuel, on retiendra de 2019 que ce fut une saison où les jeunes se sont illustrées… et où la balle a voyagé ! Pour ce qui est de la moyenne, le joueur de 2e année Émile Boies, des Diamants, a ravi le titre à Alexandre Lapointe, une recrue des Guerriers, lors du fameux 45e match de la saison. Boies termine avec une moyenne de ,438, contre ,427 pour Lapointe, qui avait mené pendant la majeure partie de la saison. Samuel Chaput a mené pour les circuits avec 14, contre 13 pour Raphaël-John Leblanc !

Chez les lanceurs, Vincent Ruel et Oscar Rodriguez ont été les meilleurs pour les victoires avec 11, Ruel menant aussi pour la moyenne de points mérités de 1,52. Nathan Landry a été le meneur pour les retraits au bâton, avec 93.

Nous serons de retour en 2020 pour une 74e saison avec bien d'autres enjeux encore à nos portes !

Nous serons de retour en 2020 pour une 74e saison avec bien d'autres enjeux encore à nos portes !



Ligue de baseball majeur du Québec

C'est sous le signe de la parité que s'est déroulée la 18e saison de la Ligue de baseball majeur du Québec et c'est avec des séries du tonnerre que le tout s'est terminé. Tout pour emballer le président Daniel Bélisle et son équipe de direction. En fait, au terme de la saison régulière et de 32 parties disputées pour chacune des neuf équipes, seulement cinq victoires séparent la première position au classement général de la septième place. Au plus fort de la course, au début du mois d'août, nul ne pouvait prédire le dénouement final de la saison. Qui allait terminer au premier rang ou même qui allait avoir l'avantage du terrain en séries.

Lors de la saison régulière, les Pirates de Saint-Jean-sur-Richelieu ont terminé en 1re position de la division Louisville-Slugger et de la LBMQ avec une saison de 21 victoires et 11 défaites. Dans la division B45, les Cascades de Shawinigan ont réussi à se faufiler en tête avec une fiche de 19 gains et 13 revers. Les neuf équipes ont également intégré un affrontement face à chacune des deux formations de l'Académie de baseball du Canada 16U et 17U. De plus, une équipe, formée de joueurs de la ligue, a participé au championnat canadien à Miramichi au Nouveau-Brunswick à la fin août. L'équipe du Québec a terminé son périple au pied du podium s'inclinant face à la formation de la Colombie-Britannique dans la tentative de l'obtention de la médaille de bronze.

La finale des séries éliminatoires opposait les Blue Sox de Thetford Mines aux Cascades de Shawinigan et celle-ci s'est terminée en sept rencontres. Pour une 7e fois en huit ans, le Blue Sox ont remporté la coupe Yvon Gervais en disposant des Cascades par la marque de 4 à 3.

Points saillants de la LBJEQ

- Victoire des Diamants de Québec contre les Orioles de Montréal en séries éliminatoires, en cinq parties
- Championnat de la saison régulière des Diamants avec 34 victoires et 11 revers
- Vincent Ruel nommé joueur le plus utile des séries (8-0, 0,99) après avoir eu une excellente saison régulière (11-1, 1,52)
- Émile Boies remporte le championnat des frappeurs avec une moyenne de ,438

SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE



Les Québécois chez les pros

Alors que Russell Martin a entamé sa 14e saison dans les majeures en 2019, le Québécois Abraham Toro a quant à lui fait ses débuts dans le baseball majeur cet été. C'est le 22 août qu'il a enfilé l'uniforme des Astros de Houston pour la 1re fois pour ensuite prendre part à 25 matchs pendant la saison régulière. Avec ses 78 apparitions au bâton en saison régulière en 2019, il a frappé 17 coups sûrs et 2 coups de circuit, il a produit 9 points et il est entré au marbre à 13 reprises.



Repêché en 2016 par les Astros, Abraham a su montrer une belle progression dans les mineures. Cette année, il a débuté la saison dans le AA avant de se joindre à l'Express de Round Rock dans le AAA. Seulement après quelques semaines avec l'Express, il a reçu l'appel tant attendu pour atteindre les ligues majeures. Abraham est un jeune joueur polyvalent et il sera intéressant de suivre son parcours dans les prochaines années.

Repêchage MLB

Après une année, où exceptionnellement aucun Québécois n'avait été repêché, c'est quatre des nôtres qui ont intéressé les équipes du baseball majeur. De ceux-ci, deux ont paraphé un contrat professionel : Édouard Julien et Jean-Christophe Masson.

Une excellente année qui démontre la santé de nos programmes de développement. Depuis 2010, ce n'est qu'à deux reprises qu'autant de Québécois sont repêchés en une seule année.



Antoine Jean

Twins du Minnesota

17e ronde
509e choix



Édouard Julien

Twins du Minnesota

18e ronde
539e choix



Raphaël Pelletier

Rangers du Texas

25e ronde
745e choix



Jean-Christophe Masson

Blue Jays de Toronto

26e ronde
777 e choix

Équipe nationale du Canada en 2019

Équipe nationale Junior (18U)

Plusieurs Québécois ont cheminé dans le programme de l'équipe nationale Junior de l'automne 2018 à l'été 2019.

- **Viktor Bergeron** (lanceur)
- **Anthony Gilbert** (2e but)
- **Antoine Jean** (lanceur)*†
- **Simon Lusignan** (lanceur)
- **Jean-Christophe Masson** (voltigeur)
- **Olivier Morin-Larocque** (lanceur)*
- **Raphaël Pelletier** (receveur)*†
- **Nicolas Tremblay** (voltigeur)
- **Robert Fatal** (entraîneur)*†

* Participation à la qualification COPABE 2018
† Participation à la Coupe du monde de la WBSC 2019



Qualifications COPABE des Amériques au Panama (Novembre 2018)

Le Canada a mis la main sur la médaille de bronze à la COPABE. Ce tournoi servait à sélectionner quatre pays du continent en vue de la coupe du monde junior.

Coupe du monde de la WSBC en Corée du Sud (Septembre 2019)

Le Canada a terminé en 6e postion au terme de la Coupe de la World Baseball and Softball Confederation qui avait lieu en Corée du Sud.

Équipe nationale féminine





Voici les joueuses québécoises qui ont fait partie de la formation nationale dans un dernier cycle de 12 mois.

- **Sena Catterall** (receveuse et voltigeuse)*
- **Alexane Fournier** (lanceuse et avant-champ)*
- **Daphnée Gélinas** (avant-champ)†
- **Anne-Sophie Lavallée** (lanceuse)*†
- **Sophy Gagné** (lanceuse et avant-champ)*

* Participation à la qualification COPABE 2019
† Participation à la Coupe du monde de la WBSC 2018

Équipe nationale Senior



Voici les Québécois qui ont porté les couleurs du pays au cours de la dernière année. Plusieurs de ceux-ci avaient déjà eu une présence au sein de l'équipe canadienne Junior par le passé.

- **Phillippe Aumont** (lanceur)*†
- **Édouard Julien** (avant-champ)*
- **Charles Leblanc** (avant-champ)†
- **Jonathan Malo** (avant-champ)*†
- **Denis Boucher** (entraîneur)*†

* Participation aux Jeux panaméricains
† Participation au tournoi Premier12 de la WBSC

Jeux panaméricains au Pérou (Août 2019)

Au terme du match ultime, le Canada a subi la défaite pour ramener la médaille d'argent au pays.

Tournoi Premier12 de la WBSC au Japon (Novembre 2019)

Cette deuxième édition du tournoi rassemble les 12 premières nations du classement mondial de la WBSC. Ce tournoi sert en partie aux qualifications pour les Jeux olympiques.

Coupe du monde de la WSBC aux États-Unis (Août 2018)

L'équipe féminine a obtenu la médaille de bronze à cette compétition.

Qualifications COPABE des Amériques au Mexique (Août 2019)

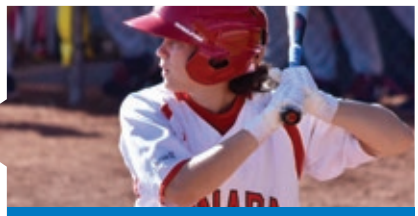
Les Canadiennes ont remporté la médaille de bronze qualifiant ainsi l'équipe pour la Coupe du monde en 2020.





AMBASSADEURS

Chacun à leur façon, les ambassadeurs de Baseball Québec permettent à des milliers de jeunes joueurs et joueuses de baseball de croire en leurs rêves et de viser toujours plus haut. Merci de contribuer à l'essor du baseball dans la province !



Sena Catterall

Native de Pierrefonds, Sena a l'occasion de représenter le Québec au sein d'équipes provinciales depuis 2016. En 2019, elle était membre de l'équipe 20U féminine, avec qui elle a participé aux championnats canadiens féminins Senior et 21U. À la suite du championnat Senior, elle a été invitée à se joindre à l'équipe nationale.



Alexane Fournier

Native de Saint-Jean-sur-Richelieu, Alexane fait partie des équipes du Québec depuis quelques années déjà. En 2019, elle était membre de l'équipe 20U féminine, avec qui elle a participé aux championnats canadiens féminins Senior et 21U. À la suite du championnat Senior, elle a été invitée à se joindre à l'équipe nationale.



Sophy Gagné

Native de Sainte-Martine, Sophy est membre des équipes du Québec depuis 2 ans maintenant. En 2019, elle était membre de l'équipe 20U féminine, avec qui elle a participé aux championnats canadiens féminins Senior et 21U. À la suite du championnat Senior, elle a été invitée à se joindre à l'équipe nationale.



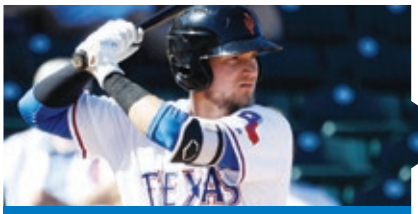
Édouard Julien

Natif de Sainte-Foy, Édouard Julien a été repêché une 1re fois en 2017 par les Phillies de Philadelphie, mais c'est en 2019 qu'il a signé avec une équipe professionnelle, les Twins du Minnesota, à la suite du repêchage. Il a évolué dans la NCAA pendant les 2 dernières années avec les Tigers de l'université d'Auburn.



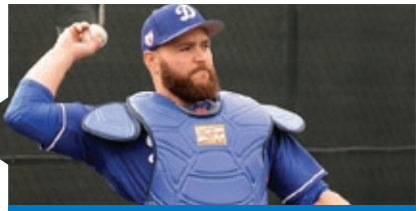
Anne-Sophie Lavallée

Native de Boucherville, elle fait partie de l'équipe nationale féminine depuis 2016. En 2018, elle a eu l'occasion de remporter la médaille de bronze lors de la Coupe du monde de baseball féminin. Cette année, elle a également pris part au championnat Senior féminin avec l'équipe du Québec.



Charles Leblanc

Natif de Laval, il a été repêché en 2016 par les Rangers du Texas en 4e ronde. Cette année, il a évolué avec les RoughRiders de Frisco. Il a également fait partie de l'équipe canadienne lors du Tournoi Premier12.



Russell Martin

Natif de l'Ontario, mais ayant grandi au Québec, Russell Martin a été repêché en 2002 par les Dodgers de Los Angeles et il a fait ses débuts dans le baseball majeur en 2006. Il a été un membre des Blue Jays de Toronto de 2014 à 2018 et il évolue présentement avec les Dodgers de Los Angeles.



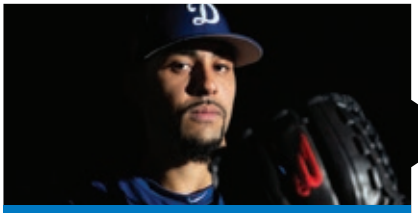
Jean-Christophe Masson

Natif de Lévis, Jean-Christophe Masson a été choisi par les Blue Jays de Toronto lors du repêchage plus tôt cette année. Il est également le plus jeune joueur à être repêché par une équipe lors de l'encan du baseball majeur. En 2019, il a fait partie de l'organisation de l'Académie de baseball du Canada 16U.



Benjamin Pelletier

Natif de Varennes sur la Rive-Sud, il a été repêché par les Phillies de Philadelphie en 2015 au 34e tour. En 2019, il évoluait dans le niveau A avec les BlueClaws de Lakewood.



Jesen Therrien

Natif de Montréal-Nord, Jesen a fait ses débuts dans les majeures en juillet 2017 avec les Phillies de Philadelphie. En raison de l'opération de type Tommy John qu'il a subie à la fin de l'année 2017, il n'a pas été présent sur les terrains de baseball depuis. Jesen est membre des Dodgers de Los Angeles.



Abraham Toro

Natif de Greenfield Park sur la Rive-Sud, il a été repêché par les Astros de Houston en 2016 au 5e tour. En 2019, il a débuté la saison avec les Hooks de Corpus Christi pour ensuite faire le saut au niveau AAA avec l'Express de Round Rock. En août dernier, il a fait ses débuts dans le baseball majeur avec les Astros.

RÊVEZ GRAND

INTRONISÉS

AU TEMPLE DE LA RENOMMÉE DU BASEBALL QUÉBÉCOIS RDS EN 2019

Richard Émond



Richard « Skip » Émond s'implique depuis près de 50 ans dans le baseball au Québec. Que ce soit comme entraîneur ou employé de la fédération, il a œuvré à tous les niveaux dans la province. Membre fondateur et ancien entraîneur-chef et directeur de l'Académie de baseball du Canada (ABC), il a aussi été gérant de plusieurs équipes de la ligue Midget AAA et du circuit Junior élite pendant de nombreuses années. Il a également été le premier entraîneur-chef du fameux programme Les Ailes du Québec, maintenant connu comme étant l'ABC 17U et l'ABC 16U durant la saison estivale. Au fil des années, il aura contribué au développement d'un grand nombre de joueurs québécois, notamment Éric Gagné, Russell Martin et Phillippe Aumont. Il aura aussi contribué au développement de centaines de joueurs d'excellence qui sont maintenant des citoyens modèles pour notre société.

Pierre-Luc Laforest



Pendant plus de 20 ans, **Pierre-Luc Laforest** a su faire rayonner le baseball québécois, d'abord par ses exploits sur le terrain, puis dans l'abri des joueurs en tant qu'entraîneur et gérant. Repêché en 1995 par les Expos de Montréal en 16e ronde, c'est en 2003 qu'il atteint les ligues majeures avec les Devil Rays de Tampa Bay. Il jouera des matchs majeurs également en 2005 et en 2007 pour ainsi y cumuler 68 rencontres. Il termine sa carrière dans la ligue Can-Am où il remporte quatre championnats avec les Capitales de Québec comme joueur et entraîneur adjoint de 2009 à 2012, pour ensuite devenir le 1er gérant des Aigles de Trois-Rivières l'année suivante et mener la formation trifluvienne jusqu'au championnat en 2015. Dans sa carrière de joueur, il a représenté le Canada lors des Jeux olympiques de 2004 et lors de la Classique mondiale de baseball en 2006. Maintenant établi aux États-Unis, Pierre-Luc a fondé l'école de baseball B45 Academy en 2017 afin d'aider les jeunes joueurs à se développer.

François Lemire



François Lemire est un pionnier dans le monde du baseball au Québec, particulièrement en Estrie. Grand bénévole, il a occupé pratiquement tous les postes possibles au sein du baseball québécois. Parmi ses réalisations importantes, il a fondé les ligues Junior AA et Senior en Estrie et il a siégé comme vice-président au conseil d'administration de Baseball Québec. Il a toujours priorisé le développement des jeunes. Que ce soit au niveau régional ou provincial, son apport est incontestable.

René Marchand



Ancien recruteur pour les Expos de Montréal, **René Marchand** a débuté sa carrière comme joueur avec les Expos en 1979. Il jouera pendant cinq saisons dans le réseau des filiales de l'équipe pour terminer sa carrière professionnelle en 1984 et devenir gérant des Aigles Junior élite de Trois-Rivières en 1985 et 1986. Deux ans plus tard, il retourne avec les Expos cette fois-ci à titre de recruteur-chef au Canada et adjoint administratif, fonctions qu'il occupa pendant près de huit ans. Pendant ces années, il aura contribué à la carrière de Derek Aucoin en le recommandant aux Expos et il aura également dirigé les Québécois Denis Boucher, Marc Griffin et Dany Després lors du championnat canadien en 1986.

Stéphanie Savoie



Stéphanie Savoie est l'une des pionnières du baseball féminin au Québec. Après avoir représenté la province à différents championnats nationaux, elle a été receveuse au sein de l'équipe canadienne de 2008 à 2015. Pendant sa carrière, elle a été nommée meilleure receveuse de la Coupe du monde de baseball féminin en 2012 et en 2014. Elle a également reçu des reconnaissances pour ses exploits sur le terrain, notamment le prix Pierre-Harvey pour l'athlète féminine de niveau national en 2011 au gala méritas sportif du Bas-Saint-Laurent et elle a été en nomination en 2014 pour le prix Tip O'Neill qui récompense le meilleur joueur de baseball au Canada contre des joueurs des ligues majeures. Grande ambassadrice du baseball féminin, Stéphanie a su inspirer de nombreuses jeunes joueuses dans les dernières années.

Derek Aucoin



Plus jeune, **Derek Aucoin** n'avait qu'un seul rêve: porter les couleurs du club de son enfance, les Expos de Montréal. Après avoir fait partie de l'équipe canadienne Junior et remporté un championnat avec les Lynx d'Ottawa au niveau AAA, il est devenu en 1996 le seul Québécois développé par l'organisation des Expos à atteindre le baseball majeur avec le club montréalais. Il a terminé sa carrière de joueur professionnel en 1998 avec les Mets de New York. Le baseball allait toutefois lui permettre ensuite d'accomplir de nouveaux objectifs. Grâce à ses qualités d'enseignant et de communicateur, l'ancien lanceur s'est servi de cette passion pour aider de nombreux enfants à s'améliorer tout en leur transmettant des valeurs humaines. Reconnu pour son implication dans la communauté, Derek Aucoin s'est aussi illustré dans les médias, à titre d'animateur à la radio, mais également comme analyste des matchs de baseball à la télévision. En 2019, il est devenu le premier Québécois à siéger sur le conseil d'administration du Temple de la renommée du baseball canadien.

HOMMAGES
POSTHUMES 2019

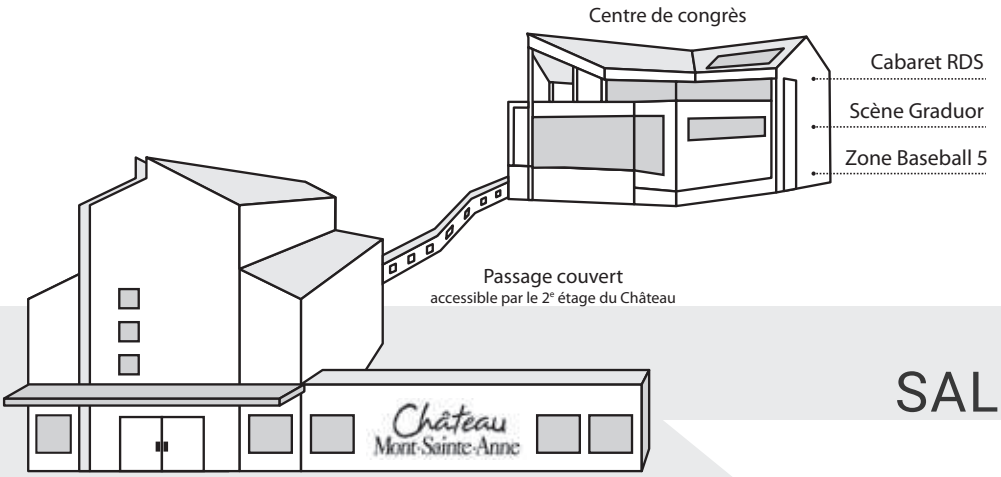
Paul Calvert
C'est en 1940 que Paul Calvert fait ses débuts dans le baseball professionnel en signant avec les Indians de Cleveland après avoir joué brièvement avec les Royaux de Montréal en 1983. Le lanceur droitier a joué son premier match majeur en 1942 et sa carrière de joueur s'est terminée en 1951, après trois saisons dans les ligues majeures. Après avoir fait partie des Indians, il jouera avec les Senators de Washington et les Tigers de Detroit.

Gary Carter
Gary «The Kid» Carter a été repêché en 3e ronde par les Expos de Montréal en 1972. L'ancien joueur vedette de l'équipe a fait partie de la formation montréalaise de 1974 à 1984 ainsi qu'en 1992. Avec 19 saisons dans les majeures, il a participé à 10 matchs des étoiles consécutifs en raison de ses performances sur le terrain. En 1986, il a remporté la Série Mondiale alors qu'il était avec les Mets de New York. Décédé en 2012, c'est en 1993 que son numéro 8 a été retiré par les Expos.

Hector Racine
Homme d'affaires né à La Prairie, Hector Racine est l'un des acheteurs les Royaux de Montréal en 1933. Il deviendra président de l'équipe jusqu'à sa mort en 1956. Sous son règne, les Royaux auront remporté 7 championnats, 6 Coupes du gouverneur et 3 séries mondiales. En 1939, il signe une importante entente avec les Dodgers de Brooklyn ce qui assura la survie du baseball à Montréal. Le 23 octobre 1945, il a participé à l'écriture d'une page importante dans l'histoire du baseball en signant Jackie Robinson. Les succès qu'aura connus l'équipe sous la direction de M. Racine auront permis aux autorités municipales de rêver au baseball des ligues majeures.

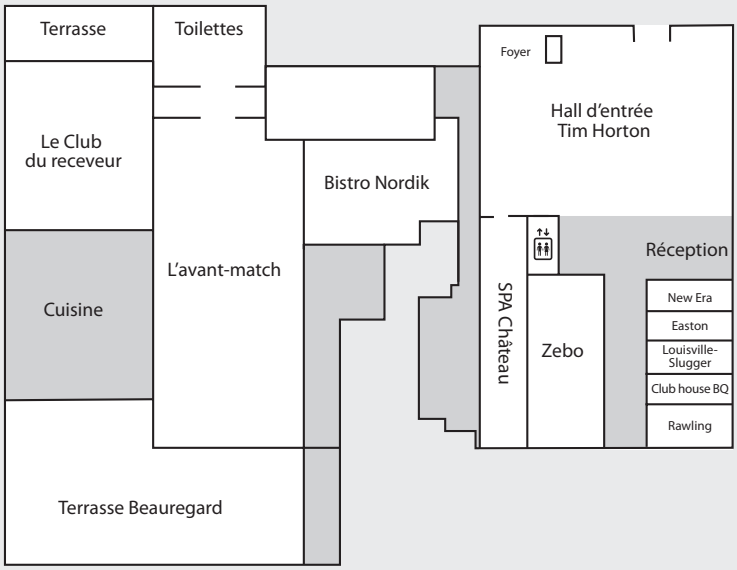
Joe Page
Né en Angleterre et arrivé au Québec vers 1888, Joe Page a été surnommé « le père du baseball au Canada » dans la presse nord-américaine pour ses nombreux accomplissements dans le baseball. En plus d'avoir formé le 1er club de baseball professionnel à Montréal en 1890, il est l'un des artisans de l'arrivée des Royaux de Montréal en 1897. Il a également participé à la fondation de la ligue de l'est du Canada en 1922, qui était affiliée au baseball mineur américain et il a été correspondant pour les magazines Sporting Life et Sporting News. En plus de cela, il aura été dépisteur pour les White Sox de Chicago ainsi qu'arbitre suppléant aux parties des Royaux de Montréal. C'est en 1947 que Joe s'est éteint à l'âge de 79 ans.

Rusty Staub
Surnommé « Le Grand Orange », Rusty Staub a été une grande vedette des Expos de 1969 à 1972. Pour ses performances sur le terrain, il a pris part aux équipes étoiles six fois, dont trois alors qu'il était avec la formation montréalaise. Au total, il aura joué 23 saisons dans les ligues majeures et c'est en 1993 que les Expos ont retiré son numéro 10. Très impliqué dans sa communauté, il était grandement apprécié. Il s'est éteint en 2018.

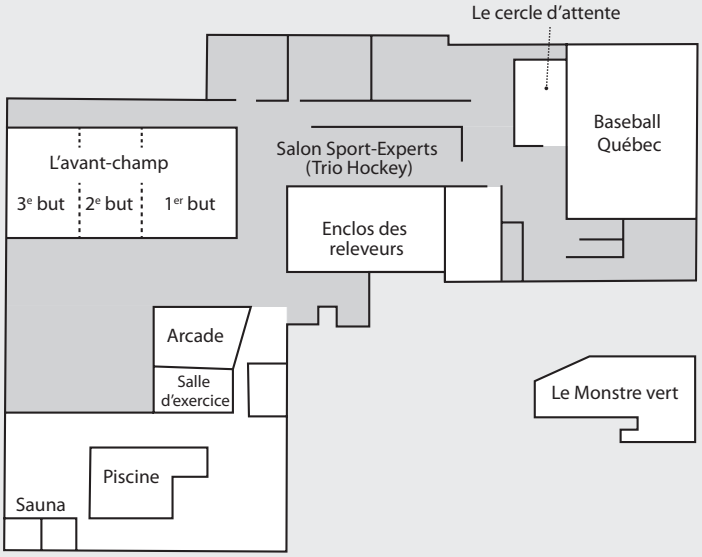


SALLES DU CHÂTEAU

REZ-DE-CHAUSSÉE



ÉTAGE RÉUNIONS



PROGRAMMATION

8 h	COUP D'ENVOI DES ASSISES DE BASEBALL QUÉBEC	Baseball Québec
9 h à 10 h	BOÎTE À OUTILS COMMUNICATIONS ET MARKETING	1er but
	LE RECRUTEMENT DES ENTRAINEURS : DES ESTRADES AU TERRAIN	2er but
	BASEBALL ADAPTÉ : DÉPLOYER UN PLAN DE RECRUTEMENT POUR CETTE CLIENTÈLE	3e but
	COMMENT ATTIRER LES JOUEURS VERS LA CLASSE AA ?	Tim Horton
	LAB : VENEZ DÉCOUVRIR LE BASEBALL 5	Zone Baseball 5
10 h à 11 h	CONFÉRENCE SUR L'IMPORTANCE DE S'ADAPTER AU CHANGEMENT POUR LE BIEN DES JEUNES	Baseball Québec
	BOÎTE À OUTILS ADMINISTRATIVE, PARTIE 1	1er but
	BÂTISSONS UNE STRATÉGIE DE MARKETING CIBLÉE VISANT LA RÉTENTION DES PRATIQUANTS ET L'ATTRACTION DE NOUVEAUX ADEPTES	2er but
	DIVERSIFICATION DES REVENUS À L'EXTÉRIEUR DES COTISATIONS DE JOUEURS	3e but
	FORMATION DES ARBITRES ET MARQUEURS : QUI L'ASSUME ?	Monstre vert
	BASEBALL FÉMININ : FAUT-IL LES DIRIGER EN PREMIER LIEU VERS LES ÉQUIPES FÉMININES COMPARATIVEMENT AUX ÉQUIPES MIXTES ?	Tim Horton
11 h à 12 h	CONFÉRENCE SUR LE MARKETING SPORTIF À L'AUBE DE 2020	Baseball Québec
	BOÎTE À OUTILS ADMINISTRATIVE, PARTIE 2	1er but
	AMÉLIORONS ENSEMBLE L'EXPÉRIENCE DU JOUEUR EN REHAUSSANT CONSTAMMENT LA QUALITÉ DE NOS PROGRAMMES ET DE NOS SERVICES	2er but
	GESTION DES ESTRADES : À QUI APPARTIENT CE RÔLE ?	Monstre vert
	CLASSEMENT EN SAISON : OUI OU NON ET POURQUOI ?	Tim Horton
	LAB : VENEZ TESTER LA PLATEFORME DE SPORDLE 2020 (ORDINATEUR NÉCESSAIRE)	3e but

CONFÉRENCES

SÉANCES COLLABORATIVES

CLASSES DE PERFECTIONNEMENT

RENCONTRE CIBLÉE

12 h à 13 h		DÎNER ET « HOT SEATS »	
13 h à 14 h		PRÉSENTATION DU PLAN STRATÉGIQUE 2019-2023	Baseball Québec
14 h à 15 h		FORMATION SUR LES ASSURANCES	1er but
		INFRASTRUCTURE BASEBALL : STRATÉGIE VISANT À AMÉLIORER LE NOMBRE ET LA QUALITÉ DES TERRAINS	2er but
		DÉFI TRIPLE JEU : COMMENT ACCROCHER NOS JOUEURS À CETTE ACTIVITÉ, DE RALLYE CAP À MIDGET ET BIEN ORGANISER VOTRE JOURNÉE ?	Tim Horton
		QUELS SONT VOS MEILLEURS TRUCS POUR GARDER VOS OFFICIELS (ARBITRES ET MARQUEURS) ?	Monstre vert
		LAB : VENEZ TESTER LA NOUVELLE PLATEFORME DE LIVRAISON DE STAGES EN LIGNE DE BASEBALL CANADA (ORDINATEUR NÉCESSAIRE)	3e but
15 h à 16 h		SPORT'AIDE : NOUVELLE APPROCHE À L'ACTION : AGISSONS CONTRE L'INTIMIDATION EN MILIEU SPORTIF	Baseball Québec
		GUIDE DU SYSTÈME DE RÉGIE	1er but
		PRÉPARATION DE LA RELÈVE : TRANSITION VERS LES RÔLES D'ENTRAINEUR, ARBITRE ET/OU MARQUEUR	2er but
		AMÉLIORER L'EXPÉRIENCE DU BÉNÉVOLE DANS SES DIFFÉRENTS RÔLES	3e but
		COMMENT IMPLIQUER VOS ASSOCIATIONS DANS LES NOMINATIONS RÉGIONALES AU GALA MÉRITAS ?	Tim Horton
16 h à 16 h 30		MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	Baseball Québec
16 h à 17 h		ACHETEZ-VOUS DES UNIFORMES POUR PLUSIEURS SAISONS OU VOUS CHANGEZ CHAQUE ANNÉE ?	1er but
		QUE FOURNISSEZ-VOUS COMME ÉQUIPEMENT À VOS JOUEURS ET JOUEUSES ?	2er but
		APPRENDRE À DÉLÉGUER, COMMENT SE DÉBARRASSER DU SYNDROME DU « BÉNÉVOLE ORCHESTRE » ?	3e but
		QUELS SONT VOS TRUCS POUR METTRE EN ŒUVRE UNE STRATÉGIE AFIN D'ÊTRE UN BON GESTIONNAIRE ASSOCIATIF ET/OU RÉGIONAL ?	Tim Horton
17 h à 19 h 30		TAPIS BLEU ET SOUPER	Cabaret RDS
20 h à 22 h		SOIRÉE DU TEMPLE DE LA RENOMMÉE DU BASEBALL QUÉBÉCOIS RDS	Scène GRADUOR

NOTES


ROGERS
50 ANS
HONDA
PLAY BALL
PLAY BALL.org







Baseball Québec

4545, ave Pierre-De Coubertin

Montréal (Québec)

H1V 0B2

514 252-3075

info@baseballquebec.qc.ca

ACADÉMIE DE BASEBALL CANADA INC.

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

31 décembre 2019

ACADÉMIE DE BASEBALL CANADA INC.

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

31 décembre 2019

Sommaire

	Page
Rapport de l'auditeur indépendant	**1**
États financiers	
Résultats	**2**
Évolution de l'actif net	**3**
Bilan	**4**
Flux de trésorerie	**5**
Notes complémentaires	**6 – 9**

ROBERT
JUNIOR
HOUDE
CPA

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de
Académie de Baseball Canada Inc.

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de la société Académie de Baseball Canada Inc., qui comprennent le bilan au 31 décembre 2019, et l'état des résultats, l'état de l'évolution de l'actif net et l'état du flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexées, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers du Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers.

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe

comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- **J'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçoit et met en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;**

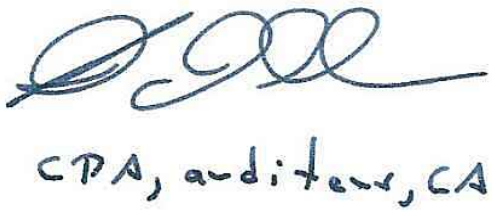
- **J'acquière une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;**

- **J'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;**

- **Je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si je conclue à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;**

. **J'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.**

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurai relevée au cours de mon audit.



Robert Junior Houde, CPA auditeur, CA

Ville d'Anjou,

Le 25 mars 2020.

RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 décembre 2019

	2019	2018
PRODUITS		
Revenus d'opérations		
Adhésions	316 488 $	340 952 $
Services	-	5 000
Évènements	7 085	6 304
Ventes	596	5 856
	324 169	358 112
Commandites	100	27 055
Subventions	152 442	132 442
	476 711	517 609
CHARGES		
Transport et communication	122 016	176 572
Services professionnels	195 811	179 991
Location, hébergement et nourriture	116 485	153 313
Fourniture et approvisionnement	8 636	15 660
Commandite matérielle	-	2 159
Frais d'administration	15	35
	442 963	527 730
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	33 748 $	(10 121) $

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

Exercice terminé le 31 décembre 2019

	2019	
	Opérations régulières	Total
SOLDE NÉGATIF AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(71 529) $	(71 529) $
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	33 748	33 748
SOLDE NÉGATIF À LA FIN DE L'EXERCICE	(37 781) $	(37 781) $

	2018	
	Opérations régulières	Total
SOLDE NÉGATIF AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(61 408) $	(61 408) $
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(10 121)	(10 121)
SOLDE NÉGATIF À LA FIN DE L'EXERCICE	(71 529) $	(71 529) $

ACADÉMIE DE BASEBALL CANADA INC.

BILAN

31 décembre 2019

	2019	2018
ACTIF À COURT TERME		
Débiteurs (note 3)	146 656 $	173 654 $
Frais payés d'avance	-	125
	146 656 $	173 779 $
PASSIF À COURT TERME		
Fournisseurs et charges (note 4)	7 931 $	26 551 $
Dû - Inter-Organisme	145 658	185 587
Revenus perçus d'avance	15 000	13 170
Apports reportés (note 5)	15 848	20 000
	184 437	245 308
ACTIF NET	(37 781)	(71 529)
	146 656 $	173 779 $

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

....., administrateur

....., administrateur

FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 31 décembre 2019

	2019
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT	
Excédent des produits sur les charges	**33 748 $**
Variation nette des éléments hors caisses du fonds de roulement (note 6)	**(33 748)**
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	**-**
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	**-**
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	**- $**
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	
Encaisse	**- $**

Au profit d'un effort raisonnable, il ne nous a pas été possible de présenter le comparatif de 2018 à cause des méthodes comptables qui étaient différentes pour cette année.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2019

1. OBJECTIF ET FORME JURIDIQUE DE L'ORGANISME

L'Académie de Baseball Canada Inc., constituée comme organisme sans but lucratif en vertu de la Partie III de la Loi des compagnies du Québec le 1er août 1990, aux fins de servir de centre d'entraînement pour les athlètes de niveau national, assurer la formation et le perfectionnement du personnel d'encadrement de haut niveau et stimuler le développement de joueurs et d'équipes afin de leur permettre d'accéder à l'équipe nationale.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

Estimations de la direction
La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, exige que la direction effectue des estimations et établisse des hypothèses qui touchent les montants des actifs et des passifs déclarés, la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et le montant des produits et des charges pour la période visée. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

A) Comptabilisation des produits

L'Académie de Baseball Canada Inc. applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les inscriptions sont comptabilisées sur la période couverte par le service.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

B) Ventilation des produits et charges

L'Académie de Baseball Canada Inc. répartit la subvention PSFSQ selon les répartitions suivantes : 75% : Fédération du Baseball Amateur du Québec Inc., 15% : Académie de Baseball Canada Inc. et 10% : Ligues de Développement de Baseball Québec Inc.. Les charges étant distribuées selon l'utilisation réelle de chacun des organismes.

C) Apports reçus sous forme de services

L'Académie de Baseball Canada Inc. ne pourrait exercer ses activités sans les services qu'elle reçoit de nombreux bénévoles qui lui consacrent un nombre d'heures considérable. En raison de la complexité inhérente à la compilation de ces heures, les services reçus à titre bénévole ne sont pas constatés dans les états financiers de la Fédération consolidée.

D) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'Académie de Baseball Canada Inc. consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

E) Instruments financiers

L'Académie de Baseball Canada Inc. évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les résultats.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de débiteurs. Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des fournisseurs et charges à payer et des dépôts.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2019

3. DÉBITEURS	2019	2018
Clients	74 781 $	95 457 $
Subventions	71 875	78 197
	146 656 $	173 654 $

4. FOURNISSEURS ET CHARGES	2019	2018
Fournisseurs	- $	16 324 $
Sommes à remettre à l'état	7 931	10 227
	7 931 $	26 551 $

5. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des ressources non dépensées reçues au cours de l'exercice et destinées à couvrir les charges de l'exercice subséquent. Les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes :

	2019	2018
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	20 000 $	- $
MOINS: Montant constaté à titre de produit de l'exercice	(20 000)	-
PLUS: Montant reçu pour l'exercice suivant	15 000	20 000
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	15 000 $	20 000 $

6. VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS CAISSES DU FONDS DE ROULEMENT

	2019
Débiteurs	26 998 $
Frais payés d'avance	125
Fournisseurs	(18 620)
Dû - Inter-Organisme	(39 929)
Revenus perçus d'avance	2 678
Apports reportés	(5 000)
	(33 748) $

7. INSTRUMENTS FINANCIERS

L'Académie de Baseball Canada Inc. par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante présente l'exposition de l'Académie de Baseball Canada aux risques importants à la date du bilan, soit le 31 décembre 2019.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'organisme sont liés aux subventions à recevoir, qui sont assujetties à des conditions qui doivent être respectées pour en assurer l'encaissement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement en regard à ses créditeurs.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1205978008*
Unité administrative responsable : *SGPMRS / Division de la gestion des installations sportives.*
Projet : *Approuver le projet de convention établissant les modalités et les conditions de location de plateaux du Complexe sportif Claude-Robillard entre la Ville de Montréal et l'Académie de baseball du Canada pour la période du 1er septembre 2021 au 2022*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité #19 | Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

Priorité #20 | Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Maintenir une offre de service pour les joueurs élites de baseball de la Province.

Maintenir l'attractivité et la renommée du Complexe sportif Claude-Robillard.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1205978008

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Objet :	Approuver le projet de convention établissant les modalités et les conditions de location de plateaux du Complexe sportif Claude-Robillard entre la Ville de Montréal et l'Académie de baseball Canada jusqu'à mars 2022 / Autoriser la réception de la somme estimée de 22 930 $ à cette fin. Le montant de la subvention immobilière s'élève à 39 296 $

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme la convention de location de local à intervenir entre la Ville de Montréal et l'Académie de baseball du Canada.

FICHIERS JOINTS

2021-08-03 V-Finale Location de local.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-03

Julie DOYON
Avocate - Droit contractuel
Tél : 514-872-6873
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
3 août 2021
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE LOCATION DE LOCAL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes*;*

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **ACADÉMIE DE BASEBALL CANADA**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 4545 avenue Pierre-De-Coubertin, Montréal, Québec, H1V 0B2, agissant et représentée par M. Maxime Lamarche, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 125145177
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006085659

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente Convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme un centre d'entraînement qui offre un programme de baseball de haute performance pour les joueurs élites du Québec, âgés de 16 à 19 ans;

ATTENDU QUE l'Organisme a besoin d'un local pour réaliser ses activités;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser ses activités en lui louant un Local, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et le l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme reconnaissent que certains ajustements ou certaines adaptations en raison de la pandémie de la COVID-19 sont nécessaires;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui de l'annexe qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Local, loyer et conditions d'utilisation;

2.2 « **Local** » : le local mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour la réalisation de ses activités, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.3 « **Responsable** » : Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.4 « **Unité administrative** » : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les conditions de location du Local à l'Organisme par la Ville pour la réalisation de ses activités.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme s'engage à :

4.1 Conditions générales

4.1.1 prendre le Local dans l'état où il se trouve; à cet égard, en signant la présente Convention il s'en déclare satisfait;

4.1.2 utiliser le Local loué par la Ville exclusivement aux fins décrites à la présente Convention et à l'Annexe 1;

4.1.3 n’effectuer aucune modification, transformation ou addition dans le Local sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

4.1.4 informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans le Local ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tous bris ou tous dommages causés de quelque façon que ce soit au Local;

4.1.5 ne placer aucun équipement lourd, affiches, bannières, pancartes ou tous autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d’annonces lumineuses, à l’intérieur ou à l’extérieur du Local sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

4.1.6 respecter les normes de la Ville concernant l’identification du Local loué, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville;

4.1.7 n’entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans le Local;

4.1.8 veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans le Local. Lorsqu’il y a utilisation du système d’amplification ou d’éclairage, l’Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l’avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l’autorisation écrite de la Ville;

4.1.9 veiller à ne pas troubler la jouissance normale des autres occupants de l’immeuble ni celle des occupants des immeubles voisins;

4.1.10 s’assurer que le Local soit utilisé de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l’usage d’accessoires ou de matériel est compris dans la présente Convention, la Ville n’est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite d'un mauvais usage, d'une défectuosité et d'un vice caché du matériel et des accessoires;

4.1.11 collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d’évacuation en cas de situation d’urgence;

4.1.12 s’assurer que les usagers du Local respectent toutes les conditions prévues à la présente Convention;

4.1.13 maintenir en bon état de propreté le Local pendant la durée de la présente Convention et faire l'entretien ménager du Local;

4.1.14 donner accès au Local à la Ville pour faire toutes réparations urgentes et nécessaires ou tout entretien requis pour assurer le bon état de l'immeuble;

4.1.15 respecter toute directive ou mesure sanitaire devant être mise en place en raison de la Covid-19;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis pour l'usage du Local et pour toute activité devant se tenir dans le Local et payer directement aux organismes qui les imposent tous les impôts, toutes les taxes, tous les permis et tous les droits exigés relatifs à l'usage du Local ou toute activité se déroulant dans le Local;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans le Local et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Conseil d'administration

4.4.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.5 Responsabilité

4.5.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toutes demandes, tous recours ou toutes poursuites intentées contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tous jugements, toutes condamnations ou de toutes décisions qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.5.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.6 Loyer

4.6.1 verser à la Ville, en contrepartie de la location du Local, les sommes indiquées à l'Annexe 1, selon les modalités prévues.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

5.1 mettre le Local à la disposition de l'Organisme en tout temps pendant la durée de la présente Convention, conformément à l'horaire prévu à l'Annexe 1;

5.2 donner libre accès au Local aux employés de l'Organisme ainsi qu'au public, selon l'horaire prévu à l'Annexe 1 de la présente Convention;

5.3 chauffer et maintenir en tout temps dans le Local une température convenable aux besoins de l'Organisme;

5.4 fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation du Local selon les besoins ordinaires de l'Organisme;

5.5 maintenir l'immeuble en bon état et propre à l'occupation du Local et faire l'entretien et les réparations au besoin;

5.6 remettre mensuellement une facture à l'Organisme pour la location du Local, comme indiqué à l'Annexe 1.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Il y a défaut :

6.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

6.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

6.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 6.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

6.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 6.1.2, 6.1.3 ou 6.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

6.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 6.2 ou 6.3, l'Organisme doit remettre le Local loué selon les termes prévus à l'article 9 de la présente Convention, en y faisant les adaptations nécessaires, le cas échéant.

ARTICLE 7
RÉSILIATION

7.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours.

7.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 6 et 7, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 1er avril 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 9
REMISE DU LOCAL

9.1 Dans les cinq (5) jours de la fin de la présente Convention, que ce soit à la date de sa terminaison, à sa résiliation ou pour une autre cause prévue aux articles 6, 7 ou 10, l'Organisme doit libérer le Local en le laissant dans son état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si le Local est rendu substantiellement inutilisable à la suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision,

mettre fin à la présente Convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente Convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer le Local.

ARTICLE 10
FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou des dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente Convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de l'une ou l'autre des Parties.

ARTICLE 11
ASSURANCES

11.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de trois millions de dollars (3 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

11.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

11.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou à tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode

de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 4545 avenue Pierre-De-Coubertin, Montréal, Québec H1V 0B2, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Pavillon Prince, 4e étage, Montréal, Québec H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, assistant-greffier

Le .....e jour de 20

ACADÉMIE DE BASEBALL CANADA

Par : _____
M. Maxime Lamarche, directeur général

Cette Convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 21__ (Résolution CE).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU LOCAL

Nom de l'immeuble : Centre sportif Claude- Robillard

Adresse : 1000, avenue Émile-Journault, Montréal (Québec) H2M 2E7

Local : la Ville met à la disposition de l'Organisme un bureau à usage exclusif, soit le local S.1.18 et certains plateaux sportifs selon un horaire défini avec la Ville, comme décrit ci-dessous.

Jours et heures d'accès au bureau administratif : l'Organisme aura accès au bureau administratif en tout temps durant les heures d'ouverture du Centre sportif Claude-Robillard, lesquelles sont disponibles sur le site Internet de la Ville de Montréal.

Autres espaces accessibles à l'Organisme : l'Organisme aura accès aux plateaux sportifs décrits ci-dessous, mais non exclusivement.

Usage du Local : le bureau administratif sera utilisé par l'Organisme aux fins de la coordination des activités et des tâches de secrétariat.

Description des plateaux sportifs mis à la disposition de l'Organisme [1] de septembre 2021 à avril 2022

Plateaux sportifs mis à la disposition de l'Organisme (ces plateaux sportifs ne sont pas à la disposition exclusive de l'Organisme)	Horaire d'accès
Gymnase double	lundi, mercredi, vendredi : 15 h à 17 h 45 mardi, jeudi : 15 h à 16 h 45
Salle omnisports	lundi, mercredi, vendredi : 14 h 15 à 15 h lundi au vendredi : 15 h à 16 h
Aire de tir à l'arc	lundi au vendredi : 15 h à 17 h 45

Loyer pour le bureau administratif et tarifs de location des plateaux sportifs

1. En considération de la location du bureau administratif, l'Organisme devra verser à la Ville un loyer de trois mille cent cinquante dollars (3 150 $) pour la durée de la Convention, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant.

La somme sera remise à la Ville en deux versements :

[1] Selon les disponibilités des plateaux (annulations possibles en raison d'événements, travaux ou autre)

- un premier versement au montant de mille cinq cent soixante-quinze dollars (1 575 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de mille cinq cent soixante-quinze dollars (1 575 $), au plus tard le 30 janvier 2022.

2. En considération de l'utilisation des plateaux sportifs, l'Organisme versera à la Ville le tarif horaire prévu ci-dessous selon le nombre d'heures d'utilisation de chacun des plateaux sportifs.

L'Organisme devra aviser la Ville s'il souhaite annuler une réservation dans un délai de 48 heures. Sans avis de l'Organisme dans ce délai, la plage horaire sera facturée même si l'Organisme n'a pas utilisé le plateau sportif.

Tarifs de location des plateaux sportifs	
Plateau sportif	**Taux horaire (taxes incluses)**
Gymnase double - septembre 2021 à avril 2022	27,06 $
Salle omnisports (centre de la piste, corridors, demi-lune, aire de saut)	35,64 $
Aire de tir à l'arc	12,87 $

Le montant de la location des plateaux sportifs sera payable mensuellement par l'Organisme dans les 30 jours de la réception de la facture de la Ville.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1205978008

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Objet :	Approuver le projet de convention établissant les modalités et les conditions de location de plateaux du Complexe sportif Claude-Robillard entre la Ville de Montréal et l'Académie de baseball Canada jusqu'à mars 2022 / Autoriser la réception de la somme estimée de 22 930 $ à cette fin. Le montant de la subvention immobilière s'élève à 39 296 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1205978008.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-09

Alpha OKAKESEMA
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.024

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1210515011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue à l'Agence de mobilité durable, pour un terme d'un (1) an, du 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2022, un espace de bureau situé au 1500, rue des Carrières et une partie du terrain portant le numéro de lot 2 537 833 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie locative d'espace de bureau de 10 032 pi² plus 119 cases de stationnement dans le cadre des fonctions des agents de stationnement, pour un loyer total de 247 012 $ excluant les taxes

Il est recommandé :
1 - d'approuver le projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue à l'Agence de mobilité durable, pour un terme d'un (1) an, du 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2022, un espace de bureau situé au 1500, rue des Carrières et une partie du terrain portant le numéro de lot 2 537 833 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie locative d'espace de bureau de 10 032 pi² plus 119 cases de stationnement dans le cadre des fonctions des agents de stationnement, pour un loyer total de 247 012 $ excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention.

2- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-08-24 23:45

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1210515011**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue à l'Agence de mobilité durable, pour un terme d'un (1) an, du 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2022, un espace de bureau situé au 1500, rue des Carrières et une partie du terrain portant le numéro de lot 2 537 833 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie locative d'espace de bureau de 10 032 pi² plus 119 cases de stationnement dans le cadre des fonctions des agents de stationnement, pour un loyer total de 247 012 $ excluant les taxes

CONTENU

CONTEXTE

À l'automne 2020, le Service de la gestion et de la planification immobilière (le «SGPI») recevait une demande de l'Agence de mobilité durable (l'«AMD») pour prolonger son bail se terminant le 31 décembre 2021. Cet organisme à but non lucratif et a été créé par la Ville et a succédé à la Société en commandite Stationnement de Montréal le 1er janvier 2020.

L'AMD a notamment pour mission la gestion des stationnements tarifés sur rues et des terrains de stationnement appartenant à la Ville. L'équipe des agents de stationnement (l''«AdS») faisant partie du personnel de la Ville, a rejoint l'AMD en janvier 2020. Tout comme par le passé, les AdS continuent d'occuper une partie de l'immeuble situé au 1500, rue des Carrières et ils utilisent 119 cases de stationnement.

D'ici l'échéance du bail, l'AMD a comme objectif de déployer son équipe d'AdS à divers pôles sur le territoire de la Ville. De son côté, la Ville désire déployer son plan directeur pour le site du 1500, rue Des Carrières, en 2023 en y intégrant notamment la jauge à arbres de l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie.

Le présent sommaire décisionnel vise à approuver le projet de convention de prolongation de bail autorisant l'AMD à louer des espaces de bureau et 119 cases stationnement, du 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2022 inclusivement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1369 - 16 décembre 2019 - Approuver un bail par lequel la Ville louera à l'Agence de mobilité durable, pour un terme de deux (2) ans, du 1er janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2021, un espace de bureau situé au 1500, rue des Carrières et une partie du terrain portant le numéro de lot 2 537 833 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie locative de 10 032 pi² incluant 119 cases de stationnement dans le cadre des fonctions des agents de stationnement, tel qu'illustré sur les plans ci-joints à titre indicatif.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à :

Approuver le projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue à l'Agence de mobilité durable, pour un terme d'un (1) an, du 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2022, un espace de bureau situé au 1500, rue des Carrières et une partie du terrain portant le numéro de lot 2 537 833 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie locative d'espace de bureau de 10 032 pi^2 plus 119 cases de stationnement dans le cadre des fonctions des agents de stationnement, tel qu'illustré sur les plans ci-joints à titre indicatif.

Aucune clause de renouvellement n'est prévue à l'entente. Une clause de résiliation est prévue sur réception d'un préavis écrit de la part du locataire dans un délai de 120 jours.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande le projet de convention de prolongation de bail pour les motifs suivants :

- L'espace est requis en 2023 pour relocaliser la jauge à arbres;
- Cet amendement au bail facilitera la logistique du déploiement des pôles sur le territoire de la Ville pour l'AMD;
- Le Service de l'urbanisme et de la mobilité est favorable au projet d'amendement de bail.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon les comparables du secteur en 2019, la valeur locative pour l'espace de bureau oscille entre 15 $ à 18 $ le pied carré, incluant les frais d'exploitation.

Le loyer annuel est établi à 154 192 $ avant taxes, pour une superficie de 10 032 pieds carrés au taux unitaire de de 15,37 $/pi².

Selon le bail, tous les frais d'exploitation sont payés par la Ville sauf les taxes foncières, le cas échéant, qui seront payables par le locataire.

Le loyer sera réparti comme suit pour l'année 2022 :

Superficie des locaux : 10 032 pieds carrés
Case de stationnement : 65 $ par mois

	Loyer annuel antérieur 2020 et 2021	2022
Loyer taxables	303 210,00 $	**154 192,00 $**
119 cases de stationnement	185 640,00 $	**92 820,00 $**
Total excluant les taxes	488 850,00 $	**247 012,00 $**
TPS	24 442,50 $	12 350,60 $
TVQ	48 762,79 $	24 639,45 $
Total incluant les taxes	562 055,29 $	284 002,05 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
Le sommaire décisionnel ne s'applique pas au Test climat et l'ADS+ en raison de la nature du dossier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si ce sommaire décisionnel n'est pas approuvé par le conseil municipal, l'AMD se verra dans l'obligation de trouver d'autres sites pour répartir ses équipes sur le territoire et cela occasionnerait des frais importants autant pour l'AMD que pour la Ville de Montréal puisque le budget provient de cette dernière.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif du 8 septembre 2021.
Conseil municipal du 27 septembre 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pascal LACASSE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Geoffroy ALLARD, Service de la gestion et de la planification immobilière
François BUTEAU, Service de la gestion et de la planification immobilière
David MC DUFF, Service de la gestion et de la planification immobilière
Carole GUÉRIN, Service de la gestion et de la planification immobilière
Bertrand PLANTE, Service de la gestion et de la planification immobilière
Jordy REICHSON, Service de la gestion et de la planification immobilière
Abdeljalil BERRANNOUN, Service des finances
Catherine ROUSSEAU, Rosemont - La Petite-Patrie
Pierre DUBOIS, Rosemont - La Petite-Patrie
Hugo NAPPERT, Rosemont - La Petite-Patrie
Ronald FORLINI, Rosemont - La Petite-Patrie
François F LEFEBVRE, Rosemont - La Petite-Patrie
Guylaine DÉZIEL, Rosemont - La Petite-Patrie
Gilles ETHIER, Service des finances
Christian GUAY, Service de l'évaluation foncière
Camille LECLERC, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Marina FRESSANCOURT, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Carole GUÉRIN, 30 juillet 2021
Hugo NAPPERT, 30 juillet 2021
Marina FRESSANCOURT, 29 juillet 2021
Camille LECLERC, 29 juillet 2021
Bertrand PLANTE, 29 juillet 2021
Pascal LACASSE, 29 juillet 2021
Catherine ROUSSEAU, 29 juillet 2021
Geoffroy ALLARD, 29 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carole TESSIER
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 438 351-3883
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Nicole RODIER
Chef de division des locations

Tél : 514 609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE

Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2021-08-24

Directrice SGPI
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-08-24

DocuSign Envelope ID: B470EDCA-517C-428D-8A04-5E080F3832C8

CONVENTION DE PROLONGATION DU BAIL

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

T.P.S. : 121364749RT 0001 ;
T.V.Q. : 1006001374TQ0002 ;

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET :

AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE, personne morale à but non lucratif constituée le treize (13) février deux mille dix-neuf (2019) par la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège principal au 640, rue Saint-Paul, Montréal, Québec, H3C 1L9, immatriculée au registre des entreprises du Québec sous le numéro 1174883976, agissant et représentée aux présentes par Madame Isabelle Cadrin, présidente du conseil, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration de ladite personne morale adoptée à une assemblée tenue le _____ deux mille vingt et un (2021);

T.P.S. : 755904273 ;
T.V.Q. : 1227093133 ;

Ci-après nommée le « **Locataire** »

OBJET : **1500, rue Des Carrières**

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont conclu un Bail le 16 décembre 2019 (le « Bail Initial ») approuvé par la résolution portant le numéro CM19 1369, concernant des locaux situés dans l'édifice sis au 1500, rue Des Carrières à Montréal et 119 cases de stationnement dans le cadre des fonctions des agents de stationnement, (les « Lieux loués »), pour un terme de deux (2) ans, débutant le 1er janvier 2020 et se terminant le 31 décembre 2021;

ATTENDU QUE le Bail Initial et la présente Convention sont collectivement nommés le « Bail » ;

ATTENDU QUE le Locataire désire prolonger la durée du Bail, aux termes et conditions

Paraphes	
Locateur	Locataire IC

DocuSign Envelope ID: B470EDCA-517C-428D-8A04-5E080F3832C8

stipulés ci-après et que le Locateur y consent;

ATTENDU QUE le Locateur a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

ATTENDU QUE le Locataire déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail; et

ATTENDU QUE le Locataire déclare ne pas être inscrit sur le *Registre des personnes écartées* en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle adopté conformément à la Loi sur les cités et villes et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail;

ATTENDU que les Parties reconnaissent être assujetties à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A 2.1).

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente.

ARTICLE 2
DURÉE

2. **Durée** : Le Bail est prolongé pour une période commençant le 1er janvier 2022 et se terminant le 31 décembre 2022.

ARTICLE 3
LIEUX LOUÉS

3. **Lieux loués :** Les Lieux loués sont décrits à l'article 1 du Bail.

ARTICLE 4
LOYER

4. **Loyer :** Pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de CENT CINQUANTE-QUATRE MILLE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE DOLLARS (154 192 $), par douze (12) versements mensuels égaux de DOUZE MILLE HUIT CENT QUARANTE-NEUF DOLLARS ET TRENTE-TROIS CENTS (12 849,33 $) chacun. Le loyer est taxable.

ARTICLE 5
LOYER DU STATIONNEMENT

5. **Loyer du stationnement :** Le loyer pour le stationnement pour toute la durée du bail est établi à soixante-cinq dollars (65 $) par mois pour chaque case de stationnement. Le

Paraphes	
Locateur	Locataire IC

DocuSign Envelope ID: B470EDCA-517C-428D-8A04-5E080F3832C8

montant pour cent dix-neuf (119) cases représente sept mille sept cent trente-cinq dollars (7 735 $) par mois totalisant quatre-vingt-douze mille huit cent vingt dollars (92 820 $) par année payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs, sans demande au préalable, auxquels s'ajoutent les taxes de ventes s'il y a lieu, à l'avance, à compter du 1er de chaque mois. Ce loyer exclut les taxes foncières.

ARTICLE 6
AUTRES CONDITIONS

6. À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, l'exemplaire électroniquement, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2021

LOCATEUR - VILLE DE MONTRÉAL

_____
par : Yves Saindon, assistant-greffier

2021/08/23 | 08:49 PDT
Le _____ 2021

LOCATAIRE - AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE

DocuSigned by:
Isabelle Cadrin
1BA0D1A798B5424...
_____
par : Isabelle Cadrin, présidente du conseil

Paraphes	
Locateur	Locataire DS IC

Dossier : 31H12-005-1266-01 (0105)

BAIL

Agence de mobilité durable
1500 rue Des Carrières
Montréal, Québec
H2G 1V8

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 – DÉFINITIONS
1.1 Aires et installations communes
1.2 Bail
1.3 Dépenses de nature capitalisable
1.4 Édifice
1.5 Expert
1.6 Frais d'exploitation
1.7 Immeuble
1.8 Lieux loués
1.9 Taxes foncières
1.10 Taxes de vente
1.11 Transformations

ARTICLE 2 – LIEUX LOUÉS

2.1 Désignation
2.2 Superficie locative des Lieux loués
2.3 Superficie locative totale de l'Édifice
2.4 Quote-part d'occupation
2.5 Stationnement
2.6 Réduction de la superficie des Lieux loués

ARTICLE 3 – DURÉE

3.1 Durée
3.2 Reconduction tacite
3.3 Résiliation

ARTICLE 4 – LOYER

4.1 Loyer des Lieux loués 2020
4.2 Loyer des Lieux loués 2021
4.3 Loyer du stationnement
4.4 Intérêts

ARTICLE 5 – OBLIGATION DU LOCATAIRE

5.1 État
5.2 Entretien intérieur
5.3 Usage
5.4 Maintien de l'usage
5.5 Assurance
5.6 Responsabilité
5.7 Avis
5.8 Sous-location et cession
5.9 Taxes foncières
5.10 Statut
5.11 Remise en état
5.12 Améliorations locatives
5.13 Visite
5.14 Travaux sous la responsabilité du Locataire
5.15 Sécurité des Lieux loués
5.16 Publication

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU LOCATEUR

6.1 Respects des exigences
6.2 Entretien extérieur de l'Immeuble
6.3 Entretien et réparation intérieur de l'Immeuble
6.4 Bris de vitre
6.5 Entretien ménager

6.6 Éclairage
6.7 Température
6.8 Air frais
6.9 Eau
6.10 Électricité
6.11 Sécurité incendie
6.12 Voies d'accès
6.13 Sécurité des Lieux loués
6.14 Sécurité de l'Immeuble
6.15 Monolithe

ARTICLE 7 – DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

7.1 Destruction partielle
7.2 Destruction totale

ARTICLE 8 – DÉFAUT DU LOCATAIRE

8.1 Modalités
8.2 Force majeure

ARTICLE 9 – DIVERS

9.1 Rubriques
9.2 Renonciation
9.3 Accord complet
9.4 Lois applicables
9.5 Modification au présent bail

ARTICLE 10 – ANNEXES

10.1 Énumération
10.2 Interprétation

ARTICLE 11 – ÉLECTION DE DOMICILE

11.1 Adresses
11.2 Modification
11.3 Avis

BAIL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003).

T.P.S. : 121364749RT 0001 ;
T.V.Q. : 1006001374TQ0002 ;

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE**, personne morale à but non lucratif constituée le treize (13) février deux mille dix-neuf (2019) par la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège principal au 640, rue Saint-Paul, Montréal, Québec, H3C 1L9, immatriculée au registre des entreprises du Québec sous le numéro 1174883976, agissant et représentée aux présentes par Monsieur Rémi Racine, président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration de ladite corporation adoptée à une assemblée tenue le neuf (9) décembre deux mille dix- neuf (2019);

T.P.S. : ;
T.V.Q. : ;

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES EXPOSENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locataire a été constitué par lettres patentes délivrées par le Lieutenant-gouverneur du Québec en vertu de l'article 220.4 de l'Annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (ci-après la « Charte »);

ATTENDU QUE le Locataire a notamment pour mission de gérer des terrains de stationnement propriété de la Ville de Montréal et le stationnement sur rue sur le territoire de la Ville de Montréal ;

ATTENDU QUE le Locataire est responsable de l'application des règlements sur la circulation et le stationnement applicables sur le territoire de la Ville de Montréal et de tout règlement les modifiant et de l'émission des constats d'infraction à ces règlements.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ATTENDU QUE les agents de stationnement (AdS), employés de la Ville de Montréal, et dont la tâche est d'appliquer les règlements sur la circulation et le stationnement applicables sur le territoire de la Ville de Montréal, sont prêtés au Locataire à partir du 1er janvier 2020 ;

ATTENDU QUE le service des AdS occupe une partie du bâtiment situé au 1500, rue Des Carrières à des fins d'espaces de bureau et une partie du stationnement;

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire désirent concrétiser une entente relativement à l'occupation partielle de l'Immeuble et ce, à des fins d'espaces de bureau et l'utilisation d'une partie du terrain pour du stationnement ;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19).

ATTENDU QUE les Parties reconnaissent qu'elles sont régies par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, Chapitre A 2.1).

CECI ÉTANT EXPOSÉ LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

SECTION I
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

SECTION II
BAIL

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, à savoir :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

1.1 **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble, excluant les stationnements intérieur et extérieur, qui ne sont pas loués ou désignés pour l'être et qui sont disponibles ou désignés, de temps à autre, par le Locateur pour l'usage ou le bénéfice de tous les locataires de l'Immeuble, y compris le Locataire, ainsi que leurs invités et employés.

1.2 **Bail :** le présent Bail, incluant les annexes.

1.3 **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

1.4 **Édifice** : le bâtiment dans lesquels sont situés les Lieux loués décrit à l'article 2.

Paraphes	
Locateur	Locataire

1.5 **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locataire avec l'approbation préalable du Locateur, sauf mention contraire au Bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

1.6 **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour l'énergie, incluant la consommation électrique, les contrats de services généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, l'entretien ménager, les primes d'assurance, le déneigement incluant les accès à l'Immeuble et le stationnement, l'entretien paysager, l'entretien et les réparations mineures et majeures de l'Immeuble incluant, sans limitation, tous les frais engagés pour remplir toutes les obligations et conditions stipulées au Bail.

1.7 **Immeuble** : l'Édifice et le terrain faisant partie des Lieux loués décrits à l'article 2.

1.8 **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

1.9 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

1.10 **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

1.11 **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locateur à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2.1 **Désignation :** Des locaux situés au 1500, rue Des Carrières, à Montréal, province de Québec, H2G 1V8 tel que montré sur le plan joint au Bail comme étant l'Annexe A. Cet emplacement est connu et désigné par le lot 2 537 833 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

2.2 **Superficie locative des Lieux loués :** La Superficie locative des Lieux loués est de 10 032 pi^2 (932,3 m^2) et décrit comme suit :

Sous-sol :	269 pi^2	25 m^2
Rez-de-chaussée	431 pi^2	40 m^2
1er étage	9 332 pi^2	867 m^2
Total :	**10 032 pi^2**	932 m^2

2.3 **Superficie locative totale de l'Édifice :** La Superficie locative totale de l'Édifice est fixée à 108 199 pi^2 (10 052 m^2).

2.4 **Quote-part d'occupation :** La Superficie locative des Lieux loués équivaut à neuf pour cent (9 %) de la Superficie locative de l'Édifice.

2.5 **Stationnement :** Le Locateur doit permettre au Locataire d'utiliser une partie de la cour arrière rattachée à l'Édifice et comprise dans l'Immeuble comme stationnement pour cent dix-neuf (119) véhicules appartenant au Locataire, tel que montré sur le plan joint au Bail comme étant l'Annexe B.

Paraphes	
Locateur	Locataire

2.6 Réduction de la superficie des Lieux loués :
Sur réception d'un préavis écrit de cent vingt (120) jours de la part du Locataire, une réduction des Lieux Loués pourra être signifiée au Locateur. Le loyer versé fera l'objet d'un ajustement au prorata du nombre de jours restant dudit paiement pour le mois en cours, date à laquelle la superficie sera réellement libérée. La quote-part sera ajustée en conséquence. S'il y a une différence de la superficie entre les parties, le Locataire pourra demander à ses frais de faire mesurer les Lieux loués par un Expert, selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-199) ou sa version la plus récente.

ARTICLE 3
DURÉE

3.1 Durée : Le Bail est consenti pour un terme de deux (2) ans, commençant le premier (1er) janvier deux mille vingt (2020) et se terminera le trente et un (31) décembre deux mille vingt et un (2021), sans autre avis.

3.2 Reconduction tacite : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Le Bail se terminera de plein droit à son échéance, sans autre avis.

3.3 Résiliation : Nonobstant la durée stipulée ci-dessus, le bail pourra, à tout moment, être résilié de la part du Locataire moyennant un préavis écrit de cent vingt (120) jours au Locateur. La résiliation deviendra effective à l'expiration de ce délai de cent vingt (120) jours. Toute telle résiliation du bail sera faite sans compensation ni indemnité de quelque nature que ce soit de part et d'autre, à l'exception du loyer versé qui fera l'objet d'un ajustement au prorata du nombre de jours restant dudit paiement pour le mois en cours.

ARTICLE 4
LOYER

4.1 Loyer des Lieux loués « 2020 » : Le Bail est consenti en considération d'un loyer de base et des frais d'exploitation, soit un total de quinze dollars (15 $) le pied carré, représentant cent cinquante mille quatre cent quatre-vingt dollars (150 480 $) pour l'année, payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs, sans demande au préalable, de douze mille cinq cent quarante dollars (**12 540,00 $**) chacun, auxquels s'ajoutent les taxes de vente s'il y a lieu, à l'avance, à compter du 1er de chaque mois. Ce loyer exclut les taxes foncières.

4.2 Loyer des Lieux loués « 2021» : Le Bail est consenti en considération d'un loyer de base et des frais d'exploitation représentant cent cinquante-deux mille sept cent trente dollars (152 730 $) pour l'année, payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs, sans demande au préalable, de douze mille sept cent vingt-sept dollars et cinquante cents (**12 727,50 $**) chacun, auxquels s'ajoutent les taxes de vente s'il y a lieu, à l'avance, à compter du 1er de chaque mois. Ce loyer exclut les taxes foncières.

4.3 Loyer du stationnement : Le loyer pour le stationnement pour toute la durée du bail est établi à soixante-cinq dollars (65 $) par mois pour chaque case de stationnement. Le montant pour cent dix-neuf (119) cases représente sept mille sept cent trente-cinq dollars (**7 735 $**) par mois totalisant quatre-vingt-douze mille huit cents vingt dollars (92 820 $) par année payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs, sans demande au préalable, auxquels s'ajoutent les taxes de ventes s'il y a lieu, à l'avance, à compter du 1er de chaque mois. Ce loyer exclut les taxes foncières.

Paraphes	
Locateur	Locataire

4.4 Intérêts : Toute somme de loyer non payée à l'échéance portera intérêt quotidien, à compter de la date d'échéance jusqu'à la date du paiement, au taux fixé par le conseil municipal pour les sommes dues au Locateur.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage, à ses frais, à :

5.1 État : prendre les Lieux loués dans l'état où il se trouve actuellement, sans aucune garantie de quelque nature que ce soit de la part du Locateur.

5.2 Entretien intérieur : maintenir les Lieux loués en bon état et propre à l'occupation.

5.3 Usage : n'utiliser les Lieux loués qu'à des fins d'espaces de bureau et utiliser une partie du terrain pour stationner cent dix-neuf (119) véhicules appartenant au Locataire.

5.4 Maintien de l'usage : maintenir l'usage des Lieux loués aux fins mentionnées à la clause « Usage » pendant toute la durée du Bail, et ce, de façon continue sans aucune interruption.

5.5 Assurance : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locataire peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de les Lieux loués, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locateur. Cette police d'assurance doit contenir un avenant indiquant qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locateur et une copie de cette police ou du certificat d'assurance et de cet avenant devront être fournis au Locateur préalablement à la signature du Bail.

5.6 Responsabilité : tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants. De plus, le Locataire sera tenu responsable de tous les dommages qu'il pourrait causer aux Lieux loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux.

5.7 Avis : aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

5.8 Sous-location et cession : ne pas céder, sous-louer ni d'aucune manière transporter ses droits dans le Bail sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Locateur.

5.9 Taxes foncières : assumer toutes les Taxes foncières relatives aux Lieux loués, le cas échéant.

5.10 Statut : maintenir en tout temps pendant la durée du Bail son statut d'organisme à but non lucratif. Le Locataire s'engage, sur demande du Locateur, à lui transmettre une copie de son rapport déposé auprès du Registraire des entreprises du Québec accompagné d'une liste à jour des membres de son conseil d'administration.

Paraphes	
Locateur	Locataire

5.11 Remise en état : À l'échéance du Bail, le Locataire pourra, à son choix, abandonner les aménagements ou les enlever, en tout ou en partie, incluant le mobilier intégré, auquel cas il devra remettre les Lieux loués dans l'état de leur réception, compte tenu de leur vieillissement ou de l'usure normale sauf s'il en est décidé autrement entre les parties.

Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux loués à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locateur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

5.12 Améliorations locatives : Toutes les améliorations locatives effectuées par le Locataire sur les Lieux loués deviendront automatiquement la propriété du Locateur à la fin du Bail, le tout sans aucune indemnité pour le Locataire et les tiers, sauf s'il en est décidé autrement entre les parties.

5.13 Visite : Sur réception d'un préavis de 48 heures à l'avance de la part du Locateur, le Locataire lui permettra, ainsi qu'à ses fournisseurs, de visiter les Lieux loués, durant les jours ouvrables entre neuf heures (9h00) et seize heures (16h00) durant le terme du Bail tout en s'assurant de ne pas nuire aux activités du Locataire.

5.14 Travaux sous la responsabilité du Locataire : Le Locataire pourra, à ses frais, après en avoir avisé le Locateur par écrit et obtenu son approbation écrite, effectuer des travaux d'aménagement additionnels à ceux réalisés au début du Bail dans les Lieux loués. Dans son avis, le Locataire devra décrire la nature et l'étendue des travaux visés.

Toutefois, si ces travaux influent sur la structure ou les systèmes électromécaniques des Lieux loués, le Locataire devra obtenir, préalablement à l'exécution des travaux, la permission écrite du Locateur, laquelle ne pourra être refusée ni retardée sans motifs raisonnables.

Le Locataire retiendra les services de l'Expert de son choix.

5.15 Sécurité des Lieux loués : si le Locataire souhaite maintenir un système de sécurité pour l'accès à ses locaux et intrusion, celui-ci sera à ses frais.

5.16 Publication : prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, le cas échéant, sous la forme d'un avis de bail seulement.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU LOCATEUR

6.1 Respect des exigences : maintenir l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables.

6.2 Entretien extérieur de l'Immeuble : maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état, et notamment :

a) effectuer l'entretien complet de l'Immeuble. Enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre les abrasifs et du fondant lorsque requis; et

b) tondre la pelouse et entretenir les plates-bandes, les trottoirs, la haie les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs, le tout sans faire l'utilisation de pesticides et d'herbicides, le cas échéant.

Paraphes	
Locateur	Locataire

6.3 **Entretien et réparation intérieur de l'Immeuble**: maintenir, en tout temps au cours du Bail, l'Immeuble en bon état et propre à l'occupation et devra dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder à toute réparation.

6.4 **Bris de vitre** : remplacer, en cas de bris, les vitres intérieures et extérieures nonobstant la cause (feu, vol. vandalisme ou autre).

6.5 **Entretien ménager** : faire l'entretien ménager des Lieux loués.

6.6 **Éclairage** : remplacer tout ballast, ampoule, fusible ou tout autre tube fluorescent défectueux ou grillé.

6.7 **Température** : chauffer, ventiler, climatiser et maintenir une température acceptable dans les Lieux loués.

6.8 **Air frais** : maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, une gestion d'air frais respectant les normes généralement applicables pour les immeubles locatifs de cette catégorie.

6.9 **Eau** : fournir le service d'eau domestique (froide et chaude) selon les besoins du Locataire.

6.10 **Électricité** : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les besoins du Locataire.

6.11 **Sécurité incendie** : assurer la protection des occupants des Lieux loués et fournir, à ses frais, un plan d'évacuation des Lieux loués, le tout conformément aux règles en vigueur.

6.12 **Voies d'accès** : voir à ce que l'accès de la voie publique à l'Immeuble soit séparé des piétons et des véhicules motorisés.

6.13 **Sécurité des Lieux loués** : laisser en place les systèmes de sécurité et de surveillance actuellement installés dans les Lieux loués. Ceux-ci seront pris en charge par le Locataire au plus tard, soixante (60) jours après la date du début de la Durée.

6.14 **Sécurité de l'Immeuble** : maintenir en tout temps un système de sécurité et de surveillance pour l'Immeuble. Le Locateur est responsable de fournir le système de sécurité permettant l'accès du Locataire à l'Édifice.

6.15 **Monolithe** : permettre au Locataire de s'identifier au monolithe, et ce, entièrement à ses frais et fournir les plans et devis pour approbation écrite du Locateur qu'il recevra dans un délai maximal de quatre-vingt-dix (90) jours de la part de ce dernier.

ARTICLE 7
DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice est, en tout ou en partie, endommagé ou détruit par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locateur, l'Immeuble est devenu, en tout ou en partie, impropre à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

7.1 **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle de l'Immeuble, le Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation.

Paraphes	
Locateur	Locataire

7.2 **Destruction totale** : Si l'Immeuble est devenu totalement impropre à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non l'Immeuble.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer l'Immeuble.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire.

ARTICLE 8
DÉFAUT DU LOCATAIRE ET FORCE MAJEURE

8.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locateur signifierait au Locataire un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doivent être assumées par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locataire ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit; ou

b) dans le délai moindre indiqué par le Locateur dans cet avis si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locateur est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locateur pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locateur, le Locataire doit assumer tous les frais raisonnables engagés par le Locateur pour remédier à ce défaut à moins que le Locataire ait commencé à remédier avec diligence à ce défaut auquel il ne peut être remédié raisonnablement dans les délais exigés. Dans ce cas, le Locataire pourra présenter au Locateur un plan de correction accompagné d'un échéancier.

Nonobstant ce qui précède, le Locateur aura toujours le droit, au lieu de remédier au défaut du Locataire, de mettre fin au Bail.

8.2 **Force majeure** : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

ARTICLE 9
DIVERS

9.1 **Rubriques** : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

9.2 **Renonciation** : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie et le Bail conserve son plein effet.

Paraphes	
Locateur	Locataire

9.3 **Accord complet** : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

9.4 **Lois applicables** : Le bail est régi par les lois du Québec.

9.5 **Modification au présent bail** : Aucune modification aux termes du présent bail n'est valide s'il est effectué sans l'accord écrit préalable de chacune des deux parties.

ARTICLE 10
ANNEXES

10.1 **Énumération** : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

- ► Annexe A : Plans de l'édifice;
- ► Annexe B : Plan des cases de stationnement.

10.2 **Interprétation** : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

ARTICLE 11
ÉLECTION DE DOMICILE

11.1 **Adresses** : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par courrier électronique :

► Pour le **Locateur** :

VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des stratégies et transactions immobilières
303, rue Notre Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8
Tél. : 514 872-3016
Courriel : carole.tessier@montreal.ca

► Pour le **Locataire** :

AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE
640, rue Saint-Paul ouest
Bureau 200
Montréal, Québec, H3C 1L9
Téléphone : (514)
Courriel : dirgen@statdemtl.qc.ca

11.2 **Modification** : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

Paraphes	
Locateur	Locataire

11.3 Avis : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par courrier électronique doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes du Bail.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en quatre (4) exemplaires, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le 28 janvier 2020

VILLE DE MONTREAL

par : Yves Saindon, greffier

Le 20 DÉCEMBRE 2019

AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE

par : ~~Rémy~~ Racine, président du conseil d'administration

Ce bail a été approuvé
le 16 décembre 2019
(Résolution CM19 1369)

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 16 décembre 2019 Séance tenue le 16 décembre 2019	Résolution: CM19 1369

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à l'Agence de mobilité durable, pour une période de deux ans, du 1er janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2021, un espace de bureau situé au 1500, rue des Carrières et une partie du terrain constitué du lot 2 537 833 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie locative de 10 032 pieds carrés incluant 119 cases de stationnement, dans le cadre des fonctions des agents de stationnement, pour un loyer total de 488 850 $, non taxable

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 décembre 2019 par sa résolution CE19 1925;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à l'Agence de mobilité durable, pour un terme de deux ans, du 1er janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2021, une partie de l'édifice situé au 1500, rue des Carrières et une partie du terrain constitué du lot 2 537 833 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie de bureau de 10 032 pieds carrés, incluant 119 cases de stationnement dans le cadre des fonctions des agents de stationnement, et ce, pour une somme de 488 850 $, conditionnellement à l'approbation de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable (dossier décisionnel 1198480007);

2- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.23 1190515011
/pl

Valérie PLANTE
Mairesse

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

AGENCE
DE MOBILITÉ
DURABLE
MONTRÉAL

Montréal, le 2 août 2021

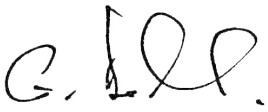
Madame Carole Tessier
Chargée de soutien technique en immobilier
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (QC) H2Y 3Y8

OBJET : Accord concernant la signature et la transmission des documents électroniquement

Madame,

Par la présente, l'Agence de mobilité durable donne son autorisation à l'assistant-greffier pour qu'il procède électroniquement à la signature et à la transmission de l'amendement, ainsi qu'à la résolution de la Ville, le tout concernant une location de locaux ayant une superficie de 10 032 pieds carrés et 119 cases de stationnement situés au 1500, rue Des Carrières.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.



Guy Des Roches pour Monsieur Laurent Chevrot

Laurent Chrevrot
Directeur général

DocuSign Envelope ID: 152DD7D2-BAAC-48F8-81BB-0DD46751F862

AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE

(l' « AGENCE »)

Résolution signée no 2021-0802

CONSIDÉRANT que l'Agence de mobilité durable a conclu un bail avec la Ville de Montréal le 16 décembre 2019 pour des locaux situés au 1500, rue Des Carrières à Montréal incluant 119 cases de stationnement dans le cadre des fonctions des agents de stationnement pour un terme de deux (2) ans débutant le 1er janvier 2020 et se terminant le 31 décembre 2021 (ci-après, le « Bail ») ;

CONSIDÉRANT la nécessité pour l'Agence de mobilité durable de prolonger la durée du Bail pour une période de douze (12) mois débutant le 1er janvier 2022 et se terminant le 31 décembre 2022 ;

CONSIDÉRANT que la Ville de Montréal accepte de prolonger le Bail pour la durée pour la durée souhaitée par l'Agence en contrepartie d'un loyer de deux cent quatre vingt-quatre mille deux dollars (284 002 $), taxes incluses ;

CONSIDÉRANT la Convention de prolongation de bail envisagée avec la Ville de Montréal pour la location de locaux situés au 1500, rue Des Carrières à Montréal incluant 119 cases de stationnement dans le cadre des fonctions des agents de stationnement ;

IL EST RÉSOLU :

« **D'AUTORISER** la présidente du conseil d'administration, Isabelle Cadrin, à signer pour l'Agence de mobilité durable la Convention de prolongation de bail telle que proposée par la Ville de Montréal pour la location de locaux situés au 1500, rue Des Carrières à Montréal incluant 119 cases de stationnement dans le cadre des fonctions des agents de stationnement et de signer tout autre document et poser tout acte nécessaire et utile afin de donner plein effet à la présente résolution. »

[Page de signatures à la page suivante]

DocuSign Envelope ID: 152DD7D2-BAAC-48F8-81BB-0DD46751F862

Et toutes les personnes habiles à voter ont signé la présente résolution en vue de son adoption afin qu'elle puisse valoir comme si elle avait été adoptée à une réunion du conseil d'administration :

DocuSigned by:
Isabelle Cadrin
1BA0D1A798B5424...

Isabelle Cadrin, présidente

Lieu : Montréal

Date : 2021/08/04 | 08:55 PDT

DocuSigned by:
5E50E40B9F464B6...

André Goyer, vice-président

Lieu : Montréal

Date : 2021/08/04 | 09:25 PDT

DocuSigned by:
Renée Piette
C695807E00354B2...

Renée Piette, trésorière

Lieu : Montreal

Date : 2021/08/05 | 06:38 PDT

DocuSigned by:
Sherazad Adib
4A0AF72B4FE04A0...

Sherazad Adib, administratrice

Lieu : Montréal

Date : 2021/08/06 | 08:21 PDT

DocuSigned by:
93562B5DF9074AB...

Benoît Bessette, administrateur

Lieu : Ogden, Québec

Date : 2021/08/05 | 06:47 PDT

DocuSigned by:
Marie Côté
7ACCD88ED5EA45A...

Marie Côté, administratrice

Lieu : Frelighsburg

Date : 2021/08/06 | 07:40 PDT

DocuSigned by:
C284D6DC3969461...

Catherine Morency, administratrice

Lieu : Montréal

Date : 2021/08/06 | 08:11 PDT

DocuSign Envelope ID: 152DD7D2-BAAC-48F8-81BB-0DD46751F862

CONVENTION DE PROLONGATION DU BAIL

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

T.P.S. : 121364749RT 0001 ;
T.V.Q. : 1006001374TQ0002 ;

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET :

AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE, personne morale à but non lucratif constituée le treize (13) février deux mille dix-neuf (2019) par la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège principal au 640, rue Saint-Paul, Montréal, Québec, H3C 1L9, immatriculée au registre des entreprises du Québec sous le numéro 1174883976, agissant et représentée aux présentes par Madame Isabelle Cadrin, présidente du conseil, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration de ladite personne morale adoptée à une assemblée tenue le _____ deux mille vingt et un (2021);

T.P.S. : 755904273 ;
T.V.Q. : 1227093133 ;

Ci-après nommée le « **Locataire** »

OBJET : **1500, rue Des Carrières**

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont conclu un Bail le 16 décembre 2019 (le « Bail Initial ») approuvé par la résolution portant le numéro CM19 1369, concernant des locaux situés dans l'édifice sis au 1500, rue Des Carrières à Montréal et 119 cases de stationnement dans le cadre des fonctions des agents de stationnement, (les « Lieux loués »), pour un terme de deux (2) ans, débutant le 1er janvier 2020 et se terminant le 31 décembre 2021;

ATTENDU QUE le Bail Initial et la présente Convention sont collectivement nommés le « Bail » ;

ATTENDU QUE le Locataire désire prolonger la durée du Bail, aux termes et conditions

Paraphes	
Locateur	Locataire

DocuSign Envelope ID: 152DD7D2-BAAC-48F8-81BB-0DD46751F862

stipulés ci-après et que le Locateur y consent;

ATTENDU QUE le Locateur a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

ATTENDU QUE le Locataire déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail; et

ATTENDU QUE le Locataire déclare ne pas être inscrit sur le *Registre des personnes écartées* en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle adopté conformément à la Loi sur les cités et villes et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail;

ATTENDU que les Parties reconnaissent être assujetties à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A 2.1).

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente.

ARTICLE 2
DURÉE

2. **Durée** : Le Bail est prolongé pour une période commençant le 1er janvier 2022 et se terminant le 31 décembre 2022.

ARTICLE 3
LIEUX LOUÉS

3. **Lieux loués :** Les Lieux loués sont décrits à l'article 1 du Bail.

ARTICLE 4
LOYER

4. **Loyer :** Pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de CENT CINQUANTE-QUATRE MILLE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE DOLLARS (154 192 $), par douze (12) versements mensuels égaux de DOUZE MILLE HUIT CENT QUARANTE-NEUF DOLLARS ET TRENTE-TROIS CENTS (12 849,33 $) chacun. Le loyer est taxable.

ARTICLE 5
LOYER DU STATIONNEMENT

5. **Loyer du stationnement :** Le loyer pour le stationnement pour toute la durée du bail est établi à soixante-cinq dollars (65 $) par mois pour chaque case de stationnement. Le

Paraphes	
Locateur	Locataire

DocuSign Envelope ID: 152DD7D2-BAAC-48F8-81BB-0DD46751F862

montant pour cent dix-neuf (119) cases représente sept mille sept cent trente-cinq dollars *(*7 735 $) par mois totalisant quatre-vingt-douze mille huit cent vingt dollars (92 820 $) par année payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs, sans demande au préalable, auxquels s'ajoutent les taxes de ventes s'il y a lieu, à l'avance, à compter du 1er de chaque mois. Ce loyer exclut les taxes foncières.

ARTICLE 6
AUTRES CONDITIONS

6. À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, l'exemplaire électroniquement, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2021

LOCATEUR - VILLE DE MONTRÉAL

_____
par : Yves Saindon, assistant-greffier

Le _____ 2021

LOCATAIRE - AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE

_____
par : Isabelle Cadrin, présidente du conseil

Paraphes	
Locateur	Locataire

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2021-07-28 11:29:28

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1174883976
Nom	Agence de mobilité durable

Adresse du domicile

Adresse	200-640 rue Saint-Paul O Montréal (Québec) H3C1L9 Canada

Adresse du domicile élu

Adresse	Aucune adresse

Immatriculation

Date d'immatriculation	2019-09-27
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2019-09-27
Date de fin d'existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	2019-02-13 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4)
Régime courant	QUÉBEC : Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2021-04-09
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2020-11-24 2020
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2021	2021-11-15
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2020	2020-11-15

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9991
Activité	Parcs et garages de stationnement
Précisions (facultatives)	Gestion des activités reliées au stationnement tarifé

2e secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	4599
Activité	Autres services relatifs aux transports
Précisions (facultatives)	Mobilité durable

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

Aucun

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Liste des administrateurs

Nom de famille	Goyer
Prénom	André

Date du début de la charge	2019-06-20
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse	20 av. Springgrove Montréal (Québec) H2V3H9 Canada

Nom de famille	Piette
Prénom	Renée
Date du début de la charge	2019-06-20
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse	704-30 rue Berlioz Montréal (Québec) H3E1L3 Canada

Nom de famille	Bessette
Prénom	Benoît
Date du début de la charge	2019-06-20
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	8505 ch. de Cedarville Ogden (Québec) J0B3E3 Canada

Nom de famille	Morency
Prénom	Catherine
Date du début de la charge	2019-06-20
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	2900 boul. Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T1J4 Canada

Nom de famille	Adib
Prénom	Sherazad
Date du début de la charge	2019-06-20
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	32 av. Macaulay Saint-Lambert (Québec) J4R2G6 Canada

Nom de famille	Côté
Prénom	Marie
Date du début de la charge	2021-01-01
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	78 ch. McIntosh Frelighsburg (Québec) J0J1C0 Canada

Nom de famille	Cadrin
Prénom	Isabelle
Date du début de la charge	2021-01-01
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	2535 rue Davidson Montréal (Québec) H1W2Z3 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Nom de famille	Préfontaine
Prénom	Sophie
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse	392 ch. Fleurant Lac-Supérieur (Québec) J0T1J0 Canada

Nom de famille	Chevrot
Prénom	Laurent
Fonctions actuelles	Principal dirigeant: Directeur général
Adresse	408 ch. de la Côte-Sainte-Catherine Montréal (Québec) H2V2B4 Canada

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration de mise à jour courante	2021-04-09
Déclaration de mise à jour courante	2021-04-06
Déclaration de mise à jour courante	2021-01-25

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020	2020-11-24
Déclaration de mise à jour courante	2020-05-05
Déclaration d'immatriculation	2019-09-27

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 2019-09-27

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
Agence de mobilité durable		2019-09-27		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Aucun autre nom utilisé au Québec n'a été déclaré.

Québec
© Gouvernement du Québec

Montréal

FICHE IMMOBILIÈRE

Identification

imm_id: 585

N° DOSSIER : **09-043-002-00**

N° CODE : **31H12-005-1266-01**



Localisation :
Délimité par la rue DES CARRIÈRES, l'avenue PAPINEAU, la voie ferrée, l'avenue CHRISTOPHE-COLOMB

Arrondissement :
(24) Rosemont - La Petite-Patrie

Adresse :
1100 à 1770 rue des Carrières

Nom de l'immeuble :
Cour de voirie Des Carrières

Description générale

Catégorie : CV = Cour de voirie ET/OU Atelier municipal

Vocation : Cour de voirie

Développable : Utilisé à des fins corporatives

Plan d'action : Aucun

Évaluation municipale

Terrain :	28,890,500.00$
Bâtiment :	31,236,500.00$
Totale :	60,127,000.00$

Dimensions terrain *(unités impériales)*

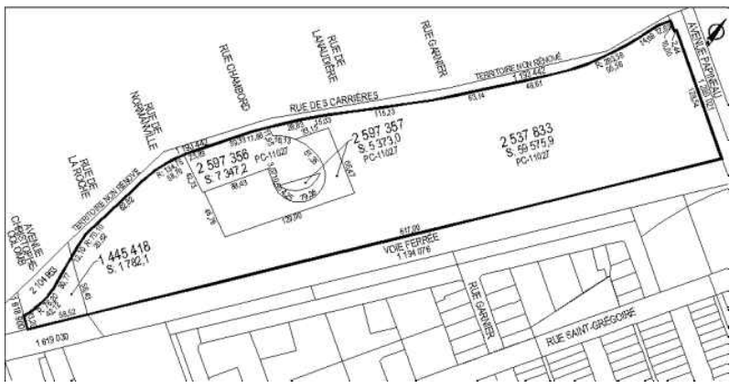
Frontage :	irr
Profondeur :	irr
Superficie :	797397

Éléments significatifs

- [X] égout
- [X] aqueduc
- [X] gaz
- [X] électricité aérienne
- [ ] électricité sous-terraine
- [X] rue asphaltée
- [X] trottoir

Normes réglementaires *(à être utilisées en complément du règlement d'urbanisme)*

N° UEV	Règlement municipal	Catégorie d'usage	Hauteurs		Étages		Taux d'impl.	Superficie	Densité maximale
			min.	max.	min.	max.			
N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A





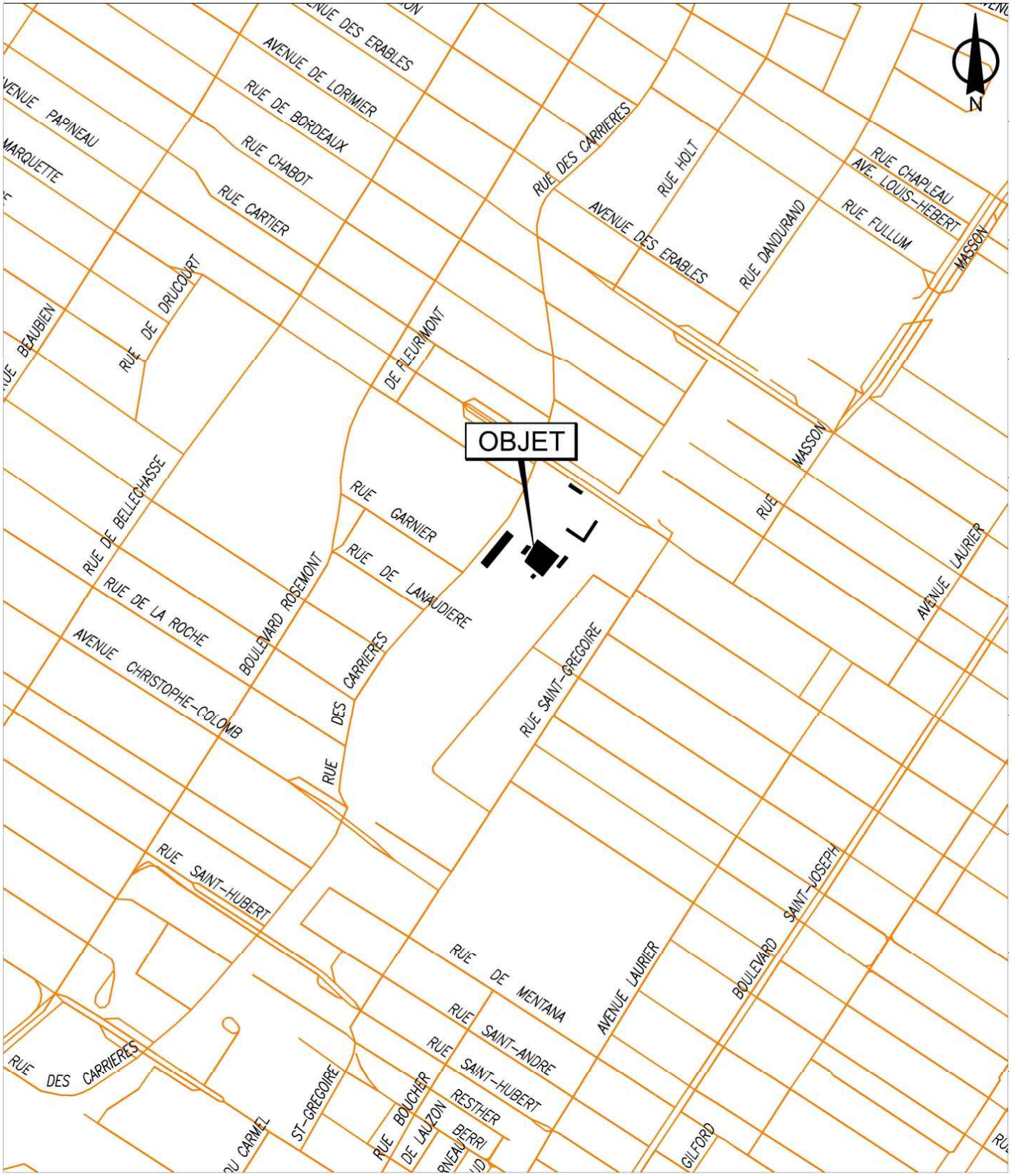
Informations complémentaires

Date de mise à jour :
2018-02-21 10:49:02

Date d'impression :
26-07-2019

Direction des stratégies et transactions immobilières

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement. La Ville, ses employées, les membres de son comité exécutif et de son conseil municipal ne sauraient être tenus responsables d'erreur ou d'omission relative aux informations contenues dans le présent document.

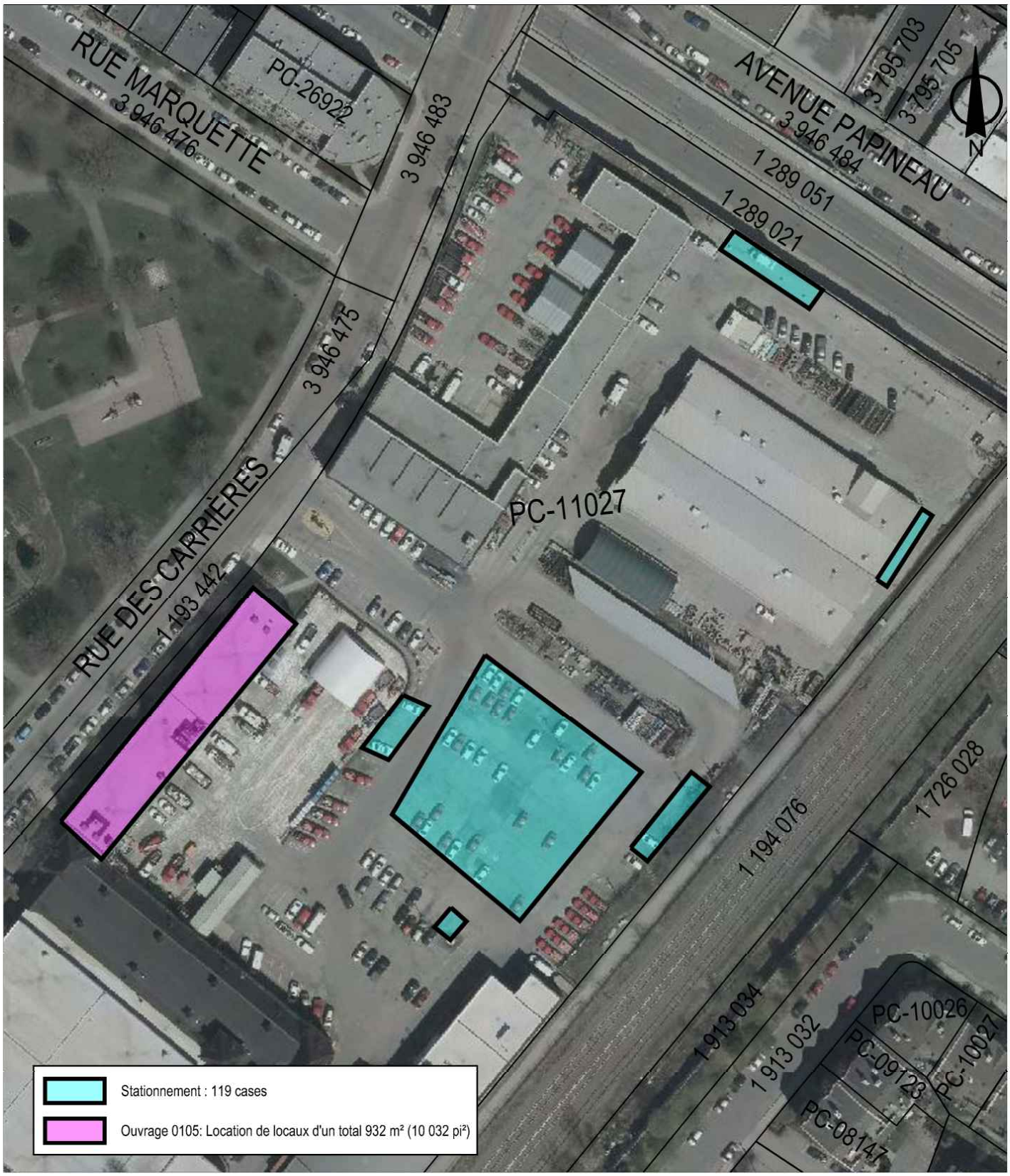


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES LOCATIONS

Rosemont - La Petite-Patrie
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-1266-01
Mandat: 20-0377-L
Dessinateur: JR
Échelle: -
Date: 26-07-2021

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES LOCATIONS

Rosemont - La Petite-Patrie
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-1266-01
Mandat: 20-0377-L
Dessinateur: JR
Échelle: 1:1200
Date: 26-07-2020

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1210515011
Unité administrative responsable : Division des locations au Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI)
Projet : Amendement au bail par lequel la Ville loue à l'Agence de mobilité durable.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Transition écologique

Priorité 3 - Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Un plan d'affaires triennal a été établi en lien avec la transition écologique. À cet effet, vous pourrez consulter le document "Plan stratégique organisationnel 2021-2030 Agence de mobilité durable".

Cinq chantiers seront entrepris au cours des trois prochaines années dont voici :

- Stimuler et accompagner des projets de mobilité durable;
- Devenir le gestionnaire de la bordure et du stationnement hors rue;
- Améliorer l'information et le paiement du stationnement;

- Moderniser la stratégie de surveillance;
- Poursuivre la transformation organisationnelle de l’AMD.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1210515011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver le projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue à l'Agence de mobilité durable, pour un terme d'un (1) an, du 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2022, un espace de bureau situé au 1500, rue des Carrières et une partie du terrain portant le numéro de lot 2 537 833 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie locative d'espace de bureau de 10 032 pi² plus 119 cases de stationnement dans le cadre des fonctions des agents de stationnement, pour un loyer total de 247 012 $ excluant les taxes

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Imputer le revenu tel qu'indiqué dans le fichier ci-joint.

FICHIERS JOINTS

GDD 1210515011 - Ville loue à Agence de la mobilité durable, 1500 des carrières.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-02

Mustapha CHBEL
Agent de gestion des ressources financieres
Tél : 514-872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.025

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1218682005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la troisième convention de prolongation du bail par laquelle la Ville de Montréal loue de M. Joseph Remer, pour une période additionnelle de 1 an, à compter du 1er septembre 2021, un local situé au 3700, boulevard Crémazie Est, d'une superficie de 11 006 pi², à des fins communautaires, moyennant un loyer total de 181 373,75 $, taxes incluses / Approuver la troisième convention de prolongation de sous-bail par laquelle la Ville de Montréal sous-loue à Ali et les Princes de la Rue, pour une période additionnelle de 1 an, à compter du 1er septembre 2021, un local situé au 3700, boulevard Crémazie Est, d'une superficie de 11 006 pi², à des fins communautaires, moyennant un loyer total de 32 751,36 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention est de 131 233,58$ pour la durée du bail

Il est recommandé :
1- d'approuver la troisième convention de prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue de M. Joseph Remer, pour une période additionnelle de 1 an, à compter du 1er septembre 2021, un local situé au 3700, boulevard Crémazie Est, d'une superficie de 11 006 pi², à des fins communautaires, moyennant un loyer total de 181 373,75 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de prolongation de bail;

2- d'approuver la troisième convention de prolongation de sous-bail par lequel la Ville de Montréal sous-loue à Ali et les Princes de la Rue, pour une période additionnelle de 1 an, à compter du 1er septembre 2021, un local situé au 3700, boulevard Crémazie Est, d'une superficie de 11 006 pi², à des fins communautaires, moyennant un loyer total de 32 751,36 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de prolongation de sous-bail;

3- d'imputer cette dépense et cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville-centre.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-08-20 09:08

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218682005**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la troisième convention de prolongation du bail par laquelle la Ville de Montréal loue de M. Joseph Remer, pour une période additionnelle de 1 an, à compter du 1er septembre 2021, un local situé au 3700, boulevard Crémazie Est, d'une superficie de 11 006 pi², à des fins communautaires, moyennant un loyer total de 181 373,75 $, taxes incluses / Approuver la troisième convention de prolongation de sous-bail par laquelle la Ville de Montréal sous-loue à Ali et les Princes de la Rue, pour une période additionnelle de 1 an, à compter du 1er septembre 2021, un local situé au 3700, boulevard Crémazie Est, d'une superficie de 11 006 pi², à des fins communautaires, moyennant un loyer total de 32 751,36 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention est de 131 233,58$ pour la durée du bail

CONTENU

CONTEXTE

Ali et les Princes de la Rue (Organisme) est un organisme qui offre des services d'intervention auprès des jeunes dans divers arrondissements tels que Saint-Léonard, Montréal-Nord, Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension et Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. En effet, la mission de cet Organisme est de recruter des jeunes en difficulté afin de les accompagner et les soutenir dans une démarche de réinsertion, en leur proposant des activités de sports de combat (boxe et arts martiaux) et en leur offrant un support pour l'aide aux devoirs.

Depuis le 1er septembre 2009, la Ville de Montréal loue de Monsieur Joseph Remer un local situé au 3700, boulevard Crémazie Est, afin de le sous-louer à l'Organisme. Celui-ci sous-loue de la Ville la totalité du local qui est aménagé en gymnase ainsi qu'en local de classes. Compte tenu que les conventions de baux viennent à échéance le 31 août 2021, le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) afin de prolonger l'occupation de l'Organisme dans ce local pour une période additionnelle de 1 an afin de l'aider à accomplir sa mission. Le renouvellement de l'entente actuelle est d'une année seulement car des discussions sont en cours entre le SGPI et le SDIS afin de modifier le mode de subvention. La subvention versée à l'Organisme se ferait par le biais d'une convention de subvention et non par l'octroi d'un contrat de location et sous-location en faveur de l'Organisme.

Le présent sommaire vise à faire approuver ces projets de baux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0739 - le 17 juin 2019 - Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de M. Joseph Remer, pour une durée de 2 ans, à compter du 1er septembre 2019, un local situé au 3700, boulevard Crémazie Est, à des fins communautaires, d'une superficie de 11 006 pieds carrés, moyennant un loyer total de 361 122,74 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention de prolongation de sous-bail par lequel la Ville sous-loue à Ali et les Princes de la Rue, pour une durée de 2 ans, à compter du 1er septembre 2019, un local situé au 3700, boulevard Crémazie Est, un local d'une superficie de 11 006 pieds carrés, à des fins communautaires, moyennant un loyer total de 62 383,56 $, plus les taxes applicables.
CM14 0927 - le 15 septembre 2014 - Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de M. Joseph Remer, pour une durée de 5 ans, à compter du 1er septembre 2014, un local situé au 3700, boulevard Crémazie Est, à des fins communautaires, d'une superficie de 11 006 pieds carrés, moyennant un loyer total de 820 925,31 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention de prolongation de sous-bail par lequel la Ville sous-loue à Ali et les Princes de la Rue, pour une durée de 5 ans, à compter du 1er septembre 2014, un local situé au 3700, boulevard Crémazie Est, un local d'une superficie de 11 006 pieds carrés, à des fins communautaires, moyennant un loyer total de 136 710,48 $, plus les taxes applicables.

CM13 0586 - 17 juin 2013 - Approuver un projet de convention de modification de bail entre la Ville et M. Joseph Remer modifiant la clause obligation du locataire de façon à ajouter la responsabilité au locataire d'effectuer l'entretien et la réparation des lieux loués, à compter du 1er juin 2013 et d'approuver un projet de convention de modification de bail entre la Ville et Ali et les Princes de la Rue modifiant le loyer à 59 062,50 $, incluant la TPS, pour la période débutant le 1er juin 2012 et se terminant le 31 août 2014 et modifiant la clause obligation du sous-locataire de façon à ajouter la responsabilité au sous-locataire d'effectuer l'entretien et la réparation des lieux loués, à compter du 1er juin 2013.

CM09 0507 - le 15 juin 2009 - Approuver le bail par lequel la Ville loue de M. Joseph Remer un local, situé au 3700, boulevard Crémazie Est, pour une durée de cinq ans a/c du 1er septembre 2009 moyennant un loyer total de 536 053,45 $ et approuver le bail par lequel la Ville sous-loue à l'organisme Ali et les Princes de la Rue ces mêmes locaux, aux mêmes termes et conditions, pour des activités sportives et communautaires.

DESCRIPTION

Le projet vise à approuver la convention de prolongation du bail par laquelle la Ville de Montréal loue de M. Joseph Remer, pour une période additionnelle de 1 an, à compter du 1er septembre 2021, un local situé au 3700, boulevard Crémazie Est, d'une superficie de 11 006 pi², à des fins communautaires, moyennant un loyer total de 181 373,75 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de prolongation de bail.
De plus, il est aussi recommandé d'approuver la convention de prolongation du bail par laquelle la Ville de Montréal sous-loue à Ali et les Princes de la Rue, pour une période additionnelle de 1 an, à compter du 1er septembre 2021, un local situé au 3700, boulevard Crémazie Est, d'une superficie de 11 006 pi², à des fins communautaires, moyennant un loyer total de 32 751,36 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de prolongation de sous- bail.

Toutes les obligations de la Ville sont transférées dans le sous-bail et l'Organisme est responsable d'effectuer les travaux d'entretien mineurs de l'immeuble.

JUSTIFICATION

Le SGPI est en accord avec les conventions de prolongation de bail puisque le local n'est pas requis pour des fins municipales. Selon le SDIS, l'organisme Ali et les Princes de la Rue a pour mission l'accompagnement scolaire et psychosocial des jeunes de façon à favoriser l'obtention du diplôme d'études secondaires et à accroître leur développement personnel et social, et ce, en complément d'activités de boxe et d'arts martiaux. Il valorise l'éducation, renforce les acquis académiques grâce à un encadrement individualisé et offre un outil aux parents et aux institutions scolaires pour contrer le décrochage scolaire, l'exclusion et la pauvreté. Par des activités d'aide aux devoirs, d'accompagnement personnalisé et d'enseignement des matières académiques, les jeunes sont orientés et formés en fonction de leurs besoins et de leurs aptitudes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant représente la dépense payée par la Ville pour cette location.

	Loyer antérieur	**Loyer 2021 (4 mois)**	**Loyer 2022 (8 mois)**	**TOTAL**
Superficie en pi²	11 006,00	11 006,00	11 006,00	**11 006,00**
Loyer de base	110 060,00 $	37 603,83 $	75 207,67 $	**112 811,50 $**
Frais d'exploitation (énergie et assurance)	23 713,20 $	7 904,40 $	15 808,80 $	**23 713,20 $**
Taxes foncières	22 309,60 $	7 068,17 $	14 157,73 $	**21 225,90 $**
Total avant taxes	156 082,80 $	52 576,40 $	105 174,19 $	**157 750,60 $**
TPS	7 804,14 $	2 628,82 $	5 258,71 $	**7 887,53 $**
TVQ	15 569,25 $	5 244,50 $	10 491,13 $	**15 735,62 $**
Total incluant taxes	**179 456,20 $**	**60 449,72 $**	**120 924,03 $**	**181 373,75 $**
Ristourne de TPS	7 804,14 $	2 628,82 $	5 258,71 $	**7 887,53 $**
Ristourne de TVQ	7 784,63 $	2 622,25 $	5 245,56 $	**7 867,81 $**
Coût total net	163 867,43 $	55 198,65 $	110 419,76 $	**165 618,41 $**

Le taux unitaire de cette location est de 14,33 $ le pied carré.

Le loyer de base antérieur a été négocié en 2019 à 10.00 $/pi². Pour la période 2021-2022, le nouveau loyer de base sera de 10,25 $/pi² ce qui représente une augmentation de 2.5% pour l'année.

Le taux de location marchand, incluant les frais d'exploitation (énergie et assurance), pour ce local oscille entre 14 $ et 19 $ le pied carré.

Cette dépense sera assumée par le SGPI à même son enveloppe budgétaire.

Le tableau suivant représente la recette perçue par la Ville pour cette sous-location.

	Recette antérieure	**Loyer 2021 (4 mois)**	**Loyer 2022 (8 mois)**	**TOTAL**
Superficie en pi²	11 006,00	11 006,00	11 006,00	**11 006,00**
Total avant taxes	31 952,52 $	10 917,12 $	21 834,24 $	**32 751,36 $**
TPS	1 597,63 $	545,86 $	1 091,71 $	**1 637,57 $**
TVQ	3 187,26 $	1 088,98 $	2 177,97 $	**3 266,95 $**
Total incluant taxes	**36 737,41 $**	**12 551,96 $**	**25 103,92 $**	**37 655,88 $**

Ristourne de TPS	1 597,63 $	545,86 $	1 091,71 $	**1 637,57 $**
Ristourne de TVQ	1 593,63 $	544,49 $	1 088,98 $	**1 633,47 $**
Recette total net	33 546,15 $	11 461,61 $	22 923,22 $	**34 384,83 $**

Le taux unitaire moyen de cette sous-location est de 2,98 $ le pied carré.

La recette a été établie en fonction de la capacité de payer de l'organisme. Il s'agit d'une augmentation annuelle de 2.5% pour l'année.

Le tableau suivant représente la subvention immobilière pour la durée de la présente entente.

	2021	**2022**
Dépense totale nette	55 198,65 $	110 419,76 $
Recette totale nette	11 461,61 $	22 923,22 $
Subvention annuelle	**43 737,04 $**	**87 496,54 $**
Subvention totale	**131 233,58 $**	

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier est en lien avec la priorité 8 du plan stratégique Montréal 2030, qui est "Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous". De plus, il y a un lien direct avec la priorité 9, qui est de consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire, des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à la recommandation ne permettrait pas à l'organisme de poursuivre ses activités auprès des jeunes en difficulté.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du renouvellement : CE du 8 septembre 2021.
Approbation du renouvellement : Conseil municipal du mois de septembre 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain L LAVOIE, Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Lecture :

Alain L LAVOIE, 18 août 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christyne PLANTE
conseillère en immobilier

Tél : 438-920-6412
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-04

Joel GAUDET
Conseiller(ere) en immobilier & expertise immobiliere

Tél : 514 872-0324
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2021-08-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-08-20

CONVENTION DE PROLONGATION DU BAIL

ENTRE : **JOSEPH REMER,** comptable demeurant au 5600, avenue Borden, Côte-Saint-Luc. Québec, H4Y 2T8, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare ;

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de :

a) la résolution numéro CM03 0836 ; et

b) la résolution numéro CM21_____, adoptée par le conseil municipal à sa séance du_____ 2021;

Ci-après nommée le « **Locataire** »

OBJET : 3700, boulevard Crémazie Est, Montréal

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont conclu un Bail le 15 juin 2009 (le « Bail Initial »), concernant des locaux ayant une superficie locative de onze mille six pieds carrés (11 006 pi²) dans l'édifice situé au 3700, boulevard Crémazie Est, à Montréal (Québec) H2A 1B2 (les « Lieux loués ») pour un terme de cinq (5) ans, débutant le 1er septembre 2009 et se terminant le 31 août 2014;

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont conclu une convention de modification (la « Première convention de modification ») en 2013 modifiant la clause 4.0 et 5.0 des obligations, afin que le Locataire exécute l'entretien et les réparations des Lieux loués ;

ATTENDU QU'EN vertu d'une convention de prolongation de Bail signée le 15 septembre 2014 (la « Première convention de prolongation»), le Locateur et le Locataire ont convenu de prolonger le Bail Initial pour une durée de cinq (5) années, se terminant le 31 août 2019 ;

ATTENDU QU'EN vertu d'une convention de prolongation de Bail signée le 23 juillet 2019 (la « Deuxième convention de prolongation»), le Locateur et le Locataire ont convenu de prolonger le Bail Initial pour une durée de deux (2) années, se terminant le 31 août 2021 ;

ATTENDU QUE le Bail Initial, la Première convention de modification, la Première convention de prolongation et la Deuxième convention de prolongation sont collectivement nommés le « Bail » ;

ATTENDU QUE le Locataire désire conclure une Troisième convention de prolongation afin de prolonger le Bail pour une durée d'un (1) an, aux termes et conditions stipulés ci-après et que le Locateur y consent ;

Paraphes	
Locateur	Locataire

ATTENDU QUE le Locataire a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et le Locateur déclare en avoir pris connaissance; et

ATTENDU QUE le Locateur déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail.

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente.

ARTICLE 2
DURÉE

2. **Durée** : Le Bail est prolongé pour une période additionnelle d'un (1) an commençant le 1er septembre 2021 et se terminant le 31 août 2022.

ARTICLE 3
LIEUX LOUÉS

3. **Lieux loués :** Les Lieux loués sont décrit à l'article 1.0 du Bail Initial.

ARTICLE 4
LOYER

4. **Loyer :** Pour la durée de la Troisième convention de prolongation de bail, le loyer de base sera de dix dollars et vingt-cinq cents (10,25 $) le pied carré.

ARTICLE 5
AUTRES CONDITIONS

5. À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

Paraphes	
Locateur	Locataire

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, électroniquement, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2021

LOCATEUR

_____

par : Joseph Remer

Le _____ 2021

VILLE DE MONTRÉAL

_____

par : Yves Saindon, assistant-greffier

Paraphes	
Locateur	Locataire

TROISIÈME CONVENTION DE PROLONGATION DU SOUS-BAIL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes* :

Ci-après nommée le « **Locataire** »

ET : **ALI ET LES PRINCES DE LA RUE,** personne morale constituée suivant la Partie 3 de la Loi sur les compagnies, ayant son siège au 3700 boul. Crémazie E, Montréal (Québec) H2A 1B2, agissant et représentée par madame Ylionette Charles, directrice générale par intérim, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du 15 mai 2021.

Ci-après nommée le « **le Sous-Locataire** »

OBJET : **3700 boulevard Crémazie Est, Montréal**

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE JOSEPH REMER, a signé avec la Ville de Montréal un Bail (ci-après appelée le « Bail ») le 15 juin 2009 concernant des locaux ayant une superficie locative de onze mille six pieds carrés (11 006 p²) pour l'édifice sis au 3700 boul. Crémazie E, Montréal (Québec) H2A 1B2, pour un terme commençant le 1er septembre 2009 et se terminant le 31 août 2014;

ATTENDU QUE ALI ET LES PRINCES DE LA RUE, a signé avec la Ville de Montréal un Bail (ci-après appelée le «Sous-Bail ») le 15 juin 2009 concernant des locaux ayant une superficie locative de onze mille six pieds carrés (11 006 pi²) pour l'édifice sis au 3700 boul. Crémazie E, Montréal (Québec) H2A 1B2, pour un terme commençant le 1er septembre 2009 et se terminant le 31 août 2014;

ATTENDU QUE JOSEPH REMER, a signé avec la Ville de Montréal une convention de modification (ci-après appelée la « Première convention de modification») en avril 2013 modifiant la clause 4,0 et 5,0 des obligations, afin que le locataire exécute l'entretien et les réparations des lieux loués ;

ATTENDU QUE ALI ET LES PRINCES DE LA RUE a signé avec la Ville de Montréal une convention de modification de Sous-Bail (ci-après appelée la (« Première convention de modification su Sous-Bail ») le 17 juin 2013 afin de modifier le loyer et d'ajouter à la clause 5,0 l'obligation du Sous-Locataire d'exécuter l'entretien et les réparations mineures des lieux loués ;

ATTENDU QUE JOSEPH REMER, a signé avec la Ville de Montréal une convention de prolongation de Bail (ci-après appelée la « Première convention de prolongation ») le 14 octobre 2014 concernant des locaux ayant une superficie locative de onze mille six pieds carrés (11 006 pi²) pour l'édifice sis au 3700 boul. Crémazie E, Montréal (Québec) H2A 1B2, pour un terme commençant le 1er septembre 2014 et se terminant le 31 août 2019;

Paraphes	
Locateur	Locataire

ATTENDU QUE ALI ET LES PRINCES DE LA RUE, a signé avec la Ville de Montréal une convention de prolongation de Sous-Bail (ci-après appelée «Première convention de prolongation du Sous-Bail ») le 14 octobre 2014 concernant des locaux ayant une superficie locative de onze mille six pieds carrés (11 006 pi²) pour l'édifice sis au 3700 boul. Crémazie E, Montréal (Québec) H2A 1B2, pour un terme commençant le 1er septembre 2014 et se terminant le 31 août 2019;

ATTENDU QUE JOSEPH REMER, a signé avec la Ville de Montréal une convention de prolongation de Bail (ci-après appelée la « Deuxième convention de prolongation ») le 23 juillet 2019 concernant des locaux ayant une superficie locative de onze mille six pieds carrés (11 006 pi²) pour l'édifice sis au 3700 boul. Crémazie E, Montréal (Québec) H2A 1B2, pour un terme commençant le 1er septembre 2019 et se terminant le 31 août 2021;

ATTENDU QUE ALI ET LES PRINCES DE LA RUE, a signé avec la Ville de Montréal une convention de prolongation de Sous-Bail (ci-après appelée «Deuxième convention de prolongation du Sous-Bail ») le 23 juillet 2019 concernant des locaux ayant une superficie locative de onze mille six pieds carrés (11 006 pi²) pour l'édifice sis au 3700 boul. Crémazie E, Montréal (Québec) H2A 1B2, pour un terme commençant le 1er septembre 2019 et se terminant le 31 août 2021;

ATTENDU QUE le Locataire et le Sous-Locataire ont convenu de signer une Troisième convention de prolongation afin, de prolonger le Sous-Bail pour une durée de un (1) ans;

ATTENDU QUE le Sous-Bail, la Première Convention de modification, la Première convention de prolongation du Sous-Bail, la Deuxième convention de prolongation du Sous-Bail et la Troisième convention de prolongation du Sous-Bail sont collectivement appelés le «Sous-Bail »;

ATTENDU QUE le Locataire a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

ATTENDU QUE le Sous-Locataire déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail; et

ATTENDU QUE le Sous-Locataire déclare ne pas être inscrit sur le *Registre des personnes écartées* en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle adopté conformément à la Loi sur les cité et villes et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail.

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente.

ARTICLE 2
DURÉE

2. **Durée** : Le Bail est prolongé pour une période commençant le premier (1er) septembre 2021 et se terminant le trente et un (31) août 2022.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 3
LIEUX LOUÉS

3. **Lieux loués** : Les Lieux loués sont décrit à l'article 1.0 du Sous-Bail.

ARTICLE 4
LOYER

4. **Loyer** : Pendant toute la durée prolongée, le Bail est consenti en considération d'un loyer total de trente-deux mille sept cent cinquante et un dollars et trente-six cents (32 751,36 $), payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de deux mille sept cent vingt-neuf dollars et vingt-huit cents (2 729,28 $) chacun, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ.

ARTICLE 5
AUTRES CONDITIONS

5. **Autres conditions** : À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en triple exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2021

VILLE DE MONTRÉAL

_____
par : Yves Saindon, assitant-greffier

Le 14 Juillet 2021

ALI ET LES PRINCES DE LA RUE

_____
par : Ylionette Charles, directrice générale par intérim

Paraphes	
Locateur	Locataire YC

Aspects financiers

	Loyer précédent	Loyer 2021 (4 mois)	Loyer 2022 (8 mois)	Total
Superficie	11 006.00	11 006.00	11 006.00	11 006.00
Loyer de base	110 060.00 $	37 603.83 $	75 207.67 $	112 811.50 $
Frais d'exploitation (énergie et assurance)	23 713.20 $	7 904.40 $	15 808.80 $	23 713.20 $
Taxes foncières	22 309.60 $	7 068.17 $	14 157.73 $	21 225.90 $
Total avant taxes	156 082.80 $	52 576.40 $	105 174.19 $	157 750.60 $
TPS	7 804.14 $	2 628.82 $	5 258.71 $	7 887.53 $
TVQ	15 569.26 $	5 244.50 $	10 491.13 $	15 735.62 $
Total avec taxes	**179 456.20 $**	**60 449.72 $**	**120 924.03 $**	**181 373.75 $**
Ristourne de TPS	7 804.14 $	2 628.82 $	5 258.71 $	7 887.53 $
Ristourne TVQ (50%)	7 784.63 $	2 622.25 $	5 245.56 $	7 867.81 $
Coût total	163 867.43 $	55 198.65 $	110 419.76 $	165 618.41 $

Loyer de base annuel	112 811.50 $

Coût des travaux d'aménagement			
Travaux clé en main		522 346.43	$
Allocation		(96 226.00)	$
Montant des travaux - allocation =		426 120.43	$
TPS		21 306.02	$
TVQ		42 505.51	$
Total avec taxes		489 931.96	$
		-	$
Contingences	0.10	52 234.64	$
Incidences générales	0.05	26 117.32	$
Incidences cablâge TI		20 000.00	$
Incidences déménagement		15 000.00	$
Contingences et incidences totales tx excl		113 351.96	$
TPS		5 667.60	$
TVQ		11 306.86	$
Contingences et incidences totales tx incl		130 326.42	$
Total des travaux		620 258.39	$
Ristourne de TPS		26 973.62	$
Ristourne de TVQ		26 906.19	$
Coût total		566 378.58	$

Aspects financiers

	Loyer précédent	Loyer 2021 (4 mois)	Loyer 2022 (8 mois)	Total
Superficie	11 006.00	11 006.00	11 006.00	11 006.00
Loyer total avant taxes	31 952.52 $	10 917.12 $	21 834.24 $	32 751.36 $
TPS	1 597.63 $	545.86 $	1 091.71 $	1 637.57 $
TVQ	3 187.26 $	1 088.98 $	2 177.97 $	3 266.95 $
Total avec taxes	**36 737.41 $**	**12 551.96 $**	**25 103.92 $**	**37 655.88 $**
Ristourne de TPS	1 597.63 $	545.86 $	1 091.71 $	1 637.57 $
Ristourne TVQ (50%)	1 593.63 $	544.49 $	1 088.98 $	1 633.47 $
Revenu total net	33 546.15 $	11 461.61 $	22 923.22 $	34 384.83 $

Loyer annuel	32 751.36 $

Coût des travaux d'aménagement			
Travaux clé en main		522 346.43	$
Allocation		(96 226.00)	$
Montant des travaux - allocation =		426 120.43	$
TPS		21 306.02	$
TVQ		42 505.51	$
Total avec taxes		489 931.96	$
		-	$
Contingences	0.10	52 234.64	$
Incidences générales	0.05	26 117.32	$
Incidences cablâge TI		20 000.00	$
Incidences déménagement		15 000.00	$
Contingences et incidences totales tx excl		113 351.96	$
TPS		5 667.60	$
TVQ		11 306.86	$
Contingences et incidences totales tx incl		130 326.42	$
Total des travaux		620 258.39	$
Ristourne de TPS		26 973.62	$
Ristourne de TVQ		26 906.19	$
Coût total		566 378.58	$

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2021-07-02 14:26:22

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1162303714
Nom	ALI ET LES PRINCES DE LA RUE

Adresse du domicile

Adresse	3700 boul. Crémazie E Montréal (Québec) H2A1B2 Canada

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	Ali et les Princes de la Rue
Nom de la personne physique	
Nom de famille	Nestor
Prénom	Ali

Adresse	3700 boul. Crémazie E Montréal (Québec) H2A1B2 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	2004-06-10
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2004-06-10
Date de fin d'existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	2004-06-10 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2021-03-12
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2021-01-13 2020
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2021	2022-07-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2020	2021-07-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9861
Activité	Organisations civiques et amicales
Précisions (facultatives)	ORGANISME AIDE AUX JEUNES EN DIFFICULTÉ, PROGRAMME D'ÉTUDES ARTS ET SPORTS

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

De 11 à 25

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Liste des administrateurs

Nom de famille	Nestor
Prénom	Ali
Date du début de la charge	2004-06-30
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président Directeur Général
Adresse	3700 boul. Crémazie E Montréal (Québec) H2A1B2 Canada

Nom de famille	Élie
Prénom	Grégory
Date du début de la charge	2014-04-12
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	12470 55e Avenue (R.-d.-P.) Montréal (Québec) H1E2Z1 Canada

Nom de famille	Heurtel
Prénom	David
Date du début de la charge	2019-07-03
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	3700 boul. Crémazie E Montréal (Québec) H2A1B2 Canada

Nom de famille	Gaudreau
Prénom	Vincent
Date du début de la charge	2019-03-30
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	3700 boul. Crémazie E Montréal (Québec) H2A1B2 Canada

Nom de famille	Bourget
Prénom	Rémi
Date du début de la charge	2019-03-30
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	3700 boul. Crémazie E Montréal (Québec) H2A1B2 Canada

Nom de famille	Valcin
Prénom	Mélanie
Date du début de la charge	2019-07-03
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	5404 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2J2M3 Canada

Nom de famille	Rauber
Prénom	Virginie
Date du début de la charge	2019-07-03
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	6884 av. des Érables Montréal (Québec) H2G2N4 Canada

Nom de famille	Ballargeon
Prénom	Michel
Date du début de la charge	2019-09-05
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse	3700 boul. Crémazie E Montréal (Québec) H2A1B2 Canada

Nom de famille	Charles
Prénom	Teddy Patrice
Date du début de la charge	2019-09-05
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	3700 boul. Crémazie E Montréal (Québec) H2A1B2 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Type de document	Statut
Déclaration annuelle ou de mise à jour annuelle	En cours

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration de mise à jour de correction	2021-03-10
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020	2021-01-13
Déclaration de mise à jour courante	2020-09-01
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2020-03-05
Déclaration de mise à jour courante	2019-12-23
Déclaration de mise à jour courante	2019-07-31
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2019-07-25
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2018-02-20
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2017-02-08
Déclaration de mise à jour courante	2016-07-26
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2016-01-15

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2015-04-21
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2014-04-14
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2013-07-02
Lettres patentes supplémentaires	2012-03-16
Règlement concernant la modification d'un nom, du siège ou du nombre d'administrateurs	2011-08-10
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2011-08-04
Déclaration annuelle 2010	2011-04-29
Déclaration modificative	2010-11-19
État et déclaration de renseignements 2009	2010-03-23
Lettres patentes supplémentaires	2010-02-18
État et déclaration de renseignements 2008	2009-06-03
Déclaration annuelle 2007	2007-11-16
Déclaration modificative	2007-05-16
Déclaration annuelle 2006	2006-06-20
Déclaration annuelle 2005	2006-04-05
Déclaration initiale	2004-08-02
Certificat de constitution	2004-06-10

Index des noms

Nom(s) en traitement

Un document qui comporte l'ajout d'autres noms à la section Autres noms utilisés au Québec a été déposé au registre sans que cet ajout ait été effectué à l'index des noms. Si les noms demandés sont jugés conformes après analyse, la mise à jour de l'index des noms sera effectuée.

Date de mise à jour de l'index des noms 2020-09-01

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
ALI ET LES PRINCES DE LA RUE		2004-06-10		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
Ali et les Prince*sse*s de la Rue		2020-09-01		En vigueur
12 Rounds d'Espoir pour les Prince.sse.s		2020-03-05		En vigueur
École de la Relève Ali Nestor	School of success Ali Nestor	2017-02-09		En vigueur
MAISON DE L'ESPOIR NESS MARTIAL		2004-08-02		En vigueur
PROMOTION ALI NESTOR		2004-08-02		En vigueur
École de la Relève		2016-07-26	2017-02-08	Antérieur
PROMOTION UGC		2004-08-02	2009-06-03	Antérieur

Québec

© Gouvernement du Québec

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1218682005*
Unité administrative responsable : *SGPI – Direction - Transactions immobilières, Division locations*
Projet : *Location et sous-location pour l'organisme Ali et les Princes de la Rue*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité #8 : Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous.

Priorité #9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité #8 : l'organisme Ali et les princes de la rue a accès à des locaux aménagés en classe lui permettant de valoriser l'éducation et de renforcir les acquis académiques pour contrer le décrochage scolaire, l'exclusion et la pauvreté.

Priorité #9 : la localisation de l'immeuble permet à l'organisme Ali et les princes de la rue de recruter des jeunes en difficulté dans leur milieu de vie afin de les accompagner et les soutenir dans une démarche de réinsertion, en leur proposant des activités de sports de combat (boxe et arts martiaux) et en leur offrant un support pour l'aide aux devoirs.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218682005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver la troisième convention de prolongation du bail par laquelle la Ville de Montréal loue de M. Joseph Remer, pour une période additionnelle de 1 an, à compter du 1er septembre 2021, un local situé au 3700, boulevard Crémazie Est, d'une superficie de 11 006 pi², à des fins communautaires, moyennant un loyer total de 181 373,75 $, taxes incluses / Approuver la troisième convention de prolongation de sous-bail par laquelle la Ville de Montréal sous-loue à Ali et les Princes de la Rue, pour une période additionnelle de 1 an, à compter du 1er septembre 2021, un local situé au 3700, boulevard Crémazie Est, d'une superficie de 11 006 pi², à des fins communautaires, moyennant un loyer total de 32 751,36 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention est de 131 233,58$ pour la durée du bail

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Imputer les dépenses et les revenus tel qu'indiqué dans le fichier ci-joint.

FICHIERS JOINTS

GDD 1218682005 3700 bl Crémazie Est Bail et sous-location.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-05

Mustapha CHBEL
Agent de gestion des ressources financieres
Tél : 514-872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.026

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1211543005

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Résilier le bail intervenu entre la Ville de Montréal et Clinique Physioactif Claude-Robillard Inc. (CM17 1222) pour l'occupation de locaux situés au niveau 2 (local 095-ETA01-022) du Complexe sportif Claude-Robillard à compter du 1er février 2022 / Approuver la diminution de revenu de 24 272 $ taxes incluses, au budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, associée aux loyers prévus pour la période du 1er février au 30 septembre 2022

Il est recommandé de :

1. Résilier le bail intervenu entre la Ville de Montréal et Clinique Physioactif Claude-Robillard Inc. (CM17 1222) pour l'occupation de locaux situés au niveau 2 (local 095 -ETA01-022) du Complexe sportif Claude-Robillard à compter du 1er février 2022;
2. Approuver la diminution de revenu de 24 272 $, taxes incluses au budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports associée aux loyers prévus pour la période du 1er février au 30 septembre 2022.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-23 09:24

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1211543005**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Résilier le bail intervenu entre la Ville de Montréal et Clinique Physioactif Claude-Robillard Inc. (CM17 1222) pour l'occupation de locaux situés au niveau 2 (local 095-ETA01-022) du Complexe sportif Claude-Robillard à compter du 1er février 2022 / Approuver la diminution de revenu de 24 272 $ taxes incluses, au budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, associée aux loyers prévus pour la période du 1er février au 30 septembre 2022

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 1987, la Ville de Montréal permet l'occupation du local situé au niveau 2 (local 095-ETA01-022) du Complexe sportif Claude-Robillard (CSCR) à une clinique spécialisée en médecine du sport. En 2017, un bail d'une durée de cinq (5) ans (1er octobre 2017 au 30 septembre 2022) a été conclu avec l'entreprise Physiothérapie du sport du Québec Inc., connu depuis le 5 septembre 2018 sous "Clinique Physioactif Claude-Robillard Inc." (Clinique) pour la location des locaux.
À partir d'avril 2022, ce local sera requis par la division de la gestion des installations sportives (DGIS) du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) pour d'autres usages. En effet, dans le cadre de travaux majeurs au CSCR qui s'échelonneront sur plusieurs années, la Ville doit reprendre ces locaux afin de pouvoir assurer une offre de service aux citoyens.

Le présent dossier décisionnel recommande de mettre fin à ce bail en date du 1er février 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 1120 - 23 juin 2021
Autoriser un congé de loyer pour une période de deux mois et demi soit du 13 mars 2020 au 31 mai 2020, de ratifier la perte de revenu pour la Division de la gestion des installations sportives d'une somme totale de 7 296,25 $, taxes incluses, en lien avec le loyer facturé à Les cliniques Physioactif, anciennement connu sous le nom de Clinique de physiothérapie du Québec, pour l'occupation des locaux situés au niveau 2 (local 095-ETA01-022) du complexe sportif Claude-Robillard et d'imputer ces pertes de revenu conformément aux informations financières incluses au dossier décisionnel.

CM17 1222 - 25 septembre 2017

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à Physiothérapie du sport du Québec, pour une période de 5 ans, des locaux situés au 2e étage du complexe sportif Claude-Robillard, aux fins des installations de la clinique de physiothérapie et de la médecine du sport, pour une somme maximale de 175 170 $, taxes incluses.

CM14 0801 - 18 août 2014
Approuver un projet de convention entre la Ville et Physiothérapie du sport du Québec Inc., d'une durée de 3 ans (2014-2016), établissant les modalités et conditions de location à l'organisme des installations de la clinique de physiothérapie et de la médecine du sport du complexe sportif Claude-Robillard, pour une somme maximale de 91 400 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Conformément à l'article 8.1 du bail approuvé par le conseil municipal le 25 septembre 2017, la Ville peut mettre fin en tout temps au bail en signifiant à la Clinique un préavis écrit de 120 jours. Cet avis sera transmis à la Clinique à la suite de l'approbation de ce dossier et au plus tard le 1er octobre 2021. La Clinique devra donc libérer les locaux et restituer les clefs à la Ville le 1er février 2022.

JUSTIFICATION

La résiliation du bail permettra à la Ville de reprendre les locaux et de réaménager l'espace afin qu'ils soient disponibles pour y offrir des activités aux Montréalais.es pendant les travaux au CSCR.
Ainsi la Ville pourra limiter les locations externes et diminuer les dépenses afférentes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant représente la recette à annuler pour la période du 1er février au 30 septembre 2022.

Loyer mensuel	3 034 $
Montant de loyer dû	8 mois
TOTAL	**24 272 $**

La somme annulée sera comptabilisée au budget de l'exercice financier 2022 du SGPMRS à la DGIS.

MONTRÉAL 2030

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le bail n'est pas résilié à partir du 1er février 2022, la DGIS devra annuler une partie importante de l'offre de services en activités physiques et sportives pendant la durée des travaux, soit de 2022 à 2026.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

27 septembre 2021: résolution du conseil municipal

- Au plus tard le 1er octobre 2021: transmission de l'avis de résiliation par huissier

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier lié aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève FRAPPIER
c/s centre sportif et installations dcqmvde

Tél : 514-872-2825
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-16

Geneviève FRAPPIER
c/s centre sportif et installations dcqmvde

Tél : 514-872-2825
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2021-08-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2021-08-20

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
24 AOUT 2017
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

BAIL

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

ci-après nommée le « Locateur »

ET :

PHYSIOTHÉRAPIE DU SPORT DU QUÉBEC., société par actions constituée sous l'autorité de la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, c. S-31.1) dont l'adresse du domicile élu est le 1000, avenue Émile-Journault, Montréal, Québec, H2M 2E7, agissant et représentée par M^me^ Louise Beaumont, présidente, M^me^ Brigitte Léger, vice-présidente et M^me^ Janie Barrette, secrétaire-trésorière, dûment autorisées aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 31 août 2017, dont un extrait est annexé aux présentes pour en attester;

N° d'inscription TPS : n/a

N° d'inscription TVQ : n/a

ci-après nommée le « Locataire »

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ATTENDU QUE le Locateur a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au Locataire.

1.0 LIEUX LOUÉS

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire ici présent et acceptant, un local situé au niveau 2 (local 095-ETA01-022) du complexe sportif Claude-Robillard, ci-après nommé « CSCR », portant le numéro 1000, de la rue Émile-Journault, à Montréal, province de Québec, H2M 2E7, ci-après appelé les « Lieux Loués », le tout tel que montré sur le plan en Annexe 1, joint aux présentes.

2.0 SUPERFICIE

Les Lieux Loués ont une superficie locative de 2948 pi.ca .

3.0 DURÉE

3.1 Ce bail est consenti pour un terme de 5 ans commençant le 1er octobre 2017 et se terminant le 30 septembre 2022.

3.2 Sous réserve des dispositions contenues au paragraphe 3.3 ci-après, ce bail se terminera de plein droit et sans avis à la date ci-devant stipulée en 3.1 et l'occupation des Lieux Loués après cette date par le Locataire n'aura pas pour effet de prolonger la durée de ce bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux Loués contre la volonté du Locateur. En conséquence, une pénalité de cent dollars (100 $) sera chargée au Locataire pour chaque journée de retard au-delà de la date stipulée de fin de bail.

3.3 Ce bail pourra, à échéance, à moins que le Locateur ne décide de reprendre les Lieux Loués pour ses propres fins, être renouvelé par le Locataire pour un terme additionnel de soixante (60) mois, aux conditions et au loyer qui seront alors à négocier, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes au moment de ce renouvellement.

Pour exercer cette option, le Locataire devra en aviser le Locateur, par écrit, au moins cent quatre-vingt (180) jours avant l'échéance du présent bail, à défaut de quoi cette option sera nulle et non avenue.

4.0 OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du *Code civil du Québec*, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locateur s'engage à :

4.1 donner libre accès aux Lieux Loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public selon les heures d'opération du CSCR.

Pendant la durée du bail, le Locateur se réserve le droit de modifier les heures d'opération du CSCR. Le cas échéant, le Locateur devra informer le Locataire de ce nouvel horaire au moins trente (30) jours à l'avance. Le Locataire devra alors respecter les heures d'opération qui auront été ainsi modifiées;

4.2 chauffer et maintenir en tout temps dans les Lieux Loués une température convenable aux besoins du Locataire;

4.3 fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux Loués selon les besoins du Locataire;

4.4 fournir l'entretien et le nettoyage des Lieux Loués;

4.5 assurer au Locataire l'exclusivité de la fourniture de services de physiothérapie, massothérapie, acupuncture, ostéopathie et autres disciplines de la médecine du sport dans le cadre des activités régulières à l'intérieur du CSCR ainsi que sur la piste d'athlétisme extérieure, excluant toutefois les services rendus sur les

MCV

plateaux sportifs extérieurs du CSCR, sur toutes les autres installations de la Division de la gestion des installations sportives, aux athlètes de l'Institut national du Sport du Québec (INSQ) qui sont traités sur place par leurs thérapeutes respectifs et tout autre service rendu aux athlètes participant à un événement ne faisant pas partie de la programmation régulière du CSCR.

5.0 OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du *Code civil du Québec*, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locataire s'engage à :

5.1 prendre les Lieux Loués dans l'état où ils se trouvent à la signature du bail;

5.2 n'utiliser les Lieux Loués qu'aux seules fins de l'exploitation d'une clinique de physiothérapie et tous autres services offerts par le Locataire, le tout en conformité avec toute loi ou règlement municipal applicable;

5.3 respecter les jours et heures d'ouverture mentionnés en 4.1. Pour tenir des activités en dehors de ces jours et heures, le Locataire devra obtenir au préalable l'autorisation du responsable des Lieux Loués désigné par le Locateur;

5.4 voir lui-même, et à ses frais, à l'aménagement des Lieux Loués; il fera toute réparation locative due à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie;

5.5 tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre fait et cause pour le Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants;

5.6 souscrire et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente location, une police d'assurance-responsabilité civile des particuliers ou des entreprises, selon ses activités, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000 $) par sinistre pour les dommages pouvant survenir pendant la durée de la présente location et libérant le Locateur, ses employés, les membres de son conseil municipal et de son comité exécutif de tous dommages, réclamations, blessures, pertes, dépenses et responsabilité de toute nature découlant ou attribuable directement ou indirectement de l'usage des Lieux Loués.

5.6.1 Remettre un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.6 et désignant le Locateur comme coassuré. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable au Locateur. De plus, pour toute réduction, modification ou résiliation de la police, l'assureur devra donner au Locateur, par courrier recommandé ou poste certifiée, au numéro 1000, de la rue Émile-Journault, à Montréal, province de Québec, H2M 2E7, un préavis de trente (30) jours; telle police devra contenir un avenant à cet effet et copie devra être fournie également au Locateur;

MCV

5.7 se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux Loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux et également par bris ou vandalisme survenus dans les Lieux Loués pendant ses périodes d'occupation;

5.8 assumer le paiement de toutes taxes et permis afférents aux Lieux Loués pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal;

5.9 ne point céder ses droits dans le présent bail, ni prêter, ni sous-louer les Lieux Loués, en tout ou en partie, sans le consentement exprès ou écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans un motif sérieux;

5.10 aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux Loués ou à chacun de leurs accessoires;

5.11 fournir, au préalable, s'il désire s'identifier à l'extérieur de l'immeuble, une maquette de telle identification afin d'obtenir l'approbation écrite du Locateur;

5.12 n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Lieux Loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur;

5.13 permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'édifice ou d'entrer dans les Lieux Loués à ces fins, sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable;

5.14 permettre, pendant les trois (3) mois qui précèdent la fin du bail ou de son renouvellement, que les Lieux Loués soient visités, en tout temps durant les heures de bureau, par ceux qui désirent les louer et permettre, en tout temps pendant la durée du bail ou de son renouvellement, à tout acheteur éventuel de visiter les Lieux Loués;

5.15 remettre à ses frais, à l'expiration du terme, les Lieux Loués dans l'état où ils se trouvent à la signature du présent bail, à moins qu'il en soit décidé autrement par les parties.

6.0 LOYER

6.1 Le présent bail est en outre consenti en considération d'un loyer de :

175 170 $ que le Locataire s'engage à payer au Locateur de la façon suivante :

- 12 versements mensuels de 2 808 $ pour un total de 33 696 $ pour la période du 1er octobre 2017 au 30 septembre 2018;
- 12 versements mensuels de 2 862 $ pour un total de 34 344 $ pour la période du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019;

MCV

- 12 versements mensuels de 2 918,50 $ pour un total de 35 022 $ pour la période du 1er octobre 2019 au 30 septembre 2020;

- 12 versements mensuels de 2 975 $ pour un total de 35 700 $ pour la période du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2021;

- 12 versements mensuels de 3 034 $ pour un total de 36 408 $ pour la période du 1er octobre 2021 au 30 septembre 2022.

6.2 Tout versement de loyer mensuel est payable d'avance le premier jour de chaque mois, sans demande préalable et sans aucune réduction, compensation ni déduction.

6.3 Tout versement de loyer mensuel non payé à échéance portera intérêt quotidien, à compter du dixième (10e) jour de la date d'échéance, jusqu'à la date du paiement, au taux fixé annuellement par le conseil municipal du Locateur.

7.0 DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

7.1 Si, pendant la durée du présent bail ou pendant toute période de renouvellement, l'édifice ou les Lieux Loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause et que de l'avis du Locateur les Lieux Loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux Loués.

7.2 S'il décide de ne pas procéder aux réparations, il en avisera le Locataire le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, le bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux Loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, le tout sans préjudice aux droits du Locateur de réclamer du Locataire tous dommages lui résultant de tel événement.

7.3 S'il décide de procéder aux réparations, le présent bail demeurera en vigueur si et seulement si le Locataire peut raisonnablement poursuivre ses activités pendant les travaux. Le cas échéant, le Locateur s'engage à effectuer ces réparations avec toute la diligence nécessaire et le loyer sera alors réduit en proportion de la partie encore utilisable des Lieux Loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux Loués. En aucun cas le Locateur ne pourra être tenu responsable des dommages et inconvénients subis par le Locataire, à moins d'une faute ou négligence de la part du Locateur, ses employés ou agents.

8.0 RÉSILIATION

8.1 Nonobstant le terme fixé pour la durée du présent bail, chacune des parties pourra y mettre fin en tout temps en signifiant à l'autre partie un préavis écrit de cent vingt (120) jours à cet effet.

8.2 Le Locateur pourra, en cas de défaut du Locataire de respecter l'une ou l'autre des obligations prises aux termes des présentes, résilier le présent bail si le Locataire ne remédie pas à ce défaut dans les soixante (60) jours suivant la réception d'un avis du Locateur lui dénonçant le défaut.

MCV

9.0 RELOCALISATION

9.1 Le Locateur pourra, au cours de la présente location, reprendre possession des Lieux Loués et relocaliser le Locataire dans d'autres lieux comparables, sur avis de quatre-vingt-dix (90) jours, en indiquant l'endroit où il se propose de relocaliser le Locataire. Toutes les clauses et conditions de la présente location s'appliqueront au nouveau local, à moins de convention contraire entre les parties. Le Locateur devra établir un calendrier de relocalisation. Cette relocalisation ne devra, toutefois, se faire qu'une fois que le nouveau local aura été proprement aménagé pour usage immédiat.

9.2 Le Locateur s'engage à défrayer le coût des déménageurs, de l'aménagement des nouveaux lieux, des branchements des lignes de télécommunication et du système d'alarme, le cas échéant. Toutes autres dépenses reliées à cette relocalisation seront aux frais du Locataire.

9.3 Toutefois, si le Locataire juge qu'une telle relocalisation ne lui est pas favorable, il pourra alors, sans dommage ni compensation, résilier le présent bail de plein droit en avisant le Locateur par écrit.

10.0 USAGE DU TABAC

10.1 Le Locataire convient qu'il sera strictement interdit de faire usage du tabac dans les Lieux Loués ainsi que dans leurs accès. Il s'engage à voir à ce que cette interdiction soit respectée par toute personne se trouvant dans ces lieux.

11.0 FORCE MAJEURE

11.1 Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties aux présentes, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, tout cas fortuit, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre (déclarée ou non).

12.0 AVIS

12.1 Tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur :

- Pour le Locateur :
  Ville de Montréal
  Service de la diversité sociale et des sports
  Direction des sports
  Division de la gestion des installations sportives
  1000, avenue Émile-Journault, local 2.20
  Montréal (Québec) H2M 2E7

MCV

- Pour le Locataire :
  Physiothérapie du sport du Québec
  1000, avenue Émile-Journault
  Montréal (Québec) H2M 2E7

12.2 Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

12.3 Les adresses ci-devant indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure de Montréal.

13.0 ÉLECTION DE DOMICILE

13.1 Les parties conviennent, pour toute réclamation ou poursuite judiciaire pour quelque motif que ce soit, relativement au bail, de choisir le district judiciaire de Montréal, province de Québec, Canada, comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires, à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige selon les prescriptions de la loi.

14.0 CONVENTION COMPLÈTE

14.1 Le présent bail contient tous les droits et toutes les obligations des parties à l'égard des Lieux Loués, il annule toute autre entente écrite ou verbale entre les parties pour ces Lieux Loués.

14.2 À moins que les présentes n'en prévoient autrement, aucune modification ou addition au présent bail ne liera les parties, à moins qu'elle ne soit faite par écrit et signée par chacune d'elles.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le___e jour du mois de _____ 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

MCV

Le 18 e jour du mois de septembre 2017

PHYSIOTHÉRAPIE DU SPORT DU QUÉBEC

Par : _____
Louise Beaumont, présidente

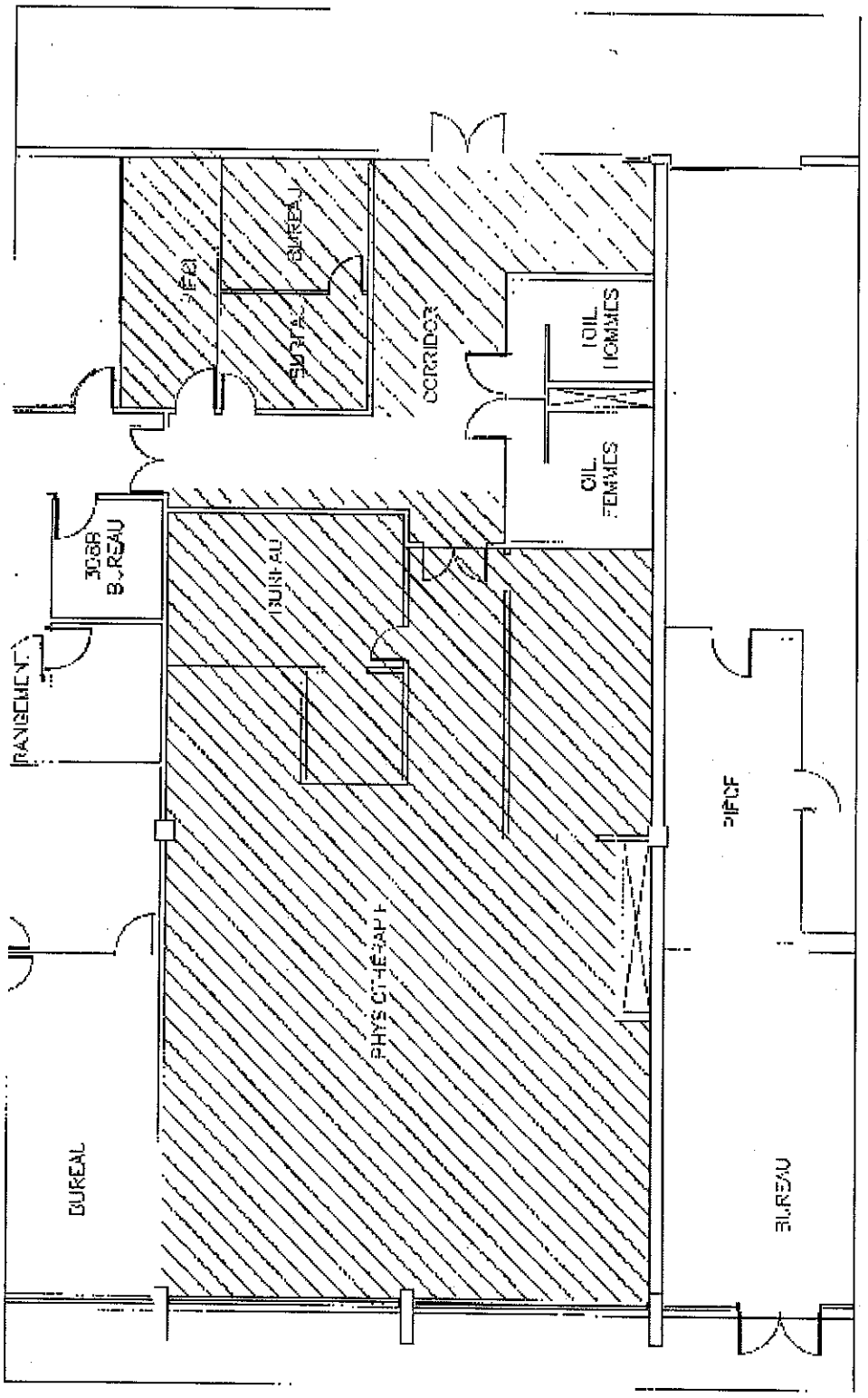
Par : _____
Brigitte Léger, vice-présidente

Par : _____
Janie Barette, secrétaire

Ce bail a été approuvé par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le 25 e jour du mois de Septembre 2017 (Résolution CM17.1222).

Annexe 1

Plan



BUREAU RÉAL

RANGEMENT

308B
BUREAU

PIÈCE

PIÈCE

BUREAU

BUREAU

BUREAU

PHYSIOTHÉRAPIE

CORRIDOR

TOIL.
FEMMES

TOIL.
HOMMES

PIÈCE

BUREAU SPORTS MTL

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1211543005

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Objet :	Résilier le bail intervenu entre la Ville de Montréal et Clinique Physioactif Claude-Robillard Inc. (CM17 1222) pour l'occupation de locaux situés au niveau 2 (local 095-ETA01-022) du Complexe sportif Claude-Robillard à compter du 1er février 2022 / Approuver la diminution de revenu de 24 272 $ taxes incluses, au budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, associée aux loyers prévus pour la période du 1er février au 30 septembre 2022

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1211543005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Immacula CADELY
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-17

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.027

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1218379002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda 2 à la convention initiale entre la Ville et le CEGEP du Vieux-Montréal (CG19 0301) sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin de reporter la date de fin du projet et compléter la finalisation des activités prévues.

Il est recommandé :

- d'approuver l'addenda 2 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Cégep du Vieux Montréal (CG19 0301);

- d'imputer la dépense totale de 172 985 $ conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-25 13:37

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218379002**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda 2 à la convention initiale entre la Ville et le CEGEP du Vieux-Montréal (CG19 0301) sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin de reporter la date de fin du projet et compléter la finalisation des activités prévues.

CONTENU

CONTEXTE

Le collège d'enseignement général et professionnel (CÉGEP) du Vieux-Montréal a répondu à l'appel de projets *Accélérer les talents,* lancé par le Service du développement économique en octobre 2019. Dans ce cadre, il a obtenu de la Ville une contribution financière de 172 985 $ pour la mise en œuvre du projet « Le BIM au bénéfice des logements sociaux et communautaires à Montréal ». Le projet a pour objectif la mise en place d'une formation en BIM (Building Information Modeling ou Modélisation des données du bâtiment) et d'une formation concernant la gestion des actifs immobiliers par ordinateur. Les formations s'adressent aux gestionnaires immobiliers et aux professionnels de la Ville. Les deux sujets enseignés par les formations constituent des domaines d'avenir et sont confrontés à la pénurie actuelle de main-d'oeuvre.
En décembre 2020, le CÉGEP et la Ville de Montréal ont conclu un premier addenda (Addenda 1) au projet initial, dans le but d'assurer la livraison des activités, bouleversée par la pandémie du COVID-19. Malgré les efforts réalisés par le CÉGEP pour assurer la livraison du projet, au plus tard le 31 juillet 2021, la pénurie de professionnels spécialistes et les bouleversements causés par la COVID au système d'éducation ont retardé la réalisation des activités. Le CÉGEP propose de reporter certaines activités pour pouvoir ainsi assurer la finalisation du projet.

En conséquence, l'Addenda 2 à la convention de contribution financière entre la Ville et le CÉGEP du Vieux-Montréal viendrait reporter la date de fin du projet au 31 juillet 2022. Par concordance au report de la date de terminaison de l'entente, un ajustement aux aspects budgétaires est requis afin de reporter en 2022 le dernier versement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CG20 0678 - 17 décembre 2020 - Approuver l'addenda 1 à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et le CEGEP du Vieux-Montréal (CG19 0301), sans aucun changement aux montants des soutiens financiers prévus afin d'ajuster les modalités des projets au contexte engendré par la pandémie

- CG19 0301 – 20 juin 2019 - Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 1 070 135 $ à cinq (5) organismes, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, à la suite du Dépôt de projets 2019; Cégep du Vieux Montréal - 172 985 $

- CE18 1929 – 28 novembre 2018 - Donner un accord de principe sur les modalités encadrant l'appel à projets « Accélérer les talents »

- CE18 0943 – 30 mai 2018 – Approuver le Plan d'action sur le savoir et le talent 2018-2022

- CG18 0245 – 26 avril 2018 – Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022

- CE18 0491 – 28 mars 2018 – Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MESI et la Ville

DESCRIPTION

Les dates de tenue des activités seraient décalées de mode à assurer leur réalisation.
Le troisième versement (34 985 $) serait décalé du 31 juillet 2021 au 31 juillet 2022 (au plus tard).
La durée de la convention serait décalée du 31 juillet 2021 au 31 juillet 2022.

JUSTIFICATION

La modification de la date d'échéance de la convention donnera un délai additionnel de 12 mois au CÉGEP du Vieux-Montréal afin de bien assurer l'acquisition de l'expertise requise pour déployer l'ensemble des activités prévues dans le cadre du projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun changement au montant de la contribution financière prévue de 172 985 $. Seule la répartition annuelle est modifiée :

ORGANISME		**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**TOTAL**
CÉGEP du VIeux-Montréal	Convention initiale (CG19 0301)	69 000 $	103 985 $	0 $	0 $	172 985 $
	Convention modifié addenda 1 (CG20 0678)	69 000 $	69 000 $	34 985 $	0 $	172 985 $
	Convention modifiée addenda 2	69 000 $	69 000 $	0 $	34 985 $	172 985 $
	TOTAL					172 985 $

MONTRÉAL 2030

Le projet vise le développement de l'innovation et des capacités dans le domaine de la gestion des actifs immobiliers. Il met à contribution l'expertise d'un établissement d'enseignement supérieur dans la résolution d'un enjeu urbain.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le dossier n'est pas approuvé, le projet ne pourra pas être finalisé.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 a eu un impact sur le déroulement du projet en cours. L'addenda 2 permettra d'adapter l'échéancier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Poursuite des activités en fonction des échéanciers prévus dans l'addenda 2.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catalina BONILLA
Commissaire développement économique

Tél : 514 261-7660
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-03

Valérie POULIN
Directrice - investissement et développement stratégique

Tél : 514 872-7046
Télécop. : 514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2021-08-25

ADDENDA 2
À LA CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
CG19 0301

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 255 rue Ontario Est, Montréal, Québec, H2X 1X6, agissant et représentée par Monsieur Éric April, Directeur de la formation continue et aux entreprises, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 106884059RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006162785TQ004

Ci-après appelé l' «Organisme »

La Ville et le Contractant sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville a accordé un contrat de services professionnels pour la réalisation du projet Le BIM au bénéfice des logements sociaux et communautaires à Montréal pour une somme maximale de cent soixante-douze mille neuf cent quatre-vingt-cinq dollars 172 985 $ incluant toutes les taxes applicables, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG 190301 en date du 20 juin 2019 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE les versements, prévus à l'article 5.2 et modifiés par le projet d'Addenda no 1, modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et Le Cégep du Vieux-Montréal (CG19 0301) de la convention initiale, doivent être modifiés pour permettre à l'Organisme de compléter l'ensemble des activités couvertes par la convention;

ATTENDU QUE la durée de la convention, prévue à l'article 9 et modifiée par le projet d'Addenda no 1, modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et Le Cégep du

Vieux-Montréal (CG19 0301) de la convention initiale, doit être modifiée pour permettre à l'Organisme de compléter l'ensemble des activités couvertes par la convention;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE les Parties désirent conclure le présent Addenda 2 afin d'apporter les modifications requises à la Convention initiale;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. La Convention initiale est modifiée par l'ajout, après l'article 4.1.2, de l'article suivant :

« 4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet; ».

2. L'article 5.2 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

· pour 2019 un premier versement au montant de soixante-neuf mille dollars 69 000 $ dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

· pour 2020 un deuxième versement au montant de soixante-neuf mille dollars 69 000 $ au plus tard le 30 novembre 2020,

· pour 2022 un troisième versement au montant de trente-quatre mille neuf cent quatre-vingt-cinq dollars 34 985 $ au plus tard 30 jours suite à la réception du rapport final.

3. L'article 9. de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

ARTICLE 9

DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 juillet 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

4. L'Annexe 1 de la Convention initiale est remplacée par l'Annexe 1 jointe au présent Addenda No 1;

5. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

6. Le présent addenda entre en vigueur à la date de la dernière signature.

LE PRÉSENT ADDENDA NO. 2 A ÉTÉ SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, Greffier

Montréal, le e jour de 2021

CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL

Par : _____
Éric April, Directeur de la formation continue et aux entreprises

Cet addenda a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de 2021 (résolution).

ANNEXE 1

Description du projet et plan de réalisation

Le BIM au service des logements sociaux et communautaires
Projet adapté au contexte de pandémie

Somme demandée et durée du projet
172 985$

Porteur
Cégep du Vieux Montréal

Partenaires de l'écosystème

- L'association des gestionnaires des gestionnaires de parcs immobiliers (AGPI)
- Le Groupe BIM du Québec
- Gérer son quartier
- CITIM
- Entreprises impliquées dans la réalisation du projet: AMMCO, FOHMM, Conseil Innovation
- Services de la Ville de Montréal impliqués: Service de la gestion et de la planification immobilière et Service de l'habitation

Problématique soulevée
Le secteur de la construction a des enjeux importants au niveau de sa main d'œuvre: inadéquation entre les compétences et les besoins de l'industrie, dévalorisation du secteur ayant pour conséquence un manque de relève et le délaissement des filières professionnelles et techniques résultant en un manque de main d'œuvre (Deloitte & CPQ).
Tout comme dans le domaine de la construction, la **demande accrue de compétences** dans le secteur de la gestion immobilière est aggravée par l'inexpérience en travail à distance et l'absence de plateformes de travail versatiles. La gestion de projets du parc immobilier est prise au dépourvue dans un contexte où les technologies et compétences de suivi de projet à distance sont très rares. **En contexte de pandémie**, il devient vital de pouvoir consigner l'information et d'y donner accès aux intervenants clés de manière efficace et structurée, sans avoir à se rencontrer physiquement. Comment gérer de telles informations et s'assurer de la fluidité des échanges? Comment gérer des équipes virtuelles en maintenant le contact, en offrant un feedback fréquent tout en étant bien orienté dans l'environnement technologique? C'est ce que visera notre formation reposant sur les processus BIM.

Solution proposée
La modélisation des données du bâtiment (MDB) est la représentation en format numérique des données d'un bâtiment, ce qui a pour objectif de faciliter l'échange d'information. À la fois produit, technologie et processus, le BIM (building information modeling) n'est pas un outil; c'est un processus. Avec sa représentation partagée de la conception d'un bâtiment, le BIM incite à la collaboration et le partage pour tous les acteurs d'un projet (architectes, ingénieurs, entrepreneurs, gestionnaires et propriétaires), ce qui a pour effet de réduire les coûts et d'améliorer la productivité. Le BIM se réalise

dans un environnement commun de données qui permet le travail à distance et la documentation continue des opérations.
Concrètement, nous proposons une formation théorique et pratique sur la technologie du BIM et son usage pour la gestion des actifs immobiliers pour les logements sociaux. Cette technologie et ces processus de collaboration dans le nuage constituent **le meilleur levier pour faire face à la pandémie dans ce secteur car elle propose des moyens pour numériser et faire évoluer l'état des actifs à partir d'une cueillette d'information centralisée dans une base de données visuelle et informationnelle**, le tout, dans un environnement virtuel accessible de partout. Il importe cependant de fournir l'orientation nécessaire pour gérer des équipes virtuelles et bien les préparer aux outils de collaboration.

Les trois grands volets prévus dans le projet (déclinées en sept activités plus bas) sont les suivantes :

1. Formation d'introduction au BIM entièrement à distance pour les professionnels du secteur;
2. Formation de 28 heures en gestion du maintien des actifs assistés par ordinateur (GMAO) en habitation et logement communautaire;
3. Séance d'information et d'introduction de 7 heures à la profession.

Cohorte de bénéficiaires ciblée
Gestionnaires immobiliers en emploi à risque de désuétude technologique en lien avec les processus de travail et les approches de collaboration, professionnels issus de l'immigration possédant un haut niveau de scolarité et de l'expérience professionnelle dans le secteur de l'architecture et de l'ingénierie. Ce sont les 48 personnes ayant déjà suivi la séance de sensibilisation de 7 heures.
Le projet vise à former 112 personnes dont plus de 50 % sont déjà en emploi et occupent les fonctions de gestionnaires immobiliers de logements sociaux et communautaires, de chefs de travaux et d'entretien, de directeurs de l'entretien et des réparations, de directeurs d'immeubles. Ils seront jumelés aux professionnels de la Ville de Montréal qui travaillent aux différents services reliés à l'habitation et à la gestion et planification immobilière. Seront rejoints aussi dans le cadre de ce projet 48 personnes issues de l'immigration en démarche de recherche d'emploi et possédant des expériences professionnelles connexes à la gestion immobilière.
À travers ce projet, nous travaillons à rehausser le niveau de compétences numériques des participants, assurer la rétention de la main d'œuvre et stabiliser la perte de savoir-faire. La promotion de la vitalité du secteur des logements sociaux et communautaires comme un milieu de travail ouvert et stimulant a été faite lors des visites de logements sociaux qui ont surpris par leur qualité et l'importance de leur mission.

Sept activités prévues
Sept activités sont prévues pour atteindre les objectifs du projet (les trois premières ont été réalisées en date du 12 mars 2020).

Réalisées:

1-Tenir quatre séances d'information sur la gestion d'actifs et le BIM dans les logements sociaux
2-Réaliser des visites de logements sociaux dans le cadre des séances d'information
3-Produire une vidéo sur l'expérience des séances d'information et la mission de l'organisme CITIM
4- procéder à une analyse de situation de travail (basé sur les diagnostics du Groupe BIM chez des donneurs d'ouvrage)
5-Concevoir et diffuser 4 journées de formation sur l'introduction au BIM: reste 3 journées à offrir.

À venir:
6-Concevoir une formation sur la gestion d'actifs à l'aide de la GMAO et du BIM
7-Diffuser un cours de 24 heures sur la gestion d'actifs à l'aide de la GMAO et du BIM

Retombées escomptées
- Mise à jour des compétences des gestionnaires immobiliers dans le secteur des logements sociaux et communautaires
- Augmentation de la productivité, gains en efficience pour les gestionnaires d'actifs
- Meilleure communication des acteurs de la Ville de Montréal et des gestionnaires immobiliers dans le secteur des logements sociaux et communautaires
- Réduction des pertes en lien avec le maintien des actifs
- Recrutement de personnel qualifié au sein des personnes issues de l'immigration
- Rétention en emploi
- Utilisation efficiente des données sur les bâtiments

Reddition de comptes

Pour l'année 2021

Un bilan de mi-étape faisant état de réalisations du Projet pour l'année écoulée – au plus tard le 30 octobre 2021;

Pour l'année 2022

Un bilan final avec analyse et constats, faisant état des retombées des réalisations des deux années visées par la Convention – au plus tard le 30 mai 2022

Budget

Revenus	**2019-2021**	**Précisions**
Montant demandé à la Ville de Montréal	172 985,00 $	
Autres revenus confirmés	48 480,00 $	Cégep du Vieux Montréal
	2 000,00 $	Fédération des OSBL d'Habitation de Montréal
Total Revenus	223 465$	
Dépenses	**2019-2021**	**Détail des dépenses**
Salaires*	44 000,00 $	
Honoraires**	45 500,00 $	
Fournitures, espaces 2ème année, licences informatiques, allocation garde d'enfants	116 965,00 $	
Dépenses de gestion autres que les salaires et honoraires***	17 000,00 $	Frais de gestion
Total dépenses	**223 465,00 $**	

Voir tableau plan de réalisation du projet pour les détails sur le déroulement du projet:

Plan de réalisation du projet - révisé COVID-19

Présentez brièvement l'ensemble des activités du projet, leur état d'avancement, les résultats escomptés, les indicateurs de résultats à utiliser pour procéder à l'évaluation de l'action ainsi que l'échéancier de réalisation prévu.

Activité	État d'avancement	Description de l'activité	Résultats escomptés et cibles	Indicateurs de résultats	Échéancier de réalisation
1-Tenir quatre séances d'information sur la gestion d'actif et le BIM dans les lo	Terminé	Diffusion d'une séance de sensibilisation sur la gestion de logements sociaux et le BIM.	Participation de 48 personnes possédant une profession reliée au domaine issus de l'immigratio	Participation totale, participants issus du doamine. Satistaction.	Terminé en février 2020
2-Réaliser des visites de logements sociaux dans le cadre des séances d'infor	Terminé	La visite en installations ainsi des personnes issues de l'immigration.	48 participants	Participation totale	Terminé en février 2020
3-Produire une vidéo sur l'expérience des séances d'information et la mission	Terminé	Production d'une vidéo sur l'expérience de la sensibilisation.	Vidéo attrayante offrant une vision positive du metier	vidéo réalisée. nombre de visionements	Terminé en mars 2020
4-Procéder à une analyse de la situation de travail au sujet de la GMAO et du BI	En cours	Rencontre du milieu professionel et analyse avec les gens du secteur.	Définition claire des tâches à réaliser. Ciblage de compétences.	Analyse complétée Sources identifiées	Complétée
5-Concevoir et diffuser 4 journées de formation sur l'introduction au BIM	Conception terminée	Adaptation des livrables BIM aux livrables de la gestion d'actifs. Préparer formation sur mesure.	formation à 48 travailleurs du milieu des logements sociaux et communautaire	Taux de participation 1 groupe de 14 participants: juin 2021	Octobre 2021 à mars 2022
6-Concevoir une formation sur la gestion d'actifs à l'aide de la GMAO et du BI	Conception en cours	Suite à analyse, formuler objectifs, mandater expert, lancer mandat, réviser, adopté.	Obtenir un document clair et synthétisé répondant aux exigences réalistes.	Document détaillant le contenu de la formation réalisé	Complété
7-Offrir un cours de 28 heures sur la gestion d'actif à l'aide de la GMAO	à venir	Formation en ligne à l'aide de séances multiples de courte durée.	25 participants à la formation	nombre de participants et degré de satisfaction	Janvier à mars 2022

**Activités* : *Regroupement de tâches et d'actions à mettre en place afin de réaliser le projet. Les activités peuvent être réalisées de manière séquentielle ou parallèle.*

**Résultats escomptés* : *Degré d'accomplissement visé par une organisation ou une intervention au cours d'une période donnée et par rapport à une mesure de situation de départ. Elle est la valeur visée par l'indicateur. Ces cibles sont précises et normalement quantifiables.*

**Indicateurs de résultat* : *toute mesure significative, relative ou non, utilisée pour apprécier les résultats obtenus, l'utilisation des ressources, l'état d'avancement des travaux ou le contexte externe.*

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218379002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international , -
Objet :	Approuver l'addenda 2 à la convention initiale entre la Ville et le CEGEP du Vieux-Montréal (CG19 0301) sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin de reporter la date de fin du projet et compléter la finalisation des activités prévues.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDE 1218379002 - Addenda 2.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Prepose(e) au budget
Tél : (514) 872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-25

Sabiha FRANCIS
conseillère budgétaire
Tél : 514 872-0984
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.028

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1218475006

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Résilier la convention de contribution financière avec Événements GPCQM pour l'édition 2021 du Marathon de Montréal annulée en raison de la COVID-19 (CG20 0590)

Il est recommandé de :

- Résilier la convention de contribution financière avec Événements GPCQM pour l'édition 2021 du Marathon de Montréal.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-24 08:38

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218475006**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Résilier la convention de contribution financière avec Événements GPCQM pour l'édition 2021 du Marathon de Montréal annulée en raison de la COVID-19 (CG20 0590)

CONTENU

CONTEXTE

Le Marathon de Montréal devait avoir lieu du 24 au 26 septembre 2021. Considérant la situation sanitaire actuelle et l'incertitude quant à la tenue de l'événement, le promoteur, Événement GPCQM, a décidé d'annuler l'événement le 15 juin 2021.
En novembre 2020, la Ville a approuvé une convention de contribution d'un an de 35 000 $ avec le promoteur pour la tenue de l'événement Cette convention prévoit également un soutien en bien et services d'une valeur de 425 000 $.

Le présent dossier à pour but de résilier la convention de contribution financière pour l'édition 2021 du Marathon de Montréal avec Événements GPCQM.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0590 - 19 novembre 2020
Accorder, pour l'édition 2021 du Marathon de Montréal, un soutien d'une valeur totale de 460 000 $ à Événements GPCQM, soit un soutien financier de 35 000 $ et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 425 000 $ / Approuver un projet de convention à cet effet

DESCRIPTION

Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) souhaite résilier la convention de contribution financière avec Événements GPCQM pour l'édition 2021 du Marathon de Montréal, annulé en raison de la crise sanitaire COVID-19

JUSTIFICATION

Conformément à l'article 8.1 de la convention de contribution financière avec Événements GPCQM, la Ville peut résilier cette convention après avoir transmis un préavis écrit de 90 jours à l'organisme. Ce préavis a été envoyé au promoteur le 29 juin 2021.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un premier versement de 30 000 $ a été versé au promoteur conformément à l'article 4.1.2 i. de la convention de contribution financière. Malgré l'annulation de l'événement, cette somme ne sera pas réclamée au promoteur compte tenu des dépenses admissibles déjà encourues. La somme restante soit, 5 000 $, sera versée au promoteur pour cette même raison.

MONTRÉAL 2030

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'annulation de l'événement ainsi que la résiliation de la convention de contribution sont dû à la crise sanitaire COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de la résiliation de la convention de contribution financière - Conseil d'agglomération du 30 septembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

François-Olivier LANCTÔT
conseiller(ere) en planification

Tél : 5148721617
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-12

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : 5148724720
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2021-08-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2021-08-23

CONVENTION – CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ÉVÉNEMENTS SPORTIFS DE GRANDE ENVERGURE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ÉVÉNEMENTS GPCQM** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)) dont l'adresse principale est le 1000, rue de la Gauchetière O., 37ième étage, Montréal, Québec, H3B 4W5, agissant et représentée par monsieur Sébastien Arsenault, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 805670098RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1215347792TQ0001
Numéro d'organisme de charité :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE ÉVÉNEMENTS GPCQM a identifié Montréal comme ville hôtesse du Marathon de Montréal pour l'année 2021;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de faire du Marathon de Montréal un événement parmi les plus grands événements sportifs mondiaux tant au niveau participatif que des élites;

ATTENDU QUE l'Organisme a soumis sa candidature à l'appel de propositions aux OBNL issus du milieu sportif québécois pour l'organisation du Marathon de Montréal en 2021;

ATTENDU QUE la Ville désire appuyer la tenue de l'Événement par une participation financière devant être affectée exclusivement aux fins mentionnées à la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte, le cas échéant, de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des installations et équipements et des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Événement pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE ÉVÉNEMENTS GPCQM s'est engagé(e) à assumer tous les coûts et risques associés à l'organisation de l'Événement, étant entendu que la Ville n'assumera aucun déficit découlant de la tenue de l'Événement;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation de l'Événement de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme se sont engagés à consentir à la communauté montréalaise un legs décrit à l'annexe 4;

ATTENDU QUE l'Organisme assume l'entière responsabilité du financement, de l'organisation et de la tenue de son Événement;

ATTENDU QUE l'Organisme a formellement représenté à la Ville qu'il était en mesure, le cas échéant, d'assumer l'entière responsabilité liée à tout dépassement des coûts ou à tout déficit lié à la tenue de son Événement;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Biens et services** » : les ressources matérielles et humaines mises à la disposition de l'Organisme, gracieusement, par la Ville, le cas échéant, pour permettre à ce dernier de réaliser son Événement (Annexe 5);

2.2 « **Cahier des charges** » : le cahier des charges, dans le cas où le domaine public doit être occupé pour la tenue

de l'Événement, est produit par l'Organisme et approuvé par la Division des événements publics. Il sert à formaliser les besoins et à les expliquer aux différents acteurs concernés par l'Événement. Il permet notamment de cadrer le parcours, la fermeture de rues, la signalisation, la sécurité, etc.;

2.3 « **Domaine public** » : les rues et les parcs utilisés pour la réalisation de l'Événement, le cas échéant, sur le territoire de la Ville et mis à la disposition de l'Organisme;

2.4 « **Responsable** » : la Directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Événement** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre de l'Événement, le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 1;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville;

2.9 « **Annexe 1** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville et des documents à produire pour la reddition de comptes attendue pour la réalisation de l'Événement;

2.10 « **Annexe 2** » : le document intitulé « Liste des dépenses admissibles et non admissibles »;

2.11 « **Annexe 3** » : exigences de la Ville en matière de visibilité, « Protocole de visibilité »;

2.12 « **Annexe 4** » : plan de legs de l'Organisme à la communauté sportive montréalaise, lorsqu'un legs est prévu à la présente convention;

2.13 « **Annexe 5** » : les biens et services mis à la disposition de l'Organisme, gracieusement par la Ville, pour permettre à ce dernier de réaliser son Événement, lorsque cela est prévu à la présente convention;

2.14 « **Annexe 6** » : les conditions générales à l'occupation du domaine public, lorsque cela est prévu à la présente convention.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et, le cas échéant, de la mise à la disposition des Installations, équipements et des Biens et services de la Ville pour la réalisation de l'Événement de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de TRENTE-CINQ MILLE dollars (35 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation de l'Événement.

4.1.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en 2 versements comme suit :

i. un premier versement d'un montant maximal de trente mille dollars (30 000 $) au plus tard le 31 janvier 2021;

ii. un deuxième versement d'un montant maximal de cinq mille dollars (5 000 $), sur l'approbation, par le Responsable, de la reddition de compte;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation de l'Événement. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation de l'Événement ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.3 **BIENS ET SERVICES**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui octroyer un soutien en Biens et services évalué approximativement à quatre cent vingt-cinq mille dollars (425 000,00 $), incluant toutes les taxes applicables (ci-après, l' « **Évaluation** »), le cas échéant, devant être affectés à la réalisation de l'Événement; lesdits Biens et services de même que les conditions sont décrits à l'Annexe 5. Toutefois, le présent article ne peut ni ne doit être interprété comme un engagement de la Ville à fournir tous les Biens et services qui pourraient être demandés par l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation de l'Événement, tout en respectant la liste des dépenses admissibles jointe à la présente convention à l'Annexe 2;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation de l'Événement et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 respecter le Parcours de l'Événement lors de la tenue de l'Événement;

5.1.4 transmettre au Responsable dès qu'elle est disponible, la programmation officielle de son Événement, incluant notamment les horaires des activités ou des festivités tenues en lien avec ledit Événement, et, le cas échéant,

l'informer par écrit, au fur et à mesure où elles surviennent, des modifications qui y sont apportées;

5.1.5 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu de l'Événement, au budget prévu ou au calendrier de travail;

5.1.6 assurer l'invitation et l'accréditation d'un nombre raisonnable, à convenir avec le Responsable, de représentants de la Ville, lesquels auront préalablement été identifiés par le Responsable et divulgués à l'Organisme, pour la tenue de l'Événement et des activités organisées par l'Organisme à Montréal et qui y sont liées;

5.1.7 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation de l'Événement, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation de l'Événement.

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

5.2.1 faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions du Protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué à l'Événement. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion.

5.3 PLAN DE LEGS

5.3.1 respecter entièrement son engagement de donner les avantages et les bénéfices décrits au Plan de legs (Annexe 4) à la population montréalaise de façon à ce que ledit engagement soit entièrement réalisé, à la satisfaction du Responsable, au plus tard 90 jours après la tenue de l'Événement.

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable (Annexe 1);

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation de l'Événement, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

5.5.4 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au

Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées.

5.5.7 Dans le cas où le financement recueilli par l'Organisme ne permet pas la réalisation de son Événement selon ce qui a été présenté à la Ville, l'Organisme doit présenter au Responsable, pour information, un budget révisé et réaliser son Événement selon la version modifiée;

5.5.8 présenter les prévisions budgétaires actualisées de l'Événement au Responsable, et ce, dès qu'elles sont disponibles;

5.5.9 aviser promptement le Responsable par écrit s'il prévoit ne pas être en mesure de recueillir les fonds nécessaires à l'organisation ou la tenue de son Événement.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec l'Événement et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 9, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

5.11 BIENS ET SERVICES

5.11.1 utiliser les Biens et services mis à sa disposition par la Ville aux seules fins décrites à la présente convention;

5.11.2 respecter toutes les conditions et obligations énoncées à l'Annexe 5 et les directives du Responsable quant aux Biens et services fournis par la Ville;

5.11.3 rembourser la Ville pour tout dépassement de coûts en Biens et services requis dans le cadre de l'Événement au-delà de l'Évaluation lorsqu'un tel dépassement relève, de l'avis du Responsable, de la responsabilité de l'Organisme;

5.12 OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

5.12.1 respecter toutes les conditions et obligations énoncées à l'Annexe 6 et les directives du Responsable;

5.12.2 occuper le domaine public aux seules fins décrites à la présent convention;

5.12.3 payer les frais relatifs à l'occupation du domaine public, s'il y a lieu, dans les trente (30) jours de la réception de la facture;

5.12.4 obtenir l'approbation du Parcours de l'Événement par le Responsable, la Fédération québécoise d'athlétisme ainsi que par la Direction du cinéma, des festivals et événements de la Ville dans le délai que lui communiquera le Responsable;

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties selon la date la plus tardive, et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2021

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.3, 5.5.4, 5.5.5, 5.9, 5.10 et 9 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'Événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans l'Événement reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 10
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et de l'Événement prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en

aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 11
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

11.1 L'Organisme déclare et garantit :

11.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

11.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec l'Événement ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

11.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 9 de la présente convention;

11.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

12.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

12.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

12.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1000, rue de la Gauchetière O., 37ième étage, Montréal, Québec, H3B 4W5, et tout avis doit être adressé à l'attention du Président, Mr. Sébastien Arsenault. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de

domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le 22e jour de octobre 20 20

ÉVÉNEMENTS GPCQM

Par : _____

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

DOCUMENTS À PRODUIRE POUR LA REDDITION DE COMPTE

Les documents à produire pour la Reddition de compte comprennent ce qui suit :

- Le bilan final de l'Événement incluant un rapport de visibilité et une revue de presse;
- Une étude des retombées économiques (Étude d'impact économique de l'ACTS);
- Un rapport faisant état de l'atteinte des objectifs du Plan de legs;
- Les états financiers de l'Organisme;
- Un rapport des dépenses allouées au financement de la Ville.

ANNEXE 2

LISTE DES DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES

LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE, À SAVOIR LA SOMME MAXIMALE DE 35 000,00 $, DOIT EXCLUSIVEMENT ÊTRE AFFECTÉE AUX DÉPENSES ADMISSIBLES FIGURANT SUR LA LISTE QUI SUIT :

Les dépenses admissibles sont :

- Les frais se rattachant à l'utilisation de plateaux sportifs, de salles et du Domaine public
- Le coût du matériel et des équipements nécessaires à la tenue de l'Événement
- Le coût des autorisations, des sanctions et des permis requis pour tenir l'Événement
- Le coût du matériel promotionnel de l'Événement
- Les dépenses liées aux bénévoles œuvrant dans la tenue de l'Événement
- Les frais d'assurances reliés à la tenue de l'Événement
- Les frais des officiels
- Toutes les dépenses liées à l'administration et aux opérations pour la tenue de l'Événement à l'exception des dépenses non admissibles

Toutes les autres dépenses constituent des dépenses non admissibles, ce qui comprend notamment :

- Les dépenses reliées aux services aux spectateurs, notamment les gradins, les services sanitaires, les services alimentaires, les kiosques de vente de souvenirs et la signalisation
- Les dépenses non reliées aux compétitions de l'Événement, notamment les dépenses reliées aux autres activités de l'Événement (ex : conférence de presse, réception des dignitaires, etc.)
- Les cachets, cadeaux, honoraires, prix, récompenses, remboursements offerts ou décernés aux athlètes, aux participants, aux bénévoles, aux experts, aux délégués ou aux organismes sportifs
- Les coûts liés aux visites des experts ou des délégués des fédérations détentrices des droits de l'Événement
- Les frais de déplacement et les frais de représentation des intervenants payés par l'Organisme
- L'achat de nourriture, de boissons et de biens offerts dans le cadre de l'Événement
- Les dépassements de coûts et tout déficit par rapport au budget prévisionnel déposé
- Les frais et coûts déjà remboursés par un autre bailleur de fonds de l'Organisme
- Toute dépense reliée à une commission, un salaire ou des honoraires versés par l'Organisme à l'un de ses employés ou tout salaire ou commission versé à un membre de la famille d'un employé
- Les dépenses reliées à l'hébergement, au transport et au repas des participants (membres des délégations des pays participants et représentants des organismes impliqués)

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :
1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web.

Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres

contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
  - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
  - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

ANNEXE 4

PLAN DE LEGS DE L'ORGANISME À LA COMMUNAUTÉ SPORTIVE MONTRÉALAISE

Plan de legs - Les installations sportives

Dans notre vision, le Marathon de Montréal ne se termine pas lorsque le dernier coureur franchit la ligne d'arrivée. Le Marathon vit dans Montréal tout au long de l'année. Notre organisation contribuera à l'amélioration des installations sportives de la ville.



Parcours balisés à l'année

Progressivement ...

- Balisage de segments du parcours du Marathon de manière permanente, le tout rendu possible par l'utilisation d'un tracé similaire à chaque année, ce qui aura pour effet de développer un sentiment d'appartenance et de fierté des citoyens face à ce parcours.
- Balisage de différents parcours de course au travers les parcs de la ville dans les différents quartiers visités et près des écoles afin d'inciter à la pratique du sport.

31

Plan de legs - Développement du sport

Dès 2021, grâce à un appui financier et par la mise en place de divers programmes, nous appuierons la FQA dans le développement de la course à pied au Québec, suivant les initiatives à succès mises en place dans le cadre des GPCQM (voir encadré). Nous sommes fiers de cette contribution et nous visons le même impact pour la course à pied !

Développement du sport

- Levées de fonds au profit de FQA, lui permettant de bonifier ses programmes d'accès à la course à pied et d'accompagnement de l'Élite des catégories Junior et Espoir québécoises dans leur préparation pour des épreuves internationales.
- Des activités spécifiques seront créés de concert avec les parties concernées afin de permettre de verser les profits à ces programmes.

Élite québécoise

- Invitation annuelle d'un peloton de l'Élite québécoise pour prendre le départ du marathon aux côtés de l'Élite Mondiale.
- Bourses attribuées au meilleur(e)s athlètes québécois.
- Bourse supplémentaire si un record québécois est brisé lors d'une épreuve.

Formation

- De concert avec la FQA, mise en place de formations pour les commissaires québécois.
- Opportunité de perfectionnement pour les commissaires québécois d'officier dans une épreuve de niveau internationale, un premier pas pour des éventuelles assignations à l'étranger.

Depuis 2010, les GPCQM soutiennent la Fédération québécoise des sports cyclistes et contribuent à l'essor du cyclisme au Québec par le biais d'initiatives telles le programme Un jour WorldTour, la commandite de la Coupe du Québec ou l'organisation du Critérium National de Montréal.

32

Plan de legs - Communautaire

Le legs communautaire est important à nos yeux et sera une source de fierté pour l'organisation. Nous désirons que le Marathon de Montréal soit reconnu comme un événement qui a à coeur les communautés dans lequel il évolue.

Appui à des causes	Implication dans la vie de quartier	Bénévoles
• En concertation avec les quartiers visités, nous choisirons des causes qui leur sont chères, et les intégrerons aux programmes de partenariat. Nous unirons ainsi un quartier et sa cause à une commandite. • La cause choisie bénéficiera non seulement de notre appui mais d'une visibilité importante associée à la commandite. • À titre d'exemple, nous planifions reconduire l'appui à Tel-Jeunes, lié au P'tit Marathon (1 km) depuis plusieurs années, et l'associer à un partenaire qui partage les mêmes valeurs sociales.	• Implication des comités de quartiers et groupes communautaires dans l'animation du parcours, assurant ainsi une diversité au sein de l'événement. Notre organisation appuiera les groupes impliqués dans le Marathon. • Implication dans les quartiers visités à l'année (activités organisés, balisage de parcours, etc.). Une belle occasion de célébrer annuellement la vie active. • Concours entre quartiers.	• Essentiels à la tenue de l'événement, ceux-ci composent la famille élargie du Marathon. • Un programme dédié nous permettra d'attirer, préparer, appuyer, récompenser et retenir les bénévoles que nous souhaitons revoir année après année. • Une fête haute-en-couleur est prévue afin de remercier les bénévoles de leur implication !

33

Plan de legs - Pour la ville de Montréal

La ville de Montréal bénéficie d'un legs important suite à la tenue du Marathon. Notre ville est une fierté et elle mérite de rayonner à sa juste valeur. Notre objectif est d'utiliser cet événement *Signature* comme levier important.

Image de la ville	Rayonnement international *Vision 2023*	Retombées économiques et touristiques
• Bonification de l'image et de la réputation de la métropole comme ville : ○ Active ○ À l'écoute de ses communautés ○ Inclusive ○ Verte ○ Dotée d'un savoir-faire et d'une capacité d'accueil d'événements d'envergure internationale.	• Visibilité de la ville à l'international grâce à la télédiffusion et webdiffusion dans le monde entier. • La diffusion du Marathon, une véritable carte postale pour la ville de Montréal.	• Retombées économiques importantes reliées à l'événement; ces retombées seront mesurables et quantifiables. • Une augmentation des retombées à chaque édition : résultat de la qualité de la prestation offerte ainsi que des campagnes promotionnelles locales et internationales.

34

ANNEXE 5

BIENS ET SERVICES DE LA VILLE MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT

DESCRIPTION	VALEUR ÉVALUÉE
Barricades du parcours	
Permis de fermeture des rues	
Mobilier urbain (tables à pique-nique, poubelles, blocs de béton, etc.)	
Scène mobile	
Centre de commandement, de traitement de l'information et sécurisation des sites par le SPVM	
Encadrement et accompagnement des différents services de la Ville de Montréal lors de l'événement	425,000.00 $
Accès et utilisation des bornes-fontaines	
Service de balai mécanique après la course	
Coordination par la division festivals et événements de tous les liens avec les services municipaux et autres partenaires institutionnels	

ANNEXE 6

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

A – Conditions générales

1. L'Organisme doit tenir son Événement dans le respect du Cahier des charges qu'il produit en collaboration avec la Division des événements publics de la Ville de Montréal pour circonscrire l'utilisation du domaine public;

2. L'Organisme doit veiller à ce que l'aménagement du site de même que sa remise en état après la tenue de l'Événement respecte toutes les modalités d'occupation et exigences qui lui sont communiquées par la Ville, et ce, sans endommager le mobilier urbain ou porter atteinte à l'intégrité des lieux étant entendu que le site doit être remis dans son état initial;

3. L'Organisme doit adapter le site afin de le rendre accessible aux personnes ayant des limitations fonctionnelles (motrices, visuelles, auditives, intellectuelles ou verbales);

4. L'Organisme doit exploiter ou superviser lui-même les kiosques de produits alimentaires, de rafraîchissements et de produits promotionnels reliés à l'Événement;

5. L'Organisme doit permettre au Responsable de visiter le site, en tout temps. À cet effet, l'Organisme doit s'assurer que tous les fournisseurs retenus doivent, tant pour eux-mêmes que pour leurs sous-entrepreneurs, lui en faciliter l'accès pendant les heures normales de travail;

6. L'Organisme doit mettre en place les Installations et les aménagements approuvés par le Responsable en respectant toutes les modalités d'occupation qui lui sont communiquées par ce dernier et sans porter atteinte au mobilier urbain et à l'intégrité du site. L'Organisme devra remettre les lieux dans l'état initial dans les (inscrire le nombre de jours) jours suivant la fin de l'Événement;

7. L'Organisme doit respecter la réglementation, fournir et installer, lorsque nécessaire, la signalisation appropriée prescrite par le Code de la sécurité routière (RLRQ c. C-24.2), par exemple en vue d'interdire le stationnement lors de la tenue de son Événement, de rediriger la circulation dans le cas d'une fermeture de rue et transmettre au Responsable les documents relatifs à cette installation (entre autres, le plan de signalisation et le personnel requis, ainsi que le formulaire intitulé « Installation de panneaux prohibant le stationnement »). Assurer à ses frais le service de remorquage, s'il y a lieu;

8. L'Organisme doit soumettre au Responsable, pour approbation, un plan de communication des entraves à la circulation et en assurer la mise en application;

9. L'Organisme doit accomplir les démarches nécessaires afin de mettre sur pied des mesures compensatoires pour les citoyens privés de certains privilèges (stationnement réservé sur rue pour résidents, accès à leur résidence, feuillets informatifs aux passants);

10. L'Organisme doit se conformer aux lois, règlements et ordonnances applicables à l'Événement et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, aux ordonnances autorisant la fermeture de rues, la vente temporaire d'articles promotionnels, de nourriture et de boissons alcoolisées ou non alcoolisées et aux ordonnances autorisant l'émission de bruit au moyen d'appareils sonores et à toute autre consigne transmise par le Responsable;

11. L'Organisme doit respecter toutes les normes de sécurité en vigueur à la Ville, se conformer aux exigences des différents services et instances publiques concernés et aux directives qui lui sont communiquées par le Responsable.

B – Cahier des charges

Faire parvenir au Responsable dès que le cahier des charges est disponible.

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Direction des sports
801, rue Brennan, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
Téléphone : 514-872-0035

Le 29 juin 2021

Sébastien Arsenault
Événements GPCQM
719 rue de la Futaie
Boucherville (Québec) J4B 0E4

Objet : Résiliation de la convention de contribution financière pour la tenue du Marathon de Montréal 2021

Monsieur Arsenault,

En raison de l'annulation du Marathon de Montréal 2021, la Ville de Montréal désire mettre fin à la convention de contribution financière adoptée le 19 novembre 2020 par le Conseil d'agglomération pour la tenue de l'événement.

En vertu de l'article 8.1 de la convention de contribution financière entre Événements GPCQM et la Ville de Montréal, la Ville peut mettre fin unilatéralement à cette convention avec un avis de quatre-vingt-dix (90) jours. Cette résiliation est conditionnelle à l'adoption de celle-ci par le Conseil d'agglomération du 30 septembre 2021.

À cet effet, nous vous demandons de ne plus engager de dépenses pour le Marathon de Montréal 2021.

Finalement, concernant la reddition de compte et le dernier versement prévu à cette convention ainsi que les prochaines étapes pour la planification de l'édition 2022 de l'événement, un membre de notre équipe contactera votre organisation au court du mois de juillet.

Cordialement,

Louise-Hélène Lefebvre
Directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.029

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1218475007

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien total de 210 000 $ à Basketball Montréal, soit un soutien financier de 150 000 $ dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 60 000 $ pour la tenue de l'événement Série mondiale de basketball 3x3 FIBA 2021, du 3 au 5 septembre 2021 / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien d'une valeur totale de 210 000 $ à Basketball Montréal, soit un soutien financier de 150 000 $ dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports ainsi qu'un soutien en biens et services estimé à 60 000 $, pour la tenue de l'événement Série mondiale de basketball 3x3 FIBA 2021 à Montréal du 3 au 5 septembre 2021;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier et du soutien en biens et services;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. La dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-23 09:23

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218475007**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien total de 210 000 $ à Basketball Montréal, soit un soutien financier de 150 000 $ dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 60 000 $ pour la tenue de l'événement Série mondiale de basketball 3x3 FIBA 2021, du 3 au 5 septembre 2021 / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La Fédération internationale de basketball (FIBA), détenteur des droits internationaux pour le basketball, a cédé à Événements TriCon inc. les droits de tenir la Série mondiale de basketball 3x3 2021 à Montréal. Événement TriCon inc. a désigné l'OBNL Basketball Montréal (BM) comme producteur délégué pour la tenue de cet événement à Montréal. BM a comme mission d'organiser un événement international majeur de basketball 3x3 sur une base annuelle.
Le 1er avril 2021, BM a transmis son plan d'affaires au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) dans le cadre du Programme de soutien aux événements sportifs (PSÉS) pour l'édition 2021 de l'événement. Le 16 juillet 2021, après avoir reçu la confirmation que Sport Canada allait soutenir l'événement, BM a transmis une lettre à la Mairesse de Montréal pour obtenir un support supplémentaire soit un soutien financier total de 150 000 $ et un soutien en bien et services estimés à 60 000 $ pour l'édition 2021. Le SGPMRS privilégie les événements soutenus par les gouvernements fédéral et provincial lors d'octroi de convention de contribution financière.

En 2019, l'événement qui est également présenté dans 12 villes, dont Montréal, et 10 pays, a accueilli plus de 150 athlètes provenant de 15 pays différents. Dû à la crise sanitaire COVID-19, l'édition 2020 de Montréal a été annulée.

La Série mondiale de basketball 3x3 FIBA doit se dérouler du 3 au 5 septembre 2021 au

Quartier des Spectacles. Elle présentera des volets masculin et féminin et sera modulée pour répondre aux nouvelles normes de la santé publique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1514 - 2 octobre 2019
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 135 375 $ à 14 organismes pour l'organisation de 16 événements, pour l'année 2019, pour l'événement et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du 3e dépôt du Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains 2019 du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

CG16 0634 - 24 novembre 2016
Adopter la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs

DESCRIPTION

BM planifie son événement en collaboration avec Canada Basketball, Basketball Québec, le Quartier des spectacles et la Division Festivals et événements publics (DFEP) du Service de la culture de la Ville de Montréal.
Le présent dossier recommande d'octroyer à BM, pour l'année 2021, un soutien financier total de 150 000 $ ainsi qu'un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 60 000 $ pour la Série mondiale de basketball 3x3 à Montréal en 2021. Le soutien financier accordé à l'événement lors du dépôt 1 du PSÉS (CE21 1049) ne sera pas versé.

La valeur du soutien en biens et services correspond aux frais d'entrave et à la mise à disposition des services techniques nécessaires, et ce, sous réserve de la disponibilité des ressources. Selon la configuration du site de compétition, des aménagements temporaires sont prévus afin d'accueillir un nombre important de spectateurs. La DEP assure la coordination avec toutes les parties prenantes, notamment l'arrondissement Ville-Marie, les services d'urgence et le Quartier des Spectacles.

Suite à la signature du projet de convention, l'organisme devra réaliser le plan d'action indiqué dans son plan d'affaires et fournir la reddition de compte prévue à l'Annexe 2.

JUSTIFICATION

Le soutien financier permettrait la réalisation de la Série mondiale de basketball 3x3 2021 à Montréal.
Il est justifié par l'analyse des cinq principes d'investissement :

Potentiel de succès – Très élevé
Comme pour tous les événements qui sont soutenus par la Ville, l'organisme devra assumer les risques financiers et prendre à sa charge toutes les dépenses. De plus, l'équipe en place est expérimentée dans l'organisation d'événements sportifs internationaux. En effet, BM est majoritairement composé du personnel d'un autre organisme qui tient des événements à Montréal, soit Triathlon International de Montréal (TIM). TIM est reconnu pour la qualité de livraison opérationnelle et logistique de ses événements.

Retombées économiques – Importantes
Selon le promoteur, en utilisant le modèle de l'Alliance canadienne du tourisme sportif (ACTS), l'impact économique pour Montréal serait de 4,4 M$ en 2021.

Rayonnement pour Montréal – Mondial
La diffusion à l'international s'effectuera sur les plates-formes numériques de la FIBA. La chaîne *YouTube* de la FIBA a une portée significative avec plus de 150 millions de

spectateurs dans 120 pays. Des négociations sont en cours avec TVA Sports pour une télédiffusion en direct des matchs éliminatoires et avec CBC pour une diffusion en différé. Dans l'éventualité que des ententes soient conclues, la couverture médiatique serait au-dessus de la moyenne pour un événement de cette envergure. Le thème « festival urbain » combiné avec la popularité du basketball pourrait générer des retombées médiatiques intéressantes.

Retombées sociales et sportives – Combinaison sport et culture
Cet événement international unisport fédéré contribuerait à l'atteinte des cibles de la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs. Le volet culturel est omniprésent en 2021 avec l'investissement de 8%, soit près de 100 000 $ du budget de l'événement dans une programmation artistique (danse, musique, compétitions de rap battle, jeux de paroles, DJ, animation, ateliers, etc.). L'ajout d'un volet collégial/universitaire démontre également une volonté à inclure la communauté académique locale.

Infrastructures – Aménagements temporaires
Grâce à sa présentation culturelle, l'événement aura lieu dans un des sites les plus emblématiques de Montréal, soit le Quartier des Spectacles.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 150 000 $, est prévue au budget du SGPMRS. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, en vertu de la compétence « Aide à l'élite sportive et aux événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale ».
Le soutien en biens et services estimé à 60 000 $ est absorbé par la ville centre (DFEP).

Budget pour la Série mondiale de basketball 3x3 (en date de juillet 2021)	**$**	**Confirmé**	**% du budget de l'événement**	**% du soutien des bailleurs de fonds**
Bailleurs de fonds publics (incluant les biens et services)	**1 190 338 $**		**70,9%**	**100%**
Gouvernement provincial (MEES)	300 000 $	Non	17,9%	25,2%
Gouvernement provincial (FIRM)	250 000 $	Non	14,9%	21%
Gouvernement provincial (Tourisme Québec)	50 000 $	Non	3%	4,2%
Gouvernement provincial (Ministère de la Culture et des Communications)	15 000 $	Non	0,9%	1,3%
Gouvernement fédéral (Sport Canada)	200 000 $	Non	11,9%	16,8%
Service Canada	7 838 $	Oui	0,5%	0,7%
Ville de Montréal (incluant les biens et services)	210 000 $	Non	12,5%	17,6%
Tourisme Montréal (incluant les biens et services)	37 500 $	Oui	2,2%	3,2%
Tourisme Montréal (EPRT)	120 000 $	Non	7,1%	10,1%

Revenus autonomes (incluant des biens et services)	489 000 $			
Total des revenus	**1 679 338 $**			

La Ville de Montréal privilégie les événements dont les montages financiers prévisionnels comprennent des contributions (argent, biens et services) des instances publiques et parapubliques significatives. Le premier versement du soutien de la Ville est conditionnel à l'engagement financier satisfaisant des autres bailleurs de fonds.

MONTRÉAL 2030

Source de fierté collective, les événements sportifs favorisent le développement de la pratique sportive, de l'essor d'une élite sportive et du maintien de l'expertise spécialisée en sport. Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports incite les promoteurs à organiser des événements écoresponsables, inclusifs et dont les legs et retombées sont concrets.

Suivant le plan stratégique de la Ville de Montréal, Montréal 2030, le présent dossier décisionnel est en lien avec les priorités suivantes :

Priorité #4 | Développer une économie plus verte et inclusive
Priorité #5 | Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles
Priorité #20 | Accroître l’attrait, la prospérité et le rayonnement de la métropole

Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, soit d'encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le présent dossier est accepté, BM pourra maintenir une saine gestion de ses finances. Cependant, s'il est retardé ou refusé, l'organisme pourrait être en péril considérant les fournisseurs à payer suite à la tenue de l'événement. Ces deux derniers scénarios risqueraient de nuire à la réputation de Montréal comme ville d'événements sportifs majeurs et de compromettre l'atteinte des cibles de la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La convention est maintenue telle quelle, avec le maintien des autorisations émises par la Direction de la santé publique régionale de Montréal et la Direction générale de la santé publique du Québec de tenir des activités en 2021.
Advenant que la Direction de la santé publique régionale de Montréal et la Direction générale de la santé publique du Québec ne permettent pas la tenue des événements d'envergure, la Série mondiale de basketball 3x3 2021 à Montréal n'aura pas lieu. Dans cette éventualité, la Ville et l'organisme pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications, et ce, conformément à la convention.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par le promoteur de l'événement sportif (Annexe 4 de l'entente).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

3 et 4 septembre 2021 - Série mondiale de basketball 3x3 à Montréal - volet féminin
4 et 5 septembre 2021 - Série mondiale de basketball 3x3 à Montréal - volet masculin
30 septembre 2021 - Présentation au Conseil d'agglomération

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

François-Olivier LANCTÔT
conseiller(ere) en planification

Tél : 5148721617
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-12

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : 5148724720
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2021-08-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2021-08-20



2021_Convention_Ville de Montreal_FIBA 3x3.pdf

CONVENTION – CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ÉVÉNEMENTS SPORTIFS DE GRANDE ENVERGURE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : ***Basketball Montréal***, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), dont l'adresse principale est le 174-4000 rue Saint-Ambroise, Montréal, QC, H4C 2C7, agissant et représentée par Jo-Annie Charbonneau, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 769055880RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1225385803TQ0001
Numéro d'organisme de charité :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE Fédération international de basketball (ci-après appelée la « FIBA ») a identifié Montréal comme ville hôtesse de la Série mondiale de basketball 3x3 pour l'année 2021 et qu'elle a accordé à l'Organisme le droit de l'organiser et de le tenir à Montréal;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'organiser un événement international majeur de basketball 3x3;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de l'Événement, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention (Annexe 1);

ATTENDU QUE la Ville désire appuyer la tenue de l'Événement par une participation financière devant être affectée exclusivement aux fins mentionnées à la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte, le cas échéant, de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources et des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Événement au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme s'est engagé(e) à assumer tous les coûts et risques associés à l'organisation de l'Événement, il est entendu que la Ville n'assumera aucun déficit découlant de la tenue de l'Événement;

ATTENDU QUE l'Organisme a identifié les installations du Quartier des spectacles pour y tenir l'Événement et que ce site a été approuvé par la FIBA et que le Quartier des spectacles en a confirmé la réservation;

ATTENDU QUE l'Organisme s'est engagé à consentir à la communauté montréalaise un legs détaillé à l'annexe 5;

ATTENDU QUE l'Organisme a sollicité la participation financière d'autres instances publiques et qu'ils ont obtenu, en plus de la contribution financière de la Ville, des engagements financiers des gouvernements du Canada et du Québec et de Tourisme Montréal pour soutenir l'organisation et la tenue de l'Événement sur le territoire de la Ville pour les années 2021;

ATTENDU QUE l'Organisme assume l'entière responsabilité du financement, de l'organisation et de la tenue de son Événement;

ATTENDU QUE l'Organisme a formellement représenté à la Ville qu'il était en mesure, le cas échéant, d'assumer l'entière responsabilité liée à tout dépassement des coûts ou à tout déficit lié à la tenue de son Événement;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Biens et services** » : les ressources matérielles et humaines mises à la disposition de l'Organisme, gracieusement, par la Ville, le cas échéant, pour permettre à ce dernier de réaliser son Événement (Annexe 6);

2.2 « **Cahier des charges** » : le cahier des charges, dans le cas où le domaine public doit être occupé pour la tenue de l'Événement, est produit par l'Organisme et approuvé par la Division des événements publics. Il sert à formaliser les besoins et à les expliquer aux différents acteurs concernés par l'Événement. Il permet notamment de cadrer le parcours, la fermeture de rues, la signalisation, la sécurité, etc.;

2.3 « **Domaine public** » : les rues et les parcs utilisés pour la réalisation de l'Événement, le cas échéant, sur le territoire de la Ville et mis à la disposition de l'Organisme;

2.4 « **Responsable** » : la Directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Événement** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et finaux, le cas échéant, ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre de l'Événement, le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 2;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville;

11/121

2.9 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation de l'Événement;

2.10 « **Annexe 2** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville et des documents à produire pour la reddition de comptes attendue pour la réalisation de l'Événement;

2.11 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Liste des dépenses admissibles et non admissibles »;

2.12 « **Annexe 4** » : exigences de la Ville en matière de visibilité, « Protocole de visibilité »;

2.13 « **Annexe 5** » : plan de legs de l'Organisme à la communauté sportive montréalaise, lorsqu'un legs est prévu à la présente convention;

2.14 « **Annexe 6** » : les biens et services mis à la disposition de l'Organisme, gracieusement par la Ville, pour permettre à ce dernier de réaliser son Événement, lorsque cela est prévu à la présente convention;

2.15 « **Annexe 7** » : les conditions générales à l'occupation du domaine public, lorsque cela est prévu à la présente convention.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et, le cas échéant, de la mise à la disposition des Installations, équipements et des Biens et services de la Ville pour la réalisation de l'Événement de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de cent cinquante mille dollars (150

000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation de l'Événement.

4.1.2 **Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements comme suit :

i. un premier versement d'un montant maximal de cent vingt-cinq mille dollars (125 000 $), lors de la réception par le Responsable de la confirmation de soutien financier de la part du Gouvernement provincial et fédéral permettant d'assurer la réussite de l'Événement sur le plan financier et organisationnel;

ii. un deuxième versement d'un montant maximal de vingt-cinq mille dollars (25 000 $), sur l'approbation, par le Responsable, de la reddition de compte et ce au plus tard le 15 novembre 2021;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation de l'Événement. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation de l'Événement ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.3 **BIENS ET SERVICES**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à octroyer un soutien en biens et services **d'une valeur maximale de soixante mille dollars (60 000 $), incluant toutes les taxes applicables,** le cas échéant, devant être affectées à la réalisation de l'Événement; lesdits biens et services de même que les conditions sont décrits à l'Annexe 6. Toutefois, le présent article ne peut ni ne

doit être interprété comme un engagement de la Ville à fournir tous les services qui pourraient être demandés par l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation de l'Événement, tout en respectant la liste des dépenses admissibles jointe à la présente convention à l'Annexe 3;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation de l'Événement et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 transmettre au Responsable dès qu'elle est disponible, la programmation officielle de son Événement, incluant notamment les horaires des activités ou des festivités tenues en lien avec ledit Événement, et, le cas échéant, l'informer par écrit, au fur et à mesure où elles surviennent, des modifications qui y sont apportées;

5.1.4 assurer l'invitation et l'accréditation d'un nombre raisonnable, à convenir avec le Responsable, de représentants de la Ville, lesquels auront préalablement été identifiés par le Responsable et divulgués à l'Organisme, pour la tenue de l'Événement et des activités organisées par l'Organisme à Montréal et qui y sont liées;

5.1.5 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation de l'Événement, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation de l'Événement.

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

5.2.1 faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions du Protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 4, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué à l'Événement. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion.

5.3 PLAN DE LEGS

5.3.1 respecter entièrement son engagement de donner les avantages et les bénéfices décrits au Plan de legs (Annexe 5) à la population montréalaise de façon à ce que ledit engagement soit entièrement réalisé, à la satisfaction du Responsable, au plus tard 90 jours après la tenue de l'Événement.

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable (Annexe 2);

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 Signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation de l'Événement, sous une forme à convenir entre les Parties.

5.5.3 Autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les

comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention.

5.5.4 Dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier.

5.5.5 Dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier.

5.5.6 Tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées. À cette fin, remettre au Responsable, au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier, un tableau des revenus et dépenses réelles de l'Événement soutenu par la présente convention.

5.5.7 Dans le cas où le financement recueilli par l'Organisme ne permet pas la réalisation de son Événement selon ce qui a été présenté à la Ville, l'Organisme doit présenter au Responsable, pour information, un budget révisé et réaliser son Événement selon la version modifiée;

5.5.8 Présenter les prévisions budgétaires actualisées de l'Événement au Responsable, et ce, dès qu'elles sont disponibles.

5.5.9 Aviser promptement le Responsable par écrit s'il prévoit ne pas être en mesure de recueillir les fonds nécessaires à l'organisation ou la tenue de son Événement.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 Obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention.

5.6.2 Payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs à l'Événement et les activités qui y sont reliées.

5.7 RESPECT DES LOIS

5.7.1 Se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue.

5.7.2 Adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 Si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 À la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

5.9 RESPONSABILITÉ

Garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 9, et la tient indemne en capital, frais

et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

5.10 SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF

Lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

5.11 BIENS ET SERVICES

5.11.1 Utiliser les Biens et services mis à sa disposition par la Ville aux seules fins décrites à la présente convention.

5.11.1 Respecter toutes les conditions et obligations énoncées à l'Annexe 6 et les directives du Responsable quant aux Biens et services fournis par la Ville.

5.12 OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

5.12.1 respecter toutes les conditions et obligations énoncées à l'Annexe 7 et les directives du Responsable;

5.12.2 occuper le domaine public aux seules fins décrites à la présente convention;

5.12.3 payer les frais relatifs à l'occupation du domaine public, s'il y a lieu, dans les trente (30) jours de la réception de la facture.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2021.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'Événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans l'Événement reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de

dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 10
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

10.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

10.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

10.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

10.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

10.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

10.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

10.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 10.3.1 à 10.3.4.

10.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 11
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

11.1 L'Organisme déclare et garantit :

11.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

11.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle concernant l'Événement ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

11.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 9 de la présente convention;

11.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

12.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

12.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

12.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

12.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

12.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 174-4000 rue Saint-Ambroise, Montréal, QC, H4C 2C7, et tout avis doit être adressé à l'attention Jo-Annie Charbonneau. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

25/121

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le 19e jour de août 2021

Basketball Montréal

Par : _____
Jo-Annie Charbonneau

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 20__ (Résolution CG .....).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT

Montréal, le 16 juillet 2021

Mme Valérie Plante
Mairesse de la Ville de Montréal
155, rue Notre-Dame Est
Bureau 210
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Objet : Demande d'aide financière pour la Série mondiale de basketball 3x3 FIBA et la finale de la Série mondiale de basketball 3x3 FIBA (femmes) - Montréal

Madame la mairesse,

Soutenu par Tourisme Montréal et le département des sports et de l'activité physique de la Ville de Montréal, Basketball Montréal a obtenu les droits de tenir la Série mondiale de basketball 3x3 FIBA de Montréal de 2019 à 2022 (la première édition ayant eu lieu les 7 et 8 septembre 2019) et par la suite la Série mondiale de basketball 3x3 FIBA chez les femmes. Dû à la pandémie ainsi qu'à l'annulation de l'édition 2020, la FIBA et l'organisation se sont entendus pour prolonger leur entente jusqu'en 2023.

Cette lettre fait donc suite à la demande officielle d'aide financière pour la Série mondiale de basketball 3x3 FIBA et la finale de la Série mondiale de basketball 3x3 FIBA chez les femmes pour l'édition 2021, envoyée le 8 octobre 2020. Suite à cette lettre, nous avons eu plusieurs communications avec des représentants de la ville de Montréal, dont François-Olivier Lanctôt, le Conseiller en planification - Événements et pratique sportive. Toutefois, la Ville était en attente de la confirmation de la sanction du basketball 3x3 par Sport Canada pour confirmer une aide financière hors programme.

Comme vous le savez, lorsque nous avons signé l'entente avec la Fédération internationale de basketball (FIBA) pour acquérir la Série mondiale de basketball 3x3 FIBA en 2018, Sport Canada nous confirmait que le basketball 3x3 serait ajouté et subventionné par le programme de Manifestations internationales unisport de Sport Canada/Patrimoine Canada. Malheureusement, cette confirmation a bien tardé.

Après de multiples démarches auprès de Sport Canada, en collaboration avec Canada Basketball et avec l'aide du ministre Steven Guilbeault, nous avons reçu la **confirmation le 29 juin dernier que le basketball 3x3 était officiellement sanctionné par Sport Canada** et ainsi éligible au programme de Manifestations internationales unisport. Nous vous invitons à consulter la lettre transmise par Sport Canada en annexe.

Ayant reçu cette confirmation, la Série mondiale de basketball 3x3 FIBA et la finale de la Série mondiale de basketball 3x3 FIBA chez les femmes sont donc pleinement **éligibles pour recevoir une aide financière hors programme de la Ville de Montréal.** Nous avons présentement une confirmation de soutien financier de la Ville dans le cadre du *Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains* pour un total de 25 000$, soit le maximum de la subvention. Toutefois, en n'offrant pas un soutien hors programme pour la tenue des Séries mondiales pour une deuxième année consécutive, la ville de Montréal causerait une perte financière considérable à Basketball Montréal, organisme sans but lucratif.

Le soutien financier de la part des bailleurs de fonds publics est essentiel pour la tenue de l'édition 2021. Tel que démontré dans le plan d'affaires, les coûts opérationnels sont importants pour assurer la sécurité et le succès de cet événement.

Grâce à cet événement, nous continuerons de positionner Montréal et le Canada comme **chef de file en accueil d'événements sécuritaires et sanitaires**, même en mode pandémie. D'ailleurs, la tenue de cet événement s'insère parfaitement au sein du plan de relance du centre-ville et économique; le comité organisateur prévoit des **retombées économiques de 4 454 351$ pour la Ville de Montréal**. De plus, cet événement aura un impact numérique et un rayonnement important pour Montréal et le Canada puisqu'il sera **diffusé en direct** et en format magazine **dans plus de 100 pays**. L'impact numérique des 5 tournois des Séries mondiales de basketball 3x3 en 2020 répertoriés par la FIBA 3X3 était chiffré ainsi :

- Portée : 18,4 M
- Vues : 10,1 M
- Interactions : 573k

Le basketball 3x3 est le sport urbain le plus populaire à travers le monde. Ce format de basketball a d'ailleurs été ajouté à la programmation des Jeux olympiques de Tokyo en 2021 par le Comité International Olympique (CIO) après avoir vu le grand intérêt pour ce sport en 2010.

Les Séries mondiales de basketball 3x3 de la FIBA à Montréal suivront de très près les Jeux olympiques. Elles se tiendront à la **Place des Festivals au Quartier des Spectacles**. Vous conviendrez qu'il s'agit d'une remarquable vitrine pour la ville de Montréal, contribuant au **rayonnement de la métropole** à travers le monde et au positionnement de la ville de Montréal comme ville urbaine sportive. **C'est aussi et surtout un grand événement rassembleur pour toutes les couches de sociétés des Montréalais.**

L'organisation est sous contrat, avec la FIBA et le Quartier des Spectacles pour la tenue de cet événement en 2021. Si le soutien financier public n'est pas suffisant, la survie de l'événement serait mise en péril.

Pour toutes ces raisons, nous demandons à la Ville de Montréal de prendre en compte ces éléments et de bonifier le montant octroyé à Basketball Montréal. Basketball Montréal sollicite une **contribution financière totale de la ville de Montréal au montant de 150 000 $**. Ce sport émergent prend de plus en plus en popularité et il est important que Montréal garde cette belle vitrine sportive.

Pour toute question ou demande de documents de soutien, veuillez s.v.p. contacter Jo-Annie Charbonneau à l'adresse courriel suivante jo-annie.charbonneau@basket3.com ou au numéro de téléphone suivant (514) 772-4474 ou le soussigné directement.

Je vous prie d'agréer, Madame la Mairesse, mes salutations distinguées.

Jo-Annie Charbonneau

Jo-Annie Charbonneau
Directrice générale
Basketball Montréal

c.c. :

Nathalie Goulet,
Division des sports et de l'activité physique
Service de la diversité sociale et des sports

Luc Denis,
Direction des sports
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

Patrice Brunet
Président
Patrice.brunet@basket3.com

ANNEXE

Canadian Heritage / Patrimoine canadien

Mr. Paul Sir
Managing Director, 3x3 Basketball Development
Canada Basketball
1 Westside Drive, Suite 11
Toronto, ON
M9C 1B2

Title: 3x3 Eligibility for Sport Canada's International Single Sport Events program

Dear Mr. Sir:

This letter is to confirm that the sport discipline of 3x3 basketball is eligible for the International Single Sport Events (ISSE) component of Sport Canada's Hosting Program. The following requirements have been met:

- Canada Basketball is the national sport organization (NSO) that has met the governance and management criteria and the programs and services criteria of Sport Canada's Sport Funding and Accountability Framework.
- The 3x3 discipline is part of an international major multisport games.
- Canada Basketball has established high-performance and long-term athlete development competition plans for national team athletes in the 3x3 discipline.

Note that confirmation of eligibility does not necessarily guarantee funding for 3x3 international events. Funding applications will be reviewed and assessed against program criteria and subject to ministerial approval.

We look forward to working with Canada Basketball on this exciting sport discipline.

Sincerely,

[redacted]
Digitally signed by Vaillancourt, Jean
Date: 2021.06.29 12:28:20 -04'00'

Jean Vaillancourt
Manager – International Single Sport Events
Sport Canada

Canada

ANNEXE 2

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE ET DES DOCUMENTS POUR LA REDDITION DE COMPTE ATTENDUE POUR LA RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT

2021		
Convention Art.	**Documents attendus**	**Échéance**
1er versement de 125 000 $		
4.1.2 i	Documents confirmant l'obtention de financement des gouvernements du Canada et du Québec permettant d'assurer la réussite de l'Événement sur le plan financier et organisationnel.	Dès que possible
2e versement de 25 000 $ - Sur approbation de la reddtion de compte 2021		
4.1.2 ii	Reddition de compte pour l'édition 2021 de l'Événement qui comprend : - Le bilan final incluant un rapport de visibilité et une revue de presse - Étude des retombées économiques - Un rapport faisant état de l'atteinte des objectifs du plan de legs - Les états financiers vérifiés de l'Organisme - Un rapport des dépenses allouées au financement de la Ville (article 5.5.6 de la présente convention)	15-nov-21

ANNEXE 3

LISTE DES DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES

LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE, À SAVOIR LA SOMME MAXIMALE DE [150 000,00 $], DOIT EXCLUSIVEMENT ÊTRE AFFECTÉE AUX DÉPENSES ADMISSIBLES FIGURANT SUR LA LISTE QUI SUIT :

Dépenses admissibles

- Les frais se rattachant à l'utilisation de plateaux sportifs, de salles et du domaine public
- Le coût du matériel et des équipements nécessaires à la tenue de l'Événement
- Le coût des autorisations, des sanctions et des permis requis pour tenir l'Événement
- Le coût du matériel promotionnel de l'Événement
- Les dépenses liées aux bénévoles œuvrant dans la tenue de l'Événement
- Les frais d'assurances reliés à la tenue de l'Événement
- Les frais des officiels
- Toutes les dépenses liées à l'administration et aux opérations pour la tenue de l'Événement

Dépenses non admissibles

- Les dépenses reliées aux services aux spectateurs, notamment les gradins, les services sanitaires, les services alimentaires, les kiosques de vente de souvenirs et la signalisation
- Les dépenses non reliées aux compétitions de l'Événement, notamment les dépenses reliées aux autres activités de l'Événement (ex. : conférence de presse, réception des dignitaires, etc.)
- Les cachets, cadeaux, honoraires, prix, récompenses, remboursements offerts ou décernés aux athlètes, aux participants, aux bénévoles, aux experts, aux délégués ou aux organismes sportifs
- Les coûts liés aux visites des experts ou des délégués des fédérations détentrices des droits de l'Événement
- Les frais de déplacement et les frais de représentation des intervenants payés par l'Organisme
- L'achat de nourriture, de boissons et de biens offerts dans le cadre de l'Événement
- Les dépassements de coûts et tout déficit par rapport au budget prévisionnel déposé
- Les frais et coûts déjà remboursés par un autre bailleur de fonds de l'Organisme
- Toute dépense reliée à une commission, un salaire ou des honoraires versés par l'Organisme à l'un de ses employés ou tout salaire ou commission versés à un membre de la famille d'un employé
- Les dépenses reliées à l'hébergement, au transport et au repas des participants (membres des délégations des pays participants et représentants des organismes impliqués)

ANNEXE 4

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité
L'Organisme doit :

- Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.
- 1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications
L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : **Fier partenaire de la Ville de Montréal**
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
- Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
- Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
- Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).
- 2.4. Publicité et promotion
- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
    - Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
    - S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

ANNEXE 5

PLAN DE LEGS DE L'ORGANISME À LA COMMUNAUTÉ SPORTIVE MONTRÉALAISE

Annexe III – Plan de legs

Basketball Montréal souhaite développer un programme permettant de répondre à un besoin réel de la société.

Actuellement, le Québec affiche l'un des plus hauts taux de décrochage scolaire au Canada (29% des filles et 43% des garçons n'ont pas terminé leurs études secondaires). La population devient également de plus en plus sédentaire. 22% des jeunes de 15 à 24 ans admettent être sédentaire. De plus, les jeunes passent en moyenne 23 heures par semaine devant un écran.

À travers ses événements, Basketball Montréal souhaite encourager la persévérance scolaire et les saines habitudes de vie. Plusieurs études ont démontré que la pratique d'un sport est liée positivement à la santé mentale et psychologique, en plus d'être liée négativement aux comportements de dépendance. Aussi, les jeunes qui participent à des activités physiques structurées sont plus assidus et font preuve de persévérance scolaire. C'est pourquoi nous croyons que de régler le problème de sédentarité fait partie de la solution du décrochage scolaire.

Basketball Montréal utilise donc le basketball 3x3, sport d'équipe urbain numéro 1 au monde pour développer des programmes qui permettront aux jeunes et à la communauté de développer des aptitudes de responsabilité, d'adaptabilité et d'analyse et décision.

En 2019, notre programme communautaire auprès des jeunes a accueilli plus de 60 jeunes provenant du Québec afin de participer à notre première clinique de basketball 3x3 en collaboration avec deux équipes de joueurs professionnels internationaux. Cette clinique a inclus des discussions, des entraînements, des pratiques et un petit tournoi amical. Les jeunes ont par la suite été invités à assister aux qualifications des femmes du World Series à Montréal.

À l'été 2021, BM organisera en collaboration avec Canada Basketball et Basketball Québec des cliniques/camps d'entraînement de basketball 3x3 à des jeunes montréalais avec la collaboration de l'équipe montréalaise de basketball 3x3 qui s'est qualifié et a participé à la Série mondiale de basketball 3x3 de la FIBA en 2019 à Montréal.

En collaboration avec nos partenaires, un autre programme complet sera développé pour 2021 où nous souhaitons accueillir un plus grand nombre de jeunes pour notre clinique de basketball 3x3, mais également accueillir des jeunes pour une clinique de danse sportive avec notre collaborateur Léo Caron, un danseur reconnu dans le milieu international du *breakdance*, et une clinique de Slam en collaboration avec Slam Montréal.

Basketball Montréal a également pour mission de développer le basketball 3x3 à Montréal au sein de sa communauté et des athlètes amateurs. Basketball Montréal créera donc une ligue de basketball 3x3 adulte en collaboration avec Basketball Québec et Canada Basketball. Cette

ligue, qui verra le jour en 2021, a pour but d'offrir la chance aux amateurs de basketball 3x3 de jouer dans un circuit de compétition régional et pouvoir ainsi se qualifier aux compétitions nationales (Conquête du Canada 3x3). En effet, les joueurs de la ligue pourront participer à une compétition régionale pour ainsi avoir l'opportunité de participer à la Conquête du Canada 3x3 de l'Est. Les gagnants de cette compétition se qualifient automatiquement pour la Série mondiale de basketball 3x3 de la FIBA à Montréal.

Basketball Montréal organisera donc à l'été 2021 une compétition de niveau national chez les hommes, soit la Conquête du Canada 3x3 pour l'Est du Canada. Plusieurs équipes montréalaises auront l'opportunité d'y participer, de pouvoir remporter un titre national et, par le fait même, de se qualifier pour la Série Mondiale de basketball 3x3 de la FIBA.

ANNEXE 6

BIENS ET SERVICES DE LA VILLE MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT

DESCRIPTION	VALEUR ÉVALUÉE
Permis de fermeture des rues	60 000,00 $
Prêt de matériel (poubelles, tentes, connes etc.)	
Centre de commandement, de traitement de l'information et sécurisation des sites par le SPVM	
Encadrement et accompagnement des différents services de la Ville de Montréal lors de l'événement	
Accès et utilisation des bornes-fontaines	
Service de balai mécanique après la course	
Coordination par la division festivals et événements de tous les liens avec les services municipaux et autres partenaires institutionnels	

ANNEXE 7

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

A – Conditions générales

1. L'Organisme doit tenir son Événement dans le respect du Cahier des charges qu'il produit en collaboration avec la Division des événements publics de la Ville de Montréal pour circonscrire l'utilisation du domaine public;

2. L'Organisme doit veiller à ce que l'aménagement du site de même que sa remise en état après la tenue de l'Événement respectent toutes les modalités d'occupation et exigences qui lui sont communiquées par la Ville, et ce, sans endommager le mobilier urbain ou porter atteinte à l'intégrité des lieux il est entendu que le site doit être remis dans son état initial;

3. L'Organisme doit adapter le site afin de le rendre accessible aux personnes ayant des limitations fonctionnelles (motrices, visuelles, auditives, intellectuelles ou verbales);

4. L'Organisme doit exploiter ou superviser lui-même les kiosques de produits alimentaires, de rafraîchissements et de produits promotionnels reliés à l'Événement;

5. L'Organisme doit permettre au Responsable de visiter le site, en tout temps. À cet effet, l'Organisme doit s'assurer que tous les fournisseurs retenus doivent, tant pour eux-mêmes que pour leurs sous-entrepreneurs, lui en faciliter l'accès pendant les heures normales de travail;

6. L'Organisme doit mettre en place les Installations et les aménagements approuvés par le Responsable en respectant toutes les modalités d'occupation qui lui sont communiquées par ce dernier et sans porter atteinte au mobilier urbain et à l'intégrité du site. L'Organisme devra remettre les lieux dans l'état initial dans les (inscrire le nombre de jours) jours suivant la fin de l'Événement;

7. L'Organisme doit respecter la réglementation, fournir et installer, lorsque nécessaire, la signalisation appropriée prescrite par le Code de la sécurité routière (RLRQ c. C-24.2), par exemple en vue d'interdire le stationnement lors de la tenue de son Événement, de rediriger la circulation dans le cas d'une fermeture de rue et transmettre au Responsable les documents relatifs à cette installation (entre autres, le plan de signalisation et le personnel requis, ainsi que le formulaire intitulé « Installation de panneaux prohibant le stationnement »). Assurer à ses frais le service de remorquage, s'il y a lieu;

8. L'Organisme doit soumettre au Responsable, pour approbation, un plan de communication des entraves à la circulation et en assurer la mise en application;

9. L'Organisme doit accomplir les démarches nécessaires afin de mettre sur pied des mesures compensatoires pour les citoyens privés de certains privilèges

(stationnement réservé sur rue pour résidents, accès à leur résidence, feuillets informatifs aux passants);

10. L'Organisme doit se conformer aux lois, règlements et ordonnances applicables à l'Événement et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, aux ordonnances autorisant la fermeture de rues, la vente temporaire d'articles promotionnels, de nourriture et de boissons alcoolisées ou non alcoolisées et aux ordonnances autorisant l'émission de bruit au moyen d'appareils sonores et à toute autre consigne transmise par le Responsable;

11. L'Organisme doit respecter toutes les normes de sécurité en vigueur à la Ville, se conformer aux exigences des différents services et instances publics concernés et aux directives qui lui sont communiquées par le Responsable.

B – Cahier des charges

À faire parvenir au Responsable dès que disponible.

B3 MONTRÉAL











Plan d'affaire 2021

Table des matières

Section I : En un coup d'œil 4
Basketball Montréal • une organisation passionnée **4**
Un festival urbain célébrant les arts et le sport de la rue **5**

Section II : Un pilier du basketball 3x3 6
Notre cible **6**
Notre plan de match **6**
Nos jeux décisifs **6**

Section III : Un bassin de talents 7
Détenteur des droits **7**
Structure organisationnelle **7**
Le conseil d'administration 7
Le comité organisateur (CO) 8

Section IV : De la rue à la scène internationale 9
L'ABC du basketball 3x3 ..... **9**
La discipline 9
L'historique international 10
Le réseau des compétitions 11
La Série mondiale FIBA (FIBA 3x3 World Tour) 11
La Série mondiale FIBA (FIBA 3x3 Women Series) 12
La compétition sportive **12**
Les tournois 13
Les cliniques d'initiation 13
L'horaire 14
Le site 2021 15
Les standards internationaux 16

Section V : Célébrer les cultures urbaines 19
Une programmation artistique **20**
La danse 20
Les arts visuels 22
Une programmation culturelle **25**
Les arts de la scène 25
Une programmation enlevante et détaillée **29**

Section VI : Un impact économique et touristique d'envergure 31
Rayonnement de la ville de Montréal **31**
Impact économique – Ville de Montréal 31
Impact touristique 32
Au-delà des frontières **33**
Une communauté passionnée 34

Développement durable **35**
Impact environnemental faible 35
Section VII : Une structure financière équilibrée 36
Section VIII : Un projet structurant 39
Annexes 40
Annexe I – Nomination légale 41
Annexe II – Cahiers de charges et règlements 42
Annexe III – Plan de legs 43
Annexe IV – Plan de développement durable 45
Annexe V – Plan sanitaire 47
Annexe VI – Budget de DISTRIX 57

Section I : En un coup d'œil

Basketball Montréal • une organisation passionnée

Basketball Montréal (ci-après BM) est une organisation à but non lucratif dont le mandat est d'organiser un événement international majeur de basketball 3x3 sur une base annuelle, nommé B3 Montréal. BM a obtenu le mandat par *Événements TriCon Inc.*, d'organiser une étape de la Série mondiale 3x3 de la FIBA (FIBA 3x3 World Tour et FIBA 3x3 Women Series), détentrice de cette licence. Basketball Montréal collabore donc avec l'organisme à but non lucratif Événements M3 afin de faire évoluer B3 Montréal vers un festival mettant en vedette les trois sphères des cultures urbaines : le sport urbain, l'art et la culture.

En plus de la licence internationale, Basketball Montréal travaille en étroite collaboration avec Canada Basketball et Basketball Québec afin de contribuer au développement du basketball 3x3, pour les hommes et les femmes, à travers le Canada. C'est pourquoi, depuis 2018, l'organisation Basketball Montréal a tenu des événements de la Conquête du Canada 3x3, dont la finale nationale 2019 du circuit canadien de basketball 3x3. Montréal vise à accueillir à nouveau des étapes du circuit provincial et national et travaille en étroite collaboration avec Canada Basketball et Basketball Québec afin de croître le développement du sport à travers la province. Avec ces événements, Basketball Montréal se positionne comme un meneur dans le développement du sport au Canada.

BM a également pour mandat de promouvoir l'union du sport et des arts de la rue. En ce sens, BM s'est donné comme mission de développer en collaboration avec une autre organisation à but non lucratif, Événements M3, un festival urbain où la culture et les artistes québécois seront mis de l'avant sur la scène internationale. BM a donc pour objectif de faire évoluer B3 Montréal vers un festival culturel. BM développe grandement son volet culturel et impliquera dans le processus de développement un grand nombre d'organisations montréalaises spécialisés dans leur domaine (graffitis, danse, improvisation, musique, etc) afin de créer un programme culturel d'envergure. BM collaborera entre autres avec le Punch Club, MU Montréal, la fin des faible, Incendies de parole et des compagnies de production afin de produire le plus important festival urbain unissant le sport et les arts de la rue.

BM a été fondé par sa présidente, Jo-Annie Charbonneau. Passionnée de sport depuis toujours, Jo-Annie travaille dans le monde du sport auprès des fédérations sportives fédérées depuis près de 10 ans et a contribué au développement de celles-ci par le biais de plan d'affaires, de haute performance et de développement. Elle a également contribué à la mise en candidature et à l'obtention des Championnats du monde de gymnastique artistique de 2017, des Jeux Équestres Mondiaux de 2020, de la Série mondiale de triathlon ITU de 2017 à 2020 et, bien entendu, de la Série mondiale 3X3 de la FIBA de 2019 à 2021. Détentrice d'une maîtrise en droit du sport, Jo-Annie détient une grande expérience en sport ainsi qu'aux opérations liées à l'organisation d'événements sportifs.

Un festival urbain célébrant les arts et le sport de la rue

DISTRIX, le Festival Urbain de Montréal aura lieu au Quartier des Spectacles, l'un des endroits culturels emblématiques de Montréal. Au cœur de l'événement se déroulera la Série mondiale de basketball 3x3 FIBA chez les hommes (« **FIBA 3x3 World Tour** ») du 4 au 5 septembre 2021 et, du côté féminin, la Série mondiale de basketball 3x3 FIBA (« **FIBA 3x3 Women Series** ») du 3 au 4 septembre 2021. Bien que l'événement sera modulé pour répondre aux nouvelles normes de la santé publique, Montréal vibrera au rythme des arts et du basketball 3x3.

Au cours du week-end, plus de 20 équipes internationales participeront au tournoi international. Du côté féminin, ce sont donc 8 équipes représentant leur pays qui débarqueront à Montréal pour remporter les grands honneurs de la Série. Du côté masculin, 12 équipes parmi les 50 meilleures au monde sont attendues à Montréal.

L'envergure et le prestige de l'événement permettent également la télédiffusion et la webdiffusion en direct au Canada et dans plus de 120 pays à travers le monde.

En plus de présenter une programmation sportive de calibre internationale, DISTRIX mettra également en valeur les arts de la rue. Une **programmation culturelle** complète sera présentée à la Place des Festivals comprenant : la danse, la musique, les arts visuels, l'improvisation et l'art du DJ, permettant à de nombreux artistes de se démarquer et d'exposer leur art au cœur du centre-ville de Montréal.

En cette année olympique, Montréal vise à se démarquer au niveau sportif sur la scène montréalaise et internationale en se positionnant comme « LA » destination des circuits féminin et masculin et poursuit son développement sur la scène culturelle urbaine en bonifiant sa programmation par le biais de partenariat avec des organismes locaux. Un événement à ne pas manquer!

Section II : Un pilier du basketball 3x3

Notre cible

Basketball Montréal, meneur du basketball 3x3 au Canada.
B3 Montréal, un leader dans les festivals de type urbain

Notre plan de match

- ✓ Supporter le développement du basketball 3x3 ;
- ✓ Développer un circuit d'événements signatures et inspirants ;
- ✓ Devenir un événement signature de la ville de Montréal ;
- ✓ Mettre en valeur le talent montréalais sur la scène internationale ;
- ✓ Gérer une équipe qualifiée axée sur le service-client.

Nos jeux décisifs

- ✓ Tenir une étape des Séries mondiales 3x3 de la FIBA (FIBA 3x3 World Tour) année après année ;
- ✓ Être un événement-signature incontournable de la Série mondiale 3x3 de la FIBA ;
- ✓ Être le plus gros festival urbain au Québec ayant pour mission d'unir le sport et les arts de la rue ;
- ✓ Tenir une étape de la Conquête du Canada 3x3 année après année ;
- ✓ Développer un circuit régional de tournois de basketball 3x3 dans la région de Montréal ;
- ✓ Offrir aux équipes canadiennes l'opportunité de compétitionner à la maison et leur donner ainsi l'avantage du terrain
- ✓ Offrir aux équipes canadiennes l'opportunité de se qualifier pour les Jeux olympiques à la maison ;
- ✓ Devenir l'un des festivals phares de la Ville de Montréal ;
- ✓ Aider et promouvoir les artistes québécois sur la scène internationale ;
- ✓ Contribuer au rayonnement du Canada à travers le monde ;
- ✓ Être un catalyseur économique pour la ville de Montréal ;
- ✓ Soutenir la stratégie montréalaise d'être reconnue comme la destination sportive et culturelle au Canada et l'une des meilleures au monde.

Section III : Un bassin de talents

Détenteur des droits

La licence de la fédération internationale de basketball amateur (FIBA) appartient à Événements TriCon Inc. Cette dernière sous-loue cette licence d'organisation à Basketball Montréal.

Structure organisationnelle

Le conseil d'administration

Le conseil d'administration de Basketball Montréal est en processus de recrutement. Il est actuellement formé de trois (4) membres, dont Jo-Annie Charbonneau, présidente et directrice générale de l'organisation, et deux observateurs provenant de Basketball Québec et Canada Basketball.



Patrice Brunet, président du conseil d'administration, est impliqué dans le milieu olympique depuis plus de 20 ans. Avocat, Patrice est aussi arbitre international en droit du sport, membre du Comité olympique canadien, ancien vice-président de Triathlon Canada et ancien président de Triathlon Québec. Patrice possède également une vaste expérience en organisation d'événements sportifs. Il était le directeur de course des Championnats du monde de triathlon qui ont eu lieu à Montréal en 1999 et du retour des compétitions ITU à Montréal en 2016 via la Coupe du monde ITU, suivi des étapes de la Série mondiale de triathlon ITU de 2017 à 2020.

Ghislain Mélançon travaille également pour Basketball Montréal, à titre de vice-président, depuis sa création. Il possède une vaste expérience dans l'organisation d'événements sportifs. Ghislain est expérimenté à titre de gestionnaire de club, officiel national et directeur de course de plusieurs événements sportifs dans la région métropolitaine, incluant les triathlons de Verdun et de Lachine, le Mud Hero et la Classique Verdunoise. Ingénieur de formation, il a travaillé plus de 30 ans dans une grande compagnie de télécommunications.

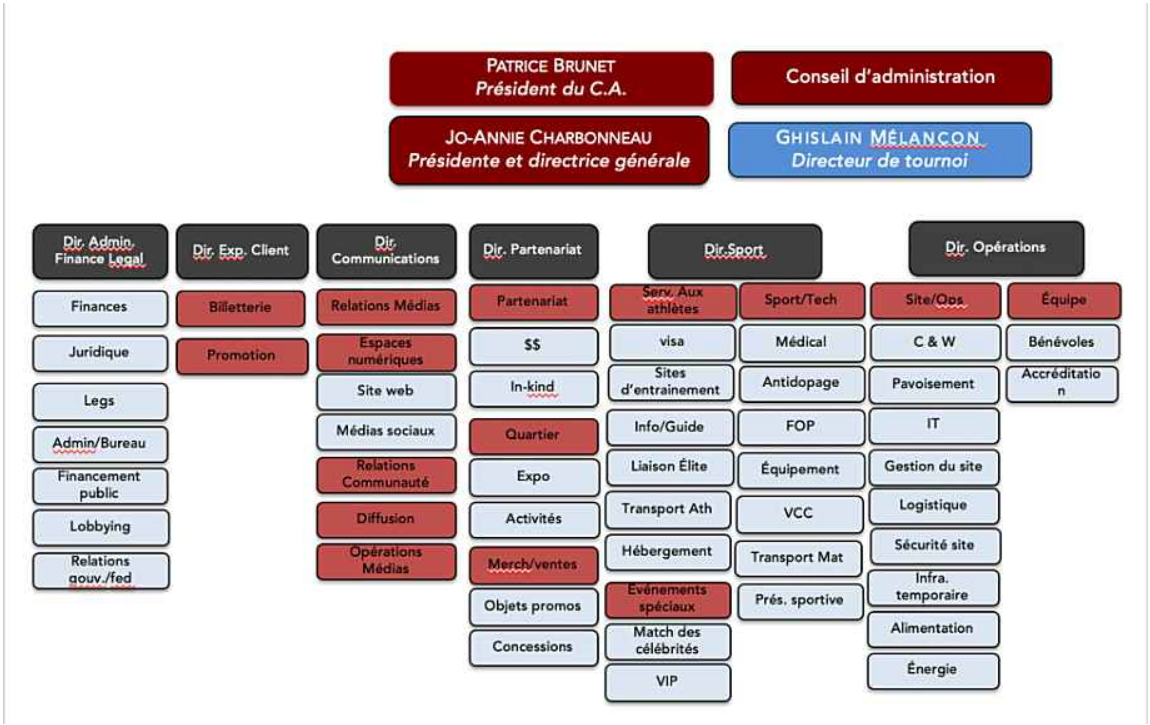
Meeker Guerrier débute sa carrière dans les médias sportifs à Radio 9 en 2015. Il transite ensuite vers le 91,1 Sports où il devient entre autres animateur de la tribune téléphonique de fin de soirée. Il co-anime également le FC 919, l'émission de soccer de la station montréalaise. Meeker se joint ensuite au service des sports de Radio-Canada en 2017. À la société d'état, il occupera tour à tour le poste de chroniqueur sportif à RDI matin week-end et à la radio. Durant son passage à la SRC, il participera à la couverture des Jeux olympiques de Pyenongchang en 2018. En 2020, Meeker s'est joint à l'équipe de RDS comme chroniqueur Sports et société au 5 à 7, en plus d'agir à titre d'analyste et chroniqueur au basketball de la NBA. En 2021, il se joint à l'équipe de 107,3 rouge avec Véro et les fantastiques en tant qu'animateur radio, mais également à l'équipe de NOOVO Info comme animateur des infos nouvelles.

Les membres actuels du conseil d'administration recrutent actuellement des spécialistes de divers domaines de l'événementiel et dans le milieu artistique, variant du juridique au marketing & communications.

Le comité organisateur (CO)

Basketball Montréal est composé d'une équipe permanente spécialisée. Parmi ceux-ci, BM compte sur des membres-clés ayant une expérience variée en événementiel sportif, tant professionnel qu'amateur.

TABLEAU 1 – ORGANIGRAMME



Section IV : De la rue à la scène internationale

L'ABC du basketball 3x3

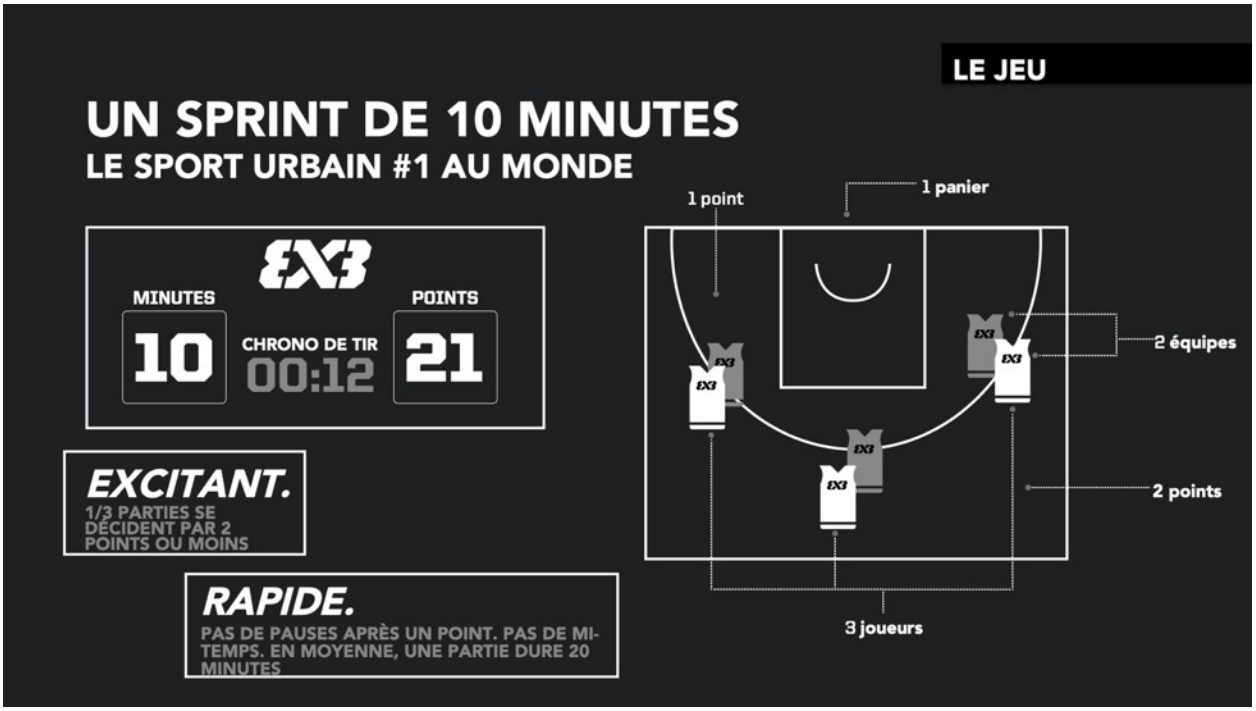
La discipline

Le basketball 3x3 est une discipline du sport du basketball. Celle-ci a été nouvellement ajoutée au programme olympique et fera sa première apparition aux Jeux olympiques de Tokyo en 2020.

Le basketball 3x3 se joue sur un demi-terrain de basketball régulier. Les parties sont d'une durée de 10 minutes ou elles se terminent lorsqu'une équipe atteint 21 points. Les équipes sont composées de 4 joueurs, 3 sur le terrain et un réserviste. Contrairement aux autres disciplines, il n'y a aucun entraîneur près du terrain. Les joueurs doivent donc gérer leur partie en équipe.

De par sa structure, il s'agit d'un sport à la fois rapide, physique et spectaculaire !

TABLEAU 2 – LE BASKETBALL 3X3 EN BREF



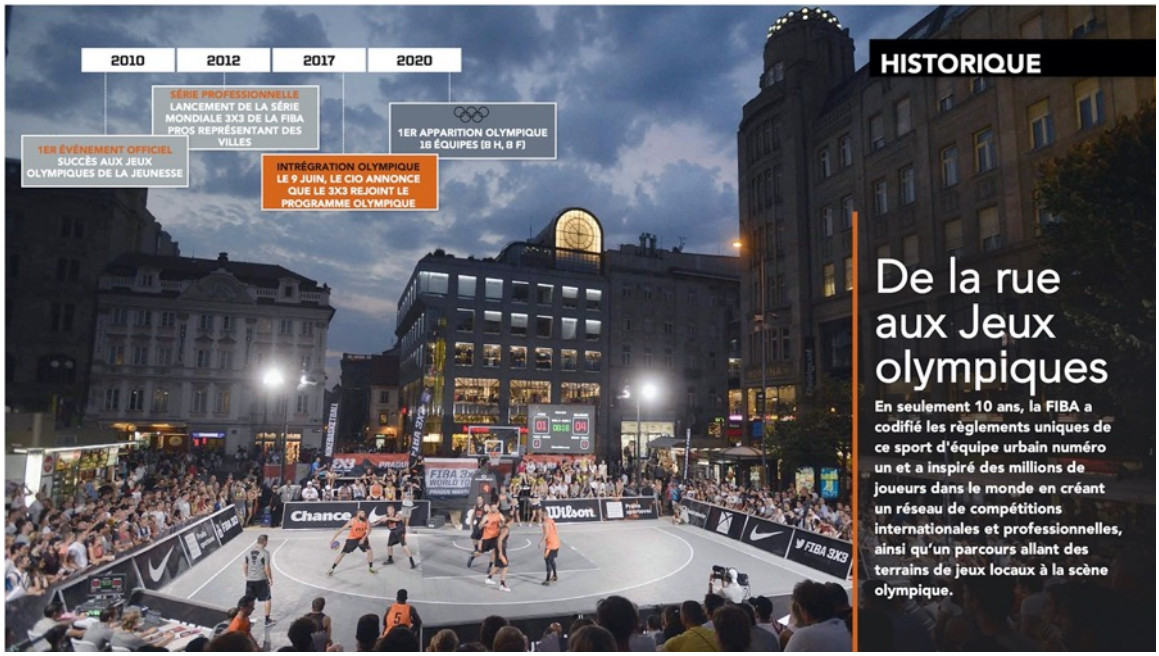
L'historique international

Le basketball 3x3 est considéré comme le sport d'équipe urbain numéro 1 à travers le monde. Il peut se pratiquer partout, il ne faut qu'un demi-terrain, un panier et six joueurs.

Le basketball 3x3 a fait une entrée remarquée sur la scène internationale en 2010 lors des Jeux olympiques de la Jeunesse à Singapour. Son succès instantané a mené la FIBA à déployer une forte structure internationale. La première Coupe du monde a eu lieu en 2011, puis en 2012, la FIBA a lancé la Série mondiale de basketball 3x3 chez les hommes, soit le plus haut niveau de basketball 3x3. Depuis, plus de 60 pays sont représentés sur le circuit international. Il faudra attendre jusqu'en 2019 afin que la FIBA lance la Série mondiale de basketball 3x3 chez les femmes.

En 2017, le Comité international olympique a officiellement ajouté le basketball 3x3 à la programmation des Jeux olympiques de Tokyo en 2020. Une nouvelle discipline qui alliera le sport et l'animation. En effet, la musique et l'animation font partie intégrante de la présentation du sport. 8 équipes (pays) par genre seront représentées lors des prochains Jeux olympiques. Les qualifications auront lieu lors de la saison 2019, soit via la Série mondiale de basketball 3x3 de la FIBA ou la Coupe du monde ou des tournois de qualification. Par contre, une condition s'applique à tous les joueurs : pour être sélectionné, ils doivent participer à, au moins, une étape de la Série mondiale de basketball 3x3 de la FIBA en 2019.

TABLEAU 3 – L'ASCENSION VERS LES JEUX OLYMPIQUES



Le réseau des compétitions

Il existe deux réseaux de compétition parallèles en basketball 3x3, soit celui dit « professionnel » ou élite et celui de la Coupe du monde. Chacun d'eux permet aux pays d'accumuler des points au classement mondial. Plus le pays à de joueurs sur l'un ou l'autre des circuits, plus il a des chances d'accumuler des points précieux pour le classement mondial. Bien qu'il s'agisse d'un sport d'équipe, chaque joueur est classé individuellement et c'est la somme des points de chaque joueur d'un même pays qui influencera la qualification du pays aux Jeux olympiques.

Le circuit élite/professionnel comprend des tournois de niveau *Quest*, *Challengers*, et de la Série mondiale de basketball 3x3 de la FIBA. Les bourses et le ratio de points alloués dépendent du niveau de la compétition. La Série mondiale de basketball 3x3 est toutefois le seul événement de niveau « Noir », soit l'événement qui permet d'accumuler le plus grand nombre de points au classement international.

TABLEAU 5 : UNE SÉRIE MONDIALE, LE CIRCUIT LE PLUS PRESTIGIEUX



La Série mondiale FIBA (FIBA 3x3 World Tour)

La Série mondiale de basketball 3x3 de la FIBA comprend 10 étapes et une grande finale. Seuls deux pays ont le privilège d'accueillir deux étapes de la Série, soit la Chine et le Canada. Le prestige de ce circuit est incomparable. Plus de 1,5 millions de dollars seront remis en bourse.

La Série mondiale FIBA attire plus de 150 millions de spectateurs dans plus de 120 pays grâce à la télédiffusion et à la webdiffusion sur les plates-formes numériques. L'événement à Montréal du World Tour de 2019 a eu une portée de 2 millions à lui seul.

La Série mondiale FIBA (FIBA 3x3 Women Series)

La Série mondiale de basketball 3x3 de la FIBA est le tout premier circuit FIBA 3x3 dédié aux femmes. Il offre aux femmes une chance de jouer au plus haut niveau de basketball 3x3 sur une base régulière. Chaque équipe représente sa fédération nationale.

Le circuit international comprend de 13 à 15 événements, dont l'ultime étape devait se dérouler à Montréal lors de la saison 2021. Les équipes seront affectées aux événements en fonction du nombre d'événements auxquels elles ont déjà été attribuées ainsi que leur classement par équipe. L'équipe canadienne a d'ailleurs terminé au deuxième rang du classement mondial lors de l'édition 2019.

La compétition sportive



Les tournois

Pour sa troisième édition sur le circuit international, B3 Montréal accueillera des tournois pour les joueurs élites, dits professionnels sur le circuit de la FIBA, tant chez les hommes que chez les femmes.

L'organisation présente deux tournois de niveau international, soit la Série mondiale 3x3 de la FIBA chez les hommes et la finale de la Série mondiale 3x3 de la FIBA chez les femmes.

Le tournoi masculin est composé de 12 équipes, dont une canadienne, soit celle qui aura remporté la finale canadienne de la Conquête du Canada 3x3. Bien que les équipes représentent des villes, elles sont entièrement composées des joueurs des équipes nationales de différents pays.

Le tournoi féminin est composé de 8 équipes, dont une canadienne. Contrairement au tournoi masculin, ce tournoi est composé d'équipes nationales qui se disputent de précieux points au classement international.

Basketball Montréal présentera également la compétition nationale de la Conquête du Canada 3x3 de l'est du Canada chez les hommes un peu moins d'un mois avant B3 Montréal. Ceci permettra à l'équipe gagnante de se qualifier à la Série mondiale de basketball 3x3 de la FIBA chez les hommes. 8 équipes se disputeront cette place, dont environ 3 seront de Montréal.

Les cliniques d'initiation

Initiés dès la première édition, les cliniques furent un grand succès et en forte demande. En effet, deux équipes professionnelles avaient offert un camp d'entraînement d'une journée à près de 60 jeunes. La clinique avait pour objectif de démystifier le basketball 3x3, d'offrir des exercices d'entraînement aux jeunes, de reproduire une compétition pour les jeunes, d'encourager les jeunes à poursuivre dans le sport et, finalement, de créer des liens entre de jeunes athlètes et des professionnels.

Considérant la situation de 2020, les prochaines cliniques d'initiation du sport auront lieu en 2021. À ce moment, le comité organisateur présentera à nouveau une clinique d'entraînement, permettant à des jeunes d'écoles locales de bénéficier des conseils des professionnels et de promouvoir le sport auprès de cette clientèle.

En 2021, Basketball Montréal organisera également des camps d'entraînement et/ou des cliniques de basketball 3x3 pour des jeunes en sport-étude, concentration basketball, et ceci, en collaboration avec Basketball Québec et Canada Basketball.

L'horaire

Un horaire de compétition préliminaire a été développé. Il sera toutefois modifié selon les normes de la FIBA et la confirmation des horaires d'utilisation du site de compétition.

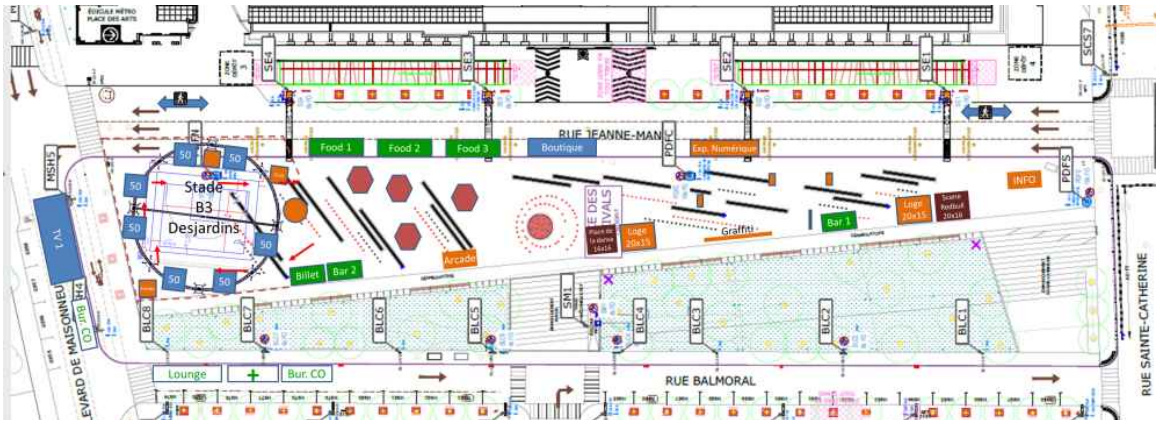
B3 MONTRÉAL	Jeudi 2 septembre 2021	Vendredi 3 septembre 2021	Samedi 4 septembre 2021	Dimanche 5 septembre 2021
	Stade B3	Stade B3	Stade B3	Stade B3
09:00				
		Entrainements Femmes	Entrainements Hommes	Entrainements Hommes
10:00				
11:00			Men's World Tour qualification pool games	
12:00				Entrainement CIVA
	Concours Shoot-out	Concours Shoot-out		Concours Shoot-out
13:00	Clinique 1 initiation au 3X3	Clinique 5 initiation au 3X3	Shoot-out Qual	PARA Basket CIVA
14:00		Clinique 6 initiation au 3X3	Men's World Tour qualification pool games	World Tour Quarter-Finals
	Clinique 2 initiation au 3X3			
15:00				Shoot-out Final
		Serie Mondiale Femmes Parties des pools		
16:00	Clinique 3 initiation au 3X3			World Tour Demi-Finales
17:00	Concours Shoot-out		Femmes Quart-Finales	Finale Dunk
	Clinique 4 initiation au 3X3	Serie Mondiale Femmes Parties des pools		**Finale World Tour**
18:00			Demi-Finales Finale	
19:00			**Finale Femmes**	
20:00				

Le site 2021

Grande nouveauté pour les éditions 2021 de B3 Montréal, les événements auront lieu au cœur du Quartier des Spectacles au centre-ville de Montréal, plus précisément à la Place des festivals au Quartier des Spectacles, un lieu urbain accessible à tous. Ce nouvel emplacement permettra à un plus grand nombre de spectateurs d'assister à l'événement, et ce, gratuitement. Et oui, contrairement à 2019, les deux événements de 2021 seront gratuits pour les spectateurs permettant ainsi aux familles et aux jeunes de découvrir un nouveau sport.



TABLEAU 7 : SITE DE L'ÉVÉNEMENT ET DU STADE



Pour sa part, le site d'entraînement sera situé dans l'un des gymnases de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Les standards internationaux

En tant qu'événement sanctionné par la FIBA, l'événement est soumis aux normes internationales établies dans le manuel d'organisateur d'événements (Event Organizer Manual), dont le lien se trouve à l'annexe 2 du présent plan d'affaires. Ci-après se trouve un résumé des normes principales entraînant des coûts importants au comité organisateur.

- ✓ Licence d'utilisation de la marque internationale

La FIBA détient tous les droits liés à la production et à la tenue de la Série mondiale de basketball 3x3. Contractuellement, cette dernière loue les droits de l'épreuve de Montréal à *Événements TriCon*. Cette dernière sous-loue la licence, sans bénéfice, à Basketball Montréal, l'organisateur de l'événement. Cette sous-licence est d'une valeur de 50 000$ USD pour la Série mondiale de basketball 3x3 masculine. Un frais de sanction additionnel de 10 000 $ USD doit également être versé pour tenir le tournoi élite féminin.

- ✓ Bourses aux équipes élites

Les bourses s'élèvent à plus de 150 000$ USD. Les bourses sont remises aux équipes finalistes, hommes et femmes. De plus, des bourses sont remises aux gagnants des concours d'habiletés.

- ✓ Site de compétition urbain

Comme le basketball 3x3 provient, de son essence même, de la culture urbaine, la FIBA demande à ce que le site de compétition soit dans un centre-ville, dans un endroit où il y a une circulation affluente et qui est emblématique de la ville.

- ✓ Systèmes d'éclairage et de sons

B3 Montréal se tient principalement à l'extérieur. Une des normes de la FIBA est que le terrain soit suffisamment éclairé pour deux raisons principales, soit l'atmosphère du lieu et la production télévisuelle. Pour cette dernière, un minimum de 1 500 lux est requis. Afin de rencontrer ces exigences, le budget prévoit une dépense d'environ 40 000$.

De plus, la sonorisation est un élément important pour faire de l'événement un succès. Comme la musique fait partie intégrante de la compétition sportive, il est primordial d'avoir une

sonorisation impeccable. Un budget de 12 500$ est prévu pour rencontrer les standards internationaux.

- ✓ Sites d'entraînement

Le comité organisateur doit prévoir une aire d'entraînement pour les équipes élites. Bien qu'il soit possible de tenir les séances d'entraînement sur le terrain principal la journée précédant l'événement, l'organisation doit prévoir un site alternatif. Un deuxième terrain sera érigé afin de tenir les pratiques obligatoires de chacune des équipes.

- ✓ Concours d'habiletés

Un minimum de deux concours d'habiletés individuels est requis par la FIBA, soit le concours de *dunk* et celui de lancer franc. Pour le premier concours, 2 athlètes professionnels sont invités et leurs frais d'hébergement doivent être assumés par BM. Pour le deuxième concours, ce sont les joueurs du tournoi qui s'y inscrivent. Les principaux frais liés à la tenue de ses compétitions sont liés aux bourses.

- ✓ Rencontres techniques

Au cours de la semaine précédant l'événement, de nombreuses rencontres techniques entre la FIBA et le comité organisateur doivent avoir lieu, de même que des réunions préparatoires pour les joueurs et les arbitres. Des salles de rencontres ainsi que du matériel de projection doivent être prévus.

- ✓ Services médicaux et antidopage

M3 Montréal est un événement de calibre international accueillant de futurs olympiens. De par la sanction de la compétition, des services médicaux de premier plan doivent être offerts. Le comité organisateur est responsable d'offrir des services de premiers soins et du transport ambulancier. De plus, un service de physiothérapie doit être disponible sur les lieux de l'événement.

Des contrôles antidopage peuvent avoir lieu pendant le tournoi pour les joueur(euse)s élites. La FIBA est entièrement responsable de ces contrôles. Cependant, BM devra assister le médecin officiel responsable du dopage avec des bénévoles et un poste de contrôle du dopage.

Un budget de près de 12 000$ est prévu pour assurer des services rencontrant les standards internationaux.

- ✓ Services d'hébergement, de transport et de nourriture

BM doit désigner un hôtel officiel pour l'événement. Un hôtel officiel n'est pas seulement l'endroit où les participants et le personnel dorment et prennent leurs repas. L'hôtel est un lieu de travail pour l'équipe de gestion des événements de la FIBA et doit disposer d'un espace approprié et des installations nécessaires.

BM est responsable de l'hébergement en pension complète dans un hôtel d'un minimum de 3 étoiles minimum pour les joueurs, le personnel de la FIBA et les arbitres. L'hôtel sélectionné est le *DoubleTree by Hilton* situé au Complexe Desjardins au centre-ville de Montréal.

BM doit assumer tous les repas des joueurs, du personnel de la FIBA et des arbitres de même que de leur transport entre l'aéroport et l'hôtel officiel de même que de l'hôtel officiel vers le site de compétition, si celui-ci n'est pas à une distance de marche de moins de 15 minutes.

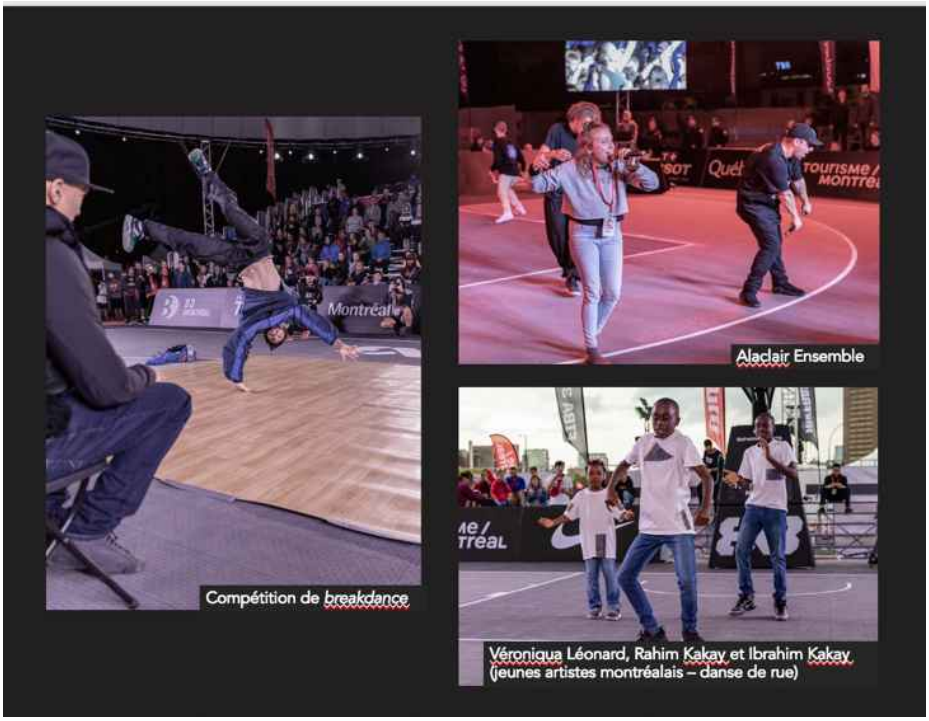
En 2019, nous avons eu un total de 300 nuitées pour 160 participants. Avec l'augmentation du nombre d'équipes participantes en 2020, une augmentation des demandes d'hébergement est à prévoir.

Afin de rencontrer les normes, un budget de plus de 70 000$ est prévu.

Section V : Célébrer les cultures urbaines

DISTRIX est un événement mettant en vedette les trois aspects des cultures urbaines de la scène montréalaise et internationale. Provenant de la culture hip-hop, les cultures urbaines regroupent l'ensemble des pratiques culturelles, artistiques et sportives issues de l'espace urbain. Les disciplines artistiques et culturelles regroupent entre autres le rap, le slam, le graffiti, le hip-hop, le human beatbox, les danses urbaines (breakdance), etc. Pour ce qui est des disciplines sportives, il s'agit notamment de basketball 3x3, de parkour, bmx, skateboard, jongle de rue, etc. En d'autres mots, les culturelles urbaines, généralement utilisée au pluriel, sont les disciplines se pratiquant dans la rue et les espaces publics.

La culture hip-hop est apparue dans les années 1970 dans le Bronx, pour aujourd'hui se répandre dans le monde entier. À l'origine, les principales expressions artistiques de cette culture sont le DJ-ing, le MC-ing, le break dancing et le graffiti.



DISTRIX est l'occasion de célébrer les arts de la rue, dont sa musique, sa danse et ses artistes. Des prestations se feront aux quatre coins du site, allant des performances de basket, aux démonstrations de danse, de percussions et de l'art du DJ.

Une programmation artistique

La danse

Le breakdance (également appelé breaking) fait indéniablement parti des disciplines phares des cultures urbaines. En effet, dès le début des années 70, le breaking est l'une des expressions artistiques à l'origine du mouvement culturel hip-hop. Événements M3 a donc voulu que le breakdance soit une partie intégrante de Distrik. En plus d'une compétition internationale de breakdance en collaboration avec la World DanceSport Federation (WDSF) et Canada DanceSport, Événements M3 présentera un spectacle de fin de soirée où plusieurs groupes reconnus dans la communauté de danse montréalaise rivaliseront l'un contre l'autre afin de gagner la première place.



Compétition internationale de breakdance :

Concernant la compétition internationale, Événements M3 collabore avec Léo Caron, un membre du comité de sélection de breakdance de Canada DanceSport ayant déjà collaborer avec la Fédération internationale qui sélectionne des événements du circuit mondial pour tenir des combats (« battle ») de danse urbaine. Nous avons comme objectif que Montréal devienne l'une de ses destinations.

Ainsi, en collaboration avec la WDSF, un battle de breakdance 1 contre 1 sera organisé : 8 danseur(euse)s dont 4 danseurs internationaux participeront au 'battle' et tenteront de remporter la bourse. Ce sera une belle occasion de faire rayonner la danse urbaine sportive sur la scène internationale. Les danseurs internationaux proposés sont, entre autres, Stripes (ÉU), Robbe (Belgique), Shlag (France), etc.

Cette compétition sera de format 1 contre 1 et comportera des qualifications, une demi-finale et une finale. Chaque duo pour un battle sera formé par un tirage au sort à l'exception de la finale où les deux derniers tenteront de remporter le vote du jury et des spectateurs dans une dernière bataille :

Qualifications : 8 compétiteurs - chacun à son tour fait 2x1min pour un total de 16 min

Demi-finale : 4 compétiteurs - chacun à son tour fait 2x1min pour un total de 8 min

Finale : 2 compétiteurs – chacun à son tour fait 2x1min pour un total de 4 min

Les 3 membres du jury seront sélectionnés soigneusement afin d'assurer un niveau de compétition de calibre international. Les jurés pourraient entre autres être Nathan Van Rooi « Gadget », Chris Eagleton « City » ou David Phiphak « Laos ».

Afin d'encadrer cette compétition de niveau international et d'ajouter une atmosphère street, un MC et un DJ seront présents pour animer la foule et donner le ton à la compétition.

Compétition locale de Hip Hop :

L'une des valeurs prédominantes de Événements M3 est l'inclusion sociale et culturelle dans ses événements. Puisque la communauté de danse Hip Hop est imposante dans le milieu culturel montréalais, Événements M3 a cru conséquent d'organiser une compétition locale ouverte à tous! Ayant pour mission de faire connaître des nouveaux talents ou des artistes émergents, Distrik saura mettre en valeur ces talents brutes lors d'une compétition qui se déroulera tout au long de la journée du samedi.

Le Hip Hop est né dans les communautés afro- et latino-américaines des banlieues défavorisées de New York dans les années 70. Il dénombre plusieurs styles de street dance tels que le breaking, le locking, la house et le popping. C'est un style de danse qui est très connu du grand public et rejoint plusieurs adeptes.

Afin d'offrir un format plus original, la compétition comptera 32 duos de danseurs qui tenteront de se qualifier pour les quarts de finale et devront passer par deux rondes de qualifications. Lors de la première ronde, deux duos performeront simultanément devant les 3 juges présents qui auront pour tâche de noter chacune des prestations. Les 16 meilleurs duos passeront à la prochaine ronde d'élimination.

Dès la deuxième ronde, les 16 duos devront participer à un battle afin de se frayer un chemin en quart de finale. À partir de cette étape, toutes les rondes seront des battles entre deux duos.

Ayant à cœur de supporter les artistes d'ici, Événements M3 offrira une bourse à tous les participants du concours à partir des quarts de finale, proportionnelle à leur rang final.

Spectacle de clôture :

Le volet « danse » ne s'arrêtera pas là! En collaboration avec Léo « Fléau » Caron, un spectacle de Hip Hop d'envergure sera présenté sur la scène principale pour la soirée de fermeture le 5 septembre. Les spectateurs auront la chance d'assister à une compétition de groupes de danse mettant en vedette des groupes de renom dans la communauté de danse montréalaise, tels que C4, Ör Pür, Tentacle Tribe, Ebnfloh, Asymmetry, etc.

Afin de sélectionner les meilleurs groupes de danse Hip Hop montréalais, Événements M3 travaille de concert avec un vétéran dans le milieu de la danse Hip Hop, soit Léo Caron. Il est à la fois un compétiteur professionnel, un enseignant, un juge et un organisateur de compétitions de break dance.

Les groupes de danseurs sélectionnés s'affronteront dans un concours de battle animé par un MC. Ils devront impressionner le public et les 3 juges par leurs prouesses afin de se rendre en final et de remporter la bourse. Un DJ sera également sur place afin de donner le rythme aux danseurs. Un spectacle à ne pas manquer!

Les arts visuels

Moment Factory

Afin d'offrir une expérience approfondie et immersive aux spectateurs sur place, Événements M3 collabore avec l'entreprise québécoise de renommée internationale Moment Factory et présentera leur nouvelle technologie de réalité augmentée lors du festival.

La mission de Moment Factory est de rassembler les gens. Leur projet a pour objectif de réinventer le divertissement en offrant au monde de nouvelles expériences. Que ce soit avec un concert, un magasin phare ou un espace urbain, leur but est d'insuffler un sentiment d'émerveillement collectif et de connexion. Moment Factory est l'expert dans l'innovation et l'approche créative des effets visuels afin d'offrir une expérience approfondie pour les spectateurs : des «stunts» surprenants et inattendus aux spectacles d'immersion éblouissants, il amène l'expérience client à un tout autre niveau.[1]

[1] Information tirée de leur site web : https://momentfactory.com/accueil.

Grâce à leur technologie de réalité augmentée, Moment Factory apporte une direction artistique complètement renversante et inusitée lors du festival Distrik. Tout au long du festival, l'équipe de Moment Factory intégrera cette technologie innovante lors des prestations se déroulant dans le stade principal, passant des compétitions de basketball 3x3 au spectacle de fin de soirée de musique, improvisation et danse. Avec la réalité augmentée, on permet aux artistes ou athlètes sur scène d'interagir avec le monde virtuel et de présenter un spectacle unique où l'audience vivra également une expérience immersive. Ce genre de synchronisation et mélange des mondes réel virtuel fera définitivement partie du futur du divertissement et des spectacles.



À moyen terme, Événements M3 souhaite développer le partenariat avec Moment Factory en explorant diverses possibilités d'univers multimédias qui rassembleront le public à travers des expériences virtuelles inoubliables, notamment :

- Graffiti virtuel : Proposer aux participants une animation participative et artistique dont la création d'une activité ludique et créative sur le principe de la peinture à la bombe, offrant une façon innovante des arts urbains (possibilité d'imprimer une copie de l'œuvre).
- Concours de graffitis virtuels où le public est appelé à voter pour le graffiti de la journée.
- Parcours et jeux interactifs grâce à la réalité augmentée : parcours virtuel de skateboard (Skatemapp), jeux vidéo interactifs, etc.



Art de la rue

L'art de la rue, communément appelé graffiti, est une partie intrinsèque des cultures urbaines. Dès le tout début, cette expression de l'art est au cœur de la culture Hip Hop et urbaine. L'art urbain fait également partie de l'ADN de la métropole depuis maintenant une vingtaine d'années. Cet art ne se résume plus au simple graffiti autrefois considéré comme du vandalisme, mais s'offre maintenant sous plusieurs formes dont la peinture, stickers, mosaïque, pochoir, feutres de peinture, projections murales de vidéos, etc. En plus de ne plus être considéré illégal, cet art est maintenant une partie intégrante de l'identité montréalaise. Montréal regorge d'artistes d'art urbain de renom.

Événement M3 souhaite célébrer cet art et ces artistes en leur permettant de partager leur passion avec le grand public. Tout au long du festival, les artistes créeront une œuvre avec la participation du public. En effet, les visiteurs pourront prendre part à la réalisation de la murale et ainsi s'initier à l'art urbain. C'est un rendez-vous rare et unique entre les artistes et le public.



Au moment de la rédaction de ce document, Événements M3 est en discussion avec MU MTL afin de mettre en place cette activité et s'assurer de son succès. MU MTL est l'organisme à but non lucratif responsable de plusieurs œuvres populaires à Montréal. La mission de MU est d'embellir Montréal en réalisant des murales ancrées dans les communautés locales. Le cœur de sa démarche : créer des murales pour voir et vivre l'art au quotidien, pour déclencher une transformation sociale et pour léguer, à Montréal, un véritable musée d'art à ciel ouvert!

MU a réalisé sa première murale en 2007 dans le quartier St-Michel. Depuis lors, son succès n'est plus à démontrer. MU MTL a réalisé plus de 120 murales d'envergure et de plus de 300 de projets communautaires dans 17 quartiers de la métropole et à aider à la revitalisation d'une trentaine de HLM en partenariat avec l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), la Corporation d'habitation Jeanne-Mance et la Société d'habitation de Montréal (SHDM).

Une programmation culturelle

Les arts de la scène

Connaissant un véritable essor dans les années 90, c'est dans les dernières années que le Hip Hop québécois a réellement pris sa place au sein de l'industrie québécoise de musique. Grâce à Distrik, Événements M3 mettra en vedette des artistes québécois en plein essor, mais également des vétérans établis depuis déjà plusieurs années dans le milieu artistique.

Spectacle d'ouverture Hip Hop

Lors du spectacle d'ouverture du festival le 3 septembre prochain, un spectacle complètement Hip Hop sera mis sur pied afin de faire rayonner les artistes québécois. Lors de cette soirée, deux artistes de renom monteront sur scène afin de faire vibrer la Place des Festivals.

Sarahmée

Désormais une incontournable dans le paysage rap québécois, Sarahmée fait un retour remarqué avec son deuxième album, Irréversible, acclamé par la critique. Sarahmée livre un album aux propos assumés, renforcé par des flows peaufinés et des rythmes afro-latins habilement maîtrisés.



Sarahmée entamera par la suite une tournée des festivals partout au Québec et se rendra même à Bruxelles. Première artiste hip-hop à être nommée dans la catégorie Révélation de l'année au Gala de l'Adisq, elle participe au numéro d'ouverture du Gala diffusé en direct à la télévision de Radio-Canada.

L'auteure-compositrice et interprète se mérite aussi une nomination au Gala Dynastie, qui a pour mission d'honorer l'excellence black, en plus d'y offrir une prestation. Le Gala clôture le Mois de l'histoire des Noirs, pour lequel Sarahmée agit à titre de porte-parole aux côtés de l'humoriste Aba.

Après avoir explosé aux yeux du grand public en 2020, Sarahmée continue son chemin avec l'annonce d'un nouvel album à paraître en 2021. Le premier extrait de son nouvel opus, Le coeur a ses raisons, s'inscrit dans ce que l'on aime de cette jeune auteure-compositrice-

interprète : des rythmes endiablés aux sonorités africaines couplés à un texte dans son temps et inclusif dont seule Sarahmée a le secret.[2]

KNLO



KNLO est un rappeur et compositeur originaire de la vieille capitale, via St-Narcisse et le Congo. Il a participé à plusieurs collectifs dont Movezerbe, K6A, Alaclair Ensemble, ainsi que dans une quinzaine de projets instrumentaux.

Il est l'une des figures les plus influentes de la scène hip-hop québécoise. Navigant entre les époques au niveau des « beats », KNLO livre avec Long Jeu, son premier album rap solo, qui lui vaudra d'être nommé dans deux catégories à l'ADISQ 2017 soit Album Hip-Hop de l'année et révélation de l'année. Il récolte également 2 nominations dans le cadre des GAMIQ, dont meilleur album Hip-Hop de l'année et vidéoclip de l'année pour son magnifique clip Justeçayinque qui nous transporte dans l'univers éclaté de l'artiste.

Spectacle de soirée - Punch Club

Le spectacle Punch Club aura lieu le 4 septembre 2020 et mettra en vedette plusieurs comédiens et humoristes québécois de renom, dont Pierre-Luc Funk, Virginie Fortin, Arnaud Soly, Tammy Verge, etc. Cette organisation compte déjà plusieurs adeptes et avec leur collaboration, Événements M3 souhaite accueillir la plus grande foule jamais vu lors d'un spectacle du Punch Club

Le Punch Club est fondé en avril 2012 par Ogden Ridjanovic alias Robert Nelson (maître de cérémonie du Punch Club et membre du groupe Alaclair Ensemble), Dominic Lapointe (directeur artistique) et Karl-Alexandre Jahjah (directeur technique). La mission du Punch Club est simple : présenter l'impro à son meilleur jour au grand public, avec un spectacle d'humour unique mettant en vedette les joueurs d'impro les plus talentueux au monde. En date d'aujourd'hui, ils sont rendus à leur 105e spectacle.

[2] Information tirée de sa biographique sur sa page web officielle.

Le Punch Club c'est les joueurs étoiles des plus grandes ligues d'impro du Québec qui s'affrontent dans un match sans règles, dans l'arène la plus compétitive du monde de l'impro. La formule classique est 3 contre 3. L'enjeu : gagner la faveur du public et la bourse en argent qui y est associée. On appelle ça la street impro.



DJ

Tout au long du festival, des musiciens et des DJ du Québec se retrouveront sur scène pour le plus grand plaisir de notre public. Les DJ seront présents autant pour accompagner certaines prestations et performances, tels que la danse, l'improvisation, le basketball 3x3, que pour également faire leur propre prestation en solo.

Événements M3 est présentement en discussion avec Red Bull afin d'intégrer leur Hometown Tour. Dès ses débuts en 2013, le Red Bull Tour Bus Hometown Tour prend la route avec des nouvelles séries de spectacles à travers le pays à chaque année. D'un océan à l'autre, les meilleurs musiciens du Canada retournent dans leur ville natale pour des spectacles choisis à l'arrière du puissant Red Bull Tour Bus, un autobus de transport en commun GM de 1967 qui se transforme en une scène sonore qui fait trembler le sol.

À travers cette tournée, Red bull cherche à mettre de l'avant des musiciens et des artistes d'ici et d'offrir au public des prestations musicales spontanées dans plusieurs lieux inusités, tels des parkings, des intersections de centre-ville, etc.

Ainsi, plusieurs DJ participeront à cet événement au courant des 3 jours du festival. Il y a également un DJ invité international qui sera présent pour couvrir toutes les parties de basketball 3x3. En 2019, lors des Séries mondiales de basketball 3x3 à Montréal, le DJ invité était nul autre que DJ Lass.



Rap battle

Un MC challenge «End of the weak» (ci -après EOW) sera organisé avec l'organisation québécoise officiellement responsable des compétitions au Québec, en relation avec l'organisation mère à New York. Cet événement met en vedette le rap sous toutes ces formes et puise sa force au sein des racines mêmes du Hip Hop : l'esprit de communauté, la solidarité, l'échange et les découvertes.

Les participants au EOWMTL doivent démontrer leur maitrise de l'improvisation en respectant les règles précises de cinq épreuves qui les poussent à se surpasser, à sortir de leurs zones de confort, et à faire appel à leur versatilité et à leur sens de la répartie pour convaincre les juges et le public qu'ils sont les meilleurs dans leur domaine.

Le MC Challenge EOW est un "anti-battle" qui mise sur l'originalité et la créativité des participants. Se traduisant par la "Fin des faibles", il consiste en 5 épreuves basées sur des règles précises, soit le texte libre, l'a capella, l'improvisation avec objets, "le MC versus DJ",

ainsi que le "Cypher Skills". Les participants sont notés par un jury de professionnels de l'industrie et d'artistes renommés selon les cinq critères suivants: les textes, la créativité, le charisme, le débit et la réaction du public.

Slam

Désirant toucher à plusieurs sphères différentes de la culture, Distrix accueillera l'une des compétitions du circuit Slamontréal, en collaboration avec l'organisme à but non lucratif Les incendies de paroles. À la tête de l'organisme, se trouve Sabine Assuied, directrice générale, et Ivan Bielinski (IVY), directeur artistique.

Les incendies de paroles est un organisme de production et de diffusion voué à la pratique de l'oralité et particulièrement à celle de la poésie orale, dont les textes sont originaux et destinés à une performance publique. Par des projets artistiques ou de médiation culturelle menés en vertu de leur force communicative, l'organisme propose de multiplier l'impact de la poésie sur les individus et sur la communauté. Pour ce faire, il travaille en partenariat et en synergie avec des artistes et des organismes à vocation culturelle, artistique et sociale.

Slamontréal est membre fondateur de la Ligue québécoise de slam (LIQS) et organisateur de dix Grands slam nationaux. Grâce à son partenariat avec la Fédération française de slam poésie, SLAMONTRÉAL a permis à trois québécois de remporter la Coupe du Monde de slam à Paris.

Depuis quelques années, le slam acquiert une certaine popularité, entre autres grâce à David Goudreault, Grand corps malade. Dans le cadre de cette compétition, le comité organisateur propose une compétition provinciale où tous les artistes pourront s'inscrire et ainsi partager leur art avec le public. La mission ici est de redonner la poésie une place au sein de la communauté culturelle.

Une programmation enlevante et détaillée

DISTRIX est LA destination québécoise pour célébrer les cultures urbaines dans sa globalité. Le festival représente ainsi ses 3 volets sur 3 scènes différentes, soit la culture, les arts et le sport urbain. Chacun des volets sera mis à l'avant plan afin de faire rayonner les artistes et les athlètes présents.

Le comité organisateur a développé un horaire préliminaire de la programmation du festival avec les informations disponibles en date du 1er février 2021. Il pourra toutefois être modifié selon les exigences de la santé publique, la ville de Montréal (CCMU), les normes de la FIBA et la confirmation des horaires d'utilisation du site de compétition.

FESTIVAL URBAIN de MONTRÉAL	Jeudi 2 septembre 2021	vendredi 3 septembre 2022			Samedi 4 septembre 2021				Dimanche 5 septembre 2021			
	Stade B3	Place de la danse	Scène Cultures Urbaines	Stade B3	Place de la danse	Arts Visuels	Scène Cultures Urbaines	Stade B3	Place de la danse	Arts Visuels	Scène Cultures Urbaines	Stade B3
09:00												
10:00				Entrainements Femmes				Entrainements Hommes				Entrainements Hommes
11:00								Men's World Tour qualification pool games				
12:00			Atelier de SLAM pour tous									Entrainement CIVA
	Concours Shoot-out		Impro de SLAM	Concours Shoot-out	Clinique initiation à la danse 4		Concours Shoot-out					Concours Shoot-out
13:00	Clinique 1 initiation au 3X3		Duel de DJ	Clinique 5 initiation au 3X3		Atelier Graffitis	Concours de RAP	Shoot-out Qual	Qualification World Dance Breakdance	Atelier 4 Graffiti virtuel	Rap Français	PARA Basket CIVA
								Men's World Tour qualification pool games			Rap Algonquin	
14:00			Gagnant du Duel	Clinique 6 initiation au 3X3	Qualification Danse	Concours Graffitis				Démonstration Graffiti	Duels Rap & Beat Box	World Tour Quarter-Finals
	Clinique 2 initiation au 3X3						Rap Anglais					
15:00				Serie Mondiale Femmes Parties des pools			Rap Italien				Duel de DJ	Shoot-out Final
							Rap Portugais					
16:00	Clinique 3 initiation au 3X3	Clinique initiation à la danse 1	Atelier de SLAM pour tous				Rap Haitien		Échauffements danse Group Battle	Atelier 5 Graffiti virtuel		World Tour Demi-Finales
			Concours de SLAM			Atelier 1 Graffiti virtuel	Rap Algérien	All Styles Quart-Finales-A			Concours de RAP	
17:00	Concours Shoot-out			Serie Mondiale Femmes Parties des pools	Échauffements danse		Rap Hispano	Femmes Quart-Finales	Demo Breakdance			Finale Dunk
	Clinique 4 initiation au 3X3	Clinique initiation à la danse 2				Atelier 2 Graffiti virtuel	Rap Algonquin	All Styles Demi-Finales A	Demo All Styles			Finale World Tour
18:00			Heure R&B		Échauffements danse			Demi-Finales Finale				World Dance Quarter-Finals
						Atelier 3 Graffiti virtuel		All Styles Finale A				World Dance Semi-Finals
19:00		Clinique initiation à la danse 3	Ça GROOVE (19XX)					Finale Femmes				World Dance Final
					All Style Finale B							
20:00	Spectacle d'ouverture Montréal Hip-Hop			L'Arène du SLAM				Street Impro avec Punch Club				Danse
21:00												
22:00												

Section VI : Un impact économique et touristique d'envergure

Rayonnement de la ville de Montréal

Grâce au choix du site, à la diversité de la programmation et à sa grande portée médiatique, B3 Montréal est l'un des événements contribuant au rayonnement de la ville de Montréal sur la scène internationale relativement aux événements sportifs et culturels d'envergure.

Tel que mentionné précédemment, l'événement accueille un grand nombre de médias nationaux et internationaux autant au niveau de la télédiffusion que de la webdiffusion. Voici un détail des chiffres en 2019 :

Portée à l'international :

- Plates-formes numériques de la FIBA (webdiffusion) : plus de 700 000 vues et une portée totale de 2 millions dans plus de 120 pays
- Télédiffusion des finales de basketball 3x3 dans plus de 120 pays

Portée nationale (Canada) et provincial (Québec) :

- Webdiffusion sur CBC durant les 3 jours : CBC et Radio-Canada
- Télédiffusion simultanée et différée : CBC et RDS pour un total de 215 000 spectateurs

Media relations points (MRP) : 25,75 M

Pour 2020, BM est en discussion avec RDS et CBC pour poursuivre l'entente de diffusion. La webdiffusion et télédiffusion à l'international est confirmée.

Impact économique – Ville de Montréal

Le budget total de DISTRIX s'élève à 2 172 000 millions de dollars. Événements M3 anticipe des retombées économiques totales de 4 454 351$ pour la Ville de Montréal, de 5 040 095 pour la province de Québec et de 5 421 748$ pour le Canada.

Événements M3 estime que près de 21 emplois seront créés dans la ville de Montréal. Ces emplois supportent un total de 1 200 859$ en traitements et salaires pour la ville de Montréal. Événements M3 estime que près de 10 emplois permanents seront créés dans la ville de Montréal.

Le niveau total des taxes supportées directes et indirectes est évalué à 957 943$ du point de vue de la ville de Montréal. De ce montant, 331 864$ seront versés au gouvernement fédéral, 524 097$ au gouvernement provincial et 101 982$ aux gouvernements municipaux à travers la province. Le niveau des taxes municipales supportées à l'intérieur de Montréal est estimé à 76 105$.

Impact touristique

DISTRIX s'installe à la Place des festivals au Quartier des spectacles est l'un des endroits les plus achalandés de Montréal lors de la période estivale, autant par les touristes venant de l'extérieur de la province et du pays que les locaux. Ce site est reconnu pour être une destination touristique internationale recherchée, autant comme foyer de création et de diffusions culturelles que comme lieu de tourisme urbain. Il attire les visiteurs étrangers et favorise la visibilité de nos artistes. De plus, les axes principaux du Quartier, le boulevard Saint-Laurent et la rue Sainte-Catherine sont mis en valeur et permettent aux visiteurs de s'y retrouver aisément.

Ce site accueille depuis plusieurs années de nombreux événements d'envergure, Événements M3 prévoit donc un important achalandage, soit la présence d'un minimum de 15 000 spectateurs sur son site entre le 2 et le 5 septembre 2021. DISTRIX se veut un événement rassemblant les passionnés d'arts et du divertissement culturel, mais également les adeptes du sport urbain. La ville de Montréal aura donc la chance d'accueillir une clientèle jeune, sportive, dynamique et multiculturelle.

Toutefois, le tourisme à Montréal sera assurément encore affecté par la COVID-19 et ses répercussions en 2021. Pour s'assurer du succès du festival en 2021, le comité organisateur devra donc davantage promouvoir le tourisme local autant chez les touristes[3] québécois et ontariens que les excursionnistes[4]. En effet, le tourisme local a eu un grand essor dans la province depuis le début de l'année 2020 dû à la situation actuelle. Les Québécois et les Ontariens représenteront donc la grande majorité des visiteurs[5].

La plupart des grands festivals ayant lieu dans la région métropolitaine ont lieu de juin à août. En tenant un festival d'une aussi grande envergure en septembre, le comité organisateur a pour objectif de prolonger la saison des festivals à Montréal.

[3] Touriste : personne qui a fait un voyage d'une nuit ou plus, mais d'une durée de moins d'un an, à l'extérieur de son lieu de résidence et qui a utilisé de l'hébergement commercial ou privé.
[4] Excursionniste : personne qui a fait un voyage aller-retour dans la même journée à l'extérieur de son lieu de résidence, dont la distance à l'aller est d'au moins 40 kilomètres.
[5] Visiteurs : terme qui englobe à la fois les touristes et les excursionnistes.

Au-delà des frontières

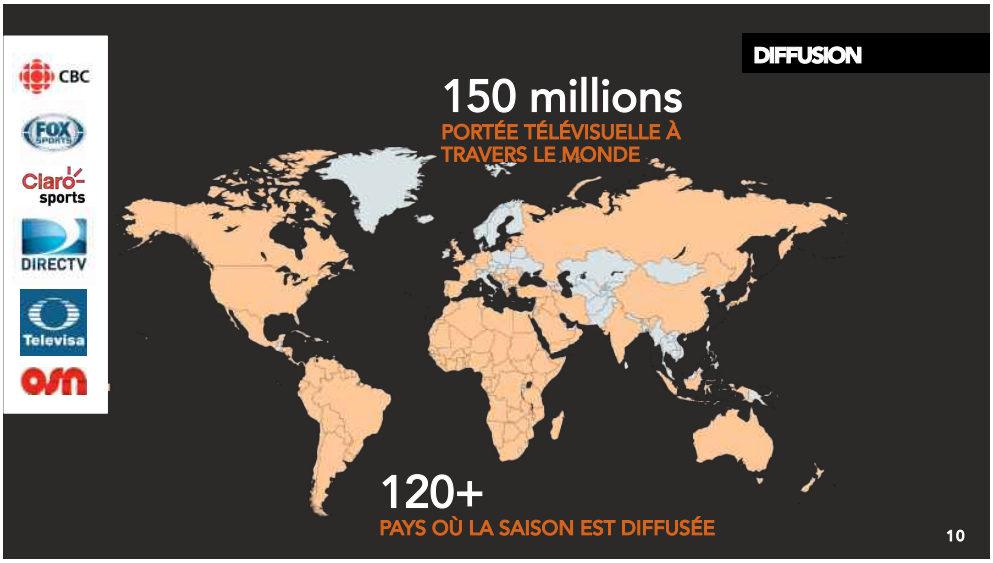
L'événement accueillera un grand nombre de médias nationaux et internationaux autant au niveau de la télédiffusion que de la webdiffusion. À lui seul, l'événement B3 Montréal a récolté plus de 25,75 millions en media relations points (MRP) en 2019.

Les parties du *FIBA 3X3 World Tour* sont diffusées en direct à travers le monde tant à la télévision que sur les plates-formes numériques, dont la chaîne Youtube de la FIBA, ayant une portée de **150 millions de spectateurs dans plus de 120 pays**. Pour assurer la production télévisuelle de cet événement d'envergure internationale, un budget de près de 160 000$ est prévu.

Au Québec, Basketball Montréal finalise les détails d'une entente assurant la diffusion des demi-finales et de la finale du *FIBA 3X3 World Tour* sur les ondes de RDS. Des discussions sont également en cours avec CBC afin d'assurer la diffusion en anglais de l'événement tant au Québec que dans le reste du Canada. En 2019, plus de 215 000 auditeurs ont syntonisé l'une des deux chaînes afin de regarder l'étape montréalaise, féminine et masculine. Il s'agit d'une très bonne audience pour un événement et un sport méconnu du grand public.

La diffusion de cet événement offre des retombées incroyables à la ville de Montréal et aux partenaires de l'événement auprès d'une clientèle jeune, dynamique et passionnée. Le gros impact médiatique de cet événement et sa portée à l'international contribuera à faire rayonner la ville de Montréal et consolidera son titre de l'une des villes hôtes de renommée mondiale pour les événements sportifs et culturels.

TABLEAU 8 : DIFFUSION À TRAVERS LE MONDE



Un cahier de charges développé par la FIBA détaille toutes les exigences qui doivent être rencontrées par BM, entre autres, en ce qui a trait à la production, aux graphiques, aux lumières et au nombre de caméras.

Le comité organisateur collabore également étroitement avec la relationniste d'expérience Véronique Lavoie, spécialisé dans les événements sportifs et culturels au Québec, pour garantir un impact médiatique important. De ce fait, la campagne promotionnelle débutera dès les premières semaines de 2021 et atteindra son paroxysme le mois précédent l'ouverture de DISTRIX. Pour assurer le succès de cette campagne et une présence de visiteurs accrue lors du festival, Événements M3 est présentement en processus de recrutement d'une équipe de communication et marketing. Ayant une essence 100% urbaine, les Séries mondiales de basketball 3x3 collaboreront à promouvoir le tourisme urbain et attirera un grand nombre de visiteurs sur le site.

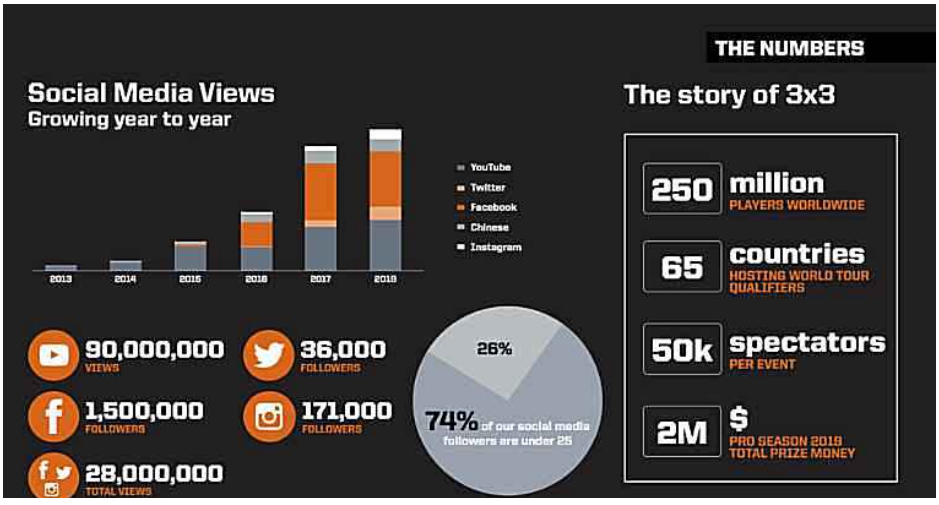
Une communauté passionnée

Le basketball 3x3 rassemble une communauté de passionnés à travers le monde. Des millions de personnes pratiquent ce sport et autant le suivent à la télévision et sur les différentes plates-formes numériques.

Basketball Montréal peut ainsi compter sur la force de la marque FIBA 3x3 pour promouvoir l'événement et le sport à travers sa communauté. De plus, l'événement développe des partenariats solides avec Canada Basketball, Basketball Québec, RDS et CBC pour promouvoir l'événement au Canada.

Enfin, pour promouvoir sa marque, Basketball Montréal sera présent dans différents tournois tout au courant de l'été afin d'accroître sa communauté de passionnés.

TABLEAU 9 : LA COMMUNAUTÉ FIBA 3X3



Développement durable

Impact environnemental faible

DISTRIX se veut un événement respectueux des principes de développement durable. Afin de mieux gérer les ressources utilisées une politique de développement durable est en développement afin de poser des actions concrètes lors de l'événement, afin de réduire son impact environnemental, tout en tenant compte des sphères sociales et économiques et ce, avant, pendant et après l'événement. De ce fait, plusieurs actions seront mises en place dès 2020:

- Désigner un responsable du développement durable au sein du comité organisateur
- Réutiliser des équipements de la FIBA et du matériel pour monter les terrains et les scènes
- Éliminer tous les items de styromousse et de plastique numéro 6
- Aucune distribution de bouteille en plastique (exception en compétition pour les élites)
- Encourager les bénévoles et les visiteurs à apporter leur bouteille réutilisable et implantation de stations d'eau
- Communiquer et faire la promotion des mesures écoresponsables mises en place par l'événement sur le site web et les réseaux sociaux de l'événement
- Offrir une option végétarienne pour l'ensemble des repas

Pour plus d'informations, veuillez-vous référer à l'annexe IV.

Section VII : Une structure financière équilibrée

Dû à la situation économique actuelle causée par la COVID-19, Basketball Montréal partagera certains coûts avec l'organisation Événements M3 afin d'alléger le fardeau financier. En effet, certaines infrastructures ainsi que coûts de production de l'événement seront divisés entre les deux organisations selon un pourcentage d'utilisation moyen pour la production des activités spécifiques à chacune des organisations.

Grâce à ce partage des finances, B3 Montréal pourra présenter la tenue de deux compétitions internationales des Séries mondiales 3x3 de la FIBA en septembre prochain. Le budget total prévu pour les deux Séries est de **1 184 500$** (incluant le VIK) en comparaison à un budget de 1 324 000$ en 2019. Tel que démontré dans le tableau ci-dessous, Basketball Montréal a un revenu total équivalant aux dépenses intégrales pour la conception de l'événement B3 Montréal.

Afin d'offrir une vue d'ensemble et complète des coûts totaux pour la tenue de DISTRIX, le budget détaillé se trouve à l'annexe 6 du présent document.

Basketball Montréal

		2021	VIK
REVENUS DE L'ÉVÉNEMENT			
FONDS PUBLICS			
Gouvernement du Canada- Sport Canada		200 000,00 $	- $
Gouvernement du Québec - MEES		300 000,00 $	- $
Gouvernement du Québec - Tourisme Québec		150 000,00 $	- $
Ville de Montréal - Programme sportif		150 000,00 $	60 000 $
Total fonds publics		**800 000,00 $**	**60 000 $**
COMMANDITAIRES			
Commanditaires privés		100 000 $	90 000 $
Tourisme Montréal		80 000 $	30 000 $
Total commanditaire		**180 000 $**	**120 000 $**
REVENUS OPÉRATIONNELS			
Marchandise - items et vêtements promotionnels		7 500 $	- $
Concessions		- $	- $
Hébergement		9 500 $	- $
Divers		7 500 $	- $
Total opérations		**24 500 $**	**- $**
REVENUS TOTAL		**1 004 500,00 $**	**180 000 $**
DÉPENSES DE L'ÉVÉNEMENT			
ADMINISTRATION		**7 476 $**	**- $**
Comptabilité		1 250 $	- $
Assurance		275 $	- $
Frais bancaires		1 839 $	- $
Représentation et repas		- $	- $
Dépenses de déplacement		29 $	- $
IT et télécommunications		500 $	- $
Professional fees: audit and legal		545 $	- $
Office supplies and equipment		38 $	- $
Location et stockage		1 250 $	- $
Licences et software		500 $	- $
Études		- $	- $
Ressources humaines		1 250 $	- $
ÉVÉNEMENT - OPÉRATIONS (Infrastructures et matériels)		**439 245 $**	**91 150 $**
OPS - Infrastructures temporaires	Zone VIP et estrade du Stade	20 034 $	5 000 $
OPS - Infrastructures temporaires	Plancher du Stade	7 800 $	30 000 $
OPS - Infrastructures temporaires	Toit du Stade	55 500 $	30 000 $
OPS - Infrastructures temporaires	Système de son et éclairage du Stade	34 425 $	7 500 $
OPS - Logistiques	toilette, tente, chapiteau, conteneurs, électricité, tables,	30 919 $	4 000 $
OPS - Pavoisement		1 000 $	400 $
OPS - Réparation et nettoyage		2 082 $	- $
OPS - Sécurité	Garda	11 500 $	500 $
OPS - Services médicales	Ambulance et services médicales	1 250 $	1 250 $
OPS - IT	cable et internet	4 998 $	- $
OPS - IT	Walkie-Talkies et routers	106 $	- $
OPS - IT	cartes SIM	2 090 $	- $
OPS- Location du site	Esplanade et Satellite site	1 729 $	- $
OPS - Accréditation		- $	- $
PRO- Production TV		160 000 $	12 000 $
PRO - Équipement et matérial	Écrans tv	5 313 $	500 $
PRO - Frais de production	Main d'oeuvre	90 000 $	- $
PRO - Ressources	Contractuel - court terme	10 500 $	- $
ANIMATION		**18 750 $**	**- $**
CUL - Direction artistique	Moment Factory	11 250 $	- $
CUL - Divertissement	DJ, animateurs, etc	7 500 $	- $
SPORT		**309 150 $**	**22 700 $**
FIBA - Fédération internationale	Frais de sanction	67 500 $	6 700 $
FIBA - Fédération internationale	Bourses obligatoires	202 500 $	- $
FIBA - Fédération internationale	Officiels - bénévoles	2 700 $	- $
FIBA - Fédération internationale	Contribution obligatoire	36 450 $	- $
COMP - Équipement et matérial	Backstop with integrated shot clock	- $	10 000 $
COMP - Équipement et matérial	Shot-Clock (2)	- $	1 000 $
COMP - Équipement et matérial	Ballons	- $	1 000 $
COMP - Équipement et matérial	Sièges de substitution	- $	1 000 $
COMP - Équipement et matérial	Bacs	- $	1 000 $
COMP - Équipement et matérial	Tableau d'affichage et de points	- $	1 000 $
COMP - Équipement et matérial	Table des résultats	- $	1 000 $
SERVICE-CLIENT		**124 250 $**	**40 400 $**
HEB - Hôtels	Artistes + Athlètes + officiels + FIBA	80 000 $	8 000 $

TRN - Vols	Voyage international (danseurs internationaux, FIBA)	23 750 $	- $
TRN - Navette	Aéroport	2 500 $	- $
SER - Nourriture	Athlètes, FIBA, artistes, etc	18 000 $	29 650 $
SER - Cadeaux	Athlètes	- $	2 000 $
SER - Cadeaux	Officiels et FIBA	- $	750 $
SER - Cadeaux	Juges et artistes	- $	- $
SER - VIP		- $	- $
MARKETING & COMMUNICATIONS		**15 003 $**	**$8 250,00**
COMM - Médias sociaux et site web		1 200 $	- $
COMM - Design graphique		2 500 $	- $
COMM - Relation publique		3 750 $	- $
MKTG - Marchandise		- $	6 000 $
PROM - Activités		- $	- $
PROM - Publicité		3 000 $	2 000 $
PROM - Affiches au Quartier des Spectacles		1 428 $	250 $
PROM - Équipement et matériel		1 875 $	- $
PROM - Porte-paroles et ambassadeurs		1 250 $	- $
CONTINGENCE		**90 625 $**	**- $**
5 % Contingence / 6,5 pour version public		90 625 $	- $
LEGS		**- $**	**17 500 $**
Montréal		- $	5 000 $
Québec		- $	6 250 $
Canada		- $	6 250 $

Total Event Expenses	1 004 500 $	180 000 $
Total Gross Revenue	1 004 500 $	180 000 $
Total Profit and Loss	0 $	- $

Section VIII : Un projet structurant

Un événement de cette envergure requiert une gestion de projet serrée. En plus des échéanciers généraux, Basketball Montréal doit s'assurer de remettre certains documents-clés à la FIBA dans les délais énoncés dans le manuel de l'organisateur d'événement. Le manuel peut être consulté à l'annexe II.

Basketball Montréal travaille présentement avec la plate-forme web *Smartsheet* afin de garantir que toutes les exigences soient rencontrées. Basketball Montréal collaborera également avec la Polytechnique Montréal de septembre à novembre 2020 afin d'identifier les points à améliorer dans la gestion internet de l'organisation et ainsi déterminer la meilleure méthode organisationnelle quant à la gestion de tâches des membres de l'organisation. L'équipe de la Polytechnique Montréal comptera 4 personnes, dont un directeur de projet et trois étudiants.

Annexes



Annexe I – Nomination légale

Basketball Montréal est un organisme à but non lucratif légalement constitué sous la *Loi sur les compagnies, Partie 3*.

Lettres patentes

Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38)

Le Registraire des entreprises, en vertu de la Loi sur les compagnies, délivre aux requérants ci-après désignés les présentes lettres patentes, les constituant en personne morale sous le nom

Basketball Montréal

et sa ou ses versions

Montréal Basketball

Fait à Québec le 1er février 2018.

Déposé au registre le 1er février 2018 sous le numéro d'entreprise du Québec 1173407470.

Registraire des entreprises

Registraire des entreprises Québec

Services Québec

Annexe II – Cahiers de charges et règlements

Exigences de la FIBA

- Manuel de l'organisateur d'événements
- Cahier de charges du comité organisateur
- Normes de visibilité et de marque
- Règles de compétition

Exigences de Canada Basketball

- Normes d'accueil d'événements internationaux

Exigences de Basketball Québec

- Document de partenariat

Annexe III – Plan de legs

Basketball Montréal souhaite développer un programme permettant de répondre à un besoin réel de la société.

Actuellement, le Québec affiche l'un des plus hauts taux de décrochage scolaire au Canada (29% des filles et 43% des garçons n'ont pas terminé leurs études secondaires). La population devient également de plus en plus sédentaire. 22% des jeunes de 15 à 24 ans admettent être sédentaire. De plus, les jeunes passent en moyenne 23 heures par semaine devant un écran.

À travers ses événements, Basketball Montréal souhaite encourager la persévérance scolaire et les saines habitudes de vie. Plusieurs études ont démontré que la pratique d'un sport est liée positivement à la santé mentale et psychologique, en plus d'être liée négativement aux comportements de dépendance. Aussi, les jeunes qui participent à des activités physiques structurées sont plus assidus et font preuve de persévérance scolaire. C'est pourquoi nous croyons que de régler le problème de sédentarité fait partie de la solution du décrochage scolaire.

Basketball Montréal utilise donc le basketball 3x3, sport d'équipe urbain numéro 1 au monde pour développer des programmes qui permettront aux jeunes et à la communauté de développer des aptitudes de responsabilité, d'adaptabilité et d'analyse et décision.

En 2019, notre programme communautaire auprès des jeunes a accueilli plus de 60 jeunes provenant du Québec afin de participer à notre première clinique de basketball 3x3 en collaboration avec deux équipes de joueurs professionnels internationaux. Cette clinique a inclus des discussions, des entraînements, des pratiques et un petit tournoi amical. Les jeunes ont par la suite été invités à assister aux qualifications des femmes du World Series à Montréal.

À l'été 2021, BM organisera en collaboration avec Canada Basketball et Basketball Québec des cliniques/camps d'entraînement de basketball 3x3 à des jeunes montréalais avec la collaboration de l'équipe montréalaise de basketball 3x3 qui s'est qualifié et a participé à la Série mondiale de basketball 3x3 de la FIBA en 2019 à Montréal.

En collaboration avec nos partenaires, un autre programme complet sera développé pour 2021 où nous souhaitons accueillir un plus grand nombre de jeunes pour notre clinique de basketball 3x3, mais également accueillir des jeunes pour une clinique de danse sportive avec notre collaborateur Léo Caron, un danseur reconnu dans le milieu international du *breakdance*, et une clinique de Slam en collaboration avec Slam Montréal.

Basketball Montréal a également pour mission de développer le basketball 3x3 à Montréal au sein de sa communauté et des athlètes amateurs. Basketball Montréal créera donc une ligue de basketball 3x3 adulte en collaboration avec Basketball Québec et Canada Basketball. Cette

ligue, qui verra le jour en 2021, a pour but d'offrir la chance aux amateurs de basketball 3x3 de jouer dans un circuit de compétition régional et pouvoir ainsi se qualifier aux compétitions nationales (Conquête du Canada 3x3). En effet, les joueurs de la ligue pourront participer à une compétition régionale pour ainsi avoir l'opportunité de participer à la Conquête du Canada 3x3 de l'Est. Les gagnants de cette compétition se qualifient automatiquement pour la Série mondiale de basketball 3x3 de la FIBA à Montréal.

Basketball Montréal organisera donc à l'été 2021 une compétition de niveau national chez les hommes, soit la Conquête du Canada 3x3 pour l'Est du Canada. Plusieurs équipes montréalaises auront l'opportunité d'y participer, de pouvoir remporter un titre national et, par le fait même, de se qualifier pour la Série Mondiale de basketball 3x3 de la FIBA.

Annexe IV – Plan de développement durable

Plan de développement durable - 2021
Ressources humaines et gestion du territoire
Adopter une politique de développement durable pour l'événement.
Avoir au moins deux personnes pour composer un « comité vert » responsable du développement durable au sein du comité organisateur.
Entrer en contact avec la personne ou l'organe responsable de l'environnement à la ville pour valider les services écoresponsables offerts et travailler en collaboration.
Former une équipe écoresponsable pendant l'événement «brigade verte» : une équipe dédiée qui a reçu une courte formation sur son mandat.
Laisser dans son état initial le site à la suite de l'événement. Le comité organisateur doit procéder à une corvée de nettoyage post-événement pour s'en assurer.
Favoriser le partage de matériel entre organsiateur d'événement ainsi que la réutilisation de l'affichage.
Étudier à posteriori des mesures écologiques mises en place et des pistes de développement.
Nourriture
Éliminer tous les items en styromousse (assiettes, verres, etc.) et de plastique numéro 6 (qui ne se recyclent pas au Québec).
Offrir des aliments locaux et/ou bios et/ou équitables.
Les surplus alimentaires sont redistribués aux bénévoles et/ou aux plus défavorisés.
Utiliser des serviettes de table recyclées non blanchies.
Éliminer les sacs en plastique et le suremballage.
Utiliser des assiettes et des ustensiles réutilisables ou compostables.
Offrir une option végétarienne pour l'ensemble des repas (athlètes, bénévoles, etc.).
Aucune distribution de bouteilles en plastique (sauf pour les athlètes élites).
Gestion des matières résiduelles et des sources d'énergie
Disposer de stations de triage (compost, recyclage et poubelles) aux endroits stratégiques (minimum trois duos ou trios (si disponible dans la ville) et un duo/trio par tranche de deux cents visiteurs sur le site). Chaque station doit être accompagnée d'une signalisation explicative.
Brigade verte responsable de s'assurer du bon tri des déchets (minimum deux personnes).
Détourner les déchets à 80 %.
Mettre en place un système de mesures de suivi de la gestion des matières résiduelles.

Avoir au minimum un membre de la brigade verte par station de triage pour effectuer le tri.
Dressez la liste des déchets dangereux produits et de leur gestion.
Sensibilisation et éducation à l'environnement
Informer et former tous les bénévoles pour être les ambassadeurs de l'écoresponsabilité.
Communiquer et faire la promotion des mesures écoresponsables mises en place par l'événement sur site Internet et sur les réseaux sociaux de l'événement.
Créer un guide pour l'animateur avec les points essentiels concernant l'écoresponsabilité (compost sur le site, mesures mises en place, etc.).
Ajouter une page écoresponsabilité au guide du « Bénévole écoresponsable ».
Ajouter une page écoresponsabilité au guide de l'athlète.
Créer le guide « Exposants et partenaires écoresponsables » et en informer les parties concernées.
Transport, déplacement et émission de gaz à effet de serre
Valoriser tous les bénévoles et spectateurs qui se déplacent en transport actif, en transport en commun ou en co-voiturage.
Faire un bilan de gaz à effet de serre de l'ensemble de l'événement.
Choisir des fournisseurs locaux pour réduire l'impact des déplacements.
Favoriser les rencontres du comité organisateur en vidéoconférence.
Compenser les émissions de gaz à effet de serre produites par le comité d'organisation et/ou trouver un "partenaire éco-responsable" pour l'événement qui voudrait participer à la compensation et payer les crédits "carbone".

Annexe V – Plan sanitaire

La période actuelle de COVID-19 continue de poser des défis importants. La période de transition dans laquelle nous nous trouvons sera possiblement longue et nous, en tant que comité organisateur de DISTRIX, nous engageons à mettre en œuvre toutes les mesures possibles pour respecter les exigences de distanciation sociale et d'hygiène établies par la santé publique. Nous travaillons en permanence avec les autorités locales pour déterminer que nous pouvons organiser l'événement de façon sécuritaire. Nous suivons toutes les recommandations de l'OMS et de la santé nationale du Québec et des autorités locales de santé publique.

La protection de la santé et de la sécurité des participants demeure une priorité. Nous prévoyons mettre en place les mesures adéquates permettant de protéger la santé des participants tout en leur permettant d'avoir accès, si requis, à des soins médicaux rapides lors de leur participation à l'événement. Des mesures préventives seraient mises en place pour limiter la transmission de l'infection et minimiser le risque d'infection.

RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE

- Avoir un plan de biosécurité lors des voyages (masque, désinfectant personnel pour les mains, nourriture et boissons individuelles, éviter la foule).
- Les participants doivent tenter de se maintenir à une distance d'au moins deux mètres des autres personnes, en particulier de celles qui toussent ou éternuent ou peuvent avoir de la fièvre.
- En cas de symptômes évocateurs d'une maladie respiratoire aiguë avant, pendant ou après le voyage, les participants sont encouragés à consulter un médecin et à partager leurs antécédents de voyage avec leur professionnel de la santé.
- Quiconque se sent mal (par ex : fièvre, toux) doit rester à la maison et se tenir à l'écart des gens jusqu'à la disparition des symptômes. Restez à l'écart de l'événement en cas de maladie !
- Les participants doivent apporter leur propre équipement (bouteille d'eau, serviettes, masques couvrant la bouche et le nez et des gants en caoutchouc / jetables, etc.)
- Lavage fréquent des mains utilisant du savon et de l'eau chaude ou un désinfectant pour les mains à base d'alcool (au moins 65 à 70%) pendant 20 secondes.
- Évitez de donner la main, se donner la bise, se serrer dans les bras, ''high five''.
- Évitez les saunas.
- Évitez de se toucher la bouche, le nez ou les yeux.
- Le partage d'équipement est interdit. Utiliser sa serviette et bouteille de boisson.
- Les joueurs doivent prendre leur douche et se changer à la maison ou dans leur chambre d'hôtel, avant d'arriver sur le site et après leur prestation.

- Aucun contact physique inutile avec une équipe adverse, des arbitres ou des officiels de match.
- Toute personne impliquée dans l'événement ayant plus de 69 ans et toute personne présentant des conditions de santé présentant un plus grand risque de conséquences graves en cas de contamination est fortement recommandée par l'organisation à prendre des mesures préventives plus importantes ou même à ne pas participer.
- Avoir une assurance voyage couvrant les soins médicaux, l'évacuation et l'annulation du voyage

ÉVALUATION ET ATTÉNUATION DES RISQUES

Le comité organisateur a utilisé l'évaluation des risques de l'OMS et la liste de contrôle d'atténuation associée pour les rassemblements de masse dans le contexte du document Covid-19 avant de concevoir l'événement.

Le comité organisateur mettra en œuvre plusieurs activités permettant de respecter les normes des autorités de santé publique et afin de minimiser le risque d'accentuer la pandémie en gardant les participants et le public en sécurité.

Nous prévoyons regrouper le personnel opérationnel, les partenaires et les officiels/juges en sous-équipe et renforcerons le lavage des mains, l'utilisation de désinfectants pour les mains, les douches et changement de vêtements avant et après la venue sur le site tout en favorisant l'utilisation d'équipement de protection individuelle.

Gestion minutieuse du calendrier et du moment de l'arrivée des participants pour assurer une coordination entre la sortie immédiate du terrain après le spectacle, et une entrée sur le terrain lorsque ce dernier est vide uniquement. Utilisation minimale de la zone d'attente et de rassemblement.

Nous recherchons un outil qui permettra de gérer le suivi des contacts de tous les participants (à l'exclusion du public) qui seront à tout moment sur le site. Cela comprendrait les artistes, les joueurs, les partenaires, les officiels, les entraîneurs, les gérants, les bénévoles, le personnel de compétition et le personnel du site. Cette application permettrait de garantir que nous pouvons retracer les personnes potentiellement affectées si un cas infecté était identifié. Toutes les données seraient situées dans un emplacement en ligne sécurisé et central.

Les participants venant de l'extérieur de Montréal logeraient dans une chambre simple.

Initier une communication régulière avec les partenaires, la ville, le gouvernement, les autorités de santé publique, les officiels, les bénévoles et les participants concernant :

- Résultats de l'évaluation des risques d'événement pour l'infection au COVID-19 ou la vulnérabilité à l'infection
- Mise à jour sur l'évolution de la COVID-19 dans la région, la province et le pays
- Mesures spéciales d'atténuation des risques que nous prenons pour la tenue de l'événement
- Copie des ressources et information disponible en plus d'exemples de la signalisation que nous utiliserons sur le site
- Références et liens

DÉPISTAGE DE LA SANTÉ DES PARTICIPANTS

- Les participants doivent surveiller leur état de santé en continu (y compris la prise de leur température et la surveillance des symptômes) à partir de 14 jours avant et pendant l'événement.
- Des bilans de santé avant le voyage et avant l'événement pour tous les athlètes et le personnel entrants seraient effectués pour garantir l'exclusion de ceux présentant des risques supplémentaires potentiels (comorbidités, médicaments).
- Idéalement, un certificat médical préalable au voyage devrait être fourni par voie électronique au plus tard 72 heures avant le jour du voyage des participants à l'événement.
    - Le certificat médical doit être délivré en anglais par un médecin
    - Le certificat doit déclarer que le participant a été examiné et qu'il / elle n'a pas été testé positif au test d'écouvillonnage nasopharyngé PCR et / ou n'est pas en quarantaine et n'a présenté aucun symptôme COVID-19 au cours des 14 derniers jours.
    - En cas de test nasopharyngé PCR positif antérieur, il / elle doit fournir un nouveau test PCR négatif.
    - Les résultats des tests sérologiques pour détecter les anticorps ne doivent pas être utilisés comme base unique pour diagnostiquer ou exclure une infection par COVID-19, mais l'attente de leur validation peut être ajoutée au certificat médical et aux demandes ci-dessus.
    - Dans les cas où ce certificat n'est pas fourni, l'athlète POURRAIT NE PAS être autorisé à participer à l'événement.
- Avant d'arriver sur le site, le questionnaire préalable à l'événement doit être rempli par voie électronique.
- Un contrôle de la température des participants sera effectué quotidiennement à l'entrée du stade. Une température supérieure à 38 ° C serait signalée au médecin.

- Un coordinateur Santé sera nommé au sein de l'équipe médicale. Il / Elle sera responsable de la mise en place de ce processus et du contrôle du respect et de l'application des règles de sécurité sanitaire

UTILISATION D'UN MASQUE (COUVRANT LA BOUCHE ET LE NEZ) ET DE GANTS JETABLES

- Utilisation de masques couvrant la bouche et le nez de même que le port de gants en caoutchouc / jetables par les bénévoles, les officiels, arbitres, juges, les partenaires et autres personnes accrédités qui sont ou risque de contact avec les participants.
- Il est fortement conseillé aux participants de porter un masque couvrant la bouche et le nez de même que porter des gants jetables pendant toute activité hors du site (N'oubliez pas qu'on doit se désinfecter même lorsqu'on porte masque et gants).
- L'organisation fournit uniquement des masques des gants jetables à ses bénévoles et pour les besoins médicaux spéciaux. Tous les autres participants doivent apporter leur propre équipement.

L'organisation configurera le stade et le site de manière à assurer une séparation physique (au moins 2 mètres) des participants, des officiels, des spectateurs et du personnel de soutien. Les spectateurs seront également invités à suivre les règles de distanciation sociale alors que les gradins seront gérés par des placiers afin d'assurer le respect des règles des autorités de santé publique. La circulation sur le site sera unidirectionnelle. Il est demandé participants et spectateurs de ne pas s'arrêter dans les sections étroites des couloirs.

Nous prévoyons également instaurer :

- Pré-inscription des participants et du public
    - nous permettre de connaître qui entre sur le site;
    - optimiser l'utilisation des gradins en respectant la distanciation lorsqu'on a des familles ;
    - assure que tous ceux qui entrent dans le stade acceptent les directives de santé;
    - accélère le processus d'entrée sur le site et minimise les contacts;
    - permet de réduire les retards, les lignes et problèmes de distanciation physique.
- L'horaire des événements est divisé en bloc de 2 heures tout au long de la journée. Force un roulement du public, permet de se laver fréquemment les mains et de maintenir la capacité du stade.
- Gestion du nombre total de personnes dans le stade, à tout moment. Actuellement on obtient un maximum de 100 personnes avec une capacité utilisée à environ 15% pour respecter une distance physique de 2 mètres.
- Installations de station de lavage des mains à l'entrée du stade et divers points de désinfection disponibles sur le site.
- Désinfection régulière des surfaces communes.
- Minimiser le partage des équipements, notamment des ballons.
- L'équipement, y compris les ballons, est désinfecté et séché après chaque entraînement ou match.

- Identifier et noter les situations de contacts entre des participants.
- Limiter les items à désinfecter (c.-à-d. Stylos, bouteille d'eau, serviettes).
- Établir et maintenir une base de données de nos participants.

SOMMAIRE DES ACTIVITES POUR MINIMISER L'IMPACT DE LA PANDÉMIE

Item	Activité mise en œuvre
Chaises et Banquettes	Assainie entre les matchs et les spectacles
Sièges des gradins	Assainis entre les blocs (environ toutes les 2 heures)
Cantine	Non fournie
Paiement en espèce	Pas d'argent comptant accepté, carte de crédit ou de débit
Vestiaire des participants	Participant doit se changer avant de venir sur le site
Nettoyage du terrain	Aseptisé entre les matchs et prestations
Signalisation COVID-19	Sur le site et l'entrée du stade
Points d'entrée et de sortie	Entrée et sortie distinctes du stade
Désinfectant pour les mains	Disponible à l'entrée et la régie
Test de température	Prise de température à l'infrarouge à l'entrée du stade
Fontaines d'eau publiques	Non fournies
Boutique / marchandise	Suivre la distanciation sociale pour y accéder
Régie	Assainie entre chaque prestation
Consoles de contrôle	Désinfection entre les prestations
Ligne d'attente	Distanciation sociale de 2 mètres
Toilettes	Nettoyées toutes les heures
Spectacles et présentation	Présentation des participants statique, pas de haie d'honneur (par exemple, une image pour la télévision)
Médias	Distanciation sociale avec les participants

ATTÉNUATION PLANIFIÉE DE RISQUES SPÉCIFIQUES

Arrivée sur le site

Les participants doivent arriver, de façon générale juste avant leur prestation, au plus tôt 15 minutes avant leurs spectacles ou matchs, sauf si l'horaire le prévoit différemment.

Les participants et officiels ne peuvent pas aller sur l'aire de jeu ou la scène avant l'heure prévue ou avant le départ des participants et officiels du spectacle ou match précédent. Le temps d'attente devrait être réduit au minimum en demandant aux personnes de ne pas arriver plus de 15 minutes avant l'heure prévue. L'utilisation des zones d'attente du salon des participants doit être réduit au minimum. L'objectif est de réduire les contacts entre les groupes.

À l'arrivée sur le site, nous vérifierons la température des participants. Nous afficherons des instructions et une signalisation claire pour informer les participants des risques pour la santé liés à COVID-19 et des règles d'entrée dans le stade. Un désinfectant pour les mains sera disponible à l'entrée.

Matériel technique et sportif

Le matériel utilisé (p. Ex. Microphones, supports, ballons de basketball, etc.) sera désinfecté avant d'être utilisé chaque jour et entre chaque spectacle ou match. Un processus sera en place pour assurer la conformité.

Les participants seront limités à utiliser l'équipement du stade et ne sont pas autorisés à apporter dans le stade leur équipement.

Coordonnateur Médical

Un coordonnateur médical sera nommé pour gérer les règles établies pour la tenue des spectacles, prestations et parties assurant le contrôle de l'hygiène des équipements et du respect des règles d'hygiène des participants (hygiène des mains, entrée et sortie du stade, accès à la scène / au court). Supervisant également le respect de la distanciation sociale, le nombre total de participants (minimisant le nombre de non-participants sur le site) et le nombre de spectateurs.

Pause entre les prestations et les parties
La programmation des spectacles et des parties est structurée de manière à permettre un laps de temps défini entre la fin de l'un et le début du suivant. On inclut une période et laisse du temps aux des groupes distincts de partir et au prochain groupe d'arriver sans contact tout en permettant au personnel de remplir les exigences de désinfection.
Nous utiliserons un point de sortie différent de la scène ou du court pour faciliter un roulement plus rapide d'une session à la suivante.

Gestion de nombre de spectateurs
L'événement est divisé en bloc d'une fenêtre d'environ 2 heures tout au long de la journée. Cela forcera un renouvellement du public, obligeant le nouveau public à se laver les mains et maintenir un décompte strict des spectateurs selon la capacité dans le stade nous assurant de ne pas dépasser les limites établies. L'entrée du stade sera surveillée. Le coordonnateur médical et le gestionnaire du stade surveilleront ce processus avec l'aide de placiers bénévoles ou du personnel qui pourra refuser l'entrée au stade ou à « demander aux gens de partir » si nécessaire.

Atténuation des risques de contact lors des parties de basketball
Les joueurs devront se savonner, se doucher et se changer (à l'hôtel) avant un match et à nouveau immédiatement après le match dans leur chambre d'hôtel. Cette atténuation sera soutenue par la stratégie de lavage et hygiène des mains lors des prestations.
Il est de la responsabilité de chaque participant de s'assurer qu'il / elle se conforme à cette exigence et les arbitres doivent veiller à ce qu'aucun contact inutile (par exemple, poignées de main, high five, se débarrasser du ballon) ne se produise.

Entrée et sortie du stade
Des voies d'entrée et de sortie distinctes seront configurées dans le stade afin de réduire le risque de contact entre les participants, les groupes et les spectateurs. Si une personne est malade, a de la fièvre, de la toux, un écoulement nasal, un mal de gorge ou tout autre signe de malaise aigu, elle ne sera pas autorisée à entrer dans le stade.

Hygiène lors des pratiques ou performances
Pour réduire le risque d'infection lors d'un spectacle ou d'un match, il y aura du désinfectant pour les mains disponibles sur la scène et sur le bord du court aux cas de contact fortuit. Les participants, les MC et les arbitres devront utiliser le désinfectant pour les mains à chaque pause durant un spectacle ou un match, y compris lors des temps morts, et lorsque qu'un participant de remplacement entre ou sort du spectacle ou du match.

Serviette et bouteille réutilisable
Les participants doivent apporter une serviette personnelle et sa bouteille réutilisable avec sa boisson désirée et il ne doit pas les partager avec d'autres participants.

Services non-essentiel
Vestiaires, salles des arbitres, salle VIP, cantines, fontaines publiques ne sont pas fournis. Le changement de vêtements doit être fait dans la maison ou la chambre d'hôtel de chacun des participants avant de venir au site. Les participants doivent arriver sur le site prêt à performer. Les places des gradins pour les spectateurs sont clôturées afin de permettre la gestion et le contrôle de l'accès et l'application des règles sanitaires.

Arbitres et autres officiels
Les arbitres devraient gérer le jeux de façon à éviter le croisement entre les groupes. Les officiels travailleront idéalement en équipe afin de limiter les interactions tout au long de la journée.
Les arbitres doivent :
• N'utiliser le sifflet que lorsque cela est nécessaire (par exemple, ne pas siffler pas pour signaler la fin du temps mort ou à d'autres moments lorsque le jeu est déjà arrêté)
• Utiliser un coup de sifflet court, pas de longs coups
• Ne arbitrer en cas de malaise
• Utiliser le désinfectant pour les mains à chaque pause dans le jeu (temps morts, substitutions)
• Coup de sifflet face aux joueurs

Désinfection
L'organisation désinfectera les ordinateurs portables de marquage, la table de marquage, les sièges, le tableau de bord
Microphones, pieds, console DJ, console technique et tout autre équipement essentiel pouvant avoir été utilisé par un groupe pour réduire le risque de transmission d'un groupe à l'autre.
Un désinfectant pour les mains sera disponible à la table de marquage et table technique pour les arbitres et les officiels de la table de marquage à utiliser pendant les matchs.
La scène et le terrain seraient nettoyés comme indiqué avec un minimum d'eau chaude et de désinfectant

Gradins pour spectateurs
Les places assises des gradins dans le stade seront définies de manière à respecter les directives relatives à l'éloignement social avec l'aide de placiers bénévoles qui gèrent les places assises pour respecter les nombres autorisés.

Distanciation sociale
L'entrée du stade et les autres zones où les gens se rassembleront ou des lignes peuvent se produire seront clairement marquées conformément aux autorités de santé publique pour encourager les participants à suivre les conseils de la distance sociale (2 mètres d'espacement).
Minimiser les contacts étroits :

- Les équipes en attente pour entrer sur la scène ou le court dans des coins opposés

- Aucune poignée de main et aucun high-five entre les participants, les arbitres, les collègues, les officiels, etc.
- Les sièges de substitution des participants doivent être positionnés pour avoir une distance physique de plus de 2m les uns des autres et de tout autre personnel
- Pendant le temps mort, le participant doit se déplacer vers sa zone dédiée
- Chaque participant doit avoir un espace dédié permettant une distance entre chacun d'eux

Présentation sportive et des spectacles

La présentation des participants serait statique, sans haie d'honneur (par exemple, avoir une image pour la télévision uniquement). Nous appliquerons également la distanciation sociale pour tout contact entre les médias et les participants.

Annexe VI – Budget de DISTRIX

Festival Urbain de Montréal 2021

		2021	VIK 2021
REVENUS DE L'ÉVÉNEMENT			
FONDS PUBLICS			
Gouvernement du Canada- Sport Canada		200 000 $	- $
Gouvernement du Canada- DEC		50 000 $	- $
Gouvernement du Canada- Service Canada		3 000 $	- $
Gouvernement du Canada - Patrimoine		20 000 $	- $
Gouvernement du Québec - MEES		300 000 $	- $
Gouvernement du Québec - Secrétariat à la région métropolitaine		200 000 $	- $
Gouvernement du Québec - Tourisme Québec		150 000 $	- $
Gouvernement du Québec - Ministère de l'économie et de l'innovation		25 000 $	- $
Gouvernement du Québec - MCC		50 000 $	- $
Investissement Québec		- $	- $
Ville de Montréal - Programme sportif		150 000 $	60 000 $
Ville de Montréal - Programme culturel		100 000 $	40 000 $
Total fonds publics		**1 248 000 $**	**100 000 $**
SOCIÉTÉS D'ÉTAT			
SODEC		100 000 $	- $
CALQ		50 000 $	- $
Conseil des arts de Montréal		50 000 $	- $
Conseil des arts du Canada		50 000 $	- $
Total sociétés d'État		**250 000 $**	**- $**
COMMANDITAIRES			
Commanditaires privés		100 000 $	300 000 $
Tourisme Montréal		80 000 $	30 000 $
Total commanditaire		**180 000 $**	**330 000 $**
REVENUS OPÉRATIONNELS			
Village		20 000 $	5 000 $
Événements spécials/billets vIP		1 500 $	- $
Marchandise - items et vêtements promotionnels		7 500 $	- $
Concessions		10 000 $	- $
Hébergement		10 000 $	- $
Frais de consultation (autres tournois)		- $	- $
Divers		10 000 $	- $
Total opérations		**59 000 $**	**5 000 $**
REVENUS TOTAL		**1 737 000 $**	**435 000 $**
DÉPENSES DE L'ÉVÉNEMENT			
ADMINISTRATION		**23 946 $**	**5 000 $**
Comptabilité		5 000 $	- $
Assurance		275 $	- $
Frais bancaires		1 839 $	- $
Représentation et repas		383 $	- $
Dépenses de déplacement		117 $	- $
IT et télécommunications		2 000 $	- $
Professional fees: audit and legal		2 179 $	- $
Office supplies and equipment		153 $	- $
Location et stockage		5 000 $	- $
Licences et software		2 000 $	- $
Études		- $	5 000 $
Ressources humaines		5 000 $	- $
ÉVÉNEMENT - OPÉRATIONS (infrastructures et matériels)		**742 382 $**	**218 200 $**
OPS - Infrastructures temporaires	Zone VIP et estrade du Stade	20 034 $	5 000 $
OPS - Infrastructures temporaires	Plancher du Stade	7 800 $	30 000 $
OPS - Infrastructures temporaires	Toit du Stade	55 500 $	30 000 $
OPS - Infrastructures temporaires	Système de son et éclairage du Stade	45 900 $	10 000 $
OPS - Infrastructures temporaires	Scène culturelle	15 000 $	25 000 $
OPS - Infrastructures temporaires	Scène de danse	7 500 $	4 000 $
OPS - Infrastructures temporaires	Système de son pour la scène de danse	1 000 $	200 $
OPS - Infrastructures temporaires	Arcade	5 000 $	2 000 $
OPS - Infrastructures temporaires	mobilier de terrasse	5 000 $	10 000 $
OPS - Logistiques	toilette, tente, chapiteau, conteneurs, électricité, tabl	77 298 $	20 000 $
OPS - Pavoisement		2 500 $	2 000 $
OPS - Réparation et nettoyage		8 329 $	- $
OPS - Sécurité	Garda	23 000 $	2 000 $
OPS - Services médicales	Ambulance et services médicales	5 000 $	5 000 $

OPS - IT	cable et internet	9 995 $	5 000 $
OPS - IT	Walkie-Talkies et routers	422 $	- $
OPS - IT	cartes SIM	2 090 $	- $
OPS- Location du site	Esplanade et Satellite site	6 916 $	50 000 $
OPS - Accréditation		816 $	1 000 $
PRO- Production TV		200 000 $	15 000 $
PRO - Équipement et matérial	Écrans tv	13 283 $	2 000 $
PRO - Frais de production	Main d'oeuvre	200 000 $	- $
PRO - Ressources	Contractuel - court terme	30 000 $	- $
ARTS URBAINS		**331 000 $**	**3 000 $**
CUL - Direction artistique	Moment Factory	75 000 $	
CUL - Licences and permis	SOCAN, RAJQ	1 000 $	- $
CUL - Punch club	Artistes, organisation et bourse	10 000 $	- $
CUL - Incendies de paroles	Spectacle	10 000 $	- $
CUL - Incendies de paroles	Clinique d'initiation	2 500 $	- $
CUL - Incendies de paroles	Compétitons locales	2 500 $	- $
CUL - WordUp!	Compétitons de rap battle	10 000 $	- $
CUL - Musiciens pour le spectacle de fin de soirée	Sarahmée et KNLO et animation	20 000 $	- $
CUL - Spectacles de danse	Animation, cachets aux danseurs et bourses	12 500 $	- $
CUL - Clinique de danse	Artistes	2 500 $	- $
CUL - Compétition de danse locale et internationale	Artistes, juges et bourses	15 000 $	- $
CUL - Art visuel interactif	Moment Factory	125 000 $	- $
CUL - Art visuel	Landmark ou Mu Mtl	15 000 $	- $
CUL - Divertissement	DJ, animateurs, etc	30 000 $	3 000 $
SPORT URBAIN		**309 150 $**	**22 700 $**
FIBA - Fédération internationale	Frais de sanction	67 500 $	6 700 $
FIBA - Fédération internationale	Bourses obligatoires	202 500 $	- $
FIBA - Fédération internationale	Officiels	2 700 $	- $
FIBA - Fédération internationale	Contribution obligatoire	36 450 $	- $
COMP - Équipement et matérial	Backstop with integrated shot clock	- $	10 000 $
COMP - Équipement et matérial	Shot-Clock (2)	- $	1 000 $
COMP - Équipement et matérial	Ballons	- $	1 000 $
COMP - Équipement et matérial	Sièges de substitution	- $	1 000 $
COMP - Équipement et matérial	Bacs	- $	1 000 $
COMP - Équipement et matérial	Tableau d'affichage et de points	- $	1 000 $
COMP - Équipement et matérial	Table des résultats	- $	1 000 $
SERVICE-CLIENT		**147 500 $**	**51 750 $**
HEB - Hôtels	Artistes + Athlètes + officiels + FIBA	100 000 $	10 000 $
TRN - Vols	Voyage international (danseurs internationaux, FIBA)	25 000 $	- $
TRN - Navette	Aéroport	2 500 $	- $
SER - Nourriture	Athlètes, FIBA, artistes, etc	20 000 $	35 000 $
SER - Cadeaux	Athlètes	- $	2 000 $
SER - Cadeaux	Officiels et FIBA	- $	750 $
SER - Cadeaux	Juges et artistes	- $	2 000 $
SER - VIP		- $	2 000 $
MARKETING & COMMUNICATIONS		**$72 780,00**	**$55 350,00**
COMM - Médias sociaux et site web		6 000 $	- $
COMM - Design graphique		10 000 $	5 000 $
COMM - Relation publique		15 000 $	5 000 $
MKTG - Marchandise		- $	6 000 $
PROM - Activités		5 000 $	10 000 $
PROM - Publicité		10 000 $	20 000 $
PROM - Affiches au Quartier des Spectacles		14 280 $	2 500 $
PROM - Équipement et matériel		7 500 $	1 850 $
PROM - Porte-paroles et ambassadeurs		5 000 $	5 000 $
BÉNÉVOLES		**$4 000,00**	**$9 000,00**
BEN - Formations		3 000 $	2 000 $
BEN - Logistiques		1 000 $	2 000 $
BEN - Matérial et équipement		- $	5 000 $
CONTINGENCE		**106 242 $**	**- $**
5 % Contingence / 6,5 pour version public		106 242 $	- $
LEGS		**- $**	**70 000 $**
Montréal		- $	20 000 $
Québec		- $	25 000 $
Canada		- $	25 000 $
Total Event Expenses		1 737 000 $	435 000 $
Total Gross Revenue		1 737 000 $	435 000 $
Total Profit and Loss		(0) $	- $

Écoresponsabilité

Basketball Montréal se veut un événement respectueux des principes de développement durable. Afin de mieux gérer les ressources utilisées une politique de développement durable est en développement afin de poser des actions concrètes lors des événements, afin de réduire son impact environnemental, tout en tenant compte des sphères sociales et économiques et ce, avant, pendant et après l'événement. De ce fait, plusieurs actions seront mises en place, notamment :

- Désigner un responsable du développement durable au sein du comité organisateur;
- Réutiliser des équipements et matériaux d'autres organisations montréalaises (par exemple : Triathlon de Verdun);
- Éliminer tous les items de styromousse et de plastique numéro 6;
- Aucune distribution de bouteille en plastique;
- Encourager les bénévoles et les visiteurs à apporter leur bouteille réutilisable et implantation de stations d'eau;
- Communiquer et faire la promotion des mesures écoresponsables mises en place par l'événement sur le site web et les réseaux sociaux de l'événement;
- Offrir une option végétarienne pour les collations.

Plan de développement durable - 2021
Ressources humaines et gestion du territoire
Adopter une politique de développement durable pour l'événement.
Avoir au moins deux personnes pour composer un « comité vert » responsable du développement durable au sein du comité organisateur.
Entrer en contact avec la personne ou l'organe responsable de l'environnement à la ville pour valider les services écoresponsables offerts et travailler en collaboration.
Former une équipe écoresponsable pendant l'événement «brigade verte» : une équipe dédiée qui a reçu une courte formation sur son mandat.
Laisser dans son état initial le site à la suite de l'événement. Le comité organisateur doit procéder à une corvée de nettoyage post-événement pour s'en assurer.
Favoriser le partage de matériel entre organsiateur d'événement ainsi que la réutilisation de l'affichage.
Étudier à posteriori des mesures écologiques mises en place et des pistes de développement.
Nourriture
Éliminer tous les items en styromousse (assiettes, verres, etc.) et de plastique numéro 6 (qui ne se recyclent pas au Québec).
Offrir des aliments locaux et/ou bios et/ou équitables.
Les surplus alimentaires sont redistribués aux bénévoles et/ou aux plus défavorisés.
Utiliser des serviettes de table recyclées non blanchies.
Éliminer les sacs en plastique et le suremballage.
Utiliser des assiettes et des ustensiles réutilisables ou compostables.
Offrir une option végétarienne pour l'ensemble des repas (athlètes, bénévoles, etc.).
Aucune distribution de bouteilles en plastique (sauf pour les athlètes élites).
Gestion des matières résiduelles et des sources d'énergie
Disposer de stations de triage (compost, recyclage et poubelles) aux endroits stratégiques (minimum trois duos ou trios (si disponible dans la ville) et un duo/trio par tranche de deux cents visiteurs sur le site). Chaque station doit être accompagnée d'une signalisation explicative.
Brigade verte responsable de s'assurer du bon tri des déchets (minimum deux personnes).
Détourner les déchets à 80 %.
Mettre en place un système de mesures de suivi de la gestion des matières résiduelles.

Avoir au minimum un membre de la brigade verte par station de triage pour effectuer le tri.
Dressez la liste des déchets dangereux produits et de leur gestion.
Sensibilisation et éducation à l'environnement
Informer et former tous les bénévoles pour être les ambassadeurs de l'écoresponsabilité.
Communiquer et faire la promotion des mesures écoresponsables mises en place par l'événement sur site Internet et sur les réseaux sociaux de l'événement.
Créer un guide pour l'animateur avec les points essentiels concernant l'écoresponsabilité (compost sur le site, mesures mises en place, etc.).
Ajouter une page écoresponsabilité au guide du « Bénévole écoresponsable ».
Ajouter une page écoresponsabilité au guide de l'athlète.
Créer le guide « Exposants et partenaires écoresponsables » et en informer les parties concernées.
Transport, déplacement et émission de gaz à effet de serre
Valoriser tous les bénévoles et spectateurs qui se déplacent en transport actif, en transport en commun ou en co-voiturage.
Faire un bilan de gaz à effet de serre de l'ensemble de l'événement.
Choisir des fournisseurs locaux pour réduire l'impact des déplacements.
Favoriser les rencontres du comité organisateur en vidéoconférence.
Compenser les émissions de gaz à effet de serre produites par le comité d'organisation et/ou trouver un "partenaire éco-responsable" pour l'événement qui voudrait participer à la compensation et payer les crédits "carbone".

Caractère inclusif de l'événement

Volet para et accessibilité :

La Place des festivals est un site à l'accessibilité universelle et aménagé pour les personnes à mobilité réduite.

En collaboration avec le CIVA, Basketball Montréal présentera une démonstration de basketball 3x3 en fauteuil roulant devant le grand public. Il est important pour le comité organisateur de présenter le sport para afin d'offrir une grande visibilité à ces athlètes hors pair.

Le CIVA a une mission centrée sur l'accessibilité universelle. En effet, au cœur de l'action, le CIVA a pour mission d'étudier, de parrainer, de promouvoir et de développer des programmes afin d'aider des personnes vivant avec un handicap physique à s'intégrer et à participer activement à la vie de leur communauté.

Avec plus de 30 ans d'expertise en sport adapté, le CIVA possède un programme d'entraînements physique de haut calibre qui vise à développer le potentiel des sportifs, dont le basketball en fauteuil roulant, afin de les encourager à avoir une saine et active et pour vaincre les préjugés et briser l'isolement social.

Volet féminin :

La Série Mondiale de basketball 3x3 de la FIBA chez les femmes en est seulement à sa deuxième année. Dès sa création en 2019, Basketball Montréal a posé sa candidature afin de faire partie des premières organisations à contribuer à cette nouvelle série précurseur. La ville de Montréal devient ainsi la première et la seule ville canadienne à accueillir le FIBA 3x3 Women Series. Pour basketball Montréal, il est important d'offrir la même opportunité aux femmes qu'aux hommes de pouvoir prendre part à une compétition sur leur propre territoire.

BM contribue grandement à augmenter la visibilité des femmes dans l'industrie sportive. Étant en effet, très peu sous représentées, d'autant plus en basketball, BM a pour objectif de soutenir les femmes dans le sport professionnel et leur offrir une plus grande visibilité à la télévision. Étant sous représenté dans les médias, il est important pour l'organisation de démontrer que les femmes ont

également un avenir professionnel dans le sport et, de ce fait, encourager les jeunes filles à persévérer dans le sport. En effet, les femmes reçoivent seulement 5% de la couverture médiatique sportive. Il est ainsi important de diffuser également les compétitions féminines à la télévision et sur le web. En plus de soutenir et de contribuer fortement à la Série mondiale de basketball 3x3 pour femmes depuis 2019, le comité organisateur de BM lutte pour l'équité auprès de la FIBA, tant pour les prix monétaires pour des athlètes que pour les privilèges qui leur sont octroyés (par exemple : l'hôtel payé par le comité organisateur).

De plus, en développant des cliniques pour les jeunes et en accueillant une compétition internationale pour les femmes, Basketball Montréal promouvoit la place des femmes dans le sport.

Diversité et inclusion :

Basketball Montréal est un organisme qui prône énormément la diversité au sein de son équipe. En effet, l'organisme applique une politique d'inclusivité autant dans le recrutement de bénévoles, qu'au niveau du CA et de l'équipe. Par inclusion, nous voulons dire autant l'équité de genre que la diversité dans la représentation des différentes cultures et dans l'inclusion des personnes à mobilité réduite ou des personnes ayant un handicap.

Déjà, la parité des genres est existante au sein du comité organisateur où les femmes et les hommes sont représentés à 50% chacun, soit 4 hommes et 4 femmes (en date de la rédaction du document, d'autres employés se joindront dans les prochains mois).

De plus, la diversité culturelle sera présente auprès des participants dans chaque clinique/formation offerte dans le cadre de l'événement, autant au niveau du basketball, que de la danse, le slam et le rap.

Addendum to the FIBA World Tour Host City Agreement

("Addendum")

between

1. **FEDERATION INTERNATIONALE DE BASKETBALL (FIBA),** 5 rte Suisse 1295 Mies **Switzerland** legally represented by Mr. Andreas Zagklis, Secretary General;

and

2. **TriCon Events Inc.** 174-40000 St-Ambroise St., Montréal, Quebec Canada ("Promoter")

(collectively referred to as the "**Parties**" or individually as a "**Party**")

PREAMBULE

A. WHEREAS, the Parties entered into a FIBA World Tour Host City Agreement on 30 May 2018 ("Agreement"), under which FIBA assigned to the Promoter the organisation of the FIBA 3x3 World Tour Masters for the years 2019, 2020 and 2021 (the "Event") in consideration for a yearly licence fee.

B. WHEREAS, the Parties wish and agree to amend such Agreement due to the cancellation of the 2020 edition of the Event.

C. WHEREAS, this Addendum is made by the Parties, wishing to amend the Agreement pursuant to the terms of this Addendum in order for the Promoter to organise the Event in 2021 and 2022 instead of the initial outstanding editions 2020 and 2021, following the cancellation of the 2020 edition.

NOW, THEREFORE, the Parties agree as follows:

1. **Definitions**
   - All the definitions contained in the Agreement should remain the same, save for the following:
     - "Event": shall mean the FIBA 3x3 World Tour Masters for the years 2019, 2021 and 2022.

2. **Assignment and Acceptance**

   - Article 1 of the Agreement; first paragraph shall be fully deleted and replaced with the following:

   "FIBA hereby assigns to Promoter the organisation of a World Tour Masters in the Host City (the "Event") for the years 2019, 2021, 2022 in consideration for a yearly licence fee [redacted]

3. **Date & Venue**

   - Article 2 of the Agreement; first paragraph shall be fully deleted and replaced with the following:

   "The date of the Event will follow the dates set forth in FIBA's official calendar for each 3x3 season. The date of the edition 2021 of the Event will be September 4-5. The dates of the other Editions will be decided March 31st of each subsequent year".

4. **Early Termination and Force Majeure**

   - Article 7, first paragraph shall be fully deleted and replaced with the following:

   "The Agreement enters into force upon signature and expires on 31 December of 2022, unless terminated earlier as set out herein ("Term")."

Other provisions

Notwithstanding the above, the other articles or part of articles not affected by the changes described above shall remain unchanged.

Applicable Law and Dispute Resolution of this Addendum

This Addendum shall be governed in all respects by the Laws of Switzerland excluding the provisions on the conflict of laws.

Any dispute or disagreement shall be resolved amicably between FIBA and the Promoter.

All contractual disputes that cannot be resolved amicably will be submitted exclusively to the Court of Arbitration for Sport (CAS) in Lausanne, Switzerland and resolved definitively in accordance with the Code of sports-related arbitration (unless the Parties specifically agree otherwise).

The language of any arbitration will be English. Subject to the Code of sports-related arbitration, any award, order or judgment pursuant to arbitration shall be final, binding and non-appealable by the Parties. In particular the Parties will refrain from filing any complaints to the Swiss Federal Court.

In witness whereof, the Parties hereto have caused this Addendum to be executed in two (2) original copies by their duly authorized representatives.

FIBA

Andreas Zagklis

Secretary General

.....

TriCon Events Inc.

Jo-Annie Charbonneau

Chief Executive Officer

.....

Lettres patentes

Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38)

Le Registraire des entreprises, en vertu de la Loi sur les compagnies, délivre aux requérants ci-après désignés les présentes lettres patentes, les constituant en personne morale sous le nom

Basketball Montréal

et sa ou ses versions

Montréal Basketball

Fait à Québec le 1er février 2018.

Déposé au registre le 1er février 2018 sous le numéro d'entreprise du Québec 1173407470.

Registraire des entreprises

Registraire des entreprises Québec

1 Requérants

Inscrivez le nom de famille, le prénom et l'adresse complète de tous les requérants dont la signature apparaît sur la première page. Un minimum de trois requérants est requis.

Les requérants demandant des lettres patentes sont :

Nom de famille et prénom: Brunet, Patrice
Profession ou occupation: Avocat
Appartement:
Numéro: 20
Rue: Viger
Ville, village ou municipalité: Kirkland
Province: QC
Pays: Canada
Code postal: H2J 2E5

Nom de famille et prénom: Charbonneau, Jo-Annie
Profession ou occupation: Directrice générale adjointe
Appartement: 523
Numéro: 305
Rue: rue de la Montagne
Ville, village ou municipalité: Montréal
Province: QC
Pays: Canada
Code postal: H3C 0R6

Nom de famille et prénom: Mélançon, Ghislain
Profession ou occupation: Directeur général adjoint
Appartement:
Numéro: 740
Rue: 30ième Avenue
Ville, village ou municipalité: Lasalle
Province: QC
Pays: Canada
Code postal: H8P 2W6

2 Siège – Inscrivez le lieu au Québec où sera établi le siège de la personne morale.

190-4000 rue St-Ambroise, Montréal, Québec, Canada

Code postal: H4C 2C7

3 Premiers administrateurs – Seuls les requérants peuvent être premiers administrateurs ou administrateurs provisoires. Un minimum de trois administrateurs est requis.

Inscrivez le nom de famille et le prénom des premiers administrateurs ou des administrateurs provisoires de la personne morale.

Brunet, Patrice

Charbonneau, Jo-Annie

Mélançon, Ghislain

Si l'espace prévu est insuffisant, joignez une annexe, identifiez la section et numérotez les pages, s'il y a lieu.

H012 ZZ 72484950

4 **Immeubles** – Inscrivez l'une ou l'autre de ces informations.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la personne morale est : 10,000,000 $.

ou

Les revenus provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la personne morale sont limités à : _____ $.

5 **Objets** – Le ou les objets pour lesquels la constitution de la personne morale est demandée sont : (Inscrivez les buts poursuivis.)

À des fins purement sportives, récréatives et culturelles et à toutes autres fins de même nature, mais sans intention pécuniaire pour ses membres:

a) Promouvoir par tous les moyens les sports d'équipe tels que le basketball. etc.;
b) Organiser et gérer des événements sportifs de compétition, tels que le basketball dans la grande région de Montréal;
c) Faire la promotion des événements sportifs de comptétion, tels que le basketball dans la grande région de Montréal;
d) Acquérir, par achat, location ou autrement, posséder et exploiter les biens meubles et immeubles nécessaires aux fins ci-dessus;
e) Fournir à ses membres et leurs invités les services de toute nature en relation avec les buts de la corporation;
f) Recevoir des dons, legs et autres contributions de même nature en argent, en valeurs mobilières ou immobilières et administrer de tels dons, legs, et contributions.

Ainsi que de réaliser tout autre objectif accessoire compatible avec ces objets.

La corporation poursuivre ses activités sans aucune fin de gains pécuniaires pour ses membres et tous profits ou autres gains de nature similaire que pourrait faire la corporation seront utiliés uniquement pour la poursuite de ses objets.

Si l'espace prévu est insuffisant, joignez une annexe, identifiez la section et numérotez les pages, s'il y a lieu.

6 Autres dispositions (s'il y a lieu)

a. Le Conseil d'administration est composé de trois (3) administrateurs, ce nombre peut être modifié conformément à l'article 87 de la Loi sur les compagnies.

b. La Corporation peut acquérir et détenir des actions de sociétés par actions, les vendre ou autrement en disposer.

c. Le Conseil d'administration peut décider, lorsqu'il le juge opportun, que l'assemblée annuelle des membres et l'élection des administrateurs auront lieu hors Québec. Le Conseil d'administration envoie un avis écrit aux membres au moins trente jours avant la date prévue pour les informer du lieu et de la date de cette assemblée.

d. Seuls les membres qui ont le droit d'élire un administrateur peuvent le destituer lors d'une assemblée générale extraordinaire convoquée à cette fin. L'administrateur qui fait l'objet de la destitution doit être informé du lieu, de la date et de l'heure de l'assemblée dans le même délai que celui prévu pour la convocation de l'assemblée. L'avis de convocation de l'assemblée doit également mentionner que cette personne est passible de destitution ainsi que la principale faute qu'on lui reproche. L'administrateur peut y assister et prendre parole ou, dans une declaration écrite et lue par le président de l'assemblée, exposer les motifs de son opposition à la résolution proposant sa destitution.Une vacance créée par suite de la destitution d'un administrateur peut être comblée lors de l'assemblée ou la destitution a eu lieu ou, à défaut, conformément au troisième paragraphe de l'article 89 L.C.Q. L'avis de convocation de cette assemblée doit mentionner, le cas échéant, la tenue d'une telle élection si la résolution de destitution est adoptée.

e. En cas de liquidation de la personne morale ou de distribution des biens de la personne morale, ces derniers seront dévolus à une organisation exerçant une activité analogue.

Si l'espace prévu est insuffisant, joignez une annexe, identifiez la section et numérotez les pages, s'il y a lieu.

Retournez tous les documents accompagnant cette demande avec votre paiement.
Ne pas télécopier.

H014 ZZ 72484952

B3 MONTRÉAL

Budget révisé – 26 juillet 2021

Festival DISTRIX		2021	
		2021 (en date du 26 juillet)	VIK 2021
REVENUS DE L'ÉVÉNEMENT			
FONDS PUBLICS			
Gouvernement du Canada- Sport Canada		200 000 $	- $
Gouvernement du Canada- DEC			- $
Gouvernement du Canada- Service Canada		7 838 $	- $
Gouvernement du Canada - Patrimoine		- $	- $
Gouvernement du Québec - MEES		300 000 $	- $
Gouvernement du Québec - Secrétariat à la région métropolitaine		250 000 $	- $
Gouvernement du Québec - Tourisme Québec		50 000 $	- $
Gouvernement du Québec - Ministère de l'économie et de l'innovation		- $	- $
Gouvernement du Québec - MCC		15 000 $	- $
Investissement Québec		- $	- $
Ville de Montréal - Programme sportif		25 000 $	60 000 $
Ville de Montréal - Programme culturel			
Total fonds publics		**847 838 $**	**60 000 $**
COMMANDITAIRES			
Commanditaires privés		125 000 $	300 000 $
Tourisme Montréal		22 500 $	15 000 $
Tourisme Montréal - EPRT		120 000 $	
Total commanditaire		**267 500 $**	**315 000 $**
REVENUS OPÉRATIONNELS			
Village		20 000 $	5 000 $
Événements spéciaIs/billets vIP		1 500 $	- $
Marchandise - items et vêtements promotionnels		7 500 $	- $
Concessions		10 000 $	- $
Hébergement		10 000 $	- $
Frais de consultation (autres tournois)		- $	- $
Divers		10 000 $	- $
Total opérations		**59 000 $**	**5 000 $**
REVENUS TOTAL		**1 174 338 $**	**380 000 $**
DÉPENSES DE L'ÉVÉNEMENT			
ADMINISTRATION		**28 446 $**	**- $**
Comptabilité		5 000 $	- $
Assurance		275 $	- $
Frais bancaires		1 839 $	- $
Représentation et repas		- $	- $
Dépenses de déplacement		- $	- $
IT et télécommunications		2 000 $	- $
Professional fees: audit and legal		2 179 $	- $
Office supplies and equipment		153 $	- $
Location et stockage		5 000 $	- $
Licences et software		2 000 $	- $
Études		5 000 $	- $
Ressources humaines		5 000 $	- $
ÉVÉNEMENT - OPÉRATIONS (infrastructures et matériels)		**618 242 $**	**195 200 $**
OPS - Infrastructures temporaires	Zone VIP et estrade du Stade	32 060 $	5 000 $
OPS - Infrastructures temporaires	Plancher du Stade	15 960 $	30 000 $
OPS - Infrastructures temporaires	Toit du Stade	55 500 $	30 000 $
OPS - Infrastructures temporaires	Système de son et éclairage du Stade	86 924 $	10 000 $
OPS - Infrastructures temporaires	Scène culturelle	- $	30 000 $
OPS - Infrastructures temporaires	Scène de danse	5 000 $	4 000 $
OPS - Infrastructures temporaires	Système de son pour la scène de danse	1 000 $	200 $
OPS - Infrastructures temporaires	Arcade	- $	2 000 $
OPS - Infrastructures temporaires	ODS - services et mobilier de terrasse	30 000 $	10 000 $
OPS - Logistiques	toilette, tente, chapiteau, conteneurs, électricité, tabl	40 330 $	20 000 $
OPS - Pavoisement		15 000 $	2 000 $
OPS - Réparation et nettoyage		3 000 $	- $
OPS - Sécurité	Garda	15 000 $	2 000 $
OPS - Services médicales	Ambulance et services médicales + tests COVID	35 000 $	5 000 $
OPS - IT	cable et internet	15 000 $	5 000 $
OPS - IT	Walkie-Talkies et routers	422 $	- $
OPS - IT	cartes SIM	2 090 $	- $
OPS- Location du site	Esplanade et Satellite site	5 000 $	22 000 $
OPS - Accréditation		816 $	1 000 $
PRO- Production TV		115 140 $	15 000 $
PRO - Équipement et matérial	Écrans tv	- $	2 000 $
PRO - Frais de production	Main d'oeuvre	120 000 $	- $
PRO - Ressources	Contractuel - court terme	25 000 $	- $

CULTURES ET ARTS URBAINS		**98 800 $**	**3 000 $**
CLT - Direction artistique		30 000 $	
CLT - Licences and permis	SOCAN, RAJQ	1 000 $	- $
CLT - Punch club	Artistes, organisation et bourse	4 000 $	- $
CLT - Incendies de paroles	Spectacle	4 000 $	- $
CLT - Incendies de paroles	Clinique d'initiation	1 000 $	- $
CLT - Incendies de paroles	Compétitons locales	2 000 $	- $
CLT - Fin des faibles	Compétitons de rap battle	6 000 $	- $
CLT - Musiciens pour le spectacle de fin de soirée	Sarahmée et KNLO et animation	10 000 $	- $
CLT - Spectacles de danse	Animation, cachets aux danseurs et bourses	16 100 $	- $
CLT - Clinique de danse	Artistes	- $	- $
CLT - Compétition de danse locale et internationale	Artistes, juges et bourses	- $	- $
CLT - Art visuel	Under pressure	9 700 $	- $
CLT - Divertissement	DJ, animateurs, etc	15 000 $	3 000 $
SPORT URBAIN		**309 150 $**	**22 700 $**
FIBA - Fédération internationale	Frais de sanction	67 500 $	6 700 $
FIBA - Fédération internationale	Bourses obligatoires	202 500 $	- $
FIBA - Fédération internationale	Officiels	2 700 $	- $
FIBA - Fédération internationale	Contribution obligatoire	36 450 $	- $
COMP - Équipement et matérial	Backstop with integrated shot clock	- $	10 000 $
COMP - Équipement et matérial	Shot-Clock (2)	- $	1 000 $
COMP - Équipement et matérial	Ballons	- $	1 000 $
COMP - Équipement et matérial	Sièges de substitution	- $	1 000 $
COMP - Équipement et matérial	Bacs	- $	1 000 $
COMP - Équipement et matérial	Tableau d'affichage et de points	- $	1 000 $
COMP - Équipement et matérial	Table des résultats	- $	1 000 $
SERVICE-CLIENT		**124 000 $**	**51 750 $**
HEB - Hôtels	Artistes + Athlètes + officiels + FIBA	75 000 $	10 000 $
TRN - Vols	Voyage international (danseurs internationaux, FIBA)	20 000 $	- $
TRN - Navette	Aéroport	9 000 $	- $
SER - Nourriture	Athlètes, FIBA, artistes, etc	20 000 $	35 000 $
SER - Cadeaux	Athlètes	- $	2 000 $
SER - Cadeaux	Officiels et FIBA	- $	750 $
SER - Cadeaux	Juges et artistes	- $	2 000 $
SER - VIP		- $	2 000 $
MARKETING & COMMUNICATIONS		**$46 369,00**	**$45 350,00**
COMM - Médias sociaux et site web		6 000 $	- $
COMM - Design graphique		- $	- $
COMM - Relation publique		15 000 $	- $
MKTG - Marchandise		- $	6 000 $
PROM - Activités		2 869 $	10 000 $
PROM - Publicité		10 000 $	20 000 $
PROM - Affiches au Quartier des Spectacles		- $	2 500 $
PROM - Équipement et matériel		7 500 $	1 850 $
PROM - Porte-paroles et ambassadeurs		5 000 $	5 000 $
BÉNÉVOLES		**$4 000,00**	**$7 000,00**
BEN - Formations		3 000 $	- $
BEN - Logistiques		1 000 $	2 000 $
BEN - Matérial et équipement		- $	5 000 $
LEGS			**55 000 $**
Montréal		- $	15 000 $
Québec		- $	20 000 $
Canada		- $	20 000 $
CONTIGENCE		**73 740 $**	**- $**
Contingenco		73 740 $	- $
Total Event Expenses		1 302 747 $	380 000 $
Total Gross Revenue		1 174 338 $	380 000 $
Total Profit and Loss		(128 409) $	- $

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BASKETBALL MONTRÉAL
Réunion du 29 mars 2021
Tenue en vidéoconférence

- Adopté le 29 mars 2021 -

BASKETBALL MONTRÉAL / MONTRÉAL BASKETBALL (« BM »), tenue par vidéoconférence, le 29 mars 2021.

CONSIDÉRANT que la société souhaite produire une demande de financement public pour B3 Montréal 2021, incluant les événements de la Série mondiale de basketball de la FIBA 3x3 chez les hommes (*FIBA 3x3 World Tour)* et de la Série mondiale de basketball de la FIBA 3x3 chez les hommes (*FIBA 3x3 Women Series).*

1. Il est résolu que le conseil d'administration approuve la production d'une demande de financement public auprès de la Ville de Montréal via le Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains et désigne Sophie Claivaz-Loranger, gestionnaire des affaires gouvernementales, comme personne ayant l'autorité nécessaire au nom de la société pour produire les documents requis auprès de la Ville de Montréal et Jo-Annie Charbonneau, présidente du conseil d'administration et directrice générale de la société, comme personne ayant l'autorité nécessaire au nom de la société pour signer le protocole d'entente avec la Ville de Montréal.

Résolution proposée par : Patrice Brunet
Résolution secondée par : Ghislain Mélançon

La résolution a été adoptée à l'unanimité.

Membre du conseil d'administration

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2021-04-01 15:25:11

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1173407470
Nom	Basketball Montréal
Version du nom dans une autre langue	Montréal Basketball

Adresse du domicile

Adresse	174-4000 rue Saint-Ambroise Montréal (Québec) H4C2C7 Canada

Adresse du domicile élu

Nom de famille	Charbonneau
Prénom	Jo-Annie

Adresse	174-4000 rue Saint-Ambroise Montréal (Québec) H4C2C7 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	2018-02-01
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2018-02-01
Date de fin d'existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	2018-02-01 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2020-03-11
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2020-03-11 2020
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2021	2021-08-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2020	2020-09-30

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9655
Activité	Autres services de divertissement et de loisirs
Précisions (facultatives)	Organisation d'événements sportifs et culturels

2e secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9861
Activité	Organisations civiques et amicales
Précisions (facultatives)	Regroupement visant le développement du basketball 3 contre 3 auprès de la population

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

De 1 à 5

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Liste des administrateurs

Nom de famille	Brunet
Prénom	Patrice

Date du début de la charge	2018-02-07
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse	20 rue Viger Kirkland Québec H2J2E5 Canada

Nom de famille	Charbonneau
Prénom	Jo-Annie
Date du début de la charge	2018-02-07
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	523-305 rue de la Montagne Montréal (Québec) H3C0R6 Canada

Nom de famille	Mélançon
Prénom	Ghislain
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	740 , 30ième Avenue Lasalle Québec H8P2W6 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020	2020-03-11
Déclaration de mise à jour courante	2020-01-06
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2019-12-12
Déclaration initiale	2018-02-15

Type de document	Date de dépôt au registre
Lettres patentes	2018-02-01

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 2018-02-15

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
Basketball Montréal	Montréal Basketball	2018-02-01		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
Basket 3X3		2018-02-15		En vigueur
Basket3		2018-02-15		En vigueur

Québec

© Gouvernement du Québec

Somme de REP_MONTANT				REP_EXERCICE			
NOM_FOURNISSEUR	NUMERO	C_RESP_NIV_3_DECROIS_DESC	NUMERO_RESOLUTION	2018	2019	2020	Total général
BASKETBALL MONTREAL	499366	Grands parcs, Mont-Royal et sport	CE18 1143	5 000,00 $			5 000,00 $
			CE19 1514		25 000,00 $		25 000,00 $
			CE20 1943			24 000,00 $	24 000,00 $
		Total Grands parcs, Mont-Royal et sports		5 000,00 $	25 000,00 $	24 000,00 $	54 000,00 $
Total général				5 000,00 $	25 000,00 $	24 000,00 $	54 000,00 $

Montréal Ce document fait partie intégrante du certificat no. RLQ-20-507-018

AVENANT D'ASSURANCE-RESPONSABILITÉ DE LA VILLE DE MONTRÉAL

ASSUREUR		
Nom BFL CANADA risques et assurances inc.		
Adresse 2001, avenue McGill College, bureau 2200, Montréal, Québec	Code postal	Téléphone

ASSURÉ – PROMOTEUR DE L'ÉVÉNEMENT		
Nom BASKETBALL MONTREAL		
Adresse	Code postal	Téléphone

Le présent document atteste à :

VILLE DE MONTRÉAL (dénommée le titulaire) que les assurances énumérées au tableau ci-dessous sont en vigueur à ce jour et qu'elles jouent aussi en faveur du titulaire, de ses employés et des membres de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement, **incluant le Partenariat du Quartier des spectacles**, étant toutefois précisé que cet avenant est restreint au projet suivant :

Description de l'événement : tournoi 3 vs 3 de basketball - Seuls les membres en règles sont couverts		
Dates d'occupation :	Début (J / M / A) 1 septembre 2021	Fin (J / M / A) 6 septembre 2021

TABLEAU DES ASSURANCES

Nature et étendue du(des) contrat(s)	Police N°	Expiration J / M / A	Montants de garantie
Responsabilité civile des entreprises (sauf automobile) Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A – Dommages corporels, dommages matériels et/ou privation de jouissance – du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire # 2100.	6645-7871	1/12/2021	**Tous dommages confondus** 5 000 000 $ par sinistre 5 000 000 $ par période d'assurance
Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires	6645-7871	1/12/2021	5 000 000 $ par sinistre

Les assurances ci-dessus sont aussi assujetties aux conditions suivantes :

1. **Responsabilité civile des entreprises**
   Le texte standard dont il est question ci-dessus est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre. Le présent avenant comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles, lorsque des sinistres surviennent durant la période d'assurance.

Est notamment exclue, la responsabilité découlant de la prestation de services professionnels, dont l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de dessins d'atelier ou autres, de relevés, de rapports, d'expertises, d'études, de directives de chantier, de modifications, de cahiers de charges ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au titulaire, ni à ses employés, ni aux membres du conseil municipal, de son comité exécutif, de ses conseils d'arrondissements, ni au **Partenariat du Quartier des spectacles**.

2. **Responsabilité civile automobile des non-propriétaires**
   La garantie est régie par le texte standard approuvé par l'Inspecteur général des institutions financières de la province de Québec et s'appliquant lors du sinistre.

Sauf en ce qui a trait à la réduction des limites par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier du titulaire, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ces assurances.

Toutes les autres conditions des contrats demeurent inchangées.

Cet avenant prend effet le 1er septembre 2021 à 00 h 01 heure normale, à l'adresse de l'assuré.
Jour / Mois / Année

Date : 27 juillet 2021
Jour / Mois / Année

Signature de l'assureur

2013

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1218475007
Unité administrative responsable : Service des grands Parc, du Mont-Royal et des sports, Direction des sports, Division des sports de l'activité physique
Projet : Série Mondiale de basketball 3x3 2021 à Montréal

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité #4 | Développer une économie plus verte et inclusive Priorité #5 | Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles Priorité #20 | Accroître l'attrait, la prospérité et le rayonnement de la métropole			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Priorité #4 et #5 : le promoteur va déployer plusieurs initiatives afin de réduire son empreinte écologie et inclure des sphères sous représentés de la société. Piorité #20 : La diffusion à l'international s'effectuera sur les plates-formes numériques de la FIBA. La chaîne *YouTube* de la FIBA a une portée significative avec plus de 150 millions de spectateurs dans 120 pays. Des négociations sont en cours avec TVA Sports pour une télédiffusion en direct des matchs éliminatoires et avec CBC pour une diffusion en différé. Dans l'éventualité que des ententes soient conclues, la couverture médiatique serait au-dessus de la moyenne pour un événement de cette envergure.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218475007

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Accorder un soutien total de 210 000 $ à Basketball Montréal, soit un soutien financier de 150 000 $ dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 60 000 $ pour la tenue de l'événement Série mondiale de basketball 3x3 FIBA 2021, du 3 au 5 septembre 2021 / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds .xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Immacula CADELY
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-18

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.030

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1214669001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'addenda à la convention intervenue entre Vélo Québec Événements (VQÉ) et la Ville de Montréal (CG21 0133) / Accorder une contribution financière additionnelle de 12 000 $ dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour le Festival Go vélo Montréal, totalisant ainsi une somme de 132 000 $ pour l'édition 2021

Il est recommandé :

1. D'approuver le projet d'addenda à la convention intervenue entre Vélo Québec Événements (VQÉ) et la Ville de Montréal (CG21 0133) ;
2. D'accorder une contribution financière additionnelle de 12 000 $ dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour le Festival Go vélo Montréal, totalisant ainsi une somme de 132 000 $ pour l'édition 2021;
3. D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. La dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-23 09:25

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1214669001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'addenda à la convention intervenue entre Vélo Québec Événements (VQÉ) et la Ville de Montréal (CG21 0133) / Accorder une contribution financière additionnelle de 12 000 $ dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour le Festival Go vélo Montréal, totalisant ainsi une somme de 132 000 $ pour l'édition 2021

CONTENU

CONTEXTE

Vélo Québec (VQ) est un organisme sans but lucratif composé de trois divisions : Vélo Québec Association (VQA), Vélo Québec Éditions et Vélo Québec Événements (VQÉ). La mission de VQ consiste, entre autres, à contribuer à la qualité de vie des Montréalais en prônant les bienfaits du transport à vélo. VQÉ participe à cette mission en organisant les grands événements cyclistes, dont le Festival Go vélo Montréal (FGVM).
Des modifications ont été apportées à l'organisation de l'édition 2021 de cet événement afin de prendre en considération la situation sanitaire actuelle, notamment l'abolition des grands rassemblements au départ et à l'arrivée. Des mesures sanitaires sont également mises en place pour rencontrer les normes de la santé publique pour tenir un événement sécuritaire. Afin de pallier à ces modifications, en juin dernier VQÉ a fait une demande de contribution financière additionnelle totalisant 60 000 $ à la Direction des sports.

L'édition 2021 de l'événement, initialement prévu du 4 au 6 juin, a été déplacée à la fin de l'été, soit du 27 au 29 août. Ce report a entraîné une augmentation de certains coûts organisationnels.

Le présent dossier décisionnel vise à approuver l'addenda à la convention entre la Ville et VQÉ, afin d'accorder un soutien financier additionnel de 12 000 $ au FGVM, un événement métropolitain d'envergure.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0133 - 25 mars 2021
Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et Vélo Québec Événements d'une durée d'un an (2021) pour le soutien à l'événement Festival Go vélo Montréal et verser une contribution financière totalisant 120 000 $

CG19 0232 - 16 mai 2019

Accorder un soutien financier de 120 000 $ et un soutien technique estimé à 325 000 $ à l'organisme Vélo Québec Événements pour la tenue des événements du Festival Go vélo 2019 / Approuver le projet de convention à cette fin

CG18 0295 - 31 mai 2018
Accorder un soutien financier de 135 000 $ et un soutien technique estimé à 325 000 $ à l'organisme Vélo Québec Événements pour la tenue des événements du Festival Go vélo 2018 / Approuver le projet de convention à cette fin

CG16 0634 - 24 novembre 2016
Adopter la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs

DESCRIPTION

Le FGVM est un événement unique en son genre conviant les Montréalais et visiteurs à célébrer Montréal et la culture cycliste par différentes activités. Durant cet événement, la Ville fait une place unique au vélo. Le FGVM dynamise de belle façon la culture du vélo sur l'ensemble du territoire. L'événement attire habituellement plus de 25 000 cyclistes pour le Tour de l'île et plus de 15 000 pour le Tour la nuit.
En 2020, le FGVM a été annulé en raison de la crise sanitaire. En avril dernier, en raison du contexte sanitaire dans la région métropolitaine, VQÉ a reporté du 27 au 29 août 2021 le FGVM qui était initialement prévu du 4 au 6 juin. L'organisme a également effectué des modifications à sa planification antérieure, particulièrement sur les sites de départs et d'arrivées afin de respecter les règles sanitaires en cours.

Cet événement permet de rencontrer les cibles de la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs dans la catégorie « Événement métropolitain ». Il est considéré comme un événement « Signature ».

JUSTIFICATION

VQÉ contribue au développement de la métropole en proposant des activités qui créent une animation mettant en lumière la culture cycliste urbaine de Montréal. Le FGVM joue un rôle important dans le rayonnement et le développement de la métropole, car il renforce de façon significative le positionnement de Montréal comme première ville cycliste d'Amérique du Nord.
L'expertise et la capacité organisationnelle de VQÉ sont reconnues. L'organisme dispose de l'expérience et de l'expertise nécessaires pour faire de cet événement une réussite. L'événement se distingue également par le rayonnement qu'il procure à Montréal et par la visibilité pour le vélo qu'il génère.

La hausse de la contribution financière de la Ville à VQÉ est justifiée par une hausse importante des coûts liés à l'organisation de l'événement, ainsi qu'a une diminution des revenus et plus spécifiquement à :
1 - Augmentation du personnel pour assurer le respect les consignes sanitaires sur le parcours;
2 - Multiplication des points d'accès à l'événement afin d'éliminer les grands rassemblements aux sites de départ et d'arrivée;
3 - Baisse des revenus à la billetterie, suite au nombre d'inscriptions contingentées par la Direction régionale de la santé publique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution financière octroyée en mars dernier pour l'édition du FGVM 2021 est de 120 000 $. La contribution financière additionnelle représente 10 % de la somme initialement versée, soit 12 000 $. Ainsi VQÉ recevra une somme totalisant 132 000 $, soit 5,5 % du

budget global de l'événement.
La contribution additionnelle de 12 000 $ est prévue au budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

La présente entente ainsi que l'addenda sont de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le présent dossier est accepté, l'organisme pourra compenser une partie des coûts additionnels engendrés, afin de répondre aux mesures sanitaires et ainsi poursuivre la promotion de la pratique du vélo en milieu urbain auprès du public montréalais.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La Direction régionale de santé publique (DRSP) et le Centre de coordination des mesures d'urgence (CCMU) de Montréal ont donné leur accord pour la tenue de l'événement 2021. VQÉ a mis en place les ajustements demandés par la DRSP en fonction des ordonnances gouvernementales. Ces ajustements ont engendré des dépenses supplémentaires et des pertes de revenus pour la tenue du FGVM en 2021.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par le promoteur de l'événement sportif (Annexe 4 de l'entente).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

15 novembre 2021 Présentation d'un bilan avec une comptabilité par projet démontrant comment le soutien financier aura contribué à l'édition 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie LARIVIERE
Conseillère en planification

Tél : 514.868.7471
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-17

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : 514.872.4720
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2021-08-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2021-08-20

CONVENTION – CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ÉVÉNEMENTS SPORTIFS DE GRANDE ENVERGURE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **VÉLO QUÉBEC ÉVÉNEMENTS**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est au 1251, rue Rachel Est, Montréal, Québec, H2J 2J9, agissant et représentée par monsieur Jean-François Rheault, président-directeur général, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il le déclare

Numéro d'inscription TPS : R105330740
Numéro d'inscription TVQ : 1010791941
Numéro d'organisme de charité : N/A

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'agir comme organisme à but non lucratif et rassemble la communauté cycliste québécoise depuis 1967. Sa mission : promouvoir et développer la pratique du vélo pour tous. Son expertise est reconnue à travers la communauté cycliste internationale. Vélo Québec Événements organise les grands rassemblements cyclistes sous la bannière Festival Go vélo Montréal – incluant le Tour de l'Île de Montréal, Un Tour la Nuit, le Défi métropolitain, À vélo au boulot –, et les Défis de l'été;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de l'Événement, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention (Annexe 1);

ATTENDU QUE la Ville désire appuyer la tenue de l'Événement par une participation financière devant être affectée exclusivement aux fins mentionnées à la présente convention;

ATTENDU QUE Vélo Québec Événements s'est engagé(e) à assumer tous les coûts et risques associés à l'organisation de l'Événement, étant entendu que la Ville n'assumera aucun déficit découlant de la tenue de l'Événement;

ATTENDU QUE l'Organisme s'est engagé à consentir à la communauté montréalaise du cyclisme un legs d'une valeur qui reste à être déterminée entre les deux Parties;

ATTENDU QUE l'Organisme a sollicité la participation financière d'autres instances publiques et qu'ils ont obtenu, en plus de la contribution financière de la Ville, des engagements financiers des gouvernements et du Québec et de Tourisme Montréal pour soutenir l'organisation et la tenue de l'Événement sur le territoire de la Ville pour l'année 2021;

ATTENDU QUE l'Organisme assume l'entière responsabilité du financement, de l'organisation et de la tenue de son Événement;

ATTENDU QUE l'Organisme a formellement représenté à la Ville qu'il était en mesure, le cas échéant, d'assumer l'entière responsabilité liée à tout dépassement des coûts ou à tout déficit lié à la tenue de son Événement;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation de l'Événement de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Biens et services** » : les ressources matérielles et humaines mises à la disposition de l'Organisme, gracieusement, par la Ville, le cas échéant, pour permettre à ce dernier de réaliser son Événement;

2.2 « **Cahier des charges** » : le cahier des charges, dans le cas où le domaine public doit être occupé pour la tenue de l'Événement, est produit par l'Organisme et approuvé par la Division festivals et événements. Il sert à formaliser les besoins et à les expliquer aux différents acteurs concernés par l'Événement. Il permet notamment de cadrer le parcours, la fermeture de rues, la signalisation, la sécurité, etc.;

2.3 « **Domaine public** » : les rues et les parcs utilisés pour la réalisation de l'Événement, le cas échéant, sur le territoire de la Ville et mis à la disposition de l'Organisme;

2.4 « **Installations et équipements** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville, le cas échéant, pour permettre à ce dernier de réaliser son Événement;

2.5 « **Responsable** » : la Directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Événement** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.7 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.8 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre de l'Événement, le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 2;

2.9 « **Unité administrative** » : le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville;

2.10 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation de l'Événement;

2.11 « **Annexe 2** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville et des documents à

produire pour la reddition de comptes attendue pour la réalisation de l'Événement;

2.12 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Liste des dépenses admissibles et non admissibles »;

2.13 « **Annexe 4** » : exigences de la Ville en matière de visibilité, « Protocole de visibilité »;

2.14 « **Annexe 5** » : plan de legs de l'Organisme à la communauté sportive montréalaise, lorsqu'un legs est prévu à la présente convention;

2.15 « **Annexe 6** » : les conditions générales à l'occupation du domaine public, lorsque cela est prévu à la présente convention.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et, le cas échéant, de la mise à la disposition des Installations, équipements et des Biens et services de la Ville pour la réalisation de l'Événement de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de cent-vingt-mille dollars (120 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation de l'Événement.

4.1.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements comme suit :

i. un premier versement d'un montant maximal de quatre-vingt-seize mille dollars (96 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention par les deux Parties;

ii. un deuxième versement d'un montant maximal de vingt-quatre mille dollars (24 000 $), au plus tard 30 jours après la réception du Bilan financier ventilé de l'Événement;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation de l'Événement. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation de l'Événement ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation de l'Événement, tout en respectant la liste des dépenses admissibles jointe à la présente convention à l'Annexe 3;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation de l'Événement et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 transmettre au Responsable dès qu'elle est disponible, la programmation officielle de son Événement, incluant notamment les horaires des activités ou des festivités tenues en lien avec ledit Événement, et, le cas échéant, l'informer par écrit, au fur et à mesure où elles surviennent, des modifications qui y sont apportées;

5.1.4 assurer l'invitation et l'accréditation d'un nombre raisonnable, à convenir avec le Responsable, de représentants de la Ville, lesquels auront préalablement été identifiés par le Responsable et divulgués à l'Organisme, pour la tenue de l'Événement et des activités organisées par l'Organisme à Montréal et qui y sont liées;

5.1.5 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation de l'Événement, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation de l'Événement;

5.1.6 l'Organisme doit aviser la Ville de l'annulation ou du report de l'Événement minimum soixante (60) jours avant la date prévue de celui-ci.

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

5.2.1 faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions du Protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 4, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué à l'Événement. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion.

5.3 PLAN DE LEGS

5.3.1 respecter entièrement son engagement de donner les avantages et les bénéfices décrits au Plan de legs (Annexe 5) à la population montréalaise de façon à ce que ledit engagement soit entièrement réalisé, à la satisfaction du Responsable, au plus tard 90 jours après la tenue de l'Événement.

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces

paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable (Annexe 2);

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation de l'Événement, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

5.5.4 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées. À cette fin, remettre au Responsable, au plus tard le 15 novembre un tableau des revenus et dépenses réelles de l'Événement soutenu par la présente convention;

5.5.7 Dans le cas où le financement recueilli par l'Organisme ne permet pas la réalisation de son Événement selon ce qui a été présenté à la Ville, l'Organisme doit présenter au Responsable, pour information, un budget révisé et réaliser son Événement selon la version modifiée;

5.5.8 présenter les prévisions budgétaires actualisées de l'Événement au Responsable, et ce, dès qu'elles sont disponibles;

5.5.9 aviser promptement le Responsable par écrit s'il prévoit ne pas être en mesure de recueillir les fonds nécessaires à l'organisation ou la tenue de son Événement.

5.6 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec l'Événement et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 9, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait

être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

5.11 INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS

5.11.1 utiliser les Installations et équipements mis à sa disposition par la Ville aux seules fins décrites à la présente convention;

5.11.2 faire connaître au Responsable, dans les soixante (60) jours avant l'Événement, ses besoins en Installations et équipements pour la réalisation de l'Événement;

5.12 BIENS ET SERVICES

utiliser les Biens et services mis à sa disposition par la Ville aux seules fins décrites à la présente convention;

5.13 OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

5.13.1 respecter toutes les conditions et obligations énoncées à l'Annexe 6 et les directives du Responsable;

5.13.2 occuper le domaine public aux seules fins décrites à la présent convention;

5.13.3 payer les frais relatifs à l'occupation du domaine public, s'il y a lieu, dans les trente (30) jours de la réception de la facture.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties selon la date la plus tardive, et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2021.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.3, 5.5.4, 5.5.5, 5.9, 5.10 et 9 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'Événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans l'Événement reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de soixante (60) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf

quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 10
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

10.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et de l'Événement prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

10.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

10.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

10.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 11
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

11.1 L'Organisme déclare et garantit :

11.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

11.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec l'Événement ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

11.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 9 de la présente convention;

11.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

12.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

12.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

12.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1251, rue Rachel, Montréal, Québec, H2J 2J9, et tout avis doit être adressé à l'attention du président-directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le 9ème e jour de février 20 21

VÉLO QUÉBEC ÉVÉNEMENTS

Par : _____
Jean-François Rheault
Président-directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution…….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT

Document déposé en pièce jointe :

Festival Go vélo Montréal
Demande de financement 2021-2023
Plan d'affaire 2021-2023
Programmation préliminaire 2021
Déposé par Vélo Québec Événements
30 novembre 2020

ANNEXE 2

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE ET DES DOCUMENTS POUR LA REDDITION DE COMPTE ATTENDUE POUR LA RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT

Édition 2021		
Articles de convention	Documents attendus	Échéances
2.2	Cahier de charge	Au minimum 60 jours avant l'événement pour l'édition 2021
		Note : Contexte COVID-19 - Pour la tenue de l'Événement, l'Organisme doit recevoir l'approbation du CCMU.
2.7	Rapport annuel 2021 de l'Organisme	À la fin de l'année
2.8	Reddition de compte	Bilan final de l'Événement
5.2	Promotion et publicité	Inclure au Bilan final un rapport de visibilité
5.3	Plan de legs de l'Événement et rapport faisant état de l'atteinte des objectifs	90 jours après l'Événement
5.4	Assurance	À la signature de la présente convention ou 15 jours avant échéance
5.5*	Aspect financier	
5.5.5	Transmettre au Vérificateur général de la Ville les états financiers vérifiés	90 jours après la fin de l'exercice financier de l'Organisme
5.5.6	Remettre Bilan financier incluant une comptabilité distincte en lien avec l'Événement et les dépenses allouées au financement de la Ville	15 novembre 2021
*Advenant une annulation de l'événement, l'Organisme devra déposer un bilan financier détaillé sur l'Événement, afin que la Ville puisse analyser le soutien possible des dépenses admissibles (Annexe 3) déjà effectuées à la date d'annulation de l'Événement.		

ANNEXE 3

LISTE DES DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES

LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE, À SAVOIR LA SOMME MAXIMALE DE 120 000 $, DOIT EXCLUSIVEMENT ÊTRE AFFECTÉE AUX DÉPENSES ADMISSIBLES FIGURANT SUR LA LISTE QUI SUIT :

Dépenses admissibles

- Les frais se rattachant à l'utilisation de plateaux sportifs, de salles et du domaine public
- Le coût du matériel et des équipements nécessaires à la tenue de l'Événement
- Le coût des autorisations, des sanctions et des permis requis pour tenir l'Événement
- Le coût du matériel promotionnel de l'Événement
- Les dépenses liées aux bénévoles œuvrant dans la tenue de l'Événement
- Les frais d'assurances reliés à la tenue de l'Événement
- Les frais des officiels
- Toutes les dépenses liées à l'administration et aux opérations pour la tenue de l'Événement

Dépenses non admissibles

- Les dépenses reliées aux services aux spectateurs, notamment les gradins, les services sanitaires, les services alimentaires, les kiosques de vente de souvenirs et la signalisation
- Les dépenses non reliées aux compétitions de l'Événement, notamment les dépenses reliées aux autres activités de l'Événement (ex : conférence de presse, réception des dignitaires, etc.)
- Les cachets, cadeaux, honoraires, prix, récompenses, remboursements offerts ou décernés aux athlètes, aux participants, aux bénévoles, aux experts, aux délégués ou aux organismes sportifs
- Les coûts liés aux visites des experts ou des délégués des fédérations détentrices des droits de l'Événement
- Les frais de déplacement et les frais de représentation des intervenants payés par l'Organisme
- L'achat de nourriture, de boissons et de biens offerts dans le cadre de l'Événement
- Les dépassements de coûts et tout déficit par rapport au budget prévisionnel déposé
- Les frais et coûts déjà remboursés par un autre bailleur de fonds de l'Organisme
- Toute dépense reliée à une commission, un salaire ou des honoraires versés par l'Organisme à l'un de ses employés ou tout salaire ou commission versé à un membre de la famille d'un employé
- Les dépenses reliées à l'hébergement, au transport et au repas des participants (membres des délégations des pays participants et représentants des organismes impliqués)

ANNEXE 4

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ JOINT À LA CONVENTION

ANNEXE 5

PLAN DE LEGS DE L'ORGANISME À LA COMMUNAUTÉ SPORTIVE MONTRÉALAISE

Le plan de legs de l'Organisme sera déposé au Responsable au plus tard 90 jours après la tenue de l'Événement. Advenant l'annulation de l'édition 2021, un plan de legs devra être déposé pour l'édition suivante, lors du dépôt de la demande de soutien financier pour l'événement.

ANNEXE 6
OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

A – Conditions générales

1. L'Organisme doit tenir son Événement dans le respect du Cahier des charges qu'il produit en collaboration avec la Division des événements publics de la Ville de Montréal pour circonscrire l'utilisation du domaine public;

2. L'Organisme doit veiller à ce que l'aménagement du site de même que sa remise en état après la tenue de l'Événement respecte toutes les modalités d'occupation et exigences qui lui sont communiquées par la Ville, et ce, sans endommager le mobilier urbain ou porter atteinte à l'intégrité des lieux étant entendu que le site doit être remis dans son état initial;

3. L'Organisme doit adapter le site afin de le rendre accessible aux personnes ayant des limitations fonctionnelles (motrices, visuelles, auditives, intellectuelles ou verbales);

4. L'Organisme doit exploiter ou superviser lui-même les kiosques de produits alimentaires, de rafraîchissements et de produits promotionnels reliés à l'Événement;

5. L'Organisme doit permettre au Responsable de visiter le site, en tout temps. À cet effet, l'Organisme doit s'assurer que tous les fournisseurs retenus doivent, tant pour eux-mêmes que pour leurs sous-entrepreneurs, lui en faciliter l'accès pendant les heures normales de travail;

6. L'Organisme doit mettre en place les Installations et les aménagements approuvés par le Responsable en respectant toutes les modalités d'occupation qui lui sont communiquées par ce dernier et sans porter atteinte au mobilier urbain et à l'intégrité du site. L'Organisme devra remettre les lieux dans l'état initial dans les (inscrire le nombre de jours) jours suivant la fin de l'Événement;

7. L'Organisme doit respecter la réglementation, fournir et installer, lorsque nécessaire, la signalisation appropriée prescrite par le Code de la sécurité routière (RLRQ c. C-24.2), par exemple en vue d'interdire le stationnement lors de la tenue de son Événement, de rediriger la circulation dans le cas d'une fermeture de rue et transmettre au Responsable les documents relatifs à cette installation (entre autres, le plan de signalisation et le personnel requis, ainsi que le formulaire intitulé « Installation de panneaux prohibant le stationnement »). Assurer à ses frais le service de remorquage, s'il y a lieu;

8. L'Organisme doit soumettre au Responsable, pour approbation, un plan de communication des entraves à la circulation et en assurer la mise en application;

9. L'Organisme doit accomplir les démarches nécessaires afin de mettre sur pied des mesures compensatoires pour les citoyens privés de certains privilèges (stationnement réservé sur rue pour résidents, accès à leur résidence, feuillets informatifs aux passants);

10. L'Organisme doit se conformer aux lois, règlements et ordonnances applicables à l'Événement et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, aux ordonnances autorisant la fermeture de rues, la vente temporaire d'articles promotionnels, de nourriture et de boissons alcoolisées ou non alcoolisées et aux ordonnances autorisant l'émission de bruit au moyen d'appareils sonores et à toute autre consigne transmise par le Responsable;

11. L'Organisme doit respecter toutes les normes de sécurité en vigueur à la Ville, se conformer aux exigences des différents services et instances publiques concernés et aux directives qui lui sont communiquées par le Responsable.

B – Cahier des charges

(Insérer ici la plus récente version du cahier des charges approuvée par la Division festivals et événements**)**

Festival Go vélo Montréal

Demande de financement 2021-2023

Plan d'affaire 2021-2023

Programmation préliminaire 2021

Présenté à la ville de Montréal

FESTIVAL GO VÉLO MTL

Vélo Québec ÉVÉNEMENTS

/30 novembre 2020

Table des matières

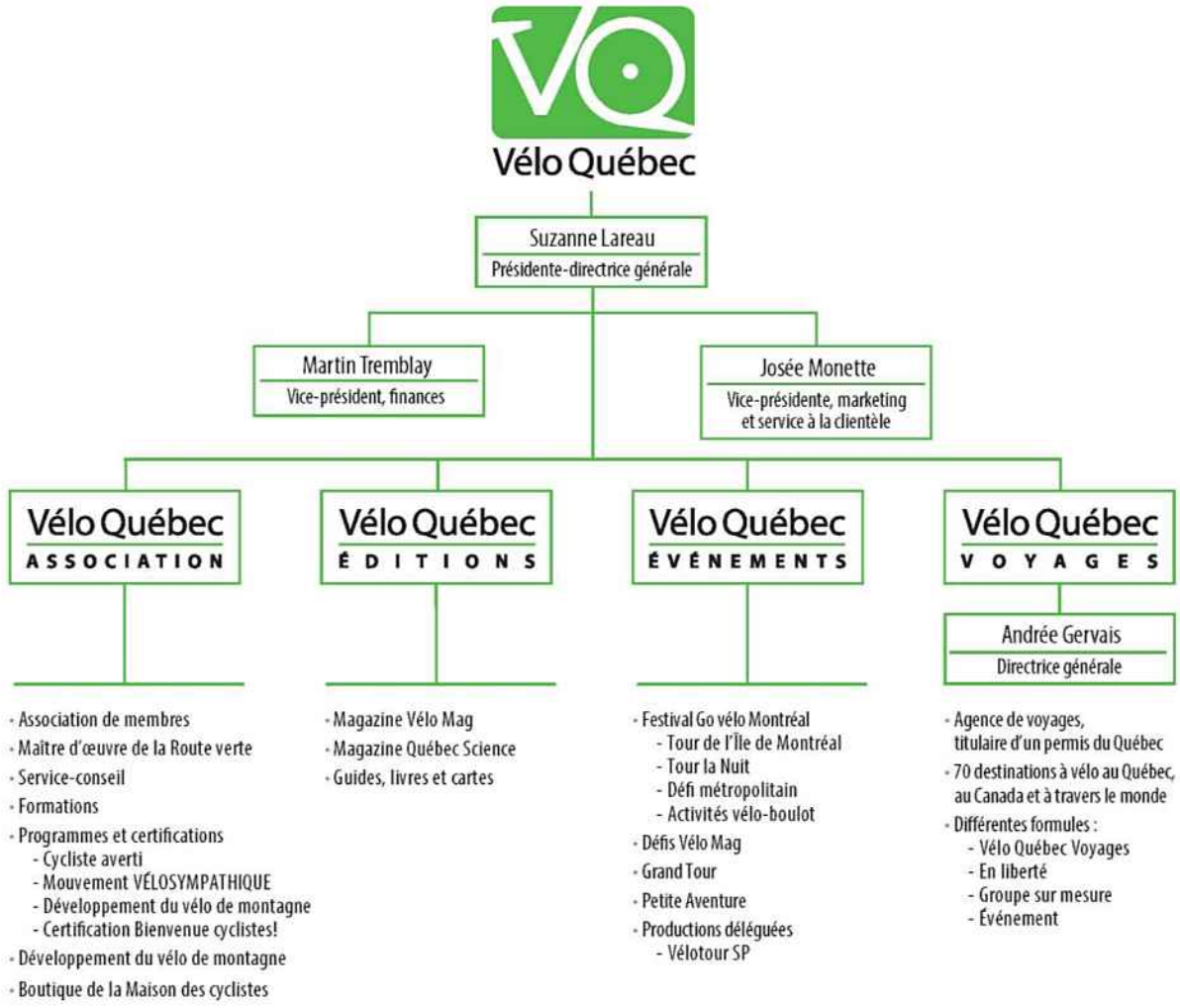
Vélo Québec Événements 3
Mission 3
Organigramme 3
Principaux gestionnaires des événements 4
Conseil d'administration 4
Présentation sommaire de l'événement 5
Le concept du Festival Go vélo Montréal 5
Les grands tours cyclistes métropolitains, le cœur du Festival 5
Les activités de programmation ponctuelle 6
Plan de réalisation 2021-2023 7
Objectifs 2021-2023 7
Achalandage et provenance 11
Montage financier 2021-2023 12
Programmation préliminaire du 30 mai au 6 juin 2021 13
Scénario privilégié : Go vélo Montréal ; un Tour le Nuit et un Tour de l'Île en mode cyclovia 14
Scénario B : Go vélo Montréal ; un Tour le Nuit et un Tour de l'Île en mode mini cyclovias 15
Échéancier 2021 16
Plan de communication préliminaire 2021 17
Budget 2021 19
Plan de formation des bénévoles et encadreurs cyclistes 20
Occupation du domaine public et dossiers techniques 21
Plan de gestion des risques 21

Vélo Québec Événements

Mission

Vélo Québec, organisme à but non lucratif, rassemble la communauté cycliste québécoise depuis 1967. Sa mission : promouvoir et développer la pratique du vélo pour tous. Son expertise est aujourd'hui reconnue à travers la communauté cycliste internationale. Vélo Québec Événements participe à la mission en organisant les grands rassemblements cyclistes sous la bannière Festival Go vélo Montréal — incluant le Tour de l'Île de Montréal, Un Tour la Nuit, le Défi métropolitain, À vélo au boulot —, et les Défis Vélo Mag. Grâce à son expertise événementielle, il agit aussi à titre de producteur délégué, notamment pour le Vélotour SP et Laval à vélo.

Organigramme



Principaux gestionnaires des événements

Sébastien Chagnon, directeur des opérations, détient plus de 12 années d'expérience en coordination et gestion d'événements d'envergure. Il a joint l'équipe de Vélo Québec Événements en janvier 2019 où depuis il planifie, coordonne et supervise la logistique et l'opération des projets, prépare et administre les échéanciers, organise l'ensemble des ressources internes et externes, dirige le processus d'amélioration et d'innovation des méthodes de travail, élabore et administre les budgets alloués aux événements. Il est épaulé par quatre coordonnateurs logistiques à temps plein.

Josée Monette, vice-présidente marketing et service à la clientèle, fait partie de l'équipe de Vélo Québec depuis plus de 15 ans. Détentrice d'un baccalauréat en administration des affaires de HEC Montréal, elle dirige une équipe spécialisée en communications, relation publique, service à la clientèle et commandite.

L'organisation de l'événement compte sur une équipe d'une vingtaine d'employés à temps plein, d'une trentaine de contractuels et près de 3000 bénévoles. La programmation événementielle de Vélo Québec inclut également deux événements-voyages que sont le Grand Tour et la Petite aventure et quelques productions déléguées.

Conseil d'administration

Le conseil d'administration de Vélo Québec Événements est composé de 10 administrateurs.

Présidente : **Hélène Messier**,
Coach, administratrice de sociétés, stratège, Gestion H
Vice-président : **Alexandre Joyce**, PH. D
Conseiller en stratégie et innovation
Trésorier : **Fabio Bojorquez**,
Premier directeur, Prix de transfert, PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l/s.e.n.c.r.l.
Administrateurs :
Chrystelle Chevalier-Gagnon,
Avocate associée, McCarthy Tétrault LLP
Marc Delesclefs,
Chef de projets, École d'éducation permanente, Université McGill
Suzanne Lareau,
PDG Vélo Québec
Paul Lewis,
Professeur retraité, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal
Robert Proulx,
Président chez Robert A. Proulx Conseil inc.
Caroline Senay,
Vice-présidente, Communications et Marketing, Englobe
Martin Tremblay,
Vice-président finances et administration, Vélo Québec

Présentation sommaire de l'événement

Le concept du Festival Go vélo Montréal

Le Festival Go vélo Montréal célèbre Montréal sur deux roues. Urbain, festif et familial, il se déroule pendant une semaine chaque année au début de juin, donnant le coup d'envoi à l'été et à la saison festivalière montréalaise.

Depuis plusieurs années, cette grande fête convie petits et grands à l'un des grands événements internationaux du Québec mettant en vedette les atouts de la grande région de Montréal :

- Le patrimoine bâti à découvrir sur les parcours toujours renouvelés des grands tours cyclistes urbains principalement à rue fermée à la circulation automobile ;
- Les paysages à admirer lors de l'escapade sur route au Défi métropolitain ;
- La part croissante du vélo dans mobilité active et durable ;
- La mobilisation des bénévoles et la convivialité des spectateurs.

Les grands tours cyclistes métropolitains, le cœur du Festival

Quelle que soit la formule ou le kilométrage à parcourir, qu'ils soient à rues fermées à la circulation automobile ou non, nos grands tours cyclistes partagent un même objectif : proposer et mettre en valeur des parcours originaux et d'intérêt afin de faire vivre une expérience métropolitaine positive et inoubliable à tous les festivaliers. Non compétitif et non chronométré, le Festival Go vélo Montréal est la plus pure célébration du vélo, et ce, sur plus de 500 km !

Le Défi métropolitain, la découverte du Grand Montréal

Créé en 2001, le **Défi métropolitain** est une randonnée cyclosportive d'une journée qui a l'objectif de faire découvrir la grande région métropolitaine. Un des plus grands événements du genre au Québec, et le premier rendez-vous de la saison, il propose des parcours variant de 50 à 150 km, permettant aux 3 500 participants, novices ou experts, d'y prendre part.

Un Tour la nuit, le défilé branché du Festival Go vélo Montréal

Défilé branché d'un vendredi soir en plein Montréal, le **Tour la Nuit** se déroule sur un parcours d'environ 25 km. Généralement au départ du parc Jeanne-Mance, il traverse divers arrondissements et permet de les découvrir sous un autre éclairage. Sur le parcours, on crée un grand moment inédit, comme le passage à l'intérieur du stade olympique en 2019. On bonifie l'expérience en invitant les participants à vivre une expérience culinaire avant l'événement avec l'offre d'un BBQ du terroir.

Le Tour de l'Île de Montréal, l'événement phare du Festival Go vélo Montréal

Événement phare du festival, le **Tour de l'Île de Montréal** se décline en 5 expériences cyclistes différentes proposées en trois formules (classique, express, découverte) sur des distances de 25, 50, 65 et 100 km au départ d'un grand parc de la ville. Le Tour de l'Île en formule classique et express se déroule entièrement sur un circuit sans voiture. Le parcours est ponctué de nouvelles bornes d'animation thématique et le coup d'envoi est donné avec un spectacle musical différent, en présence des élus et de dignitaires. Le parcours régulier permet de circuler, en toute liberté, dans des secteurs insolites, tant pour les touristes que pour les Montréalais, alors que le parcours Découverte permet de découvrir plus largement les municipalités et arrondissements de la région métropolitaine.

Les activités de programmation ponctuelle

Chaque année, le festival est également l'occasion de présenter des activités ponctuelles qui bonifient la programmation et qui accroissent l'intérêt des médias et du grand public, tant ici qu'à l'étranger.

Go vélo-boulot, la nouvelle formule de promotion du transport actif

Cette nouvelle formule sera l'occasion pour Vélo Québec et ses partenaires d'animer les matinées du lundi au jeudi sur quatre sites différents en alternance pour sensibiliser et mobiliser le grand public à la mobilité durable. Les activités de promotion du transport actif se tiendraient dans divers lieux qui y sont associés.

La conférence du Festival Go vélo Montréal

La conférence permet d'engager, sur la place publique, une conversation touchant un enjeu social relié à la pratique utilitaire du vélo en ville. Le FGVM accueille une personnalité de renom pour une conférence grand public. Cette conférence est présentée le jeudi en partenariat avec la Maison du développement durable et est diffusée sur le Web. Le conférencier invité effectue une tournée des médias et participe aux tours cyclistes : on crée ainsi un nouvel ambassadeur pour la ville à l'étranger.

Le vélo a connu une croissance de popularité sans précédent en 2020 avec la pandémie : les boutiques ont connu des ruptures de stock, les familles ont été nombreuses sur les pistes cyclables et dans les rues de la métropole et du Québec. Les Québécois ont massivement adopté la pratique de cette activité physique qui permet la distanciation physique et la pratique d'une activité de loisir actif. Il y a donc fort à parier qu'après les durs mois d'hiver, ils seront nombreux et enthousiastes au printemps à l'idée d'enfourcher à nouveau leur vélo pour partir à la découverte de la ville dans un cadre organisé, sécuritaire et festif, que ce soit dans la version traditionnelle ou une version adaptée du Festival Go vélo Montréal.

Plan de réalisation 2021-2023

La relance économique et touristique, le renouvellement continuel de sa programmation, le déploiement de nouveaux parcours et la volonté de créer des moments et des expériences marquantes pour les festivaliers sont les défis stimulants qui attendent l'équipe de Vélo Québec. L'année 2020 a été difficile pour l'ensemble du secteur événementiel et l'expertise développée dans le créneau des tours cyclistes au fil des 35 dernières années chez Vélo Québec est unique. Pour assurer la pérennité de l'organisation, l'équipe événementielle est revenue en poste en septembre dernier, après une interruption des activités de six mois. Le retour de l'équipe en septembre était incontournable pour préparer une édition spéciale 2021 et pour conserver l'expertise, et ce, tout en ayant perdu 65 % de nos revenus en 2020.

Comme l'a souligné le Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI), dont Vélo Québec fait partie, le soutien gouvernemental a été essentiel à la survie des organisations événementielles et au maintien de l'expertise de leurs employés en 2020 et sera toujours essentiel en 2021. Sans une garantie de financement, les déficits seraient insoutenables et mettraient en péril les organisations comme la nôtre. Dans le cadre d'une entente triennale de 120 000 $ par année, nous visons les objectifs suivants :

Objectifs 2021-2023

Spécifiquement pour 2021 :

Maintenir l'expertise unique en organisation événementielle de Vélo Québec

- Confirmer le financement public, et ce, peu importe le dénouement de la saison événementielle 2021.

Assurer la pérennité de l'image de marque auprès des participants et des bailleurs de fonds privés

- Renouveler les ententes de partenariat avec les commanditaires des éditions antérieures ;
- Développer des ententes avec de nouveaux commanditaires ;
- Tenir les activités en formule adaptée au contexte sanitaire :
  - Tenir un Défi métropolitain, Un Tour la Nuit et le Tour de l'Île en formule adaptée au contexte sanitaire ;
  - Revoir le concept de la ligne de départ, des relais et de l'arrivée pour souligner l'accomplissement, en fonction du contexte sanitaire ;
  - Élaborer un plan de mesures sanitaires en collaboration avec la ville de Montréal et la Santé publique de Montréal ;
  - Développer des concepts d'animations mobiles et ponctuelles le long du parcours pour éviter les rassemblements ;
  - Faire découvrir le plein air au cœur de la ville et dans la région métropolitaine aux Québécois de manière active et sécuritaire.

Dans la mesure où les règles sanitaires le permettent, les actions suivantes seront mises de l'avant dans la programmation 2021 puis en 2022 et 2023.

Participer à la relance touristique en optimisant l'attractivité de la programmation de l'événement pour faire vivre une expérience urbaine inoubliable et accroître les clientèles

Au Tour de l'Île de Montréal

- Mettre en valeur un nouveau parcours original, en alternance dans l'est et dans l'ouest de l'Île permettant de découvrir la ville sans voiture, dans un cadre festif et sécuritaire ;
- Présenter un départ adapté au contexte sanitaire ;
- Aménager des bornes à thématiques culturelles animées pour ponctuer la progression des participants sur le parcours ;
- Revoir le concept des relais et de l'arrivée pour souligner l'accomplissement, en fonction du contexte ;
- Développer une animation toujours renouvelée en synergie avec l'ADN du Festival ;
- Intégrer une offre gourmande avec l'exploitation d'une terrasse sur le site d'arrivée et/ou la présence des camions-bouffe de Montréal dans les relais, en respectant les mesures sanitaires.

Au Tour la Nuit

- Mettre en valeur un nouveau parcours original permettant de découvrir la ville sans voiture, dans un cadre nocturne, festif et sécuritaire ;
- Revoir le concept des relais et de l'arrivée pour souligner l'accomplissement, en fonction du contexte ;
- Ponctuer la progression du parcours par des interventions artistiques ;
- Poursuivre l'expérience de l'offre culinaire avec l'exploitation d'une terrasse sur le site de départ dès 17 h, dans le respect des mesures sanitaires.

Au Défi métropolitain

- Mettre en valeur un nouveau parcours original sur les routes de la grande région métropolitaine, dans un cadre festif et sécuritaire ;
- Présenter un site de départ et des haltes adaptés au contexte sanitaire.

Go vélo-boulot

- Déployer un nouveau concept d'activités matinales sur quatre sites en alternance pour rejoindre les travailleurs de la région métropolitaine et les encourager à adopter le vélo comme mode de transport au quotidien.

À la conférence internationale sur le vélo dans l'avenir des villes

- Inviter un conférencier à participer au festival ;
- Présenter une nouvelle conférence grand public de calibre international sur un enjeu de société en lien avec la mobilité active et durable ;
- Présenter cette conférence en partenariat avec la Maison du développement durable et le Conseil régional de l'environnement.

Optimiser nos efforts de marketing pour développer les clientèles

- Renouveler et développer une approche marketing originale, pour encourager divers segments de clientèles à participer à l'événement ;
- Cibler les adultes de 25 et plus pour le Tour de l'Île et Tour la Nuit ;
- Cibler les adultes de 35 et plus, composés de cyclistes avec une certaine expérience pour les événements sur route tels le Défi métropolitain et le TDÎ Découverte ;
- Cibler les marchés primaires (le Québec, français et anglais) et secondaires (Toronto et New York).

Maintenir l'excellence de la promotion et des communications

- Réaliser une campagne nationale à la radio, dans les quotidiens, les magazines et sur le Web ;
- Déployer une campagne sur le Web et les médias sociaux (photos, carrousel, vidéos) en mettant de l'avant des créatifs en fonction de la cible ;
- Optimiser nos interventions sur les médias sociaux auprès des 250 000 adhérents de la communauté de Vélo Québec.

Développer Montréal comme produit d'appel « vélo » sur les marchés canadiens hors Québec et internationaux, lorsque les conditions le permettront

- Mettre en marché des forfaits avec des partenaires de l'industrie touristique, si la situation mondiale le permet
  - **Forfait week-end au Festival Go vélo Montréal/A week-end at the Go Bike Montreal Festival** : Diffusé sur site Web de l'événement, ce forfait est offert par l'entremise de l'agence Vélo Québec Voyages avec le partenaire hôtelier Best Western Ville-Marie. Hors Québec, ce forfait est également commercialisé lors de salons grand public à Toronto et à New York et par une intervention ciblée auprès des clientèles niches comme la Canada Bike Coalition.

  - **Canada : Montréal Weekend Cycling Trips** : En collaboration avec l'agence de voyages américaine Sojourn Bicycling and Active Vacations, ce forfait de quatre jours à vélo offert dans le nord-est des États-Unis propose un voyage à vélo de Burlington à Montréal qui se conclut avec une participation au Tour de l'Île de Montréal. https://gosojourn.com/bicycle-tours/montreal-bike-tour/

  - ***Bike New York and Bike Montreal*** : organisée en collaboration avec Bike New York qui organise le Five Boro Bike Tour of New York, cette campagne consiste en un partenariat de réciprocité promotionnelle. On annonce le FGVM dans le guide du participant du 5BBT en plus d'avoir un kiosque et d'opérer un tirage de forfait FGVM pendant l'événement.

- Proposer l'offre week-end sur des plateformes voyages comme ***Tripaneer*** et ***Tour Radar.***

- Promouvoir le Festival Go vélo Montréal en partenariat avec ***l'Alliance de l'industrie touristique du Québec*** sur le site Bonjour Québec.

- **Présence aux salons de consommateurs**
  Participations aux événements rejoignant le grand public sont l'occasion de créer des contacts et d'amorcer des relations avec des individus intéressés par nos produits et services (Salon du vélo de Montréal, Salon Info-Vélo de Québec, Salon du vélo de Gatineau-Ottawa, Toronto International Bicycle Show et Five Boro Bike Tour à New York.).

Maintenir et renforcer le positionnement de Montréal comme ville cycliste d'avant-garde en Amérique du Nord

- Promouvoir Montréal comme métropole du vélo en Amérique du Nord dans nos interventions et communications hors Québec ;
- Renforcer la renommée internationale du Festival Go vélo Montréal et de la ville dans les médias étrangers par l'accueil de journalistes hors Québec, si la situation le permet.

Promouvoir la pratique utilitaire du vélo

- Réaliser des activités de promotion du vélo-boulot dans la région métropolitaine pour rejoindre les travailleurs et les encourager à adopter le vélo comme mode de transport au quotidien ;
- Susciter une discussion, dans les médias et à l'occasion d'une conférence grand public, sur un enjeu de société en lien avec la mobilité durable.

Achalandage et provenance

La dernière étude de provenance et d'achalandage a été réalisée en 2017 (révisée en mars 2018) Elle procure les données auxquelles on peut s'attendre en situation normale. Elles ont été obtenues par le travail de professionnels de CROP et les données d'achalandage fournies par l'événement validées par les professionnels de CROP. Ce travail a été effectué en appliquant les méthodes scientifiques et rigoureuses de l'entreprise.

Les données de l'étude sont énumérées ci-dessous :

ACHALANDAGE TOTAL : 31 042

Part relative (%) des LOCAUX : 75,9 %
Nombre de jours de participation effectués par des LOCAUX : 23 569

Part relative (%) d'EXCURSIONNISTES : 9,1 %
Nombre de jours de participation effectués par des EXCURSIONNISTES : 2 825

Part relative (%) de TOURISTES QUÉBÉCOIS : 6,3 %
Nombre de jours de participation effectués par des TOURISTES QUÉBÉCOIS : 1957

Part relative (%) de TOURISTES DES AUTRES PROVINCES CANADIENNES : 4 %
Nombre de jours de participation effectués par des TOURISTES AUTRES PROVINCES CANADIENNES : 1 254

Part relative (%) de TOURISTES DES ÉTATS-UNIS : 4,2
Nombre de jours de participation effectués par des TOURISTES DES ÉTATS-UNIS : 1 290

Part relative (%) de TOURISTES DES AUTRES PAYS QUE LES ÉTATS-UNIS : 0,5 %
Nombre de jours de participation effectués par des TOURISTES AUTRES PAYS QUE LES ÉTATS-UNIS : 147

Part relative TOTALE (%) de TOURISTES : 15 %
Nombre TOTAL de jours de participation effectués par des TOURISTES : 4 648

Nombre total de NUITÉES durant le séjour des touristes qui furent générées par l'événement : 7 208

INDICE D'ATTRACTIVITÉ : 95,8

On élabore actuellement divers scénarios pour l'édition 2021. Pour répondre aux directives de la santé publique, il est fort probable que l'on soit dans l'obligation de limiter le nombre de participants. Conséquemment, on ne peut garantir que les activités auront le même achalandage. On anticipe une reprise plus soutenue en 2022.

Montage financier 2021-2023

	2021	%	2022	%	2023	%
Produits						
Contributions publiques:						
Secrétariat à la métropole	250 000 $		250 000 $		250 000 $	
Tourisme Québec	172 000 $		177 000 $		182 000 $	
Ville de Montréal	120 000 $		120 000 $		120 000 $	
Tourisme Montréal	35 000 $		35 000 $		35 000 $	
Autres	100 000 $		100 000 $		100 000 $	
sous-total	677 000 $	26 %	682 000 $	25 %	687 000 $	24 %
Revenus autonomes						
Billetterie et produits dérivés	620 000 $		640 000 $		665 000 $	
Commanditaires (argent)	675 000 $		725 000 $		750 000 $	
Commanditaires (services)	675 000 $		725 000 $		750 000 $	
sous-total	1 970 000 $	74 %	2 090 000 $	75 %	2 165 000 $	76 %
Total	**2 647 000 $**		**2 772 000 $**		**2 852 000 $**	
Charges						
Salaires, charges sociales et honoraires	985 000 $		1 010 000 $		1 035 000 $	
Transport et communications	855 000 $		910 000 $		940 000 $	
Matériel, installation et services	650 000 $		680 000 $		700 000 $	
Honoraires professionnels	82 000 $		90 000 $		92 000 $	
Loyer et assurances	75 000 $		82 000 $		85 000 $	
Total	**2 647 000 $**		**2 772 000 $**		**2 852 000 $**	
Excédents des produits sur les charges	**- $**		**- $**		**- $**	

Programmation préliminaire du 30 mai au 6 juin 2021

Le Festival Go vélo Montréal est un concept qui permet de tenir des activités, et ce, même si le contexte de pandémie devait perdurer. Il s'agit d'un événement qui se déroule exclusivement à l'extérieur, où les participants déambulent à vélo et sont répartis sur plusieurs dizaines de kilomètres. Leur monture assure naturellement le maintien d'une distanciation physique de 2 m. L'expérience et l'expertise des équipes de logistiques, des communications et du service à la clientèle seront également mises à profit pour informer les participants et ainsi assurer le bon déroulement d'activités en toutes circonstances.

De plus, l'équipe travaille activement au déploiement d'une version adaptée à un contexte de mesures sanitaires sévères afin d'éliminer les occasions de rassemblement et réduire les risques de contamination sur la grande superficie où se déroulent les activités de nature déambulatoire. Les scénarios, qui seront présentés ultérieurement dans leur version détaillée, sont élaborés et évalués en fonction d'obtenir les autorisations nécessaires de la part de la Santé publique et des services de sécurité en plus de l'acceptation sociale.

Pour 2021, il n'est pas encore exclu de tenir un événement avec son concept régulier. Il faudrait toutefois qu'un retour à la normale survienne dans un délai raisonnable en amont de la tenue de l'événement. On développe actuellement des scénarios pour permettre la tenue d'activités adaptées au contexte pandémique, qui respectent les directives de la Santé publique pressenties au printemps et qui assurent l'offre d'activités aux Montréalais. Les scénarios visent plus particulièrement la modification des éléments de plus grande envergure, soit Un Tour la nuit et le Tour de l'Île.

Le scénario de report de l'événement à l'automne, en septembre alors que la météo est clémente, a également été étudié. Il a été jugé peu réaliste étant donné le calendrier montréalais déjà bien rempli en plus de la possibilité que plusieurs événements soient tentés de faire de même.

Il est à noter que le niveau de rentabilité des différents scénarios n'est pas le même. En effet, le scénario privilégié à ce jour prévoit la vente de laissez-passer, et donc des revenus autonomes qui varieront cependant en fonction du nombre de cyclistes. Le deuxième scénario serait gratuit pour les participants, occasionnant un manque à gagner que seuls la ville ou le gouvernement du Québec pourraient combler.

Scénario privilégié : Go vélo Montréal ; un Tour le Nuit et un Tour de l'Île en mode cyclovia

On offre une formule modifiée du Festival, mais tout aussi festive : un Défi métropolitain et des activités ponctuelles adaptés à la distanciation, puis des balades animées à Un Tour la Nuit et au Tour de l'Île, sans lieu de rassemblement, sur des parcours en boucle continue. En bref :

Le Défi métropolitain, le dimanche 30 mai 2021

En 2021, les boucles au départ de Châteauguay parcourront une dizaine de municipalités et se déploieront en sens horaire ou antihoraire de façon à accroître le confort des cyclistes sur la route, répartir les participants sur le parcours et restreindre les rassemblements hors cellule familiale.

Pour minimiser les risques de transmission du virus, on adapte la formule de départ pour offrir deux lieux distincts et prolonger la période pour prendre le départ. On prévoit également deux haltes-dîner et des ilots « bulle familiale ». Les mesures sanitaires seront scrupuleusement respectées aux moments charnières (distribution du lunch, kiosque information, toilettes, etc.). Les mesures sanitaires en vigueur seront communiquées aux participants en amont de l'activité (ex. port du masque obligatoire sur les sites de départ et dans les files d'attente) et sur le site.

Un Tour la nuit, le vendredi 4 juin 2021

Le Tour la Nuit défilera dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal, Rosemont–La-Petite-Patrie, Villeray–Saint-Michel-Parc-Extension et Ahuntsic-Cartierville. Un grand moment sera créé par un passage inédit au parc Frédéric-Back, animé pour l'occasion.

Une formule est actuellement en développement pour s'adapter au contexte sanitaire. On élimine la ligne de départ, les participants sont invités à prendre le départ par diverses portes d'entrée tout le long du parcours. On entrevoit un circuit de longueur d'une vingtaine de kilomètres à rues fermées pendant toute la durée de l'activité à l'image d'une grande cyclovia. Deux points d'entrée seront équipés de services et 4 autres points d'entrée sans service. Une ambiance festive, essentielle à l'ADN Go vélo, sera assurée par de l'animation, mobile ou de petites animations fixes, à même le parcours, toujours avec le souci de ne pas susciter les attroupements.

Le Tour de l'Île de Montréal, le dimanche 6 juin 2021

Le parcours permettra de circuler, en toute liberté. Il traversera les arrondissements du Plateau-Mont-Royal, Rosemont–La-Petite-Patrie, Saint-Léonard, Villeray–Saint-Michel-Parc-Extension, Montréal-Nord, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et Ville-Marie. Toujours avec le souci de ne pas susciter rassemblement, on créera un moment inédit et mémorable lors d'un passage par le Stade olympique.

Pour s'adapter au contexte sanitaire, on prévoit un parcours de 30 à 40 km en boucle continue sur rues fermées pendant toute la durée de l'activité à l'instar d'une grande cyclovia. Les participants pourront y accéder par une dizaine de points d'entrée (certains avec services et une majorité d'entrées sans service) aménagés de façon à gérer la circulation des participants. Des bornes thématiques, mobiles ou fixes, animeront le parcours. On évite ainsi tout rassemblement au départ et à l'arrivée puisque chacun partira du point le plus près de son domicile et quittera le parcours à sa convenance.

Les activités de programmation ponctuelle 2021

Go vélo-boulot, du lundi 31 mai au jeudi 3 juin 2021

Cette nouvelle formule sera l'occasion pour Vélo Québec et ses partenaires d'animer les matinées du lundi au jeudi sur quatre sites différents en alternance pour sensibiliser et mobiliser le grand public à la mobilité durable. Les activités de promotion du transport actif et collectif se tiendront dans divers lieux à déterminer.

La conférence du Festival Go vélo Montréal, le jeudi 3 juin 2021

La conférence permet d'engager, sur la place publique, une conversation touchant un enjeu social relié à la pratique utilitaire du vélo en ville. En 2021, la conférence se tiendrait exceptionnellement en mode virtuel elle sera donc accessible à la grandeur du Québec. Le conférencier reste à déterminer.

Scénario B : Go vélo Montréal ; un Tour le Nuit et un Tour de l'Île en mode mini cyclovias

Dans la mesure où le scénario privilégié ne pourrait pas être tenu, et pour éviter l'annulation complète de l'événement, un scénario de dernier recours est en cours d'élaboration. Il permettrait d'offrir une activité extérieure gratuite aux Montréalais. Cela prendrait la forme de plusieurs parcours de type cyclovia dans divers lieux de la ville dans un contexte nocturne, le vendredi soir, et de jour, le dimanche.

Note :
On travaille parallèlement sur les différents scénarios, mais il faudra statuer à la fin mars sur l'avenue choisie. Le financement public permet d'assurer les activités de l'organisation jusque-là et est d'autant plus nécessaire alors que les revenus de billetterie seront moindres sinon inexistants si le scénario B était retenu. L'apport de la ville demeure essentiel pour couvrir les frais encourus dans l'éventualité où l'événement devait être annulé. Dans l'éventualité où le scénario B serait retenu, un soutien supplémentaire de la ville et du gouvernement du Québec serait nécessaire.

Échéancier 2021

	2020				2021						
Étapes de préparation du Festival Go Vélo Montréal du 30 mai au 6 juin 2021	**septembre**	**octobre**	**novembre**	**décembre**	**janvier**	**février**	**mars**	**avril**	**mai**	**juin**	**juillet-août**
Planification des événements											
Élaboration d'une version modifiée des événements et adaptée à la situation pandémique	X	X	X	X	X	X	X			X	
Planification des éléments sanitaires afin de respecter les normes de la Santé publique en regard à la pandémie			X	X	X	X	X	X	X	X	
Planification des parcours											
Défi Métropolitain (50; 75; 100 et 150 km)		X	X	X	X					X	
Un Tour la Nuit		X	X	X	X					X	
Tour de l'Île de Montréal		X	X	X	X					X	
Planification des interventions événementielles sur les parcours											
Inclusion d'une expérience inédite au Tour la Nuit (parc Frédéric-Back)		X	X	X	X	X	X	X		X	
Inclusion d'une expérience inédite au Tour de l'Île (passage au Stade Olympique)		X	X	X	X	X	X	X		X	
Mise en place d'animations diverses tout au long du parcours du Tour la Nuit et du Tour de l'Île			X	X	X	X	X	X	X	X	
Développement des interventions des partenaires publics et privés				X	X	X	X	X	X	X	
Relations publiques et représentation											
Recherche et développement d'un porte-parole						X	X			X	
Campagne promotionnelle											
Élaboration des campagnes et plan marketing				X	X	X					
Déploiement d'une campagne sur les médias traditionnels								X	X		
Déploiement d'une campagne sur le web et les médias sociaux							X	X	X	X	
Mise de l'avant de contenus créatifs en fonction de la cible							X	X	X	X	
Planification de la campagne de recrutement des bénévoles											
Échéancier des productions imprimées et des infolettres bénévoles			X	X							
Mise à niveau de nos bases de données (bénévoles et intermédiaires bénévoles)			X	X	X						
Planification et organisation des formations virtuelles destinées aux bénévoles			X	X	X	X					
Planification de la stratégie de recrutement des bénévoles sur les médias sociaux				X	X						
Planification des activités et prix de reconnaissance aux bénévoles					X	X					
Mise à jour du contenu bénévole sur le web					X	X					
Planification et organisation des représentations virtuelles dans les établissements scolaires et organismes					X	X	X				
Campagne de recrutement et formation des bénévoles											
Entrée en fonction des agents de développement et de recrutement des bénévoles					X	X					
Campagne téléphonique auprès de nos intermédiaires bénévoles					X	X	X	X			
Production des outils pour les recrutements des bénévoles (signet, dépliant partenaires bénévélo, formulaire d'inscription)					X	X					
Déploiement d'une stratégie d'engagement des bénévoles sur les médias sociaux						X	X	X	X	X	
Envoi d'une infolettre aux anciens et/ou nouveaux bénévoles						X		X	X		
Envoi d'une infolettre aux intermédiaires bénévoles (organismes et écoles)						X		X			
Enregistrement et diffusion des représentations de recrutement virtuelles dans les établissements scolaires et organismes						X	X	X	X		
Campagne téléphonique auprès de nos anciens bénévoles							X	X			
Enregistrement et diffusion des formations virtuelles destinées aux bénévoles							X	X	X		

Médias	Parutions	Diffusion
		VALEUR 650 000 $
RADIOS FRANCOPHONES		
Énergie 94.3 et 107,3 Rouge fm	525 parutions en ondes Messages 30 secondes (campagne générique) Messages promo 30 secondes (concours radio) Mentions des animateurs (concours radio) Messages commandites 10 secondes Reportages promo préenregistrés — 60 secondes Web — bannière (page d'accueil) Web — page concours avec formulaire de participation et hyperlien 4 présences sur les médias sociaux 2000 SMS promotionnels	Mai
RADIOS ANGLOPHONES		
CJAD 800, Virgin Radio 96, TSN 690 et CHOM	500 parutions en ondes Messages 30 secondes (campagne générique) Mentions des animateurs (concours radio) Web Web — bannière (page d'accueil) Web — page concours avec formulaire de participation et hyperlien Médias sociaux (Virgin)	Mai

QUOTIDIEN		
La Presse+ Lapresse.ca	1 écran x 10 parutions - 1 868 948 impressions Bannières publicitaires (Agora) - 1 000 047 impressions	Avril — mai
WEB ET MÉDIAS SOCIAUX		
Campagne publicitaire sur Facebook	Vidéo, carrousel, publications statiques et promotion d'événements - 450 000 personnes atteintes	Avril à juin
Vélo Québec	parutions dans des infolettres - 50 000 abonnés Web - bannières publicitaires - 350 000 impressions	Mars à juin
MAGAZINE ET PUBLICATIONS VARIÉES		
Vélo Mag	Magazine (17 000 copies) : 2 x 1 page + 1 spread 4 parutions dans des infolettres - 18 500 abonnés	Avril et mai
Québec Science	Magazine (22 000 copies) : 2 x 1 page 2 parutions dans des infolettres - 25 000 abonnés	Avril à mai
Publications de Vélo Québec Guide du vélo au Québec	 2/3 page - 50 000 copies	 Mai
Carnet du Défi métropolitain	1 page et 1/3 page — 3500 copies	Mai
Programme Bike New York	1 page	Mai
Salons du vélo — actuellement *suspendus pour la saison 2021*		
Salon du vélo de Montréal Salon Info Vélo — Québec Salon du vélo de Gatineau-Ottawa Toronto Bicycle Show Five Boro Bike Tour - New York (Bike expo New York)	Kiosque VQ - 20 000 visiteurs Kiosque VQ - 15 000 visiteurs Kiosque VQ — 5000 visiteurs Kiosque VQ - 20 000 visiteurs Kiosque VQ - 60 000 visiteurs	19 au 21 février 5 au 7 mars 12 au 14 mars 3 au 7 mars 30 avril au 2 mai

Budget 2021

	2021													
Produits														
Contributions publiques:														
Secrétariat à la métropole	250 000 $													
Tourisme Québec	172 000 $													
Ville de Montréal	120 000 $													
Tourisme Montréal	35 000 $													
Autres	100 000 $													
sous-total	677 000 $	26%												
Revenus autonomes														
Billetterie et produits dérivés	620 000 $													
Commanditaires (argent)	675 000 $													
Commanditaires (services)	675 000 $													
sous-total	1 970 000 $	74%												
Total	**2 647 000 $**	**100%**												
Charges			2020			2021								
			Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre
Salaires, charges sociales et honoraires	985 000 $		65 417 $	65 417 $	65 417 $	82 083 $	82 083 $	98 750 $	109 861 $	109 861 $	109 861 $	65 417 $	65 417 $	65 417 $
Transport et communications	855 000 $		- $	- $	- $	- $	68 400 $	102 600 $	256 500 $	299 250 $	128 250 $	- $	- $	
Matériel, installation et services	650 000 $		- $	- $	- $	- $	- $	32 500 $	162 500 $	325 000 $	130 000 $			
Honoraires professionnels	82 000 $		- $	- $	- $	- $	4 100 $	20 500 $	20 500 $	20 500 $	12 300 $	4 100 $		
Loyer et assurances	75 000 $		6 250 $	6 250 $	6 250 $	6 250 $	6 250 $	6 250 $	6 250 $	6 250 $	6 250 $	6 250 $	6 250 $	6 250 $
Sous-total mensuel			*71 667 $*	*71 667 $*	*71 667 $*	*88 333 $*	*160 833 $*	*260 600 $*	*555 611 $*	*760 861 $*	*386 661 $*	*75 767 $*	*71 667 $*	*71 667 $*
Total / Culmul mensuel	**2 647 000 $**		**71 667 $**	**143 333 $**	**215 000 $**	**303 333 $**	**464 167 $**	**724 767 $**	**1 280 378 $**	**2 041 239 $**	**2 427 900 $**	**2 503 666 $**	**2 575 333 $**	**2 647 000 $**
Excédents des produits sur les charges	**- $**													

Plan de formation des bénévoles et encadreurs cyclistes

Plusieurs formations seront planifiées afin de fournir aux bénévoles et encadreurs cyclistes toutes les informations utiles à leurs fonctions dans le cadre du Festival Go vélo Montréal 2021.

Formation des chefs d'équipe bénévoles
Contenu : Présentation du rôle du chef d'équipe, du déroulement des événements et des documents utiles à leurs fonctions.
Format : Formation en visioconférence avec période de questions. Des rencontres individuelles en ligne seront également planifiées avec les nouveaux chefs ainsi qu'avec les chefs responsables de secteurs qui nécessitent des explications supplémentaires. Des capsules vidéo préenregistrées présentant le rôle des différentes équipes bénévoles leur seront aussi transmises par courriel avant la formation en plus des documents spécifiques à leur secteur.
Date : Début-mai 2021

Formation des bénévoles — équipes parcours et sites
Contenu : Présentation du rôle de chaque équipe bénévole, du déroulement des événements et des documents utiles à leurs fonctions.
Format : Des capsules vidéo préenregistrées seront transmises par courriel aux bénévoles en plus d'une invitation à une rencontre en visioconférence pour répondre aux questions.
Date : Mi-mai 2021

Formation des bénévoles — équipe transport
Contenu : Présentation du rôle des chauffeurs, débardeurs et accompagnateurs autobus, du déroulement des événements et des documents utiles à leurs fonctions.
Format : Formation en visioconférence avec période de questions. Des rencontres individuelles en ligne seront également planifiées avec chacun afin de leur transmettre les explications spécifiques à leur rôle.
Date : Mi-mai 2021

Formation des encadreurs cyclistes
Contenu : Présentation du rôle de l'encadreur cycliste, du déroulement des événements et du matériel spécifique à leurs fonctions.
Format : Formation en visioconférence avec période de questions. Un guide de l'encadreur cycliste leur sera aussi transmis par courriel avant la formation.
Date : Mi-mai 2021

Formation des bénévoles — équipes spéciales
Contenu : Présentation du rôle des chefs d'opération, chargés de circulation et superviseurs, du déroulement des événements et des documents utiles à leurs fonctions.
Format : Formation en visioconférence avec période de questions. Des rencontres individuelles en ligne seront également planifiées avec chacun afin de leur transmettre les explications spécifiques à leur rôle.
Date : Fin-mai 2021

Occupation du domaine public et dossiers techniques

Les parcours à rues fermées font l'objet d'un dépôt pour fin d'approbation au Service de la culture, Direction Cinéma — Festival – Événements de la Ville de Montréal, à la fin janvier 2021.

Plan de gestion des risques

- Un service d'ordre entourant la fermeture des parcours de l'événement est réalisé en collaboration avec le Service de la Police ;
- Un cahier des charges (en version préliminaire et finale) entourant les besoins techniques de l'événement est déposé au Service de la culture, Direction Cinéma — Festival – Événements de la Ville de Montréal pour fin de réalisation par les services municipaux concernés ;
- Un guide des intervenants rassemblant l'ensemble des plans et mesures de sécurité est déposé à l'ensemble des intervenants précédant le jour J ;
- Un plan de mesures sanitaires est également en cours d'élaboration.

Service des communications
Direction image de marque et stratégie numérique

Juin 2018

ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL

Guide d'application du protocole de visibilité pour les organismes subventionnés, les arrondissements et les services de la Ville

Montréal

Entente sur le développement culturel de Montréal

L'Entente sur le développement culturel de Montréal conclue entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCC) permet la réalisation de nombreuses initiatives qui visent à consolider le statut de Montréal, métropole culturelle.

La Ville et le MCC ont signé un protocole de visibilité qui s'applique à tous les projets soutenus dans le cadre de cette Entente, qu'ils soient réalisés par un organisme externe, un arrondissement ou un service de la Ville.

Guide d'application du protocole de visibilité

L'organisme subventionné, l'arrondissement ou le service de la Ville doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au ministère de la Culture et des Communications du Québec. En fonction de l'importance du soutien financier accordé et des impacts médiatiques du projet, il est essentiel de :

1. VISIBILITÉ

1.1. Développer et présenter au responsable du projet de la Ville une stratégie ou des actions de communication et en assurer la réalisation.

1.2. Faire approuver le positionnement des logotypes de tous les partenaires du projet au Service des communications de la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant toute publication.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés respectent les obligations en matière de communication et de normes de visibilité ainsi que la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

2.1. Reconnaissance de la Ville de Montréal et du gouvernement du Québec

- Faire état de la contribution de la Ville et du gouvernement du Québec et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville (@MTL_Ville pour Twitter et @mtlville pour Facebook) et le gouvernement du Québec (@MCCQuebec pour Twitter et @mccquebec pour Facebook) pour leur soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville et du gouvernement du Québec lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous les outils de communication imprimés et numériques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le programme officiel, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, les objets promotionnels, etc.

  Les logos de Montréal et du gouvernement du Québec devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule.

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville et du gouvernement du Québec n'est pas possible, l'organisme doit ajouter la phrase suivante : **Projet financé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal conclue entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec.**

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et du gouvernement du Québec et tous les documents où figurent les logos de la Ville et du gouvernement du Québec, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville et du gouvernement du Québec en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal et du gouvernement du Québec peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaires principaux, ils devront être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville et du MCC (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville et du gouvernement du Québec, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville et le ministère de la Culture et des Communications :
  - Inviter par écrit la mairesse et la ministre de la Culture et des Communications à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif et au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
  - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif et au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

1) Pour envoyer une invitation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif ou pour une demande de citation dans un communiqué ou un mot de la mairesse, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2) Pour envoyer une invitation au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications ou demander un mot de la ministre, écrivez à : ministre@mcc.gouv.qc.ca.

Dans les deux cas, il est important de préciser que le projet ou l'activité est subventionné(e) par le biais de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.3. Normes graphiques et positionnement à respecter

Sur tous les outils de communication (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.) :

- Logos : respecter les normes et règles d'utilisation du logo de la Ville et de celui du gouvernement du Québec disponibles sur : http://ville.montreal.qc.ca/culture/logos-et-signatures-graphiques
- Positionnement : respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville, du gouvernement du Québec et des autres partenaires.

  De façon générale, le logo du gouvernement du Québec doit toujours se retrouver à l'extrême droite.

  Quelques cas de figure :

  Montréal + Québec

  Canada + Montréal + Québec

  Arrondissement + Montréal + Québec

  Canada + arrondissement + Montréal + Québec

  Organisme + arrondissement + Montréal + Québec

  Note : il est important que tous les logos aient la même taille.

Exemples de positionnement :









- À NOTER : Afin de respecter le visuel convenu avec le ministère de la Culture et des Communications, les panneaux de chantier doivent être réalisés par le Studio de design graphique du Service des communications de la Ville.
  À cet effet, vous devez transmettre votre demande à visibilite@ville.montreal.qc.ca en indiquant qu'il s'agit d'un projet réalisé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et au MCC, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville et du ministère de la Culture et des Communications sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville et du ministère de la Culture et des Communications dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **30 jours ouvrables** à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré de la page 3 du présent document.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminé) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville et du gouvernement du Québec dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics (autres que les événements médiatiques)

- Inviter la mairesse et la ministre de la Culture et des Communications à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec les deux cabinets politiques en avisant le responsable du projet de la Ville.
- Valider les règles protocolaires des deux cabinets en matière d'événements publics.

Pour joindre les cabinets politiques pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré de la page 3 du présent document, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par le biais de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre au responsable du projet de la Ville en annexe au bilan, en format numérique :
  - tous les outils de communication développés pour la publicité et l'information publique relative aux activités du projet ou de l'activité (ex : images des mentions, logos sur les affiches, etc);
  - s'il y a lieu, une revue de presse incluant les mentions verbales ou écrites diffusées à la radio ou à la télévision, dans les journaux et imprimés de même que sur le web;
  - s'il y a lieu, une photo des différents montages où figurent les logos de la Ville et du gouvernement du Québec (ex. : conférence de presse).

Pour faire approuver un texte ou un document, ou si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville, veuillez adresser votre demande par courriel au Service des communications de la Ville : **visibilite@ville.montreal.qc.ca**

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec : **visibilite@mcc.gouv.qc.ca**

Festival Go Vélo Montréal 2021

FESTIVAL
GO VÉLO MTL

Demande de financement additionnel
Présentée à la ville de Montréal

Informations supplémentaires

Vélo Québec
ÉVÉNEMENTS

/18 juin 2021

Ajustements apportés au budget prévisionnel initial

Le budget prévisionnel du Festival Go Vélo Montréal 2021 a connu des ajustements significatifs par rapport à celui qui accompagnait initialement la demande de soutien financier présentée à la Ville de Montréal à l'automne 2020.

En effet, le contexte sanitaire actuel et les exigences de la Direction régionale de santé publique de Montréal à l'égard de l'organisation des festivals et événements ont eu un impact important sur nos revenus et sur certaines de nos dépenses.

Voici les principaux éléments ayant eu une incidence sur nos prévisions :

1- Le délai pour obtenir l'autorisation d'organiser l'événement a entraîné de l'incertitude conduisant à une diminution de nos revenus de commandites;
2- Les consignes sanitaires nous imposent de limiter considérablement le nombre de participants ce qui entraînera une baisse importante de nos revenus de billetterie;
3- Notre plan d'organisation implique, pour se conformer aux normes sanitaires, de multiplier les sites d'entrée/sortie sur nos parcours. Au nombre de huit, ces sites nous conduisent à multiplier également les services, les fournitures sanitaires et le nombre d'employés ce qui, par conséquent, augmente l'ensemble des dépenses afférentes. Il s'agit d'un impératif de santé publique sur lequel nous n'avons aucune flexibilité.

Afin de préserver la santé financière de l'organisation, nous serons, en l'absence d'un soutien financier additionnel, dans l'obligation d'envisager de réduire nos dépenses d'opération et d'animation de l'événement. Évidemment, nous souhaitons éviter de devoir rogner sur la qualité du service qui fait notre renommée, particulièrement dans un contexte où la plupart des autres événements sportifs majeurs de la Métropole (Grand Prix Cycliste, Marathon) ont finalement été annulés.

C'est pourquoi nous sollicitons une aide exceptionnelle et non récurrente équivalente à 50% de l'aide financière déjà accordée, soit 60 000$. Cette proportion correspond à la bonification obtenue cette année de la part de Tourisme Québec pour nous encourager dans la relance de l'activité événementielle et touristique estivale.

Ce soutien additionnel de la Ville de Montréal permettrait à Vélo Québec de poursuivre sereinement sa mission de promotion du vélo comme loisir et mode de transport actif, dans un moment où il apparaît plus que nécessaire de renouer avec de saines habitudes de vie.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *121 4669 001*
Unité administrative responsable : *SGPMRS, Direction des sports, Division des sports et de l'activité physique*
Projet : *Événement Festival Go vélo Montréal 2021*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050;

3. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous;

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

1. *Aucune émission de GES sera effectué par les participants de l'événement, puisqu'ils seront tous en vélo;*
2. *L'événement contribue, entre autre, à la qualité de vie des Montréalais et prône les bienfaits du transport en vélo;*
3. *Le Festival Go vélo Montréal attire habituellement plus de 25 000 cyclistes pour le Tour de l'île et plus de 15 000 pour le Tour la nuit. Cet événement est reconnu dans la grande région métropolitaine et même dans la province.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Addenda_VQÉ_2021_Signé.pdf

ADDENDA VQÉ 2021

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, assistant-greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **VÉLO QUÉBEC ÉVÉNEMENTS**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est au 1251, rue Rachel Est, Montréal, Québec, H2J 2J9, agissant et représentée par monsieur Jean-François Rheault, président-directeur général, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il le déclare

Numéro d'inscription TPS : R105330740
Numéro d'inscription TVQ : 1010791941
Numéro d'organisme de charité : N/A

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville a octroyé un soutien financier de 120 000 $ pour la tenue du Festival Go vélo Montréal 2021, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG21 0133 en date du 25 mars 2021 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE l'organisme doit se conformer aux ajustements demandés par la Direction régionale de santé publique et le CCMU pour le déroulement de l'événement;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. La Convention initiale est modifiée par le remplacement de l'article 4.1.1 par la suivante :

   4.1.1 **Montant de la contribution financière**

   En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de cent-trente-deux-mille dollars (132 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation de l'Événement.

2. La Convention initiale est modifiée par le remplacement de l'article 4.1.2 par la suivante :

   4.1.2 **Versements**

   La somme sera remise à l'Organisme en deux versements comme suit :

   i. un premier versement d'un montant maximal de quatre-vingt-seize mille dollars (96 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention par les deux Parties;

   ii. un deuxième versement d'un montant maximal de trente-six mille dollars (36 000 $), au plus tard 30 jours après la réception du Bilan financier ventilé de l'Événement;

   Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

3. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

4. Le présent addenda entre en vigueur à la date de la dernière signature.

LA PRÉSENTE CONVENTION A ÉTÉ SIGNÉE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, assistant-greffier

Montréal, le 17 e jour d'août 2021

VÉLO QUÉBEC ÉVÉNEMENTS

Par : _____
Jean-François Rheault,
Président-directeur général

Cette convention a été approuvée par conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de 20 (résolution).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1214669001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Approuver le projet d'addenda à la convention intervenue entre Vélo Québec Événements (VQÉ) et la Ville de Montréal (CG21 0133) / Accorder une contribution financière additionnelle de 12 000 $ dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour le Festival Go vélo Montréal, totalisant ainsi une somme de 132 000 $ pour l'édition 2021

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1214669001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-19

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-5872
Division : Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.031

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1219286002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du développement du logement abordable
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 b) prendre des mesures adéquates, avec l'appui de ses partenaires, pour que soit fourni aux personnes itinérantes, dans la mesure où elles en expriment le besoin et dès qu'elles le font, un gîte provisoire et sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Autoriser une aide financière de 840 187 $ à l'organisme à but non lucratif Mission Old Brewery, pour la réhabilitation d'un immeuble vacant et en mauvais état situé au 1575, Avenue Lartigue, arrondissement Ville Marie pour y aménager 12 studios, dans le cadre de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL); approuver la convention de contribution financière entre la Ville et l'organisme Mission Old Brewery; déléguer la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire pour et au nom de la Ville de Montréal, ainsi que de tout autre document requis pour donner plein effet à ladite convention.

Le Service de l'habitation recommande:

- d'accorder un soutien financier de 840 187 $ à l'organisme à but non lucratif Mission Old Brewery pour la réhabilitation d'un bâtiment en mauvais état et vacant situé au 1575, avenue Lartigue dans l'arrondissement Ville-Marie, dans le cadre de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL);
- d'approuver la convention de contribution financière entre la Ville et l'organisme ;
- de déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte de garantie hypothécaire en faveur de la Ville de Montréal et du contrat de services professionnels du notaire, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière, ainsi que de tout autre document requis pour donner plein effet à ladite convention.
- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2021-08-30 11:23

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1219286002**
Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du développement du logement abordable
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 b) prendre des mesures adéquates, avec l'appui de ses partenaires, pour que soit fourni aux personnes itinérantes, dans la mesure où elles en expriment le besoin et dès qu'elles le font, un gîte provisoire et sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Autoriser une aide financière de 840 187 $ à l'organisme à but non lucratif Mission Old Brewery, pour la réhabilitation d'un immeuble vacant et en mauvais état situé au 1575, Avenue Lartigue, arrondissement Ville Marie pour y aménager 12 studios, dans le cadre de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL); approuver la convention de contribution financière entre la Ville et l'organisme Mission Old Brewery; déléguer la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire pour et au nom de la Ville de Montréal, ainsi que de tout autre document requis pour donner plein effet à ladite convention.

CONTENU

CONTEXTE

En réponse à l'accroissement du phénomène de l'itinérance dans les grandes villes canadiennes, aggravé par la pandémie de COVID-19, le gouvernement fédéral s'est engagé à consacrer une somme de 1 milliard $ (1 G$) pour la réalisation de projets destinés à cette clientèle dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL). Les détails de l'ICRL ont été rendus publics le 27 octobre dernier par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

La Ville de Montréal a soumis, en novembre 2020, une demande de financement à l'ICRL. 12 des projets soumis ont été retenus par la SCHL, dont celui élaboré par l'organisme le Centre de jour Saint-James. Le projet prévoyait l'aménagement de 12 chambres dans un local appartenant à la communauté religieuse des Jésuites.

Le projet du Centre Saint-James a été abandonné, car l'entente de location à long terme n'a

pas pu se conclure entre l'organisme et le propriétaire. La SCHL a accepté le remplacement du projet du Centre Saint-James par le projet Les voisines de Lartigue présenté par l'organisme Mission Old Brewery qui répond aux paramètres de l'ICRL et qui fait l'objet du présent dossier décisionnel.

L'entente convenue entre la SCHL et la Ville de Montréal, le 28 janvier 2021, confirme le versement à la Ville d'une contribution d'un montant global de 56 798 417$, et permet à la Ville de conclure avec les organismes retenus pour la réalisation des projets ICRL toute convention définissant les droits et obligations des parties. La signature de cette convention permet à la Ville de s'assurer du respect de l'ensemble de ses engagements dans le cadre de l'entente ICLR et permet aux organismes d'accéder aux fonds prévus pour la réalisation de leur projet.

Le présent sommaire décisionnel vise en ce sens à autoriser la signature de la convention avec l'organisme Mission Old Brewery

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CE21 0848 (17 mai 2021) Accorder un soutien financier de 4 998 328 $ à l'organisme à but non lucratif La Fondation du refuge pour femmes Chez Doris inc. pour l'acquisition et la reconversion de deux immeubles de trois étages, situés au 1565-1567 et 1569-1575, rue Saint-André, dans l'arrondissement de Ville-Marie afin d'y aménager une maison de 20 chambres pour femmes en difficulté, dans le cadre de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL);
- CE21 0847 (17 mai 2021) Accorder un soutien financier de 1 779 597,80 $ à l'organisme à but non lucratif La Maison Tangente inc. pour l'acquisition et la rénovation d'un bâtiment situé au 4224-4228, rue Adam dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, dans le cadre de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL);

- CE21 0650 (28 avril 2021) Accorder un soutien financier de 4 699 816 $ à l'organisme à but non lucratif Projets Autochtones du Québec (PAQ) pour l'acquisition et la reconversion d'un immeuble situé au 1019-1025, rue Saint-Hubert, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour la réalisation d'une maison de chambres pour personnes Autochtones et Inuites, dans le cadre de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL);

- CE21 0626 (23 avril 2021) Accorder un soutien financier de 2 011 117 $ à Vilavi Québec, pour l'acquisition et la reconversion d'un immeuble de trois étages situé au 1610-1612, rue Saint-André, dans l'arrondissement de Ville-Marie afin d'y aménager une maison de neuf chambres, dans le cadre de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL);

- CE21 0591 (14 avril 2021) Accorder un soutien financier de 4 579 839 $ à l'organisme à but non lucratif Le Pas de la Rue, pour l'acquisition des lots 1 295 499 et 1 295 500, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situés sur la rue Notre Dame Est, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve pour la réalisation d'un projet de 19 studios, dans le cadre de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL)

- CE21 0459 (31 mars 2021) Accorder un soutien financier de 6 597 203 $ à Mission Old Brewery, pour l'acquisition et la conversion d'un immeuble situé au 4544, avenue du Parc, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, afin d'y

aménager 24 chambres, dans le cadre de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL);

- CE21 0442 (24 mars 2021) Accorder un soutien financier de 10 865 000 $ au Réseau Habitation Femmes de Montréal, pour l'acquisition de trois immeubles situés aux 7415-7417, 7457-7461 et 7469-7475, 18 e Avenue, dans l'arrondissement de Villeray—St-Michel—Parc-Extension et la réalisation d'un projet de 26 unités, dans le cadre de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL);

- CE21 0245 (18 février 2021). Autoriser une contribution financière maximale de 50 000 $ par projet, pour un montant total de 600 000 $, en provenance du budget de fonctionnement du Service de l'habitation, dans le cadre de l'entente entre la Ville de Montréal et la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) relative à l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL).

- CG21 0053 (28 janvier 2021). Adoption - Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL)
- CG21 0045 (28 janvier 2021). Autoriser la ratification de la convention avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) permettant le transfert de 56 798 417 $ destinés à la réalisation de 12 projets d'habitation pour personnes en situation d'itinérance ou vulnérables - Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalant à la subvention attendue de 56 798 417 $
  Décisions antérieures
- CE20 2091 (31 décembre 2020). Autorisation accordée au directeur général à signer la convention, à être ratifiée par le conseil d'agglomération conditionnellement à l'obtention du décret d'autorisation, avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) dans le cadre de l'Initiative de création rapide de logements (ICRL) et encaisser la somme de 56 798 417 $ destinée à des projets d'habitation pour personnes sans-abri ou vulnérables ; autorisation de demander à la SCHL d'accepter exceptionnellement que le pouvoir de livrer et d'exécuter les obligations de la convention soit autorisé au plus tard le 28 janvier 2021 (1200640001).
- CE20 1874 (27 novembre 2020). Autorisation du dépôt d'un Plan sommaire d'investissement dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logement et approbation de la stratégie de présentation de la Ville auprès de la SCHL (1208320004).

DESCRIPTION

L'organisme

Mission Old Brewery (l'Organisme) existe depuis 1890 et a pour mission d'offrir un éventail de services répondant aux besoins des personnes sans-abri à Montréal et celles qui sont à risque de le devenir. Elle s'efforce de leur donner les moyens de prendre le contrôle de leur vie et de s'approprier la place qui leur revient dans la communauté.

Le projet immobilier

Mission Old Brewery a acquis sur ses fonds propres, le 28 mai 2021, le bâtiment situé au 1575 avenue Lartigue, pour lui assurer l'accès futur à cet emplacement situé à quelques mètres du Pavillon Patricia McKenzie, un centre de jour appartenant à l'Organisme et offrant des services d'urgence et de transition incluant des lits d'urgence destinés aux femmes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir. L'acquisition de cet immeuble permettra une continuité des services offerts au Pavillon Patricia McKenzie.

Le bâtiment, qui date de 1955 et comporte 3 étages de 439 m2 chacun, est érigé sur un terrain de 200 m2, adossé à un petit parc de quartier.

Le projet de réhabilitation du bâtiment, qui se trouve actuellement dans un mauvais état, vise la création de 12 studios, tous équipés d'un comptoir cuisine et d'une salle de bain privée; l'immeuble offrira aussi un salon communautaire, une buanderie, des espaces de stockage et une petite cour à l'arrière du bâtiment.

Les travaux incluent principalement la mise en norme du système sécurité incendie, des issus de secours, de la ventilation et l'aménagement intérieur des unités.

La clientèle visée

Le projet s'adresse aux femmes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir, qui sont prêtes à s'installer en logement tout en recevant un accompagnement et un soutien, dispensés notamment par le Pavillon Patricia McKenzie. La durée du séjour dans le projet est de plus de 3 mois.

L'aide financière

Le budget de réalisation du projet est estimé à environ 2.83 M$, ce qui inclut le prix d'acquisition du bâtiment à 1,7 M $, les travaux de rénovation et de réhabilitation du bâtiment d'un montant estimé de 600 000 $, ainsi que tous les frais indirects tels que les honoraires de professionnels.

Les sources de financement pour le projet sont:

- 840 187 $ - ICRL;
- 1 184 357 $ - Fonds propres de l'Organisme ayant servi pour l'acquisition de la bâtisse;
- 20 000 $ - Subvention CTLC (Centre de transformation du logement communautaire);
- 787 500 $ - Marge de crédit hypothécaire, garantie par une hypothèque immobilière de 1er rang sur l'immeuble.

La convention

Les conditions applicables à l'obtention de la contribution financière de l'ICRL sont inscrites dans une convention d'une durée de 20 ans et sont garanties par une hypothèque de

second rang en faveur de la Ville. L'acte hypothécaire sera signé et publié à la suite de la signature de la convention entre la Ville et l'organisme.

Les principales conditions incluses dans la convention se résument comme suit :

Conditions liées à la saine gestion de l'immeuble et à la clientèle visée:

- Réalisation des travaux de rénovation et livraison des logements d'ici le 31 mars 2022 (a. 4.1 et 4.3);
- Rétention des services d'entrepreneurs en règle pour les travaux, et de services de professionnels pour la surveillance de ces travaux. (a. 4.6);
- Maintien d'une offre locative abordable (inférieure à 30% du revenu brut du locataire) pour des personnes vulnérables (a. 4.8 et suivants);
- Maintien de la viabilité financière du projet durant la période d'exploitation (a. 4.8.4).
- Reddition de compte jusqu'à la date de livraison du projet (a. 4.4) puis durant la phase d'exploitation du projet (a. 4.12 et suivants);
- Maintien en bon état du Bâtiment au cours des ans, avec inspections aux 5 ans (a. 4.9 et suivants).

Conditions financières et vente de l'immeuble:

La contribution financière sert exclusivement à payer les Coûts de réalisation du projet, tel que ce terme est défini dans la convention, et ne peut servir pour les coûts d'opération du projet, pour la mission de l'organisme (a. 4.3.3) ou au remboursement des intérêts ou frais afférents à la marge de crédit hypothécaire contractée par l'Organisme (a. 4.2.2).

Afin d'assumer les dépassements de coûts anticipés, l'Organisme est autorisé par la Ville à contracter une marge de crédit hypothécaire d'un montant maximal disponible de 1 000 000 $ garantie par une hypothèque immobilière de premier rang sur l'immeuble en faveur de la banque Scotia d'un montant qui n'excède pas pas le montant maximal de la marge de crédit (4.2.2). L'hypothèque en faveur de la Ville sur l'immeuble se retrouve donc en deuxième rang.

Les fonds disponibles sur cette marge devront être utilisés uniquement pour les coûts de réalisation du Projet et ne pourront être utilisés pour les coûts d'opération du projet ou pour appuyer la mission globale de l'Organisme. Le solde de cette marge de crédit hypothécaire devra être converti en un prêt à terme amortissable à la fin des travaux, soit au plus tard le 31 mars 2022.

La Convention précise les conditions d'une éventuelle vente de l'immeuble, à un OBNL avec mission compatible, ou, si ce n'est pas possible, à tout autre tiers, sous réserve d'un droit de préemption en faveur de la Ville. (a. 4.19 et suivants).

Reddition de comptes :

Une reddition de comptes est exigée chaque année (150 jours après la fin de l'année financière de l'Organisme) pour toute la durée de la convention et inclut notamment :

- Les états financiers audités (indiquant, entre autres éléments, l'utilisation de la contribution, les loyers perçus, les réserves de remplacement)
- Le rapport d'activités annuel;
- L'index aux immeubles confirmant que l'Organisme est toujours propriétaire de l'immeuble et que ce dernier n'est pas grevé d'une hypothèque non autorisée par la Ville.

JUSTIFICATION

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) qui vise à offrir du logement abordable à des populations vulnérables, afin d'accroître l'offre de logements salubres et accessibles financièrement sur le territoire montréalais.

L'analyse préliminaire des risques

a. **Solidité de l'organisme**

L'analyse des états financiers des trois dernières années (2018-2019-2020) permet de constater que l'Organisme a une saine gestion financière et peut compter sur des liquidités suffisantes. Ces éléments démontrent sa capacité à faire face à ses engagements à court terme. L'organisme dispose d'une bonne capacité d'emprunt. Les fonds générés sont constamment positifs et permettent une couverture de la dette jusqu'à 5 fois en moyenne.

Par ailleurs, l'Organisme compte sur des revenus récurrents provenant notamment du ministère de la Santé et des services sociaux pour les effectifs d'intervention ainsi que d'aides de la Société d'habitation du Québec (Programme de Supplément au Loyer - PSL).

b. **Viabilité du projet**

Le projet comptera sur les revenus locatifs de 12 studios avec un loyer maximum de 721$ (tous services inclus). Ce loyer correspond au plafond établi par la Société d'habitation du Québec dans le cadre du programme de subvention au loyer (PSL) ce qui permettra aux locataires de bénéficier de ces subventions qui ramèneront leur coût de loyer à 25% de leur revenu.

Le projet est admissible au PSL pour l'ensemble de ses 12 unités, cependant, une confirmation est attendue prochainement.

Le projet demeure en attente d'un appui du MSSS relativement au financement des effectifs requis pour assurer le soutien aux locataires (une somme annuelle de 35 000 $ serait requise à cette fin). En cas de délai pour obtenir ce financement, l'Organisme devra compter sur les ressources dont il dispose déjà pour gérer le projet.

Selon les prévisions établies pour une période de 20 ans et en présumant de l'obtention de budgets pour les effectifs requis par le projet; le projet dégagerait un léger surplus d'exploitation et serait financièrement viable.

En cas de déficit, celui-ci pourrait aisément être absorbé par l'excédent de trésorerie de l'Organisme et par ses campagnes de financement annuelles.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense de subvention non récurrente totale maximale de 840 187 $. Ce montant sera financé entièrement par le budget de l'ICRL, dans le cadre de l'entente entre la Ville et la SCHL.

Cette dépense proviendra du budget de fonctionnement du Service de l'habitation. Les subventions rattachées à ce projet concernent l'aide destinée aux sans-abri, une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

La contribution financière servira pour la réalisation du projet (travaux de rénovation et réhabilitation du bâtiment et les frais de pré- développement et de pré-construction) et sera versée à l'organisme de la façon suivante :

- Un premier versement correspondant aux frais et coûts de réalisation incluant les dépenses de pré-développement engagées par l'Organisme depuis le 27 octobre 2020 (tel que permis par la convention SCHL/Ville). Le montant du premier versement sera déterminé par les Responsable en fonction des pièces justificatives et des factures devant être transmises par l'Organisme afin de justifier ce montant. Le premier versement pourra être fait par la Ville dans les soixante (60) jours suivant la signature de la convention.
- Le solde de la contribution financière sera déboursé sous forme de décaissements progressifs à la demande de l'Organisme, basé sur les pièces justificatives et les factures remises par l'Organisme.

Le détail sur la provenance des fonds et les imputations budgétaires se retrouvent dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

- Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du plan Montréal 2030 et des engagements en inclusion et en équité.
- Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en matière de changements climatiques ; le dossier concerne la transformation d'un immeuble pour créer des logements destinés à des personnes sans-logis.
- La grille d'analyse de la conformité au Plan Montréal 2030, au plan climat et à l'ADS+ apparaît en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Au plan urbain, le projet permettra de sauvegarder un immeuble et de conserver la trame bâtie d'un secteur en voie de revitalisation. Au plan social, le projet constitue une solution pour des personnes qui ont connu l'itinérance et sont en réinsertion sociale.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Cette initiative de la SCHL a été conçue notamment en réponse à la crise sanitaire de manière à répondre aux besoins croissants et pressants en matière de logements

abordables. L'imposition de nouvelles mesures sanitaires des gouvernements québécois et canadiens pourraient avoir un impact sur les délais de livraison et les coûts du projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est prévue par le Service de l'expérience citoyenne et des communications, en collaboration avec la SCHL.

Par ailleurs, l'ensemble des communications concernant le projet de Mission Old Brewery est encadré par le protocole de visibilité en annexe de la présente convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La Ville produira les attestations trimestrielles exigées par la SCHL afin de rendre compte de l'état d'avancement de la réalisation du projet ICRL de Mission Old Brewery.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Iulia Ramona BOAR BUCSA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane BÉLANGER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hafsa DABA
Conseiller en développement de l'habitation

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-24

Jean-François MORIN
c/d soutien projets gestion programmes habitation

Tél :	514-868-7688	**Tél :**	(514) 242-4923
Télécop. :	000-0000	**Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI
Directrice - Habitation
Tél :
Approuvé le : 2021-08-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1219286002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du développement du logement abordable
Objet :	Autoriser une aide financière de 840 187 $ à l'organisme à but non lucratif Mission Old Brewery, pour la réhabilitation d'un immeuble vacant et en mauvais état situé au 1575, Avenue Lartigue, arrondissement Ville Marie pour y aménager 12 studios, dans le cadre de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL); approuver la convention de contribution financière entre la Ville et l'organisme Mission Old Brewery; déléguer la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire pour et au nom de la Ville de Montréal, ainsi que de tout autre document requis pour donner plein effet à ladite convention.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2021-08-23 - Contribution financière OBM _ voisines lartigue ICRL_v. visée.pdf

ANNEXE 1 - Description du Projet.pdfANNEXE 2 - Protocole de visibilité.pdf

ANNEXE 3 - Description besoins graves logement.pdf

ANNEXE 4 - Copie entente de financement Ville-SCHL.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane BÉLANGER
Avocate
Tél : 514 475-9934

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-27

Ariane BÉLANGER
Avocate
Tél : 514 475-9934
Division : Droit contractuel



CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR L'EXPLOITATION DE LOGEMENTS DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE FÉDÉRALE POUR LA CRÉATION RAPIDE DE LOGEMENTS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **MISSION OLD BREWERY**, personne morale légalement constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, chapitre C-38) dont l'adresse principale est située au 902 boul. Saint-Laurent, Montréal, Québec, H2Z 1J2, agissant et représentée par James D. Hugues, président et chef de direction, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada, par l'entremise de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (ci-après la « **SCHL** »), a lancé à l'automne 2020 l'Initiative pancanadienne pour la création rapide de logements (ci-après l'« **ICRL** »);

ATTENDU QUE l'ICRL vise à répondre aux besoins urgents en matière de logements en offrant des Logements, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention, abordables à des personnes vulnérables pour une période minimale de vingt (20) ans;

ATTENDU QUE la Ville et la SCHL ont conclu une entente de financement permettant de réaliser les projets qui s'inscrivent dans le cadre de l'ICRL;

ATTENDU QUE l'Organisme déclare avoir pris connaissance de l'entente de financement intervenue entre la Ville et la SCHL pour la réalisation des projets qui s'inscrivent dans le cadre de l'ICRL, dont copie de cette entente est annexée à la présente convention;

ATTENDU QUE l'Organisme est un organisme à but non lucratif qui a pour mission d'offrir un éventail de services répondant aux besoins des personnes sans-abri à Montréal et celles à risque de le devenir. L'Organisme s'efforce de leur donner les moyens de prendre le contrôle de leur vie et de s'approprier la place qui leur revient dans la communauté;

ATTENDU QUE l'Organisme a acquis, en date du 28 mai 2021, un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro 1 567 427 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, avec une bâtisse y érigée portant le numéro 1575, avenue Lartigue (ci-après le « **Bâtiment** »), dans l'arrondissement de Ville Marie. Le Bâtiment et le terrain sont collectivement ci-après appelés l'« **Immeuble** »;

ATTENDU QUE l'Organisme a soumis à la Ville le Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention, lequel s'inscrit dans le cadre de l'ICRL puisqu'il consiste à acquérir l'Immeuble pour réhabiliter le Bâtiment en mauvais état ou abandonné, en logements multi-résidentiels aux loyers abordables, lesquels seront destinés exclusivement à des personnes vulnérables;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la part de la Ville pour financer une partie des Coûts de réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en lui accordant une contribution financière;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière (ci-après la « **Convention** »), prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a remis une copie à l'Organisme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.11 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** »: la description des besoins graves en matière de logement;

2.4 « **Annexe 4** » : copie de l'entente de financement intervenue entre la Ville et la SCHL pour la réalisation des projets qui s'inscrivent dans le cadre de l'ICRL;

2.5 « **Coûts de réalisation** » : exclusivement les coûts afférents à l'acquisition de terrain et de bâtiments en mauvais état ou abandonnés et à la réhabilitation de ceux-ci en logements multi-résidentiels abordables ainsi que les coûts afférents au pré-développement, à la pré-construction pour le développement de logements abordables, pour autant que ceux-ci soient encourus par l'Organisme à compter du 27 octobre 2020. Il est entendu entre les Parties que les frais de gestion et d'exploitation du Projet sont exclus des Coûts de réalisation. Le Projet est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Critères d'abordabilité** » : le montant du loyer payable par un Ménage, lequel doit être inférieur à 30% du revenu brut du Ménage;

2.7 « **Logements** » : logement permanent ou de transition loué pour une période minimale de plus de trois (3) mois, excluant les hébergements de type refuge;

2.8 « **Ménage** » : la ou les personnes physiques ayant conclu un contrat de location avec l'Organisme et lui permettant d'occuper un logement;

2.9 « **Personnes vulnérables** » : groupes suivants et personnes appartenant à ces groupes, lesquels ont des besoins graves en matière de logement : les femmes et enfants fuyant la violence domestique, les personnes âgées, les jeunes adultes, les populations autochtones, les personnes handicapées, les personnes aux prises

avec des problèmes de santé mentale ou de toxicomanie, les anciens combattants, la communauté LGBTQ2+, les groupes racisés, les canadiens noirs, les immigrants ou réfugiés récents, les itinérants ou les personnes à risque d'itinérance. Les besoins graves en matière de logement sont plus amplement décrits à l'annexe 3;

2.10 « **Phase d'exploitation du Projet »** : période débutant à la Date de livraison du Projet mentionnée à l'article 4.3.1 et se terminant à la fin de la présente Convention, que celle-ci soit due à l'arrivée de son terme ou à sa résiliation;

2. 11 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution financière prévue à l'article 5.1 de la présente Convention. Le Projet est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.12 « **Reddition de comptes** » : les documents et les informations qui doivent être transmis annuellement au Responsable, durant les années de réalisation et d'exploitation du Projet ainsi que tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet, lesquels devront être conformes aux exigences prévues à la présente Convention;

2.13 « **Réserve de remplacement immobilière** » : réserve constituée des sommes versées annuellement par l'Organisme afin de financer les travaux de réparation majeurs (tels le remplacement de la toiture, la structure et les fondations, les systèmes de chauffage, de plomberie ou d'électricité, etc.);

2.14 « **Réserve de remplacement mobilière** » : réserve constituée des sommes versées annuellement par l'Organisme pour atténuer les coûts de remplacement du mobilier lorsque celui-ci sera devenu désuet;

2.15 « **Responsable** » : la directrice du Service de l'habitation de la Ville ou son représentant dûment autorisé.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme, dans le cadre de l'ICRL, afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Acquisition

Demeurer le seul propriétaire de l'Immeuble pour les fins de la réalisation du Projet.

4.2 Financement

4.2.1 l'Organisme s'engage, au plus tard le 30 septembre 2021 ou à toute date ultérieure préalablement approuvée par le Responsable, à transmettre au Responsable tous les renseignements lui permettant de confirmer, à sa satisfaction, que l'Organisme a obtenu le financement externe nécessaire, incluant celui visé à l'article 4.2.2, et que celui-ci, combiné à la contribution financière prévue à la présente Convention, est suffisant pour assurer la réalisation complète du Projet ainsi que son exploitation. Le Responsable se réserve le droit de requérir tout document justificatif à cet égard, lequel devra être transmis par l'Organisme sans délai;

4.2.2 À la signature de la présente convention, l'Organisme est autorisé par la Ville à contracter une marge de crédit hypothécaire d'un montant maximal d'un million de dollars (1 000 000$) en faveur d'une institution financière dûment autorisée à faire affaires au Québec. La présente autorisation est conditionnelle à ce que l'Organisme s'engage à utiliser cette marge de crédit hypothécaire exclusivement dans le cadre de la réalisation du Projet et uniquement pour les Coûts de réalisation afférents à celui-ci. L'hypothèque affectant l'Immeuble à ce titre ne pourra pas excéder le montant maximal de la marge, mais pourra être assortie d'une hypothèque additionnelle de vingt-cinq pour cent (25%) du montant de l'hypothèque, le cas échéant. En aucun temps les fonds disponibles sur la marge ne pourront être utilisés pour appuyer la mission globale de l'Organisme et en aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à rembourser les intérêts ou les frais accumulés sur cette marge de crédit hypothécaire;

4.2.3 l'Organisme garantit que le solde de la marge de crédit hypothécaire visée à l'article 4.2.2 sera converti en un prêt à terme amortissable, au plus tard à la Date de livraison du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 4.3.1.

4.3 Réalisation du Projet

4.3.1 compléter le Projet d'ici le 31 mars 2022 ou à toute autre date déterminée par le Responsable, étant entendu qu'au moment de la conclusion de la présente Convention, il est prévu que les Logements réalisés dans le cadre du Projet puissent être habités à compter du 28 janvier 2022. Cette dernière date est ci-après désignée comme la « **Date de livraison du Projet** »;

4.3.2 informer le Responsable, dans les plus brefs délais, de toute modification substantielle envisagée au Projet, incluant tout report de la Date de livraison du

Projet. Le cas échéant, le Responsable pourra modifier la Date de livraison du Projet;

4.3.3 utiliser la contribution financière exclusivement dans le cadre de la réalisation du Projet et uniquement pour les Coûts de réalisation afférents à celui-ci. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.3.4 assumer tous les coûts et les risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour la réalisation du Projet ainsi que tous les coûts qui ne sont pas visés par les Coûts de réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure au montant de la contribution financière prévue à l'article 5.1 de la Convention;

4.3.5 assurer que l'Immeuble sur lequel les Logements seront construits et exploités soit, en tout temps, conforme avec les lois environnementales applicables et le zonage municipal.

4.4 Reddition de comptes jusqu'à la Date de livraison du Projet

4.4.1 transmettre au Responsable l'ensemble des documents et des renseignements exigé pour le versement de la contribution financière en conformité avec ce qui est prévu à l'article 5.2 de la présente Convention, étant entendu que la forme et les paramètres fixés par le Responsable quant à ceux-ci pourront être modifiés en tout temps sur simple avis de ce dernier;

4.4.2 conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, transmettre au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1) et par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca, ses états financiers audités et transmettre au Responsable, une copie desdits états financiers audités, le tout au plus tard cent cinquante (150) jours après la fin de son exercice financier et transmettre au Responsable, une preuve de l'envoi au vérificateur général;

4.4.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention.

4.5 Autorisations et permis

4.5.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.5.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.6 Entrepreneurs en règle

4.6.1 s'assurer que toute personne exécutant des travaux dans le cadre du Projet soit un entrepreneur en règle et détenant la licence appropriée de la Régie du bâtiment, étant entendu que cet article n'est pas applicable aux menus travaux ne requérant pas l'expertise d'un entrepreneur;

4.6.2 exiger de l'entrepreneur qui réalisera les travaux dans l'Immeuble à souscrire une police d'assurance chantier tous risques ainsi qu'une police d'assurance responsabilité civile délivrées par une compagnie d'assurances dûment autorisée et détenant une licence délivrée par l'Autorité des marchés financiers, et dans laquelle l'Organisme devra être désigné comme co-assuré;

4.6.3 dans le cadre de tout contrat avec un entrepreneur ou tout autre contractant retenu pour effectuer les travaux sur l'Immeuble, l'Organisme s'engage à retenir, sur le prix du contrat, pendant 30 jours qui suivent la fin des travaux, une somme suffisante pour acquitter les créances des ouvriers, de même que celles d'autres personnes qui peuvent faire valoir une hypothèque légale sur l'Immeuble et qui ont dénoncé leur contrat pour les travaux faits ou les matériaux ou services fournis. L'Organisme pourra valablement libérer la somme retenue lorsqu'il aura reçu une quittance de toutes ces créances;

4.6.4 les Parties reconnaissent que cet article est applicable pour tous les travaux devant être effectués sur l'Immeuble jusqu'à la Date de livraison du Projet et durant la Phase d'exploitation du Projet.

4.7 Surveillance des travaux

4.7.1 retenir les services de professionnels, incluant notamment un architecte, pour la surveillance des travaux de construction du Projet. L'Organisme devra s'assurer que les professionnels engagés à ce titre soient titulaires d'une police d'assurance responsabilité professionnelle assurant sa responsabilité civile.

4.8 Maintien d'une offre locative abordable pour les Personnes vulnérables

4.8.1 demeurer propriétaire de l'Immeuble acquis pour les fins du Projet;

4.8.2 louer les Logements à des Personnes vulnérables;

4.8.3 s'assurer que les Logements loués répondent aux Critères d'abordabilité;

4.8.4 prendre tous les moyens pour assurer la viabilité du Projet, notamment en exploitant et en gérant l'Immeuble de manière à assurer la pérennité d'une offre de Logements abordables au sein de celui-ci pour les Personnes vulnérables. L'Organisme s'engage à prendre tous les moyens requis afin d'obtenir le financement externe nécessaire, le cas échéant, pour assurer la viabilité du

Projet puisque la contribution financière prévue à la présente Convention ne peut être utilisée à cette fin et soumettre ce plan de financement au Responsable, conformément à l'article 4.2.1 de la Convention;

4.8.5 sur demande du Responsable, collaborer en tout temps avec celui-ci pour permettre à la Ville de remplir ses obligations auprès de la SCHL, lesquelles sont prévues à l'entente de financement afférente à la réalisation des projets qui s'inscrivent dans le cadre de l'ICRL et dont une copie est jointe comme Annexe 4 à la présente Convention.

4.9 Travaux de rénovation durant la Phase d'exploitation du Projet

4.9.1 effectuer avec diligence les travaux qui s'imposent afin d'assurer le maintien en bon état du Bâtiment au cours des ans, notamment en retenant au besoin les services d'un architecte et/ou d'un ingénieur pour la planification des travaux de rénovation requérant l'intervention de ces professionnels;

4.9.2 procéder, à la cinquième année après la Date de livraison du Projet, puis à toutes les cinq (5) années suivantes pendant la durée de la Convention, à une inspection du Bâtiment par un professionnel certifié afin de confirmer le bon état du Bâtiment. Selon l'état du Bâtiment constaté aux termes de l'inspection, l'Organisme devra obtenir du professionnel certifié une confirmation du bon état du Bâtiment ou, le cas échéant, mandater un professionnel certifié afin de dresser un bilan complet de l'état du Bâtiment et d'identifier les travaux et réparations nécessaires. L'inspection devra porter notamment sur les principales composantes du Bâtiment, telles que la fondation, la toiture, l'enveloppe extérieure, les portes et fenêtres et les systèmes électromécaniques. L'Organisme devra transmettre au Responsable, selon le cas, une copie de tout document attestant le bon état du Bâtiment ou une copie du rapport certifié par le professionnel, lequel devra notamment:

- constater l'état du bâtiment;
- le cas échéant, proposer un plan d'intervention et identifier les actions prioritaires devant être réalisées à l'égard du Bâtiment;
- faire état d'une estimation des coûts en ce qui concerne les interventions devant être réalisées à l'égard du Bâtiment.

4.9.3 aux termes de cette inspection et selon le rapport certifié du professionnel, l'Organisme devra également transmettre au Responsable une planification budgétaire pour toutes les interventions à être réalisées sur le Bâtiment.

4.10 Respect des lois

4.10.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville. À cet effet, l'Organisme s'engage notamment à respecter les critères du *Règlement sur les critères de fixation de loyer* (RLRQ, c. T-15.01, r. 2);

4.10.2 adresser toute communication à la Ville en français.

4.11 Promotion et publicité

4.11.1 faire état de la participation financière de la Ville et de la SCHL, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable et la SCHL, conformément au Protocole de visibilité;

4.11.2 associer et inviter la Ville et la SCHL aux différents événements en relation avec le Projet.

4.12 Reddition de comptes durant la Phase d'exploitation du Projet

4.12.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable au plus tard dans les cent cinquante (150) jours suivant la fin de chaque année financière de l'Organisme. Cette Reddition de comptes doit contenir l'ensemble des documents et renseignements exigés au présent article 4.12 et être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable. Le Responsable pourra aussi modifier la fréquence et le contenu de la Reddition de comptes, à sa discrétion, pendant la durée de la Convention;

4.12.2 fournir ses états financiers annuels audités, lesquels devront minimalement répondre aux exigences suivantes:

- dans une annexe, fournir l'ensemble de l'information financière sur le Projet, et ce, distinctement des autres projets et activités de l'Organisme;
- indiquer le nombre de Logements subventionnés par le programme de supplément au loyer (ci-après le « **PSL** ») ou, en l'absence de PSL, indiquer le loyer mensuel exigé pour chaque Logement par rapport au revenu brut du Ménage;
- fournir les informations exigées sur les réserves comme prévues aux articles 4.13.4 et 4.13.5.

4.12.3 en plus de ce qui est prévu à l'article 4.12.2, les états financiers annuels audités qui seront fournis par l'Organisme suivant la Date de livraison du Projet devront également inclure en annexe un état des Coûts de réalisation, lequel devra être certifié par le vérificateur ayant audité les états financiers annuels de l'Organisme;

4.12.4 fournir un rapport annuel, lequel devra minimalement présenter le nom des administrateurs et dirigeants de l'Organisme, un bilan de ses activités et accomplissements ainsi qu'une description du Projet permettant de confirmer que

l'offre locative de l'Organisme aux Personnes vulnérables respecte les Critères d'abordabilité;

4.12.5 fournir une copie de l'index aux immeubles du registre foncier du Québec, démontrant que l'Organisme n'a pas aliéné, cédé, grevé ou disposé de l'Immeuble ou de ses droits dans celui-ci;

4.12.6 transmettre tout autre document qui pourrait raisonnablement être requis par le Responsable pour vérifier le respect des obligations de l'Organisme en vertu de la présente Convention;

4.12.7 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1) et par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca, ses états financiers annuels audités conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*;

4.12.8 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant à examiner, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.12.9 autoriser le Responsable à transmettre l'ensemble des documents et renseignements qu'il aura reçus dans le cadre de toute reddition de comptes à la SCHL, au besoin;

4.12.10 nonobstant l'article 4.12.1, à la fin de la présente Convention, que celle-ci soit due à l'arrivée de son terme ou à sa résiliation (ci-après la « **Date de terminaison** »), l'Organisme devra transmettre au Responsable une Reddition de comptes contenant l'ensemble des documents et des renseignements exigés en vertu de l'article 4.12 dans les cent cinquante (150) jours de la Date de terminaison.

4.13 Réserves

4.13.1 Réserve de remplacement immobilière

L'Organisme doit constituer une Réserve de remplacement immobilière à compter de la Date de livraison du Projet. Le montant annuel minimal devant être versé à cette réserve sera établi de concert avec le Responsable, étant toutefois entendu qu'en tout temps, ce dernier pourra exiger un ajustement de ce montant annuel afin de tenir compte des circonstances particulières liées au Projet. Les

intérêts produits sur les montants accumulés dans cette réserve font partie de la Réserve de remplacement immobilière.

4.13.2 Réserve de remplacement mobilière

L'Organisme doit constituer une Réserve de remplacement mobilière à compter de la Date de livraison du Projet. Le montant annuel minimal devant être versé à cette réserve sera établi de concert avec le Responsable, étant toutefois entendu qu'en tout temps, ce dernier pourra exiger un ajustement de ce montant annuel afin de tenir compte des circonstances particulières liées au Projet. Les intérêts produits sur les montants accumulés dans cette réserve font partie de la Réserve de remplacement mobilière.

4.13.3 Autres réserves

Dans l'éventualité où le Responsable juge que la viabilité du Projet peut être compromise en raison de l'exploitation du Projet par l'Organisme, le Responsable peut imposer à l'Organisme la constitution de réserves additionnelles pour assurer une saine gestion de l'Immeuble et la viabilité du Projet. Le Responsable précisera alors les fins pour lesquelles les réserves additionnelles auront été établies. Le montant annuel minimal devant être versé à cette réserve sera établi avec l'Organisme, étant toutefois entendu qu'en tout temps, ce dernier pourra exiger un ajustement de ce montant annuel afin de tenir compte des circonstances particulières liées au Projet. Les intérêts produits sur les montants accumulés dans ces réserves font partie des réserves constituées aux termes du présent article.

4.13.4 Information afférente aux réserves

Dans le cadre de toute Reddition de comptes, les états financiers annuels audités doivent confirmer la constitution des réserves prévues dans la présente Convention et la disponibilité des montants versés dans ces réserves.

4.13.5 Utilisation des réserves

Advenant l'utilisation des montants disponibles dans l'une ou plusieurs réserves constituées par l'Organisme, ce dernier devra joindre à ses états financiers annuels audités, dans le cadre de toute Reddition de comptes, tout renseignement afférent à l'utilisation de ces dernières, incluant notamment, mais sans y être limité, les montants retirés de ces réserves et les fins pour lesquelles ils ont été utilisés.

À moins d'une autorisation écrite émise par le Responsable, les montants accumulés dans les différentes réserves constituées par l'Organisme dans le cadre de la présente Convention ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été constituées.

4.14 Conseil d'administration

4.14.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes.

4.15 Inspection et visite de l'Immeuble

4.15.1 permettre en tout temps, sous réserve d'un avis préalable à cet effet de la part du Responsable, à un représentant de la Ville ou de la SCHL de visiter et inspecter l'Immeuble afin de pouvoir s'assurer du respect par l'Organisme des obligations prévues à la présente Convention, et ce, tant en ce qui a trait aux travaux effectués jusqu'à la Date de livraison du Projet qu'à l'exploitation de l'Immeuble ou à la gestion du Projet;

4.15.2 si une visite des Logements est requise par le Responsable, l'Organisme s'engage à prendre toutes les dispositions requises auprès des Ménages de l'Immeuble pour permettre à un représentant de la Ville ou de la SCHL d'y accéder;

4.15.3 La Ville se réserve le droit d'exiger, le cas échéant, un rapport sur le suivi des actions entreprises par l'Organisme pour corriger les problèmes identifiés lors de ces inspections.

4.16 Responsabilité

4.16.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après un jugement en raison de ce qui précède;

4.16.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.17 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

4.17.1 lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.18 Aliénation de l'Immeuble

4.18.1 sous réserve d'une entente écrite à l'effet contraire entre les Parties, dans l'éventualité où l'Organisme décide d'aliéner, de céder ou de disposer de l'Immeuble ou de ses droits dans celui-ci, pendant la durée de la Convention, il s'engage à solliciter des organismes à but non lucratif (OBNL) ayant une vocation compatible avec ce qui est prévu dans le cadre de la présente Convention et qui pourront poursuivre le Projet de l'Organisme, et doit soumettre au Responsable, pour approbation par la Ville, la candidature de l'organisme souhaitant se porter acquéreur de l'Immeuble. L'Organisme devra obtenir de l'organisme un engagement formel par écrit aux termes duquel il accepte et assume toutes les obligations de l'Organisme consenties aux termes des présentes et assume l'Hypothèque existante en faveur de la Ville, telle que décrite à l'article 8, et remettre cet engagement au Responsable. La Ville devra transmettre une réponse à l'Organisme dans les 60 jours suivant la réception de la demande et de l'engagement de l'organisme souhaitant acquérir l'Immeuble. Suivant l'approbation du Responsable quant à la candidature de l'organisme acquéreur, l'Organisme pourra lui céder l'Immeuble ou ses droits dans celui-ci et les droits et obligations de l'Organisme aux termes de la présente Convention seront cédés à l'organisme acquéreur. Dans le cas d'une cession à titre onéreux de l'Immeuble ou de ses droits dans celui-ci, la totalité de la contribution financière devra être remboursée à la Ville;

4.18.2 dans l'éventualité où l'Immeuble ne peut pas être cédé en faveur d'un organisme à but non lucratif ayant une vocation compatible avec ce qui est prévu dans le cadre de la présente Convention, ou que la candidature d'un tel organisme n'est pas approuvée par la Ville, l'Organisme pourra alors librement négocier avec toute tierce partie, étant entendu cependant que l'Organisme devra, au préalable, offrir de vendre l'Immeuble ou ses droits dans celui-ci, à la Ville, par avis écrit, à la juste valeur marchande établie par un évaluateur agréé mandaté par la Ville, sous réserve de toute autre entente intervenue entre les Parties. La totalité de la contribution financière versée par la Ville sera déduite du prix de vente. Si le prix de vente est inférieur au montant de la totalité de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à rembourser la différence entre ces deux montants, le tout sous réserve de toute autre entente intervenue entre les Parties. La Ville devra exercer ce droit de préemption dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la réception de l'avis et devra aviser l'Organisme de ses intentions dans ce délai imparti. Si la Ville ne s'est pas prévalue de son droit de préemption ou si elle ne s'est pas manifestée dans le délai imparti, l'Organisme sera libre de vendre l'Immeuble en faveur de tout tiers pourvu toutefois que les conditions offertes à ce tiers ne soient pas plus favorables ou avantageuses que celles dont la Ville pouvait se prévaloir en vertu de son droit de préemption. La totalité de la contribution financière sera alors remboursable à la Ville;

4.18.3 il est entendu que les articles 4.18.1 et 4.18.2 ne s'appliquent pas en cas d'exercice de recours hypothécaire par un créancier;

AB

4.18.4 pour l'application de l'article 4.18, est réputé constituer une aliénation tout acte en vertu duquel l'Organisme octroie à un tiers tout droit, titre ou intérêt à l'égard de l'Immeuble ou des Logements, incluant notamment, mais sans y être limité, une servitude ou tout autre démembrement du droit de propriété.

4.19 Abandon du Projet par la SCHL

4.19.1 en vertu de l'article 3 de l'entente de financement intervenue entre la Ville et la SCHL dont une copie est jointe comme Annexe 4 à la présente Convention, dans l'éventualité où la SCHL estime qu'il peut y avoir un doute raisonnable que le Projet soit livré intégralement et en temps opportun, et ce, malgré que tous les efforts nécessaires aient été déployés afin de trouver une solution acceptable qui minimise les impacts du Projet et qui est dans le meilleur intérêt de la mise en œuvre de l'ICRL pour que le Projet puisse être livré comme prévu, cette dernière peut exiger de la Ville le remboursement du montant, total ou réduit, de la contribution financière versée. Advenant ce cas, l'Organisme s'engage à rembourser toute somme de la contribution financière qui lui a été versée en vertu de la présente Convention.

4.20 Conversion de l'Immeuble

4.20.1 l'Organisme ne peut convertir l'Immeuble en copropriété, incluant les Logements, ou en changer l'usage sans obtenir préalablement l'autorisation écrite de la Ville;

4.20.2 si une telle autorisation est donnée par la Ville, celle-ci se réserve le droit d'imposer toutes les conditions qu'elle jugera nécessaires et appropriées pour les fins de la conversion ou le changement d'usage de l'Immeuble.

4.21 Interdiction de grever l'Immeuble et les loyers

4.21.1 à l'exception de l'hypothèque autorisée par la Ville conformément aux articles 4.2.2 et 4.2.3 et l'hypothèque en faveur de la Ville prévue à l'article 8 de la présente Convention, l'Organisme s'engage à ne pas grever l'Immeuble, incluant les Logements, ainsi que le montant des loyers à percevoir d'aucun droit sans obtenir préalablement l'autorisation écrite de la Ville.

4.22 Information continue

4.22.1 l'Organisme s'engage à aviser la Ville sans délai de toute situation ou de tout événement qui pourrait mener à un défaut aux termes de la Convention, mettre en péril le Projet ou affecter la santé financière de l'Organisme;

4.22.2 l'Organisme s'engage à fournir tout renseignement et tout document qui pourra être demandé par le Responsable, et ce, dans les quinze (15) jours d'une telle demande.

4.23 Notaire

4.23.1 l'Organisme s'engage à conclure, avec un notaire, un contrat de services professionnels ou toute autre convention contenant une stipulation pour autrui en

faveur de la Ville, à l'effet qu'il préparera toute la documentation et fera toutes les démarches requises relativement à la garantie hypothécaire en faveur de la Ville, telle que décrite à l'article 8 des présentes, et ce, avant le premier versement de la contribution financière.

4.24 Compte bancaire distinct

4.24.1 l'Organisme s'engage à déposer tout versement de la contribution financière prévue à l'article 5.1 de la présente Convention dans un compte bancaire spécifique au Projet. Ce compte bancaire devra être distinct des autres comptes de l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière d'une somme maximale de huit cent quarante mille cent quatre-vingt-sept dollars (840 187$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.2 Versement de la contribution financière

La contribution financière octroyée à l'Organisme sera versée selon les modalités suivantes, le tout conformément aux paramètres établis par le Responsable, étant toutefois entendu que ceux-ci pourront être modifiés en tout temps sur simple avis de ce dernier:

5.2.1 Premier versement :

5.2.1.1 Un premier versement dont le montant sera déterminé par le Responsable en fonction des Coûts de réalisation engagés par l'Organisme depuis le 27 octobre 2020 dans le cadre de la réalisation du Projet. L'Organisme devra transmettre au Responsable toutes les pièces justificatives et les factures afférentes à ces coûts afin de permettre au Responsable d'établir le montant du premier versement, lequel pourra être versé dans les soixante (60) jours suivant la signature de la présente Convention, conformément à l'article 5.2.1.2.

5.2.1.2 Le versement par la Ville du premier versement prévu à l'article 5.2.1.1 est conditionnel à ce que, à la satisfaction du Responsable:

- l'Organisme soit toujours propriétaire absolu de l'Immeuble, par bon et valable titre, et que le vente ait été publiée au Registre foncier;

- la Ville détienne une bonne et valable garantie hypothécaire de second rang sur l'Immeuble;

- que la marge de crédit hypothécaire ainsi que l'hypothèque de premier (1er) rang affectant l'Immeuble respectent l'ensemble des conditions prévues à l'article 4.2.2;

- les présentes ont été dûment approuvées par la Ville et l'Organisme par résolution ou autres procédures internes appropriées, nécessaires ou requises aux termes de leurs documents constitutifs, de leurs règlements ou autrement pour leur donner plein effet et pour rendre exécutoires les obligations qu'elles constatent;

- l'Organisme a remis au Responsable une copie conforme des documents constitutifs de l'Organisme et de tous les amendements qui y ont été apportés, le cas échéant;

- l'Organisme a remis au Responsable une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police, conformément à l'article 10 des présentes;

- l'Organisme dispose du financement nécessaire pour assurer la réalisation du Projet et a remis tout document visé à l'article 4.2.1 des présentes;

- l'Organisme a signé ou transmis tout écrit ou tout autre document qui peut raisonnablement être demandé par la Ville dans le but de donner plein effet aux dispositions des présentes;

- l'Organisme a transmis toutes les factures et les pièces justificatives visés par ce premier versement et tout renseignement pouvant être demandé par le Responsable à ce titre.

5.2.2 Versements subséquents :

5.2.2.1 La Ville versera à l'Organisme le solde de la contribution financière sous la forme de décaissements progressifs, lesquels seront établis par le Responsable en fonction des particularités liées au Projet, des besoins communiqués par l'Organisme et des paramètres établis par le Responsable pour le versement de la contribution financière conformément aux documents fournis par le Responsable et remplis par l'Organisme;

5.2.2.2 Pour que la Ville puisse verser à l'Organisme les décaissements établis par le Responsable, l'ensemble des conditions suivantes devront être respectées par l'Organisme:

Conditions afférentes à tous les décaissements:

- Soumettre au Responsable un budget mensuel de déboursements de la contribution financière reflétant les besoins en financement du Projet. À cette fin, le Responsable communiquera à l'Organisme la forme et les paramètres devant être respectés pour la préparation du budget mensuel de

déboursements. Sauf indication contraire de la part du Responsable, ce budget devra être mis à jour trimestriellement, et ce jusqu'à la Date de livraison du Projet;

- Le décaissement du solde de la contribution financière se fera mensuellement sur la base des prévisions de trésorerie mises à jour trimestriellement par l'Organisme dans le cadre du budget mensuel de déboursements. L'Organisme devra également remettre au Responsable toutes pièces justificatives et les factures afférentes aux Coûts de réalisation, incluant notamment, mais sans y être limité, le certificat de paiement émis par l'architecte, la preuve de paiement pour toutes les dépenses engagées et payées par l'Organisme dans le cadre du Projet. L'ensemble de ces pièces justificatives et les factures devront être remises au plus tard dans un délai d'un (1) mois à compter de la date où la Ville a effectué un décaissement ou avant la date du prochain décaissement prévu, selon la plus rapprochée des deux éventualités;

- Aviser dans les plus brefs délais le Responsable de tout potentiel dépassement ou réduction des coûts requis pour la réalisation du Projet, et ce, quel qu'en soit le motif et fournir au Responsable tous les renseignements permettant d'expliquer ces changements. Advenant, une augmentation des coûts requis pour la réalisation du Projet, l'Organisme pourra se servir des contingences prévues pour le Projet pour autant que celles-ci servent uniquement à payer les Coûts de réalisation. Advenant l'insuffisance du budget des contingences ou l'impossibilité pour l'Organisme de s'en prévaloir considérant que les coûts additionnels requis pour la réalisation du Projet ne correspondent pas aux Coûts de réalisation, l'Organisme assumera par ses propres moyens financiers tout dépassement des coûts;

- En tout temps, l'Organisme devra démontrer qu'il dispose des fonds nécessaires pour réaliser le Projet;

- Remettre au Responsable, une preuve à l'effet que l'Organisme s'est conformé à l'article 4.6.3 de la présente Convention.

Conditions additionnelles afférentes au premier décaissement concernant les travaux:

- Confirmer la disponibilité de l'ensemble des sources de financement prévues pour la réalisation du Projet (subvention, équité, prêt, produit de vente d'actif, etc.) et fournir au Responsable tout document justificatif à cet égard;

- Dans l'éventualité où l'Organisme a choisi de réaliser son Projet selon le modèle « contrat de gestion », confirmer la signature des contrats pour l'exécution de travaux majeurs, incluant notamment, mais sans être limité par ce qui suit, les travaux de décontamination, d'excavation, de fondations, de maçonnerie et fournir au Responsable tout document justificatif à cet égard;

- Fournir une copie de la police d'assurance responsabilité professionnelle de l'architecte qui effectuera la surveillance des travaux ainsi qu'une copie de la police d'assurance chantier tous risques et une copie de la police d'assurance responsabilité civile de l'entrepreneur qui réalisera les travaux.

Condition additionnelle afférente au dernier décaissement:

- Soumettre au Responsable un certificat de l'architecte indiquant la fin des travaux ou un certificat de l'architecte indiquant que l'étape de l'achèvement substantiel des travaux permettant la réalisation du Projet a été atteinte et, le cas échéant, la liste des déficiences à corriger;

- Démontrer au Responsable en produisant toute pièce justificative requise à cet égard, que les créances des ouvriers, de même que celles des autres personnes qui peuvent faire valoir une hypothèque légale sur l'Immeuble en raison de travaux exécutés sur celui-ci, ont toutes été acquittées. À défaut par l'Organisme de fournir cette preuve, la Ville retiendra le dernier décaissement tant que le délai prévu à l'article 2727 du *Code civil du Québec* pour publier un avis d'hypothèque ne sera pas écoulé. Si au cours de ce délai, un avis d'hypothèque est publié contre l'Immeuble, le dernier décaissement sera conservé par la Ville tant qu'il n'y aura pas eu règlement pour le paiement de cette créance. Le cas échéant, le dernier décaissement sera utilisé pour désintéresser ce créancier et dans la mesure où il subsiste un reliquat du dernier décaissement, il sera remis à l'Organisme.

5.2.2.3 Afin de permettre au Responsable d'autoriser les versements par la Ville aux termes de l'article 5.2.2, l'Organisme s'engage à remettre au Responsable :

- une copie de l'index aux immeubles du registre foncier du Québec, démontrant que l'Organisme n'a pas aliéné, cédé, grevé ou disposé de l'Immeuble ou de ses droits dans celui-ci et que l'Immeuble n'est pas grevé d'une hypothèque légale;

- tout autre document et tout autre renseignement demandé par le Responsable, incluant notamment toutes les pièces justificatives quant aux Coûts de réalisation engagés et/ou payés par l'Organisme dans le cadre du Projet ainsi que tout renseignement afférent aux réserves constituées par l'Organisme aux termes de la présente Convention, étant entendu que la forme et les paramètres fixés par le Responsable à l'égard des documents et renseignements requis pourront être modifiés en tout temps sur simple avis de ce dernier.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme soit propriétaire de l'Immeuble et qu'il ait respecté les autres termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessous incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

5.3.1 L'Organisme doit rembourser à la Ville toute somme n'ayant pas été utilisée conformément à la présente Convention;

5.3.2 Le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert pas la somme maximale, notamment si les Coûts de réalisation du Projet s'avèrent inférieurs à ceux initialement prévus par l'Organisme;

5.3.3 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer la contribution financière d'un montant équivalent à toute somme due à la Ville par l'Organisme.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour des versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville*, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant

en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 L'Organisme est en défaut :

7.1.1 s'il n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 sans limiter la généralité de l'article 7.1.1, s'il fait défaut de respecter l'article 4.18 de la présente Convention;

7.1.3 s'il fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.4 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.5 s'il perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales;

7.1.6 s'il fait une fausse déclaration, si une déclaration cesse d'être vraie ou s'il commet une fraude en rapport avec la présente Convention;

7.1.7 s'il n'a pas remédié à un défaut aux termes de l'Hypothèque définie à l'article 8 des présentes;

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville peut résilier la présente Convention, sur simple avis écrit du Responsable, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3, 7.1.4, 7.1.5, 7.1.6 et 7.1.7, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement;

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme versée par celle-ci, mais non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme et qui ont été engagées dans le Projet. De plus, dès réception de l'avis du Responsable prévu à l'article 7.2 à l'effet qu'il a l'intention de recommander aux instances de la Ville de résilier la présente Convention s'il n'est pas remédié au défaut dans le délai imparti,

l'Organisme doit s'abstenir de conclure tout contrat ayant pour effet d'utiliser toute partie de la contribution financière non encore engagée dans le Projet.

ARTICLE 8
SÛRETÉS

8.1 Afin de garantir le remboursement de toute somme payable à la Ville en vertu de la présente Convention et l'accomplissement de toutes les obligations de l'Organisme envers la Ville prévues aux présentes, l'Organisme s'engage à grever l'Immeuble en faveur de la Ville, préalablement au premier versement de la contribution financière prévue à l'article 5.2.1.1 de la présente Convention, comme suit :

- une garantie hypothécaire de deuxième (2ième) rang d'un montant de huit cent quarante mille cent quatre-vingt-sept dollars (840 187$) assortie d'une hypothèque additionnelle de vingt-cinq pour cent (25 %) de ce montant, grevant l'Immeuble ainsi que tout ce qui y est ou y sera incorporé, attaché, réuni ou uni par accession ou autrement et qui est considéré comme immeuble en vertu de la loi, et grevant également tous les loyers présents et futurs provenant de la location de l'Immeuble ou d'une partie de celui-ci, ainsi que les indemnités d'assurance payables en vertu de toute police d'assurances qui couvre ou pourra couvrir, le cas échéant, l'Immeuble et ces loyers (l' « **Hypothèque** »).

8.2 Dans l'éventualité où l'Organisme doit avoir recours à d'autres sources de financement que la présente contribution financière ou le financement prévu à l'article 4.2.2 afin d'assumer tout dépassement des Coûts de réalisation requis pour la réalisation du Projet, la Ville pourra céder son rang en faveur d'une institution financière dûment autorisée à faire affaire au Québec, sous réserve de toutes conditions qu'elle jugera nécessaires et appropriés.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve de l'article 7, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard vingt (20) ans à compter du 31 mars 2022 ou, conformément à l'entente de financement intervenue entre la Ville et la SCHL dont une copie est jointe comme Annexe 4 de la présente Convention, de toute autre date déterminée par la SCHL. Le cas échéant, le Responsable communiquera cette information à l'Organisme dans les plus brefs délais.

Il est toutefois entendu que la fin de la présente Convention, que celle-ci soit due à l'arrivée de son terme ou à sa résiliation, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1. L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance pour l'Immeuble (incendie et tout autre risque et perte habituellement couverts) jusqu'à concurrence de sa pleine valeur de remplacement ainsi qu'un contrat d'assurance pour sa responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 0000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices;

10.2. De plus, ces contrats d'assurance doivent contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de ces contrats d'assurance par l'Organisme ou l'assureur;

10.3. L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours précédant la signature de l'acte de vente par l'Organisme pour l'acquisition de l'Immeuble, une copie des polices d'assurance ou des certificats de police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement des polices d'assurance, au moins quinze (15) jours avant leur échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, renseignements et documents préparés dans le cadre de la présente Convention en lien avec le Projet et que l'Organisme doit remettre au Responsable ou à la Ville (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire, à copier et à communiquer les Rapports au public et à la SCHL, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES DE L'ORGANISME

L'Organisme représente et garantit à la Ville que :

12.1 il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.2 sous réserve des délais prévus dans la présente Convention pour respecter certaines obligations, il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui



permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.3 il est une entité validement constituée, immatriculée et organisée, en règle avec les lois qui la régissent, et il détient les pouvoirs, permis et licences nécessaires à l'exploitation de ses activités et à la possession, gestion et administration de ses biens;

12.4 il détient tous les permis, licences, marques de commerce, noms d'emprunt et brevets et autres droits et autorisations requis pour l'exploitation de ses activités;

12.5 il n'est impliqué dans aucune action en justice ou procédure judiciaire susceptible d'affecter de façon significative sa situation financière ou sa capacité d'exploiter ses activités;

12.6 il n'est pas en défaut en vertu des contrats auxquels il est partie ou de la législation et de la réglementation applicables à l'exploitation de ses activités ou à ses biens, incluant, sans limitation, toutes exigences environnementales;

12.7 toute taxe, cotisation, prélèvement, impôt ou autre redevance dont le paiement est garanti par priorité ou hypothèque légale a été payé, sans subrogation ni consolidation;

12.8 il reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente Convention**

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

Sous réserve d'une autorisation préalable et écrite de la Ville, l'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 902 boul. Saint-Laurent, Montréal, Québec, H2Z 1J2, et tout avis doit être adressé à l'attention de James D. Hugues, président et chef de direction. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 303, rue Notre-Dame Est, 4e étage, Montréal (Québec) H2Y 3Y8 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon
Assistant-greffier

Le .....e jour de 2021

MISSION OLD BREWERY
Par : _____
M. James D. Hugues
Président et chef de direction

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …… 2021 (Résolution CE ……..).

ANNEXE 1

PROJET : LES VOISINES DE LARTIGUE
ARRONDISSEMENT VILLE MARIE

Le Projet consiste en la réhabilitation d'un immeuble en mauvais état en douze (12) Logements résidentiels.

Le Projet est destiné à loger des femmes vulnérables sans abri ou celles à risque de le devenir.

Typologies des Logements : 12 studios

Services offerts : Tous les services d'accompagnement leur permettant de prendre le contrôle de leur vie et de s'approprier la place qui leur revient dans la communauté.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Programme Initiative pour la création rapide de logements (ICRL)

L'Organisme subventionné doit respecter les obligations en matière de communication qui lient la Ville de Montréal (la Ville) et la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la SCHL), dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement (la Stratégie) du gouvernement du Canada (le gouvernement).

IMPORTANT : aucune communication ne peut être effectuée par l'Organisme tant que le Projet n'a pas fait l'objet d'une annonce formelle par le gouvernement.

1. Engagements de l'organisme

1.1 Aviser le responsable du Projet de la Ville de toute intention d'effectuer une communication publique, quel qu'en soit le support : activité (événement de levée de fonds, conférence de presse, etc.), communiqué de presse, site web, médias sociaux, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information;

1.2 Faire approuver toutes communications publiques telles que définies en 1.1, selon les exigences, les modalités et les délais d'approbation prévus dans la présente Annexe;

1.3 Offrir au gouvernement et à la Ville la possibilité de participer aux activités de relations publiques et médiatiques, telles que définies au point 2.2;

1.4 S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication et de normes de visibilité ainsi que la Charte de la langue française.

2. Communications

2.1 Reconnaissance des contributions

2.1.1 Apposer les logos de la Stratégie nationale sur le logement, du gouvernement et de la Ville sur tous les outils de communication imprimés et électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de la présente Annexe.

Dans le cas où l'insertion des logos n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter l'une des trois mentions écrites présentées en 2.1.2.

2.1.2 Mentionner les contributions du gouvernement et de la Ville dans toutes communications publiques telles que définies au point 1.1, en utilisant l'une des mentions suivantes :

- **Mention complète** : Ce projet est réalisé grâce à la contribution financière du gouvernement du Canada dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement (SNL) et au soutien de la Ville de Montréal.
- **Autre mention possible** : Ce projet est réalisé grâce au soutien du gouvernement du Canada et de la Ville de Montréal.
- **Mention minimale** : Avec le soutien du gouvernement du Canada et de la Ville de Montréal.

2.2 Relations publiques et médiatiques

2.2.1 **Message officiel** : proposer au gouvernement et à la Ville la possibilité d'inclure un message officiel d'un.e représentant.e politique dans toutes communications écrites (incluant les communiqués de presse), au moins **vingt (20) jours ouvrables** avant la date limite de livraison du matériel pour impression;

2.2.2 **Annonce ou événement public** : lors d'une annonce importante ou d'un événement public organisé dans le cadre du Projet :

- Inviter un.e représentant.e politique du gouvernement et un.e représentant.e politique de la Ville à participer, au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance;
- Une fois la participation d'un.e représentant.e politique confirmée, valider les règles protocolaires à respecter et en faire la coordination;
- Assurer l'accréditation média des employé.e.s délégué.e.s par le gouvernement et la Ville ainsi que leurs collaborateurs (ex : relationnistes, photographes, vidéastes);
- Veiller à ce que les personnes pouvant apparaître dans une captation visuelle autorisent l'utilisation de leur image et prendre en charge la gestion des droits quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés.

2.3 Bilan de visibilité

- Remettre au responsable du Projet de la Ville un bilan des activités de communication effectuées (ex : revue de presse, copie imprimée ou

numérique des outils de communication) ainsi que tout indicateur permettant d'évaluer les retombées du Projet.

3. Modalités

3.1 Normes graphiques

3.1.1 Respecter les règles d'utilisation des logos, telles que présentées dans le *Guide de style de la marque de la Stratégie nationale sur le logement* et dans le *Guide de normes graphiques* de la Ville, notamment le positionnement des trois logos dans l'ordre suivant en bas de page, soit :

Stratégie (gauche) + Canada + Ville (à leur droite)

Les trois logos et les guides de normes seront fournis à l'Organisme lors de la signature de la Convention.

3.1.2 Ne pas utiliser le nom ou les logos du gouvernement, de la Stratégie ou de la Ville, ou une mention qui associerait l'Organisme à ces derniers, en dehors du contexte de la présente Annexe.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au **responsable du Projet** de la Ville, **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance :

- Toutes intentions d'effectuer une communication publique, telle que définie à la clause 1.1 de la présente Annexe.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la **Division des relations de presse** de la Ville (relationsmedias@montreal.ca), **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance :

- Les communiqués de presse et les avis médias.

3.2.3 Soumettre pour approbation à la **Division création et production** de la Ville (visibilite@montreal.ca), **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur envoi pour impression ou leur diffusion :

- Toute communication imprimée ou numérique où apparaissent les logos ou les mentions requises.

3.3 Contacts

- **Gouvernement du Canada**

Pour offrir à un.e représentant.e politique du gouvernement la possibilité d'inclure un message officiel ou de participer à une annonce ou un événement public, et pour prendre les dispositions protocolaires le/la concernant, veuillez écrire à : Catherine Léger, cleger@schl.ca, et à Alexandre Tremblay, aatrembl@schl.ca.

- **Ville de Montréal**

  Responsable du Projet

  Pour proposer toutes communications publiques telles que définies en 1.1 de la présente Annexe, veuillez vous adresser à cette personne ou à la personne qu'elle aura désignée pour la représenter.

  Division des relations de presse

  Pour faire approuver les communiqués de presse et les avis médias ou pour tout élément lié à des activités médiatiques (ex : demande d'entrevue), veuillez écrire à : relationsmedias@montreal.ca

  Division Création et production

  Pour offrir au gouvernement et à la Ville l'un des éléments de visibilité mentionnés dans la présente Annexe, pour faire approuver le positionnement des logos ou pour toute question portant sur ces sujets, veuillez écrire à : visibilite@montreal.ca

  Cabinet de la mairie de Montréal *

  Pour offrir à un.e représentant.e politique de la Ville la possibilité d'inclure un message officiel ou de participer à une annonce ou un événement public, et pour prendre les dispositions protocolaires le/la concernant, veuillez compléter le formulaire approprié sur le site web du cabinet : https://mairesse.montreal.ca/

  **** Assurez-vous de préciser que le Projet est subventionné par le biais de l'entente sur l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) avec le gouvernement du Canada.***

ANNEXE 3

DESCRIPTION DES BESOINS GRAVES EN MATIÈRE DE LOGEMENT

Sont considérées à « besoins graves de logement » a) des personnes en situation ou à risque d'itinérance, et b) des personnes vulnérables :

a. les personnes dont la situation correspond à la définition de l'itinérance retenue par la Politique québécoise en matière d'itinérance (2014)[1] et qui de ce fait reçoivent des services de, ou sont référées par, des organismes reconnus par la Ville et le Centre intégré universitaire de services sociaux et de santé du Centre-Sud de l'île de Montréal (CCSMTL) dans le cadre des plans d'action régionaux en itinérance[2];

b. les personnes et ménages, vivant sous le seuil de faible revenu[3], qui par leur condition physique ou mentale présentent des besoins particuliers de soutien et n'ont pas accès sur le marché à des logements répondant à ces besoins.

[1] https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2013/13-846-03F.pdf ; pages 29-30.
[2] Ces organismes comprennent notamment des centres de jour ou de soir, des ressources d'hébergement d'urgence ou de deuxième étape, des ressources jeunesse, des ressources de réinsertion, des organismes de travail de rue, etc.
[3] Sous le seuil de faible revenu : selon la définition et le barème retenus par la Société d'habitation du Québec.

ANNEXE 4

COPIE DE L'ENTENTE DE FINANCEMENT INTERVENUE ENTRE LA VILLE ET LA SCHL

CONVENTION RELATIVE À L'INITIATIVE POUR LA CRÉATION RAPIDE DE LOGEMENTS

LA PRÉSENTE CONVENTION intervient en date du 31ième jour de décembre 2020 (la « **Date de prise d'effet** ») entre la **SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT** (la « **SCHL** ») et **la Ville de Montréal** (le « **Bénéficiaire** »).

(collectivement, les « **Parties** » et chacune, une « **Partie** »)

ATTENDU QUE la crise de la COVID-19 a exacerbé les problèmes existants d'accessibilité au logement et d'itinérance, particulièrement en ce qui a trait aux Canadiens les plus vulnérables;

ATTENDU QUE les Parties souhaitent mettre en œuvre l'Initiative pour la création rapide de logements (« **ICRL** ») afin de loger rapidement certains des Canadiens les plus vulnérables;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'ICRL, la SCHL est autorisée en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* à verser des contributions au Bénéficiaire aux fins du développement, conformément à un plan d'investissement à être approuvé par la SCHL et joint à l'**Annexe B** (le « **Plan d'investissement** »), minimalement **208** logements abordables à **Montréal** (les « **Logements** »);

PAR CONSÉQUENT, pour bonne et valable considération, les Parties conviennent de ce qui suit :

1. Contribution et objectifs

La contribution de la SCHL en vertu de la présente Convention est de 56 798 417 $ (la « **Contribution** ») et sera déboursée au Bénéficiaire suite à la signature de la présente Convention, sous réserve des modalités et conditions contenues aux présentes et utilisée uniquement aux fins suivantes (tel qu'elles seront plus amplement décrites par le Bénéficiaire dans le Plan d'investissement):

i) l'acquisition de terrain et la construction de Logements modulaires (tel que défini à l'**Annexe A**) multi-résidentiels abordables;

ii) l'acquisition de terrain et de bâtiments aux fins de conversion d'usage non résidentiel en Logements multi-résidentiels abordables; ou

iii) l'acquisition de terrain et de bâtiments en Mauvais état ou abandonnés à des fins de réhabilitation[1] en Logements multi-résidentiels abordables;

et tous les coûts admissibles liés à ce qui précède, y compris le au pré-développement, la pré-construction (par exemple, en ce qui a trait aux évaluations environnementales du site, aux rapports de consultants en coûts, les rapports d'architecture ou d'ingénierie, les frais juridiques ou autres frais liés à la clôture de l'acquisition de terrains et de bâtiments) pour le développement de Logements abordables permanents.

Pour plus de certitude, les coûts doivent être encourus au plus tôt le 27 octobre 2020 et ne comprennent pas les dépenses opérationnelles. De plus, le Bénéficiaire est seul responsable de tout dépassement de coût dû à un changement dans la portée, la conception, le délai de réalisation, les conditions du site ou autrement et la SCHL n'augmentera pas la Contribution dans de telles circonstances.

2. Conditions au déboursé

Le Bénéficiaire convient qu'il:

[1] Le terrain et les bâtiments à réhabiliter doivent avoir été en mauvais état et / ou abandonnés, et dans les deux cas, inhabitables et exclus du parc de logements.

a) exécutera toutes ses obligations aux termes du Plan d'investissement et utilisera la Contribution uniquement aux fins spécifiées dans le Plan d'investissement (et à aucune autre fin) pour créer des Logements abordables pour les Personnes et les Populations vulnérables (telles que définies à l'**Annexe A**) qui sont ciblées par les Critères d'abordabilité (tels que définis à l'**Annexe A**);

b) veillera à ce que, pendant une période minimale de 20 ans (ou pendant toute période plus longue convenue dans le Plan d'investissement) à compter du 31 mars 2022 ou d'une autre date déterminée par la SCHL à sa discrétion (la « **Durée** »), les Logements rencontrent les Critères d'abordabilité (tels que définis à l'**Annexe A**) et soient destinées aux Personnes et les Populations vulnérables;

c) veillera à ce que les Logements modulaires et le ou les bâtiment(s) nouvellement construit(s) où les Logements modulaires sont situés dépasseront d'au moins 5 % les exigences d'accessibilité locales dans sa juridiction pendant la Durée;

d) veillera à ce que les Logements modulaires, et le ou les bâtiment(s) nouvellement construit(s) où les Logements modulaires sont situés, dépasseront d'au moins 5 % les normes d'efficacité énergétique, telles qu'énoncées dans le Code national de l'énergie pour les bâtiments (CNÉB) de 2015, ou telles qu'énoncées dans les normes standards locales ou régionales, selon celles qui sont les plus élevées;

e) remettra dans les 30 jours suivant la réception de l'avis d'attribution du Bénéficiaire[2], pour examen et approbation par la SCHL, le Plan d'investissement sous la forme et de la teneur prévus à l'**Annexe B**, qui devra notamment 1) démontrer que les Logements pourront être disponibles pour occupation dans les douze mois suivant son approbation par la SCHL[3]; 2) indiquer comment le Bénéficiaire tient compte des avantages communautaires dans le développement des Logements; 3) indiquer comment le développement des Logements par le Bénéficiaire vise, dans la mesure du possible, les femmes et les filles (30 % des Logements) et les peuples autochtones en milieu urbain[4] (15 % des Logements); et 4) confirmer i) comment l'intégralité de la Contribution sera engagée par le Bénéficiaire; ii) comment le Bénéficiaire construira et exploitera les Logements conformément à la présente Convention; et iii) la manière dont le Bénéficiaire se conformera, pendant toute la Durée, aux engagements d'abordabilité, d'accessibilité et d'efficacité énergétique énoncées dans la présente Convention;

f) lorsqu'il a l'intention de retenir les services d'un tiers intermédiaire (l'« **Intermédiaire** ») pour construire et/ou exploiter les Logements et/ou en être propriétaire: i) fera preuve de prudence en choisissant un Intermédiaire qui est une entité de bonne réputation qui respecte le régime d'intégrité du Bénéficiaire et les exigences en matière de connaissance du client; ii) conclura avec l'Intermédiaire tout accord qui pourrait être requis, définissant les modalités et conditions reflétant les exigences de la présente Convention; et iii) prendra toutes les mesures nécessaires pour amener l'Intermédiaire à se conformer aux obligations prévues à la présente Convention, étant toutefois entendu que le Bénéficiaire demeurera en tout temps le principal responsable envers la SCHL de l'exécution de toutes les obligations prévues à la présente Convention; et

[2] La période de 30 jours commence à compter de la date à laquelle le Bénéficiaire reçoit son avis d'attribution, que le Bénéficiaire ait ou non déjà signé la présente Convention.

[3] Si le Bénéficiaire a des projets dépassant son allocation initiale pour considération pour des contributions futures qui pourraient être disponibles, le Bénéficiaire devrait fournir des renseignements supplémentaires (par exemple, opportunité d'achèvement du projet; preuve de viabilité à long terme) qui pourraient être pris en considération par la SCHL dans le cadre de tout financement futur en vertu de l'ICRL.

[4] Le Bénéficiaire devrait, dans la mesure du possible, sélectionner et engager des instances ou des organisations autochtones ayant l'expérience et la capacité nécessaires comme intermédiaires pour construire, exploiter et fournir des logements destinés aux peuples autochtones en vertu de la présente Convention.

g) se conformera, et fera en sorte que les Logements et toute propriété sur laquelle les Logements seront construits et exploités soient, en tout temps conformes avec les lois environnementales applicables et le zonage municipal, à tous égards importants.

3. Remise de la Contribution

En appui à la mise en œuvre de l'ICRL pour loger rapidement certains des Canadiens les plus vulnérables touchés par la crise de la COVID-19, le Bénéficiaire sélectionnera des projets qui peuvent être mis en œuvre dans le court laps de temps prévu dans le Plan d'investissement. En conséquence, le Bénéficiaire convient ce qui suit :

a) La SCHL peut examiner périodiquement les progrès accomplis dans la réalisation du Plan d'investissement. Lorsque la SCHL ou le Bénéficiaire estime qu'il peut y avoir un doute raisonnable qu'une partie du Plan d'investissement sera livrée intégralement et en temps opportun comme prévu, ou lorsque le Bénéficiaire n'a pas commencé un projet dans les 3 mois suivant l'approbation du Plan d'investissement, les Parties devront se consulter et déployer tous les efforts nécessaires pour trouver une solution acceptable qui minimise les impacts sur les projets et qui soit dans le meilleur intérêt de la mise en œuvre de l'ICRL, à la suite de quoi la SCHL pourra réduire ou annuler la Contribution dans la mesure qu'elle jugera raisonnable. Dans ce cas, le Bénéficiaire devra remettre toute Contribution réduite ou annulée dans les 30 jours après en avoir été avisé par écrit par la SCHL.

b) Le Bénéficiaire remettra à la SCHL tous les fonds non décaissés dans les 30 jours suivant l'Attestation trimestrielle (telle que définie ci-dessous) pour le trimestre au cours duquel tous les projets énoncés dans le Plan d'investissement sont complétés, et dans tous les cas au plus tard le 30 mai 2022, à moins que la SCHL en ait convenu autrement.

4. Aliénation, conversion et charges à l'égard des Logements

a) Le Bénéficiaire ne doit procéder à aucune Aliénation ou conversion des Logements ou des terrains acquis avec la Contribution, ni permettre qu'une telle Aliénation ou conversion soit faite, sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de la SCHL, qui peut imposer toutes les conditions qu'elle juge nécessaires et appropriées, agissant raisonnablement

b) Le Bénéficiaire ne peut grever les Logements ou tout terrain acquis avec la Contribution sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de la SCHL, agissant raisonnablement.

5. Obligations de renseignement

Le Bénéficiaire s'engage à :

a) fournir une attestation à la SCHL dans les 30 jours suivant le 31 mars 2021, le 30 juin 2021, le 30 septembre 2021, le 31 décembre 2021 et le 31 Mars, 2022, à moins d'indication contraire de la SCHL, et conformément à l'**Annexe C** (l'« **Attestation trimestrielle** »); et

b) fournir une attestation à la SCHL dans les 60 jours suivant la fin de l'année financière du Bénéficiaire, à compter de la première année financière se terminant après le 31 mars 2022 et à chacune des années financières suivantes, jusqu'à la fin de la Durée et conformément à l'**Annexe C** (l'« **Attestation annuelle** »).

6. Volet des projets

Le Bénéficiaire peut, dans le cadre du Plan d'investissement soumis en vertu de la présente Convention pour le soutien financier relié à l'ICRL en vertu du Volet des grandes villes, demander à la SCHL d'être également prise

en considération pour un soutien financier relié à l'ICRL en vertu du Volet des projets. Pour ce faire, le Bénéficiaire doit fournir et inclure dans le Plan d'investissement, sous la forme et de la teneur prévus à l'**Annexe B**, tous les renseignements supplémentaires nécessaires pour le Volet des projets, aux fins d'examen et d'approbation par la SCHL. Dans ce scénario, le Plan d'investissement servira pour les deux volets de l'ICRL.

7. Annexes

Les Annexes jointes aux présentes, y compris le Plan d'investissement (**Annexe B**) et les Modalités additionnelles (**Annexe D**), font partie intégrante de la présente Convention.

[Les pages de signature suivent]

EN FOI DE QUOI, les Parties aux présentes ont dûment signé la présente Convention à la date indiquée ci-dessus.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

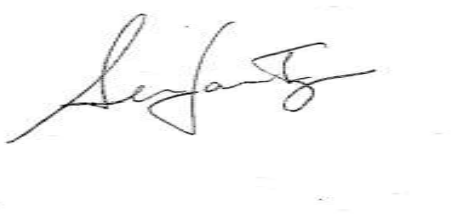
700 Montreal Rd
Ottawa, Ontario
K1A OP7

Pamela Hine

Nom: Pamela Hine
Titre: VP, Partenariats et Promotions

la Ville de Montréal

275, rue Notre-Dame Est
Montréal, Québec
H2Y 1C6



Nom: Serge Lamontagne
Titre: Directeur général de la Ville de Montréal

ANNEXE A

Définitions

« **Aliénation** » s'entend, à l'égard d'un Bénéficiaire, de toute vente, cession, transfert, disposition, location, licence ou autre aliénation de quelque forme ou nature que ce soit de tout bien ou de tout droit, titre ou intérêt sur ou à l'égard de tout bien.

« **Critères d'abordabilité**" s'entend de ce qui suit :

Tous les Logements doivent desservir et être abordables (le ménage paie moins de 30 % de son revenu brut sur les coûts relatifs au logement) aux Personnes et Populations vulnérables et qui sont également, ou qui auraient autrement, des besoins graves en matière de logement ou qui éprouvent ou courent un risque élevé d'itinérance tel que décrit ci-dessous. L'abordabilité doit être maintenue pendant au moins 20 ans. Le Bénéficiaire devra confirmer, au moyen d'une attestation, que tous les Logements desservent la population cible visée. La SCHL peut exiger une validation régulière tout au long de la période d'abordabilité de 20 ans, au besoin.

Un ménage ayant des besoins graves en matière de logement est un sous-ensemble de ménages ayant des besoins graves en matière de logement qui paient 50 % ou plus pour leur logement actuel. On dit d'un ménage qu'il a des besoins graves en matière de logement si son logement tombe sous au moins l'une des normes d'adéquation, d'abordabilité ou de taille convenable et qu'il devrait dépenser 30 % de son revenu total avant taxes ou plus pour payer le loyer médian de logement local alternatif qui est acceptable (qui est conforme aux trois normes de logement).

L'itinérance est décrite comme la situation d'un individu, d'une famille ou d'une communauté sans logement stable, sûr, permanent et approprié, ou sans la perspective, les moyens et la capacité immédiats de l'acquérir. Les populations à risque imminent d'itinérance sont définies comme des individus ou des familles dont la situation actuelle de logement prendra fin dans un avenir proche (par exemple, dans les 2 mois) et pour lesquelles aucun logement subséquent n'a été établi.

Un Bénéficiaire qui a déjà adopté ses propres définitions de « besoins graves en matière de logement », d'« itinérance » ou de « risque d'itinérance » peut, avec l'approbation de la SCHL, appliquer ces définitions aux Critères d'abordabilité. Dans le cas contraire, les définitions de ces termes ci-incluses s'appliquent.

« **Logements modulaires** » s'entend des logements d'habituation qui sont partiellement ou entièrement construites hors du site (par exemple, en usine, en entrepôt ou dans une installation semblable) par un fabricant qualifié et livrées sur le site en tout ou en partie et installées sur un terrain convenablement zoné et desservi. Cela peut varier entre des unités individuelles dispersées et des plus vastes projets de logements à logements multiples.

« **Mauvais état** » s'entend des Logements abandonnés et/ou en mauvais état et qui ne sont plus adéquats pour fins d'occupation, lesquels seraient admissibles pour fins d'acquisition et à de réhabilitation si, de l'avis d'un expert qualifié (y compris un ingénieur en structure, un architecte et un inspecteur en bâtiment), ils ne peuvent pas être rendu sûrs et adéquats pour l'occupation sans entreprendre une rénovation substantielle ou complète de l'ensemble du ou des bâtiment(s) existant(s) comprenant des unités de logements.

« **Personnes et les Populations vulnérables** » s'entend des groupes suivants et des individus appartenant à ces groupes :

- Les femmes et enfants fuyant la violence domestique;

- Les personnes âgées;
- Les jeunes adultes;
- Les populations autochtones;
- Les personnes handicapées;
- Les personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale et de toxicomanie;
- Les anciens combattants;
- LGBTQ2+;
- Les groupes racisés;
- Les Canadiens noirs;
- Les immigrants ou réfugiés récents; et
- Les itinérants ou les personnes à risque d'itinérance.

ANNEXE B

Plan d'investissement

[voir ci-joint]

ANNEXE C

Obligations de renseignement

Attestation trimestrielle

[voir ci-joint]

Attestation annuelle

[voir ci-joint]

ANNEXE D

Modalités additionnelles

Les Parties conviennent des modalités et additionnelles suivantes :

1. Résiliation

Dans l'éventualité où le Bénéficiaire (ou un de ses représentants) ne respecte pas les modalités et conditions contenues à la présente Convention, ou commet une fraude, une inconduite, des actes criminels, une négligence grave ou une faute intentionnelle, la SCHL peut résilier immédiatement la présente Convention et déclarer que la Contribution doit être remise en totalité ou en partie à la SCHL et peut exercer tous autres droits et recours dont elle dispose en vertu de la loi ou en équité. Les Articles 2, 3 et 4 de la présente **Annexe D** survivront à l'expiration ou à la résiliation de la présente Convention.

2. Indemnité

Le Bénéficiaire s'engage à indemniser, à tenir indemne et à défendre le gouvernement du Canada, la SCHL, ses dirigeants, administrateurs et employés contre toutes réclamations, demandes, actions, poursuites ou autres procédures (y compris, mais sans s'y limiter, les recours environnementaux) de quelque nature que ce soit découlant de, résultant de ou liée a) à tout manquement par le Bénéficiaire à ses obligations, ou toute fausse déclaration par le Bénéficiaire en vertu de la présente Convention; b) à la construction ou l'exploitation des Logements; c) au non-respect par le Bénéficiaire de toute loi environnementale ou à toute perte subie en raison de la présence de toute matière dangereuse sur le terrain où sont situés des Logements; ou d) à tout acte ou défaut d'agir de la part du Bénéficiaire en rapport avec la Contribution ou les Logements, que la SCHL soit ou non désignée comme partie.

3. Responsabilité

La SCHL ne sera pas responsable envers le Bénéficiaire ou toute autre partie relativement à la Contribution. Dans la mesure où le Bénéficiaire engage ou retient un tiers à l'égard de ses obligations en vertu de la présente Convention, le Bénéficiaire demeure le principal responsable envers la SCHL de l'exécution de ses obligations en vertu de la présente Convention. Aux fins de la présente entente, la SCHL ne traitera qu'avec le Bénéficiaire, et non avec les tiers retenus par le Bénéficiaire, y compris l'Intermédiaire.

4. Déclarations et garanties du Bénéficiaire

a) Le Bénéficiaire a le pouvoir, l'autorité et la capacité requis pour signer et livrer la présente Convention et exécuter ses obligations aux termes de celle-ci, qui a été dûment autorisée, signée et livrée par le Bénéficiaire et constitue une obligation légale, valide et exécutoire à l'encontre du Bénéficiaire.

b) Le Bénéficiaire et toute propriété sur laquelle les Logements sont situés sont conformes à toutes les lois applicables, y compris toutes les lois environnementales et le zonage municipal, à tous égards importants.

c) Le fait que toutes les déclarations et garanties faites dans la présente Convention ou tout autre document ou attestation par le Bénéficiaire soient vraies, complètes et correctes est une condition à la présente Convention.

5. Langues officielles

Dans les régions de demande importante, le Bénéficiaire s'engage à fournir tous les renseignements et services relatifs à l'ICRL en français et en anglais. Le Bénéficiaire utilisera les critères de communications et de services

du *Règlement sur les langues officielles* adoptées en vertu de la *Loi sur les langues officielles* du Canada comme ligne directrice pour déterminer la « demande importante ». Le Bénéficiaire consultera les représentants des groupes linguistiques minoritaires locaux.

6. <u>Information et communications</u>

a) Sous réserve de la *Loi sur l'accès à l'information* (Canada), de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (Canada) et de la législation provinciale, territoriale ou municipale applicable relativement à l'accès à l'information et la protection de la vie privée, les Parties doivent respecter la nature confidentielle de toute information clairement identifiée et marquée comme confidentielle ou qui devrait raisonnablement être considérée comme confidentielle compte tenu de la nature des informations et des circonstances de leur divulgation. Rien dans la présente Convention ne doit être interprété d'une manière qui contreviendrait à la législation sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels qui s'applique aux Parties.

b) Le Bénéficiaire consent à la collecte, à l'utilisation et à la divulgation des renseignements soumis à la SCHL par le Bénéficiaire aux fins suivantes: i) pour évaluer l'admissibilité du Bénéficiaire à l'ICRL; ii) pour l'analyse, l'analyse des politiques, la vérification et la recherche par la SCHL; iii) pour communiquer au Bénéficiaire les possibilités éventuelles dans le cadre d'autres programmes de la SCHL ou les possibilités de collaboration avec des tiers; iv) pour l'évaluation de l'ICRL; v) aux fins de l'usage par la SCHL et le gouvernement du Canada à des fins liées à la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada); et vi) à des fins de vérification des renseignements et de vérification diligence, y compris pour détecter et protéger la SCHL contre les erreurs et la fraude. Le Bénéficiaire doit obtenir les consentements ci-dessus de tout tiers intermédiaire engagé par le Bénéficiaire pour construire et/ou exploiter les Logements.

c) La SCHL et ses représentants sont autorisés à utiliser et à divulguer les renseignements, sur la base du besoin de savoir, aux employés, dirigeants et administrateurs de la SCHL, au cabinet du ministre responsable de la SCHL et aux entités provinciales / territoriales / municipales collaborant avec la SCHL aux fins décrites à l'Article 6b) de la présente **Annexe D**.

d) Toute communication publique relative aux projets en vertu de la présente Convention doit être approuvée à l'avance par la SCHL. Nonobstant ce qui précède, chaque Partie se réserve le droit de communiquer des renseignements aux Canadiens sur les projets afin de respecter ses obligations législatives et réglementaires respectives, avec un préavis à l'autre Partie.

e) À la demande de la SCHL, le Bénéficiaire doit reconnaître publiquement la Contribution de la SCHL et du gouvernement du Canada en vertu de la présente Convention d'une manière acceptable pour la SCHL, agissant raisonnablement, y compris au moyen de signalisation sur le projet (aux frais de la SCHL).

7. <u>Inspection</u>

a) La SCHL et l'un ou l'autre de ses dirigeants, employés et agents auront le droit d'inspecter, de vérifier et de faire des extraits des livres et registres du Bénéficiaire concernant la Contribution à sa demande, agissant raisonnablement, jusqu'à la fin de la Durée.

b) La SCHL ou une tierce-partie représentante peut effectuer des visites sur place pour inspecter et surveiller la construction et l'exploitation des Logements et le respect des modalités et conditions prévues à la présente Convention. Toutes les visites sur place sont effectuées aux fins du programme de gestion des risques de la SCHL uniquement et ne doivent pas être considérées comme une inspection technique pour confirmer la qualité des travaux ou la conformité du Bénéficiaire aux lois applicables, y compris les codes du bâtiment.

8. Avis

La livraison de tout avis en vertu de la présente Convention prendra effet trois jours après son envoi par courrier ordinaire, ou le jour suivant la transmission par courriel, aux Parties aux adresses indiquées sur les pages de signature de la présente Convention.

9. Bénéficiaire indépendant

Les Parties conviennent qu'en vertu de la présente Convention, la SCHL est uniquement un contributeur financier à l'égard des Logements et il n'existe aucun partenariat juridique ou coentreprise entre la SCHL et le Bénéficiaire ou l'Intermédiaire. Aucune Partie n'utilisera le nom, le logo ou les marques de l'autre Partie sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit exprès préalable de cette autre Partie.

10. Coûts

Le Bénéficiaire est responsable de ses propres coûts et dépenses encourues dans le cadre de la préparation, de la signature, de l'application et de la mise en œuvre de la présente Convention.

11. Conflit d'intérêt

Le Bénéficiaire évitera tout conflit d'intérêts pendant la Durée de la présente Convention et déclarera immédiatement tout conflit existant, potentiel ou apparent et devra, sur instruction de la SCHL, prendre des mesures pour éliminer tout conflit ou perception d'un conflit d'intérêts.

12. Chambre des communes / Sénat

Aucun membre de la Chambre des communes ou du Sénat du Canada ne peut être admis à une part ou une partie de la présente Convention ni à aucun avantage en découlant.

13. Cession et amendement

La présente Convention lie et bénéficie aux Parties et leurs successeurs et ayants droit. La présente Convention ne peut être cédée par une Partie sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'autre Partie. Tout amendement à la présente Convention doit être approuvé par écrit par les deux Parties.

14. Exemplaires

La présente Convention peut être signée en un nombre quelconque d'exemplaires, qui, prises ensemble, seront réputées constituer un seul et même document. La présente Convention peut être signée de façon électronique et cette signature électronique sera considérée comme une signature originale aux fins de la présente Convention avec le même effet juridique qu'une signature manuscrite.

15. Renonciation

Le défaut de la SCHL d'insister sur le strict respect d'une ou de plusieurs des modalités de la présente Convention ne constituera pas une renonciation à son droit de faire appliquer ces modalités à une date ultérieure. Aucune disposition de la présente Convention ne sera réputée avoir fait l'objet d'une renonciation à la suite d'un manquement par l'une ou l'autre des Parties aux dispositions de la présente Convention, à moins qu'une telle renonciation ne soit faite au moyen d'un écrit signé par la SCHL. Une telle renonciation ne sera pas considérée comme une renonciation relative à toute violation ultérieure de la même ou de toute autre disposition de la présente Convention.

16. Droit applicable et tribunaux compétents

La présente Convention sera régie et interprétée conformément aux lois de la province ou du territoire où les Logements sont situés et aux lois fédérales du Canada qui y sont applicables. Les tribunaux de cette juridiction entendront exclusivement tout litige lié à la présente Convention. Le soutien financier en vertu de la présente Convention est en tout temps assujetti aux crédits du Parlement du Canada.

17. Intégralité de l'entente

La présente Convention contient tous les accords et toutes les ententes entre les Parties et aucune autre déclaration ou garantie, verbale ou autre, n'existe entre les Parties. Si une disposition de la présente Convention est considérée par une autorité compétente comme invalide, illégale ou inapplicable pour quelque raison que ce soit, les dispositions restantes de la présente Convention et les annexes qui y sont jointes continueront à lier les Parties et demeureront pleinement en vigueur.

18. Fonds supplémentaires

Nonobstant l'Article 17 de la présente **Annexe D**, si après la Date de prise d'effet, le Bénéficiaire se voit attribuer - sous l'un ou l'autre des volets de l'ICRL - des fonds ICRL supplémentaires distincts et en sus de ce qui est prévu dans le Plan d'investissement initial[5] en vertu de la présente Convention (les « **Fonds supplémentaires** »), la SCHL peut utiliser la présente Convention comme base de son entente avec le bénéficiaire relativement aux Fonds supplémentaires. Si le Bénéficiaire accepte une telle allocation, et sauf indication contraire de la SCHL, il doit présenter un plan d'investissement supplémentaire essentiellement sous la forme du Plan d'investissement joint à l'**Annexe B** (le « **Plan d'investissement supplémentaire** ») à l'égard des Fonds supplémentaires (y compris la contribution supplémentaire, les logements et la durée applicable) dans les 30 jours suivant la réception de l'avis de l'allocation supplémentaire, pour l'examen et l'approbation de la SCHL, à sa seule discrétion. Les modalités et conditions de la présente Convention, tels que modifiées par le Plan d'investissement supplémentaire, s'appliquent aux Fonds supplémentaires mutatis mutandis, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.

[5] Pour éviter toute ambiguïté, conformément à l'Article 6 de la Convention, le Plan d'investissement initial peut lui-même traiter de fonds ICRL en vertu des deux volets de l'ICRL, sans qu'il soit nécessaire de prévoir un Plan d'investissement supplémentaire pour le Volet des grandes villes à ce stade initial. Les Fonds supplémentaires sont distincts et s'ajoutent au Plan d'investissement initial et nécessitent un Plan d'investissement supplémentaire.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1219286002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du développement du logement abordable
Objet :	Autoriser une aide financière de 840 187 $ à l'organisme à but non lucratif Mission Old Brewery, pour la réhabilitation d'un immeuble vacant et en mauvais état situé au 1575, Avenue Lartigue, arrondissement Ville Marie pour y aménager 12 studios, dans le cadre de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL); approuver la convention de contribution financière entre la Ville et l'organisme Mission Old Brewery; déléguer la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire pour et au nom de la Ville de Montréal, ainsi que de tout autre document requis pour donner plein effet à ladite convention.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds GDD 1219286002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Iulia Ramona BOAR BUCSA
Préposée au budget
Tél : (514) 872-9964

Co-auteur:
Christian Borys
Conseiller budgétaire
514-872-5676

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-30

Yves COURCHESNE
Directeur du Servicedes finances et trésorier
Tél : 514-872-6630

Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.032

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1219226002

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Promotion du territoire de toute municipalité liée effectuée hors du territoire
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 515 000 $ par année sur une période de trois ans (2021-2023) à Montréal International pour les fins du Fonds de développement international de Montréal (FODIM) et l'autoriser à utiliser pour cette meme pèriode les contributions antèrieures non utilisées et reportées dont le solde total est de 675 825$ / Approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution. Pour 2022 et 2023, autoriser un ajustement de 5 000 $ à la base budgétaire du budget corporatif alloué au FODIM.

Il est recommandé :
1 - d'accorder un soutien financier maximal de 515 000 $ par année, sur une période de trois ans (2021-2023), à Montréal International pour les fins du Fonds de développement international de Montréal (FODIM);

2 - d'autoriser à utiliser les contributions non utilisées versées par la Ville dans les années antérieures pour le FODIM dont le solde total est de 675 825$;

3 - d'autoriser un ajustement de 5 000 $ à la base budgétaire du budget corporatif alloué au FODIM pour 2022 et 2023;

4 - d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

5 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2021-08-19 11:25

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1219226002**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Promotion du territoire de toute municipalité liée effectuée hors du territoire
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 515 000 $ par année sur une période de trois ans (2021-2023) à Montréal International pour les fins du Fonds de développement international de Montréal (FODIM) et l'autoriser à utiliser pour cette meme pèriode les contributions antèrieures non utilisées et reportées dont le solde total est de 675 825$ / Approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution. Pour 2022 et 2023, autoriser un ajustement de 5 000 $ à la base budgétaire du budget corporatif alloué au FODIM.

CONTENU

CONTEXTE

Créé au milieu des années 90, l'organisme Montréal International a le double mandat d'attirer des investissements étrangers dans la région métropolitaine de Montréal et d'y accueillir de nouvelles organisations internationales. Pour la première activité, il est financé par les gouvernements supérieurs, la Communauté métropolitaine de Montréal et l'entreprise privée. Pour la seconde activité, soit l'accueil et le développement des organisations internationales à Montréal, il est financé en parts égales par les gouvernements du Canada et du Québec et la Ville de Montréal qui contribuent au Fonds de développement international de Montréal (FODIM).
Le présent sommaire décisionnel a pour but de contribuer financièrement au FODIM géré par Montréal International pour les années 2021, 2022 et 2023

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0505 - 22 octobre 2020 - Accorder un soutien financier de 510 000 $ à Montréal International, pour l'année 2020, pour les fins du Fonds de développement international de Montréal (FODIM) / Approuver un projet de convention à cet effet.
CG17 0565 - 14 décembre 2017 - Accorder un soutien financier de 510 000 $ par année, sur une période de trois ans, à Montréal International, pour les fins du Fonds de développement international de Montréal (FODIM) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG16 0723 - 22 décembre 2016 - Accorder un soutien financier de 500 000 $ à Montréal International, pour l'année 2016, pour les fins du Fonds de développement international de Montréal (FODIM) / Approuver un projet de convention à cet effet;

CG15 0421 - 18 juin 2015 - Accorder un soutien financier de 500 000 $ à Montréal International, pour l'année 2015, pour les fins du Fonds de développement international de Montréal (FODIM) / Approuver un projet de convention à cet effet;

CG14 0419 - 18 septembre 2014 - Accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 $ à Montréal International, pour les fins du Fonds de développement international de Montréal (FODIM), pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2014, tel que prévu au budget 2014;

CG13 0043 - 28 février 2013 - Accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 $ à Montréal International, pour les fins du Fonds de développement international de Montréal (FODIM), pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2013, tel que prévu au budget 2013 et approuver à cette fin un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier

CG11 0454 - 14 décembre 2011 - Accorder un soutien financier de 500 000 $ à Montréal International pour les fins du Fonds de développement international de Montréal (FODIM) et autoriser ce dernier à utiliser les contributions versées par la Ville dans les années antérieures mais non utilisées par le FODIM jusqu'à concurrence de 500 000 $, pour la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2012

DESCRIPTION

L'entente prévoit une contribution de 515 000 $ par année sur une période de trois ans (2021-2023) à être utilisée de la façon suivante :

- cent dix-neuf mille trois cent quatre-vingt-douze (119 392 $) pour les frais de fonctionnement ;
- trois cent quatre-vingt-quinze mille six cent huit (395 608 $) pour de l'aide directe aux organisations internationales.

En plus du versement de ces sommes et afin de combler la différence avec le montant initialement demandé par l'organisme (700 000$ pour chaque année), la Ville de Montréal autorise Montréal International à utiliser les contributions versées par la Ville dans les années antérieures non utilisées par le FODIM dont le solde total est de 675 825$ à part égale pour chacune des trois années.

En contrepartie, Montréal International déclare avoir :

- trouvé du financement pour le FODIM auprès du Gouvernement du Québec et du Gouvernement du Canada qui doit être consacré à de l'aide directe aux organisations internationales pour la réalisation de projets;
- maintenu, à titre de membre du comité conseil du FODIM, le représentant autorisé de la Ville;
- transmis au représentant autorisé de la Ville les documents permettant de vérifier l'utilisation de la contribution de la Ville.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal poursuit, depuis la fin des années 1980, avec l'appui des gouvernements du Canada et du Québec, une politique proactive de développement des organisations internationales à Montréal. Les retombées économiques des organisations internationales démontrent un effet global positif sur l'économie et même sur le

rayonnement de Montréal métropolitain dans le monde.
Cette politique a contribué à faire de Montréal un centre de renommée mondiale pour les organisations internationales (OI). Montréal détient en effet le plus grand nombre d'OI en Amérique du Nord, après New York et Washington, avec 68. De plus, selon la dernière étude réalisée en 2017, les OI génèrent plus de 1 700 emplois directs et 354 M$ de retombées économiques annuellement dans la région métropolitaine.

En lien avec la convention jointe à ce sommaire, il est à noter que des échanges ont eu lieu avec le Service des affaires juridiques.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette contribution financière est de compétence d'agglomération puisqu'elle est liée à la promotion du territoire d'une municipalité. Un montant de 510 000 $ est prévu au budget sous le Chapitre « Dépenses de contribution » dans la section « Autres contributions » et identifiée Montréal international - FODIM. Pour 2021 seulement, un montant de 5000 $ sera pris à même le budget d'agglomération du Service du développement économique.
Pour 2022 et 2023, un ajustement de 5 000 $ à la base budgétaire du budget corporatif alloué au FODIM est requis. Le montant de 675 825 $ n'a pas d'impact puisqu'il a déjà été autorisé et versé à l'organisme dans les dernières années.

MONTRÉAL 2030

Cette contribution est en adéquation avec le Plan Stratégique 2030 et plus spécifiquement avec la priorité numéro 20: *Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.*

Une attention particulière sera portée à la conformité des initiatives et projets aux enjeux climatiques et droits humains (ADS+)

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le versement de la contribution financière de la Ville permettra à Montréal International de poursuivre ses activités d'accueil et de développement d'organisations internationales à Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Non applicable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation au conseil d'agglomération pour adoption

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Andrée SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique DOUCET, Service du développement économique

Lecture :

Véronique DOUCET, 19 août 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jarryd NMICHI
Conseiller en relations internationales

Tél : 514 872-9739
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-26

Véronique LAMONTAGNE
Directrice

Tél : 514-872-5540
Télécop. : 000-0000

FODIM
VILLE DE MONTRÉAL
Suivi des contributions reportées et des versements

	Prévision 12-31-2020	Prévision 12-31-2021	Prévision 12-31-2022	Prévision 12-31-2023	Prévision 12-31-2024
Solde des contributions reportées - Projets (début)	103 842	313 175	492 117	734 392	1 063 333
Contribution annuelle (Voir encadré Conciliation contributions 2021-2023	306 000	395 608	395 608	395 608	500 000
Versements					
New Cities	-	-	-	-	-
SIE	13 333	13 333	-	-	-
RRI	33 333	33 333	-	-	-
ZMQ	-	33 333	33 333	33 333	-
GODAN	-	53 333	53 333	-	-
UIPES	-	-	-	-	-
AIESEC	-	-	-	-	-
IATA	-	-	-	-	-
FUTURE EARTH (EXPANSION)	-	50 000	33 333	33 333	-
GEO BON (ATTRACTION)	50 000	33 333	33 333	-	-
NCF (ÉVÉNEMENT PONCTUEL)	-	-	-	-	-
Versements totaux	96 667	216 667	153 333	66 667	-
Solde des contributions reportées - Projets (fin)	**313 175**	**492 117**	**734 392**	**1 063 333**	**1 563 333**
Solde des contributions reportées - Fonctionnement (fin)	265 983				
Engagements totaux au 31 octobre 2020	533 333				

Conciliation contributions Projets 2021-2023	Annuel
Contribution demandée	500 000
Utilisation des contributions reportées au 31 décembre 2019	104 392
Contribution de la Ville de Montréal (sortie de fonds)	395 608

Versements effectués à partir des Contributions reportées - Projets
1er janvier au 31 octobre 2020

Solde audité au 31 décembre 2019	**348 841**
Versements	
New Cities	33 333
UIPES	33 333
AIESEC	33 333
IATA	100 000
NCF (ÉVÉNEMENT PONCTUEL)	45 000
Total	245 000
Solde non-audité au 31 octobre 2020	**103 841**

Conciliation contributions Fonctionnement 2021-2023	2021	2022	2023
Contribution demandée (204,000$ avec un taux d'inflation de 2%)	208 080	212 242	216 486
Utilisation des contributions reportées au 31 décembre 2019	88 661	88 661	88 661
Contribution de la Ville de Montréal (sortie de fonds)	119 419	123 581	127 825

MONTRÉAL INTERNATIONAL
Contributions demandées et sorties de fonds

Années (2021-2023)	Type de financement	Source de financement	Montant	Total	Total demandé	Sorti de fonds
2021	Fonctionnement 204,000$, indexé de 2% par an	Nouvelle contribution	119 419	208 080	708 080	515 027
		Contributions reportées	88 661			
	Projets 500,000$	Nouvelle contribution	395 608	500 000		
		Contributions reportées	104 392			
2022	Fonctionnement, indexé de 2% par an	Nouvelle contribution	123 581	212 242	712 242	519 189
		Contributions reportées	88 661			
	Projets 500,000$	Nouvelle contribution	395 608	500 000		
		Contributions reportées	104 392			
2023	Fonctionnement, indexé de 2% par an	Nouvelle contribution	127 825	216 486	716 486	523 434
		Contributions reportées	88 661			
	Projets 500,000$	Nouvelle contribution	395 608	500 000		
		Contributions reportées	104 392			

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la Résolution;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **MONTRÉAL INTERNATIONAL** personne morale, légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 380, rue Saint-Antoine Ouest, bureau 8000, agissant et représentée par M Stéphane Paquet, Président-directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 141986554
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1020322175

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'attirer dans la région métropolitaine des investissements étrangers, des organisations internationales et des talents stratégiques, ainsi que de promouvoir l'environnement concurrentiel du Grand Montréal;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour réaliser sa mission et dans le cadre Fonds de développement international de Montréal (ci-après le « FODIM ») pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention, lequel vise à favoriser l'implantation d'organisations internationales répondant à certains critères, notamment la présentation d'un plan d'affaires à Montréal International, incluant des projections financières s'étalant sur cinq ans, l'engagement de créer au moins cinq emplois permanents à plein temps à Montréal et la démonstration de la disponibilité d'un financement adéquat (50 % des revenus de l'organisation doivent provenir de l'étranger); tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;"

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports finaux, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la

Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : le Directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Bureau des relations internationales de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet soit l'accueil, l'établissement et le développement d'organisations internationales sur le territoire de la Ville pour les années 2021, 2022 et 2023;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet.

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année précédente.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable cent-vingt jours (120) de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel pour le 30 avril de chaque année;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard le 30 avril de chaque année;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard le 30 avril;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les dix (10) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil municipal, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cinq cent quinze mille dollars (515 000 $) par année pour la durée du Projet, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

En complément de la contribution versée, l'organisme s'engage à utiliser à part égale pour chacune des trois années (2021-2023) les sommes déjà versées associées aux résolutions CG20 0505 et CG16 0723 dont le solde total est de six cent soixante-quinze mille huit cent vingt-cinq dollars (675 825$).

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme :

5.2.1 Pour l'année 2021, une somme maximale de cinq cent quinze mille dollars (515 000 $) payable au plus tard le 30 octobre 2021;

5.2.2 Pour l'année 2022, une somme maximale de cinq cent quinze mille dollars (515 000 $) payable au plus tard le 30 octobre 2022;

5.2.3 Pour l'année 2023, une somme maximale de cinq cent quinze mille dollars (515 000 $) payable au plus tard le 30 octobre 2023;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution devant être utilisée aux fins du Projet de l'Organisme et peut servir à payer le salaire d'un employé mais ne peut couvrir les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention débute le 1er janvier 2021 et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2023.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants, sous réserve des droits de propriété intellectuelle détenus par l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l’une ou l’autre des Parties ne peuvent être cédés qu’avec l’accord écrit préalable de l’autre Partie.

L’Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 380, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 8000, Montréal, Québec, H2Y 3X7, et tout avis doit être adressé à l'attention de M Stéphane Paquet. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 155, rue Notre-Dame Est, bureau 125, Montréal, Québec, H2Y 1B5 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Le .....e jour de 2021

MONTRÉAL INTERNATIONAL

Par : _____
Stéphane Paquet
Président-directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2021 (Résolution CG20…….).

ANNEXE 1

PROJET

Montréal International est un organisme à but non lucratif qui a pour mission d'attirer dans la région métropolitaine des investissements étrangers, des organisations internationales et des talents stratégiques, ainsi que de promouvoir l'environnement concurrentiel du Grand Montréal.

Montréal détient le plus grand nombre d'organisations internationales en Amérique du Nord, après New York et Washington, avec plus de 65 organisations internationales. Cette présence stratégique contribue fortement au rayonnement international ainsi qu'à l'essor économique de toute la région métropolitaine.

Fruit d'un partenariat public-privé, le Fonds de développement international de Montréal (FODIM) a pour objectif de favoriser l'implantation d'organisations internationales à Montréal en offrant un soutien financier, stratégique et logistique aux organisations internationales souhaitant établir leur siège, un bureau régional ou un bureau programmatique dans la métropole. Ces dernières doivent répondre à certains critères, notamment la présentation d'un plan d'affaires à Montréal International, incluant des projections financières s'étalant sur cinq ans, l'engagement de créer au moins cinq emplois permanents à plein temps à Montréal et la démonstration de la disponibilité d'un financement adéquat (50 % des revenus de l'organisation doivent provenir de l'étranger).

La présente convention vise à soutenir financièrement l'implantation, l'expansion et la rétention d'organisations internationales pour les années 2021, 2022 et 2023.

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.
1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

> Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1219226002*
Unité administrative responsable : *Bureau des relations internationales*
Projet : *N/A*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité numéro 20: *Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Attirer, accueillir et maintenir des organisations internationales à Montréal Les retombées économiques des organisations internationales démontrent un effet global positif sur l'économie et même sur le rayonnement de Montréal métropolitain dans le monde. Montréal détient en effet le plus grand nombre d'OI en Amérique du Nord, après New York et Washington, avec 68. De plus, selon la dernière étude réalisée en 2017, les OI génèrent plus de 1 700 emplois directs et 354 M$ de retombées économiques annuellement dans la région métropolitaine.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1219226002

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , -
Objet :	Accorder un soutien financier de 515 000 $ par année sur une période de trois ans (2021-2023) à Montréal International pour les fins du Fonds de développement international de Montréal (FODIM) et l'autoriser à utiliser pour cette meme pèriode les contributions antèrieures non utilisées et reportées dont le solde total est de 675 825$ / Approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution. Pour 2022 et 2023, autoriser un ajustement de 5 000 $ à la base budgétaire du budget corporatif alloué au FODIM.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Le service porteur a utilisé une convention provenant de la banque de documents juridiques mais a modifié l'article 5.1 de la convention. La présente intervention ne porte donc que sur la modification à cet article.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division - Droit contractuel
Tél : 514 501-6487

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-09

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : (514) 501-6487
Division : Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1219226002

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , -
Objet :	Accorder un soutien financier de 515 000 $ par année sur une période de trois ans (2021-2023) à Montréal International pour les fins du Fonds de développement international de Montréal (FODIM) et l'autoriser à utiliser pour cette meme pèriode les contributions antèrieures non utilisées et reportées dont le solde total est de 675 825$ / Approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution. Pour 2022 et 2023, autoriser un ajustement de 5 000 $ à la base budgétaire du budget corporatif alloué au FODIM.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1219226002 FODIM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514-872-4764

Co-auteure: Arianne Allard, Conseillère budgétaire, (514) 872-4785
Co-auteure : Sabiha Francis Conseillère budgétaire (514)-872-9366

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-19

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et trésorier
Tél : 514-872-6630

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.033

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1211615002

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division de la gestion documentaire et des archives , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente de prêt de documents d'archives par la Ville de Montréal au Musée Canadien d'histoire pour l'exposition "Libertés sacrifiées"

Approuver l'entente de prêt de documents d'archives par la Ville de Montréal au Musée Canadien d'histoire pour l'exposition "Libertés sacrifiées"

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2021-08-11 15:22

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1211615002**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division de la gestion documentaire et des archives , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente de prêt de documents d'archives par la Ville de Montréal au Musée Canadien d'histoire pour l'exposition "Libertés sacrifiées"

CONTENU

CONTEXTE

Du 2 décembre 2021 au 5 septembre 2022, le Musée canadien de l'histoire tiendra une exposition intitulée "Lost Liberties - Libertés sacrifiées".
À cette occasion, le Musée souhaite emprunter un document conservé aux archives de la Ville de Montréal.

Situé dans la région d'Ottawa, Le Musée a pour but « d'accroître la connaissance, la compréhension et le degré d'appréciation des Canadiens à l'égard d'événements, d'expériences, de personnes et d'objets qui incarnent l'histoire et l'identité canadiennes, qu'ils ont façonnées, ainsi que de les sensibiliser à l'histoire du monde et aux autres cultures. ». (Loi sur le Musée canadien de l'histoire). Il accueille plus de 1,2 million de visiteurs chaque année, un achalandage qui en fait l'institution muséale la plus visitée au Canada.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Du 2 décembre 2021 au 5 septembre 2022, le Musée souhaite utiliser le document suivant, conservé aux archives de la Ville de Montréal :
Magazine The Last Post, vol. 1, numéro 5, 1970. Archives Ville de Montréal, fonds Nick Auf der Maur, CA M001 P103-D385 . (Voir la pièce jointe)

Le document sera présenté dans le cadre de l'exposition "Libertés sacrifiées – La Loi sur les mesures de guerre" explorant la suspension des libertés civiles au Canada au cours du XX e siècle. L'exposition offre un nouvel éclairage sur la Loi sur les mesures de guerre et ses conséquences sur la population canadienne.

L'exposition se penche, notamment, sur l'internement de Canadiens d'origine ukrainienne et d'autres nationalités pendant la Première Guerre mondiale, sur l'internement d'Italo-Canadiens et la relocalisation forcée de Canadiens d'origine japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale, ainsi que sur l'arrestation de centaines de personnes au Québec durant la crise d'Octobre 1970.

Libertés sacrifiées examine les peurs, les préjugés et les crises qui ont motivé ces événements tragiques et présente les récits poignants d'hommes, de femmes et d'enfants qui les ont vécus.

JUSTIFICATION

Il s'agit d'une belle occasion de mettre en valeur les archives de la Ville. Il s'agit d'une collaboration usuelle entre les Archives de la Ville Montréal et les musées.
Le Musée d'histoire canadien a toute l'expertise nécessaire pour transporter, préserver, mettre en valeur et assurer la sécurité du document prêté avec les meilleures pratiques.

Avant le prêt, le document sera numérisé afin qu'il puisse toujours être consulté par nos usagers.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicolas BEDNARZ
Analyste en gestion de documents & archives

Tél : 514 872-8298
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-10

Marc LEBEL
C/d - gestion de documents d'archives et acces à l'information

Tél : 514 793-1127
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Emmanuel TANI-MOORE
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2021-08-11

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE - CANADIAN MUSEUM OF HISTORY

CANADIAN WAR MUSEUM - MUSÉE CANADIEN DE LA GUERRE

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE/ CANADIAN MUSEUM OF HISTORY

(ci-après appelé/ here in after called: MCH/CMH)

CONVENTION D'EMPRUNT/ INCOMING LOAN AGREEMENT

No. d'emprunt /Loan No.: L5144

Attendu que le MCH emprunte du prêteur désigné dans les présentes (appelé le Prêteur) les Objets énumérés à l'Annexe A ci-jointe (appelé les Objets), et compte tenu des promesses faites ici par le MCH au Prêteur, le MCH emprunte les Objets du Prêteur aux conditions contenues sur cette page, dans toute annexe jointe aux présentes, et dans les conditions générales concernant les prêts joints aux présentes :

In consideration of the Lender herein described (called the "Lender") lending to the CMH the objects in Schedule "A" hereto (called the "Objects"), and in consideration of the promises now made by the CMH to the Lender, the Lender lends the Objects to the CMH on the terms and conditions contained on this page, in any Schedule attached hereto, and in the "General Terms and Conditions of Loans" attached hereto:

Prêteur/ Lender: **Me Emmanuel Tani-Moore , greffier et directeur**
Ville de Montréal
155 rue Notre-Dame est.
Montréal, Québec
H2Y 1B5

But du prêt/ Purpose of the loan: Exhibition: Lost Liberties – Libertés sacrifiées (December 2, 2021 – September 5, 2022)

Durée d'emprunt/ Term of Loan : Août 2021 – Octobre 2022

MCH/CMH

Signé par / Signed by **Date**

PRÊTEUR/ LENDER

Signé par / Signed by **Date**

Veuillez signer une copie du formulaire et le renvoyer à l'adresse suivante:

Bureau des prêts
Musée canadien de l'histoire
100, rue Laurier
Gatineau (Québec) K1A 0M8

Please retain one copy and return the remaining to:

Loans Office
Canadian Museum of History
100 Laurier Street
Gatineau, Québec, K1A 0M8

ANNEXE «A» A LA CONVENTION D'EMPRUNT/ SCHEDULE "A" TO INCOMING LOAN AGREEMENT
L5144

No. / No.	Description	Valeur/ Value (d'assurance/ insurance)
	Magazine The Last Post, vol. 1, numéro 5, 1970	$80.00

Instructions précises pour tous les objets / Special Instructions For All Objects:

MCH/CMH

Signé par / Signed by **Date**

PRÊTEUR/ LENDER

Signé par / Signed by **Date**

CONDITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES EMPRUNTS AU MCH/ CONDITIONS GOVERNING INCOMING LOANS TO THE CMH

DÉFINITION
"Cette Entente" désigne la présente entente d'emprunt et tout autre document mentionné dans celle-ci et faisant partie de celle-ci.

DEFINITION
"This Agreement" means this Agreement and any other document referred to in this Agreement as forming part thereof.

ENTRETIEN DES OBJETS
Le MCH accordera le même soin et le même respect aux Objets empruntés qu'il le fait aux objets semblables de sa collection. Aucune modification, restauration ou réparation ne sera faite sans l'autorisation écrite du Prêteur.

CARE FOR OBJECTS
The CMH will give to the objects borrowed the same care and respect as it does to comparable property of its own. This includes possible CO_2 fumigation. No alteration, restoration or repair will be undertaken without the written authorization of the lender.

ASSURANCES
(a) Le MCH assure les Objets pour la valeur convenue par le Prêteur et le MCH pendant que lesdits Objets sont sous la garde du Musée. Il s'agit d'une assurance tous risques, de garantie totale, à l'exclusion des éléments suivants : perte ou dommage attribuable à l'usure normale, détérioration graduelle, insectes, vermine ou vice inhérent; réparations, restaurations ou retouches; hostilités ou conflits armés, insurrections, rébellions ou actes commis par des ennemis de Sa Majesté; réactions nucléaires, radiations nucléaires ou contamination par radioactivité.
(b) Le MCH procure au Prêteur, à la demande de celui-ci, la preuve écrite qu'il a souscrit à une telle assurance, un exemplaire de la police ou un certificat pertinent, par exemple.
(c) La responsabilité du MCH envers le Prêteur, dans l'éventualité où les Objets seraient perdus, volés ou endommagés, se limite à la somme payée par l'assureur en vertu de la politique dont il est question au paragraphe 3(a) ci-dessus.

INSURANCE
(a) The CMH shall insure the Objects for the value agreed upon by the Lender and the CMH while they are in the Museum's custody under an "all risk", wall-to-wall policy subject to the following standard exclusions: loss or damage due to wear and tear, gradual deterioration, insects, vermin, or inherent vice; repairing, restoration, or retouching process; hostile or warlike action, insurrection, rebellion, or acts of the Queen's enemies; and nuclear reaction, nuclear radiation, or radioactive contamination.
(b) The CMH will provide the Lender, at the request of the latter, with documentary evidence of such coverage, such as a copy of the policy or a certificate of insurance.
(c) The liability of the CMH toward the Lender in the event of loss, theft, or damage of the Objects shall be limited to any sum paid by the insurer under the policy referred to in article 3 (a) hereof.

INDEMNISATION
Le MCH tient en tout temps le Prêteur indemne et à couvert de toute prétention, revendication, réclamation, action et poursuite pour pertes ou dommages intentée ou soutenue par une personne quelconque de quelque manière que ce soit, par suite du prêt des Objets consacré par cette Entente

INDEMNITY
The CMH shall, at all times, indemnify and save harmless the Lender from and against all claims, demands, losses, damages, costs, actions, and other proceedings made, sustained, brought or prosecuted by any person in any manner based upon, occasioned by, or attributable to the loan of the Objects under this Agreement.

PUBLICITÉ ET MENTIONS
Le MCH fait dûment mention du Prêteur dans tous les catalogues et étiquettes d'exposition, remerciements (p. ex. sur des panneaux) et autres documents relatifs aux Objets. Chaque fois que possible, le Prêteur est dûment mentionné dans les communiqués, invitations, affiches et autres documents relatifs aux Objets.

PUBLICITY AND CREDIT
The CMH shall give full credit to the Lender in all exhibition labels and exhibition catalogues, acknowledgements, (i.e. credit panels) and other material relating to the Objects. Whenever possible, full credit will be given in press releases, invitations, posters and other material relating to the Objects.

DROITS D'ENTRÉE
Le MCH peut demander un droit d'entrée au public pour la visite de toute exposition dont les Objets font partie.

ADMISSION FEE
The CMH may charge an admission fee to the public visiting any exhibition of which the Objects form a part.

RAPPORT SUR L'ÉTAT DES OBJETS

(a) Le MCH informe le Prêteur de l'état des Objets et du matériel d'emballage, y compris les caisses, dans les quarante-huit (48) heures qui suivent le déballage des Objets après leur prise en charge par le Musée, et lui signale tout écart entre ce qui figure sur la liste et ce qui a été reçu.

(b) Le MCH avise le Prêteur dès qu'un des Objets confiés au Musée est perdu, volé ou endommagé.

(c) C'est au Prêteur qu'incombe la responsabilité d'informer parfaitement le MCH de l'état de l'Objet avant l'expédition au MCH. Si le MCH ne reçoit pas du Prêteur un avis écrit l'informant que l'Objet pourrait s'altérer en cours de transport, l'Objet sera considéré comme ayant été reçu dans l'état où il se trouvait au moment de quitter les locaux du Prêteur. Toute autre disposition nécessaire pour rendre l'Objet transportable et prêt à être exposé sera arrêtée d'un commun accord par les deux partie.

CONDITION REPORT

(a) The CMH shall report to the Lender on the condition of the Objects and of the packing material, including packing cases, within forty-eight (48) hours of unpacking the Objects after they come into the custody of the Museum, reporting any discrepancy between the material listed and the material received.

(b) The CMH shall notify the Lender immediately of loss, theft, or damage to the Objects while they are in the custody of the Museum.

(c) It is the Lender's responsibility to fully inform the CMH of the condition of the object prior to shipment to the CMH. If the CMH does not receive a written condition report from the Lender that an Object may be unstable for shipment, it will be assumed that the Object is received in the same condition as when leaving the Lender's possession.

DOCUMENTATION

(a) Le Prêteur fournit au MCH des données de base sur les Objets avant d'expédier lesdits Objets au MCH.

(b) Si le Prêteur obtient d'autres données ou renseignements relatifs aux Objets, il envoie copie desdits renseignements au MCH.

DOCUMENTATION

a) The Lender shall provide the CMH with basic catalogue data on the Objects prior to shipment of the Objects to the CMH.

(b) Should other information or data pertaining to the Objects be obtained by the Lender, the Lender shall send a copy thereof to the CMH.

REPRODUCTION

Sauf indication contraire dans cette Entente, le MCH ne fait aucune reproduction, aucun moulage ou aucune copie d'aucune sorte, ne procède à aucun examen scientifique et ne prend aucune photographie (si ce n'est pour les besoins d'un rapport sur l'état des objets, d'un catalogue, de documents d'archives ou de la publicité ou pour des fins didactiques) sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Prêteur. Il est convenu que les Objets exposés peuvent être photographiés par le grand public. Les lampes-éclair et les trépieds ne sont pas autorisés.

REPRODUCTION

Save and except as specifically provided in this Agreement, no reproduction, cast, or copy of any kind or scientific examination or photograph (other than for the purpose of a condition report, catalogue, archival records or didactic purposes, or publicity for the exhibition) shall be made by the CMH without prior written consent of the Lender. It is understood that Objects on exhibit may be photographed by the general public. Flash bulbs and tripods will not be permitted.

PROLONGATION DE PRÊT

Ce prêt pourra être renouvelé aux mêmes conditions, sous réserve d'un préavis de soixante (60) jours que le MCH donnera au Prêteur par écrit. Le Prêteur fera ensuite parvenir une lettre au MCH pour confirmer la prolongation du prêt au-delà de la période précisée dans l'Entente.

EXTENSION OF LOAN

This loan may be renewed on the same conditions and with sixty (60) days notice in writing by the CMH to the Lender; this will be followed by a letter from the Lender to the CMH, extending the loan beyond the period specified in the Agreement.

TRANSPORT ET EMBALLAGE

Les frais de transport et d'emballage des prêts (entrants et retours) sont à la charge du MCH. Le mode d'expédition est arrêté d'un commun accord par les deux parties.

TRANSPORTATION AND PACKING

Costs of transportation and packing will be borne by the CMH for both inbound and return shipments. The method of shipment must be agreed upon by both parties.

RETOUR DES PRÊTS

À moins d'une entente contraire faite par écrit, ce Prêt se termine à la date précisée au recto de la présente Entente; (**Durée de l'emprunt**): si aucune date n'est précisée cependant, le Prêt est accordé pour une période de temps raisonnable, ne dépassant pas un an. Sauf avis contraire par écrit, les Objets ne sont remis qu'au Prêteur et seront livrés à l'adresse originale spécifiée par le Prêteur. Si le propriétaire légitime change au cours de la période de Prêt, le nouveau propriétaire est tenu d'établir son droit légitime en présentant une preuve satisfaisante au MCH.

RETURN OF LOANS

Unless otherwise agreed in writing, the Loan terminates on the date specified on the face of this Agreement, (**Term Of Loan:**), but if no date is specified, the Loan shall be for a reasonable period of time, not to exceed one year. Unless otherwise notified in writing, the Objects will be released only to the Lender, and will be delivered to the original address specified by the Lender. In case of change of legal ownership during the period of the loan, the new owner is required to establish his legal right by proof satisfactory to the CMH.

MCH/CMH

Signé par / Signed by **Date**

PRÊTEUR/ LENDER

Signé par / Signed by **Date**

LAST POST

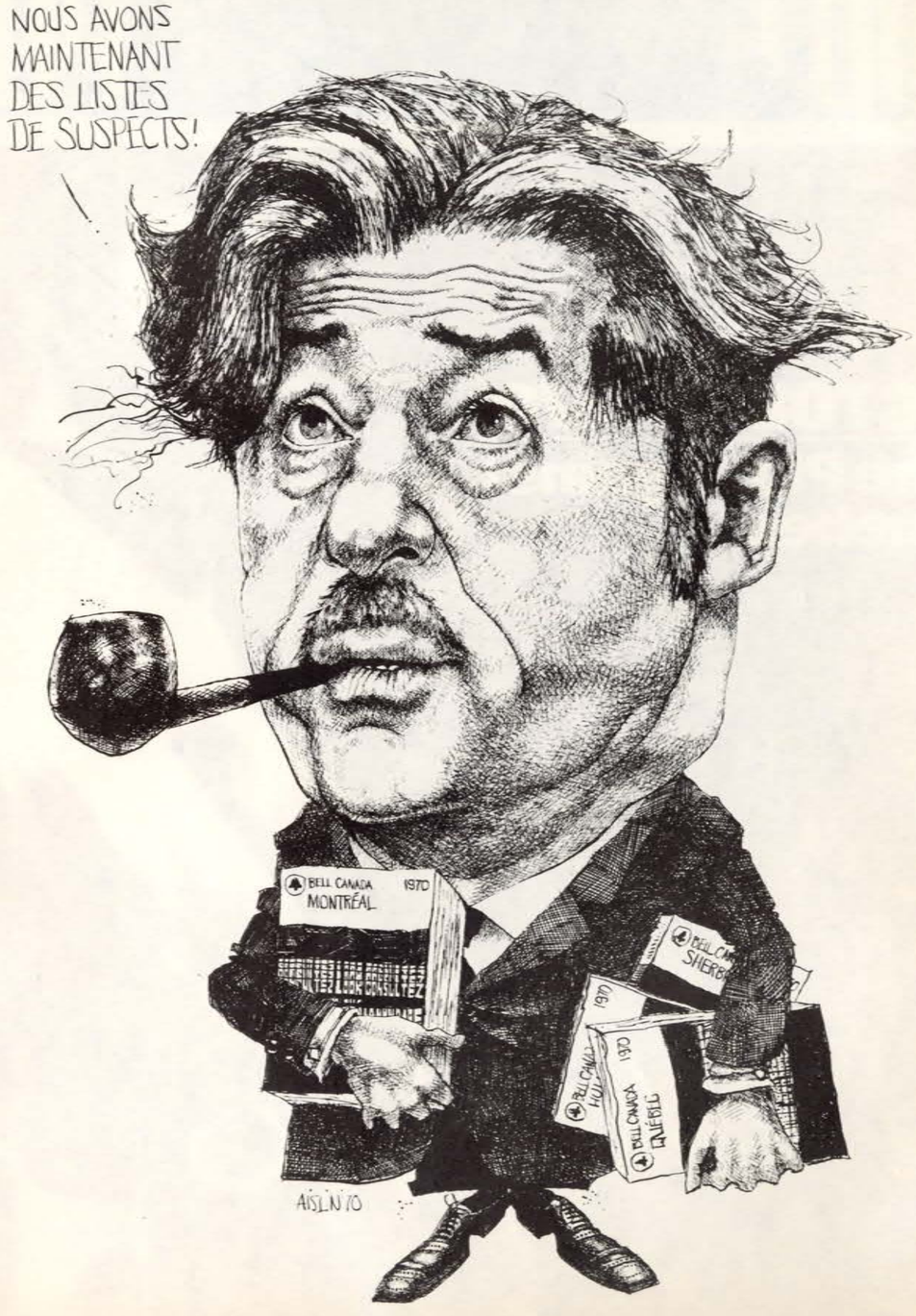
THE LAST POST Vol. 1 No. 5 Price 50 cents

LAST POST

OCTOBER 1970: The Plot Against Quebec.



Archives de la Ville de Montréal
10/36



drawing courtesy Le Magazine Maclean

LAST POST

Contents

The plot against Quebec 4

Memoirs of a prisoner of war 15
by Nick Auf der Maur

FRAP 19
by Peter Allnutt

Drapocracy 22
by Jean-Pierre Fournier

The mania is the message 24

White niggers of America 26
by Pierre Vallières

Nova Scotia fishermen strike 35
by Robert Chodos

Reviews 48

THE LAST POST Vol. I No. 5
a radical Canadian newsmagazine

The Last Post is published by an editorial co-operative. Production this issue: Nick Auf der Maur, Frank Brayton, Drummond Burgess, Robert Chodos, Tom Clasper, Margaret Davidson, Nick Deichmann, John Dufort, Clara Gutsche, Patrick MacFadden, Brian McKenna, David Miller, Terry Mosher, Ray Murphy, Marc Raboy.

Published by The Last Post, Post Office Box 98, Station G, Montreal 130, Quebec. Typeset by Northern Press Graphics, 750, rue Lucerne Mount Royal, Quebec. Printed by Les Editions du Richelieu, 100, rue Boutillier, St. Jean, Quebec. Manuscripts and correspondence should be addressed to the Last Post, Post Office Box 98, Station G, Montreal 130, Quebec.

Contents Copyright, 1970

Second Class Mailing Registration No. 2315. Postage paid at Montreal. Subscriptions sent free to prison addresses. Issue of August 1970. Publication date: November 1970.

92

Since Vol. I No. 4 appeared six weeks ago, we have put out two Last Post specials—a newspaper on the Nova Scotia fishermen's strike (a revised version of which begins on page 35) and a preliminary report on events in Quebec. The latter has had a country-wide circulation of 200,000, and many people have told us it was the most informative piece they had seen on the crisis.

The expanded and updated Quebec coverage in this issue is still, of necessity, a midstream report, and as such is something of a departure for us. We were faced, like all news media, with the task of responding to a rapidly-changing situation. What we decided was that anything we could do at this point would be tentative and the thoughtful reflections would have to come later but that to do something now was nevertheless essential. Hence the special and hence this issue—despite the acrobatics we have had to perform because of the War Measures Act.

To fulfil this counter-news function requires people, and many have joined us since the last issue. Equally important, we've had a lot of help from journalists in Montreal, Quebec City, and Ottawa, many of whom have fed us material they couldn't get into the newspapers they work for. It is largely because journalists work under these conditions that the Last Post was founded, and we are gratified that they have considered it important enough to co-operate with us.

It also requires money. Response to our appeal for funds in the last issue has been encouraging but the Last Post is going to need such sources of income to stay alive for some time to come. It is especially necessary to keep it alive when censorship and the even more insidous mechanism of self-censorship have turned so much of the press into an organ of the government.

☐ I enclose $____contribution towards the Last Post.
☐ I enclose $50 for a perpetual subscription to the Last Post.

MAKE ALL CHEQUES OR POSTAL ORDERS PAYABLE TO: THE LAST POST

Name:_____

Address:_____

City:_____

☐ Indicate here if you would **not** wish to have your name appear in the magazine as a contributor.

PLEASE SEND THIS BOX AND YOUR CONTRIBUTION TO: THE LAST POST, P.O. Box 98, Station 'G', Montreal 130, Que.

Archives de la Ville de Montréal

The Santo Domingo of Pierre Elliott Trudeau

In the peak of the hysteria about "apprehended insurrections", "coups", and "armed uprisings" that was being cried from Ottawa, one reporter remarked, in the wry wit that sometimes comes out of frightening events, that "This is the first time in this country we've had a counter-revolution before having had a revolution."

The remark won't stand in stead of cold analysis, but it has a grain of truth in it, and at least it underscores some of the unreality of the events that exploded on the cool morning of Monday, October 5.

It had been a singularly quiet year in Montreal, which has been accustomed over the last few years to rushing mass demonstrations in the streets, gunfights at the Murray Hill garages, police strikes, student strikes and occupations.

The most significant political event was the April 29 election, in which the liberal-separatist Parti Québécois of René Lévesque won one quarter of the popular vote and a tenth of the National Assembly's seats. But that had been an electoral battle, fought in the ballot box.

Much of the organized left was in disarray, the rest of it was either working in the Parti Québécois or working with citizens' committees. The rise of the citizens' committees, which reflected the left's shedding its student image and working in clinics and with labor unions reflected a very peaceful form of political activity.

Premier Bourassa was planning a visit to the U.S. to make his first major plea for American investment, a plea based on the argument that Quebec was stable. In Ottawa, Prime Minister Trudeau was preparing a Speech from the Throne that stressed his confidence in the state of the Canadian confederation. Pollution was the main item on the federal agenda.

Then the balloon burst.

The kidnapping of James Cross from his home on wealthy Redpath Crescent on Monday, October 5, touched off a series of events that left the country reeling. The appearance in court a month later of scores of people charged with offenses as amazing as seditious conspiracy to overthrow the government, marked what seemed an utter transformation in the fortunes of Quebec and Canada.

By then the country had experienced a public battle of demands and refusals between the FLQ and the government; the kidnapping of Quebec Labor Minister Pierre Laporte; the entry of thousands of troops into Montreal and Ottawa; the proclamation of the War Measures Act with its near-dictatorial powers; the discovery of Laporte's body in the trunk of a car after a curious set of events that no one has yet fully explained; the arrest of hundreds of people after at least 2,000 police raids; and a series of statements by high political figures that has confused even the most credulous.

On October 5 a country's hysteria was unleashed, and grew through the weeks.

Suddenly we are back where we were five years ago. A cold civil war is being fought along national and linguistic grounds. The country is polarized, but not on social issues, on issues of language and race.

What happened to so disturb the calm of a listless October and so hurl a nation into a tortured vortex of political explosions, so violent a shift of the forces in this country, so sudden an alteration of the stakes of the political game? Who wins, who loses?

What happened between October 5, and today?

Who was making what decisions?

What were their strategies?

What may be the fruits of their strategies?

Was it a hunt for kidnappers and terrorists, a hunt that went wild, or were there more basic, long-term motives that directed the men in power over the first six weeks?

With an urgency that cannot be underestimated, we must begin to piece together the beginnings of answers to these questions.

The plot

Of all the strange answers that have blown in the October wind, none has been stranger than the coup d'état that never took place. This supposed plot—or these plots, for the exact details depend on which government spokesman you happen to be listening to—has been referred to again and again since October 16, and it is worth examining closely.

It has appeared in two stages—first as a complex conspiracy by the FLQ and its sympathizers, secondly as an attempt by moderate nationalists to set up a provisional government to supplant the Bourassa cabinet in Quebec City. In a further twist, some, such as Mayor Jean Drapeau, have linked the two by saying that the moderates would have opened the way to the revolutionaries.

When the War Measures Act was proclaimed, government ministers painted a vast canvas of revolutions in the offing. "They will stop at nothing to subvert democratic government in this country," Justice Minister John Turner told the House of Commons. "While their prime target today may be the government of Quebec, there is every reason to assume—indeed, I think there are many clear indications—that other governments and indeed the central government of this country fall within the purview of their efforts."

A conspiracy of that scope requires a lot of manpower, and Canadians were assured that the FLQ had it available. The Quebec City newspaper Le Soleil spoke to sources high in the provincial government, in the military, and in the three police forces concerned, and reported to its readers even before the War Measures Act was proclaimed that there were at least 3,500 terrorists, armed to the teeth with automatic weapons and 10,000 sticks of dynamite, who were getting ready to fight. Regional Economic Expansion Minister Marchand said much the same thing in the House of Commons when the War Measures Act was announced, although he reduced the number of terrorists to 3,000.

Some details of the plans these thousands of revolutionaries were supposedly following were given by Defence Minister Donald MacDonald.

According to MacDonald, we are on a "revolutionary timetable", and the kidnappings are part of a "well-known revolutionary formula." In a CTV interview October 25 he said that "on the whole, you had a pattern of incidents here which, given the revolutionary ideology we're talking about, in other situations and in other countries has escalated itself up into a state of disorder in which it will be virtually impossible to carry on the normal processes of government and which would provide, if you like, a situation ripe for revolutionary action."

Another important characteristic of the FLQ is "the fact that they're not organized. If in fact there had been a highly structured organization it would have been even easier for the police to break."

On October 15, however, Montreal police chief Marcel St-Aubin said he was having difficulty investigating the FLQ because of "the internal organization of the movement, as it is divided into numerous small cells." It was St-Aubin's statement, along with covering letters from Mayor Drapeau and Premier Bourassa, that was used in the House of Commons the next day to justify the invocation of the War Measures Act.

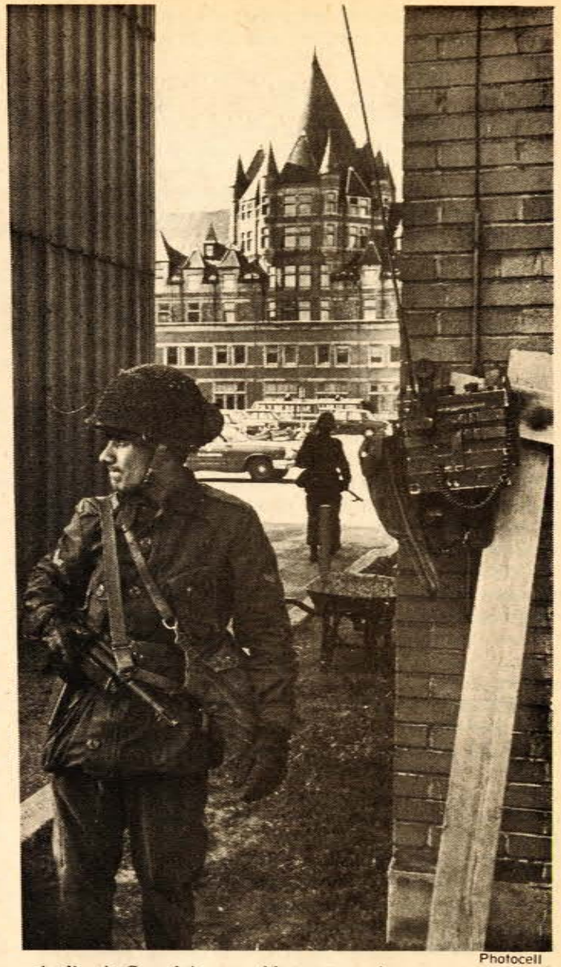
According to Nick Auf der Maur, a Montreal broadcaster and member of the Last Post editorial co-operative who was arrested under the Act and spent three days inside Quebec Provincial Police cells, the police in their questioning appeared to believe that every demonstration, bombing, and strike that had happened in Quebec in the last two years was part of the conspiracy. He says they see the FLQ as being organized along the lines of the Mafia, and they believe that if they could only find Comrade Big the game would be up.

St-Aubin said the kidnappings are "only the beginning" of "seditious and insurrectional activities." But Bourassa the next day said the FLQ had reached the "final stage" of its plan. The first three stages of the plan had already been carried out: violent demonstrations, bombings, and spectacular kidnappings, in that order. "The fourth step—the most important—is selective assassinations." The government had "every reason to believe" the FLQ was now prepared to carry these out. He added that "already" political leaders had received assassination threats.

There were hints at more than this. Federal Justice Minister John Turner said October 21 that "it might not ever be possible to disclose to the public the information on which the government made its decision."

Prime Minister Trudeau, however, said in the House October 26 that "the facts on which we did act are known to the people of Canada and indeed to this House." When Opposition Leader Stanfield immediately pointed out the apparent discrepancy between Trudeau's statement and Turner's, the Prime Minister said there was in fact no discrepancy. There may be information, he said, that the public doesn't know. But that is irrelevant, since the **known** information was what the government had acted upon.

Perhaps the fullest exposition of the conspiracy theory came from Jean Marchand, once a prominent Quebec labor leader, and today not only the Minister of Regional Economic Expansion in the Trudeau Cabinet, but also the man charged with keeping an eye on his five million restless countrymen who live in Canada's second-largest province.



Photocell

"Those who are well-protected behind the Rockies or even in the centre of Toronto don't know what is happening in Quebec right now," declared the Quebec expert in the House of Commons a few hours after the War Measures Act had been signed. There were conspirators who had "infiltrated all the vital places of the province of Quebec, in all the key posts where important decisions are taken." There were at least two tons of dynamite, detonators and electric circuits for setting off bombs, thousands of rifles and machine guns, bombs. "For whoever knows the FLQ right now," said the shuddering expert, "whoever knows this organization well cannot do otherwise than recognize that the provincial state of Quebec and the federal state are really in danger in Canada.

As the startled members of the House of Commons soaked this up Marchand perorated: "If we had not acted today, and if, in a month or a year separation had come about, I know very well what would have been said in this House: 'What sort of government is this? You had all that information in your hands and you could have used emergency powers and you did not do it. It's a government of incompetent people.' "

Just to make sure that the people who lived behind the Rockies, well-protected from the fanatics of French Canada,

Archives de la Ville de Montréal

knew what was going on, Marchand re-stated and even elaborated his claims on a British Columbia hot-line show a week after the government had struck. He had a new sensation to offer: the Front d'Action Politique (FRAP), the main opposition party in Montreal's civic election, only days away, was a front for the FLQ (whose membership had now shrunk to "between 1,000 and 3,000"). There were to be explosions, more kidnappings, perhaps assassinations on election day. Anarchy was then to spread through the province, and after the province the nation. Thrones were to topple as the conspiracy leap-frogged across the continent.

Most of these scenarios were "revealed" in the days immediately following the proclamation of the War Measures Act. Then the emphasis shifted to the alleged provisional government plot in which such names as Claude Ryan and René Lévesque were dangled before the public. In recent days, however, not much has been heard of these immense plots, and for a very good reason.

In one of its latest communiqués, dated November 2, the FLQ itself has ridiculed the idea of an immediate overthrow of the government: when the revolution does come, it "won't be carried out by a hundred people, as the authorities want people to believe, but by all the people of Quebec . . . The FLQ will leave coups d'état to the three governments in office, because they seem to be past masters in that field."

That no vast conspiracy ever existed is borne out by the testimony of the mother of Paul and Jacques Rose at the inquest into Laporte's death. At the time Cross was kidnapped, she said, her two sons and Francis Simard were travelling through Texas. The first they heard of the abduction was a radio broadcast, after which they had to journey across the United States, driving 24 hours a day, before they could get to the scene of the supposed conspiracy. The testimony of Bernard Lortie also gives an impression of last-minute improvisation.

Nor have the authorities been able to back up their claims that 3,000 or so terrorists were ready to hit the streets. Even with the awesome powers of the War Measures Act, with its license to search, seize and arrest on no stronger grounds than mere suspicion, and with so many raids that, after 2,000, even the most conscientious reporters lost count, the police could come up with only some 400 captives. Most have been released, and well under a hundred seem likely to be charged.

Is it this handful of people then who have placed the established order in Canada in grave danger? If so, they must indeed by supermen. And in fact, the police did not appear to be trying very hard to find out. According to Auf der Maur, Robert Lemieux, the lawyer who had acted as negotiator for the FLQ, was questioned for a total of two minutes during the first eight days of his imprisonment. Pierre Vallières, a leader of the 1966 FLQ, was also questioned for two minutes in these eight days. Charles Gagnon, another leader of the 1966 FLQ, was not questioned at all.

Still the government now chose to spread scare stories about a sudden revolutionary upheaval, a notion it had repeatedly dismissed in the past. A year ago, Montreal's Drapeau administration journeyed to Ottawa for the government's investigation into the activities of the Company of Young Canadians. Piles of captured documents were produced to demonstrate that a far-ranging conspiracy was on the move. It was repeatedly noted at the time that, while the documents showed lots of smoke, it was difficult to find any fire. Beyond the well-known fact that FLQ cells existed, and might carry out isolated, anarchistic acts, the rest was vapor. The Drapeau administration's evidence was laughed out of town.

Two previous, abortive attempts (according to the police) at kidnapping people in high places, including the American consul-general in Montreal, had been taken with equanimity. And so, indeed, had the kidnapping of James Cross: there had been no indication in the first week of the crisis that upholders of the status quo had better nerve themselves for the crunch.

Nor did even the second kidnapping, that of Pierre Laporte, bring about sudden fears of insurrection. Why then did the government choose to unleash the vast conspiracy theory on October 16? Why did it give credence to a picture of the FLQ that could not be believed by anyone who had any knowledge of the situation in Quebec, that it could not have believed itself, but that might conceivably be widely believed in English Canada since the government and the police are the only sources of information?

One clue comes from Jean Marchand's Vancouver interview, for it contains more than the accusations that made the headlines (reaction to his statement about FRAP was so adverse that Prime Minister Trudeau had to dissociate himself from it the next day, and Marchand himself had to back off). Marchand made some other statements in that interview that, in the long term, may be a lot more significant. Having averred that there are between 1,000 and 3,000 members of the FLQ, Marchand says:

"**Now all members of the FLQ are not terrorists**. But there are enough to create a lot of trouble and a lot of killing and this is what we are trying to prevent."

Not all FLQ members are terrorists!

Then what are they?

Who is the FLQ?

Or more to the point: **Who isn't?**

If not all members of the FLQ are carrying arms, planning assassinations and stashing bombs, what are they doing? Organizing in the labor unions, perhaps. Organizing demonstrations, or working with FRAP and the Parti Québécois.

Maybe if you're a leftist or a Péquiste, you're in effect FLQ? The net is suddenly a little wider, and out for more fish, than we have been led to believe from the impression that the government was just hunting two or three kidnapping cells.

Is Marchand saying that the FLQ is everyone who is working for a socialist or independent Quebec?

Let's follow more of Marchand's interesting analysis.

He says: "How in a society like ours can such a movement like the FLQ flourish. You knew a year ago, two years ago or even five years ago that there were FLQ members. **But as long as they do not recourse to violence, under which law can you do anything?"**

None, Mr. Marchand. If they do not resort to violence they are not violating the Criminal Code. But perhaps exactly what Marchand is saying is that we need laws by which the government can arrest and prosecute those that follow their political aims even by peaceful means. This seems incredible, so let's follow what he said further:

He makes the point that "it is not the **individual action** we are worried about now. It's this **vast organization supported by other bona fide organizations who are supporting, indirectly at least**, the FLQ."

Mr. Marchand is not worried about the kidnappers, he seems to be saying, but about the people who **"do not recourse to violence."** People—it's now a "vast organization"—who are supported by bona fide groups.

What are these people doing? Where are they?

Marchand refers to "many important institutions in Quebec" that have been "infiltrated" by this strange breed of non-violent FLQers.

If there are so many people, in so many areas and institutions, it's going to be pretty hard to ferret them out. Especially if they lack the decency to commit a criminal act and facilitate the government's job of destroying them.

And so we come to the most distressing statement of all, and Marchand states the aims of the government bluntly.

"Well, if it had been an isolated case of kidnapping I don't think we would have been justified in invoking the War Measures Act because there the Criminal Code would have been enough to try and get those men and punish them. But there is a whole organization and **we have no instrument**, no instrument to get those people and question them."

Let's summarize the implications of Marchand's logic.

There is a vast conspiracy of people numbering from 1,000 to 3,000.

They are not all terrorists, in fact some hold highly respectable and critical positions, and some have the protection of other bona fide groups.

They must be rooted out.

The Criminal Code permits us to root out kidnappers and killers, but not people who commit no crimes.

Therefore we need an "instrument" by which we can go after these people who commit no crimes, and it's not simply a question of kidnappers.

Is the Trudeau government seeking a circumvention of the laws of this country in order to launch a hunt that extends into the highest reaches of Quebec, into the most respected, bona fide groups, in order to ferret out these dangerous people?

Whom is the Trudeau government after?

The politics

The apprehended insurrection-coup-plot-uprising-revolt grows more ridiculous every day, and it is evident that it does so from statements made even by federal ministers. Certainly, as far as armed uprisings of one to three thousand people are concerned, the government never believed its own case. It allowed and encouraged the story to spread in order to use it as currency to buy time and public support to keep the War Measures Act in force.

It is possible to piece together with some certainty that Trudeau, on the eve of implementing the emergency powers, feared he was losing control of the situation in Quebec, of French public opinion, to the nationalists and moderate separatists.

The Prime Minister had grounds for such fears. Contrary to the early statements by both federal and provincial spokesmen, a significant portion of the Quebec population had not recoiled in revulsion at the FLQ's action. Predictably radical youth, certain labor organizations, and a startling percentage of average citizens were reacting favorably to the content of the FLQ's political analysis, if not to their *modus operandi*. But even while most of the sympathetic repudiated the acts themselves, the FLQ's highwayman élan and the governments' inept responses left many Québécois inwardly pleased.

LES GARS DE LAPALME

The fifth demand in the original FLQ ransom note insisted that the "revolutionary Lapalme drivers" be rehired by the post office. Here is a brief background to the Lapalme dispute.

In 1965, the contract for mail truck pickup and deliveries in the Montreal area was held by Rod Service Ltd. The drivers earned $1.20 an hour and regularly put in 70 hours a week, with no overtime. They organized a union, with the help of the Confederation of National Trade Unions, but were forced to strike for recognition and their first contract.

During the strike, it was revealed that the exclusive trucking contract had been granted on a yearly basis by Ottawa without public tenders ever having been called. It was a flagrant example of political patronage. The drivers, led by Frank DiTerlizzi, won the first round, and managed to improve their working conditions somewhat.

A few years later, the G. Lapalme company got the contract, acquiring in the process Rod's creaky old trucks. Again the contract was issued on a patronage basis and no public tenders were called.

In the course of five years and a couple of strikes, the drivers managed to improve their conditions, achieving a fairly decent $3 an hour wage and recognition of seniority.

This spring, Communications Minister Eric Kierans decided to clean up the mess. In theory, this was fine. But the price for cleaning up the mess caused by past Liberal patronage was going to be paid by the workers.

Kierans announced the job would be divided up by three contractors, chosen by public bids. This left the drivers, some of whom had up to 40 years service, out in the cold. There was no guarantee the men would get their jobs back. In addition, their union was going to be busted, or at the very least broken in three, since there would be nothing obliging the contractors to accept the struggling union or its members. The 450 Lapalme men struck to save their jobs and their rights.

It was a bitter struggle, one which the workers waged with determination and imagination. Sometimes they 'lost' their trucks, other times the main Post Office in downtown Montreal was surrounded, wagon-train fashion, by 100 trucks with keys snapped off in the locks.

Finally, a mediator was named. After a brief examination of the situation, he recommended that the whole contract business be dropped and the trucking operation be absorbed into the postal service. Fine. Except the men would lose their union, since the CNTU has no jurisdiction in the post office, and they would lose all their hard won seniority rights.

They were told to apply for their jobs through Manpower offices, although there was no firm, iron-clad guarantee all 450 Lapalme employees would get jobs.

The Lapalme men kept up their strike. The deadline for acceptance passed, and the post office hired scabs. In the months that followed, a minor guerrilla war was waged against the postal department.

Seven months after having lost their jobs, the Lapalme men still hold a strike meeting every day at the Paul Sauvé sports centre, holding out in what other union members call "an inspiring display of solidarity and co-operation."

A young English-speaking member of the group, who had worked only 10 months with Lapalme, says: "I could have gotten a job driving for the post office easily. But Kierans and his gang asked us to abandon our union, to desert the old guys with 20, 25 years service, to help throw them on the street. What they're asking just isn't human. We're all in this together and we're going to see it to the end."

Archives de la Ville de Montréal
13/36



BOURASSA
A triangular trap

TRUDEAU
A coup d'état

MARCHAND
'A vast organization'

That much can be established. Whether Trudeau thought the strange events in Quebec were bringing the province as close as it had ever come to separating, however, can only be speculated right now.

What is very probable is that, as hints in the Marchand interview might suggest, Trudeau at least saw the opportunity to move decisively against the separatist-nationalist tide in Quebec and set it back for years, if not stem it forever.

One of the most significant statements of the motives of the Trudeau government, and the steps by which it arrived at making the drastic move on October 16, is to be found in a column by Toronto Star Ottawa editor Anthony Westell appearing the day after the Act was invoked. Westell, a long-time Ottawa columnist formerly with the Globe and Mail, has extremely good sources inside the Liberal cabinet, and, along with Toronto Star editor Peter Newman, is one of the three or four most important Liberal Party intimates in the national press gallery.

Writing under the heading "The Agony Behind Trudeau's Decision", Westell examined the basic premises on which Trudeau approaches the current situation in Quebec:

"The answer begins with Trudeau's analysis of the rise of separatism in the past five years. The decline and fall of the Lesage Liberal government, he believes, left a power vacuum which Union Nationale premier Daniel Johnson did not fill because he never took a firm position for federalism. René Lévesque left the Liberals to lead the Parti Québécois into the void, and win almost a quarter of the votes in the election this year."

The Trudeau administration's entire strategy toward Quebec is to make sure that the vacuum of social contradictions and frustrations is never left as open territory to the separatists, and particularly to René Lévesque. The Trudeau government fell over backwards pumping money and organizational talent into the election campaign of new Liberal leader Robert Bourassa, scarcely concealing the influx of everything from top advisers to Trudeau's personal hairdresser to Bourassa's side. The province was saturated with a well-oiled campaign that reeked of money, and no one had any doubts that much, if not most of it, came from the federal Liberals.

When the FLQ struck, Westell reports, "Trudeau's instinct was to refuse negotiations or concessions to the terrorists. Nor were there any doves in the federal cabinet."

But he stresses that "...Trudeau grew increasingly concerned at the threat to Bourassa's fledgling and inexperienced government posed by the new terrorism."

Initially, the threat came from one specific source—the vacillation of the Quebec cabinet in the face of Laporte's kidnapping five days after Cross's abduction.

Trudeau's strategy of strength depended on Bourassa emerging as the strongman, the pillar of fortitude around which Quebec could rally, the dam that could keep the tides of nationalist and separatist feeling from moving into that dangerous political vacuum of which Westell spoke.

From the outset, it was obvious Bourassa wasn't the man to grab the bull by the horns. A scant 48 hours after the Cross abduction, on Wednesday October 7, Bourassa left on a long-planned trip to New York to meet financiers to discuss a $3 billion power development project at James Bay and other investment plans. When asked how he could leave the country at such a time, a Bourassa aide told reporters:"Jérôme (Choquette) is handling everything in Montreal and Sharp in Ottawa."

In Bourassa's mind, the best way to handle the crisis was to continue his efforts at getting those 100.000 jobs promised during the elections. According to Robert McKenzie of the Toronto Star, "the Premier was more concerned with the manner in which he could explain the kidnapping to U.S. financiers than with actual developments in Canada."

Here the crux of the entire crisis developed.

It centres around the way public opinion in Quebec was reacting to the kidnapping. Trudeau made at least one tactical error, and one massive political blunder. Those mistakes proved to be the factors destroying his strategy.

Pierre Desrosiers suggests in the weekly Montreal paper Québec-Presse an interpretation that has also been voiced by Parti Québécois economic expert Jacques Parizeau, and backed up by some reporters in Ottawa. It is this:

Trudeau's initial tactic had been to remain firm, in an effort to force the FLQ's hand. They might have killed Cross: Desrosiers and Parizeau suggest Trudeau was prepared to let that happen, betting public opinion would swing to him out of revulsion. But instead, the FLQ upped the ante. It kidnapped Pierre Laporte. Trudeau's tactic to back the FLQ into a corner had failed.

This unexpected response to Trudeau's immediate strategy, however, would only have been a temporary tactical setback, if Trudeau had not made one critical political error of judgement. He totally misread the climate of public opinion in Quebec.

Westell himself makes this point:

"Another minister feared that after the first shock and outrage at the kidnappings, Quebec opinion was being won around to the rationalization that while violence may be wrong, the terrorists were somehow glamorous patriots fighting a noble cause—the same sort of shift of opinion that happened after Charles de Gaulle's 'Vive le Québec Libre' speech in 1967.

"A backbencher close to Trudeau expressed much the same fear more precisely," Westell states, "when he said that the Quebec media—television, radio, newspapers— were heavily infiltrated by FLQ propagandists and suggested drastic action would be necessary to eventually deal with the problem." By "FLQ propagandists", of course, the backbencher meant journalists who were expressing the sympathy felt by many in Quebec for the goals and principles expressed in the FLQ manifesto.

"A Montreal MP, on the other hand," Westell continues, "told the Liberal caucus Wednesday that the FLQ was appealing dangerously well to real grievances among French Canadians, and that it would not stand for repression."

We have confirmed that this "Montreal MP" was Marcel Prud'homme, who was taken aback when he took a poll in his constituency and found that the vast majority of the young supported what the FLQ did, and that the older constituents violently condemned the tactic but frequently expressed some sympathy for the content of the manifesto. Prud'homme communicated these facts to an emergency caucus meeting.

Trudeau himself let slip in the Commons a thought that had been more and more in his mind by now: the media were playing into the hands of the FLQ by giving them too much publicity.

The government was so frazzled by this PR problem that, while the cabinet was planning the emergency regulations, it actually considered press censorship, of which Trudeau was the leading advocate.

Trudeau's aides had initially tried to suppress the publication of the FLQ manifesto in the Quebec papers, one of them arguing for an hour with the editor of the National Union paper Montréal-Matin, in vain, against running the text.

"As the week wore on," Westell reported in the Toronto Star, "the question as to how to quiet the Quebec media came more frequently into conversations around the government.

"This was because the critical battle was seen as the struggle for public opinion. Would Quebecers rally to law, order and a strong Bourassa government, or drift towards a new 'moderate' position?"

Others arguing in support of this thesis report that Trudeau, when he was unable to prevent the spread of the manifesto in the Quebec press, himself ordered the CBC's French network to broadcast the manifesto, as the FLQ had demanded. They argue that this was a sign of Trudeau's overconfidence that the broadcasting of the manifesto would actually cause Québécois to react **against** its 'extreme' language.

State Secretary Gérard Pelletier told reporters the night it was broadcast that he had no worries because it was a "stupid" document. But the most compelling reason for its broadcast was that the police were asking for more time and needed the government to stall.

In any event, on October 8, the manifesto was broadcast over the CBC's French network in Quebec, as demanded by the FLQ, and subsequently published in most of the province's commercial newspapers. Read in a near-monotone, the manifesto's effect was far different from what Trudeau had hoped. Its language was simple, the grievances it pointed to were real, and much of it gained wide support.

Its call was not to the barricades or to an immediate overthrow of the state, but to "make your revolution yourselves, in your neighborhoods, in your work-places. And if you do not make it yourselves, other usurpers, technocrats or others, will replace the handful of cigar puffers we now know, and everything will have to be done again. You alone can build a free society...

"You alone know your factories, your machines, your hotels, your universities, your unions; do not wait for a miracle organization."

It rejected the electoral process because "the Liberal victory (of last April 29) showed clearly that what is called democracy in Quebec is, and always has been, the *democracy* of the rich." The second 'democracy' is in English—throughout the manifesto phrases like 'big boss', 'cheap labor', 'money-maker' appear in the language of the people who introduced those concepts to Quebec.

Many of the major grievances of the last few years in Quebec were touched on—Bill 63, the language bill entrenching the existence of English schools in Quebec that touched off massive province-wide demonstrations before it was passed last year; the electoral map that created the artificially large Liberal victory on April 29 and gave the Parti Québécois only seven of 108 seats with 24 per cent of the vote; the Murray Hill Limousine monopolies that aroused Montreal's taxi drivers; the plight of the Lapalme workers, thrown out of their jobs by the federal government; the failure of K.C. Irving to build a promised paper mill at Cabano in the lower St. Lawrence region, which had the townspeople threatening to burn the Irving-owned forests that surround the town; the closure of the Vickers and Davie shipbuilding plants on two hours' notice, throwing more than a thousand skilled workers into the streets.

Recurring through the document are the names of Quebec's most powerful institutions — Noranda Mines, the mining empire that controls large parts of the province's northland; the Iron Ore Company of Canada and Quebec Cartier Mining, subsidiaries of American steel companies that exploit the rich iron ore deposits of northeastern Quebec; Power Corporation, the conglomerate that owns much of Quebec's French language press and has extensive interests in steamships, road transport, real estate, finance companies; the Roman Catholic Church; Eaton's; Household Finance; St. James Street, the Montreal branch of Wall Street and Bay Street; Westmount, the opulent Montreal suburb that houses the English elite; Mayor Jean Drapeau's elegant Montreal restaurant, le Vaisseau d'Or—the Golden Vessel.

The manifesto emphasized that it is the "big bosses" who must be fought but the FLQ's call extends beyond the very poor: "there are reasons...for the fact that you, Mr. Bergeron of Visitation Street (in the east-end slums of Montreal), and also you, Mr. Legendre of Laval (a middle-class suburb), who earn $10,000 a year, you do not feel free in our country, Quebec."

On Saturday, October 10, the day the crisis took on an entirely different slant, Premier Bourassa was still in New York. Justice Minister Choquette was preparing a response to the FLQ's final deadline, set for 6 p.m. that evening, with a dramatic television showdown.

That morning, the Premier was scheduled to fly to Boston where he was to meet with U.S. Senator Edward Kennedy. Unfortunately, Boston was fogged in. He had his government F-27 turboprop wait four hours at New York's La Guardia Airport in the hope of weather clearing over Boston. The plane made an unsuccessful approach at fog-enshrouded Boston Airport before Bourassa finally gave up and headed back to Montreal. The newspaper photograph featuring Bourassa and Kennedy, one that was calculated to strengthen the premier's image in Catholic Quebec, never materialized.

In its stead, the Quebec population was treated to Justice Minister Choquette's negative reply to the FLQ. A few minutes later, the FLQ's Chenier Cell made off with Pierre Laporte and changed everything.

If anything, the kidnap had the effect of increasing the FLQ's stature. It drove home the point that it was no longer a diplomatic problem, better left to Sharp and Choquette. It

Archives de la Ville de Montréal
14/36

became a truly Quebec problem and various groups and people were reacting to it.

FRAP, Montreal's union-and-citizen-based civic opposition movement, publicly endorsed the objectives of the manifesto, while rejecting the FLQ's tactics. It added that it could not condemn the violence of the FLQ without condemning the violence of the system, and its statement enumerated a long list of labor and political conflicts. It also noted that the FLQ's terrorism is directed not against wage workers but against the violence of the establishment. However, FRAP said it opted to fight with democratic means.

The executive committee of the Laurentian and Montreal Councils of the Confederation of National Trade Unions expressed their unequivocal support of the manifesto.

Montreal Council president Michel Chartrand (now in jail) said the authorities were getting extremely agitated by the possible death of two men but did not seem to be able to summon the same anxiety for thousands of people whose lives were potentially threatened by a walkout of medical specialists.

Later he said "who's scared of the FLQ? Are the workers terrorized by the FLQ? Are the students terrorized by the FLQ? The only people who are afraid of the FLQ are those who should be scared—the power elite. So who says the FLQ is terrorizing the population?"

The union-financed weekly Québec-Presse editorialized that the FLQ's analysis was "exact", and that the horror of an armed, clandestine movement should be counterpointed to the horror of the better-armed, equally clandestine established authority.

A survey of opinions on "hot-line" programs on popular French stations in Montreal showed that the vast majority of callers condemned the actual acts of the FLQ, but over 50 per cent supported the spirit of the manifesto.

A CBC interviewer took a survey in front of a French Catholic church after 11 o'clock mass on Sunday, and found that condemnation of the acts was almost universal, but that half the people he talked to expressed sympathy for the things said in the FLQ manifesto.

Student newspapers came out in favor of the FLQ, some with grave reservations about the tactics, others not. At l'Université du Québec, virtually the entire student body went on strike in support of the FLQ's aims. About 30 per cent of the faculty walked out too. At l'Université de Montréal, 1,500 students struck and said they would go into the community to muster backing for the FLQ's goals. Several junior colleges and even some high schools closed down.

But most important was the way the second abduction affected the Quebec government.

The kidnapping of Laporte came close to shattering the Bourassa cabinet and the Liberal caucus. Most Liberal MNAs owed more political friendship to Laporte than to the premier, whose sudden emergence from virtual obscurity had antagonized many. Their instinct, along with the realization that any of them could have found themselves in Laporte's anxious position, was to save the Minister's life even if that meant compromising with his kidnappers.

The government split into "hawks" and "doves", and it took several exhausting days and elaborate manoeuvring on both sides before the "hawks", with help from Ottawa and Montreal, were able to browbeat the "doves" into submission.

The hardliners numbered four. Led by Choquette, the others in the group were Finance Minister Raymond Garneau, Tourism Minister Claire Kirkland-Casgrain and Financial Institutions Minister William Tetley. Those who wished to negotiate, in the hope of saving Cross and Laporte, included Bourassa, Health Minister Claude Castonguay and Communications Minister Jean-Paul L'Allier. The rest of the ministers were confused and undecided.

"At the start," admitted Choquette in an interview November 3, "not everybody was at the same point. There was a different way of seeing things...we met Sunday (October 11) for the first time and we had another meeting Monday; another Tuesday and so on."

That Sunday, Bourassa met with leaders of the three opposition parties in his suite at the Queen Elizabeth Hotel. He also had a 10- or 15-minute telephone conversation with René Lévesque.

At least some of those people got the impression that he sincerely wished to negotiate with the FLQ to save the two lives. According to McKenzie of the Toronto Star, two of the people who were in the room stated that Bourassa mentioned the War Measures Act but was against its implementation because it would place too much power in federal hands.

Choquette conceded that "it took three days...I think it was **Wednesday** that there was agreement among everybody." He was prepared to split the cabinet publicly by resigning, if he did not get his way, with all the consequences that would follow if the government collapsed under the crisis. At one point his resignation lay on the table, reports Dominique Clift in the Montreal Star.

"You know that a cabinet minister, if he is not in accord with a fundamental decision of his government, it is his duty to resign," he explained later. "I mean my conviction was strong and I do not think I could have remained..."

Choquette's threat may have been enough, but still other steps were taken to bring Bourassa and the cabinet into line. It has been reliably reported by several journalists, and Westell carries the information, that Trudeau spent several hours on the phone at his Harrington Lake summer home, encouraging Bourassa to hold fast and refuse serious negotiations.

Mr. Laporte's appeal ("My life is in your hands Robert") and letters sent by Mrs. Laporte to various ministers made the decision more agonizing. The cabinet was on the verge of crumbling.

Marc Lalonde, Trudeau's éminence grise, was rushed to Montreal and later Quebec City to buttress the hard-line position.

In addition, Bourassa was facing extreme pressure from the Drapeau-Saulnier administration in Montreal. Most of the intelligence upon which government decisions were based was provided by the Montreal police force and their go-between, Michel Coté, the city's chief legal counsel. Earlier in the week, the Montreal police had arrested lawyer Robert Lemieux and seized all his confidential legal documents, in defiance of the provincial government. Montreal police were operating independently of the provincial government, while the Drapeau équipe consulted directly with Ottawa.

Bourassa was left with the feeling that he had virtually no control over Quebec's most powerful police force, while being faced with a Trudeau-Drapeau axis that was calling all the shots.

There is evidence that Premier Bourassa sought desperately for a way to escape the trap in which he was caught—a triangular trap set by the Trudeau government in Ottawa, the Drapeau administration in Montreal and the hawks in his own cabinet.

To underscore their position, the Trudeau government called in troops to guard Ottawa and the Parliament buildings. This ostentatious display of military power prompted a reporter to ask Prime Minister Trudeau just how far he was willing to go, would he curb civil liberties?

"Just watch me," he answered.



Dave Clark

Bourassa was isolated from the sources of power. If his conciliatory attitude was to prevail, he needed the support of the people.

On Wednesday, October 14, a group of French Canadian moderates, led by René Lévesque and Claude Ryan (whom no one had ever imagined as political allies) along with all of Quebec's top labor leaders, issued an attack on Trudeau's statements, lambasted the Premier of Ontario, John Robarts, for shooting his mouth off, and urged the government to release the 23 political prisoners the FLQ wanted transported to Cuba or Algeria. The group criticized "certain outside attitudes....which add an atmosphere that had already taken on military overtones—(a situation) which can be blamed on Ottawa."

It is a matter of general agreement among the Ottawa press corps that it was this statement that tipped the balance. Trudeau realized he was losing ground in Quebec, that a floodtide of opposition to Ottawa was rising. The Bourassa government was divided, but a new alliance of nationalists and liberals and separatists and labor threatened to fill the vacuum.

Negotiations with the FLQ were cancelled and federal troops were called into Montreal.

While troops patrolled the streets of the city, about 3,000 students rallied at the Paul Sauvé arena to hear Michel Chartrand, Pierre Vallières, Charles Gagnon and the undisputed hero of the day, Robert Lemieux. Fists raised, they chanted "FLQ...FLQ!", just as Ottawa was preparing to make their cry illegal.

While the meeting did have a certain revolutionary tone, the main thrust of it was an appeal for coolheadedness. Pierre Vallières and Michel Chartrand both said that the presence of troops in the city was a "provocation". But the latter, borrowing from his 25 years experience in trade unionism, said "never strike when the employer wants you to strike." The message was simple: no mass demonstrations, just go about propagating the goals of the movement, building support in a quiet way. This tenor seems to have gone unnoticed by the press and the governments.

The Prime Minister has maintained (on a French CBC program) that the Quebec government requested the implementation of the War Measures Act on Sunday, October 11, but that the federal government held off for five days before acquiescing. The veracity of this statement is in question, since Quebec Justice Minister Choquette himself said that the cabinet did not reach a common agreement until Wednesday, October 14.

In a Calgary speech on October 20, Liberal MP Patrick Mahoney said that the statement by ten Quebec leaders (the Ryan-Lévesque statement) urging the exchange of 23 prisoners for the kidnap victims prompted the government to invoke the War Measures Act because these statements tended **"to give leadership in the direction of eroding the will to resist FLQ demands."**

Anthony Westell confirmed the motivation:

"Only a few weeks before, Lévesque's separatists had been extremists on the Quebec spectrum. With the emergence of terrorism as the new extreme, the perspective changed. Suddenly Lévesque was appearing with Montreal editor Claude Ryan, a nationalist, on a platform urging peace with the FLQ—a new, moderate centre, as it appeared to some.

"For Trudeau, the moment for decisive action to stop the drift in opinion was rapidly approaching."

In a democratic society, drifts of opinions are supposed to be countered by other opinions. Opinions are legal. But the opinions of Québécois who did not support the FLQ but shared some of the views the FLQ and the left have been voicing for years were apparently not to be tolerated.

Pierre Elliott Trudeau had to suspend democracy. He could not triumph in Quebec by moral leadership or by the reason of his position. He had to suspend the laws of the country and

Archives de la Ville de Montréal
15/36

the constitutional rights of citizens to combat a drift in opinion.

On Thursday, October 15, 7,500 federal troops moved into Montreal.

At four in the morning of Friday the 16th the War Measures Act was invoked.

The method

Police forces moved swiftly and a mass round-up was begun.

Any reservations that had been expressed about implementing the War Measures Act were drowned in the public reaction to the murder of Pierre Laporte (in mysterious circumstances that are still unclear). Public opinion, nurtured on horrific images of Algerian-like clandestine organizations, was re-inforced with the outrage at the murder of Laporte. For a while at least, Trudeau did not have to worry about justifying the incredible War Measures Act. To point out the contradictions in government statements, to suggest that there was not in fact very much evidence for the existence of the much-heralded conspiracy of 3,000 heavily-armed guerrillas in high places, was not only treason to many people, but also disrespect for the dead. No one could even come close to challenging Trudeau's unassailable position of power. Silence became the order of the day.

But it was obvious that as hysteria and revulsion wore off, more intricate and credible justifications would be required for the actions of the Trudeau government, and for the round-up of opposition in Quebec. Especially since for two weeks, the police were arresting everyone except kidnappers.

The Prime Minister claimed the government had already stated the reasons for invoking the Act, although other members of the government said that the real reasons would probably "never be known".

The first stage of justification consisted of dire forebodings of armed terrorist insurrections. This wore thin as the Montreal elections took place in an atmosphere of total calm and no incidents occurred anywhere. The second stage was imminent.

In his rambling victory speech on election night, Mayor Jean Drapeau, who had swept into a fifth term with control of all 52 city council seats, referred to "attempts to set up the provisional government that was to preside over the transfer of constitutional authority to a revolutionary regime."

But Drapeau had been seeing coups under every bed for years, so this still did not send the story hurtling across the front pages.

The next day, the Toronto Star, in a story by Peter Newman (though it did not bear his byline), replete with "high Ottawa sources", gave the tale the necessary credibility—a group of Quebec intellectuals were planning to replace the legally-elected government of Premier Bourassa and the federal government invoked the War Measures Act to forestall this coup.

Within two days, the country was made to believe that this was the real justification behind Trudeau's act. These were the facts that could not be told. It has since become clear that the Star was acting as balloon-flyer for the most powerful people in the Trudeau administration, and that the story was a direct leak, if not plant, of the Trudeau cabinet (see article on role of media in crisis, p. 24).

Newman's story did not name names of people involved in the supposed provisional government plot, but it was clear he was implicating the "influential Quebecers" who had signed the statement of October 14 calling for an exchange with the FLQ. Claude Ryan and René Lévesque both denied the report Wednesday morning, Ryan in an editorial in Le Devoir, Lévesque in his column in Le Journal de Montréal.

Ryan strongly denounced the government for playing the game of the deliberate leak. "This is so gross," he said, "that the more one tries to untangle it, the more it appears ridiculous and stupid. I was going to write: malicious. I am not sure of that. Mr. Trudeau and his friends are out to get certain dissidents: I nevertheless don't believe them capable of such baseness. I would rather believe that they were carried away by panic."

The smear campaign was on.

The information now available makes it clear that the rumors, spread from the highest circles, are the very opposite of what really happened. The alleged 'plot' to overthrow the Bourassa government was in fact, a 'plot' to save that government. And one of the central figures in that 'plot' was Bourassa himself.

A partial explanation of what happened was provided by Dominique Clift in The Montreal Star on November 2. "Premier Robert Bourassa himself," Clift writes, "was at the very centre of the consultations which could have led to the formation of a government of national unity in Quebec, a move which was later misrepresented by Mayor Jean Drapeau and anonymous federal sources as an attempt to create a provisional government sympathetic to the cause of revolution.

"The reasoning in circles close to the premier was that such a government of national unity, taking in representatives from other political parties and other groups, would enhance the authority of the cabinet in facing revolutionary agitation and at the same time ensure its freedom of action against a preponderant federal influence."

Those who would have entered a new cabinet, Clift explains, would have included René Lévesque, labor leaders Marcel Pépin and Louis Laberge, a Union Nationale representative (this has in fact happened with the appointment of former UN labor minister Jean Cournoyer to replace Laporte) and perhaps Claude Ryan.

In an editorial replying to charges that he was involved in a plot to usurp the legally constituted government, Ryan said that on Sunday, October 11, his editorial staff had discussed various options open to the Quebec government. One of the hypotheses worked out was a government of national unity. He then asked Lucien Saulnier for his reaction to that hypothesis, along with other possibilities. Ryan also said he had spoken to Bourassa during the crisis.

The attempt to form a government of national unity that could both deal with terrorist activity and maintain Quebec's authority against the urgent encroachments of Ottawa did not get very far. The idea came up in conversation between Bourassa and a friend after federal troops had already entered Montreal, and just hours before the proclamation of the War Measures Act: "I thought of that," Bourassa said, "but it is too late."

Bourassa had also, as Clift reports, "actively encouraged Claude Ryan and René Lévesque, and other people in the public eye, to issue a statement saying that the lives of the two hostages were far more valuable than abstract reasons of state." This is the origin of the Ryan-Lévesque statement of October 14, later used by the rumor mill to blacken the signers' reputations.

For if it was too late for the idea of a coalition government to succeed, it was not too late for the truth to be so distorted that the strange tales of plots and revolutions and insurrections and coups d'état were raised to a new and staggering level.

With the government carefully, almost coyly refusing to give the public a clear account of what it knew or believed, the cauldron of rumors continued to bubble. It was not until Friday, October 30, that Prime Minister Trudeau provided additional information, and when he did it was in the form of a new sensation. The government, Mr. Trudeau said, had had "solid information" all along about an effort to form a provisional regime at the height of the crisis. If the attempt had seemed to have any chance of success, the federal government would have acted to prevent it, Trudeau indicated. "I would be awfully interested," he said, "in somebody trying to replace a legitimate government." Throughout the informal press conference, the prime minister made Claude Ryan his particular target, even pausing at one point to twist Lord Acton's famous dictum that all power corrupts and absolute power corrupts abosolutely, by saying, in clear reference to Ryan: "lack of power corrupts; absolute lack of power corrupts absolutely."

But while Mr. Trudeau admitted he had known about the attempt, and said he would have been ready to prevent it if necessary, he made no mention of the fact that the efforts to shore up the divided and weakened Quebec cabinet had been done with the knowledge of the premier of Quebec himself. Nor did he address himself to the fact that, had such efforts succeeded, and a coalition government installed, this would have been a legal and constitutional step, one that has many precedents (perhaps the best-known being the British National Government in World War II, with Churchill's cabinet representing all parties.

Rather than deal with important questions like these, Mr. Trudeau left the impression that the Quebec government, already menaced by an FLQ "apprehended insurrection" had also been threatened by a second level of plotting, this time not by terrorists but by moderate Quebec nationalists who hoped to stage a coup d'état. A benevolent Ottawa, he implied, had stepped in with the War Measures Act to save the Quebec government from both extremists and moderates.

The results

The effect of the backdoor leaking of the "provisional government" idea extended beyond giving the government more justification for maintaining the War Measures Act. The first wave of coup theories, smearing of FRAP, references to separatism being the natural breeding ground for terrorism, and the arrests of non-terrorist political leaders, labor leaders, intellectuals and journalists had the effect of tarring the left with the brush of the FLQ.

But the "provisional government" rumors, the slurs on a conservative, Catholic nationalist like Ryan, moderate labor leaders like Pépin of the CNTU and Laberge of the QFL, René Lévesque and Jacques Parizeau of the PQ (all signatories to the declaration of October 14) were aimed at destroying the credibility of the moderate nationalist centre that Anthony Westell spoke of, and tarring that too with the FLQ brush as (in Drapeau's words) "the provisional government that was to preside over the transfer of constitutional authority to a revolutionary régime."

The campaign against the left and the separatists widened into a campaign against all significant Quebec opposition to the Ottawa government.

In Le Devoir of November 7, editorial cartoonist Berthio draws a Premier Bourassa sitting in a darkened cell that is his office in the Legislature. The window on his office-cell is covered with metal bars shaped in the letters PET. The caption has the imprisoned premier saying: "At least they could let me read Le Devoir..."

On the night of November 8, PQ leader René Lévesque, (whose actions throughout the whole crisis have been directed toward providing support for the Bourassa government) told a cheering public meeting that Trudeau acted through the present crisis like a "fascist manipulator." Lévesque rarely lapses into the jargon of student leftists.

He told the crowd of about 1,000 that Jean Marchand, Jean Drapeau and "above all" Pierre Trudeau "profited from the situation in order to get a hold on Quebec so as to transform the Quebec government into a type of puppet with which they could do almost anything.

"It was a manipulation, a systematic manipulation, of the population with this in mind.

"From this point of view, in the precise sense of the word, Pierre Elliott Trudeau conducted himself like a fascist manipulator."

He defined such manipulation as that which "...tries its hardest to force to the edges of society all those who don't agree so as to leave a place only for it." The solution to the FLQ, he said, lay in reforms such as better housing and reduced unemployment, not in the repression of all dissent.

The niceties of terminology like "fascist" may or may not be helpful to arriving at an appraisal of Trudeau's motives, but the fact that a liberal moderate like Lévesque, who strongly condemned the FLQ, should voice such a charge is important.

The government's tactic was the tactic of the pre-emptive strike. The suggestion that it was limited to terrorism stands pale. It was also aimed at separatism. It could be easily argued that it was aimed against Quebec nationalism of any color—against the maintenance of any strong national government in Quebec City. At least, that has certainly been its effect, as French newspapers in Montreal query in their editorials: "Where is the Bourassa government?"

McGill University professor and PQ member Daniel Latouche told a McGill teach-in on October 22: "The federal government, Ontario and English Canada will never let Quebec separate even by legal means, even if the Parti Québecois wins the next election. A lot of us thought they would before, but recent events have shown that we cannot expect that."

If this is what the net hauls in, one can assume this is what the net was put out to haul in. Marchand's radio statement that it is necessary to ferret out also those who "do not recourse to violence" has become a reality.

To stop a drift in opinion, democratic rights were suspended. To crush a constitutional idea—Quebec nationalism or even separatism—the constitution was in effect suspended. There is no opposition in Quebec City. It is questionable whether there is an autonomous government of Quebec in Quebec City.

Like Lyndon Johnson, faced with the prospect of a democratic, left-liberal government in Santo Domingo, Pierre-Elliott Trudeau moved in.

LBJ had his lists of "known Communists" to justify the invasion. But the New York Times found that several of the "known Communists" were in fact dead, others were out of the country, still others were in jail.

Trudeau's revelations of conspiracies are of the same order. He will no doubt come up with documents to "prove" his charges: such documents have been popping up for years. On October 29, the Toronto Telegram came up with an Alice-in-Wonderland report of terrorist plots to assassinate five hundred prominent Quebecers; these reports will recur.

But the real coup d'etat this October was carried out by Pierre Elliott Trudeau, who with one stroke effected a vast

Archives de la Ville de Montréal
16/36

shift of political power. Trudeau "seized the opportunity of the Cross-Laporte kidnappings," says Parti Québécois economist Jacques Parizeau, to carry out "the inevitable confrontation which had to come sooner or later between Ottawa and Quebec." He set back political dialogue in this country ten years, even beyond the stage of "what does Quebec want?" to "what kind of people are we dealing with?"

Public Order Temporary Measures Act, 1970 differs from the War Measures Act in essence only in that it gives detainees access to legal advice, lessens the arbitrary period of detention, and narrows the application of the Act to Quebec.

It is still illegal to advocate the ideas and principles espoused by the FLQ, as if the FLQ had a monopoly on Marxist ideas. It is retroactive, and permits prosecution on evidence based on acts committed even before the War Measures Act made the FLQ illegal.

But the new Act is accepted by everyone—including the New Democratic Party—because it is a toning down of the War Measures Act. It's not a substantial toning down of anything. A more basic point is being buried in the thunderous stampede to consent to and approve of everything the government does: the government has yet to justify the implementation of the initial War Measures Act in the first place.

But the government has other priorities now. The bitter pill was swallowed happily by the public, and opposition parties rushed to pat the government on the back. What is important now is to consolidate the strategy.

Anthony Westell gives some clues about how this will be done in his column of October 29:

"—There will be more private and public support from Ottawa for Premier Robert Bourassa, as the legitimate government of Quebec.

"—The federal strength will be advertised in every possible way; the Maple Leaf symbol announced last week is not a foolish gimmick but part of a planned campaign by Information Canada to strengthen the federal image.

"—The French-language CBC service will be brought even more closely under control, to exclude any trace of dangerous programming, and ways will be sought to ward off private media, which have been too easily used by FLQ propagandists.

"—French Canadian opinion leaders who buckled under FLQ pressures and were willing to compromise will be quietly discredited. Separatist leaders will be pressured, while the public mood is unfavorable, to moderate their positions and stop agitating agaist Ottawa.

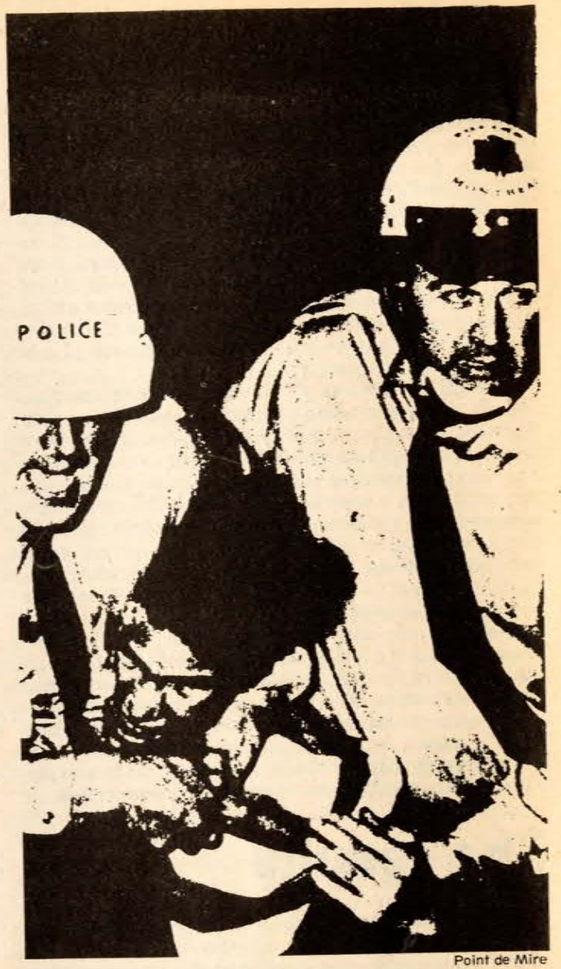
Westell ends by stating Trudeau's objective: "...to polarize opinion in Quebec, forcing the choice between nationalism and federalism, a gamble he is confident of winning."

But the effects will extend further than Westell predicts:

There will, beginning early next year, be a spate of political trials (for now Canada does have indisputably **political** prisoners, under the War Measures Act rather than the criminal code) which will drive home day after day to opponents in Quebec how dissidents are being dealt with.

There is and will continue to be in Montreal a fear to engage in open political organizing as long as the special powers are in force; as long as the prevailing winds of public opinion remain faithful to the governments, the Choquettes will contrive their proposals for identity cards for all Quebecers, and control over people will tighten; political acitivity in schools will be hurriedly stomped on; journalists will fear to write as they had before these events and many will find themselves not very employable commodities...

In short, one of two options, or perhaps both, one after the other.



Point de Mire

First, a long winter of silence will descend on Quebec—and then, perhaps, the corollary of long silence and pent-up frustrations: the explosion of fettered national and class grievances stewing among the unemployed, the young, the poor, the intellectuals, the labor movement.

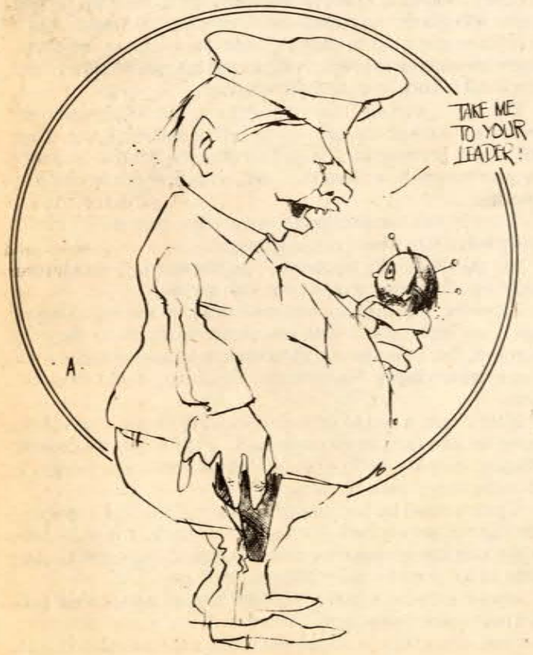
Initially, Trudeau attempted a policy which depended on broad support in Quebec. The policy failed because that support did not exist. The result was a new policy—a policy of making a virtual desert of all opposition in Quebec, radical, liberal, nationalist, even, in some cases, conservative. The instruments of that policy were the War Measures Act and its successor.

This policy too depends on public support, this time the blind, uninformed support of English Canadians. It cannot succeed without their support. They are being used as pawns in a cynical and destructive game.

English Canadians must decide whether they are willing to be used in that way.

This article was researched and written by Last Post staff, with the assistance of journalists who work for the establishment media in Montreal, Ottawa and Quebec City.

MEMOIRS OF A PRISONER OF WAR



by NICK AUF DER MAUR

The day after the War Measures Act was passed, a friend came up to me and said he had seen my place being raided on TV. "What?" (That's the term most people used to react to fresh developments throughout the whole affair.) It turned out it wasn't my place, but the apartment where I used to live. I sublet it to a group of South Vietnamese students and they were all arrested. It was hard to figure out, because they had little or nothing to do with local politics. But from the beginning, the arrests had seemed indiscriminate.

Over the weekend, I ran into all sorts of people. Many of them were very apprehensive. "They can hold you for 90 days...incommunicado." Old tales of beatings by the police were resurrected. The arrests kept up.

It took a while to sink in, but it did. Everybody was up for grabs. The disturbing thing was that not too many people seemed disturbed. "If you have nothing to hide, a clear conscience, then you have nothing to worry about," was the usual reaction from a lot of people, "It's only aimed at the FLQ." Trouble is, the police were armed with a blunderbuss.

The city scene was filled with police cars racing to and fro, running red lights. Truck loads of soldiers lurched through the streets. One was reminded of American generals in Vietnam: "Just give us the tools, and we'll do the job."

There they were: the RCMP, the Quebec Police Force, the city of Montreal police, the army regiments and paratroopers from weird, faraway bases; the grim, but contented-faced plainclothesmen. The city was completely open to them. Arrest who you like, stop who you like, search and raid wherever you like. They were, as one wag commented, as happy as pigs in a puddle.

But, like the generals in Vietnam, they didn't get anywhere. And this worried more people. The police will get angry, arrest more people, beat them up. More and more people were staying at the homes of acquaintances.

Pierre Laporte was killed over the weekend. And there was less publicly-voiced opposition to the War Measures Act. For a lot of people, that kind of talk made one sound suspiciously like a sympathizer of the FLQ. One of English Montreal's most popular radio commentators, Rod Dewar, a liberal, was yanked off the air for his views.

Tuesday night, we were sitting in a tavern. A friend came over and said my apartment was raided. I phoned up my landlord, who lives in the building. He told me they arrived about 7 o'clock, a dozen or so in and out of uniform. They searched the entire building, including his living quarters and antique store. The girl who lives downstairs has a big dog which is trained to growl at strangers. They pulled out guns and were going to shoot the animal to effect an undisturbed search. The landlord was advised they had this right, since the owner wasn't there to keep the dog at bay. Cooler heads prevailed and they decided to forget that apartment and search mine. They seized my passport and a few papers.

The next day at work, just as I was about to go to lunch, I received a telephone call from Cpl. Tumas of the RCMP: "We'd like to talk to you. We'll meet you in five minutes at the corner of Stanley and Dorchester."

"Are you going to arrest me?" I inquired.

Archives de la Ville de Montréal
17/36

"We'll see. We just want to talk to you."

"Can't it wait until after lunch...I've made arrangements..."

There was a muffled noise, then the voice: "Meet us in five minutes, we'd like to talk to you."

"You're going to arrest me," I said.

"We just want to talk to you."

I discussed it with my colleagues. None of the previously arrested people had been released yet. The police can hold you a long time with no reason.

What the hell, I thought, I have nothing to hide, my conscience is clear. So, along with two colleagues for witnesses, I went to meet them a block away.

Their car was in a parking lot and they were smiling, these two detectives from the RCMP. They told my friends everything was OK and they could go, they just wanted to talk to me privately in the car.

We drove a half a block and parked.

"You went to the Lemieux press conferences. Who did you see?"

They acted friendly and slightly apologetic. They wanted to know if I recognized Paul Rose and Marc Carbonneau or anybody else at the press conferences. I didn't.

What about the FLQ, or the cells? Nothing that hasn't been printed. "I don't know anything," I said. "We believe you," one of them chuckled.

Well, the two men in the front seat drew closer, what about "foreign organizations?"

"Are you kidding," I replied, telling them I thought all that stuff, like Montreal Gazette stories about Cuban waiters at Expo '67 spending weekends training guerrillas in the Laurentians, was a lot of hooey.

"How about the Black Panthers?" I told them I met one, from California, on a visit here and he barely knew some people spoke French in Quebec.

They laughed and announced they "had" to take me to Parthenais street, the provincial police headquarters. I asked them who decides who should be arrested. "Higherups", was the answer.

At Parthenais Street, they drove into the wrong driveway. I guessed these two hadn't brought many people here before me. We were directed towards the basement garage. Combat-equipped soldiers searched the trunk of the car before we were let in.

In the basement we waited for an elevator. A huge barred gate appeared to block off the area. Right beside the elevator, there were two cells with steel doors and small glass windows. They were brightly lit. I looked inside. There was nothing. They were the size of closets, two feet wide and three and a half feet long. It looked ominous.

My two RCMP friends took me up to the fourth floor where they left me to be checked in. I was led down a narrow corridor, through a series of electronically-operated barred gates. We arrived at a cell with a steel door and a small glass window. Inside, it was four paces long and two and a half paces wide, with a single steel bunk, basin and toilet bowl. The far wall was all bars...on the other side of the bars there was a corridor with windows. I had a magnificent view of Montreal...the east face of the Mountain, with the TV tower and the cross, all the big downtown buildings in the city's west end. Across the street, near the approaches to the Jacques Cartier Bridge, there was some sort of building being used by the army. If I stood on one of the cross bars, I could see into the street and the laneway and observe the comings and goings of army vehicles.

Here I was, I thought, I hadn't done anything and didn't know a damn thing about "an apprehended insurrection." What are they doing with me...I wasn't particularly worried, since I assumed everything would be sorted out. It was quiet where I was, so all I could do was think. It kept recurring to me that I was a political prisoner. It doesn't matter that I've done nothing. That train of thought, which could be depressing, was interrupted an hour later by voices. I called out: "Hello, how long have you been here?"

Several voices shouted out, "il y a un nouveau", there's a new guy. It turned out I was in the second cell of a long row. I couldn't see anybody but we could talk. They asked my name. I told them. A whole bunch of familiar voices rang out: "Hi Nick...what are you doing here?"

I seemed to be in the company of all the "grosses légumes." Vallières, Gagnon, Lemieux, Michel Chartrand. The closest one to me was Reggie Chartrand. Greetings were short. They were hungry for news of the outside. They told me they only knew of Laporte's death when they noticed flags flying at half-mast.

We shouted back and forth. Everybody seemed to be in good spirits.

Supper was delivered to our cells. It was surprisingly good. Unfortunately they didn't keep up the same standard throughout my stay.

After supper, I was taken to be fingerprinted and photographed.

In the evening, Reggie Chartrand did most of the talking. He was bitter that there weren't more protests on the outside against the War Measures Act. He was particularly displeased with the students.

"Ils fument du 'pot' et font rien. C'est des 'punks' avec diplomes."

I expected I was going to be put through all sorts of interrogation. But, according to the others, interrogation was only cursory, minimal. Aside from being kept in the cells all the time, everybody was fairly well treated...no rough stuff. You even got used to sleeping with the lights on all night. We were allowed to keep our cigarettes but had to call a guard for a light. They were always obliging.

The next morning, Thursday, nothing much happened except they allowed one guy out to take a shower. Later, they led a new prisoner in. I looked through the window and recognized him as he walked by. I shouted to him, but he couldn't see me.

When he was installed in his cell and the guards left, somebody asked him where he got arrested.

"At the University of Quebec," he answered, "I was teaching class. Two guys came in and took me out."

I decided that the two cops who arrested me didn't come up to my office not to save me embarrassment, as they intimated, but to avoid the appearances of police statism in respectable places. Universities, obviously, aren't respectable.

After lunch, a couple of guys, including Reggie Chartrand, were led away and never came back. A while later we noticed Reggie standing on the street across the way. Sanity, I thought, they'll soon be releasing me.

A guard came by and opened the door. This is it, I smiled. He just wanted my belt. A while later I was let out of the cell while a cleaner mopped the floor. I felt good just standing outside, in the corridor, all of 30 seconds. Clang.

Around 4:30 three other guys and myself were called and led out to where we were checked in. We felt good. One day, for me, everything is sorted out. They gave us our personal belongings back, counted out our money. I put my belt back on.

The four of us were put in an elevator which resembled a mobile cell, and brought up to the 10th floor. We went through

the same checking in process. I asked them what was going on. A guard said that the fourth floor was simply a detention centre, run by the police, and this was a real jail, run by prison authorities.

We were forced to undress as they thoroughly searched our clothing, our bodies and even our hair.

Our new home was located on the 13th floor, in cell block 13 AG. I was assigned cell number 2, which made me 13 AG 2 (13th floor "à gauche"—to the left). The cell was slightly bigger, although a bit dank. After dinner, they let us out of our cells for a half-hour recreation period. The four of us, the new arrivals, shook hands with everyone else and said hello. Afterwards it was back into the cells. Up here, there was at least something to read. A quick inventory of the library produced: two copies of the Readers' Digest in French, one in English; one in Swedish and one in Dutch; two copies of Fortune; a 1968 issue of Time; and, peculiarly, a French-language magazine from Poland.

The makeup of the prisoners was pretty interesting. While there was a heavy contingent of intellectual types, there were very few students. The prisoners represented a fairly general cross-section of Quebec society. A Canadian Ambassador's son occupied a cell down from me. His neighbor was a construction worker, assigned by his union to guard Charles Gagnon after his life had been threatened by some mysterious right-wing group. There were poets, union officials, workers, teachers, students, journalists.

In the evening, we chatted back and forth, not seeing each other. Somebody read one of those quotable quotes from the Readers' Digest: "When I was young, I used to think that socialism was the mathematics of justice; now I know it is the arithmetic of envy." The quote provoked much lively debate, consisting mostly of epithets and denunciations of brainwashing in the social-prison system.

A couple of the prisoners played a game called Battleships, in which each player has a sheet of paper with numbered squares, crossword puzzle fashion. He tries to bomb the ships by guessing the squares where the ships are located. Through-



"Soldiers and police were everywhere...they acted as if they were on top of things."

out my stay we could hear them playing, calling out numbers to one another: Revolution 4 (square R4), Imperialism 7, Capitalism 2, Liberation 5. Evidently none of them was familiar with the army.

While in prison, no one talked about the FLQ, at least not in specific terms. Since we had absolutely no news of what was happening on the outside (we later learned the guards had instructions not to tell us anything) we were in a suspended, frozen state. Almost all the people I was with had been in since early Friday morning, when the War Measures Act was decreed, so I was a sought-after source for the latest developments.

My favorite story concerned The Gazette, my former employer. It seems that on that Friday, or perhaps it was the Friday before, a Gazette police reporter phoned the office from police headquarters. The police had staked out a small farm house outside Varennes, on the South Shore, where Cross was being held. "This could be it," he told his editor, "There might be a shoot-out, better get someone over there." He gave the exact location of the house. A half hour later he phoned back the office to give additional information. "Don't worry," the editor said, "we've got the whole situation under control...we've sent out a reporter and photographer in a helicopter...we'll swoop in, get pictures..."

The reporter cried out, You fools, or something to that effect, it's a secret stakeout. The police are hidden. You'll give them away.

From descriptions I heard, complete panic broke out at The Gazette, something along the lines of Dr. Strangelove: "Bring back that plane!" The editors ran around in a frenzy, they just killed Cross, they were ruined.

During their first call to the Department of Transport at the airport, an official exclaimed: "Is this some kind of publicity stunt?" and hung up. Fortunately, for the Gazette's collective nerves, they got through in the nick of time and radioed the helicopter back. Of course, in the end, the police tip was all wrong anyway.

That pleased them. So did the news that on the day the WMA was enacted, a radio station in Quebec City continuously played Pauline Julien songs (she was arrested) and Mikis Theodorakis music.

The next day, Friday, there was a variation in our routine. We were allowed out of our cells most of the afternoon. We played cards together and generally had a pleasant time.

In the evening everything changed, at least for me.

I was called for questioning shortly after supper. I was led down to the 10th floor, into a little office used for client-lawyer consultations. There was a detective from the RCMP and one from the Montreal city police. They didn't give their names.

The RCMP man had a three-page form which he filled in, asking me my mother's maiden name, schooling and all sorts of personal data.

Then he asked me things like why I went to Vallières' house. I told him (truthfully) that I'd never been to his house. They asked me about other people I knew, like Mario Bachand, who served time for the 1963 FLQ. He jumped bail a year and a half ago on a very involved charge which resulted after five policemen were discovered videotaping a private meeting being held in a school hall. The meeting and everything about it were legal but Bachand was charged with extortion and several other things when somebody else relieved the police of their tapes. He went to Cuba where he is now probably smoking cigars and cutting cane.

The questioning was almost conversational, with the RCMP man doing most of the talking. The other detective was writing something on a note pad.

Archives de la Ville de Montréal



"Tuesday night, we were sitting in a tavern."

At one point, he slid the pad over and asked me to write out the alphabet, first in capitals then in small letters. I obliged, all the time keeping up the talk with the other one. Then I was asked to write out a few sentences. I wrote: Now is the time for all good men to come to the aid of the party and The quick brown fox. Still talking to the other fellow, he asked me to sign what I wrote. I did.

Curiously, they never asked me about the current FLQ or if I knew anything about it.

I was brought back to my cell block. The other prisoners, some of whom still hadn't been questioned after a week, asked me what happened. I told them. Some of them reacted with horror when I told them I signed the things I wrote. "What else was on the paper?" they asked. "Was there any blank spaces for them to fill in something?"

Stupidly, I realized that maybe I had been had by one of the oldest tricks in the book. After recreation I went back to my cell saying "stupid, stupid, stupid."

Up until that point, despite the fact I knew better I always had a vague assumption that the police, if not the authorities, acted on good faith, that they were really only after people they thought guilty. Now I had a very different feeling. They're out to get everybody. They were probably under enormous pressure from the governments to produce results, and they were going to do it one way or another. The thought was depressing.

Lying down on my bunk, I recalled a discussion I had a few days earlier with some foreign journalists.

The foreign journalists seemed more worked up about the consequences than the home-grown variety. "If this happened in the States, all hell would break loose," said one. "This could never happen in Britain," added another over a beer. "What about the Bill of Rights?" somebody asked. He was incredulous when I told him we've only had one for five years of so. I threw in the fact that we've only had a national flag for a few years. For good measure, I said that the elections coming up in Montreal would be the first here with universal suffrage. Previously, only property-owners and water-tax payers could vote. I told them about the Padlock Law under Duplessis, when police could lock up an apartment or a building simply by declaring it was used for "Communist" purposes.

I told them a few things about Canada's economic situation, about the 80 per cent foreign control, about French-English relations and about a number of other things. As the discussion carried, I realized that from a foreigner's point of view, the picture of Canada as a banana republic is easily made.

To add a little color to this view I said: "Consider this: in 1942 Michel Chartrand was Jean Drapeau's campaign manager when he first ran for public office. Today Drapeau is Mayor of Montreal and Chartrand is in jail. In 1963, Pierre Elliott Trudeau personally selected Pierre Vallières as his successor to the editorship of the magazine Cité Libre. Today Trudeau is Prime Minister of Canada and Vallières is in jail. In 1967, René Lévesque drew up his thesis for a sovereign Quebec within a Canadian economic union. Most of the economic part of the thesis was written in Robert Bourassa's basement with his help on his typewriter. Today Bourassa is Premier of Quebec and they're going to try and drag Lévesque under with the FLQ."

Sitting in my jail cell, considering the War Measures Act, the police, the politicians, the situation and everything else, I started to think that maybe this is the crunch and we're all going to stay in jail for a long time as political prisoners. Considering the hysteria on the outside, this jail cell reasoning seemed pretty valid at that point.

I dozed off.

Six a.m. Saturday we were awakened for breakfast, featuring the usual, sickly smelling coffee, the most wretched in the world. I wondered what the coffee was like in Brazilian jails.

The rest of the day was uneventful, until about 4:30 in the afternoon when a guard arrived with a package from my dear mother. It contained a change of clothing, my Montreal Canadiens hockey sweater, a bilingual copy of the Ordinary of the Catholic Mass and a biography of my patron saint, St. Nicholas of Flue who is also the patron saint of Switzerland. (He was a peasant, soldier and a political figure.)

Seeing the contents, this big burly guy came up to me, grabbed me by the shoulders and said: "You are a true French Canadian, despite that funny name."

An hour or so later, one of our cell block mates was called and told to pick up his belongings and leave.

A couple of hours later I was called. A bunch of us were being released. Before we were let out, we were once again thoroughly searched. On Friday I had procured a pen and paper and had kept a few diary notes. These, along with my St. Nicholas book, were confiscated on the way out.

The processing took about an hour. During that time I talked with a middle-aged worker who belonged to a citizens' committee in one of Montreal's poorer areas. He had been arrested an hour after the WMA was decreed. The police broke down his door and took him away from his family. After eight days in jail, he thought he probably had lost his job.

The stupidest thing about it though, he said, is that they never asked him a single question.

Nick Auf der Maur is a member of the Last Post editorial co-operative.

FRont d'Action Politique

by PETER ALLNUTT

"Our position is already clear. Our goal is to turn power over to the wage-earning masses through democratic means. That is why we're in the civic election."

Paul Cliche, president of the Front d'Action Politique was facing the radio and television microphones in the group's meagre offices trying to explain that FRAP was not in fact a front for the FLQ.

On Wednesday October 21, Federal Minister Jean Marchand had referred to the following Sunday's Montreal civic election while speaking on a Vancouver radio program.

"There is no relation in our action to the election itself but we had good reason to believe that the FLQ which, (pause) as a front, has the organization called FRAP in Montreal and is running candidates in Montreal, wanted to disturb the election by explosions of all kinds and by further kidnappings or even shooting people," he said.

Marchand later dropped the word "front" in relation to FRAP. But Mayor Jean Drapeau said the next day "that it is true, that there is a link between FRAP and the FLQ."

He added that the "para-municipal movement has grouped within its movement everything that is revolutionary."

Four months earlier, Cliche was a technical adviser to the Confederation of National Trade Unions and FRAP did not exist. Today they were seen as part of a massive plot to overthrow governments, upset all principles of democracy, and bring the FLQ to City Hall.

There was definitely a threat here. And one which upset those who hold political power in Quebec, and Montreal City Hall in particular. But it was not the threat of the terrorism of the Front de Libération du Québec.

For the first time the citizens' committees which had been building and organizing around the problems of the people in their areas had come together. And for the first time the trade union movement had joined them in a common struggle to create an opposition at City Hall and force governments to answer the demands of the citizens. The process of coming together had already taken ten years.

When Paul-Emile Léger was named Archbishop of Montreal in 1959, one of his first endeavors was a week of prayer for the peoples of eastern Europe living under the yoke of communism. It flopped. Confused, the Archbishop called upon André Laurendeau and Gérard Filion, respectively editor-in-chief and publisher of Le Devoir, to discuss the social climate in Quebec.

The two journalists felt it was time to stop responding automatically when summoned to the Archbishop's Palace. They refused his invitation.

So Léger procured a house specifically for the meeting. Laurendeau and Filion accepted and proceeded to lay down the line of the new Quebec. People wanted to talk about the social and economic issues of their city, not the high-sounding philosophy of catholicism or liberty.

Léger began to read the words of Pope John XXIII in a new light and pushed the archdiocese into a far more liberal and active position. Brothers and Sisters began leaving their cloisters and living among the people they were leading. The church began to sponsor social workers and charitable organizations.

At the same time—the early 1960s—the concept of social animation came into vogue under the respectable guidance of the Eastern Quebec Development Bureau, a regional development pilot research project. Basically the theory was to teach citizens certain abilities—how to run meetings, distribute information—and stimulate them into discovering solutions to their problems and **fighting** for them.

Social workers, sent out to "help" the poor, began to see the only answer lay in teaching the poor how to help themselves.

In practice social animation came into Montreal through the work of the Conseil des Oeuvres (sponsored by church and charity groups) whose social workers began using it to promote specific citizens' demands. It grew with the work of the Company of Young Canadians, and the now-defunct Action Sociale Etudiante.

In St. Henri, in the southwest corner of the city, the local clergy attempted in the late fifties to build up the "morale" of the district. St. Henri consisted then, as it does now, of a number of factories mixed in with the worst housing conditions in Montreal, a couple of main thoroughfares into the city centre, the remnants of the Lachine canal, two or three tiny parks, outdated schools and a collection of taverns and greasy-spoon restaurants.

The development of citizens' committees here took the same form as elsewhere, although it was more intense since St. Henri had drawn special attention from assorted social animation groups. The first committees were organized around specific needs, making demands upon city and provincial governments for a hospital and better schools.

Responses to the demands have been small, slow in coming. So the committees, their demands and their determination have grown over the decade. Some results were obtained on the school campaign; the Hospital Committee, after obtaining 14,000 signatures over ten years, has just now extracted a promise for a hospital.

It was in St. Henri that the city did respond with one of its few attempts at low-rental housing—Little Burgundy, a red-brick project plopped into the middle of the district. But the people did not plan it, or control it. Even the rent system was not satisfactory.

One woman complained that she used to pay $35 a month in her "so-called" slum tenement. "When I moved into the housing project I paid $57. Now I have been advised that I will have to pay $125 starting in September. I will have to move back into a slum. And when they have demolished all the slums, where am I supposed to live? In a swamp?"

By 1968 most of the committees in the city had suffered similar refusals by governments to take their demands seriously. Conditions were becoming worse. The committees, aided by "animateurs", began to develop their own services.

The food co-op was one of the most popular projects, since it lowered the cost of meals and brought the people of the community together at work which they could easily do themselves. The St. Henri area created three.

In St. Jacques, which stretches up the east side of the city centre from the St. Lawrence river to the north-end tracks, the committee movement emerged with a health clinic. A survey of health conditions showed that the death rate from tuberculosis in the area was ten times that of Montreal as a whole. A brief to the city, however, was met with the response that conditions were adequate.

The clinic was begun by Dr. Henri Bellemare, chief of internal medicine at the Cartierville Sacre-Coeur Hospital. A

Archives de la Ville de Montréal
19/36

popular man in the district because of his work on the clinic, Bellemare ran as a FRAP candidate in the last election, polling the highest percentage of the alliance's candidates. He was detained by police under the War Measures Act in the week prior to the election.

The clinic has become an integral part of the citizens' committee and dispenses information on the political life of St. Jacques as well as pills and medical advice. Its only full-time physician, Dr. Howard Bergman, works on a salary of $5000 a year as does the clinic's secretary-receptionist.

"Our clinic is not just a social service along the traditional lines of charity for the poor," Bergman says. "It is a service the poor have given themselves and it is also an instrument of social and political action." It is financed by donations and a $2 per month fee from client families.

Eight months after the clinic opened, twelve families in neighboring Maisonneuve, with a $300 loan from the local citizens' committee, turned the loft of a garage into a food co-op. This year the co-op is in new quarters, includes some 100 families—most of them now members of the committee —and sells more than $1000 worth of food a month.

In preparation for Expo 67, the City of Montreal built numerous little white fences around various parking lots. They were neat and pleasing: behind them sat the shabby tenements of the slums, now invisible to the tourist. It is from these slums, and other "unfavored areas", that FRAP has grown.

While Expo, a new baseball club and the 1976 Olympics were being touted as Montreal achievements, the city still had an infant mortality rate of 50 per 1,000 in some areas. The Senate Committee on Poverty did not visit Montreal because the poor are so many—and, recently, vociferous.

Seventy-five percent of the citizens are tenants; only those paying water tax and property-owners had a vote in municipal elections until this year. Since 1962 the city has constructed 2,238 low rent dwellings—roughly equivalent to one year's demolition. In 1961 a federal census revealed 86,000 dwellings were overpopulated.

While other cities were attending to some of these social problems Montreal was building Expo, and then continuing it as Man and His World. The attraction gobbles up $20 million of the $33 million to be spent on recreation; of the other $13 million, a large chunk goes into Place des Arts, hardly a playground for the city's low-income earners. Kids pay to swim—if they are fortunate enough to live near a pool. In recently-annexed St-Michel, there are four playgrounds for 80,000 residents.

Of the rest of the public money, $8 million goes into social services. Half of this isused for public health—which is supposed to combat the kind of situation where, according to FRAP, one district has only 28 full time doctors for 120,000 people—one for every 4,300 people, compared to the ratio of one doctor per 600 people recommended by the World Health Organziation.

The budget is the fourth largest of any government in Canada. The city council has been known to pass it in two hours. It is this council, with its preponderant (and now complete) control by Mayor Drapeau's Civic Party and its attitude toward the attempts of citizens to force these problems into the open, which has been a main reason for the rise of FRAP. Drapeau, they say, can be summed up by a quote from Le Devoir. Asked how much the Olympics would cost the city, the mayor said, "it is wise and prudent not to advance figures that will make people tremble with fright".

The Maisonneuve committee grew much like those in St. Henri. Originally formed around the Catholic order of the Holy Cross, it received the assistance of social animators from Action Sociale Etudiante and the Conseil des Oeuvres and of an adult education program run by the Montreal Catholic School Commission.

One of the group's main demands has been better recreation facilities. Having elected Gérard Pelletier to Ottawa, residents have tried unsuccessfully to have the federal government erect a community centre in the area. The committee has also been organizing tenants into a "union" which could bargain collectively with landlords.

In both St. Jacques and Maisonneuve, Parti Québécois candidates were sent to the National Assembly in the last election.

Other areas, other problems. In the residential district just east of McGill University, housing mostly students, recent immigrants, old people and low-income earners, Concordia Estates Ltd. decided to start a "housing project". The private development firm, which had brought up all the property in a six-block area over several years, now announced plans to put up a high-rise development which would remove most of the existing housing. Alarmed that low-cost housing would disappear and they would be forced out, residents formed the Milton-Park Citizens' Committee for the express purpose of stopping the project, or having it adapted to their needs.

To the east, in Mercier ward, a committee fighting for better welfare legislation was joined by the Company of Young Canadians in 1967. Two years later it was campaigning for more jobs. Then Montreal Executive Committee Chairman Lucien Saulnier went to Ottawa and launched his attack on the CYC as "subversive"; many of the residents, particularly needy mothers the committee was starting to work with, were scared off.

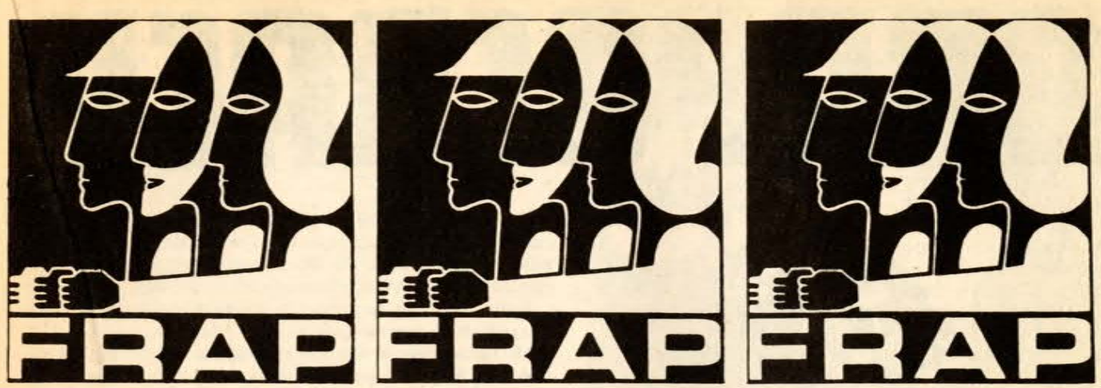
Over the past five years the committees have grown more consistent, more imaginative. The problems are continuous—trying to find an office, and some financial support, and the need to fend off the constant attacks of "subversion". Members of the St. Henri Workers' Committee, one of the few expressly for workers, are now starting the Maison du Chômeur (House of the Unemployed), through which the jobless will pool their resources, do work in the neighborhood, and raise the issue of unemployment. "Bourassa may not find 100,000 new jobs. But we can probably find 100,000 unemployed."

The Church is still helping, though its role has declined. The Montreal Archbishopric is raising $10,000 for Projet d'Organisation Populaire d'Information et de Regroupement (POPIR—a play on "pas pire"—not bad). A local priest in St. Henri was quoted as saying "citizens committees have achieved more for the population of St. Henri in ten years than all the politicians put together in the past 75 years."

In late 1969 the various committees realized they were attacking the same people, demanding the same redresses. An alliance was proposed and last spring they formed RAP (Regroupement des Associations Populaires). The committees did not merge, but kept their autonomy with a central body to co-ordinate activities.

They were not the only ones looking at October 25 as a significant date in Montreal politics. It would be the first time in Montreal history that all citizens could vote in the municipal elections, and the last time for another four years to send some opposition to Mayor Drapeau's Civic Party to city hall.

Dissensions had been brewing for some time in the trade union movement. A push for political involvement by the Confederation of National Trade Unions was led in the 1950s and early 1960s by secretary (later president) Jean Marchand. He felt it necessary to oppose the Créditiste movement and



lead workers in the CNTU to work politically for their own best interests.

When followers wanted to take this further, perhaps create a labor party, or run candidates, Marchand refused. He believed that the union had a social responsibility (which placed the CNTU ahead of other union movements in the fight for social reform) but would not commit it to direct political action.

After Marchand left, the CNTU was faced with another challenge to this position, this time from within its own ranks. Michel Chartrand, elected chairman of the Confederation's powerful Montreal Council on support from the construction unions, battled constantly for more political activity to better the workers' position.

The response from CNTU president Marcel Pépin was the "second front". The main battle would be the traditional economic one, but would be coupled with political education in the unions and demands upon government for legislation benefitting the members. Paul Cliche was one of the second front's main organizers.

When the committees allied in RAP decided to band together to form a political party to contest the municipal elections, the "second front" members of the CNTU and members of the Montreal Council wanted to join in. Finally, Pépin gave Cliche a leave of absence to work full time with the new organization and thus the union's blessing was bestowed on FRAP.

This widening of the alliance was seen by members of the citizens' committees to be of such significance that they elected Cliche of the CNTU president of FRAP and Emile Boudreau of the rival Quebec Federation of Labor vice-president (the QFL did not rally to the same extent and ran its own candidates in some areas, but did not compete with FRAP).

The campaign was a new experience for most FRAP members. Again, the local committees did not lose their autonomy, but selected their own issues in accordance with the general principles worked out at the FRAP founding convention. The committees were now called CAPs (Comités d'Action Politique); their leaders went to FRAP council meetings but every membership of each one approved its own campaign in its area.

FRAP had two goals in the election: the first, to spread the concept of local democratic organizing for self-help or demands upon government, and second, to get some opposition at City Hall. As a result of the campaign several new committees sprang up under the stimulation of FRAP—these CAPs will now continue as citizens' committees where before there were none.

There are three seats in each district, and every candidate needed $300 to stand for election. It was not easy, but 32 were fielded. There was no candidate for Mayor.

In the election, FRAP candidates received between eight and 27 per cent of the vote—a significant number despite the mood in which the ballots were cast and the charges by Drapeau and Marchand. As well, two candidates—Dr. Bellemare and printer Jean Roy—were detained under provision of the War Measures Act just prior to the election. On October 10, the FRAP executive issued a statement expressing its view of the FLQ:

"The violence we condemn is the violence of the system, for example the situation imposed on the Lapalme posties, the situation imposed on 200,000 unemployed workers in Quebec, the situation imposed on the population by the medical specialists. FRAP is persuaded that the FLQ's terror is not directed against wage earners, but against those who practice this violence.

"FRAP reiterates its aim. It seeks political and economic power for the workers of Quebec, and in this way it agrees with the FLQ.

"And to achieve this aim, the means we have chosen are to struggle on several fronts—political struggle on the municipal level, which led FRAP to involve itself in the current municipal election campaign, and struggle at the level of the consumer and the worker, that is, organizing workers at the grassroots level in a workers' movement."

But some FRAP candidates made statements that were less conciliatory to the FLQ, and condemned its violence. When Drapeau began to draw a link between the two which he said was "more than moral", FRAP replied with a $3.6 million law suit.

Its work, its future, already difficult, will be made that much harder by the attacks. One member said, during a teach-in at McGill University, "Here we have been working evenings, part time on a low budget in the face of the manipulations of government, sticking to the electoral process, slowly convincing people and they say we're a front for the FLQ. Who the hell in his right mind would do this if he was supporting the FLQ? We do this because we know it's the only way to get real change—the FLQ only makes it harder."

The work of FRAP goes on—door to door, issue to issue. It is not a political party, but a movement, and not a movement in the traditional sense. For FRAP is still the sum of its committees and the social work of unions. It is already planning a "winter offensive" with mounting unemployment as a chief concern of members.

Archives de la Ville de Montréal
20/36

DRAPOCRACY



by JEAN-PIERRE FOURNIER

Jean Drapeau is perhaps best-known to Canadians as a benign father-figure presiding over grand schemes for the greatness of Montreal. But the mayor of Montreal has another face, which shows itself at regular intervals. This is Jean Drapeau, the democrat.

Like that day in 1960 when he personally led a Quebec Provincial Police raid on a downtown Montreal apartment where they uncovered a detailed plan to steal the upcoming civic election. It seemed odd that the discovery should occur on the eve of the voting, just in time for Montreal newspapers to headline the story in 72-point bold type, but too late for the police to back up the accusation or for any of Drapeau's opponents to reply to it. Stranger still that, though there were four persons in the apartment at the time of the raid, none was arrested and no charges were ever laid.

But Mayor Drapeau is a good winner. After elections, he is very merciful. He even refused to smear anybody by releasing details of the plan and giving the names of the people involved.

After he revealed the plot, he only urged Montrealers to go out and vote early to foil the enemies of democracy. Drapeau was elected.

In 1962, the mayor might have kept mum about the formidable coalition of Montreal underworld, U.S. Mafia and Teamster hoodlums opposing him. But then, they might have overpowered his Civic Party and dealt a mortal blow to democracy in Montreal.

So, he let the word out. To journalists, in private. Day after day, Montreal newspapers were filled with rumors of secret meetings between Hoffa's henchmen and local politicians. From a mysterious visit the mayor made to Ottawa (to discuss Expo), the press surmised he had asked the RCMP to keep very close watch over the U.S. border which carloads of bullies would seek to cross prior to election day.

Then, shortly before the voting, Mayor Drapeau, at great risk to his life, no doubt, spilled the whole story: though composed of honest men, the Civic Action League, his main opposition in the election, was a tool of Murder Inc.

Again, no names, no arrests, no charges. Following the election, which he won handily, the mayor forgave.

All that, of course, was when the Mafia was the Big Threat and when Mayor Drapeau had no hesitations about confessing (before the Private Bills Committee of the Quebec Legislative Assembly, January 25, 1961) that, between the police state and one ruled by the underworld, he had a long time ago opted for the former.

The 1966 election went smoothly, almost unnoticed. Obviously, the Mafia and other assorted foes of democracy did not feel the time was opportune to strike. Everybody was concentrating on the next year's Expo. Thirty-three Civic Party councillors were unopposed and only a couple of obscure candidates whose names are barely remembered dared to enter the mayoralty race.

Drapeau's Balkan sense of political timing also gave Montreal the grand opening of its pretty subway just days before the election, replete with photos all over the papers of Drapeau munificently giving his gift to the city.

The Big Threat now is no longer the Mafia.

When the mayor was asked by a reporter, two days before of the last civic election, why the police did not take advantage of the War Measures Act to clamp down on the underworld as well as the FLQ, he replied: "The underworld does not threaten the security of the State. The FLQ does."

To combat the FLQ, the mayor requested the suspension of civil and individual liberties. But he could show cause for the request: a two-page report from police chief Marcel St. Aubin asserting the possibility of an insurrection.

Mayor Drapeau might have been satisfied there and then that his duty had been accomplished. But he did more.

To avoid being a cause of disorders, he abstained from campaigning publicly, thus preventing squabbles over his administration of the city. Any controversial statement, he took care to make in the serene, secure atmosphere of his city hall office or radio and television studios, generally surrounded by his gorillas and his famed trained-to-kill-on-command bull-mastiff.

Then, taking his cue from Regional Expansion Minister Jean Marchand, he exposed the main opposition party—FRAP—as a front for the FLQ and he warned that blood would flow in the streets of Montreal if a socialist-leaning party were to win the election.

As he said, "it is my duty, as guardian of the people's democratic rights, to point out the links which may exist between a political party and an outlaw organization."

* * * * * * *

Jean Drapeau's democratic fervor goes back a long time. His rise to political fame began in 1950 when he acted as co-counsel for the claimants in the Public Morality Inquiry, which found evidence of collusion between the underworld and city authorities.

Following the results of the inquiry, the 74 claimants founded the Civic Action League for the purpose of cleaning up city hall. After a long and frustrating search for a mayoralty candidate, they reluctantly set their choice on Jean Drapeau. He won a first term in 1954, but bowed three years later to a loose coalition backed by Maurice Duplessis.

From 1957 to 1960, the frustrated mayor attempted unsuccessfully to drag the League into the field of provincial politics. His wild ideas for reshaping Confederation and placing it under the authority of an appointed constitutional council failed to catch on with the public.

Then, suddenly, after an incredible series of deceits and betrayals, (described by J.-Z.-Léon Patenaude in Le vrai visage de Jean Drapeau, Les Editions du Jour, 1962), he bolted the League with 17 of its councillors a few weeks before the civic election of 1960 to form his own party.

Through some strange sense of independence, Jean Drapeau had consistently refused to take up membership and to abide by the constitution of the party which carried him to the mayor's seat in 1954. He would not be anyone's slave, he contended.

His behavior at city hall has reflected this attitude. In the spring of 1957, when he could not manipulate councillors as he does today, he refused to carry out a majority decision of the council, forcing Premier Duplessis to legislate to take the matter (an urban renewal scheme) out of his hands.

Even after he was defeated in 1957, Drapeau would not join the Civic Action League, though he freely spent its money and committed its membership every time he appeared in public.

It was an attempt by the League to make him conform to its regulations which finally precipitated his departure.

* * * * * * *

The Civic Party is built to the mayor's image. It rests entirely upon a blind act of faith in his leadership.

"It is not a party as such," one of its senior councillors confided to reporter Jean-V. Dufresne while insisting that his name be withheld. (The Montreal Star, November 24, 1969).

"Call it a team, an idea, a consensus, but not a party. There are no structures outside election time, no membership cards, no convention for leadership. In fact, Jean Drapeau was never elected party chief.

"District candidates for the city council are screened and personally chosen by Mr. Drapeau. All parties do that, but Mr. Drapeau is more selective and loyalty to him must be absolute. He picks his own executive committee like a prime minister picks his own cabinet. The city council may veto his choice, but never does.

"There is a monthly caucus and, of course, the monthly meeting of the city council. That's all."

Another says, "Like all men obsessed with efficiency, Jean Drapeau has an instinctive distrust of complex political structures. This is one of the reasons why he quit the Civic Action League. He wanted direct, personal contact with the people. For instance, he likes to say that all those who elected him are members of the Civic Party. It's democracy à la de Gaulle.

"Remember, we have had our fourth republic, too. Montreal just could not make the grade prior to the sixties because the council was too democratic. That is, every councillor could protect his own selfish interest.

"Above all, Mr. Drapeau wanted a tightly united party and a homogeneous executive as a basis for quick, bold decisions on big, bold projects.

"You know, there is a form of democracy that is only a pretext for inaction..."

Mayor Drapeau himself sums up his philosophy of power in much the same terms.

"The entrance door to the Civic Party is very narrow, the exit is very wide," he told reporter Carl Dow. (The Canadian Magazine, September 19, 1970).



"A new member must prove his worth and abide by the aims of the party. If he disagrees, he is free to leave and no hard feelings, but leave he must. There is no room for disagreement within the Civic Party...But it is no rubber-stamp—there is discussion, exchange of opinions, but there is also decision and there must be unity in support of decision. I think of it as a kitchen with a head chef and I am the head chef."

And what principles guide the chef in making up his menu? In the same interview, he told Dow:

"What the organizers of social destruction forget is that happiness or unhappiness is a moral question, not a question of wealth and property. On the mountain, we have more unhappy people than there are in the slums.

"We must not take for granted that all the poor are protesting their lot—many are satisfied and have no greater ambition. For those who have, we must offer help."

What kind of help?

"The life of a community does not have to be wrapped in old newspapers—citizens have a right to expect their civic life presented with a proper spirit of life and color. There is no reason why life, even for the poor, must be depressing. We need things like Expo and the Olympics because of the spiritual values they represent and inspire."

Jean-Pierre Fournier is a reporter for The Montreal Star.

Archives de la Ville de Montréal
21/36



THE MANIA

Three thousand FLQers armed with as many rifles poised to strike, says Quebec's Le Soleil.

Five hundred people on assassination target list, says the Toronto Telegram.

A few days later, the same paper tells us 40 are on such a list.

This is the journalism of consent—the kind of journalism that gives credence to every government rumor, aids the government in perpetrating its mythologies, whips up the appropriate mix of hysteria, anger, and revulsion required by the government to launch its legislation. And it is the kind of journalism—virtually the only kind of journalism—Canadians have been reading throughout the crisis.

But even beyond uncritical consent there is direct agency—acting as an arm of government and doing its work for it. And that brings us to one of the most remarkable stories to come out of the whole affair.

On Monday, October 26, tucked off to the side of the front page and obviously downplayed, the Toronto Star published an un-bylined story which was to cause a furore over the next two weeks.

"Plan to supplant Quebec government caused Ottawa to act" read the head, with the overline adding: "Behind War Measures". The Star, which has a standing rule to try to avoid quoting nebulous sources and not naming them, and which by-lines any major story that is a revelation, carried the simple credit: "From our Ottawa bureau."

"Top level sources," the story began, "indicated today that Prime Minister Pierre Trudeau's decision to invoke the War Measures Act was based on something more than fear of the Front de Libération du Québec's plan for the "well-organized escalation of terror" to which Pierre Laporte referred in his agonized plea for freedom.

The item continued to reveal Ottawa's conviction that "a group of influential Quebeckers" has been preparing to replace Bourassa's government "with what they conceived of as an interim administration having enough moral authority to restore public order."

This remarkable story, so explosive that any paper would have made it its headline instead of tucking it aside and leaving it anonymous, has been generally accepted as having been written by Star editor Peter Newman.

His source was, according to journalists, Labor Minister Bryce Mackasey. Mackasey was not his only leak (it is known that Newman spoke to several ministers at a party held by Bernard and Sylvia Ostry, close intimates of the Trudeau administration, and that Mackasey was among the top ministers there), and there have been reports from journalists in a position to know that he actually spoke to Trudeau himself before filing his story.

After Mackasey told Newman all about "the plot", Newman is said to have called his friend Claude Ryan in Montreal. Ryan told him about the idea for a coalition to support and to buttress the flagging Bourassa government.

Then Newman is reported to have gone to Marc Lalonde, Trudeau's top aide and one of the most powerful men in the country, who gave him vague confirmation of a "provisional government" plot.

So the editor-in-chief of the Toronto Star put all the versions together, and in his usual melodramatic this-is-the-real-story fashion, he wrote that Pierre Trudeau acted because a coup by Quebec intellectuals was imminent.

The story flashed around the country. The Opposition put the government up against the wall. The story flourished when day after day the Prime Minister refused to deny it.

Then with consummate chutzpah, the Prime Minister accused the opposition and the press of spreading the rumors.

The Newman story, of course, had its desired effect, or the Trudeau administration's desired effect—it discredited one of the most important moderate nationalists in Quebec, Claude Ryan, as well as Lévesque and some labor leaders, and gave the Trudeau government much-needed extra currency about plots with which to purchase public support and continue justifying its moves in Quebec.

All this was too much for Peter Reilly, anchorman for CJOH, the Ottawa end of the Bushnell television empire.

Reilly pieced the story, the inconsistencies, the leaks all together and was about to broadcast it the evening of Thursday, October 28. He was going to name the powerful Mr. Lalonde as the main perpetrator of the hoax. The government got wind of it.

Some hours before he was going to go on the air, Reilly got a call from Labor Minister Mackasey. Don't broadcast the story, said Mackasey, you'll not be presenting what actually happened. Come over to my office for a chat and "I'll give you some valuable background information".

So Reilly agreed, and a few hours later, he was sitting in Mackasey's office and getting very little information indeed. The phone rang.

The minister handed it to Reilly. It was his boss at CJOH. He had just had a call from Peter Newman, he said, warning that Reilly was intending to do something very foolish. Newman said Reilly was going to spread a story with no foundation to it and that his colleagues in the press gallery thought him a bit of a fool for doing it, Reilly's boss reported to him.

Even if it was so, the unbelieving CJOH official reportedly told Newman, he wouldn't know where to find Reilly at this hour.

Newman is said to have immediately produced a number where Reilly was sitting. The office of Labor Minister Bryce Mackasey.

The story, incidentally, never got on the air.

Now if Trudeau had chutzpah in turning around and accusing the press and the opposition of peddling rumors about the "provisional government", on the Toronto Star editorial page of November 5, Newman did something that left mouths agape in wonder.

Although it is uncertain that Newman wrote the piece in question, it appeared on the editorial page he edits and approves:



IS THE MESSAGE

It was an editorial titled "Ryan's integrity", replete with photo of a noble Claude Ryan in an upstanding pose. It's theme: stern admonition to the (here quoting Ryan's own phrase) "peddlers of venom" who are besmirching Ryan's reputation.

Not a word appears anywhere in this editorial acknowledging that it was this very newspaper that picked the rumor out of Drapeau's mouth, wrapped it in the gift paper of "Ottawa sources", gave it the necessary credibility of Canada's largest newspaper, and sent it hurtling onto the front pages of the country.

A quick perusal of some events and the more representative excesses of the last month will give a picture of the quality of our national political journalism, as well as the effective censorship that now exists in Quebec.

At Radio-Canada, newsmen began compiling an uncomfortably long list of cases of spliced interviews, uncovered press conferences, deleted news items, and the like. Some examples: labor leader Louis Laberge stating that Trudeau would regret to the end of his days invoking the WMA; Lucien Saulnier's statement on the night of Laporte's death that the people of Quebec cried for vengeance for the spilled blood; part of a statement by FRAP head Paul Cliche that FRAP disagrees with the FLQ's methods (they aired the part that said FRAP agrees with FLQ aims); etc.

Radio news editor Michel Bourdon, secretary of the CBC journalists union, le Syndicat général du cinéma et de la télévision, revealed these cases at a Université de Montréal teach-in and was promptly suspended for conduct critical of his employer, and calling into question his impartiality as a journalist. The union went to bat for him, and a week later Bourdon and SGCT president Denis Vincent were fired.

On Monday, Nov. 2 at 7:30 a.m., Quebec Justice Minister Jérôme Choquette held a "private breakfast" for the bigwigs of Montreal's major French and English papers, at which he advised them to pay close attention to the contents of the Act.

Two days later, the left-wing weekly Québec-Presse (which had not been invited to the "breakfast"), received a communique from the FLQ, along with a photo of James Cross. An editor of the paper phoned Choquette to ask if they were allowed to publish the news.

"I will deal severely with a newspaper that did that," the caller was told. He was asked if it was forbidden even to mention that a communique had been received. "In my opinion—I don't want to presume the judgment of the courts—that too is forbidden." Don't you feel you're bullying the press, Québec-Presse asked. "In this particular domain, and in the name of the public interest, it must be accepted that the freedom of the press is bullied."

Even editors of the Montreal Gazette were telephoned by a fuming Choquette threatening arrests because it dared to run a story saying a new photo of Cross, with some brief statement by the FLQ had come into the hands of the police.

The student magazine Quartier Latin was visited by the police two weeks ago and was instructed not to run certain articles by the police, who perused the typeset stories before the magazine went to press.

In the English CBC, everyone is already familiar with the cancellation of the television program on Lenin. What people are less familiar with is the "restraining order" CBC president George Davidson imposed **before** the passage of the War Measures Act that led to the cancellation of any programs containing "comment" on the Quebec crisis.

One "Encounter" TV program, a TV hot-seat for politicians out of CBC Ottawa, was cancelled minutes before the taping because it discussed Quebec, as were two radio programs and large portions of another major radio public affairs program.

One memo from a CBC executive in Ottawa to news staff ordered them to have all Quebec news approved by senior administrators before broadcast and ended "and don't ask me why because I don't know." The airwaves were given to safe, conservative analysts and it is still forbidden to broadcast statements by say, Michel Chartrand even if they were recorded weeks before the crisis.

But when a woman in Hull claimed she had been tortured and tatooed by the FLQ and that they told her they would kidnap children if the FLQ demands weren't met, the CBC spilled it over its national news. The story proved to be a complete hoax.

Of the major papers in the country, only the Toronto Globe and Mail can walk out with any shred of dignity left—not because it threw much light on anything, but because it at least didn't throw every plot and the kitchen sink onto its front page.

The worst of the major papers will probably prove to be the Toronto Telegram, which unleashed its police reporters into Montreal (to the best of our knowledge none of them spoke French) and made the Tely's front page look less like a newspaper and more like a rooting gallery for the police.

In one day alone, for example, we were treated first to a banner-line telling us "Beer, liquor flow freely at Lemieux press conference", and such acute dispassionate coverage calculated to keep sane tempers in the nation as:

"Sipping a beer to oil his rapidly moving tongue, Robert Lemieux last night basked in the Kleig light glory . . . ."

Referring to the "screaming and spitting separatist crowd", the author, Vincent Devitt, later tells us: "The incipient violence in the whole affair increased when the erratic Michel Chartrand began to speak. Fixing his snarling, Groucho-Marx-like visage directly on the television cameras that would carry his defiance to the nation . . . ."

The excesses, however, must not blind us. Because the real effect was achieved in the day-by-day journalism of enthusiastic consent, together with the willingness of almost every paper and wire service and broadcast outlet to peddle the rumors that were being shoved out the back doors of governments.

Perhaps the most dangerous of all were men like Charles Lynch, author of such political sycophancy as "It is conceivable, in fact, that we may be in the presence of a political giant . . . ." when he wrote of Trudeau just after the passage of the War Measures Act.

The most dangerous men are those who relentlessly drive us to agree, agree, agree . . . . .

This article was researched and written by Last Post staff.

Archives de la Ville de Montréal



One of the first people arrested after passage of the War Measures act was Pierre Vallières, who a few hours before had been one of the main speakers at a political rally in Montreal. Three weeks later Vallières was charged on several counts, including seditious conspiracy. As well, he still faces charges arising from his participation in the 1966 FLQ, as a result of which he was arrested in New York in September, 1966, and later extradited to Quebec, spending more than three years in prison without bail. He was released only last May.

In the Manhattan House of Detention for Men, in the weeks after his arrest, Vallières wrote a 500-page book which has become an important document for anyone seeking to understand the roots of conflict in Quebec. He called the book Nègres blancs d'Amérique . . .

WHITE NIGGERS OF AMERICA

When I was born, a year and a half before the Second World War, there was growing unrest in the working class of Quebec. The year before, there had been bloody riots in Sorel, and a number of strikes were turning to violence in Montreal and the other cities of Quebec. After the years of "social peace" which had followed the great conscription crisis of 1917, a degree of hope was appearing for the first time.

A small group of idealists, of "communists," were trying as best they could to exorcise the people's obscurantism and fear of living, to change their traditional frustration and despair into passion and class struggle. It was not easy. But there was a steadily growing number of people who, like my father, believed that these men, denounced by the financiers and the politicians in power, were right. Yes, it was necessary to change **everything**, tear everything down and start afresh, get rid of the exploiters.

The English and American financiers, the French-Canadian petty bourgeoisie and the clergy—united by common interests despite their continual wrangling — were asking: "What is happening to our people who have always been so peaceful, so industrious, so profoundly religious (read: resigned), so submissive?" The Catholic Middle Ages and capitalist oppression did not want to die.

There was more and more talk of the approaching war. For some, it was an opportunity for awakening and revolt. For others, the material justification of despair. Most people were disoriented, torn by contradictory feelings and unable to take a position.

It is hard for a people to learn to shake off a long period of disenchantment.

"It's all very well to revolt, but what good does it do?"

The husband, coming home from the factory where the whole day had been filled with the workers' anger against the system, would try to convince his wife. But she, who had spent the whole day alone contemplating the greyness that covered the city—and her life—could not believe in miracles.

"Look," the Québécois Wife would say, "look how wretched we are. Our servitude has become so complicated. There's no cure for it. War is coming. It's going to open up old wounds that are not yet healed and make new ones, even worse ones. Because these days they are much better equipped to spread death and suffering.

"Your friends talk about a new society because they want to take advantage of us.

"No, you're right, I shouldn't have said that.

"But why do they insist on reawakening a hope that will soon be dead and will have done no good? Can your friends prevent the war, depression, misery?

"Once again the flesh of millions of men is going to rot in the mud of battlefields, just as yours goes on turning



black in the sweaty soot of the Angus Shops of the CPR!*

"Our flesh, that has never known the tenderness or the warmth of what I dare not name, is only good these days for sowing the land with blood spilled for nothing. And you think that out of this universal atrocity there can one day come fraternity? You're dreaming, my friend, or else you like to forget reality...."

The Wife felt like crying aloud the anguish she felt as a solitary slave, a disillusioned and exhausted mother-hen.

The Husband, his face hard, his eyes wet, his heart full of kindness and anger, would place his worn hands on the Wife's shoulders.

"That's why I want to fight. You are right to complain. But you are wrong to be resigned."

"I know it won't do any good," she would reply.

"I know it **will** do some good...to somebody...to our children, maybe."

He would drop the discussion and say no more. Impatient as a child getting ready for a party, he would wash his face, his neck, arms, hands, consulting the newspaper the while to check the time and place of the meeting....

The misery created by the system pushed my parents into marriage after a brief acquaintance. This misery did not disappear by virtue of the sacrament. It remained unchanged, heavy, demanding. It separated husband and wife, enclosing them in two different universes. The system shut my father up in the factory and my mother in cramped lodgings.

At the factory, my father had the fraternity of men working together; the work was hard, but there were many of them doing it, and they all wanted to free themselves from it. At home, on the contrary, my mother was alone with the children, and she was always faced with the same drudgery; she was forbidden by tradition from trying to "escape her duty" as a Christian-mother-submissive-to-the-will-of-the-Good-Lord.

If love was there in the beginning, a host of factors very soon forced it out of this world monopolized by the million little worries that poverty engenders. And this was not an exceptional "case." Only priests imagine that love can adapt itself to misery, to a stupefying daily routine, to crass ignorance of the laws and beauties of sexuality, to Jansenism and the dictatorship of capitalism. Only priests can see a kind of paradise in the proletarian hell; and how useful they are then, without knowing it, to capitalism!

When a woman makes love out of a sense of sacred duty and submits to her husband's passion the way a prisoner submits to torture by the military police, how can joy dwell in her? When a man abandons the control of his own destiny to his wife — to please her, or prevent her from making a scene — how can joy dwell in him? And when children grow up in an atmosphere of constant frustration, how can joy reach them?

Sometimes it seemed to me that my father was ashamed of himself, and that my mother was afraid of her own desperate eagerness to preserve present security and ensure it in the future. The more I became aware of this spiritual poverty that went round in a vacuum, the more I said to myself that to accept this state of things was a crime against oneself and against others, and that one had to do **everything** to break the vicious circle of misery.

In the beginning, the absolute evil, the foundation of this authority, seemed to me to be the family. Later, I came to understand that the family — more precisely, the working-class family — was only a product of the condition of the working class, which was itself the product of centuries of exploitation of man by man.

The terrible thing about the working-class family is the function, imposed on it by the present system of renewing and perpetuating the supply of slaves, of **niggers**, of cheap labor to be exploited, alienated and oppressed. And the inhuman

*Montreal is the eastern terminal point of the Canadian Pacific Railway, and the Angus Shops are its centre for locomotive repair. *(Trans.)*

Archives de la Ville de Montréal
23/36



"The terrible thing about the working-class family is the function of perpetuating the supply of slaves, of niggers, of cheap labor to be exploited, alienated and oppressed . . ."

thing about a working-class childhood is the child's powerlessness to resist the conditioning not only of the system itself but of all the frustrations of the life around him, frustrations that are generated by the capitalist organization of society and that contaminate him even before he becomes aware of their existence.

The children of the bourgeoisie are frustrated too, but not in the same way. The bourgeois child, when he becomes aware of reality, revolts against his parents, and only rarely against his milieu or his class, **which is in power.** The proletarian child too revolts against his parents, but very early his revolt turns against the condition of his class and those who are responsible for that condition.

The revolt of the bourgeois child and adolescent usually remains an individual affair. The revolt of the working-class child and adolescent is, from the outset, a larger problem; first, the son of a proletarian is ashamed of his humiliated class and wants to get out of it; opposed to his entire milieu, he often seeks, through individual success, to be admitted to the middle class even at the risk of betraying his own. But the bourgeoisie can admit to its ranks only a tiny number of "parvenus," for otherwise it might lose control over the exploitation of the working masses.

That is why, in the majority of cases, the revolt of the worker's son changes into class consciousness and an increasingly resolute will to work toward overthrowing the system. Of course the system crushes a great number of them, for it has many methods of oppression, psychological as well as economic, but in the long run the revolt spreads, grows deeper and more lasting, and it is then that the union of all these workers, who are profoundly frustrated but increasingly **conscious,** begins to make the ruling class feel that its days are numbered.

It is therefore very difficult for a member of the working class to "make it" on his own. In order to liberate themselves, the workers must unite to tear down the old order and the old values and to build on their ruins a new order and new values, which will make new men, create a new society and constitute a true humanism, for the first time in history.

Notwithstanding the fact that it remains a social monstrosity, as is clearly expressed in the literature of the 19th and 20th centuries in capitalist countries, the bourgeois family nevertheless retains an economic base that enables even "its" rebels to prosper, to achieve fame and fortune. Gide, Mauriac and Sartre remain bourgeois and privileged members of the system in their very revolt. Even their blasphemy is profitable and can earn them a Nobel Prize! In Quebec the same remark holds good for the Maheus, Chamberlands, Préfontaines et al., who while cursing their families and their class, make enormous profits from so doing.

The worker's son, with rare exceptions, makes no money and achieves no honor or renown by revolting, for the simple economic reason that he does not have the financial means to publicize his revolt and to buy literary prizes, fellowships from the Conseil des Arts and finally a chair at the University. The bourgeois manufacture "shocking" and even pornographic novels for the same reasons that they periodically invent "quiet revolutions": to give themselves progressive airs, to salve their consciences and to create a little "change" from time to time. For even the bourgeois are **bored,** as contemporary novelists bear witness.

If the bourgeois family is a social monstrosity, as is scientifically demonstrated by psychoanalysis, psychology, pedagogy, and contemporary sociology, what term shall we use to characterize the working-class family, which capitalist religion, capitalist education, capitalist ideology (the State) and capitalist economy have constructed on the model of the bourgeois family, while at the same time — by exploiting the labor of the "head of the family" and often of the mother and children — they deprive it of the economic base of the bourgeoisie?

It is an understatement to say that the working-class family is a double or quadruple monstrosity. This "possessing unit" — as Engels calls it — is a hell, a room with no exit, in which the self-destruction of human beings is accomplish-



ed mechanically, like an automatic extension of the exploitation of the worker by his boss, of the farmer by the food trusts, the student by the university of the bankers and pharmacists, the consumer by the department stores and finance companies, the believer by his curé, the patient by his doctor, the accused by his lawyer (the attorney for the "defense"), the journalist by high finance and politics, the entire people by the State, capitalism and imperialism.

When you are only a "kid," what can you do to escape from the room with no exit, the hell of the frustrating conditioning that seeks to demolish you before you have even become a man? And when, as an adolescent, you stand up, with your back already bent by too much effort, are you in any better position to win out?

And when you are a man, how much energy it takes just to **try** to "reverse engines," as the saying goes. How many sacrifices and how much will-power, how many painful years to reach the point where there is nothing left in you of that childhood and adolescence, nothing left of the **nigger,** of the man who was born defeated. And in spite of everything, some part of it always remains, not only in your memory, but in your flesh and bones.

In Vallières' early youth, the family lived in a slum tenement in east-end Montreal, where young Pierre soon learned the laws of the inner city. Although he was a good student, school was a secondary interest. His heart was in the street, where he dreamed he would one day lead his own gang. However, while he was still quite young, his parents joined the post-war wave of migration to Montreal's virgin south shore. His parents, too, had dreams, of escaping the urban rot for promised splendor in Ville Jacques-Cartier. They erected a temporary tarpaper shack, and along with hundreds of others, Vallières' father spent his spare time trying to build a home.

While my father was expanding the house, to make it more liveable, my mother hardly dared invite "the relatives" to visit us. She was so ashamed of "the surroundings", as she said. In spite of the misery that encircled and penetrated his domain, my father was happy to have something to build...even if it was only an extension to this jerry-built shack. But my mother dreaded letting others—city people—see our poverty.

It was as if our entire existence was nothing but a daily obscenity. We had to hide that from people of the big city...

But the people of the big city and the rest of the province soon learned the truth from the newspaper headlines in capital letters reading: "THE WHOLE TRUTH ABOUT VILLE JACQUES-CARTIER"—"BABIES DYING OF COLD IN COTEAU-ROUGE"—"TERRIBLE POVERTY ACROSS THE BRIDGE"—"A CITY OF SHEET METAL."

We would read these reports with rage in our hearts. What were we **guilty** of? Of having wanted freedom? We had never had it. Painfully, we were trying to achieve it. Why did these newspapers talk about us as if we were barbarians spewed out by Montreal, like bile spewed out by an unhealthy liver?

For some newspapers, which I need not name, we were not men but "the dirty masses" of Ville Jacques-Cartier, the human "scrap" of the biggest garbage dump in the metropolitan area.

After the stories in the newspapers came the "collections," the distributions of food and whatnot, the CHARITY of all the people who had guilty consciences or who simply adored helping the poor. Fortunately, we were not armed; otherwise the Church would have acquired a few more martyrs and the statue manufacturers would have made money.

Everything was increasing: the population, the slums, the publicity, the taxes, the number of unemployed, of sick or crippled children and of unwed mothers, the churches, the thugs, the grocers, the thieves, the murderers, the drunks, the wretched...

Archives de la Ville de Montréal
24/36

Angus Shops, Vickers, Canada Cement, Canadair, etc., were laying off hundreds of workers every week. And each time the unions said it would only be temporary.

Some families converted their sheds into lodgings, moved into them and rented out their shacks, so as to be able to buy enough "baloney" and Weston bread to feed "the little ones." Others sold their houses—because of the taxes—and went off to build others in Saint-Amable or Sainte-Julie, beyond Boucherville.

More than one mother tore her hair in despair, and more than one man thought of stealing, killing or committing suicide. Some set fire to their houses in order to collect the insurance and try to start over again somewhere else. The Established Order declared that henceforth laziness and slovenliness would be forbidden in Ville Jacques-Cartier, that norms would be established, that those who did not meet them would be expelled and that taxes would be raised in order to force the "lazy" (that is, the unemployed) to leave the city.

The underworld, which with the support of Duplessis controlled the city, tried to put up a respectable front and held numerous press conferences announcing reforms such as Quebec had never known. They began to build schools and distribute little gifts to their friends. Overnight, grocers, wrestlers, bandits became "entrepreneurs" and contractors for primary schools, churches and administrative buildings. All this was financed with government subsidies or "Sunday collections"—in other words, with money stolen from the people, with the broad, hypocritical smile of a gentleman-thief.

The purpose of building schools was not to educate children, but to grant "paying" contracts to supporters of the regime. So it was that Duplessis, financed by his friends on Wall Street, created his own class of petty bourgeois, out of the very misery of the workers and farmers of Quebec who, taken in by a cunningly organized system of patronage, voted for him en masse—**against** their true interests and without quite realizing what was going on.

Around 1950, a vast, slow construction project was undertaken to provide a complete system of aqueducts and sewers for "the dirty masses" of Ville Jacques-Cartier. The underworld rubbed its hands at the thought of the enormous profits it was going to reap from this very humanitarian enterprise. They began by raising taxes.

One after another, all the streets of the city were transformed into long trenches eight feet deep, with heaps of earth on either side about six feet high. Paths were improvised between the houses, piles of earth, trenches, sewer pipes, dynamite, steam shovels, etc. The daily dynamiting cracked the walls of the shacks and ruined the wells, which ran dry or filled up with muddy water.

A few public drinking fountains were installed here and there, on the privileged streets, which were served by the aqueduct from the first year on. But after a lightning beginning, the work slowed down. Everywhere there were trenches, unusable wells and mud...mountains of mud. And the work did not progress: lack of funds, people said. But Quebec had put millions into the project. Where had the money gone? The people asked questions while the months and years passed. The work advanced at a snail's pace, a little here, a little there. In winter all the machines fell silent. The long trenches filled up with snow.

Most families had to collect rain water in huge barrels or buy water by the pail every day from a tradesman to whom the city authorities had granted a monopoly on the sale of water. Water cost five cents a pail. Many families, including mine, had to tighten their belts to buy water for cooking, bathing, doing,laundry, etc.

That lasted for years, years during which Duplessis was letting the Americans loot the rich iron deposits of northern Quebec.

The Americans were making billions off **our** iron, Duplessis was making millions off the Americans, the political machine of the Union Nationale was distributing its millions to the supporters and thugs of the regime...and we, poor starving wretches, we had to buy water!

After attending a religious seminary for his secondary education, Vallières took a job in a financial house on St. James Street. He soon quit in disgust, and began mingling with the left-wing intellectuals of the late Duplessis era. A great influence on his early political development was the poet, Gaston Miron. During this period he also became interested in the fledgling radical student movement at the University of Montreal, and established his first contacts with the editors of Cité libre, the leading liberal journal then under the directorship of Gérard Pelletier and Pierre Elliott Trudeau. But in September, 1962, frustrated and bored, he set his sights on Europe and sailed to Paris. He found France just as narrow and stultifying as his homeland; desperate and on the brink of suicide, he decided his real place was in Quebec. When he returned, it was March, 1963; Pelletier was now editor of Montreal's French daily, La Presse, and Cité libre would soon be offered to two of his protégés.

A few days after I came back, the Wolfe Monument was overturned in Quebec City. I immediately said to myself that things had changed in the country of silence and winter.

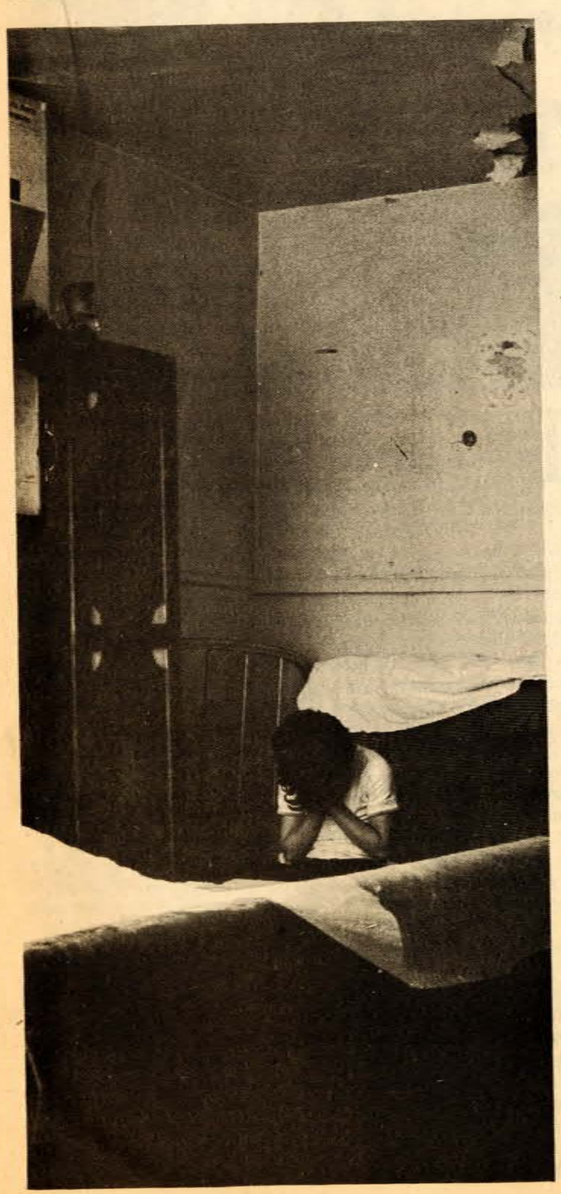
I began to take hope again.

Gérard Pelletier offered me a job at La Presse and I accepted with joy. I knew nothing about journalism, but it was not long before I felt as much at ease in it as a fish in water. It was at La Presse that I really became politicized, thanks to some older comrades for whom social revolution was still an objective.

The journalistic milieu gave me a better understanding of Quebec society. Political engagement, which was an integral part of my profession, prevented me from letting myself be caught in the trap of comfortable ideologies, good jobs, careerism and the soft life with an easy conscience.

In contrast to the institutionalized forms of dissent which journalists diligently report in the Establishment newspapers, my friends and I were soon involved in less peaceful forms of protest. Which quickly led me from Cité libre to the picket lines, the protests against the war in Vietnam...and the Front de libération du Québec.

I have always felt myself to be, and I have always been, a proletarian. With the spotty cultural background of a self-taught man, I formed the ambition of acting directly on society, outside the established structures, and, together with my brothers in misery, of changing it in accordance with the workers' desire for freedom. You must not expect me to join up like a bourgeois in the club of right-thinking socialists who have only read (so as to be able to quote it to the "hotheads") Left-Wing Communism: an Infantile Disorder.



Am I essentially a rebel? I have no idea.

I am certainly a man who has been flayed alive, like every clear-thinking Québécois. But contrary to what people might think, I have no predisposition for martyrdom or anarchy.

For me prison does not represent a setting aside of political and social engagement. Of course I don't want to rot here too long, although I am learning a great many things which some day will surely be very useful to me in carrying on.

A revolutionary must always be prepared to start over again and to live a life of continual danger. Revolutionary activity is never perfectly safe. When I am willing to make compromises, I will have murdered **our** ideal in my mind and heart. To my friends, I will then be ripe for the cemetery.

When I agreed to take over the editorship of Cité libre, together with Jean Pellerin, I had it in mind to transform the review, which up to that time had served to promote the interests of the liberal bourgeoisie, into a weapon for the Québécois workers. It seemed to me that this was a legitimate ambition and the concrete extension of the defense of the Asbestos insurgents that Pelletier, Trudeau and their friends were so proud of.

But I was counting on a "socialism" that was more apparent than real, a "socialism" that was at most only a demagogic instrument designed to give a progressive image to conservatives who were eager to replace the men currently in power, at the federal as well as the provincial level. Certain "citélibristes" were already taking advantage of the fact that the Liberals had come to power in Quebec; others, including Trudeau and Pelletier, were biding their time, and while the Quebec government became increasingly "autonomist," were getting ready to "save" the Canadian Confederation from the "plague" of French-Canadian nationalism.

At that time I was far from realizing to what extent the traditional staff of Cité libre were linked with the Establishment, although some of my comrades on La Presse (of which Pelletier was editor-in-chief) had undertaken to enlighten me on the subject. Who could have sworn, in 1963, that in Ottawa, Trudeau would become the number one enemy of the French Canadians, that Pelletier would agree to occupy a stall in the federal stable he had so often indignantly denounced, that Marchand would forsake the union movement to ally himself with the official spokesmen of American imperialism: men like Pearson, Martin, Winters, Sharp, Hellyer?

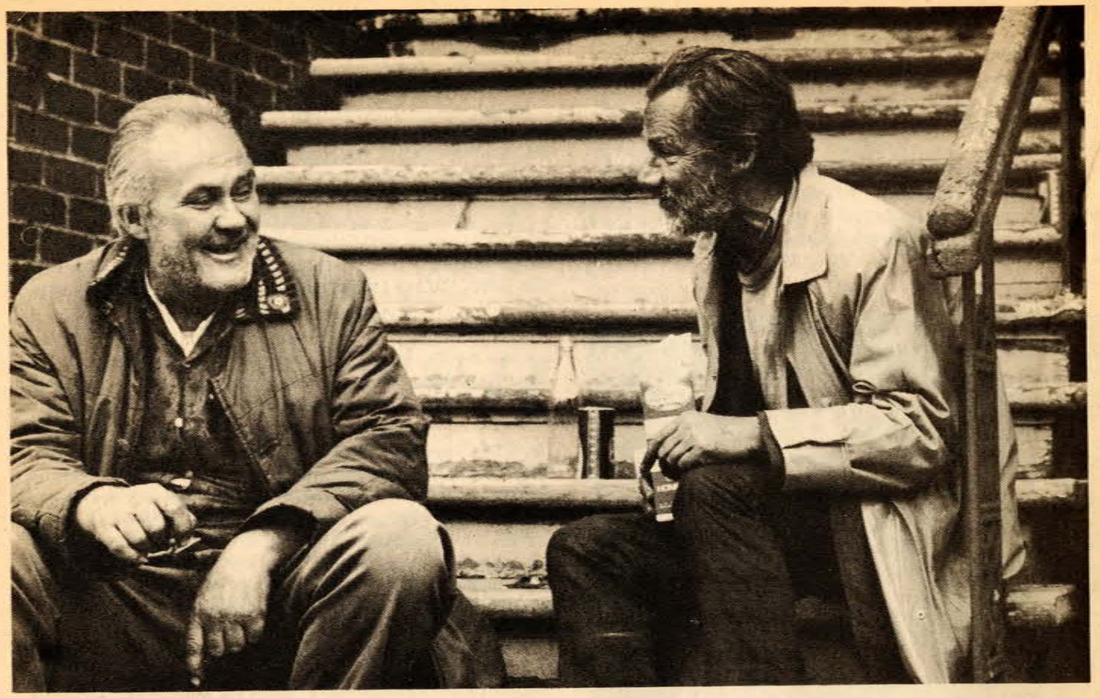
One expected to see such men associated rather with the New Democratic Party. But we were forgetting that at the time of the first convention of the NDP, Marchand was attending an important meeting of the federal Liberals. But even supposing that Trudeau, Pelletier and Marchand had linked up with the NDP, would that have changed their attitude toward Quebec? There are only very slight differences between the federal Liberal Party and the NDP, and there is reason to believe that if one day the New Democrats come to power, they will be as reactionary as their predecessors.

So my plan was to turn Cité libre into a weapon and put it exclusively at the service of the Québécois workers. But Pelletier and Trudeau did not want the review to become separatist. I asked them if they had any objection to its becoming frankly socialist. They told me they had no objection to that. No doubt they thought the socialism I was talking about was the same as theirs: a label.

Was I a separatist? I think so. But not in the manner of Marcel Chaput, for whom separatism must serve the inter-

"When you are only a kid, what can you do to escape from the room with no exit, the hell of the frustrating conditioning that seeks to demolish you before you have even become a man? And when, as an adolescent, you stand up, with your back already bent by too much effort, are you in any better position to win out?"

Archives de la Ville de Montréal



ests of the French-Canadian petty bourgeoisie. Through socialism I wanted to justify a revolutionary separatism, a working-class separatism, a separatism that would be synonymous with social revolution and not merely with legal independence. Besides, could Trudeau and Pelletier—who in 1962 had refused to let me contribute to the issue on separatism because, they said, I was a "separatist"—not know in 1963 that I was a nationalist? The fact remains that they entrusted me, along with Jean Pellerin, with the editorship of the review...

Trudeau and Pelletier could not believe that the young people whom they had influenced from 1950 to 1960 had become separatist. It was as if they had given birth to a monster. And the young people, for their part, could not get over the fact that their former idols had aged so rapidly. One day some separatists burned Pelletier in effigy in front of the La Presse building. During the first wave of bombings, in 1963, Pelletier received threats against his life. Today in Ottawa, Pelletier and Trudeau cannot understand that they are traitors or that they are serving the imperialist aims of the United States and English Canada. But they are too intelligent to be considered irresponsible. That is why it is impossible not to regard them as traitors. Some day they will have to take all the consequences of this betrayal.

Because of Pelletier, who was afraid of the consequences of expelling us outright, the executive board of Cité libre finally gave me and the new editorial staff a choice between making substantial compromises and "resigning." I resigned in March 1964, together with most of the staff. But to prevent this affair from being kept "in the family," a long press release was sent to the newspapers. The so-called progressivism of Trudeau and Pelletier was further unmasked, and only a few moss-backs were left to keep the review from going under. Cité libre became frankly a review of the "centre left" and ideologically worthless.

In 1964 there were three important events that left their mark on me and taught me unforgettable lessons: first, the fight against Bill 54 (Labor Code, first version), then the long hard strike at La Presse, and finally the convention of the CSN (Confederation of National Trade Unions).

1. The battle against Bill 54 exposed the blind alley into which the leaders of the Québécois workers, with Jean Marchand at their head, had led the French-Canadian union movement. As a delegate from the Syndicat des journalistes de Montréal (SJM), I participated in the impressive assembly of the CSN that took place in Quebec City in the spring of 1964. The union members were ready to march on the Quebec Parliament and unequivocally denounce the anti-labor policy of the Lesage government.

Addressing the assembly, which was vociferously demanding political action, Jean Marchand, then President of the CSN, declared that we must be satisfied with telling the government the union members would not accept Bill 54, and that above all we must not make a "political issue" of it. As if one could oppose a projected law without making it a political issue! From that moment on I understood the collusion between certain union leaders and the men who held political power.

2. The strike at La Presse (June 1964-January 1965) was a rough experience not only for the journalists but for the other employees of the newspaper, who outnumbered the "stars" of the conflict four to one. There again, collusion between Marchand and the Liberal government and the financial circles of the Rue Saint-Jacques was one of the main reasons for the resounding failure of this famous strike. Marchand had no more cause to love the journalists than Monsieur Lesage did—and for the same reasons. The corrupt exercise of power does not thrive on a free and critical press.

So everyone was agreed that it was necessary to break the

"I do not want to be right but to live. Like you, when all is said and done. And that is why the purpose of my ideal and my action is not to prove to you what is true and what is false, but together with you to make a world that is more habitable for me, for you, for us all."

back of the journalists of the most powerful daily in Quebec: the financiers, the government and the CSN (certain of its leaders, I mean). From the first weeks of the conflict, the employees of La Presse felt isolated and defeated. By the time "La Presse libre" appeared, at the initiative of Marcel Pépin, it was already too late. Since most of the journalists and other employees of La Presse were up to their necks in debt, it was easy for the bosses to impose their conditions on the strikers after seven months of lonely strength which had come to seem a "dubious battle" they could not win.

I learned from this experience: (1) that a union must never count on the support of the congress or confederation to which it belongs, even though **under normal circumstances** such support would be provided; (2) that the organization of a strike is of greater practical importance than the negotiations themselves—the mistake made by the journalists at La Presse was to be content to negotiate without bringing pressure to bear on the adversary by demonstrations and reprisals against, for example, the property of the company's administrators.

By negotiating with kid gloves and with respect for bourgeois legality, the strikers at La Presse lost a great deal. Unfortunately, their experience was not unique in Quebec.

Nevertheless, I think the failure of the strike at La Presse woke up many people in the CSN and may have precipitated Marchand's departure...for Ottawa. Furthermore, I am convinced that when the day comes for the employees of La Presse to go on strike again, they will not repeat the unfortunate experience of 1964.

3. In the middle of the strike at La Presse, the convention of the CSN took place in Quebec City. A convention whose outstanding features were: the personality cult of Marchand, timid support for the employees of La Presse, a scathing denunciation of the sectarianism of the FTQ* and a decision to raise the wages of the chaplain and the officers of the CSN. A ton of papers was distributed to the delegates, who hardly had time to figure out what was in them before they were called upon to approve, or slightly amend, the resolutions prepared by the bureau confédéral. The convention was a monumental farce, more like a plebiscite than democracy in action. I came away disgusted.

It was a non-political and even non-union convention. The participants had received no kind of education in political or union affairs. The few delegates who were political to start with were afraid to oppose Marchand and his clique.

***

(By 1965) along with other comrades, I had secretly joined the Front de libération du Québec. We met frequently to lay the foundations of a revolutionary movement that would serve exclusively the exploited of Quebec. This did not mean that we neglected legal action. Far from it. But we always tried to orient such action in the direction of progressive radicalization of worker and student demands.

We thought it useless to work within any of the traditional parties, including the parties of the Left and the RIN.** We were (and still are) convinced that on the ground of electoralism, the battle is always lost for the wage-earners, that is, for the vast majority of the nation. As Duverger would say, every election, organized at the cost of millions of dollars, expresses not so much the real participation of the masses as the means by which they are "legally" excluded from power. The people, who are the "theoretical and fictitious sovereign," are manipulated everytime by the political machines of the parties most favorable to the interests of the local and foreign capitalists.

Within these parties, which function like corporations of shareholders, the little people have no place. How could these parties, which exclude the workers from their ranks, admit them to power? Capitalist democracy is only a farce which, at election time, makes the citizens choose a government that, by its very essence, is beyond their control and represents only the ruling minority. We are told there are "third parties" which oppose the "old parties." To be sure, the third parties oppose the old parties, the way the Liberals oppose the Conservatives, that is, respecting the rules of the game that have been established by the bourgeoisie.

The third parties in Quebec do not oppose the system; they oppose a political clique—not structures, institutions, the economic and social regime and the illusory bourgeois democracy. That is why the workers can hope for nothing from them. When the third parties, like the NDP, seem to be coming closer to power, it is because they are beginning to serve the interests of the financiers. Besides, the closer they come to power, the more conservative and "respectable" they become. The evolution of the NDP is eloquent on this point.

Because in order to take power through elections, one must have a great deal of money; and in order to obtain money, one must give guarantees to the capitalists.

It is not by adding up little reforms that we will succeed in realizing (our) ideal...This ideal—which is also a product of our social activity, of our evolution—seems very far off, vague, even theoretical. But like any ideal, like any objective, it is a working tool, a hypothesis, a hope born of the felt need to **realize** it. And far from being an obstacle to our immediate daily activities, it is indispensable to them, as light is indispensable to a man descending into the depths of a mine. This ideal was not born spontaneously in the mind of a single unparalleled genius. It is a weapon, a tool, an implement forged by conscious men with a view to finding the road to the creation of a better world, in which every man and every human collectivity can flower.

I cannot conceive of conscious and effective revolutionary activity which does not have a clearly perceived end in view (an end that is, in fact, only the beginning of something else), and which does not at the same time — start-

*Fédération des travailleurs du Québec—Quebec Federation of Labor (CLC).

**Rassemblement pour l'indépendance nationale, one of the forerunners of the Parti Québecois.

Archives de la Ville de Montréal



ing **now**, from day to day, even within actions that are seemingly insignificant — attempt to integrate individuals and their problems etc. into an ever broader community of common interests.

In short, a "utopia" is necessary for the emergence of class consciousness and collective revolutionary action. But this "utopia" is not a divine revelation but the material and theoretical product of human needs felt by men, one of whose most fundamental characteristics is the **hope**, the **will** for "more," for progress, for an ever greater measure of freedom, happiness, creativity and joy.

These are ideas to which the men of today are as responsive as were the men of yesterday. And personally, I find it difficult to conceive that men — that is, the vast majority of them — will one day renounce their need to create, to love, to live in happiness and complete freedom. I do not know **why** men exist, love, suffer and do not want to die. But I know that they exist and that, everywhere and in everything, they seek to fufill themselves as **persons**, through fraternity, love, solidarity and so on. The system under which we live has invented a multitude of obstacles (economic, psychic etc.) to the fulfillment of this need, or these needs, which everyday observation leads us to believe are fundamental for men.

Perhaps I am wrong to believe in these things? But have you yourselves ever felt you were to blame for loving and wanting to be free?

To my way of thinking, the danger for humanity — and this danger seems to me to be "complementary" to the level of consciousness that men have now reached — is that it may cease to believe in itself. But that is not a new phenomenon. Every great historic change has been accomplished in fear, risk and anxiety, which I think are inseparable from hope, the will to power and revolutionary action itself. And every revolution is made of thousands and millions (soon billions) of human lives composed of emotions, feelings of joy or sorrow, of hopes, disappointments and fresh starts, of fear, courage, consciousness and unconsciousness. And in my opinion, any revolutionary action which does not have as its objective the realization of the material conditions (including the "intellectual" conditions) that can enable each and every man to assert himself as an individual — and to do so from the outset of the revolutionary action — is not worth undertaking.

Oh, I can hear you muttering: "More dreams that are impossible to realize. We were born to suffer and die, etc." But how can you be sure that we were born for what you say? God has told you so and the curés tell you so. But what does that prove?

I do not want to **be right** but to **live.** Like you, when all is said and done. And that is why the purpose of my ideal and my action is not to prove to you what is true and what is false, but together with you to make a world that is more habitable for me, for you, for us all. The important thing is not to be right metaphysically but to overcome everything that oppresses us, to overcome first the forces that we consciously know are crushing us, hemming us in, suffocating us, so as to be able afterward to overcome and tame the forces of nature that are acting on us without our yet really knowing how. Individually we can do nothing, but **together** we can realize our dreams, which will in turn give birth to other dreams in the generations that follow us.

Nothing has begun with us and nothing will end with us, unless it be our individual existence. And even if some day individuals succeeded in overcoming death, that would only be the beginning of a new era, a new history, also made of "revolutions." Will there come a day when life can evolve without death?

Now I've launched into some pretty profound reflections, into questions which neither you nor I can answer, but which remain. I should like to get rid of all these questions. But it seems to me that if I did, I would quickly change into an apathetic clod, moved at most, from time to time, by transitory adventures, superficial and soon forgotten.

My dreams are "measureless," and yet I am an ordinary man, I think. I cannot "live my life" without working to make the revolution, and it seems to me that it is pretty much the same for you. It is not a question of playing at being heroes — besides, who can do that, in the era of the atomic bomb and the agonizing war in Vietnam? — but of getting **together** to build a new world in which ordinary men, like you and me, will no longer be the **niggers** of the millionaires, the warmongers and the preachers of passivity, but will be free at last to subject the world to their "whims": love, scientific curiosity, creation...in solidarity and equality, in modesty and pride.

Excerpted from Nègres blancs d'Amérique, by Pierre Vallières. Copyright, Ottawa, 1968, by Editions Parti Pris. English translation copyright 1970 by Monthly Review Press, Inc. Accompanying photographs by Photocell.

These excerpts were originally chosen for this issue well before the events of October, and included two further sections totalling about a half page in length. We were advised that, in view of the arbitrary nature of police action at the present time, it would be prudent to omit these sections. While we would have preferred to print the sections, we did not feel that they warranted jeopardizing the entire magazine.

A complete English translation of the book will be published by Monthly Review Press in January.



With a pile of RCMP photos as evidence, Chief Justice Gordon Cowan of the Nova Scotia Supreme Court convicted forty-five fishermen from the small villages of Mulgrave, Canso, and Petit de Grat of illegal picketing. The men received sentences of twenty days, thirty days, and more: Everett Richardson, circled at left, was sentenced to nine months in jail.

It was June, 1970, and the men had been on strike for three months—on strike against the fish-packing companies that were forcing them to work under inhuman conditions, paying them 1930s wages, and denying them their union. The strike was hard, but the blow that had just been dealt them by Judge Cowan was harder still.

But with the support of other Nova Scotia workers, they survived it, forced the release of the jailed men, and held out for another four months. Now the boats are back out again, and the men are working under a collective agreement—much less than they wanted, but the first collective agreement most of them have ever known.

The fishermen's strike is over, but their struggle has only just begun.

by ROBERT CHODOS

THE FIRST STRIKE

Archives de la Ville de Montréal

'I'm hungry. My father is a fisherman. He is in jail for picketing. Please help.'

Seen from the growing industrial complex around Port Hawkesbury just across the Straits of Canso, the village of Mulgrave, N.S. looks as if it came from another era.

The north end of town is dominated by an ancient Acadia Fisheries Ltd. dock and processing plant. A few stores and a one-time Canadian National Railways wharf now used by Shell Oil at the south end are the only other signs of commercial activity.

The town's ramshackle wooden houses climb a gentle hill, stretching back a half-mile or so from the shore, and your eye will immediately pick out the few new buildings—a Roman Catholic church built about ten years ago, a new high school up the hill from the CNR wharf, a suburban-style bungalow belonging to the Acadia Fisheries manager. You might also notice the traditional, white, wooden Anglican church, or the former schoolhouse, an old, red, wooden, barn-like building near the Acadia plant.

Like Canso, fifty miles to the south on Chedabucto Bay, where Acadia has another, newer plant, like Petit de Grat, wrapped around an arm of the sea in the shadow of a Booth Fisheries Ltd. plant on a small island off the south-western tip of Cape Breton, and like most of the province's other fishing communities, Mulgrave is characteristically quiet.

But when Jim Allen, a Nova Scotia organizer for the United Fishermen and Allied Workers' Union, arrived there on a routine visit one day early in April, he found Mulgrave alive with excitement. Crewmen on Acadia-owned trawlers coming into port were being asked what was for many of them the most important question of their lives: did they favor going on strike, for recognition of the UFAWU and for a collective agreement with the company?

Almost unanimously, they were answering 'yes'. And at Canso and Petit de Grat, the same thing was happening.

Allen quickly telephoned UFAWU president Homer Stevens in Vancouver. "Homer, I think there's a strike here," he blurted.

"You'd better find out if there's a strike," Stevens replied.

There was indeed a strike, the first major walkout by Nova Scotia fishermen since an organizing attempt by the Canadian Fishermen's Union had been smashed more than twenty years earlier. It had grown out of the harsh refusal by Booth and Acadia to discuss conditions with the fishermen, and out of three years of organizing work by the UFAWU. It was to develop into one of the bitterest labor disputes in recent Nova Scotia history and bring Nova Scotia workers to the verge of a general strike.

It would be seven months before the fishermen would go out on the boats again, this time with a collective agreement. And the key issue of the fishermen's right to the union of their choice remains unsettled even now. And they may have to strike again to settle it.

From the time the first UFAWU organizers had come into Nova Scotia in 1967, the fishermen had been learning that the road to unionization, collective bargaining rights, and a decent living would not be an easy one. UFAWU people from British Columbia told them about the hardships the early trade unionists there had had to put up with, the strikes and struggles that had begun at the turn of the century and continued to the present day.

These hardships were part of their own history too. The Halifax strike of 1947 had lasted several months and been broken by the companies with the help of the courts and the Liberal Nova Scotia government of Angus L. Macdonald.

The Canadian Fishermen's Union had applied for certification on trawler vessels and been granted it by the Nova Scotia Labor Relations Board, but the companies challenged that certification in the courts and succeeded in having it overturned. The fishermen went on strike to defend their union. As the result of the court decision and legislation passed during the strike, fishermen were excluded from the Nova Scotia Trade Union Act and classed instead as 'co-adventurers', without the right to bargain collectively.

The fishermen had been dealt a heavy and lasting blow. The companies managed to get the boats, manned by strike-breakers, back out to sea. Fishermen who had participated in the strike were blacklisted from the industry.

Under the new legislation, effective organization was prevented; repeated attempts to challenge the companies through 'federations' under the constricting framework of the Fishermen's Federation Act, in the books since the 1920s, all came to naught.

In 1966, a young government archeologist named Jeremy Akerman (now Nova Scotia leader of the New Democratic Party) began to look into fishermen's problems while working at Louisbourg on Cape Breton; he ended up organizing the Louisbourg and District Fishermen's Association. Meanwhile, the UFAWU had become interested in organizing Nova Scotia fishermen, and the Louisbourg Association became its first local. It was the first fishermen's trade union local in the province in twenty years. The UFAWU was soon active in Halifax, Lunenburg, and other fishing ports as well.

The 235 fishermen in Mulgrave, Canso, and Petit de Grat were dealing with companies that had a particular reputation for harshness and intransigence. Union locals had been set up but there was no progress toward bargaining rights or better conditions.

In December, 1969, the fishermen began to hold meetings to draw up the details of what they would like to see in a union contract, and in February they approached the companies to talk about an agreement. The companies at first refused outright to meet them, then hedged, saying that they would have to consult their head offices.

In late March, the fishermen came back to try to initiate a more serious discussion. Booth Fisheries manager Earl Lewis told them, "I'm not going to talk about it; I'm not going to admit in any way, shape, or form that you have a union or have a right to talk to me about conditions." When the fishermen asked why not, his reply was "no spika da English."



Photocell

Over at Acadia Fisheries, manager A.L. Cadegan told them, "You know there's another way if you want to do it. Go ahead and tie up the boats." The fishermen realized that they would have to do exactly that, and the strike votes were taken, boat by boat as they came in.

When he heard about the strike, Homer Stevens flew immediately to Nova Scotia, and has been shuttling between the two coasts ever since.

The fishermen began organizing picket lines and other mechanics of a strike. The old Mulgrave schoolhouse, now a union hall, became strike headquarters.

The companies, and their head offices in Chicago, Ill., and London, England, sat tight, confident of their power.

On an Acadia trawler fishing in Georgia Bay, off Newfoundland, third hand Ray Cooper was in the wheelhouse—he was not supposed to be there, since only mates and skippers are allowed in the wheelhouse during fishing—when he overheard the skipper tell the shore captain that there was a strike on. Cooper quickly told the rest of the crew, and the men discussed what action they should take. When the boat landed at Mulgrave six days later, fifteen men of the sixteen-man crew voted to strike.

In Arichat, a couple of miles up the road from Petit de Grat, Anglican Rev. Cal Macmillan wondered what he should do. His sympathies lay with the fishermen, but as a rector he felt he should serve his entire congregation, union men and company men alike.

In the Halifax suburb of Sackville, another Anglican rector, Rev. Ron Parsons, watched the events in the Straits area with more than academic interest. Dissatisfied with the smugness of his suburban parish (where he had unsuccessfully tried to organize a home-owners' union), he had approached Rev. W.W. Davis, Bishop of Nova Scotia, a couple of months earlier to discuss a new posting. They had decided on Canso. Father Parsons was to take up his new position in May.

Fourteen days after the first strike vote began in Petit de Grat, all the boats were tied up in the three ports. But for more than a month the strike was quiet, and attracted little notice.

"Everything had been going against the fishermen. Some men were in jail; the rest were expecting to go to jail. The wives were on the picket lines, expecting to go to jail after their husbands, expecting to have their children taken away. Then suddenly the whole thing turned completely."

—Lloyd MacDonald, electrical worker from Mulgrave

The first serious incident occurred May 11, when Acadia Fisheries tried to run fish through the picket line at Canso. With the help of Royal Canadian Mounted Police officers, Acadia assistant manager Claude Bennett and non-union truck drivers rammed a truck through the line and headed north. The fishermen telephoned the men at Mulgrave and told them what had happened, and in an instant a couple of cars full of fishermen were speeding down from Mulgrave to try to stop the truck on the open highway.

They met the truck at Guysborough, thirty miles out of Canso, where it had stopped for gas. The fishermen got out of their cars and stood around the truck, until the Mounties told them to get out of the way.

They did, but five of them were quickly arrested and taken to Guysborough Jail. They were held there without charge for twenty-three and a half hours, and then charged with such things as illegal parking and mischief.

Ray Cooper had inadvertantly left his keys in his car after moving it as instructed by a Mountie. Then he had noticed the Mountie locking his car and walking off with the keys, and had gone over and demanded the keys back. He was charged with obstructing an officer and illegal parking.

The next afternoon, the men were found guilty and sentencing postponed for a week. Five months later, the men still have not been sentenced.

Incidents between picketers and company men became more frequent. Claude Bennett's attempts to get through the picket line were often the cause; on one such occasion, women on the picket line stripped him and beat him with fishing line.

The companies also kept trying to get shore workers in the fish plants, members of the Canadian Seafood Workers' Union, to cross the picket line. But despite encouragement from the RCMP, who promised them protection if they went through the line, the shore workers refused to scab.

Another RCMP project was photographing the men on the picket lines. Mounties would come over to fishermen and ask if they could take their pictures; the fishermen would say "sure," unaware of what the photographs were for.

They soon found out what they were for. On June 4, an injunction against picketing at the three plants was handed down by Judge D.J. Gillis of the Nova Scotia Supreme Court. The fishermen held a meeting and decided to defy the injunction: they would keep up the picket line and risk jail sentences. The summonses started coming on June 13, and by the time they stopped forty-five fishermen had been charged with contempt of court for picketing.

On June 19 in Halifax, Nova Scotia

Archives de la Ville de Montréal
28/36

Chief Justice Gordon Cowan handed out sentences of twenty and thirty days to twelve fishermen from Mulgrave. The fishermen laughed as the sentences were pronounced.

On June 22, three days later, the fishermen from Canso came to trial. When Cowan sentenced Everett Richardson to twenty days, Richardson replied "twenty days or twenty years?" Cowan, angry that the fishermen were not taking his sentences seriously, promptly increased the term to nine months.

Meanwhile, the picket lines at Mulgrave, Canso, and Petit de Grat were being maintained in the face of the injunctions. Fishermen who had not received summonses remained on picket duty, and they were joined by local supporters, members of the New Democratic Youth from Halifax who had been helping the strikers, and some of the fishermen's wives and children, who had appeared irregularly on the picket line all along.

In Halifax, outside the courtroom where their husbands were on trial, the wives of the Mulgrave fishermen held a meeting of their own. They decided that the strike, important enough to their husbands that they were happily going to jail for it, was important to them too. They would organize themselves into picket watches while the men were away, and risk following them into jail.

During the next week, the leadership of the strike was largely in the hands of the women. Besides keeping up the picket line at Mulgrave, they took their children across the Straits to Point Hawkesbury and Point Tupper and talked to workers at construction sites there.

They explained that the crime for which their husbands were in jail was picketing. The children were equipped with such signs as "I'm hungry. My father is a fisherman. He is in jail for picketing. Please help."

The 2500 construction workers, who did not need much coaxing, walked off their jobs in sympathy with the imprisoned fishermen. Hundreds of them came over to Mulgrave and Petit de Grat to serve on the picket lines. They stated they would not go back to work until the fishermen were released from jail.

Instead of breaking the fishermen, Judge Cowan's actions were only bringing out support for them. On June 23, the day after Everett Richardson was sentenced, 3,000 miners in Cape Breton went on strike. Construction workers in Halifax and Sydney walked out as well. And the fishermen's picket lines were being maintained by striking construction workers from Point Tupper.

The Nova Scotia Federation of Labor called on all working people to "act now to free the fishermen and force the companies to the bargaining table." It accused attorney-general R.A. Donahoe, whose department had issued and acted on the injunctions, of "an open bias against all working Nova Scotians, in favor of foreign corporations who are exploiting our natural resources and who have clearly indicated their total irresponsibility to the people of this province."

NDP leader Akerman said the sentencing of Richardson showed "a jurisprudence reminiscent of nineteenth-century repression." The NDY said that "what started as a fight for recognition of the UFAWU has now become a fight for the entire working class of Nova Scotia." Even Anglican Bishop Davis issued a statement in which he "deeply regretted" the jailing of the fishermen.

In the three fishing villages, the atmosphere changed overnight. Support was flowing in from everywhere. The fishermen were confident that the men would be released from jail and the strike would be quickly settled.

Thursday evening, fishermen from Petit de Grat and their supporters rode to Halifax for their trials. On the bus the fishermen sang and joked. When they arrived at the Shipfitters' Union hall in Halifax, still in high spirits, people around the hall wondered who they were.

"They're the fishermen," someone said. "They've come to go to jail tomorrow."

"Well what in Christ are they so happy about if they're going to jail tomorrow!"

They were prepared to go to jail, but in the end they did not have to. Their trials were put off until October 27, and the men from Canso and Mulgrave already in jail were released, and further hearings in their cases put off until October 27 as well. The show of support had succeeded.

On Monday, the construction workers and the miners went back to work. The men who had been in jail had signed papers before they were released promising not to go back on the picket lines, so the lines were kept up by the women, the other fishermen and supporters.

The women, with their new-found realization that they could organize themselves, get together, and do things, were not about to give up their independence just because the men had returned. Many of them now expected their husbands to stay home and mind the kids while they served on the picket line.



HOMER STEVENS

Some of the men realized that the initiatives the women had taken were a major reason they had got out of jail, but others began to fear what was happening and felt it had to be stopped. In the two weeks after the men came home, relations between men and women became hostile and tense. Disputes between husbands and wives were common. Finally, many of the men ordered their wives not to go on the picket line, and the women's participation in the strike died away.

The jubilation of a couple of weeks earlier had given way to a new mood of disappointment.

The picket lines had thinned out. The women's gains in self-confidence and organization had been dissipated, although not completely lost. And most important, the companies had still not sat down to the bargaining table. As the strike entered its fourth month, no end to it was in sight.

The fishermen, used to hardships all their lives, would undergo them for a while longer.

"The company'll steal your fish, they'll take everything you got onto you, and the same fish that they're taking and marking down for fish meal they'll sell for the best kind of prices in the States."

—Reg Carter

When Reg Carter, then seventeen, left his home in Port aux Basques, Nfld., nine years ago, he spent a year fishing in Nova Scotia and then joined the stream of people from the Atlantic provinces heading for southern Ontario. Soon he had a $120-a-week job in a Massey-Ferguson plant, an apartment, and a rich girl-friend. At the end of eleven months, he was offered a promotion and a $20 raise.

He had a two-week vacation coming to him before the promotion took effect, and so Carter headed for a visit home. But he ended up in Halifax, drunk and broke. He never made it to Port aux Basques, never went back to southern Ontario, and has been fishing out of Mulgrave ever since.

"Sometimes I think I was stupid to give that all up," he says, but he would not really want to be working anywhere else. What he does want is decent conditions where he is working now.

Ray Cooper, from Trinity Bay, Nfld., has never known the $3-an-hour, paid-vacations, forty-hour-week-with-time-and-a-half-for-overtime life that people think of as something Canadian workers have already won.

He worked on freight boats a few years back—"that's much worse than fishing"—and then began fishing out of Mulgrave. If you mention the forty-hour week to him he smiles and says, "we're a long way from that in this country."

While he is on a trip, Cooper works a minimum of sixteen hours out of every twenty-four. Eight hours on deck, four below, eight on deck, four below. "And you work eight hours; not just four or five, but all the time you're up."

The four hours off, on the other hand, include mealtimes, "and when you finally do get below, you usually can't sleep. You've been working on the fish eight hours, without even stopping for a cigarette, and you're too tired to sleep. If you get to sleep, you have to get up right away. You never see eight hours' sleep in a day—never.

"I'll tell you about one trip, the second-to-last trip in March. One night we shot away at twelve o'clock, took back at one o'clock. There was 60,000 fish. We put that down in the tank; that's what the tank holds. We shot away again, and hauled back 70,000 fish. That gave us 130,000 in two tows. We had fish on deck, a trawl on deck, and we couldn't shoot away. We worked at that three hours, and we had some of the fish cleared off the deck, so we could shoot away. We shot away, came back, and there was 60,000 fish again.

"It was like that for three days, with no sleep. We never went below, not for five minutes. And all the time the temperature was somewhere around fifteen degrees below zero."

Medical services on board are nonexistent. "Gerald Collins lost three fingers on board and they did his hand up with a dirty rag," Reg Carter says. According to another fisherman, "Eric Fitzpatrick got his leg broke and they wouldn't bring him home; they kept him out at sea with his leg broke."

A trip is about twelve days long, and then there are two days on shore before you have to go out again. "Sometimes it's not even that," Ray Cooper says. "Sometimes you come in Monday morning and have to leave again Tuesday afternoon.

"And if we land at Canso, say we land at Canso at 7 o'clock, we don't get home to Mulgrave until maybe 10, maybe 11 o'clock. We're all on the bus, and we have to wait for the mate to do something, wait for the skipper to do something else. The bus driver wouldn't wait for the crew, but he waits for the skipper and the mate."

The men get their pay cheques for a trip about an hour before they are scheduled to go out on the next one. At Acadia, the pay cheque is calculated on the basis of a small wage—$4 for a deck hand, $5 for a third hand, and so on up to $10 for the skipper—plus a payment based on a 30 per cent share of the catch, at prices ranging from about three cents a pound for redfish to ten cents a pound for the best haddock. At Booth, the share is 37 per cent, but there is no wage. It is this share method of payment that is the basis of the companies' claim that the fishermen are 'co-adventurers'.

How the share is calculated is one of the fishermen's main grievances. The only explanation of his pay that a fisherman gets is a small yellow slip telling how much of it is wage, how much is share, and what was deducted. "They tell us that most of the fish is second-class fish," says Reg Carter, "and that's why we're getting so little for it. But when they sell it there's only one class of fish.

"The fish that they're paying us five and ten cents for, they're selling in the States for eighty cents or a dollar ten. Then Acadia tells us that they're not making any money, and they say they've got figures to prove it. But in those figures, they use the prices they're paying **us** for the fish, and we know those aren't the prices they're selling it for. They expect us to believe that, they think we're just dumb Newfoundlanders. But we're not so dumb."

A fishermen's pay for a trip varies widely depending on how good the catch was; on one twelve-day trip last October, Carter made $137.58, and that's not unusual. Working twelve months last year, as a deck hand, he made about $2,600; Ray Cooper, working as a third hand, made $3,400 for eleven months.

Out of this fishermen pay for their own grub, buy their own gear, and try to live and, in most cases, support a wife and children. "And we can't buy our grub our own self," Ray Cooper says. "We have to go to whatever store the company sends us. Even if we can get meat for eighty cents a pound somewhere else, and we have to pay a dollar a pound where the company sends us, we have to go there. And if we go up to the office and say 'the grub bill's too high,' we're blacklisted."

Blacklisting is the companies' ultimate weapon, and they use it frequently and harshly. There are many different reasons for blacklisting, but most of

Archives de la Ville de Montréal
29/36

them have to do with challenging company orders. If a fisherman asks any questions about his pay, he is told to mind his own business. If he persists, he is blacklisted.

Skipper Reg Miles was blacklisted for similar reasons. The company brought in ninety Portuguese a few years ago to work at even lower wages than the Newfoundlanders. When they wanted to put six Portuguese on Miles' boat, he balked—"I don't have anything against them—I don't want you to write anything against the Portuguese—but they don't speak English and it makes it very hard, especially if there are six of them on board." Miles refused to sail. The company told him he didn't have to sail: he was blacklisted.

But often men are blacklisted on what appears to be the whim of the company. One cook was blacklisted for six months for forgetting to order milk. Gerry Fitzpatrick's blacklisting occurred when he was accused of breaking a jar of mustard pickles on board.

When a fisherman is blacklisted, he can't work for the company for the period of time specified. A man might be blacklisted for as little as three months, but Gerry Fitzpatrick's term was the usual one—ninety-nine years.

"If you're blacklisted, you've got to find part-time work," Ray Cooper says, "and you can't find that around Mulgrave. You've got to go to Halifax, or maybe Prince Edward Island to work, and that's a long way from home. You've got your family here in Mulgrave, and you want to be handy to home, so you just sit around the house."

Ordinarily, however, a fisherman will spend very little time at home, and his wife has to get along by herself. There are few jobs for women in Mulgrave—working in the fish plant, being a waitress—and most of the women have to stay home with their children anyway.

While her husband is away, a fisherman's wife will mind the kids, clean the house, play cards with the neighbors, watch the heavily-mortgaged television set. It's a lonely existence. "When Ray comes home, we have to squeeze two weeks into two days," Christina Cooper says. And many of the men, with no other outlet, spend their two days on shore drinking in the Canadian Legion hall instead of with the families they never get to know.

In Mulgrave and Petit de Grat, all the fishermen work on the company trawlers, but in Canso, many of them own their own small boats and sell fish to the company. These 'inshore fishermen', however, are just as dependent on the company as the trawlermen, and they have been just as active in union work and in the strike.

As a result of changes in the fishing industry, the inshore fishermen's situation is a particularly precarious one. With the help of generous long-term federal and provincial government loans, the companies are building large, modern trawl fleets, plants, and ports, and the inshore fishermen are being squeezed out.

"The inshore fishermen are being forced to the wall," says Homer Stevens, "in just about as vicious a way as the Enclosure Acts were used to take people off the land in Britain and stick them into factories and into the slums of London and Manchester.

"The whole question is whether the fishermen get anything out of this modernization, except more misery, more boats being overturned on the high seas because of ice conditions, extremely low living standards on the boats that are sent out with all this modern equipment paid for with public funds (both Booth and Acadia have received hefty federal grants for new trawlers), and the complete uprooting of fishermen's communities without any real plan and without them having any say in it."

"My personal attitude towards injunctions, contempt proceedings, etc., would best be described as 'militantly contemptuous' of the false façade of 'impartial justice' which fails to hide the harsh class (justice?) which prevails. Someday labor will rouse itself, establish its own government, courts, and real justice. Then the phony judges can clean shit and write their biographies."

—Homer Stevens, in a brief autobiography written in prison, 1968

When the United Fishermen and Allied Workers' Union first began to work with fishermen in Nova Scotia in 1967, it could look back to a history of more than seventy years of organizing on the west coast.

Unionism in the salmon-fishing industry in British Columbia dates back almost to the beginnings of the industry itself on a commercial basis at the end of the last century. In 1900 and 1901, there was a series of bloody strikes, and at one point the government brought the 'sockeye soldiers'—members of the Princess Patricia's Light Infantry—into Steveston to help strikebreakers.

"This was in the days prior to the use of injunctions," says Homer Stevens. "They just used the power of the state openly."

The early unions had virtually all been smashed by World War I, but they began to rebuild in the 1920s and by the thirties had gained a certain amount of power and strength. However, the unions were all fairly small—there was one union of shore-plant workers, one of herring fishermen, one of halibut fishermen, and several different unions of salmon fishermen based on different types of gear being used.

The process of merger began in the early forties, and by 1945 the unions had all come together to form the United Fishermen and Allied Workers' Union, affiliated with the Trades and Labor Congress of Canada.

Like its predecessor unions, the UFAWU won contracts on the basis of 'voluntary recognition'—company recognition of the union's strength—since the fishermen's right to bargain collectively had no legal basis.

The union helped gain Workmen's Compensation and Unemployment Insurance coverage for fishermen. In the mid-fifties, it successfully fought an attempt by the government to declare it illegal under the Combines Investigation Act, which had been passed originally to protect the consumer from collusion among large corporations (since fishermen are not employees, a fishermen's union is not a trade union but an illegal combine—or so the government's reasoning went).

Under its banner, B.C. fishermen conducted major strikes; the most recent one was in 1967. That strike, largely won by the fishermen, led to prison terms for defying an injunction for then president Steve Stavenes and secretary-treasurer Homer Stevens, a lawsuit by the companies and, this past summer, a $107,000 judgment against the union by Mr. Justice Gordon Rae of the British Columbia Supreme Court. Mr. Justice Rae based his opinion that the strike was illegal on the 1947 judgment of the Nova Scotia Supreme Court that fishermen were co-adventurers.

Over the years, the UFAWU acquired a reputation as a strong, militant union, tending toward the left wing of the labor movement. "Now, it's not communist," Stevens says. "As a communist I might say, 'I wish it were.' " As the atmosphere of the Cold War and the McCarthy era swept the labor movement in the early fifties, many left-leaning unions

On a question such as this there was no neutrality, you were either for the fishermen or for the companies.

were purged; the UFAWU was among them.

In 1953, the UFAWU newspaper *The Fisherman* published an editorial condemning the raiding of the Civic Outside Workers' Union in Vancouver, which had been expelled from the Congress a year earlier for failing to get rid of its communist leadership, by a TLC-supported group. The editorial said that this sort of thing would continue to happen as long as there were unprincipled people in the leadership of the labor movement.

The TLC executive demanded a retraction of the editorial. When the editor of *The Fisherman* refused to retract, the executive suspended the UFAWU from the TLC for not carrying out Congress policy. The suspension was upheld at the 1954 TLC convention in Regina.

There were, of course, other reasons than the editorial for the suspension of the UFAWU. George Hewison, a UFAWU organizer from Prince Rupert, B.C., says that the real issue was control of the union by the rank-and-file, which could not be tolerated by the men at the top in Ottawa.

Hewison also thinks that the TLC executive wanted to pave the way for raiding of the UFAWU by the Seafarers' International Union, which had been brought into Canada by the federal government to smash the left-wing Canadian Seamen's Union (the Canadian Fishermen's Union, which carried out the 1947 attempt to organize fishermen in Nova Scotia, was affiliated with the CSU).

The UFAWU underwent a long period of conflict with the SIU, but it survived and, more recently, has received support from the Seafarers.

In 1956, the TLC merged with the Canadian Congress of Labor to form the Canadian Labor Congress, parallelling the merger of the AF of L and the CIO in the United States. The UFAWU applied to join the CLC, and that application has stood before the Congress ever since, without being accepted and without being flatly rejected.

In recent years, the CLC executive has taken the position that the UFAWU can only come into the Congress by merger with an existing affiliate, on the grounds of encouraging larger and stronger unions. It has suggested the Canadian Food and Allied Workers' Union, Canadian branch of the Amalgamated Meat Cutters and Butcher Workmen, as the most likely union to merge with, and there have even been preliminary talks between the CFAWU and the UFAWU. "If anyone saw the terms Homer Stevens was offered, he would be amazed that he turned them down," says Jean Beaudry, executive vice-president of the CLC.

"The basic question is not really refusal or acceptance of a merger proposition," Stevens replies. "The merger proposition didn't even come about until after our application was made. If there's to be discussion of merger, on the basis of building bigger, stronger, more effective unions, then we should have the right to discuss that as equals, and not be in an unequal position where the Congress is saying to us 'you can only come into the Congress that way.' If the Congress is serious about building bigger, better, more powerful unions, which it should be, there shouldn't be any inequality about it at all.

"They have a tremendous field to work in. There are over a hundred affiliates, where they are talking about narrowing it down to perhaps eighteen or twenty. We don't see that as a process of shotgun marriages. We see it as a process of equals sitting down to discuss, within the framework of the need of the workers involved, the kind of structures they want, structures that are suitable to local conditions. It can't be forced."

At the 1970 CLC convention in Edmonton, delegates voted by a two-to-one margin against direct UFAWU affiliation and supported instead a resolution submitted by the CLC executive that the Congress "pursue vigorously its attempts to effect the entry of the UFAWU into the Congress by merger with the CFAWU." Although CLC president Donald MacDonald's tirade against the UFAWU, delivered after the vote was taken, as a "sinister element" trying to "pervert" the labor movement received most of the press coverage, there was substantial support for direct UFAWU affiliation, particularly among British Columbia delegates.

Meanwhile, the UFAWU had expanded beyond its west-coast base. Motivated by the fact that no one else had tried to organize Maritime fishermen in twenty years, and also by the increasing number of west-coast fishermen going to fish on the east coast, the union in 1966 sent a team of four organizers to investigate possibilities in the four Atlantic provinces and the Gaspé region of Québec.

They decided that Nova Scotia, where the shore-plant workers were already organized in the Canadian Seafood Workers' Union and the labor movement as a whole would be most likely to provide support, offered the best opportunities for organizing fishermen and the best chance of success in an eventual conflict.

"Our organizers found that fishermen by the thousands felt they needed and wanted a union," Stevens says. "But there were several things they had to contend with. One was a considerable amount of despair and pessimism about the possibilities of organizing actually being effective. On the other hand, many fishermen had the attitude that all they had to do was put their names on an application card and all of a sudden there would be contracts and all sorts of benefits; I don't know how many speeches we made saying that this was going to be a struggle and they were going to have to be involved in it and carry the main burden of it.

"And we also had to overcome the stigma that had been attached to our union, not only by the companies but by the press and people in some of the church groupings and other institutions as well."

"If the Church and the federal and provincial governments support this union, then the strike is over and Acadia Fisheries will acept it. Of our own volition, however, the Company regrets very much that it cannot in all conscience and alone take the responsibility of introducing such a union to Nova Scotia."

—F.C. Burton, director of Acadia Fisheries, in a letter to Anglican Bishop Davis

In one advertisement run in Nova Scotia newspapers early in the strike, Acadia Fisheries Ltd. described itself as "a small company, owned by an old English family business, still run by one family.

"In Mulgrave and Canso," the ad went on, "Acadia Fisheries is in the

Archives de la Ville de Montréal
30/36



Photo courtesy of **The Fisherman**

hands of good Canadian citizens with a deep respect for Canadian law and order and concern for the welfare of the communities they live in."

But in fact Acadia, through Boston Deep Sea Fisheries, the English company which owns it, is connected to the Grimsby Group, a giant British consortium. Like so many other small companies, Acadia is the local arm of a large multinational corporate structure.

Booth Fisheries is a part of the U.S.-based Consolidated Foods empire, which in 1969 had sales of more than a billion dollars. Consolidated Foods operates restaurants and retail stores, manufactures chemicals, draperies, rubber stamps, hospital equipment, vacuum cleaners, women's underwear, Early American furniture, and all manner of foods, mostly in the U.S. and Canada.

Sara Lee, Popsicle, Chicken Delight, Electrolux, Fuller Brush, and Wonder Bra are some of its better-known brand names. Booth itself has plants in Newfoundland, western Canada, the United States, and Mexico as well as Petit de Grat.

But to single out Booth and Acadia is, in a sense, to miss the point, for the strike is not being waged by them alone.

It is being waged by the whole fish-processing industry and its allies, the Nova Scotia elite that Homer Stevens calls the "codfish aristocracy." The former Nova Scotia government, headed by Conservative premier Isaac Smith, is part of that élite, and so is the new Liberal government of Gerald Regan.

Part of it too is the *Halifax Chronicle-Herald*, the province's largest newspaper, which has treated the strike so one-sidedly that it has succeeded in single-handedly instilling a permanent mistrust of reporters among the fishermen and their friends.

"The fishing industry in Nova Scotia has made a decision," Stevens says, "and that decision amounts to this: to do everything possible to prevent the growth and strength of militant, capable unionism in the industry."

Citing the brief that the industry, united in the Fish-Packers' Association of Nova Scotia, presented to Judge Nathan Green's inquiry into the strike—one day after hearings had supposedly ended—Stevens says that "essentially all the strategy and tactics have been worked out in a combination of all the companies."

Co-operation among the companies has occurred in various ways. Mostly it has taken the form of the industry getting together to use its influence with the courts, governments, governmental bodies like the Green commission, and the media.

"They've also done what they could to co-operate in the economic field," Stevens says, "but this is the hardest part to trace."

Jeremy Akerman says that National Sea Products, the large, locally-owned fish-processing company with plants at Halifax, Lunenburg, Louisbourg, and elsewhere, has taken over Booth and Acadia's markets to protect them until the strike is over.

Some of the companies—including National Sea Products—have signed union contracts, but none has signed a contract with the UFAWU. Instead, the companies have accepted the Canadian Brotherhood of Railway, Transport, and General Workers (CBRT), which moved into the fishing industry about two years after the UFAWU began organizing.

According to Guy Henson, professor at Dalhousie University in Halifax and chairman of the Joint Labor-Management Study Committee, key factors in the companies' coming to terms with the CBRT have been the existence of a "level of trust" and "communication between a CBRT representative and an executive of a major operator" through the Joint Committee.

Other observers have been less kind to the CBRT. Edison Lumsden, president of the UFAWU's Canso local, says that "the CBRT contracts are not much better than what we have now." Father Ron Parsons of Canso adds that the CBRT, primarily a railway union, simply does not have the expertise to do a good job in the fishing industry.

Father Thomas Morley, a Roman Catholic priest from Bras d'Or on Cape Breton, accuses it of "company unionism" (Henson says he would "put on sackcloth and ashes" if he had been a party to negotiations involving a company union).

In any case all the companies, including those that have signed contracts with the CBRT, still maintain as stated in their joint brief to the Green inquiry that fishermen are co-adventurers and do not have the right to the union of their choice.

The Nova Scotia government, meanwhile, played a waiting game. The government has $9 million invested in Acadia Fisheries' Canso plant (Acadia was behind on its interest payments when the strike began) and the fishermen have repeatedly called on the government to use the leverage involved in that investment to force the companies to settle the strike.

But labor minister Tom McKeough's efforts to act as a 'mediator' won him no friends among the fishermen. "McKeough is on the comapnies' side," Reg Carter said in September. "He always was, he always will be, and until somebody votes him out of the office which he's into now, it'll never be changed."

Along with Ottawa, the government was also responsible for launching the Green inquiry, which initially raised the fishermen's hopes for an early settlement but left them disillusioned when Judge Green recommended that the fishermen go back to work under pre-strike conditions before negotiations began.

"Judge Green came here," Carter says, "and asked the fishermen what was happening, and we told him. But where was that in the report? I didn't see none of it."

The Green report did come out for the fishermen's right to have unions of their choice—eventually. Because the courts have never decided which government, federal or provincial, has jurisdiction over labor relations in the fishing industry, both governments have been able to let themselves off the hook for not passing legislation giving fishermen the right to unionize (although legal niceties didn't seem to bother Angus L. Macdonald when he wanted to **deny** fishermen the right to unionize in 1947).

Judge Green recommended that each of the two labor ministers make a commitment now that, if the courts give his government the jurisdiction, he will immediately introduce legislation giving fishermen the right to bargain collectively. Tom McKeough, under heavy pressure, made that commitment.

Federal labor minister Bryce Mackasey did not, and his flat refusal to comment on the matter has been part of what Homer Stevens calls Ottawa's "strong duplicity" in the fishermen's dispute. Farther from the scene than the Nova Scotia government, and less visible, federal officials have made it quite plain that the fishermen can expect no help from them.

When Frank Howard (NDP—Skeena) asked in the House on June 8 whether the government would take any steps to settle the strike, Mackasey replied simply, "no." Howard then asked whether the government would take steps to ensure that fishermen were given the right to collective bargaining, as recommended by H.D. Woods' task force on labor relations, and Mackasey said "this is always a possibility when these proposed changes are brought before the House."

Meanwhile, in his white paper on unemployment insurance, Mackasey recommended that "self-employed" fishermen (i.e. 'co-adventurers'), who have been covered under the Unemployment Insurance plan, be removed from the plan and put under a separate insurance scheme that would be set up especially for them. This would withdraw the only legal vestige of employee status that fishermen had.

But the government presence that has been most keenly felt has been that of the justice departments, not the labor departments. The RCMP harassment early in the strike (the Mounties have been much friendlier to the fishermen since adverse publicity forced Ottawa to cool them) and the provincial government's zeal in prosecuting fishermen after the injunctions were brought down have not been forgotten.

Press campaigns against the UFAWU in Nova Scotia date back to 1967, when the *Chronicle-Herald* and other papers ran anti-union coverage—fed to them by the Fisheries Association of British Columbia—of the B.C. fishermen's strike. In the current strike, virtually every company statement has received full and sympathetic coverage in the *Chronicle-Herald*. Because there are so few outlets in Nova Scotia, the paper, with province-wide distribution, has a strong influence.


FATHER PARSONS

At crucial points in the strike, the *Chronicle-Herald's* inevitable big red headline has been used with maximum effect. On August 13, with the Cape Breton Labor Council threatening a general strike and the Green report expected any day, the headline said, "B.C. UNION (the UFAWU is always referred to as a 'B.C. union') LACKS TOP CLC BLESSING." Underneath, a subhead said "Communist leadership is factor," and a story by Eric Dennis, the *Chronicle-Herald's* Ottawa correspondent and a member of its ruling family, reported on Donald MacDonald's view of the UFAWU.

To the side, another story was headed "Settle strike easy"—Acadia manager A.L. Cadegan was saying that the strike would be settled immediately if the UFAWU left the province.

Four days later, a story from Petit de Grat by Linden MacIntyre, who has handled much of the coverage from the Straits area, was headlined "TRAWLERMEN DISCLOSE PLANS TO QUIT UFAWU." Somehow, two months later, the trawlermen are still in the UFAWU.

One day in August, a man went into a small grocery store in Mulgrave to buy a bottle of pop. The storekeeper, sympathetic to the fishermen, recognized the customer as Linden MacIntyre. "The only way you're going to get a bottle of pop," he told MacIntyre, "is over the head."

"The church has lost its old fervor. Respectability seems to count for so much now."

—Father Thomas Morley

When five fishermen were arrested in Guysborough on May 11, the newly-arrived Anglican rector of Canso went to visit the men in jail and interceded with authorities in an effort to get them out. It had not taken Ron Parsons long to get involved in the strike.

His voice in support of the fishermen

Archives de la Ville de Montréal
31/36

would be heard more and more over the next few months, at meetings, from the pulpit of the little Canso church and the other churches under his jurisdiction. And he soon found the controversies that the strike had given rise to in the community exploding around him.

A little more than a month after his arrival, Bishop Davis was presented with a petition from twenty-six members of Father Parsons' congregation, most of them church officers, demanding that the new rector be "controlled." The petition said he was "second only to Homer Stevens as a troublemaker in the community."

Bishop Davis also received anonymous letters warning that Father Parsons would be shot and the Canso rectory burned down unless he stopped supporting the fishermen.

"The Bishop called me in and said he was concerned," says Father Parsons. "I was too, to tell you the truth, but I said no, I'm not going to back down while the strike lasts."

After the strike he plans to ask for an ecclesiastical trial to contest the charges, but he sees his first duty at the moment as being to the fishermen. "I haven't called a meeting of church officers since the petition," he says. "I don't dare to."

The big, outgoing, 46-year-old Father Parsons takes it for granted that "if you are going to do Christian work you will get into trouble with your church government," but Father Cal MacMillan of Arichat, younger, quieter, and more intense, wanted at the beginning to remain neutral.

He soon found that on a question such as this there was no neutrality, that you were either for the fishermen or for the companies, and he was forced to express his natural sympathies for the fishermen. And his involvement deepened, until in September he found himself (along with Father Parsons) in the middle of a determined campaign to get welfare for the families of striking fishermen.

With the support of Father Parsons and Father MacMillan and Bishop Davis's statement condemning the jailings in June, the actions of the Anglican church have, on the whole, pleased the fishermen. The position of the Roman Catholic church has been much more ambiguous, and there have been those within the church itself who have strongly condemned its leadership for not taking a more definite stand.

"The deportment of the Anglican church has been one that we could have emulated," says Father Thomas Morley. "It would be much more credible if



FATHER MORLEY

the (Roman Catholic) Diocese of Antigonish had come out definitely against the strike, but their position is that they haven't taken a position. They haven't had the courage to take a stand."

Father Morley, whose parish of Bras d'Or is at the eastern end of Cape Breton, about seventy-five miles from the Straits of Canso, became interested in the strike when the *Cape Breton Highlander*, a weekly newspaper published in Sydney that has supported the fishermen, ran an article detailing the conditions that fishermen underwent on the trawlers. A couple of years back, Father Morley, many of whose parishioners are fishermen, had gone out in a trawler for eight days to see what it was like.

"I knew that what had been written in the *Highlander* article was true," he says, "but I didn't think people would believe it. So I decided to write to the *Highlander* myself."

In his article, Father Morley described his own experience on a trawler and said, "on the basis of that never-to-be-forgotten experience I can make the following statement: There is not a unionized miner or steelworker in Cape Breton or anywhere else who would work two successive trips on a dragger; one trip would be sufficient to convince him that here obtains the most foul exploitation of human resources still extant in our land....

"This is exploitation. We used to call it immorality. It is supported by discriminatory legislation and abetted by a court system that is rapidly becoming socially anachronistic....

"We ourselves should be on the picket lines with the fishermen at Petit de Grat, Mulgrave, and Canso."

Like Father MacMillan, he found himself becoming more and more deeply involved in the strike. In September, just before he left for a year's study in Ottawa, he served as an advisor to a committee of fishermen that went to Halifax in an abortive attempt to negotiate with the companies.

One of the things that has disturbed Father Morley most has been the position of some of the Catholic clergy in the strike area, particularly around Petit de Grat.

Father A.P. Poirier of Arichat and Father George Arsenault of Petit de Grat have lent their support to a movement to "get rid of Homer Stevens"; Father Poirier was quoted as saying that, since the fishermen are unskilled workers, the companies should have no trouble replacing them if they refuse to quit the UFAWU.

Father Morley calls that position "unmitigated strikebreaking" and criticizes Father Poirier and Father Arsenault for "basing their position on expediency and not on principle. These men just have no identification with struggling people."

These divisions within the church have been accentuated by the fishermen's strike, but they have always existed in Nova Scotia. The philosophy of clerical involvement on the side of the oppressed that was stated in the papal encyclicals *Rerum Novarum* and *Quadragesimo Anno* found expression in eastern Nova Scotia in the work of Father Moses Coady and his associates in Antigonish Movement.

Through the Extension Department of St. Francis Xavier University, which Father Coady headed from 1928 to 1952, they conducted a remarkable adult education program in the countryside and helped farmers, fishermen, and coal miners set up co-operatives. One of the obstacles they had to contend with was the opposition of conservative priests.

In the late forties, Father Coady devoted much effort to setting up a co-operatively-owned fish processing plant at Petit de Grat. The fishermen had reached the point of having their own

refrigeration equipment when a local Catholic clergyman, Father Boudreau, intervened. "It will take you ten years to get your own plant," said Father Boudreau, who had connections with Booth Fisheries in Chicago. "I can have a plant for you in a year."

And he did. Booth Fisheries came in, took over the refrigeration equipment that had belonged to the fishermen, and built the plant. Father Coady's dream of a fishermen's co-operative was realized instead at Port Bickerton, seventy-five miles west of Canso, where, according to Father Morley, the fishermen are doing very well.

"Petit de Grat will rue the day," Father Coady is reported to have said before he left, "when Booth Fisheries came to its shores."

"The companies are trying to starve us out, but they're not doing a very good job on it. Looks like we'll starve out the companies instead."

—Ray Cooper

By the end of July, the strike had settled into a test of the fishermen's ability to hold out against the companies' grinding campaign of starvation and fear. It became increasingly difficult for the men to subsist on their strike pay—$10 a week for a single man, $15 for a married man, and an extra dollar for each child up to a maximum of $20. Most of the union's strike fund came from contributions, and they kept hoping that they could increase the strike pay; but only once were they able to double it, and the next week it was back to the old level.

There was always a supply of fish in Canso, where many of the strikers are inshore fishermen with their own boats, but in the other towns the companies' attempt to starve the fishermen out stood a better chance of success. The fishermen were determined to fight it, and they were helped by contributions of potatoes, other vegetables, and eggs from the Nova Scotia branch of the National Farmers' Union.

Slowly, men began to drift away from the strike area. In Petit de Grat and Canso, attachment to home as well as loyalty to the union kept the men from leaving, but in Mulgrave, where most of the fishermen had come from Newfoundland, the hunger, the mounting finance payments, and the boredom of the long days were beginning to tell.

None of the men thought of going back to work for the company, but they did think about going to work somewhere else. It was always a difficult decision, they always contributed ten per cent of their pay to the union, and usually they came back to the strike area after a couple of weeks. But by mid-September, more than half the men in Mulgrave had gone to Prince Edward Island or Newfoundland to fish.

The fish companies, acting as a group, had a double-edged policy on this. Members of the union could always easily find jobs elsewhere, since that took them away from the picket lines.

But less committed people, skippers who are not union members but simply refused to scab, for a long time found it impossible to find work with any other company.

Seeing that the fishermen would not give in easily, the companies were also trying to get to the townspeople, and particularly to the 800 shore-plant workers. The most powerful weapon in this campaign was the companies' repeated threats to pull out of Nova Scotia if the fishermen did not give in.

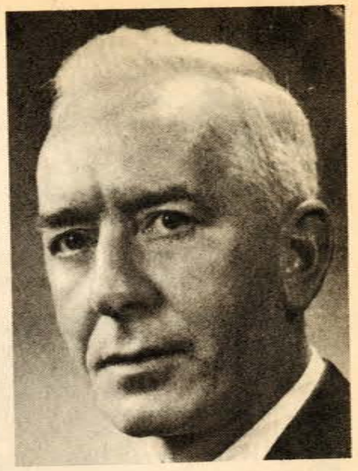
Acadia manager A.L. Cadegan said "fishing is finished in Mulgrave" and told the provincial government that the Mulgrave plant would be closed permanently at the end of October.

Early in June, Booth threatened to pull out of Petit de Grat by June 27 if the fishermen were still on strike, but June 27 arrived and Booth suddenly remembered that they had not notified the government of their intention to leave as required by law. They set another deadline of August 21, but that deadline too came and went without Booth's pulling up stakes.

However, the fears on which the companies were playing are very real ones in Nova Scotia. Foreign-owned companies, enticed to the province by tax concessions and the promise of cheap, unorganized labor, pull out when they see the tax concessions running out, the wages going up (a little bit), and unions organizing the workers.

The memory of Friday, October 13, 1967 haunts every Maritimer—on 'Black Friday' the British-owned Dominion Steel and Coal Company announced that it would close its steel plant at Sydney, threatening 3,200 workers with unemployment and Nova Scotia's second largest city with a slow death.

But the fishermen also remembered that the steel plant and the town of Sydney were saved—the government took the plant over, and not only kept it alive but turned a profit within a year—and



TOM McKEOUGH

refused to be cowed by the threats from Booth and Acadia.

"Let them pull out!" says Reg Carter angrily. "The government got to take it over. Why should the people of Nova Scotia turn around and kiss England's arse? Let them get out and good riddance to them!"

Albert Martell, a shore worker in Petit de Grat and president of local 109 of the Canadian Seafood Workers' Union, has reacted differently to the threats.

Early in the strike, his local voted to support the fishermen and contributed $1,000 to their strike fund. But in June, a Petit de Grat "committee of concern" organized a vote in the community on the question, "do you want Booth Fisheries to remain in Petit de Grat?"

Not unexpectedly, the vote was 269-1 in favor of Booth's staying, and it was interpreted by Martell as a vote against the UFAWU. He began making virulent anti-UFAWU statements and collaborated with Father Poirier in the campaign to "get rid of Homer Stevens."

In August, Martell sent a telegram to the Nova Scotia Federation of Labor and the federal and provincial governments saying "Local 109 demands positive action be taken by the Nova Scotia government and the Federation of Labor to remove Homer Stevens and his co-workers from our province....The 90 per cent striking fishermen are in fear of reprisals due to threats made by Homer Stevens."

But Martell had never called a meeting of Local 109 since he began his campaign, and still hasn't, despite petitions from the membership. The *Chronicle-Herald* and its allies treated Martell's statements as meaning that the Seafood

Archives de la Ville de Montréal
32/36

Workers wanted to get rid of the UFAWU, but most of the shore workers continued to support the strike and all of them refused to cross the picket lines. But the wear of the long strike was affecting them too, and their Unemployment Insurance stamps were beginning to run out.

Support from the labor movement as a whole continued to pour in, and the walls of the union hall at Mulgrave were papered with letters announcing contributions from unions all across the country.

By mid-October, $70,000 in contributions had come in, about 45 per cent of it from Nova Scotia and another 40 per cent from British Columbia. Among the contributions was one of $1,500 from the CBRT, which supported the strike even though it had undercut UFAWU organizing attempts in several Nova Scotia ports.

"One or two of our Brotherhood representatives see the fishermen as a big membership grab," said Dick Greaves of Toronto, a member of the CBRT national executive board. "It's as mercenary as that. The UFAWU has done a tremendous job, and in an organizing situation like this there's no room for labor to equivocate, from the CLC right on down the line."

The Cape Breton Labor Council threatened a general strike for August 21 in support of the fishermen. Judge Green rushed to complete his report on the strike by the deadline, and when the report came out the Council postponed the general strike "to allow the fishermen time to study Judge Green's recommendations," although it was clear that the report was completely unsatisfactory to the fishermen.

The Council was criticized for what *Cape Breton Highlander* publisher Sandy Campbell called its "indecent eagerness" to postpone the general strike, but Winston Ruck, president of the Labor Council's most powerful union, Sydney's local 1064 of the United Steelworkers, said there had been no change in his determination that the strike "must be settled to the satisfaction of the members of the United Fishermen and Allied Workers' Union."

The Nova Scotia Federation of Labor also provided continuing support, despite the position of its parent body, the CLC. Jean Beaudry of the CLC was angry at the Federation of Labor's stand, and said that the UFAWU, as a non-affiliate, was "not entitled to the services of the Congress" in its fight. Still, the only opposition to the Nova Scotia Federation's stand at its convention in Halifax early in October was some under-the-surface dissatisfaction with the leadership for not being more active in support of the fishermen.

Early in September, the fishermen met with representatives of the Federation of Labor to work out a UFAWU negotiating position that would be backed by the Federation.

In those meetings the fishermen made some important concessions, the most significant of which was a temporary withdrawal of their demand that the UFAWU be recognized and concession to the companies' insistence that the fishermen negotiate as an ad hoc committee instead of as the UFAWU.

This move was made reluctantly, and it disappointed many. "For me, the real issue in this strike has been freedom of choice," said Father Parsons, "and now in a sense they've given that up."

The fishermen themselves were as determined as ever to have the union recognized, and while they were prepared to concede temporarily to build a stronger negotiating position, they were also prepared to go on strike again next April for recognition, if that proved necessary.

When they finally sat down with the companies over the bargaining table in Halifax on September 9, the fishermen were confronted with a long list of further company demands: that inshore fishermen, clergymen who were present as advisors, and UFAWU organizers Homer Stevens and Con Mills be kept off the negotiating committee; that the fishermen's picket lines be lifted; that they be allowed to remove processed fish and fish meal from their plants.

The fishermen agreed to all of these.

Then the companies demanded that they be allowed to send vessels out to sea and bring new fish into the plants—i.e. that the fishermen surrender—before they would negotiate.

The fishermen refused.

Even 'mediator' Tom McKeough, whose government had just called an election for October 13 and would have loved to be able to announce a settlement of the strike by that date, seemed shocked at the companies' hard line. The negotiating committee returned to the Straits area empty-handed.

"How far can you go?" exploded Reg Carter, a member of the committee. "How far can a poor fisherman go? We gave up our union—we never should have done that. We gave in on Con and Homer—we never should have done that. We gave in on the inshore fishermen. We gave in on the advisers. We lifted our picket lines—all to please the Federation of Labor, and McKeough, and the companies. Then they tell us that we're going to go back fishing—well that's bullshit."

A settlement still seemed far away, and now the winter was approaching, and the fishermen would need money for fuel. Local and provincial officials had stalled all summer on the fishermen's families' requests for welfare; now, with the election campaign on, requests were suddenly granted in Petit de Grat and Canso. But some of the families continued to have trouble getting welfare, and local officials in Mulgrave still refused to budge.

On the whole, the election held out only a remote hope for improvement. Everyone expected the Tory government, with 41 out of 46 seats in the last legislature, to be returned, even if with a reduced majority, and the Tories were running on an anti-labor platform. On Labor Day, Tom McKeough took the unusual step of refusing to extend greetings to the working people of Nova Scotia on the grounds that "too often we have seen the substitution of an illegal picket line for the bargaining table."

And if the Liberals won, things would be little better. Liberal leader Gerald Regan failed to take advantage of what Sandy Campbell (whose *Highlander* came out for the Liberals) felt was a golden opportunity to win support by backing the fishermen. Instead, Regan refused to commit himself one way or the other.

At one Liberal rally in Halifax late in the campaign a member of the audience, dissatisfied with the answer Regan had given to a question about the strike, dumped a bag of fish in front of him and said "this is the real issue in the election."

Jeremy Akerman supported the fishermen and was a frequent visitor to the Mulgrave union hall, but the NDP seemed to have little chance of taking even one seat. However, Akerman did succeed in turning the previously apathetic fishermen into a committed band of NDP supporters. "Us fishermen, we never paid too much attention to politics before the strike," said Eric Fitzpatrick, a fisherman from Mulgrave. "When we came on shore we'd never talk about politics, we'd just get drunk, and try to forget about everything. If a program that had anything to do with politics came on TV, we'd turn to another program—Donald Duck or something. At election time they'd come around and offer us a quart of rum or a case of beer and tell us who to vote for—I'd vote for whoever came around first. But anyone who takes his vote seriously wouldn't sell it like that. Now I wouldn't sell my vote for five hundred dollars. If somebody offered me five hundred dollars I wouldn't lie to him, I'd tell them how I'm going to vote—NDP."

On October 13, there were two hundred NDP votes in Canso, another hundred in Mulgrave, and a thousand in the Straits area as a whole—where there had never before been an NDP organization.

The new atmosphere in the province that the strike had helped bring about led to other changes as well. The Tories were defeated, and Gerald Regan would form the next government, but he lacked an absolute majority. To stay in power he would have to retain the support of Akerman, elected in Cape Breton East, and another New Democrat, Paul McEwan, elected in Cape Breton Nova.

That might mean that the NDP could force the government to do something for the fishermen. And among Regan's own Liberals elected was the lawyer who had represented the fishermen at their trials, Len Pace. The remote hope seemed to have been realized.

Meanwhile, a second attempt to get negotiations going had proved more successful. The companies had dropped their demand that new fish be brought into the plants and the fishermen had agreed to lift their picket lines for a trial period of ten days, and negotiations began in Antigonish on September 22.

After the ten days, the talks continued and the picket lines stayed down. A few days before the election, McKeough was able to announce an agreement—enough to save his own Cape Breton seat, but not enough to save the government.

The agreement was "nothing to write home about," as Con Mills said; the fishermen would continue to work long hours for wages lower than the legal minimum. But it was a step forward, and with the winter coming on the fishermen didn't feel they could hold out for any more at this point; the agreement was quickly ratified.

A separate agreement for the inshore fishermen remained to be worked out, and so did questions like discrimination against strikers and the threatened closure of the Mulgrave plant. The negotiators moved to Halifax.

But the pressure to get the boats out again was strong. The inshore fishermen were unwilling to hold up the trawlermen, and had to be satisfied with a statement from management promising to deal with their grievances rather than an agreement. The reopening of the Mulgrave plant would depend on a grant from the new government. And as the boats started to go out again in the first week of November, the fishermen who had struck were still not assured of protection from the dreaded blacklist.



ERIC FITZPATRICK AND 3 OF HIS SIX CHILDREN

At Petit de Grat, there were further problems. At the beginning of the strike, Booth had removed three boats from Petit de Grat and taken them to their Newfoundland plant, and they now showed no intention of bringing those boats back. That meant that there were more fishermen than there were places on the boats that remained, and this was used to divide the men.

As well, the work of Albert Martell, Father Poirier, and Father Arsenault had had some effect, and the future of the Petit de Grat local was a bit uncertain. At Mulgrave and Canso, however, the men's commitment to the union remained unshaken. There was a long struggle ahead: for changes in legislation, for recognition of the union, for better agreements.

But the gains that the fishermen had made in forcing the companies to an agreement were very real, and would be felt.

And the other gains, the intangible ones that had been building all through the strike, were no less real. "The normal way in which fishermen settled arguments," said Homer Stevens, "well into the third month of the strike, was to challenge each other out at the ball park and settle it that way. There was all kinds of feuding going on, between families within the community and one community feuding with another. But they've grown to understand that they really depend on each other, that they can't get anywhere unless they stick together, work together, put their heads together, and clear their heads of a lot of illusions. I think the most outstanding thing I heard said amongst a bunch of fishermen was that for the first time in their lives they've actually had time to get to know each other better, to sit down with each other and thrash things out

"They've realized that they're all fighting the same elements, and they've stopped fighting each other."

Robert Chodos is a member of the Last Post editorial co-operative.

Archives de la Ville de Montréal
33/36

LAST POST BOOK REVIEWS

The National Dream: The Great Railway 1871-1881, by Pierre Berton. 439 pp. McClelland and Stewart. $10.

I know the picture is as much a
forgery
as the protocols of Zion, yet it out-
distances
more plausible fictions.

—Alden Nowlan, Ypres 1915

A few months back, an acquaintance of mine told me that Pierre Berton was coming out with a book on the building of the Canadian Pacific Railway—it would have "all the dirt on the CPR," he said. I couldn't imagine a book by Pierre Berton having all the dirt on anything, but I made a mental note to read it when it appeared.

There is a lot of dirt in **The National Dream**; I don't know whether it is all the dirt or not but there's a lot of it. The Pacific Scandal is there, of course, in sordid detail, as are the influence-peddling, corporate fraud, and speculaton that went on throughout the 1870s, under both Conservative and Reform administrations. This is not one of your dry-cleaned company histories. But somehow it doesn't add up; the whole is less than the sum of its parts.

Berton's politicians, capitalists, and engineers are fallible, often venal, but they are all larger than life. It even extends to physical descriptions—"a mountain of a man in a stovepipe hat, his vast beard trimmed in the shape of an executioner's axe"..."this tousled and scholarly looking lawyer with the powerful build and the strange pallor"..."a stocky, powerful man with a massive, leonine head, the hair almost down to the shoulders, a short-cropped beard, a face scorched by the prairie sun and that single black eye—a glittering orb that, like the Ancient Mariner's burned itself into the listener's consciousness." One wonders how, in a mere hundred years, the Canadian male could have declined so greatly in stature, strength, and masculinity.

We are asked to accept Cartier, whose key role in the Pacific Scandal is not underplayed, as nevertheless "an attractive figure: a wiry, compact, totally dedicated Canadian patriot with all the vivacity of his race." George Stephen, the president of the Bank of Montreal, and Donald A. Smith, the future Lord Strathcona, who spent ten years chiselling furs out of starving Indians in Labrador for the Hudson's Bay Company before rising to the top of the CPR-B of M financial empire, come across as farseeing nation-builders. Even Sir Hugh Allan, the central figure in the great scandal, is pathetic rather than evil, appealing in his crudeness, a sort of nineteenth-century Squire Western.

And that's ridiculous, too, and nothing
on which to found a country.
Still
it makes me feel good, knowing
that in some obscure, conclusive way
they were connected with me
and me with them.

—Alden Nowlan, Ypres 1915

There is a story to be told about the building of the CPR, but it's not the one Berton tells (maybe he'll tell it in the second volume, scheduled for publication next year, but I doubt it). Anyone wanting to piece that story together for himself will find the Berton book useful (although perhaps not as useful as Harold Innis's musty volume, now almost fifty years old, replete with statistics, documents, and footnotes), but after reading it he will still have a lot of work to do.

For Berton's description of the 1870s as "an era which saw the commercial interests working hand in glove with the politicians to develop, exploit, or consolidate the nation (one could use all those verbs) for personal profit, political power and (sometimes incidentally) the national interest" is not an adequate one. And his conclusion that "given the political morality of the day and the prevailing public attitude, the traditional Conservative partnership with business was probably the only way the nation could be built in a hurry" leaves too many questions unasked.

What kind of nation did the railway promoter-polticians build? Why was the same class that built the CPR so willing, only a few years later, to sell the Canadian economy piecemeal to the Americans? Who paid what price for the instant enrichment of Stephen, Smith and their cronies: What was the result of Canada, and particularly the virgin West, mortgaging its future to a private corporation? (Berton's only reference to the current social role of the CPR is a comment on the company's promise forever to operate the railway "efficiently": "that adverb was significant since it relieved the CPR for future responsibilities for unprofitable aspects of its operations—passenger service, for example." This is the company's interpretation of the adverb but one that, fortunately, is not shared by everybody.)

The National Dream is a good yarn told for those who still want to be convinced that Canadian-history-doesn't-have-to-be-dull. But the problem with the accepted versions of Canadian history has never been their dullness but rather that they are based on myths that are false and, ultimately, destructive.

The myth-makers (of which camp, Berton is a prominent member) are not helping to build a nation, but to perpetuate the relationships among the different sectors of this country that have made true nationhood impossible.

By Robert Chodos

Close the 49th Parallel etc

THE AMERICANIZATION OF CANADA
Ian Lumsden, editor

This important collection of essays describes the effects US corporate imperialism has on every part of Canadian life; it explains how this penetration came about, examines the costs of the process and suggests how it might be reversed. Contributors include Mel Watkins, Cy Gonick, David Drache, among others. $3.75 ($10.00 cloth)

Agenda 1970

PROPOSALS FOR A CREATIVE POLITICS
Trevor Lloyd and **Jack McLeod,** editors

This incisive collection of essays is concerned with the ever increasing powers of government and the effect this will have on the public interest. The authors offer a wide range of imaginative proposals for the reform and redirection of policy and institutions. Among the contributors are Mel Watkins, Gad Horowitz, Barry Strayer. $3.50 ($10.00 cloth)

Anatomy of a Party

THE NATIONAL CCF, 1932-1961
Walter D. Young

In the first full-scale study of the national CCF, Walter Young analyses its nature as a movement and as a political party. Making extensive use of materials from party files, personal papers, and interviews, he sheds light on the successes and failures of the CCF in Canadian politics. $8.50

at your bookseller or from
UNIVERSITY OF TORONTO PRESS
Toronto 181, Ontario

Partner to Behemoth: the military policy of a satellite Canada: by John W. Warnock. New Press

Canadians, in general, believe that although the U.S. may unduly dominate Canada economically (and perhaps culturally), the country is in all other respects just like any other country, with a government acting primarily in the national interest when it comes to domestic and foreign policy.

Few Canadians would even suggest that Canada is in any way implicated in the American war in Indo-China, or that Canadian foreign policy has been too often, too coincidentally, similar to U.S. foreign policy. Warnock's examination of Canadian foreign policy since 1945 is based upon two assumptions: Canada is financially controlled by American investors and Canada is a military ally of the U.S. Warnock concentrates primarily upon the latter assumption, the alliance which Canada joined on its own initiative; once Canada entered the alliance the economic situation served to discourage withdrawal. Warnock's analysis of subsequent Canadian international activity (where U.S. interests were at issue) is less than flattering to the national self-image of Canada striding forth boldly among the nations of the world.

Canada has variously described itself as a "middle power", a respectable pillar of the UN and NATO (although it is seldom considered tactful to mention both organizations at once) and as a natural leader of the smaller nations. These are charming descriptions, far more flattering to Canadian self-esteem than such terms as satellite, client-state or an infinite number of similar phrases. Canada is respected, the usual story goes, because of its policy of "quiet diplomacy" (c.f. "children should be seen and not heard").

Canada's acquiescence in America's global policy should not be too surprising. Numerous American pressures, as well as the Canadian elite's view of its own interests makes it logical that the Canadian Government should share many of the assumptions of American foreign policy.

Canada has not been only a passive American servitor; it has frequently anticipated the latest changes and exigencies of American foreign policy. Displaying initiative in 1945, Canadian political leaders quickly took up the crusade against Communism (without the prior direction of U.S. policy makers). The "shift" in foreign policy (both Canadian and American) was simply a return to routine operations as the alliance with Stalin had become redundant and inconvenient.

The stated reason behind the shift was the danger to the "Free World" posed by expansionist totalitarian Communism. In reality, the Free World was threatened not by the nationalistic foreign policy of Moscow but by the possibility that governments inimical to "free enterprise" might come into power to the detriment of American economic interests. Canada appreciated the undesirability of such occurences and joined the U.S. in trying to maintain the global status quo where, of course, that status quo favoured private enterprise. Canada served this end in the UN as in 1956 when Britain and France embarrassed NATO with their anachronistic Suez adventure: Canada put forth a solution to the crisis. a solution identical to that of the U.S. Lester Pearson was duly rewarded for his services with the Nobel Peace Prize. Canada has never really wavered from the American position in any international organization.

But there have been episodes that were not sweetness and light; there was a dark age within living memory—when John Diefenbaker became what Kennedy called an "s.o.b." That meant that

reclaiming the canadian economy

THIS BOOK COULD CHANGE CANADA . . .

"As Canada comes increasingly under the siege of American corporate expansion, we find ourselves desperately groping for some viable plan of defence. In this slim volume, Professor Gunnar Adler-Karlsson presents a fascinating new approach to the problem and Professor Abe Rotstein, this country's most brilliant theoretical apostle of nationalism, places it in a Canadian setting." (Peter Newman, Toronto Star)

A Swedish Approach through Functional Socialism
by Gunnar Adler-Karlsson, with an introduction by Abraham Rotstein

HOUSE OF ANANSI 1970 $1.75 paper/$6.00 cloth

Archives de la Ville de Montréal

Mr. Diefenbaker had been a little less co-operative than American Presidents were accustomed to expect. Had the U.S. been less sure of Canada in the final analysis, stronger action might have been taken. However, General Norstad simply dropped in to tell reporters that Canada was not fulfilling certain nuclear commitments—thus conveniently providing the Liberals with an issue to defeat Diefenbaker's government.

Lester Pearson and the Liberals proved to be far more agreeable to the U.S. There have been no further important clashes over foreign and/or military policy, as the U.S. has always been highly considerate of Canada's quaint folkways (e.g. opposition to conscription and to actual involvement in foreign wars) and is more than satisfied that Canada serve as armorer and provisioner to American efforts in Indo-China and elsewhere, without participating as a combattant. Canada's role on the International Control Commission for example has been quite compatible with U.S. interests as Canada has consistently followed the American line.

If Canada's strategic policy has been determined by the U.S., tactical policy has been determined by the Canadian Armed Forces and the defense industry. The Canadian Armed Forces are well under the control of the civilian authorities, yet the military has had little difficulty in obtaining the apparatus it wanted, taking precedence over real necessities.

The air force (U.S. and Canadian) dominated defence policy throughout the 1950's touting the threat and efficacy of the manned bomber and the need for improved interceptor aircraft, even when it became apparent that the real threat was the ICBM against which the air force was helpless.

The Canadian navy has also managed to wheedle more than its share of the defence budget for its anti-submarine activities.

The armed forces are not alone in getting the government to purchase redundant and costly weapons-systems; there is also the Canadian defence industry. Canada is one of the world's foremost producers and sellers of arms, and it is in no way surpising that this industry has acted in its own interest, influencing the government to acquire this or that weapons-system or apparatus. The armaments industry is subsidized by the government in the development of weapons and then proceeds to charge the government for the finished product. Frequently this money is siphoned off to an American parent company; Canada cannot even hold onto the profits made on the armaments trade.

American domination of the Canadian economy reached its present level in the same period as the Canadian government was tying Canada's foreign policy to American needs. This foreign policy has been no more in the Canadian interest than has the domestic economic policy of the Liberals under King, St. Laurent, Pearson and Trudeau. This in itself is in no way surprising. Canada is an American satellite and is dutifully conducting itself accordingly, nationally and internationally.

The alternative to Canada's present status is not superficial "changes" in foreign policy, all of which are compatible with American policy or at least do not conflict with U.S. interests. Canada's status is not accidental, it is a result of government policy. Canada's defense policy is only one result of the government's long years of faithful service to U.S. interests.

By Tom Clasper

100% interest rate



whir of gold

The powerful themes of love, loneliness, and man's struggle for self-realization build to a suspenseful climax in Sinclair Ross' new novel with a Montreal setting, **Whir of Gold**.

In Earle Birney's **Rag and Bone Shop**, of new experimental poems, are among other things: *found swahili seranade*, *a cucarachas in fiji* and *I think you are a whole city*.

windflower

Gabrielle Roy draws powerful images in **Windflower**, her new novel about an Eskimo girl's futile attempt at assimilation into white society and her ultimate rejection and return to the old and familiar ways.

The enemies of Anarchy

In **The Enemies of Anarchy**, an absorbing and incisive analysis of the phenomena of social change, Robert Hunter, author of *Erebus*, outlines the greatest revolution in human history, one he feels is likely to culminate in a greater degree of social cohesion.

Fergus

Brian Moore, author of *The Luck of Ginger Coffey*, has written a brilliant tour de force in his seventh novel **Fergus**, of an american writer living on the West Coast and beset by fear of his age, work, and sudden haunting apparitions from his past.

Al Purdy's 48 new poems in **Love in A Burning Building** speak of impermanence, a broken oath, power games of the flesh, and the dark bedroom which is "like a foretaste of other darknesses to come."

McClelland & Stewart
The Canadian Publishers

LAST POST BACK ISSUES

ARE AVAILABLE

Vol. 1 No. 1

including reports on Canada's leading role in Chemical-Biological Warfare, the struggle in Quebec, and the politics of wheat. **$1.00**

Vol. 1 No. 2

including the history of Eaton's, Canada's arms trade, and busting the Murdochville strike. **$1.50**

Vol. 1 No. 3

including a report on the "underdeveloped" Maritimes, the Canadian oil sell-out, Montreal's guerrilla taxis, and Canadian imperialism in the Caribbean. **$1.00**

Vol. 1 No. 4

including how *Time* controls the Canadian magazine industry, CPR's attempts to get out of passenger service, and the Ottawa Press Gallery.

COST FOR ALL FOUR: $3.50

Special Supplements

Two special tabloid-size supplements, one on the War Measures Act and the other on the Nova Scotia fishermen struggle (both in this issue), have been printed and separately distributed by the Last Post. Photoready proofs of these are available at a reasonable cost on request. Copies of either supplement are available for 25c each.

Address cheques & money orders to LAST POST, Box. 98, Station G, Montreal, Que.



PRINTERS PROOFS OF 'AISLIN' CARTOONS
FROM: THE MONTREAL STAR
LAST POST
MACLEAN'S MAGAZINE
LE MAGAZINE MACLEAN
PEKING PEOPLES DAILY
ON EXHIBITION FROM DEC. 7 to DEC. 28.

ONE OF A KIND
AN OWNMEDIA ENTERPRISE
179 St. Paul West. Phone 845 3518

IN THE DECEMBER ISSUE OF

The Mysterious East

a special 40-page book supplement stressing a Canadian perspective on new books from Canada and abroad.

The Mysterious East
P.O. Box 1172
Fredericton, N.B.

Archives de la Ville de Montréal

This is why you should



READ THE LAST POST

I enclose $4. for a 1-year (8-issue) personal subscription.
(Institutional rate: $7.)
I enclose $___for___Christmas gift subscription(s).
I enclose $___contribution towards the Last Post.
I enclose $50. for a perpetual subscription.

Name _____

Address _____

City (give zone) _____

Send with cheque or money order to

THE LAST POST
P.O. Box 98
Station G
Montreal 130, Que.

LAST POST

Archives de la Ville de Montréal

CE : 30.001

2021/09/08 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.002

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1210552005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Offrir, aux arrondissements concernés, les services professionnels du Service de la culture pour la prise en charge du processus d'acquisition des nouvelles oeuvres d'art public de la Collection municipale en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal et ce, pour une période de 3 ans se terminant le 23 août 2024.

Il est recommandé
d'offrir, aux arrondissements concernés, les services professionnels du Service de la culture pour la prise en charge le processus d'acquisition des nouvelles oeuvres d'art public de la Collection municipale en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal et ce, pour une période de 3 ans se terminant le 23 août 2024.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-08-12 15:02

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1210552005**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Offrir, aux arrondissements concernés, les services professionnels du Service de la culture pour la prise en charge du processus d'acquisition des nouvelles oeuvres d'art public de la Collection municipale en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal et ce, pour une période de 3 ans se terminant le 23 août 2024.

CONTENU

CONTEXTE

Les activités de la Ville en matière d'art public (acquisitions, conservation, promotion et diffusion) s'inscrivent dans le contexte de la gestion de la Collection municipale. Les pratiques et les orientations de la Ville en matière d'art public sont décrites dans le *Plan d'action en art public* de 1989 et dans le *Cadre d'intervention en art public* de 2010. Le document " Processus de réalisation des nouvelles oeuvres de la collection d'art public à la Ville de Montréal" (2018, en p.j) détaille le processus d'acquisition pour toute nouvelle oeuvre d'art public.

Il s'agit d'un processus rigoureux et standard auquel sont soumis les arrondissements qui ont la responsabilité d'intégrer des œuvres d'art public dans leurs projets de construction, de rénovation ou d'aménagement. Il peut s'agir d'une obligation en vertu de la *Politique d'intégration des arts à l'architecture* (dite 1%) ou encore d'une initiative d'un l'arrondissement qui souhaite voir implanter une oeuvre sur son territoire.

C'est dans ce contexte que le Service de la culture veut offrir aux arrondissements de la Ville les services relatifs au processus d'acquisition des nouvelles oeuvres d'art public de la Collection municipale pour une période de 3 ans, et ce, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O.

DESCRIPTION

Compte tenu des responsabilités et champs de compétence dévolus aux arrondissements, le conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, doit autoriser le Service de la culture à offrir ses services aux arrondissements, avant que ces derniers puissent lui déléguer le processus d'acquisition des oeuvre d'art public de la Collection municipale.
Chaque arrondissement désirant se prévaloir du financement et des services de la Ville centre (Service de la culture) devra à cette fin décider comme suit :

- qu'il adhère aux objectifs du document " Processus de réalisation des nouvelles oeuvres de la collection d'art public à la Ville de Montréal" (p.j) ;
- qu'il s'engage à collaborer et participer pleinement au processus d'acquisition d'oeuvres d'art public (p.j);
- qu'il s'engage à financer l'acquisition et l'implantation des oeuvres dans le cas des projets assujettis à la *Politique d'intégration des arts* (1%) ou des projets réalisés à sa demande;
- qu'il accepte l'offre du Service de la culture à titre d'exécutant des projets d'oeuvres d'art public;
- qu'il s'engage à informer rapidement le Bureau d'art public si l'oeuvre, une fois installée, nécessite une intervention immédiate vu son état ou en raison de la sécurité du public;
- qu'il s'engage à maintenir les oeuvres réalisées à leur emplacement d'origine pour une période minimale de 25 ans.

JUSTIFICATION

Les oeuvres d'art public sont intégrées à des immeubles ou des aménagements qui relèvent de la compétence des arrondissements. Ainsi, les arrondissements devront accepter la présente offre de service du Conseil municipal afin de permettre au Service de la culture de réaliser des projets d'art public, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ., c. C-11.4).
Afin d'optimiser la gestion administrative associée à ce service offert par le Service de la culture, il est justifié de procéder par un sommaire décisionnel générique pour une période de 3 ans plutôt que de procéder à la pièce. Ce sommaire décisionnel permettra de réduire les délais préalables au lancement des concours. Ceci permettra au Service de la culture de s'intégrer plus harmonieusement aux échéanciers des projets menés par les arrondissements en plus d'accélérer l'octroi des contrats aux artistes retenu.e.s pour la réalisation d'une œuvre d'art public.

Par ailleurs, ce projet s'inscrit dans les priorités organisationnelles de la Ville (priorité 15). En effet, la collaboration des arrondissements et du BAP pour l'installation d'oeuvres d'art public sur l'ensemble du territoire montréalais contribue au soutien de la vitalité culturelle de Montréal et de son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assure la pérennité de leur pratique sur son territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les budgets requis pour l'acquisition des oeuvres d'art public sont prévus dans les programmes décennal d'immobilisation des services municipaux qui financent les projets de construction, de rénovation et d'aménagement impliqués (notamment SC, SGPI, SUM, SGPMRS, etc.) ou des arrondissements concernés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier décisionnel est en accord avec les engagements du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020* , en particulier les actions no. 10 et 11 qui visent à "Protéger, restaurer et mettre en valeur le patrimoine montréalais" puis "Soutenir le développement de la culture locale" pour assurer l'accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé (priorité 3).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'offre de services aux arrondissements vise à prendre en charge le processus d'acquisition des nouvelles oeuvres d'art public de la Collection municipale pour une période de 3 ans, ce qui permettra une meilleure planification, à plus long terme, des projets d'oeuvres d'art du Bureau d'art public.
Ne pas autoriser l'offre de service aux arrondissements aurait pour conséquence de créer des délais dans le démarrage de concours et dans l'octroi de contrats aux artistes qui réalisent les oeuvres d'art public.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

-Adoption par le Conseil municipal : septembre 2021
-Acceptation de l'offre de service par les arrondissements : automne 2021 ou hiver 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle RIENDEAU
agente de développement culturel

Tél : (514) 872-1244
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Stéphanie ROSE
Chef de division par intérim

Tél : 514-868-5856
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marie-Odile MELANÇON
Chef de division - programmation et diffusion par interim
Tél : 514 872-7404
Approuvé le : 2021-08-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture

Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2021-08-10

Processus de réalisation des nouvelles œuvres de la collection d'art public à la Ville de Montréal

Service de la culture
Bureau d’art public

21 mars 2018

1. Le contexte d'intervention

Depuis 1989, le Bureau d'art public (BAP) du Service de la culture (SC) est responsable de la gestion de la Collection municipale d'art public. L'acquisition des œuvres dans le cadre de projets urbains, d'aménagement ou d'immobilisation se fait par voie de concours, sur invitation ou par avis public, adressés aux artistes professionnels en arts visuels.

En plus des concours initiés par la Ville, le BAP prend en charge, depuis 2009, l'acquisition des œuvres dans le cadre de l'application de la *Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics* du gouvernement du Québec (ci-après « la Politique »), et ce, pour tout équipement, bâtiment ou site dont la Ville est propriétaire.

Les activités de la Ville en matière d'art public (acquisitions, conservation, promotion et diffusion) s'inscrivent dans le contexte de la gestion de la Collection municipale. Cette dernière est composée de plus de 340 œuvres, la plus ancienne datant de 1809, installées sur le domaine public et privé de la Ville. Ces œuvres sont représentatives de l'histoire de la sculpture moderne et contemporaine, et la plupart d'entre elles ont été réalisées par des artistes québécois.

L'acquisition d'œuvres d'art public par voie de concours s'inscrit ainsi dans une perspective de collectionnement. En ce sens, les orientations de collectionnement suivies par le Bureau d'art public depuis ses débuts veulent que les œuvres issues des concours soient le reflet de la création actuelle. En tant que métropole culturelle du Québec, tous les concours de la Ville sont ouverts, à tout le moins, aux artistes professionnels de l'ensemble de la province.

Le présent document détaille le processus d'acquisition de toute nouvelle œuvre d'art public dans le cadre de la réalisation du Programme triennal d'immobilisation (PTI) de la Ville de Montréal.

1.1. L'art public dans les politiques municipales et provinciales

Les pratiques et les orientations de la Ville en matière d'art public sont décrites dans le *Plan d'action en art public* de 1989 et dans le *Cadre d'intervention en art public* de 2010. Ce dernier, qui énonce les engagements et les orientations stratégiques pour le développement de cette pratique à la Ville, est en cours d'actualisation.

La *Politique de développement culturel 2017-2022* de la Ville, point de départ de la mise sur pied du plan d'action, soulève l'importance d'intégrer les projets d'art public en amont de la planification des divers projets municipaux. Ceci permet d'améliorer la qualité d'intégration des œuvres à leur contexte et met de l'avant la notion de citoyenneté culturelle par la démocratisation culturelle. Le *Plan d'action 2007-2017* de Montréal métropole culturelle recommandait d'ailleurs de faire de l'art public une composante remarquable du paysage urbain.

Par ailleurs, la Ville compte intensifier ses efforts pour augmenter le nombre d'œuvres d'art public sur son territoire, soutenir la réalisation d'œuvres temporaires et éphémères, accroitre la présence d'œuvres d'artistes de réputation internationale dans la collection municipale tout en continuant de privilégier les artistes québécois et canadiens, impliquer davantage les entreprises et les fondations à soutenir l'art public, et mieux faire connaitre sa collection. Pour ce faire, des programmes de soutien aux artistes autochtones et émergents sont d'ailleurs à l'étude.

Les projets municipaux subventionnés par le gouvernement du Québec sont assujettis au décret concernant la *Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics* du ministère de la Culture et des Communications (MCC). (Référence : L.R.Q., c. M-17.1, a.13. Décret : 955-96.). Cette politique consiste à réserver un pourcentage de l'ordre de 1 % du budget de construction à la réalisation d'une ou de plusieurs œuvres conçues spécifiquement pour ce lieu. D'une façon générale, cette politique s'applique aux projets de construction, d'agrandissement et de restauration de bâtiments ou d'un site ouvert au public à des fins d'information, de loisirs ou d'obtention d'un bien ou d'un service.

2. La planification des projets en art public

Les activités de planification des projets en art public, qui sont la responsabilité du commissaire à l'art public, visent à identifier les opportunités le plus tôt possible dans les projets inscrits au PTI. Les objectifs de la planification sont les suivants:

- appuyer les orientations de la Ville en matière d'art public et ainsi offrir des expériences artistiques diversifiées et complémentaires aux citoyens (par exemple, en mettant de l'avant l'art numérique ou les pratiques d'artistes autochtones);
- permettre une intégration fine des œuvres d'art à leur environnement, et ce, tant d'un point de vue qualificatif que technique (en déterminant les infrastructures afférentes aux œuvres en terme de fondations et d'électricité notamment);
- établir les ressources humaines et financières nécessaires à la mise en œuvre de la programmation.

Ces activités sont de deux ordres : elles sont menées dans le cadre de planifications territoriales, mais aussi de manière plus ponctuelle, dans le cadre de projets immobiliers ou d'aménagement.

2.1. Lignes directrices pour l'art public dans le cadre de planifications urbaines

La préparation de lignes directrices pour le développement de l'art public se fait dans le cadre d'exercices de planifications territoriales menées par les différents services de la Ville, en collaboration avec les professionnels de l'architecture et de l'aménagement impliqués. Le BAP est alors intégré aux équipes des grands projets (Quartier des spectacles, parc Frédéric-Back, projet Bonaventure, site Outremont et Griffintown), mais aussi à celles responsables des plans de développement de secteurs urbains (parc La Fontaine, parc Jean-Drapeau, ainsi que parc Jeanne-Mance et Côte-Placide). Certains arrondissements, dans le cadre de leur plan d'action culturel par exemple, se dotent de plans stratégiques pour l'art public.

2.2. Projets immobiliers ou d'aménagements

Le BAP est sollicité pour intégrer des œuvres d'art dans des projets ponctuels d'aménagements ou immobiliers, notamment dans le cadre des projets subventionnés par le gouvernement du Québec et assujettis à la Politique. Ces derniers peuvent découler d'un programme d'un arrondissement ou des services municipaux et être dédiés à des équipements particuliers (parcs, arénas, piscines, pataugeoires, etc.).

3. Le processus de concours pour la sélection de l'œuvre lauréate

Les projets identifiés en cours de planification sont assignés à des chargés de projet, dont la première responsabilité est de coordonner le processus menant à la sélection des propositions d'œuvres d'art qui seront réalisées. Le processus complet menant à l'installation de l'œuvre prend, à partir de ce moment, en moyenne deux ans.

3.1. La constitution du programme de concours

Le chargé de projet du Bureau d'art public participe aux rencontres du projet d'aménagement ou d'immobilisation dès le début du projet, afin de prendre connaissance de l'ensemble des aspects et de cibler les besoins et les contraintes techniques qui devront être intégrés au programme de l'œuvre.

Le programme de l'œuvre d'art est ensuite rédigé par le BAP en tenant compte, entre autres, du lieu retenu, de la vision d'aménagement et du budget disponible. À cette étape, le représentant du BAP, de concert avec l'arrondissement et/ou le service-requérant et les professionnels (architectes et architectes paysagistes), définit l'orientation à donner au programme de l'œuvre d'art ainsi que la répartition budgétaire.

Cette réflexion sur le programme de l'œuvre débute dès l'émission des concepts architecturaux ou d'aménagement. Cela dit, le processus est activement mis en place dès l'émission des plans et devis préliminaires.

Le chargé de projet est responsable de compiler et d'évaluer les aspects suivants, en vue de la rédaction du document où sont détaillés les règlements et programme du concours :

- analyse urbaine (contexte urbain, orientations, réglementation);
- analyse du site (études volumétriques, perspectives sur l'œuvre, conditions reliées aux usages);
- compilation des données géographiques, sociales et culturelles sur le quartier;
- compilation des données techniques (infrastructure, conditions reliées à l'entretien);
- élaboration du programme de l'œuvre d'art (objet et enjeux);
- montage du dossier technique en précisant les contraintes à respecter, les travaux à la charge de l'artiste et ceux à la charge de la Ville.

3.1.1. Les frais incidents liés au concours

La répartition budgétaire comprendra les frais incidents liés au concours, soit :

- les honoraires pour les membres du jury indépendants de la Ville. Le taux actuel est de 225$ pour une demi-journée de 3 h 30, puis de 75$ pour toute heure excédentaire, et ce, tant pour la préparation que pour la participation aux rencontres du jury;
- les frais de déplacement et d'hébergement pour les membres de jury et les finalistes qui résident à plus de 100 km de Montréal sont remboursés selon les encadrements administratifs en vigueur à la Ville;
- les honoraires pour la prestation des finalistes (voir point 3.6).

Un budget pour les infrastructures afférentes à l'œuvre (fondations, électricité, etc.) peut être pris en charge dans le budget du projet.

3.2. L'approbation des instances décisionnelles

Une fois le document « Règlement et programme du concours » complété, le chargé de projet prépare le dossier décisionnel qui sera soumis à l'instance municipale appropriée (conseil d'arrondissement, comité exécutif, conseil municipal ou conseil d'agglomération). Il est également responsable de la préparation des documents de breffage et des fiches techniques à l'intention des élus.

Si le dossier est soumis à un conseil d'arrondissement, il doit comporter une demande, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, afin que le Service de la culture puisse négocier et octroyer le contrat au lauréat du concours.

Quand l'œuvre d'art est intégrée à un site patrimonial ou dans une aire de protection, le dossier est présenté aux instances concernées (par exemple : Conseil du patrimoine de Montréal, Table de concertation du Mont-Royal, ministère de la Culture et des Communications).

Le financement du projet peut exiger qu'un dossier décisionnel visant l'obtention d'un règlement d'emprunt soit également complété.

3.3. La formation du jury de sélection

Un jury est mis sur pied spécifiquement pour chacun des concours. Le même jury participe à toutes les étapes du processus de sélection. Il compte généralement sept membres, dont plus de la moitié sont indépendants de la Ville.

Trois membres sont désignés par l'arrondissement ou le service requérant :

- Un représentant de l'arrondissement ou du service requérant;
- Un citoyen de l'arrondissement ou un usager;
- L'architecte responsable de la conception du bâtiment.

Quatre membres sont désignés par le Service de la culture :

- Trois experts indépendants reconnus du milieu de l'art visuel (artistes, critiques, commissaires, enseignants, chercheurs, professionnels d'institutions muséales ou de centres d'artistes) ayant une connaissance de l'art public;
- Un représentant du Service de la culture.

À noter que les experts indépendants reconnus du milieu de l'art ne peuvent actuellement siéger à un jury qu'une fois aux deux ans.

Tous les membres du jury signent une fiche de confidentialité. La participation au jury est confidentielle, et ce, jusqu'à que le contrat à l'artiste lauréat du concours ait été octroyé. Cela dit, le contenu des rencontres demeure confidentiel.

Un président de jury est désigné à la première réunion. Son rôle consiste à aider le groupe à en venir à un consensus final pour la sélection du lauréat. Il est le porte-parole du jury.

Le chargé de projet agit comme secrétaire du jury : il convoque et anime les séances. Il octroie également les contrats aux membres du jury.

3.4. Le lancement du concours

Le Bureau d'art public lance un concours par avis public ou sur invitation pour le choix des artistes. La décision concernant le type de concours visé est prise par l'arrondissement et/ou le service requérant, sur recommandation du BAP, à partir d'une évaluation qualitative qui tient compte entre autres des critères suivants : nature et enjeux du programme; visibilité et ampleur du projet; budget dédié au projet d'œuvre d'art.

Les concours s'adressent exclusivement aux artistes professionnels selon les critères précisés par la *Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leur contrat avec les diffuseurs* (Référence : L.R.Q., chapitre S-32.01). De plus, pour être admissibles, les artistes doivent être citoyens canadiens ou immigrants reçus et habiter au Québec (ou au Canada, dans le cadre des concours pancanadiens) depuis au moins un an.

Les concours sont ouverts à l'ensemble des artistes, sans restriction quant au médium. Par ailleurs, les artistes qui souhaitent participer aux concours sont chaque fois invités à préparer leur dossier de candidature en fonction du programme; c'est pourquoi la période d'inscription varie de 4 à 6 semaines.

3.4.1. Les concours sur invitation

Dans le cas d'un concours sur invitation, le jury procède à une première sélection d'artistes (de vingt à trente) qui sont invités à participer au concours, selon la pertinence de leur démarche en regard de la commande d'art public. Dans ce cas, les membres du jury, et particulièrement les experts en arts visuels, ont, préalablement à la rencontre, effectué des recherches et préparé une liste de 7 à 10 artistes chacun. Après cette rencontre, le chargé de projet envoie des invitations personnelles aux artistes désignés par le jury.

3.4.2. Le concours par avis public

Les avis public de concours sont publiés sur le site Internet du BAP et sont diffusés de différentes manières. Ils sont relayés sur la page Facebook du BAP. Les chargés de projet les envoient par courriel à la liste d'artistes du BAP (qui comprend à ce jour 600 noms), ainsi qu'aux partenaires du milieu des arts visuels.

3.5. La sélection des finalistes

Parmi les artistes ayant manifesté leur intérêt à participer au concours, le jury procède au choix des artistes finalistes (entre trois et cinq, selon les enjeux du concours) qui sont invités à présenter une proposition de leur œuvre.

L'évaluation des dossiers de candidature porte sur :

- l'excellence et qualité des projets réalisés;
- la créativité et originalité de la démarche artistique;
- l'expérience dans la réalisation de projets comparables;
- l'originalité des énoncés d'intention pour le concours d'art public.

3.6. Le mandat aux finalistes

Le chargé de projet convoque les finalistes à une rencontre d'information, à laquelle participe l'architecte ou l'architecte paysagiste responsable de la conception du lieu d'intégration de

l'œuvre d'art, ainsi qu'un représentant du service et/ou de l'arrondissement client. Une visite du lieu d'intégration est également prévue. Il rédige le compte rendu de cette rencontre, qui s'ajoute au contrat des finalistes en annexe (voir ci-dessous).

En prévision de cette rencontre, le chargé de projet rassemble les informations et les documents dont les finalistes auront besoin pour la préparation de leur proposition. Avec les collaborateurs au projet, il détermine la liste des éléments à préparer par les finalistes, qui seront validés par ceux-ci lors de la rencontre.

De plus, le chargé de projet rédige les contrats aux finalistes. Le montant de la prestation, qui varie actuellement entre 3 500$ et 10 000$ par finaliste, est fixé à partir d'une étude de comparables, en fonction des enjeux et de la complexité du programme, ainsi que du matériel que les finalistes ont à produire (photomontages, modélisations, maquette physique ou virtuelle, etc.).

Si jugé pertinent, le chargé de projet peut faire produire aux frais du BAP une maquette physique commune qui sera utilisée par tous les finalistes, lors de présentation au jury.

Une annonce publique des finalistes est faite, par le biais d'une brève ou d'un communiqué.

3.7. Le dépôt des prestations et le comité technique

Les finalistes disposent minimalement de trois mois pour déposer leur matériel de prestation. La date de dépôt est fixée environ une semaine avant la rencontre du jury pour la sélection du lauréat.

À la suite du dépôt du matériel de prestation, le chargé de projet tient dans un délai de deux jours ouvrables la rencontre du comité technique, au cours de laquelle chacune des prestations est analysée. Y participent un représentant de la firme responsable de la conception de l'architecture ou de l'aménagement, l'ingénieur au dossier, un responsable de l'entretien en arrondissement, ainsi que l'ingénieur en conservation du BAP. Au besoin, d'autres experts peuvent être consultés comme : un représentant du Service de sécurité des incendies de Montréal, pour évaluer les aspects liés à la sécurité; un professionnel de la Division Expertise et soutien technique, pour analyser l'utilisation de certains matériaux; ou encore un spécialiste en éclairage. Tous les participants au comité doivent signer une fiche de confidentialité.

Le comité technique analyse certains éléments techniques des prestations des finalistes, dont :

- les estimations de coût du projet en regard du budget prévisionnel;
- la faisabilité technique du projet;
- le calendrier de réalisation;
- la faisabilité du projet en regard de la règlementation existante;
- l'entretien et la durabilité des composantes du projet.

Le chargé de projet rédige le compte rendu de ce comité puis envoie par courriel aux finalistes les questions soulevées sur leur proposition. Ceux-ci doivent leur répondre par courriel, et ce, avant de se présenter devant le jury. Les réponses sont déposées avec le compte rendu de la rencontre aux membres du jury, afin qu'ils puissent prendre une décision éclairée.

3.8. La sélection du projet lauréat

Le jury reçoit chaque finaliste en entrevue : chacun dispose d'une période de 45 minutes pour la

présentation de son concept et pour la période de questions. Avant chaque entrevue, le jury prend connaissance du texte de présentation du finaliste, du rapport du comité technique sur son projet ainsi que des précisions techniques soumises. Il revient au finaliste de dévoiler son matériel de prestation (maquette, planches, échantillons, etc.), avant d'amorcer sa présentation.

Les membres du jury analysent les propositions soumises par les artistes finalistes. Les prestations des finalistes sont évaluées sur la base des critères suivants :

- l'intérêt de l'approche conceptuelle;
- l'intégration du projet dans l'espace d'implantation;
- l'impact visuel du projet le jour et la nuit, durant les quatre saisons;
- respect des règles de sécurité;
- aspects fonctionnels et techniques;
- pérennité des matériaux et facilité d'entretien de l'œuvre;
- l'adéquation du projet avec l'enveloppe budgétaire disponible.

Aux termes de délibérations, le jury recommande le choix de la proposition gagnante.

Le chargé de projet informe les finalistes par téléphone de la décision du jury dans les délais les plus brefs. La recommandation est toutefois confidentielle et devient officielle au moment de l'annonce publique de ce choix, c'est-à-dire au moment de l'octroi du contrat à l'artiste par les instances décisionnelles de la Ville.

3.9. L'octroi du contrat au lauréat

Le chargé de projet complète le contrat d'exécution de l'œuvre d'art, à partir du modèle validé par le Service des affaires juridiques (SAJ). Pour ce faire, les questions techniques budgétaires sont discutées avec l'artiste retenu, afin d'établir les étapes de réalisation et le calendrier des versements. Au besoin, le SAJ est sollicité pour accompagner le chargé de projet dans la démarche.

Un dossier décisionnel est préparé en vue de l'octroi du contrat par l'instance municipale appropriée. Le chargé de projet est encore une fois responsable de la préparation des documents de breffage et des fiches techniques à l'intention des élus.

Quand l'œuvre d'art est intégrée à un site patrimonial ou dans une aire de protection, le dossier est préalablement présenté aux instances concernées pour l'obtention des avis nécessaires.

Une fois le dossier décisionnel approuvé, le nom du lauréat est annoncé publiquement. Selon le cas, cela peut se faire par une brève ou un communiqué, ou encore lors d'un événement de presse.

4. La réalisation de l'œuvre

La deuxième responsabilité du chargé de projet est de coordonner la réalisation et l'installation de l'œuvre d'art.

4.1. L'accompagnement de l'artiste

À chacune des étapes de réalisation, l'artiste doit déposer un rapport faisant état de l'avancement du projet et une facture. Le chargé de projet évalue le rapport afin de faire une

recommandation de paiement à son gestionnaire.

À certaines étapes clés de la réalisation de l'œuvre, le chargé de projet et l'ingénieur en conservation effectuent des visites d'atelier. Cela permet de constater l'avancement du projet, de s'assurer que l'œuvre est conforme à la proposition présentée au jury, ainsi que d'évaluer certains aspects dont ceux relatifs à la sécurité (par exemple : fini des pièces comprenant des aspérités).

Toutes les demandes et questions techniques de l'artiste sont transmises au chargé de projet du BAP qui voit, le cas échéant, à les coordonner auprès du responsable du projet et des professionnels au dossier.

4.2. Le suivi auprès des autres services et partenaires

Le chargé de projet coordonne l'installation de l'œuvre avec l'arrondissement et/ou le service client. Il transmet toutes les données concernant les travaux contingents (besoins en fondation et en électricité) au responsable du projet et s'assure qu'ils sont réalisés conformément aux spécificités fournies par l'artiste et son équipe.

Préalablement à l'installation de l'œuvre, il convoque une rencontre sur le chantier avec tous les intervenants impliqués, afin de convenir du calendrier de l'opération et d'établir les paramètres que l'entrepreneur de l'artiste devra respecter, entre autres en regard des questions de santé et de sécurité (règles, accréditations, formations). Le chargé de projet rédige le compte rendu de cette rencontre.

Si des permis sont nécessaires pour la réalisation des travaux, en raison du fait que l'œuvre est installée dans un site patrimonial, le chargé de projet prépare et dépose un dossier à cet effet auprès de l'autorité compétente.

L'équipe d'employés cols bleus qui est responsable de l'entretien des œuvres à la Ville est rencontrée durant l'installation de l'œuvre, pour que le chargé de projet du BAP puisse lui transmettre les informations pertinentes.

4.3. Acceptation provisoire de l'œuvre d'art

À la fin des travaux d'installation de l'œuvre, le chargé de projet convoque la rencontre d'acceptation provisoire de l'œuvre d'art. Y participent l'artiste, le responsable du projet à l'arrondissement et/ou au service client et l'ingénieur en conservation.

L'inspection vise à certifier que les travaux prévus aux documents contractuels ont été exécutés selon les plans et devis et que l'œuvre d'art est prête pour l'usage auquel elle est destinée, selon les articles pertinents du code civil. Au besoin, une liste de travaux correctifs est préparée par le chargé de projet, tout comme le procès-verbal de cette rencontre.

5. La diffusion de l'œuvre

La troisième responsabilité du chargé de projet est de coordonner les activités de promotion et d'inauguration de l'œuvre d'art.

5.1. La promotion des œuvres

Le chargé de projet est responsable de l'identification, de la documentation et de la médiation de l'œuvre d'art.

L'identification consiste en la rédaction du texte du panneau d'identification, puis en sa production auprès de l'entrepreneur responsable. La localisation du panneau est déterminée lors d'une rencontre avec l'artiste, l'entrepreneur et éventuellement un représentant de l'arrondissement et/ou du service client. Il s'agit d'une identification standard pour toutes les œuvres de la Collection.

La documentation nécessite de coordonner un mandat auprès d'un photographe spécialisé dans la photo d'art. Si un dépliant sur l'œuvre est produit, un mandat doit être donné à un auteur (critique, commissaire, professeur) puis la production et l'impression sont confiées au Service des communications de la Ville. Pour sa part, le chargé de projet doit rédiger le texte de présentation de l'œuvre qui sera publié sur le site Internet du BAP.

Pour certains projets, des photos en atelier et des capsules documentaires sont publiées sur la page Facebook du BAP, afin de permettre au public de s'approprier les œuvres avant qu'elles ne soient installées. Ces productions sont mises en place et suivies par le chargé de projet.

La médiation culturelle prend la forme d'activités organisées en collaboration avec les arrondissements concernés. Selon les activités retenues, des mandats peuvent être donnés à des médiateurs pour développer et animer les activités. Des rencontres avec l'artiste peuvent être organisées.

5.2. L'inauguration et les communications

Un événement public d'inauguration est organisé pour toutes les nouvelles œuvres de la Collection. En plus de produire la fiche technique pour l'événement, le chargé de projet du BAP s'assure de la conformité du contenu du communiqué de presse et des discours des élus présents. Il participe activement à l'élaboration du scénario de l'événement du plan de site. Il constitue également la liste d'invités, en collaboration avec l'artiste. Dans toutes ces étapes, il collabore avec le Service des communications.

6. L'entretien et la conservation des œuvres

Bien que tous les membres de l'équipe du BAP puissent être impliqués dans l'entretien et la conservation des œuvres ainsi réalisées, c'est principalement le responsable de la documentation et l'ingénieur en conservation qui sont chargés des activités liées à l'entretien et à la conservation des œuvres de la Collection.

6.1. La constitution d'un dossier d'inventaire

Dès l'installation de l'œuvre, le chargé de projet est responsable de verser dans la base de

données de la Collection une fiche technique documentant l'œuvre et le processus ayant mené à sa réalisation.

Pour sa part, le responsable de la documentation et des archives est chargé de constituer un dossier d'inventaire, à partir de tous les documents produits dans le cadre du processus de concours et de réalisation de l'œuvre.

Ces données sont utilisées comme références dans le cadre de l'entretien et de la conservation des œuvres. En effet, les documents préservés (contrats, images, maquettes, plans, devis d'entretien, rapports de restauration) consignent leur histoire sous différents aspects (administratif, concours, technique, etc.) et en assurent une meilleure connaissance permettant des interventions mieux ciblées. Par ailleurs, ces informations permettent de répondre aux nombreuses questions de citoyens, de chercheurs et de journalistes.

6.2. L'acceptation finale de l'œuvre

La garantie sur l'œuvre se terminant trois ans, sauf exception, après son acceptation provisoire, l'ingénieur en conservation et/ou le chargé de projet procèdent à une inspection de l'œuvre, afin de constater son état avant la fin de sa période de garantie. Des travaux correctifs peuvent alors être exigés, si des bris ou des détériorations sont notés; exception faite des bris et détériorations qui résultent de l'usure normale, du défaut d'entretien, de la négligence ou de l'incurie de la Ville.

L'artiste est informé par écrit de l'acceptation finale de l'œuvre par la Ville.

6.3. Les activités d'entretien et de conservation

L'ingénieur en conservation est responsable de l'entretien et de la restauration des œuvres. Pour y arriver, il complète l'inspection périodique des œuvres, dans le but d'évaluer leur état de conservation. Elle permet de déterminer s'il est nécessaire d'intervenir pour assurer leur préservation et quel type d'intervention est souhaitable.

6.1.1. L'entretien continu des œuvres d'art public

L'entretien est l'ensemble des actions non destructives, de routine et cycliques effectuées en vue de préserver l'état de l'œuvre. Cet aspect essentiel de la conservation permet de réduire les coûts à long terme ainsi que la fréquence d'interventions majeures. L'entretien de routine et cyclique comprend le nettoyage et le renouvellement d'une couche protectrice, dans le cas des bronzes par exemple. Dès le moment de leur entrée dans la Collection, ou suivant une restauration majeure, les exigences d'entretien des œuvres sont décrites dans une fiche rédigée par l'artiste ou par un restaurateur.

L'ingénieur en conservation établit la programmation annuelle en entretien, qui est transmis à l'équipe de cols bleus qui exécute ces travaux. A noter que ces employés ont été formés par le Centre de conservation du Québec.

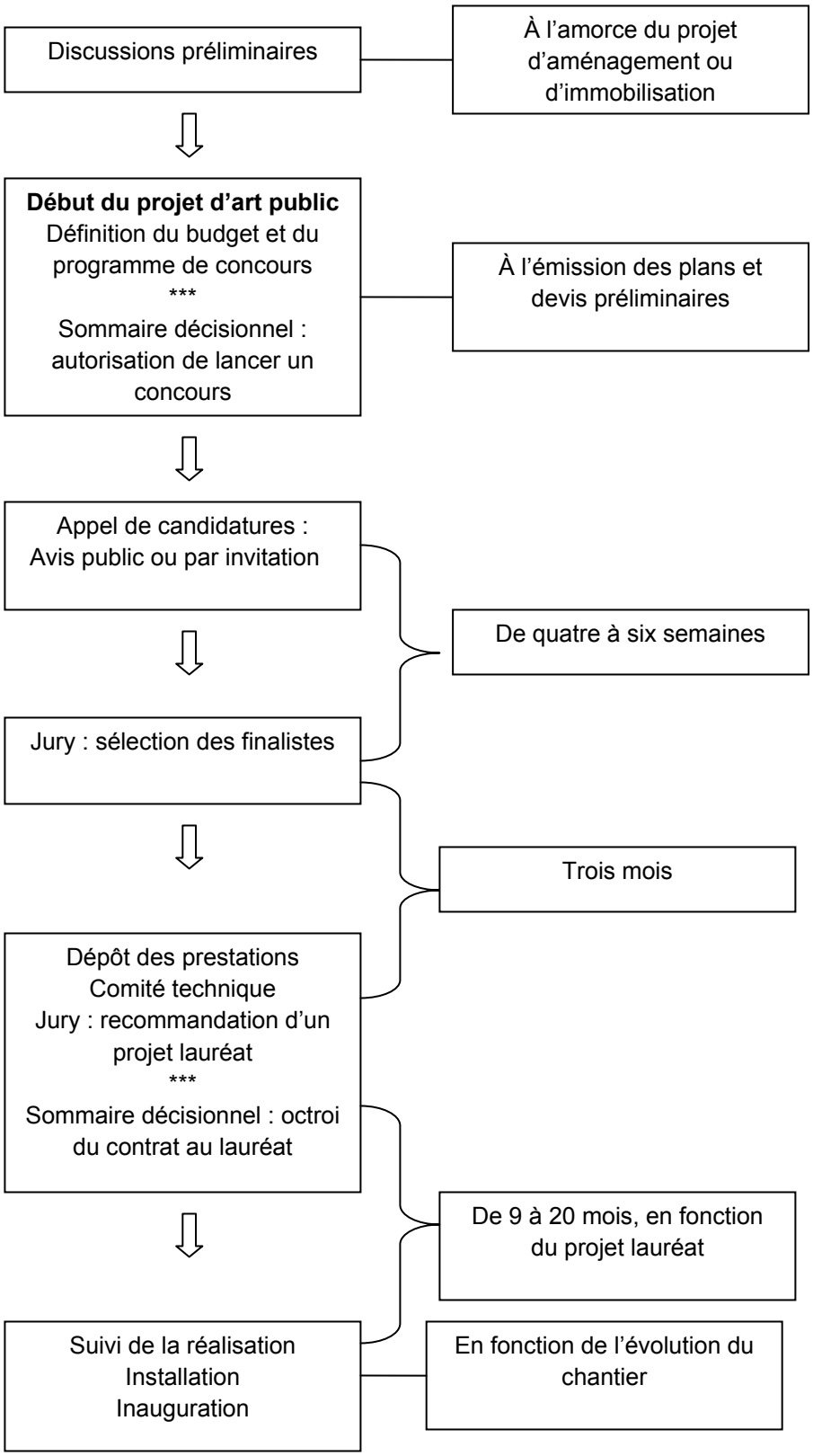
De plus, une marche à suivre a été établie pour tous les cas d'urgence tels que les actes de vandalisme, le vol ou un accident. Ce processus comporte des directives relatives à la sécurité publique (la stabilité de l'œuvre ou d'une de ses parties représente-t-elle un danger pour le public ?); l'intégrité et la sécurité de l'œuvre elle-même (certaines pièces risquent-elles d'être volées ?), ainsi que des indications sur la manière d'informer les autorités responsables et les usagers. Tous les membres de l'équipe du BAP sont appelés à intervenir dans de tels cas.

6.3.2. La restauration des œuvres d'art public

La restauration d'une œuvre d'art public englobe toutes les interventions servant à rétablir un état historique donné et ainsi à améliorer sa lisibilité et à préserver son intégrité esthétique. Ces interventions vont du simple remplacement d'une partie abîmée ou manquante aux travaux plus complexes pouvant affecter l'ensemble de l'œuvre.

L'ingénieur en conservation planifie d'abord les travaux à réaliser. Cette programmation est réalisée avec la collaboration des services et des arrondissements de la Ville qui mènent des projets d'aménagement ou d'immobilisation inscrits au PTI. Il détermine ensuite les actions à privilégier. Pour ce faire, il octroie des mandats pour réaliser des études historiques ou liées à des problématiques de conservation, ainsi que des mandats d'exécution de travaux.

Synthèse : processus de réalisation d'une œuvre d'art



Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1210552005*
Unité administrative responsable : *Service de la culture*
Projet : *Offre de service aux arrondissements pour la prise en charge de projets d'art public par le Bureau d'art public*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Innovation et créativité
15 - Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

L'offre de service est d'une durée de 3 ans. Pour cette période, le Bureau d'art public prévoit réaliser en moyenne 2 à 3 projets d'œuvres d'art public par année, dans les arrondissements.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.003

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1214695002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs-nature et espaces riverains
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Offrir au conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la restauration du mur de maçonnerie longeant le boulevard Gouin Ouest dans les limites du parc local Gouin-Le Mesurier.

Il est recommandé :

1. d'offrir au conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la restauration du mur de maçonnerie longeant le boulevard Gouin Ouest dans les limites du parc local Gouin-Le Mesurier.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-27 11:34

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1214695002**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs-nature et espaces riverains
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Offrir au conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la restauration du mur de maçonnerie longeant le boulevard Gouin Ouest dans les limites du parc local Gouin-Le Mesurier.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports planifie un projet de restauration de murs de maçonnerie d'intérêt patrimonial longeant le boulevard Gouin Ouest sur la propriété de la maison Mary-Dorothy-Molson (MDM) et le parc local adjacent Gouin-Le Mesurier et de murs de maçonnerie situés sur la partie nord de la propriété MDM. Ces ouvrages de maçonnerie, construits vers 1930, sont en mauvais état et doivent être restaurés avant la réalisation des travaux de réaménagement du boulevard Gouin Ouest.

Les travaux de réaménagement du boulevard Gouin Ouest, entre le boulevard Toupin et l'avenue Martin, doivent débuter en 2022 (printemps-été). Ces travaux prévoient une reconstruction complète de la chaussée et de sa fondation, l'enfouissement des lignes électriques aériennes, l'installation d'un nouveau système d'éclairage avec ses bases et conduits ainsi que l'implantation d'un trottoir longeant le boulevard à moins de 0,5 mètre des murs de maçonnerie situés sur la propriété de la maison MDM et du parc local adjacent Gouin-Le Mesurier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

26 août 2021 – GDD 1216492002 – Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, l'offre de services à venir du conseil municipal de prendre en charge la restauration du mur de maçonnerie longeant le boulevard Gouin Ouest dans les limites du parc local Gouin-Le Mesurier / Autoriser une dépense de 108 866,43 $, taxes incluses, dans le cadre du partage des coûts des services professionnels pour

l'élaboration de documents d'exécution de travaux visant la restauration d'ouvrage de maçonnerie sur le site de la maison Mary-Dorothy-Molson et dans le parc Gouin-Le Mesurier / Imputation à la réserve développement.

DESCRIPTION

Afin de planifier le projet de restauration de ces murs de maçonnerie d'intérêt patrimonial, un contrat de services professionnels doit être octroyé à la firme Affleck de la Riva pour l'élaboration de documents d'exécution de travaux. À cet égard, un sommaire décisionnel chemine en parallèle (GDD 1214695001). La séance visée pour présentation au Conseil d'agglomération est le 30 septembre 2021. Ce contrat de services professionnels doit être octroyé à cette séance afin de ne pas reporter les travaux de réaménagement du boulevard en 2023.

JUSTIFICATION

Pour assurer la restauration du mur de maçonnerie longeant le boulevard Gouin Ouest dans les limites du parc local adjacent Gouin-Le Mesurier, un transfert de responsabilité doit être effectué entre le conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et la ville centre, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec. Ce transfert de responsabilité est requis afin d'assurer la restauration de cet ouvrage patrimonial dans sa totalité, et ce, dans une seule et même démarche.

De plus, des démarches sont actuellement en cours pour évaluer l'opportunité de verser les parcs locaux Gouin-Le Mesurier, Beau-Bois et Martin aux fins d'agrandissement du parc-nature du Bois-de-Saraguay pour en consolider ses limites.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense à être assumée par l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville est de 108 866,43 $, incluant les contingences et les taxes, ce qui représente un budget net de ristournes de 99 409,56 $ et sera financée à la même la réserve de développement de l'arrondissement. Advenant qu'un changement réglementaire soit adopté, le SGPMRS assumera les coûts associés aux travaux de restauration de cette portion de mur longeant le boulevard Gouin.

MONTRÉAL 2030

Ce transfert de responsabilité, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, permettra de consolider les limites du parc-nature, conformément aux orientations du plan nature et sports et du plan stratégique Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas accorder ce transfert de responsabilité aura un impact majeur sur l'échéancier des travaux de réaménagement du boulevard Gouin Ouest. Ce projet pourrait être reporté de plus d'un an.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Non applicable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Séance visée au Comité exécutif : 8 septembre 2021
Séance visée au Conseil municipal : 27 septembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roxanne LESSARD
Architecte paysagiste

Tél : 514 546-6948
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-24

Steve BILODEAU BALATTI
architecte paysagiste

Tél : 514 895-3775
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Clément ARNAUD
Chef de division - Aménagement des grands parcs métropolitains

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Tél :	514 984-1706	**Tél :**	514.872.1456
	Le 13 août 2021 Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne monsieur Clément Arnaud, chef de division - Aménagement des grands parcs métropolitains, pour me remplacer du 14 au 30 août 2021 inclusivement dans l'exercice de mes fonctions de directrice de la Direction de l'aménagement des parcs et espaces publics, et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions. Sylvia-Anne Duplantie Directrice – Aménagement des parcs et espaces publics		
Approuvé le :	2021-08-25	**Approuvé le :**	2021-08-26

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Direction de l'aménagement des parcs et espaces publics

801, rue Brennan | Pavillon Duke 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 4 août 2021

Monsieur Gilles Côté
Directeur du développement du territoire et des études techniques
Arrondissement d'Ahuntsic - Cartierville
555, rue Chabanel Ouest, bureau 600
Montréal (Québec) H2N 2H8

Objet : **Partage du financement afin d'octroyer les services professionnels pour l'élaboration de documents d'exécution de travaux visant la restauration d'ouvrage de maçonnerie sur le site de la maison Mary-Dorothy-Molson et dans le parc Gouin Le Mesurier**

Bonjour Gilles,

Dans le cadre du réaménagement du boulevard Gouin Ouest, entre l'avenue Martin et le boulevard Toupin, il est requis de procéder à la restauration de l'ouvrage de maçonnerie sur la propriété de la maison Mary-Dorothy Moison et sur le terrain du parc Gouin-Le Mesurier. Cet ouvrage patrimonial doit faire l'objet d'une restauration. Il démontre des signes d'une dégradation avancée ne permettant pas des travaux sécuritaires et contrôlés pour le nouveau boulevard.

Le contrat de services professionnels doit être octroyé dans les plus brefs délais pour ne pas retarder le projet du boulevard. Le parc Gouin Le Mesurier étant un parc local, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) ne peut financer cette portion du mandat puisqu'elle n'est pas de sa juridiction.

Le SGPMRS entamera les démarches en vue de l'analyse concernant la modification des limites du parc-nature du Bois-de-Saraguay pour y inclure les trois parcs d'arrondissement (Gouin-Le Mesurier, Beau-Bois et Martin).

Cependant, en attente de la décision des instances sur les modifications des limites du parc-nature, nous nous permettons de vous demander que l'arrondissement assume les frais

associés à la portion du parc local (corporatif). Cette somme s'élève à 108 866,43 $ taxes incluses (99 409,56 $ net de ristournes) pour procéder à l'octroi rapide du contrat de services professionnels par le conseil d'agglomération.

Advenant que le changement réglementaire soit adopté, le SGPMRS assumera les coûts associés aux travaux de restauration du muret.

Veuillez recevoir mes meilleures salutations,

Sylvia-Anne Duplantie

Sylvia-Anne Duplantie
Directrice de l'aménagement des parcs et espaces publics

SAD/SBB/pm

c. c. Monsieur Michel Bordeleau, chef de division, Études techniques, Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville
Monsieur Steve Bilodeau Balatti, chef de division, Aménagement des parcs-nature et espaces riverains – SGPMRS
Louise-Hélène Lefebvre, directrice, Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.004

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1217181007

Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de Mme Joia Duskic au Conseil jeunesse de Montréal, pour un premier mandat de trois ans, de septembre 2021 à septembre 2024.

Il est recommandé de :

- nommer Mme Joia Duskic comme membre du Conseil jeunesse de Montréal, pour un premier mandat de 3 ans se terminant en septembre 2024, en remplacement de Mme Audrey-Frédérique Lavoie.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2021-08-27 11:16

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1217181007

Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de Mme Joia Duskic au Conseil jeunesse de Montréal, pour un premier mandat de trois ans, de septembre 2021 à septembre 2024.

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051) encadre le fonctionnement du CjM. Ce règlement prévoit que le CjM est composé de 15 membres, dont une personne siégeant à la présidence et deux personnes siégeant à la vice-présidence (article 3). Lorsqu'il y a des départs ou des fins de mandat, les postes devenus vacants doivent être comblés.
Nomination de nouveaux membres:
L'article 7 du Règlement 19-051 prévoit que les personnes membres du CjM sont nommées par le conseil de la Ville pour un mandat d'une durée de 3 ans, sur recommandation du comité de sélection. Un mandat est renouvelable pour la même période de façon consécutive une fois. Un poste est à pourvoir à la suite de la démission d'une membre. L'article 10 du règlement mentionne qu'en cas de vacance, le poste doit être comblé par le conseil de ville, dans les 6 mois de la date où elle survient.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0088 - 25 janvier 2021 - Approuver le Règlement modifiant le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051).
CM18 0605 - 28 mai 2018 - Approuver les nominations de Mmes Niamh Leonard et Valérie Du Sablon comme membres du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de trois ans se terminant en avril 2021. Approuver la nomination de Mme Audrey-Frédérique Lavoie comme membre du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de trois ans se terminant en mai 2021.
CM21 0607 - 18 mai 2021 - Approuver la nomination de Mme Myriam Boileau au Conseil jeunesse de Montréal, pour un premier mandat de trois ans, de mai 2021 à mai 2024. Approuver le renouvellement du mandat de Mme Audrey-Frédérique Lavoie, pour un second mandat de trois ans, de mai 2021 à mai 2024.

DESCRIPTION

Membre démissionnaire:

Nom	Date de fin initiale du mandat	Date de fin du mandat
Mme Audrey-Frédérique Lavoie	Mai 2024	Juillet 2021

Il est recommandé de nommer Mme Joia Duskic comme membre du Conseil jeunesse de Montréal, pour un premier mandat de 3 ans se terminant en septembre 2024, en remplacement de Mme Audrey-Frédérique Lavoie.

Nom	Date de début du mandat	Date de fin du mandat	Remplacement de
Mme Joia Duskic	Septembre 2021	Septembre 2024	Mme Audrey-Frédérique Lavoie

JUSTIFICATION

Afin de recruter les membres du CjM, un appel de candidatures a été réalisé du 2 novembre 2020 au 10 janvier 2021.
Étapes de réalisation de la campagne de recrutement :

I. Appel public de candidatures : publication d'un communiqué de presse, diffusion aux partenaires jeunesse montréalais, aux institutions d'enseignement et dans le réseau municipal et campagne dans les réseaux sociaux du CjM.
II. Présélection des candidatures selon les critères stipulés dans le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051).
III. La constitution d'un comité de sélection composé de M. Younes Boukala, élu pour Projet Montréal, M. Benoît Langevin, élu pour Ensemble Montréal et M. Mehdi Lekehal, conseiller en planification au Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS). Mme Geneviève Coulombe, secrétaire-recherchiste du CjM, qui a agi à titre de coordonnatrice du processus.
IV. Entrevues de sélection des candidat-es par le comité;
V. Création d'une banque de candidatures ayant réussi l'entrevue de sélection pour d'éventuelles nominations.

Soixante-dix candidatures ont été reçues au cours de la campagne de recrutement. Une candidature été déclarée inadmissible en regard des critères de sélection. Vingt-cinq personnes ont été convoquées en entrevue, vingt-trois ont été vues en entrevue et dix-huit ont été retenues. Une liste de ces candidat-es (liste de réserve) a été constituée pour combler les futurs postes vacants.

La liste des candidat-es retenu-es a été constituée en tenant compte de la qualité de la contribution des candidat-es dans le domaine de la jeunesse et de la volonté de refléter la diversité géographique, linguistique, culturelle et sociale de la jeunesse montréalaise, ainsi qu'une parité entre les hommes et les femmes. Dix-huit candidat-es ont réussi le processus de sélection selon une grille d'entrevue et de pointage.

La sélection des candidat-es a été faite de telle sorte à respecter le Règlement sur le Conseil

des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051):
"Pour être membre du Conseil jeunesse de Montréal, chaque personne doit :

> 1° être âgée entre 16 et 30 ans au moment de la nomination;
> 2° résider sur le territoire de la Ville de Montréal;
> 3° manifester de l'intérêt et posséder de l'expérience à l'égard des questions relatives aux jeunes;
> 4° ne pas être membre d'un conseil jeunesse d'un arrondissement ou ne pas siéger au conseil d'administration du Forum jeunesse de l'Île de Montréal;
> 5° faire preuve de disponibilité afin de participer aux assemblées du conseil et aux réunions de ses comités de travail chargés d'étudier des questions particulières;
> 6° ne pas être à l'emploi de la Ville de Montréal ou d'un parti politique œuvrant en politique municipale montréalaise;
> 7° ne pas avoir, directement ou indirectement, par elle-même ou par un associé, un contrat avec la Ville de Montréal ou avec un parti politique œuvrant en politique municipale montréalaise, sous réserve des exceptions prévues à l'article 116 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19)."

La candidature de Mme Joia Duskic a été sélectionnée parmi les personnes inscrites sur la liste de réserve. Ce choix tente d'assurer une représentativité de la diversité géographique, linguistique, culturelle et sociale de la jeunesse montréalaise ainsi qu'une parité entre les hommes et les femmes. En effet, advenant la nomination de M. Joia Duskic, le Conseil jeunesse de Montréal réunira 7 femmes et 8 hommes, provenant des 9 arrondissements suivants:

- Ahuntsic-Cartierville (2);
- Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (2);
- Lachine (1);
- Le Plateau-Mont-Royal (2);
- Le Sud-Ouest (1);
- Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (2);
- Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles (1);
- Rosemont-La Petite-Patrie (2);
- Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (2).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant alloué pour le fonctionnement du CjM est assuré à 100 % par la Ville de Montréal qui alloue des ressources pour son fonctionnement.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Voir la grille d'analyse en p.j.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Maintien du nombre de membres requis assurant le bon fonctionnement dans la poursuite des activités du CjM.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N.A.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Communiqué de presse annonçant les nominations après la séance du conseil municipal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N.A.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève COULOMBE
Secretaire- recherchiste

Tél : 514-250-8258
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-27

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
Service du greffe

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Emmanuel TANI-MOORE

Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2021-08-27

JOIA DUSKIC

Montréal, Qc

ÉDUCATION

2023	Maîtrise, Département d'histoire de l'art, Université Concordia
2021	Baccalauréat, Département d'histoire de l'art, Université Concordia *Avec Grande Distinction*
2018	DEC, Arts, lettres et communication, Collégial Sainte-Anne *Profil Créativité et innovation*

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Hiver 2022	Assistante d'enseignement *Université Concordia, Département d'histoire de l'art*
7 septembre 2021	Panéliste pour l'atelier *Dreaming of a new downtown: a workshop on art and urban space*, organisé par Art Souterrain en collaboration avec le Centre de recherches interdisciplinaires en études montréalaises basé à l'Université McGill
9 - 20 août 2021	Résidente *The Momus Emerging Critics Residency*
Mai - août 2021	Stagiaire dans le cadre de la bourse Elspeth McConnell Fine Arts Award *Fonderie Darling*
Déc. 2019 - mai 2020	Assistante du Musée *Musée d'histoire et du patrimoine de Dorval*
Été 2019	Responsable de l'accueil et médiatrice *Centre d'exposition Lethbridge*
Été 2019	Médiatrice *MUMAQ, Musée des Métiers d'art du Québec*
Nov. 2018 - juin 2019	Consultante pour le projet pilote *L'école au Musée des Beaux-Arts de Montréal* *Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys*

GESTION D'ÉVÈNEMENT

Mai - août 2019	Conception d'activités éducatives pour le Centre d'exposition Lethbridge *Créatrice du Club des petits créatifs* *Série de trois visites-ateliers conçue pour les enfants de 5 à 10 ans pour l'exposition Triptyque de Chadi Ayoub*

MARQUES DE RECONNAISSANCE

2021 — The R. Bella Ravinovitch Art History Prize
Décerné au meilleur étudiant diplômé en histoire de l'art

2021 — Top Concordian Graduate Entrance Scholarship for the Faculty of Fine Arts
Offrant des prix de 10 000 $, la bourse reconnaît les réalisations exceptionnelles et encourage les meilleurs étudiants de Concordia à poursuivre leur cheminement académique dans l'un des programmes de recherche avec thèse.

2021 — The Elspeth McConnell Fine Arts Award
Offrant un montant de 5 000 $, la bourse permet aux étudiants sélectionnés d'effectuer des stages dans des organisations et des institutions artistiques à but non lucratif.

2018 — Excellence académique dans le programme d'Arts, lettres et communication du Collégial Sainte-Anne
Reconnaissance de la meilleure cote R collégiale du programme

STAGE COLLÉGIAL

Jan. - Mai. 2018 — Apprendre l'art - Pourquoi est-ce que l'art devrait avoir un souci d'accessibilité ?
Livrable du stage: https://youtu.be/9Z-_aR8tz0M

Collaborateurs du stage
Laurent Vernet, Commissaire du Bureau d'art public chez Ville de Montréal;
Camille Lambert-Chan, Chargée de projet marketing à l'Orchestre symphonique de Montréal;
Thomas Bastien, Directeur de l'éducation et du mieux-être au Musée des beaux-arts de Montréal;
Alain Dancyger, Directeur général chez Les Grands Ballets Canadiens de Montréal;
Caroline Ohrt, Co Directrice artistique chez Danse Danse;
Frédérique Doyon, Commissaire invitée à l'Agora de la Danse;
Marie Amiot, PDG de La Factry;
Debbie Zakaib, Directrice générale chez mmode et La Grappe métropolitaine de la mode;
Mario Mercier, Président chez Compagnie et cie;
Pia Savoie, Conseillère marketing et publicité chez Les Grands Ballets Canadiens de Montréal;
Anick La Bissonnière, Scénographe au Théâtre du Nouveau Monde.

EXPOSITION MUSÉALE

2 juin - 15 nov. 2020 — Direction du projet de l'exposition temporaire *Plaisirs d'Écosse*
Musée d'histoire et du patrimoine de Dorval

Établir les contacts préliminaires avec les partenaires potentiels pour les choix d'objets muséaux; conceptualiser le plan d'exposition; rechercher le développement de l'immigration écossaise dans l'ouest de l'île dans les bases de données municipales dorvaloises et montréalaises; traduire et réviser les textes d'exposition; écrire la bibliographie de recherche; sélectionner les images auprès de la BAnQ et du Musée McCord; collectionner les droits de reproduction; conceptualiser l'image graphique de l'exposition avec l'aide d'une infographiste contractuelle; planifier le montage de l'exposition; élaborer et coordonner le vernissage de l'exposition; rédiger les textes promotionnels; sélectionner les activités de médiations offertes par la Cité de Dorval.

CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL– TABLEAU DES MANDATS DES MEMBRES – Août 2021

NOM	ARRONDISSEMENT	1er mandat Membre	2e mandat Membre	1er mandat P/VP	2e mandat P/VP
Michael Wrobel	Ahuntsic-Cartierville	**Déc. 2015 – Déc. 2018** GDD 1156467001 CM15 1465 du 14 déc. 2015	**Déc. 2018 – Déc. 2021** GDD 1187181001 CM18 1489 du 17 déc. 2018		
Yazid Djenadi	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	**Déc. 2018 – Déc. 2021** GDD 1187181001 CM18 1489 du 17 déc. 2018		**Jan.2020 – Déc. 2020** GDD 1197181005 CM 19 1208 du 18 nov. 2019	
Benjamin Herrera ***Président***	Le Sud-Ouest	**Déc. 2018 – Déc. 2021** GDD 1187181001 CM18 1489 du 17 déc. 2018		**Jan. 2021 – Déc. 2021** GDD 1207181003 CM20 1193 du 17 nov. 2020	
Rizwan Ahmad Khan	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	**Mars 2019 – Mars 2022** GDD 1197181001 CM19 0163 du 25-02-2019			
Alice Miquet	Le Plateau Mont-Royal	**Oct. 2016 - Oct. 2019** GDD 1167181005 CM16 1187 du 24 oct. 2016	**Oct. 2019 – Oct. 2022** GDD 1197181004 CM 19 1005 du 16 sept. 2019	**Jan.2019 – Déc. 2019** GDD 1187181001 CM18 1489 du 17 déc. 2018	**Jan.2020 – Déc. 2020** GDD 1197181005 CM 19 1208 du 18 nov. 2019
Pentcho Tchomakov ***Vice-président***	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	**Oct. 2019 – Oct. 2022** GDD 1197181004 CM 19 1005 du 16 sept. 2019		**Jan. 2021 – Déc. 2021** GDD 1207181003 CM20 1193 du 17 nov. 2020	
Rime Diany	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	**Oct. 2019 – Oct. 2022** GDD 1197181004 CM 19 1005 du 16 sept. 2019			
Shophika Vaithyanathasarma	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	**Nov. 2019 – Nov. 2022** GDD 1197181005 CM 19 1208 du 18 nov. 2019			
Jessica Condemi	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	**Sept. 2017 – Sept. 2020** GDD 1177670001 CM17 1174 du 25 sept. 2017	**Sept. 2020 – Sept. 2023** GDD 1207181002 CM20 0946 du 22 sept. 2020		

Gabriel Laferrière	Le Plateau Mont-Royal	**Nov. 2020 – Nov 2023** GDD 1207181003 CM20 1193 du 17 nov. 2020			
Pascal-Olivier Dumas-Dubreuil	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	**Nov. 2020 – Nov 2023** GDD 1207181003 CM20 1193 du 17 nov. 2020			
Myriam Boileau	Rosemont-La Petite-Patrie	**Mai 2021 – Mai 2024** GDD 1217181003 CM21 0607 du 18 mai 2021			
Sarah El Ouazzani	Rosemont-La Petite-Patrie	**Juin 2021 – Juin 2024** **GDD** 1217181004 CM21 0809			
Victor Estenssoro Alvarez	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	**Août 2021 – Août 2024** **GDD 1217181005** CM21 1012			

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1217181007
Unité administrative responsable : Service du greffe
Projet : Approuver la nomination de Mme Joia Duskic au Conseil jeunesse de Montréal, pour un premier mandat de trois ans, de septembre 2021 à septembre 2024.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 10- Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 10- Augmentation du nombre de jeunes de moins de 30 ans qui sont engagé-es et impliqué-es au sein de la vie publique municipale et qui prennent part aux débats qui concernent leur milieu de vie.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.005

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1213631001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire totalisant 100 000 $, en provenance du Bureau du design au Service du développement économique vers l'arrondissement de Verdun afin de financer la tenue d'un concours en architecture de paysage visant le réaménagement du parc Elgar (parc Dan-Hanganu) dans le quartier de L'île-des-Soeurs.

Il est recommandé :
d'autoriser un virement budgétaire totalisant 100 000 $ en provenance du Bureau du design au Service du développement économique vers l'arrondissement de Verdun afin de financer la tenue d'un concours en architecture de paysage visant le réaménagement du parc Elgar (parc Dan-Hanganu) dans le quartier de L'île-des-Soeurs, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-30 07:52

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1213631001**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire totalisant 100 000 $, en provenance du Bureau du design au Service du développement économique vers l'arrondissement de Verdun afin de financer la tenue d'un concours en architecture de paysage visant le réaménagement du parc Elgar (parc Dan-Hanganu) dans le quartier de L'île-des-Soeurs.

CONTENU

CONTEXTE

Le Bureau du design au Service du développement économique de la Ville de Montréal a développé une expertise unique au Québec en regard de la pratique des concours de design et d'architecture, engagé depuis 2006 dans la réalisation d'une cinquantaine de concours. Pour faciliter et bien encadrer la mise en œuvre d'un tel processus, le Bureau du design développe des outils d'accompagnement et offre son soutien aux services et aux arrondissements de la Ville, notamment sur les plans administratif, législatif, technique ou financier.
L'arrondissement de Verdun lance ce concours d'architecture de paysage pluridisciplinaire pour le réaménagement du parc Elgar (parc Dan-Hanganu) dans le quartier de L'Île-des-Sœurs, grande île bordée par le fleuve Saint-Laurent, à quelques pas du centre-ville de Montréal. Anciennement appelé le parc Elgar, le changement récent de toponymie du parc vise à honorer l'architecte Dan S. Hanganu. Citoyen de L'Île-des-Sœurs jusqu'à son décès en 2017, Monsieur Hanganu est l'architecte qui a conçu le design du centre communautaire Elgar, qui se trouve à proximité du parc, ainsi que de nombreux autres immeubles et édifices dans le quartier de L'Île-des-Sœurs.

Le concours s'inscrit dans la foulée des engagements pris par la Ville de Montréal dans le cadre de *l'Agenda montréalais 2030 pour la qualité et l'exemplarité en design et en architecture,* qui vise notamment à promouvoir l'excellence et à stimuler l'innovation en design et en architecture par la généralisation de la pratique des concours.

Le présent dossier décisionnel vise à :

· autoriser, conformément aux informations financières ci-jointes, un virement de crédits budgétaires totalisant 100 000 $ afin de soutenir l'arrondissement de Verdun dans la réalisation du concours;
· préciser les engagements de part et d'autre en regard du déroulement de ce processus de qualité en design.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1386 - 16 décembre 2019 - Adopter l'Agenda montréalais 2030 pour la qualité et l'exemplarité en design et en architecture / Mandater le Bureau du design au Service du développement économique afin qu'il coordonne sa mise en oeuvre (dossier 1196202001).

DESCRIPTION

Pour la tenue du concours, et l'utilisation de la somme reçue, l'arrondissement de Verdun:

· engagera un conseiller professionnel pour planifier, organiser et mener le concours à terme;
· invitera un membre du Bureau du design à titre d'observateur lors des rencontres du jury;
· fera approuver par le Bureau du design, avant leur production finale, les documents du concours (règlement et programme);
· fera approuver par le Bureau du design, avant leur production finale et dans un délai raisonnable de cinq (5) jours ouvrables, tous les documents de communication et de promotion relatifs au concours;
· diffusera les résultats du concours en respectant le protocole de visibilité fourni par le Bureau du design et en mentionnant le nom des lauréats;
· tiendra un exercice de concertation avec les citoyens et les commerçants qui utilise les propositions reçues;
· fournira un bilan du concours incluant tous les documents relatifs au concours tels que : règlement et programme finaux, addenda et fiches de questions et réponses, rapport du jury, photos, vidéos, documents de communication finaux (p. ex. communiqués de presse, invitations) ainsi que tout autre document significatif;
· fournira un bilan détaillé des coûts associés à la tenue du concours (p. ex. honoraires du conseiller professionnel, frais de production des documents de concours, honoraires professionnels versés aux finalistes, honoraires des membres du jury, frais de réception et d'accueil conformes aux encadrements administratifs de la Ville, frais d'événements ou d'activités de communication (promotion, publicité) entourant le concours, autres frais d'expertise-conseil, etc.).

En plus du soutien financier accordé, le Bureau du design :
· offrira un soutien organisationnel et des services conseils pour l'ensemble du processus de concours (révision de documents, accompagnement, liaison avec le Service des affaires juridiques, etc.);
· soutiendra la diffusion de toutes les étapes du concours sur sa plateforme de communications designmontréal.com;
· fera approuver par l'arrondissement toute communication à propos du concours émanant de son unité.

JUSTIFICATION

Ce projet s'inscrit dans les orientations définies au plan de développement stratégique de l'arrondissement visant à créer des milieux de vie familiaux complets et de qualité ainsi que des quartiers verts, conviviaux et équitables.
Ce concours s'inscrit en continuité des engagements pris par la Ville à travers l'adoption de l'Agenda montréalais 2030 pour la qualité et l'exemplarité en design et en architecture, favorisant ainsi la qualité et la résilience de ses milieux de vie. A cette fin, le Bureau du design a offert à l'arrondissement, en plus de l'accompagnement, un soutien financier de 100 000 $ pour permettre la tenue d'un concours de design. Celui-ci a comme objectif de permettre l'exploration et la comparaison de différentes possibilités d'aménagement; et de mettre en valeur les talents de Montréal, Ville UNESCO de design, en sollicitant l'avis de concepteurs professionnels en architecture de paysage.

La réalisation du concours et l'accompagnement de ce dernier par le Bureau du design

s’inscrivent directement dans la mise en œuvre du plan d’action en design « Créer Montréal », adopté par le comité exécutif de la Ville de Montréal le 30 mai 2018.

Le virement budgétaire à l’arrondissement de Verdun est essentiel pour tenir :
· le concours en architecture de paysage en 2021;
· permettre au Bureau du design de documenter le processus de concours et d'en tirer des enseignements de manière à en améliorer la performance.

Dans l'éventualité où le concours était annulé, reporté ou que le budget octroyé n'était utilisé qu'en partie, l'arrondissement bénéficiaire s'engage à en informer le Bureau du design dans les meilleurs délais afin que les fonds inutilisés soient retransférés au Service du développement économique et puissent ainsi être affectés à un autre projet avant la fin de l'année financière en cours.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Des crédits de 100 000 $ sont requis pour donner suite au présent dossier. Ces crédits seront pris à même le budget régulier du Service du développement économique (Bureau du design). L’ensemble du budget sera utilisé en 2021.

Provenance	**2021**	**Total**
Service de développement économique (100 % Ville centre)	100 000 $	100 000 $
Total	**100 000 $**	**100 000 $**
Virement	**2021**	**Total**
Arrondissement de Verdun	100 000 $	100 000 $
Total	**100 000 $**	**100 000 $**

Cette dépense est entièrement assumée par la Ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le design sous toutes ses formes a le pouvoir de rendre le territoire plus attrayant et les services aux citoyens plus performants. Le design est au cœur de l’image, du fonctionnement et du développement durable de notre ville. La qualité de vie des citoyens tient, en grande partie, à l’aménagement de notre territoire qui s’exprime par le patrimoine, l’art public, le design, l’architecture et le paysage. Tous ces éléments contribuent au bien-être individuel et collectif, participent au développement d’un sentiment d’appartenance et favorisent l’attrait de nos milieux de vie.
La pratique des concours de design, tel que préconisée dans le cadre du présent dossier, met à contribution les talents en design au profit d'un développement économique et urbain durable et d'un milieu de vie de qualité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un nouveau montage financier devra être élaboré pour assurer la tenue du concours si le dossier est refusé.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération n'est prévue pour le virement budgétaire.
Les différentes étapes du concours feront l'objet d'opérations de communication propres. Le lancement du concours est prévu au début du mois de septembre 2021.
Toutes activités de communication liées au concours devra mentionner la contribution du Bureau du design du Service de développement économique à ce projet ainsi que spécifier qu'il est mis en oeuvre dans le cadre de l'Agenda montréalais 2030 pour la qualité et l'exemplarité en design et en architecture.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'ensemble des fonds est viré en un seul versement. L'arrondissement devra produire une justification de son utilisation selon les clauses permises.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline DUBUC
Commissaire - developpement economique

Tél : 514 872-1968
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-26

Patrick MARMEN
Chef d'équipe - Bureau du design

Tél : 438-350-1156
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice

Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2021-08-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1213631001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Autoriser un virement budgétaire totalisant 100 000 $, en provenance du Bureau du design au Service du développement économique vers l'arrondissement de Verdun afin de financer la tenue d'un concours en architecture de paysage visant le réaménagement du parc Elgar (parc Dan-Hanganu) dans le quartier de L'île-des-Soeurs.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1213631001 - Virement -concours en architecture du paysage-.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au Budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-08-28

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 30.006

2021/09/08 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.007

2021/09/08 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 40.001

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1214334010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption d'un Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown - Place William-Dow

D'adopter, sans changement, le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown - Place William-Dow

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-08-27 11:19

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1214334010**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption d'un Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown - Place William-Dow

CONTENU

CONTEXTE

Compte tenu de l'état d'urgence sanitaire et dans le respect des décrets ministériels portant sur les procédures autre que référendaires qui font partie du processus décisionnel d'un organisme municipal et qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens;
Compte tenu de l'impossibilité de tenir l'assemblée publique normalement prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1), l'arrondissement a remplacé l'assemblée de consultation par une consultation écrite de 15 jours annoncée préalablement par un avis public.

L'arrondissement a tenu une consultation écrite du 12 au 26 août 2021. Un avis public a été diffusé le 11 août 2021. Les citoyens ont eu 15 jours pour transmettre leurs commentaires écrits, par courriel ou par la poste. Une présentation en lien avec le projet ainsi qu'une capsule vidéo présentant le projet ont été disponibles sur le site internet de l'arrondissement.

Au terme de la consultation, plusieurs commentaires ont été reçus. Le rapport de consultation est en pièce jointe à ce présent sommaire

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daphné CLAUDE
Secrétaire-recherchiste

514 872-1950
Tél :
Télécop. : 000-0000

Le Sud-Ouest
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 9 août 2021	Résolution: CA21 22 0236

Donner un avis de motion et adopter un projet de Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown - Place William-Dow (dossier 1214334010)

Le conseiller Sauvé donne avis de motion qu'un Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown - Place William-Dow sera présenté pour adoption à une séance ultérieure;

Considérant l'avis de motion donné à la présente séance;

Il est proposé par Craig Sauvé

appuyé par Anne-Marie Sigouin

ET RÉSOLU :

D'adopter un projet de Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown - Place William-Dow et de le transmettre au conseil municipal pour adoption, conformément à l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4)

De déléguer au secrétaire d'arrondissement le pouvoir de procéder à la consultation publique requise en conformité avec les décrets et arrêtés ministériels en vigueur, notamment en remplaçant l'assemblée publique de consultation prescrite par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) par une consultation écrite d'une durée de 15 jours.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.03 1214334010

Benoit DORAIS
_____
Maire d'arrondissement

Sylvie PARENT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 août 2021

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.001

2021/09/08
08:30

Dossier # : 1214334010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption d'un Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown - Place William-Dow

D'adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown - Place William-Dow

Signé par Sylvain VILLENEUVE **Le** 2021-07-30 14:22

Signataire : Sylvain VILLENEUVE

Directeur d'arrondissement
Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1214334010**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption d'un Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown - Place William-Dow

CONTENU

CONTEXTE

Une demande a été déposée à l'arrondissement du Sud-Ouest afin d'autoriser la construction d'un bâtiment à vocation commerciale abritant huit des anciens wagons de métro MR-63 (Projet MR-63) à la place William-Dow situé à l'intersection des rues Peel, Ottawa et Young dans le quartier Griffintown. Le projet fait l'objet d'une demande d'approbation via le Règlement sur les Projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04 22003) en raison de dérogations à l'usage et au retrait prescrit (dossier 1214334011). Le projet déroge également aux catégories d'affectation du Plan d'urbanisme.
Le Plan d'urbanisme doit être modifié afin d'autoriser des usages de la composante «Commerce» aux catégories d'affectation identifiées au Plan d'urbanisme pour la place William-Dow, et ainsi permettre que le projet de l'organisme à but non lucratif MR-63 puisse ensuite être autorisé en vertu du Règlement sur les PPCMOI et de l'article 145.36 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (A.19).

Le Conseil municipal peut adopter un Règlement modifiant le Plan d'urbanisme conformément aux articles 109 et suivants de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0478 - 27 mai 2013 (1134543001) : Adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme du secteur Griffintown révisé à la suite de la consultation publique tenue par l'OCPM.

DESCRIPTION

Depuis 2016, l'arrondissement du Sud-Ouest appuie l'organisme à but non lucratif MR-63 dans son projet de créer une vitrine de la culture montréalaise suite à l'obtention de huit wagons de métro MR-63 dans le cadre d'un appel à projets de la STM. En 2018, l'Arrondissement confirmait à l'organisme que le projet pourra être implanté à la place William-Dow. Ce terrain, situé à l'angle des rues Peel et Ottawa, a été acquis par la Ville de Montréal en 2017 dans le but de mettre en œuvre les interventions prévues en matière de parcs et d'espaces verts du PPU Griffintown.

Le projet prévoit la construction d'un bâtiment privé, d'environ 600 m2 d'implantation, constitué d'un cube vitré ouvert sur trois faces d'une hauteur de 18 mètres et abritant huit wagons de métro MR-63 empilés sur une hauteur de 3 étages, sur une partie d'un terrain du domaine public (parc) . L'entrée principale du projet se trouve face à la rue Peel, mais l'ensemble des façades comporte des ouvertures permettant de créer un espace ouvert sur le parc facilitant ainsi une occupation à des fins de café-terrasse. Un bâtiment technique est construit sur la limite nord-ouest du lot, comportant notamment l'ascenseur, les cages d'escalier et autres services pour le bâtiment principal. Le projet comprend également un sous-sol comportant des espaces de rangement, un bloc sanitaire ainsi que la salle mécanique pour la gestion des équipements du parc. Le projet comprend une marquise en projection vers la rue Ottawa. En terme d'occupation, le bâtiment se veut une vitrine sur la culture montréalaise, avec notamment une salle d'exposition, une galerie d'art, des espaces de réunion, la vente de produits de design montréalais et des services alimentaires (restaurant, café, bar, etc.).

Le projet s'insère dans les orientations du PPU - Secteur Griffintown en regard de l'innovation, notamment sur le plan des occupations visant à faire rayonner la culture montréalaise ainsi que de l'architecture. De plus, le bâtiment est situé sur la rue Ottawa, indiquée au PPU - Secteur Griffintown comme corridor culturel. Le projet se veut également un projet signature pour Montréal. L'implantation du projet dans le parc vise à assurer une visibilité de la caserne de pompiers numéro 3, mettre le parc à l'avant-plan et favorise un dégagement et une ouverture du cadre bâti plus dense le long des rues Peel et Ottawa.

Pour être autorisé, le projet devra franchir les étapes suivantes :

1. Modification du Plan d'urbanisme
2. Adoption d'un PPCMOI
3. Adoption d'un Règlement particulier d'occupation du domaine public (seule option possible à l'égard du site acquis aux fins de parc)
4. Approbation en vertu du Règlement sur les PIIA
5. Délivrance d'un permis de construction

La modification au Plan d'urbanisme consiste à :

- Ajouter une note au tableau 3.1.1 de la carte des affectations afin de permettre dans le parc local Place William-Dow, les usages de la composante «Commerce» , à la condition qu'ils soient autorisés par un Règlement adopté en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, ou par une résolution de Projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble;
- Ajouter une note au plan 18 : Usages autorisés au PPU - Secteur Griffintown afin de permettre l'usage E.1 dans toutes les catégories d'usages.

L'Arrondissement profite de ces modifications pour mettre à jour la carte 2.5.1 « Les parcs et les espaces verts » du Plan d'urbanisme pour le secteur Griffintown afin d'inclure les terrains acquis aux fins de parc.

JUSTIFICATION

Recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine (DAUP) :
La modification du Plan d'urbanisme et du PPU - Secteur Griffintown pour permettre la réalisation du projet MR-63 s'inscrit dans le projet mis de l'avant par le PPU - Secteur Griffintown, en cultivant l'innovation par :

- la conception d'espaces visant à faire de Griffintown une référence en matière de design urbain (action 1);
- l'aménagement d'espaces permettant la diffusion artistique sous toutes ses formes dans la programmation des nouveaux lieux publics (action 2);
- la mise en oeuvre d'interventions visant à supporter la notion de « Corridor culturel de la rue Ottawa » (action 3);
- la consolidation de partenariats avec les acteurs intéressés à la notion de « Corridor culturel de la rue Ottawa » (action 4).

La DAUP recommande l'adoption du projet de Règlement modifiant le Plan d'urbanisme et le PPU - Secteur Griffintown.

Recommandation de la Direction de l'urbanisme (SUM) :
Les objectifs du Plan à l'égard des parcs mettent de l'avant des principes qui visent à contribuer au verdissement et à la qualité des milieux de vie, à améliorer l'accessibilité à des espaces naturels de qualité et à des lieux qui favorisent l'activité physique, la détente et les loisirs. Le chapitre d'arrondissement du Sud-Ouest encourage l'accroissement du patrimoine vert sur le domaine public et privé. Il fait d'ailleurs mention que l'aménagement de nouveaux parcs est privilégié dans les secteurs en déficit d'équipements communautaires, sportifs et récréatifs.

Le Plan mentionne qu'une conversion d'un parc ou d'une de ses parties, à des fins autres que d'usage complémentaire ou d'équipement collectif d'envergure locale, requiert une modification au Plan. Une modification au Plan d'urbanisme est donc requise pour permettre les usages de la composante «Commerce», de manière à ce que le projet puisse ensuite suivre un processus d'autorisation par l'Arrondissement.

Avis du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) :
Lors de la séance du 5 juillet 2021, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à l'égard de la demande de modification du Plan d'urbanisme et du PPU. Le comité a toutefois mentionné certaines préoccupations quant à l'implantation proposée du bâtiment et l'impact du mur aveugle sur les propriétés voisines. Ces préoccupations seront prises en compte lors de l'approbation du projet en vertu du Règlement sur les PIIA.

Avis du Comité Jacques-Viger (CJV) :
Lors de la séance du 6 juillet 2021, le Comité Jacques-Viger a émis un avis favorable pour les deux modifications, avec quelques recommandations pour le projet à la Place William-Dow afin de s'assurer de la pérennité et de la cohésion du projet avec son environnement, soit
1) Poursuivre les démarches afin de mettre en place des partenariats solides qui assureront non seulement la faisabilité du projet mais également sa pérennisation; définir clairement les balises du partenariat public-privé;
2) Atténuer le caractère minéralisé de la place William-Dow avec une végétalisation plus importante et davantage de plantations en pleine terre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 en soutenant la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, en appuyant l'innovation et la créativité des

organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité et en développant une économie plus verte et inclusive.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le processus d'adoption devra se faire en fonction des directives gouvernementales en vigueur, notamment celles concernant les rassemblements de personnes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La consultation publique écrite d'une durée de 15 jours sera annoncée par un avis public sur le site web de l'Arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Calendrier prévisionnel:
Avis de motion et adoption du premier projet de règlement par le Conseil d'arrondissement : 9 août 2021
Consultation écrite de 15 jours : Août 2021
Résolution du Comité exécutif : 15 septembre 2021
Adoption du règlement par le Conseil municipal : 27 septembre 2021
Avis public annonçant la possibilité de demander à la Commission municipale du Québec un avis sur la conformité du règlement au Schéma d'aménagement; Octobre 2021
Entrée en vigueur du règlement à l'expiration du délai pour faire une demande à la Commission municipale, si aucune demande n'a été reçue. Si une demande a été reçue, entrée en vigueur du règlement sur délivrance de l'attestation de conformité par la Commission municipale

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs. Conforme à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daniel AUBÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Charles-Éden GODBOUT, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Sylvain GARCIA, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Caroline LÉPINE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Caroline LÉPINE, 3 août 2021
Charles-Éden GODBOUT, 19 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Hélène BINET-VANDAL
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-4508
Télécop. : 514-827-1945

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-15

Julie NADON
Chef de division

Tél : 514-872-4394
Télécop. : 514-872-1945

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc-André HERNANDEZ
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-868-3512
Approuvé le : 2021-07-30

ANNEXE

SUIVI DES RECOMMANDATIONS

MR-63 à la place William Dow et corrections mineures au PPU – Secteur Griffintown

C21-SO-02 (AVIS)

Fiche adressée au demandeur de l'avis

Note : Ce tableau a pour but d'informer le Comité Jacques-Viger (CJV) et le conseil municipal (ou le conseil d'arrondissement) des mesures entreprises par le demandeur suite aux recommandations du présent avis.
Veuillez remplir le tableau ici-bas et l'inclure au dossier qui sera transmis au conseil municipal (ou au conseil d'arrondissement). Veuillez également le transmettre par courriel à la permanence du CJV.
Veuillez aussi noter que ce tableau demeure un outil de travail afin de favoriser les échanges et de faciliter la compréhension de l'évolution du projet.

	Recommandations (thèmes) *	**Suivi effectué** *(texte à inclure, si applicable)*
01	Poursuivre les démarches afin de mettre en place des partenariats solides qui assureront non seulement la faisabilité du projet mais également sa pérennisation; définir clairement les balises du partenariat public-privé.	L'arrondissement entend poursuivre son accompagnement de l'organisme en collaboration avec le réseau PME MTL et autres services de la Ville (Service de la culture et Service du développement économique). Sera requis également l'accompagnement du Service des affaires juridiques de la Ville afin de bien définir les termes et obligations du bail et autres obligations (ex.: servitude), ainsi que définir les termes et obligations de la convention avec l'organisme pour le soutien financier et les activités assurant la pérennité du projet.

02	Atténuer le caractère minéralisé de la place William-Dow avec une végétalisation plus importante et davantage de plantations en pleine terre.	Cette recommandation sera prise en compte lors de l'approbation du projet en vertu du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) auquel le projet sera soumis.

* *Vous référer aux recommandations intégrales à la section « Avis et recommandations du Comité Jacques-Viger » de l'avis.*

AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER À LA SUITE DE SA RÉUNION DU 6 juillet 2021
Le Comité Jacques-Viger est l'instance consultative de la Ville en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'architecture, de design, et d'architecture de paysage*

MR-63 à la place William-Dow et corrections mineures au PPU – Secteur Griffintown

Libellé du projet :	Modification au Plan d'urbanisme pour permettre l'implantation du projet MR-63 à la Place William-Dow et autres corrections mineures du PPU - Secteur Griffintown.
Localisation :	Place William-Dow, située à l'angle des rues Peel et Ottawa
Demandeur :	Arrondissement du Sud-Ouest

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis à la demande de l'Arrondissement du Sud-Ouest, conformément au paragraphe 1 de l'article 11 de son règlement, considérant que le projet requiert une modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

L'OBJET DE LA DEMANDE

La demande vise la modification du Plan d'urbanisme ainsi que du PPU – Secteur Griffintown afin de permettre l'implantation du projet artistique et architectural MR-63 à la place William-Dow. Les modifications demandées concernent l'affectation, la densité, les usages, la hauteur ainsi que le taux d'implantation afin de permettre la construction d'un pavillon dans un parc. La demande vise également à apporter des modifications mineures à certains plans du PPU – Secteur Griffintown à la suite de l'adoption de changements au Règlement d'urbanisme, soit des corrections mineures aux plans 14 – hauteur, 16 – densités et 18 – usages.

TERRITOIRE D'INTERVENTION

Le territoire d'intervention visé est la place William-Dow, située au nord-ouest de l'angle formé par les rues Peel et Ottawa, dans le quartier Griffintown de l'arrondissement du Sud-Ouest.

*Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Comité Jacques-Viger
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055



Site à l'étude (Source : Google Maps, 2021)

DESCRIPTION DU PROJET[1]

Le projet prévoit la construction d'un bâtiment privé sur un parc public, en l'occurrence un cube vitré ouvert sur trois faces d'une hauteur de 16 m. Il abriterait huit anciennes voitures de métro MR-63 qui y seraient empilées sur une hauteur de 3 étages. L'entrée principale du projet se trouve sur la rue Peel. Les façades Peel et Ottawa comportent aussi des ouvertures permettant de créer un espace ouvert sur le parc à des fins tel un café-terrasse. Le bâtiment est pourvu d'une marquise vers la rue Ottawa.

Un volume technique est construit sur la limite nord-ouest du lot, abritant notamment l'ascenseur, les cages d'escaliers et autres services. En sous-sol, le bâtiment comprend des espaces de rangement, des toilettes ainsi que la chambre mécanique pour la fontaine du parc et la gestion de l'eau.

En matière d'occupation, le bâtiment se veut une vitrine sur la culture montréalaise, avec notamment une salle d'exposition, une galerie d'art, des espaces de réunion, la vente de produits culturels et des concessions alimentaires telles que restaurant, café, etc.

ANALYSE DES ENJEUX

Le Comité Jacques-Viger (CJV) a tenu une rencontre par vidéoconférence le 6 juillet 2021 où des représentants de l'Arrondissement du Sud-Ouest, du Service de l'urbanisme et de la mobilité de la Ville et de l'externe ont été entendus. Le CJV estime que le projet proposé pour la place William-Dow est très stimulant et emballant non seulement pour le quartier mais également pour Montréal. Il s'agit d'une proposition qui intègre les notions de développement durable, de culture et de patrimoine de manière intéressante et inusitée.

[1] Description fournie par l'Arrondissement du Sud-Ouest

D'emblée, le CJV juge recevables les modifications demandées au Plan d'urbanisme afin de pouvoir accueillir le projet de pavillon sur la place William-Dow. Il tient cependant à émettre quelques mises en garde afin de s'assurer de la pérennité et de la cohésion du projet avec son environnement. En ce sens, la coordination étroite avec l'Arrondissement du Sud-Ouest devra se maintenir afin que le projet et la place William-Dow s'inscrivent en conformité avec les balises d'aménagement en vigueur.

Partenariats et mise en œuvre

La perspective de partenariats évoquée lors de la présentation est intéressante et inusitée. Toutefois, beaucoup d'interrogations subsistent quant à ces partenariats et à la mise en œuvre du projet. Il s'agit en effet d'un projet d'envergure. Pour subsister à long terme, il devra être doté d'une organisation solide, vraisemblablement sous forme de partenariat public-privé. De l'avis du comité, ce partenariat public-privé doit être clairement défini au préalable. Il invite les requérants à poursuivre leurs démarches afin de s'assurer d'avoir des partenaires fiables et établis pour que le projet puisse voir le jour.

Végétalisation

Le CJV constate que la proposition d'aménagement actuelle crée un espace très minéralisé. À son avis, le projet devrait avoir plus de verdure naturelle. Il souhaite notamment que la végétalisation se fasse autrement que par la plantation en pots. Une nature plus luxuriante, de l'avis du CJV, serait bienvenue non seulement pour réduire la minéralité de la place William-Dow, mais également pour verdir ce secteur de la ville.

AVIS ET RECOMMANDATIONS DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis favorable à la demande de modification au Plan d'urbanisme demandée afin de permettre l'installation du projet MR-63 à la place William-Dow, selon le projet qui lui a été présenté. Il émet également un avis favorable aux corrections mineures demandées au PPU – Secteur Griffintown. En ce qui concerne la proposition pour la place William-Dow, il émet les recommandations suivantes :

01. Poursuivre les démarches afin de mettre en place des partenariats solides qui assureront non seulement la faisabilité du projet mais également sa pérennisation; définir clairement les balises du partenariat public-privé;
02. Atténuer le caractère minéralisé de la place William-Dow avec une végétalisation plus importante et davantage de plantations en pleine terre.

Note adressée au demandeur :
Veuillez vous référer au document « Suivi des recommandations » (transmis en annexe).

Le président du Comité Jacques-Viger,

Original signé

Jean Paré

Le 30 juillet 2021

Il revient aux représentants de l'Arrondissement ou du service responsable du dossier de joindre cet avis au sommaire décisionnel et de le diffuser au requérant et aux consultants externes, le cas échéant.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1214334010
Unité administrative responsable : Division de l'urbanisme, DAUP, Sud-Ouest
Projet : Règlement modifiant le Plan d'urbanisme - Place William-Dow

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

4. Développer une **économie plus verte et inclusive** en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité

14. Appuyer l'**innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations** pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité

15. Soutenir la **vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif**, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

20. Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- Nouvelle forme de partenariat entre l'arrondissement et un organisme pour l'occupation et l'animation du domaine public
- Création d'une nouvelle vitrine culturelle pour Montréal<
- olonté de l'organisme de réaliser un projet carboneutre

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1214334010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Objet :	Adoption d'un Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown - Place William-Dow

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir les documents joints.

FICHIERS JOINTS

Annexe 2_Carte modifiee des parcs et espaces verts.pdf

2021-07-26 Projet Règlement-Modif PU_place William-Dow.docx

Annexe 1_Tableau modifiee des catégories affectation du sol.PDF

Annexe 3_Carte modifiee du Plan 18-Usages autorises.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel AUBÉ
Avocat
Tél : 438 833-6487

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-26

Jean-Philippe GUAY
Chef de division
Tél : 514 893.0302
Division : Droit public

Le Sud-Ouest
Montréal

RAPPORT DE LA CONSULTATION PUBLIQUE ÉCRITE

Projet de Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown - Place William-Dow (dossier 1214334010)

La consultation publique écrite, pour le projet ci-haut mentionné, s'est tenue, en conformité avec les arrêtés ministériels en vigueur et la résolution CA21 220236.

Un avis public annonçant la consultation écrite a été publié sur le site internet de l'arrondissement le 11 août 2021. La consultation s'est déroulée jusqu'au 26 août 2021 inclusivement.

À l'expiration de la période prévue pour la consultation, les commentaires suivants ont été reçus.

1.

Nous sommes absolument opposés à la construction sur le parc william Dow.
Griffintown a besoin de parcs. Les rues deviennent de plus en plus étouffantes et nous avons besoin d'arbres dans un parc avec bancs pour relaxer. Il serait agréable de voir des plantes et fleurs dans ce parc.

Cafés-terrasses invitent des jeunes qui ne vivent pas dans notre quartier et le bruit n'est pas le bienvenu tard le soir.

La ville de Montréal nous avait promis un parc et espérons qu'elle tiendra sa promesse. Ce parc aurait dû être prêt depuis plus d'une année. Dernièrement, cet endroit a servi de campement et stationnement aux travailleurs de la construction d'édifices de 18 étages qui cachent Le Soleil et lumière du matin.

Construction d'un édifice à cet endroit complètera le désastre que devient Griffintown. Le parc est absolument nécessaire.

2.

Allow me to remind the City of Montreal officials who came, some three years ago, to the foyer of Ecole de Technologie Superieure (ETS) to solicit opinions from the resident/owners on the plans to create parks in the Griffintown area in general, including the site in question, tucked between William and Ottawa, and Peel and Young. We, the owners, participated in an enthusiastic discussion on the possibilities for the site. After another session of discussions, it was generally agreed that there would be a park at the site, with shade trees, manicured lawn with park benches for a peaceful retreat and even a reflection pool. Input was made by interested parties residing in Griffintown area. There was a general consensus on having a relaxing environment at the site.
We were horrified when two years later, the City hauled out their abandoned Metro cars to set up an open air cafe. Frankly, we have no love for Metro-wagons unless we have to ride in them going to or from work. It reminds me of being forced into a closed space twice a day smelling other peoples' armpits in the process. Why on earth would a grown up person want to be associated with Metro-wagons is beyond comprehension. After an amateurish attempt at luring social activity over drinks in dusty/windy, often in

rainy conditions, the open-air-café-idea with Metro wagons was put to rest for good, at least that's what I thought.

I am now rather perturbed that some folks are trying to rally support for a park with abandoned Metro cars for a place to relax, and some are even quoting a privately run poll supporting such an option. I am interested to know if the poll was undertaken by a neutral party authorized by the City, has it any scientific basis and if it included the owner/residents from surrounding blocks. I would also like to know who the perpetrator of the poll is and why he'd want to have a "Metro-wagon parking lot" for a park. To be frank, I would not mind a Café Terrasse - ice cream parlour, definitely not an upscale one, in a manicured lawn setting with strategically located bushes and flower beds in summer, along with park benches where people can just relax and not have to pay to sit down. It may be the least onerous option for the park. The café could be leased to a restaurant-owner, to generate income for ongoing maintenance and security.

Document 1 - Commentaires reçus via le formulaire mis en ligne

#	Horodatage	Quelles sont vos questions ou commentaires en lien avec ce projet?	Réponse de l'arrondissement
1	2021-08-12	Serait-il possible d'inclure plus d'arbres, jardins, plans d'eaux? Ceci est grandement manquant a Griffintown et ce serait bien d'y annexer ceci dans les plans	Dans le cadre de la conception de la place William-Dow, la question du verdissement sera prise en compte afin de tenir compte de plusieurs commentaires reçus allant en ce sens.
2	2021-08-13	Je suis contre le projet de réutilisation de vieilles rames de métro. Je juge qu'elles viennent occuper trop d'espace dans un secteur où il y a déjà trop peu d'espaces publics. Si le projet doit aller de l'avant, je suggère que le bâtiment comprenne une grande ouverture permettant de retirer facilement les rames d'ici qq années. En attendant, il serait judicieux d'utiliser du vitrage bleu foncé sur l'ensemble des fenêtres pour minimiser l'impact visuel des grosses rames bleues qui seront visibles depuis l'extérieur du bâtiment. Si les rames devaient être repeintes d'une autre couleur, le vitrage devrait être de la même couleur que les rames.	
3	2021-08-14	Nous avons besoin d'espaces verts non engorgés de machine ou représentation de transport. Cela créera encore plus d'ombres et rendra la vue du parc horrible. Les wagons de métro ne sont en aucun point esthétiques et devraient être évités. Un petit café se mariant bien au caractère d'un parc/ espace vert pourrai être agréable mais aucunement nécessaire. De l'herbe, des arbres, des plantes grimpantes et des arbres à caractère du quartier (qui fleurissent roses au printemps) seraient plus jolis	
4	2021-08-18	Pourquoi ne pas bâtir dans ce cas une maison de la culture / centre culturel / communautaire pour faire rayonner les artistes de la région? Comme il s'agit d'un espace public / parc municipal, je crois qu'il serait plus adéquat que la bâtisse appartienne à la ville. Une maison de la culture permettrait par exemple de faire rayonner les projets artistiques qui viseraient une clientèle très diversifiées dont les familles et les artistes locaux de Griffintown. La gouvernance des maisons de la culture a également fait ses preuves. Il m'apparait contradictoire que, dans un quartier où il y si peu de parc, et où il a été aussi difficile d'acquérir des espaces publics, qu'on cède à une entreprise privée une parcelle de territoire. Ce projet devrait prévoir de la culture pour les famille, un volet communautaire et citoyen fort, et une gouvernance démocratique et publique hors du commun ancré dans son milieu de vie.	

Catégories d'affectation du sol

CATÉGORIE ET DESCRIPTION	COMPOSANTES	NOTES
SECTEUR RÉSIDENTIEL Aire à vocation principalement résidentielle comportant aussi des portions mixtes, notamment des rues de commerces et d'habitation.	■ Habitation ■ Commerce ■ Équipement collectif ou institutionnel ■ Équipement et construction requis pour la mise en service du réservoir d'eau potable souterrain existant dans le parc local Étienne-Desmarteau	La réglementation assure le découpage en zones distinctes des secteurs essentiellement résidentiels, des secteurs à caractère commercial et des ensembles occupés par des équipements collectifs ou institutionnels. Elle détermine les catégories d'usages selon la nature des milieux et le caractère de l'arrondissement. Elle assure, par les modes de gestion des usages, l'insertion harmonieuse des activités non résidentielles : les types d'usages autorisés de plein droit, les usages conditionnels, les limites de superficie, l'obligation de continuité commerciale, le contingentement de certains usages, etc.
SECTEUR MIXTE Aire diversifiée comportant une composition variée d'activités et de l'habitation. Plusieurs de ces secteurs recouvrent des aires présentant un potentiel d'intensification du nombre delogements ou du nombre d'emplois.	■ Habitation ■ Commerce ■ Bureau ■ Équipement collectif ou institutionnel ■ Dans le respect de la cohérence des milieux et en assurant une saine cohabitation des usages, la réglementation reconnaît ponctuellement certaines occupations à caractère industriel présentes lors de l'adoption du Schéma d'aménagement le 29 janvier 2015	La réglementation définit les zones et détermine les usages autorisés dans chacune selon la nature des milieux, notamment de manière à assurer l'interface entre les ensembles à dominance résidentielle et les zones d'activités plus intensives. Dans le parc local Place William-Dow, les usages de la composante Commerce sont autorisés, à la condition qu'ils soient autorisés par un règlement adopté en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, ou par une résolution de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.
SECTEUR D'ACTIVITÉS DIVERSIFIÉES Aire à dominante économique qui peut accueillir, sous certaines conditions, l'intégration d'un usage résidentiel à proximité du réseau de transport collectif.	■ Commerce ■ Bureau ■ Industrie légère ■ Équipement collectif ou institutionnel ■ Habitation, si compatible avec les usages, l'intensité des nuisances et des risques et la nature du cadre bâti	Afin de permettre un usage résidentiel dans une zone, une étude de sa compatibilité doit être effectuée en regard des autres usages, de l'intensité des nuisances et des risques et de la nature du cadre bâti.
SECTEUR D'EMPLOIS Aire à vocation économique comportant principalement des activités à caractère industriel ou commercial. Les secteurs d'emplois correspondent à des aires où l'habitation est exclue.	■ Industrie ■ Bureau ■ Commerce ■ Équipement collectif ou institutionnel	La réglementation définit les zones et détermine les types d'usages autorisés selon la nature des milieux, notamment de manière à limiter aux secteurs d'emplois à caractère industriel les types d'usages générateurs de nuisances majeures.

(suite)

Catégories d'affectation du sol

CATÉGORIE ET DESCRIPTION	COMPOSANTES	NOTES
AGRICOLE Aire réservée à l'agriculture et aux activités agricoles au sens de la LPTAA, qui comprend la culture du sol et des végétaux, l'horticulture, l'acériculture ainsi que l'élevage.	■ Agriculture et activité agricole ■ Habitation unifamiliale conforme aux droits et privilèges précisés dans la LPTAA ■ Commerce et industrie légère complémentaires à l'exploitation agricole, en vertu de la LPTAA ■ Installation, équipement ou aménagement de récréation extensive, complémentaires à l'exploitation agricole ■ Installation de recherche, d'éducation, de prélèvement scientifique ou d'interprétation qui est reliée à la nature	
CONSERVATION Aire réservée à la protection, au rehaussement et à la mise en valeur de la biodiversité ainsi que du patrimoine naturel et paysager, située à l'intérieur du périmètre d'urbanisation ou en zone agricole permanente.	■ Installation de recherche, d'éducation, de prélèvement scientifique ou d'interprétation reliée à la nature ■ Installation, équipement ou aménagement de récréation extensive ■ Aménagement des milieux naturels visant la gestion écologique et l'amélioration de la biodiversité	En zone agricole permanente sont permises les activités agricoles au sens de la LPTAA. Dans les habitats floristiques désignés en vertu de la *Loi sur les espèces menacées ou vulnérables* ainsi que dans les réserves naturelles établies en vertu de la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel*, les usages et activités devront être restreints à ceux autorisés par ces lois.

(suite)
Catégories d'affectation du sol

CATÉGORIE ET DESCRIPTION	COMPOSANTES	NOTES
GRAND ÉQUIPEMENT INSTITUTIONNEL Aire comportant des constructions et des terrains réservés à des activités institutionnelles qui jouent un important rôle de service dans la communauté montréalaise.	■ Grand équipement institutionnel (enseignement, soins de santé, sport et culture) ■ Équipement collectif ou institutionnel ■ Commerce et habitation complémentaires ■ Commerce situé au rez-de chaussée en bordure d'une rue du Centre identifiée à la carte 2.1.2 où la continuité commerciale est exigée, ou situés à même le réseau piéton souterrain, à la condition que de tels commerces soient autorisés par un règlement adopté en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal ou par une résolution de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble	
COUVENT, MONASTÈRE OU LIEU DE CULTE Aire comportant des constructions et des terrains réservés à des établissements conventuels ou à des lieux de culte.	■ Immeuble voué aux activités des communautés religieuses comportant des lieux de résidence ■ Lieu de culte ■ Équipement collectif ou institutionnel ■ Commerce et habitation complémentaires	Même s'ils ne sont pas identifiés par une aire d'affectation à la carte 3.1.1, sont visés par cette catégorie d'affectation les lieux de culte compris dans les listes de bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural de la Partie II. Dans l'arrondissement de Ville-Marie, cette affectation permet les commerces uniquement dans un local occupé à cette fin avant l'entrée en vigueur du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, en novembre 2004, à la condition que de tels commerces soient autorisés par un règlement adopté en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal ou par une résolution de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble. Pour l'église St. James United (463, rue Sainte-Catherine Ouest), cette affectation permet également les commerces et les bureaux, à la condition qu'ils soient autorisés par un règlement adopté en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal ou par une résolution de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble. Pour l'église Saint-Louis-de-Gonzague (2330, terrasse Mercure), cette affectation permet également un usage résidentiel dans l'ancien presbytère (2300, terrasse Mercure) faisant partie de l'ensemble institutionnel qu'il forme avec l'église, à la condition qu'il soit autorisé par un règlement adopté en vertu du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.

(suite)
Catégories d'affectation du sol

CATÉGORIE ET DESCRIPTION	COMPOSANTES	NOTES
GRAND ESPACE VERT OU PARC RIVERAIN Aire réservée aux espaces verts ou naturels d'envergure montréalaise ou situés en rive ainsi qu'aux grands cimetières.	■ Grand parc ■ Parc local ■ Parc-nature ■ Lieu public ■ Réserve naturelle ■ Berge et île publiques ■ Golf ■ Équipement collectif ou institutionnel ■ Commerce ou bureau complémentaires aux installations de récréation ■ Équipement collectif Casino, commerces et installations complémentaires	La réglementation n'autorise l'équipement collectif Casino, commerces et installations complémentaires que sur les lots 2 988 178, 2 988 179 et 2 988 180 du cadastre du Québec et prévoit cet usage sans limite de superficie de plancher.
GRANDE EMPRISE OU GRANDE INFRASTRUCTURE PUBLIQUE Aire vouée aux activités de transport et aux équipements à l'usage des services publics pouvant générer des nuisances importantes pour le voisinage.	■ Infrastructure portuaire, ferroviaire ou aéroportuaire ■ Équipement ou infrastructure d'assainissement et de traitement des eaux ■ Équipement majeur de collecte, de tri, de valorisation et d'élimination de matières résiduelles ■ Équipement majeur d'entreposage et d'élimination des neiges usées	

NOTES GÉNÉRALES :

La partie II du Plan inclut une carte par arrondissement qui identifie les parcs locaux dont la vocation est confirmée par le Plan d'urbanisme. La conversion d'un parc ou d'une de ses parties, à des fins autres que d'usage complémentaire ou d'équipement collectif d'envergure locale, requiert une modification du Plan d'urbanisme.

Malgré le premier alinéa, dans le parc local Étienne-Desmarteau, les équipements et constructions requis pour la mise en service du réservoir d'eau potable souterrain existant sont autorisés.

Malgré le premier alinéa, dans le parc local Place William-Dow, les usages de la composante Commerce sont autorisés, à la condition qu'ils soient autorisés par un règlement adopté en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, ou par une résolution de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

Les parcs, les cimetières, les espaces de conservation, les installations essentielles au fonctionnement du métro, les infrastructures publiques autres que celles comprises dans l'affectation du sol « Grande emprise ou grande infrastructure publique » sont autorisées dans toutes les catégories d'affectation du sol.

Malgré l'alinéa qui précède, les cimetières ne sont pas autorisés dans l'affectation « Agricole ». De même, les gares de triage et les cours de voirie ne sont pas autorisées dans la zone agricole permanente telle qu'illustrée à la carte 2.5.1 intitulée « Les parcs et les espaces verts ».

La délimitation des aires d'affectation du sol doit être interprétée en fonction des emprises de rues et de ruelles ainsi que des limites cadastrales existant au 1er avril 2015.

L'affectation du sol

Arrondissement du Sud-Ouest

- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique
- Limite d'arrondissement

Voir Tableau 3.1.1 pour la description des catégories d'affectation du sol.

0 250 500 m

Plan d'urbanisme

Service de la mise en valeur du territoire
Montréal

Mars 2019

Extrait de la carte 2.5.1 - Carte résultante

Les parcs et les espaces verts

Arrondissement du Sud-Ouest

- Parc
- Golf
- Grand cimetière
- Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

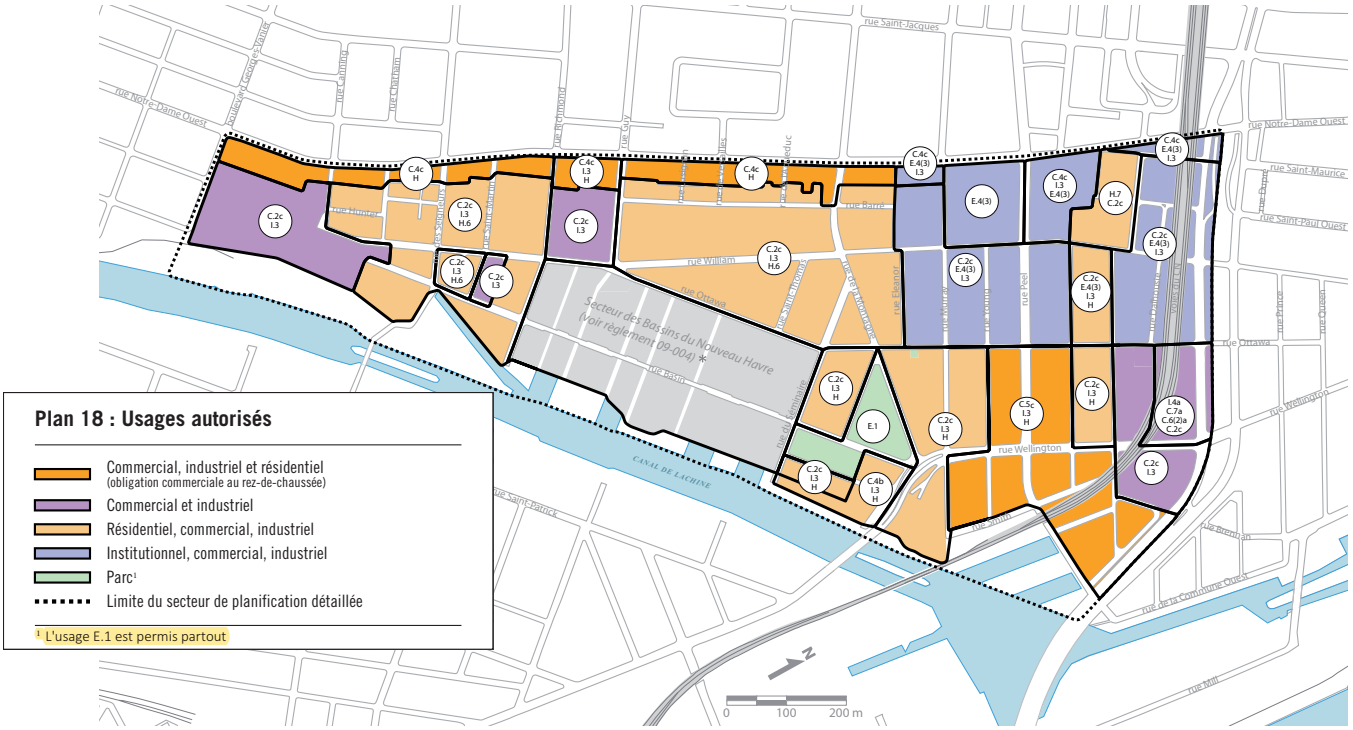
Service de la mise en valeur du territoire
Montréal

0 250 500 m

Juin 2021



Image 17 : Rassemblement dans Griffintown (Photo : Caroline Hayeur / Agence Stock Photo)



* Le règlement prévoit dans cette zone l'usage E.1, les usages de la classe Habitation, les ateliers d'artiste et d'artisan, les galeries d'art et les bureaux, de même que les usages de la classe Commerce des catégories C.1(1), C.1(2), C.2, les salles d'exposition, de réunion, de réception, de spectacle, les restaurants, activités communautaires ou socioculturelles et les usages de la catégorie E.4(1).

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
04-047-XX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047) RELATIVEMENT AU SECTEUR GRIFFINTOWN – PLACE WILLIAM-DOW

Vu l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 109 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du _____ 2021, le conseil municipal décrète :

1. Le tableau 3.1.1 intitulé « Catégories d'affectation du sol » inclus au chapitre 12 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) concernant l'arrondissement du Sud-Ouest est modifié tel qu'il est illustré au tableau joint en annexe 1 au présent règlement.

2. La carte intitulée « Les parcs et espaces verts » incluse au chapitre 12 de la partie II de ce plan d'urbanisme est remplacée par la carte jointe en annexe 2 au présent règlement.

3. Le plan 18 intitulé « Usages autorisés » du Programme particulier d'urbanisme – Secteur Griffintown, inclus à la partie IV de ce plan d'urbanisme, est modifié tel qu'il est illustré au plan joint en annexe 3 au présent règlement.

ANNEXE 1
TABLEAU 3.1.1. INTITULÉ « CATÉGORIES D'AFFECTATION DU SOL »

ANNEXE 2
CARTE INTITULÉE « LES PARCS ET ESPACES VERTS »

ANNEXE 3
PLAN 18 INTITULÉ « USAGES AUTORISÉS »

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le _____.

GDD : 1214334010